TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound Sept. 1916

71519

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXVII. — 1er MAI 1915.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

71519

COMMENT L'ALSACE EST DEVENUE FRANÇAISE

L'Alsace était-elle française, — française de cœur et d'esprit, — au moment de son annexion sous Louis XIV? Elle ne l'était pas plus, en dépit de la primitive communauté de race et d'histoire, que le Roussillon, la Franche-Comté ou la Flandre, réunis à la France à la même époque, et devenus aussi, en peu de temps, français pour toujours. L'Alsace paraissait même moins facile à assimiler que les autres conquêtes de Louis XIV, et elle a en effet réalisé le miracle de se franciser sans s'assimiler, ce qui constitue son caractère propre, et ce qui explique toutes les confusions commises à son sujet (1). Comment ce miracle s'est-il accompli, c'est ce que nous voudrions exposer, dans la pensée que la leçon du passé peut être utile au présent, ou du moins à un avenir très proche. Nous laisserons d'ailleurs les faits parler d'eux-mêmes.

I

L'Alsace n'est pas devenue française aussi vite qu'on le répète communément. Il y a entre autres un document dont

(1) Une bibliographie du sujet serait inutile ici, et d'ailleurs impossible à établir. Il nous suffira de renvoyer en principe aux ouvrages généraux qui renvoient eux-mêmes aux autres et aux sources. Tels sont : *l'Alsace au XVIIe siècle*, de M. Rodolphe Reuss, forte et substantielle étude, puisée aux sources, qui est classique pour longtemps (2 vol. Paris, 1897-1898); — *l'Alsace sous la domination française*, de M. Ch. Pfister, brillante leçon d'ouverture du « Cours de l'Histoire de l'Est » à l'Université de Nancy (brochure, Nancy, 1893); — *l'Alsace au XVIIIe siècle*, de l'abbé Hoffmann, œuvre imposante et richement documentée, à laquelle un certain parti pris en faveur de l'Ancien Régime n'enlève rien de sa valeur historique, surtout au point de vue des institutions (4 vol. Colmar, 1906-1907); — *Histoire d'Alsace* de M. Rodolphe Reuss, mise au point probe et sûre des résultats acquis (Paris, 1912).

on a un peu abusé et qu'il ne faut pas prendre à la lettre. C'est une petite brochure qui date de 1709, et qui a pour titre : *Mémoire pour la Franche-Comté*. L'auteur anonyme y exprime des idées très flatteuses pour nous, à propos de l'attachement des Alsaciens pour la France. On y lit qu'il est « notoire que les habitans de l'Alsace sont plus Français que les Parisiens, » que leur reconquête par l'Empire ne donnerait « qu'un amas de terre morte pour l'auguste maison d'Autriche, et qui couvera un brasier d'amour pour la France, » enfin qu'on ne pourrait détacher les cœurs alsaciens du roi de France « que par une chaîne de deux cents ans. »

Ce témoignage serait à coup sûr très concluant, s'il était autorisé et désintéressé. Mais il convient de le ramener à ses justes proportions. Ceux qui l'invoquent (1) l'attribuent au baron de Schmettau, ministre de Prusse, qui aurait distribué cette brochure aux représentans des Puissances alliées contre la France, réunis à La Haye en 1709. Ils s'appuient sur le témoignage des *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIIIe siècle*, publiés à Amsterdam en 1735 par Lamberty, où il est dit que « ce ministre (Schmettau) présenta au conseiller pensionnaire Heinsius, au prince Eugène et au duc de Marlborough un long mémoire. » Et ce Mémoire, que publie Lamberty, est bien celui dont M. Émile Bourgeois a retrouvé un exemplaire authentique aux archives du ministère des Affaires étrangères. Mais Lamberty ajoute que le Mémoire n'était pas de Schmettau lui-même, car « ce ministre n'hésita point à ajouter le nom d'un qui produisit le Mémoire. » Dès lors que le Mémoire en question n'est pas de Schmettau, il perd déjà beaucoup de son poids. Ajoutons que sa valeur documentaire est très diminuée par son caractère tendancieux : cette brochure a pour but précis de détourner les alliés de la conquête de l'Alsace pour les inciter à celle de la Franche-Comté. Le roi de Prusse en effet n'a rien à gagner dans l'Alsace, qui reviendrait à la maison d'Autriche, tandis qu'il pourrait espérer quelque chose dans la Franche-Comté, dont il est voisin par sa principauté de Neuchâtel. Il est donc naturel que son ambassadeur exagère l'attachement des Alsaciens pour la France et l'inanité de tous les

(1) Émile Bourgeois, *Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté, 1702-1713* (Paris, 1887); — Pfister, *l'Alsace sous la domination française* (Nancy, 1893); — Hansi, *l'Histoire d'Alsace* (Paris, 1912); — nombreux journaux.

efforts qui pourraient être tentés pour les en détacher. C'est de bonne guerre diplomatique.

L'Alsace n'est pas devenue et ne pouvait pas devenir française si vite. Elle ne l'est devenue qu'en connaissance de cause et après réflexion. Qu'elle ne le fût pas au moment de son annexion, au moment des traités de Westphalie (1648), il n'y a pas lieu de s'en étonner. Non seulement l'Alsace n'était pas française, mais il n'y avait pas encore, à vrai dire, une Alsace. L'Alsace n'était qu'une expression géographique. Certes, la nature avait tracé là un de ces cadres où une vigoureuse individualité provinciale devait trouver les meilleures conditions d'épanouissement, mais le flux et le reflux des invasions dans une région frontière disputée depuis la chute de l'Empire romain avait retardé l'œuvre de cristallisation historique, sans laquelle les régions les plus favorisées ne sortent pas du chaos. Il suffit de rappeler, même en gros, les stipulations du traité de Munster pour être édifié.

Tout le monde sait que ce traité nous a cédé l'Alsace, sauf Strasbourg. Mais cette formule simpliste ne répond pas à la réalité alors existante. Les termes mêmes de l'article 75 (*Les Grands Traités du règne de Louis XIV*, par H. Vast) sont d'une complexité qui donne à réfléchir. Voici la traduction littérale du texte officiel latin : « L'Empereur, pour lui et toute la sérénissime maison d'Autriche, et l'Empire de même, cèdent les droits, propriétés, domaines, possessions et juridictions qui jusque là appartenaient à lui, à l'Empire et à la maison d'Autriche dans la place de Brisach, le landgraviat de Haute et de Basse-Alsace, le Sundgau, la préfecture provinciale des dix villes impériales sises en Alsace, à savoir Haguenau, Colmar, Schlestadt, Wissembourg, Landau, Obernai, Rosheim, Munster au val Saint-Grégoire, Kaisersberg, Turckheim, et tous les pays et autres droits quelconques qui dépendent de ladite préfecture, et les transfèrent tous et chacun au Roi Très Chrétien et au royaume de France. » On voit déjà quelle variété de dominations s'enchevêtrent dans ce petit monde de l'ancienne Alsace. Cette complication va être aggravée par les articles suivans. L'un, l'article 76, précise que cette cession est faite « sans aucune réserve, avec pleine juridiction et suprématie et souveraineté à toujours... de manière que nul Empereur ni

prince de la maison d'Autriche ne pourra ni ne devra jamais en aucun temps prétendre ou exercer (*usurpare*) aucun droit et pouvoir sur les susdits pays. » Et l'article 79, abondant dans le même sens, stipule que l'Empereur, l'Empire et l'archiduc Ferdinand-Charles délieront du serment de fidélité envers eux tous États, officiers et sujets des territoires cédés.

Voilà qui paraît clair. Mais l'article 89 intervient pour tout remettre en question. Le Roi Très Chrétien y « maintient dans leur immédiateté non seulement les évêques de Strasbourg et de Bâle, et la ville de Strasbourg, mais aussi les autres États immédiats de la Haute et de la Basse-Alsace, abbés de Murbach et de Lure, abbesse d'Andlau, abbé de Munster, comtes palatins de la Petite-Pierre (Lutzelstein), comtes et barons de Hanau, Fleckenstein et Obernstein, la noblesse de toute la Basse-Alsace. De même il laisse les dix villes impériales de la préfecture de Haguenau dans la liberté et possession d'immédiateté à l'égard de l'Empire dont elles ont joui jusqu'ici, de manière à ne pouvoir prétendre ultérieurement sur tous ces États aucune suprématie royale, mais à se contenter des droits qui appartenaient à la maison d'Autriche et qui sont cédés à la couronne de France par ce traité. » Évidemment, cet article ne se concilie pas avec les précédens. Et, pour porter au comble la confusion, l'article 89 finit lui-même par un paragraphe qui reprend ce que le corps de l'article avait accordé : « Pourtant *(ita tamen)* il est entendu que par la présente déclaration, rien n'est retiré de tout le droit de souveraineté cédé plus haut. » Cet *ita tamen* est un des triomphes de l'art d'embrouiller les textes.

Voilà en quels termes systématiquement contradictoires, calculés pour sauver la face du vaincu sans rien retrancher des exigences du vainqueur, l'Alsace était donnée à la France. Il fallait que les conquêtes de la France se fissent, ou parussent se faire, aux dépens de l'Empereur, et non de l'Empire. C'est pourquoi l'Alsace était rattachée à la France sans être franchement détachée de l'Empire. Et cette solution bâtarde ne déplaisait pas autant qu'on pourrait le croire à la diplomatie française, qui envisageait volontiers la possibilité pour le roi de France de se faire élire empereur, ou tout au moins d'être représenté à la Diète, comme l'étaient le Danemark et la Suède pour leurs possessions d'Allemagne.

Notre but n'est pas de reprendre aujourd'hui l'éternelle

polémique entre savans allemands et savans français sur l'étendue et la nature des droits et des territoires cédés au roi de France par le traité de Munster. Il nous suffit d'avoir fait remarquer l'état de division et d'émiettement dans lequel se trouvait l'Alsace à ce moment. A proprement parler, il n'y avait pas d'Alsace, mais un fouillis alsacien, ce qui devait à la fois faciliter et compliquer le travail d'incorporation de cette province à la patrie française.

II

Le caractère propre de l'Alsacien à travers les âges, c'est la passion raisonnée de l'indépendance, — non pas tant de l'indépendance nationale, dont il n'a jamais pu être sérieusement question pour un pays si restreint et si tardivement unifié, que de l'indépendance personnelle, fièrement accrochée au beffroi municipal, au clocher paroissial, au foyer familial. Sur ce terrain, la monarchie française, même à une époque de centralisation croissante comme le dernier siècle de l'Ancien Régime, ne choquait pas à plaisir les habitudes comme le font trop souvent nos États modernes, incapables ou dédaigneux d'assouplir leurs méthodes gouvernementales et administratives aux susceptibilités les plus légitimes de leurs nouveaux sujets.

L'absolutisme d'un Louis XIV n'était pas tatillon. « La tradition, dit M. Madelin, était l'âme de ce régime. » Son principe conservateur l'inclinait à respecter les institutions locales, tant qu'elles n'étaient pas une entrave à « l'autorité du Roi; » toute coutume lui était à première vue sympathique, si elle se pliait au « service du Roi; » tout particularisme était toléré qui ne portait pas atteinte à l'unanimité de « l'obéissance due au Roi. » Des complications, singularités et contradictions qui résultaient de la paix de Westphalie, le Roi pouvait donc s'accommoder et tirer même avantage. En fait, durant un quart de siècle, la royauté française resta hésitante entre les deux voies que le traité de Munster lui laissait ouvertes : une politique alsacienne ménageant les attaches impériales de la province et offrant au Roi des occasions continuelles d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne, ou une politique d'extension des droits du Roi tendant à faire prévaloir l'interprétation française des clauses équivoques du traité de 1648.

Au surplus, les troubles de la Fronde, pendant quelques années, ne permettaient guère à l'autorité royale de trop s'affirmer. Pour les contemporains, cette date de 1648, qui marque un tournant décisif de l'histoire alsacienne, ne dut pas faire une très grande impression. On y vit surtout la fin de la guerre, mais le changement de domination se manifesta peu aux yeux médiocrement observateurs. L'Alsace était occupée depuis dix ans par les troupes françaises, et depuis longtemps on ne s'attendait plus à les voir partir. Il y avait pourtant des yeux plus perspicaces. Déjà, au mois de mai 1645, le député de Colmar au Congrès de Westphalie, Jean Balthasar Schneider, mandait à ses commettans : « L'Alsace se tirera difficilement des mains de la France. » A Colmar également, le chroniqueur Nicolas Klein raconte que son oncle, revenant du congrès après la paix signée, coupa court aux félicitations en disant : « Nous deviendrons certainement tous Français, et si je ne dois pas voir cela moi-même, mes fils le verront à coup sûr. Il faut donc qu'ils apprennent tous le français. » Et, dès l'année suivante, le jeune Nicolas, âgé de douze ans, allait en France s'initier aux secrets de la langue de Vaugelas. Mais cette clairvoyance était rare : on voit d'ailleurs qu'elle n'avait rien de très hostile.

La royauté française se trouvait en Alsace en face de deux catégories d'acquisitions. Son autorité se substituait sans conteste à celle de la maison d'Autriche dans les domaines héréditaires de cette maison, c'est-à-dire dans le Sundgau et une grande partie de la Haute-Alsace. Ici, la France acquérait une « possession. » En Basse-Alsace, au contraire, le landgraviat était beaucoup moins un territoire qu'un « titre, » conférant des droits féodaux mal définis et un protectorat fort vague sur les dix villes impériales de la préfecture de Haguenau. L'œuvre de la France sera de transformer ce titre en une réalité territoriale, de faire du landgraviat en Basse-Alsace au moins l'équivalent de ce qu'il était en Haute-Alsace, en attendant mieux, mais sans rien brusquer, en respectant même l'immédiateté garantie nominativement à tant de minuscules seigneuries par le traité de Munster.

On comprend après cela une foule de faits qui seraient inconcevables dans nos États modernes. Tous ces États immédiats continuent à être représentés à la Diète et au Cercle du

Haut-Rhin, ils paient les impôts de l'Empire et de leur Cercle, ils doivent fournir leur contingent pour les guerres d'Empire, ils portent leurs appels devant la Chambre impériale de Spire, ils prennent le deuil à la mort de l'Empereur en 1657. Est-ce à dire que la France hésite sur son droit et sur la légitimité de l'interprétation qu'elle donne au traité de Westphalie? En aucune façon. Mazarin écrivait à M. de Vautorte, son envoyé à la Diète de Ratisbonne en 1652 : « La cession de l'Alsace est conçue en des termes qui en donnent clairement la souveraineté au Roi, sans aucune dépendance de l'Empire. » Après quoi, il reconnaissait volontiers, dans les mêmes instructions, que le point de vue allemand était tout autre, et il n'en contestait nullement la valeur. Sans doute, et nous l'avons dit, l'idée que cette ambiguïté pourra servir à l'occasion est pour beaucoup dans cet éclectisme, mais il faut y voir aussi le reflet de conceptions féodales qui n'avaient pas encore disparu. On était habitué aux situations compliquées, mal définies, contradictoires. « Les frontières entre les peuples, dit M. Lavisse, sont à présent raides et abruptes, autrefois elles étaient molles. » Rien de plus juste, et c'est même une des raisons pour lesquelles un changement de frontière était naguère moins douloureux. Il était moins senti parce qu'il était moins sensible.

Les premiers efforts pour donner à l'Alsace une organisation française ne furent ni immédiats, ni radicaux. Le comte d'Harcourt, nommé tout d'abord lieutenant-général du Roi en Haute et Basse-Alsace et grand-bailli *(landvogt)* de Haguenau, était un grand seigneur fort mêlé à la Fronde, très accessible aux tentations de l'Empereur qui faisait miroiter à ses yeux l'éventualité d'une principauté d'Alsace dont il serait le bénéficiaire sous la suzeraineté peu gênante de l'Empire, séjournant d'ailleurs rarement dans la province par suite des commandemens militaires qui lui furent confiés durant la Fronde des Princes. Les circonstances étaient éminemment favorables aux velléités d'indépendance des seigneurs et des villes dont la situation était ambiguë. Un des hommes qui connaissaient le mieux le pays, M. de Baussan, neveu de Michel Le Tellier, d'abord intendant des finances à Brisach, puis « intendant de la justice, police, finances et vivres, » en Alsace de 1645 à 1655,

écrivait de Colmar à son oncle, le 20 septembre 1650 : « La plupart de ceux qui doivent demeurer en vertu du traité de paix sous l'obéissance du Roi feront ce qu'ils pourront pour faire croire qu'ils sont de l'Empire. » Les édits tendant à habituer les habitans à l'idée du nouveau régime, comme ceux qui prescrivaient au clergé de ne faire mention dans ses prières que du Roi Très Chrétien et aux notaires d'agir de même dans les actes publics, avaient peu d'efficacité. Les cités de la Décapole se dérobaient sous mille prétextes à l'obligation de recevoir le comte d'Harcourt comme grand-bailli et de lui payer la modeste redevance qui lui appartenait à ce titre. Il consentit même, pour en finir, à leur délivrer des lettres réversales où il s'engageait expressément à les « maintenir dans leurs franchises, possessions, libertés et immédiateté envers le Saint-Empire. » (11 juillet 1653.)

Le comte d'Harcourt fut désavoué, car le Gouvernement français ne tenait pas à préciser les stipulations savamment dubitatives de la paix de Westphalie. D'ailleurs, le moment approche où la fin des troubles va permettre une politique plus assurée en Alsace. Le comte d'Harcourt ne jouera plus qu'un rôle nominal, jusqu'au jour où il échangera son gouvernement contre celui de l'Anjou (1660), et la mort de M. de Baussan (1655) permit de mettre à la tête de la province comme intendant un homme de premier plan. C'est Colbert de Croissy, frère du grand ministre alors secrétaire de Mazarin, dont la famille commençait à se poser en face de la dynastie des Le Tellier. C'est lui qui va inaugurer la politique de rattachement de l'Alsace à la France. Colbert de Croissy n'avait encore que vingt-six ans, mais il avait déjà fait ses preuves. Il avait été intendant de l'armée conduite par le duc de Guise à la conquête fallacieuse du royaume de Naples, et il était présentement conseiller du Roi en ses conseils et intendant des ports de la Méditerranée en résidence à Toulon. A son titre d'intendant se joignit bientôt la charge de conseiller au Parlement de Metz. Il a vraiment inauguré le régime français en Alsace, avec décision, mais non sans diplomatie, comme il convenait à un futur ministre des Affaires étrangères.

Colbert de Croissy, malgré son tempérament autoritaire, n'avait pas la prétention de faire de l'Alsace une province centralisée et unifiée, comme l'étaient à peine les plus vieilles

provinces du domaine royal. « Ne pas toucher aux choses d'Alsace » est dès lors la maxime favorite du pouvoir central. Le principe fécond de la politique de Colbert de Croissy, c'est que le roi de France doit représenter l'intérêt public contre les intérêts égoïstes des petits organismes locaux. L'Alsace, au sortir de la guerre de Trente Ans, éprouvait surtout le besoin d'un pouvoir fort, juste, supérieur aux querelles de clocher. Elle demandait à ce pouvoir de la préserver de nouvelles guerres, d'aider à sa convalescence en faisant régner l'ordre et la justice, de maintenir le *statu quo* religieux, de favoriser le repeuplement du pays et sa remise en culture. A cette œuvre le nouvel intendant apportait une bonne volonté qui n'était pas un vain mot, et une volonté qui ne se montrera inférieure à aucune difficulté. Les huit années de son administration (1655-1663) ne sont troublées par aucune guerre; l'impôt royal pour toute l'Alsace est fixé en 1660 à 60 000 livres seulement; la population se relève par un afflux d'immigrans que favorise un Édit de novembre 1662, offrant des concessions de terres aux catholiques du dehors pour les attirer. Ce dernier point lui tenait fort au cœur, comme on le voit par un rapport de 1657, où il demandait un allégement d'impôt, « pour conserver du moins les habitans que l'on a présentement, puisque les guerres que le Roi a à soutenir ne permettent pas qu'on les puisse assez soulager pour en attirer d'autres... »

Il y avait là des bienfaits réels auxquels l'Alsace ne restait pas insensible, et à la faveur desquels les travaux d'approche de l'administration française, en vue d'un rattachement plus direct au royaume, se poursuivaient sans froissemens ni violences vaines. La royauté ne demandait pas mieux que de respecter, à titre archéologique si l'on peut dire, tous ces microcosmes politiques rendus vénérables par un passé souvent glorieux, plus souvent encore douloureux. Elle pouvait laisser sans danger aux vieilles dynasties terriennes, comme aux oligarchies municipales des villes impériales, les détails administratifs et judiciaires de second ordre, pourvu que les unes et les autres fussent dociles et souples aux directions générales venues d'en haut. Grâce à cet effacement apparent des autorités royales, les couches profondes de la population, surtout dans les campagnes, « se ressentent à peine de l'existence d'un ordre nouveau et n'ont que de rares points de contact avec les représen-

tans de cet ordre de choses. » (Reuss, *l'Alsace au XVIIe siècle*, II, 2.) Mais, d'autre part, il fallait trancher, ou mieux dénouer, les derniers liens qui rattachaient l'Alsace, ou du moins une partie de l'Alsace, au Saint-Empire.

III

Colbert de Croissy s'y appliqua et résolut le problème en ce qui touche la justice. En cette matière, la complication semblait inextricable. La moindre cité, la plus modeste seigneurie avait le droit de haute et basse justice et en usait à son gré, sans qu'il y eût ni concours, ni coordination entre ces multiples juridictions. « Chaque prince est empereur sur son territoire, » disait-on fièrement. Il en résultait, en dépit de la roue ou du gibet qui se dressaient à la porte de presque chaque village, que les malfaiteurs avaient toutes les chances d'échapper au châtiment, s'ils n'étaient pris en flagrant délit et jugés sur place. Au civil comme au criminel régnait la coutume locale : si elle ne suffisait pas, on invoquait la coutume générale, et ce n'est qu'en dernier lieu qu'on recourait au droit romain, tout à fait étranger aux prévôts et assesseurs des tribunaux inférieurs, et à peine moins inconnu des bourgeois appelés à siéger dans les tribunaux des villes. Tout cela n'était pas fait pour rendre uniforme l'administration de la justice. Même dans les cités les plus importantes, où il existe un rudiment de parquet, c'est-à-dire un greffier ou un avocat général professionnel chargé de diriger la procédure, la jurisprudence est on ne peut plus capricieuse. Un voleur est pendu, ou mis au pilori, ou simplement expulsé, sans que les dossiers nous permettent de discerner les motifs de ces différences de traitement.

Ce qui aggrave les inconvéniens de cette anarchie judiciaire, c'est l'absence d'une juridiction d'appel commune, capable d'y mettre un peu d'ordre. En théorie, il existait bien un appel possible, au civil, devant les Chambres impériales de Rotweil ou de Spire. En fait, la Cour de Rotweil, créée par Conrad III, en 1147, ne connaissait guère que des litiges ayant un caractère administratif. Quant à la Chambre de Spire, créée par Maximilien Ier, en 1495, elle était moins délaissée, encore que les procès eussent la réputation méritée d'y coûter cher et d'y durer longtemps. D'ailleurs, la plupart des États immédiats

avaient obtenu, au cours des âges, le privilège de juger en dernier ressort presque tous les litiges entre simples particuliers, et l'on peut penser qu'ils n'y tenaient pas médiocrement.

Quant aux tribunaux des domaines propres de la maison d'Autriche, ils étaient formellement exemptés depuis Charles-Quint de tout appel devant l'Empereur ou les Chambres impériales, et Colbert de Croissy, dans son grand *Rapport au Roi sur la situation de l'Alsace* (1663) (1), cite les termes mêmes de l'Édit de Charles-Quint du 8 septembre 1530 à Augsbourg : *a sententiis in Austriacorum curiis latis nec ad imperatores nec ad cameram datur provocatio.* « En conséquence desdits privilèges, continue Colbert de Croissy, les princes de la maison d'Autriche établirent, en l'année 1623, une Chambre souveraine appelée Régence, dans la ville d'Ensisheim, qui est la capitale de la Haute-Alsace, laquelle Régence était composée du gouverneur de la province qui présidait, du chancelier, trois gentilshommes, trois docteurs en droit, un procureur général, un greffier appelé secrétaire et de quelques bas officiers ; et cette justice jugeait souverainement toutes matières civiles et criminelles, excepté néanmoins que l'on pouvait quelquefois se pourvoir par revision à la Chambre d'Insprück. »

Quand la monarchie française annexait une nouvelle province, son premier soin était d'y créer un Parlement, dont la souveraineté judiciaire était un des meilleurs agens de pénétration de la souveraineté royale. L'idée qu'il en irait de même en Alsace était si naturelle que, dès 1646, au moment où étaient discutées les conditions de la cession éventuelle du pays, une protestation préventive avait été formulée par les États immédiats de cette province contre la création « d'un nouveau Parlement, institution inusitée jusqu'ici en Allemagne. » Aucune trace de cette protestation, ni aucune promesse d'en tenir compte, ne figurent dans le traité définitif. La France n'avait pas voulu se lier les mains. Mais elle ne voulait pas non plus se créer des difficultés à plaisir en heurtant de face les habitudes, les droits et même les préjugés des populations nouvellement annexées. Il y a des résistances qu'une bonne politique évite de soulever. « Il est fâcheux, dit à ce propos un mémoire anonyme confidentiel, de ne demander pas ce qui est dû, et de

(1) *Un Mémoire de l'intendant Colbert sur l'Alsace*, publié par Ch. Pfister (Belfort, 1895).

n'entrer pas en possession de ses droits; mais il est encore très fâcheux de demander et être refusé, et obligé à souffrir le refus, qui sert, en quelque façon, de titre à ceux qui le font. C'est pourquoi il y a des personnes qui croient qu'il est à propos d'attendre un meilleur temps pour entamer cette affaire (1). »

Ce mémoire est de 1649, suivant toute vraisemblance. Il indiquait la nécessité de procéder par étapes. Il fallait en effet : 1° affranchir la Régence d'Ensisheim de tout lien avec la Chambre d'Insprück; 2° la transformer en un Conseil souverain ayant toutes les attributions d'un Parlement sans en porter le nom; 3° étendre sa juridiction aux États immédiats sur lesquels elle ne s'était jamais exercée.

La première étape se fit sans bruit, sans secousse, à tel point que la date n'en saurait être exactement fixée. La Régence d'Ensisheim fut transférée à Brisach, resta présidée par le gouverneur, et on y fit simplement entrer, à côté d'anciens membres de l'ère autrichienne, quelques magistrats français. Ce changement de siège et de composition a dû se produire vers la fin de 1649. Naturellement, la nouvelle « Chambre royale de Brisach » dut se borner à exercer la juridiction sur les anciennes terres d'Autriche; les autres États de la Haute comme de la Basse-Alsace continuèrent à porter leurs appels à Spire ou à juger sans appel, suivant les cas. Ajoutons que, malgré la présence de membres français, la Chambre de Brisach ne cessa pas de rendre ses arrêts en allemand, comme l'avait toujours fait la Régence d'Ensisheim, dont elle était l'héritière.

On en resta là jusqu'à l'arrivée de Colbert de Croissy comme intendant. Un de ses premiers rapports, — au commencement de 1657, — concluait à faire le second pas. Il s'agissait cette fois de transformer la Chambre de Brisach, corps à la fois administratif et judiciaire comme l'ancienne Régence d'Ensisheim, en un Conseil souverain, uniquement, mais pleinement compétent en matière judiciaire, à l'image des Parlemens. Toutes les précautions étaient prises pour ménager les susceptibilités. L'édit de création rappelait que le Conseil devait « procéder en la même forme et matière que faisait la Régence d'Autriche, et conformément aux lois et ordonnances des empe-

(1) Van Huffel, *Documens inédits concernant l'histoire de la France et de l'Alsace sous Louis XIV* (Paris, 1840), p. 196.

reurs et archiducs, coutumes, usages et privilèges particuliers des lieux sans aucune innovation. En outre, trois Alsaciens étaient appelés à faire partie du nouveau Conseil, dont un savant abbé, dom Bernardin Buchinger, et un gentilhomme de bonne maison, Georges-Frédéric d'Andlau. Parmi les quatre membres français, on peut citer, à côté de Colbert de Croissy, président, Bénigne Bossuet, conseiller au Parlement de Metz, père du futur aigle de Meaux. Enfin, le nouveau conseil était réintégré à Ensisheim, ce qui renouait la tradition et contribua peut-être à attirer à la cérémonie d'installation (4 novembre 1658) des représentans de tous les États de l'Alsace, succès moral très précieux. Les requêtes et les plaidoiries pouvaient être présentées en allemand aussi bien qu'en latin et en français, ce qui explique l'adjonction au Conseil de quatre secrétaires-interprètes.

Le Conseil souverain espérait bien, quoique les lettres patentes de fondation eussent évité de le dire expressément, que tous les appels de toutes les juridictions de l'Alsace lui seraient soumis. Il y eut un mécompte. En dehors des terres héréditaires d'Autriche, on continua, en Alsace, à s'abstenir d'appel ou à s'adresser à Spire. Le Conseil en fut sensiblement mortifié. Son président s'était fait, semble-t-il, illusion sur l'admiration qu'on éprouvait jusqu'en Allemagne pour nos Parlemens et « leur façon de rendre la justice. » Un arrêt accusa « les baillis, prévôts, maires et autres officiers de justice, » de détourner par des manœuvres perfides les parties plaignantes d'en appeler au Conseil souverain. En fait, dans ce pays défiant et particulariste, où chaque petit État était avant tout jaloux de ses immunités et privilèges, l'échec de cette tentative de centralisation, si avantageuse qu'elle pût être pour la bonne administration de la justice, était à prévoir. Les populations ne comprenaient pas encore les bienfaits possibles du nouvel ordre de choses, et les pouvoirs locaux n'avaient aucun désir de les leur faire comprendre.

Pour franchir le pas décisif, il fallait que le gouvernement fût lui-même plus décidé qu'il n'avait pu l'être jusqu'alors. L'heure était venue où il était enfin libre de ses mouvemens. La paix des Pyrénées délivrait la France de ses dernières préoccupations extérieures, et la mort de Mazarin laissait le pouvoir à un roi jeune, ambitieux, résolu à aller jusqu'au bout de son

droit, et fort disposé à considérer ses prétentions comme la limite de son droit. Louis XIV ne voulait rien brusquer, mais il entendait avancer. Puisque les Alsaciens boudent le Conseil souverain, le Roi cherche une autre voie. Le Conseil souverain est supprimé et remplacé par un Conseil provincial, de compétence plus restreinte, et relevant lui-même du Parlement de Metz (1661). En réalité, ce n'est plus qu'un simple présidial, qui devait porter moins d'ombrage aux juridictions locales. Mais la suspicion reste la même ; les villes de la Décapole notamment persistent à aller en appel à Spire, en signe de manifestation autant que par besoin de justice, car elles n'avaient jamais tant usé de ce droit à l'époque où il ne leur était pas contesté.

Allait-on recourir à la contrainte? Il n'en fut pas question. Tout au contraire, le Roi accepta, en 1665, que les réclamations des dix villes impériales contre les « usurpations » du grand bailli, qui est maintenant le duc de Mazarin, neveu du cardinal, seraient examinées à Ratisbonne par une Commission mixte, dont les membres princiers seraient désignés pour moitié par la France et par l'Empereur. Cette condescendance ne compromettait pas grand'chose. La Commission procéda avec la sage lenteur qui était de règle dans les affaires d'Empire, si bien qu'en 1672, au moment de la guerre de Hollande, elle en était encore à discuter sur le sens des termes contradictoires du traité de Westphalie, et notamment sur la nature de la souveraineté que ce traité accordait au roi de France dans la Décapole. La Guerre de Hollande coupa court à ces discussions de même qu'aux hésitations de la France. La solution purement française des obscurités de texte et de fait résultant de la paix de Westphalie est désormais la seule qui puisse être envisagée par la France. Il n'y a donc plus de raison pour éterniser les demi-mesures. La politique française s'oriente résolument vers une Alsace française, dégagée de ses liens germaniques.

La guerre tranchait par elle-même une première difficulté : elle rendait impossibles pour le moment les appels à la Chambre de Spire. Restait à triompher de la mauvaise volonté des juridictions locales, qui décourageaient les plaideurs malheureux d'en appeler au Conseil provincial. D'abord, ce conseil fut transféré à Brisach, la ville d'Ensisheim était décidément trop secondaire et « retirée de tout commerce. » Ce transfert

qui est de 1674 donne au Conseil plus d'assurance. Un arrêt du 1er juin 1675 menace de ses foudres les juges qui « empêcheraient par menace ou autrement les parties d'interjeter appel audit Conseil, ce qui est une entreprise contraire à la liberté publique. » Puis un nouvel arrêt du 6 septembre sommait tous les seigneurs qui s'étaient permis de créer des cours d'appel pour les jugemens de leurs baillis, « ce qui est une entreprise contre l'autorité souveraine, » de produire dans les deux mois les titres sur lesquels ils appuyaient une pareille prétention. » Ceux qui ne le feraient pas en seraient déchus d'office. Quelques-uns s'exécutèrent; la plupart se crurent plus avisés d'attendre le cours des événemens, ce qui permit au Conseil d'interpréter leur silence comme un acquiescement.

A partir de ce moment, le Conseil accepte tous les appels et s'applique à réformer les jugemens iniques ou abusifs. Il montre un souci de la justice, un zèle à défendre les victimes de l'arbitraire seigneurial qui étaient le meilleur moyen de réconcilier et de familiariser les populations avec la justice du Roi. L'équité et la politique pour cette fois faisaient bon ménage. A Sainte-Marie-aux-Mines, des bourgeois innocens avaient été emprisonnés et mis à la torture pour une affaire de vol, alors qu'aucune charge sérieuse ne pesait sur eux. Le Conseil condamne « le Magistrat, » c'est-à-dire la ville, à leur payer une indemnité, avec défense désormais « de jamais livrer l'accusé à la torture et de jamais prononcer la peine capitale, sans autorisation expresse des gens de justice du Roi. » La peine du carcan, — on disait là-bas le violon, — est également interdite comme « inouïe en France, » et un bailli est frappé d'amende pour l'avoir infligée à une pauvresse qui avait eu la langue un peu trop vive. Le sire de Freundstein avait frappé d'amende un pauvre veuf de soixante-douze ans, qui s'était remarié sans sa permission, et il avait mis la femme en prison, parce que le mari s'était sauvé pour ne pas payer l'amende. C'est le seigneur lui-même qui dut la payer, avec défense absolue de prononcer désormais prison, amende ou bannissement contre les habitans de ses fiefs, « cela étant affaire des juges et non la sienne. » Et cette mesure est généralisée par un arrêt du 1er septembre 1679, qui ne pouvait être accueilli qu'avec faveur par les pauvres gens peu habitués à être l'objet d'une pareille sollicitude.

Cette popularité du Conseil de Brisach donna l'idée de lui conférer des pouvoirs plus étendus. Pour que son rôle de protecteur des populations contre les tyrannies locales pût porter tous ses fruits en Alsace, il était bon de l'émanciper du contrôle supérieur du Parlement de Metz. C'était revenir à la conception primitive du Conseil souverain d'Ensisheim, mais y revenir après la preuve faite des services qu'il était appelé à rendre. Les justiciables d'Alsace ne pouvaient d'ailleurs que gagner à être dispensés de démarches lointaines à Metz, en un pays de langue française. La réforme fut donc présentée et accueillie comme une faveur, au lieu d'apparaître comme une mesure de francisation autoritaire. Le nouveau « Conseil supérieur d'Alsace, » qu'on nomma dans l'usage courant « le Conseil souverain » bien qu'il n'ait reçu officiellement ce titre que près d'un siècle plus tard, fut inauguré le 1er janvier 1680.

Le rôle du Conseil souverain dans la francisation de l'Alsace est réel, mais ce n'est pas par la contrainte qu'il s'est exercé. Le Conseil souverain d'Alsace s'est imposé à l'estime des Alsaciens en défendant leurs intérêts et en respectant leurs coutumes. Il s'applique à promouvoir les droits du Roi, non contre le peuple, mais contre les seigneuries et les aristocraties urbaines. Il fait aimer l'autorité du Roi en la montrant bienfaisante, autrement dit en montrant que l'intérêt du Roi est l'intérêt du peuple. Même à l'époque des Chambres de Réunion, alors qu'il annexait à la France d'un trait de plume une foule de domaines qui tenaient à leurs vieilles libertés, le Conseil de Brisach défendait l'autonomie alsacienne. En voici un exemple de 1680. Le duc de Mazarin, qui n'était plus gouverneur de la province, mais qui avait hérité de son oncle la plupart des anciennes terres autrichiennes données par Louis XIV au cardinal en 1659, prétendit citer le chapitre de Thann, avec qui il était en procès, devant les tribunaux et le Parlement de Paris. Le Conseil de Brisach, à cette occasion, obtint du Conseil d'État un arrêt qui défendait de traduire les sujets alsaciens hors de leur ressort judiciaire. Certes, il défendait là sa cause, mais aussi la leur.

De même pour la question des langues. Un arrêt du Conseil d'État du 30 janvier 1685, constatant que les actes de procédure continuaient à être rédigés en allemand bien que la plupart des officiers de justice connussent les deux langues,

ordonna qu'ils seraient désormais écrits en français, « sous peine de nullité et de 500 livres d'amende ». Il n'y avait à cela aucune difficulté pour le Conseil souverain, mais, pour les tribunaux inférieurs, la gêne eût été grande. L'arrêt resta inappliqué jusqu'à la veille de la Révolution. Dans l'édition des *Ordonnances d'Alsace* de 1775, il porte encore en note la mention : « non exécuté généralement. » Le Conseil souverain n'en exigea la mise en vigueur qu'au bout d'un siècle, en 1786.

Le Conseil souverain d'Alsace, ramené de Brisach à Colmar en 1698, après la perte de Brisach, s'était donc bien adapté à l'Alsace, tout en adaptant peu à peu l'Alsace à la France. Au commencement du XVIIIe siècle, un Alsacien resté au service de l'Empire, François d'Ichtersheim, écrivait dans sa *Topographie d'Alsace* parue à Ratisbonne : « Le Conseil souverain existe encore à Colmar et y fait régner stricte justice. Ce qu'il faut tout particulièrement louer chez les tribunaux français, c'est que les procès n'y durent pas longtemps. Les plus longs et les plus compliqués y sont terminés au bout de trois ans, revision comprise, et, après cela, il n'y a plus de retards, mais la sentence est immédiatement exécutée. Les frais n'y sont pas considérables ; surtout, on n'y regarde aucunement à la situation des plaideurs, et l'on y voit tout aussi souvent le sujet gagner son procès contre son seigneur, le pauvre contre le riche, le serviteur contre son maître, le laïque contre un clerc, le chrétien contre le juif, que *vice versa*. Oui, le Roi lui-même accepte la juridiction du Conseil souverain pour des questions de droit et abandonne les prétentions que le procureur fiscal combat. » Ce témoignage est de 1710, postérieur d'un an à celui de la brochure de Schmettau. Il n'implique pas que « les Alsaciens soient plus Français que les Parisiens, » mais il montre que la justice française, dont le Conseil souverain est la plus haute et la plus pure expression, a conquis leurs suffrages. La justice étant l'attribut le plus noble de la souveraineté, on peut dire que le Conseil souverain a droit de revendiquer une grande part dans le ralliement de l'Alsace à la souveraineté française.

IV

Depuis le commencement de la guerre de Hollande, depuis 1673, avons-nous dit, la monarchie française avait orienté fran-

chement sa politique alsacienne vers une assimilation progressive de l'Alsace aux autres provinces françaises, ou, pour parler plus exactement, vers une affirmation plus nette et plus suivie de la souveraineté du Roi. C'est la guerre elle-même qui avait souligné la nécessité de ce changement d'attitude. Par un accord secret, la Hollande avait promis à l'Empereur de favoriser le retour de l'Alsace à l'Empire, et cette éventualité n'était pas pour déplaire à tout le monde. Condé, qui commandait l'armée française sur le Rhin, avait fait couper par surprise le pont de Strasbourg, de peur qu'il ne fût livré à l'ennemi par « le Magistrat, » ou, en tout cas, mal défendu, et il exprimait, avec la liberté et peut-être l'exagération d'un soldat qui fait fi des ménagemens diplomatiques, l'opinion que le Roi devait affirmer avec éclat son autorité, sous peine de la perdre. « L'autorité du Roi, écrit-il à Louvois le 30 juin 1673, va se perdant absolument en Alsace. Les dix villes impériales, bien loin d'être soumises au Roi, comme elles le devraient être par la protection que le Roi a sur elles par le traité de Munster, sont presque ennemies. La noblesse de la Haute-Alsace va presque le même chemin... C'est un pied qui se prend. » Le Roi se montra : les fortifications de Colmar et des principales villes de la Décapole furent démantelées, et le gouverneur duc de Mazarin, dont Condé avait dénoncé la nullité (1), fut remplacé par Montclar (1679), soldat ne connaissant que sa consigne, qui n'accepta pas de restriction au serment de fidélité des villes de la Décapole. Partout les armes du Roi furent placées au-dessus de celles des cités et des seigneurs (1680), comme on met un point sur un *i*.

Mais il importe ici de ne pas faire de confusion. La souveraineté du Roi une fois hors de conteste, la royauté n'exigea rien de plus. Chacun fut confirmé dans ses droits et privilèges. Nulle coercition ne fut exercée pour enlever à l'Alsace sa physionomie propre. Elle ne fut nullement inondée de fonctionnaires étrangers à la province. Le Roi n'intervient pas dans sa vie quotidienne, il n'a pas la main lourde, il n'a même pas la main du tout dans le détail administratif. Il ne nomme aucun agent subalterne ; il ne supprime aucune des seigneuries locales

(1) « La conduite de M. de Mazarin nuit beaucoup en ce pays-ci. Il est brouillé avec tout le monde, ... les peuples et la noblesse le méprisent, ... les princes voisins ne le considèrent en façon quelconque, et ç'aurait été un grand bien qu'il y eût eu ici un gouverneur de mérite. »

qui s'interposaient entre le souverain et ses nouveaux sujets. Loin de chercher à faire disparaître ces intermédiaires, il aliène comme à plaisir les anciennes possessions directes de l'Autriche, si bien qu'à la veille de la Révolution, à part quelques places fortes, aucune parcelle du territoire alsacien ne relevait directement du Roi. Partout le seigneur local jouait le rôle d'État-tampon, soit qu'il datât d'avant la conquête, soit qu'il eût été investi depuis. Comme fonctionnaires administratifs nommés par le pouvoir central, il n'y a guère que l'intendant et les préteurs préposés à la surveillance des villes libres. Les gouverneurs militaires sont des personnages décoratifs qui ne jouent aucun rôle dans la francisation du pays, à qui on ne demande jamais d'en jouer un, et qui, pour la plupart, comme le comte d'Harcourt et Mazarin, seraient peu faits pour y réussir. On avait si peu songé à couler l'Alsace dans le moule uniforme des autres provinces, qu'on s'apercevra au moment des élections pour les États Généraux, qui devaient se faire par bailliages, qu'il n'y avait en Alsace ni bailliages ni baillis royaux.

En matière religieuse notamment, le Roi Très Chrétien se garda toujours avec soin de traiter l'Alsace comme le reste du royaume, sous le prétexte d'une vaine assimilation. La tentation n'était pourtant pas médiocre, en ce temps où le chef de l'État se croyait en conscience charge d'âmes. Certes la royauté française s'efforça par tous les moyens de propager le catholicisme, et ces moyens ne furent pas tous très évangéliques. Il en coûtait beaucoup à un souverain absolu, qui se flattait d'avoir exterminé l'hérésie dans ses États héréditaires par la Révocation de l'Édit de Nantes, de la tolérer chez ses nouveaux sujets. Il se sentait pour ainsi dire offensé dans sa prérogative de monarque de droit divin en constatant que l'Alsace, un demi-siècle après sa réunion à la Couronne, comptait encore, suivant les évaluations de l'intendant La Grange, 86 000 protestans (dont 12000 calvinistes) sur 257 000 habitans. Et cependant le Grand Roi n'a pas cru devoir passer outre. Il s'est incliné devant l'intérêt national et devant sa parole royale. Il a respecté les engagemens pris par Mazarin à la face de l'Europe au moment de l'annexion de l'Alsace, ceux, plus précis et plus récens, qu'il avait pris lui-même au moment de la réunion de Strasbourg. La Révocation n'a pas été appliquée en Alsace. C'était d'une justice élémentaire assurément, puisque la liberté

de conscience des luthériens d'Alsace, devenus Français en 1648, ne dépendait en rien de l'Édit de Nantes, qui l'avait garantie aux calvinistes de France cinquante ans auparavant. Soit. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là un fait considérable, et sur lequel on ne saurait trop insister. Une lettre de Louvois, qu'on a retrouvée aux archives paroissiales de Bischwiller, prouve combien le gouvernement français tenait à ne laisser aucun doute sur ses intentions. « Je ne sais, écrit le tout-puissant ministre, sur quoi peut être fondée l'inquiétude que vous avez de ce qui se passe en France contre les gens de la R. P. R. (religion prétendue réformée), puisque vous devez savoir que Sa Majesté a l'intention de laisser les affaires de ladite religion en Alsace en même état qu'elles ont été jusqu'à présent. » Cette lettre, adressée à deux Suisses fixés à Strasbourg, grands fournisseurs de l'armée française, est datée du 17 novembre 1685, c'est-à-dire d'un mois à peine après la Révocation, qui est du 18 octobre. On y voit que non seulement les luthériens, mais même les calvinistes (les gens de la R. P. R.), sont en Alsace soustraits aux effets de la Révocation, ce qui atteste, mieux que n'importe quelle déclaration officielle, la prudence de l'Ancien Régime quand il s'agit des « choses d'Alsace. »

Les Alsaciens, constatait en 1697 l'intendant La Grange qui les pratiquait depuis près de vingt-cinq ans, « sont bons et d'une humeur docile : ils veulent être un peu guidés et ne quittent pas volontiers leurs anciennes coutumes. » La Grange, « le véritable conquérant civil de l'Alsace » (Reuss), était un de ces grands intendans de l'Ancien Régime qui se donnaient la peine, et à qui on laissait le temps d'étudier leurs administrés pour ne pas les choquer inutilement (1674-1698). Son intégrité n'est pas au-dessus du soupçon, son sens moral a subi des défaillances, mais son sens pratique n'en a connu aucune. Son monumental *Mémoire sur l'Alsace* est resté le manuel classique de l'administration française en Alsace jusqu'à la Révolution. Grâce à lui, le lien solide, mais élastique, qui renouait les Alsaciens à la France ne gênait ni leurs mouvemens, ni leur attachement au passé, ni leur autonomie morale et intellectuelle. La masse de la population, surtout dans les campagnes, « se ressent à peine, dit M. Reuss, de l'existence d'un ordre nouveau, et n'a que de rares points de contact avec les repré-

sentans de cet ordre de choses. » Quel contraste avec la tyrannie tracassière, inquisitoriale, pressée et pressante, de certains États modernes, qui ne songent qu'à passer le rouleau compresseur sur leurs populations annexées !

C'est surtout sur l'école et sur la caserne que comptent aujourd'hui les conquérans impatiens pour « démarquer » et nationaliser de force leurs nouveaux sujets. Ils se figurent qu'une langue imposée agit favorablement sur l'état mental et que le service militaire obligatoire sous un drapeau détesté inculque le loyalisme. On ne voit pas trace de pareilles prétentions dans l'attitude de l'ancienne France à l'égard de l'Alsace.

En ce qui touche l'école, c'est extrêmement simple. Le gouvernement ne s'en mêle pas, ou ne s'en mêle qu'accidentellement, lorsqu'un intérêt religieux est ou paraît être en jeu. L'école en Alsace est toute au service de la religion, et non de l'État. Du haut en bas, l'enseignement est confessionnel. L'Université de Strasbourg est protestante, elle est à peine un foyer de culture générale, et nullement un foyer de culture française. Les cours continuent à se faire uniquement en allemand, souvent par des professeurs allemands, et la seule intervention nationaliste qu'on puisse relever de la part du gouvernement de Louis XIV, c'est l'obligation de ne plus prendre que des professeurs indigènes. Encore laissa-t-on en fonctions, jusqu'à sa nomination à la Chambre impériale de Spire en 1698, le professeur de droit Frédéric Schrag, qui ne faisait pas mystère de ses sympathies allemandes. Il n'y a là rien de bien tyrannique. L'Académie catholique de Molsheim n'est pas davantage forcée de travailler *ad majorem regis gloriam*. Les Jésuites qui y professent appartiennent jusqu'en 1702 à la province de Trèves; à cette date, l'Académie est transférée à Strasbourg sous le nom d'Université épiscopale et confiée à des Pères de la province de Champagne, mais ni l'esprit, ni le programme, ni la langue de l'enseignement (qui est le latin), n'en sont brusquement changés.

Le même caractère confessionnel et étranger à toute pensée de francisation systématique se retrouve dans les établissemens d'enseignement secondaire. Les gymnases protestans, dont le plus célèbre est celui de Strasbourg, déjà centenaire en 1638, perdent du terrain; les collèges catholiques en gagnent et sont

favorisés par les autorités, mais cet appui ne s'explique que par des considérations religieuses. Gymnases et collèges sont également des écoles latines, où les élèves ne doivent pas employer la langue vulgaire, même entre eux, et la langue vulgaire est pour eux l'allemand. C'est seulement en 1753 que l'enseignement du français sera établi au gymnase de Strasbourg à raison de deux heures par semaine. L'humanisme étriqué, verbal et conventionnel de ces archaïques maisons d'éducation, les rendait aussi incapables qu'insoucieuses de toute propagande welche indiscrète.

Les écoles primaires, s'il est permis de qualifier ainsi les humbles et rudimentaires annexes de la sacristie que le clergé catholique ou protestant tient dans sa main, ont encore moins que les autres la prétention toute moderne d'être un instrument de règne. On y enseignait le catéchisme, un peu de lecture, encore moins d'écriture et de calcul, et nul assurément ne soupçonnait ce qu'on appellera plus tard l'enseignement civique. La fidélité au souverain était un dogme au-dessus de toute discussion, mais nul pédagogue n'était tenu de préconiser l'amour de la France, ni l'étude du français.

C'est toujours à cette même constatation qu'il en faut revenir. Les progrès de la France en Alsace sont tout spontanés, tout volontaires. La contrainte scolaire y est aussi étrangère que la contrainte administrative. Le grand principe du haut en bas est celui que formulait d'Angervilliers, intendant de 1716 à 1724 : travailler à ce que « les peuples ne fussent pas trop entretenus dans le goût et les mœurs de l'Allemagne, » mais sans tracasser personne inutilement. Par exemple, l'intendant de Lucé, fondant des cours d'anatomie à Colmar, Belfort, Wissembourg, écrivait : « Les démonstrations s'y feront en langue allemande, puisque c'est celle qui est le plus universellement entendue dans la province (26 novembre 1754). »

Dans ces conditions, la francisation ne pouvait être que lente, mais n'en est que plus solide dès le règne de Louis XIV. Ce qui concerne le for intérieur n'est pas toujours facile à démêler, parce que l'Alsacien est discret, peu expansif de sa nature et qu'il a la fierté de ne pas afficher à tout propos ceux de ses sentimens dont la manifestation peut paraître profitable. Au contraire, le progrès de la culture et surtout de la langue fran-

çaise est mesurable. Au moment de l'annexion, le nombre des Alsaciens connaissant le français était fort restreint. Paysans et artisans n'en avaient aucun besoin, sauf dans les quelques districts français de langue du Sundgau et des Hautes-Vosges. C'est seulement dans les familles nobles, dans la haute bourgeoisie, dans le monde savant, qu'on est bilingue, et c'est un mérite assez rare pour qu'on en fasse compliment. Ainsi, dans l'oraison funèbre d'un seigneur de Ribeaupierre, en 1638, le pasteur rappelle avec éloge que l'illustre défunt parlait aussi couramment l'allemand que le français. Pourtant la nécessité de savoir le français était déjà reconnue et admise dans les villes, et, à partir de l'annexion, elle s'imposa davantage par le contact plus fréquent avec les agens ou visiteurs français, fort ignorans de l'allemand à de bien rares exceptions. La femme d'un vieux conseiller du Conseil de Brisach disait en 1675 qu'elle n'avait connu, en toute sa vie, que deux Français capables de se mêler à une conversation en allemand. Les Alsaciens se trouvaient ainsi amenés, sans contrainte matérielle, à apprendre le français. Un édit de 1686, qui exigeait que les fonctionnaires locaux, même ceux des seigneuries protestantes, fussent catholiques, contribua à répandre la langue française, bien qu'il n'eût pas ce but. Il fallut en effet, sur certains points, recourir à des immigrés, qui propageaient naturellement leur idiome maternel, même sans intention préconçue, puisqu'ils ne savaient pas celui du pays. Aussi le nombre des précepteurs et des écoles privées qui enseignent le français augmente, et, dans les villes importantes comme Strasbourg ou Colmar, les moyens de l'apprendre ne manquent plus à quiconque en éprouve le désir ou le besoin. Il y en a à tous les prix. Les fils de famille sont de préférence envoyés en France ; les moins aisés recourent aux échanges d'enfans. Les protestans vont à Genève, Montbéliard, Sedan ; les catholiques à Metz, Nancy, Besançon, Belfort. Même de simples artisans, dans les vingt dernières années du siècle envoient leurs fils en pays français. Des prônes et des prêches en français font leur apparition à Schlestadt, dès 1649, à Strasbourg en 1680, avant l'annexion. Mais la royauté française songe si peu à en faire une obligation, ou même à les encourager, que le prêche français fut supprimé à Strasbourg après l'annexion. Louis XIV ne veut pas en Alsace de prédicans français qui pourraient « pervertir » ses fonction-

naires. La Grange accorde aux réformés de Wolfisheim (près de Strasbourg) un pasteur suisse, « pourvu toutefois que ledit ministre ne sache pas la langue française. »

Dans les petites villes, laissées à elles-mêmes, spécialement en Basse-Alsace, le français ne gagne pas vite. En 1685, le Magistrat de Haguenau refuse un congé au sieur Wurtz, secrétaire de la ville, vu que pendant son absence il n'y aurait plus, en cas d'urgence, une seule personne dans la ville pouvant servir d'interprète. Un historiographe sérieux de la ville de Lauterbourg va jusqu'à affirmer que, de 1680 à 1720, il ne s'y est rencontré qu'un seul autochtone sachant le français. La langue administrative locale est toujours l'allemand. Même à Strasbourg, les procès-verbaux des séances du Magistrat sont rédigés en allemand jusqu'en 1789. A Saverne, c'est seulement en 1699 que les comptes de la ville sont rédigés dans les deux langues. Pour nous en tenir à un témoignage éclairé et impartial, le mieux est de dire avec La Grange qu'à la fin du XVIIe siècle, « la langue commune de la province est l'allemand ; cependant il ne s'y trouve guère de personnes un peu distinguées qui ne parlent assez le français pour se faire entendre, et tout le monde s'applique à le faire apprendre à ses enfans, en sorte que cette langue sera bientôt commune dans la province. »

C'est en effet ce qui se produit peu à peu au XVIIIe siècle, mais toujours par l'effet d'une bonne volonté que nul ne cherche à éperonner ni à violenter. Tout le monde y met au contraire beaucoup de bonhomie. A Réguisheim, on décide de prendre « un nouveau maître capable d'enseigner les deux langues ainsi que l'arithmétique. » Le maître en fonctions confesse qu'il ne connaît pas l'orthographe française à fond et qu'il ne sait en arithmétique que les trois premières règles, et il offre de prendre à ses frais un aide pour ces deux matières. Malheureusement, il suffit de lire sa propre requête pour voir qu'il n'est pas plus fort en allemand qu'en français. On le remplace, mais on en garde d'autres qui ne sont pas beaucoup plus brillans. Partout ce sont les autorités locales qui s'arrangent à leur gré. Rien de plus patriarcal. La monarchie française, et les écrivains allemands sont bien forcés de le reconnaître, n'a jamais fait échec systématiquement à la langue allemande, et surtout n'a jamais songé à imposer la langue française par l'école. C'est seulement en 1788 que le gouvernement de Louis XVI, consta-

tant que, même à Strasbourg, « la plupart des gens du peuple » ne parlent et n'entendent que l'allemand, prescrivit l'ouverture de « plusieurs écoles où la langue française serait enseignée. » Et il ne s'agit là ni d'écoles française obligatoires, ni de fermeture des écoles allemandes, ni même d'écoles françaises d'où l'allemand serait exclu.

Sur l'étendue des progrès accomplis à la veille de la Révolution, les témoignages diffèrent un peu. Le *Patriotischer Elsaesser* (1776) affirme que « la langue française est comprise, non seulement dans les villes, mais même dans les villages, et parlée par presque tout le monde. » Dans ses *Mémoires*, Mme d'Oberkirch, qui fit le voyage d'Alsace à la même époque (1778), est moins affirmative : « Les gens de basse classe, dit-elle, savent généralement peu le français. » Horrer, dans son *Dictionnaire géographique, historique et politique de l'Alsace*, dont le premier volume, le seul malheureusement que nous ayons, est de 1787, écrit au mot *Alsace :* « La langue française est aujourd'hui la langue ordinaire de tout ce qui est au-dessus du petit peuple, elle s'est même introduite dans les villages au point que tout Français peut s'y faire comprendre et qu'une partie des gens de la campagne le parlent de manière au moins à se faire entendre. » En revanche, comme nous l'avons vu, le gouvernement constate en 1788 que, même à Strasbourg, « la plupart des gens du peuple » ne parlent et ne comprennent que l'allemand. De même l'application de la loi sur la procédure en français (1786) se heurte à la difficulté de trouver dans les campagnes des sergens capables de notifier les actes rédigés en français. « Dans presque tous les villages, dit le procureur général du comté de Ribeaupierre, il n'y a pas de sergent qui sache le français. » On remarque jusqu'à la veille de la Révolution que presque tous les paysans signent même leur nom en caractères gothiques. Il semble donc bien que, si la langue française était devenue la langue ordinaire de « tout ce qui est au-dessus du petit peuple, » — et la publication de plus en plus courante d'ouvrages écrits en français par des Alsaciens en est la preuve, — elle n'est encore ni parlée ni comprise, sauf exceptions, dans la population rurale et ouvrière. C'est déjà un résultat considérable, d'autant plus que les idées françaises se sont infiltrées jusque dans les milieux où la langue n'a pas encore pénétré.

Devons-nous faire honneur de cette évolution à la caserne, chargée dans certains États modernes de compléter le travail d'assimilation de l'école? Certes, la terre d'Alsace est une terre de soldats, et elle en a fourni à la France plus que sa part, mais tous de leur plein gré. L'ancienne France n'a imposé à l'Alsace aucun service militaire. Les régimens cantonnés en Alsace y faisaient naturellement des recrues, mais nul n'était forcé d'en être. C'étaient d'ailleurs des régimens qui eussent été bien empêchés de travailler à la francisation de ceux qui y servaient, car on n'y parlait qu'allemand. Tels étaient Alsace-Infanterie, Alsace-Cavalerie, et surtout le Royal-Allemand. Ils étaient même plus allemands qu'alsaciens, si bien que les Cahiers de la noblesse d'Alsace en 89 demandent comme une faveur qu'on veuille bien y réserver aux nobles de la province la moitié des grades.

Il y avait bien, en dehors de l'armée régulière formée uniquement de volontaires, deux régimens de milice organisés par Louvois pour renforcer la défense en cas d'invasion subite. Ces deux régimens, de 1200 hommes chacun, étaient recrutés depuis 1691 par tirage au sort parmi les célibataires et veufs de 19 à 28 ans. D'ailleurs, depuis la paix de Ryswick, les miliciens ne font plus de service effectif : ils en sont quittes pour quelques jours d'exercice chaque année à Strasbourg ou à Colmar. La charge était légère pour ceux sur qui elle tombait, et elle tombait sur peu de monde. Ainsi, en 1764, le comté de Horbourg, en Haute-Alsace, fournissait cinq miliciens sur 223 hommes répondant aux conditions requises. On peut dire que l'Alsace, sous l'Ancien Régime, n'a pas connu d'obligation militaire, et cette immunité a contribué beaucoup plus sûrement à lui faire aimer notre drapeau que ne l'eût fait une incorporation forcée.

V

Ainsi ce n'est ni la bureaucratie, ni l'école, ni la caserne, qui ont fait la conquête morale et intellectuelle de l'Alsace. Et pourtant cette conquête était faite au fond des cœurs à la veille de la Révolution et elle éclatera à tous les yeux dès que la grande guerre européenne menacera la frontière française dont l'Alsace était la gardienne. A quelle raison l'attribuer?

Il y a d'abord les raisons négatives, et nous les avons exposées indirectement. La France n'a pas cherché à s'imposer, ce

qui est toujours une bonne condition pour y réussir. Elle n'a pas tenté de violenter l'Alsace, et c'est une première cause pour laquelle l'Alsace s'est donnée. Mais si l'absence de contrainte, le respect des coutumes et des consciences, peuvent rendre facile et honorable l'acceptation du fait accompli, il en faut davantage pour entraîner l'adhésion intime à une nouvelle patrie. Il faut pour franchir ce second pas des raisons positives.

Elles n'ont pas manqué pour l'Alsace. D'abord, il ne s'agissait pas pour elle d'un arrachement à une patrie dont elle eût conscience de faire partie. L'Allemagne n'existait pas à l'époque où l'Alsace était Allemande. Le Saint-Empire Romain-Germanique était un agrégat fort vague, où chaque élément gardait son individualité, ses intérêts, ses vues particulières. L'Alsace se rappelait qu'elle n'y avait été incorporée par usurpation qu'au milieu du xe siècle (1). Séparer l'Alsace de l'Empire au xviie siècle, ce n'était à aucun degré amputer un membre du corps sans lequel il éprouve qu'il ne peut vivre. Le corps germanique était encore invertébré. A chaque instant, et notamment au cours de la guerre de Trente Ans, des princes allemands faisaient alliance avec la France contre l'Empereur, sinon directement contre l'Empire. En Alsace même, beaucoup de seigneurs avaient coutume de recourir à la protection du roi de France. Il n'y avait, à proprement parler, ni patriotisme allemand, ni patriotisme alsacien, parce qu'il n'existait encore ni patrie allemande ni patrie alsacienne. On disait « les Allemagnes, » on aurait presque pu dire : les Alsaces. On ne savait même pas où finissait l'Alsace. Était-ce à la Queich avec Landau, à la Lauter avec Wissembourg? L'empereur Maximilien, dès 1511, plaçait Landau en Basse-Alsace. Colbert de Croissy, dans son Mémoire de 1663, indique pour frontière la Lauter. La Grange tient pour Landau (1698), mais encore en 1702 son successeur, Le Pelletier de la Houssaye, avouait « qu'à la vérité les bornes de l'Alsace du côté de l'Allemagne n'ont pas encore été bien précisément décrites et délimitées. » C'est la France qui a fixé les contours de l'Alsace, ce qui est déjà un service.

Elle lui en a rendu d'autres. L'Alsace, épuisée par des siècles de guerres, s'est reconstituée sous le régime français. Les chiffres

(1) M. Jacques Flach, *La première réunion à l'Allemagne de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public? (Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1914.)

de la population, si approximatifs et discutables qu'ils puissent être, ne permettent pas d'en douter. Un recensement détaillé de 1695, dressé sur les ordres de Vauban à l'occasion de son projet de dîme royale, aboutit à 246 000 habitans. Ce chiffre concorde avec celui que donne La Grange en 1698. (La Grange donne 257 000, mais y compris Brisach et Fribourg-en-Brisgau). Le *Mémoire* déjà cité de Le Pelletier de la Houssaye indique pour 1702 un total de 235 000 habitans, après défalcation des territoires de Brisach et du Brisgau, restitués par la paix de Ryswick. C'est à partir de cette date que la population grandit formidablement. Un état trouvé par M. Reuss aux archives de Strasbourg, porte 348 000 habitans en 1709. Ce chiffre paraît au moins prématuré, mais en tout cas on s'en rapproche au dénombrement de 1731 qui donne 340 000 habitans, et on le dépasse sensiblement au recensement de 1750 qui compte 88 698 feux, soit, à raison de cinq têtes par feu, 445 000 habitans. A la veille de la Révolution, un nouveau bond est constaté. Les procès-verbaux de l'Assemblée des Notables en 1787 parlent de 624 000 habitans. Le premier président du Conseil souverain de Colmar, dans une lettre au Garde des Sceaux, va même jusqu'à 700 000. Sans prendre à la lettre ces chiffres d'une statistique encore en enfance, il reste indiscutable qu'en moins d'un siècle, la population de l'Alsace avait plus que doublé, peut-être presque triplé. C'est un premier signe de la prospérité publique.

Pour que la population se soit relevée, il a fallu que se relevât aussi, — et même d'abord, — l'agriculture, et, à sa suite, le commerce et l'industrie. C'était la grande tâche, et la royauté française n'a rien négligé pour la mener à bien. « On voit par les anciens registres, écrit La Grange, qu'avant les grandes guerres d'Allemagne, le nombre des villages, familles et feux de la Haute et Basse-Alsace montait à un tiers de plus qu'à présent. La raison de cette différence est que la plupart des villes et villages ont été ruinés ou brûlés, les uns entièrement ou en partie, les autres tellement abîmés que d'un grand nombre de villages qui, avant les premières guerres de Suède, étaient grands et florissans, il n'en est resté que le nom et on n'en connaît que les endroits où ils étaient situés. » Tout cela se releva par la culture. Les édits se succèdent, offrant des concessions de terres aux étrangers, des exemptions d'impôts pour les terres défrichées, des titres de propriété presque gratuits à ceux qui trans-

formeront « en prés, champs ou vignobles » les broussailles ou taillis dont leurs possesseurs ne tirent pas parti. Les résultats ne se font pas attendre. Les céréales, les choux, — mets classique au pays de la choucroute, — les arbres fruitiers, la garance, le tabac, enfin et surtout la vigne, honneur des coteaux qui encadrent les vallées vosgiennes, reprennent possession du sol. Les forêts, « fort dégradées, » constate Colbert de Croissy, par le gaspillage des usagers riverains, sont sauvegardées par la mise en vigueur de la Grande Ordonnance de 1669. Dès la fin du siècle, l'Alsace produit près de 60 000 muids de céréales, soit 700 000 hectolitres. La Grange l'avait prédit peu auparavant : « Ce pays, étant fertile comme il l'est, se remettra entièrement à la paix. » Il acheva de se remettre au XVIIIe siècle, pendant lequel l'Alsace ne vit que deux fois l'ennemi. Le gouvernement pousse la sollicitude jusqu'à répandre en 1785 des brochures « imprimées par ordre du Roi » pour propager les bons procédés de culture.

Les industries s'éveillent ou se réveillent moins vite. Cependant il en est au moins deux qui se développent dès le début de la domination française : les brasseries de bière et les manufactures de tabac. En 1650, il n'y avait à Strasbourg qu'une douzaine de brasseries, on en compte déjà vingt-six en 1723. Le tabac était encore honni et condamné du haut de la chaire au milieu du siècle, et déjà, en 1698, sa préparation occupait 1 500 personnes à Strasbourg. En 1718, on y trouvait 72 manufactures, et leur tabac à priser, grâce à un tour de main, une « sauce, » dont le secret était jalousement gardé, s'exportait jusqu'en Hongrie et en Russie. Au XVIIIe siècle apparaît la grande industrie. Les cotonnades prospèrent à Mulhouse, — qui ne fait pas encore partie de l'Alsace, — à partir de 1745. On y cite une vingtaine de fabriques en 1789, occupant de 5 000 à 8 000 ouvriers, sans compter tous ceux qui en vivent indirectement. Comme la ville n'avait guère que 5 000 habitans, on voit que son industrie rayonnait au loin. Mme de Pompadour n'avait pas dédaigné de contribuer à cet essor économique en mettant à la mode les indiennes. Mais il est inutile d'entrer dans de plus amples détails pour montrer le développement industriel de l'Alsace sous le régime français. Rien n'est moins contesté. Le commerce gagne de même en activité. Trois routes parallèles desservaient le pays du Sud au Nord, et la grande voie trans-

versale de Strasbourg à Saverne les reliait toutes trois; toutes ces routes sont promptement débarrassées des « chenapans » (détrousseurs de poulaillers), résidu des bandes de la guerre de Trente Ans, qui les infestaient depuis des années. En outre, tous les péages locaux sont supprimés, mais le commerce de l'Alsace resta orienté vers l'Allemagne, car un cordon de douanes l'isolait de la France. Elle était « province d'étranger effectif. » Le Rhin, dont la navigation avait été proclamée libre par les traités de Westphalie, était la grande voie historique des échanges, et la paix lui redonna tout d'abord une animation considérable, surtout entre Strasbourg et Mayence. Malheureusement, les endiguemens qui furent exécutés à bonne intention, pour éviter les inondations, eurent comme effet de précipiter le courant et de déplacer à chaque instant le chenal navigable. Il fallait déjà une dizaine de jours pour remonter de Mayence à Strasbourg en 1650, il en faudra dix-huit en 1753, vingt-sept en 1786. Nul ne reprochera d'ailleurs au gouvernement français de n'avoir pas résolu au XVIIIe siècle un problème qui ne l'est encore que très imparfaitement aujourd'hui.

Au surplus, les avantages matériels peuvent contribuer à rendre supportable une annexion, ils ne suffiront jamais à la faire oublier. L'Alsace a goûté les avantages d'une police plus ferme, d'une justice plus égale, d'une paix mieux assurée; mais il faut autre chose que le légendaire « plat de lentilles » pour gagner une population fière, consciente de sa valeur et nullement prédisposée à croire d'avance que sa civilisation est inférieure à celle de ses nouveaux compatriotes. Il faut, pour que le sentiment national s'enracine dans ces conditions chez les derniers nés de la Cité, que la Cité où ils entrent ait à leurs yeux du prestige. Si le changement de patrie apparaît, à tort ou à raison, comme une déchéance, il ne sera jamais subi que comme une épreuve provisoire. Des barbares se laissent assimiler par des peuples de civilisation supérieure, et c'est le cas de presque toutes les provinces romaines, mais des barbares n'arrivent pas à nationaliser des vaincus qui se sentent supérieurs à eux, et les exemples d'échecs de ce genre ne manquent pas jusque dans l'histoire contemporaine. Or, la France de Louis XIV jouissait d'un prestige auquel nul ne se refusait à rendre hommage; tous les princes allemands copiaient « le

grand Roi, » et ce titre ne lui était pas contesté même par ses ennemis. Devenir sujet du Roi Très Chrétien ne donnait pas l'impression d'une *deminutio capitis*. Tout au contraire : même sous Louis XV, alors que la France est en décadence au point de vue militaire et politique, sa primauté intellectuelle n'est pas atteinte. Le grand Frédéric flatte le roi Voltaire. Son frère habite Paris et finit par y oublier sa langue maternelle. Anacharsis Cloots, baron prussien de bonne souche, se plaisait à rappeler qu'aux Écoles des Cadets les élèves-officiers de sa génération ne savaient pas l'allemand. Devenir Français, le devenir de plein gré n'avait donc rien que d'attirant pour une âme bien née.

Mais il y a autre chose. C'est en devenant Française que l'Alsace est devenue l'Alsace. Sa personnalité morale s'est dégagée au moment même, — et par le fait même, — de son entrée dans l'unité française. Il fallait, pour que l'Alsace devînt réellement une de ces petites patries dont l'union fait la force de la grande, qu'elle fût libérée de la complication féodale qui comprimait son élan. Heureusement, ce travail de simplification a été favorisé par les circonstances. Dans la foule des petits organismes politiques entre lesquels se morcelait le pays, il s'en trouvait beaucoup qui, au XVIIe siècle, appartenaient encore à de vieilles familles indigènes, enracinées au sol, mêlées à tout son passé, vivant sur leurs terres de la même vie que leurs sujets et y dépensant leurs revenus. Au contraire, au XVIIIe siècle, la plupart de ces maisons sont éteintes, et leurs terres ont passé à des héritiers allemands, qui ne viennent plus en Alsace, qui en tirent des revenus pour les dépenser ailleurs, et qui y sont non seulement étrangers, mais impopulaires. Les « princes possessionnés, » comme on les appelle, détiennent un sixième du territoire, sont exempts d'impôts, et ne contribuent ni directement, ni indirectement, aux charges publiques. On le leur reproche aigrement. A la veille de la Révolution, on les accuse de toutes parts d' « accaparer l'argent de l'Alsace sans servir en rien l'Alsace. » La « Commission intermédiaire, » nommée par l'Assemblée provinciale d'Alsace en 1787 pour « préparer tous les objets qu'elle croirait utiles, » ne craignit pas de se faire l'écho de ces plaintes. Et quand, après la nuit du 4 août, ces princes possessionnés protestent contre l'abolition de leurs droits féodaux, ils soulignent leur qualité de parasites et portent

eux-mêmes le dernier coup à l'Ancien Régime de l'Alsace. L'intervention de l'Empereur en leur faveur est une des causes de la guerre entre la Révolution et l'Europe, et c'est pourquoi l'Alsace a pu voir avec raison dans cette guerre nationale une guerre qui était un peu la sienne, une guerre où elle combattait pour sa propre cause. Quand l'Alsacien Kellermann arrête les Prussiens à Valmy, il sauve à la fois sa grande et sa petite patrie.

Il y a là une des raisons, — peut-être insuffisamment mise en lumière, — de la conquête morale de l'Alsace par la France. Un comte de Ribeaupierre, par exemple, est quelque chose en Alsace, quelque chose de consacré, de respectable, de sympathique. On le trouve dans son château de Ribeauvillé. Quand son héritage passe à un gendre, le comte palatin de Birkenfeld (1673), le lien traditionnel se relâche, et il se relâchera davantage à chaque génération. En 1789, le prince Maximilien, duc de Deux-Ponts, comte de Ribeaupierre, futur roi de Bavière, ne se soucie plus de ses domaines d'Alsace que pour les hypothéquer. Il commence même à dévorer son bien quand il n'en est encore que l'héritier présomptif. « Le prince Max était un bourreau d'argent, dit Mme d'Oberkirch. Le roi Louis XVI avait payé ses dettes, et il en faisait toujours de nouvelles. » Il a des courtiers à l'affût des capitaux à placer. Il a déjà donné en gage son comté de Ribeaupierre du vivant de son père (1782). Des lettres patentes de 1781 l'autorisent à emprunter un million sur ses terres de Basse-Alsace. On se plaint même qu'il n'y en ait que pour lui. Le duc de Wurtemberg, autre possessionné de marque, embusqué à Montbéliard, est à la recherche de 15 000 livres en 1782, et ne les trouve pas. Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, est également criblé de dettes et, lui aussi, ne réside guère dans sa province.

Il n'en allait pas ainsi un siècle auparavant. Encore en 1718, l'intendant signale que le comte de Hanau vient de séjourner six mois dans ses terres d'Alsace et y a dépensé les 250 000 livres de rente qu'il en tire. Les possessionnés, en perdant contact avec l'Alsace, ôtent toute raison de durer aux vieilles coutumes de l'époque du Saint-Empire. Ils ont travaillé à s'éliminer; ils ont simplifié la situation: ils ont préparé l'unification de l'Alsace à laquelle ils étaient le principal obstacle. Quand il fallut constituer des districts, en application de l'Édit royal du

22 juin 1787 qui organisait des Assemblées provinciales partout où il n'existait pas d'États, on engloba pêle-mêle dans ces nouvelles subdivisions territoriales tout ce qui faisait partie d'un même ensemble géographique. C'était faire table rase de tout le chaos féodal et impérial. Il en fut de même quand furent créés les bailliages électoraux pour les États Généraux : on groupa les districts deux par deux. Les vieilles divisions, à partir de ce moment, apparaissent à tous comme des survivances sans objet, et les réclamations des princes possessionnés tombent dans le vide. L'œuvre d'unification de l'Alsace, ainsi accomplie comme par prétérition, s'affirmera et se complétera pour le reste en même temps que l'unité française, de la nuit du 4 août à la Fête de la Fédération. L'Alsace unifiée entrait librement et joyeusement dans l'unité française. « Au sein de l'unité française, écrit M. Ch. Pfister, l'unité alsacienne s'était faite. »

L'Alsace avait terminé son évolution, l'Alsace était française, non plus par un traité, mais de sa libre volonté. Elle était française, sans avoir été francisée au sens brutal du mot. L'Alsace n'était pas assimilée; elle ne cessait pas d'être alsacienne, elle l'était même plus que jamais, et n'avait ni à s'en cacher, ni à s'en excuser. Elle n'était francisée que dans la mesure, — d'ailleurs extensible, — où il était nécessaire et suffisant qu'elle le fût pour se sentir pleinement française. L'Alsace gardait sa physionomie : ce n'est pas l'écorce, c'est le cœur qui a pris les couleurs françaises. « Ils parlent en allemand, mais ils sabrent en français, » disait Napoléon.

Tel est le terme de ce long enfantement de l'Alsace française, œuvre patiente du temps, de l'esprit de race, de bienfaits qui n'exigent pas la reconnaissance comme un dû, de la communauté d'aspirations vers un idéal de justice et de liberté. En dégageant l'Alsace de son féodal maillot d'arlequin, la France lui a permis de courir à ses destinées. Malheureusement, le cours des destinées normales de l'Alsace a été interrompu par un retour offensif de l'ennemi séculaire. Une fois de plus, la barrière du Rhin a été forcée, et notre marche frontière violentée par l'envahisseur. En dépit de l'union persistante des cœurs et des esprits, les deux lèvres de la déchirure, après quarante-quatre ans, ont besoin d'être rapprochées par des mains

expertes et légères. Nous aurons à restaurer, à « réadapter » cette Alsace qui nous revient meurtrie, et d'autant plus digne de sollicitude qu'elle est une de ces « éternelles blessées » de l'histoire auxquelles coûte cher l'honneur d'être en avant-garde. Sachant comment elle est devenue française sous l'Ancien Régime, rendons-lui aisé le retour au foyer. Qu'elle se sente chez elle en reprenant sa place parmi nous. C'est d'ailleurs ce que le général Joffre lui a promis dans la visite qu'il lui a faite. Nous n'avons à lui demander aucun sacrifice de sa personnalité provinciale, elle n'en demande aucun à notre unité nationale. Certes l'Alsace, remarque M. Vidal de la Blache, avait déjà le sentiment de son unité, alors même qu'elle était politiquement dispersée en « robustes individualités urbaines, villageoises ou régionales, » férues de leur autonomie; mais elle n'a pleinement joué son rôle et réalisé sa personnalité qu'en retrouvant les autres membres de sa famille française. L'Alsace moderne ne serait pas ce qu'elle est, tout ce qu'elle est, si elle n'était pas l'Alsace française. Elle le sait. Et c'est pourquoi l'attachement de l'Alsace pour la France a, plus que dans toute autre province, quelque chose de l'amour filial qu'on éprouve pour une mère, — la mère patrie.

A. Albert-Petit.

LE
PASSÉ DE L'ONCLE JEAN

PREMIÈRE PARTIE

I

Mon journal.

Ce matin, à l'heure où l'herbe rafraîchie garde, sous les gouttes de rosée nocturne, un vague parfum de menthe et de violettes, je traversai la pelouse qui s'étend des deux côtés de l'avenue, jusqu'au pied de la vieille maison ancestrale que nous habitons.

— Joscelyne!... Joscelyne!... appelle tout à coup une voix que je reconnais bien.

Debout sur le seuil de sa porte vitrée, mon oncle Jean du Montal me faisait signe d'entrer dans son *studio* de prédilection.

Je m'empresse de déposer sur le rebord de sa fenêtre la brassée de roses que je venais de cueillir : des roses couleur chair qui fleuraient l'aurore et chantaient l'été, des roses idéales que mon oncle ne vit seulement pas, s'étant déjà replongé dans ses matinales occupations.

— Vous permettez, Josette?... me dit-il, je termine à l'instant la classification de mes catégories...

— De grainages?... je les connais toutes ou à peu près, surtout celles qui concernent les diverses espèces de froment...

et d'une traite, j'épelai en comptant sur mes doigts : blés *barbus*, blés *poulards*, blés *épeautres*, *d'Australie*, *de Smyrne*, *de Pologne*, *d'Astrakan;* blés *durs*, blés *tendres*, blés *vêtus*, de *miracle*, de *douro*, d'*esturgeon*... ouf!!... et pendant que mon oncle Jean riait malgré lui, Joscelyne Oswald, une petite personne, pas toujours très sérieuse, — convenons-en, — mais qui pourtant sait l'être quand il le faut, se glisse de droite et de gauche, met son doigt sous les gouttelettes d'eau de rose que distille le *serpentin* vermeil de l'alambic de cuivre, soulève le couvercle en verre des graines et des plantes sèches, puis en arrêt devant une panoplie originale :

— Oh! les jolies cravaches! s'écrie-t-elle.

— Quand vous aurez fini de vous agiter, Joscelyne, reprend l'oncle Jean de sa voix grave, et que vous viendrez vous asseoir là, à côté de ma table de travail, comme une jeune fille bien sage... nous causerons sérieusement.

D'un bond, je fus à son bureau, où je m'accoudai le menton dans ma main, assez perplexe devant son air préoccupé.

— Parlez, je vous écoute, lui dis-je. Vous voyez, je suis immobile comme une image!

— Eh bien! mon enfant, je déplore, et de plus en plus, la vie maussade qui vous est faite à la Chastagne, entre une grand'mère paralytique, et le vieux garçon maniaque et bizarre que je suis devenu...

— Vous vous calomniez!... interrompis-je vivement.

— Non seulement je ne me calomnie pas, mais je me connais mieux que personne... C'est la faute de la destinée dont le moulage cruel déforme certaines natures faites pour la vie heureuse!... Vous, Josette, c'est bien différent : tout enfant, vous avez eu vos épreuves, celles qui, hélas! arrivent à bien d'autres; celles que la jeunesse et le bonheur doivent réparer. Voilà pourquoi je suis peiné vraiment de la vie grise et trop fermée que vous avez ici, et qu'il faut à tout prix interrompre.

— Pourquoi interrompre?... Pourquoi voudriez-vous changer une vie qui me plaît mieux que toute autre? D'abord, j'adore la Chastagne, moi!... Ses vieux murs couverts de lierre, ses prairies, sa flore sauvage, et ses fleurs rares que vous faites éclore... Les champs d'orge, d'avoine, de blés aux épis verts, aux épis blonds... Les vieux saules du rivage, les roches crevassées et tordues qui ont de loin des airs de naïades et de

faunes verdâtres, penchés sur les eaux du Tarn... Vous n'avez jamais étudié votre rivière, mon oncle? Elle est tantôt rouge sous le soleil, tantôt mauve sous les étoiles, et si attachante à contempler!...

— Vous avez en vous l'âme d'un peintre et d'un poète, ma chère Joscelyne!...

— C'est-à-dire que j'aime de cœur et d'âme notre maison, et tout ce qui l'entoure. J'aime tout ce qui est réel et non fictif... ce qui n'est pas toujours le fait du poète, ni parfois du peintre... avouez-le?

— Je l'avoue... mais nous ne devons pas, ma mère et moi, profiter de ce culte touchant que vous avez pour nos paysages et notre vieille habitation, qui vous condamne à vivre entre nous deux, des années de jeunesse par trop étouffées, par trop monotones!...

— Entre vous deux? D'abord vous devriez dire : entre nous trois! Puis grand'mère, quoique infirme, est d'un naturel plutôt... souriant, et vous, mon oncle, si vous consentiez à être moins rêveur, moins solitaire, moins occupé de votre... *rural* et de vos cultures, si vous vous décidiez à recevoir plus souvent quelques amis, à vivre comme tout le monde!... ajoutai-je timidement, vous seriez peut-être le plus gai de tous! Vous êtes encore jeune, et moralement bien plus jeune que moi. qui suis parfois muette et sauvage comme un loup!

Il sourit d'un sourire contraint, un peu mélancolique :

— Je crois que nous changeons l'état de la question; il ne s'agit pas de moi, mais de vous, ma chère petite. J'ai eu tort, j'en conviens, de ne pas mettre un peu d'animation et de variété dans notre vie trop solitaire, non à cause de moi, mais à cause de vous.

— Rassurez-vous, mon oncle, je ne me suis pas ennuyée une minute depuis que je suis à la Chastagne, je vous le certifie! D'abord, j'ai tante Laure que vous oubliez un peu, ce me semble? Tante Laure, n'est-ce pas tout dire?

Il sourit de nouveau :

— Celle dont on parle le moins, n'est-ce pas celle à qui l'on pense davantage?... Je conviens qu'avec tante Laure pour compagne, on ne peut guère s'ennuyer. Cependant, vous ne pouvez songer à passer votre vie entre nous trois, pas plus que je ne puis songer à modifier ma manière de vivre, et à donner à notre vieille demeure l'allure un peu plus mondaine qui lui

conviendrait de droit, et de souvenirs. Il s'ensuit donc que mon devoir le plus élémentaire est de vous aider dans le choix de votre foyer futur! de vous présenter... il hésita un instant... de vous présenter un mari, par exemple ?

— Un mari?... Vous voudriez me marier? Mais, mon oncle, je n'ai pas tout à fait vingt ans. Quelle plaisanterie!

Je ne savais si je devais rire ou pleurer... J'avais le cœur serré, inexprimablement! Me marier? alors que je n'y avais jamais songé moi-même, c'était ridicule, c'était fou !

L'oncle Jean fixait sur moi ses yeux couleur d'acier, au fond desquels se consume et renaît sans cesse je ne sais quelle lointaine flamme qui vous pénètre, vous enveloppe, et dont l'acuité fait jaillir, d'une petite âme fermée comme la mienne, la vérité qu'il lui demande.

Je n'aurais jamais pu mentir à l'oncle Jean! ni surtout me poser en rébellion ouverte; mais n'ayant rien à dissimuler, je me laissai dévisager tranquillement. Je pris même le parti d'en rire, et, l'interrogeant :

— Alors, vous avez un candidat à me proposer?

— J'en ai un, en effet, qui nous semble réunir de bien sérieuses qualités à une jolie fortune, et qui possède vraiment les principaux avantages que nous désirons pour assurer votre bonheur!

— Mais, c'est fort bien, tout cela... très avantageux, en vérité! Et... le nom de cet admirable candidat à qui vous voulez confier le soin de mon existence ?

— Ne raillez pas, Joscelyne, je vous en prie. Il s'agit de Noël Quinault, notaire à Rabastens.

Un éclat de rire fusa de mes lèvres à demi fermées, et les notes qui s'en échappèrent, quelque peu hoquetantes, me semblèrent faire écho dans le cabinet de travail, et s'allonger... s'allonger autour de nous indéfiniment!

Tout en riant, j'avais envie de pleurer; oh! bien envie!... Et je sentais même, sur mon visage, ruisseler des larmes.

Lui m'entendait rire, mais ne me regardait pas; le front dans ses mains, il reprit d'une voix impatiente :

— Il ne me paraît pas que, dans cette pensée de mariage, il y ait quelque chose de risible. Noël Quinault est un charmant garçon. Son physique n'a rien de très caractéristique, j'en conviens...

— Si, son nez!... Le contraire du mien. Les deux pôles!... L'attraction des deux pôles, me direz-vous?... C'est une découverte intéressante, mais déjà faite!

L'oncle Jean haussa les épaules :

— En attendant, c'est un garçon fort intelligent, très travailleur, et qui est en train de doubler sa fortune!

— De mieux en mieux!... Ce soir, je vais gagner tous les *quines* du loto, avec tante Laure et grand'mère! A propos de grand'mère, ajoutai-je, refoulant mes larmes et reprenant mon sérieux, vous savez qu'elle est imbue d'idées aristocratiques, tout à fait rétrogrades? Elle n'a jamais franchement accepté que ma pauvre maman soit devenue Mme Carle Oswald, après s'être appelée Sabine de Kersables...

— Peut-être... Mais il y avait surtout cette pensée d'éloignement, qui la bouleversait et lui faisait accepter difficilement ce mariage. Il est préférable, en effet, qu'une jeune fille ne s'éloigne pas de sa famille, ni de son pays; il faut surtout se défier des mariages d'inclination; ils réussissent rarement. Quant aux idées aristocratiques de ma mère, ne vous en préoccupez pas, Josette, car cette proposition de mariage semble la satisfaire entièrement ; elle s'est rendu compte que les Quinault de Saint-Mart sont issus d'une race ancienne et connue en Albigeois. Toutes leurs alliances sont fort distinguées... Parlez-en avec elle, qui est très au courant, puisque nous en avons causé ensemble.

— Déjà?... fis-je d'un ton qui aurait voulu être un reproche. Car je ne pouvais plus dissimuler, sous une attitude plaisante, l'angoisse qui m'étreignait insensiblement.

— Il le fallait bien, avant de vous en parler! Mais peut-être que le notariat vous est antipathique? ajouta-t-il, voyant que je ne répondais pas. Si cela est, il sera facile de vendre l'étude, lorsque vous aurez trouvé une situation plus... élégante, plus conforme à vos goûts.

— Je vous en prie!... Je vous en prie! balbutiai-je, n'insistez pas davantage! L'étude Quinault m'est absolument indifférente ; l'étude... et le notaire... par-dessus le marché!

Il me regarda, étonné, sans me voir probablement...

— Vous parlez comme une enfant, Joscelyne ; savez-vous quel est le chiffre de la fortune des Quinault de Saint-Mart, immeubles et valeurs?

J'eus un mouvement irréfléchi de fureur et de désolation. Je lui criai dans les oreilles :

— Je vous dis... Je vous dis que tout cela m'est indifférent!... Et je vous prie de ne m'en plus parler. Vous êtes donc bien pressé de vous débarrasser de moi, oncle Jean?

Et des larmes chaudes, que je ne pouvais plus retenir, jaillirent de mes yeux, détournés des siens... Il tressaillit, prit mes deux mains, les caressa un instant sans mot dire. Je n'osais encore le regarder, mais je sentais levée sur moi l'autorité de son regard dominateur et tendre :

— Ne pleurez plus, Joscelyne... ne pleurez plus, je vous en conjure!

Et sa voix prenait malgré lui des inflexions émues qui adoucissaient singulièrement ma peine.

— C'est peut-être trop tôt, en effet. Et n'êtes-vous pas encore trop jeune pour vous entretenir de choses aussi graves? Je voulais vous assurer un avenir heureux et riche; c'était mon unique pensée. Ma chère enfant, la vie a été dure pour moi et pour les miens, décimés avant l'âge! Ma mère, à la suite de douloureux chagrins, est restée dans l'état maladif où vous la voyez aujourd'hui. Lorsque ma cousine Laurence de Kersables vous ramena de Philadelphie, il y a près de huit années, toute blanche et rose dans vos vêtemens de deuil, il nous parut qu'un rayon de soleil et de joie éclairait tout à coup les murs assombris de notre vieille demeure! Vous avez mis dans notre vie découragée un espoir, un but sur la morne étendue de notre sombre route. Et là où l'on ne riait plus jamais, le sourire est revenu. Comment ne devinez-vous pas, Josette, que, vous partie, il fera nuit dans la maison, et bien gris dans notre âme?...

Pendant qu'il me parlait et que ses yeux contemplaient mon insignifiant petit visage tout mouillé de larmes, je me sentais de plus en plus rassérénée. Ce que j'éprouvais au dedans de moi était pareil à ce calme délicieux qui suit l'orage...

De son côté, Jean du Montal avait repris l'attitude froide et préoccupée qu'il avait avant mes larmes. Les émotions, chez lui, ne durent guère, on les constate... il s'est déjà ressaisi!

— Une dernière fois, mon enfant, réfléchissez!... insista-t-il encore, de sa voix de basse chantante : vous vous marierez un jour, qui peut-être ne sera pas lointain; en Bretagne, les quelques parens qui nous restent n'ont pas oublié votre exis-

tence, on vous croit riche. A Toulouse, dans les cours que vous suivez sous l'égide de Mlle Darnoy, on vous connaît aussi... Or, comme il n'y a pas de parti pour vous à Rabastens, à Saint-Maurice, ni même à Albi, je ne le crois pas, vous vous marierez donc loin de nous. Réfléchissez... Le bonheur passe! Ne faudrait-il pas le saisir? Ce sera triste pour nous, très triste, mais du moins nous ne vous verrions pas disparaître ; vous resteriez dans le cercle rapproché de notre affection... Réfléchissez, Joscelyne, je vous en prie. Cette heure est vraiment grave.

— C'est tout réfléchi, mon cher oncle, répondis-je fermement : je ne veux pas me marier!

Il me considéra avec stupeur, mais une sorte d'allégement détendit son visage.

— Voilà une singulière petite fille, murmura-t-il comme se parlant à lui-même... Très singulière, en vérité, et qui vous a des réflexions de femme faite. Au fond, vous êtes plus enfant qu'on ne l'est à votre âge. C'était trop tôt, en effet, vous parler d'un changement de vie aussi sérieux. Nous verrons plus tard... Mais que vais-je répondre à cette famille qui vous désire si vivement?

— Que je suis très honorée, que je les tiens tous en très haute estime, mais que je n'ai encore pour le mariage aucune vocation!... Et puis... zut! pour Noël Quinault, et zut! pour les Saint-Mart passés et présens!... Vous ne m'en voulez pas, mon cher oncle?

Il me considéra de nouveau et sourit de ce sourire énigmatique qui lui est particulier. Par deux fois, d'un hochement de tête, il sembla me dire : non... non... je ne vous en veux pas, et se remit à classer ses graines.

L'entrevue est terminée.

Que de fois, j'ai songé à la mélancolie que renferme le mystère de ce sourire! Que de fois je me suis demandé quelles pensées secrètes, quels souvenirs impénétrables des années disparues s'y dissimulent sournoisement?

II

Au dehors, la matinée attiédie berce de quiétude le tourment momentané de ma pensée, tandis que je descends lentement la pente conduisant à la rivière, sous la réverbération du soleil

automnal, qui semble, sur mon chemin, tout revêtir d'or. Je contemple à son tour le vieux manoir de la Chastagne, coquettement posé à mi-côte, sous l'ombre familière de ses platanes et de ses charmes. La grisaille de ses murs est éclairée et en fête, sous les touffes de roses montantes et de chrysanthèmes, qui décorent la pierre fruste de la magie de leurs nuances, et de l'enlacement de leurs tiges aux pétales échevelés.

Moitié courant, moitié songeant, je suis les jardins en terrasses, bordés de briques ajourées, et de buis à l'amère senteur, qui vont zigzaguant jusqu'au bord du Tarn, jusqu'à ce rivage pittoresque dont mon âme est sans cesse saisie!...

Voici le saule au tronc noueux qui s'ouvre comme un fauteuil rustique sous l'ombrelle des branches aux feuilles effilées... Mon vieux saule! dont les racines semblent vivre et chanter comme une mandragore sous la caresse de l'eau qui bruit avec mes pensées... O mon rivage! O ma rivière à l'eau changeante! Je voudrais ne jamais vous quitter! C'est surtout vos bords tourmentés que j'aime. Du plus loin où ma vue se porte, je n'aperçois que rochers verdâtres, aux formes convulsées : les uns couverts d'une flore inconnue au feuillage traînant, les autres surmontés de ruines bizarres, restes de tourelles gothiques, de vieux moutiers aux clochetons détruits. Et peu à peu, la rivière creuse son lit plus profondément, et, à mesure que l'eau descend plus bas, ses bords paraissent monter plus haut. Puis, au delà du talus géant, des cottages qui verdoient s'élèvent au milieu de leurs blondes frondaisons, tandis qu'au-dessous, parfois le roc s'entr'ouvre, dessinant l'ouverture de grottes mystérieuses, barrées de portes solides, et percées de minuscules fenêtres grillagées de fer. Des lierres et des fleurs d'ajoncs les enguirlandent; de loin en loin, des touffes de *violliers* (1) orange sortent à même du roc comme d'une urne sombre; et c'est une joie pour les petits, de grimper les cueillir, car des familles entières de nomades et de pêcheurs habitent ces singulières demeures, surtout le printemps et l'été. Vides maintenant, elles n'ont plus que leurs guirlandes vertes, et encore leurs *violliers* fleuris qui se reflètent dans l'eau changeante. Cette diversité de teintes répond à mes impressions d'âme; et comme il est convenu que je garderai

(1) Nom local de la giroflée des murailles.

longtemps, si ce n'est toujours, cette liberté qui m'est si précieuse, et que je ne quitterai jamais la Chastagne : l'onde calme est bleutée comme le ciel!... Et me voilà au pied du saule pleureur, qui n'est pas seul à laisser traîner dans l'eau la frange de ses branches : un bout d'écharpe mauve s'y plonge consciencieusement, et j'aperçois tante Laure, confortablement installée sur mon fauteuil rustique. Tout doucement je la considère, la voyant de profil, sans qu'elle puisse m'apercevoir. Laurence de Kersables doit avoir tout près de quarante-quatre ans, mais ne les paraît pas : sans s'en douter, elle sait faire oublier bien vite la masse de fils d'argent qui pâlissent ses cheveux dorés et le ton un peu terni de son fin visage; car on ne voit d'elle que ses grands yeux verts, brûlés de mélancolie, dont le doux regard, si l'on a du chagrin, vous console, et surtout vous attache! En contemplant sa taille frêle que semble bercer d'un rythme égal le balancement des branches, je songe à la silhouette irréelle de Gwendoline, l'une des plus poétiques héroïnes d'Ossian!

— Bonjour!... tante Laure! — Et je sors tout à coup d'un massif fleuri de genêts d'Espagne, au milieu duquel je m'étais dissimulée. — N'est-ce pas qu'on est bien dans notre saule pleureur?

— Dans *ton* saule pleureur? reprit-elle, surprise. Oh! délicieusement! Mais j'allais rentrer... Reprends vite ta place, *my dear little girl!* car tu aimes ce coin de rêve autant et plus que moi.

— Un peu moins que vous, en vérité. Vous savez que ma promenade favorite est de longer le ruisseau du moulin des Pierreux? Ici, ce n'est pas une promenade, c'est une sieste! Si vous saviez le joli tableau que vous faites, enfouie sous ces branches, avec votre écharpe mauve qui trempe dans l'eau? Vous avez l'air d'une ondine qui va bientôt replonger dans son fleuve. Ne partez pas, tante Laure, restez encore sur la terre pendant que j'y suis! Et, m'asseyant à ses pieds, je posai ma tête sur ses genoux.

— Tu es une gentille enfant, Josette! murmura-t-elle en me caressant les cheveux.

— Saviez-vous, ma tante, fis-je en l'interrogeant du regard, que l'oncle Jean voulait me marier?

— Évidemment, je m'en doute un peu...

— Vous savez avec qui, alors?

— Avec le fils de l'ancien notaire : M. Quinault de Saint-Mart! Tu étais la seule à ne pas t'en douter. Dans le pays, tout le monde en parle!

— C'est-à-dire que, de Rabastens à la Chastagne, ce jeune notaire rendrait processives les pierres du chemin! Il a toujours des affaires de nos côtés... Heureusement qu'un refus net et catégorique réduira à néant toutes les bonnes langues du voisinage.

— Réfléchis bien, ma chère enfant, avant de refuser un si excellent parti. Crois-en mon expérience de la vie seule, — et sa voix faiblit légèrement, — si tu ne trouves pas mieux, tu le regretteras.

— Je n'ai pas la prétention de trouver mieux, j'ai eu seulement la résolution de refuser.

— Tu as grand tort, Joscelyne! Il n'y a que du bien à dire sur ce jeune homme et sur sa famille.

— De grâce, ma chère tante, épargnez-moi le panégyrique de M. Quinault, de ses ancêtres, et de son notariat. Laissez-moi jouir de ma vie telle qu'elle m'est faite, telle que je l'aime, telle que je la veux... Et puis... n'en parlons plus, sans quoi je croirais que vous vous êtes donné le mot, avec votre cousin, pour vous débarrasser de moi.

— Méchante! Tu ne penses pas un mot de ce que tu dis, heureusement...

— *Yes! I do'nt, my dear aunt Lancy* (1), lui déclarai-je avec tendresse. Mais, me direz-vous pourquoi l'oncle Jean pense à marier les autres au lieu de se marier lui-même?

— Il eût fallu y songer plus tôt, répondit-elle évasivement; il a pris maintenant des habitudes de vieux garçon auxquelles il renoncerait difficilement... et, d'ailleurs, ne souhaitons pas qu'il se marie, Josette!

— Pourquoi, ma tante?

— Sans lui, que deviendrions-nous?

— Oh! m'écriai-je, me sentant rougir : si je croyais être une charge pour grand'mère et pour son fils, je partirais à l'instant même!

Ma tante de Kersables m'embrassa tendrement :

(1) *Lancy :* diminutif de Laurence.

— Pauvre chérie, *poor darling!* Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire! Nous n'avons, toi et moi, qu'une bien petite fortune, mais elle est suffisante pour nous permettre de vivre sans le secours d'autrui. Cependant, crois-en mon expérience, deux femmes seules sont toujours exposées au mauvais vouloir, aux vexations des uns et des autres; nous avons besoin des conseils de Jean, de son soutien moral, de son affection. Si, au milieu de nous quatre, si unis, pénètre une femme étrangère, nous souffrirons, Josette, c'est fatal! Mais c'est là une pensée égoïste que nous ne devons pas avoir; prions toujours pour le bonheur de ton oncle, et que la volonté d'En-Haut soit faite!...

— A-t-il été heureux ou malheureux dans son passé, l'oncle Jean?

Ce fut alors ma tante Laure qui rougit vivement :

— En réalité, j'ignore quelle a été la vie de ton oncle avant mon retour en France; — je fus frappé du ton de lassitude qu'elle avait en me répondant; — tu venais de perdre ta mère, lorsque ton père me demanda de venir continuer ton éducation. Jean était absent de Bretagne, et comme il paraissait très satisfait, à cette époque, et que plus tard, au contraire, les lettres qu'il m'écrivit en Amérique étaient attristées, je suppose que, pour lui, le bonheur avait disparu, presque aussitôt qu'il avait essayé de le saisir. Après la mort de ton père et la liquidation de sa banque, je t'ai amenée en France, et je l'ai retrouvé à la Chastagne, tel que le faisait pressentir sa correspondance. Tu m'interroges souvent sur lui, mon enfant, mais je n'en sais pas davantage. Il ne faut pas être trop curieuse, vois-tu... on dit que la curiosité porte malheur!

Je baissai la tête avec confusion, tellement la réflexion était vraie!...

— Je sais que vous auriez pu épouser papa, insinuai-je timidement, si vous aviez voulu? Le chagrin l'a tué, tandis qu'ensemble vous auriez pu être si heureux!

— Ce n'est pas le chagrin qui l'a tué, mais la *fièvre jaune*, dans un court voyage entrepris pour le règlement de ses affaires. Certes, Carle Oswald fut bien malheureux, mais beaucoup par son imprudence. Ce n'était pas un brasseur d'affaires, ni un habile et courageux travailleur, il a été du reste fort mal conseillé. Quant à l'épouser? Je n'y aurais jamais songé,

ajouta-t-elle, en détournant du mien son regard; il savait d'ailleurs que ma volonté absolue était de ne pas me marier.

— Comme moi, alors, tout à fait comme moi?

— Toi?... Tu n'es qu'une enfant! fit-elle en manière de conclusion.

— Une enfant qui vous aime, tante Laure, vous qui avez été la vraie mère de la pauvre orpheline!... Et j'attirai sous mes lèvres la main frêle qui me caressait les cheveux...

Un bruit de voix et de rames nous fit tressaillir... Non loin de nous et bien en vue dans une anse minuscule, que dessinait sur l'eau un festonnement de roches aux pointes bizarres, une barque amarrait; un homme d'un certain âge, distingué d'allures, aux cheveux déjà blanchis, était assis à côté des rames, tandis que le batelier, remontant sur la berge, jetait de là son filet. Aux pieds de l'homme âgé, un garçonnet de huit à dix ans, vêtu frileusement, malgré le soleil encore chaud d'automne, s'amusait à pêcher à la ligne. De longues boucles blondes, d'un blond pâle, couleur de lin, s'échappaient de son béret en laine blanche des Pyrénées. A l'autre bout du bateau, deux femmes causaient entre elles, en fabriquant une légère dentelle au crochet. De l'une, nous n'apercevions que la jaquette verte, et des torsades de cheveux roux, sous son chapeau de simple paille tressée; nous la voyions de dos, tandis que nous avions en face l'autre jeune femme qui, ayant enlevé sa *charlotte* en mousseline, pour replacer dans ses lourds cheveux noirs son peigne d'écaille, nous montra un beau visage, à l'ovale allongé et aux traits purs de déesse pâle; elle était vêtue de vêtemens sombres, mais l'on apercevait la minceur excessive de sa taille, faisant opposition à l'ampleur des épaules et de la gorge; ployée avec grâce sur le rebord de la barque, elle laissait traîner une de ses mains dans l'eau, et, de l'autre, elle promenait sa lorgnette sur le paysage.

— Père? s'écria-t-elle tout à coup : regardez du côté que je vous indique... Tenez, voilà la lorgnette, regardez donc!...

Nous eûmes la crainte qu'il ne fût question de nous, et nous nous dissimulâmes plus parfaitement sous le rideau des branches pleureuses. Il était d'ailleurs impossible de nous apercevoir. L'enfant poussait des cris de joie : un carpillon de belle allure frétillait au bout de sa ligne! On déposa son butin au fond de la barque; le père ou le grand-père amorça de nou-

veau et fut s'asseoir auprès des deux jeunes femmes; la lorgnette en main, il contempla le paysage...

— Là!... tout près, c'est le château, indique la dame brune en baissant la voix, et leurs paroles se perdirent... Soudain, elle se dresse debout, raidie en un geste d'effarement :

— C'est lui!... lui!!! s'écrie-t-elle. Et sa belle main à courbure élégante désigne de nouveau un point de l'horizon que nous ne pouvons distinguer, ne l'ayant pas en face de nous.

— Oh! père! père!... dit-elle aussitôt, partons, partons vite...

Et il nous sembla que sa voix, tremblante, ajoutait :

— J'en meurs!...

Lui soupirait, considérant l'horizon d'un air pétrifié.

Mais la petite dame rousse avait attiré à elle la grande jeune femme brune, la forçant à se rasseoir et entourant sa taille d'un bras affectueux :

— Tu es folle, ma chérie, disait-elle.

Puis, comme ils se parlaient bas, tous les trois, leurs têtes rapprochées, nous ne pûmes rien entendre. Soudain, la barque oscille et se détache; le batelier venait d'en ressaisir les rames.

— J'ai pris deux poissons, lui dit le garçonnet, et des beaux!

— Il faut filer à l'instant, commanda le grand-père, je crains que le petit ne prenne froid.

Et tout aussitôt le bateau s'en va, laissant derrière lui dans le soleil, un remous troublé, aux reflets pourpres... emporté par le courant au fil de l'onde, notre œil ne pouvait déjà plus le suivre, et d'ailleurs les méandres de la rivière ne nous le permettaient plus. Ainsi disparut la barque mystérieuse, petit navire de paille, poussé au large par le vent de la destinée... Nous restâmes un long moment silencieuses, intriguées et émues par l'étrange rencontre!

La cloche familiale, sonnant le déjeuner, interrompit notre rêverie.

— Déjà! murmura tante Laure, ramenant autour d'elle l'écharpe de gaze enroulée aux branches.

— Déjà! fis-je pensivement, comme dans un écho.

Sans nous presser, nous remontâmes les allées en lacets du jardin en terrasses.

— Quels sont ces gens? pensais-je tout haut. D'où viennent-ils? Où vont-ils?

— Où donc ai-je vu ce visage? s'interrogeait ma tante de son côté. Où donc?...

— Vous allez encore dire que je suis trop curieuse, interrompis-je timidement : vous êtes tous nés en Bretagne, n'est-ce pas? excepté moi qui suis Américaine?

— Dis : créole.

— Créole? soit! C'est plus poétique... Eh bien! vous possédez en Bretagne votre propriété de Kersables, et l'oncle Jean, son vieux château de Locmenhir, où il retourne chaque printemps avec amour...

— Il y est bien obligé, puisque c'est lui qui gère ces deux terres assez importantes, et qu'il en a assumé sur lui toutes les charges.

— Sans doute que ça lui fait plaisir de les assumer... Il n'est pas à plaindre! surtout si ces dames sont... des amies de Bretagne?...

Tante Laure se mit à rire; ça finit toujours ainsi entre nous...

— Je crois qu'il n'a aucune amie là-bas, m'affirme-t-elle sérieusement. Tu as une imagination par trop... créatrice, ma chérie. C'est une famille étrangère venue probablement de Saint-Maurice, qui est une station de passage et d'arrêt pour plusieurs lignes du Midi.

Puis, de nouveau, elle murmura entre ses dents :

— C'est vraiment curieux... Où donc ai-je vu ce visage?

— Vous aussi, vous avez rêvé, lui dis-je à l'oreille...

Nous voilà remontées au-dessous de la dernière terrasse. Accoudé aux balustres, l'oncle Jean, avec ses cheveux drus et sa barbe fauve, où se joue l'or du soleil, avait bien l'air du chevalier Phébus de la légende... Et comme, jusque-là, j'avais marché les yeux baissés, il m'apparut si inopinément que je m'écriai malgré moi, me sentant prise d'une terreur irraisonnée :

— Lui!... Lui!...

Sans m'en rendre compte, j'avais redit, et presque avec la même intonation, les deux mots que la belle dame brune venait de prononcer!

III

Depuis que, sur les eaux pourprées du Tarn, disparut à nos yeux le bateau fantôme, dont l'énigme ne me fut jamais expliquée, nos jours s'écoulent à la Chastagne, paisibles comme ces jours de novembre que nous traversons, appelés : *l'été de la Saint-Martin*, parce qu'ils sont emplis encore des teintes adoucies et ensoleillées de l'été véritable. Jours délicieux et rares ! Mais empreints de mélancolie, parce qu'ils vont bientôt finir, et que l'hiver sera là, qui nous guette et nous paralyse !

Grand'mère éprouve comme moi l'ivresse du soleil d'automne ; mais elle préfère au soleil couchant, que je trouve adorable, les chauds rayons de midi. C'est pourquoi, après son déjeuner, elle fait ouvrir une de ses fenêtres qui donne sur les pelouses encore vertes, et sur les touffes de chrysanthèmes qui épuisent leurs teintes décadentes en nuances de plus en plus délicates et bizarres... Et là, à demi couchée dans ses oreillers de dentelles, enveloppée dans sa douillette de satin, sa fanchon de laine mauve sur la masse ondulée de ses cheveux blancs, elle semble se baigner toute dans les effluves du bon soleil méridional, tandis qu'un grand feu flamboie quand même, dans la haute cheminée de sa chambre.

Elle a dû être très jolie, grand'mère, alors qu'elle s'appelait Françoise de Locmenhir, marquise de Kersables : blonde, avec des yeux aussi noirs que le jais qui étincelle sur sa robe...

Une habitude que j'aime est celle de lui faire chaque jour sa lecture : *la Vie des Saints*, — *la Croix du Tarn*..., ça ne varie guère ! Parfois, quelques pages d'un roman anglais oublié parmi ses livres de jeune fille, dont elle possède ici une partie, — l'autre est restée en Bretagne, — et ces pages nous promènent paisiblement de chasses en chasses, de pâtés de venaison en autres comestibles alléchans ; et lorsque l'habitante de la tour hantée et le chevalier inconnu, après de terribles péripéties, sont enfin mis en présence, les autres héros se rassérènent vite, devant le samovar fumant et les galettes toutes chaudes...

Cependant, en face du ciel si clair, du soleil limpide, qui rose et dore la campagne d'automne, grand'mère a un vrai scrupule de me retenir aujourd'hui dans sa chambre. Je commence cependant ma lecture quotidienne.

— Ne deviez-vous pas aller à Rabastens? interrompt tout à coup la chère voix dolente, un peu impérative parfois.

— Je ne crois pas, grand'mère, tante Laure a un travail pressé à finir.

— Eh bien! tu iras seule avec ton oncle. Vous y verrez votre amie Marcelle Darnoy, à moins que vous ne préfériez aller jusqu'à Toulouse? Ici nous sommes un peu graves pour ta jeunesse, et je voudrais te voir enfin jouir de la vie de ton âge, et secouer plus souvent la mélancolie des êtres et des choses qui entoure les vieilles demeures comme la nôtre!... Ensuite le soleil s'éteint, l'hiver arrive...

— Et plus tard, c'est trop tard! remarque tout bas l'oncle Jean, qui vient chaque jour écouter la lecture du journal dans la chambre de sa mère.

Il s'assied au pied de la chaise longue, pressant dans les siennes la main affaiblie, aux veines trop saillantes, mais si fine, si aristocratique encore! Et, dans un respect attendri, il courbe sa haute taille pour y poser ses lèvres. Je lis d'un œil, de l'autre je les regarde : lui, si grand et si fort, avec des gestes ouatés et précautionneux, comme s'il avait peur de briser les frêles mains et les épaules qu'il emprisonne de son bras robuste; elle, pauvre vieille femme, dont la paralysie progressive épuise lentement les forces, le considérant de ce regard ardent qu'ont parfois les mères, inimitable dans sa tendresse sans limites!

Et c'est là sa grande beauté : cet amour maternel qui l'auréole toute! C'est la beauté qui demeure quand l'autre est partie!

— Mon cher fils, insiste-t-elle, il faut que cette enfant sorte davantage; elle a une petite figure toute pâlotte... aujourd'hui, le temps est idéal. Prenez l'auto et faites une longue promenade au bord du Tarn? le soleil et le grand air sont si bons quand on peut en jouir!

Et comme nous résistons, ne voulant pas la laisser seule, elle appuie sur un timbre électrique placé à ses côtés :

— Priez Mlle de Kersables de venir auprès de moi et d'apporter son ouvrage, dit-elle à la femme de chambre, tandis que nous congédie son regard d'autorité et de tendresse.

IV

Malgré la glace de l'auto qui intercepte suffisamment en cette saison les brises automnales, l'oncle Jean redoute pour moi l'air qui fraîchit, à mesure que le soir s'avance, et m'enveloppe dans un plaid écossais, avec des précautions quasi maternelles.

Cette promenade est une griserie des yeux, un bercement de la pensée...

Nous ne causons pas. Dans la vitesse qui emporte comme un tourbillon de vie, la parole est oiseuse ; elle bruit à l'oreille, semblable à des battemens d'ailes qui décroissent dans l'infini de l'air traversé. Les routes défilent toutes blanches, entre les coteaux de vignes jaunies; d'autres sont bordées d'ormeaux, dont quelques feuilles, déjà mortes, tombent sur nos visages. Puis nous contournons des roches grisâtres, surmontées de vieilles ruines, à demi recouvertes d'un échevèlement de plantes grimpantes. Nous apercevons des cimetières encore fleuris comme des jardins ; d'humbles hameaux, de pauvres clochers d'églises, des villas souriantes, entourées de roses et de figuiers mûrs, et cela donne au vol l'illusion d'un perpétuel printemps.

Un dernier tournant de collines rocheuses, et le Tarn apparaît moiré de rose, dans son décor abrupt, si pittoresque sous le soleil couchant.

— Si vous arrêtiez l'auto, mon oncle ? lui demandai-je timidement... Ne trouveriez-vous pas délicieux de nous promener un peu sur cette route, et de descendre au bord de l'eau ?

— Je ne demande pas mieux, Josette, puisque cela vous fait plaisir.

Il met pied à terre, me tendant les bras, et, pendant quelques secondes, je m'appuie sur son cœur..., le cœur de l'oncle Jean! ... dont j'aurais tant voulu pénétrer le mystère...

Il me déposa tout étourdie, un peu oppressée, sur la route...

Nous marchâmes côte à côte, n'entendant autour de nous que le bruit d'une chaussée lointaine, et le clapotis de l'eau contre les blocs de granit, sombres geôliers de ce rivage. Pourtant, j'aperçois un coin plus ensoleillé, un enfoncement de

roc avec de la mousse et des fleurettes oubliées par l'été disparu.

Aussitôt, je voulus m'y asseoir. Il y avait deux places, à vrai dire un peu étroites ; pour y arriver, il fallait suivre, à même le rocher, une sorte d'escalier glissant et difficile. De nouveau, l'oncle Jean entoure ma taille de son bras, et, ainsi soutenue, je m'y trouve assise sans qu'il ait desserré son étreinte, sans que sa voix, sombrée tout à coup dans un peu d'émotion, ait retrouvé son timbre habituel, car il y avait à pic sous nos pieds la hauteur d'un petit abîme !

— Ne vous penchez pas en avant, Joscelyne ; si je ne vous retenais pas, vous glisseriez dans l'eau, qui est très profonde à cet endroit. Ce site est curieux à voir, sans quoi je m'en voudrais beaucoup d'avoir été ce soir plus enfant que vous-même !... De grâce, ne vous penchez pas !...

Mais il me retenait si bien que j'avais beau regarder au-dessous l'eau qui tourbillonnait, je me sentais solide et n'avais nulle crainte. J'éprouvais même une intime joie, dont la suavité m'était inconnue... Le ciel au-dessus de nous était bleu immensément, et dans le silence des choses, je voyais flotter dans l'air, et j'écoutais nos deux âmes, n'ayant plus d'âge, toutes petites..., toutes pareilles..., se parler indéfiniment ! Cela dura quelques minutes...

— Je crois que vous vous endormez, Josette ? dit soudain l'oncle Jean d'une voix moqueuse, légèrement altérée. L'air fraîchit, il est temps de regagner l'auto, surtout si vous voulez vous arrêter à Rabastens ?

— Déjà ? fis-je en rougissant. C'était si joli, ce grand soleil d'or qui se couche au fond de l'eau ! Et puis..., on était si bien !

— Trop bien ! répliqua-t-il d'un ton qui laissait percer je ne sais quelle amertume.

Soudain, d'affreux croassemens nous firent tressaillir : le bleu du ciel était noirci par un vol innombrable de corbeaux ; ils passèrent au-dessus de nous, se dirigeant plus loin, vers les montagnes rocheuses où se trouvent les Gorges du Tarn.

— Ce sont des oiseaux de malheur ! m'écriai-je, tandis que nous remontions le sentier ardu et rocailleux qui ramène à la route.

— Est-ce que vous seriez superstitieuse, par hasard ?

— Ce soir, beaucoup ! répliquai-je, sans trop savoir ce que je disais.

— Êtes-vous enfant !

Il eut un léger haussement d'épaules, mais je sentis son bras, — protection ou tendresse, — serrer affectueusement le mien ; et je songeai, non sans un peu de mélancolie, qu'un instant de joie intense comme celle que je venais d'éprouver se paierait peut-être un jour par quelque grand chagrin, je ne savais lequel, heureusement ! mais voilà que cette pensée me bouleverse pendant que l'auto roule à toute vitesse vers Rabastens. Il me semble qu'un voile tombe de mes yeux, arraché par la brise, et je me demande, non sans un secret effroi, si les sentimens de cœur que je donne à mon oncle Jean ne sont pas un peu trop vifs..., un peu trop tendres..., pour la nièce respectueuse que je devrais être ?...

Mais j'y songe : Françoise de Locmenhir, ma grand'mère, avait d'abord épousé son cousin, le marquis de Kersables, et leur fille, — ma mère, — n'est en somme que la demi-sœur de son frère du Montal, le fils du second mari de grand'mère. Ce qui fait que l'oncle Jean n'est plus pour moi qu'une moitié d'oncle !... Combien alors nos responsabilités mutuelles, en ce qui concerne le genre d'affection que nous pourrions avoir l'un pour l'autre, seraient diminuées !... Sur ce raisonnement, que je jugeai rempli de sagesse et de logique, j'essayai de chasser victorieusement quelques petits remords, et aussi des larmes qui, malgré moi, me venaient aux yeux.

Quelques minutes plus tard, nous étions à Rabastens.

Mon amie, Marcienne Darnoy, plus âgée que moi d'au moins trois années, habite seule avec son père, docteur spécialiste pour les maladies respiratoires, une fort agréable villa au fond d'un jardin ombreux. Nous nous étions connues alors que j'étais à peine une adolescente, dont ma tante de Kersables continuait l'éducation. Marcienne, sortie du Sacré-Cœur, suivait à Toulouse des cours de musique en renom, où nous nous rencontrions régulièrement une fois par semaine ; nous fûmes d'abord deux compagnes du même cours et bientôt deux amies. Elle avait perdu sa mère la même année où je perdais la mienne. Ce deuil du passé et l'habitation dans le même pays nous rapprochèrent. Et comme cela arrive parfois, la différence de nos goûts, de nos caractères, loin de nous éloigner, devint une attirance.

Jolie ?... Marcienne ne l'était pas dans la stricte acception

du mot : grande, souple, d'une réelle distinction, ses traits expressifs, son teint d'une délicatesse et d'une fraîcheur extrême, faisaient vite oublier la coupe un peu élargie de son visage. Cette légère irrégularité disparaissait d'elle-même sous le regard de deux yeux immenses, gris teintés de vert, des yeux qui semblent voir au delà de ce monde... et qui, s'ils se reposent sur les vôtres, s'irradient d'une expression de tendre prière dont la séduction vous attire et vous retient.

— Savez-vous, Marcienne, lui dis-je au cours de notre causerie d'abord insignifiante, savez-vous que mon oncle du Montal a voulu me marier? Vous ne devinez pas avec qui?

— Peut-être... N'était-il pas question pour vous du fils de Me Quinault, le plus ancien notaire de notre ville? Depuis qu'il a remplacé son père à l'étude, on n'entend dire sur lui que des choses élogieuses.

— Les éloges ne font pas tout. Il aurait fallu qu'il me plût : il est simplement quelconque..., plutôt mal que bien; je lui trouve même l'air par trop naïf... Du reste, je ne l'ai jamais beaucoup regardé...

— Qu'importe l'air plus ou moins naïf, s'il est bon et intelligent, comme on l'assure? Regardez-le davantage, Josette. Mais je parie que vous l'avez déjà refusé?

— Vous pariez à coup sûr.

— Quel dommage! Nous aurions été heureux, père et moi, de vous avoir si près de nous.

— Et c'eût été pour moi une grande compensation! Mais... si Noël Quinault vous avait demandée, Marcienne, auriez-vous accepté? Je serais curieuse de le savoir.

— Moi?... non... dit-elle rêveusement : ma patrie, mon foyer ne sont pas de ce monde! Mais n'attachez pas un sens de spiritualité par trop déterminé à mes paroles... C'est seulement pour vous prouver, ajouta-t-elle en riant, qu'en ce qui me concerne, le mariage ne me dit rien, absolument rien!

— Et moi, c'est exactement le contraire! répliquai-je avec mon habituelle étourderie. C'est-à-dire que, si j'aimais, si j'étais aimée... Oh! alors... Je rougis vivement, voyant les grands yeux braqués sur moi avec une douce fixité :

— Je comprends... je comprends... fit-elle toujours souriante; dans ce cas, d'ailleurs bien naturel, le mariage vous dirait?... Cependant, vous êtes si difficile!... A qui voudriez-vous

que votre mari ressemblât? Confiez-moi le portrait de votre rêve? dites, Josette?... personne ne le saura.

— Eh bien! Marcienne, je voudrais qu'il ressemblât.., à votre frère, par exemple!

— Ça, je m'y attendais. C'est dommage qu'il soit marié! A qui encore?... allez!... mais allez donc... ou bien je vais deviner.

— A l'oncle Jean, murmurai-je, penchée au creux de son oreille pour dissimuler le trouble qui m'envahissait.

— Je m'en doutais, et depuis longtemps! pensa Marcienne presque tout haut. Ma chérie, ajouta-t-elle, vous savez si je vous aime? si je m'intéresse à votre bonheur à venir? Me permettez-vous de vous dire le fond de ma pensée? en toute sincérité d'amie?

— Je fais plus que permettre, je vous en prie!

— Eh bien! M. du Montal est très séduisant quand il veut, non par son regard que je n'aime pas beaucoup, — vous ne m'en voulez pas, Josette? — mais par son sourire qui est de ceux qu'on gratifie d'irrésistible. Il a donc un charmant sourire, parfois un peu triste dans sa douceur, parfois un peu moqueur dans sa finesse... Vous voyez que je lui rends toute justice. J'ajoute qu'il est très sympathique, jusque dans son originalité, jusque dans sa misanthropie. Pourtant il ne faudrait l'aimer que comme un oncle, Josette... pas plus, ou pas différemment, veux-je dire.

— Est-ce que je sais, moi, comment je l'aime? Et par quelle divination le savez-vous mieux que moi, grande amie? Je suis si humiliée... si humiliée, ajoutai-je très bas. Pensez donc!... Un oncle!...

— Pas tout à fait, puisque vous êtes une Kersables; et puis, on peut s'épouser entre oncle et nièce, avec une dispense de Rome. Il n'y a pas d'humiliation à cela.

D'un geste très doux, elle m'attira plus près d'elle sur la causeuse où nous étions assises :

— Pardonnez-moi, Joscelyne, me dit-elle gentiment, pour rien au monde je ne voudrais vous faire de la peine, mais soyez franche jusqu'au bout : est-ce que véritablement vous auriez songé à épouser M. du Montal, bien qu'il soit votre oncle et qu'il ait quarante-deux ans sonnés? Est-ce qu'il ne s'élèverait pas d'obstacles entre vous?

— Les obstacles viendraient de lui, j'en ai le profond pressentiment.

Mais... épouser l'oncle Jean! l'épouser! L'ineffable vision m'aveugla une seconde comme une flamme éblouissante, pour disparaître aussi inaccessible que les neiges de l'Himalaya.

— Jamais je n'y ai songé sérieusement, repris-je avec tristesse, je sens bien que c'est impossible!

— Si vraiment vous pensez cela, ma chérie, j'en bénis le ciel pour vous, car la pente où vous êtes pourrait devenir dangereuse. Il faudrait avoir le courage de la remonter; moi aussi, j'ai des pressentimens... j'aurais peur pour vous, pour votre tranquillité, pour votre bonheur, si vous épousiez M. du Montal; et plus peur encore, si dès maintenant vous l'aimiez plus qu'il ne faut...

Je me sentais profondément troublée! J'en voulais à Marcienne... Je me rendais pourtant un compte très net, de l'avertissement voilé et sage de ses paroles; mais je ne savais si je devais prendre cet avertissement en riant ou en avoir l'air blessée.

Hélas! le rire se figea sur mes lèvres... un sanglot m'étouffait!

— Oh! ma Josette, ma chérie! supplia la grande jeune fille qui me berçait sur son cœur calme, ne pleurez plus!... Vous êtes si jeune, le bonheur viendra en son temps, à son heure. Espérez, ne lui donnez surtout aucune apparence, laissez-le voilé comme doit être l'avenir. Je voudrais tant vous voir prendre la route qu'il faut prendre pour être heureuse dans la vie!

— Je ne pourrai jamais l'être, Marcienne, si vous ne vous expliquez pas davantage : pourquoi me parler à mots couverts? Quel est ce mystère? Pourquoi, si j'épousais Jean du Montal, si je l'aimais, serais-je si malheureuse? Vous le savez... Je devine que vous le savez. Alors, n'est-ce pas un devoir pour vous de tout me dire? D'ailleurs, ce rêve est un enfantillage, une folie!... je ne veux plus y songer. Parlez, je vous en conjure!... je suis forte, je puis tout entendre...

Elle réfléchit un instant, la tête dans ses mains :

— Eh bien! fit-elle avec effort : au temps où j'étais déjà une adolescente, j'ai entendu dire que M. du Montal dissimulait un détail grave de son passé : un événement, je ne sais lequel, qui a dû influer sur sa vie entière. Vous savez qu'autrefois il a été fortement question de son mariage avec une jeune fille de nationalité étrangère?

Je fis signe que oui, sans répondre. Qu'aurais-je répondu, moi qui ignorais tout?...

— Comment ce mariage s'est-il brisé? continua Mlle Darnoy, je ne saurais vous le dire. La famille de Croizier du Montal habitait à cette époque la Bretagne. Le manoir de la Chastagne était loué à des Parisiens qui venaient y passer la saison des chasses, et qui ne savaient rien de l'histoire intime des propriétaires. Ce ne fut que lorsque ceux-ci revinrent prendre possession de leur ancienne demeure que les potins circulèrent. Il y eut des gens qui dirent que votre oncle avait dissimulé je ne quel secret de santé, une tare quelconque... d'autres que sa fiancée l'avait trahi!... d'autres, — et c'est cette assertion malfaisante qui s'est de plus en plus propagée... — Mais vraiment, Joscelyne, je n'ose...

— Dites! je vous en supplie!

— Eh bien! on a fait courir le bruit que M. du Montal avait été enfermé six mois dans une maison de fous!

— Oh! m'écriai je indignée... on a pu mentir à ce point? Calomnier à ce point sa haute intelligence? lui si sérieux, si réfléchi : la raison même!... Mais je vous jure, Marcienne, que je le défendrai, que je dirai à tous ceux qui l'attaquent ce qu'il est et ce qu'il vaut!... tout le respect qu'il mérite. Oh! pauvre Jean, pauvre oncle Jean!... Je ne pouvais plus retenir mes larmes.

— Calmez-vous, ma chérie, je vous en conjure, reprit Marcienne Darnoy en m'embrassant tendrement. Personne, que je sache, n'attaque M. du Montal. Il est l'homme le plus considéré du pays; je vous ai conté les propos d'il y a quatorze ou quinze années, pour vous mettre un peu en garde contre les entraînemens de votre cœur... un petit cœur faible et si généreux qu'il ne raisonne guère, et qu'ainsi il s'expose à souffrir.

— Oh! cela!... fis-je avec un geste d'indifférence...

Un bruit de voix, où mon nom était prononcé, montant du jardin, nous interrompit : nous allâmes précipitamment au balcon. Le Dr Darnoy, jeune encore sous son front chauve, causait en fumant sur le banc de la charmille; on avait apporté le thé.

— Joscelyne! appelle l'oncle Jean, êtes-vous prête? Descendez! nous allons repartir.

Tandis que nous traversions le jardin pour rejoindre l'auto qui stationnait devant la porte, nous perçûmes les sons affaiblis d'un violon, accompagnant une voix de femme, qui venait de la maison voisine, et se faisait jour, harmonieuse, au timbre un

peu cuivré, à travers le rideau des arbres. Cette voix semblait avoir un charme original qui pouvait plaire plus ou moins, mais qui, à coup sûr, émouvait. Le violon ne donnait que les notes du chant ; la voix parcourait au piano quelques pages très connues d'une jolie opérette.

— Quelle est cette artiste? interroge l'oncle Jean subitement intéressé.

— C'est une jeune veuve, d'une famille étrangère, explique le Dr Darnoy; ils ont loué l'été dernier le chalet contigu au jardin. L'enfant qui joue du violon, s'il pouvait guérir, deviendrait un grand artiste! Ils vivent très à l'écart, circulant en touristes tant que l'état du petit garçon, qui est tuberculeux très avancé, leur a permis les déplacemens. Marcienne les connaît plus que moi qui ne les fréquente qu'à titre de médecin spécialiste; cet enfant est perdu! Je ne crois pas qu'il vive plus de six à huit mois... Si la mère a aujourd'hui ouvert son piano, cela prouve que le petit malade jouit d'un mieux temporaire, car elle ne chante que pour lui, et toujours des choses gaies...

— Où l'on devine, malgré l'effort, l'angoisse de l'âme!

Et Marcienne regarda tristement les fenêtres entr'ouvertes : tenez... la voilà qui reprend l'air de *Rip;* c'est poignant, mais j'aime l'entendre chanter...

De nouveau s'élève le timbre émouvant, plus émouvant que ne le requiert la chanson joyeuse :

C'est un rien!
Un souffle, un rien...
Un doux souvenir, une ombre légère,
C'est un rien!
Un souffle, un rien...
Une main d'enfant qu'on a dans sa main!
. . . . . .

Subitement la voix se brise dans un sanglot que nous devinons, que nous entendons presque, et que le vent d'automne emporte, comme il emporte les larmes et les joies... et pour ceux qui vont mourir les jours sans lendemains!...

« Pauvre femme!.. Pauvre mère!... » pensai-je, et j'eusse été avide d'avoir d'autres détails si nous avions pu rester davantage dans le jardin Darnoy; mais sur le front pensif de Jean du Montal naissait un pli soucieux, plus soucieux que d'habitude. Pendant que je reprenais ma place à ses côtés, il

ne détourna pas la tête; et je vis ses yeux fixés droit devant lui, sur la route crépusculaire, contemplant sans doute, au delà de l'horizon familier; d'autres paysages... d'autres crépuscules... d'autres âmes!...

V

Novembre s'est enfui... Aucune nouvelle promenade, — seule avec l'oncle Jean, — ne m'a été proposée. Les quelques mots échappés à Marcienne sur ce passé, d'ailleurs inconnu d'elle, hantent mon cerveau depuis ces grises et monotones semaines. J'ai beau interviewer habilement grand'mère et tante Laure, ni l'une, ni l'autre ne se coupent un instant dans leurs réponses. A peine si je puis saisir un geste de lassitude et d'ennui devant mon insistance...

— C'est ton cerveau qui est malade, petite! me disent-elles, puisqu'il se préoccupe d'histoires d'il y a vingt ans, inventées de toutes pièces; et c'est toi que nous serons obligées de faire coffrer dans une maison de santé, si tu continues! Le cerveau de ton oncle est heureusement sain et solide et l'a toujours été. Il est notre lumière et notre boussole, et toutes les trois nous avons souvent besoin de son bon conseil; tâche de ne plus l'oublier.

Elles ne se doutent pas, grand'mère et tante, que depuis toujours, je suis de leur avis!

Nous continuons notre vie de travail un peu méditative, un peu claustrale, et, pendant que nous brodons, grand'mère nous conte, avec un charme resté jeune, des histoires et des légendes d'autrefois.

Mais l'oncle Jean regrette les derniers jours d'automne emplis de soleil et de rêve; l'entrée de l'hiver semble le prendre au dépourvu; il se dérobe, toujours soucieux, et se verrouille dans des heures de silence...

Un temps a passé pendant lequel je n'ai pas eu le goût d'écrire. Je tiens cependant à graver dans mon journal mes deux derniers souvenirs d'hiver :

Un jour, à l'heure du *five o'clock* servi dans le petit salon, et, malgré la cloche sonnée, l'oncle Jean n'arrivait pas. Grand'mère prétend que c'est le mois des correspondances et que son fils lui a annoncé ce matin qu'il écrirait tout l'après-midi...

— Porte-lui son thé, Josette, a-t-elle ajouté, et ce bon morceau de brioche avec; tu assisteras à son goûter, ce sera pour lui la diversion salutaire d'un travail trop continu.

Jean du Montal n'écrivait aucune lettre pressée, il lisait, les coudes sur son bureau, et tellement plongé dans sa lecture qu'il ne m'aperçut que lorsque, sous son nez, je posai la tasse fumante.

— Que vous êtes gentille, Joscelyne!...

Il m'accueille de ce sourire attirant et doux qui sait sa puissance, et qui est son charme.

Plus troublée qu'à l'ordinaire, je balbutie des mots banals, pour dire quelque chose :

— C'est donc bien intéressant, mon oncle, ce que vous lisez là ?

— Intéressant n'est pas le mot qui convient : ce sont des pages très belles et très pures d'une admirable poésie chrétienne. Heureux celui dont la vie n'a pas été brisée, et qui peut, dans la maturité de l'âge, trouver dans ce livre l'écho de son cœur et de sa propre pensée! Malheureusement, elles n'ont pas été écrites pour les célibataires. Mais il leur est permis de trouver belles ces lignes...

Son doigt me les indiquait. Déjà j'avais saisi le livre.

— Lisez tout haut, Joscelyne, quoique ce ne soit pas écrit pour les petites filles... pas plus que pour les vieux garçons! ajouta-t-il avec un peu d'amertume.

Et je lus, heureuse de la diversion si excellemment choisie :

« A ces heures du soir de la vie où tu es arrivé, regarde ta femme, et tu te demanderas si tu ne l'aimes pas mieux et plus qu'autrefois! Il y aura dans ton amour comme une vénération profonde... Celle qui fut la poésie de ta jeunesse sera là, sous tes yeux, portant sur son noble visage, dans les premières rides de son front, dans ses cheveux qui blanchissent, le poème douloureux et doux de ta vie. Tu la suivras silencieusement, avec une inexprimable tendresse! Tu te diras en la considérant que, si tu as entrevu le ciel, c'est par elle, et que lorsque tu as été meilleur, c'est pour elle! La félicité la plus délicieuse qui soit au monde; l'amour!... elle te l'a fait goûter, et le plus grand honneur! celui de la paternité, elle te l'a présenté, quand, pour la première fois du sein de ses souffrances, elle a offert à tes baisers ton enfant!

« Plus tard, à l'heure des épreuves, elle est demeurée à ton foyer ton espoir suprême, ton conseil, ton courage! Tu peux t'endormir la main dans sa main, lorsqu'il faudra mourir, reposer sous la même croix, et te réveiller avec elle pour la vie qui ne finira plus!... Oh! que ce soit ton dernier rêve! »

— Pourquoi ne pas vous être marié? m'écriai-je, émue profondément; vous étiez fait pour cette vie à deux, cette vie adorable qui traverse souriante le présent, sans regarder le passé, va vers l'avenir sans crainte, et se retrouve dans *l'au-delà* sans s'être dénouée jamais!

En terminant cette page, je n'étais plus une petite fille, comme il m'appelait souvent. Il me semblait que j'avais vieilli en quelques minutes de plusieurs années!... Et j'ajoutai :

— Vous comprenez si bien cette vie d'amour dans le mariage! Je l'ai senti à la manière dont vous m'écoutiez lire. Vous la comprenez entièrement, comme je la comprends moi-même, et cette vie vous manque, elle vous manque affreusement?...

Appuyé sur le rebord de la cheminée, où les débris d'un vieil arbre achevaient de se consumer, il restait silencieux, le front dans ses mains.

Au dehors, le soir tombait; au dedans, le *studio* n'était éclairé que par les lueurs rougeâtres du feu mourant, qui projetait sur les murs une sorte de halo fantastique. Je ne me souviens plus des paroles que j'ajoutai encore; mon habituelle, timidité avait disparu, je parlai de la vie telle que je l'aurais conçue pour moi-même, telle que je la désirerais pour lui, et telle que, sans nul doute, je ne la vivrais jamais! Je parlais d'un cœur brûlant que ma raison n'avait pourtant pas cessé de dominer. Je parlais à voix basse, lentement, sans hésiter, avec l'émotion d'une femme et la conviction d'un apôtre!...

Un choc léger, suivi d'un crépitement sourd m'interrompt brusquement. La bûche avait roulé, incandescente, jusqu'au-dessus du garde-feu. Mon oncle Jean s'incline pour la réintégrer au fond de la cheminée, puis, sans quitter sa position agenouillée, les mains croisées dans un mouvement de prière ardente, il me supplie :

— Parlez encore, Joscelyne... Parlez, mon enfant chérie! Voyez avec quelle foi je vous écoute?...

Je ne pouvais plus prononcer une parole. Ses yeux attachés aux miens semblaient avoir perdu leur teinte acérée; des lueurs

bleues s'en échappaient qui m'enveloppèrent de tendres effluves! Et son visage, pâle d'émotion, n'avait plus cette froideur britannique à laquelle j'étais habituée; mais son trouble si inattendu me chavirait l'âme... Je me rappelai tout à coup ma promesse à Marcienne Darnoy de... remonter la pente... Hélas! je n'en prenais pas le chemin. J'eus cependant la pensée de m'enfuir... J'essayai... Mais du même élan, il fut debout, m'entourant de ses bras, appuyant sur son cœur ma petite personne fragile et sans beauté!... Farouchement, me ressaisissant enfin, je le repoussai. Il me considéra d'un air calme; déjà l'expression de ses yeux avait changé. Et ces mots :

— De quoi avez-vous peur, Josette? me couvrirent d'une véritable confusion.

Sans le moindre effort, il m'avait de nouveau contrainte à m'asseoir sur le fauteuil armorié où j'étais auparavant. L'incident n'avait duré que quelques secondes...

En face de moi, l'oncle Jean, à l'autre coin de la cheminée, semble tisonner avec attention. Le silence entre nous ne peut cependant se prolonger.

— Que doivent penser grand'mère et ma tante, de ne pas me voir revenir? murmurai-je sans oser lever les yeux...

Lui me considère de nouveau, et sa physionomie s'imprègne d'une tristesse, d'un découragement dont l'expression dépasse celle qu'il m'a parfois laissé voir!...

— Je n'oublierai pas, me dit-il, l'illusion que vous m'avez donnée ce soir si généreusement; l'illusion du foyer heureux! Pendant quelques minutes, grâce à vous, Joscelyne, j'ai pu croire que ma vie n'avait pas été brisée, que l'amour, le bonheur pouvaient encore renaître!

— Ils renaîtront, si vous le voulez. Je le crois, j'en suis sûre! Vous paraissez encore plus jeune que vous n'êtes. A votre âge d'ailleurs, tout homme peut de nouveau refaire sa vie.

— Non, je ne suis plus jeune... et il est trop tard! — sa voix altérée siffle à travers ses moustaches fauves, — je sens que le charme est rompu.

— Et votre thé, mon oncle? fis-je en m'assurant que la tasse était glacée, nous l'avons bel et bien oublié?

— Mais nous allons en fabriquer d'autre : j'ai tout ce qu'il faut. Il y a ici autre chose que des graines! Il sourit comme si rien ne s'était passé entre nous, comme si nous ne venions pas

d'entrevoir en rêve un coin du ciel, et comme si, dans mon cœur ouvert sous sa main, il ne venait pas de semer, sur les bourgeons roses d'espoir, un champ d'herbes mortes!...

Et sur le réchaud à alcool, il pose tranquillement son petit *samovar* d'argent, avec une pincée de thé de Chine, odorant et frais. Les lampes d'acétylène sont allumées et, gaiement en apparence, nous nous attablons au coin du feu. Pendant que je bois un soupçon de thé, du bout des lèvres... une pensée obsédante me tenaille, dominant la situation et lui enlevant ce qu'elle a pour moi d'intimidation extrême... Oh! savoir... Savoir enfin!... Sinon tout, — je ne l'espérais pas, — mais un peu... rien qu'un peu de ce passé, dont ces seuls mots : « ma vie brisée » m'ont fait entrevoir le sombre mystère; ce passé, qu'à force de dévouement et de tendresse, j'aurais pu adoucir, abolir même... si je l'avais connu!

Un peu moqueuse, la voix de l'oncle Jean résonne à mes oreilles :

— A quoi pensez-vous, Josette? Vous qui parliez comme un livre, il n'y a qu'un instant, vous ne dites plus rien maintenant. A quoi songez-vous?

— Je songe que je vous ai prouvé beaucoup d'affection et que vous n'avez en moi aucune confiance.

— Vous osez affirmer cela, sérieusement?

— Sérieusement, je l'affirme : aucune confiance!

— Précisez, s'il vous plaît?

— Mon Dieu! je n'ai rien à préciser, cela se devine tout seul : nous parlons mariage, vie à deux, bonheur du foyer...

— Et vous en parliez, Joscelyne, avec une profusion d'éloquence que je n'oublie pas!

— Puisque vous êtes assez aimable pour le constater, pourquoi alors me laisser prêcher ainsi, sans plus de chance que saint Jean, votre patron, dans le désert? Pourquoi ne pas me confier en toute sincérité et franchise qu'un jour, il y a quelques années..., vous avez voulu épouser la femme que vous aimiez? Car vous avez aimé, cela se devine, cela se voit... Pourquoi ne pas me dire la cause terrible, douloureuse, par laquelle votre mariage s'est rompu?... Ou, sans me la dire, — car ce n'est pas par curiosité que je parle, — m'avouer que c'est vrai... et combien vous avez souffert, et à quel point en a été bouleversée votre existence... votre santé?..

Soudain, j'étouffai un cri : Jean du Montal avait jeté à terre sa tasse de thé à moitié pleine, et, au travers de la table, m'avait saisi les deux poignets qu'il serrait violemment.

— Vous êtes folle, Joscelyne? folle de parler ainsi de choses qui ne vous regardent pas, qui ne regardent personne! Et cela sur des commérages absurdes. De qui tenez-vous ces racontars faux, archi-faux? A votre tour, vous devez me le dire?...

— De personne... et de tout le monde, car tout le monde s'intéresse à vous, et de vous-même en dernier lieu. Ne venez-vous pas de faire allusion à votre vie brisée, à votre désespérance? Mais lâchez mon bras, mon oncle, vous me faites mal!

Il poussa un profond soupir, et, s'inclinant sur ma main qu'il porta à ses lèvres :

— Pardon!... pardon!... ma chère petite, c'est moi qui ai tort. Je suis fou et grotesque, et je m'en rends bien compte, allez! Il ne faut pas m'en vouloir. Chaque homme, voyez-vous, dissimule dans sa vie une époque néfaste : tout un passé pour les uns, un seul mauvais souvenir pour les autres, dont ils ne doivent compte qu'à eux-mêmes. Vous parliez de mariage brisé; mais qui n'a pas eu, je vous le demande, un ou plusieurs mariages manqués, dans le cours de son existence? Il n'y a là rien de très intéressant, ni de très mystérieux. Et quel cœur d'homme peut se vanter qu'il est resté indemne de toute souffrance? Pourquoi remuer des cendres?... Laissez-moi oublier les années disparues. Les vagues du temps, voyez-vous, c'est comme les vagues de la mer : elles vont du présent au passé, du passé à l'avenir, dans un remous continuel qui charrie dans le gouffre les jours vécus et soufferts... Pourquoi les retenir sur les bords, afin de vous les révéler? Pourquoi? Ah! croyez-moi, Joscelyne, laissez dormir le passé du pauvre oncle Jean! ne le réveillez pas, vous me rendriez très malheureux, et vraiment l'histoire n'en vaut pas la peine!... Moi-même, j'ai oublié... ne m'en parlez jamais! Il faut me promettre cela, mon enfant, je vous en supplie, il le faut.

Malgré lui, sa voix se durcissait...

— Je vous le promets, fis-je, sans croire ce dont il voulait me persuader..., mais découragée infiniment.

Sur la porte vitrée, ouverte sans bruit, ma tante de Kersables dardait sur nous ses grands yeux d'émeraude, tandis

qu'un pli douloureux se creusait sur son front étroit à la naissance de ses bandeaux argentés.

VI

J'ai longuement réfléchi, et j'ai compris qu'il n'appartenait pas à ma jeunesse d'interroger comme je l'ai fait un homme de l'âge de mon oncle. Tôt ou tard, son secret viendra à moi de lui-même, et je serai peut-être désespérée d'avoir voulu savoir!...

O Jean! — je puis bien sur mon journal vous appeler quelquefois ainsi, — je suis trop enfant, trop imparfaite, trop peu de chose, pour être un jour votre femme; mais ce bonheur, cette joie de vivre, vers lesquels tendent toutes les fibres de votre être, si mon amour ne doit pas vous les donner, et si je n'en suis pas morte, je pourrai, en retrouvant *celle* que vous avez aimée,... que vous aimez peut-être encore,... aider à la reconstruction de votre foyer détruit,... mais au prix de quels sacrifices?... au prix de quels déchiremens, arriverai-je à remettre dans votre vie le bonheur qui s'en est enfui? O Jean,... Dieu seul le sait!...

Je vais brûler ces lignes; c'est fou de les avoir écrites... Que penserait Marcienne si elle les lisait? Elle, la saine raison; elle, le pur dévouement; elle, qui ne saurait comprendre l'amour qu'avec un cœur chaste et une âme de sainte.

La femme que Jean a aimée devait être très belle!... et follement, je me suis placée entre lui et ce souvenir.

Pourtant, je ne suis pas laide : le fond de mon bureau est fait d'une glace de Venise, voyons un peu : de taille trop exiguë sans aucun doute, mais bien faite. J'ai des cheveux châtains à reflets dorés, des yeux marron très tendres, pointillés d'or; la bouche trop grande, mais avec de petites dents gourmandes couleur de neige, qui ont toujours l'air de rire quand on les regarde; un teint délicat, un peu pâlot, qui rosit facilement, trop facilement peut-être... Mais si je pouvais me débarrasser de mon nez, je ne serais vraiment pas à plaindre! Oh! ce nez trop court qui a sans cesse envie de se remuer et de souligner ainsi la moindre de mes paroles! Et si je rêve, ce nez qui semble humer dans l'air d'inexplicables parfums, ce nez me désespère! Il n'est pas douteux que les quelques amis qui veulent bien me trouver un

charme point banal, ont évité de regarder mon nez. Avec ce nez bête, personne n'aimera Joscelyne Oswald!

J'allais oublier ce brave Noël Quinault... Hélas!... Joscelyne Oswald ne pourra jamais aimer Noël Quinault!

Singulière coïncidence : *quand on parle du loup*, dit le proverbe...

Et voilà qu'à deux heures sonnantes, par ce beau jour de fin d'hiver, un vaste omnibus de famille s'arrête à notre porte. Et il en descend :

Mme Quinault de Saint-Mart, la mère; M. Noël Quinault, le fils aîné, Mme Farny de Saint-Mart, la tante ; M. Tournel de Saint-Mart, le grand-oncle; enfin M. Louis Quinault, le saint-cyrien...

Je soupçonne que si M. Noël n'a pas été directement encouragé à revenir à la Chastagne, on n'a nullement découragé sa famille! Les grand'mères sont toutes les mêmes. Il leur faut une « poire » pour la soif, en fait de projets de mariage. Pauvre M. Noël!... Mais vraiment ils ont eu de la chance, en parcourant ces routes encore hivernales, par une atmosphère d'aussi chauds rayons!

> Mars, qui rit malgré les averses,
> Prépare en secret le printemps.

Tous ces Quinault réunis sont aimables et simples; gens du monde, on ne peut le contester. Ils sont restés une bonne heure dans le petit salon de grand'mère, qui était ravie! Puis ils ont accepté de descendre nos jardins en terrasses, et se sont de nouveau extasiés sur la belle vue qu'ils connaissaient déjà. Ils ont contemplé avec attendrissement le vieux saule qui nous sert d'abri quand nous brodons et quand nous rêvons, tante Laure et moi... Puis les grands-parens nous ont attendus sur le rivage, pendant que nous montions en barque pour une courte et gaie promenade. L'oncle Jean et son notaire ramaient consciencieusement. Jean de Croizier du Montal est étonnant de jeunesse et de force ; le soleil avait oublié ses rayons dans sa barbe fauve, et son sourire un peu railleur avait ce charme fin qui est surtout sa séduction. Aux endroits où les rames devenaient inutiles, debout à l'arrière du bateau, il maniait puissamment la *perche*, et son torse d'athlète se détachait sur le bleu du ciel, avec une harmonie d'allures et de mouvemens, à côté de laquelle le buste étriqué du pauvre

Noël pâlissait quelque peu. Et pourtant..., sans cette idée vraiment saugrenue de me demander en mariage, ce type de brave garçon ne m'aurait pas trop déplu. Et pour ce qui est du nez?... Nous aurions pu arranger entre nous le différend : j'aurais pris ce que le sien a de trop en longueur, et lui ce que le mien a de trop en raccourci!... Mais le menton fuyant, le front bombé, les cheveux plats, hélas! il n'y aurait pas eu d'arrangement possible. J'ai aperçu pourtant, sous ce front proéminent, des yeux superbes, ardens et mélancoliques, qui bien souvent se sont fixés sur moi quand ils s'imaginent que je ne vois pas leur petit manège.

M. Quinault a donc pour lui le regard et le sourire; l'avare nature a bien voulu lui accorder ces deux choses précieuses, mais là se sont bornées ses largesses, et ce jeune homme bien élevé n'a pas hérité de la fine distinction maternelle. « Mme de Saint-Mart, » ainsi que sa famille la désigne, nous a tenus sous le charme de sa causerie : aisée, spirituelle, s'exprimant toujours en termes choisis, sur des sujets pouvant nous intéresser. Est-ce une illusion? Et ne suis-je pas le but secret de toutes ces paroles aimables, de ces regards, de ces sourires que grand'mère et tante Laure semblent encourager de tout l'effort voilé de leur pensée unie?

Ah! l'erreur profonde de disposer ainsi de moi, quand mon cœur et ma volonté n'appartiennent qu'à un seul!

La promenade en barque fut écourtée à cause de l'heure qui s'avançait vers le départ. Le retour par les jardins, la prairie et le parc ne fut pas sans attraits.

Ces paysages de fin d'hiver ont un charme bien particulier : Les ondes bleutées de l'atmosphère semblent flotter sur les branches dépouillées et leur servir de vêture transparente. Sous la flamme du soleil couchant, les bourgeons qui naissent s'animent efflorescens et vivifiés; les verdures demeurantes : buis chenus, sapins aux senteurs de résine, genièvres dentelés, cyprès spectraux, lierres et mousses sur lesquels on marche comme sur la douceur d'un tapis, donnent à ce parc, au milieu même d'arbustes désolés, le mirage de printanières frondaisons, parmi lesquelles les fruits rouges du houx épineux jettent çà et là quelques gouttes de sang.

Chacun marche au hasard, pressé de regagner la maison. Je m'étais un peu attardée, appuyée au tronc noueux d'un chêne

double, dont les gigantesques branches, descendant lourdement à terre, protègent de leur ombre l'intarissable ruisselet qui bruit à deux pas de là, vers la lisière du parc où nous arrivons.

— Ne trouvez-vous pas, mademoiselle, dit soudain une voix un peu émue par la marche précipitée, qu'à certaines heures, la nature reflète exactement les pensées que nous avons dans l'âme?

— C'est-à-dire, répliquai-je, qu'à nos heures de rêverie, nous revêtons la nature des couleurs et des formes qu'enfante notre imagination. N'est-ce pas en réalité ce que vous vouliez dire, monsieur Quinault?

— C'est du moins ce que vous pensez, mademoiselle, et cela suffit. N'oubliez pas cependant que la nature est avant tout une inspiratrice pour ceux qui savent la comprendre...

— Vous êtes très observateur, à ce que je vois... Eh bien! cher monsieur, que vous dit cette nature d'hiver, à l'heure où nous sommes?

— Elle me dit, mademoiselle, oh! des choses très simples : par exemple qu'à travers le deuil de leurs feuilles, les pauvres arbres voient le bleu de l'horizon, ce qui les console! Que des effluves de printemps réchauffent la terre glacée, qu'il y a du soleil sous les branches mortes, et des violettes dans les bois. Vous permettez?...

Et l'humble bouquet qu'il venait de cueillir et qu'il dissimulait, depuis un instant, fit son apparition. Je l'acceptai, attirée par la senteur grisante qui s'échappait des petits calices sombres de chaque violette encore humide des ondées de mars.

Le jeune notaire, visiblement troublé, en parut ravi. Hélas! son bonheur fut de courte durée : en causant, en marchant plus vite, le bouquet se flétrit sous mes doigts, les fleurs tombèrent une à une, et lorsque nous entrâmes au salon où un goûter plantureux était servi, je crois bien qu'il n'en restait plus trace!...

Seul, un petit remords se glissa furtif, dans mon cœur fermé; néanmoins, je n'y songeai plus, j'avais en moi tant d'autres pensées absorbantes!...

Le soir de ce jour mémorable, les lampes n'étant pas encore allumées, j'étais seule dans la pénombre avec l'oncle Jean. Nous suivions du regard, derrière les vitres, la lune qui semblait glisser dans le ciel calme, au-dessus du paysage silencieux.

Tout à coup, emprisonnant violemment mes mains dans les

siennes, il m'attire à lui avec une brusquerie qui ne lui est pas coutumière :

— Josette, regardez-moi ? prononça-t-il les dents serrées, — et je voyais ses yeux d'acier briller d'une lueur mauvaise... — Vous avez été aujourd'hui détestablement coquette ! Dites que ce n'est pas la vérité ?

Je détournai la tête sans répondre, et deux grosses larmes que je ne pouvais retenir roulèrent sur mes joues.

— Je ne veux pas, continua-t-il avec agitation, je ne veux pas que vous pleuriez ! Vous avez été coquette... Convenez-en... Je ne vous demande que d'en convenir ?

— Je conviens de tout ce que vous voudrez, balbutiai-je d'un ton de lassitude douloureuse. Je suis pareille aux jeunes filles de mon âge, ni meilleure, ni pire ; mais coquette *détestablement ?* retirez ce mot, je vous en prie, car il est contraire à la vérité.

— Soit !... Qu'importent les mots d'ailleurs, quand le fait reste fulgurant et palpable... Alors, vous êtes revenue, je le suppose, sur votre résolution première ? Vous êtes décidée à accueillir les démarches de cette famille Quinault ?

Fièrement, je le regarde en face :

— Je n'ai rien changé à ma décision, je ne veux pas me marier. Mais je ne vous reconnais pas le droit, mon oncle, de me torturer comme vous le faites... Et j'étouffai un sanglot qui montait à ma gorge.

— Mon enfant..., ma pauvre petite fille ! murmura-t-il en portant mes deux mains à ses lèvres : je vous aime d'une tendre et sincère affection, et je vous fais souffrir ! Je vois votre cœur confiant s'attacher à moi, et je n'ai pas l'énergie de l'en détacher... Aimer le maudit de la vie que je suis, Joscelyne, ce serait, voyez-vous, le pire de tout ! Et ne me demandez jamais pourquoi ?... Ne me le demandez jamais !

— Je vous l'ai promis. Soyez calme, oncle Jean, soyez joyeux, je ne vous interrogerai plus, je vous le jure. Je n'aime que vous au monde, ce n'est que trop vrai..., mais à quoi bon vous en préoccuper ? Je sais bien que je ne puis pas être votre femme, — ma voix faiblit une seconde, — je ne serai du moins la femme de personne !

. . . . . .

Un long soupir me répondit, et dans la nuit montante il me sembla soudain le sentir chanceler.

— Je suis un grand coupable de vous avoir entraînée dans cette folie, balbutia-t-il, la voix hachée par une oppression soudaine. Oubliez tout, Joscelyne, oubliez!...

Il se tut, car on entrait pour allumer les lampes. Timidement, je le considérai : il était très pâle... un tremblement convulsif agitait ses mains et ses lèvres, il se laissa aller sur le divan et ses traits se décolorèrent de plus en plus.

Tante Laure entrait au salon :

— Vite de l'éther, m'écriai-je, de l'éther? J'ai peur d'une syncope!

Mais déjà disparaissait comme par enchantement le singulier malaise...

— Ce n'est rien, affirma-t-il avec un sourire contraint : un simple vertige! Vous êtes mon ange gardien, Laurence, vous arrivez toujours près de moi quand il faut.

Tandis que j'étais toute bouleversée, ma tante ne paraissait ni étonnée, ni inquiète, mais vivement contrariée.

— Ta grand'mère t'attend, Josette, me dit-elle un peu sèchement. Et vous, Jean, ajouta-t-elle avec autorité, venez dans votre chambre; vous avez eu tort de rester dans cette pièce surchauffée après une journée passée au grand air : le contraste vous a saisi; et puis vous aviez besoin de repos. Ce ne sera rien, on va vous apporter du tilleul.

Sous l'empire d'un trouble stupéfiant, je me sentais immobilisée au milieu du salon, si gai sous le feu clair, et sous les abat-jour de mousseline rose.

— Oubliez... Oubliez!.. murmura à mon oreille une voix, ou plutôt un souffle.

Et je regardai passer l'étrange couple : Jean du Montal si grand et si fort, ployé comme un enfant sur le bras frêle de sa cousine Laurence de Kersables, qui, maternellement, presque amoureusement... le soutenait.

Et lorsque la porte se referma sur eux, il me sembla, dans mon cœur, entendre le bruit d'un couvercle de cercueil qui retombe... et qu'on cloue!

MAXIME DES ARNEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ESPAGNE ET LA GUERRE

Que de fois, depuis que l'on s'occupe en France de suivre les mouvemens de l'opinion chez les neutres, n'avons-nous pas entendu et n'entendons-nous pas encore cette question : « Savez-vous ce qui se passe en Espagne ? Est-il donc vrai que beaucoup d'Espagnols prennent parti contre les Alliés? » Beaucoup est trop dire, mais il faut bien reconnaître qu'un certain nombre d'Espagnols manifestent à notre adresse et à l'adresse de l'Angleterre des sentimens peu affectueux. De là chez quelques Français, très fins lettrés, mais trop portés à croire que nos frères latins ne peuvent pas manquer de nous aimer comme nation, une émotion assez vive. Or, on ne s'aime guère de nation à nation. Entre individus appartenant à des pays différens peuvent se nouer, heureusement, des relations amicales; mais de grandes agglomérations humaines, séparées par mille traits d'ordre physique, linguistique, moral, politique ou économique, se sentent rarement attirées en masse l'une vers l'autre.

On note volontiers chez l'Espagnol à la fois peu de satisfaction de l'état présent de son pays et une grande méfiance, une attitude ombrageuse à l'égard de l'étranger. Les deux sentimens résultent de la situation qu'occupe l'Espagne à côté des grandes Puissances européennes et qui ne répond ni à son extension territoriale ni à sa glorieuse histoire. Se sentant relégué, — *arrinconado*, comme il dit, — à l'extrémité Sud-Ouest de l'Europe, l'Espagnol s'attriste dans son isolement; mais ce pessimisme est-il justifié? Le temps que mettra l'Espagne à reprendre la

place qu'elle devrait avoir dans le concert européen, personne ne peut le dire au juste; toutefois, chacun sait et voit les progrès matériels considérables qu'elle a réalisés dès la deuxième moitié du XIXe siècle et dont elle peut tirer le pronostic d'un brillant avenir, vu que tout accroissement de forces économiques prépare le terrrain à une supériorité politique. La richesse et le bien-être contribuent puissamment à hausser le prestige d'une nation et à lui donner cette assurance sans laquelle rien de grand ne saurait être entrepris. C'est ce qu'a toujours soutenu, dans ses livres et dans ses discours parlementaires, le grand homme d'État Cánovas del Castillo, qui attachait une importance capitale au développement financier et commercial de son pays; et c'est ce que défendit aussi un jour, avec une pointe de paradoxe, le charmant et spirituel écrivain, D. Juan Valera, à l'occasion d'une polémique sur la valeur de la philosophie espagnole : « Que notre Extérieure monte seulement à 100, et nous ferons croire au monde que Vivès vaut Descartes! » Une fois riche et prospère, repeuplée et bien mise en valeur, l'Espagne redeviendra du même coup puissante et pourra résoudre certains grands problèmes que ses hommes politiques renvoient toujours au lendemain ; surtout, elle possédera enfin un esprit public alerte et vigilant, et nous ne la verrons plus se nourrir seulement de regrets mélancoliques ou de vagues aspirations. Mais, jusque là, elle éprouvera des mouvemens d'impatience et des accès de mauvaise humeur, qui s'exercent volontiers à nos dépens.

Le fait, à coup sûr, est regrettable, mais comment l'éviter? La géographie nous y condamne. Sauf exceptions, les Espagnols ne connaissent pas d'autres étrangers que nous; c'est avec des Français qu'ont lieu presque tous leurs frottemens et, partant, leurs froissemens. Les Allemands qui vivent ou circulent sur leur sol se perdent dans la masse et ne les incommodent guère. Alors que chez nous les représentans de la *Kultur* infestent, en formations compactes, plusieurs de nos départemens, y étalant leurs habitudes bruyantes et vulgaires, l'Allemand d'Espagne, qui se montre surtout sous l'aspect d'un commerçant ou d'un commis voyageur, passe inaperçu Même s'il n'a pas beaucoup de goût pour ses allures, l'Espagnol le tolère; il admire son inlassable activité; il trouve avantageux de profiter de son aptitude mercantile et d'acheter à bas prix sa camelote. Politiquement parlant, l'Allemagne ne gêne pas non plus les Espagnols,

ou du moins ils le croient. Il y a bien eu, au temps de Bismarck, l'affaire des Carolines, qui faillit provoquer un grave conflit, et qui donna à nos voisins un avant-goût des procédés de la diplomatie allemande, mais l'incident fut vite oublié. Avec nous, il n'en est pas de même.

Un journal de Madrid, qui nous est très hostile, écrivait, il y a peu de temps : « Il nous convient que l'Allemagne triomphe, parce que, moralement et matériellement, elle est plus loin de nous que la France. Une France triomphante, première nation de l'Europe, deviendrait maîtresse souveraine de l'Espagne. Au contraire, vaincue par l'Allemagne, la France est tenue de respecter notre autonomie, et nous, de notre part, la voyant battue, nous réprimerons la tendance que nous avons d'imiter et de copier en tout nos voisins. L'affaiblissement de la France, par conséquent, donne à l'Espagne une garantie d'indépendance, d'autant mieux que la prépondérance abusive et irritante que la France dominatrice exerce aujourd'hui sur nous ne peut pas passer à l'Allemagne : 1° à cause de son éloignement ; 2° parce que notre caractère national est plus réfractaire au caractère allemand qu'au français ; 3° parce qu'il y aura toujours entre l'Allemagne et nous une France assez forte pour nous servir d'écran et de bouclier. » Sous une forme moins revêche et avec des atténuations dues à la courtoisie castillane, que d'aveux du même genre n'avons-nous pas recueillis, depuis 1870, de la bouche de tant d'autres Espagnols, qui pourtant aiment la France et qui souffrirent de sa défaite, dont ils se sentaient touchés en tant que Latins !

*
* *

Un des enseignemens de cette terrible guerre sera de nous guérir de la fâcheuse manie de généraliser. Souvent, l'on entend dire que les « gauches » espagnoles sont pour nous, tandis que les « droites » sont pour l'Allemagne. Assurément, il y a plus de sympathies pour la forme du gouvernement français dans le premier groupe que dans le second, quoique le terme de « gauches » soit bien élastique et de nature à créer des confusions. Mais gouvernement et nation font deux, et, dans les circonstances présentes, la nation a bien quelque importance. Or, il convient de se demander si la France, ses mœurs, ses traditions et son génie ne comptent pas de nombreux partisans

chez les conservateurs espagnols. Loin de chercher des appuis au loin et d'intriguer contre nous, les chefs du parti conservateur ont, à diverses reprises, recommandé une entente avec la France sur des questions de politique extérieure, entente qui, si elle n'a pas remplacé le « pacte de famille » du temps où les deux pays étaient régis par la même maison royale, s'en rapproche un peu. Ce ne sont pas les conservateurs espagnols, très attachés à la maison de Bourbon, qui inventèrent la candidature Hohenzollern, l'un des motifs ou des prétextes de la guerre entre la France et l'Allemagne ; ce ne sont pas eux non plus qui, plus récemment, ont pris l'initiative de nouvelles orientations de la politique espagnole dans la Méditerranée, dont nous n'avions rien à espérer de bon. Quant au parti carliste, il fait grand bruit de ses sympathies allemandes. L'un de ses plus éloquens *leaders*, issu d'une famille militaire réputée, ne tarit pas d'éloges sur le militarisme allemand ; il y retrouve sans doute quelque chose de l'ancienne manière espagnole de Philippe II. La récente « furie allemande » de Louvain rappelle assez, en effet, la « furie espagnole » d'Anvers du 4 novembre 1576 : seulement, au massacre, à l'incendie et au pillage, la *Kultur* allemande a su joindre l'hypocrisie. Si le parti carliste, sans grande signification aujourd'hui, se proposait d'entrer en campagne, ou, comme ils disent, de « s'enfoncer dans le taillis » *(echarse al monte)*, à la façon des carlistes d'autrefois, il faudrait lui conseiller charitablement de ne pas se mettre à dos nos Basques et Navarrais de France, qui furent toujours ses plus utiles ravitailleurs. Il ne semble pas, au surplus, que son chef suprême actuel, l'infant don Jaime, montre beaucoup d'entrain à disputer le trône d'Espagne à son cousin don Alphonse. En tout cas, s'il s'y décidait, souhaitons-lui de ne pas rencontrer sur son chemin des Allemands tels que celui que fit fusiller son père, don Carlos, et dont il est parlé dans le *Manifeste aux puissances chrétiennes* du 6 août 1874 : « Un Allemand pris à l'entrée du village de Villatuerta, le revolver au poing, à la tête d'une bande incendiaire (déjà !), a été condamné par un conseil de guerre et passé par les armes. Ce que l'on a fait là est bien fait, je le maintiens, et, en pareilles circonstances, on agira de même... »

A part le groupe carliste, qui a pris cette attitude antifrançaise ou plutôt encore anti-anglaise dès l'ouverture des hos-

tilités, et, de l'autre bord, les républicains, tout naturellement attirés vers notre république et vers l'Angleterre démocratique, aucun autre parti ne se range nettement sous les étendards des Alliés ou sous les aigles d'Autriche et d'Allemagne. Vouloir classer les groupes et les sous-groupes libéraux ou conservateurs d'après leurs sentimens envers les belligérans serait une entreprise chimérique. Et à quoi bon? Il va de soi que la plupart des membres influens de ces groupes, tous partisans de la neutralité, ne compromettront pas leur situation intérieure en se prononçant ouvertement pour ou contre les Alliés, tant qu'ils ne seront pas certains de l'issue de la guerre. Plusieurs d'entre eux, comme le député nationaliste catalan M. Corominas, ou le député conservateur M. Martinez Ruiz (en littérature *Azorin)*, professent, nous le savons, des opinions personnelles très arrêtées et tout à fait en notre faveur, qu'ils n'hésitent pas, au reste, à faire connaître à l'occasion ; d'autres, au contraire, estiment de leur devoir de ne pas donner leur pensée en pâture aux discussions plus déchaînées que jamais de la presse espagnole. Respectons cette réserve, et, pour en finir avec la politique, sachons gré au président du Conseil des ministres, M. Dato, de sa conduite très loyale et des mesures strictes qu'il a su prendre, dans des circonstances particulièrement difficiles, pour faire respecter la neutralité qu'a proclamée son gouvernement.

*
* *

Comme bien l'on pense, le clergé espagnol séculier ou régulier ne nourrit pas envers la République française des sentimens fort tendres. La séparation chez nous de l'Église et de l'État, la dissolution de divers ordres religieux, qui ont été chercher par delà les monts un asile, l'esprit sectaire fomenté par beaucoup de nos gouvernans et l'intervention de la franc-maçonnerie dans l'avancement des officiers au temps funeste du général André, tout cela nous vaut, dans la presse religieuse espagnole, les épithètes d'État impie, d'État athée et combien d'autres encore! Les prêtres et les religieux espagnols englobent-ils aussi dans leur réprobation la nation française? Certains laïques traditionalistes ou de l'extrême droite, qui ont la haute main sur une partie des journaux catholiques, le voudraient et s'y emploient activement. Ce sont eux qui ont

imposé le silence sur les atrocités allemandes en Belgique ou qui les ont malhonnêtement palliées; ce sont eux qui ont nié le bombardement de la cathédrale de Reims ou qui l'ont présenté, quand il a fallu se rendre à l'évidence, comme une juste punition de nos forfaits. Mais sait-on ce qui a surtout dicté leur conduite et inspiré ces vilaines manœuvres? L'affaire Ferrer. Nous l'avions oubliée; eux y pensaient. La destruction du monument élevé à Bruxelles à Ferrer par quelques libres penseurs, voilà ce qu'ils guettaient avec anxiété. Dès qu'ils surent les Allemands en Belgique, leur cœur tressaillit d'aise. Ils vont, se disaient-ils, nous donner satisfaction. Les Allemands ne le firent pas tout de suite : ils songeaient à autre chose qu'à Ferrer. Enfin, au mois de janvier dernier, le haut commandement du Kaiser, n'ayant plus rien à détruire ni à égorger, et de plus en plus sollicité par les émissaires des traditionalistes, qui lui faisaient peut-être entrevoir une utile diversion de quelques hardis *cabecillas* sur les sommets des Pyrénées, décida, pour leur être agréable, de *déplacer* le monument. Maigre résultat : c'en était un cependant; aussi une pluie de cartes de visite vint-elle s'abattre sur l'ambassade impériale à Madrid. Ni les centaines de prêtres fusillés, ni les églises profanées, ni les tabernacles enfoncés, ni les hosties piétinées par des soudards ivres de sang et de vin n'ont ému ces défenseurs du trône et de l'autel! Bagatelles que ces crimes hideux : l'important était la disparition du monument Ferrer. Et c'est ainsi que la catholique Espagne s'est comportée envers la non moins catholique Belgique. Nous ne voulons pas croire que le clergé espagnol, qui compte tant d'hommes pieux, doctes et de haute intelligence, ait trempé dans cette lamentable et ridicule démonstration où des devoirs impérieux ont été sacrifiés à une bien piètre rancune. Nous ne voulons pas croire non plus que ce clergé, qui a toujours entretenu avec le clergé de notre pays d'étroites relations et qui se nourrit surtout comme celui de l'Amérique du Sud de livres religieux français, ait pu prendre, comme on le prétend, une attitude antifrançaise. Certes, on aurait voulu entendre, en la circonstance, quelque grande voix catholique autorisée, qui aurait instruit les ignorans et ramené les égarés; mais où sont aujourd'hui les Balmès, les Quadrado et les Menéndez y Pelayo ? En leur absence, il nous est au moins agréable de constater qu'un des principaux organes du nationa-

lisme et du parti catholique basque, le journal l'*Euzcadi*, a remis les choses au point et sévèrement admonesté ses coreligionnaires : « Ce n'est pas l'État français qui lutte contre l'Allemagne, c'est toute la nation française. Or, aucune nation n'a donné à l'Église en ces derniers temps plus de religieux et plus de missionnaires que la France, aucun pays du monde n'a procuré aux Conférences de Saint-Vincent de Paul autant d'argent et de ressources pour secourir les pauvres. Malgré la persécution religieuse et la suppression de toute subvention officielle au culte et au clergé, le peuple français les soutient plus splendidement que la catholique Espagne, ainsi nommée, malgré ses gouvernemens libéraux, anticléricaux et antivaticanistes, malgré la condition misérable de son clergé et de son culte, malgré l'insignifiance de ses manifestations religieuses comparées à celles des Français; ainsi nommée, dis-je, par ceux-là mêmes qui traitent la France d'athée. »

*
* *

Le monde littéraire espagnol est depuis six mois en pleine fermentation et ressemble un peu au fameux camp d'Agramant. On y assiste à de fort beaux tournois de plume, à des assauts d'ingéniosité et de verve, à des feux d'artifice étincelans. Nos amis très nombreux, depuis le maître incontesté du roman espagnol, Benito Galdós, jusqu'au brillant humouriste Unamuno, jusqu'au critique si délicat et si pénétrant *Azorin*, jusqu'à tant d'autres appartenant à tous les compartimens de la littérature sérieuse ou frivole, s'y reconnaissent aisément, car ils portent leur visière haute et leur devise bien apparente. Tous disent avec franchise et conviction pourquoi la cause des Alliés leur apparaît comme celle de la civilisation, pourquoi les génies français et anglais, par leur largeur, leur clarté et leur humanité, les séduisent, pourquoi ils estiment qu'une hégémonie allemande serait opprimante et violemment opposée aux aspirations de nations jeunes ou vieilles qui entendent se développer ou se refaire en toute liberté.

Nos adversaires au contraire s'enveloppent de précautions et de réticences; ils affectent de grands airs d'impartialité et de neutralité; ils taxent l'Angleterre d'égoïsme et morigènent la France, tout en consentant à la plaindre. Pauvre France, entraînée malgré elle dans une si mauvaise passe! Puisse-t-elle

en sortir sans trop de dommage! etc. D'argumens un peu solides en faveur de la *Kultur* et de ses propagateurs, point. Évidemment le Sven Hedin espagnol n'est pas né encore. La raison de cette timidité tient surtout à ceci que les Espagnols connaissent mal l'Allemagne. A part quelques savans, quelques dilettantes, quelques voyageurs, — ceux-là souvent bons observateurs, comme le notait déjà Rousseau dans un passage de l'*Émile*, — infiniment peu d'Espagnols manient assez l'allemand pour pouvoir goûter la littérature d'outre-Rhin et la connaître à fond; la plupart n'arrivent pas à citer un mot allemand sans l'estropier. Le peu, l'infiniment peu qu'ils connaissent du mouvement des idées en Allemagne et de son expression littéraire, ils l'empruntent à nos traducteurs : nous sommes leurs truchemens. A proprement parler, il n'existe pas, parmi les littérateurs espagnols en renom, de germanophiles avérés et capables d'expliquer les motifs de leurs préférences; il n'y a que des écrivains plus ou moins mécontens de la France et qui se servent de la guerre pour nous égratigner. Égratignures pas très dangereuses et qui pourront même, en certains cas, nous être salutaires, car, après tout, nous n'avons pas la prétention, qu'ont d'autres nations, de faire croire à notre infaillibilité, ni d'échapper à la critique. Au nombre de nos plus aimables censeurs, on peut citer l'auteur dramatique très fécond et très prisé par ses compatriotes, M. Jacinto Benavente. La France, selon lui, est une coquette, qui réclame de tous des hommages, et n'accorde ses faveurs à personne. « Quelles preuves d'amitié, demande-t-il, de bienveillance même nous a-t-elle jamais données? La France, qui s'est toujours montrée l'ennemie naturelle de l'Espagne, a travaillé sans relâche à la rapetisser et à la rabaisser. Bien entendu, nous avons tout mis en œuvre pour lui faciliter cette tâche et nous continuons patriotiquement à le faire... Aujourd'hui, celle qui nous a toujours traités avec dédain nous demande notre amitié; elle ne nous sait même pas gré du sincère chagrin que nous éprouvons, nous ses amis véritables, à la voir mêlée à ce conflit. Elle, qui aurait dû pouvoir se défendre seule, la voici la comparse de l'Angleterre et l'alliée de la Russie, dans une guerre qu'un illustre écrivain norvégien, nullement suspect de germanophilie, a appelée la guerre de l'envie : l'envie que l'Angleterre porte à l'Allemagne. » Remercions M. Benavente de ses précieuses remontrances en

même temps que de sa commisération; mais nous permettra-t-il à notre tour de lui demander *sincèrement* si, aux péchés dont il nous charge, il ne faudrait pas encore ajouter celui de n'avoir pas prêté une attention suffisante aux dix-neuf volumes de son théâtre?

La connaissance de l'Allemagne fait défaut à la plupart des littérateurs espagnols; manque-t-elle aussi aux studieux, plus particulièrement aux philosophes et aux savans? Une excellente institution, fondée à Madrid il y a quelques années, la Commission pour le perfectionnement des études supérieures *(Junta para ampliacion de estudios)*, dont le but est d'envoyer des étudians espagnols à l'étranger pour y poursuivre des études déjà commencées en leur pays, dirige souvent ses missionnaires sur les universités allemandes. En matière philosophique, on ne sait pas encore ce que la formation allemande réussit à faire d'un jeune cerveau espagnol d'aujourd'hui : l'avenir le dira, mais les expériences antérieures n'avaient pas été fort heureuses. La pensée philosophique allemande, vers le milieu du XIXe siècle, était essentiellement représentée en Espagne par le *Krausisme* ou doctrine de Karl Christian Friedrich Krause, un disciple assez obscur de Schelling et que les siens mêmes ne tiennent pas pour un très grand personnage. Ce *Krausisme*, qui fut après la révolution de 1868, pendant quelques années, la doctrine en faveur auprès des universités espagnoles, succomba surtout aux attaques très vives des traditionalistes catholiques, alors fort peu germanophiles, et trouva, en dernier lieu, un adversaire impitoyable dans la personne de Menéndez y Pelayo, qui l'accabla de ses quolibets et lui donna le coup de grâce. Il ne resterait de cette doctrine qu'un souvenir bien vague, si elle n'avait pas été embrassée par M. Francisco Giner de Los Rios, pédagogue célèbre, qui vient de mourir à Madrid; mais l'œuvre essentielle de cet homme de haute valeur morale et respecté de tous les partis, son *École libre* et sa méthode pédagogique, doivent bien plus à l'Angleterre et à la France qu'à l'Allemagne.

*
* *

Nul n'ignore à quel point les Allemands prétendent s'emparer des sciences biologiques et les marquer de leur sceau. Pour un peu, ils déclareraient que ce domaine leur appartient

exclusivement. En tout cas, ils dédaignent les plus grands noms de l'étranger : un traité de médecine publié récemment en Allemagne attribue à Robert Koch et à Ferdinand Cohn les découvertes incontestées de Pasteur, et c'est un professeur espagnol, le Dr Juan Madinaveitia, qui a souligné cet acte de déloyauté, révélateur, à son avis, de la décadence de la médecine allemande. « Je ne conseillerai plus à mes élèves d'aller en Allemagne; mais je les enverrai à Paris ou en Russie, dans le laboratoire de Pawlow, » écrit-il dans le numéro 5 du journal hebdomadaire *España*. Les histologistes germaniques se montrent-ils aussi méprisans à l'endroit de M. Santiago Ramon y Cajal, professeur à l'Université de Madrid, l'un des histologistes les plus éminens de notre époque, prix Nobel de 1906 et hautement estimé en tous lieux ? Voilà un homme qui connaît par le menu sa science, les progrès qu'elle a accomplis de nos jours et ce que chaque nation, la nation allemande y comprise, peut en revendiquer; ce savant, qui est un penseur, a dû réfléchir sur les conséquences de l'effroyable cataclysme qui ébranle en ce moment le monde. Que dit-il? Il a fallu quelque peine pour le faire sortir de son laboratoire et répondre à une enquête sur « l'Après-guerre, » ouverte par le journal que nous venons de citer. Sa réponse est empreinte d'un découragement profond et de ce pessimisme navrant dont tous les Espagnols cultivés font profession et même étalage. Seulement, M. Ramon y Cajal donne à ses idées une base scientifique qui les rend encore plus désolantes. « La présente guerre, nous dit-il, a révélé chez l'homme la bête de proie qu'il porte en lui et justifié la donnée biologique admise de la résistance du cerveau à toute évolution. En dépit de l'influence éducatrice de la philosophie, du droit et de l'art; en dépit des merveilleuses conquêtes de la science et de la technique, nos cellules nerveuses réagissent de la même façon qu'à l'époque néolithique : même tendance irrésistible vers le pillage à main armée, même goût pour l'odeur du sang d'autrui, même haine contre les peuples qui parlent une autre langue ou habitent de l'autre côté d'un fleuve ou d'une montagne. » Quant aux conséquences de la guerre, il ne croit pas à l'écrasement complet d'un des groupes belligérans; il estime que les vaincus n'auront d'autre pensée que d'imiter les méthodes du vainqueur pour essayer de vaincre à leur tour, et que, quand les orphelins d'aujourd'hui auront atteint l'âge

d'homme, le terrible massacre recommencera. N'est-ce pas voir l'avenir trop en noir? Mais ce qui fait pour nous le prix exceptionnel des déclarations du grand biologiste, c'est le jugement si grave dont il accable la *Kultur* allemande : « Notre ancêtre des cavernes pillait et assassinait franchement et sincèrement, sans tourmenter ses victimes à l'aide de théories anthropologiques; *aujourd'hui les agresseurs, quand ils se sentent forts, écrivent des livres savans, pleins de haute philosophie, non seulement pour justifier leurs crimes et leurs iniquités, mais pour se présenter au monde comme une race supérieure à laquelle tout est permis.* » Que pouvons-nous demander de mieux? Le plus grand savant de l'Espagne actuellement vivant, un homme d'une probité scientifique indiscutée, d'une indépendance absolue, et qui plane très au-dessus des manèges de la politique ou des coteries des littérateurs, nous a livré le fond de sa pensée, et cette pensée est la condamnation la plus formelle de tout ce qui anime depuis quarante ans l'intellectualisme germanique. Un tel aveu dispense de bien d'autres et rachète beaucoup d'écarts, au demeurant assez négligeables, de langage et de jugement.

L'opinion publique des masses, en Espagne comme à peu près partout, dépend du journal à un sou que le demi-lettré absorbe quotidiennement, qu'il propage et qu'il commente dans les milieux où la lettre moulée demeure indéchiffrable. Les informations puisées à d'autres sources sont rares et en dernier ressort remontent presque toujours à ce qui, très à la hâte, a été écrit et pensé, — si ce dernier mot ne paraît pas trop ambitieux, — dans quelque bureau de rédaction ou quelque antichambre de ministère. Comment rectifier le travail d'assimilation auquel se livrent tant de gens crédules et bornés? En ces temps de trouble, beaucoup de personnes s'improvisent directeurs de conscience, qui ne possèdent pas toutes les qualités de l'emploi; mais, d'autre part, tout vaut mieux que l'indifférence et l'abstention. Quiconque se sent en mesure d'éclairer son prochain, d'arrêter la propagation de fausses nouvelles, de redresser des erreurs de jugement ou de conduite, doit s'y employer. Un fort bon exemple de ce dévouement à la chose publique vient d'être donné en Espagne par M. Alvaro Alcalá Galiano, dans un petit opuscule intitulé : *La Vérité sur la guerre. Origine et aspects du conflit européen.* Fils cadet du comte de Casa Valencia, qui fut ministre d'État et ambassadeur à Londres, M. Alcalá

Galiano porte un nom qu'a illustré le grand patriote D. Antonio Alcalá Galiano, auteur de Mémoires d'un prix inestimable sur la guerre de l'Indépendance et le règne de Ferdinand VII. Esprit très pondéré, nullement ennemi de l'Allemagne, où il a séjourné souvent et dont il admire certains côtés de l'activité nationale, M. Alcalá Galiano cherche surtout à détromper ceux de ses compatriotes qui ignorent tout de la transformation de ce pays par le militarisme prussien, ou, comme on a dit très justement, de son « intoxication » progressive dès 1871, mais surtout à partir de ses progrès économiques et de l'avènement d'une très grande prospérité matérielle. Il expose quelle a été l'action de philosophes comme Nietzsche, d'historiens comme Treitschke, de théoriciens militaires comme Bernhardi, de journalistes comme Harden, qui ont implanté dans les cerveaux allemands le principe de *Deutschland über alles* et de l'asservissement des nations plus faibles à la nation élue, et il explique les graves dangers qu'un tel principe ferait précisément courir à l'Espagne; enfin il montre, par l'analyse des documens diplomatiques comme par l'histoire de ces dernières années, que la responsabilité de la guerre, préparée jusque dans ses moindres détails par l'Allemagne, retombe uniquement sur son empereur. Était-il utile d'enfoncer tant de portes ouvertes et d'affirmer une fois de plus ce qui est l'évidence même? Oui, puisqu'il s'agissait dans l'espèce d'agir sur un public un peu passif. M. Alcalá Galiano, sans ménager personne, tance plus vertement que d'autres les Espagnols coupables, au début de la guerre, d'avoir compromis le bon renom de leur pays, notamment quelques jeunes gens qui, sur notre sol, crurent élégant de faire parade de sentimens allemands et de déclamer contre la corruption de la grande Babylone. Or, il se trouve que ces fervens admirateurs de la *Kultur* hantent les trois quarts de l'année nos plages de la côte de Diamant en pantalons de flanelle, — *flanneled fools*, dit Kipling des joueurs de *golf* anglais lents à endosser l'uniforme, — et se montrent fort assidus à certaines attractions parisiennes plutôt répréhensibles, dont nous autres Parisiens ne soupçonnons même pas l'existence. Ces frasques de mauvais goût n'indisposeront pas nos populations de la frontière Sud-Ouest contre les honorables *villégiateurs* espagnols de Biarritz et de Saint-Jean-de-Luz, ni contre les familles de l' « ancienne » grandesse

qui ont charitablement prodigué à nos blessés les soins les plus empressés. Sévères aussi sont les reproches que M. Alcalá Galiano adresse aux agités de la politique, à ces coureurs d'aventures et à ces utopistes, que l'ancienne Espagne a trop connus pour son malheur, sous le nom d'*arbitristas*, et dont Cervantes disait qu'ils sont aussi funestes à eux-mêmes qu'à la république, car ils s'en vont toujours mourir dans les hôpitaux. A peine les armées allemandes avaient-elles violé la frontière de Belgique que nos gens se mirent à vociférer : Gibraltar! Tanger! Portugal! et s'armèrent... de leur plume pour remanier la carte de l'Europe et de l'Afrique. Profitons de l'occasion, s'écrièrent-ils, l'Allemagne compte sur nous, n'hésitons pas à réaliser le rêve, caressé par tous les vrais patriotes, de la « plus grande Espagne, » portons un coup fatal à l'Angleterre exécrée! M. Alcalá Galiano réprime en quelques phrases fort judicieuses et concluantes cette levée de boucliers de carton. « Croire que l'Allemagne éprouve pour nous des *sympathies*, que son empereur nous est *reconnaissant*, qu'il a un intérêt quelconque à agrandir l'Espagne ou qu'il pense à nous rendre Gibraltar, ce sont là des chimères que seuls peuvent se forger des esprits puérils, qui attendent le triomphe du Kaiser comme les petits enfans attendent la venue des Rois Mages. » Ces utopistes ne voient pas le piège que tend l'Allemagne aux Espagnols, cherchant à réveiller leur haine contre la France et l'Angleterre et qui, selon l'heureuse expression de notre auteur, « voudrait se servir d'eux, dans l'ordre spirituel, comme elle s'est servie de la Turquie dans l'ordre matériel. » Que deviendrait l'Espagne avec une France ennemie sur terre et une Angleterre qui lui couperait ses communications maritimes, sans parler du sacrifice absurde de la plupart de ses intérêts commerciaux et de la rupture des liens géographiques ou ethniques qui la rattachent à notre pays? Et ne vaut-il pas cent fois mieux s'entendre avec la France au Maroc qu'avec une Puissance dont on connaît les théories sur les nations faibles? Que resterait-il à l'Espagne, au bout de quelques années, de sa nouvelle colonie, si elle attirait à ses côtés ceux qui partout et toujours exigent la part du lion? — Tant de bon sens, de rigueur dans le raisonnement et de clarté dans l'expression cause une impression rassurante : la brochure très opportune de M. Alcalá Galiano, nous en avons la ferme conviction, triomphera de bien des

idées préconçues et fera tomber bien des œillères. En écrivant des pages si pleines de vérités, l'auteur a rendu à ses compatriotes un éminent service et donné une preuve de courage civique dont il y a lieu de le féliciter hautement.

Rien n'est prestigieux comme la gloire militaire, et rien ne s'impose tant à l'imitation que la supériorité acquise sur les champs de bataille. Coup sur coup, en 1866 et en 1870, l'armée prussienne triompha des armées autrichienne et française et reconquit la suprématie qu'elle possédait sous Frédéric et qu'elle avait perdue à Valmy. De telles victoires firent de l'armée prussienne, devenue celle du nouvel empire allemand, l'armée modèle que chacun s'empressa de copier, les vaincus comme les autres. A notre exemple, l'Espagne se mit donc à l'école de l'Allemagne, comme elle se mit aussi plus tard à l'école du Japon, en abaissant la taille de ses conscrits, quand la guerre de Mandchourie eut appris au monde étonné ce que l'on peut faire avec de très petits soldats. A quels résultats tangibles la germanisation de l'armée espagnole a-t-elle abouti? La récente occupation d'une partie du Maroc par d'importantes forces péninsulaires n'a pas permis de s'en rendre un compte exact : seule une guerre européenne montrerait ce que le corps des officiers espagnols doit au dressage à la prussienne, en fait d'art militaire exclusivement, car, pour le reste, il ne saurait être question d'aucune infiltration d'idées allemandes.

Le principe de la « nation armée » n'existant en Espagne que sur le papier, l'éducation militaire, conçue à la façon de von der Goltz et autres, n'y est pas encore applicable. On se demande même s'il se trouvera bientôt un parti politique pour inscrire sur son programme le fonctionnement régulier du service militaire universel : pour l'instant, non seulement tous les chefs de parti, mais les classes dirigeantes y sont opposés. Aussi quand on dit, — et on le dit souvent, — que l'armée espagnole affecte des sentimens allemands, cela ne signifie pas du tout qu'elle soit imprégnée de science ou de méthode militaire allemande; cela signifie que beaucoup d'officiers supérieurs et subalternes admirent le militarisme prussien, c'est-à-dire le rôle prépondérant joué par la caste militaire en Allemagne. Mais ces officiers ont-ils réfléchi à ce qui les sépare du régime féodal prussien? Qui trouverait-on dans l'armée espagnole d'aujourd'hui, complètement démocratisée

et où les officiers de fortune occupent les plus hauts emplois, pour réclamer une sorte de *Junkerthum*, d'hidalguisme militaire, avec preuves de pureté de sang et de quartiers de noblesse? Non, les cinq cents généraux espagnols de l'active et de la réserve, pas plus que leurs camarades des grades inférieurs, n'ont en vue rien de semblable, sauf que certains d'entre eux ne seraient peut-être pas fâchés de se créer, en marge de la société civile, un domaine où ils jouiraient, à l'abri des lois, d'avantages palpables et d'une situation plus reluisante. Les incidens de Barcelone en 1905 ont montré à la fois que d'anciens erremens, qu'on croyait abolis, persistent encore et que les gouvernemens libéraux ou autres conservent l'habitude de capituler devant des insurrections militaires, quand ils les sentent soutenues par des chefs influens : la crainte du *pronunciamiento* hante toujours leur sommeil, et ils se disent, non sans raison, que l'armée telle qu'elle existe peut servir d'instrument à quelque coup d'État, surtout du parti jaimiste, le plus habile et le plus disposé à se concilier les militaires. Puissent ces appréhensions être vaines! L'armée espagnole, destinée tôt ou tard à devenir la nation armée, a une mission plus noble que celle de servir de tremplin aux prétendans et aux politiciens; elle sait où l'attend la gloire. Si elle en récolte, la nation lui témoignera sa reconnaissance, en rendant, par des mesures législatives, le métier militaire plus respecté et plus enviable. Ce ne sera peut-être pas là le militarisme prussien rêvé par quelques jeunes lieutenans très férus de *Schneidigkeit* et très enclins à laisser traîner leur sabre sur le pavé, mais ce sera le seul compatible avec la dignité et la sécurité du pays.

*
* *

Reste à parler de l'influence du *régionalisme* sur les relations avec l'étranger. L'unité politique de l'Espagne s'est accomplie presque en même temps que celle de la France, mais n'a pas produit les mêmes effets. Il y a eu plutôt juxtaposition que fusion des élémens unifiés. Pour des motifs divers, qui tiennent à des différences de tempérament comme à des souvenirs historiques, les parties aujourd'hui constitutives du corps politique espagnol ne se soumettent pas sans contrainte à l'action du pouvoir central : d'où ces tendances séparatistes qu'on qualifie

du nom de *régionalisme*. Le régionalisme en Espagne se fonde essentiellement, sinon exclusivement, sur la langue; ainsi le régionalisme catalan, le plus important de tous, ne répond pas à ce qui constituait autrefois le territoire de la couronne d'Aragon ; il exclut précisément la province d'Aragon de langue castillane, et n'englobe que les pays de langue catalane. Il en est de même des régionalismes basque et galicien, qui dépendent aussi de la langue. Un autre trait de ces groupemens, c'est qu'ils s'épanchent par delà les frontières politiques; mais seul le régionalisme catalan y a bien réussi, notre Roussillon, grâce au dialecte qui y est parlé par toutes les classes, formant avec la Catalogne une unité linguistique suffisante, sinon parfaite ; tandis que Basques espagnols et Basques français ne se comprennent que très difficilement. La langue étant le grand trait d'union entre les hommes, on conçoit que nous ayons trouvé, auprès des Catalans d'Espagne, dans les circonstances présentes, de très vives sympathies. A Barcelone, on discute autant qu'à Madrid ; mais, malgré tous les efforts du *Service d'informations* allemand installé en cette ville et qui, sur un ton alternativement matamore et sentimental, prodigue ses réclames, nos amis ne se laissent pas endoctriner par cette littérature trop manifestement mensongère. A peu près tout ce qui porte un nom dans les sciences, les lettres, l'art, le haut commerce et la grande industrie s'est prononcé énergiquement en faveur de la France et de l'Angleterre, dans des manifestes publics ou des lettres privées dont nous avons les mains pleines. Le fait aussi que notre généralissime appartient à une famille roussillonnaise a beaucoup contribué à resserrer des liens que les hasards de la politique n'ont jamais complètement détendus. Nos bons voisins du Sud-Est aiment à dire que nos succès militaires sont de la gloire catalane, et nous n'y voyons certes aucun inconvénient. Une seule note discordante nous a été apportée par le *Manifeste des amis de l'unité morale européenne*, daté de Barcelone, le 27 novembre 1914, morceau d'un humanitarisme nuageux et en apparence anodin, mais qui cachait, paraît-il, de la part de quelques signataires au moins, une tentative de justifier la cause allemande; aussi plusieurs de ceux qui y avaient d'abord mis leur nom se sont-ils empressés de le retirer, entre autres M. Massó Torrents, l'un des membres les plus justement estimés de l'Institut des Études catalanes.

Il est à coup sûr réconfortant de constater que les soutiens de l'impérialisme germanique n'osent presque jamais parler ouvertement, ni expliquer au grand jour les motifs de leurs convictions. Si ce manifeste tendait vraiment à glorifier la *Kultur*, pourquoi n'avoir pas eu le courage de le dire en toutes lettres?

Si nous rencontrons beaucoup de sympathies en Catalogne, nous en rencontrons moins à l'autre extrémité de la frontière. Bilbao, Saint-Sébastien, cette dernière ville surtout, parce que le gouvernement y réside en été, sont devenus le refuge d'une fraction importante de la colonie allemande d'Espagne, celle de la *gente de levita*, comme disent nos voisins, ou porteurs de redingote, tandis que le menu fretin, — l'Allemand *vornehm* fuyant le contact du parent pauvre, — a été dirigé sur Barcelone, où des soupes populaires, plus grasses que ne sont en ce moment celles de la mère patrie, le sustentent aux frais du consulat. Autour de ces Allemands de Saint-Sébastien et de la Corniche basque se groupent volontiers bon nombre de carlistes, domiciliés ou non en France, que nous connaissons et estimons à leur valeur, et aussi peut-être quelques membres de certaine association religieuse, gouvernée il y a peu par un général né wurtembergeois, qui n'a pas dû inculquer à sa milice un grand amour pour notre pays. Dans ce milieu bigarré se nouent des intrigues de nature à nous causer quelques préjudices : nos autorités de la frontière, qui doivent être renseignées, feront bien de se tenir sur leurs gardes.

*
* *

Diverses autres questions, surtout économiques, déterminent en Espagne des courans d'opinion qui souvent se contrarient : questions de protectionnisme et de libre-échange, traités de commerce, zones franches et bien d'autres encore. En donner un simple aperçu exigerait des lumières spéciales et beaucoup d'espace. Pour ne pas sortir du cadre de cet article, il paraît préférable de renvoyer à un livre bien informé, *L'Espagne au XXe siècle*, de M. Angel Marvaud, paru il y a deux ans et qui peut servir de guide à travers la littérature du cru où toutes ces questions sont discutées journellement avec plus de fougue et de grandiloquence, semble-t-il, que de véritable connaissance du sujet. On verra dans l'ouvrage de M. Marvaud combien certains intérêts généraux ou locaux influent sur les relations

extérieures et sont de nature, soit à rapprocher soit à brouiller nos deux pays.

*
* *

L'exposé qui vient d'être présenté de l'attitude de l'Espagne dans cette guerre formidable laissera peut-être au lecteur une impression mélangée, résultant du malaise dont souffrent nos voisins, ballottés qu'ils sont en sens contraires, comme d'autres neutres, et qui ne s'accordent pas très bien sur la voie à suivre; mais leur prêter de mauvais desseins serait tout à fait excessif. Il ne s'agit après tout que de malentendus, de différends momentanés et faciles à régler d'un commun accord : rien, absolument rien n'est à prendre au tragique. Et après la victoire de nos armes, ces malentendus, ces différends seront bien vite apaisés. L'Espagne se rapprochera de nous spontanément, non pas parce qu'elle nous craindra, ce qui serait indigne d'elle, mais parce qu'elle nous estimera davantage. Alors la divine Méditerranée, berceau de la civilisation gréco-latine, redeviendra le *mare nostrum*, le lac de bonne compagnie, où évolueront fraternellement les escadres de la France, de l'Italie et de l'Espagne, où une place digne d'elles sera réservée à l'Angleterre et à la Russie et où nous serons heureux de voir flotter, à côté des nôtres, les pavillons des nations balkaniques, définitivement délivrées de la tyrannie germanique.

A. Morel-Fatio.

LA GUERRE EN FLANDRE

VUE PAR UN JOURNALISTE AMÉRICAIN

I

La guerre européenne n'est pas encore finie, et cependant la littérature qu'elle inspire garnirait déjà une vaste bibliothèque. Les quotidiens de toute nature publient une foule de journaux de marche, tandis que les écrivains rassis livrent aux méditations des lecteurs des œuvres plus objectives dont le genre va de l'Histoire générale aux Commentaires de Polybe. Enfin, les gouvernemens eux-mêmes éclairent et guident l'opinion avec des rapports officiels que distillent d'impartiaux enquêteurs. Mais les auteurs de journaux de marche ne décrivent guère que les épisodes locaux où se dépense leur ardeur ; les historiens ne jugent que sur pièces hâtives, et leurs documens, tout comme les grades, seront après la tourmente sujets à revision. Quant aux rapports des Commissions d'enquête, ils attisent les sentimens belliqueux et la haine contre l'envahisseur ; ils sont éloquens et précis, ils donnent du relief aux conséquences horribles de la guerre, mais ils ne sont que les procès-verbaux de crimes encore impunis.

Les correspondans militaires, seuls, peuvent avoir en principe une vue d'ensemble, contemporaine des événemens. Jusque vers la fin du dernier siècle, ils formaient une corporation de spécialistes que les journaux puissans, les revues riches se disputaient à prix d'or. Dès qu'un conflit, quelque part dans le monde, mettait des armées en présence, ils accouraient pour observer et décrire au jour le jour. Ils étaient actifs, débrouil-

lards, polyglottes et courageux. Ils suivaient à leurs risques et périls les troupes en campagne ; ils allaient partout et ils voyaient tout, prêts aux pires ruses et aux audaces les plus folles pour avoir la primeur d'une nouvelle, un cliché inédit, les élémens d'un récit sensationnel. L'Alcide Jollivet de *Michel Strogoff* était le type populaire de ces chroniqueurs nomades, pour qui les dangers et les obstacles n'existent pas.

Mais à mesure qu'augmentaient les effectifs engagés, l'importance des objectifs, l'acharnement des querelles où se jouait l'existence même des nations, le rôle des correspondans de guerre diminuait d'ampleur. Les commandans des forces adverses redoutaient ces témoins indiscrets et bavards qui éventaient les plans, discutaient les tactiques, pronostiquaient les résultats, évaluaient au juste prix les triomphes ou dévoilaient les déceptions. Le séjour sur le théâtre de la guerre fut rendu difficile à ces irréguliers. Chambrés par les états-majors, maintenus en arrière des zones intéressantes, expulsés sans aménité à la moindre incartade, ils durent se soumettre aux consignes sévères que le souci du secret des opérations leur imposait. Ils en furent peu à peu réduits à tirer plusieurs moutures des renseignemens dont le sens variait selon le côté de la barricade ou le bout de la lorgnette, et qui leur étaient communiqués par le bureau de la Presse des grands quartiers généraux. Le plus souvent, des clichés maquillés, des croquis faits de chic étoffaient leurs variations sur des thèmes dont l'adresse, ou la chance, ou le flair individuels pouvaient seuls, en de rares occasions, atténuer l'aridité. Ainsi, les qualités simplement techniques des spécialistes militaires devinrent moins utiles que celles du reporter imaginatif, dessinateur habile ou photographe ingénieux.

La guerre sud-africaine inaugura ce nouveau régime que la guerre de Mandchourie portait à sa perfection, au moins du côté des Japonais. A part quelques-uns, les correspondans de presse n'étaient plus déjà que des hérauts d'armes postés hors des barrières du champ clos; tournés vers la cantonade, ils annonçaient les coups d'après les seules indications des adversaires qui se déclaraient chacun juge du camp. Le système parut si avantageux que tous les belligérans, désormais, l'appliquèrent pour leur propre compte. Malgré l'importance mondiale de la Macédoine et de la Thrace, les innombrables journalistes qui

suivaient la guerre des Balkans devaient recourir aux expédiens pour rassasier la curiosité du public. Ils décrivaient avec complaisance les traditionnelles horreurs des campagnes dévastées, des villages incendiés, des populations massacrées. Ces scènes de ruine et de carnage à l'aurore du xxe siècle choquèrent d'abord l'opinion. Le témoignage officiel d'enquêteurs étrangers en attesta bientôt l'authenticité; mais les sensibles Occidentaux les expliquèrent en les attribuant à la barbarie naturelle des mœurs de peuples rudes et belliqueux. Les Occidentaux ne se doutaient pas de ce qui les attendait chez eux-mêmes, moins d'une année plus tard.

Cependant les expéditions coloniales, à condition de ne pas être trop lointaines, donnent encore aux correspondans de guerre l'occasion d'employer leurs facultés selon le mode ancien. L'ennemi, qu'il soit en Tripolitaine ou au Maroc, n'a pas d'agences d'espionnage bien développées ; il n'a pas de télégraphie avec ou sans fil, d'états-majors soupçonneux et discrets ; il ne lit pas les journaux étrangers. En face, des généraux se plaisent au contraire à rendre l'expédition populaire, à convaincre les contribuables de l'excellence de l'entreprise et de la valeur de l'armée. L'envoyé de presse est alors le bienvenu. On facilite sa tâche, on le traite avec égards. Il habite sous la tente près des grands chefs, il va, il vient, il se mêle aux troupes et partage parfois leurs dangers. J'en vis un qui, pendant un combat chez les Zemmour, ne lâchait pas la section de mitrailleuses, pourtant fort exposée aux coups ; armé d'un mousqueton pris à un Sénégalais blessé, il s'était couché sur la ligne de feu et tirait comme au stand. Je le complimentai sur sa bravoure et le priai de se ménager : « Bah ! répondit-il, j'en ai vu bien d'autres au Transvaal ! » En l'honneur de l'Entente cordiale et aussi d'un lieutenant-colonel anglais qui avait obtenu la permission d'assister au « baroud, » je ne le questionnai pas plus avant. Mais ses impressions de témoin et ses articles de campagne au Maroc devaient être plus vécus et plus vivans que les descriptions rétrospectives de ses confrères alors disséminés dans les Balkans.

En réalité, de tels *conquistadores* de la plume parviennent quelquefois à pénétrer sur les théâtres de guerre les plus fermés. Leur caractère audacieux, l'abondance et la variété de leurs ressources leur assurent l'indépendance du jugement. Ils

voient ce que les grands acteurs voudraient cacher, masquer ou nier. Ils savent transmettre à l'extérieur le résultat de leurs observations. Si, par aventure, ils sont neutres dans le conflit de deux races, de deux cultures ou de deux mentalités, leurs témoignages sont particulièrement précieux. Ils confirment ou contredisent les versions officielles, détruisent ou propagent des légendes, étouffent ou proclament la vérité. Quand leur neutralité politique se double de bonne foi, ils éclairent l'opinion universelle que les belligérans prennent toujours pour juge et qui, sans eux, donnerait raison au plus fort, sinon au plus bruyant. Quand, à leur bonne foi, s'ajoute la générosité du cœur, leurs comptes rendus deviennent cinglans comme des réquisitoires, et c'est le verdict de la postérité qu'ils annoncent par avance dans leurs journaux.

II

Alexander Powell, correspondant spécial du *New York World*, est un de ceux-là. Son livre : *La Guerre en Flandre* (1) est le résumé tout chaud des observations faites d'après nature, malgré les obstacles les plus divers. Dans quel esprit? Il nous le dit lui-même, dès la préface : « ... Citoyen américain, je me rendis en Belgique au début de la guerre, sans idées préconçues... J'avais également pratiqué Anglais, Français, Belges, Allemands. Je comptais des amis dans les quatre pays et je gardais l'agréable souvenir de jours heureux passés chez chacun d'eux Quand je quittai Anvers, après l'occupation, j'étais devenu aussi belgiophile que si je fusse né à l'ombre du drapeau rouge, noir et jaune... » Évidemment, un homme pondéré ne change pas ainsi de sentiment sans raison.

Powell arrive en Belgique dès les premiers jours d'août. Des centaines de journalistes l'y ont précédé : professionnels pourvus d'une longue expérience ; amateurs qui guettaient l'occasion de forcer les portes de la grande presse par un article sensationnel ; snobs qui venaient suivre les péripéties d'une lutte plus intéressante que des matches de boxe ou de foot-ball. Il y avait des inconsciens, comme cette jolie Anglaise qui se poudrait le visage sous les éclats d'obus, en admirant un

(1) Traduit de l'anglais par Gérard Harry; 1 vol. in-8°, Larousse, éditeur.

combat de cavalerie ; des excentriques comme ce Thomson qui, toujours chassé, revenait toujours, sans doute grâce moins à ses qualités de polyglotte parlant trois langues : « l'anglais, l'américain et le yankee, » qu'à son imperturbable sang-froid ; des enthousiastes qui s'offraient comme courriers à travers des régions dangereuses, et qui parfois portaient, sans le savoir, de simples feuilles blanches dans des enveloppes scellées de nombreux cachets. Dès les premiers jours, tout ce monde s'agitait, bourdonnait autour des états-majors, se révélant indiscret et encombrant. « Finalement, la question se réduisit à ce dilemme : qui, de la légion des correspondans de guerre ou de la légion des soldats, céderait la place à l'autre ? Il n'y avait pas assez d'espace pour toutes deux. Il fut décidé de donner la préférence aux soldats. » Comment, malgré toutes les consignes et toutes les expulsions, Powell réussit-il à se maintenir en Belgique, à rayonner autour d'Anvers dans un confortable automobile, à tout voir et presque tout entendre, à posséder le laissez-passer et le mot qui, sur les lignes, apaisent les sentinelles et rendent obligeans les officiers ? Sans doute, il est « citoyen américain, » c'est-à-dire qu'il appartient à une nation chatouilleuse, forte, et dont les belligérans se disputent les bonnes grâces ; il a de copieuses lettres de crédit, des recommandations imposantes, de l'audace et le patronage d'un puissant journal. Mais cela ne suffirait pas. Il en convient, et il glisse légèrement sur « la chance spéciale » qui le favorisa. Imitons sa réserve, et bénissons le sort qui fit de ce publiciste neutre un témoin bien renseigné.

Les circonstances ne tardent pas à réagir sur sa mentalité. Déjà, le spectacle d'Anvers, où il a pénétré dès les premiers jours de la guerre, lui inspire une vive admiration pour ces Belges prêts à tous les sacrifices. Il a vu les merveilleux faubourgs nivelés, leurs parcs et leurs jardins rasés, les arbres centenaires des routes abattus. Des ruines matérielles pour plus de 400 millions sont acceptées sans murmure, parce qu'elles dégagent maintenant une zone de 40 kilomètres de long sur 4 de large où « un lapereau ne pourrait passer sans être découvert. » San Francisco après le tremblement de terre, Salem après l'inondation, donnaient à peine l'idée de tels ravages. Les Belges se sentent enfin entre soi. La colonie allemande était expulsée et, après son départ, leurs hôtes confians découvrent

des préparatifs d'Avant-Guerre aussi bien machinés que ceux qui furent dénoncés chez nous par M. Léon Daudet. N'importe, puisqu'ils sont éventés à temps. Toutes les classes sociales font bloc autour de leur roi. L'aristocratie de la naissance et celle de l'argent s'enrôlent et vont gaîment au feu après quelques jours de dressage. Les *boys-scouts* s'offrent comme estafettes, — deux d'entre eux seront fusillés par les Allemands, — et se rendent utiles de toute manière. Les gardes civiques à qui l'ennemi refuse la qualité de belligérans, s'ils ne sont pas tous et toujours des héros, sont au moins de braves gens qui servent de leur mieux leur pays. Cette union morale réalisée sans fanfaronnades, cette abnégation dans le sacrifice matériel, semblent impressionner d'abord Powell. Il observe tout avec l'intérêt d'un galant homme qui suivrait les péripéties d'une lutte entre deux adversaires inégaux. C'est un combat qui ne peut manquer de plaire à tout bon Anglo-Saxon. Mais si le plus fort, pressé de triompher, a recours à des coups défendus, la curiosité sportive se change en dégoût indigné pour l'attentat et en sympathie pour la victime.

Évidemment, l'emploi de zeppelins qui laissent, pendant la nuit, tomber des bombes sur les maisons d'Anvers et massacrent des habitans inoffensifs, est un de ces actes qui disqualifient leur auteur. Alexander Powell le pense et l'affirme : « Sur aucun champ de bataille, écrit-il, je n'ai vu un spectacle aussi horrible que celui qui me souleva le cœur et me fit presque défaillir lorsque je pénétrai dans une de ces maisons bouleversées... Si j'insiste sur ces détails, si révoltans soient-ils, c'est afin d'établir clairement que les seules victimes de ce raid aérien furent d'innocens non-combattans. » C'est assez pour orienter désormais ses préférences. Les Allemands, s'il en rencontre, n'auront plus droit, de sa part, qu'à une attitude correcte, et rien de plus. Tel est d'ailleurs le sentiment général de ses compatriotes qui habitent encore Anvers et qui se sont réunis pour en délibérer : « ... On traitait les intrus casqués avec une politesse glaciale ; autrement dit, il ne fallait leur offrir ni cigares, ni boissons. » Après cela, peut-on résister au plaisir de constater que l'excellente mitrailleuse en service dans l'armée belge est d'un modèle américain, et que la Compagnie américaine des téléphones a rendu au gouvernement belge des services éminens ? Eh bien ! Powell n'y résiste pas. Il éprouve

même, à l'avouer, une joie maligne qui le venge bien des émois causés par les bombes des zeppelins.

D'ailleurs, s'il est sévère pour les randonnées meurtrières du dirigeable qui bombarde une ville endormie, les vols audacieux des aéroplanes le trouvent plus indulgent. Les aviateurs opèrent au grand jour, tandis que les ballonniers ont besoin de la nuit pour perpétrer leurs crimes ou leurs tentatives criminelles. Ils n'agissent que par surprise, tandis que les premiers s'exposent franchement aux coups.

Certes, sans manquer au patriotisme, on peut reconnaître aux aviateurs allemands des qualités louables. Aux débuts de la guerre, ils s'efforçaient de prouver que les critiques faites chez nous par *l'Œuvre* et par le sénateur Reymond étaient fondées. Sans cesse, ils volaient sur nos colonnes et dénonçaient en temps opportun les emplacemens de nos troupes et de nos batteries. Dans la région où je me trouvais, leur maîtrise de l'air paraissait incontestable et ils recouraient parfois aux manœuvres les plus téméraires pour obtenir des renseignemens. Un jour, pendant la retraite vers la Marne, ma troupe avait formé l'arrière-garde d'une de nos colonnes et, le soir venu, elle prenait sa part du service de sûreté. Après l'inspection du secteur, je rentrais à cheval vers le cantonnement de la réserve quand, tout à coup, une fusillade rapide et brève se fait entendre derrière moi. C'était un poste détaché qui tirait sur un Taube.

L'avion s'était envolé d'un champ voisin, caché par des oseraies et des pépinières. Les tireurs furent assez heureux pour le descendre comme il était environ à 50 mètres de hauteur. J'arrivai à temps pour voir la capture de l'aviateur qu'un lieutenant se préparait à interroger, tandis que les soldats surexcités menaçaient de lui faire un mauvais parti. Leur fureur avait pourtant une excuse : près d'atterrir, l'Allemand avait déchargé son pistolet à signaux pour éviter quelque accident, et les troupiers croyaient qu'il s'était livré à de diaboliques manigances. Je laissai là mon cheval et j'emmenai le prisonnier, un capitaine à la carrure impressionnante, galant homme d'ailleurs. A nous voir partir ainsi tout seuls à travers la campagne, mes guerriers conçurent sur mon sort des inquiétudes qu'ils rendaient vraiment trop visibles. En cheminant, je questionnai mon compagnon involontaire sur les causes de son évidente témérité.

Il me raconta une histoire sur le thème prévu de la panne de moteur et de l'erreur géographique dont il avait été victime dès le matin. Qu'elle fût vraie ou non, il avait eu le sang-froid de rester caché avec son appareil, sans doute depuis l'aurore, — nul aéroplane ennemi n'avait été vu ce jour-là sur la région, — à 400 mètres à peine d'une route sur laquelle défilait tout un corps d'armée en retraite. Son carnet d'observations bien garni, la nuit approchant et sa mission terminée, il prenait son vol sous le nez d'un poste dont il n'avait pas soupçonné la proximité ou la vigilance. Une balle dans le réservoir d'essence avait mis fin à cette audacieuse équipée. Grâce à un automobile militaire qui errait sur un mauvais chemin, je pus diriger vers l'un de nos lointains états-majors le capitaine prisonnier, après lui avoir témoigné les égards dus à sa vaillance. Et je remerciai le Seigneur qui privait ainsi le Kronprinz impérial d'une foule de renseignemens écrits et verbaux trop intéressans.

Tandis que l'armée belge se préparait à défendre Anvers, Alexander Powell ne restait pas inactif. Le moment ne lui semblait pas encore venu de s'enfermer dans la ville et d'y attendre le premier acte d'un siège que l'intervention prématurée des zeppelins faisait déjà prévoir dramatique et sanglant. Il voulait parcourir en reporter la Belgique envahie, pour observer d'après nature la conquête et l'administration allemandes dont la rumeur publique dénonçait déjà les excès. Peut-être supposait-il, après tout, que les victimes de la première incursion des dirigeables sur Anvers avaient dû leur mort à l'un de ces hasards funestes qui protègent les militaires aux dépens des non-combattans; « l'armée la plus disciplinée du monde » ne pouvait se conduire comme une horde sans frein de reîtres brutaux, et tous ses crimes n'étaient imputables qu'à des calomnies intéressées. Il y avait bien, au moins, une histoire de Bruxellois affamés pour le ravitaillement desquels le ministre des États-Unis était obligé d'agir vite et de parler haut. Mais, dans le doute, il valait mieux aller y voir.

Les grands chefs allemands avaient promis une exécution sommaire, comme espion, à tout journaliste égaré dans leurs lignes. Powell, qui les soupçonne fort de n'être pas gens à se contenter de vaines menaces, juge donc préférable de se muer à son tour en courrier de cabinet. Un ami l'accompagne; et l'auto bourré de paquets de cigarettes, orné de deux immenses

drapeaux américains, transporte vers Bruxelles, par Aerschot, l'envoyé spécial du consul général d'Anvers au ministre des États-Unis.

La précaution était bonne et la ruse louable, puisqu'elle nous permet de savoir, sans ambiguïté, comment les armées de Guillaume II appliquent le principe des responsabilités collectives en pays ennemi. Certes, les chefs militaires, sous quelque longitude qu'ils opèrent, ne sauraient prendre trop de précautions pour préserver leurs troupes contre l'hostilité effective des habitans. Parfois, des exemples sont nécessaires pour contenir le patriotisme surexcité, qui d'ailleurs entretiendrait le trouble dans une région conquise ou servirait d'excuse à de regrettables attentats. Mais il y a « la manière, » et les Allemands ne l'ont pas. Que le fils du bourgmestre d'Aerschot ait, avec ou sans raison, tué d'un coup de revolver le général qui dînait chez son père, que des civils aient tiré en même temps sur les soldats disséminés dans les rues, les scènes dont la malheureuse ville fut le théâtre ne s'excusent pas. Sous prétexte d'exécution militaire, l'armée d'un pays qui revendique le monopole de la *Kultur* a commis au xxe siècle des forfaits pires peut-être que ceux du Sac de Rome ou des Noces de Magdebourg. Ce n'est pas le gouvernement belge, dont les doléances pourraient paraître suspectes, qui l'affirme. C'est un neutre, citoyen des États-Unis, journaliste sans préférences et sans préjugés, que le souvenir des horreurs vues et devinées poursuit comme un cauchemar : « J'ai vu, écrit-il, en maints lieux de la terre, maintes choses terribles et révoltantes, mais rien d'aussi épouvantable qu'Aerschot. Les deux tiers, je n'exagère point, de ses maisons avaient été la proie des flammes et portaient les visibles traces d'un pillage préalable par une démente soldatesque. Les preuves du crime étaient partout... » Je ne retiens de son récit que celle-ci, qui me paraît assez éloquente : « ... Malgré les froncemens de sourcils des soldats, je tentai de causer avec quelques-unes des femmes tassées devant une boulangerie, dans l'attente d'une distribution de pain; mais les pauvres créatures étaient trop terrorisées pour répondre autrement que par un regard fixe et suppliant de leurs yeux largement écarquillés. Ces yeux me hanteront à jamais. Ne hantent-ils pas quelquefois les Allemands? Mais un mince incident qui se produisit au moment où nous quittions la ville fit plus que tout le reste pour me rendre

sensible l'horreur des choses. Nous croisions une petite fille de neuf ou dix ans, et j'arrêtai mon auto pour la questionner sur notre route. A l'instant, elle leva les mains au-dessus de sa tête, et se mit à crier en demandant grâce. Après que nous lui eûmes donné du chocolat et de l'argent, en l'assurant que nous n'étions pas des Allemands, mais des Américains, des amis, elle s'enfuit comme une biche effarouchée. Cette enfant aux yeux agrandis par l'épouvanle, et ces mains qui imploraient encore, quelle vivante et terrible pièce à conviction contre les Allemands! »

Mais Powell n'a pas fini de s'indigner. La route d'Aerschot à Bruxelles traverse Louvain. Et Louvain, plus qu'Aerschot et autant que Termonde, prouve le savoir-faire des envahisseurs. Pourtant, avec une impartialité méritoire, il publie la version des victimes et celle des Allemands sur les ruines de la malheureuse cité. Il pousse même le scrupule jusqu'à reproduire son dialogue avec un général de haut parage qui explique les divers épisodes du drame par la nécessité de justes représailles et l'imprudente curiosité des femmes et des enfans! Tout cela, d'ailleurs, ne paraît pas bien convaincant au reporter qui le confesse, avec sa répugnance pour de telles sauvageries. Que les Belges aient conspiré, — ce qui est peu probable après l'exemple d'Aerschot, — que les Allemands, pris de panique après un combat malheureux aux environs, se soient fusillés les uns les autres dans les rues de la ville, et se soient vengés sur les habitans pour expliquer congrûment aux étrangers leur méprise, on ne peut admettre, en pleine Europe, des actes de guerre qu'aurait désavoués Samory. D'après des témoins oculaires, Américains comme lui, Powell affirme que le sac de Louvain dura deux jours. Or, Napoléon Ier, qui n'était pas tendre, ayant eu des motifs aussi impérieux de châtier Ratisbonne, fit cesser par dégoût, au bout d'une heure, le pillage dont il avait d'abord fixé la durée à un jour. Les généraux allemands répondraient peut-être, à cet argument, qu'ils ne sont pas Napoléon. Hé! nous le savons bien.

Que parfois, dans les districts envahis, des actes inopportuns ou maladroits aient pu servir de prétexte à des répressions, qui d'ailleurs en tout cas furent barbares, nul ne songe à le nier. Avec un souci de bonne foi évident, Alexander Powell porte les bonnes actions, quand il en voit sur sa route, à l'actif des envahis-

seurs. Telle est l'histoire des incidens qui précédèrent l'entrée des troupes allemandes à Gand. D'ailleurs, il s'en fallut de peu que cette ville eût le sort de Termonde et de Louvain. Peut-être, la nationalité des témoins placés par le hasard à l'origine du conflit, la fermeté du consul évoquant à propos les sympathies historiques de la grande République américaine pour Gand, firent-elles plus que la douceur hypothétique de cœur du général von Bœhn pour sauver l'antique cité. Maïs elle fut sauvée contre toute espérance, et le reporter du *New York World* est justement fier d'avoir joué un rôle important dans cette dramatique affaire.

La rencontre lui permit en outre de contempler à loisir le merveilleux outil de guerre qu'étaient encore, dans les premières semaines de septembre, les armées de Guillaume II. A lire cette description saisissante, déjà reproduite par les grands journaux, on est contraint de méditer. L'offensive inattendue des Belges détourna soudain vers le Nord ces troupes formidables qui allaient à marches forcées intervenir dans la bataille de l'Aisne où s'arrêtait notre élan. Plus tard, quand l'heure sera venue d'épiloguer, des critiques susceptibles mesureront peut-être au compte-gouttes la part militaire de la Belgique dans l'œuvre du salut commun. Et cependant, plus encore que les sacrifices du début de la campagne, l'héroïque diversion qui força les Allemands à éloigner leur IIIe et leur IXe corps du théâtre principal de la guerre, au moment où leur intervention pouvait être décisive, mérite le respect et la reconnaissance sans réserves des Français.

Si étonnant que cela paraisse, Powell a circulé sans ennuis sur toutes ces routes couvertes de guerriers peu accommodans. Il doit, pense-t-il, son bonheur extraordinaire à la provision de tabac dont il avait eu soin de bourrer le coffre de l'auto. Rencontrait-il dans la région occupée par les troupes allemandes une patrouille, un poste, des groupes d'isolés avec lesquels des discussions auraient vite tourné à l'aigre, des paquets de cigarettes jetés sans parcimonie, accompagnés d'un « au revoir » aimable, dégageaient la route plus vite et mieux que le plus en règle des laissez-passer. On peut donc croire que le grand État-major avait quelque peu oublié l'approvisionnement de tabac dans ses minutieux calculs : le soleil lui-même a des taches. Un tel oubli, qui paraît être de minime importance, est cepen-

dant celui dont les effets sont partout les plus pénibles pour les combattans. Ils se moquent d'avoir des habits en loques ou des souliers troués; si les vivres réglementaires n'arrivent pas, ils patientent ou savent s'en procurer. Mais sans la pipe ou la cigarette habituelles, privations et fatigues sont ressenties avec une acuité qui réagit fâcheusement sur le moral.

L'auto-tabagie de Powell me remémore le marasme où l'absence d'allumettes, de scaferlati et de maryland plongeait, à la même époque, nos officiers et nos soldats. Dans notre marche vers la Belgique, nous traversions des villages dont les bureaux de tabac étaient déjà presque vidés par les forces de cavalerie qui nous précédaient. Nos cyclistes et nos éclaireurs régimentaires se faufilaient avec les campemens, glanaient le reste des vitrines chez les buralistes, pour exploiter sans vergogne les profits d'un trust avantageux. Les petites provisions emportées dans les sacs et les cantines s'étaient depuis longtemps converties en fumée. Seuls, ceux que les trusteurs honoraient de leur protection ou de leur amitié pouvaient encore cultiver, à prix d'or, un vice dont le spectacle de l'envie générale augmentait la douceur. Les autres devaient recourir aux pratiques de l'adolescence et piper tristement la paille hachée menu, ou la barbe de maïs. Or, notre colonel, qui ne fumait pas, avait une âme pitoyable. Et comme, vainement, il avait imploré l'Intendance, il décida d'être tout seul le pourvoyeur du régiment.

Depuis deux jours, on était cantonné près de la frontière qu'on devait bientôt franchir. De l'autre côté, la Belgique s'offrait comme la terre promise des fumeurs. Mais, pendant l'accalmie qui précéda l'orage, de nombreuses patrouilles de uhlans en défendaient l'accès. Du haut d'une colline, on les voyait à la lorgnette, trottant à travers les villages et les bois, pourchassés par nos cavaliers, mais toujours aux aguets. Entre temps, le colonel s'était procuré un auto de tourisme, mené par un chauffeur débrouillard. Sans rien dire à personne, il partit en voiture après le déjeuner avec, pour toute escorte, son ordonnance sur le siège du conducteur. Trois heures après, il revenait d'une longue randonnée en Belgique où il avait acheté un monceau de cigares, cigarettes et paquets de tabac, sans que les ennemis disséminés dans la campagne aient été mis en éveil par cette voiture errante sur les chemins. La joie bruyante qui

accueillit son retour et la distribution gratuite de ses provisions fut, pour le bon colonel, une récompense de qualité rare : « Quoi! diront les sages, un colonel se risquer ainsi pour du tabac! Quelle faute blâmable! » Je concède que, en principe, les sages parlent bien. Mais les sages ne comprennent rien aux sentimens généreux, ni aux gestes élégans. Et, mieux que toutes les harangues, l' « imprudence » du colonel inspira au régiment la passion du sacrifice et le culte de son chef.

III

Comme un fleuve débordé, l'invasion allemande s'étendait rapidement sur les provinces occidentales de la Belgique, et Powell en avait observé tout à son aise les effets destructeurs. Cependant, l'armée belge, concentrée dans le camp retranché d'Anvers, guettait le moment favorable pour établir une digue contre l'inondation. A la fin du mois d'août, la poussée vers le Sud semble aspirer, derrière Kluck et Bülow, la majeure partie des contingens qui occupaient les Flandres. Après les exemples d'Aerschot et de Louvain, les Allemands pouvaient croire que la terreur suffirait à contenir le pays, mieux que de copieuses garnisons. Ils comptaient sans les impétueuses troupes du roi Albert. C'est leur duel avec leur puissant adversaire que Powell analyse en termes imagés : « On eût dit un terrier fonçant sur un bouledogue. »

L'organisation matérielle de l'armée belge était alors, comme aujourd'hui, tout à fait digne d'éloges. La cavalerie était admirablement montée; l'artillerie était du plus récent modèle, et ses attelages étaient excellens; les services de ravitaillement et de transport n'employaient que des automobiles fort bien aménagés; enfin de nombreuses mitrailleuses blindées, sur des châssis à moteur, servies par des conducteurs, adroits et braves, qui accomplissaient audacieusement des tours de force, compensaient ce que l'armement de l'infanterie et l'habillement de toutes les troupes avaient de défectueux. L'armée était en effet vêtue de costumes pittoresques, mais terriblement voyans. Les couleurs de l'arc-en-ciel distinguaient les uniformes qui faisaient de jolies taches dans le paysage, mais fournissaient aux ennemis des objectifs visibles à souhait. Malgré cela, fantassins, cavaliers, artilleurs, gendarmes même,

se battaient avec un brio, une fougue endiablée qui remplissaient le classique « vide du champ de bataille » de scènes épiques dont l'allure et la couleur auraient tenté, nous dit Powell, Detaille ou Meissonier.

Dans ces régions plates et découvertes où les seuls obstacles sont les fossés des routes, les remblais boisés des chemins de fer, les berges des canaux, il était difficile pour les combattans d'utiliser le terrain. Sans abris naturels dans ces espaces nus où les balles et la mitraille faisaient rage, où les clôtures en fil de fer disloquaient les offensives, les adversaires en étaient réduits aux manœuvres d'ailes, qui avaient pour conséquence l'extension indéfinie des fronts. Le succès devait donc se tourner, à courage égal, — et nous savons que les Allemands, aussi, sont braves, — du côté des effectifs les plus nombreux. Or, nous dit Powell, les Belges n'avaient guère que 60 000 hommes dans leurs troupes de campagne. Les Allemands au contraire, quoique d'abord pris au dépourvu et chassés de Malines, pouvaient envoyer à la bataille des renforts presque inépuisables.

Plus heureux que les combattans dont les vues sont limitées par l'étroitesse de la scène où chacun s'agite, dont les impressions sont déformées par un relief qu'accuse la proximité des faits, le correspondant du *New York World* pouvait tout voir. Son auto le transportait, malgré les rafales des shrapnells, vers tous les points du front. Du haut des clochers et des beffrois, il pouvait contempler les péripéties de la lutte, jusqu'à ce que la menace des obus dirigés sur son observatoire l'obligeât à s'en éloigner prestement. Il a donc vu, et bien vu. Il a noté, d'après nature, l'erreur des tacticiens en chambre, qui niaient, avant la guerre, les possibilités d'emploi de la cavalerie à cheval, car il a suivi de l'œil les phases d'une charge de lanciers belges sur un fort détachement d'infanterie, qui fut refoulé : « ... Au point de vue purement militaire, ce fut sans doute une mince affaire; mais, sous le rapport de la couleur, du mouvement et de l'émotion, ce fut un spectacle qui, à lui seul, valait le voyage en Belgique... » Il a constaté l'admirable tenue, sous un feu violent, de ces troupes belges, chez qui l'amour de la patrie, le loyalisme envers le souverain, la haine de l'envahisseur, remplaçaient les traditions d'une gloire ancienne et le dressage méthodique et savant.

Certains détails, dans ce tableau d'ensemble, sont particuliè-

rement poussés, soit parce qu'ils symbolisent la mentalité de la résistance belge, soit parce qu'ils fixent le souvenir d'actes intéressans ou instructifs. L'invulnérabilité inexplicable de quelques êtres privilégiés, la discipline de la troupe et le sang-froid des chefs à des momens critiques, les ravages du tir, les effets de la retraite sur des villageois qui croyaient au retour de la victoire et à la libération prochaine du pays, sont décrits par Powell avec la justesse et la sobriété caractéristiques des épisodes « vécus. » De tels croquis ne s'inventent pas. Par exemple, le gendarme qui file en terrain découvert, sous un ouragan de projectiles, pour porter un ordre au loin, et qui s'en revient indemne, qui de nous ne l'a vu et ne l'a complimenté?

Un jour, je faisais cavalier seul avec ma troupe sur un plateau qui était bien aussi dénudé que les environs d'Anvers avant le siège. Il s'agissait de ne pas laisser les Allemands y progresser, afin de donner aux nôtres le temps d'organiser en arrière un point d'appui pour l'offensive du lendemain. La route bordée d'arbres qui longeait l'arête du plateau était prise de front et de flanc par les rafales ennemies et, à chaque instant, de grosses branches s'abattaient sur le sol. Les balles des fusils et des mitrailleuses, les shrapnells et les « marmites » miaulaient, bourdonnaient et tonnaient comme les instrumens désaccordés d'un orchestre de musiciens fous. Et, sur cette route où les heures me paraissaient longues, je vis arriver un bon gros brigadier réserviste, sous-chef des éclaireurs du régiment, qui faisait à toute petite allure du *steeple* à travers les branchages. Il s'arrêta devant moi, me tendit un papier et, bien campé en selle, il épongea doucement sa rouge figure réjouie : « Mais descendez donc et terrez-vous, pendant que j'écris la réponse, lui criai-je. Vous ne voyez pas qu'on vous tire dessus ? — Ah! vous croyez? » Je m'attendais si peu à tant d'insouciance que j'en restai tout ébaubi. Impassible, il descendit, toujours soufflant, observa d'un air intéressé, mais sans rien dire, les ravages que tireurs et pointeurs ennemis faisaient dans les arbres et sur la chaussée, tandis que je griffonnais un compte rendu concis. Puis il repartit comme il était venu, sans plus de hâte ni d'émotion. J'appris plus tard, avec surprise, que la vaste cible représentée par le gros brigadier et son roussin était, comme le gendarme de Powell, arrivée intacte à bon port. Ce sont de tels exemples qui démontrent aux gens de guerre

la souveraine puissance de la Fatalité ou de la Providence.

On arrive très vite, dans ces orages de fer et de feu, à comprendre, selon ses croyances, qu'on n'est qu'un fétu entre les mains de Dieu ou du Destin. Et des actes qui, en temps normal, seraient jugés comme d'inexcusables folies se classent sans effort, après quelques jours de bataille, dans la catégorie des faits raisonnables et naturels. A l'époque où se livrait la bataille de la Marne, j'avais comme objectif une position assez fortement occupée. La ligne de tirailleurs en était arrivée à trois cents mètres environ, et je songeais aux préparatifs de l'assaut quand, pour un motif quelconque, je reçus l'ordre de me replier. La dernière des compagnies allait donc battre en retraite à son tour, lorsque je vis les hommes déjà levés se figer sur le sol au signal de leur chef. Alors, celui-ci franchit la ligne des corps aplatis et, tout seul, posément, s'en alla vers l'ennemi. Stupéfait, je le regardais sans comprendre. Autour de lui les balles innombrables soulevaient des flocons de poussière, qui l'environnaient comme d'une nuée roussâtre. Dans ce voile léger et tremblant sa haute taille paraissait immense, et ses enjambées étaient celles d'un titan. Il fit ainsi deux cents mètres et, soudain, il s'affaissa. Je le croyais touché, mort peut-être, et je renonçais à déchiffrer l'énigme de son équipée, mais il se releva aussitôt. Il soutenait un homme qu'il portait presque, et qu'il ramena sur la ligne avec le même calme et le même bonheur. Alors seulement il mit son monde en marche et je n'ai jamais vu, sur aucun terrain de manœuvre ou de défilé, une troupe évoluer avec autant de sang-froid et de précision. Elle ne laissa d'ailleurs, sauf quelques morts, personne en arrière.

J'allai m'enquérir, aussitôt que possible, des causes de cette fugue mystérieuse. L'officier, un lieutenant très ancien, — le capitaine avait été blessé au début de l'affaire, — me l'expliqua froidement, comme il aurait raconté une histoire banale : « J'avais envoyé, dit-il, une patrouille de combat vers la position, dans mon secteur d'attaque. Au moment de commander demi-tour à la compagnie, j'ai vu qu'un des hommes de cette patrouille, blessé, avait été abandonné par elle. Je n'ai pas voulu le laisser prendre par les Allemands, et je suis allé le chercher. » Je n'insistai pas sur les complimens que la modestie de l'officier refusait, et j'énumérai les objections nombreuses

que son acte inspirait : « Bah! je suis très fort et je pouvais, tout seul, ramener le bonhomme. Autrement, j'aurais dû, pour obtenir ce résultat, envoyer deux soldats qui étaient évidemment plus vulnérables. — Mais vous pouviez y rester vous aussi, et vous êtes le chef qui ne doit pas s'exposer sans raison... — Oh! nul n'est indispensable, et, si j'avais été touché, ça aurait fait de l'avancement... » Je crois inutile d'ajouter que cet exemple d'héroïsme sans façon établit sans conteste dans la compagnie l'autorité morale de son nouveau chef.

Après une lutte qui dura trois jours, du 23 au 26 août, l'armée belge est obligée de céder à la pression de forces très supérieures; elle évacue de nouveau Malines et se retire dans le camp retranché d'Anvers. Powell a suivi toutes les phases de la bataille, qui s'étendit sur un front de trente-cinq kilomètres; il accompagne la retraite, et il pense que ce mouvement en arrière n'est pas définitif. La discipline et la fière tenue des troupes ne sont pas amoindries par l'échec : « ... Les soldats demeuraient confians, pleins de courage, et me donnaient cette impression que, si le front allemand cessait une minute de se tenir sur ses gardes, la petite Belgique lui porterait un de ces coups qui cuisent comme ceux du soleil... » Si, par aventure, il avait assisté à la retraite française vers la Marne, il aurait eu le même spectacle et la même opinion.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les erreurs et les défaites du début de la campagne, le retour précipité vers le Sud, si différent de la marche rapide vers le Rhin, que beaucoup d'entre nous rêvaient encore quelques jours auparavant, les sommeils abrégés par les départs en pleine nuit, les marmites renversées dans la fièvre des alertes et des contre-ordres, les marches épuisantes dans l'ignorance des événemens, rien de tout cela n'entamait la cohésion ni l'espoir. « Ça commençait mal, mais ça ne durerait pas, et ça ne finirait pas ainsi. » Tel était le sentiment commun dans les rangs. On ne pouvait croire que la France ferait faillite à ses destinées; on avait beau être sans indices sur la situation générale, les plans de campagne et les sentimens des grands chefs, on était « sûr de Les avoir tout de même. » Et, si des pessimistes geignaient, on ramenait la confiance en affirmant au petit bonheur : « Ne vous frappez pas! C'est un piège qu'on leur tend; on Les attire pour mieux leur tomber dessus! » C'est grâce à cette confiance adroitement entre-

tenue par les sous-ordres, à cette foi instinctive de tous dans la vitalité du pays, que la manœuvre du Parthe, si difficile et si dangereuse pour des groupes d'armées, put réussir.

D'ailleurs, toute cette partie du récit de Powell évoque chez les Français des souvenirs et des comparaisons qui sont à la fois tristes et consolans. L'exode des villageois et des citadins fuyant devant l'envahisseur, dont le passage de l'armée belge en retraite annonce l'approche inattendue, fut semblable dans ses moindres détails à celui des bourgeois et des paysans de chez nous. Ces pauvres gens avaient vu nos troupes pleines d'entrain aller vers le Nord, vers la victoire que les premiers *Bulletins officiels des Communes* promettaient complète et prochaine. Et, quelques jours après, ces mêmes troupes revenaient. Elles arrivaient à une heure tardive, harassées, les rangs éclaircis, mais toujours bien équipées, avec leurs trains en bon état. Comme aux manœuvres du temps de paix, les officiers de jour préparaient les cantonnemens, veillaient aux distributions, et, pendant la nuit, les cyclistes portaient dans les unités les ordres pour le départ au point du jour : « Alors, nous aussi, nous devons partir ? » demandaient les habitans au maire perplexe, aux officiers et aux gradés, qui n'en savaient pas plus long qu'eux. Et c'étaient les matelas chargés en toute hâte sur des chariots, des tiroirs ouverts et vidés sur le plancher dans la fièvre des recherches et des choix indécis, des cachettes mises au jour d'où sortaient les économies et les bijoux ; des bestiaux rendus inquiets par tout ce remue-ménage et qui faisaient grand bruit ; des enfans ahuris et pleurans. Quand tout était paré pour le départ, on le différait jusqu'au dernier moment. Qui sait ? On n'entendait pas le canon, les uhlans n'étaient pas signalés ; peut-être ne viendraient-ils pas jusque-là ? Les Français feraient front et les chasseraient au loin. Mais, à l'aurore, ce fragile espoir s'envolait. Alors on attelait un vieux cheval, dont la réquisition n'avait pas voulu, l'on hissait sur le char les derniers nés et parfois les grands-parens, qui avaient vu 70 ; on abandonnait les bœufs et les moutons à la garde de Dieu ou des entêtés qui ne voulaient pas fuir, et l'on allait par les routes, les chemins de traverse, chez des amis, chez des cousins, chez des étrangers, qui donneraient asile aux fugitifs. Et ce que je ne me lassais pas d'admirer, c'était la délicatesse de tous ces malheureux qui ne songeaient pas à nous reprocher leur misère. Je n'ai jamais vu

un mauvais regard, ni entendu un sarcasme ou une injure. Non! nous n'étions pas fiers, alors, car, si nous avions bien combattu, nous étions seuls à le savoir. Et nous aurions excusé la plainte de quiconque nous aurait dit : « Quoi! c'est comme en 70! Après quelques jours de guerre, vous êtes incapables de nous protéger! On a donné sans compter, depuis quarante-trois ans, notre argent et nos fils, et voilà notre récompense! Qu'appreniez-vous dans vos Écoles, et que faisiez-vous dans vos garnisons? »

Eh bien! ces doléances mêmes nous furent épargnées. Nous n'étions pas traités de capitulards, et nos chefs n'étaient pas soupçonnés de trahison. Au contraire. Dans les maisons les plus pauvres, dans les cantonnemens les plus misérables, nos hôtes exhumaient toujours quelques vieilles bouteilles, qu'ils nous invitaient à vider avec eux en l'honneur de la victoire prochaine Et, au départ, ils faisaient passer dans l'étreinte de leurs mains la consolation et le réconfort que donnait le spectacle de leurs sacrifices acceptés sans phrases et sans arrière-pensée.

Braves gens du Nord de la France, qui saura jamais, hormis nous, vos héroïsmes et vos générosités! Quels ordres du jour citeront les boutiquiers qui vidaient gratuitement leurs tiroirs dans les musettes des fantassins et sur les coffres des artilleurs, les ménagères qui offraient les trésors de leurs huches et de leurs basses-cours aux convoitises des soldats, les agriculteurs qui faisaient l'hécatombe de leurs troupeaux avant de s'exiler pour en priver l'ennemi. Le guerrier qui, dans la griserie du combat, donne son sang pour le pays, espère en obtenir une récompense, matérielle ou morale; mais ces anonymes ont donné, pour rien, ce qui représentait une vie de labeur, le pain pour leurs vieux jours, ou la dot de leurs enfans. Et l'abnégation du bourgeois, de l'ouvrier, du paysan paisibles, me paraît aussi méritoire que celle du soldat.

Faut-il en citer un exemple? Je choisis au hasard. Un après-midi, j'avais arrêté ma troupe aux environs d'une ferme immense. Des fumées au-dessus de villages, le grondement assourdi de canons annonçaient que les Allemands n'étaient pas très loin. Quelques officiers qui venaient d'explorer la ferme annoncèrent, tout joyeux, que le propriétaire mettait à notre disposition, pour rien, le contenu de ses étables, de son cellier, de ses granges et de sa basse-cour. J'allai voir aussitôt cet homme généreux : « Vous êtes bien aimable, monsieur, lui

dis-je, mais je ne puis accepter. Vendez tout ce que vous voudrez, et l'on paiera sur-le-champ. — Pourquoi donc ! J'ai plaisir à donner à des Français ce qui, demain, serait pillé par les Allemands. — Le résultat serait le même. Vendez donc aujourd'hui, puisqu'il est temps encore. Ce sera autant de sauvé; votre ruine sera moins complète. » Mais je ne réussis pas à le convaincre sans un long débat. Il ne pouvait se faire à l'idée d'une vente qui froissait son patriotisme délicat. Quand je lui eus exposé la richesse des ordinaires, quand il comprit qu'une forte saignée à des bonis copieux n'appauvrirait pas les capitaux personnels des troupiers et que les chefs de popote des officiers ne regardaient pas à la dépense, alors seulement il accepta le principe des compensations. Mais, grâce aux prix qu'il imposa, la cession contre argent ne fut guère que le don déguisé des meilleurs produits de son domaine. Le lendemain, on se battait autour des bâtimens, et la ferme entière flambait sous les obus des deux partis. Je n'ai plus revu ce magnanime homme des champs. Peut-être, après la victoire finale, sera-t-il indemnisé de sa ruine. Et que d'histoires analogues je pourrais raconter en égrenant mes souvenirs!

Alexander Powell aussi, sans doute; cependant, il ne s'y attarde pas. La misère des campagnards belges l'attriste, mais elle l'indigne moins que le sort de Malines, bombardée sans répit et sans nécessité. La cathédrale, surtout, était visée par les Allemands qui « semblaient prendre un âcre plaisir à diriger leur feu sur le vénérable édifice... Comme, à ce moment-là, il n'y avait pas de troupes belges dans Malines, ce que les Allemands savaient fort bien, ce bombardement de ville ouverte et la destruction de ses monumens historiques me parurent des actes particulièrement cruels et qu'aucune nécessité militaire ne réclamait. Mais il va sans dire que ces dévastations faisaient partie intégrante de la politique allemande de terrorisme et d'intimidation. Avec le massacre des civils, elles constituaient la rançon à payer par les Belges pour expier la résistance à l'envahisseur. »

Cette fois encore, les généraux de Guillaume II raisonnaient mal. Au lieu de réduire leurs adversaires à merci, une telle sauvagerie les exaspéra. Vers la mi-septembre, leur armée de campagne se rue de nouveau à l'attaque. Et la bataille de quatre jours qui en est la conséquence causa peut-être l'échec définitif

des plans du grand état-major allemand. Du moins, Powell l'affirme en termes précis : « ... Le grand mouvement de flanc des Alliés contre les envahisseurs de la France avait été redevable de son succès à cette énergique offensive des Belges qui, cela a été prouvé depuis, agissaient en coopération étroite avec l'état-major général français... »

Weerde paraît être le centre de cette bataille dont le correspondant du *New York World* ne manque pas de suivre les moindres péripéties. Il comprend bien que cette tentative sera la dernière pour briser le cercle qui se dessine autour d'Anvers. Le roi Albert ne veut pas se laisser enfermer, et ses adversaires sont décidés à l'y contraindre. Et, quoique toute la bataille se résume dans le conflit de deux volontés et que la victoire récompense en principe la plus tenace, les forces en présence étaient trop disproportionnées pour que cet axiome militaire fût encore une fois vérifié par les événemens.

D'ailleurs, Powell ne cherche pas à faire, pas plus que naguère, une critique technique des faits. Ce spécialiste du reportage militaire comprend qu'il n'aurait pas les moyens de la justifier. Les diverses campagnes dans les quatre parties du monde, où s'est formée son expérience, n'étaient que les *répétitions des couturières* du drame ultra-terrible auquel il assiste le 13 septembre et jours suivans. Jamais, en effet, il n'avait vu réunis, sur un espace relativement restreint, tant de gens résolus à s'entre-tuer avec des engins aussi perfectionnés.

A cette période de la guerre, l'art militaire ne s'était pas encore figé dans la défense ou l'attaque de tranchées. Les ouvrages de fortification passagère n'étaient que l'accessoire utile d'une stratégie et d'une tactique de mouvemens. Les adversaires manœuvraient, faisaient des feintes, se tendaient des pièges, comme aux époques classiques où la variété des combinaisons, la rapidité des marches, la divination du chef, plus encore que la bravoure des exécutans, suffisaient fréquemment pour triompher. Mais les effets d'un tir servi par un matériel dont on avait trop méprisé la meurtrière puissance ; les conditions récentes de vulnérabilité relative des troupes qui, chez les Allemands, ne formaient que des objectifs imprécis et presque invisibles ; l'emploi d'abris qui permettaient d'appliquer à la perfection le principe de l'économie des forces, étaient des facteurs, secondaires en apparence, dont il fallait maintenant

tenir compte. C'est peut-être pour les avoir négligés que les Belges virent échouer leurs efforts. Malgré leur entrain et leur savante préparation de l'attaque décisive, ces facteurs secondaires agirent contre eux et changèrent le sens du résultat escompté.

Au lieu d'un ennemi démoralisé, réduit au silence dans le secteur choisi pour l'assaut, ce furent une artillerie puissante, des mitrailleuses innombrables qui accueillirent les troupes royales et brisèrent leur élan : « J'ai assisté à des combats sur quatre continens différens, écrit Powell, mais je n'ai jamais vu un feu aussi homicide que celui qui effaça la tête de colonne belge comme une éponge oblitère les chiffres tracés sur une ardoise... » Puis le tir s'allongea pour atteindre l'assaillant dans les haltes successives de son repli, tandis que l'infanterie allemande fonçait en masse, progressait avec rapidité, ne laissait pas à l'adversaire le temps de se ressaisir. Dans ce pays sans reliefs, aucun obstacle naturel, à défaut d'ouvrages de campagne, ne permettait aux Belges de s'accrocher au terrain, et de préparer à l'abri un retour offensif. La bataille qui déterminait le sort éventuel d'Anvers était perdue pour eux.

Ce n'est pas seulement autour de Weerde que les tenans de la contre-attaque, les théoriciens de la défensive-offensive trouveront dans cette guerre la preuve de leurs argumens bien connus depuis le Transvaal. Les premières rencontres de la campagne de France, avant même la bataille de l'Aisne, furent machinées de la même manière par les Allemands. Terrés dans les accidens du sol qu'ils utilisaient et fortifiaient à merveille, rendus invisibles jusqu'aux moyennes distances par leurs uniformes gris, ils nous laissaient évoluer en marches d'approche où nos tenues archaïques leur livraient de loin, par les taches sombres qu'elles dessinaient sur les champs et sur les prés, le chiffre de nos forces et le secret de nos dispositifs. Prévenus par leurs Tauben, ils nous guettaient comme à l'affût, tous points de passage bien repérés sur leurs carnets de tir, tandis que nous avancions dans le vague, ne sachant guère de l'ennemi que son contour apparent.

A nos canonnades sans buts précis ils ripostaient en temps utile par une tempête de balles innombrables et sûres qui arrêtaient l'élan, tandis qu'un arrosage préventif de shrapnells sur les zones en arrière ou latérales compromettait l'exécution d'une manœuvre alors trop tardive, ou gênait la marche en avant

des renforts. On s'était attendu à des combats de rencontre, sur la foi de théories prônant de part et d'autre l'offensive, et l'on se heurtait à des positions organisées, d'où l'adversaire ne sortait que lorsqu'il supposait notre force matérielle détruite et notre moral anéanti. Sans le ressort naturel de la race et l'habileté de nos grands chefs, les pénibles déceptions éprouvées pendant la prise de contact auraient produit un résultat désastreux.

C'est très joli de railler, dans des lettres destinées à la publicité, les engins guerriers de l'adversaire; mais je ne sais si tous ceux qui en ont vraiment éprouvé les effets professent pour ses shrapnells, « marmites » et mitrailleuses un aussi tranquille mépris. Je suis resté maintes fois plusieurs heures de suite sans abri sous les projectiles variés des Allemands, et je trouve que Powell énonce à leur égard une opinion raisonnable : « Vous avez tous ouï la tempête d'hiver clamant et sifflant au faîte des arbres décharnés. Le shrapnell a la même résonance, mais très accentuée. On ne conçoit pas à quel point les shrapnells sont désagréables, quand ils éclatent dans votre voisinage immédiat. On éprouve le regret de ne pouvoir se métamorphoser brusquement en bûche de bois cachée dans un creux de terrain... » Comme lui j'ai constaté que les obus à balles explosaient toujours à bonne hauteur et à bonne portée, que les « marmites » semblaient posées comme avec la main à leur adresse, que mitrailleuses et fusils tiraient toujours dans la bonne direction. Sans parler des pertes éprouvées par certains régimens, je puis dire que le tir sur des objectifs même peu vulnérables était en général, au début de la guerre, efficace ou bien réglé. Il me souvient par exemple d'une section de mitrailleuses dont le commandement équivalait à un arrêt de blessure ou de mort : trois fois en diverses rencontres, cette section se mit en batterie, et trois fois, dès la première bande, le chef fut une des victimes du combat. Un jour, certain officier de ma connaissance reçut, en peu de temps, dans sa personne ou ses habits, cinq projectiles variés, tandis qu'il flânait sur un petit espace découvert.

Mais ce que j'en dis n'est pas pour dégoûter les curieux qui voudraient aller y voir. L'exemple de Powell, et de bien d'autres, prouve qu'on en revient. Après tout, en ces matières, il vaut mieux s'attendre au pire pour avoir l'agréable surprise du moindre mal.

IV

Après la bataille de Weerde, l'armée belge se réfugie sous la protection d'Anvers. Powell l'y suit. Les Allemands, que ne gêne plus aucun obstacle dans le Nord de la Belgique, se hâtent d'investir le camp retranché où ils comptent bien prendre le roi Albert et ses troupes dans un nouveau Sedan. Et, sans retard, le bombardement commence. Les grosses pièces autrichiennes sont abritées derrière le remblai du chemin de fer de Louvain à Malines, que les envahisseurs avaient défendu avec acharnement pour donner au génie le temps de construire les terrasses bétonnées, qui peuvent seules supporter ces mastodontes. Ainsi tenues hors de la portée des canons des forts, elles bouleversent les ouvrages, anéantissent sans danger pour l'assiégeant les élémens avancés de la place. L'effet destructeur de ces projectiles monstres était une révélation pour un grand nombre d'habitans qui croyaient leur ville imprenable. Le correspondant du *New York World* ne manque pas de courir partout, même aux endroits les plus exposés, pour noter les progrès de l'attaque, l'héroïsme de la défense, les conditions de la lutte. Celle-ci, déjà, lui paraît fort inégale : «... Les Allemands tiraient à une distance de 8 milles, tandis qu'aucune des pièces belges ne portait à plus de 6. Ajoutez à cela la remarquable précision du tir des Allemands, réglé par des aérostiers, et les propriétés éminemment destructives des explosifs de leurs obus, explosifs plus terribles que la cordite et la mélinite, et vous comprendrez à quel point la défense de la position belge était fatalement illusoire... » Les « express d'Anvers, » — c'était le nom donné par les soldats à ces « marmites » de taille exceptionnelle, — justifiaient par les faits le pessimisme du reporter. Geysers de terre projetée à 70 ou 80 mètres de hauteur, village entier démoli comme un château de cartes par le souffle d'un obus, hécatombes humaines à chaque coup heureux, ne sont pas imaginés par un témoin à qui l'émotion aurait fait perdre le sens des réalités. C'est par de menus détails simultanément notés que Powell authentique son récit. Ainsi « la cargaison trempée de sang » de l'auto d'une brave dame américaine qui va chercher des blessés jusque dans les décombres du fort de Waelhem, la petite brouette et l'agneau blanc du pauvre

homme dont un éclat d'obus a tué les deux enfans, le tremblement des mains de deux fumeurs émus par le passage voisin d'un « express » et qui gaspillent une demi-boîte d'allumettes avant de pouvoir allumer leurs cigares, le convoi de folles transférées dans un asile plus sûr et qui s'extasient au spectacle des explosions, sont des impressions ou des souvenirs réellement vécus, car il serait impossible de les inventer.

La sincérité de Powell apparaît encore dans l'éloge sans réserves qu'il décerne au clergé belge, régulier et séculier. Cet Américain, dont on ignore les convictions, est émerveillé par les actes innombrables d'héroïsme et de charité que les prêtres et les congréganistes accomplissent sans phrases, sous ses yeux. Il ne peut s'empêcher de remarquer que la foi peut-être chancelante du peuple est stimulée par le martyre de ses pasteurs, et que l'envahisseur semble animé d'une haine spéciale envers les édifices religieux. Peut-être a-t-il raison. Je ne sais si, comme on l'affirme chez nous, l'indifférence ou l'hostilité à l'égard de la religion catholique font vraiment place à une ferveur générale qui transformera la mentalité de la nation et la politique de l'État; mais j'ai constaté l'acharnement parfois inexplicable de l'ennemi contre nos clochers. Pourtant, cachés dans des vallons, entourés de grands arbres, ils n'étaient pas toujours des observatoires gênans qu'il importait de démolir. Et cependant les premiers obus leur étaient destinés. Les grosses « marmites » arrivaient par deux, et leurs doubles explosions sonnaient et se répercutaient comme un glas qui annonçait la fin prochaine de ces vénérables témoins de l'histoire locale. Et bientôt le coq ou la croix de fer, les cloches qui avaient chanté les joies et les tristesses de tant de générations, gisaient dans un linceul de pierres écroulées, tandis que des tourbillons d'épaisse fumée noire flottaient sur ce désastre comme les voiles funèbres du village en deuil.

Ainsi, sans y penser peut-être, Powell accumule en traits précis les preuves de son exactitude et de sa bonne foi. Elles rendent plus captivante la dernière partie de son livre, qui n'est pas la moins dramatique. Nous ne savions pas grand'chose des ultimes convulsions d'Anvers, et la brève résistance de ce chef-d'œuvre d'art militaire avait douloureusement surpris l'opinion publique dans nos pays alliés. Nombre de réfugiés belges chuchotaient même leurs soupçons de trahison à des auditeurs

d'ailleurs trop enclins à résoudre par l'absurde les problèmes les moins compliqués. Mais les notes fidèles du reporter expliquent les sous-entendus ou comblent les lacunes des communiqués officiels. Elles ne sont certes pas des pages définitives d'histoire, mais elles dessinent une trame que les critiques et les annalistes rempliront sans doute avec la version *ne varietur* des événemens.

Le 3 octobre, après quinze jours de lutte intense, les Allemands ont fait craquer la ceinture des forts dans le secteur Lierre-Waelhem. Ils ont franchi la Nèthe, et le moment semble venu, pour le gouvernement et l'armée, de se dégager et d'abandonner la place à son inévitable sort. Différer plus longtemps, laisser encore la population dans l'espoir d'une lutte victorieuse, c'est fermer aux civils et aux militaires la voie libre d'Ostende, en risquant la capture avec la chute imminente de la place, ou l'internement sur le territoire hollandais. Le Roi, les ministres, les chefs de l'armée sont donc résolus à l'exode. Les diplomates étrangers sont prévenus; ils font leurs malles et brûlent leurs papiers superflus. Mais, le lendemain, coup de théâtre. On ne part plus, et la confiance apparaît sur les visages jusqu'alors soucieux des personnages officiels. C'est M. Winston Churchill qui l'apporta. Le ministre de la Marine anglais est arrivé; il précède un fort contingent de troupes aguerries que le Royaume-Uni envoie au secours d'Anvers, et qui changera le cours des événemens. Powell paraît en douter : « Ce fut, dit-il, une entrée des plus dramatiques. Elle me rappelle irrésistiblement la scène de mélodrame où le héros surgit, nu-tête, sur un cheval blanc d'écume, et sauve l'héroïne, ou le foyer ancestral, ou la fortune de la famille, selon les cas... » Mais si le reporter est sceptique, le ministre est plein de foi : « Je crois, monsieur le bourgmestre, répondit-il tout en courant et d'une voix qui résonna jusqu'au fond du vestibule, que tout ira bien désormais. Ne vous tracassez pas ! Nous allons sauver Anvers ! »

Hélas ! ce n'étaient pas les 2000 hommes de la brigade de marine, renforcés par 5 ou 6000 volontaires de la réserve navale qui pouvaient sauver Anvers. Ils firent de leur mieux, et le correspondant du *New York World* rend un hommage ému à leur héroïque bravoure. D'ailleurs, le « cousin Jonathan, » mis en éveil par le verbe sonore du ministre anglais, semble se plaire avec malice à comparer les promesses et les moyens.

Avec leur artillerie insuffisante et leur dressage incomplet, les *marsouins* anglais n'étaient pas assez nombreux pour donner une aide efficace aux troupes belges épuisées. Mais ils savaient qu'on les envoyait à la mort, et ils y allèrent galamment.

Leur intervention trop escomptée ne retarda pas la catastrophe. Elle la rendit au contraire plus sanglante, et faillit compromettre la liberté du gouvernement, de l'armée de campagne, et aussi d'une foule d'habitans qui préféraient l'exil au séjour dans leur ville conquise. Jusqu'au dernier moment, militaires et civils avaient espéré. Puis, soudain, ils apprenaient que la capitale de la Belgique est transférée à Ostende et que la place est devenue intenable : « On nous prévint en nous donnant deux heures, me racontait un Anversois, pour faire nos préparatifs et nous embarquer. » Et Powell renchérit : « C'était comme si l'on eût attendu, pour crier « Au feu ! » le moment où les flammes auraient embrasé le premier étage de l'immeuble et coupé la retraite aux locataires. »

Le reporter américain n'est probablement pas un écrivain professionnel. Mais il a dépeint la fuite des habitans de la ville et des régions rurales, « un demi-million de fuyards » et les derniers momens de la place assiégée en des pages qui sont d'un réalisme saisissant et d'une beauté classique. Elles seraient à citer tout entières, si on pouvait, sans nuire à leur relief, les détacher d'un ensemble d'impressions singulièrement vivant et harmonieux. Cette armée qui dispute le terrain pied à pied ; ce grouillement de citadins et de campagnards qui s'expatrient par tous les moyens de locomotion connus, quel souffle patriotique les entraîne, quelle haine de l'envahisseur les anime !

L'armée de campagne a pu s'échapper ; la majeure partie de la garnison l'a suivie. Quelques forts au delà de l'Escaut tiennent encore, mais la ville, où pleuvent les bombes, est maîtresse de son sort. Elle se rend aux vainqueurs qui la traversent et, sans désemparer, se lancent à la poursuite des troupes belges en retraite vers Ostende. Pendant qu'ils bataillent avec l'arrière-garde, le nouveau régime est systématiquement installé.

Rien n'y manque et, cette fois, l'esprit méthodique des Allemands fait merveille. Il ne fallait pas moins que leurs facultés d'organisation bien connues pour vaincre prestement les incendies allumés ou fomentés par les obus du bombardement, les épidémies que la rupture des canalisations rendait

menaçantes. Powell, en Américain pratique, observe et approuve; mais peut-être aurait-il mieux valu ne pas bombarder la ville et détruire les réservoirs.

Son rôle de reporter est terminé. Le pavé d'Anvers lui brûle les pieds maintenant que certaine usurpation de la dignité consulaire qu'il raconte avec son humour habituel, si elle était découverte, pourrait lui coûter cher. Mais, avant de partir, il a pu voir l'« entrée triomphale » du gros de l'armée victorieuse. Triomphale, elle ne le fut guère, dans le silence des rues désertes et la protestation des volets clos. Pas plus qu'à Paris, en 71, des badauds humiliés ne se donnèrent en spectacle à la joie orgueilleuse des conquérans. Ils sont pourtant, après deux mois de luttes incessantes, « à l'apogée de leur forme; » hommes et chevaux sont « tranchans comme des rasoirs, durs comme des clous. » Mais ces troupes, comme celles qui sont répandues sur la Pologne, la Belgique et le Nord de la France, manquent de l'élément « humain. » L'armée allemande, constate en effet Powell, n'est qu'une « grande machine dont le seul objectif est la Mort. » Et il résume ainsi son livre et ses sentimens : « ... En regardant passer avec son grondement cet énorme engin de combat, aussi exempt de remords qu'un marteau-pilon, impitoyable comme un concasseur de pierres, je ne pouvais m'empêcher de m'émerveiller en songeant qu'il avait été si longtemps tenu en échec par l'ardente, la chevaleresque, l'héroïque et si peu préparée petite armée de la petite Belgique. »

Tout commentaire serait maintenant superflu. Il n'ajouterait rien à la vigueur et la justesse de cette conclusion dictée à un neutre impartial par le témoignage véridique des faits. Nous comprenons d'ailleurs ce qu'elle signifie. La France n'a jamais renié ses dettes. Et la lettre de change que la Belgique a tirée sur elle sera acquittée.

PIERRE KHORAT.

LA GUERRE ALLEMANDE

ET

LE CATHOLICISME[1]

I

Un livre, ou plutôt une collection d'articles, publié par Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique, apportera à ses lecteurs, en cette terrible année, quelque réconfort.

Horrible année, en même temps qu'admirable, où les vieux vaincus de 1870 célèbrent et pleurent en même temps une revanche longtemps souhaitée, mais payée au prix du sang le plus pur de la jeunesse. Pourquoi ces immenses sacrifices? De notre côté, il y fallait consentir, ou n'avoir plus de patrie!

Mais il n'est plus question dans ce livre de discuter les causes de la guerre. Car jamais problème historique ne fut plus complètement élucidé : agression, guet-apens, attentat, les Allemands ont le choix des mots. Eux-mêmes ne semblent plus chercher de justification que dans les œuvres de leurs écrivains nationaux, les Sybel, les Treitschke, les Bernhardi... Et quand nous jetons les yeux sur les écrits de ces apôtres de la Prusse, nous demeurons stupéfaits. Exalter la force pour elle-même, sans raison à faire prévaloir, sans cause à servir ; célébrer la brutalité pour elle-même et par principe, nous paraîtra toujours un langage incompréhensible. Nous voulions vivre, a dit l'empereur Guillaume, souverain d'un État dont le commerce avait décuplé depuis trente ans. On nous empêchait de vivre! Et l'Allemagne, sous ce prétexte, est devenue la puissance meurtrière la plus efficace que le monde ait encore connue!

(1) L'ouvrage auquel se rapporte cet article a paru sous ce titre en un volume gr. in-12, à la librairie Bloud et Gay.

Il ne s'agit donc plus ici de la cause, mais des conséquences de la lutte. Chez les neutres, les ennemis de la France ont essayé de lui créer un mauvais renom. Ils ont voulu persuader à des Espagnols, à des Italiens, que la France était devenue une ennemie de la Foi catholique, et que son triomphe serait un malheur pour l'Église. Contre cette mensongère campagne, l'éminent recteur de l'Institut catholique et ses collaborateurs se sont élevés, et le livre qu'ils publient est une décisive réponse, en même temps qu'un bien juste hommage rendu à notre patrie.

Oserai-je dire qu'en pareille matière, ils n'ont pas eu grand'-peine à faire triompher la vérité? Ils sont trop bons Français pour que cette constatation puisse choquer leur amour-propre. Les auteurs malveillans de la campagne menée contre nous n'ont pu réussir qu'auprès d'ignorans dont la France était tout à fait inconnue. Les écrivains qui ont uni leurs talens pour la défendre n'ont pas voulu composer des plaidoyers : ils se contentent, avec une bonne foi et une compétence dont personne ne doute, de montrer par des documens et des faits ce qu'on peut attendre, en 1915, de la France catholique, et de faire connaître l'état d'âme qui règne dans les deux camps.

On me pardonnera, avant de rendre compte d'un livre excellent et opportun, de sortir un peu de mon rôle de critique et d'ajouter au livre une courte préface. On s'est adressé à un vieux député ; comment résisterait-il à la tentation de chercher d'où nous vient le mauvais renom dont les auteurs du livre veulent nous laver?

Il nous vient de la politique anticléricale, évidemment. Mais cette politique répond-elle à des passions profondes qui régneraient sur les Français, en majorité? Je ne le crois pas du tout. L'anticléricalisme français est né surtout de l'embarras d'imaginer de nouveaux programmes. La plupart des candidats avaient cru devoir adopter les qualifications de radical, ou radical-socialiste : comment expliquer ces appellations redoutables, alors que leurs idées (je leur rends cette justice) étaient le plus souvent modérées et même timides? « Le cléricalisme, voilà l'ennemi » a servi d'enseigne à plusieurs générations de candidats. Au fond, aujourd'hui encore, quelle est la différence véritable entre un préfet et son prédécesseur du temps de l'Empire? C'est que celui d'aujourd'hui a des relations moins distinguées,

ne dîne pas chez Mgr l'Évêque, et pratique plus consciencieusement la candidature officielle. Et le député radical-socialiste lui-même n'est, fort souvent, qu'un bonapartiste, en mauvais termes avec son curé. C'est enfler et fausser le sens des mots que d'appeler ou 1830, ou le 4 Septembre des révolutions.

Cette attitude politique a produit de mauvais résultats : cela est trop certain. Le Concordat a été, fort inconsidérément, rompu : il est vrai qu'un autre Concordat, — en vain recommandé par ceux qu'on a appelés cardinaux verts, — était tout prêt. Il eût été probablement agréé, si nous avions eu des relations avec Rome : ces relations, dont tous nos hommes d'État reconnaissent la nécessité, et que l'attitude prise devant les électeurs empêche de rétablir, même en un pareil moment! Toute l'Europe est représentée auprès du Pape, excepté nous : — abstention absurde, chacun le sait, et personne n'ose le dire.

Une autre conséquence fâcheuse a été la fermeture de milliers d'écoles excellentes. « Laissons à tout Français le droit d'enseigner, déclare libéralement M. Buisson dans une lettre à M. Aulard, — sans autre réserve que d'enseigner au grand jour dans une maison de verre, toujours ouverte à l'œil de la nation! »

A moins cependant que l'œil de la nation n'aperçoive un rabat ou une cornette. — « On a suspendu Michelet, s'écrie M. Buisson dans la même lettre, destitué Quinet, poursuivi Proudhon, exclu Deschanel (le père). » Il oublie qu'il a destitué, poursuivi, exclu des milliers de maîtres, appartenant, il est vrai, à une moins haute aristocratie enseignante, mais aussi respectables.

Ces hauts faits ont pu nous nuire dans le monde. Les étrangers ne sont pas tenus de savoir à quel point il est vrai que personne ne réclamait, en France, ces exécutions. Ce sont là les hasards de la politique, les surprises qui surviennent à la suite de campagnes électorales menées au milieu de l'inattention et de l'indifférence. Mais quelle erreur on commettrait si l'on pensait voir dans ces fâcheux effets de l'attitude anticléricale l'expression des sentimens profonds de la France! Autant vaudrait, en ces jours de pure gloire pour l'armée française, citer, comme son plus beau titre, le siège récent de la cathédrale de Valence!

Je voudrais donc aller chercher ces catholiques des pays

neutres, si sévères pour la France, dont les bureaux de rédaction se trouvent dans quelques sacristies italiennes et quelques anciens corps de garde carlistes, et leur proposer un défi. En toute loyauté, pensent-ils que leurs pays auraient pu traverser avec le même calme et le même succès les épreuves auxquelles la France catholique a été soumise ?

J'ai vu le début de ces épreuves dans ma jeunesse, quand tout à coup le préfet Herold et le Conseil municipal chassèrent les instituteurs religieux des écoles de Paris. Les ministres d'alors répétaient aux catholiques : « Créez des écoles libres : c'est votre droit. Il sera respecté. » M. Goblet, président du Conseil, tenait ce langage à la tribune de la Chambre. Je n'ai jamais douté des sentimens libéraux de M. Goblet. Mais le Conseil municipal avait d'autres soucis que celui de la liberté d'autrui : il ne disposait encore ni de locaux suffisans, ni d'un personnel capable de recueillir et d'instruire 70 000 enfans de Paris, auxquels il ôtait les maîtres choisis par les parens. L'embarras eût été grand, si les catholiques, justement mécontens, avaient abandonné la partie.

J'entends encore, dans une réunion tenue à l'archevêché, la voix sévère du vénérable cardinal Guibert, repoussant une pareille proposition. « Usons, disait-il, pour le bien, de la liberté, tant qu'elle nous sera laissée. »

Et, pendant vingt-cinq ans, grâce au désintéressement des religieux, et à la générosité de Paris, 70 000 enfans fréquentèrent les écoles libres : dans des maisons de verre, comme dit M. Buisson et sous l'œil de la nation, qui se trouvait alors être l'œil même de M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire. Si l'on estime seulement à cent francs par an la dépense d'un élève de l'école primaire, ce fut, pendant cette période, un allégement de deux cents millions pour les finances de la Ville. A l'Exposition de 1900, les Frères furent comblés de félicitations et de récompenses officielles, par les pédagogues les plus réputés. Il est vrai que, trois ans plus tard, ils furent déclarés, par les mêmes personnes, indignes d'enseigner!

Je ne cite ces faits que pour montrer combien ces prétendues réformes sont peu profondes, et qu'elles peuvent se faire et se défaire du vivant et sous l'autorité des mêmes personnes.

Je suis assez ancien député pour avoir entendu l'honnête et courageux Eugène Spuller annoncer l'avènement nécessaire

d'un esprit nouveau. Il prononça ces paroles en répondant à une interpellation dont j'étais l'auteur. Que d'efforts désespérés et que d'intrigues ont retardé cet avènement! La jeune génération, vaillante, sensée, unie par la fraternité des armes, verra l'esprit nouveau non pas triompher et exercer des représailles, — mais se répandre tout naturellement. Des réformes contraires à la liberté n'ont jamais répondu à un besoin ni satisfait une passion de notre pays; et la guerre actuelle est une suprême lutte entre l'étatisme à outrance et la liberté.

Si l'on veut bien connaître notre pays, ce n'est pas sur de banales manifestations administratives, arrêtés de préfets, circulaires de ministres, qu'il faut le juger. C'est sur les efforts de l'initiative privée. Les Français ont été souvent médiocrement gouvernés. Ils gagneraient beaucoup à l'être le moins possible.

Contre la loi de 1903, ils luttent pour la liberté d'enseignement et la maintiennent. Malgré la rupture du Concordat et l'absence de toute organisation nouvelle, ils font vivre leurs églises. Les diocèses, presque toutes les paroisses, sont maintenues. Les Espagnols ont le droit de vanter leur foi solide, mais ont-ils jamais connu de pareilles épreuves? Les Italiens ont *l'Associazione per un scopo religioso,* — ressource qui a sauvé chez eux les congrégations, et qui nous manque.

Et, dans une occasion solennelle, dans un moment douloureux, le Saint-Siège a pu s'assurer de l'inébranlable fidélité de la France. Beaucoup d'évêques étaient prêts à former des associations cultuelles; des catholiques les priaient d'accepter la nouvelle loi. Le Pape la rejeta. Six cents millions de biens dus à d'anciennes fondations en faveur d'établissemens ecclésiastiques furent réputés biens sans maîtres. Cependant, pas une hésitation ne se produisit. Et la France catholique poursuivit vaillamment sa lourde tâche : paroisses, écoles, missions, en parfaite et respectueuse déférence envers les décisions du Chef de l'Église universelle.

Une pareille soumission ne peut être dictée que par un sentiment purement religieux. Tout acte politique se discute. Il n'y aura jamais de parti catholique en France; non, rien qui ressemble au Centre allemand, — parce que la Foi catholique, uniquement religieuse, ne conduit pas chez nous à des manifestations politiques. Je suis fermement convaincu que le cléricalisme a été inventé ou au moins considérablement augmenté et

embelli par nos adversaires, afin de se donner une attitude. Qui de nous a jamais souhaité ou même rêvé un gouvernement clérical? Une intrusion du clergé dans les affaires publiques? A notre clergé, — le plus respectable qui soit, et le plus libéral, et (qui le niera maintenant?) le plus patriote, — nous ne demandons que l'appui et le secours, pour nos familles et pour nous-mêmes, de son saint ministère.

Quant au Pape, nous ne le regardons pas comme une Puissance séparée de nous. Il est Français en France, Anglais en Angleterre, Italien en Italie, a déclaré M. Briand, un jour où il était très bien inspiré. J'ai risqué cette interruption : « Alors, parlez-lui!... » Il n'appartient pas à une nation, encore bien moins à un parti. Un jour, un prélat romain, — qu'on dit fort influent sur la rédaction d'un journal peu favorable à la France, — m'a dit : « C'est vous, catholiques français, qui empêchez le rapprochement du Saint-Siège et de l'Italie! » Le respect, non sans peine, m'a empêché de m'écrier : « Quelle folie! » Nous ne souhaitons rien de plus que de voir assurée l'indépendance du Saint-Siège; et il n'est nullement prouvé que la possession d'un petit État en soit la meilleure garantie. Peu de temps avant la guerre, un discours de Mgr l'archevêque d'Udine, un autre de M. le comte della Torre, furent, en faveur d'une entente avec l'Ialie, de retentissantes manifestations. Aucun obstacle assurément ne sera apporté par les catholiques français, s'il leur est démontré qu'ils n'ont rien à craindre pour l'indépendance du chef de l'Église.

Le Pape adresse à Dieu des prières en faveur de la Paix; j'ai entendu à ce sujet des réflexions étranges et d'ailleurs contradictoires. Un très savant médecin m'a dit : « Que sont ces empires et ces armées dans l'univers? S'il est un Dieu, au fond du ciel, il aperçoit cette guerre monstrueuse comme un combat de fourmis! » Sans doute, lui dis-je, si ce Dieu, quoique de plus grandes dimensions, ne possède que nos yeux et notre faculté de connaître!

Des politiques tenaient un langage contraire; mais inspiré aussi par le même singulier anthropomorphisme. Le Pape priait pour la paix. Quelle paix? Il faut le dire. Il faut que Dieu sache bien ce que nous accepterons ou n'accepterons pas. Et ils mettraient nos évêques en demeure de rédiger un véritable protocole : comme si le Centenier, suppliant le Seigneur de sauver

son fils de la fièvre maligne, avait proposé un diagnostic et une ordonnance; ou comme si, lorsque nous adressons au ciel ce vœu : « Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien! » nous avions préparé un menu! Ces hommes si jaloux des affaires temporelles et laïques, si inquiets de l'intervention de l'Église, lui reprochent maintenant de manquer de précision dans ses démarches. On les verra, si l'Église prie pour la France, demander : Quelle France? et s'inquiéter de savoir si elle a eu soin de mentionner le dernier ordre du jour voté par la majorité.

Prier n'est pas allumer un cierge dans un sanctuaire pour gagner aux courses dimanche prochain. Les vœux que l'homme adresse à Dieu laissent à la Providence divine plus de latitude. En ce moment il n'est pas un de nous, Français, qui ne repousse, même au prix de sa vie, une paix boiteuse, éphémère et indigne. Mais en quoi ce sentiment est-il blessé, et quel homme raisonnable peut éprouver de l'étonnement ou de l'inquiétude, quand nous apprenons cette nouvelle : Le Pape au nom de l'humanité, au milieu de la plus horrible guerre, à adressé ses prières à Dieu, pour la Paix!

II

Je m'excuse en vérité d'avoir écrit trop longuement pour le livre de Mgr Baudrillart une sorte de préface. Le rôle du critique se réduisait à bien peu de chose en présence d'un ouvrage composé par des auteurs dont le talent est connu et dont les sentimens sont, avec les miens, en si parfaite conformité. Je n'ai pas résisté à la tentation de leur offrir une collaboration plutôt que de juger leur œuvre.

Moi aussi, après avoir été pendant tant d'années un témoin, j'ai voulu, avec eux, rendre hommage à la persévérance de la France catholique, contre laquelle les tracasseries politiques n'ont obtenu aucun succès. Il a été parlé de déchristianiser la France; je voudrais être sûr qu'en d'autres pays l'entreprise fût aussi impraticable qu'elle l'est chez nous!

Comme critique du recueil de Mgr Baudrillart, je n'ai que des vœux à exprimer. Puissent en Italie en Espagne ou ailleurs les esprits chagrins, qui doutent de la France catholique, lire les pages signées « Un Missionnaire! » Pourquoi nous cache-t-il

son nom ? Son article : *Du rôle catholique de la France dans le monde*, est excellent. Il énumère (et un missionnaire les connaît bien) les noms de saints et de martyrs nés en France depuis cent ans. Quel peuple a fait plus d'efforts que le nôtre pour répandre dans la Chine, dans l'Afrique, dans les îles sauvages de l'Océanie, les bienfaits de la foi chrétienne ? L'œuvre de la Propagation de la Foi a été créée en 1822, à Lyon, et a été bientôt installée dans tous les diocèses. Depuis lors, elle a reçu du monde catholique 417 463 000 francs, sur lesquels 255 188 000 francs ont été fournis par la France. Il pourrait citer bien d'autres œuvres : au premier rang, les Écoles d'Orient, que le récent rapport de M. Maurice Pernot fait si bien connaître, et auxquelles nos gouvernemens successifs ont toujours accordé leur protection et leur subvention.

Faisons maintenant une excursion dans l'autre camp. Le bel article de M. Goyau, intitulé : *La culture allemande et le catholicisme*, montre clairement comment la première est l'ennemie du second. « Avec l'appui officieux des pouvoirs allemands et de l'or allemand, écrit M. Goyau, descendirent en pays tchèques et slovènes et dans l'Autriche allemande d'entreprenans messagers qui prêchaient aux populations la séparation d'avec Rome, *Los von Rom.* »

Ce fut là, pendant quelques années, un cri de ralliement pangermaniste. Le protestantisme a été créé à l'usage des princes allemands, qui voulaient régner à la fois sur les intérêts matériels et sur la conscience de leurs sujets. Treitschke, Sybel, ont déclaré l'État prussien solidaire de l'Église protestante, et Guillaume II, suivant M. Goyau, se croit le pape de la Réforme.

Il prétend même réunir tous les pouvoirs dans la même main : et c'est ce que les plus ardens défenseurs du pouvoir pontifical n'ont jamais revendiqué pour le Pape. Lisez le cardinal Bellarmin : *De potestate summi pontificis in rebus temporalibus ;* et vous verrez qu'il a été donné au Pape, sur l'Église, un pouvoir direct ; mais que son pouvoir sur les affaires de ce monde est seulement indirect ; c'est-à-dire réduit au droit de donner des conseils, au nom de l'éternelle justice, quand il plaît aux hommes d'en appeler à son autorité.

Lisez en revanche Hobbes (*A Christian Common Wealth*, ch. XLII). Vous verrez que ce devancier de Treitschke et de

Sybel reconnaît au Prince tous les droits même ecclésiastiques. Le droit de nommer les pasteurs, bien entendu. Le droit de prêcher, dont Guillaume II use abondamment. Le droit de consacrer les églises. Et même le droit de baptiser et de conférer les sacremens, bien que les rois, dans la pratique, y aient habituellement renoncé !

Dans un article remarquable sur *les Lois chrétiennes de la guerre*, M. Bernard Gaudeau a raison d'affirmer que « la pensée allemande moderne ruine l'absolu dans l'intelligence humaine » et que de cette ruine résulte « la maxime scélérate : la force crée le droit. »

On n'adoptera jamais chez nous de pareilles maximes. Dans le gouvernement des hommes, les philosophes agissent beaucoup plus que les législateurs, et les nôtres ne conduisent pas à ces excès. Les idées naissent à l'écart, dans quelque solitaire et fière retraite ; elles sont avidement recueillies, propagées et mises en œuvre, bien que parfois imparfaitement comprises, par les politiques, pour l'utilité de leur parti. Et elles sont quelquefois redressées et mises au point par le bon sens du peuple, enclin à appliquer les idées, dans la pratique, jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences.

Comte et Renan ont amené le règne de Ferry et de Buisson. Règne déjà fort différent de celui des disciples de Voltaire. Règne près de céder la place aux disciples de Durckeim, qui seront tout différens encore. Ceux-là, par exemple, ne songeront plus, après les expériences de William James, à nier, ni à tourner en dérision, ni à traiter d'imposture ce qu'ils appellent le phénomène religieux, mais ils inventeront une religion nouvelle. Ils admettent le fait religieux, mais en le qualifiant, comme d'ailleurs tout ce qui se manifeste en l'homme, de phénomène social ; et ils offrent à l'adoration de chacun un objet réel.

Quel objet? Il ne s'agit plus du Panthéisme littéraire de Renan, ni de la séduisante poésie de M. Buisson. « La plus pure, la plus ailée, la plus insaisissable des poésies, par où l'âme exprime son besoin d'aimer et d'espérer sans fin, » écrit-il à son ami, M. Aulard : telle est la religion laïque, au nom de laquelle ces poètes sans *credo* ont chassé les Sœurs des écoles et des hôpitaux ! Non, nous n'en sommes plus à ces explications naïves d'un sentiment et d'un besoin de l'humanité tout

entière. Nous n'en sommes plus même à la religion de l'Inconnaissable de Spencer et de Littré : l'aveu d'impuissance des savans, arrivés au terme de leur effort, devant « l'Océan sans barque et sans voile, » ne rend pas compte de la religion des humbles qui ont toujours des explications pour toute chose.

Quel sera donc cet objet réel d'un culte consacré par la science?

La Société. Étant démontré que la société est quelque chose de plus que le total des individus, et qu'au-dessus d'eux tous plane une force impersonnelle, qui se communique à eux, qu'ils sentent venir pour redoubler leur efficacité et leur courage : c'est cette puissance que les individus, sous d'autres noms et à leur insu, invoquent et honorent. Toutes les mythologies, suivant le langage de M. Durckeim, se sont trompées sur le véritable objet de leur culte. Et parmi les sectateurs de mythologies le savant auteur compte assurément Bossuet et Descartes.

En revanche, les Arunta, peuples de l'Australie centrale, sans vêtemens et sans maisons, ont aperçu la vérité. Le *totem* qu'ils vénèrent est l'expression même du clan, et tous les hommes du clan participent à la nature du totem, et sont de son espèce : cacatoès blanc, par exemple, ou kanguroo; où, dans un autre ordre de choses, la pluie! Ces peuples connaissent aussi la Mana, puissance environnante et bienfaisante, et impersonnelle; la Mana ne saurait être que la puissance collective et supérieure de la société. Malheureusement cette notion religieuse, scientifique et juste, éclose chez un peuple primitif et barbare, a été depuis lors égarée dans le dédale des mythologies.

Je ne crois pas ces idées-là appelées chez nous à un grand avenir. La mythologie de Bossuet et de Descartes nous retiendra longtemps. Mais ne vous semble-t-il pas qu'elles fleurissent chez les Allemands? Il est permis pour bien des raisons de les comparer aux Barbares. Leur grand Frédéric, cité l'autre jour par M. Charles Benoist, ne disait-il pas : « J'aime le vieux prince d'Anhalt-Dessau, parce qu'il est un vrai Vandale : oui, tel que Tacite nous les a dépeints. » Osons donc les rapprocher des Arunta. Leur culte s'adresse à la puissance qui se dégage de l'État ; à une force sociale et impersonnelle. La Mana dirige le boomerang de l'Australien, et elle inspire M. le professeur Ostwald. Guillaume II est le ministre de *Unser Gott*, mais ministre comme Richelieu l'était de Louis XIII. Il le

traîne à sa suite. C'est le totem de l'Empire, l'idéal du fonctionnaire. On est tenté de l'appeler Von Gott.

Non, ces idées-là ne réussiront pas chez nous. Le culte de l'État nous venait d'Allemagne et devenait menaçant. L'Étatisme sortira vaincu de la présente lutte.

« L'Allemand, écrivait il y a huit jours bien justement M. Maurice Barrès, est un faible individu qui tire de l'Empire son âme guerrière et son aspiration surhumaine... En s'anéantissant, l'Empire arracherait à l'individu allemand l'âme même que nous lui voyons, lui soutirerait son être moral. »

L'individu français n'a pas besoin de cet entourage et de ce soutien. C'est un individu confiant en sa propre raison et sa propre initiative, amoureux de l'indépendance, refusant de confondre le bon droit avec l'artillerie de l'Empereur, et la vérité avec la raison d'État.

Il se sent roi dans son domaine, et entretient simplement avec la société un échange de bons offices. La Société ne pourra jamais lui offrir un appui moral supérieur, n'étant que la collection de ses semblables; et la Mana, Divinité sociale, n'étant qu'une chimère. Il ne professera donc jamais la Religion de l'État. S'il veut prier, son culte et ses prières s'adressent à une puissance et à une justice éternelles. Il a confiance en la liberté et foi en Dieu.

Il n'est pas surprenant que l'esprit religieux, quand il revêt deux formes si différentes entraîne les âmes dans des directions opposées. Ceux qui ont gardé la notion de l'absolu, — comme dit M. Gaudeau, — et qui adorent la vérité et la justice éternelles, voudront respecter les faiblesses et soulager les misères de l'humanité : ceux-là seront chrétiens. Ceux qui jugent toute relative la valeur des notions atteintes par notre intelligence, et par suite professent la religion de la force et le culte de l'État, ne songeront qu'à vaincre et à dominer. Je suppose que les « dieux des nations » dont parlent les psaumes étaient autant d'exemplaires du Dieu-État qui, par nature, est intolérant et exclusif : *Oculos habet et non videt; aures habet, et non audit.*

M. François Veuillot montre dans un éloquent chapitre, intitulé : *la guerre aux églises et aux prêtres*, les passions qui animent l'armée allemande poussées jusqu'à la férocité.

Il commente, d'après le récit saisissant d'un Hollandais protestant M. L.-H. Grondijs, le crime de Louvain. Il décrit

les églises ruinées autour d'Arras, d'Albert, de Soissons. Quand on a vu à Nomeny, où pas une maison n'a été épargnée par l'incendie, les tabernacles et les reliquaires de l'église brisés et mêlés aux débris des murs, on peut assurer qu'il n'a rien exagéré. Il cite M. Nothomb : « Comme otages, les Allemands cherchent particulièrement les prêtres. Comme jouets et comme victimes, ils les cherchent encore. » Et M. Grondijs : « Les prêtres sont particulièrement insultés par les soldats. » Ces crimes des soldats allemands ne font que servir les passions de leur maître. Guillaume II écrit à la landgrave de Hesse, qui venait de se convertir : « Je hais cette religion que tu as embrassée... Tu accèdes à cette superstition romaine dont je considère la destruction comme le but de ma vie ! »

Qu'on veuille bien lire ensuite et mettre en parallèle avec le précédent le beau chapitre écrit par Mgr Baudrillart sur *La Religion dans l'armée française*. Organiser, augmenter le service des aumôniers a été la dernière bonne œuvre d'Albert de Mun. La liste est longue des prêtres-soldats qui ont donné leur vie. Et, sur les soldats chrétiens, l'éminent historien rapporte de nombreux récits, qui, gardant le ton souriant de l'anecdote, racontent d'héroïques actions.

Après cette revue passée dans les deux camps, l'opinion de M. Auguste Melot, député de Namur et témoin direct, paraîtra justifiée. « L'invasion allemande, écrit M. Melot, cité par M. Veuillot, fut persécutrice de la religion et des prêtres. Elle s'attacha à détruire les monumens de la foi catholique et prit, dans certaines régions, le caractère d'une guerre de religion. »

Le recueil contient de touchantes et patriotiques lettres des cardinaux et des évêques français.

Il se termine par la réponse, si hautement philosophique, de l'Institut catholique aux intellectuels allemands.

« Quand on identifie, dit ce manifeste, ses propres idées avec le vrai, sa propre conduite ou celle des siens, avec le juste, on n'est pas loin de méconnaître en pratique cet absolu que l'on admet en principe ; on le plie à soi au lieu de se régler sur lui et on se fait la mesure des choses. »

C'est-à-dire qu'on a préféré Protagoras à Socrate, Kant à Descartes, la Force relative à l'Éternelle Justice, et la religion de l'Empire au Dieu des Chrétiens.

DENYS COCHIN.

HUMANITARISME ET PATRIOTISME

DANS L'ANCIENNE ROME [1]

Parmi tous les conflits d'idées qui peuvent tourmenter la conscience des hommes d'aujourd'hui, il n'en est guère de plus grave, de plus délicat, — et, à certaines heures, de plus douloureusement angoissant, — que celui qui met aux prises les deux notions de « patrie » et d' « humanité. » Car il se peut bien, sans doute, que ces mots admirables servent quelquefois de prétextes à des passions médiocrement dignes d'estime : n'importe ! les contrefaçons qui usurpent le nom des plus nobles sentimens ne sauraient en obscurcir le prestige sacré. Le dévouement civique et la fraternité humaine restent deux obligations primordiales, qu'il est parfois difficile de concilier, mais dont il est encore plus impossible de sacrifier l'une ou l'autre. — Ce cas de conscience, si actuel, n'est cependant pas nouveau. Les civilisations antérieures ont pu le connaître, au moins le soupçonner. Et l'historien qui examine le passé à la lueur des préoccupations contemporaines, — non pour le plaisir d'imaginer des rapprochemens puérils ou artificiels, mais pour suivre à travers les siècles le flux et le reflux

(1) L'article qu'on va lire est écrit depuis un an : il serait donc très vain d'y chercher des allusions que l'auteur ne pouvait y mettre. — Mais, ceci dit, il ne peut que s'applaudir de ce que ces pages voient le jour au moment où les socialistes modernes, comme les stoïciens antiques, démontrent que l'amour de l'humanité n'atrophie pas forcément celui de la patrie, — au moment surtout où les soldats français, comme jadis les légionnaires romains, défendent à la fois le sol natal et la civilisation universelle contre les éternels Barbares.

des idées, — l'historien peut se demander jusqu'à quel point les hommes d'autrefois ont aperçu ce problème si pressant aujourd'hui, sous quel aspect il s'est posé pour eux, comment ils en ont été affectés, et comment ils ont essayé de le résoudre.

A cet égard, des deux peuples anciens dont nous sommes les héritiers, c'est le peuple romain qui, croyons-nous, peut nous donner les enseignemens les plus curieux et les plus suggestifs. Les Grecs ont peut-être mieux vu les deux termes de l'antinomie, mais il semble qu'ils se soient exclusivement attachés à l'un des deux, — tantôt l'un, tantôt l'autre, suivant les individus et les époques, — avec une sorte de logique passionnément rectiligne. Leurs hommes d'État font de l'utilité nationale, entendue au sens le plus étroit, leur absolu critérium. Le roi de Sparte Agésilas, consulté sur l'opportunité d'une violation du droit des gens, — une attaque en pleine paix contre la citadelle d'un pays neutre, — déclare sans scrupule qu'il faut seulement examiner si elle est utile, car « dès qu'une action est utile à la patrie, il est beau de la faire. » Et les Athéniens, plus « intellectuels » pourtant, d'un esprit plus ouvert et d'un cœur moins sec, ne raisonnent pas d'une manière différente. Qu'on relise, chez Thucydide, la délibération sur le sort des Mytiléniens révoltés. Les deux orateurs en lutte, Cléon, qui prêche la vengeance, et Diodote, qui conseille l'amnistie, ne sont d'accord que sur un point : c'est qu'Athènes a le droit de massacrer les vaincus, et qu'elle doit seulement se demander si elle y trouvera son avantage. « N'oubliez pas que vous êtes des tyrans, dit Cléon à ses concitoyens... Les pires fléaux d'une domination, c'est la pitié et la douceur. » Et son contradicteur, comme s'il craignait de paraître trop sensible, débute par une profession de foi encore plus brutale : « Même si je reconnais que les rebelles ont eu tort, je ne serai pas d'avis de les punir, à moins que nous n'y ayons intérêt ; et, même s'ils ont toutes les excuses, je ne conseillerai pas de les absoudre, à moins que cela ne soit bon pour Athènes. » Qu'on se rappelle aussi la mise en demeure, vraiment cynique, adressée par les Athéniens aux habitans de Mélos : « Pas de grands mots ! Nous ne vous dirons pas que nous avons droit à l'hégémonie pour avoir jadis chassé les Mèdes... Ne nous dites pas non plus que vous n'avez pas aidé les Lacédémoniens contre nous, que vous ne nous avez fait aucun mal. Tout cela ne nous persuaderait pas. Voyons, vous comme nous,

le possible : le possible, c'est aux plus forts de le faire, aux plus faibles de le subir. » Jamais peut-être la suprématie de la force et de l'intérêt n'a été plus vigoureusement affirmée que dans ces formules insolentes, d'une lucidité joyeuse et cruelle.

Mais, par réaction contre ces politiques âprement enfermés dans un nationalisme exclusif, les philosophes se laissent emporter à perte de vue dans un cosmopolitisme illimité. La patrie, à laquelle on sacrifiait tout, va être à son tour totalement sacrifiée. Le citoyen ne voulait pas voir l'humanité : les penseurs vont de parti pris nier la cité. Ce n'est pas seulement l'épicurisme vulgaire qui proclame que « la patrie est où l'on vit bien : » toutes les écoles de moralistes s'entendent pour réduire à néant le devoir national. Selon Aristippe, « le sage ne doit pas exposer sa vie pour son pays, parce que ce serait sacrifier la sagesse aux intérêts des insensés, et qu'au surplus son vrai pays est le monde. » Cratès se vante de n'avoir qu'une patrie, le mépris de l'opinion des autres. Zénon enfin, — suivi par tout le stoïcisme, — écrit un traité pour ruiner l'antique conception du patriotisme local : « Nous ne sommes pas les habitans de tel dème ou de telle ville, séparés les uns des autres par un droit particulier et des lois exclusives ; nous devons voir dans tous les hommes des concitoyens, comme si nous appartenions tous à la même ville et au même dème. » C'est déjà, — avec plus de simplicité dans le langage, — la conception de la fraternité humaine chère aux Lamartine et aux Michelet :

Je suis concitoyen de tout homme qui pense :
La vérité, c'est mon pays !

et, que cette *Marseillaise de la paix* stoïcienne ait pu retentir si vite après les fanfaronnades agressives d'un Cléon, ce n'est pas un des moins surprenans spectacles que nous offre l'histoire de l'hellénisme.

Les Grecs, on le voit, n'ont ignoré aucune des données de la question qui nous occupe. Ils ont successivement projeté sur chacune d'elles une lumière éblouissante, laissant l'autre dans l'ombre. Tour à tour Athéniens ou Lacédémoniens au point de n'être plus ni Grecs ni hommes, et hommes au point de ne plus savoir s'il existait une Lacédémone et une Athènes, on pourrait dire qu'ils ont dénoué le conflit entre les deux devoirs par la négation radicale de l'un des deux. Les Romains n'ont pas été

aussi simplistes, et ne pouvaient pas l'être. Avec leur esprit moins rationnel que le génie grec, plus positif et plus pratique, ils se soucient peu de suivre un seul principe jusqu'à ses dernières conséquences : en revanche, ils sentent plus fortement ce qu'il y a, dans les principes opposés, d'également bon, d'également nécessaire, et ils se mettent en mesure d'en essayer, tant bien que mal, la conciliation. Ils ont trop le sens des réalités pour les supprimer dès qu'elles les gênent, ou dès qu'elles se gênent l'une l'autre : ils aimeront mieux rogner un peu de toutes que de n'en conserver qu'une seule en abattant tout le reste. De plus, le rapport entre la patrie et l'humanité n'est pas de ceux qui apparaissent sous le même jour aux yeux d'une ville de quelques milliers d'habitans et aux yeux d'un empire de plusieurs millions d'hommes. Entre la petite bourgade juchée sur quelques collines du Latium, perpétuellement pillarde ou pillée, et l'immense agrégation de peuples qui enveloppe presque tout le monde civilisé, que d'étapes intermédiaires! combien de fois les conditions matérielles se sont transformées, en même temps que se transformaient les influences morales, religieuses, philosophiques, juridiques! Une pareille complexité ne saurait s'accommoder de quelques formules absolues, si sonores soient-elles, et si frappantes. Ce n'est pas une seule fois que Rome a eu à traiter le problème des devoirs de l'homme et de ceux du citoyen, c'est à chaque heure de son évolution, et dans des circonstances sans cesse renouvelées. — Essayons de voir comment elle y est arrivée.

I

Il est trop évident que les premiers Romains ne soupçonnaient pas qu'ils pussent avoir la moindre obligation envers les hommes d'une autre race. La Rome primitive est ce que sont toutes les cités du monde antique : un organisme très cohérent et très exclusif, qui tient à la fois du couvent et de la caserne, dont toutes les forces vives sont réunies en un faisceau convergeant vers le bien commun, qui, dans son propre sein, n'admet aucune volonté dissidente, et qui, en dehors de soi, ne conçoit aucun intérêt légitime. Quelques familles, plus ou moins sœurs les unes des autres, initiées aux mêmes rites, étroitement serrées pour tenir tête aux agressions des peuplades voisines, et,

s'il se peut, pour les attaquer à leur tour, voilà la forme, très simple et très rude, de l'État romain à ses débuts. Entre elles, ces familles sont jointes par ce qu'il y a de plus puissant alors, la parenté du sang, la communauté du culte et l'identité des intérêts : mais, plus sont forts les liens qui les unissent, moins il y a de place pour ceux auxquels ils ne s'étendent pas. Ceux-là, moralement, ne comptent pas, quels qu'ils soient et quoi qu'ils fassent. On les déteste alors même qu'on n'a pas de motif précis de rancune ou de crainte : il suffit qu'ils soient « autres » pour être haïs et suspectés. La langue archaïque ne distingue pas entre l'ennemi et l'étranger : elle leur applique le même qualificatif, *hostis*. Les moralistes postérieurs, tels que Cicéron, s'en apercevront, et, avec cette charmante candeur qu'apportent les civilisés à embellir les mœurs primitives, ils s'imagineront que leurs ancêtres ont voulu, par politesse, par douceur, user d'un euphémisme pour désigner ceux à qui ils faisaient la guerre. C'est juste le contraire de la vérité. Bien loin que l' « ennemi » ne soit qu'un « étranger, » c'est l' « étranger » qui est toujours et par définition un « ennemi. »

L'égoïsme local a donc été l'âme de Rome naissante, comme de toutes les villes d'alors. Cependant, si l'on y regarde de près, on peut, sans trop de complaisance, discerner en elle quelques traits qui la prédisposent à une conception plus large des rapports internationaux. Par exemple, si l'on admet avec Mommsen que Rome a été un marché en même temps qu'une forteresse, et qu'elle a dû sa prospérité initiale aux échanges commerciaux dont elle est devenue le centre, on peut se demander si cette activité économique n'a pas influé sur ses notions morales. Assurément, un peuple de marchands n'est pas plus humain qu'un peuple de guerriers, ni surtout plus désintéressé : l'exploitation mercantile et la concurrence sont, aussi bien que la guerre et la conquête, des formes du *struggle for life* national. Seulement, ce sont des formes moins brutales et moins strictes. Entre le marchand et le client, il y a toujours une certaine réciprocité, une certaine entente, qui peut, si les circonstances s'y prêtent, conduire à des relations plus amicales. — D'autre part, si mal renseignés que nous soyons sur les premiers agrandissemens de la cité romaine, nous ne pouvons guère douter qu'elle ne se soit augmentée par l'adjonction de tribus voisines. Les légendes qui se sont transmises jusqu'à nous sur Romulus et

les Sabins, sur Tullus Hostilius et les Albains, recouvrent certainement quelque chose d'historique. Peu importe le vrai caractère de ces incorporations, peu en importe le motif : elles ont eu à coup sûr pour résultat d'habituer les esprits, de très bonne heure, à cette idée qu'il peut se créer un lien moral et social entre ceux mêmes que la naissance avait séparés, que tels, comme on le dira plus tard (justement à propos de Romulus), « étaient ennemis le matin qui le soir furent compatriotes. » — Enfin et surtout le culte de Rome, composite comme sa population et plus encore, la met en rapports avec des peuples très divers, les uns voisins, les autres fort éloignés. Elle a des rites latins, sabins, étrusques, grecs, asiatiques même. La parenté religieuse, la plus respectable de toutes alors, l'établit en communion avec la plupart des peuplades italiennes, et, en dehors de la péninsule, avec Ségeste, avec l'Arcadie, avec Samothrace, avec Troie. Fustel de Coulanges a signalé avec raison l'avantage que ces affinités de culte offraient à Rome, et le parti qu'elle en a tiré : mais, d'avoir les mêmes dieux et les mêmes rites que telle ou telle autre cité ne lui créait pas seulement plus de droits; cela lui imposait aussi plus de devoirs. Le Romain qui prie et sacrifie selon les mêmes lois qu'un Sabin ou qu'un Grec, se sent confusément frère de ce Grec ou de ce Sabin. L'horizon de ses idées et de ses sentimens s'élargit quelque peu. Il admet qu'il puisse y avoir des alliances supérieures aux groupemens domestiques ou locaux, que d'autres hommes, loin de lui, puissent penser comme lui et compter autant que lui au regard des Dieux Immortels. Cela peut être de haute importance. Entre les peuples comme entre les individus, et dans la plus lointaine antiquité comme dans notre moyen âge, c'est de la fraternité religieuse qu'est née la fraternité humaine.

Ainsi, tandis que les conditions habituelles de la vie primitive enserrent toute l'activité intellectuelle du Romain dans le cercle restreint de sa petite ville, d'autres forces l'attirent hors de ces barrières. Les relations commerciales, les assimilations de peuples limitrophes, et plus encore les analogies religieuses, lui font apparaître comme possibles des rapprochemens avec ceux qui ne vivent pas dans ses murs. C'est bien peu de chose encore, pas assez pour ébranler, tant s'en faut, la notion archaïque de la cité jalousement close, hérissée de prohibitions et de défiances. Pourtant il sied de relever ces indices, si faibles

soient-ils, d'une mentalité différente. S'ils ne promettent pas l'évolution future comme certaine, ils la réservent comme possible. Ce sont des germes, qui peut-être un jour s'épanouiront.

A vrai dire, pendant très longtemps, ils ne semblent guère devoir s'épanouir. Les premiers siècles de l'histoire romaine nous montrent un peuple de lutte et de proie, orgueilleux et avide, défiant dans la paix, acharné dans la guerre, féroce dans la répression, tyrannique dans le commandement. Toutes les vertus patriotiques, courage, discipline, esprit de sacrifice et d'abnégation, y sont portées à leur apogée : mais les vertus humaines y manquent, non seulement la pitié ou la douceur, mais la justice même et la bonne foi. En dehors de tout état de guerre, l'étranger est un homme pour lequel il n'y a pas de droit; la loi des Douze Tables, rédigée pourtant à une époque où déjà les mœurs se sont adoucies et les idées transformées, stipule encore que contre lui le champ des revendications est perpétuellement ouvert, tandis que les citoyens peuvent s'abriter derrière la prescription : *adversus hostem aeterna auctoritas esto*. Si la guerre éclate, c'est toujours sans aucune préoccupation d'équité morale, et rien n'est plus caractéristique que l'expression *justum bellum*, sur laquelle nos idées modernes nous feraient si volontiers faire un contresens : une guerre est « juste » pour les anciens Romains, non lorsqu'elle est bien fondée en droit, mais lorsque les formalités prescrites par le rituel ont été observées, les paroles prononcées, les sacrifices accomplis, et la déclaration d'hostilité régulièrement signifiée par les féciaux; leur unique souci est de se mettre en règle avec les dieux, afin de ne pas encourir leur défaveur par une négligence, mais ils s'inquiètent peu de la légitimité de leur cause. — Passons sur la guerre même : il est trop clair qu'elle entraîne alors avec elle toutes les cruautés et toutes les perfidies nécessaires, et même un bon nombre qui ne le sont pas. Mais, après la victoire, la haine nationale ne désarme pas; le droit de conquête, absolu chez les anciens, est exercé dans toute sa rigueur. Ne remontons pas jusqu'aux temps les plus proches de la barbarie primitive : voyons ce qui se passe deux siècles avant notre ère, à une époque où la dureté romaine a déjà été quelque peu entamée par la civilisation. Regardons, par exemple, les mesures prises après la reddition de Capoue. Les sénateurs de la ville vaincue viennent faire leur soumission dans le camp

romain. Immédiatement on les jette en prison. Un conflit s'élève entre les deux généraux : l'un, Claudius, enclin à quelque clémence, l'autre, Fulvius, partisan d'une répression rapide et terrifiante. Celui-ci, de peur que par hasard le Sénat ne donne raison à son collègue, se hâte de faire égorger les prisonniers. Mais il a eu bien tort de se défier du Sénat : ses actes sont ratifiés; on lui renouvelle ses pouvoirs; les Campaniens qui survivent se voient tous confisquer leurs biens; les uns sont emprisonnés, d'autres vendus comme esclaves, les autres déportés loin de leur pays. Il faut lire dans Tite-Live tout ce récit; la précision sèche et froide avec laquelle toutes ces rigueurs sont énumérées en dit bien long sur les sentimens de Rome envers les peuples vaincus, plus long que ne feraient les déclamations les plus pathétiques.

Quelquefois les conquérans pardonnent, souvent même. Les historiens postérieurs vanteront la générosité du peuple roi, qui a laissé subsister tant de nations jadis ses ennemies, qui les a même protégées et rendues plus heureuses qu'elles n'étaient auparavant. Il est bien vrai en effet que la victoire n'a pas toujours amené le massacre et la dévastation. Rome n'a pas fait de l'univers soumis un immense désert, ni un immense tombeau. Elle a su, selon l'un des plus beaux vers de son plus grand poète, « épargner les vaincus » autant que « vaincre les rebelles, » *parcere subjectis et debellare superbos.* Mais sa clémence est, si l'on peut dire, une clémence de lion, capricieuse et dédaigneuse, égoïste en son fond, et toujours provisoire, toujours sujette à de terribles démentis. Les grâces qu'elle accorde, aussi bien que les supplices qu'elle inflige, sont arbitraires, dépendent de son humeur variable; ce sont des boutades, qui s'accompagnent souvent d'ironie. Rappelons-nous la macabre plaisanterie de Caton l'Ancien au sujet des otages achéens qui demandaient à rentrer dans leur pays : « Est-ce la peine de délibérer toute une journée pour savoir si quelques vieux bonshommes seront enterrés par les fossoyeurs grecs ou par les nôtres ? » Une faveur concédée en ces termes est plus inhumaine qu'un refus. — Il arrive fréquemment que le gouvernement romain ait des motifs sérieux pour laisser aux peuples soumis une indépendance relative, mais ce sont toujours des motifs d'intérêt : c'est parce qu'il a besoin de telle cité pour son commerce, ou pour lutter contre tel roi voisin, qu'il la traite en « amie et alliée. » Ce n'est pas

ici le lieu d'entrer dans le détail de la politique économique de Rome, ni de sa diplomatie. Disons seulement que, si la sagesse y a une grande part, l'humanité n'y en a à peu près aucune. — Enfin, quels que soient les services rendus, quelque solides que semblent être les traditions qui font d'un peuple un ami de Rome, l'amitié est toujours précaire et révocable. Au milieu du IVe siècle, les Latins sont depuis longtemps les alliés de Rome : ils sont de même race, parlent la même langue, ont les mêmes mœurs, servent sous les mêmes enseignes. Ils se croient autorisés par cela seul à réclamer une part dans le gouvernement, et demandent que l'on prenne parmi eux un des deux consuls et la moitié des sénateurs. Rome refuse, naturellement, — mais en quels termes outrageans! Le consul Manlius proclame que, si par hasard cette extravagante proposition était acceptée, il tuerait de sa propre main le premier Latin qui viendrait siéger au Sénat. On voit ce que pèse dans l'esprit des magistrats romains le souvenir d'une longue entente et d'une fidèle collaboration. Du jour au lendemain, cette alliance trompeuse peut laisser réapparaître le vieil antagonisme, caché, mais non détruit.

Que ces sentimens de haine, de défiance et de mépris pour l'étranger aient existé dans la Rome des premiers temps, on n'en peut être surpris : c'est, nous l'avons dit, la mentalité de toutes les nations primitives. Qu'ils y aient longtemps duré, à peu près aussi longtemps qu'il l'a fallu pour que Rome fît la conquête du monde, cela non plus n'est pas très étonnant. Ce qu'il faut remarquer, c'est que, pendant bien des années, ils ne semblent rencontrer presque aucune opposition. Ils sont habituellement aussi vivaces chez les novateurs que chez les conservateurs. La démocratie romaine, tout enfiévrée d'un impérialisme mercantile et agressif, n'est pas plus accessible aux idées d'humanité que l'oligarchie la plus arriérée. C'est l'aristocratie qui a si durement réglé le sort des vaincus, qui leur a si obstinément refusé l'accès de la vie politique et juridique; mais c'est le parti populaire qui a décidé la plupart des grandes expéditions militaires. L'œuvre d'assujettissement universel a été poursuivie par les deux factions, à tour de rôle, mais avec une égale intransigeance. A peine peut-on nommer trois ou quatre réformateurs, d'une intelligence plus éclairée ou d'un cœur plus généreux, qui ont entrepris d'associer à la puissance de Rome

une partie des peuples vaincus : les Gracques, le tribun Drusus; mais ces velléités sont peut-être ce qui a causé leur ruine, car, en même temps qu'elles avivaient contre eux les rancunes de la noblesse, elles décourageaient la sympathie fragile et hésitante de la plèbe. Caïus Gracchus, notamment, est devenu suspect au peuple le jour où il a parlé de conférer le droit de citoyen aux Italiens, et ce projet, pourtant si conforme aux vrais intérêts de Rome en même temps qu'aux sains principes de moralité politique, est sans doute la cause première de son échec et de sa mort. Un peu plus tard, le Sénat déclare qu'on ne peut reprendre cette proposition sans être qualifié *ipso facto* d'ennemi public, et nulle voix ne proteste, pas plus dans le peuple que parmi les grands, contre ce décret où revit toute l'âpre fierté du patriotisme local de jadis.

Quant aux penseurs, aux philosophes, déjà assez nombreux dans les derniers siècles de la République, nous ne savons si, dans leur for intérieur, ils font des réserves sur la politique de guerres et de conquêtes, mais toujours est-il qu'ils ne les expriment pas, et il est bien douteux qu'elles se présentent même à leur esprit. N'en cherchons pas d'autre exemple que cet Ennius qui a été, un siècle et demi avant Cicéron et Lucrèce, le créateur de la littérature philosophique latine. Sur tous les points, sauf un, — celui qui nous intéresse, — il apparaît très affranchi des traditions romaines. Il parle avec indépendance, avec irrévérence même, des croyances religieuses et des cérémonies consacrées : il proclame sans se gêner que les devins sont des fourbes, et les dieux de simples mortels. Son théâtre, tout imprégné de libre pensée, rappelle Euripide et annonce Voltaire. Or, dès qu'il s'agit de la grandeur de Rome et de sa lutte contre les autres peuples, ce hardi penseur, — qui n'est pourtant pas né citoyen romain, mais qui l'est devenu avec joie, avec passion, — se révèle comme le plus pieux admirateur du passé. C'est à célébrer la patrie latine qu'il consacre son ouvrage le plus considérable, les *Annales*. Il la salue, en termes enthousiastes, dans son fabuleux fondateur Romulus; il énumère complaisamment les batailles qu'elle a livrées et les nations qu'elle a soumises; il proclame que c'est à ses vieilles traditions qu'elle doit sa force, *moribus antiquis stat res romana;* il exalte enfin son plus récent champion, Scipion l'Africain, à qui il fait prononcer ces paroles vibrantes d'orgueil militaire et national :

« Cesse, ô Rome, de redouter tes fiers ennemis! mes peines ont élevé autour de toi un rempart inexpugnable. » Il se vante d'écrire en « vers de feu, » *versus flammeos*, et certes, ce feu est tout romain, fait pour allumer chez ses concitoyens les vertus dont l'État a besoin alors, l'ardeur belliqueuse et le dévouement à la chose commune. Le bien de Rome est son idéal et sa loi, et, d'être philosophe, cela ne l'empêche nullement d'être patriote.

Longtemps encore il en est de même. Bien qu'une culture intellectuelle plus raffinée se répande dans les hautes classes avec la connaissance des arts de la Grèce et l'imitation de ses mœurs, pour les plus imprégnés d'hellénisme, la patrie romaine demeure au premier plan de l'horizon moral, et cache le reste du monde. Scipion Émilien connaît les théories des penseurs grecs : il est le familier de Polybe et le disciple du stoïcien Panétius; c'est dans son entourage que Térence écrit ses comédies, et il a été sans doute un des premiers à connaître le célèbre vers : *Homo sum, humani nihil a me alienum puto*. Mais, pas plus chez lui que chez Ennius, cette éducation philosophique n'altère l'esprit national, ni ne réagit sur la conduite pratique. Il accepte la mission de vaincre, de prendre, de détruire Carthage et Numance; si, devant l'incendie de la grande ville africaine, il verse quelques pleurs comme la tradition le prétend, ces larmes, d'ailleurs très belles, ne l'empêchent pas de la laisser brûler, et lui sont probablement plus arrachées par un retour sur les périls possibles de Rome que par un réel sentiment de commisération humaine.

D'une manière générale, Rome républicaine, jusqu'à l'époque des guerres civiles, apparaît comme une cité perpétuellement et fortement armée en guerre. Toutes les énergies y sont tendues vers une fin unique : le « salut de l'État, » *salus populi suprema lex esto*, en comprenant par « salut » aussi bien la domination que la sécurité et l'indépendance. Nulle différence, à cet égard, ne sépare les démocrates des nobles, ni les gens cultivés des ignorans; nul scrupule intellectuel ou moral ne vient paralyser l'œuvre de conquête. Ce patriotisme absolu a la grandeur, la beauté, la fécondité de toute foi intransigeante ; il en a peut-être aussi l'étroitesse et la dureté. Quoi qu'il en soit, c'est de lui que procède tout ce que la postérité a tant admiré dans les mœurs romaines archaïques, et aussi tout ce que notre mentalité moderne peut y trouver à reprendre. Les actions

sont gouvernées par une règle, non humaine, mais nationale.

Et lorsque cette règle nationale commence à fléchir, ce n'est aucunement au profit d'un idéal plus large et plus doux. Dans le dernier siècle de la période républicaine, la moralité patriotique que nous avons essayé de retracer à la fois sous son aspect grandiose et sous son aspect farouche, tombe de plus en plus en ruines : mais, sur cet écroulement, ce n'est pas du tout une moralité nouvelle, libérale et philanthropique, que nous voyons s'élever; c'est simplement, sous diverses formes, — ambition, violence, vénalité, débauches, — le triomphe de l'égoïsme. L'époque des guerres civiles est, à cet égard comme à bien d'autres, une des plus tristes de l'histoire romaine : les anciennes vertus du citoyen y ont disparu, sans être remplacées par d'autres vertus plus douces. Les guerres ne se font plus pour assurer l'existence ni même la prééminence de Rome; elles sont plutôt entreprises pour servir les intérêts privés d'individus ou de groupes puissans : elles n'en sont menées qu'avec plus d'acharnement et de férocité. On pille moins, peut-être, pour enrichir le trésor public, mais on pille plus pour grossir les fortunes de quelques particuliers, généraux vainqueurs ou administrateurs de territoires conquis : les sujets y ont plutôt perdu que gagné. L'autorité, enfin, était une arme nécessaire que les magistrats recevaient pour maintenir les provinces dans le respect de la métropole, et dont ils usaient sans scrupules, mais non sans motifs : maintenant elle est devenue un jouet livré aux mains capricieuses de quelques tyranneaux, qui en abusent pour terroriser et pressurer les malheureux qu'on leur confie. Les noms de Scipion, d'une part, de Verrès, de l'autre, permettront, si l'on veut, de mesurer le chemin parcouru. Les contemporains des guerres puniques étaient prêts à tout sacrifier à leur pays, et le monde et eux-mêmes : ceux de la fin de la république sacrifient à leur propres personnes et le monde et leur pays. Longtemps on avait oublié d'être humain à force d'être patriote : maintenant, on n'est plus patriote, et l'on n'est pas devenu plus humain. Des deux morales entre lesquelles peut hésiter l'activité politique, l'une avait d'abord complètement tenu l'autre en échec ; désormais elles gisent toutes deux ensevelies dans un commun mépris, — et les penseurs qui vont venir, s'ils veulent proposer à l'homme un idéal digne de ses efforts, devront essayer de les ressusciter l'une et l'autre.

II

Le premier qui s'y emploie paraît bien être Cicéron, avec quelque incertitude malheureusement, et avec plus de générosité dans les desseins que de vigueur dans les actes. Son témoignage, dans la question qui nous occupe, est doublement précieux à recueillir. Car, étant à la fois homme d'État et homme de lettres, il se rattache, d'un côté, à la tradition politique de l'ancienne Rome, et, de l'autre, à la tradition philosophique de la Grèce. De plus et surtout, son esprit souple et malléable reçoit à tour de rôle toutes les influences qui peuvent s'exercer alors, les meilleures comme les plus discutables : les souvenirs du passé, les préoccupations du présent, les pressentimens de l'avenir, trouvent en lui, comme en notre Victor Hugo, à qui il ressemble tant (et non pas seulement par la vanité), un merveilleux « écho sonore. » Seulement, c'est cela même qui rend sa pensée souvent difficile à discerner. Sur tous les points qui touchent aux rapports entre Rome et le reste de l'univers, il dit, selon les circonstances, des choses qui paraissent ne pas bien s'accorder ensemble. Si l'on prend au pied de la lettre telle de ses phrases, en l'isolant des conditions dans lesquelles elle a été écrite, et sans la rapprocher de celles qui ont été tracées la veille ou le lendemain, rien n'est plus aisé que de le prendre, soit pour un « patriote » exalté, soit pour un « humanitaire » résolu. Or, en réalité, il n'est ni l'un ni l'autre ; ou plutôt, il est un peu les deux à la fois. Les deux opinions contraires coexistent en lui : suivant les jours et les besoins, c'est celle-ci qui parle plus haut, ou celle-là; mais elles sont toujours présentes, sinon également visibles ; et, dans les momens où il peut réfléchir avec le plus de calme et de liberté, elles apparaissent réunies en un harmonieux équilibre. Ses reviremens sont curieux, ses tentatives de conciliation ingénieuses : voyons-les de plus près.

Et d'abord, puisque la grandeur de Rome a été acquise par la force des armes, que pense-t-il de cette force ? Voilà certes un point sur lequel il a beaucoup varié. Il y a dans son œuvre des phrases qui le feraient ranger, — qui peut-être l'ont fait ranger en effet, — parmi les lointains précurseurs de l'antimilitarisme. Les gens qui n'aiment pas l'armée peuvent, — s'ils

savent encore un peu de latin, — se répéter avec volupté le cri fameux *Cedant arma togæ*. — Mais, comme beaucoup de mots célèbres, ce vers n'a peut-être pas le sens qu'on lui prête. La « toge » que Cicéron vante au détriment des « armes » n'est pas celle de l'avocat, ni du juge, mais celle du chef d'État, du ministre de l'intérieur, si l'on veut, appuyé sur une bonne police et une garde nationale incorruptible. C'est à l'aide d'une troupe de volontaires, solidement équipés, que Cicéron a arrêté les projets révolutionnaires de Catilina. Son triomphe, s'il n'est pas absolument militaire, n'est pas non plus absolument pacifique. Et, parmi les rebelles qu'il accable de ses invectives ou de ses railleries, il y a sans doute des hommes de guerre, vétérans de Sylla enrôlés dans la conjuration, vieux soudards sans scrupules et sans culture, « trognes armées, » comme dirait Pascal : mais il y a aussi des jeunes gens qui répugnent à la vie des camps, des mondains, des raffinés, auxquels il reproche durement d'être inaptes au moindre effort belliqueux. Si bien que, tout compte fait, de ses *Catilinaires*, on pourrait tirer presque autant de paroles pour que contre le métier des armes. — Par ailleurs, il est revenu, et plusieurs fois, sur ce point, mais n'a pas toujours tenu le même langage. L'année de son consulat, ayant à défendre Muréna, qui s'était illustré dans des expéditions coloniales, contre le jurisconsulte Sulpicius, il est amené par les nécessités de sa plaidoirie à exalter magnifiquement la gloire des généraux et à lui sacrifier, non seulement celle des jurisconsultes, ce qui n'a pas dû lui faire beaucoup de peine, mais (abnégation plus méritoire) celle même des orateurs. — Beaucoup plus tard, dans le *Pro Marcello*, pour mieux vanter la clémence de César, il met cette vertu bien au-dessus du courage ou de l'habileté stratégique, et il semble faire bon marché des batailles gagnées, où la fortune a souvent plus de part que le mérite. Tout cela, au fond, ce ne sont que des « lieux communs » de circonstance, où il serait puéril de chercher la pensée intime de l'orateur. Si l'on se rappelle, pourtant, toutes les louanges qu'il a prodiguées aux exploits de Lucullus, de Pompée, de César, on aura peine à voir en lui un contempteur systématique de la gloire des armes. Il y a mieux : cette gloire lui paraît si séduisante qu'il la convoite pour son compte personnel. Tout enivré qu'il soit de sa réputation de grand avocat et de grand politique, il veut être aussi un grand capitaine : il

s'y efforce dans sa province de Cilicie (il semble, du reste, n'y avoir pas totalement échoué : sa campagne contre les montagnards de l'Amanus a été conduite avec autant de décision que d'habileté); bref, il rêve de joindre, pour parler le langage des anciens, la couronne de lauriers à la couronne civique. — On voit assez qu'il ne faut en faire ni un panégyriste quand même, ni un détracteur de parti pris, de l'art militaire : les conquêtes et les triomphes, dont s'alimente l'orgueil romain, ne sont pas tout pour lui, il s'en faut, mais il s'en faut aussi qu'ils ne soient rien.

Mêmes variations, au gré des dates et des occasions changeantes, dans ses sentimens à l'égard des populations vaincues. Quelquefois il en parle avec dureté ou avec une ironie plus insultante que la dureté, et quelquefois, plus souvent même, avec courtoisie et bienveillance. Lorsqu'il plaide pour des gouverneurs de provinces accusés de concussions par leurs administrés, il est bien obligé de discréditer le plus possible l'autorité morale des accusateurs, et les préjugés du peuple romain contre les étrangers lui en fournissent un moyen facile. Par exemple, si les Gaulois ont déposé contre Fonteius, ou les Grecs contre Valerius Flaccus, pour sauver ses cliens, Cicéron rappellera le peu de poids que doivent avoir de pareils témoignages : les Gaulois ne sont-ils pas des fanfarons arrogans et brutaux, les Grecs des bavards étourdis et menteurs? Ces caricatures conventionnelles des races exotiques sont de trop riches mines d'argumens et de plaisanteries pour qu'un tel avocat se les refuse. De même, vers la fin de sa carrière, lorsqu'il voit César appeler au Sénat des Gaulois ou des Espagnols, sa rancune d'aristocrate vaincu s'unit à son amour-propre national pour lui faire considérer cette mesure comme une catastrophe, et pour lui dicter, contre les Pères Conscrits ainsi fabriqués, des sarcasmes sanglans. — Mais, dans le cours ordinaire de la vie, il est accueillant pour les étrangers : il descend volontiers chez eux, et les reçoit non moins volontiers dans ses belles villas; il leur adresse des lettres aussi soignées que celles qu'il envoie aux plus nobles Romains, et aussi amicales; il plaide sans répugnance pour eux, pour le Grec Archias, l'Espagnol Balbus, ou le tétrarque de Galatie Déjotarus; et, en rapprochant des textes épars à travers son œuvre innombrable, on pourrait tout aussi bien composer un panégyrique qu'une satire de la plupart des

peuples voisins ou sujets de Rome. Pas plus ici que tout à l'heure, nous n'apercevons chez lui une attitude nettement tranchée : fier et amoureux de son pays sans en être ridiculement infatué, il ne se gêne pas pour médire des autres nations, quand cela se trouve, mais il les aime bien tout de même!

Le suivre dans toutes ses fluctuations, enregistrer toutes ses boutades, serait bien long, et peut-être médiocrement utile. Demandons-lui plutôt quelques opinions mûrement raisonnées sur les rapports de Rome avec les populations soumises. Justement il se trouve que trois fois au moins, et à des dates fort différentes, les circonstances de son activité politique l'ont conduit à examiner longuement et posément cette grave question.

C'est d'abord, presque à son entrée dans la vie publique, le procès de Verrès. Sans doute Cicéron y intervient comme avocat, défenseur des intérêts provinciaux, et peut sembler suspect de partialité. Mais c'est une affaire si considérable, si complexe, si retentissante, qu'il a dû faire effort pour la traiter autrement que par des traits d'esprit et des artifices de rhétorique. De plus, ce qu'il nous a laissé, ce ne sont pas les plaidoyers réellement prononcés, mais des discours refaits, complétés, rectifiés, à tête reposée. On est donc en droit de les interroger pour savoir ce qu'a pensé leur auteur. Or, tout au long de ces sept harangues, rien n'est plus frappant que son effort pour unir, pour solidariser ensemble la cause de Rome et celle des Siciliens. Débauches, exactions, vols, injustices, cruautés, toutes les infamies du préteur sont à la fois des crimes contre les alliés, qu'il rançonne et torture sans merci, et contre le peuple romain, dont il déshonore en sa personne la « majesté » et compromet le pouvoir. Par contraste, les grands généraux et les grands magistrats, dont Cicéron rappelle le glorieux souvenir pour en écraser Verrès, ont été en même temps les défenseurs énergiques du prestige national et les protecteurs bienveillans des libertés locales. Marcellus, — le vainqueur de Syracuse, celui à qui les lois de la guerre concédaient toute faculté d'user et d'abuser, — Marcellus est loué par l'orateur d'avoir respecté les monumens de la ville conquise de vive force : « Il n'a pas cru nécessaire à la gloire de Rome d'anéantir toute cette beauté inoffensive; il a épargné les temples et les maisons, à tel point qu'on aurait dit qu'il était venu les armes à la main pour défendre Syracuse, et non pour s'en emparer. Quand il s'est agi d'emporter le butin

à Rome, il a tenu un compte égal des droits de la victoire et de ceux de l'humanité. » Voilà donc l'honneur des conquérans et le bonheur des vaincus étroitement associés : les vieux héros de la République ont été soucieux de l'un comme de l'autre, les gouverneurs de l'école de Verrès se jouent de l'un comme de l'autre, telle est la thèse que Cicéron retourne et développe avec une fécondité merveilleuse. Est-ce une tactique d'avocat? Oui peut-être, en partie; il est habile, à coup sûr, de montrer qu'en tyrannisant ses administrés, loin de servir la mère patrie, Verrès l'a desservie; cela rend sa conduite plus odieuse, sa condamnation plus probable. Il n'en est pas moins vrai que l'orateur admet, comme un principe indiscutable, que le bien de Rome est en accord, et non en conflit, avec celui des sujets; un gouverneur de province est d'autant meilleur citoyen qu'il est plus juste, plus clément, plus généreux, envers ceux que Rome lui donne à régir; la loi patriotique et la loi humaine sont pareillement respectables, et toutes deux s'unissent pour flétrir les pratiques personnifiées par Verrès et pour suggérer un idéal nouveau.

Cet idéal se précise, dix ans plus tard, dans la belle lettre que Cicéron adresse à son frère, propréteur en Asie Mineure. La conception qui était implicitement contenue dans les reproches accumulés contre Verrès, se dégage ici en formules plus nettes. Cette lettre, une des plus longues de Cicéron et aussi une des plus solennelles de ton, est un véritable traité sur les devoirs d'un gouverneur de province. L'équité, le désintéressement, le dévouement, y figurent en première place; le noble mot d' « humanité » y revient à chaque ligne, et dans le sens le plus étendu. Non seulement il faut être humain envers ceux qui le méritent par leur plus haute culture morale et intellectuelle, comme les Grecs, mais il faut l'être envers les peuples les moins dignes, les moins sympathiques, Africains, Espagnols ou Gaulois, « nations sauvages et barbares; » il faut l'être envers les serviteurs, et jusqu'envers les animaux : « tout être qui commande à d'autres ne doit avoir qu'un but, faire le bonheur de ceux qu'il dirige;... que l'on gouverne des alliés et des citoyens, ou des esclaves et des bêtes brutes, on doit se donner tout entier aux intérêts de ses inférieurs (1). » Voilà de belles phrases,

(1) On remarquera en passant la structure de cette phrase, où les « esclaves » sont rapprochés, non des « citoyens, » ni même des « alliés, » mais des « bêtes

mais ce ne sont pas seulement des phrases. Cicéron fait tous ses efforts pour en augmenter la portée. Il les met sous le patronage des philosophes grecs, de Xénophon dans sa *Cyropédie* ou de Platon dans sa *République*, et il n'oublie pas non plus d'invoquer l'autorité de certains hommes d'État romains, tels que Scipion Émilien, fidèle à la double tradition dont il aime à se réclamer. D'ailleurs, ces belles spéculations philanthropiques ne lui font pas perdre de vue les nécessités positives de l'État romain. Comme les Grecs d'Asie murmurent contre les sociétés de publicains qui ont affermé la perception du tribut, et que Quintus est assez enclin à encourager leurs plaintes, Cicéron les rappelle avec fermeté, et non sans malice, à leurs devoirs de contribuables. « Ils doivent bien se dire qu'ils seraient exposés à toutes les guerres, à toutes les discordes, s'ils n'étaient pas maintenus par notre autorité. Or cette autorité ne peut subsister sans argent. Qu'ils consentent donc à sacrifier une part de leurs revenus comme une prime d'assurance de paix et de tranquillité. » C'est une définition très précise des relations entre les maîtres et les sujets, une définition ni chimérique ni tyrannique, où les intérêts des deux parties sont conciliés, identifiés même, et non heurtés brutalement. Si l'on songe que cette lettre est écrite au moment où Cicéron est le chef du parti modéré, où sont venus s'agglomérer, autour des chevaliers, les aristocrates les plus intelligens et les démocrates les plus raisonnables, on pensera peut-être qu'il a tracé une sorte de manifeste ou de discours-programme, et que ce manifeste, en ce qui touche à l'administration provinciale, fait autant d'honneur à sa clairvoyance qu'à sa générosité.

Seize ans se passent encore, pendant lesquels les événemens se chargent de ramener maintes fois son esprit sur ces importans problèmes. Les provinciaux se mêlent ardemment aux luttes des partis, à la guerre entre César et Pompée; César, très dur pour certains d'entre eux, ouvre toute large à d'autres la porte de la cité romaine : tout cela invite Cicéron à réfléchir plus que jamais aux droits et devoirs réciproques des vainqueurs et des vaincus. Aussi, dans son dernier grand traité de morale, le *De officiis*, composé au lendemain de la mort de César, apparaît-il préoccupé de marquer une juste limite en cette matière

brutes : » cette seule classification, — chez un homme aussi cultivé que Cicéron, et aussi tolérant pour ses serviteurs, — en dit long sur la condition des esclaves.

si délicate. Les pages qu'il consacre à discuter les « cas de conscience » de ce genre sont peut-être les plus originales de son ouvrage. On l'y sent très respectueux des droits de l'humanité, et très soucieux aussi des intérêts légitimes de son pays. En bon disciple des philosophes grecs, il affirme hautement qu'un lien sacré unit les hommes entre eux, qu'il y a « une solidarité générale de tous avec tous, » *omnibus inter omnes societas est*. C'est pécher contre cette solidarité que de prétendre qu'on ne doit tenir compte que de ses concitoyens et non des étrangers; c'est ruiner du même coup toutes les vertus, générosité, bonté, justice. — Mais cette parenté universelle admet des degrés : l'homme doit aimer sa patrie *et* tout le genre humain, mais non le genre humain *autant* que sa patrie. La patrie est, tout de suite après les dieux, avant ses parens et ses amis, — et *a fortiori* avant le reste de la famille humaine, — ce qu'il doit chérir et servir par-dessus tout. — Donc, entre les deux devoirs, celui de l'homme et celui du citoyen, il n'y a pas d'égalité, pas plus qu'il n'y a d'exclusion. — Peut-il y avoir conflit ? Non, répond le philosophe par un raisonnement hardi et quelque peu subtil. On peut imaginer théoriquement des actions atroces ou honteuses, et se demander si le sage doit les accomplir pour le salut de son peuple : mais à quoi bon ? Si elles sont réellement déshonorantes, le peuple lui-même ne voudra pas qu'il les accomplisse. Entre Thémistocle, qui avait eu l'idée d'incendier subrepticement la flotte de Lacédémone, alors alliée d'Athènes, pour mieux assurer l'hégémonie de celle-ci, et Aristide, qui avait combattu le projet comme immoral, les Athéniens n'ont pas hésité, — et Cicéron n'hésite pas non plus, — à ratifier la décision d'Aristide. Si quelquefois les nations se laissent séduire par un faux semblant d'avantages positifs, et écrasent leurs adversaires vaincus, afin de se réserver plus de puissance, Cicéron déclare que c'est une faute, *peccatum*, c'est-à-dire à la fois un acte coupable et une erreur de jugement : « la cruauté n'est jamais utile, puisqu'elle est contraire à ce caractère humain qui doit être la règle suprême. » Là est le principe auquel il s'attache fortement : l'intérêt de l'État, entendu comme on doit l'entendre, ne saurait exiger une action criminelle; entre lui et le devoir philanthropique, la contradiction n'est qu'apparente, car il ne peut y avoir ni patriotisme sans moralité, ni moralité sans humanité.

Cette doctrine, consolante et rassurante, il en a trouvé les fondemens essentiels dans la philosophie : ce qui est intéressant, c'est de voir comment il l'applique à l'histoire de son pays, et à cette série de guerres et de conquêtes qui en a fait la grandeur. Ses idées à ce sujet peuvent se résumer ainsi. En premier lieu, la guerre est un mal. « Des deux modes de conflit, la discussion et la lutte violente, le premier convient aux hommes, le second aux bêtes, et il ne faut recourir au second qu'à défaut du premier. » Mais, en ce cas, il ne faut pas craindre d'y recourir : la guerre est légitime quand elle est nécessaire pour obtenir le droit « de vivre en paix sans être opprimé. » Cette formule semble ne laisser subsister que les guerres défensives, les guerres de salut public, et exclure les guerres de domination : Cicéron les admet pourtant. Un peuple, d'après lui, peut et doit se battre, non seulement pour sauvegarder son existence menacée, mais pour maintenir son prestige compromis, *imperii gloria*. Contre les Cimbres, les Romains ont lutté pour savoir qui des deux subsisterait, *uter esset ;* contre les Carthaginois et contre Pyrrhus, pour savoir qui des deux serait le maître, *uter imperaret*. L'un est aussi bien permis que l'autre. Seulement, dans le second cas, Cicéron demande que l'on se batte avec moins d'acharnement : si ce n'était commettre un anachronisme, on pourrait dire qu'il conçoit les guerres « impériales » comme des sortes de tournois chevaleresques, où il s'agit, non de faire du mal à son rival, mais simplement de prouver sa supériorité. Jusque dans les guerres « nationales, » du reste, il y a encore place pour les « droits de la guerre : » il entend par là des rapports de justice, et même de générosité, qui persistent entre ennemis. Et, après la victoire, il faut épargner ceux qui n'ont pas été atrocement cruels dans la lutte. Ici, le philosophe ne craint pas d'apprécier, de ce point de vue, les grands faits du passé de sa ville. « Nos ancêtres ont, non seulement laissé vivre, mais reconnu comme citoyens les Eques et les Volsques, les Sabins et les Herniques; au contraire, ils ont détruit de fond en comble Carthage et Numance [avec lesquelles la guerre avait été d'une âpreté exceptionnelle]; je regrette qu'ils aient aussi détruit Corinthe. » Évidemment, tous ces cas particuliers sont assez discutables, et le principe même n'est peut-être ni très net, ni très sûr : mais ce dosage ingénieux de l'éloge et du blâme révèle bien le caractère « moyen » et pondéré de Cicéron, son

application à ne désavouer ni les leçons de ses maîtres grecs, ni les exemples des aïeux latins. Trop philosophe pour diviniser la guerre, trop romain pour la condamner, trop humain pour souhaiter l'oppression des étrangers, trop bon citoyen pour désarmer son pays, il prêche la justice dans la lutte et la clémence dans la victoire.

III

Nous avons un peu longuement insisté sur Cicéron, parce que c'est chez lui qu'on voit se former pour la première fois cette conception des rapports entre les peuples, conception tout ensemble nationale et libérale, traditionnelle et novatrice, très élevée et nullement utopique. Elle se perpétue après lui, d'autant plus facilement que la paix presque universelle qui règne alors, et dont les Romains sont si fiers, leur permet d'embrasser dans le même amour leur patrie, qui l'a créée, et le monde, qui en bénéficie. Dans les cercles intelligens et lettrés de l'époque d'Auguste, il semble bien que les opinions les plus répandues soient assez analogues à celles de Cicéron. Virgile, qui donne à toutes les aspirations de son temps une expression si haute et si belle, en traduit aussi bien le fier patriotisme que l'esprit de large humanité. Est-il besoin de rappeler le dessein national de son *Énéide*, si fortement empreint que les critiques anciens donnaient pour sous-titre à ce poème : « les Exploits de Rome, » *res gestae populi romani?* Mais cet orgueil civique est tout imprégné, tout attendri de bonté généreuse. Dans le vers que nous avons déjà cité, *parcere subjectis et debellare superbos*, chacun des deux hémistiches résume une des règles de la morale romaine, et ces règles, aussi nécessaires, aussi sacrées, se complètent mutuellement. Si le poète proclame que son peuple est créé pour commander à toutes les nations, il lui enjoint aussitôt de leur enseigner la science de la paix. Dans le Tartare, il punit de châtimens égaux les crimes contre la ville natale et les crimes contre l'humanité; dans les Champs Élysées, il fait participer au bonheur suprême, d'un côté, ceux qui sont morts en combattant pour le pays, de l'autre, les héros de la civilisation, ceux qui, par la découverte des arts ou des sciences, ont embelli la vie de tous les hommes. Son Énée, qui se bat très souvent, et très bien, n'est pourtant pas un guerrier frénétique.

Il s'apitoie à l'occasion sur la mort de ses adversaires. Ce qu'il fait par les armes, il préférerait de beaucoup le faire par la paix : il demande seulement « une petite place pour ses dieux, » ces dieux dont l'ordre le conduit, et qu'il a amenés de si loin; comme on la lui refuse, il est bien obligé d'en venir aux mains; mais, aussitôt vainqueur, il se hâte d'appeler ses ennemis à une réconciliation sincère, à une alliance qui leur laissera leur liberté et leur nom. On a fréquemment signalé cette antithèse entre la farouche énergie de quelques-uns de ses actes et la mansuétude habituelle de sa conduite; on s'en est égayé; on l'a expliquée aussi en disant que Virgile a tantôt pris le ton, quelque peu brutal, de l'épopée homérique, et tantôt laissé parler son propre cœur, bien plus calme et plus doux : peut-être faut-il y voir surtout un effet de la dualité de sentimens qui règne dans la société d'alors. Les Romains contemporains de Virgile admirent trop leur riche passé de victoires pour ne pas goûter chez Énée l'ardeur militaire, mise au service d'une noble cause; et en même temps, ils veulent trouver en lui quelque chose de cette modération, de cette clémence qui leur semble la marque des grands hommes comme des grands peuples. Quoi qu'il en soit des contradictions qu'on a relevées, il est certain qu'Énée, tout en restant un serviteur passionné de la Rome future, n'est pas un de ces « héros sans humanité » que Bossuet flétrira plus tard : le patriotisme et le souci du devoir humain se mêlent dans son âme, comme dans l'âme de Virgile, et dans les tendances plus ou moins nettes de l'époque.

On les retrouverait associés aussi chez Tite-Live, qui est alors « l'historien national » comme Virgile est le « poète national. » A noter ses jugemens sur les grands événemens qu'il raconte, on en verrait beaucoup qui sont dictés par un amour-propre romain peut-être excessif, d'autres qui témoignent d'un libéralisme intelligent et élevé, d'autres enfin où il essaie de tenir la balance égale entre les droits de Rome et ceux du genre humain, — les mêmes hésitations, en un mot, et les mêmes reviremens que chez Cicéron, pour qui il avait tant d'enthousiasme. Il déclare sans ambages qu'il veut « éterniser la gloire du peuple roi, » et que les nations vaincues ne peuvent que s'incliner devant les décisions de Rome, en histoire aussi bien qu'en politique. Voilà qui promet, semble-t-il, un superbe dédain de la justice et de la vérité. En effet, il y a beaucoup

d'actes des aïeux que l'historien apprécie plutôt en plaideur passionné qu'en juge intègre. Lui qui est si sévère pour la « foi punique, » n'a pas un mot de blâme pour des perfidies au moins égales, dès qu'elles sont commises par les Romains : Romulus enlevant les Sabines, Camille violant la parole donnée aux Gaulois, Scipion incendiant le camp ennemi par trahison, lui paraissent agir dans la plénitude de leur droit. Les mesures si rigoureuses prises contre Capoue sont proclamées par lui « louables de tout point. » Il veut que les ennemis eux-mêmes « avouent la grandeur de Rome, » et il excelle à leur arracher de tels aveux. Vibius Virrius, chef des sénateurs campaniens, absout avant de mourir les Romains du reproche de cruauté : « Nous aurions fait comme eux si nous avions été les plus forts. » Tout cela est, si l'on ose dire, d'un « chauvinisme » un peu puéril. — Mais, en regard, que d'endroits où les sentimens d'équité et de tolérance parlent plus haut que l'amour-propre national ! Taine, qui n'est point suspect d'excessive indulgence pour Tite-Live, qui lui reproche de ne pas vouloir « déchirer la robe de pourpre qui dissimule une blessure ou une souillure, » Taine reconnaît pourtant que cet ardent défenseur de Rome est accessible à la bonne foi, à la pitié. « Parfois, dit-il, ayant avoué les mauvaises actions, il les juge ; il est homme autant que citoyen, et s'indigne des perfidies de Rome comme de ses défaites. » Taine cite à ce propos, avec beaucoup de finesse, les discours que Tite-Live met dans la bouche des adversaires de Rome ; il montre que la chaleur, la vigueur avec laquelle il les fait parler, suppose chez lui une adhésion plus ou moins sympathique : de telle harangue on peut déduire l'opinion de l'historien lui-même sur la violation du traité des Fourches Caudines, par exemple, ou sur l'acharnement de Rome contre Hannibal vieilli, ou sur sa tyrannie envers les Achéens, et cette opinion, quoique implicite, est nettement défavorable. « On sent que le Romain a entendu le dernier soupir de la justice, et qu'il est un moment du parti de l'opprimé. » — Ainsi, devant les crimes de la politique romaine, l'attitude de Tite-Live n'est pas toujours identique : tantôt il les excuse, non sans sophismes ; tantôt il les blâme, non sans regrets. Mais il est plus rassuré, cela se comprend, lorsqu'il peut louer sa chère patrie sans qu'il en coûte rien à sa conscience humaine. Toutes les fois qu'il rencontre dans les annales un

exemple de loyauté envers les ennemis, ou de douceur envers les neutres, ou de miséricorde envers les vaincus, il le célèbre avec une plénitude de joie où l'on sent l'effusion d'une âme honnête délivrée de tout scrupule. On pourrait comparer la manière dont il dépeint, à la même date, la conduite de Fulvius Flaccus en Campanie et celle de Scipion en Espagne, l'un despotique et féroce, l'autre libéral et doux : tous deux ont été utiles à Rome, et Tite-Live ne condamne pas Fulvius, mais il vante Scipion avec un bien autre enthousiasme. Pour lui, comme pour Cicéron et pour Virgile, le vrai héros n'est certes pas celui qui oublie sa patrie pour l'humanité, mais ce n'est pas non plus celui qui sacrifie l'humanité à sa patrie : c'est celui qui travaille pour toutes les deux en même temps.

Cette idée que l'intérêt de Rome et celui du monde sont au fond identiques, prend dès lors de plus en plus de crédit : c'est en la prenant comme règle que l'on interprète le passé et que l'on prépare l'avenir. L'historien grec Denys d'Halicarnasse, qui appelle Rome « la ville la plus universelle et la plus humaine de toutes, » insiste sur ce fait qu'elle doit sa grandeur à sa générosité : la meilleure maxime de Romulus (car c'est au fondateur qu'il attribue naïvement la politique suivie plus tard), une maxime que les Grecs auraient bien dû mettre en pratique, ç'a été de ne pas massacrer ni déporter les vaincus, mais de les incorporer dans la cité romaine ; Lacédémone, Thèbes, Athènes, cités orgueilleuses et égoïstes, ont gardé leurs droits pour elles : elles n'y ont rien gagné et tout perdu. Un siècle plus tard, Tacite reprend le même parallèle : « Qu'est-ce qui a causé la ruine de Lacédémone et d'Athènes, malgré leur puissance militaire, sinon leur habitude de traiter les vaincus en étrangers? Notre fondateur, Romulus, a été si sage, au contraire, que la plupart des peuples étrangers ont été, le matin ses ennemis, et le soir ses concitoyens. » Il y a là, très certainement, un lieu commun de la littérature historique, mais, comme il arrive souvent, ce lieu commun traduit une idée répandue en fait dans beaucoup d'esprits, une idée agissante et efficace, qui se reflète dans la politique pratique. En même temps qu'on voit, ou qu'on se flatte de voir, dans le passé, une communauté d'intérêts entre la ville et le monde, on s'applique à ne pas séparer ce qui a toujours été uni. On projette rétrospectivement sur l'histoire de la république cette notion de solidarité entre les peuples dont le

gouvernement impérial va s'inspirer, et souvent on travestit la période des conquêtes parce qu'on veut en faire, coûte que coûte, la préface de la « paix romaine. »

La paix romaine : ce n'est point ici le lieu d'énumérer tous les procédés par lesquels l'Empire est arrivé à en faire une réalité; nous voudrions seulement faire observer que, chez les écrivains qui en ont donné, si l'on peut dire, la formule, elle se présente toujours avec les deux caractères que nous avons déjà remarqués. Ils semblent tous également convaincus de la nécessité d'un pouvoir très fort au centre, et de celle d'une grande harmonie, loyale et pacifique, entre ce pouvoir et les divers membres de l'organisme impérial. Le rhéteur inconnu qui, dans les prétendues lettres de Salluste à César, a tracé un des premiers le programme du nouveau gouvernement, ne veut pour Rome ni d'une autorité affaiblie, ni d'une autorité égoïste. « Si quelque maladie ou quelque fatalité la faisait succomber, dit-il, ce serait aussitôt, dans la terre entière, la dévastation, la guerre et le massacre ; » et c'est pour le bien des provinces, autant que pour celui de la capitale, qu'il conseille au chef de l'État de faire une large place aux meilleurs citoyens des pays conquis. — Le discours de Mécène à Auguste chez Dion Cassius, — discours apocryphe, bien entendu, mais fabriqué par un homme initié aux desseins de la politique impériale, — reproduit le même conseil, et le justifie par les mêmes argumens : « Plus tu réuniras autour de toi d'hommes distingués, plus il te sera facile de gouverner; » voilà pour l'autorité romaine, et voici maintenant pour les autres peuples : « Les nations sujettes se convaincront que nous ne les tenons ni pour esclaves, ni pour inférieures ; je voudrais même qu'on pût donner à tous les alliés le droit de cité ; ils se croiraient alors enfans de la même ville que nous, et ne regarderaient plus leurs lieux d'origine que comme des campagnes ou des bourgades de Rome. » — Avec moins d'emphase, en sa langue rude et concise, Tacite exprime des pensées analogues dans la harangue qu'il prête à Cérialis devant les Trévires révoltés. Ce Cérialis est un général, non un « phraseur » (*neque ego unquam facundiam exercui*), il sait qne le peuple romain a conquis par les armes l'empire sur les Gaules, et, bien loin de renier ce passé de gloire militaire, il commence par le rappeler à ses auditeurs. Seulement, il leur montre que cette domination conquise par

la force est exercée pour l'avantage des sujets autant que des maîtres. « Nous n'exigeons de vous que juste ce qu'il faut pour maintenir la paix : pas de tranquillité sans armée, pas d'armée sans argent, par d'argent sans impôts. Tout le reste est commun entre vous et nous... Huit siècles de chance et de sagesse ont élevé cet édifice, qu'on ne peut ruiner sans être écrasé sous ses ruines. » Ces quelques paroles, pleines de substance, définissent fortement l'idée qu'on se fait alors des relations de Rome avec les autres peuples : une association de devoirs et d'intérêts entre la patrie victorieuse et l'univers vaincu.

On en arrive ainsi, non plus seulement à concilier, à rapprocher, mais à confondre la cause de Rome et celle du monde. Déjà Pline le naturaliste, avec une émotion presque religieuse, attribue à sa patrie une mission providentielle et philanthropique : « La volonté des dieux a choisi l'Italie pour rassembler les royaumes épars, pour adoucir les mœurs, pour rapprocher par l'unité de langue tant d'idiomes différens et sauvages, pour donner aux hommes l'humanité, *ut humanitatem homini daret.* » Plutarque, en maints endroits, et notamment dans son traité *Sur la fortune des Romains*, développe cette idée à grand renfort d'images : Rome est l'ancre qui a fixé au port le monde battu de la tempête; c'est le ciment éternel grâce auquel se sont agglomérés des élémens discordans; c'est la force créatrice qui a fait sortir l'ordre du chaos. Ælius Aristide, s'adressant aux empereurs Marc-Aurèle et Vérus, les félicite « d'administrer l'univers comme une seule et même famille, » si bien que « le nom romain cesse d'être celui d'une seule ville pour devenir celui de toute une collectivité. » Moins éloquens, plus secs, les textes juridiques n'en sont que plus significatifs : eux aussi, par les épithètes qu'ils donnent à Rome, « notre patrie commune, » « la patrie de tous, » traduisent la même conception. Elle se retrouve encore sous les cérémonies du culte de Rome et d'Auguste, le plus répandu de tous, le plus vivace, parce qu'il est le plus sincère. Pour les provinciaux comme pour les habitans de la capitale, pour les Grecs comme pour les Latins, pour les magistrats comme pour les poètes, il est incontestable que Rome, suivant le mot de Victor Hugo,

Absorbe dans son sort le sort du genre humain.

Or, s'il y a absorption, il ne peut y avoir opposition. La notion

généralement admise alors supprime *ipso facto* le problème des rapports entre la patrie et l'humanité, puisque les deux termes se réduisent à un seul.

Ce serait à merveille si toute l'humanité entrait en effet dans la patrie romaine : mais, aux frontières de l'empire, derrière le Rhin, le Danube et l'Euphrate, se pressent des races indépendantes, hostiles, menaçantes. Quels sont les sentimens des Romains envers ces étrangers, envers ces ennemis? La foule, ainsi qu'il est naturel, les regarde comme des monstres, a une peur horrible de les voir victorieux, et les insulte bruyamment quand ils sont battus, captifs, menés en triomphe; mais qu'en pensent les gens cultivés? En un sens, ils partagent les haines populaires. Ils sont trop soucieux de la grandeur et de la sécurité de Rome pour ne pas applaudir à tout ce qui diminue les forces rivales. Rappelons-nous comment Tacite décrit la sanglante mêlée de deux tribus germaniques : « Était-ce la passion de vaincre qui les animait, ou la convoitise du butin? C'était peut-être plutôt la bienveillance des dieux pour nous, car les dieux ne nous ont pas refusé le plaisir de les voir se battre; plus de 60 000 barbares sont tombés, non pas sous nos coups, mais, ce qui est bien plus beau, pour la fête de nos yeux. Ah! puissent ces peuples continuer, sinon à nous aimer, du moins à se haïr : menacés que nous sommes par les destinées de l'empire, la fortune ne peut nous donner rien de mieux que la discorde de nos ennemis. » On croirait entendre parler un contemporain des guerres d'Italie ou des guerres puniques, pour qui la ville natale est tout et le reste du monde rien. — Mais souvent la haine fait place à des sentimens d'équité, de respect même et de sympathie. Ce Tacite, dont nous entendions tout à l'heure le cri de joie féroce, parle souvent des Barbares sur un bien autre ton. Dans la *Germanie*, il rend à leurs vertus un tel hommage qu'on peut se demander s'il n'a pas voulu idéaliser leur portrait, afin de donner, par le contraste, une leçon à ses contemporains. Dans la *Vie d'Agricola*, il prête au chef des Calédoniens, Calgacus, le plus fier éloge de l'indépendance britannique, et le plus âpre réquisitoire contre la domination romaine. Bien d'autres témoignages, qu'on pourrait glaner dans ses œuvres, prouveraient qu'il voit les deux faces de la question, que pour lui les ennemis de Rome sont des hommes comme d'autres, ayant leurs qualités, ayant leurs droits, et non des adversaires

exécrables contre lesquels tout est permis. On peut penser que sa manière de voir est celle de ses plus intelligens contemporains; ceux-là mêmes qui ont le patriotisme indéfectible, ne l'ont pas impitoyable.

La plupart du temps, afin de concilier leur zèle pour la grandeur de l'Empire avec les obligations auxquelles ils se sentent astreints envers les peuples étrangers, ils se disent que ces peuples eux-mêmes ont tout profit à être soumis par les armes romaines : les légions, avec l'obéissance, leur apporteront la tranquillité matérielle, le bon ordre social, le bien-être, le luxe même, la culture de l'esprit, bref tout ce que la langue latine enveloppe sous le terme vague et sonore d'*humanitas*. Cette opinion trouve chez Pline l'Ancien une expression amusante par son emphase naïve; Pline ne comprend pas que ces nations, si malheureuses chez elles, ne viennent pas se jeter spontanément sous le joug impérial, où elles vivraient bien plus commodément: « C'est en restant libres, dit-il, qu'elles seront à plaindre. » C'est ce que répétera, trois siècles plus tard, un des derniers poètes latins, Rutilius Namatianus : « Puisque c'est toi qui commandes, dit-il à Rome, les peuples, malgré eux, ont gagné à être conquis. » De telles exagérations nous font sourire : elles sont pourtant, sans nul doute, plus sincères que sophistiques. Pour les apprécier sainement, n'oublions pas à quelle espèce d'hommes elles s'appliquent. Depuis longtemps, Rome n'a plus affaire à des États civilisés : elles les a combattus et vaincus à une époque où, comme nous l'avons vu, elle n'avait aucun doute sur la légitimité de la conquête. Ceux contre lesquels elle lutte maintenant sont, moralement et socialement, bien plus différens d'elle-même et de ses sujets. Parthes ou Arabes, Daces ou Sarmates, Germains ou Bretons, montagnards des Pyrénées, pillards du désert de Libye, ce sont à peine des États, plutôt des hordes sauvages, et les Romains peuvent fort bien être convaincus, en toute bonne foi, qu'en les initiant à un mode d'existence supérieur, en leur apprenant le bienfait des justes lois et des mœurs plus douces, ils leur rendent un très grand service. Pour prendre dans nos idées modernes un terme de comparaison, on peut dire que l'Empire romain n'a jamais été, en face d'un autre peuple, comme la France en face de l'Allemagne ou de l'Angleterre, mais plutôt comme la France en face du Tonkin ou du Maroc. La conquête a donc pu apparaître à beaucoup de

Romains cultivés d'alors, de même qu'elle apparaît à beaucoup de nos contemporains, non comme une occasion d'asservissement et d'exploitation, mais comme un moyen d'éducation, de perfectionnement, à l'égard de races inférieures. Resterait à savoir, il est vrai, jusqu'à quel point on est fondé à faire le bonheur des gens malgré eux : mais, si les hommes du xxe siècle ne sont pas d'accord sur cette question, comment nous étonner que les Romains l'aient résolue dans le sens affirmatif? En toutes matières, ils inclinent à penser que le supérieur doit se préoccuper des intérêts de l'inférieur, mais non de son opinion; pourvu que l'autorité soit bienveillante, ils s'inquiètent peu qu'elle soit absolue. Ils transportent donc dans la politique extérieure la règle qu'ils suivent dans la famille et dans l'État, et qui est un peu celle du « despotisme éclairé. » Elle leur fournit un excellent principe pour se rassurer, au cas où ils auraient par hasard quelque trouble de conscience sur la justice d'une expédition. Un général honnête homme, un Agricola, un Corbulon, peut marcher sans scrupules contre les tribus barbares qui bordent la frontière : indépendantes, elles vivent dans une instabilité qui les rend menaçantes et misérables tout ensemble; soumises, elles cesseront d'être un danger, et, du même coup, se hausseront à un genre de vie bien préférable. Rome s'attribue à la fois le droit et le devoir de les vaincre : le droit, pour s'en garantir; le devoir, pour les civiliser.

IV

La mentalité que nous venons de décrire, et dans laquelle le souci de la patrie ne fléchit certes pas, bien qu'il s'accompagne d'un généreux désir d'humanité, est celle des hommes qu'on pourrait appeler les « dirigeans » de l'Empire : hommes d'État, écrivains politiques, orateurs, historiens, poètes nationaux. En dehors d'eux, il y a d'autres hommes que leurs doctrines isolent plus ou moins de la société ambiante et mettent parfois en antagonisme avec elle : ce sont les philosophes, en particulier les philosophes stoïciens. Il peut être intéressant de savoir ce qu'ils pensent du sujet qui nous occupe. Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, leurs opinions à cet endroit ne diffèrent pas beaucoup de celles que nous avons relevées jusqu'ici, et si, chez un Cicéron ou un Tacite, nous avons vu la

tradition romaine adoucie et assouplie par une morale plus humaine, chez les stoïciens de l'époque impériale, nous allons rencontrer la philanthropie grecque modérée et en quelque sorte « nationalisée » par un patriotisme vigilant.

C'est ainsi que Sénèque, qui reproduit souvent les théories humanitaires des Chrysippe et des Zénon, ne se laisse cependant pas complètement dominer par elles. Certes, il en retient tout ce qu'elles ont de noble. Il est parmi ceux qui ont parlé avec le plus d'élévation de la fraternité entre tous les hommes, *caritas generis humani*, et de l'insignifiance des divisions conventionnelles qui les séparent : « Que l'homme est ridicule avec ses frontières ! Quoi ? le Dace ne passera pas le Danube ? le Strymon servira de borne à la Thrace ? l'Euphrate sera notre barrière contre les Parthes ? le Danube séparera les Sarmates de l'Empire romain ? le Rhin marquera où s'arrête la Germanie ?... Donnez aux fourmis l'intelligence des hommes : elles tailleront cent provinces dans une plate-bande ! » Il rappelle à chaque occasion les devoirs que chacun de nous a envers tous ses semblables, de quelque race et de quelque langue qu'ils soient. S'il est exilé, il se console en se disant qu'un être humain n'est jamais isolé nulle part ; il ne pense pas que les bannis doivent toujours « tendre l'âme et les yeux » vers leur pays natal, ni se préoccuper d'y être ensevelis. Pour sa part, en homme revenu de tous les préjugés, il crie bien haut : « Je ne suis pas né pour un petit coin de terre ; ma patrie, c'est le monde entier. » Eh bien, non ! sa patrie, c'est Rome. Quoi qu'il en dise à certaines heures, il ne cesse pas de l'aimer de préférence au reste de l'univers, ni de travailler, ou de faire travailler les autres, pour son salut ou pour sa gloire. Dans tout ce qu'il écrit. il ne se montre nullement indifférent aux destinées de l'Empire ; il presse ou félicite ses jeunes disciples, un Lucilius, un Sérénus, de le servir de leur mieux. Lui-même, lorsque l'occasion lui en est offerte, n'hésite pas à mettre la main aux affaires publiques, et, sans abdiquer sa philosophie, les manie en homme d'État soucieux de la grandeur de son pays. Sous son impulsion, le gouvernement de Néron n'entreprend pas sans doute de nouvelles conquêtes (car la domination romaine est bien assez étendue, et, à vouloir l'amplifier encore, on risquerait de la compromettre) ; mais il répugne autant aux capitulations déshonorantes qu'aux aventures téméraires, et de vigoureuses campagnes contre

les Parthes, les Frisons et les Bretons, exécutées pendant son ministère, prouvent que son cosmopolitisme n'entraîne ni indifférence envers les intérêts de la patrie, ni défiance envers la force des armes lorsque l'emploi en apparaît juste et nécessaire. — Y a-t-il là une contradiction? Non certes, et, dans une page curieuse, lui-même a pris soin de marquer l'ordre qu'il établit entre les devoirs de l'homme et ceux du citoyen. Cette page se lit au début du traité de la *Tranquillité de l'âme :* Sénèque veut raffermir un de ses élèves, Sérénus, atteint, comme nous dirions, de neurasthénie ou d'aboulie, et, bien entendu, il lui prêche l'action. Mais quelle action ? En premier lieu l'action politique, le dévouement à l'État, la gestion des magistratures. Si le sage ne peut, à cause des circonstances, servir son pays, il se rabattra sur le service de l'humanité : « Le rôle de citoyen lui est fermé, qu'il joue son rôle d'homme. » Cette seconde conception de l'existence, Sénèque la décrit avec beaucoup de sympathie, mais il ne la propose qu'à défaut de la première, et même, par une de ces subtilités où il excelle, il la ramène à la première. En donnant l'exemple des vertus humaines, le sage contribue pour sa part à améliorer les mœurs de ses compatriotes, donc à faire progresser la société qui l'entoure; il s'acquitte d'une manière indirecte, mais efficace, de ses obligations de citoyen, qui décidément s'accommodent très bien, aux yeux de Sénèque, avec celles de l'homme.

Sénèque fait école sur ce point. Lucain, son neveu et son élève, est pénétré comme lui et des principes de fraternité universelle et des légitimes intérêts de la cité romaine. Quand il se représente par avance la félicité qu'amènera sur terre l'apothéose de Néron, il place au premier rang, parmi les biens qu'il attend de cet âge d'or, la paix générale : « Le genre humain posera les armes pour songer à soi-même; tous les peuples s'aimeront. » Au plus fort des guerres civiles, il pousse un appel désespéré vers « la Concorde, salut du monde, » vers « l'amour sacré de l'univers. » En voyant les immenses travaux militaires accomplis en Épire par les troupes césariennes, il regrette tant de labeur dépensé pour des fins homicides : avec tout l'effort déployé, on aurait pu creuser le canal de Corinthe, ou améliorer, pour le bien de notre espèce, quelque autre partie de la terre. — Mais, pas plus chez lui que chez son maître, l'humanitarisme ne fait taire l'amour de la patrie. Il se vante d'écrire un « poème

national, » et la grandeur de Rome, sa liberté, son autorité sur les autres peuples, ne lui tiennent pas moins à cœur qu'à Virgile. — Le devoir civique et le devoir philanthropique lui semblent si peu opposés qu'il les cite côte à côte, tout comme s'ils n'en faisaient qu'un. C'est dans l'admirable portrait qu'il a tracé de Caton, de ce Caton qui a été, si l'on ose dire, un des « saints » du stoïcisme latin. Lucain le loue surtout d'avoir été « vertueux dans l'intérêt de tous, » et non pour lui seul, *in commune bonus*. Mais qu'est-ce qu'il entend par là ? Songe-t-il à « tous les Romains, » ou à « tous les hommes ? » L'un et l'autre à la fois, croyons-nous; le poète n'en fait pas la différence. Il représente son héros « pleurant sur le genre humain, » et un peu plus loin il le montre décidé à n'être « époux que pour Rome et père que pour Rome. » Il le dépeint, dans la même phrase, habitué « à sacrifier sa vie pour son pays, et à se croire né, non pour soi, mais pour le monde entier. » Les deux obligations sont donc comme des degrés d'une seule et même morale. Les deux sentimens ne se combattent point, ils s'aident bien plutôt, puisque tous deux tendent à arracher l'homme à l'égoïsme, et c'est justement par une condamnation de l'égoïsme que s'achève le bel éloge de Caton : « Jamais le plaisir personnel n'eut la moindre place dans ses actes. » Lucain est ici dans le vrai, et la règle qu'il pose ne saurait être trop méditée. Il ne manque pas de gens qui ne sont patriotes que pour s'autoriser à haïr ceux qui leur déplaisent; il n'en manque pas non plus qui ne sont philanthropes que pour se dispenser d'aimer leur pays : le poète stoïcien nous rappelle fort à propos que l'essentiel n'est pas de servir la patrie plutôt que l'humanité ou l'humanité plutôt que la patrie, mais de sortir de soi pour servir l'une ou l'autre, et les deux ensemble, s'il se peut.

Cette alliance entre les deux principes, que nous révèlent les traités de Sénèque et les beaux vers de Lucain, se manifeste, encore plus frappante, chez Marc-Aurèle, l'empereur philosophe. Profondément imprégné des maximes de la morale stoïcienne, doux et paisible de tempérament, généreux, voire même un peu candide, tout le porte vers une philanthropie idéaliste. On sait avec quel respect il salue la « cité de Jupiter, » et de cette cité, les Barbares ne sont pas plus exclus que les Romains. On voit aussi qu'il ne se fait nulle illusion sur la valeur réelle des victoires et des conquêtes : « L'araignée est fière de prendre une

mouche, tel de prendre un levraut, tel une sardine, tel des sangliers, tel des Sarmates : au regard des principes, tous brigands. » Voilà des réflexions que les meilleurs pacifistes ne désavoueraient pas. — Cependant, quand il le faut, dans l'intérêt de Rome, le bon Marc-Aurèle n'hésite pas à « prendre des Sarmates, » ou des Germains. Ce penseur passe plusieurs années de sa vie dans les camps. Ce théoricien convaincu de la fraternité universelle fortifie les frontières de l'Empire, et prend contre les hordes du Danube une contre-offensive énergique. C'est peut-être là que ses historiens le trouvent le plus admirable. « Il n'aimait pas la guerre, dit Renan, et ne la faisait que malgré lui; mais, quand il fallut, il la fit bien; il fut grand capitaine par devoir. » En effet, on se tromperait beaucoup, si l'on prêtait à Marc-Aurèle une dualité morale qui n'est pas du tout dans ses habitudes d'absolue sincérité. Il n'y a pas, dans sa conscience, de compartimens à cloisons étanches. Il est empereur et philosophe, mais non pas tantôt l'un et tantôt l'autre : c'est parce qu'il est philosophe qu'il se sent tenu d'être un bon, un énergique empereur. « Offre au dieu qui habite en toi, dit-il dans ses *Pensées*, un être viril, mûri par l'âge, ami du bien public, un vrai Romain, un vrai souverain. » La théorie stoïcienne des devoirs d'état intervient ici, et elle peut s'appliquer à tous les sujets de Marc-Aurèle aussi bien qu'à lui-même. Chacun de nous, en tant qu'homme, a des devoirs généraux envers le monde entier; mais de plus, selon les circonstances où le destin l'a placé, selon son milieu ou sa race, il a des obligations plus particulières envers ceux qui l'entourent. L'idée de patrie, ainsi interprétée, vient se superposer à l'idée d'humanité, sans l'annihiler comme sans être annihilée par elle.

C'est de cette manière que le stoïcisme, loin de nuire au zèle civique chez les Romains, le corrobore plutôt. En est-il de même du christianisme? Cette religion de douceur et de fraternité, qui érige si haut le dogme de la parenté naturelle de tous les hommes, qui fait profession d'ignorer toute différence entre les villes et les peuples, n'est-elle pas capable de ruiner l'esprit national? La question est complexe; elle exigerait, pour être traitée à fond, bien plus de temps que nous ne pouvons lui en accorder ici. Elle a récemment été reprise dans la très intéressante publication éditée sous les auspices de la Ligue des Catholiques français pour la paix, et intitulée *L'Église*

et la guerre : dans les deux premiers chapitres, l'un, écrit par Mgr Batiffol, sur « les premiers chrétiens et la guerre, » l'autre, dû à M. Paul Monceaux, sur « saint Augustin et la guerre, » on trouvera recueillis et discutés les textes les plus importans qui se rapportent à ce sujet. La matière qu'ils ont traitée ne se confond, du reste, pas tout à fait avec celle qui nous occupe : le problème de la guerre n'est pas identique à celui du patriotisme; il n'en est qu'une partie, la plus délicate peut-être, et, si l'on peut dire, la plus aiguë, mais une partie seulement. En outre, dans les prohibitions dont certains docteurs chrétiens ont accablé le métier des armes, il y aurait lieu de faire une place à des motifs dans lesquels la préoccupation humanitaire n'entre pour rien : lorsqu'ils défendent au fidèle d'être officier, parce qu'il lui faudrait offrir des sacrifices aux dieux du paganisme, ou d'être soldat, parce qu'il lui faudrait jurer par le nom de César, il est trop clair qu'une pareille décision, suggérée par des circonstances historiques particulières, n'a pas de portée pour le cas de conscience, bien plus général, que nous étudions. Ce *veto* s'oppose à l'armée païenne, non à toute armée. Une fois ces réserves faites, nous restons en présence d'un très grand nombre de témoignages, divers par leur origine et leur date, parfois contradictoires, et tous utiles à considérer, si l'on veut savoir comment est apparue, aux consciences chrétiennes des premiers siècles, l'antinomie entre la patrie et l'humanité.

De tous ces témoignages, il nous semble que deux choses se dégagent par-dessus tout. D'abord, c'est la tendance humanitaire et pacifique qui est, sinon formellement affirmée, au moins implicitement contenue dans la plupart des textes de la littérature chrétienne. La doctrine du christianisme primitif condamne, non seulement la guerre, mais toute haine, toute discorde, tout esprit de différence entre les nations, et cela pour une double raison : raison de morale collective, et raison de morale personnelle. Tous les hommes sont frères, comme créés par le même Dieu et rachetés par le même Messie, et chaque homme, en particulier, doit être toute douceur, et envers tous, afin de reproduire en lui, autant qu'il est possible, l'infinie douceur du Père divin. Il y a là des préceptes qui, entendus au sens strict et absolu, pouvaient autoriser une conception des rapports entre nations radicalement contraire aux idées romaines, même

les plus modérées, sur le devoir patriotique. Mais, ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que ce genre de pacifisme ne s'est pas développé comme on aurait pu s'y attendre. Il ne s'est pas complètement atrophié, tant s'en faut. Des maximes évangéliques, il a subsisté une très belle exhortation à la mansuétude, entre peuples comme entre individus. Mais, pris dans leur ensemble, les écrivains chrétiens des premiers siècles ne se sont pas mis en lutte ouverte avec la morale civique de la société profane; ils ont conseillé la paix sans condamner la guerre.

« Pris dans leur ensemble, » disons-nous, car il est clair qu'il y a entre eux bien des divergences, dans le détail desquelles nous ne saurions entrer ici. Ce qu'on en peut retenir, c'est que l'acceptation de la guerre est en général plus nette chez les auteurs relativement récens que chez les docteurs primitifs, chez les Pères latins que chez les Pères grecs, chez les orthodoxes que chez les hérétiques, chez les évêques et les hommes d'action enfin que chez les purs spéculatifs. Cette classification, forcément sommaire et approximative, n'a rien qui doive surprendre. Ceux qui inclinent le plus à interdire aux fidèles le service des armes, ce sont les théologiens de cabinet. C'est, au premier rang, Origène, héritier du gnosticisme alexandrin et, par lui, de la métaphysique grecque, autant que de la doctrine chrétienne. Origène s'indigne que l'on demande à ses coreligionnaires « de servir pour le bien public et de tuer des hommes, » et, contre cette prétention, il invoque l'autorité de Jésus, qui a ordonné de changer les glaives en socs de charrues et les lances en faulx. « Nous ne tirons plus l'épée contre aucune notion, nous n'apprenons plus à faire la guerre, devenus que nous sommes, grâce à Jésus, les fils de la paix. » C'est encore, si l'on veut, Arnobe et Lactance, deux rhéteurs convertis, qui semblent avoir en horreur la profession militaire. On a souvent cité, du second, la prohibition formelle : « Le juste n'a pas le droit de porter les armes, » *neque militare justo licebit.* Mais il faut bien prendre garde que Lactance se borne à tracer le tableau d'une vie parfaitement conforme à la doctrine chrétienne, sans s'inquiéter beaucoup des conditions pratiques dans lesquelles les fidèles peuvent réaliser plus ou moins cet idéal. Il présente la morale nouvelle dans son maximum, en quelque sorte, et, pour parler le langage de la

théologie moderne, il ne fait pas la distinction de la thèse et de l'hypothèse. Lors donc qu'il déclare que, si tous les hommes pratiquaient la résignation évangélique, il n'y aurait plus de discordes et de violences, ou lorsque Arnobe proclame qu'en obéissant à la parole du Christ, l'univers « vivrait dans une douce tranquillité, rassemblé, par un pacte incorruptible, en une concorde salutaire, » les formes de style qu'ils emploient suffisent à nous avertir qu'ils ne songent pas à une mise en œuvre immédiate du rêve dont ils s'enchantent. Ce qu'ils nous livrent est plutôt un vœu qu'une règle.

Le cas de Tertullien est plus significatif, parce qu'il est plus complexe. On rencontre chez lui une condamnation irréfragable du service militaire : « Comment faire la guerre, comment, même en temps de paix, être soldat, sans avoir une épée? Or le Christ nous l'a ôtée. En dépouillant Pierre de son glaive, il a désarmé pour l'avenir tous les soldats. » Impossible, à coup sûr, de trouver une négation plus intransigeante. Mais, remarquons-le bien, elle se lit dans un des derniers ouvrages de Tertullien, dans un écrit de la période où, devenu hérétique, il raffine et renchérit sur la doctrine commune. C'est le sentiment d'une coterie qu'il exprime, non celui de l'Église en général, car, à cette date, l'Église catholique est pour lui une ennemie qu'il combat aussi farouchement que le monde païen. Auparavant, alors qu'il était encore un apologiste orthodoxe, il avait reconnu que les chrétiens pouvaient être soldats : « Nous remplissons vos villes, vos municipes, vos camps même, » disait-il aux païens, et ailleurs : « Nous naviguons avec vous, nous portons les armes avec vous,... » et il ne semblait ni s'en étonner ni s'en indigner.

C'est qu'en effet la doctrine officielle de l'Église, dès la fin du IIe siècle, très différente des rêveries de quelques théoriciens, ne ferme aux fidèles ni l'entrée de la caserne ni l'accès des champs de bataille. Les exemples de soldats chrétiens sont innombrables, et bientôt les docteurs les plus autorisés vont les justifier en formulant les règles de légitimité de la guerre. Saint Basile avoue que l'on ne peut compter comme meurtres véritables ceux qui se commettent dans les batailles. Saint Ambroise, non seulement accepte, mais recommande la guerre qui a pour but de repousser l'injustice, de défendre la patrie. Lui faisant écho, saint Jean Chrysostome approuve la lutte que « les soldats de chez nous »

livrent aux barbares. Saint Augustin reprend maintes fois cette controverse, et la tranche toujours, lui aussi, par le critérium de l'équité : ce n'est pas la guerre en soi qui est blâmable, c'est seulement la guerre injuste. « Pourquoi critique-t-on les combats? Parce que des gens y meurent qui devaient mourir tôt ou tard, et qui périssent là en domptant les coupables pour leur imposer la paix? Mais un tel reproche vient de la lâcheté, et non de la piété. » Saint Augustin va même plus loin, semble-t-il, que ses prédécesseurs, car, du moment que le motif d'une guerre est bien fondé, il tolère que l'on y emploie des moyens douteux, des stratagèmes, des ruses; et d'autre part, il fait juge de l'équité, non pas le soldat, mais le chef de l'État : le devoir du fidèle est d'obéir sans discussion, et les scrupules de la conscience individuelle se taisent devant les nécessités de la discipline. Il est vrai que l'état de guerre ne délie pas les combattans de toute obligation humaine. Le soldat chrétien doit être miséricordieux : « Si la rébellion appelle la violence, le vaincu, le captif, a droit à la compassion. » Mais ceci, qu'est-ce autre chose que le *parcere subjectis* de Virgile? et de même la distinction entre les guerres justes, défensives ou nationales, et les guerres de pure ambition, qu'est-ce autre chose que ce que nous lisions dans le *De officiis?* En établissant que la guerre est permise, pour peu qu'elle soit équitable dans ses causes et relativement modérée dans l'action, saint Augustin, achevant l'évolution théologique des siècles précédens, revient à une morale qui ne diffère guère de celle des Cicéron et des Sénèque. Sans doute il ne fait pas l'apologie de la guerre, qui reste un fléau à éviter le plus possible; mais les penseurs romains n'y voyaient pas non plus un bien à rechercher. Il est très loin de Joseph de Maistre, mais il est plus loin peut-être encore de Tolstoï : son ferme et lucide génie, assez semblable en ce point à celui de Bossuet, se souvient des besoins de l'État comme des leçons de l'Évangile, et repousse avec un pareil dédain le militarisme agressif et le pacifisme utopique.

Au surplus, l'activité guerrière est une des formes du zèle patriotique, mais ce n'est pas la seule, et si, sur celle-là, les théologiens chrétiens ont pu différer d'avis quelque peu, sur d'autres ils sont tombés plus facilement d'accord. Ceux-là mêmes qui blâment les vertus militaires du citoyen en tolèrent ou en approuvent les vertus « civiles, » l'obéissance, le dévouement,

Dans le cas où l'Empire serait attaqué par des ennemis extérieurs, Origène ne permet pas aux fidèles de combattre pour sa défense, mais il leur conseille de prier pour sa victoire. Lactance, que nous avons vu si épris de paix universelle, n'est pas un adversaire de la domination romaine; il y aperçoit la sauvegarde de l'univers contre l'anarchie, et demande à Dieu d'en retarder le plus longtemps possible l'anéantissement, de maintenir « cette lumière dont la perte serait la ruine du monde. » C'est à peine si quelques exaltés souhaitent le bouleversement de l'édifice impérial : les auteurs des livres pseudo-sibyllins, d'inspiration plus juive que chrétienne, ou encore leur disciple, cet étrange Commodien, qui se représente avec tant de joie amère le jour où « elle pleurera éternellement, celle qui se disait la ville éternelle, » *luget in aeternum quae se jactabat aeternam.* Les haines de cette espèce ne sont que des exceptions : en général, les évêques et les docteurs, non seulement acceptent la suprématie de Rome sur l'univers, mais s'en réjouissent, et en souhaitent la perpétuité. S'ils font quelques réserves sur les moyens par lesquels cette puissance a été acquise, — Cicéron en faisait bien déjà! — s'ils blâment les anciens Romains d'avoir été ambitieux, iniques, violens, perfides, ces critiques rétrospectives ne les empêchent point d'aimer Rome dans le présent et d'espérer en elle pour l'avenir.

Ils semblent parfois vouloir faire assaut de loyalisme national avec leurs adversaires païens. Saint Ambroise, répondant à Symmaque, se flatte d'être plus patriote que lui, puisqu'il attribue la grandeur de la patrie, non à la protection de ses dieux, mais aux vertus de ses héros. Le poète païen Claudien célèbre magnifiquement cette ville « qui, seule, a reçu les vaincus dans son sein, qui, mère plutôt que reine, appelle citoyens ceux qu'elle a domptés, qui fait que tous ne forment plus qu'un peuple unique ; » mais, à la même date, le poète chrétien Prudence loue en termes identiques la paix romaine, exalte le souvenir des antiques victoires et salue avec enthousiasme les victoires récentes; il est si fervent sujet de Rome qu'il pardonne presque à l'empereur Julien son apostasie en faveur de son patriotisme : « il a trahi son Dieu, mais non son pays, » Saint Augustin ne s'absorbe pas tellement dans la contemplation de la « cité de Dieu » qu'il soit indifférent à ce qui arrive à la « cité des hommes : » il souffre des premières

blessures faites à l'Empire romain ; il se plaît à espérer que ces blessures ne l'ont qu'affaibli sans le détruire, et qu'il pourra s'en relever ; lorsque l'invasion se rapproche de son pays, il organise la résistance, et sa dernière prière est pour demander à Dieu la grâce de mourir avant d'avoir vu prendre sa chère ville d'Hippone. Saint Jérôme, quoiqu'il dise beaucoup de mal de Rome, — et de qui n'en dit-il pas? — saint Jérôme considère lui aussi le triomphe des Barbares comme une déplorable catastrophe. Le premier écrivain chrétien qui se montre moins hostile envers eux, c'est un disciple de saint Augustin, l'Espagnol Paul Orose : il se résigne à l'invasion, cherche même à y découvrir des avantages. Encore s'en faut-il bien que cette acceptation accuse chez lui un manque de patriotisme. Il souhaite, au contraire, que Dieu ne permette jamais la chute de l'Empire, dont il célèbre l'action civilisatrice : « En quelque lieu que j'aborde, même inconnu, je suis tranquille; je n'ai pas de violence à craindre : je suis Romain parmi des Romains, chrétien parmi des chrétiens, homme parmi des hommes; je retrouve partout une patrie. » Ce bienfait, c'est à Rome qu'il le doit : il en est fier et reconnaissant. Si donc il accueille avec une certaine bienveillance les envahisseurs, c'est avec l'espoir qu'ils s'incorporeront à cet organisme immense qu'il appelle du nom de « Romanie, » que la Ville Éternelle assimilera ses vainqueurs comme elle a assimilé ses vaincus. Ce serait une dernière, une paradoxale extension de la cité romaine, ce n'en serait pas la destruction. Les termes mêmes qu'Orose emploie, cette phrase où « Romain parmi des Romains » et « homme parmi des hommes » sont presque synonymes, prouvent une fois de plus, après tout ce que nous avons lu chez Cicéron, Virgile et Tacite, l'accord intime des deux notions de patrie et d'humanité.

L'espoir de Paul Orose était chimérique : au moment où il écrivait, l'Empire était en train de s'écrouler, et le patriotisme romain ne pouvait plus survivre qu'à l'état de pieux souvenir. Nous en avons retracé l'évolution, et il nous semble qu'au cours de cette évolution il s'est révélé à nous tout ensemble comme très souple et comme singulièrement vivace. Assurément on ne saurait prétendre que, sur le point que nous avons considéré, saint Augustin ait pensé tout à fait comme Sénèque, ni Sénèque comme Cicéron, et encore bien moins Cicéron comme Fabius Cunctator : il est resté pourtant, à travers les siècles et les

changemens, quelque chose d'identique. Le vieil esprit national, forgé par des siècles de dure et âpre lutte, s'est trouvé assez solide pour résister à toutes les influences : la philosophie stoïcienne et la morale évangélique ont pu le modifier, non le détruire ; il a pris d'elles ce qui pouvait s'adapter, tant bien que mal, à sa propre essence ; il s'est, à leur contact, épuré, affiné, adouci, mais sans s'amollir. Ainsi s'est formée cette conception dont nous avons constaté la persistance prodigieuse, et d'après laquelle les intérêts du peuple roi et ceux de l'univers sont au fond analogues, si bien qu'il est faux de les distinguer et impie de les opposer. Cette idée se retrouve, en des vers où l'allitération relève l'antithèse, dans un des derniers éloges de Rome qu'ait produits la littérature impériale : « Tu as donné, dit Rutilius Namatianus, à des peuples divers une patrie commune ; tu as fait du monde entier une seule ville, » *urbem fecisti quod prius orbis erat. Urbs* et *orbis*, les deux termes ont passé dans la liturgie catholique. Leur rapprochement exprime avec vigueur un fait d'histoire indéniable : peut-être contient-il aussi une leçon pour nous. Ni « la ville » sans « le monde, » ni « le monde » sans « la ville, » mais « la ville » et « le monde » à la fois, c'est ce que les hommes d'État latins ont voulu servir, c'est ce que les Pontifes Souverains ont voulu bénir : des mains de Rome impériale et de Rome chrétienne, l'humanité moderne peut accepter cette belle formule.

René Pichon.

EDMOND ABOUT

A L'ÉCOLE NORMALE ET A L'ÉCOLE D'ATHÈNES

LETTRES ET DOCUMENS INÉDITS

I

Si l'année 1848 reste encore maintenant une date dans les annales de l'École normale supérieure, c'est d'abord parce qu'Hippolyte Taine y entra alors, suivi d'une brillante douzaine de camarades. Le public a depuis longtemps été mis à même de vérifier le jugement du jury d'examen et il a reconnu la supériorité évidente du chef de file de la promotion, de ce « cacique, » comme on dit là-bas, dans l'argot de l'École, sur ceux de ses camarades qui le suivaient de plus près. Mais, il y a soixante-six ans, quand l'événement se produisit, l'élève le plus en vue de cette élite, le plus alerte, le plus connu, était sans conteste Edmond About. Dès son adolescence, il avait une sorte de célébrité scolaire et déjà il attirait les regards de ses condisciples, gagnés par un ensemble de qualités vives et attrayantes. C'est ce qui eut lieu encore, l'année suivante, pour Prévost-Paradol. Depuis lors, le temps, ce galant homme, au dire des Italiens, a mis les choses en place et rendu à chacun la justice qui lui est due. Il n'importe. Peut-être, quand on parle maintenant encore de la fameuse promotion de 1848, pense-t-on plus volontiers à Edmond About qu'à Hippolyte Taine, et si celui-ci en reste l'incarnation la plus robuste' l'autre en est toujours la malice et la gaieté.

Né à Dieuze en Lorraine, ses ennemis, — il en eut de bonne heure et ne fit rien pour les calmer, — disaient qu'Edmond About avait débuté par le petit séminaire de Pont-à-Mousson, voulant marquer par là sans doute que celui qu'on appela si souvent un petit-fils de Voltaire avait, comme son aïeul, reçu sa première éducation du clergé. En tout cas, ce ne fut pas long. En 1840, dès l'âge de onze ans, on trouve Edmond About en septième au lycée Charlemagne, dont il suivait les classes en compagnie des rares élèves d'une pension du quartier, la pension Morin. C'était un établissement comme il y en avait beaucoup alors, vivant des écoliers qu'ils menaient dans les lycées et spéculant sur leurs succès scolaires. La pension Morin en vivait mal d'ailleurs, car son chef dut la fermer à la veille de la faillite, au moment où les triomphes assurés d'Edmond About, qu'il escomptait, allaient donner à l'établissement un avantage certain. Dès la classe de sixième, About pouvait prendre part à la lutte du Concours général, et son début devait être une victoire suivie de beaucoup d'autres, qui auraient amené la prospérité chez Morin. Mais la situation financière de celui-ci était trop obérée et ne dura pas jusque là.

Libéré de la sorte, Edmond About n'attendit pas longtemps d'être revendiqué par un autre établissement d'instruction. On conte qu'à peine rendu à sa famille, l'enfant était réclamé par un représentant de la grande institution Favart, qui faisait des offres excellentes et réussissait à emmener le jeune prodige rue Saint-Antoine, dans l'ancien hôtel de Guise-Mayenne, abritant alors cette institution. Peu après, nouvelle ambassade, venant celle-ci d'une pension rivale, la pension Jauffret, dont les propositions étaient meilleures encore, et qui parvenait à enlever à l'autre établissement l'écolier dont la possession était si convoitée. De la rue Saint-Antoine, Edmond About passait aussitôt, rue Culture-Sainte-Catherine, — aujourd'hui rue de Sévigné, — dans l'hôtel Saint-Fargeau, où se trouvait son nouveau gîte, définitif. Toutes ces négociations, ces marchandages, ouvrent un jour significatif sur la manière dont on pratiquait alors l'éducation de la jeunesse dans certains établissemens d'instruction, qui voyaient surtout dans leurs lauréats des sujets propres à faire marcher l'établissement et les traitaient en conséquence. Quelques victimes de cet état de choses en ont dit les inconvéniens, en particulier Francisque Sarcey et M. Ernest

Lavisse, tous deux élèves de la pension Massin, rue des Minimes, toujours au Marais, qui ont marqué, l'un avec une bonhomie caustique, l'autre avec une ironie plus acérée, les vices de ces procédés. Mais cette manière de voir n'était pas spéciale aux institutions qui rayonnaient autour des lycées de Paris, surtout du lycée Charlemagne. On procédait de même dans les établissemens ecclésiastiques, et l'abbé Dupanloup, alors directeur du petit séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, ne faisait pas autre chose quand il appelait le jeune Ernest Renan de sa Bretagne natale pour le transformer en un champion de concours. A cet égard, la mesure n'eut pas grand inconvénient pour le Celte, que ses succès scolaires laissèrent rêveur et modeste. On n'en saurait dire autant d'Edmond About. Le marchandage dont il fit l'objet ne pouvait que l'enorgueillir et accroître cette juste confiance en soi dont il ne semble pas qu'il ait jamais été dépourvu.

L'existence d'About collégien se ressentit donc des conditions particulières qui lui étaient faites. Cet écolier était un personnage : il le savait, et il en usait. Tandis que d'autres bons élèves, dont on escomptait aussi les chances, mais dont l'étoile pâlissait parfois, voyaient du même coup la bienveillance des maîtres se voiler à leur endroit, About, lui, ne connut pas ces éclipses. A peu près assuré du succès, il ne recueillait qu'indulgence et sourire, en prenait à son aise avec la contrainte des devoirs et des classes et se défendait, à l'occasion, d'une saillie ou d'un trait malicieux que plus d'un redoutait. Tandis que ses camarades éprouvaient la gêne du règlement, il l'évitait et passait, d'un air dégagé, à travers toutes les mailles de ce réseau d'obligations quotidiennes. Il ne s'inquiétait pas de ses sorties, certain qu'on ne le retiendrait pas à la pension, et courait volontiers dehors, à la salle d'armes, au manège, chez le tailleur, parce que le chef d'institution offrait tout ce luxe à son élève, qu'il ne voulait pas seulement vainqueur, mais élégant. Ne dit-on même pas qu'on allait jusqu'à feindre d'ignorer ses malices les moins excusables? Un jour, un mauvais drôle avait convoqué des charrettes de foin et des bains à domicile qui arrivèrent à la même heure dans les diverses pensions du quartier et même dans le vieux lycée. Grande émotion. C'est About qui s'est abandonné à son humeur de plaisanterie, et, pour une fois, fait une farce dont le sel est trop gros. On dépiste le délinquant,

et l'affaire s'apaise aussitôt. Un malheureux surveillant, coupable d'avoir deviné trop juste, fut même, dit-on, puni de sa clairvoyance, tandis que le châtiment épargnait celui qui l'avait mérité.

Ces faveurs, si manifestement excessives, auraient pu rendre tout à fait insupportable un adolescent qui connaissait ses moyens et n'était pas tenté de les négliger. Il n'en fut rien, mais il s'en fallut de peu. Ne dit-on pas encore qu'Edmond About, un jour, s'élança, le canif ouvert, contre un de ses camarades qui le plaisantait, lui et la situation privilégiée qui lui était faite? Mais si le sang était impétueux et l'humeur combative, le caractère ne manquait ni de bon sens, ni de bonté, une bonté spontanée et sincère, sinon très soutenue et durable. Ce petit potentat scolaire demeurait un aimable compagnon, un peu fat, un peu protecteur, mais sympathique et dévoué, et ceux qui le connurent alors sont unanimes sur ce point. Ils s'étonnent, en somme, que toutes ces circonstances n'aient pas gâté Edmond About, ce qui se fût produit avec un collégien moins judicieux. Car il n'avait pas la candeur de son âge et dans le présent et ses devoirs il voyait surtout le temps à venir, tel qu'il se le promettait. C'était déjà le travers de son esprit, instable, impatient, capricieux. Dans son amour de l'étude et des lettres entrait, semble-t-il, le sentiment de l'avantage qu'il en pouvait tirer, et c'est là sans doute ce qui distinguait le plus Edmond About de ses jeunes camarades, assez naïfs pour se contenter de leurs triomphes scolaires et pour y voir un gage assuré de succès dans la vie.

Sans illusion comme sans faiblesse, le jeune lauréat travaillait donc avec une énergie, non pas égale, ni sans à-coups, mais sûre d'elle-même, de ses efforts, de son but. Et la victoire, qui aime les volontaires, couronna régulièrement le labeur de celui-ci jusqu'en 1848. Edmond About terminait alors ses études secondaires, et, pour les bien finir, remportait le prix d'honneur de philosophie au concours général, avec Taine comme second, et, parmi les accessits, Francisque Sarcey, François-Victor Hugo, Ernest Hello. Ces concurrens n'étaient pas négligeables et le succès n'en valait que mieux. Il était escompté, malgré la présence de Taine, car celui-ci n'avait pas encore affirmé sa supériorité. Sarcey, déjà dévoué, commençait à marcher dans les traces de celui qu'il ne devait jamais abandonner, et il

n'était pas le seul, dans cette élite juvénile, qui portât à Edmond About une amitié franche et cordiale. Car c'est un des traits caractéristiques d'About d'avoir su inspirer de bonne heure de sincères sympathies et de les avoir gardées ensuite à travers la vie, par une très réelle bienveillance, qui faisait pardonner les boutades de son esprit trop prime-sautier pour résister à ses impulsions. Dans l'intimité des classes de Charlemagne, About avait noué d'amicales relations avec plusieurs de ses camarades, qu'il aimait et qui le lui rendaient. La plupart se destinaient comme lui à l'École normale supérieure, car c'est là que ses succès scolaires le poussaient, et c'est avec ceux-ci qu'il se lia particulièrement : Sarcey d'abord, puis Paul Albert, Alfred Quinot, Arthur Bary et d'autres encore. Ce dernier était fils d'un professeur, Émile Bary, qui enseignait au même lycée la physique et la chimie et qui logeait dans le vieux bâtiment de Charlemagne, formé, comme on le sait, des locaux de l'ancienne maison professe des Jésuites de Paris.

Le logis était fort incommode, mal distribué, trop chaud l'été, trop froid l'hiver, mais engageant par la bonne grâce de ceux qui l'habitaient : le professeur, aussi modeste qu'indulgent, tout à ses devoirs professionnels et à sa famille, nourri de l'antiquité classique qu'il ne cessait de fréquenter; Mme Bary, femme d'une instruction très solide et très variée, pratiquant les mêmes vertus domestiques que son mari, agrémentées d'une gravité douce et souriante, pleine de charme et de gaieté ; les enfans, formés sur le modèle de ce ménage et cherchant à l'imiter : Arthur, un garçon modeste et résolu; un fils plus jeune, Gustave, et une jeune fille, presque une enfant, Mlle Louise Bary, qui devait plus tard épouser Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra, un mariage auquel About ne fut pas étranger. C'est dans ce milieu si honorable, où s'épanouissaient les qualités naturelles à la petite bourgeoisie d'autrefois, que venaient souvent About, Sarcey et les autres collégiens de Charlemagne qui songeaient à entrer eux-mêmes dans l'Université. C'est là qu'ils venaient prendre l'habitude, je ne dirai pas du monde, mais de la vie sociale, le sentiment de la douceur d'un foyer ami, l'agrément d'une vie vouée aux devoirs quotidiens délibérément choisis et accomplis avec scrupule. Ils furent sensibles à cet exemple et eux-mêmes reconnaissaient combien il leur avait été salutaire.

On le verra d'ailleurs, dans les lettres qui vont suivre, dont les premières sont adressées à Arthur Bary. Pour se remettre de la fatigue du concours d'admission à l'École normale, celui-ci a gagné, avec sa famille, la forêt de Fontainebleau, et About, resté aux écoutes, lui transmet l'écho des bruits qui courent. Quelques-uns sont faux, — par exemple, si Hermile Reynald ne réussit pas à entrer alors à l'École normale et n'y pénétra que l'année suivante, il n'en est pas de même pour Paul Albert qui fut admis, et brillamment. — Le reste est plus intime : About entrevoit, lui aussi, le repos champêtre après le labeur de l'esprit et dit comment il espère avoir ce délassement. Sa mère, veuve, était dame de compagnie d'une Russe, la générale comtesse Pankratieff, et il avait fallu décider celle-ci à une villégiature proche de Fontainebleau.

« Mon cher ami, écrit About à Bary, tu n'avais pas besoin de me rappeler par l'entremise de Lefèvre les engagemens que j'ai pris envers toi; mais je lui suis reconnaissant de m'avoir donné ton adresse.

« Je vais au plus pressé : tu es admissible, Quinot aussi, moi aussi. Dans quel rang? Je n'en sais rien. L'École fait la bête et ne veut rien en dire. Dieu sait combien je trime depuis deux jours pour savoir ces malheureux rangs! Les professeurs l'ont fixé hier soir : à huit heures tout était fini. Je suis allé à l'École, mais je n'ai pu rien apprendre. On m'a renvoyé à ce matin, et, ce matin, on a refusé de me dire nos numéros. J'ai vu le mien par surprise : il n'est pas brillant. Libert est le premier, Taine le second, et moi le troisième. J'ai fait tous mes efforts pour voir les vôtres : impossible. Je pense qu'on les verra bientôt dans les journaux.

« Une bonne charge : Reynald n'est pas admissible, et encore devine qui? un des plus fendans, Albert! Je me le suis fait répéter deux fois. Piocheras-tu un peu ton grec, ton latin et ton français pour l'oral? Pour moi, je me promets d'y jeter de temps en temps les yeux à Fontainebleau, si j'ai ce loisir.

« Car je vais à Fontainebleau, et bientôt, et avec tout mon monde. La petite Olga, — fille de Mme Pankratieff, — soupirait après la campagne; de mon côté, j'étais bien aise de ne pas quitter ma mère, tout en prenant des vacances; et enfin la générale aime beaucoup le raisin. Tu devines le reste : j'ai parlé d'abord en l'air d'aller visiter la forêt, mais j'ai dit qu'il fallait

pour cela plusieurs jours; mais les hôtels de Fontainebleau sont très chers; il faudrait louer un petit appartement dans un village. Ah! si M. Benoît voulait nous donner l'hospitalité pour quelques jours! J'ai écrit à mon ami Benoît : son père était justement à Paris; nous nous sommes entendus, et, moyennant la bagatelle de 360 francs, ces trois dames vont trouver aux Sablons, pour un mois, la table, le couvert, une société agréable et énormément de raisin. Pour moi, j'y serais allé quand même, mais j'aime mieux y aller ainsi.

« Nous voilà voisins, et j'espère que nous nous verrons quelquefois, par exemple à la vallée de la Solle, ou à quelque autre promenade à moitié chemin de Fontainebleau et des Sablons; enfin, nous irons vous voir à Fontainebleau et vous nous montrerez le château.

« Nous partons d'ici le samedi 2 septembre, à 7 heures, par le bateau à vapeur; nous serons vers 2 heures à Valvay ou Valvet ou Velvet (Valvins), à la hauteur de Fontainebleau. Là une voiture vient nous prendre au débarcadère; nous ne nous verrons donc pas ce jour-là; mais cela ne pourra tarder. Tu dois connaître Vacquier; nous rirons.

« C'est dans cet espoir, mon cher ami, que je te serre la main pour écrire à Quinot que nous sommes admissibles et qu'Albert et Reynald ne le sont pas. Présente mes devoirs à tes parens et embrasse pour moi ta sœur et ton frère. »

Ainsi fut fait. About et les Pankratieff vinrent aux Sablons, tandis que la famille Bary villégiaturait à Fontainebleau, et les amis se virent aussi souvent que le permettaient les trois lieues qui les séparaient. C'est dans ces conditions qu'Edmond About et Arthur Bary préparèrent leur examen oral, qu'ils passèrent tous deux avec succès. Et, le 20 octobre suivant, ils entraient à l'École normale, dans une promotion de vingt-quatre élèves, que Taine guidait, et qui se composait, en outre des lycéens de Charlemagne déjà cités, d'Édouard de Suckau, de Jules Libert, de Gustave Merlet, de Charaux, d'Heinrich, de Dionys Ordinaire, de Rieder, qui tous devaient se faire plus tard un nom honorable dans les lettres et dans l'Université. De ce moment, la suprématie d'About, jusque-là si manifeste, cessa d'être incontestée. Hippolyte Taine, qui venait du lycée Bourbon-Bonaparte, — aujourd'hui Condorcet, — apportait avec lui une intelligence plus ample, une volonté

de travail mieux équilibrée, un besoin de vues générales et philosophiques qui allaient s'imposer à cette jeunesse studieuse. Sans doute, Edmond About restait toujours sans rival pour la souplesse de l'esprit, la vivacité du trait, la finesse de l'ironie, qualités d'autant plus goûtées que tous ces normaliens nouveaux, pour la plupart issus de la province, venaient de passer par les divers collèges parisiens, s'y étaient polis et formés à ces manières si séduisantes pour la jeunesse. Si Taine devenait peu à peu le modèle et le guide de cette élite studieuse et lui enseignait par l'exemple la probité du travail et de la pensée, About restait le chef du chœur ironique et narquois qui domine les événemens et la vie, savait en tirer aussi un enseignement et montrer que l'esprit qui surmonte les faits et les explique, la malice qui les raille, la verve qui n'épargne ni les autres ni soi-même, sont encore parfois des leçons d'énergie et de réconfort. Et jamais, à coup sûr, les élèves de l'École normale n'eurent plus besoin d'être soutenus et réconfortés qu'à l'heure où la promotion de Taine et d'Edmond About venait d'en franchir le seuil.

Précisément, dans les promotions qui avaient précédé immédiatement celle-ci, s'étaient faufilés bien des jeunes gens dont on pouvait croire qu'ils ne voudraient pas rester confinés dans les devoirs de l'enseignement public et songeraient sans doute à en élargir le cadre. Déjà, en 1845, Beulé, Caro ou M. Alfred Mézières; en 1846, Challemel-Lacour ou Eugène Véron; en 1847, Alfred Assollant, Jean-Jacques Weiss ou Eugène Yung n'étaient pas des modèles d'universitaires tels qu'on les rêvait trop volontiers alors, uniquement attachés à leur mission, ne voyant rien au delà et écrasant leur curiosité d'esprit sous le poids de leurs obligations professionnelles. Ce devait être bien pis en 1848, alors que les émotions de la rue avaient fait vibrer les âmes des lycéens et qu'un souffle de liberté plus large enflait leurs poitrines. A cette génération qui arrivait alors à la vie active sous de si généreux auspices, les épreuves ne devaient, hélas! pas manquer. Si Taine fut le cerveau, la pensée de ses camarades dans l'épreuve prochaine, Edmond About en fut la gaieté, la joie, la vie, et, à de certaines heures déprimantes, le chant qui éclate dans le silence, la plaisanterie qui ranime les cœurs ne sont pas moins nécessaires que l'idée qui guide et qui éclaire.

Nous saurons plus tard, par Taine lui-même, le bienfait de l'exemple d'About. Pour le moment, celui-ci n'était qu'un élève assez fier de ses succès, un peu vain de ses moyens, tout à la camaraderie nouvelle, riant des farces traditionnelles du lieu et les inspirant peut-être. Dans la suite, il se déridait encore au souvenir des mauvais tours joués au Breton Rabasté et au Lyonnais Vignon, avec une complaisance telle qu'on y pouvait soupçonner quelque amour-propre d'auteur. Mais si ces plaisanteries étaient parfois d'un goût discutable, jamais elles ne furent ni méchantes ni envenimées. Riant trop volontiers aux dépens des autres, About se montrait agressif, non cruel, si ce n'est pour les maîtres qui, sans savoir et sans autorité, prétendaient régenter ces jeunes turbulences. Tandis que Taine, un peu dépaysé d'abord, se contenait en lui-même, observant et méditant, causait surtout avec les plus sérieux de ses camarades, Barnave ou Cambier, qui devaient tous deux entrer dans les ordres, Suckau ou Vignon, About et la joyeuse petite bande qu'il groupait mettaient plus de fantaisie dans un travail qui n'était cependant pas négligé. L'examen de la licence ès lettres clôturait alors la première année de l'École, et il fallait le subir avec succès pour être admis en seconde année. C'est à quoi tous nos jeunes gens s'employèrent d'abord. Ils y réussirent d'ailleurs, sauf Bary, qu'un échec força à affronter une seconde fois l'examen, — avec succès, cette fois, — au mois d'octobre suivant.

C'est dans ces conditions que les vacances arrivèrent, et les normaliens se disposèrent à en profiter de leur mieux. Ils se proposaient de faire une excursion dans l'Ouest de la France, en Normandie et en Bretagne, poussant leur curiosité le plus loin qu'ils le pourraient. Les dames Pankratieff et Mme About villégiaturaient à Fécamp ; la famille Bary s'était fixée à Sanvic, près du Havre. Ce fut la double raison qui amena les voyageurs dans ces parages. About aimait la marche ; déjà, l'année précédente, il avait fait une longue course pédestre à travers les Vosges. Cette fois, About et Sarcey partirent ensemble de Paris, par le chemin de fer de l'Ouest, sac au dos et bâton à la main, pour aller joindre Bary et l'emmener quelque temps avec eux. Les préparatifs de cette odyssée, qui devait se poursuivre à pied pour la plus grande partie, avaient été difficiles : il avait fallu trouver l'argent d'abord, car la tournée, même dans ce

simple appareil, devait coûter cher à des bourses mal garnies, s'équiper ensuite en chaussures et en vêtemens. Sarcey a dit ces ennuis dans des lettres pleines de bonne humeur, dont on a publié des fragmens. La liberté et la joie sont au bout de l'aventure. On s'embarque et il ne s'agit plus que de retrouver Bary. About se charge de lui donner un rendez-vous et lui envoie toutes les indications utiles.

« Mon cher ami, lui écrivait-il de Fécamp, le 5 septembre 1849, tu te souviens de nous avoir tous laissés à Étretat dans une situation d'esprit plus folâtre que raisonnable, sans excepter ni le sage des sages, Francisque, ni même ma jeune élève. J'ai ramené tout ce monde en assez bon état à Fécamp. Depuis, nous nous sommes assez modérément amusés; nous avons pris deux bains de mer, nous avons fait une grande promenade sous une grande pluie; hier, nous avons pêché la salicoque, en entrant dans l'eau jusqu'au ventre. Nous avons pris plus de rhumes que de crustacés. Francisque a la plus énorme fluxion que tu puisses imaginer; sa figure ne ressemble plus à rien.

« Nous partons d'ici le 12. On nous a conseillé un charmant voyage sur les bords de la Seine et qui ne serait pas cher. Le premier jour nous irons d'ici à Lillebonne, où tu pourrais venir en chemin de fer nous retrouver, si cela te souriait.

« De Lillebonne, avec des lettres de recommandation, nous visiterions Caudebec, Saint-Wandrille, La Meilleraie, Jumièges, Norville, Tancarville, Saint-Maurice-d'Ételan; et nous serions au Havre pour le 14 ou le 15. Notre centre d'opérations serait Lillebonne. La personnequi nous a donné notre itinéraire est le rédacteur du journal de Fécamp, *le Progressif cauchois*. S'il peut venir, il nous accompagnera; sinon, il nous donnera des lettres de recommandation pour tout visiter, même les fabriques.

« Le 15, nous retrouverons au Havre Mme de Pankratieff, sa fille et ma mère, qui iront faire une visite à tes parens. Eugène Benoît vient avec nous.

« Si ce voyage te sourit, écris-moi un mot rue Sainte-Croix, 30, chez M. Benoît. Nous te donnerons plus de détails.

« Tu vois que j'ai désappris à écrire. Adieu, mon vieux. Le voyage en question doit nous coûter à chacun environ quinze francs, y compris le voyage de Fécamp à Lillebonne. C'est moins cher pour toi qui es plus près. »

C'était là, comme on le voit, une simple excursion d'essai pour mesurer les forces des voyageurs. Elle se fit, et, après elle, commença aussitôt la randonnée en Bretagne, dont Bary ne fut pas. En ce temps-là, on ne voyageait guère, car les moyens de communication dont on disposait n'engageaient pas à sortir de chez soi, si ce n'est pour des raisons utiles. Il fallait la témérité de la jeunesse et son entrain pour entreprendre et mener à bien une si longue et si fatigante prouesse. Encore, nos apprentis étaient-ils moins rassurés qu'ils voulaient le paraître, et avant de se mettre en chemin, ils avaient demandé des conseils à une personne d'expérience, M. Callot, ancien préparateur de physique à Charlemagne, qui exerça plus de quarante ans en cette qualité à l'École normale. Puis, le sac au dos et le cœur en joie, About et Sarcey s'élançaient à travers la Bretagne, avides de plein air et de liberté. Ce que fut cette équipée, About va nous le dire d'une plume familière et abondante. Il aimait à écrire des lettres vives, pittoresques, qu'il faisait volontiers longues et qui, par une singulière malice du sort, se sont presque toutes perdues. Une main prévoyante a gardé cette fois-ci ces souvenirs d'un temps matinal. Le jeune voyageur instruit Arthur Bary, qui n'a pu aller jusqu'au bout et que la préparation de son examen a ramené à Paris avant la fin des vacances. Voici le début de ce récit improvisé. Il est daté de Crozon, le 29 septembre 1849.

« Mon cher Arthur, il y a un mois, à pareille heure, Rinn finissait son examen, et nous commencions à croire que nous irions en vacances. Il y a un mois que nous sommes montés ensemble dans le chemin de fer de Rouen. Alors notre grand voyage devenait chose possible, mais à peine encore vraisemblable, et quelques incrédules doutaient un peu que nous pussions aller jusqu'à Brest. Nous y étions hier, mon bon vieux : aujourd'hui, nous voici à Crozon ; je t'écris dans la chambre d'Édouard (de Suckau), sur son papier, avec ses plumes; Francisque, bien entendu, est fidèlement en face de moi ; quand nous écrivons, nous ressemblons toujours à deux chiens de faïence.

« Veux-tu entendre le récit de notre odyssée ? A peine nous sortions des portes de Sanvic, nous étions embarqués comme tu l'as vu, sur un joli bâtiment qui promettait de bien filer. Il tint ses promesses; la traversée fut belle au possible; nous

avions une mer tout à fait calme, un beau ciel bleu et un soleil magnifique. Le bateau marchait grand train; des deux côtés, nous voyions ces affeux mollusques que tu sais, les satrous (1), nager comme des poches bleuâtres à un pied sous l'eau. Pas le moindre mal de mer, même autour de nous : une dame de bonne volonté se força un peu, pour nous montrer ce que c'est; mais c'est tout au plus si elle réussit à rendre son dîner.

« Au bout de quelques heures de navigation, l'ennui nous prit : il ne nous quitta guère qu'à Cherbourg. Un élève du Val-de-Grâce de Lille vint encore y ajouter quelque chose par sa conversation, et nous eûmes le temps de prendre en grande pitié les marins qui restent six mois sur mer. Au bout de huit heures, nous tombions d'ennui. Mais Cherbourg ne se fit pas attendre longtemps; nous y étions à quatre heures du soir. Nous nous sommes payé en arrivant le spectacle de tout le beau monde de la ville qui se promenait en écoutant une musique de régiment. Mais le beau monde est peu de chose à Cherbourg; comme ville, c'est une espèce de Fontainebleau maritime, un vrai nid à garnison. On ne rencontre que soldats et officiers, soit de terre, soit de mer. Un petit aspirant, dont nous avons fait la connaissance à table d'hôte, nous a fait visiter le port militaire. C'est à cent lieues au-dessous du Havre; tout y est mort : un cadavre de port, et des cadavres de vaisseaux. De port commerçant, il n'y en a point, ou c'est tout comme. La campagne environnante est à l'avenant; nous avons pu bien voir la ville du haut d'un fort qui domine tout le paysage, et qui a pour garnison quatre moutons, pour capitaine une vieille femme.

« Tout le département de la Manche est d'une insigne platitude : lande pure, et pas même de montagnes sérieuses. Nous n'y avons fait que de belles marches et de bons dîners. Nous avons tout à fait renoncé à l'omelette et reconnu que le morceau de pain et de fromage était un abus. Nous dînons dans les bons hôtels et déjeunons de même. Depuis qu'un gargotier nous a fait payer cinquante sous une tasse de lait et un peu de beurre salé, nous avons juré de fuir les gargotes. Je suis aussi très heureux de t'annoncer que nous avons fini avec le cidre, juste

(1) Nom populaire des pieuvres, à Fécamp.

au moment où nous commencions à pouvoir en boire sans nous faire tenir. Depuis Morlaix, on nous donne une bouteille pour deux à table d'hôte. Quand nous approcherons de Nantes, le vin sera à discrétion ; mais à ce moment-là, il faudra que je bouche Francisque : c'est un véritable gouffre ; il n'est aucun vin qui n'y passe, bon, mauvais, il boit tout sans sourciller. Adieu donc à ce malheureux quart de bouteille qu'il nous donnait autrefois. Nous aurons même à combattre pour qu'il ne boive pas la bouteille entière.

« Le Sud du département de la Manche nous a consolés du Nord. Granville est une ville féerique, bizarre et, par-dessus le marché, élégante. La plage y est belle, toute semée de rochers; la ville est moitié sur un roc, moitié sur un autre, avec un pont de bois entre les deux. C'est immodérément joli. Avec cela, il est bon de te dire que, depuis que nous t'avons dit adieu, nous avons eu constamment beau temps. J'ai peur que cela ne dure pas : le ciel se barbouille depuis trois jours.

« Après Granville, où nous avons fait un court, charmant et ruineux séjour, nous avons vu Avranches, admirablement situé sur une montagne escarpée, d'où l'on a vue sur une foule de paysages de terre et de mer. D'Avranches, nous avons marché à travers quatre lieues de sables prétendus mouvans, jusqu'au mont Saint-Michel. C'est un rocher vêtu d'un village, et coiffé d'un donjon, où pourrissent six cents détenus. On ne peut y aller qu'à la marée basse ; dans ce pays-là, la plage est si plate que la mer parcourt cinq lieues en montant chaque marée; c'est là qu'elle marche, en certains momens, plus vite qu'un cheval au galop. Elle a eu le bon esprit de nous laisser passer tranquillement notre chemin.

« Les sables, dont les guides disent pis que pendre, n'ont pas paru affamés de notre peau ; nous sommes allés tout seuls, à vol d'oiseau et sans encombre. Il est vrai que le voyage a été un bain de pied continu. De là, nous avons gagné Saint-Malo, si gagner est le mot propre. Je ne trouve pas que cela vaille sa réputation. La ville est une espèce de tache d'encre sur un rocher, tant elle est sombre et noire. Tout à l'entour, la mer est belle et semée de rochers.

« Nous avons été sur le point de passer à Jersey, sur les terres de la bonne reine Victoria. Mais il nous fallait ou y passer quatre jours, ou n'y rester qu'un dimanche. Dans un

cas, nous aurions trop vu ; dans l'autre, nous n'aurions rien vu du tout, puisque tout chôme le dimanche, jusqu'aux promenades. Donc nous en avons fait notre deuil, et nous avons poussé plus avant.

« Nous avons vu à Jugon le jeune Rωbωté, comme on dit dans le pays. Il n'y était pas au moment de notre arrivée ; on l'a envoyé chercher, et il s'est mis en petite tenue pour venir nous voir. Il est en grande odeur de sainteté dans le pays · quand on l'a vu en uniforme, on a cru qu'il était devenu général, et on s'étonnait de cette fortune rapide, et telle qu'on n'en voit que dans les révolutions. Au reste, il nous a faussé compagnie, et il n'a pas fait avec nous le petit voyage qu'il projetait. Nous avons causé quelques heures ensemble, beaucoup ri, et nous nous sommes dit adieu.

« Depuis, nous courons la poste. Nous avons fait pendant trois jours de suite treize lieues par jour, toujours à pied. En Normandie, on trouvait parfois une voiture complaisante ; ici, le Breton écorche le Français, mais ne le conduit pas. Les rues sont pavées de mendians ; les routes mêmes en sont macadamisées. Tout ce sale peuple comprend très bien le français quand il y a intérêt, et fait la sourde oreille quand vous avez besoin de lui. Hier, nous avons visité le port et le bagne de Brest ; c'est une belle journée ; nous avons beaucoup vu et des choses curieuses. Mais, une fois la rade passée, nous sommes tombés en Basse-Bretagne, et nous avons failli coucher au grand air.

« Crozon, où habite notre ami Édouard, n'est sur aucune route ; il y a mille chemins de traverse pour y arriver ; le meilleur est impraticable. Or hier, dans l'espoir d'aller coucher à Crozon, nous étions venus à Quelern, qui est à trois lieues de Crozon. Arrivés, on nous dit unanimement qu'il est impossible d'aller à Crozon sans se perdre ; qu'il est impossible de coucher à Quelern ; que le plus prochain village est à une lieue, et qu'il est également impossible d'y trouver un lit. Conséquence nette : il faut coucher à la belle étoile. Nous avons dû nous installer de force chez une femme, et lui dire que, de deux choses l'une : ou bien nous coucherions chez elle, ou bien elle nous trouverait un guide. Elle nous en trouva deux.

« A Crozon, portes closes partout. L'hôtel où habite M. de Suckau nous ferma sa porte au nez, et aujourd'hui il en verse

des larmes amères; ailleurs, nous avons frappé une heure durant à la porte d'un aubergiste : le chien, pendant une heure, a aboyé sans interruption ; mais le Breton s'était mis dans la tête qu'il ne bougerait pas, et il n'a pas bougé. Par bonheur, un brave homme nous a donné un lit pour deux, dans une chambre où couchaient déjà son fils et un douanier en retraite. Là, du moins, nous avons un peu dormi. Nous prenons nos repas chez l'hôtelier d'Édouard ; ce brave homme a la bonté de ne pas nous prendre plus cher que dans le premier hôtel de Cherbourg, quoique nous soyons infiniment moins bien chez lui. Mais peu importe; nous sommes avec des amis. Demain Édouard nous montrera les grottes qui sont aux environs ; il nous tracera un itinéraire dans le Morbihan. Mme de Suckau paraît à l'unisson de son fils et de son mari, une femme charmante et toute bonne.

« Notre voyage n'a plus guère que quinze jours à durer ; il faut que Francisque donne une quinzaine à ses parens ; nous serons le 15 octobre à Paris pour chercher des habits ; de la sorte, nous vous bénirons avant votre licence.

« Je n'ai pas reçu une lettre depuis mon départ, Francisque pas davantage ; la poste est aussi bête qu'un simple Breton, dans tout ce pays-ci. Nous avons écrit à Rabasté pour lui annoncer notre arrivée ; nous sommes arrivés à pied avant la poste. Notre lettre à Édouard n'est arrivée qu'un jour avant nous. Si tu m'écris, écris-moi à Nantes ; c'est un pays civilisé.

« Adieu, mon cher ami ; je ne te souhaite pas du plaisir ; tu as mieux que cela à Paris ; je te souhaite le courage de travailler un peu. Rappelle-moi au bon souvenir de tes parens quand ils seront de retour, et d'ici là, dis bien des choses aimables de ma part à M. Callot ; j'ai profité de mon mieux des instructions qu'il m'avait données ; mais il n'y a que l'expérience personnelle qui soit bien instructive. »

Tel est le récit qu'About envoie à son ami. Ne croirait-on pas lire une page préliminaire de la *Grèce contemporaine*, écrite avec plus de laisser aller, sans doute, et plus d'abandon, mais avec la même verve, le même entrain et les mêmes moyens d'observation et de style ? La formation de cet esprit si prompt fut, en effet, très rapide, et l'expression lui arrivait aussi aisément que l'idée. Parler avec une certaine désinvolture des hommes et des choses, ne s'en laisser imposer ni par les idées

reçues ni par les jugemens tout faits, jauger tout à la mesure véritable et dire son opinion avec une gaminerie détachée, voilà les traits saillans de cette lettre et ceux qu'on trouvera encore, plus ou moins adoucis, dans les œuvres que l'écrivain livrera par la suite au public. Pour le moment, il est surtout un Normalien en vacances, et il y paraît à son langage plus débridé que jamais. C'est pour cela qu'il avise, au passage, son camarade Rabasté, qui vient visiter nos voyageurs sous l'habit dont la République avait orné les Normaliens : tunique de drap noir à col de velours vert avec palmes d'or, poignets aussi en velours vert, passepoils verts, boutons d'or, pantalon à bandes vertes, bicorne à plumes noires et épée au côté! Comment s'étonner que les compatriotes de Rabasté l'aient pris, en le voyant ainsi, pour un général fait par la Révolution! C'est un autre Normalien qu'About et Sarcey allaient trouver plus loin, le philosophe Édouard de Suckau, qui villégiaturait à Crozon dans sa famille. On a vu comment tous trois réussirent à se joindre. La mésaventure déplut si fort à About qu'il la raconte encore, sans y prendre garde, au début de sa nouvelle lettre à Bary, lettre qui contient le détail des derniers temps de cette excursion mouvementée. Elle est datée d'Auray, le 8 octobre 1849.

« Mon cher ami, tout plaisir a son terme : nous serons le 15 à Paris. Depuis ma dernière lettre, datée je ne sais d'où, nous avons fait beaucoup de chemin, et nous avons eu encore plus de plaisir. Nous avons vu Brest, une ville charmante, où tout le monde, depuis le sergent de ville qui nous a demandé nos passeports jusqu'au major qui nous a signé un permis de visiter le port, a été charmant pour nous. Les forçats mêmes sont d'une grâce à ravir, et rivalisent d'amabilité avec les gardes-chiourmes. Nous avons décerné à Brest le titre de la ville la plus polie de France. Je n'ajouterai pas à tous ses mérites celui de nous avoir donné un excellent déjeuner : on vit admirablement dans toutes les villes de Bretagne. Il est vrai que dans les villages on ne trouve absolument rien, pas même de pain; à plus forte raison pas de vin, de viande, ni des autres vanités de la civilisation.

« De Brest, nous sommes allés, par un chemin héroïque, et en un voyage qui ferait une Odyssée, à Crozon, où nous avons trouvé Édouard. Mais ne crois pas que nous l'ayons trouvé là tout naturellement, comme on trouve un enfant sous un chou.

Nous nous étions fait transporter de l'autre côté de la rade de Brest dans la presqu'île qui recèle Crozon : c'est une traversée de trois lieues. On nous débarque à la nuit. Nous demandons le chemin de Crozon ; on nous l'indique en ajoutant : « Mais vous êtes sûrs de vous perdre. » En effet, trois lieues de pays à travers les landes, les rochers et les sables du bord de la mer. « Bon, disons-nous, nous irons demain. En attendant, couchons ici. — Mais, nous dit-on, ici ce n'est pas un village ; c'est un fort en construction, et le peu d'auberges qui existent sont littéralement remplies par les ouvriers. » En effet, nous courons toutes les maisons : pas un lit. Enfin, de guerre lasse, nous nous installons dans une maison, et nous déclarons positivement à la propriétaire que, de deux choses l'une, ou nous coucherons chez elle, ou elle nous trouvera un guide pour Crozon. Elle nous en trouva deux. Nous voilà courant à la suite de nos guides à travers le plus chien de pays qui salisse la surface de la terre ; à chaque pas nous prenions un bain de pieds quand nous ne buttions pas dans une pierre ou dans une racine. Enfin nous voici à Crozon : nous courons droit à l'hôtel qu'habite la famille de Suckau, le maître de l'hôtel vient en chemise nous ouvrir sa porte ; et, jugeant à notre mine que nous pourrions bien être des voleurs, il nous répond qu'il n'a pas un lit vacant.

« Autre embarras! Nous allons frapper à une auberge. Le maître de la maison se dit intérieurement qu'il n'ouvrira pas ; et, comme c'est un Breton, nous avons beau frapper. Le chien du logis aboyait comme un beau diable ; le maître ne soufflait pas mot : cela dura bien un quart d'heure. Enfin, un brave homme de cabaretier, malgré l'opposition de sa femme, consent à nous coucher, dans un seul lit, et dans une chambre où couchaient déjà deux personnes. Faute de mieux, nous acceptons avec reconnaissance ; et au préalable nous nous mettons sur la conscience une immense omelette avec une tasse du plus infernal thé que paysan breton ait moissonné dans son champ.

« Le lendemain, Édouard vint nous surprendre au matin dans ce dortoir où nous n'avions pas dormi. Je n'ai pas besoin de te dire combien l'hôtelier qui nous avait mis à la porte nous fit d'excuses le lendemain ; notre émigration ne fut pas longue à faire ; pendant les trois jours que nous avons passés à Crozon,

nous avons pris tous nos repas avec la famille d'Édouard, qui a été charmante pour nous. L'hôtelier lui-même, pour regagner tout à fait nos bonnes grâces, nous a très modérément écorchés, après nous avoir bien traités.

« Édouard nous a offert une partie de cheval sur les rochers de la presqu'île. Tu sais quel pauvre écuyer est notre ami Francisque : cependant il a fait comme nous, il a enfourché son bidet breton, il a gravi dans les rochers, il a trotté et galopé sur les routes, il a passé avec nous toute sa journée à cheval, et, contre son attente, il n'est pas tombé! Aussi je te laisse à penser combien il était content de lui. Ces petits chevaux bretons sont infatigables; et ils ont le pied aussi sûr que des mulets. Édouard nous a conduits déjeuner à Camaret, dans un petit village où l'on pêche épouvantablement de sardines. Il y a plus de sept cents bateaux qui pêchent tous les jours; et quelquefois un seul en prend 20 000 dans sa journée.

« Le lendemain, nous sommes allés avec toute la famille visiter en bateau les grottes de Crozon ; c'est de toute beauté : des cavernes très profondément creusées dans le roc; la lumière s'y décompose de mille façons sur les cristaux. Ensuite, nous avons fait une partie de pêche, où Mme de Suckau s'est distinguée par un bonheur et une adresse incroyables. Elle est presque la seule qui ait pris du poisson, et elle en a fait un carnage.

« Le lendemain, toute la famille d'Édouard quittait Crozon pour aller à Châteaulin habiter chez une amie de Mme de Suckau. C'était notre chemin pour gagner le Morbihan; Édouard vint à pied avec nous : c'était une affaire de neuf lieues, une plaisanterie pour nous qui en faisons maintenant jusqu'à douze sans nous fatiguer, mais pour lui, c'était plus grave. D'autant plus que nous nous sommes perdus dans le brouillard en traversant une montagne. Arrivés à Châteaulin, nous devions nous mettre en route pour visiter des mines de plomb et d'argent qui sont à une douzaine de lieues de là. Édouard devait donc dîner à l'hôtel avec nous et partir ensuite, pour nous avancer de quelques lieues sur la route des mines. Mais notre guignon nous fit rencontrer la dame chez qui la famille d'Édouard devait venir s'installer une heure après; il nous tomba sur la tête une invitation à dîner : il fallut envoyer ou plutôt pousser Édouard en ambassade pour nous excuser sur ce que nous partions le

soir. Ce fut dur à arracher; mais enfin, nous pûmes dîner ensemble à peu près tranquilles. Le dîner terminé, autre histoire : il fallut qu'Édouard allât prendre congé de ses parens; il eut beau dire que nous avions une voiture, et que nous n'allions qu'à deux lieues et demie de Châteaulin pour coucher, comme il pleuvait à verse, ses parens avaient toutes les peines du monde à le lâcher. Il vint enfin, et à pied, par une pluie battante, nous fîmes deux lieues et demie en causant et en riant le plus gaiement du monde.

« Le lendemain est une de nos dures journées. Nous avons fait connaissance avec les chemins bretons que Francisque appelle des rivières de grande communication. Quelquefois, nous faisions un quart de lieue le long d'une berge en nous tenant aux branches. Jusqu'à six heures du soir, nous ne prîmes qu'un peu de lait, de pain et de beurre salé. Il ne nous manquait plus que de nous perdre, ce qui ne tarda pas à arriver. Retrouve-toi donc dans des chemins affreux, sans indications d'aucune sorte, sans rencontrer personne, si ce n'est de temps en temps une espèce de brute de Breton qui ne vous comprend pas et qui se moque de vous parce que vous parlez français! Enfin, un mauvais petit chien de guide nous conduisit où nous voulions d'abord aller. C'est une cascade de cent dix mètres de haut, toute en écume, au milieu d'énormes rochers de granit. Figure-toi la Gorge-au-Loup changée en rivière : c'était une vue de Fontainebleau, plus l'eau, que Fontainebleau n'a pas. Là, par bonheur, nous fîmes rencontre d'un jeune garde-chasse qui nous guida avec la plus grande complaisance, et fit une demi-lieue pour nous mettre dans notre chemin. Il est vrai qu'il parlait français.

« Aux mines de Poullaouen, nous trouvons un directeur, ancien élève de l'École polytechnique, renvoyé au bout de quelques mois pour manque de respect, on nous dit, à la personne de Louis-Philippe. Nous avions une lettre pour lui : il nous reçoit poliment, nous refuse poliment l'entrée de la mine, nous conduit poliment à la fonderie où il nous expose toutes les opérations de la coupellation, que nous savions aussi bien que lui. Là-dessus, il nous indique un village où nous trouverons à souper et à coucher. Or, il y a à Poullaouen un château où les propriétaires de la mine entendent qu'on héberge les étrangers qui en ont une bonne.

« Francisque m'interrompt pour me charger d'écrire qu'il a bien dîné, et qu'il a bu une bouteille de vin à lui tout seul, et une bonne, encore ! (Je l'ai laissé dîner seul, parce que je suis imperceptiblement malade.)

« Je reviens aux mines. Le sous-directeur, qui demeure au Huelgoat, nous a mieux reçus que son chef. C'est aussi un ancien élève de l'École, il se nomme Ladame ; ton père doit l'avoir connu. Il nous a tout expliqué avec le plus grand détail, et il est descendu avec nous jusqu'au fond de la mine, c'est-à-dire à plus de trois cents mètres sous terre. Le pauvre Édouard peinait à faire pleurer : il était abîmé de fatigue, et chacun des neuf cents échelons lui coûtait un énorme soupir; toutes les fois qu'il enfonçait sa jambe dans une flaque d'eau, le pauvre garçon poussait des cris de paon. Pour Francisque, fidèle à sa maxime de faire tout ce que font les autres, et sans murmurer, il allait partout, suait sang et eau, et ne se plaignait pas. On ne l'entendait que quand sa lampe venait à s'éteindre.

« A la sortie de la mine, M. Ladame nous conduisit devant un bon feu pour réchauffer nos dehors, et il déboucha deux bouteilles de vin vieux pour nous rétablir le dedans. Quand il nous vit bien débarbouillés, bien reposés et bien ragaillardis, il nous mit sur notre chemin et nous dit adieu comme à des amis. Tu vois qu'on trouve de bonnes gens, même en Bretagne, mais ils y sont rares.

« Ce soir-là, Édouard fit encore trois lieues avec nous, mais, à la fin, il avait besoin de l'aide de nos bras. Le soir, après dîner, il nous montra une ampoule grosse comme un œuf de pigeon. C'est à Carhaix que nous lui avons dit adieu. Il a pris le courrier pour Châteaulin, où il va trouver des dames et des demoiselles en masse, et danser. Les quelques jours que nous avons passés avec ce bon et excellent garçon compteront parmi les bons jours de notre voyage. Après l'avoir quitté, nous avons couru en deux jours à Lorient; c'est vingt lieues. Hier, nous sommes venus de Lorient ici par une pluie battante. Les gens du pays sont étonnés que cela nous étonne : ils prétendent qu'il pleut toujours dans le Morbihan. Heureux pays ! Nous sommes ici fort bien installés pour quelques jours dans le premier hôtel d'Auray; notre dîner ne nous coûte que trente sous et notre lit dix sous. Or, les lits sont délicieux, et les dîners... J'ai appris à

marchander dans les hôtels ; nous avons gagné comme cela beaucoup d'argent ; mais il faut faire ses prix avant d'entrer. Au moment de payer, l'aubergiste ne vous rabattrait pas un sou.

« Nous sommes au centre des antiquités celtiques du Morbihan, et même de toutes les antiquités quelconques. Aujourd'hui, nous sommes allés visiter une pierre branlante, que les Druides ont placée dans un équilibre si instable que la main d'un enfant suffit, dit-on, pour la mouvoir. Quant à nous, nous n'avons pu l'ébranler. Sans doute, c'est parce que nous ne sommes plus assez enfans. Nous avons fait encore aujourd'hui le pèlerinage que tout Breton fait une fois l'an, à Sainte-Anne d'Auray. C'est là qu'il y a des ex-voto, et de bien amusans, les tableaux surtout. Les murs en sont couverts. Enfin, nous sommes allés voir le monument élevé par le Duc d'Angoulême aux morts de Quiberon, et la place où on les a tués. Une seule chose nous désole : nos sacs sont à Châteaulin, notre linge est horriblement sale, et Francisque marche nu-pieds. Édouard devait nous envoyer nos sacs, et rien n'arrive. A part cela, nous serions les plus heureux voyageurs du monde.

« J'espère que nous serons là le 15 pour te souhaiter bonne chance : en attendant, nous te souhaitons bon travail. Rappelle-moi au bon souvenir de tes parens ; tu dois les avoir maintenant auprès de toi. Francisque te dit tout ce que je te dis. Si tu pouvais, à l'École, mettre ton nom, celui d'Alfred, d'Édouard, les nôtres et celui du Cacique sur tous les lits du petit dortoir, nous serions là chez nous, et ce serait bien agréable. Présente mes amitiés respectueuses à M. Callot. Adieu, mon bon vieux, je me couche ; nous verrons demain les champs de Carnac. »

Ainsi s'achevait cette longue équipée de plus d'un mois. Il était temps qu'elle prît fin, car, sans parler de l'argent qui s'épuisait vite dans la maigre escarcelle des voyageurs, en dépit de leur économie, About n'a plus de vareuse, Sarcey plus de souliers, tous deux plus de chapeaux. Ils rentrent donc, joyeux du plaisir réconfortant des marches en plein air et de l'apprentissage de la vie. Ils réintègrent l'École, où va s'écouler leur seconde année de séjour, année relativement tranquille, car aucun examen n'en marque le terme, et il est loisible de s'abandonner au travail personnel. On y étudie gaiement, on y

discute avec plus d'ardeur, car les élèves sont maintenant plus divisés. Tout en demeurant d'excellens camarades, quelques-uns affichent un catholicisme intransigeant, qui se manifeste à chaque occasion, pour les motifs les plus divers. Les autres, en plus grand nombre, non moins convaincus et non moins tenaces, plus malicieux encore et plus fertiles en ruses, loin de refuser le combat, le provoquent et se défendent avec une habileté consommée. About est le chef du clan des incrédules ; il fait ses premières armes de polémiste contre ses condisciples, en attendant qu'il se mesure avec des adversaires plus redoutables. Et Taine, toujours logicien, toujours réfléchi, penche manifestement vers ceux qui montrent le plus de largeur d'esprit et laissent un jeu plus libre à la raison de l'homme.

Sur ces années de fermentation intellectuelle à l'École normale, nous possédons maintenant le témoignage direct de quelques-uns de ceux qui les vécurent. La correspondance de Taine, si philosophique, si méditative, donne bien l'idée, encore qu'un peu trop haute, des aspirations généreuses qui guidaient les meilleures de ces intelligences si vibrantes. Les lettres de Sarcey, publiées plus récemment par fragmens, décrivent mieux le cours ordinaire de cette existence assez surchauffée, enivrée de son savoir et fière d'en user, les acteurs, — maîtres ou élèves, — et les incidens quotidiens d'une vie assez recluse qui se répand surtout en lectures et en discussions. Moins abstrait, moins dogmatique que Taine, Sarcey voit plus judicieusement leurs camarades et les marque d'un trait qui, pour être moins profond, n'en est pas moins juste et moins frappant. Les passions de ce petit monde y revivent au vrai, et Edmond About, comme il convient, s'y montre le plus agissant, le plus envahissant. La mobilité de son esprit, la fertilité de ses ressources, en font un adversaire redoutable dans la discussion, plus redoutable encore dans les examens, où le sentiment du danger proche affine ses qualités et transforme ses défauts en élémens de succès. Moins travailleur que les autres, quoiqu'il aime le travail et soit capable de s'y livrer avec une attention soutenue, il assimile les textes et les lectures avec une aisance telle qu'il semble avoir forgé lui-même tous les matériaux qu'il emploie et dont son esprit sait si bien tirer parti qu'ils lui paraissent familiers.

Ce ne sont pas là les habitudes de Taine, qui en souffre parfois, mais qui rend justice à un rival trop heureux dont il dit : « Il a des sens trop vifs, un esprit trop brillant, un trop grand besoin de jouir et de paraître; mais quel être fort, s'il voulait! » Il le devint, et Taine plus encore, mais non dans le sens où leurs facultés pensaient alors s'exercer. Sous la direction de Dubois (de la Loire-Inférieure), l'École normale avait trop attiré l'attention sur elle-même, sur les doctrines qu'on y professait, sur les élèves qu'on y formait. Il convenait de la réformer et, pour cela, on commença par en changer la direction, qui, des mains de Dubois, passa dans celles d'un honnête administrateur, Michelle, tout à fait étranger jusque-là aux traditions de l'établissement confié à ses soins. Le philosophe Vacherot, directeur des études littéraires, fut évincé lui aussi, et toutes ces modifications, qui firent grand bruit dans le temps et dont le souvenir n'est pas effacé, troublèrent profondément l'esprit de l'École et les conditions de son enseignement. Il était fatal que les élèves s'en ressentissent. La fin de la seconde année de la promotion de 1848 et sa troisième année tout entière se trouvèrent, de ce fait, fort assombries. Si le travail ne fut pas diminué, la gaieté fut atteinte à ses sources : on sentait que les difficultés allaient surgir et, malgré l'optimisme de l'âge, on s'en montrait vaguement inquiet. Détail caractéristique, le brillant uniforme de l'École était supprimé et remplacé par l'habit noir, à queue de morue, orné d'une large palme violette au-dessus de la boutonnière : désormais les Normaliens devaient se promener ainsi, se rendre aux cours de la Sorbonne et du Collège de France, venir écouter Jules Simon ou applaudir Michelet. C'étaient là les délassemens de cette jeunesse, qui n'interrompait ses propres travaux que pour entendre la voix des maîtres qui savaient l'émouvoir. Pourtant, au milieu des épreuves de l'agrégation, About eut une fantaisie à laquelle il s'abandonna. Après l'examen écrit, il partit pour Londres, où se tenait une exposition universelle dont on parlait beaucoup. Dans quelles conditions s'effectua cette visite, la lettre suivante à Arthur Bary, datée du 31 août 1851, va nous l'apprendre, avec les impressions qu'About rapportait de cette escapade.

« Mon cher ami, la date de cette lettre t'explique d'avance comment et pourquoi e ne pourrai pas profiter dimanche de

l'aimable invitation de ta mère. Jeudi dernier, comme je m'en allais, clopin-clopant, donner ma leçon rue d'Hauteville, j'ai rencontré mon élève, qui s'en venait à l'École me demander timidement si je consentais à le mener voir l'exposition. J'ai accepté sans timidité, et vendredi matin nous partions à six heures, avec mille francs en poche, et la résolution de nous amuser. Après un voyage assez agréablement varié par le mal de mer d'autrui, et le spectacle des bons Anglais qui, au lieu de tenir la tête de leurs femmes, s'occupaient uniquement à leur tenir les jupons que le vent emportait, nous avons touché le sol de la verte Angleterre, et je me suis écrié pieusement : « Witcomb! Witcomb! »

« Les Anglais ont fait tapisser de craie les côtes de leur pays; cela fait un assez bon effet de loin. Le chemin de Douvres à Londres suit la mer pendant quelque temps, et c'est fort beau à voir. Mais la plupart du temps on voyage sous terre : ils abusent de leur facilité à bâtir des tunnels. Quant à leurs wagons, je le dirai, au risque de blesser votre jeune pensionnaire, un chien n'en voudrait pas. Je parle des secondes; quant aux troisièmes, un Anglais n'y mettrait pas ses cochons : c'est trop sale.

« Nous avons déjà passé un jour à Londres; mais nous n'avons rien vu de la ville. La Tamise est encore un mythe pour nous. Notre journée d'hier s'est passée à chercher l'exposition et à la visiter. Je pense que nous y retournerons tous les jours, mais je doute que nous arrivions à la connaître un peu; c'est d'une grandeur telle, et si plein de recoins imprévus, que les gardiens eux-mêmes doivent en ignorer bien des choses.

« Je n'ai guère vu hier que les machines et les sculptures anglaises. J'aime mieux les machines. C'est non seulement beaucoup plus utile, mais encore et surtout beaucoup plus beau. C'est là qu'ils mettent leur imagination. Il y en a qui sont de génie; toutes leurs statues ne sont que de fabrique. Pour t'en donner une idée, figure-toi de la sculpture au daguerréotype. Une copie plate des formes, une sorte de moulage, fait à vue de nez; pas l'ombre d'idéal. Ce n'est pas peut-être là leur plus grand défaut : mais dans leurs statues, les hommes ne sont pas des hommes, ni les femmes des femmes; les hommes sont des Anglais, et les femmes des Anglaises. Figure-toi un Satan, orné d'une figure tragico-grassotique, assis sur un gros serpent

enroulé comme cela, en forme de câble, ou de tabac à chiquer; un mousse naufragé, orné de légendes telles que ceci : « Dieu tout puissant! Protège ma malheureuse mère *veuve!* » Veuve est un trait auquel Phidias n'aurait jamais songé. Mais le pantalon du mousse est d'un raide admirable, et le plus sceptique ne pourrait contester qu'il soit en cuir. Horrible! *o most horrible!* Mais le plus intolérable, c'est cette physionomie anglaise, et l'on y revient toujours. Quelle impression cela te ferait-il de voir Prométhée enchaîné auprès de son vautour, et de l'entendre crier : *Goddem!* Eh bien! ils ont un Prométhée que l'on croit entendre.

« Je ne te parle pas de la reine Victoria, qu'ils ont mise à toutes les sauces, et les sculpteurs aussi bien que les autres. On la voit en plâtre, en marbre et en bronze; ils ont embelli de tous leurs moyens cette bonne courtaude, mais quelquefois les bonnes caricatures! Il y en a une que je n'oublierai jamais : la reine Victoria, dans sa taille ramassée, se penche en avant, d'un air paterne, comme si elle volait sur le monde, et elle tient un globe dans sa main. C'est en bois, demi-grandeur : je donnerais beaucoup pour pouvoir te peindre la physionomie. Tout le reste est à la Victoria ou à l'Albert. Ce n'est pas étonnant à l'exposition, quand on voit le portrait de la Reine sur les enseignes des boutiques et des cabarets.

« Aujourd'hui, je crois que nous allons à la campagne, s'il y a de la campagne en ce pays-ci. Nous nous paierons un de ces jours Oxford ou Liverpool; à Oxford, j'aurais l'avantage de préparer mon agrégation. Et toi, travailles-tu? Adieu, mon papier est trop court. Rappelle-moi au gracieux souvenir de tes parens, et fais compliment à ta petite Anglaise de son noble pays. »

Comme on le voit, le souci de l'examen prochain n'a rien enlevé à Edmond About de la netteté de son coup d'œil et de sa verve railleuse. Avant la fin du mois de septembre, il était agrégé des lettres, le premier d'une promotion de huit, où ne figuraient ni Sarcey ni Bary. Moins heureux que son rival, Taine avait été évincé de l'agrégation de philosophie par un déni de justice sans exemple, qui mettait au premier rang le doux, l'honnête, le délicat Édouard de Suckau, plus embarrassé que quiconque d'un honneur qu'il sait ne pas mériter. Et toutes ces avanies ne sont que le prélude de tracasseries qui

vont assaillir tous ces jeunes universitaires libéraux. On exile Taine à Nevers, Sarcey à Chaumont, Bary à Saint-Omer, tandis que les plus favorisés débutent à Douai, à Clermont ou à Lyon. About, désemparé malgré son assurance, s'interroge et cherche le vent. On assure que, jusque-là, il n'avait pas envisagé nettement l'éventualité de quitter l'Université, dont il se préparait à remplir les devoirs. Il songe pourtant à en sortir, et Taine, qui connaît ces dispositions, écrit à Prévost-Paradol de les enrayer. « Son caractère n'est pas un sensuel égoïsme, dit-il d'About. C'est une force capable de se porter de tous côtés, qui va maintenant de celui-là. Mais il est capable d'aller de l'autre. Je l'ai vu étudier Platon et Aristote pendant un mois de suite; le plaisir de battre les catholiques en ferait pour six mois un bénédictin. Il est surtout agissant et militant. C'est de ce côté qu'il faut lui représenter les choses. D'ailleurs il a trop d'orgueil pour se résoudre à n'être qu'un homme d'esprit. » Là est bien, en effet, le nœud du caractère d'About : un peu lassé de sa réputation de facilité spirituelle, il veut faire autre chose, agir et étudier en vue de l'action. L'École d'Athènes semble offrir une voie à ce désir d'activité et il s'y lance, un peu étourdiment sans doute, mais le temps n'est pas aux longues réflexions.

On était aux derniers mois de 1851. L'année précédente, l'École d'Athènes, fondée depuis quatre ans, venait d'être réorganisée dans un sens où la littérature devait avoir sa part à côté de l'érudition. Un examen en ouvrait maintenant la porte : ce fut Edmond About qui le passa le premier, le 21 novembre 1851, et la commission d'examen estima qu'il ne pouvait « manquer de faire honneur à l'École française d'Athènes. » Elle ne prévoyait pas la manière. Le 1er décembre suivant, c'est-à-dire la veille même du coup d'État, on signait la nomination d'About. C'était le moment de s'éloigner de France et de laisser les camarades professer dans quelque ville de province, en face des mesquineries d'un pouvoir de plus en plus tracassier. About quitte Paris à la fin de janvier 1852 et, le 9 février suivant, il arrive à Athènes. Ce que fut le voyage et la désillusion du premier contact avec cette terre promise de la beauté, une lettre va nous le dire, écrite au débotté, et adressée par About au jeune homme en la compagnie de qui il visitait Londres six mois auparavant. Les rapprochemens entre les deux voyages

viennent donc naturellement sous la plume de l'écrivain, qui s'en sert, comme toujours, pour donner à sa pensée un piquant de plus.

« Monsieur et cher élève, j'arrive et je vous écris. Vous aurez l'étrenne de ma plume. Il est bien juste qu'après un si long et si lointain voyage, je donne d'abord de mes nouvelles aux personnes qui me l'ont rendu facile et agréable. Grâce à la recommandation de M. Revenaz, j'ai trouvé dans M. Rostand, dans le capitaine du *Lycurgue* et dans tous les employés de l'administration, une complaisance et une prévenance qui ressemblaient presque à de l'amitié. J'ai pris les premières places en payant le prix des secondes; et le confortable du bateau joint à la politesse des officiers m'a fait endurer une traversée de huit jours. Je soupçonne même M. Revenaz d'avoir écrit là-haut un petit mot en ma faveur, car le ciel s'est montré d'une clémence admirable; la mer, très violente quelques jours auparavant, s'est radoucie tout exprès pour nous. Ce n'est pas à dire que la houle nous ait entièrement laissés tranquilles. Vous souvenez-vous de ce joli petit mal de mer, qui nous a pris dans la dernière heure de notre traversée de Douvres à Calais? Eh bien! j'ai goûté un plaisir très semblable à celui-là, mais infiniment plus prolongé. Cela a duré quelque chose comme quatre jours, quoique tout l'équipage jurât que nous avions un temps magnifique. Mais enfin me voici à peu près amariné, et, si ma bonne étoile veut que je fasse un grand voyage ce printemps, je ne donnerai pas à M. Revenaz le triste spectacle de mes nausées. Je suis arrivé ici à peu près dans le même état que vous à votre retour de Londres, c'est-à-dire peu brillant, si vous vous souvenez. Mais je ne regrette pas plus ma fatigue d'hier que vous ne devez regretter vos fatigues de septembre : un malaise passe vite, et le souvenir de ce qu'on a vu demeure longtemps. J'ai bien des fois regretté que vous ne fussiez pas avec moi : après le spectacle de l'activité anglaise et des beaux résultats qu'elle a produits, vous auriez vu ici le triste tableau des effets de la paresse. Athènes est un horrible village, en comparaison de la plus petite ville d'Angleterre. Point de pavé, point d'éclairage; des maisons bâties à la hâte avec de la terre, ou, ce qui est pis, avec des chefs-d'œuvre en débris; une campagne ou inculte ou mal cultivée : les paysans croient avoir assez fait quand ils ont gratté l'épiderme de la terre, et les

Athéniens de la ville se croiraient déshonorés de porter un fardeau. Ils vont faire les beaux dans la ville et s'étaler au soleil dans leur brillant costume : voilà la seule occupation qui leur semble digne d'eux. Il y a plus d'honorabilité (barbarisme anglais) dans un ouvrier de Liverpool, noir de charbon, que dans cinquante de ces gens d'opéra-comique qui pavent les rues ici. Mais je ne veux pas en dire trop de mal avant d'avoir fait plus ample connaissance : je ne suis ici que de ce matin. Et s'il faut se garder de juger un homme à première vue, à plus forte raison quand il s'agit d'un peuple. Cependant, quand vous voyez un homme qui sort en savates, vous avez quelque droit de penser mal de lui; de même pour une nation : et ici, la ville et la campagne sont en savates.

« Avant de rencontrer le peuple grec et ses pompeux haillons, j'ai vu en passant un peuple bien curieux, les Maltais. Malte est une île italienne au pouvoir des Anglais : c'est assez vous dire qu'elle est propre, quoique italienne. L'île est un rendez-vous de tous les navires qui passent dans la Méditerranée; c'est un point central où l'Orient et l'Occident se donnent la main. Il est vraiment curieux d'y voir l'Occident en habit anglais, raide, actif, réglé dans tous ses mouvemens; et l'Orient vêtu de ses amples étoffes, indolent, au moins en apparence, et vautré partout au soleil. Ces Maltais sont encore bien plus Arabes qu'Italiens; leur italien leur sort de la gorge; on le reconnaît à peine. Les figures ont le type arabe fortement marqué; on croit rencontrer Abd-el-Kader dans tous les bateliers : des têtes superbes. Je parle des hommes : les femmes se cachent dans une mante noire et elles font bien. Tout ce peuple est fort et robuste; les Maltais sont les portefaix de tout l'Orient. Mais l'intelligence et la véritable activité leur manquent. Ils ne travaillent que forcés par la faim; et, la tâche finie, ils se couchent au soleil. Ce ne sont pas encore là les modèles que je vous proposerais, si j'étais en droit de vous proposer des modèles. Mais j'oublie toujours que le temps n'est plus où j'avais le plaisir de vous donner des leçons; et que je me suis remplacé moi-même par des maîtres qui valent mieux que moi. Je tiens beaucoup à ce que vous me rendiez cette justice, que je ne cherche pas à me faire valoir par les contrastes, et que je travaille plus à me faire oublier qu'à me faire regretter. J'espère, à mon retour en France, vous voir non seulement bachelier (c'est un jeu d'en-

fant), mais véritablement instruit et solide sur toutes choses. Vous devez être bien près du quatrième livre de la géométrie : et mon ami Bonnefont (1), en sa qualité d'historien, doit vous avoir conduit aux portes de l'histoire romaine. Apprenez; apprenez. Si vous devez voyager un jour, vous ne profiterez de vos voyages qu'à condition de savoir beaucoup. Je regrette tous les jours de ne pas savoir assez. Vous aurez en vous et autour de vous tout ce qu'il faut pour plaire aux gens superficiels; acquérez ce qui est nécessaire pour mériter l'estime et la considération des hommes sérieux. Ne croyez pas toutefois que je vous désire savant en *us;* restez homme du monde, et si vous ne l'êtes pas assez, devenez-le. Profitez des leçons de ma jolie collègue, aussi bien que de celles de Debray (2) et de Bonnefont.

« Aurez-vous la bonté de me rappeler au souvenir de ces trois honorables professeurs, qui ont, à des degrés différens, une grande place dans la mémoire de mon cœur? Faites que la famille de Sales, et le bon M. Reichenbach se souviennent de temps en temps qu'ils ont à Athènes un ami très dévoué; mais, avant toutes choses, je vous prie de dire à madame votre mère que je n'oublierai jamais tout ce que j'ai trouvé en elle de gracieuse bienveillance et d'inépuisable bonté. M. Revenaz sait que je l'aime autant que je l'estime; et ce n'est pas peu dire. Pour vous, mon cher ami, je suis tout à vous, comme la jolie montre que vous m'avez donnée est à moi. Toutes les fois que je la regarde, je suis sûr d'y trouver l'heure; toutes les fois que vous jetterez les yeux de mon côté, soyez sûr d'y trouver amitié solide et dévouement à toute épreuve. »

Telle est la première impression d'About. Doit-on ajouter que c'est la bonne? Comme en Bretagne, comme en Angleterre, le voyageur saisit vite l'aspect des choses et des gens, les juge non moins vite, en un style que sa précision fixe dans l'esprit comme un trait de clarté. Au fond, c'est bien là ce qu'il développera plus tard, quand il composera tout un livre sur la Grèce, en y mettant cependant plus de retenue et d'esprit d'équité. Mais le temps n'a adouci ni l'humeur ni la verve, qui restent caustiques et portées à railler. Jamais About ne savoura, suivant l'expression de Daveluy, les austères douceurs de l'existence des

(1) Professeur d'histoire au lycée Bonaparte (Condorcet).
(2) Chimiste, professeur à la Sorbonne et membre de l'Institut.

membres de l'École d'Athènes. Trop hanté du souvenir de Paris, il sentait trop ce qui lui manquait pour bien apprécier ce qu'il possédait; et c'est pour cela que sa vie est ennuyée, sans passion et sans but. Installée alors dans un immeuble spacieux et bien aéré, en face de l'Acropole, au pied du Lycabette, l'École d'Athènes avait cependant de quoi plaire même à un jeune homme que la science archéologique séduisait médiocrement. Là, sous l'autorité assez ferme, dominatrice, mais non sans esprit, d'Amédée Daveluy qui présida plus de vingt ans aux destinées de l'établissement, de studieux élèves vivaient, assez différens d'intelligence et de goûts, mais tous animés du désir de faire mieux connaître l'antiquité et d'en pratiquer le culte avec zèle. Une douzaine de jeunes gens y avaient habité avant About; trois s'y trouvaient encore lorsqu'il arriva : Ernest Beulé, Alexandre Bertrand, et M. Alfred Mézières, aujourd'hui seul survivant de ces âges héroïques. C'est parmi eux qu'About allait vivre, du moins tant qu'il séjournait à Athènes, et la diversité de leurs aptitudes dit assez que leur commerce n'était ni monotone, ni fastidieux.

Exactement un mois plus tard, le 8 mars 1852, arrivait de Rome à Athènes un grand prix d'architecture, Charles Garnier, venu en Grèce pour tenter la restauration de quelque monument antique. C'était un aimable compagnon, brun et nerveux, facile à vivre, et dont l'ingéniosité d'esprit allait augmenter encore l'agrément de cette vie en commun. Par ses qualités, par ses boutades même, le nouveau venu devait beaucoup plaire à Edmond About, qui, de fait, s'attacha vite à lui. Mais artiste avant tout, doué d'une sensibilité extrême et du sens aigu de la beauté, Charles Garnier était ébloui des spectacles qui retenaient moins About. Pour Garnier, l'arrivée à Athènes avait été un enchantement. Il a laissé le début d'un journal de son séjour en Grèce, qui nous permet de suivre les mouvemens divers de son âme d'artiste dans de telles circonstances, et qui, de plus, fournit le moyen de contrôler les faits et gestes de ceux qui vivent alors auprès de lui.

« J'ai tout oublié, écrit-il en arrivant à Athènes, le 8 mars 1852, j'ai tout oublié, fatigues, ennuis, malaises, tout! Je suis à Athènes, j'ai vu l'Acropole!!! A beau mentir qui vient de loin, dit le proverbe; je défie bien de mentir sur ce que j'ai vu. Toutes les paroles enchantées, toutes les descriptions louan-

geuses sont et seront impuissantes pour dire la magnificence du spectacle; la réunion du beau dans la nature, du beau dans l'art, ces deux sources si vives de joies si pures, tout cela se trouve ici. L'impression ressentie aujourd'hui sera toujours grande et ineffaçable...

« Quel est donc le secret de la nature? La dernière impression qu'elle vous donne vous paraît toujours la plus forte. J'avais vu déjà de splendides choses avant de venir en Grèce; puis, arrivé à Patras, je me dis : « Je n'ai rien vu encore de si beau. » Je m'en dis autant à l'isthme de Corinthe et voilà que j'en redis encore autant à présent. Eh bien! disons-le bien franchement : non, je n'ai rien vu de plus beau que le golfe de Salamine. Il me paraît tout naturel que les hommes qui habitaient cette merveille de Dieu fussent les premiers artistes : ils n'avaient qu'à se laisser aller. La forme et la couleur, ces deux grands maîtres de l'art, n'étaient-ils pas toujours présens à leurs yeux?

« Nous passons devant Mégare, devant l'île de Salamine, les noms de Xerxès, de Thémistocle bourdonnent autour de moi, je me sens belliqueux, et moi aussi j'aurais défait les Perses.

« Puis le ciel se découvre peu à peu, les montagnes du fond encore teintées par l'éloignement forment un rideau magifique; un rayon de soleil traverse les nuages, et, au détour de Salamine, vient éclairer et dorer le Parthénon, en mouchetant de lumière les roches de l'Acropole.

« Eh bien! oui, j'ai pleuré de bonheur, d'émotion; c'était ma chère Acropole si ardemment désirée, si souvent et si longtemps rêvée. Combien elle me parut encore plus belle que mes rêves! Quelle exquise finesse de lignes, quelle fière tournure! Gloire à Dieu, j'ai vu l'Acropole!

« Nous avions été attendus à Kalamaki, dans le nouveau paquebot, par un Grec envoyé par Beulé, et qui devait nous éviter les ennuis du débarquement. Grâce à lui en effet, nous évitons toutes les visites de la douane, les offres des cochers ou des bateliers, et nous débarquons au Pirée comme on débarque à Saint-Cloud.

« Le Pirée, qui s'agrandit de jour en jour, n'a à peu près aucun caractère; c'est une ville qui se fait et se défait en partie. Nous prenons la grande route blanche qui va à Athènes, nous passons le Céphise, tout desséché, nous traversons de grands

bois d'oliviers, nous côtoyons l'Acropole, que nous ne quittons pas du regard, et puis, hébétés par l'étonnement, l'émotion, le cœur tout remué par les beaux noms, les grandes choses, les vieux souvenirs, nous arrivons enfin à l'École de France, où Beulé et About nous reçoivent. Nous arrivons alors à des choses plus terre à terre, nous pensons au dîner, nous causons entre nous, toute la soirée, des vieilles connaissances, on prend le thé, on fume beaucoup, et les uns et les autres, excités par une conversation intéressante pour tous, nous nous quittons enfin pour aller nous coucher. Je rentre cependant dans ma chambre, j'écris au courant de la pensée mes impressions du jour, et je me dis encore : « Quelle merveille que ce pays ! Il n'y a pas à choisir dans les arts : il faut être le bon Dieu ou architecte ! »

On sent dans le tumulte de ces pensées la sincérité de l'enthousiasme. Le lendemain, quand Charles Garnier fut visiter l'Acropole, il ne fit pas, comme Renan devait le faire plus tard, une prière savante et délicate à ce modèle de perfection dans l'art. Son admiration se traduisit autrement, sous une forme qui, pour être plus familière, n'en est pas moins cordiale et profonde. Écoutons-le encore nous dire ce qu'il éprouva dans ce premier contact avec le génie grec, en compagnie de Beulé et d'About.

« Après déjeuner, visite à l'Acropole. Il m'est impossible de dire tout ce que j'ai ressenti dans cette belle et longue visite. J'ai ressenti pourtant une espèce de velléité d'orgueil en voyant tout cela : « et moi aussi j'étais architecte, » je pratiquais le grand art, celui qui touche et impressionne si vivement et je regardais avec admiration les Propylées, et le Parthénon, et le temple de Minerve Poliade, et la Victoire aptère, et ceci, et cela, et puis je recommençais à regarder, et je fumais force pipes, l'une en l'honneur de Phidias, l'autre pour Ictinus, l'autre encore pour Mnésiclès, de sorte que, de pipe en pipe, d'admiration en admiration, quatre heures se passèrent ainsi qui nous parurent quatre minutes. Enfin nous partons émerveillés, un peu abrutis et pas mal fatigués, nous disons en retournant à l'École un petit bonjour au monument chorégique de Lysicrate, avec son charmant fleuron et ses vilaines colonnes, puis côtoyons la tour des Vents, qui laisse un peu à désirer, et rentrons enfin faire un costume. Nous le faisons tant bien que mal, car le moutard qui posait remuait à tout instant. Ça ne fait rien, c'est déjà un commencement de travail. »

A quelques-uns de ces traits, on sent la joie du véritable artiste, que le passé intéresse plus que le présent, et qui est venu pour goûter le charme de ces grands souvenirs, et aussi celui du pays qui les encadre. Sans doute, Charles Garnier se mêle à la vie quotidienne, en note, comme About, les disparates et les singularités, et l'on retrouve sous sa plume bien des incidens qui font l'agrément de *la Grèce contemporaine*. Ces constatations d'un témoin oculaire servent même à marquer combien était juste, à son heure, la critique d'About, que d'aucuns voulurent croire seulement fantaisiste et malveillante. On pourrait s'attarder à rapprocher l'opinion des deux jeunes gens et montrer que la sincérité de leur jugement est modifiée uniquement par la variété de leur tournure d'esprit. Ce serait à coup sûr un rapprochement attrayant, où Garnier se montrerait à son avantage sous bien des égards, plus sensible que son compagnon, et non moins vif ou non moins pittoresque. Nous préférons recueillir ici, de la plume de Garnier, quelques détails nouveaux sur son excursion à Égine avec About et sur la manière dont elle se poursuivit. Partis pour Égine le 2 avril 1852, sur un petit bateau ponté, les deux amis y débarquaient le soir du même jour, après une traversée de plusieurs heures, mouvementée et glaciale.

PAUL BONNEFON.

DANS LE LEVANT

Que voulait-on faire, le 18 mars dernier, lorsque la flotte combinée s'est présentée devant le redoutable étranglement coudé que les Anglais appellent *the Narrows* des Dardanelles? Était-ce un rapide « forcement de passe, » en vue d'obtenir, par la soudaine apparition d'une force navale importante devant Constantinople, une révolution favorable aux intérêts des Alliés ? Coup risqué, assurément, mais que pouvait autoriser l'exemple de Farragut. Le vigoureux amiral nordiste n'avait-il pas deux fois, en 1862 et en 1863, devant Wicksburg et devant Port-Hudson, franchi les défilés du Mississipi, sans s'embarrasser des pertes que lui causaient les canons et les torpilles des Confédérés, sans se préocuper davantage de sa retraite et des conséquences lointaines de son audace? Et si quelques-uns citaient le fâcheux précédent de l'amiral Duckworth, dont les vaisseaux avaient subi des avaries en repassant les Dardanelles, en 1807, après leur vaine démonstration devant la capitale turque, d'autres ne pouvaient-ils pas observer qu'après tout l'escadre britannique s'était tirée de ce mauvais pas ; que l'insuccès de sa mission n'était dû qu'à la difficulté d'attaquer efficacement, avec des bâtimens à voiles et une artillerie à faible portée, les nouvelles batteries que l'envoyé de Napoléon, Sébastiani, — le von der Goltz de l'époque, — avait fait élever à la pointe du sérail ; que rien de semblable, enfin, n'était à craindre pour les Alliés de 1915, puisque, à supposer qu'ils perdissent six cuirassés au lieu de trois en continuant leur route, de Tchanak à Nagara, ils seraient arrivés devant San Stefano avec douze grandes unités, sans compter les croiseurs, les contre-torpilleurs, les sous-marins même, et que la

Queen Elizabeth, à elle seule, mettant en jeu ses huit canons de 381 millimètres, qui portent à 18 kilomètres, était en mesure de réduire à merci Constantinople, les « Jeunes-Turcs » et leurs conseillers germains.

Cela était-il *possible?* Certainement oui. A-t-on eu tort de ne s'y point résoudre, — car ce n'est pas cela qu'on a voulu faire, comme nous allons le voir? A-t-on eu tort de ne pas jouer cette grosse partie où les chances favorables ne l'emportaient que de peu sur les chances contraires? Qui oserait l'affirmer? Point d'autres que les Allemands eux-mêmes, qui, avec leur mentalité témérairement offensive et leur tactique de « risque tout, » eussent peut-être tenté ce coup de fortune...

Mais, enfin ce n'était pas cela que l'amiral de Robeck voulait faire, ou qu'il avait la mission de faire. Du moins semble-t-il bien, quand on étudie de près l'opération du 18 mars, étroitement liée à celles qui l'avaient précédée depuis le 19 février, que l'on poursuivait la destruction successive et méthodique, *par la seule artillerie des cuirassés*, par le *bombardement*, des ouvrages échelonnés sur les deux rives du détroit sur une longueur d'une douzaine de kilomètres, ceux de la pointe d'Europe et de la pointe d'Asie (Seddul Bahr et Koumkalessi) étant mis à part, bien entendu.

Pour une opération de ce genre et dans les conditions où elle se présentait, point de précédens, ou de peu décisifs, à invoquer. Rien ne ressemblait moins aux Dardanelles que la passe du Könge dyb, où, le 2 avril 1801, Nelson engageait si résolument ses douze vaisseaux, ses bombardes et ses brûlots. Point de torpilles, point de batteries de côte, au moins à l'endroit où se déroula le fort de l'action ; des vaisseaux rasés, seulement, bien armés, certes, mais immobiles et que l'on pouvait incendier. Et cependant, à quoi tint le succès de cet acharné combat de Copenhague? Un peu plus de fermeté de la part du gouvernement danois, et Nelson, obligé par les vents du Sud à continuer sa route vers le débouché Nord du Könge dyb, essuyait avec des navires avariés et affaiblis les feux redoutables du grand fort de Tree-Krönen.

Dans la rivière Min, au mois d'août 1884, les circonstances géographiques, le décor, si l'on veut, se rapprochent singulièrement de ce que l'on voit dans les Dardanelles. Deux passes étroites et coudées, Mingan et Kimpaï, s'encadrent de collines

accidentées, solidement tenues par des troupes chinoises relativement aguerries. Les batteries de la défense sont bien armées, au moins aussi bien que l'escadre fort hétérogène de Courbet. Mais l'amiral français sait mettre à profit pour son attaque méthodique l'avantage qu'il a de descendre la rivière, alors que les ouvrages chinois sont plutôt disposés pour battre les navires qui voudraient remonter. Là, le succès est complet. Peut-être en eût-il été de même dans les Dardanelles, le 18 mars, si, tandis qu'une partie de la flotte combinée attaquait d'aval en amont, — on sait que le courant du détroit va toujours dans le même sens, de la Marmara vers l'Égée, — une autre eût pu prendre à revers, d'amont en aval, les batteries ottomanes. Il aurait fallu pour cela que cette division franchît le passage par surprise, la nuit, une nuit de mauvais temps. On avait d'assez bons pilotes pour ne pas craindre d'échouage. Mais on aurait probablement été découvert par les projecteurs et canonné avec plus ou moins de succès.

Restait donc le bombardement pur et simple, l'attaque directe exécutée par l'artillerie des unités de combat qui, partagées en plusieurs groupes, se présentaient successivement à l'ouvert du goulet Tchanak-Kilid Bahr, afin d'obtenir des feux continus. Mais ce n'était pas seulement dans cette journée décisive qu'il eût convenu de se donner cet avantage de la continuité du bombardement et d'enlever à l'adversaire la faculté de réparer à loisir ses pertes, de restaurer ses ouvrages, de se réapprovisionner en munitions. Combien il eût été désirable qu'il en pût être de même depuis le premier coup de canon tiré sur l'ensemble des ouvrages de l'étranglement coudé de Tchanak-Nagara! Oserai-je dire que c'était, à mon avis, une des conditions essentielles du succès? — Oui, mais ce n'était pas possible. Pour entretenir un tel feu, soit directement, par le vestibule du détroit, soit indirectement, en faisant passer les projectiles par-dessus la péninsule étroite que baigne, au Nord, le golfe de Saros, un plus grand nombre de bâtimens était nécessaire, que ce fussent des cuirassés, des croiseurs (même anciens, pourvu qu'ils eussent d'assez grosse artillerie : type *Edgard*, par exemple), et, mieux encore, des bombardes ou bateaux-mortiers. Ces derniers n'existaient pas, je le sais, il y a six mois. Il n'en fallait pas tant aux arsenaux anglais pour en produire un type convenable, encore que provisoire et, peut-être,

y a-t-on pensé, car il n'est pas admissible que l'on ait perdu de vue l'avantage des feux courbes et des projectiles spécialement organisés pour la destruction des ouvrages à terre. Mais laissons cela. L'obstacle capital à la continuité du bombardement se trouva dans les conditions météorologiques fâcheuses de la saison où s'engageait l'affaire. On se rappelle combien de fois les communiqués officiels répétèrent cette phrase : « Le mauvais temps a interrompu les opérations... » Et cela fait regretter d'autant plus que l'on n'eût pas, dès le début du conflit, occupé la pointe de la presqu'île, de Seddul Bahr au vallon du Suan-déré, d'où l'on aurait pu battre avec les pièces appropriées, quelque temps qu'il fît, le groupe d'ouvrages de Kilid Bahr, pris d'écharpe ou de revers. Était-ce possible en novembre dernier, à l'époque de la première démonstration navale contre les Dardanelles? Je ne prétends pas en décider. Au demeurant, pour n'être point absolument classique et conforme aux bonnes règles dans son développement, l'attaque menée par la flotte combinée eût probablement réussi, tant étaient puissans les feux directs des canons de 254, de 305 et de 381 millimètres mis en action, si les défenseurs n'avaient eu à leur disposition les redoutables engins de la guerre sous-marine.

Nous savons fort bien, quoi qu'en aient pu dire, depuis, les officiers allemands qui dirigent les canonniers turcs des Dardanelles, que les trois cuirassés qui ont succombé le 18 mars ont été frappés par des mines sous-marines. Le *Bouvet* l'a été en particulier par une mine dérivante ou, tout au moins, par une mine fixe accidentellement détachée du champ disposé à la hauteur de la pointe Képhès, et sur laquelle il est passé, tandis qu'après avoir fourni ses feux sur les groupes Tchanak et Kilid Bahr, il revenait vers l'entrée du détroit en passant assez près de la côte asiatique. Les projectiles turcs ne sont donc pour rien dans ce pénible incident, et les assertions allemandes n'ont d'autre objet que d'essayer de mettre en relief, à la fois la puissance des canons Krupp des forts ottomans et la valeur des instructeurs germains. Ceci ne veut pas dire, bien entendu, que la flotte alliée n'ait pas souffert des feux convergens auxquels elle se trouvait en butte dès qu'elle se présentait à l'ouverture du goulet Tchanak-Kilid Bahr. Mais ce n'étaient pas ces feux qui pouvaient couler un cuirassé d'escadre en deux

minutes. Un effet aussi foudroyant ne peut se produire que par l'action d'une mine.

Quelles dispositions avait-on prises pour parer à ce très grave danger des mines automatiques?

On avait beaucoup dragué et on pensait sans doute l'avoir fait avec un plein succès. Mais peut-il y avoir un plein succès en pareille matière, alors que, dans les intervalles des travaux des dragueurs, interrompus par le mauvais temps, l'adversaire a la faculté de mouiller de nouvelles mines? Supposons toutefois qu'il ne puisse user de cette faculté. Il reste qu'on ne saurait l'empêcher ni de laisser aller au fil de l'eau, au moment de l'attaque décisive, des torpilles dérivantes, ni de garder en réserve, pour les lancer à point nommé sur les grandes unités qui se décideraient à franchir le seuil du goulet, des torpilles automobiles disposées d'avance sur des radeaux à tubes-carcasses, immergés à la profondeur de 3 à 4 mètres.

C'est que la défense par les engins sous-marins a des ressources nombreuses. Encore ne les énuméré-je pas toutes. Mais, quelles qu'elles soient, ces ressources s'évanouissent entre les mains des défenseurs, lorsque ceux-ci sont obligés d'abandonner leurs ouvrages à terre et d'évacuer la frange littorale. C'est évidemment le résultat que l'on comptait obtenir par le bombardement, direct ou indirect, exécuté par les vaisseaux. L'expérience a montré qu'à ce mode d'action, dont on ne doit pas méconnaître aujourd'hui la valeur, il fallait en joindre un autre, l'intervention d'un corps de troupes suffisamment considérable et pourvu des engins nécessaires au bombardement, — facile d'ailleurs, — d'ouvrages de côte pris à revers.

Facile, viens-je de dire. A condition, toutefois, que l'on n'ait pas laissé à la défense le temps d'organiser, en arrière de la ligne des batteries de côte et sur les crêtes mêmes d'où on les pourrait battre, des batteries de circonstance, des fortins, des blockhaus, des observatoires, des routes militaires où circulent trucs à obusiers, autos-mitrailleuses, autos-canons, etc., etc.; à condition encore qu'on ne lui ait pas donné tout le loisir de rassembler une véritable armée sur le point menacé. C'est ce que j'écrivais ici même, non seulement il y a quelques semaines (n° du 1er avril), mais il y a plus de deux ans (n° du 1er janvier 1913).

Quelle est actuellement la situation ?

Depuis six semaines, la flotte alliée est là, à l'entrée des Dardanelles, non point inactive, certes, car outre qu'elle répare ses avaries et qu'elle s'amalgame les renforts qui lui ont été envoyés, elle entretient constamment, soit dans le vestibule du détroit, soit dans le golfe de Saros, au Nord de la presqu'île, des feux suffisans pour gêner singulièrement le personnel des ouvrages germano-turcs, tandis que ses dragueurs reprennent inlassablement leur dangereuse besogne, vers Képhès, et que ses aéroplanes survolent le théâtre des opérations, tenant les chefs alliés au courant de tout.

Ajoutez bon nombre d'opérations accessoires et une surveillance incessante des abords du détroit, surveillance qui n'est point inutile, puisque, au moment où j'écris, on signale la « randonnée » audacieuse d'un contre-torpilleur ottoman qui, après avoir lancé deux torpilles, — sans succès, — sur un transport anglais, a été poursuivi par les bâtimens légers des Alliés et forcé de faire côte à Kalamati de Chio. D'autre part, on voit des aéroplanes allemands se risquer au-dessus des escadres, des campemens de Ténédos et se faire chasser vigoureusement par les hydravions anglais. Mais cette activité extérieure n'est rien à côté de celle que les Turcs, énergiquement poussés par l'État-major germain, déploient pour renforcer les défenses fixe et mobile, terrestre et sous-marine du réduit des Dardanelles. Sans aller assurément jusqu'à dire que tout est à recommencer, pour la flotte alliée, dans l'attaque prochaine, dans l'attaque qui doit être décisive et, coûte que coûte, victorieuse, on ne peut dissimuler que le temps a été remarquablement mis à profit par l'adversaire pour réparer ses ouvrages, ses plates-formes, ses affûts, — sinon ses pièces, — ses casemates, ses magasins. Bien mieux, il semble que, reconnaissant la redoutable efficacité des feux des vaisseaux contre les batteries permanentes et plus ou moins repérables, les Germano-Turcs s'attachent, toutes les fois que le terrain et l'état des routes (1) le permettent, à organiser des batteries mobiles de pièces moyennes, de 150 millimètres, par exemple, montées sur trucs et traînées par des « tracteurs » automobiles. L'avantage de la mobilité

(1) Le réseau des routes militaires de la presqu'île de Gallipoli et des abords de Tchanak-Nagara, du côté asiatique du détroit, a été très amélioré dans ces derniers temps.

prend ainsi le pas sur celui de la puissance balistique. Mais il ne faut pas oublier que la hauteur des collines qui dominent de très près les *Narrows*, — 250-300 mètres, — facilite le tir plongeant adressé aux ponts, spardecks, toits de blockhaus et de tourelles, cheminées, hunes de mâts militaires, tous organes plus vulnérables que les flancs des cuirassés. On pense qu'en combinant ces feux avec ceux des pièces battant de plein fouet qui restent disponibles dans les ouvrages permanens, on arrêtera encore les escadres assaillantes, affaiblies par les pertes que leur feront subir les engins sous-marins. Les projecteurs sont aussi rendus mobiles, et l'on s'est procuré, en vue des débarquemens possibles, tout l'attirail de la guerre moderne, tel que nous le voyons utilisé en Flandre, en Champagne, en Pologne, en Galicie. Quant aux troupes, elles sont nombreuses, et le général allemand Liman von Sanders en a pris, dit-on, le commandement. Quelle est la valeur technique et quel est l'état moral de ces rassemblemens? Il n'est pas aisé de le savoir. Bien des bruits courent sur l'impopularité de la guerre et sur celle des officiers allemands, qu'il est prudent de n'accepter qu'avec réserve. En tout cas, le soldat turc se bat fort bien dans la défensive. Il l'a prouvé, à diverses époques, à Ismaïl, à Silistrie, à Plevna, à Andrinople et Tchataldja. Il faut compter avec cette force.

Des dispositions spéciales peuvent-elles être prises par les unités de combat des Alliés contre les mines automatiques, — fixes ou dérivantes, — et les torpilles automobiles? Certainement. Sans avoir là-dessus aucun renseignement particulier, je suis assuré que, depuis six semaines, on a beaucoup travaillé de ce côté-là, à Lemnos, à Mitylène, à Besika; voire à Malte et à Bizerte, s'il s'agit d'installations d'un ordre un peu plus élevé que les « moyens de fortune. » J'ajoute qu'il y a, ou qu'il est aisé de concevoir, pour déblayer un champ de mines, d'autres méthodes que celle du dragage. Mais il est inutile d'en dire plus long sur ce sujet.

On sait quelles difficultés ont éprouvées les Turcs pour obtenir, pendant la période critique qui s'est étendue du 19 février au 18 mars, un réapprovisionnement régulier de leur artillerie de côte. C'est à ce point que l'on a pu dire que la question des Dardanelles était une question de munitions. L'arsenal de Top-hané, même sous la direction habile et vigoureuse d'une équipe allemande, ne produit pas assez d'obus. Il en faut faire

venir d'Allemagne ou d'Autriche, ce qui n'est point aisé déjà, ce qui sera impossible bientôt, peut-être, quelque prix qu'on y mette. On sent par là combien il eût été précieux que la flotte russe pût agir à l'entrée du Bosphore dans le même temps que les escadres anglo-françaises obligeaient les batteries des Dardanelles à consommer des munitions. En tout cas, ces munitions, il faut les amener aux Dardanelles, par terre ou par mer. Par terre, du côté Europe, la route est fermée, passant à Boulaïr sous le feu des vaisseaux alliés. Celle d'Asie est beaucoup trop longue, si tant est qu'elle existe au delà de Brousse. C'est donc par la mer de Marmara qu'arrivent obus, gargousses, cartouches, artifices de toute espèce. On voit, sans que j'y insiste autrement, quel intérêt il y aurait à ce que l'on pût faire passer dans cette mer des unités sous-marines susceptibles de s'y maintenir quelques jours dans une phase d'opérations décisives. Le problème peut être résolu de diverses façons, que je n'ai garde d'énumérer, me bornant à dire que ni les mines, ni les filets ne sont d'infranchissables obstacles. Je hasarderai pourtant une solution d'un caractère tout spécial, justement parce qu'il n'y a nulle chance qu'elle puisse être adoptée, les autorités compétentes en ayant certainement sous la main de moins aventurées, si tant est que la question ait été jamais mise à l'étude. La voici.

Considérons l'isthme de Boulaïr, que nous tenons sous notre feu. Cette langue de terre se développe sur une longueur d'à peu près 20 kilomètres, avec une largeur moyenne de 5000 à 6000 mètres. L'altitude de ce bourrelet ne dépasse guère 100 mètres, au faîte du vallon du Boulaïr Boyhaz. La puissance des moyens mécaniques actuels ne permet-elle pas de faire franchir un si faible obstacle à de petits bâtimens dont le poids n'excède pas 400 tonnes, et que l'on peut momentanément alléger? Nul n'en doute. Mahomet II, avec des engins rudimentaires et n'ayant à sa disposition que la force musculaire de ses soldats, ne réussit-il pas à faire passer ses galères dans le fond de la Corne d'Or, par-dessus l'isthme, deux fois plus large et plus accidenté, de Galata? Il est vrai que les Grecs de Constantin Dracozès et les Génois de Giustiniani assistèrent, stupéfaits et passifs, au développement de cette audacieuse opération, tandis que les Germano-Turcs d'aujourd'hui interviendraient avec énergie pour troubler celle dont je parle. Mais

cette intervention serait-elle efficace en présence des corps expéditionnaires anglais et français, qui auraient, au préalable, pris possession de l'isthme?...

Laissons cela, qui n'est que jeu de l'imagination ou suggestion de la mémoire, encore qu'à la guerre on se trouve toujours bien d'user de ces deux facultés. La réalisation de l'idée générale d'ouvrir aux sous-marins, et même aux bâtimens légers, l'accès de la mer de Marmara, par l'isthme de Boulaïr, supposait évidemment la mise en jeu d'une force armée assez considérable, en novembre ou décembre, avant que la lente Turquie eût pu organiser sérieusement l'armée qui occupe aujourd'hui les rives du détroit. J'ai dit ici même, il y a un mois, le regret que pouvaient concevoir les stratégistes des atermoiemens qui ont rendu plus difficile une tâche relativement aisée. J'ai reconnu aussi que les politiques étaient en mesure de donner de ces retards fâcheux des raisons qui semblent valables. Ne revenons pas sur ce sujet.

Le corps expéditionnaire français, auquel je suis ainsi conduit à consacrer quelques lignes, était encore en Égypte au moment où j'écrivais cet article, à soixante heures de navigation des Dardanelles. D'après le communiqué officiel du 9 avril, il était prêt, le 15 mars, à Lemnos, à rendre les services que l'on eût jugé convenable de lui demander. Le 15 mars, c'est trois jours avant la tentative infructueuse de la flotte combinée. Le rapprochement de ces dates est intéressant.

Nous n'avons point de nouvelles officielles du corps expéditionnaire anglais. Nous savons seulement que nos alliés ont pris possession de Ténédos, qui est aux Dardanelles ce qu'Helgoland est à l'estuaire de l'Elbe et même quelque chose de mieux.

De l'armée russe rassemblée à Odessa, point de nouvelles non plus et nous n'en aurons évidemment pas jusqu'au jour où elle aura pris terre à Kilia, ou à Kara-bouroun de Terkous, ou à Kara-bouroun d'Iniada. Cette ignorance et cette incertitude sont nécessaires. Il convient de les accepter d'autant mieux que, chacun le sent, l'opération dont il s'agit dépend dans une large mesure d'événemens diplomatiques qui ne sont peut-être pas encore entrés dans leur dernière phase. Quant à la flotte de la Mer-Noire, elle a fait preuve d'activité. Je le répète, il eût semblé désirable qu'elle agît à l'entrée du Bosphore au moment

même où nous nous présentions devant le goulet Tchanak-Kilid Bahr. Il y a eu certainement de bonnes raisons à cet apparent défaut d'accord dans les opérations des Alliés. La destruction des charbonnages d'Héraclée qui approvisionnent Constantinople et la flotte turque fut un coup très heureux, qui aura des conséquences. Les bombardemens de points intéressans de la côte de Thrace voisine du Bosphore, — notamment de ceux que je citais tout à l'heure, — tiennent l'adversaire dans une continuelle et fatigante alerte. Enfin nos alliés ont répondu à la sortie de l'escadre germano-ottomane vers Odessa (opération au cours de laquelle a péri le *Medjidieh*, bon éclaireur rapide) par l'établissement, à l'entrée du détroit d'un champ de mines où deux torpilleurs turcs sont déjà venus, dit-on, se faire couler et qui gêne singulièrement une force navale dépourvue jusqu'ici de dragueurs.

Le *Gœben*, tant bien que mal réparé, et le *Breslau*, très fatigué, sont-ils en dehors ou en dedans de cette barrière, si dangereuse à franchir? Sont-ils à Constantinople ou dans la Mer-Noire? Nous n'en savons rien; mais, en tout état de cause, nous n'accepterons pas l'opinion émise par certains journaux neutres que la seule présence de ces deux unités rapides dans la Mer-Noire puisse empêcher la mise en route, le jour où on la jugera opportune, du grand convoi destiné à transporter l'armée russe. Nos alliés ont de quoi faire face à deux unités qui, en dépit de leur valeur, ont eu à se repentir d'avoir, une première fois, affronté leur escadre cuirassée.

En résumé, nous sommes dans l'attente d'événemens décisifs qui ne sauraient guère tarder à se produire. Nous pouvons, je crois, avoir confiance dans l'efficacité des minutieux préparatifs qui se poursuivent depuis six semaines en vue d'obtenir une pression simultanée, irrésistible par conséquent, des armées et des flottes, anglo-française d'un côté, russe de l'autre, sur les deux avenues de la capitale ottomane.

Contre-amiral Degouy.

REVUE LITTÉRAIRE

DE MONTAIGNE A VAUVENARGUES (1)

A la page 1654 de son numéro du 27 mars 1915, le *Journal officiel* (devenu, à présent, l'une des plus belles lectures qu'il y ait, plus belle que Plutarque : on y trouve en quantité les vies et morts sublimes des hommes obscurs), a publié cette « inscription au tableau de concours pour la Légion d'honneur : — « Merlant (Joachim), capitaine à titre temporaire au 173e régiment d'infanterie. Commandant d'une ligne dont quelques tranchées avaient été enlevées par une attaque soudaine et violente de l'ennemi, et blessé grièvement à l'épaule, a tenu, avant d'aller se faire panser, à commander et à diriger une contre-attaque dont le résultat a été de reprendre toutes les tranchées perdues. » Ajoutons que maintenant le capitaine Joachim Merlant, l'épaule broyée, est à l'hôpital de Verdun, et que c'est là qu'un général vint lui épingler sur son vêtement de lit sa récompense.

Cette anecdote de courage et de constance, où la douleur est si simplement maîtrisée, où le devoir est si noblement dépassé ; cette anecdote, l'une de celles que l'héroïsme de nos soldats et de leurs chefs multiplie et qui se confondent dans la prodigalité de la vertu française, a encore plus de prix, il me semble, et se détermine d'une façon particulièrement exemplaire si l'on sait que le héros, capitaine à la guerre et, hors la guerre, professeur de littérature à l'Université de Montpellier,

(1) *De Montaigne à Vauvenargues*, « essais sur la vie intérieure et la culture « du moi, » par Joachim Merlant. — Du même auteur, *Le roman personnel de Rousseau à Fromentin* (Hachette) ; *Bibliographie des œuvres de Sénancour* (Hachette) et *Sénancour, poète, penseur religieux et publiciste* (Fischbacher).

donna l'an passé, peu de semaines avant de rejoindre son régiment, ce livre de délicate et subtile analyse, *De Montaigne à Vauvenargues*. Montaigne eût recueilli son exploit, pour s'en étonner avec modestie et pour démontrer que la souffrance « n'est pas toujours à fuir ; » et Vauvenargues l'eût approuvé avec envie, jeune homme ambitieux et que tourmenta le regret de n'avoir pas accompli un acte digne de son rêve. De Montaigne à Vauvenargues, c'est un siècle et demi de vie et de pensée françaises, et l'époque où s'élaborait en perfection le génie de la France. Chapitre après chapitre, dans le volume de Joachim Merlant, nous suivons ce lent, ce fécond travail qui anciennement nous composa notre âme ; et, la dernière page tournée, nous aimons à noter, sur le feuillet de garde, que l'auteur, ayant suivi d'étape en étape le chemin de l'âme française, est parti pour la guerre et y fut un héros. Cette note fait la conclusion du livre. Elle veut dire qu'au témoignage implicite et superbement clair d'un lettré qui, de nos grands écrivains, a nourri sa méditation perpétuelle, notre « culture » est productrice d'énergie, fleurit et s'épanouit bien. Le zèle guerrier d'un Joachim Merlant, beau en lui-même, a encore cette beauté de mettre le sceau à une œuvre ; il la consacre. Et, comme cette œuvre est tout occupée de notre littérature française, c'est (pour ainsi parler) notre littérature française qui s'en trouve consacrée, ses leçons morales glorifiées. Ce qu'un Joachim Merlant doit à nos maîtres de jadis et à leur efficacité durable, pour la formation de son intelligence et de sa volonté pareilles, il le leur a rendu, par le certificat si poignant que leur donnent son sang répandu sans regret et sa souffrance heureuse.

Nos ennemis sont énormément fiers de leur *Kultur*. Du moins en étaient-ils fiers par avance. Je ne sais s'ils le seront après l'épreuve de cette guerre. Je sais que nous ne leur jalousons pas leur fierté. D'ailleurs, ne les dénigrons pas à plaisir ; et qu'il y ait eu chez eux du dévouement, de l'abnégation forte, ne le nions pas : notre suprématie n'en éclate que mieux. Mais si, dans cette guerre, nous cherchons l'influence de la *Kultur*, nous la découvrons en orgueil, jusqu'à la mégalomanie ; en cruauté, jusqu'à la barbarie ; en frénésie entichée. Les maîtres de la pensée allemande, si nous démêlons leur ouvrage dans cette aventure, ont organisé une fatuité allemande qui ne doute pas du succès et qui, partant, risque d'égarer les courages, qui ne marchande pas sur les moyens et autorise toute vilenie pour réaliser les fins d'un orgueil morbide. Notre « culture » est d'une autre sorte, plus modeste, nuancée, tempérée de scrupules, ornée de sagesse. Nos

ennemis la méprisaient et la disaient conseillère de nonchalance : eh bien ! ils ont vu ses fidèles prompts à servir et hardiment résolus.

Pour attester la qualité vaillante de notre « culture, » il y a la foule de nos soldats, qui dépendent d'elle, et parmi eux, au premier rang, le grand nombre de leurs professeurs et instituteurs : ceux-ci, par milliers et tous également revenus des erreurs d'autrefois, tous bons enfans de la patrie ; et, par dizaines, ces normaliens, gens retirés, gens de la cité des livres, soudain sortis de leur retraite, officiers pour la plupart, si bien au feu, si crânes, sachant mourir. La liste de leurs morts est longue. Et l'on rend hommage à eux tous en louant, comme l'un d'eux, le capitaine Joachim Merlant.

Il est bien l'un d'eux et, à leur guise, pendant les jours de la paix, enfermé dans l'étude. A Montpellier, ville tranquille et ancienne, aux demeures nobles et parées de belle ferronnerie, ville méridionale et dont la gaieté admet une certaine austérité que ses traditions illustres et savantes lui confèrent, ville qui de Rabelais garde pieusement la robe de docteur, il enseigne, non seulement la littérature, mais le culte des bonnes lettres. Il a ses élèves, ses cours, sa besogne et sa rêverie. Il découvre, dans les bibliothèques, les éditions rares et les précieux volumes. Il est content, le matin qu'il a trouvé l'exemplaire le plus charmant du recueil où Guillaume du Vair met à portée de l'âme française l'éthique des stoïciens. Le volume est de 1607, chez Abel L'Angelier, au premier pilier de la Grand'Salle du Palais ; et un dessin d'une grâce exquise encadre le titre : on y voit des oiseaux, des fruits et des fleurs en guirlandes. Or, au milieu de la gravure, une main, non d'artiste, mais d'amoureux, ajouta quelques traits de plume assez adroits pour que, sans peine, on distingue deux cœurs environnés de flammes et traversés d'une flèche, puis sous l'emblème cette devise énigmatique : *Ardens Immortels au regard d'amyes*... Il est facile de déchiffrer les mots, non leur signification secrète. « Ce livre fut-il le lien de deux âmes ; n'atteste-t-il pas une dévotion stoïcienne, une spiritualité stoïcienne ?... » Et les ardens mortels qui l'ont lu, sous le règne d'Henri IV, comment arrangeaient-ils leur vie, comment réunissaient-ils, et par quels tours d'une dialectique ingénieuse, leur amour qui flambe et la vertu stoïcienne ? Ensuite, ils sont morts ; et toutes antinomies se résolvent là.

Entre nos écrivains, M. Joachim Merlant préfère ceux qui ont accordé à la solitude, au silence et à la réflexion le plus de soin, le plus de temps et qui, à leur époque et plus tard, n'ont pas fait

beaucoup de bruit. Senancour l'a tenté·· le singulier Senancour, triste et intelligent, et qui eut la maladresse de ne tirer de son intelligence aucun plaisir; mais il aimait mieux sa tristesse. Il passa, le fol Senancour, son existence à raffiner sur sa douleur et à maudire la destinée, qui au surplus ne l'épargnait pas. Ce fut à cause d'une jeune fille dont il s'éprit et qu'il eut l'ennui de ne point épouser. Seulement, cette déception d'amour, il la compliqua et la tourmenta d'idéologie afin d'accuser, au delà de tous les hasards, la substance universelle de la vie et l'essence de l'être. Et il divertissait ainsi sa malchance. Il inventa une mélancolie philosophique et poétique vers le moment où le merveilleux chagrin de Chateaubriand commençait d'alarmer les imaginations. Il n'avait pas lu *René*. Mais *René* prenait un large essor, quand *Obermann* se rencognait dans l'ombre. C'est Chateaubriand qui eut toute la gloire du chagrin; puis l'allégresse de Chateaubriand, — quelle allégresse du génie! — emporta la mélancolie de René. Lui Senancour est, par son malheur, en juste harmonie avec son invention. La destinée lui épargna cette discordance qu'il y a (et qui est si drôle) entre le désespoir de René et l'entrain de Chateaubriand ou bien entre le suicide du jeune Werther et les aubaines de M. le conseiller Gœthe. Mais songea-t-il à estimer cette onéreuse convenance de son art et de son infortune?... Il a laissé indifférente la renommée; il séduit et amuse un esprit obligeant, qui aura pitié de lui, l'aimera et lui saura gré d'avoir écrit, sur la lune et la violette, la douce automne et le silence des nuits vaporeuses, de jolies phrases démodées.

Senancour, à qui M. Joachim Merlant décerne une prédilection très attentive, appartient à une série ou, plutôt, à une famille d'écrivains, de romanciers qui, de Rousseau à Fromentin, ont illustré un genre assez bizarre, périlleux et très joli, le « roman personnel : » genre qui paraît simple et presque un peu naïf, l'auteur ne faisant rien que raconter son histoire. Il semble qu'il y ait là une spontanéité naturelle, et comme le premier effort de la velléité litteraire. On ne serait pas surpris que les littératures, en général, eussent préludé ainsi. Mais, en fait, non. La littérature est, en ses débuts, impersonnelle. Ce n'est que tardivement que l'écrivain se permet de prendre, pour objet de son art, lui-même : lui-même et ses souvenirs. Il a fallu, avant cela, deux modifications, l'une esthétique et, l'autre, morale. Esthétique : il a fallu que la notion de l'art devînt telle, si choyée et privilégiée, que l'art tout seul et de par ses prérogatives suffît à rehausser l'aveu d'une modeste aventure, l'humble vérité sans le surcroît de parures imaginatives. Et, dans l'évolution morale, il a fallu que le *moi* prît une im-

portance, un intérêt légitime, capable de justifier les bontés que l'art lui témoigne. Ce double phénomène, esthétique et moral, était accompli, au XVIIIe siècle, quand le roman personnel se dégagea de la fiction littéraire; et, depuis lors, les circonstances l'ont favorisé, l'ont mené peut-être jusqu'à trop d'exubérance. Le mémorialiste n'a-t-il pas encore plus d'audace que le romancier qui raconte son histoire? On le dirait : dans le roman, le *moi* se dissimule; et il s'exhibe, dans les mémoires. Du reste, les mémoires ont pullulé, quand le roman personnel fut à la mode. Mais enfin, les mémoires sont, habituellement, ceux du prochain plus que de nous, même si le prochain n'y est pas ménagé, comme il arrive : et les bribes de réalité que nous avons attrapées, toutes fraîches, durant la promenade de la vie, nous les mettons à sécher entre les feuillets du registre. En somme, il n'y a pas là autant d'amour-propre que d'amitié pour nos fragiles entourages. Dans le roman personnel, tout n'est que toi; et tu fais de toi un thème poétique. Ce n'est pas simple du tout; et plutôt, il y aurait là quelque perversité : le signe d'une intrépide confiance accordée à soi-même, la coquetterie de Narcisse qui sourit à son image. Et, d'autre part, penché vers lui, le romancier n'est pas toujours satisfait : plusieurs romans personnels sont des actes de repentir et, quelquefois, d'humilité. Ce genre littéraire, si varié, peu défini, va de l'outrecuidance à la confidence timide, hésite entre l'impertinence et l'excuse et a souvent, avec des ridicules, un charme d'intimité. Que de nuances! et dignes de la curiosité d'un moraliste. Dès son premier ouvrage, *Le roman personnel de Rousseau à Fromentin* (sa thèse pour le doctorat), tel nous apparaît M. Joachim Merlant : le moraliste le plus curieux de la sensibilité littéraire. Ce qu'il examine, c'est le *moi* et ses mouvemens, ses impulsions, ses pudeurs, ses comédies, ses vives sincérités, ses costumes pour aller dans le monde, ses lassitudes et son abandon dans la retraite. Il a, pour le *moi* et pour ses manigances délurées ou ingénues, beaucoup d'obligeance; et non plus il n'est point sa dupe : il débrouille très finement les roueries des plus malins littérateurs et d'un Benjamin Constant. Félicitons-le aussi de ne pas sacrifier la littérature à la morale et de n'oublier jamais que romans et poèmes ne sont pas uniquement des documens à l'usage des historiens et des philosophes.

C'est le même problème de morale et de littérature qu'il a repris, avec une maturité de pensée plus évidente, et plus loin dans le passé, au cœur même de notre histoire littéraire, quand il a préparé son livre plus récent, *De Montaigne à Vauvenargues*. Il a mis en sous-titre :

« essais sur la vie intérieure et la culture du moi. » En d'autres termes, il étudie les tribulations du *moi* depuis la Renaissance jusqu'à ce moment du XVIIIe siècle où est né, par la désinvolture du *moi*, le roman personnel. Et voilà quelque trois cents années de tentative égoïste dûment regardées, jugées et peintes.

Le *moi*, en Montaigne, a son meilleur ami, peut-être. Montaigne écrit cependant : « Qui ne vit aulcunement à autruy, ne vit guères à soy. » Ainsi Montaigne nous engage à n'être point égoïstes : mais il emprunte à l'égoïsme bien entendu son argument. Et il nous avertit de ne pas nous effrayer lorsque nous sommes généreux : « J'ay pu me donner à aultruy, sans m'oster à moy. » Se donner à autrui, c'est dans l'amitié, c'est aussi dans l'activité. Or, l'amitié ne nous ôte pas à nous-mêmes : elle nous augmente et elle nous étend ; l'amitié de La Boétie ne diminuait pas Montaigne. L'activité serait plus facilement dangereuse : elle nous gaspille. Encore, tout en se méfiant, faut-il n'aboutir pas à l'incurie. Un empereur, son empire le dispute à lui-même. Eh bien ! il n'a qu'à établir son jugement « au-dessus de son empire » et, son empire, le considérer « comme accident étranger ; » alors, il saura « jouir de soy à part. » C'est ce qu'a fait Montaigne en sa mairie : « Le maire, et Montaigne, ont toujours esté deux, d'une séparation bien claire... » Chateaubriand, lorsqu'il sera ambassadeur, regrettera de « consacrer une petite case de sa cervelle » à de médiocres affaires, aux déprédations que les pêcheurs de Jersey commettent sur les bancs d'huitres de Granville ; et il détestera de rencontrer dans sa mémoire, s'il y fouille, les noms de MM. Usquin, Coppinger, Deliège et Piffre. C'est qu'il n'a pas réussi à séparer (suivant Montaigne) l'ambassadeur et Chateaubriand. Mais ni Chateaubriand ni Montaigne ne sont des hommes d'action. L'homme d'action préfère à lui-même son acte. Laissons Chateaubriand ; Montaigne préfère Montaigne. Plus exactement, il préfère au gaspillage de l'activité les délices de la vie intérieure. Il vivait en un siècle terriblement agité, où l'on dirait que tout le monde avait perdu l'art et le goût de se tenir coi, où un chacun dépensait une fougue inutile avec fureur, et où la vie était « extérieure » comme jamais : comme, peut-être, de nos jours. Montaigne rentre chez lui et nous convainc de rentrer chez nous, de cultiver notre jardin mental : et c'est le *moi*, notre jardin. Voilà Montaigne. Il nous enchante ; et il enchante notre auteur. Mais aussi notre auteur ne lui épargne pas toutes critiques. M. Joachim Merlant trouve admirable, dans Montaigne, « la vie intérieure de l'intelligence » et ajoute : « Il lui a manqué

un certain oubli de soi, un certain degré de chaleur morale, une certaine ferveur d'émotion, que seul l'apprentissage de la douleur, le consentement à la douleur auraient pu lui donner... » Tout cela, en effet, n'est pas de Montaigne : et voire, tout cela est si étranger à Montaigne que le langage, pour le réclamer, ne prend pas le tour de Montaigne et semble du style nouveau. M. Joachim Merlant, certes, s'en aperçoit ; s'il n'a point évité cette disparate, il l'a sentie ; je crois qu'il l'a voulue et que, par elle, il indique le caractère de sa méthode, laquelle n'est pas tout uniment historique, mais (je le disais) morale. S'il traite Montaigne comme l'un des maîtres de la vie intérieure, il ne se borne pas à figurer en lui un remarquable échantillon de l'homme de la Renaissance, et qui subit l'influence de son époque, réagit contre elle et, dans un ensemble vivant, constitue son personnage : il a des comptes à lui demander. Une méthode absolument historique a ce résultat de reléguer dans le passé, de les y confiner, de les y emprisonner, les écrivains et penseurs d'autrefois. S'ils durent, s'ils ne sont pas des morts ensevelis, amenons-les à nous et, avec toutes les précautions de la politesse, entretenons leur familiarité, continuons la causerie. Ils y consentent : les plus grands y consentent le mieux.

Du reste, les reproches qu'il faut adresser à Montaigne, nous ne les inventons pas. Il a été secoué. Son ennemi, ce fut l'ennemi du *moi;* ce fut Pascal. Et Pascal, le soin de la justesse historique ne le gêne pas. Ce qu'il va chercher dans Montaigne, c'est la doctrine et c'est le *moi*. Or, depuis Montaigne jusqu'à ce dur janséniste, le *moi*, que Montaigne émancipait et instruisait, profita de ses libertés, les embellit.

A la fin du XVIe siècle, il y a une diffusion très singulière d'idées antiques et païennes dans la pensée française : idées stoïciennes et idées platoniciennes. Au chapitre de M. Joachim Merlant, joignons, pour connaître bien cet épisode, le savant ouvrage de Mlle Léontine Zanta, *La renaissance du stoïcisme au XVIe siècle*, où Juste Lipse et Guillaume du Vair sont à l'honneur. Nous avons eu des stoïciens sous le règne d'Henri IV. Guillaume du Vair enseigne que l'homme est le maître de son âme. Il déclare que, « si nous voulons avoir du bien, il faut que nous le donnions à nous-mêmes. » Il écrit : « La nature a mis le magasin en notre esprit ; portons-y la main de notre volonté, et nous en prendrons telle part que nous voudrons... » Il affirme que nos passions, de qui notre destinée dépend, sont esclaves de notre volonté. Il accorde à la volonté la prépondérance ; il confie au *moi* le

gouvernement de lui-même. Le stoïcisme libère le *moi* et lui décerne l'autonomie : il le dompte ? plutôt, il le charge de se dompter. Et le platonisme lui fait une beauté. M. Joachim Merlant n'a pas tort, à mon avis, de rattacher aux idées platoniciennes qui ont eu la vogue vers la fin de la Renaissance le grand souci de vivre en beauté que révèlent les précieuses, que révèle aussi le roman de *l'Astrée* et que révèle toute la coquetterie du siècle. Honoré d'Urfé a écrit des *Épîtres* stoïciennes, dont il a dédié le troisième livre à Marguerite de Navarre; et, à cette Marguerite, Antoine d'Urfé, le frère d'Honoré, adressait en 1592 une épître platonicienne, *De la beauté qu'acquiert l'esprit par les sciences*. L'antiquité a beaucoup d'influence alors, et non pas seulement sur l'art et la littérature, mais sur les âmes. L'antiquité : le paganisme. Et cela nous étonne, de voir une société chrétienne si docile aux leçons des païens : leçons d'orgueil et de volupté spirituelle. Cela nous étonne : nous sommes un peu pharisiens. C'est, au contraire, une jolie chose, l'accord où ont vécu ensemble, durant le XVIIe siècle, la pensée païenne et la chrétienne. Et cet accord, plus tard, qui l'a défait, défaisant ainsi l'une des grâces de l'âme française? l'impiété. Doctrine d'orgueil, le stoïcisme ne choque pas les chrétiens, avant l'époque de l'impiété. Le ménage Dacier, en 1691, traduit les *Pensées* de Marc-Aurèle et annonce : « Notre unique dessein a été de faire de ce livre un livre de piété. » Nous séparons avec trop de violence, peut-être, ce qui se rapproche sans nul scandale. Le stoïcien Guillaume du Vair est fidèle à ses croyances religieuses : il n'invoque pas un dieu philosophique, mais Dieu ; et il remercie Notre-Seigneur qui, par ses heureuses paroles, « suggère en un moment tout ce que les veilles de tant d'années ont pu acquérir de plus beau aux esprits des plus sçavans philosophes. » Et il aperçoit donc une évidente analogie entre la sagesse des philosophes et la vérité de la foi. Semblablement, M. Strowski a signalé (dans son *Saint François de Sales*) une bien ravissante analogie entre les dires de saint François, touchant l'amour divin, et les théories de l'amour que présente la mondaine *Astrée* d'Honoré d'Urfé. Adamas, dans *l'Astrée*, dit à Céladon : « Toute beauté procède de cette souveraine bonté que nous appelons Bien. Le soleil que nous voyons éclaire l'eau, l'air et la terre d'un même rayon. Le soleil éternel embellit ainsi tous les êtres. La clarté divine brille plus en l'entendement angélique que dans l'âme raisonnable, et dans l'âme raisonnable que dans la matière... » Et toute beauté est un rayonnement de Dieu. Et la spiritualité amoureuse tient des propos mystiques. Et Honoré d'Urfé eut pour ami ce Favre

qui fut l'ami intime de saint François. Et, dans son *Esprit de saint François de Sales*, Camus célèbre *l'Astrée*, « entre les romans et livres d'amour, l'un des plus honnestes et des plus chastes qui se voyent ; la mémoire m'en est douce comme l'épanchement d'un parfum... » Et nous sommes (j'avais raison) des pharisiens qui ne comprennent rien à l'âme d'il y a trois siècles à peine, notre âme d'hier, si nous distinguons rudement l'une de l'autre *l'Astrée* et *l'Introductiou à la vie dévote*.

Saint François de Sales professe que chaque âme « est comme un grand royaume qui, pour se conserver, a ses lois et ses maximes différentes. » Et il a dit que l'inquiétude était « le plus grand mal qui arrive en l'âme, excepté le péché. » Guillaume du Vair, pareillement, condamne la tristesse, qu'il appelle « rouille et moisissure » de l'esprit, et qui fait mine d'être « pie et religieuse, » et qui n'est que « tromperie. » Saint François de Sales ne veut pas que le zèle religieux nous induise en l'excès du remords. Soyons marris de nos fautes ; mais n'allons pas jusqu'à « une déplaisance aigre et chagrine, despiteuse et cholère. » Il ne veut pas qu'à l'égard de nos âmes, si imparfaites et qui cherchent la perfection, nous agissions avec violence : « Mettez votre esprit en repos et tranquillité, faites rasseoir votre jugement et votre volonté, et puis, tout bellement et doucement, pourchassez l'issue de votre désir, prenant par ordre les moyens qui seront convenables, je ne veux pas dire négligemment, mais sans empressement, trouble et inquiétude ; autrement, au lieu d'avoir l'effect de votre désir, vous garderez tout et vous embarrasserez plus fort... » Montaigne aurait aimé ces lignes de saint François : il entendait lui-même se manier avec plus de douceur adroite que de sévérité revêche. Montaigne aurait aimé saint François, qui l'eût « repris, » mais non « d'une trongne trop impérieusement magistrale : » et c'est toute la condition que pose Montaigne à qui vient lui offrir quelque vérité ou réprimande.

Il y a plaisir à trouver en bonne intelligence Montaigne, les stoïques et platoniciens, Guillaume du Vair, saint François de Sales et Honoré d'Urfé. Leurs contrariétés, que nous n'omettons pas non plus, ont donné à notre littérature et à notre pensée française la plus agréable variété : leur facile réunion met de l'harmonie dans cette variété. Comme aucun d'eux n'a eu la « trongne magistrale, » les idées qui nous viennent d'eux se rassemblent aisément et ne nous font pas des âmes bouleversées. La continuité que, sans artifices, M. Joachim Merlant découvre dans la littérature morale qui va de

Montaigne à Vauvenargues montre que l'âme française eut, en sa florissante jeunesse, le plus beau développement, logique et naturel. De même qu'un arbre sain lance de divers côtés ses rameaux, — et chacun d'eux obéit à la puissance de la sève, à la qualité de l'essence; et tous composent l'arbre : la libre fantaisie de chacun d'eux est fidèle au dessin général, — ainsi le *moi*, au XVIe siècle, pousse allégrement ses tentatives. Montaigne, Guillaume du Vair, saint François de Sales et Honoré d'Urfé demandent à la méditation l'embellissement de l'âme. Il ne s'agit guère, pour ces moralistes, que de « culture intérieure. » Voici Corneille : et alors, la beauté de l'âme, c'est l'activité. Le *moi* ne se confine plus; mais il se jette dans la mêlée des passions, il organise des combats et y réclame le rôle principal, la suprématie, la domination. Voici, avec les héros de la Fronde et, mettons, avec Paul de Gondi cardinal de Retz, le « *moi* glorieux, » le *moi* qui fait d'élégantes folies, le *moi* qui splendidement tourne mal. Un Paul de Gondi cardinal de Retz a bel et bien supprimé toutes les contraintes; et il se trémousse. Il s'amuse. Il n'est pas un homme d'État, mais un chef de parti : n'est-il pas, quelquefois, un émeutier? A-t-il une morale? Non; mais il obéit à des maximes d'entrain, de gaieté, d'effronterie, de fourberie et puis d'honneur. Il n'a pas de vertu : il a, comme on disait dans le désordre italien de la Renaissance, de la *virtù*. Le *moi* se donne du bon temps. Pascal le châtie. Et le gouvernement du Roi, qui maintient l'ordre dans l'État, calme le remuement des consciences. Il ne leur inflige point un esclavage : il leur laisse, et même il leur assure, la suffisante et l'innocente liberté qui permet aux plus vives singularités de se produire. Un La Fontaine, un Méré, un Saint-Évremond réalisent des chefs-d'œuvre d'originalité, dans leur vie, et ajoutent à l'art de vivre des recettes. D'ailleurs, ils ne vont point à l'extravagance. Ils ont, pour les retenir, du goût; leur goût les avertit de ne dépasser point la mesure : et ils honorent la raison. La raison vaut qu'on se fie à elle, pour empêcher les égaremens de l'esprit et les égaremens du cœur. C'est à elle que Mme de La Fayette livre le cœur troublé de la princesse de Clèves : nos passions s'épuisent à nous martyriser; la raison les émousse. Et l'œuvre de la raison, si utile, n'est pas un jeu, n'est pas un divertissement. Mme de La Fayette n'évite pas toute mélancolie : elle nous offre seulement une sagesse. Il y a de l'abnégation dans la sagesse.

Il me semble que toutes les idées du siècle, toutes les nuances d'idées, et tous les sentimens, toutes les tentatives ingénieuses pour comprendre et aussi toutes les finesses de l'émoi, se retrouvent en

Fénelon, qui les achève et, souvent, les détériore. Il y a, dans ce clair et subtil génie, des mélanges extraordinaires : il y a en lui du Précieux et du Glorieux; il y a en lui du Pascal; et il y a en lui de l'incompréhensible. Ce qu'il invente, c'est, en quelque sorte, une dialectique de l'ineffable... Et Vauvenargues, si malheureux, ce qu'il invente, c'est la sérénité philosophique. Marmontel l'a vu souffrir et mourir, dans une petite chambre, à l'hôtel du Paon, et plus tard disait : « On n'osait pas être malheureux auprès de lui... » La vue d'un animal blessé, d'un cerf qu'on poursuit dans les bois, d'un arbre qui penche et qui traîne ses rameaux dans la poussière, d'un vieux bâtiment qui s'abîme, d'une fleur qui pâlit, d'un pétale qui tombe, lui plongeaient l'esprit « dans une rêverie attendrissante; » mais il savait résister contre la tentation des larmes et, sans se guinder, il affirmait la beauté de la vie.

Je vais trop vite et ne puis m'arrêter à tous ces reposoirs de la pensée que nos écrivains des beaux siècles ont bâtis et ornés de leur rêverie. M. Joachim Merlant s'y attarde; il y fait oraison.

Que d'autres, avant lui ! Et, après lui, que d'autres encore suivront ce même chemin, de Montaigne à Vauvenargues !... Nous avons là nos origines. Ces grands hommes, que nous appelons nos Classiques, sont véritablement nos pères. Ils sont aussi (comme, des Latins et des Grecs, disait Montaigne) nos bons amis du temps passé. Nous leur devons, mieux que la vie, notre idée de la vie. Et Montaigne disait : « Je n'ai pas plus fait mon livre que mon livre m'a fait; » leurs livres nous ont faits. Nous ressemblons à leurs livres. Cependant, ils ne nous astreignent pas. Leur discipline est clémente : ils nous laissent nous échapper. Même alors, il est et il doit être visible, à notre allure, que nous venons d'eux. Puis, nous revenons à eux; nous les consultons.

Est-il des problèmes que nous n'ayons à leur soumettre? M. Joachim Merlant n'a pas craint de leur poser des questions nouvelles. Sur « la vie intérieure et la culture du moi, » il a interrogé Corneille. Nouvelles questions? Nouveaux, surtout, les mots. Et Corneille a répondu. Il est vrai que les mots sont des signes de réalité; le vocabulaire nouveau indique une réalité nouvelle. Mais la réalité change plutôt en ses apparences que dans son tréfonds. Nos bons amis du temps passé ne sont pas dupes des apparences. Ils nous reconnaissent; et ils reconnaissent notre souci, le leur. Ainsi, leur conseil continue, ou de nous diriger, ou bien de nous aider.

Ils sont charmans et d'aimable accueil. Aucun d'eux n'a une mine

rébarbative et une grimace de docteur. Que de bonhomie, dans leur compagnie admirable! C'est un Stoïque (et les Stoïques ont de la fierté) ce Guillaume du Vair qui présente son livre en ces termes : « Quant à ce peu qui est du mien, qui n'est quasi que la disposition et les paroles, je vous le présente comme Apelle et Polyclète faisaient leurs tableaux et images, le pinceau et le ciseau encore à la main, prêt à réformer tout ce qu'un plus délié jugement y trouvera à redire. » Ils ont tous cette aménité souriante et cette politesse. Seul est impérieux et violent Pascal; il nous malmène et il nous tarabuste. Mais ce n'est pas lui : c'est Dieu! Il ne veut être, lui, qu'un homme qui s'est mis à genoux et a prié Dieu de soumettre à l'évidence nous et lui. Entre Pascal et tous les autres, il y a un abîme; et saint François de Sales, si je ne me trompe, s'entretient plus commodément avec Montaigne ou Honoré d'Urfé qu'avec le Solitaire, lequel n'a de commerce qu'avec Dieu. Comme il nous objurgue pourtant, Pascal! Donc, il nous aime. Il nous aime en Dieu; les autres, dans le monde. Et voilà nos amis du temps passé, bons amis et perpétuels amis, soit pour vivre, soit pour le dernier acte de mourir.

Je me souviens qu'aux premiers jours de la guerre, un paysan qui partait regardait par la fenêtre du wagon la campagne, les champs, les vergers fleuris de soleil, les collines gracieuses et disait : « Ça vaut la peine de se battre pour tout ça !... » Et aussi pour ceci qui est l'âme de la France, son âme digne de son visage! Alors on a vu animés d'une ardeur égale, pour la défense du double héritage, ceux qui avaient à garder le sol, ceux qui avaient à garder la pensée, soldats soudains et soldats pareils, ce paysan que je n'ai pas revu et ce lettré issu de la lignée qui va de Montaigne à Vauvenargues.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les ententes internationales ne sont tout à fait certaines que lorsqu'elles sont définitivement conclues, signées et paraphées. En est-il ainsi de celle que l'Italie a négociée pendant ces dernières semaines avec les Puissances de la Triple-Entente ? Nous ne saurions le dire, mais il semble bien que l'affaire soit assez avancée pour qu'à la dernière minute un incident imprévu ne vienne pas arrêter le cours naturel des choses, qu'on peut vraiment appeler celui du destin. Le bruit court toutefois que la diplomatie austro-allemande fait en ce moment une tentative suprême pour ressaisir les chances qui lui échappent, mais on ne croit guère à son succès. La guerre dure depuis neuf mois. L'Italie a une intelligence politique trop avisée et trop exercée pour qu'elle ait mis aussi longtemps à peser le pour et le contre et à prendre un parti. Son intérêt est trop évidemment solidaire de celui de la Triple-Entente pour qu'elle ait pu s'y tromper. Aussi sommes-nous porté à croire que, dès le début, elle a envisagé comme inévitable le parti qu'elle paraît être sur le point d'adopter.

Pourquoi donc ne l'a-t-elle pas adopté plus tôt ? Est-ce, comme de méchantes langues l'ont dit, parce qu'elle a attendu le moment où le gros de la besogne aurait été fait par d'autres ? Rien n'autorise à croire qu'elle ait obéi à un pareil calcul. Il est naturel, avouons-le, qu'avant de se lancer dans une entreprise redoutable, elle ait tenu à se rendre compte de la valeur militaire de la Triple-Entente. Depuis plus de quarante ans, le prestige de l'Allemagne était si grand et le sentiment qu'on avait de sa puissance était si profond, que si l'Italie a voulu voir dans quelle mesure les forces en présence s'équilibreraient, nul n'a le droit de lui en faire un grief. Elle n'était pas dans la même situation que nous au commencement de la guerre. Nous avions un engagement avec la Russie ; elle n'en avait pas de semblable avec la Triple-Entente, et l'Autriche et l'Allemagne, par la manière dont

elles ont déchaîné la guerre à son insu, l'ont déliée de celui qu'elle avait avec elles. L'Italie était libre et, n'ayant d'obligations dans aucun sens, elle n'avait à consulter que son intérêt. Qu'elle l'ait reconnu tout de suite du côté de la Triple-Entente, la promptitude qu'elle a mise à proclamer sa neutralité et le soin qu'elle a pris de dégarnir notre frontière commune des forces militaires qu'elle y avait concentrées, en sont une preuve. Si elle n'a pas fait davantage et s'est confinée pendant neuf mois dans la neutralité, c'est qu'elle n'avait pas prévu la guerre et n'y était pas préparée. L'avions-nous prévue, nous y étions-nous suffisamment préparés nous-mêmes ? Non sans doute, et nous serions mal venus à adresser à l'Italie un reproche que nous avons mérité plus qu'elle, puisque nous étions beaucoup plus directement menacés. Quoi qu'il en soit, son armée n'était pas prête. Du long et pénible effort qu'elle avait fait en Tripolitaine elle était sortie victorieuse, mais fatiguée, sans parler de l'usure que son matériel de guerre avait éprouvé. Ses finances mêmes avaient besoin de quelque repos. Pour tous ces motifs, l'Italie n'était pas en situation, il y a neuf mois, d'intervenir immédiatement dans l'immense conflit. Un temps de répit lui était nécessaire. On sait comment elle l'a mis à profit. Elle avait, au début, un ministre de la Guerre comme nous en avons eu quelques-uns nous-mêmes, qui avait pris son ministère au rabais et n'avait pas maintenu ou rétabli la défense nationale au niveau des obligations qu'imposait impérieusement la situation nouvelle. Le ministre a été changé ; les crédits indispensables ont été demandés au patriotisme de la Chambre et votés sans difficulté; depuis ce moment, l'œuvre a été poursuivie et menée à bien avec une activité qui ne s'est pas un seul instant relâchée. Il s'est passé en Italie, — toutes proportions gardées, — quelque chose d'analogue à ce qui a eu lieu en France au commencement de la guerre. La résistance héroïque de la Belgique nous a donné le temps de mettre notre résistance au point : à son tour, notre résistance, qui nous a si fort grandis dans l'estime du monde, a permis à l'Italie de remettre son armée sur pied pour la défense de ses intérêts. Entrer prématurément dans la guerre aurait été pour elle une aventure ; si elle y entre demain, elle le fera avec toutes les chances de succès dont la prévoyance humaine peut s'entourer. Elle a attendu le moment le plus favorable : ce moment est venu, et il n'y a plus maintenant pour elle qu'à ne pas le laisser échapper.

Pendant ces neuf derniers mois, l'action diplomatique semble s'être constamment mêlée à la préparation militaire. L'Italie est, à un degré

supérieur, une nation politique; à l'extérieur, comme à l'intérieur, les négociations sont son élément naturel; elle s'y complaît parce qu'elle y excelle. Nous ne la choquerons pas en disant qu'au point de vue de la préparation militaire, l'Allemagne lui est supérieure, — et, si ce jugement la désobligeait, nous commencerions par nous l'appliquer à nous-mêmes, — mais nous reprenons, elle et nous, des avantages par d'autres côtés, et sur le terrain de la politique pure, elle est sans rivale. La diplomatie allemande, en particulier, lutterait difficilement contre la sienne. Dieu sait toutes les bévues que cette diplomatie a accumulées depuis le commencement de la guerre, pour ne pas remonter plus haut! L'Allemagne s'est crue assez forte pour se passer d'habileté. Arrogante dans son esprit, brutale dans ses procédés, elle a prétendu régner par l'intimidation et par la terreur. Avec l'Italie, toutefois, elle a senti qu'il fallait employer des procédés un peu différens. L'Italie était l'alliée de la veille et, aujourd'hui même, l'alliance n'a pas été officiellement rompue : le chiffon de papier subsiste encore. L'empereur Guillaume a donc envoyé à Rome le plus adroit, non seulement de ses diplomates, mais de ses hommes d'État. Mais que pouvait-il faire? Dès le premier moment, sa mission a provoqué le scepticisme et nous ne serions pas étonné qu'il eût lui-même partagé ce sentiment. Ce qu'il pouvait offrir était par trop inférieur à ce que l'Italie attendait, demandait, exigeait. On assure qu'au dernier moment, M. de Bülow, brûlant héroïquement ses dernières cartouches, a proposé de faire de Trieste une ville libre comme Hambourg. Nous avons peine à croire qu'il soit allé jusque-là et, s'il l'a fait, que l'Italie s'en déclare satisfaite. Elle a trop de finesse pour ne pas comprendre qu'une offre pareille ne peut pas être sincère. A les supposer victorieuses, l'Allemagne et l'Autriche auraient vingt moyens de la rétracter. Ce n'est d'ailleurs pas la liberté, mais la possession de Trieste que l'Italie revendique. La lecture de ses journaux donne à penser qu'elle ne se contentera pas de Trieste et qu'il lui faut encore Pola et toute l'Istrie. Plus encore, au moins une partie de la Dalmatie. Il n'est pas croyable que le prince de Bülow puisse pousser aussi loin ses libéralités.

La Triple-Entente seule peut le faire, à la condition toutefois qu'une part suffisante soit réservée à la Serbie, qui s'est couverte de gloire pendant toute cette guerre et dont on ne saurait exagérer les mérites; mais on peut être sûr que la Russie a su les faire valoir et les défendre, et sûr aussi que ni l'Angleterre ni la France ne les ont méconnus. Quelle sera la part faite à l'Italie et à la Serbie sur la côte

orientale de l'Adriatique ? Les journaux italiens et russes ont échangé à ce sujet des polémiques dont la vivacité a pu un moment inspirer quelques craintes : mais nous avons confiance dans la sagesse finale des gouvernemens. On s'entendra, si on ne l'a déjà fait, parce qu'il faut et qu'on veut s'entendre sur une question qui, quelque délicate et difficile qu'elle soit, n'est pas insoluble. L'Italie sera incontestablement la puissance dominante, la reine de l'Adriatique, mais la Serbie y aura sa place légitime, bien différente du débouché étroit et mesquin que l'Autriche lui avait promis autrefois à travers l'Albanie, et qu'elle ne lui aurait sans doute jamais donné franchement. La Serbie deviendra donc une Puissance maritime : elle aura enfin cet accès à la mer qu'elle réclamait et poursuivait depuis longtemps, comme le poumon cherche l'air sans lequel il ne peut pas vivre. Rien de tout cela ne pouvait être consenti par l'Autriche et par conséquent par l'Allemagne : aussi est-il très vraisemblable que, soit du côté de l'Autriche et de l'Allemagne, soit du côté de l'Italie, les négociations ont eu, au fond, un caractère dilatoire. On se doutait bien qu'elles n'aboutiraient pas, mais de part et d'autre on voulait gagner du temps. Nous avons dit plus haut pourquoi ce désir, cette volonté étaient ceux de l'Italie : le temps lui était précieux pour refaire ou pour compléter ses armemens. Quant à l'Allemagne et à l'Autriche, en dépit de l'échec de tous leurs plans militaires, elles ne désespéraient pas qu'un heureux hasard viendrait, peut-être, rétablir leurs affaires et décourager les velléités interventionnistes de l'Italie. Mais ce hasard n'est pas venu ; la guerre a conservé le même caractère ; les chances raisonnables de succès sont toujours restées du côté des Alliés. L'Italie a de trop bons yeux pour ne l'avoir pas vu, et si elle a pensé que son intervention, se produisant à l'heure opportune, augmenterait encore ces chances, il est à croire qu'elle ne s'est pas trompée. Nous allons entrer dans une nouvelle phase de la guerre avec le printemps qui avance et les concours nouveaux qui se déterminent en notre faveur, concours de l'Italie qui paraît certain, concours des peuples balkaniques qui en sera la suite.

Un ancien ministre roumain, M. Istrati, dont Paris applaudissait il y a quelques semaines une conférence toute vibrante de patriotisme roumain et latin, disait un de ces derniers jours qu'il y avait un traité entre l'Italie et la Roumanie et que l'intervention de l'une entraînerait celle de l'autre. Nous ne savons si l'arrangement a eu un caractère obligatoire aussi précis : en tout cas, les deux pays se sont mutuellement promis que l'un n'interviendrait pas sans en avoir avisé l'autre

quelque temps d'avance, afin qu'il pût intervenir aussi ; et en effet il est probable que l'intervention de la Roumanie suivra de près celle de l'Italie, si même les deux interventions ne se produisent à la fois. L'analogie des situations est frappante. La Roumanie, comme l'Italie, est une nation dont la formation géographique n'est pas encore tout à fait terminée ; elle a aussi son irrédentisme qui porte spécialement sur la Transylvanie et la Bukovine, et l'occasion est si bonne pour s'en emparer qu'il semble impossible de ne pas en profiter. Et ici nous poserons la même question que pour l'Italie : pourquoi la Roumanie n'est-elle pas intervenue plus tôt ? Dans les deux cas, les motifs sont à peu près les mêmes. La Roumanie, elle non plus, n'était pas tout à fait préparée à une guerre qu'elle n'avait pas prévue si prochaine. Son armée, qui est excellente, n'avait pas son matériel de guerre au complet. Elle avait enfin, tout le monde le sait, un gouvernement qui avait l'habitude de s'orienter du côté de Berlin et ne pouvait pas la perdre en quelques jours. La dynastie régnante est allemande, elle appartient à une branche de la famille Hohenzollern. On a cru d'abord que la mort du vieux roi Carol, qui était personnellement inféodé à l'Autriche et à l'Allemagne, modifierait instantanément cette situation : le changement n'a pas été aussi rapide qu'on l'avait espéré. Enfin le premier ministre, M. Bratiano, a trop longtemps vécu sous le régime ancien pour ne pas en partager les tendances. Mais si ce sont là des obstacles, ils ne sont pas invincibles, ils ne peuvent amener que des retards. L'intérêt national parle trop haut pour que sa voix ne soit pas entendue. L'opinion générale, en Roumanie, a été dès le premier moment interventionniste, sous la réserve du choix de l'heure où l'intervention se produirait et des conditions où elle le ferait. On attendait à Bucarest que les progrès des Russes fussent plus accentués en Galicie et sur les Carpathes. On attendait enfin et surtout que l'Italie se décidât. Ces conditions étant aujourd'hui remplies ou sur le point de l'être, il est permis de croire que le moment approche où la Roumanie se mettra en mouvement.

A-t-elle eu, comme l'Italie, des négociations avec l'Autriche et l'Allemagne? C'est probable, mais comme elles ne se sont pas produites par l'intermédiaire d'un prince de Bülow, elles ont eu moins de retentissement. Elles ne pouvaient d'ailleurs pas avoir un meilleur résultat. L'Autriche avait en effet les mêmes bonnes raisons pour ne pas céder la Transylvanie et la Bukovine à la Roumanie que pour ne pas céder Trente et Trieste à l'Italie. On lui demandait, pour ne pas lui

faire la guerre, de se dépouiller de tout ce que la guerre la plus désastreuse aurait à peine pu lui arracher. Ni la politique, ni l'honneur ne lui permettaient d'y consentir, et nous ne sommes pas surpris des résistances obstinées du vieil empereur François-Joseph à de pareilles propositions. S'il faut tout perdre, mieux vaut le faire les armes à la main. Il y a eu un moment où on aurait compris que, pour limiter sa perte à ce qui était déjà moralement perdu, l'Autriche eût fait la paix. Elle aurait sacrifié une partie pour conserver le reste. Il est trop tard aujourd'hui pour faire ainsi la part du feu et on ne voit plus ce qui pourrait arracher l'Autriche à la fatalité qui plane sur elle. On sait ce que nous pensons de cette situation, nous la déplorons : l'Autriche est nécessaire à l'équilibre de l'Europe et, après sa dislocation, Dieu seul sait comment cet équilibre se rétablira. Il faut n'avoir jamais ouvert un livre d'histoire et n'avoir pas compris le premier mot de ses leçons pour n'être pas effrayé de l'avenir que cet effondrement nous prépare. Mais qu'y pouvons-nous ? A chaque jour suffit sa peine : celle du jour présent est assez lourde pour nous occuper tout entiers. Ce n'est pas aux Alliés à réparer les fautes de l'Autriche et à lui assurer la possession des provinces que convoitent l'Italie et la Roumanie. Ils le voudraient d'ailleurs qu'ils ne le pourraient plus.

Un des motifs qu'invoquait la Roumanie pour retarder son intervention était la crainte qu'inspirait la Bulgarie, ce Méphistophélès des pays balkaniques. Nous ne savons pas si, de la part de la Roumanie, cette crainte était bien la principale explication de sa neutralité et, au surplus, cela importe peu. La Grèce raisonnait comme elle et mettait aussi la Bulgarie en avant pour justifier qu'elle restât en arrière. On a fait par là à la Bulgarie une situation exceptionnelle dans les Balkans et sans doute on a fort grossi son importance. Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ne voulaient pas marcher encore trouvaient un prétexte dans l'immobilité équivoque et inquiétante de la Bulgarie dont la politique de sphinx arrêtait tout. M. Venizelos lui-même a cru que la Grèce ne pouvait pas bouger sans s'être assuré le concours, ou pour le moins la neutralité de la Bulgarie en lui accordant d'importans avantages territoriaux et bien que ces projets, qui n'ont pas été suivis d'effet, appartiennent au passé, ils influent trop puissamment encore sur la situation actuelle de la Grèce pour que nous n'en disions pas quelques mots. Nous l'avons fait déjà il y a quinze jours, mais, à ce moment, M. Venizelos n'avait pas livré à la publicité les deux lettres qu'il a écrites au Roi au mois de janvier

dernier et cette publication est un fait trop important pour être passé sous silence. On a reproché à M. Venizelos de l'avoir faite. Il est certain que l'acte est peu correct ; mais, s'il y a eu incorrection de la part de M. Venizelos, ce n'est pas la première qui ait été commise : la première a été faite contre lui par le Cabinet qui lui a succédé et il est en droit de dire qu'il s'est seulement défendu. M. Venizelos a donné sa démission parce qu'il n'a pas pu décider le Roi à intervenir auprès des Alliés dans leur entreprise contre les Dardanelles et Constantinople. La cause de sa chute est là, non pas ailleurs. Pourquoi donc a-t-on réveillé, si ce n'est pour lui nuire, pour essayer de le discréditer dans l'opinion, une affaire toute rétrospective qui, de son propre consentement, n'avait pas eu de suites ? C'est un procédé qu'un homme de meilleure composition que M. Venizelos aurait difficilement accepté. Quant à lui, grand homme d'État sans doute, mais homme de lutte, ancien conspirateur et insurgé habitué à des combats corps à corps, il n'a pas pu se retenir de répondre à des coups par des coups et, puisqu'on avait mis en cause sa politique en n'en découvrant qu'une partie, il n'a pas résisté à la tentation de la découvrir tout entière, c'est-à-dire d'en montrer les contre-parties. Et ce n'est pas lui qui a perdu le plus à cette révélation : sa renommée d'homme d'État en a plutôt grandi dans le monde.

Donc, au mois de janvier dernier, M. Venizelos a adressé deux lettres ou mémoires au roi Constantin pour lui faire part de la manière dont il envisageait alors les intérêts de la Grèce ou plutôt de tout l'hellénisme. On a dit que la politique qu'il y exposait était nouvelle chez lui et qu'il en avait précédemment soutenu une autre. C'est possible, mais les situations changent et la marque d'un homme politique est de changer avec elles, lorsque ce changement ne porte d'ailleurs atteinte à aucun de ces principes auxquels l'honneur d'une vie est de rester fidèle. Assurément on n'était pas dans un cas de ce genre. La Grèce avait été invitée par l'Angleterre, c'est-à-dire par les Alliés, à sortir de la neutralité pour porter secours à la Serbie. C'était au moment où celle-ci était menacée par l'Autriche d'une agression nouvelle sous laquelle elle semblait devoir succomber : elle l'a, au contraire, repoussée par la victoire, mais qui aurait pu le prévoir ? La Grèce était d'ailleurs liée à la Serbie par un traité : à tous égards, elle devait lui donner son appui, mais elle ne pouvait le faire que si elle ne s'exposait pas elle-même à une agression de la part de l'inévitable Bulgarie. C'est ici que M. Venizelos a montré un coup d'œil vraiment supérieur : il a compris qu'il fallait désarmer une fois pour toutes la

Bulgarie en lui accordant les satisfactions qui effaceraient pour elle les pires conséquences de la faute qu'elle a commise en 1913, lorsqu'elle a traîtreusement attaqué ses alliés de la veille et essayé de les dépouiller des conquêtes que l'Europe leur avait reconnues. Certes, nous n'excusons pas la Bulgarie à cette époque, mais à tout péché miséricorde, surtout lorsque l'intérêt général le conseille et le commande. Nous sommes d'ailleurs convaincu, pour notre compte, que l'attribution de Cavalla à la Grèce a été une erreur et qu'aucune paix durable ne sera rétablie dans les Balkans aussi longtemps qu'elle ne sera pas réparée. La Grèce peut se passer de Cavalla, la Bulgarie non.

Est-ce l'opinion de M. Venizelos ? Il ne le dit pas, mais il agit, ou plutôt il propose d'agir comme s'il le pensait : il estime qu'il faut désintéresser la Bulgarie en lui cédant le territoire qui contient Cavalla. Il va plus loin et, déliant la Serbie de l'engagement qu'elle avait pris envers la Grèce de ne faire, sans l'adhésion de celle-ci, aucune concession territoriale à la Bulgarie, il conseille cette concession. Tels sont les sacrifices qu'a voulu faire M. Venizelos : hâtons-nous de dire qu'ils n'allaient pas sans de très larges compensations en Asie, à Smyrne et dans la région qui l'entoure. La superficie à céder en Europe n'était guère que de 2000 kilomètres carrés et contenait une population hellénique de 30 000 âmes. On aurait gagné en Asie 125 000 kilomètres carrés, « la même surface que la Grèce, doublée à la suite de deux guerres, » et 800 000 âmes. Un pareil échange était assurément très digne d'être pris en considération. Que dire du procédé du Cabinet actuel qui, dans une note officieuse, a présenté M. Venizelos comme ayant voulu céder Cavalla à la Bulgarie, sans dire un mot des larges compensations qu'il prétendait assurer à la Grèce ? M. Venizelos a mal pris la chose : qui ne l'aurait fait à sa place ? Il a voulu rétablir la vérité tout entière et il a publié ses deux lettres au Roi. Qu'on le blâme si on veut, il est impossible de ne pas l'excuser. L'affaire n'a d'ailleurs pas eu de suite au moment où M. Venizelos l'avait proposée, non pas, assure-t-il, parce que le Roi s'y était opposé alors, mais parce que la Bulgarie, ayant réclamé à Berlin le versement d'un acompte de 150 millions sur l'emprunt contracté avant la guerre, il en a lui-même conclu, peut-être un peu vite, que la Bulgarie était définitivement engagée avec l'Allemagne et qu'il était devenu impossible de compter sur sa neutralité, encore moins sur son concours. Voilà toute l'affaire dans ses grandes lignes. Les révélations de M. Venizelos ont produit une immense émotion

en Grèce et il est pour le moment impossible de prévoir quelles en seront les suites. Le gouvernement actuel semble renoncer à faire des élections prochaines, ce qui donne à penser qu'il est peu sûr d'avoir la majorité dans le pays : d'autre part, comment pourra-t-il gouverner avec une Chambre dont la majorité appartient à M. Venizelos, qui ne lui a nullement rendu sa liberté? Il paraît avoir accepté, avec toutes les conséquences possibles, la guerre qu'on lui a imprudemment déclarée. Il a annoncé l'intention de se retirer provisoirement de la vie politique, c'est-à-dire de ne pas se présenter aux élections prochaines; mais ses amis ont annoncé celle de l'y présenter malgré lui, et c'est peut-être pour ce motif que le gouvernement écarte, ou du moins éloigne autant que possible l'éventualité de ces élections. Les amis de la Grèce ne peuvent que regretter ce que cette situation, dans un moment comme celui-ci, a de troublé et d'aléatoire. On nous permettra d'ailleurs, car ce n'est pas notre affaire, de ne pas prendre parti entre M. Venizelos et ses ennemis, où qu'ils soient. L'avenir montrera qui a eu raison des uns ou des autres.

Au surplus, le Cabinet actuel a déclaré que la politique générale n'était pas modifiée et les dernières nouvelles le présentent comme disposé à sortir, lui aussi, de la neutralité. Le *Messager d'Athènes*, organe, dit-on, du ministère de la Guerre, fait même connaître les conditions qu'il met à son intervention. C'est une alliance formelle qui est proposée aux Alliés, et le caractère peut en être défini en deux mots : la Grèce cherche à avoir en Asie les mêmes avantages qu'avec M. Venizelos, sans accepter les mêmes charges en Europe. L'une des conditions est ainsi rédigée : « Compensations territoriales en Asie-Mineure ; Smyrne avec un vaste arrière-pays, facilités financières pour que le territoire puisse être mis en valeur. » Le mot « compensations » ne paraît pas être ici bien exact. Compensations à quoi, en effet ? La Grèce ne fait aucun sacrifice. Mais la Bulgarie, demandera-t-on, que fera-t-elle ? Est-elle supprimée de la carte des Balkans ? L'immense danger qu'elle faisait courir à tous ses voisins est-il conjuré, dissipé ? Il l'est dans la pensée du gouvernement hellénique par les deux conditions suivantes qu'il met encore à son action militaire : « L'alliance devra survivre à la guerre, afin de permettre à la Grèce d'organiser ses nouveaux territoires et d'en assurer la défense contre toute agression. Les Puissances alliées devront accorder à la Grèce des garanties contre tout danger du côté bulgare. » Rien de plus simple, on le voit : le danger bulgare est supprimé pour la Grèce par l'intervention et la garantie des Puissances. Dès lors, à quoi bon

faire une concession quelconque à la Bulgarie ? On ne lui en fera donc aucune et, si elle regimbe, les Puissances alliées se chargeront de la mettre à la raison. C'est une responsabilité assez grave qu'elles prendraient là ; mais, pour aujourd'hui, nous ne chercherons pas à en prévoir les effets et nous n'en discuterons pas l'opportunité. La situation générale est encore trop confuse pour que nous puissions nous engager sur des données aussi incertaines. Et, remarquons-le, la Bulgarie est le seul pays des prétentions duquel on ne parle pas. Peut-être hésite-t-elle encore et continue-t-elle de peser méthodiquement dans sa balance de précision les chances de succès des deux groupes engagés dans la guerre. Un fait toutefois doit la frapper comme il frappe tout le monde : c'est qu'un de ces deux groupes est à la veille de rencontrer des concours nouveaux, nombreux, importans, pendant que l'autre reste stationnaire et ne peut même pas réparer ses pertes. Un tel fait est très éloquent ; il vaut mieux que tous les argumens diplomatiques et le roi Ferdinand est homme à en apprécier la portée. Hier encore, son ministre, M. Radoslavof, déclarait très haut, et même sur un ton qu'il affectait de rendre péremptoire, que la Bulgarie ne sortirait pas de la neutralité et que rien ne justifierait de sa part une décision contraire. Mais qui sait ? Depuis lors, c'est-à-dire depuis quelques jours, il s'est passé bien des choses. Le sentiment de la Bulgarie pourrait changer. S'il est vrai, comme les journaux l'assurent, que l'argent promis sur l'emprunt ne soit pas encore venu, non plus que les munitions de guerre qui devaient l'accompagner, cela prouve qu'en Allemagne on compte moins sur la Bulgarie qu'on ne le faisait il y a deux mois. Et, s'il en est ainsi, ce n'est pas sans quelque raison.

Le vent qui souffle est, en effet, de plus en plus favorable aux Alliés. L'intervention prochaine des Italiens est une conséquence de cette situation générale et, à son tour, elle devient une cause active propre à amener des adhésions nouvelles. Personne n'aurait pu attendre de l'Italie, non plus que de la Roumanie ou de la Grèce qu'elles vinssent au secours d'une cause perdue. Ce genre de dévouement est passé de mode, et les guerres sont aujourd'hui trop sérieuses pour qu'il le redevienne jamais. La guerre actuelle en particulier est une guerre à mort ; les pays qui y prennent part jouent leur existence ; vaincus, quelques-uns risquent de disparaître de la carte du monde et tous resteraient affaiblis et presque anéantis pour longtemps. On comprend que ceux qui se décident à courir des chances aussi tragiques, hésitent à le faire, calculent les probabilités, fassent

une enquête approfondie de la situation avant de s'y jeter l'épée à la main. Ils ont raison d'hésiter et de ne vouloir s'engager qu'à bon escient; mais aussi, quand ils s'engagent, leur détermination réfléchie a une signification sur laquelle on ne saurait se tromper, une signification de confiance absolue. Cette confiance, nous l'avions et même elle grandissait chez nous tous les jours; mais, nous n'avions pas encore réussi à l'inspirer suffisamment aux autres, à ceux qui, cantonnés dans la neutralité comme dans un refuge, consultaient le ciel, sondaient l'horizon, regardaient d'où venaient les nuages et s'ils s'amoncelaient ou se dissipaient. La confiance leur est venue. C'est un sentiment spontané qu'aucun argument ne suffit à faire naître et dont la conscience seule connaît le secret, sentiment contagieux d'ailleurs, et qui travaille en ce moment pour les Alliés. Les mois d'hiver sont finis; ils ont pesé sur la guerre en l'immobilisant dans les tranchées; ils en ont ralenti le cours; ils ont empêché d'autres élémens d'y entrer. Cet acte, qui a paru long, est fini et un autre commence. N'étant pas prophète, nous nous garderons de dire ce qu'il sera. Il y a eu trop d'imprévu dans cette guerre, pour que nous ne nous défiions pas même des pronostics les mieux établis. Mais notre nombre s'accroît pendant que celui des Austro-Allemands diminue. Des entreprises qu'il a fallu suspendre, comme celle des Dardanelles, sont vigoureusement reprises. L'activité augmente dans nos armées. Et ce sont là des symptômes fortifians.

Nous avons parlé de la note singulière que le comte Bernstorf, ambassadeur allemand à Washington, a adressée au gouvernement américain. C'est lui-même un singulier ambassadeur que celui-là. Nous en souhaitons beaucoup du même genre à l'Allemagne et, pour la beauté du fait, comme dit Alceste, nous aurions aimé à le voir opérer à Rome à la place du prince de Bülow; mais l'Allemagne n'aurait pas osé l'aventurer sur l'ancien continent et elle a montré le cas qu'elle faisait du nouveau en l'y envoyant. Elle a cru que, s'il fallait être souple et fin avec les Italiens, il suffisait d'être brusque et dur avec les Américains. Malheureusement, le comte Bernstorf a dépassé la mesure, et il peut voir aujourd'hui les effets du système d'intimidation qu'il a employé. Au début de la guerre, l'opinion américaine était sympathique à l'Allemagne : il l'a retournée contre lui et contre son pays.

Il n'a plus pour le soutenir aujourd'hui que les Allemands d'Amérique, qui à la vérité sont nombreux et ont la prétention insolente

d'être un État dans l'État. En écrivant sa note telle qu'on la lui avait sans doute dictée de Berlin, — car le gouvernement impérial en a depuis accepté la responsabilité, — le comte Bernstorf a-t-il eu quelque vague sentiment de son inconvenance ? On pourrait le croire, car il l'a qualifiée de memorandum, parce qu'on répond à une note et non pas à un memorandum : il voulait, par prudence, dispenser le gouvernement américain d'y répondre. Mais M. Bryan a tenu à le faire et on ne saurait trop l'en approuver. Note ou memorandum, il a jugé que le nom ne faisait rien à la chose et que la chose méritait d'être relevée. « Cela paraît d'autant plus nécessaire, a-t-il dit, que le langage employé par votre memorandum est susceptible de s'expliquer comme mettant en doute la bonne foi des Etats-Unis. » C'est un doute sous le poids duquel M. Bryan n'a pas voulu rester. Il a justifié l'exercice du droit de visite par des motifs qui étaient la plus sanglante critique des procédés de pirates des Allemands dans les mers anglaises. Ce droit, dit-il, « est absolument nécessaire pour prévenir toute confusion entre les vaisseaux neutres et ceux qui appartiennent à l'ennemi, et aussi toute méprise entre les cargaisons légitimes et celles qui ne le sont pas. » On ne saurait mieux dire, mais qu'importe aux Allemands? Ils ont renoncé à toute distinction entre les belligérans et les neutres, entre les cargaisons légitimes et la contrebande de guerre et ils tirent indifféremment, aveuglément dans le tas, comme s'ils voulaient être plus sûrs d'atteindre l'ennemi en frappant tout le monde. Ils trouvent mauvais que les autres exercent le droit de visite. Eux, en effet, ne l'exercent pas puisque tout leur est bon pour servir de cible à leurs torpilles, amis et ennemis, à supposer qu'ils puissent encore avoir des amis. Ajoutons que ces mêmes hommes qui violent outrageusement les principes les mieux établis du droit des gens lorsqu'ils y trouvent une gêne, poussent des cris d'orfraie et deviennent les plus pédans des juristes lorsqu'on ne les observe pas minutieusement envers eux. Mais leur prétention la plus exorbitante est de vouloir interdire aux Américains de faire le commerce des armes avec les Alliés, alors qu'ils ne le font pas et ne peuvent pas le faire avec eux. Ils voient là une violation de la neutralité ! A son tour, M. Bryan a invoqué les principes du droit. La mer est libre, elle n'appartient à personne et tout le monde a le droit de s'en servir pour envoyer, à ses risques et périls à qui il veut, des marchandises de toute nature. Si les Américains n'en envoient pas aux Allemands, c'est qu'elles seraient arrêtées en route et n'arriveraient pas à leur destination. Mais pourquoi les Allemands

ne rendent-ils pas la pareille aux marchandises destinées aux Alliés? Ce n'est pas la faute de l'Amérique si leurs navires sont cachés dans les ports, les fleuves et les canaux de l'Empire, au lieu d'exercer, eux aussi, en pleine mer, le droit de visite avec toutes ses suites. En somme, l'Allemagne exige de l'Amérique d'interdire à l'Angleterre et à la France d'user de leurs flottes, parce que l'Allemagne s'interdit à elle-même d'user de la sienne. Jamais on n'aurait vu une pareille violation de la neutralité par le changement et le renversement arbitraires des forces en présence. Le comte Bernstorf n'a pas pu échapper à la réponse qu'il méritait : il l'a reçue sans rien dire et l'a envoyée à Berlin, où on la médite encore en ce moment.

Nous avons à Washington un ambassadeur qui, heureusement pour lui et pour nous, n'a aucun point de ressemblance avec le comte Bernstorf. Connaissant bien les Américains, il les aime, les respecte et n'aurait jamais eu l'idée de les soumettre à la propagande à haute pression au moyen de laquelle le comte Bernstorf, doublé de M. Dernburg, a essayé de violenter leur conscience en égarant leur raison. Mais la raison et la conscience des Américains sont également solides : le plus sûr est de les laisser à elles-mêmes et de se garder de les heurter. Ce procédé a réussi à M. Jusserand et il a pu, dans un discours prononcé au banquet de la Société des « Filles de la révolution américaine, » tenir un langage aussi éloigné que possible de celui du comte Bernstorf dans son memorandum désormais historique. Après avoir rappelé que le problème dont l'Europe cherche en ce moment la solution est le même que l'Amérique a résolu au moment de sa Révolution, — à savoir celui de la liberté humaine, — il a rendu hommage à l'attitude des États-Unis. « Les États-Unis, a-t-il dit, se sont comportés dans la crise européenne d'une façon qui commande le respect et la gratitude du monde. En France, nous avons appris à connaître le cœur américain, fait de l'or le plus pur. Je suis heureux d'exprimer les remerciemens de la France pour la générosité de l'Amérique neutre. » L'Amérique a mérité cet éloge par l'ensemble de sa politique ferme, correcte, vraiment neutre en effet; mais le comte Bernstorf et le pays qu'il représente si dignement se sont mis dans l'impossibilité de s'y associer jamais.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE

ET

LE RÉVEIL DE L'EUROPE

(1871-1914)

L'Allemagne, au début de la guerre déchaînée par elle le 1er août 1914, n'avait que très faiblement, et pour la forme, essayé de représenter cette guerre comme due à la provocation de la Triple-Entente, surtout de la Russie et de la Grande-Bretagne. La thèse n'était pas soutenable, et l'Allemagne, ses premiers et éphémères succès y aidant, n'insista pas. Ce n'est que depuis lors, avec les désenchantemens qui suivirent, et pour se concilier la faveur des neutres, qu'elle imagina d'attribuer à ses ennemis l'initiative d'une guerre dont la responsabilité lui appartient tout entière. Elle ne réussira pas, malgré ses efforts, à donner le change. Il suffit, en effet, de remarquer que si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'eussent pas elles-mêmes pris l'offensive, l'Italie, liée par les obligations de la Triple-Alliance, n'aurait pu, dès le premier jour, faire déclaration de neutralité.

Ce qui est vrai, c'est qu'après une longue, pesante et stérile hégémonie de près d'un demi-siècle, l'Europe, lasse et inquiète, s'était réveillée, et que, sans avoir, comme l'Allemagne, préparé, prémédité et désiré la guerre, elle était résolue à secouer le joug et à s'affranchir.

Comment s'est fait cet éveil, comment la France d'abord et la Russie, qui avaient eu le plus à souffrir des prétentions de l'Allemagne, puis la Grande-Bretagne, qui se sentait peu à peu

défiée et menacée, comment, de proche en proche, l'Europe eurent conscience du péril auquel elles avaient à faire face, c'est ce que les publicistes et les historiens attentifs de notre génération, c'est ce que la « Chronique politique » de la *Revue* ont, au jour le jour, et soigneusement, relaté.

Notre objet serait de résumer ici, en nous aidant des documens publics et d'ouvrages récens, une histoire dont les faits et les enseignemens ont singulièrement contribué à donner à la présente guerre, pour les Alliés combattant sous les sept drapeaux, le caractère de clarté, de confiance, de certitude, qui est le premier augure et le gage de la victoire. Les Alliés savent pour quelle cause ils combattent et pourquoi ils doivent vaincre. Ce n'est pas dans un brusque sursaut, c'est après de longues épreuves, et dans l'aperception de plus en plus évidente de son devoir, que l'Europe a répondu, en même temps qu'à la provocation de l'Allemagne, à l'appel de son propre destin.

I

Après la guerre de 1870-71 et le traité de Francfort, — par la défaite de la France et la création de l'Empire allemand, — il n'y avait plus, à proprement parler, d'Europe. Une hégémonie était née, qui, peu à peu, selon la loi fatale de toute hégémonie, devait se transformer en instrument de tyrannie et de servitude.

L'habileté, l'art du prince de Bismarck, chancelier du nouvel Empire, furent de contenir en de certaines limites la croissance trop rapide d'une Puissance dont les prétentions trop tôt révélées eussent donné de l'ombrage, et de retarder l'heure, l'heure qu'il ne cessa de redouter, où, contre une Puissance trop forte et menaçante, se préparerait, se nouerait une inévitable coalition. — Le prince fut aidé, dans sa modération relative et sa sagesse, d'abord par les dispositions semblables de son souverain et maître, l'empereur Guillaume Ier, qui, satisfait des gains réalisés, parfois même étonné et inquiet d'une si rapide fortune, s'était vite comme retiré et réfugié dans un dessein général de conservation et de paix. Le prince y fut encouragé, en outre, par la nécessité de réparer, sinon les plaies, du moins les lacunes et imperfections intérieures et de mettre la nouvelle Allemagne en état de soutenir son rang et train d'Empire. — Ajoutez que

l'Allemagne, et la Prusse tout particulièrement, étaient encore pauvres, que l'unité faite par la guerre et la victoire était loin d'être achevée, que bien des problèmes restaient à résoudre. — — Considérez enfin que le prince chancelier, né en 1815, était surtout un homme de 1848, que l'expérience qui l'avait le plus instruit était celle de cette grande année révolutionnaire, et qu'il avait compris que l'unité allemande, vainement cherchée et poursuivie par les idéologues du Parlement de Francfort, ne serait conquise et maintenue en quelque sorte que du dehors, par une diplomatie heureuse secondant et complétant les exécutions militaires nécessaires.

Le règne de Guillaume Ier, de 1871 à 1888, et la politique du chancelier jusqu'au mois de mars 1890 peuvent, en quelque mesure, être caractérisés comme un règne et une politique de conservation et de paix. L'Empereur et son ministre, attentifs avant tout au maintien de la paix et de l'unité allemandes, s'appliquèrent, dans les premières années qui suivirent la victoire de l'Empire, à ménager et à se concilier les deux Puissances dont l'attitude importait le plus : la Russie, avec laquelle Guillaume Ier a, par affection de famille, par tradition dynastique, par gratitude, cultivé soigneusement ses relations; l'Autriche qui, vaincue en 1866 et éliminée de l'Allemagne, devait être avec d'autant plus de soin apaisée et ramenée. Dès le mois d'août 1871, l'empereur Guillaume Ier rend visite à Ischl à l'empereur François-Joseph. Ce dernier rend la visite à Berlin, au mois de septembre 1872, avec son premier ministre, le comte J. Andrassy, qui a, depuis quelques mois, succédé au comte Beust. L'empereur de Russie, Alexandre II, assiste avec le prince Gortchakof à cette entrevue, au cours de laquelle des notes sont échangées entre les trois souverains pour le maintien du *statu quo* territorial, pour la solution des questions d'Orient, pour la répression de l'esprit révolutionnaire et anarchique. L'année suivante, au printemps de 1873, Guillaume Ier se rend, avec le prince de Bismarck, d'abord à Saint-Pétersbourg, puis à Vienne. C'est, sinon la reconstitution de la Sainte-Alliance d'autrefois, du moins une sorte d'alliance des Trois Empereurs, et c'est cette combinaison qui, jusqu'à la crise orientale de 1876-1878, sert à consolider le nouvel Empire, à le préserver, soit contre le péril d'une coalition, soit contre toute tentative dont l'effet serait le rétablissement, en Europe, de l'ancienne et

traditionnelle politique de l'équilibre, du contrepoids. Par surcroît de précaution, et dès cette année 1873, le prince chancelier cherche à attirer dans l'orbite de la politique allemande l'Italie, devant laquelle il agite le spectre d'une France cléricale et de la restauration du pouvoir temporel du Saint-Siège. Et, dans l'automne de 1873, le roi Victor-Emmanuel Ier fait sa double visite aux cours de Vienne et de Berlin.

La France, pendant ce temps, se reconstituait, pansait ses blessures, réorganisait son administration, ses finances, son armée, mais surtout (et ce fut l'œuvre du gouvernement de M. Thiers) libérait son territoire. — Son relèvement paraissait sans doute trop rapide, et la révélation nouvelle de sa vitalité, de sa richesse, de ses inépuisables ressources, de sa force renaissante, excitait à la fois trop de convoitise et d'ombrage. Car à peine le sol français était-il redevenu libre, à peine aussi, un peu plus tard, au début de 1875, la loi organique du nouveau régime (constitution républicaine de 1875) et les principales lois militaires, administratives et financières eurent-elles été votées par l'Assemblée nationale, que l'Allemagne fronçait le sourcil et faisait mine de nous chercher querelle. — Je n'ai pas besoin de rappeler comment alors la Russie et l'Angleterre s'émurent, comment l'alerte fut conjurée et comment la menace s'évanouit. C'est en ce printemps de 1875 que réapparurent, dans le nuage aussitôt dissipé, les premiers linéamens d'une Europe qui déjà, par un prophétique augure, prenait les traits, esquissait le visage de la future Triple-Entente. Mais ce n'était là qu'une courte vision, et l'ombre de l'Allemagne devait se projeter longtemps encore sur cette Europe un instant pressentie et évoquée.

La crise orientale de 1876-1878 et le Congrès de Berlin qui en fut le dénouement, s'ils ont consacré peut-être cette première période du régime bismarckien, s'ils en ont été l'apogée, ont vu cependant se préparer le schisme, ou du moins les premiers froissemens, entre l'Allemagne et la Russie. Le prince de Bismarck, en se représentant au Congrès de Berlin comme « l'honnête courtier » entre les politiques et les ambitions rivales de l'Orient, entre la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre, ne put cependant s'empêcher de faire pencher la balance en faveur de l'Autriche-Hongrie, et, par conséquent alors, de la Grande-Bretagne. — Il apparaît en outre aujour-

d'hui (et c'est ce que M. G. Hanotaux a nettement marqué dans son *Histoire de la France contemporaine*), que, tout en affectant de ne pas se soucier de l'Orient et de s'en désintéresser, le prince de Bismarck cependant, comme malgré lui, et par un obscur instinct, a ouvert les portes de l'Orient à l'Allemagne autant et plus qu'à l'Autriche-Hongrie, et que déjà il a placé son pays sur la route qui devait mener Guillaume II à Constantinople. — Il est vrai qu'en même temps, et prévoyant la brèche que ferait dans sa politique le mécontentement, puis le détachement de la Russie, le prince de Bismarck s'efforça aussitôt d'y pourvoir en rattachant plus étroitement à l'Allemagne d'abord l'Autriche-Hongrie, puis l'Italie, et en mettant autant que possible dans son jeu la Grande-Bretagne, que hantait encore la vision du péril russe, la menace des héritiers de Pierre le Grand sur Constantinople et l'Asie.

C'est du Congrès de Berlin qu'est née la Double-Alliance conclue dès l'année suivante (15 octobre 1879) entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et devenue, trois ans après, la Triple-Alliance par l'accession de l'Italie (20 mai 1882). — Là est la maîtresse pièce, le chef-d'œuvre de la politique bismarckienne qui a su faire de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, c'est-à-dire du vaincu et du bénéficiaire de Sadowa, les deux boulevards de l'Empire d'où François-Joseph avait été exclu en 1866. — L'habileté du prince de Bismarck se montra plus consommée encore en réussissant à faire accepter de la Russie un traité de contre-garantie qui la leurra et la contint pendant près de dix ans et en intéressant la Grande-Bretagne au succès d'une politique qui maintenait en Europe le *statu quo* de 1870 et de 1878. — Ainsi s'asseyait, se consolidait l'hégémonie du nouvel Empire.

Quelques hommes d'État français, celui surtout qui exerçait alors la plus grande influence, avaient d'abord hésité à accepter l'invitation faite à la France de participer au Congrès de Berlin. La France s'y montra désintéressée, digne d'elle-même, de ses traditions comme de son avenir. Elle maintint les droits et le rôle qui lui appartenaient en Orient, seconda les revendications des nationalités grecque, bulgare, monténégrine et serbe, réclama l'application en Roumanie de la tolérance religieuse, et, si elle entrevit les difficultés et les crises qui devaient sortir du traité signé par les Puissances, ne pouvait, certes, en

assumer la responsabilité. — Elle était toute vouée alors à son œuvre de reconstitution intérieure. Elle inaugurait cette exposition de 1878, qui attestait les résultats de son magnifique effort, et reprenait tout naturellement dans le monde sa place de grande Puissance civilisatrice et libérale. Son génie demeurait fécond et ne le cédait à aucun autre dans tout le domaine des sciences, des lettres et des arts comme du développement économique, industriel et commercial. Elle édifiait, à l'heure propice, et avant que la compétition de nouveaux concurrens ne fît encore obstacle, un Empire colonial dont la création a été pour elle une jouvence d'énergie et de vigueur. Elle préparait enfin, par sa fidélité à ses espérances, par sa foi en elle-même, comme aussi par ses admirations, ses sympathies, par la contagion de son esprit de liberté et de lumière, l'ère nouvelle qui ne pouvait manquer de luire. Elle en a eu, dès cette date relativement lointaine, le pressentiment. Elle avait en elle l'instinct, l'aspiration d'une Europe qui devait, qui allait renaître. Comme M. Ch. de Freycinet l'a marqué, en reproduisant au second volume de ses *Souvenirs* (1), ses entretiens avec Gambetta sur la politique extérieure de la France, « l'objectif de cette politique, dès les années 1878-1880, était de resserrer nos liens avec l'Angleterre, de nous rapprocher de la Russie, et, par la suite, amener une entente entre les trois Puissances. » Nouvel et heureux retour de la vision déjà apparue en 1875, nouvel écho de cette voix qui, après avoir été dès l'origine celle de la France, deviendrait celle de la Triple-Entente et de l'Europe !

II

Plus de dix années devaient encore s'écouler avant que se scellât le premier chaînon de l'entente, l'alliance entre la France et la Russie.

Bien que cette alliance fût depuis de longues années conclue dans le cœur des deux peuples, bien qu'elle fût comme écrite sur le sol même de l'Europe, et que, depuis 1878, une claire nécessité de défense commune et de préservation mutuelle l'imposât, — certains incidens fâcheux, des circonstances contraires, telles que les relations traditionnelles entre les deux cours de

(1) *Souvenirs* de M. Ch. de Freycinet, t. II, p. 108.

Saint-Pétersbourg et de Berlin, les habitudes commerciales établies entre les deux pays, les origines et les tendances germaniques d'une partie de la bureaucratie russe, les différences évidemment très grandes dans le régime politique intérieur de la Russie et de la France, le spectre souvent évoqué du péril révolutionnaire et de l'anarchie, retardèrent l'échéance qui pourtant était fatale et prévue. L'Allemagne, il faut le dire, déploya tous ses efforts, eut recours à tous les moyens, ne recula devant aucun sacrifice pour conjurer l'éventualité redoutée. L'empereur Guillaume Ier et son petit-fils, après lui, multiplièrent les visites et rencontres de famille. Outre les ambassadeurs, des plénipotentiaires militaires attachés à la personne des deux souverains respectifs, des agens de tout ordre avaient pour mission d'entretenir une sorte de permanence entre les deux cours. Le prince de Bismarck, après le Congrès de 1878 et la conclusion de l'alliance austro-allemande, imagina, pour rassurer le Tsar, ce système de la contre-assurance que, cependant, malgré toutes les ressources de son génie d'intrigue, il ne put, à la longue, soutenir devant la précise et imperturbable loyauté d'Alexandre III. Le chancelier de Caprivi, après la retraite de Bismarck, tenta, par la conclusion d'un nouveau traité de commerce et par l'adoucissement du régime prussien en Pologne, de se concilier les bonnes grâces de la Russie et de prévenir *in extremis* l'entente définitive avec la France.

La France, elle, était toute prête. Elle avait conscience d'offrir, pour le jour où les destins s'accompliraient, une armée et une marine égales à leur tâche, une administration solidement organisée, des finances rétablies, un crédit puissant, une diplomatie droite, libre de tous liens et ne poursuivant au plein jour que de nobles desseins ; enfin, et malgré les divisions de la politique intérieure, une opinion publique unanimement acquise à l'alliance avec un peuple vers lequel allaient ses sympathies, ses affinités, la vocation d'un sûr et irrésistible instinct. Tous les symptômes de notre vie nationale, les préoccupations de notre pensée, la claire vision de l'avenir, le grand succès fait à de beaux livres venus à l'heure opportune, l'ouvrage d'A. Leroy-Beaulieu sur *l'Empire des Tsars*, *le Roman Russe* du vicomte E.-M. de Vogüé, la popularité accueillant tout ce qui nous venait de Russie, tout marquait le penchant auquel nous cédions, l'appel auquel nous brûlions d'obéir.

Lorsque les deux nations se cherchaient, lorsque déjà leurs mains commençaient à se rapprocher et que, dans des questions qui tenaient étroitement à cœur à la Russie, telles que la question bulgare (en 1885-1886), les deux gouvernemens sentaient l'union spontanément se faire, — ce fut la force et la vertu de l'empereur Alexandre III de prendre, d'accord avec le Président de la République française et ses ministres, la décision que commandaient les intérêts vitaux de la France et de la Russie, l'équilibre et l'indépendance de l'Europe, la paix du monde.

M. Ch. de Freycinet a résumé, avec autant de simplicité que de noblesse, au second volume déjà cité de ses *Souvenirs* (1), les circonstances mémorables dans lesquelles s'esquissa, au printemps de 1890, lors de la visite à Paris du grand-duc Nicolas, le projet d'alliance qui devait devenir un fait accompli le 27 août 1891, au lendemain de la visite rendue en rade de Cronstadt par l'escadre française, qui avait pour chef l'amiral Gervais. Je rappelle ici que cette escadre, avant de rentrer en France, par une attention de courtoisie qui était aussi une divination de l'avenir, s'arrêta à Portsmouth, où l'attendaient les sympathies, la confraternité ancienne et future de la flotte anglaise.

III

Lorsque se conclut l'alliance franco-russe, l'homme d'État qui avait tout fait pour la retarder et la prévenir, le chancelier de l'Empire d'Allemagne, le prince de Bismarck, avait quitté le pouvoir depuis plus d'une année. Le prince s'était retiré le 17 mars 1890, et sa retraite devait être le signal d'une nouvelle ère, ou, selon l'expression allemande, d'un « nouveau cours » *(neue kurs)*, non seulement pour l'Allemagne elle-même, mais pour l'Europe et pour la politique qui, un peu après cette date, commença à prendre le nom de « mondiale. »

Le nouvel empereur, Guillaume II, qui, dans les dernières années de Guillaume Ier et dans les quelques semaines du règne de l'empereur Frédéric, s'était montré l'admirateur fervent du prince de Bismarck, son disciple enthousiaste, n'avait pu cependant garder longtemps auprès de lui le grand chancelier. Guil-

(1) *Souvenirs* de M. Ch. de Freycinet, t. II, pages 465-471.

laume II, qui déjà n'avait pas caché sa hâte de régner, avait plus de hâte encore de gouverner. Il ne pouvait tolérer davantage la tutelle d'un mentor. Moins de deux ans après son avènement, sur le vain prétexte d'un dissentiment en matière de législation sociale, et parce que le prince-chancelier avait poursuivi avec le chef du Centre catholique des négociations ou entretiens que le souverain n'approuvait pas, l'Empereur, dans un accès de colère et d'emportement, avait congédié le ministre puissant qui, depuis 1862, avait fait la fortune du royaume et fondé l'Empire.

De cette journée du 17 mars 1890 date la politique nouvelle qui devait être celle de Guillaume II et que le recul de l'histoire, mais aussi le témoignage capital d'un des plus brillans collaborateurs, je veux dire le prince de Bülow, permettent d'apprécier dès aujourd'hui. Le livre du prince de Bülow, *la Politique allemande*, publié peu de temps avant la présente guerre, éclaire en effet d'une lumière directe et immédiate toute la politique, soit étrangère, soit intérieure, de l'Empire, et manifeste avec d'autant plus d'éclat la différence entre la période bismarckienne, de 1862 à 1890, et la période suivante que le prince de Bülow, après avoir été l'un des élèves et lieutenans du grand chancelier, s'est fait, dans sa politique d'abord, puis dans son livre, l'artisan, le consécrateur et l'avocat de la nouvelle ère.

La différence essentielle entre les deux périodes, — celle que marque avec netteté le prince de Bülow, — c'est que la politique de l'Empire, après avoir été jusqu'en 1890 une politique continentale, européenne, vouée à la consécration de la situation acquise, est devenue depuis lors une politique d'expansion à outrance et en tous sens, une politique maritime, coloniale, mondiale, aspirant non seulement à faire à l'Allemagne plus de place au soleil, mais peu à peu à lui conquérir toute la place, à multiplier et à absorber les débouchés, à supplanter toutes les concurrences, à faire de la race allemande, par l'organisation systématique de toutes les forces militaires, navales, économiques, la race élue et maîtresse à qui devait appartenir l'empire du monde.

Cette transformation, le prince de Bülow l'a bien vue, il l'a vantée, il s'y est associé, et il s'efforce, dans un des passages les plus curieux de son livre, d'abord d'excuser le prince

de Bismarck de ne l'avoir lui-même ni conçue ni préparée, puis d'expliquer qu'à la fin de sa vie, en visitant à Hambourg l'un des nouveaux paquebots de la Compagnie de navigation « Hamburg-Amerika, » le chancelier avait eu peut-être, comme un autre Moïse, la vision des temps nouveaux, de cette Terre promise où il ne pénétrerait pas.

Il me paraît fort douteux que le grand réaliste qu'a été le prince de Bismarck eût jamais accepté un programme si différent du sien, — et dont l'exécution devait exposer l'Empire aux dangers, aux écueils, finalement à la coalition qu'il avait lui-même tout fait pour éviter. Le prince de Bismarck ne croyait pas que l'avenir de l'Empire fût sur l'eau, ni dans les expéditions lointaines, ni même dans cette orientation plus proche vers l'Est, vers le domaine balkanique et turc qu'il avait ménagé, comme une consolation et une réserve, à l'activité de l'Autriche-Hongrie. Le prince qui s'était tant appliqué, depuis 1871, à écarter l'éventualité d'un rapprochement entre la France et la Russie, qui avait si souvent déclaré qu'il ne voulait pas risquer de voir l'Empire attaqué simultanément sur ses deux frontières, n'aurait pas, en outre, provoqué, par la politique navale, économique et mondiale, dont les débuts datent du lendemain même de sa retraite, le conflit avec l'Angleterre, destiné à compliquer si gravement les difficultés de l'Allemagne. Je ne sais si le prince de Bismarck aurait réussi, à la longue, à maintenir dans sa puissance et sa maîtrise l'Empire qu'il avait tant contribué à fonder, mais je crois fermement que jusqu'au bout il aurait lutté pour écarter de lui, comme un calice, une politique dont l'infaillible effet devait être de liguer contre l'hégémonie allemande toutes les forces de résistance de l'Europe et du monde.

Dès 1891, lorsqu'il est affranchi de toute tutelle et hors de page, l'empereur Guillaume II commence à forger de ses mains l'instrument essentiel de la nouvelle ère : la flotte allemande. C'est là son œuvre propre et personnelle, celle qu'il impose au pays, au parlement, aux princes confédérés, en faisant luire devant eux non seulement la grandeur du but, mais l'immensité du profit. En même temps s'agrandit et s'étend le programme des acquisitions et conquêtes coloniales. Les grandes banques allemandes s'organisent de façon à pourvoir à l'exécution des nouveaux plans, à seconder, d'une part l'expansion

indéfinie du commerce et de l'industrie, de l'autre l'accomplissement, au dehors, de vastes entreprises à la fois politiques et économiques, destinées à créer à l'Empire, sur les points importans du globe, des intérêts internationaux considérables, des prétextes ou moyens de s'étendre, de se ramifier et d'agir.

Les résultats n'apparaissent pas tout d'abord. Le prince de Bülow révèle aujourd'hui le soin jaloux que l'Empire, sinon l'Empereur, a pris de ne pas se découvrir trop tôt et d'éviter, en particulier, toutes difficultés avec l'Angleterre jusqu'à ce que le programme naval fût en voie d'achèvement et jusqu'à ce que la flotte fût prête. De même, dans le développement de l'œuvre coloniale, l'Allemagne a, à plusieurs reprises, cherché à s'assurer, soit en Afrique, soit sur le Pacifique, la bonne volonté ou même le concours de l'Angleterre. Enfin la haute finance allemande a, le plus souvent, et tout en poursuivant ses propres desseins, manœuvré de manière à n'avoir pas contre elle les grands établissemens britanniques, dont parfois même la participation lui a été acquise.

Pendant près de vingt-cinq ans l'Allemagne, en se ceignant les reins, en s'armant sur terre, sur mer, dans ses ports, ses comptoirs, ses chantiers, ses usines, ses maisons de commerce et ses banques pour la conquête du monde, a affiché une politique de paix. L'Empereur lui-même, parmi les thèmes variés et contradictoires dans lesquels se complaisait son éloquence, s'il évoquait souvent les souvenirs de 1813, de Waterloo et de 1870, s'il y avait parfois de la poudre sèche dans ses discours, a, dans mainte circonstance, accordé ses paroles sur la lyre de la paix. Lorsque, à son jubilé de 1913, M. Carnegie vint le féliciter de ce quart de siècle ainsi franchi, c'était encore la paix qui lui servait d'auréole. — Mais le germe déposé dès le principe dans la politique d'hégémonie et qui, dans une certaine mesure contenu jusqu'au printemps de 1890, avait pris depuis lors libre cours, s'était pleinement épanoui. Ce ne sont pas, comme l'Allemagne s'efforce maintenant de le faire croire, les souffles et les orages du dehors qui ont hâté l'éclosion. L'éclosion s'est faite brusquement lorsque l'Allemagne et son alliée ont été prêtes et ont jugé l'heure favorable.

IV

Contre la politique d'hégémonie, au moment où Guillaume II l'inaugure, en 1891, l'alliance franco-russe est precisément le contrepoids nécessaire, et ce n'est un médiocre mérite, ni pour la France isolée depuis 1870, ni pour la Russie éclairée par l'expérience, que d'avoir, à ce tournant décisif, reconstitué en Europe l'équilibre.

A partir de cette date, en effet, la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) et la Double-Alliance (France, Russie) s'opposent, se confrontent, se mesurent, se limitent. Il y a désormais en Europe, et peu à peu dans le monde tout entier, au moins deux systèmes de forces, deux centres d'action ou de résistance, deux groupes dont chacun a, en outre, sa gravitation, son rayonnement, ses satellites. En dehors des deux groupes demeurent des États considérables; l'un, la Grande-Bretagne qui, assez longtemps encore, et jusqu'à ce que la tendance d'hégémonie d'un des groupes apparaisse décidément menaçante, continuera à se complaire dans son « splendide isolement; » l'autre, les États-Unis de l'Amérique du Nord, qui, trop éloigné de la scène des conflits, et soustrait par la principale maxime et devise de sa politique à l'obligation ou à la tentation de prendre parti dans les affaires du vieux monde, s'adonne librement à l' œuvre magnifique de son propre développement. D'autres États encore restent neutres, les uns par nature et définition constitutionnelle (alors que ce genre de neutralité paraissait garanti par le respect des conventions et des contrats), les autres, parce qu'ils ne voient pas de nécessité de se prononcer, parce qu'ils se réservent ou qu'ils préfèrent garder leur indépendance. — Entre les élémens des deux groupes se produiront parfois, avec le plus ou moins d'assentiment et d'agrément des alliés respectifs, des *modus vivendi* partiels, des accommodemens ou même des arrangemens spéciaux. L'Italie, notamment, en aura de tels, soit avec la France, soit avec l'Angleterre et la Russie. L'Autriche-Hongrie se trouvera, à de certains momens, en sympathie avec la France ou même avec la Russie. — Mais, d'une façon générale, sur la plupart des questions, chacune des deux alliances aura son attitude nettement distincte et antinomique. *Mundus traditus*

disputationibus eorum. Excepté lorsque l'Allemagne, par une tactique à laquelle elle a eu recours en plusieurs occasions, a cru bon ou habile de se glisser en tiers entre les Alliés, dans l'espoir sans doute, soit de gêner leur action, soit de leur en ravir le bénéfice.

L'une des premières applications de l'alliance franco-russe fut, à la fin de la guerre sino-japonaise (1894-1895), l'intervention des deux Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Paris auprès de la cour de Tokyo et le conseil amical donné au Japon de ne pas maintenir dans la paix de Shimonoseki la clause relative à l'occupation de la presqu'île du Liao-toung et de la forteresse de Port-Arthur. — L'Allemagne, par la tactique à laquelle je viens précisément de faire allusion, se joignit à la France et à la Russie, d'abord sans doute pour ne pas laisser les deux alliés dans leur tête-à-tête qui l'inquiétait, mais aussi avec des arrière-pensées qui ne tardèrent pas à apparaître, dont l'une était de se procurer à elle-même en Chine de gros avantages et un durable établissement, et l'autre d'engager la Russie dans les entreprises d'Extrême-Orient, de la détourner ainsi de l'Orient musulman et, si c'était possible, de l'Europe. — La tentation de l'Extrême-Orient a été l'un des prestiges, l'un des sortilèges dont l'Allemagne a le plus usé et abusé pour affaiblir alors la Russie. Après s'être jointe à la Russie et à la France dans l'intervention qui suivit la paix de Shimonoseki, après s'être installée elle-même deux ans après, sous le prétexte du massacre de deux de ses missionnaires, dans le port de Kiao-tcheou d'où les Japonais viennent de la chasser, après avoir été par son occupation d'une partie du Chan-toung l'instigatrice de la redoutable insurrection des Boxeurs, c'est elle qui, en poussant la Russie à s'établir à Port-Arthur, préparait le conflit entre la Russie et le Japon, et qui, en même temps, pour mieux assurer à ce conflit l'issue qu'elle désirait, poussait le Japon à s'unir à la Grande-Bretagne. — Les papiers posthumes publiés à Tokyo en 1913 après la mort du comte Hayashi, le signataire de l'alliance anglo-japonaise de 1902, ne laissent aucun doute sur le rôle joué en cette circonstance par l'Allemagne qui pensait avoir trouvé dans ces complications d'Extrême-Orient l'un des plus sûrs moyens d'énerver l'alliance franco-russe et de la mettre en opposition, en lutte avec l'Angleterre. — La justice immanente a voulu que ce fût précisément l'alliance

anglo-japonaise qui, après la guerre russo-japonaise de 1904-1905, et par l'opportune entremise de la France, devint le pivot, non seulement de la réconciliation entre le Japon et la Russie, mais de l'entente définitive entre la Russie et l'Angleterre.

Dans l'Orient musulman, comme en Extrême-Orient, l'alliance franco-russe sut tout de suite, malgré la diversité de certains intérêts, adopter la ligne commune d'une action qui là, de même qu'ailleurs, devait marquer l'unité des desseins et la concordance des résolutions. — Là encore, l'Allemagne qui, jusqu'à la fin du régime bismarckien, n'avait guère pris souci de la Turquie et des Balkans, commença à intervenir de façon à gêner notre politique, à se créer à elle-même une situation nouvelle, et à s'assurer peu à peu sur le Sultan et la Sublime-Porte une influence qui, soit dans la dernière période du règne d'Abdul-Hamid, soit après la Révolution jeune-turque de 1908-1909, finit par devenir toute-puissante.

L'empereur Guillaume II a une prédilection à la fois mystique et réaliste pour les villes qui sont des capitales tout ensemble religieuses et politiques, et où se mêlent les deux prestiges spirituel et temporel. Constantinople devait, à ce titre, exercer sur son esprit une séduction à laquelle il s'est très vite abandonné. Dès 1889, puis en 1898, il fit, avec l'Impératrice, en Orient et jusque sur les rives du Bosphore, ces voyages dont son imagination resta hantée. Dès cette date, et tout en étendant la sphère des intérêts protestans dans l'empire du Levant, notamment en Palestine, il se donne comme le protecteur de l'Islam. Sa pensée était de reprendre à son profit la politique qui avait été longtemps celle de l'Angleterre et de la France, et, le jour où il aurait réussi à supplanter à Stamboul les anciens alliés de 1854-1855, de faire entrer la Turquie dans le groupement austro-allemand. « Nous avons, écrit le prince de Bülow dans son livre sur la *Politique allemande*, nous avons apporté le plus grand soin à cultiver les relations avec la Turquie et l'Islam. » « Ces rapports, ajoute-t-il, n'étaient pas de nature sentimentale, mais nous avions à la conservation de la Turquie un intérêt considérable, économique, militaire, politique. » Et, allant plus loin encore, il va jusqu'à dire que ce qui a motivé la dernière loi militaire allemande, c'est la situation créée par la guerre des Balkans, la crainte d'une défaite de la Turquie. De là à l'alliance militaire qui s'est faite

dans l'automne de 1914 entre les Empires germaniques et la Turquie, il n'y avait qu'un pas qui a été vite franchi. La politique orientale de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, qui devait devenir l'occasion ou le prétexte de la guerre actuelle, aura été en tout cas l'une des causes principales qui ont le plus détourné l'Allemagne et son alliée de la voie suivie pendant vingt ans par le prince de Bismarck et les ont livrées à toutes les tentations du démon de l'hégémonie.

V

Pendant la première période de l'alliance franco-russe, de 1891 à 1905, si la France et la Russie se montrent entièrement unies et solidaires sur tous les points, dans toutes les questions qui se présentent; si sur toute la ligne de l'horizon politique leurs drapeaux flottent l'un à côté de l'autre, l'équilibre dès lors paraît assez nettement établi pour que les deux systèmes, les deux groupes entre lesquels l'Europe se partage soient considérés comme des garanties et des gages de la paix.

C'est l'époque où l'empereur Guillaume II, tout en cultivant assidûment ses relations avec les cours de Vienne et de Rome, recherche aussi la cour de Russie et affecte vis-à-vis de la France elle-même des attentions, des prévenances parfois gênantes. C'est le temps aussi où le chancelier de l'Empire ne craint pas de désigner les deux systèmes d'alliances comme « les piliers de la paix. »

L'Allemagne était encore dans la période de préparation, pendant laquelle, comme le prince de Bülow l'a expliqué, elle avait intérêt à ne pas se découvrir. Peut-être aussi croyait-elle conserver et maintenir avec la Russie des liens qui paralyseraient l'union de la Russie avec la France. Elle espérait, d'autre part, que l'état intérieur, les divisions politiques de la France ne permettraient pas à l'alliée de la Russie une grande activité au dehors. Elle pensait enfin que les dispositions peu sympathiques alors de la Grande-Bretagne à l'égard de la Russie et de la France contribueraient à contenir l'alliance franco-russe dans les limites d'une défense du *statu quo* dont elle n'avait pas à s'inquiéter.

C'est pourquoi l'empereur Guillaume II apparaît alors comme le souverain pacifique, très attentif sans doute et plein

d'égards pour ses alliés, mais fort empressé de même envers l'empereur de Russie, très déférent et affectueux envers la reine Victoria, sa grand'mère, courtois aussi, avec une pointe de coquetterie, envers la France. C'est durant cette période qu'il invite les gouvernemens russe et français à se faire représenter aux fêtes d'inauguration du canal de Kiel, qu'il tient à ce que l'Allemagne participe aussi largement que possible à l'Exposition Internationale de Paris en 1900, qu'il saisit ou recherche mainte occasion de témoigner à la France et aux Français le désir qu'il a de leur plaire, de les flatter.

Il est vrai qu'à ces mêmes dates, ainsi que l'étrange *interview* publiée en 1908 par le *Daily Telegraph* a permis de le découvrir, ce souverain jouant ainsi les Célimène ne tenait pas derrière les gens, peuples ou chefs d'État le même langage tenu par-devant eux et qu'en somme par les confidences, révélations, promesses faites aux uns et aux autres, il ne se faisait pas, comme Célimène, scrupule de tromper et de décevoir tout le monde. La période en apparence la plus pacifique, la plus aimable, la plus prodigue en manifestations courtoises et gracieuses, de l'Empire d'Allemagne, aura été ainsi l'une de celles où l'Empereur se sera le plus fiévreusement dépensé en machinations et intrigues de toute sorte. C'est aussi celle où, par ce jeu qui ne devait pas tarder à être divulgué, il aura le plus sûrement préparé l'heure du revirement, l'heure où, le masque tombant, la vraie personne est apparue.

L'Allemagne avait, pendant ces quinze années, et sous ces dehors, continué à forger à tour de bras son armée de terre et sa flotte. Elle avait poussé ses deux alliés à accroître de même leurs armées et leurs escadres. Elle avait donné à sa marine marchande, à son commerce, à son industrie, à ses banques une puissante et redoutable expansion. Elle avait établi dans le monde entier ce vaste réseau d'espionnage universel qui la rendait peu à peu maîtresse de tous les marchés et qui aussi, par cette sorte de tactique et d'occupation d'avant-guerre, lui préparait ses étapes d'agression. Elle exerçait d'avance sur les neutres une influence et s'assurait une emprise dont ils auraient grand'peine à s'affranchir. Quant à ses ennemis déclarés ou à ceux qu'elle pouvait craindre de voir se tourner contre elle, ou bien elle s'efforçait de les engager dans des entreprises difficiles, propres à les absorber, ou bien elle s'ingéniait à compli-

quer leurs embarras pour les mettre plus impunément à profit.

Il n'y a plus aujourd'hui de péril à reconnaître qu'au moment où la Russie était le plus occupée de son développement dans les provinces reculées de l'Asie orientale, c'est l'Allemagne qui l'a le plus encouragée dans cette voie, en protestant que le souci de ses frontières occidentales ne devait pas être pour elle un sujet d'inquiétude ou un obstacle. C'est elle qui, en même temps, comme je l'ai déjà indiqué, a le plus vivement exhorté le Japon à conclure avec la Grande-Bretagne une alliance dont la pointe était directement tournée contre la Russie. C'est elle, d'autre part, qui, lorsque l'Angleterre se résolut à l'expédition contre le Transvaal, applaudit le plus bruyamment à la résistance des Boers et qui, en outre, fit les tentatives les plus déterminées pour exciter contre le Gouvernement britannique des Puissances qu'elle dénonçait comme lui ayant suggéré à elle-même une coalition opportune, destinée à ruiner ou du moins à affaiblir leur commune rivale. C'est elle enfin qui, au cas où toutes ces intrigues et tentatives auraient abouti, se réservait de nous jeter à nous-mêmes le suprême défi. N'oublions pas que c'est au moment le plus critique des difficultés éprouvées par la Russie, au lendemain même de la bataille de Moukden, que l'empereur Guillaume II faisait à Tanger cette visite destinée à intimider, à contrecarrer l'action française au Maroc.

VI

La France, tout au contraire, dans cette même période, fidèle aux principes qui avaient présidé à l'alliance russe, non seulement pratiquait la politique la plus franchement pacifique, mais se préoccupait, en réglant la plupart de ses litiges, dont quelques-uns fort anciens, avec les différentes Puissances, et, sans négliger ses droits et intérêts, de ne heurter ni de ne froisser les droits et les intérêts des autres.

C'est l'époque où la France, dans un esprit de libérale et généreuse équité, a liquidé et résolu le plus d'affaires, soit avec les grandes Puissances, soit avec les Puissances secondaires et les neutres. Les négociations qu'elle mena et poursuivit alors avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Turquie, les États-Unis de l'Amérique du Nord,

l'Espagne, avec les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, avec les États scandinaves, avec les États balkaniques et la Grèce, avec le Japon et la Chine, avec les Républiques du Sud et du Centre de l'Amérique, lui permirent de définir et d'aménager partout son domaine colonial, de reviser et régler ses relations commerciales et économiques, de s'associer aux grandes œuvres d'union et de solidarité internationale. Nulle Puissance n'eut plus souvent qu'elle, ni plus volontiers, recours, quand les négociations directes n'aboutissaient pas, à la procédure de l'arbitrage, comme elle le fit avec l'Angleterre dans plusieurs litiges africains, avec le Brésil dans la question du territoire contesté de la Guyane, avec le Japon pour la question des baux perpétuels dans les anciens ports, etc., etc. Nulle Puissance n'a pris une part plus active, plus féconde, plus décisive aux grandes conférences internationales destinées, soit à préparer le code de la paix et à régler les usages et lois de la guerre, soit à assurer, faciliter, améliorer les communications de l'univers, soit à promouvoir les intérêts, à protéger la sécurité et les droits du commerce, de l'industrie entre les nations. Il n'y eut pas, dans cette période, d'importante entreprise à laquelle la France ne se montrât, selon son humeur traditionnelle, disposée à concourir : le chemin de fer de Bagdad lui-même, ce grand projet de Guillaume II, ne s'est vu refuser notre adhésion que parce que vraiment les conditions que nous avions mises à cette adhésion étaient celles auxquelles le souci de l'équité et de notre propre dignité ne nous permettait pas de renoncer. Quelle autre Puissance s'est, en revanche, plus cordialement intéressée et associée à des entreprises industrielles, telles que les grandes voies ferrées ouvertes par les ingénieurs belges au Congo, en Chine, dans l'Amérique du Sud ! C'est aujourd'hui plus que jamais une haute satisfaction et un titre de fierté pour nous d'avoir ainsi donné ces témoignages d'estime, de bonne volonté, de confiance à cette Belgique que nous avons aimée dès sa naissance, à la destinée de laquelle nous nous sommes toujours sentis étroitement attachés, qui n'avait cessé d'accomplir avec honneur et scrupule tous ses devoirs internationaux, et dont l'indomptable héroïsme fait à cette heure l'admiration du monde.

S'il est, au cours des diverses négociations ici rappelées, une conclusion et une conséquence qui nous soit apparue, c'est

combien entre le principal de ces négociateurs, je veux dire la Grande-Bretagne, et nous-mêmes, il y avait non seulement avantage, mais un véritable soulagement à s'entendre. Les deux interlocuteurs avaient, pendant leur entretien, comme jadis les deux adversaires à Fontenoy, appris à se connaître, à s'estimer, à se rendre justice. Au plus fort même de leurs dissentimens, subsistaient le respect mutuel et la sympathie. Telle conversation comme celle qui eut lieu sur le Haut-Nil entre le sirdar Kitchener et le commandant Marchand fait honneur aux deux héros et à l'humanité : elle fait aussi honneur à l'Angleterre et à la France.

C'est, en tout cas, au sortir des longues et parfois pénibles négociations relatives à l'Afrique occidentale et équatoriale que la France et l'Angleterre, s'étant appréciées et retrouvées, ayant en outre constaté l'état du monde et les périls de l'avenir, ont senti le besoin d'achever l'apaisement de tous leurs litiges et de devenir libres pour un rapprochement que toutes deux prévoyaient, pressentaient, désiraient.

L'histoire dira quelle a été dans ce rapprochement la part des événemens et celle des hommes. Elle a déjà dit, et la gratitude des deux peuples a reconnu avec elle, quelle a été celle de feu le roi Édouard VII. Jamais peut-être souverain n'avait été mieux préparé par sa nature même, par la clarté de son esprit et la générosité de son cœur, par l'expérience de toute une vie consacrée à la connaissance du monde et des hommes, par un tact psychologique sans égal, par un goût profond et réfléchi pour notre pays, à la tâche qu'il a si merveilleusement accomplie. Lorsque le roi Édouard VII a fait, au printemps de 1903, sa visite d'avènement au président de la République, et, ajoutons-le, à ce Paris qu'il a toujours si bien compris et deviné, il portait vraiment le destin dans les plis de son manteau. Une année plus tard, après des négociations définitives qui épuisèrent tous les sujets restés pendans entre les deux chancelleries, était conclu le mémorable accord du 8 avril 1904.

Cet accord qui n'était, dans ses termes, que le règlement entre les deux pays des dernières questions non encore résolues sur divers points du globe, notamment en Égypte et au Maroc, allait devenir, par le sentiment des deux peuples, par la sagesse et la prévision des deux gouvernemens, par la logique des événemens, par la suite d'erreurs et l'obstination aveugle de la

politique allemande, une vraie charte d'alliance, le complément de l'union déjà scellée et éprouvée entre la France et la Russie, et, au même titre que cette union, un nouveau pacte destiné à assurer l'équilibre, la liberté de l'Europe et du monde.

VII

La partie de l'accord anglo-français relative au Maroc était pour nous comme le dernier acte et la conclusion du long effort dédié depuis plus de trente ans à la création de notre Empire colonial.

L'Allemagne, au début, non seulement n'avait pas pris ombrage des succès de cet effort, mais avait cru habile et avantageux à sa propre politique de nous laisser ainsi dépenser notre activité en Afrique, en Asie. — Avec cette fatuité et cette ignorance du génie français qui l'ont constamment aveuglée, elle croyait nous affaiblir, nous disperser et nous distraire, elle se figurait dériver notre humeur guerrière et conquérante, notre impatience vers des régions où elle n'avait rien à en redouter. Elle se flattait aussi d'entretenir et d'aviver de la sorte, par les concurrences et les rivalités de la lutte coloniale, l'opposition, la mésintelligence entre la Grande-Bretagne et la France. C'était vraisemblablement cette pensée machiavélique, cette joie de nuire *(Schadenfreude)* qui, en 1880, lors de la Conférence de Madrid relative à la condition des protégés au Maroc, faisait donner par le prince de Bismarck, au ministre d'Allemagne en Espagne, l'instruction de se ranger toujours à l'avis de l'ambassadeur de France. C'était cette même pensée qui, en 1885, lors de la réunion à Berlin de la conférence sur les affaires du Congo, inspirait au prince une attitude plus favorable, certes, à la France et à la Belgique, qu'à la Grande-Bretagne. De là à se targuer d'avoir spontanément contribué au développement de notre domaine colonial, il n'y avait pas loin. De là aussi la surprise et le dépit lorsqu'en 1904 l'Allemagne dut constater que non seulement les rivalités coloniales n'avaient pas réussi à séparer, à aliéner l'une de l'autre la Grande-Bretagne et la France, mais qu'au contraire c'était un arrangement général sur leurs colonies ou protectorats et sur leurs intérêts dans les diverses parties du monde qui donnait à la Grande-Bretagne et à la France l'occasion de conclure cette « entente cordiale » d'où devaient sortir tant et de si extraordinaires conséquences.

L'Allemagne s'abstint de marquer tout de suite sa déception et son ressentiment. Elle affecta même, durant toute une année, d'accueillir l'accord franco-anglais et l'entente cordiale avec autant d'équanimité et de modération qu'elle avait accueilli en 1891 l'alliance franco-russe. C'est seulement au lendemain de la bataille de Moukden qu'elle crut pouvoir se démasquer et profiter des embarras russes en Extrême-Orient pour faire obstacle tout ensemble à l'action de la France au Maroc et à l'exécution de l'accord conclu l'année précédente entre la Grande-Bretagne et la France sur la question marocaine. L'Allemagne, abattant enfin son jeu, se figurait qu'elle allait du même coup dénoncer aux yeux du monde la faillite de l'alliance franco-russe et la vanité de l'entente cordiale esquissée *in extremis* entre la Grande-Bretagne et la France.

Le printemps de 1905 a été, à cet égard, un des tournans vraiment capitaux et fatidiques de l'histoire. L'empereur Guillanme II en a eu le pressentiment, car il a hésité. Avant de faire ce voyage de Tanger qui a été le premier pas sur la voie fatale, il a d'abord comme tâté et averti la France, en annonçant à notre ambassadeur, chez qui il s'était invité à dîner, son projet déjà conçu et arrangé. Puis, lorsqu'il était en route, il s'est arrêté à Lisbonne et a consulté là son ministre, M. de Tattenbach, qui avait été précédemment en mission diplomatique au Maroc, et qui devait bientôt y jouer un nouveau rôle. A Tanger même, dans le port, l'Empereur n'avait pas pris encore son parti ; il interrogeait le commandant d'un de nos bâtimens de guerre venu, selon les usages de courtoisie internationale, le saluer à son bord, et lui demandait si l'état de la mer permettait de débarquer. Il débarqua : les dés étaient jetés, la partie allait commencer.

Ce qu'elle a été, les pourparlers de 1905, les négociations et l'Acte même d'Algésiras, puis, quelques mois plus tard, les négociations et l'accord de 1909, enfin, après les troubles graves du printemps de 1911 et l'entrée des troupes françaises à Fez, le geste brutal d'Agadir, les négociations de l'été et de l'automne, la conclusion du traité du 4 novembre 1911, en sont les témoignages et résultats extérieurs. Mais la vraie partie, celle que jouait ou voulait jouer l'Allemagne, était singulièrement plus tragique encore que les épisodes pourtant si émouvans de cette rude période. La partie que tentait l'Allemagne, devant une

évolution devenue pressante et décisive, n'était rien moins qu'un essai hardi et aventureux pour intervenir dans les rapports, dès alors étroitement mêlés et confondus, de la France avec la Grande-Bretagne, comme avec la Russie. L'Allemagne a cru que, par ses violences, ses intimidations, ses intrigues, elle pourrait écraser dans l'œuf l'entente qui venait de se former entre l'Angleterre et la France, et prévenir la liaison, la conjugaison qu'elle redoutait entre l'entente cordiale anglo-française et l'alliance franco-russe. Que Guillaume II ait poursuivi ce dessein, qu'il ait déployé à Paris, à Londres, à Saint-Pétersbourg, tous les efforts d'un esprit fiévreux, d'une âme sans scrupule, il n'y a là-dessus aucun doute. Qu'il ait lamentablement échoué, c'est ce que les événemens si rapides, si catégoriques, des années 1906 et 1907 n'ont pas tardé à démontrer.

Dès 1906, en effet, l'accord de 1904, l'entente cordiale était entrée dans les veines mêmes de l'Angleterre et de la France. La Conférence d'Algésiras avait lié les deux politiques d'un lien déjà indissoluble, et les avait armées pour d'autres et communes résistances. L'alliance franco-russe s'était de même, à Algésiras, montrée puissante et efficace. La Russie, qui venait de faire sa paix à Portsmouth avec l'allié de la Grande-Bretagne, le Japon, reprenait son rôle et sa tâche en Europe. Elle éprouvait en même temps, devant la gravité des événemens nouveaux, le besoin de régler avec l'Angleterre toutes ses vieilles querelles, comme nous avions réglé les nôtres. L'année 1907 fut celle de ce règlement général. La France l'avait, pour sa part, préparé en concluant elle-même avec l'allié de la Grande-Bretagne, le Japon, le 10 juin 1907, un accord aussi conforme à ses sentimens d'amitié traditionnelle envers l'Empire mikadonal et à ses intérêts en Extrême-Orient qu'aux directions et aspirations de l'entente cordiale anglo-française. Cet accord était suivi, le 30 juillet 1907, d'un nouvel accord entre la Russie et le Japon, qui a été, lui aussi, le gage et la préface d'une entente destinée à devenir singulièrement plus étroite et profonde. Le 31 août 1907, enfin, l'Angleterre et la Russie signaient à Saint-Pétersbourg une triple convention concernant la Perse, l'Afghanistan, le Thibet, qui définissait les limites dans lesquelles les deux gouvernemens se réservaient d'exercer leurs droits, leurs privilèges, leur influence en ces diverses régions. La « Triple-Entente » était fondée : elle allait, comme l'entente

cordiale, et par les mêmes causes, devenir le sûr et efficace instrument de l'œuvre d'équilibre et de liberté que les trois Puissances avaient à accomplir en Europe et dans le monde.

La France, au moment où se joignaient les mains du roi Édouard VII et de l'empereur Nicolas II, voyait se préciser, se traduire en réalité la vision qui, dès 1875, lui était apparue : celle de l'Europe reconstituée par les trois Puissances alliées et amies.

VIII

C'est alors que l'Allemagne commence à parler d'encerclement et que, voyant se resserrer autour d'elle l'union des Puissances qui se sont senties menacées, elle en vient à considérer cette union comme une sorte d'attentat, un crime de lèse-majesté.

C'est alors aussi que, mesurant à son aune les forces et ressources de la Triple-Alliance et celles de la Triple-Entente, elle n'hésite pas à s'attribuer la supériorité, à concevoir d'elle et de sa mission l'idée qui a enflé son orgueil et lui a inspiré la résolution de rétablir une harmonie désormais plus exacte entre sa vraie puissance et la situation effectivement due à cette puissance. Il lui a paru que, puisqu'elle était la plus forte, la mieux ordonnée, la plus riche en population, la mieux dotée en fait de méthode, de science et de culture, elle devait réclamer toute sa place au soleil et ne plus supporter cette disproportion choquante entre la part qui lui était faite et celle qui lui était due.

C'est en ces années qu'est née et s'est formulée la doctrine de la race et du peuple élus, et, comme conséquence, celle du droit, que dis-je? du devoir qu'avaient cette race et ce peuple élus, de réformer la surface du monde, d'exproprier et de déposséder les indignes, les faibles et les neutres, et de ne pas laisser des combinaisons ou habiletés purement diplomatiques (ce que le chancelier Bethmann-Hollweg devait appeler plus tard des chiffons de papier) s'opposer, se substituer à la vérité, à la réalité du pouvoir, du savoir et de la force. L'Allemagne s'étonnait, s'indignait que, dans la paix et le droit, elle pût être réduite à une portion qu'elle regardait comme insuffisante et injuste et qu'une coalition, jugée par elle purement diplomatique, eût la prétention de la maintenir, de l'encercler, dans

cette situation et ces limites où elle étouffait. — Ce n'était plus seulement l'hégémonie, que l'Allemagne et Guillaume II réclamaient, c'est la domination, par l'absorption et la conquête, qui leur paraissait le seul air viable et respirable. — La tranquillité avec laquelle cette doctrine a été conçue et soutenue, avec laquelle l'Allemagne a prétendu en faire la loi du monde, a jusqu'à un certain point fait illusion et failli lui conférer une apparence de droit nouveau. Il semblait que l'Allemagne allait commencer à faire accepter en pleine paix des annexions et des conquêtes, à reculer les frontières, à s'adjuger gratis un domaine colonial et à transporter sur la réalité du globe les fantaisies audacieuses de la mappemonde pangermaniste. Le livre où, comme dans une sorte d'Apocalypse, le général von Bernhardi (1) a imperturbablement annoncé le nouveau code et le nouveau monde est, certes, un des plus étranges symptômes et des plus dangereux accès de la démence qui s'est alors emparée du cerveau germanique. Quant à cette démence même, dans son fond et son essence, M. Émile Boutroux lui a ici, dans le numéro du 15 octobre dernier, consacré une étude de nosographie et de métaphysique qui épuise le sujet et qui éclaire jusqu'en ses plus obscures profondeurs l'âme démoniaque de la puissance transcendante du mal.

L'Allemagne qui, jusqu'aux années 1902-1904, et tout en poursuivant ses desseins, n'avait pas renoncé à garder les dehors, les apparences d'une attitude de paix, hésite moins désormais à revêtir son armure guerrière et à s'appuyer sur son épée. L'issue de la Conférence d'Algésiras, l'intimité croissante entre la Grande-Bretagne et la France, le relèvement de la Russie qui, après avoir pansé ses plaies, reprenait avec plus de vigueur toutes ses tâches, n'étaient pas sans inspirer à l'Allemagne une inquiétude qu'aggravaient encore l'agitation renaissante des Balkans et la situation précaire de l'Empire ottoman. La révolution turque de 1908-1909, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et le conflit d'influences qui allait se ranimer, après une accalmie de dix années, entre les deux Cabinets de Vienne et de Pétersbourg, ajoutaient aux autres causes déjà si menaçantes de tension en Europe un péril imminent dont les guerres survenues en 1911

(1) G. F. von Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre;* Berlin, Stuttgard, 1912.

entre l'Italie et la Turquie, en 1912 entre la Turquie et les États Balkaniques, ne devaient pas tarder à démontrer la poignante et anxieuse réalité.

Étrange conséquence de la politique suivie par l'Allemagne depuis la retraite de Bismarck et du « nouveau cours » adopté par Guillaume II, que l'Empire ait vu transporter l'axe et le pôle de son action au Maroc, sur les Balkans, à Constantinople, c'est-à-dire dans la Méditerranée, et qu'à cette heure décisive de son histoire, le Maroc, dont le prince de Bismarck s'était si allégrement désintéressé en 1880, et les Balkans, qu'il disait ne pas valoir les os d'un grenadier poméranien, soient devenus ses points de friction et d'attaque, les grandes causes et occasions pour lesquelles il s'arme contre la Triple-Entente ! C'est donc bien que l'Empire est sorti de son orbite, qu'il s'est laissé entraîner hors de sa voie et que la place qu'il réclame au soleil n'est pas la sienne.

L'Allemagne, en tout cas, a pris son parti. Elle va hâter fiévreusement l'achèvement de sa flotte, l'élévation de ses armées à un chiffre d'effectifs presque double en 1912-1913 de ce qu'il était en 1891 (1). Les lois militaires vont se succéder les unes aux autres de façon à donner à l'énorme machine de guerre le dernier degré de puissance et d'efficacité. Les temps de la crise approchent. Il n'y aura bientôt plus qu'une étape à franchir.

IX

De 1905 à 1914, l'Allemagne a été vraiment cuirassée, en casque, et cette période de dix années a été déjà pour elle comme une veillée des armes, bien qu'elle ait parfois, à la seconde Conférence de la Haye en 1909, ou dans ses vains et dilatoires pourparlers avec l'Angleterre sur la question du désarmement, cherché à donner encore l'illusion de velléités pacifiques qu'elle avait cessé d'entretenir.

Elle a, contre la France, depuis 1905, contre la Russie et les Slaves depuis la révolution turque, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et l'agitation balkanique, un double levier, un double instrument de pression et de menace, C'est, d'une part,

(1) L'almanach de Gotha donne pour l'année 1891 un chiffre de 486 000 hommes sur le pied de paix. Ce chiffre s'élève, dans le budget de 1913, à 736 322 et devait dépasser 800 000 l'année suivante.

la question marocaine, de l'autre la lutte d'influences sur les Balkans. — Des deux côtés, chaque fois qu'une contestation, un dissentiment s'élève, c'est désormais l'épée au poing ou le poing sur la table que l'Allemagne apparaît, ayant généralement près d'elle son brillant second, qui pouvait, le moment voulu, être poussé au premier rang, au rôle décisif.

L'affaire du Maroc n'a été pour elle qu'une série de provocations, de coups de théâtre. Tanger, Agadir, suivis ou entremêlés de négociations tumultueuses et agitées ressemblant à des essais d'intimidation ou à des menaces. — A partir de 1908-1909, la série des événemens en Turquie et sur les Balkans ne lui est de même qu'une occasion de chercher à mettre en échec la politique russe, les aspirations slaves, les espérances des États balkaniques. Lorsqu'en 1909, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche-Hongrie, par l'organe du comte d'Ærenthal, expose un programme d'action et d'absorption qui est un défi pour la Russie et une menace pour les États slaves, l'Allemagne, par son ambassadeur à Pétersbourg, fait rudement savoir qu'elle se tient tout entière, avec toutes ses forces, aux côtés de son alliée. Partout les intimations péremptoires, les *veto*, les *quos ego !* L'Allemagne en arrive peu à peu à penser, et elle fait partager ce sentiment à son alliée, qu'un mot d'elle, un geste suffit pour arrêter toutes les contradictions ou résistances.

L'empereur Guillaume II, à cette date, et bien que contenu encore en quelque mesure jusqu'au mois de mai 1910 par le roi Édouard VII dont le bon sens et la clairvoyance le gênent, a pris l'habitude de mener lui-même et directement les négociations difficiles. Il télégraphie en personne aux souverains, ou même au président des États-Unis, comme il a fait pendant la Conférence d'Algésiras. Il croit par ses parentés, alliances ou relations avec presque toutes les cours, les tenir à sa discrétion, ou même leur imposer la domination de son génie. — Après la mort d'Édouard VII, il se croira plus libre, plus maître. Il se figurera que, sans rien abandonner de ses prétentions ou du ton qu'il a adopté, il peut flatter cependant et leurrer encore certains souverains auxquels il prodigue ses visites ou ses télégrammes.

La guerre italo-turque de 1911, la guerre balkanique de 1912-1913 furent pour lui une déception profonde, un grave

sujet d'inquiétude. La libre et indépendante action de l'Italie dans la Méditerranée orientale, la défaite de la Turquie, la victoire écrasante des alliés balkaniques, étaient de graves échecs à ses propres plans et programmes, au rêve de maîtrise et de domination qu'il avait formé avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie elle-même, que dès lors il considérait et traitait comme une alliée. La Triple-Entente qui avait vainement essayé de sauver la Turquie en obtenant d'elle des réformes réelles et sincères, et qui, d'autre part, n'ayant pas été écoutée, n'avait plus désormais qu'à seconder les divers États balkaniques dans la réorganisation de la péninsule, reprenait ainsi dans tout l'Orient l'influence et le rôle dont les Puissances germaniques s'étaient efforcées de la dépouiller. — L'Allemagne, elle, n'avait plus seulement à lutter contre cette influence reconquise. Elle avait à réparer la brèche, à combler la lacune qu'ouvraient dans sa politique et de même dans ses plans et préparatifs militaires la faillite de la Turquie et la nécessité pour l'Autriche-Hongrie de faire face, sur ses frontières méridionales, à un nouveau front. La question d'Orient se transformait et se transposait : l'Autriche-Hongrie y devenait, plus tôt que l'Allemagne ne l'avait pensé, une autre Turquie. Force était d'aviser et de prévoir.

C'est alors que l'Allemagne, pour couvrir le nouveau front et y rajuster toute son armature, fait adopter par son Parlement les deux lois militaires de 1912 et de 1913, s'ouvre dans l'Empire un crédit de guerre d'un milliard et demi de marks et arme en hâte l'Autriche, la Hongrie, la Turquie. L'état-major allemand s'applique à galvaniser les armées austro-hongroises et à refaire une armée turque dont les chefs sont empruntés aux cadres de Berlin. D'autre part, l'Allemagne négocie. Elle et son alliée s'ingénient tout d'abord, et elles y réussissent, à troubler et séparer, après la victoire, les alliés balkaniques qui viennent de triompher sur les champs de bataille de la Macédoine et de la Thrace. Puis elles s'attachent à prolonger, soit à la Conférence des ambassadeurs de Londres, soit de cabinet à cabinet, la négociation d'une paix qui, péniblement signée à Bucarest, laisse derrière elle, non-seulement des points non réglés, mais des rancœurs et le germe de difficultés nouvelles.

L'Allemagne croit, en tout cas, avoir paré au plus pressé. Elle pense avoir dans la Turquie, dans l'un au moins des États balkaniques, et peut-être dans quelques autres, des instrumens

suffisans pour reconstituer sa maîtrise. Et habituée, comme elle l'est, à n'admettre ni les contrariétés, ni les obstacles, elle ne tarde pas à s'imaginer que, toute-puissante à Constantinople, elle n'aura pas de peine à régler de nouveau avec son alliée de Vienne et de Pesth, comme avec ceux des États balkaniques qui seront assez intimidés ou assez intéressés pour la suivre, les destinées de l'Orient. Elle se promet de reviser tout ce qui, dans les derniers arrangemens de Londres et de Bucarest, lui est contraire ou fâcheux et de rendre à l'Autriche-Hongrie, au besoin à la Turquie elle-même, tout le prestige et aussi toutes les réalités que la dernière crise leur a fait perdre. — L'empereur Guillaume II s'entend là-dessus avec l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, ainsi qu'avec le comte Tisza, qu'il regarde comme ses deux premiers lieutenans. Quant à la Russie et à l'Europe, il est persuadé que, comme en 1909-1910, elles laisseront faire. Il a un instant l'idée, dès l'été de 1913, d'agir sans retard. L'Autriche-Hongrie s'ouvre alors auprès de l'Italie d'un projet visant et menaçant déjà la Serbie. Mais l'Italie décline nettement cette ouverture, l'Autriche-Hongrie se résigne à attendre, et Guillaume II emploie le reste de l'année 1913 à célébrer dans ses harangues la grande guerre de 1813, l'anniversaire de Leipzig, les alliés du siècle passé. Jamais les discours du souverain qui venait d'achever le quart de siècle de son règne n'avaient plus senti la poudre ni plus ostensiblement montré la pointe de l'épée. Au mois de novembre de 1913, dans une visite que le roi des Belges lui faisait à Berlin, l'empereur Guillaume II n'hésita pas à déclarer au roi Albert Ier que la guerre lui paraissait inévitable et prochaine. L'Empereur l'avait non seulement préparée, mais résolue. Il ne lui restait qu'à en fixer l'heure.

X

Dans cette fixation de l'heure, l'Allemagne était dominée surtout par la pensée de ne pas laisser les forces militaires de la France et de la Russie s'accroître au point de devenir dangereuses pour l'exécution de ses propres projets et de ne pas s'exposer à voir la Grande-Bretagne se joindre aux Alliés.

L'Empereur conclut en 1914, après le vote de la loi militaire française, qui n'était, d'ailleurs, qu'une riposte aux dernières lois militaires allemandes, et lorsque le réseau ferré de

la Russie paraissait devoir être étendu en Pologne, qu'il n'y avait plus de temps à perdre. L'aveuglement de son service diplomatique et la connaissance qu'il croyait avoir des vraies dispositions de la Grande-Bretagne l'entretinrent, d'autre part, dans l'illusion que la politique anglaise était trop divisée, trop rebelle à l'idée même de la guerre, pour laisser transformer l'entente cordiale en alliance. Dès les premiers mois de 1914, la France semblait enlizée dans les querelles de sa politique intérieure, la Grande-Bretagne était aux prises avec le redoutable problème irlandais, la Russie elle-même était travaillée par les grèves. La dernière étincelle, celle qui devait mettre le feu aux poudres, ce fut, à la fin de juin, l'attentat de Serajevo.

La mort de l'archiduc héritier était un coup très sensible à l'empereur Guillaume II, qui, après de longs efforts, était parvenu à faire de lui l'associé, le complice de sa grande politique. Il crut un instant que le bénéfice péniblement acquis de ses efforts allait être compromis ou différé. Mais l'occasion était trop opportune. En la saisissant, l'empereur Guillaume II choisissait, pour déterminer les événemens, une cause qui lui permettait d'apparaître comme le justicier poursuivant la punition d'un crime politique et qui faisait de lui le chevalier fidèle de l'Autriche-Hongrie. Il y aurait peut-être moyen, avec un peu d'art, de représenter l'Autriche-Hongrie et, par conséquent, l'Allemagne, comme provoquée et menacée par l'attentat de Serajevo, et si la Serbie, responsable du crime, hésitait à s'humilier et à se soumettre, de donner à la guerre qui allait éclater le caractère d'une guerre de légitime défense, dans laquelle l'Allemagne, sûre de ses alliés, avait chance, en outre, de pouvoir, au dernier moment, séparer et disjoindre ses adversaires.

Mais la Serbie, sur les conseils de la Triple-Entente, se soumit et ne fit d'objection à l'ultimatum austro-hongrois que sur un point qui n'était pas essentiel. La Triple-Entente se montra immédiatement prête à apaiser et résoudre l'incident, à accorder à l'Autriche-Hongrie toutes les satisfactions, pourvu qu'elles n'impliquassent pas la sujétion de la Serbie et l'établissement sur les Balkans d'une hégémonie austro-hongroise qui apparaîtrait trop comme la revanche de la dernière guerre balkanique et l'annulation des résultats consignés dans le traité de Bucarest. La France, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Italie, s'étaient mises d'accord sur un projet de procédure propre à prévenir

le conflit. L'Autriche-Hongrie elle-même s'y ralliait. C'est, à la dernière heure, l'Allemagne, c'est l'empereur Guillaume II, revenu la veille de Norvège, qui, pour ne pas laisser perdre l'occasion, considérée comme propice et irretrouvable, lancèrent la provocation décisive et la déclaration de guerre à la Russie.

La hâte, l'impatience de déchaîner les destinées étaient telles dans la pensée de Guillaume II que, dans les derniers momens, il ne se soucia même plus de garder les apparences et de conserver à son action les caractères auxquels, dans ses calculs, il avait accordé pourtant le plus d'importance. C'est ainsi que, par l'évidence brutale de son agression, il détachait et affranchissait l'Italie, qui n'avait plus à suivre ses alliés dans une guerre offensive contre la Serbie et plusieurs des grandes Puissances de l'Europe. C'est ainsi encore qu'en violant, au mépris de ses engagemens solennels, la neutralité de la Belgique, il allait entraîner dans la guerre la Puissance même qu'il avait le plus cherché à en tenir éloignée. Il est vrai qu'*in extremis*, lorsque déjà les troupes allemandes avaient franchi les frontières de France, de Russie et de Belgique, l'Allemagne essayait d'engager, avec la Grande-Bretagne, soit à Berlin, soit à Londres, les négociations désespérées d'un marchandage qui sera, avec la violation du territoire belge, la plus grande honte de la politique allemande.

Le sort était jeté. L'Allemagne avait choisi son heure, et les événemens de l'inexpiable guerre allaient se dérouler. Mais l'Europe, même si elle était incomplètement préparée à subir le rude assaut qu'elle allait affronter, était, cette fois, reconstituée. Les périls et alertes qui, dès 1875, mais surtout depuis l'avènement de Guillaume II, et plus encore depuis le printemps de 1905, l'avaient tenue en éveil et en haleine la coalisaient aujourd'hui contre le plus audacieux et le plus perfide attentat de domination qui eût été encore perpétré. Tandis que la Belgique, la Serbie et le Montenegro subissaient les premiers chocs, la France et la Russie concentraient leurs armées, la Grande-Bretagne non seulement établissait avec le concours des flottes française, russe et japonaise, la maîtrise des mers et le blocus du commerce allemand, mais elle recrutait et équipait une armée qui devait en quelques mois égaler par le nombre, la vaillance et la discipline, les armées alliées. Les États neutres, malgré la pression des Puissances germaniques, malgré la

propagande éhontée qui, dès le début, se répandit sur le monde, réservaient leur attitude et leur jugement, mais ne pouvaient manquer de laisser, en attendant mieux, leurs sympathies aller à ceux qui, dans cette terrible lutte, défendaient la cause de la liberté, du droit, de la civilisation. Les « impondérables » enfin et tout ce que le prince de Bismarck ramassait sous ce nom, c'est-à-dire l'opinion, le sentiment des peuples, leur inclinaison secrète vers le parti dont ils espèrent et désirent la victoire, les premières ébauches de l'histoire telle qu'elle se fait au jour le jour, et qui déjà donnent du recul au présent, toute cette âme diffuse des choses et des hommes, tout cela est incontestablement de notre côté et conspire avec nous.

Jamais sans doute plus noble croisade n'aura été formée par la logique des événemens et aussi par les affinités électives des nations et des races que celle qui a dressé contre les menaces et les desseins de l'hégémonie germanique l'aînée des grandes Puissances latines, la grande Puissance slave et l'Empire britannique avec le Japon, son allié, défendant, en même temps que leur cause, la liberté de l'Europe et du monde, l'indépendance de deux peuples, la Serbie et le Montenegro, injustement provoqués et attaqués, et la neutralité indignement violée d'une nation, la Belgique, qui s'est immolée pour la sauvegarde du droit et de l'honneur. La grandeur de la cause et la supériorité morale des Alliés sont, elles aussi, parmi ces « impondérables » qui présagent et assurent la victoire. Il s'y joint la force d'armées et de flottes auxquelles le temps, loin de les épuiser, sert de coefficient, une infinité prodigieuse de ressources, enfin cette sécurité que donne, avec la sérénité de la conscience, la foi invincible des Alliés les uns dans les autres. Les Alliés se sentent unis, en effet, non seulement par les engagemens contractés, mais bien plus encore par l'amitié profonde et loyale qui les lie et dont ils sont fiers, par le sentiment qu'ils représentent vraiment l'idéal de l'humanité et qu'ils sont le sel de la terre, par la conviction que leur alliance, survivant à la lutte actuelle, ouvrira, après le demi-siècle de servitude que l'Europe a subi, l'ère de paix et de liberté sans laquelle le monde ne pourrait pas vivre. *In hoc signo vinces!*

A. Gérard.

LE
PASSÉ DE L'ONCLE JEAN

DEUXIÈME PARTIE (1)

VII

Un pâle et doux soleil éclaire le jardin, tout rempli de naissans ombrages. Les gazons verts s'émaillent déjà de blanc et de mauve, et sur les rosiers, en ce merveilleux Midi : c'est en avril que les roses de juin fleurissent !... ce jour de printemps est presque un jour d'été.

C'est pourquoi deux jeunes femmes, les bras et le cou découverts selon la mode, prolongent leur causerie sur le banc de la charmille, tandis qu'un garçonnet, très blond et très frêle, jette dans le bassin du milieu une flottille de légers navires de toutes nuances et fort bien imités. Il les fait suivre d'une troupe d'oiseaux aquatiques aux ailes éployées, aux pattes palmées de rouge, tandis qu'à l'aide d'une branche effeuillée il dirige sa flotte, les uns contre les autres, agitant l'eau, simulant les vagues, créant la tempête, pour revenir aussitôt à la navigation calme par un jour serein.

Il tousse beaucoup, le petit Serge Lavoisieff, mais il s'amuse prodigieusement !

Sa mère est belle d'une beauté rare, qui étonne peut-être plus qu'elle ne charme : brune avec de longs yeux froids, d'un

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

admirable bleu; des yeux où parfois des lueurs d'incendie s'allument, qui s'éteignent dès qu'on les fixe, tandis que, sous le teint pâle du visage court un sang chaud d'Espagnole, qui peut tout à coup l'animer d'une roseur très vivante et très jeune; grande, souple, imposante, la comtesse Lavoisieff ne peut nulle part passer inaperçue. Quelques fils de neige se cachent çà et là sous la masse de ses cheveux sombres, mais venus trop tôt, — et qui sait par quelles souffrances! — ils ne peuvent indiquer, sur ce beau front sans rides, que la trentaine est déjà dépassée.

— Je ne pourrai jamais oublier, chère amie, dit-elle à la jeune fille assise à ses côtés, combien dans ma détresse vous avez été infiniment compatissante, consacrant une partie de votre temps à raffermir mon courage et à distraire mon petit malade! C'est grâce à vous que le docteur Darnoy s'est intéressé à lui avec un dévouement de chaque jour, qui semble déjà porter ses fruits. Ne trouvez-vous pas que Serge respire mieux? qu'il tousse moins?

— Je le trouve en effet, répond la jeune fille, en détournant légèrement ses yeux du regard qui l'interroge. Il est surtout plus gai, voyez comme il s'amuse!

— Petite maman, j'ai trop chaud! crie soudain l'enfant.

— Ne cours pas, Serge, ne cours pas; tu sais bien que c'est défendu?

Mais il s'est déjà blotti sur les genoux de sa mère, où une quinte affreuse le secoue.

— Chante-moi *le bonheur*, maman, supplia-t-il, dès qu'il put parler, chante!...

Et la petite voix faible devient impérieuse, — voix d'enfant aimé, qui n'admet pas de refus. — La malheureuse sourit amèrement :

— Le bonheur?... murmura-t-elle, *la chanson du bonheur?* Quelle dérision!

La jeune fille détourna la tête, retenant avec peine ses larmes.

— Chante donc, maman! insiste le petit malade, en passant ses deux bras minces autour du cou de sa mère.

— J'ai un gros rhume, mon chéri, je ne pourrai pas... lui répond-elle, la gorge serrée d'angoisse.

— Ça n'y fait rien, chante tout de même?... Tout bas, si tu veux, pourvu que je t'entende, moi!

Alors d'une voix tremblée, laissant errer dans l'espace un regard de douleur, de nouveau la mère chante :

... C'est un rien,
Un souffle, un rien,
. . . . . .
Une main d'enfant
Qu'on tient dans sa main!

— Vous ne voulez donc pas goûter ce soir, mon petit ami? interroge Marcienne Darnoy, désireuse d'interrompre la triste chanson.

Mme Lavoisieff lui jeta un regard reconnaissant, et, dénouant de son cou les bras de son fils qui commençait à s'endormir, elle le dépose à terre, l'entraînant un peu malgré lui vers la porte dissimulée derrière la charmille.

— A bientôt! dit-elle à la jeune fille; voulez-vous que nous allions ce soir, avant le dîner, faire quelques pas sur la route au bord de l'eau?

— C'est une excellente idée, chère madame.

— Avec moi, maman? insiste le petit garçon.

— Avec toi, s'il fait beau temps, répond-elle pour le voir sourire.

Une heure plus tard, Mlle Darnoy, équipée pour la promenade, attendait sa nouvelle amie, en causant avec Mme Rodrigue dans le salon clair et modeste de ses voisins.

Les soins assidus donnés au jeune Serge par le spécialiste Darnoy avaient créé entre les deux familles si restreintes une intimité d'abord un peu froide, mais devenue par la suite, entre la jeune veuve et la jeune fille, une amitié véritable; de son côté, le père de Marcienne avait été tout heureux de reconnaître, dans le grand-père de son petit malade, le docteur Antoine Rodrigue, qu'il avait rencontré à Vienne dans un congrès médical, puis en Auvergne, son pays d'origine, et aussi à Paris où il s'était fait une renommée de spécialiste pour les maladies nerveuses; mais il y avait de cela des années! Depuis, retiré dans le Midi, en raison de sa santé délicate, affaibli avant l'âge, le docteur Rodrigue avait complètement renoncé à la médecine, s'adonnant à écrire dans quelques journaux des articles scientifiques fort goûtés.

Sa seconde femme, de vingt ans plus jeune que lui, eût

aimé une vie plus large et plus mondaine, que la modicité de leur fortune, unie aux goûts sérieux de son mari et de sa belle-fille, semblait ne pas devoir lui permettre. Grasse et blonde, encore jolie, elle avait ce charme attirant d'automne et d'épanouissement, que goûtent surtout ceux qui ne s'inquiètent guère si l'âme est fuyante et perverse, sous le front uni, sous l'œil candide et caressant.

Marcienne voit peu Mme Rodrigue, dont la gracieuse mais bruyante banalité provoque en elle, si la causerie se prolonge, une impression de lassitude extrême, et vers laquelle d'ailleurs sa nature ne la porte pas. A l'heure présente, alors que toute sa pensée s'en va vers l'enfant malade, elle ne sait comment se débarrasser de ce verbiage dont l'amabilité à outrance la fatigue et l'ennuie.

L'entrée de la comtesse Lavoisieff, dans le salon, vint heureusement y mettre fin. Elle était vêtue d'un tailleur de couleur foncée et coiffée d'une toque de *lophophore*, surmontée d'une haute aigrette ; et le lustre clair de la fourrure donnait à son visage un peu sévère une douceur inaccoutumée.

— Mon cher petit va bien mieux en ce moment, annonça-t-elle avec un sourire. Cependant, par mesure de précaution, comme il s'est beaucoup agité aujourd'hui, nous l'avons couché. Son camarade, Guillaume Chartier, est venu le voir ; ils jouent aux dominos sur son lit, pendant que mon père lit ses journaux. Est-ce que vous venez avec nous, Clara ?

— Il eût fallu me le dire plus tôt, je ne suis pas habillée.

— Oh ! un manteau et un chapeau sont si vite mis ! Nous allons sur la route et dans la campagne... Faire une toilette exprès n'aurait pas sa raison d'être.

— Quand même, je vous retarderais..., il est déjà tard, cinq heures vont sonner ! Je garderai Serge... comme toujours !... ajouta-t-elle avec un soupir de résignation.

— Ne dirait-on pas que nous l'emprisonnons ? chuchote Mme Lavoisieff à l'oreille de son amie, dès qu'elles furent sur le boulevard. Figurez-vous que ma belle-mère était encore à Paris la semaine dernière, et que, très prochainement, elle va aller à Toulouse pour la Fête des Fleurs, chez nos cousins d'Auvergne qui y sont installés. Dès qu'elle s'ennuie trop, elle va ailleurs... et puis ailleurs ! Cela lui permet, il me semble, de passer ensuite quelques instans dans une chambre de

malade, sans que sa santé, qu'elle croit délicate, en soit minée... Elle eut un demi-sourire et ses épaules se haussèrent légèrement, mais sans animosité aucune.

— Malgré tout, Mme Rodrigue est charmante, on ne peut le nier? répliqua Marcienne, sans apparente intention; mais vous m'avoueriez qu'elle vous a fait quelquefois souffrir que cela ne m'étonnerait qu'à demi...

— Croyez-vous?

— Oui : vos deux natures me semblent si dissemblables qu'il me paraît impossible qu'elles ne se heurtent pas?

— Elles se sont pourtant rarement heurtées; à quoi cela eût-il servi? Et puis, ma belle-mère n'est pas sans qualités de ond, il faut le reconnaître. Comme maîtresse de maison, elle est parfaite, malgré des goûts un peu dispendieux, qu'elle sait refréner quand il le faut. Je reconnais aussi qu'elle est sincèrement attachée à mon père, du moins autant qu'elle en est capable. Lui l'adore..., ce qui n'est pas fait pour vous étonner? Moi-même, lorsque je n'étais qu'une fillette, et même plus âgée, je n'ai que trop subi le charme et l'influence de Clara Lavoisieff.

— Vous portez donc le même nom? Comment cela se fait-il?

— J'avais perdu ma mère; je fus retirée du couvent très jeune, et Clara nous fut présentée, très recommandée comme institutrice, pour terminer mon éducation, et m'accompagner dans mes sorties habituelles. Elle possédait tous ses brevets et y joignait un aimable caractère; elle descendait d'une famille de réfugiés polonais très noble et très pauvre. Elle fut pour moi remplie d'attentions et de dévouement, qui se doublaient peut-être d'une extrême habileté... Très vite, je m'attachai à elle, et, par le cœur de la fille, le cœur du père fut attiré et séduit. Bientôt, Clara le posséda tout entier... Ils s'épousèrent.

Plus tard, ce fut par elle que je connus le comte Stanislas Lavoisieff, son cousin.

— Ah!... fit Marcienne. Cette simple exclamation voilait ses pensées.

Sans parler, elles marchèrent quelques instans.

— Mais du moins, chère madame, reprit la jeune fille avec effort, — car il lui répugnait d'interroger, tout en jugeant utile d'en savoir davantage, — du moins ces trop courtes années de

mariage furent heureuses? Il eût été cruel qu'étant si jeune et déjà si endeuillée, vous n'eussiez pas gardé de votre vie de femme un souvenir très doux..., un souvenir qui console?...

— La destinée ne m'a laissé aucun doux souvenir! répond amèrement Mme Lavoisieff, mais elle m'a permis de vous rencontrer, Marcienne, et c'est le meilleur de ses gestes en ma faveur. Voulez-vous ne plus m'appeler madame? Je vous en prie!... Ou bien vous me ferez croire que vous me trouvez trop vieille?

— Je n'aurais pas osé! répond Mlle Darnoy en rougissant; mais puisque vous le voulez, Sybille?... Tenez, asseyons-nous là, au bord de l'eau; ce pays est idéal, et je ne me lasse jamais de le contempler!

Elles s'assirent en face de la ville riante étageant ses vieilles maisons toutes grises, et ses maisons neuves toutes blanches, pittoresquement posées au bord du Tarn, qui roule au pied de Rabastens ses ondes très abaissées, dans leur encaissement de verdure et de fleurs. Du haut des deux rives descendent des jardins bizarres, vrai songe de japonaiseries!... Des jardins qui vont zigzaguant jusqu'en bas, si bien qu'ils ont l'air de se baigner dans l'eau où ils ont pris naissance, conçus par les naïades invisibles et les vieux génies de la rivière!

— Votre petite amie, Mlle Oswald, demande tout à coup la jeune femme, quand la reverrons-nous? Elle me plaît infiniment.

— Bientôt, je l'espère... Il n'est guère étonnant qu'elle vous plaise : elle est si gentille, si peu banale!

— Moins jolie de près qu'elle m'avait paru l'être; il ne faut pas la détailler. Mais elle a mieux que la beauté, elle a un charme très rare et très attachant; j'ai à peine aperçu son... oncle : M. de Croizier du Montal... Est-ce bien là son nom?... Quand il est chez vous, il ne se tourne jamais du côté de nos fenêtres. Et même, est-ce bien lui que je vois quelquefois traverser votre jardin?... Très grand, n'est-ce pas? barbe et moustaches rousses?...

Marcienne inclina la tête.

— Habitent-ils loin d'ici?

— A une dizaine de kilomètres. En auto, ce n'est pas une distance.

— Alors, pourquoi ne viennent-ils pas plus souvent?

— Je ne sais... La mère est paralysée; le fils, parfois très nerveux, est évidemment neurasthénique. Je sais qu'il aime rester enfermé chez lui, qu'il prise fort le silence et la solitude, ce qui ne l'empêche pas d'être toujours très avenant quand on le rencontre; il est généralement très apprécié dans le pays.

— C'est sans doute par crises que sa... neurasthénie... se manifeste?

Un peu étonnée, Marcienne enveloppe sa nouvelle amie d'un regard profond :

— J'ignore..., répond-elle évasivement.

Sous le clair regard qui semble lire en son âme, Sybille abaisse l'azur profond de ses prunelles, pour les relever aussitôt sur les entours de la rivière, rendus plus poétiques à cette heure du soir où le soleil disparaît peu à peu derrière les collines... Au delà apparaît, ainsi qu'un admirable paysage lunaire, la ligne bleue des Pyrénées!

D'un geste tendre, la main de Mlle Darnoy cherche celle de la jeune femme et la presse longuement.

Sybille Lavoisieff tressaillit et ses yeux s'embrumèrent. Un bruit de cloches venu de la principale église de Rabastens rompit tout à coup le silence trop plein de pensées auquel elles s'abandonnaient.

— Et moi qui oubliais l'ouverture du mois de Marie! s'écrie Marcienne avec un sourire; voulez-vous que nous nous arrêtions à Sainte-Cécile en passant? C'est notre chemin.

— Je vous y laisserai... Mais pourquoi entrerais-je dans cette église?... Non! Dieu et la Vierge m'ont trop abandonnée!

Sa voix sombra tout à coup dans un flot de mystérieuses rancunes.

— En quoi vous ont-ils abandonnée? interroge la jeune fille avec douceur.

— En ce que j'étais faite pour toutes les joies du foyer; en ce que je plaçais l'amour dans le mariage au-dessus de toutes les affections terrestres!... C'est alors que le malheur est venu et que, terrible, inattendu, il m'a terrassée! J'ai voulu ensuite me relever de ce désastre, essayer de renaître après cette sorte de mort subite... J'ai voulu, oh! de toutes les forces de mon cœur, me refaire une vie heureuse!... Et mes rêves, même les plus légitimes, se sont tous évanouis, dispersés par un vent glacial comme de pauvres fleurs mortes!

« Enfin l'amour maternel m'avait réchauffée... J'espérais retrouver, dans ma vie brisée, quelque chose d'infiniment doux, de très passionnant : la joie de vivre pour son enfant qu'éprouvent toutes les vraies mères ! J'ai eu cette joie, je le reconnais.

— Et vous l'avez eue pendant plusieurs années ? Et avant, vous en aviez eu d'autres goûtées peut-être intensément ? — et pour cela, hélas ! usées plus vite !... — Il faut aussi le reconnaître, ma chère Sybille, avant de se révolter.

— A quoi bon le reconnaître, puisque les joies ne nous sont données que pour rendre plus immense notre désespoir de les perdre ! Comme tout le reste, mon fils me sera enlevé. J'ai, nuit et jour, cette crainte horrible ! Alors, ce sera le dernier coup !

Et des larmes, sous la voilette, ruisselèrent sur le beau visage.

— Pourquoi désespérer ainsi ? insista Marcienne affectueusement ; vous étiez très contente, il y a une heure à peine, de voir que Serge allait mieux, même beaucoup mieux depuis quelques jours ?

— C'est vrai ! Mais je suis parfois folle de chagrin ! Excusez-moi, mon amie, je puis heureusement réagir et redevenir raisonnable, presque gaie. Cela dépend en effet de la santé de mon fils et de son humeur : il était tout content ce soir ; pourquoi suis-je ainsi, moi ? C'est ce carillon qui tinte à mes oreilles comme un glas ! Vos cloches devraient sonner plus gaiement... Rentrons, voulez-vous ? Il est déjà tard... Un jour je vous raconterai l'*histoire de Sybille*, qui n'a rien de commun avec celle du romancier, si ce n'est la tristesse et la désillusion ! Et vous vous demanderez, comme moi : pourquoi, sur d'innocentes destinées, Dieu permet que le malheur s'acharne ?

— La pensée divine est insondable ! prononce Mlle Darnoy en plaçant affectueusement, sous le sien, le bras de la jeune femme. Puis elle ajoute d'un ton vague, qui voilait peut-être une autre pensée : Souvent nous souffrons parce que nous avons fait souffrir ! Le malheur de notre destinée est parfois la revanche d'une autre... Mais pour vous, Sybille, ce n'est certainement pas cela ?

— Qui sait ?...

Et se taisant de nouveau, elle marcha plus vite.

La campagne silencieuse estompe d'ombre le fouillis des rochers et des arbres ; le soleil pâlit de plus en plus. Perdues dans leurs pensées, les deux promeneuses entendent à peine

quelques sonnailles de vaches blondes qui s'abreuvent d'eau fraîche au bas du talus; plus loin, le bruit monotone d'un char de foin qui suit dans la plaine une route transversale... Soudain, un son joyeux de flûte *à trois trous*, égrenant, sur son faux cristal, un refrain du pays, secoue la torpeur silencieuse de leur marche. Sur leur chemin, un chevrier passait... Son troupeau de chèvres aux mamelles rasant le sol, les unes gonflées et lourdes, les autres à demi vidées, trottait devant lui. Une chèvre plus petite et toute blanche marchait la dernière, plus lente sous le poids traînant de son lait. Ce fut une diversion inattendue :

— Si je demandais au chevrier de nous amener celle-là..., pour Serge?... dit tout à coup Mme Lavoisieff, en essayant de caresser la gracieuse bête, qui fit un bond de côté, baissant la tête, et pointant en avant ses deux cornes...

— La bonne idée!... approuva Marcienne, tandis que, légèrement apeurées, elles reculaient quelques pas.

— La *Margot* n'est pas commode, mes bonnes dames! fit l'homme, en saluant gauchement; faut s'en garer! elle n'est habituée qu'à son maître. C'est ma préférée, rapport à son lait qui est unique dans le pays pour guérir la *malaoutiau*, — ça veut dire en patois : toutes les maladies! — S'il vous plaisait d'en goûter, mes bonnes dames?

Et l'homme à la ceinture rouge et au béret pyrénéen, retire de son sac de toile une tasse d'étain d'une douteuse propreté.

— Merci! Nous n'avons pas soif. C'est pour mon enfant malade à Rabastens : il vous faudra venir tous les jours à quatre heures, boulevard de Puységur, nº 9.

— C'est entendu! Demain à quatre heures, avec la *Margot*.

Il fit tout à coup un bond de côté :

— *Boûntat dé Dîou* (1)!

Un son de trompe déchirait l'air, et un auto découvert passa, dévalant la côte à grande vitesse, dispersant les chèvres et le chevrier, — sans accident, d'ailleurs, — au milieu des hautes herbes du fossé, et dans les champs de tabac et de maïs qui avoisinent la route. Sybille était devenue toute pâle et, comme pour reprendre haleine, s'appuyait contre un arbre... Marcienne vint à elle affectueusement :

(1) « Bonté de Dieu! » Exclamation habituelle des paysans dans certaines régions méridionales.

— Je suis certaine que notre promenade vous a fatiguée, ma chère Sybille, mais nous arrivons... Courage! Reprenez mon bras, voulez-vous?

— Ce n'est rien... fit-elle avec un sourire contraint. Cet auto qui est, je crois, celui de la Chastagne, a failli nous écraser, et j'ai eu très peur!

La jeune fille considéra un instant sa compagne dont la mate pâleur avait fait place à une rougeur subite, puis, lasses de causer, elles marchèrent de nouveau silencieusement.

La porte de l'église est entr'ouverte. Au dedans, un groupe de jeunes filles chantent de leurs voix fraîches, où persiste l'accent local, un cantique à la Vierge d'un rythme joyeux; des sons d'orgue emplissent la nef et meurent dans l'air sur des notes de berceuse. Un jour de lumière colore des teintes du prisme le vitrail des chapelles; une fumée d'encens s'échappe au dehors, vaguement mêlée à la senteur qui s'évapore des derniers lilas et des premières roses.

— Entrons, voulez-vous?... rien qu'un instant... Vous êtes si lasse! propose Marcienne à l'oreille de son amie qui, hésitante, s'arrête sur le parvis de l'église... Vous vous reposerez,... et moi, je prierai pour vous!

— Pour Serge et pour moi! acquiesce la jeune femme avec émotion.

Elles entrèrent...

Quelques minutes plus tard, les chants avaient cessé, l'orgue jouait comme à voix basse, et l'ostensoir d'or, élevé par les mains du prêtre, décrivait dans l'air son divin signe de bénédiction!

VIII

A peine Marcienne Darnoy est-elle arrivée au seuil de sa chambre, qu'une silhouette ébouriffée et toute mignonne s'élance du coin d'ombre où elle était assise, et l'entoure de deux bras caressans.

— Joscelyne? Quelle bonne surprise! D'où sortez-vous à cette heure?

— Mais de l'auto, où j'étais en compagnie de mon oncle du Montal, et de ma tante de Kersables... Ils font leurs courses, m'ont déposée en passant, et vont venir me reprendre.

— Alors, c'était votre auto qui a failli nous écraser tout à l'heure?

— C'est-à-dire que nous avons failli écraser un troupeau de chèvres..., vous étiez donc au milieu?

— Non, à côté. Je m'étonne que vous ne m'ayez pas reconnue, et surtout que vous ne vous soyez pas arrêtés.

— Mais, sapristi de sapristi! vous nous tourniez le dos, carrément... Vous étiez accaparée par ce type...

— Petite Joscelyne!... Quelle manière de parler : « accaparée par ce type!... » « Sapristi?... » Ce n'est rien, c'est même gentil à la rigueur, mais quand vous dites : « Parbleu!... » et « Saperli... »

— Popette?... Je me corrigerai... je me corrigerai, Marcienne! se hâta-t-elle d'ajouter, j'ai déjà fait beaucoup de progrès. Si vous lisiez mon journal, vous seriez épa... Tiens! qu'est-ce que j'allais dire?

— Je serais épatée? j'en suis convaincue!...

Et la grave jeune fille se prit à rire franchement.

— Puisque vous riez, il n'y a que demi-mal! Je craignais que vous m'en voulussiez de n'avoir pas fait arrêter l'auto? En réalité, nous n'avons vu que les chèvres... et une belle dame appuyée contre un arbre, un mouchoir sur ses lèvres... elle avait peut-être des nausées? L'oncle Jean, qui d'ordinaire va à une allure modérée, a mis tout à coup la grande vitesse!... et nous sommes passés comme un éclair! Il m'a semblé que cette belle dame ne m'est pas tout à fait inconnue. Qui est-elle donc?

— Mais... la comtesse Lavoisieff!... vous l'avez déjà vue deux fois!

— Et je pourrais même dire trois fois!... si c'est bien elle qui est venue se promener en bateau avec sa famille jusqu'au-dessous de la Chastagne, l'été dernier? Je ne l'avais pas vue d'assez près alors, pour la reconnaître ensuite, et je n'ai pas osé lui poser la question. Elle est fort jolie, et pourtant... je n'aime pas beaucoup son genre de beauté! Elle a l'air d'un ange des ténèbres chassé du Paradis!

— Mais qui a gardé un coin du ciel dans ses yeux! Vous les avez très mal vus, les yeux de Mme Lavoisieff, Josette, sans quoi vous ne la compareriez pas à un ange des ténèbres?

— Peut-être! Cependant, avouez, Marcienne, que je connais trop peu cette jeune femme, pour me permettre de la regarder

comme ça, dans le blanc..., non, dans le bleu de son œil? Je n'ai vu que le sourire de ses lèvres minces?... Il a toute l'amertume de l'Océan, ce sourire!

— Il est certain que, veuve, avec un enfant phtisique, Mme Lavoisieff ne peut guère avoir de joyeux sourires.

— C'est vrai, je suis stupide ! Et sans doute que je l'aimerais, si je la connaissais un peu plus, cette belle comtesse polonaise!

— C'est son mari qui était Polonais, et aussi sa belle-mère. Quant à elle, c'est une Française... d'Auvergne..., tout simplement; il est donc probable que, même sans chercher à la connaître, vous la verrez plus tard davantage; je veux dire : en venant chez nous plus souvent que vous n'y venez, ajouta-t-elle vivement. Mais parlons de vous, Josette : êtes-vous plus calme, maintenant? plus... rassérénée?

Comme au jour de ses premières confidences, la petite Joscelyne appuie sa tête sur l'épaule de sa grande amie :

— J'ai pris mon parti de tout! affirme-t-elle tout bas. J'essaie de me résigner à n'avoir jamais de bonheur. Mais c'est difficile... difficile!...

— Est-ce que la baronne du Montal et Mlle de Kersables s'opposeraient à un mariage entre vous et votre oncle? pour vous, petite amie, je ne souhaiterais pas leur consentement; j'ai toujours de ce côté-là les mêmes idées... Néanmoins, si en famille on avait cru réalisable un semblable projet, c'est qu'alors il y aurait eu dans cette union des élémens de bonheur que je n'aurais pas soupçonnés?

Joscelyne rougit :

— Hélas! dit-elle, je n'ai pas osé leur parler de ce rêve... de cette folie! Peut-être tante Laure l'a-t-elle devinée? Je ne sais... mais si j'en avais parlé, je vois d'ici leur air scandalisé en me répondant « qu'on n'épouse pas son oncle. » Et c'est vrai, cela, Marcienne. Oh! je m'en rends compte, allez! Je le sens de plus en plus : on n'épouse pas son oncle! — si peu oncle qu'il soit! — Mais quelquefois on en meurt...

A l'ombre de son doux sourire, Marcienne dissimule le frisson qui l'a traversée à ces trois mots de Joscelyne : on en meurt! Et caressant le front penché sur son épaule :

— Les joies et les douleurs s'entremêlent dans notre existence, ma chérie; on ne vit pas seulement des unes, et l'on ne

meurt pas des autres. Laissons le mélodrame aux jeunes filles élevées dans les écoles sans Dieu. Grâce au Ciel, nous avons, nous, une tout autre manière d'envisager la vie. Si notre âme est fortement aiguillée vers tous les nobles sentimens, le sacrifice qui nous attend à l'un des tournans de la route, si dur qu'il soit, ne doit être pour nous qu'une passagère souffrance! Je me doutais bien qu'autour de vous personne n'aurait la pensée de ce mariage, car, si on l'avait eue, on serait allé au-devant. En plus de cette constatation, vous n'aviez pu me dissimuler que M. du Montal lui-même refuserait de se marier?

— Cela est très vrai; mais comme il me disait : — et presque avec désespoir, — que le bonheur dont j'avais été pour lui un instant la vivante image, n'existerait jamais dans sa vie, j'avais espéré, malgré tout, que l'obstacle invisible qui s'oppose à ce bonheur, — car il y en a un, j'en suis sûre, — pourrait un jour s'évanouir et retomber dans ce passé plein de mystère d'où il est sorti. Avec le temps, qui sait?... Tout arrive! Mais j'évite toute allusion à cet espoir de l'avenir si douteux qu'il soit; il suffirait d'en causer ensemble, pour lui donner trop d'émotion. Il est si neurasthénique, si impressionnable!

— Oui, je le crois... Mon père m'a confié qu'il se plaignait de troubles nerveux très pénibles.

— C'est la vérité. Et la seule pensée que ce rêve fou s'est logé dans ma pauvre cervelle, jusqu'à lui en donner à lui-même la contagion, le rend si malheureux que j'essaie chaque jour du « renoncement » dont vous me parliez, Marcienne... Qu'importe ma vie, après tout? S'il fallait s'éloigner de la Chastagne, — de la Chastagne que j'adore! — je crois que je n'hésiterais pas, si le bonheur de l'oncle Jean est à ce prix!

— Chère... chère petite amie! Vous êtes la joie de ces trois êtres qui ne vivent que de votre présence. Il n'est question pour vous que d'un renoncement moral, et non d'aucun autre, car vous signeriez alors le malheur de ceux qui vous aiment et non leur vie heureuse. Ayez donc enfin pour M. du Montal l'affection, même tendre si vous voulez, d'une nièce pour son oncle : rien de plus, rien de moins; et vous mettrez en vous et autour de vous la sérénité et la joie. Croyez bien que lui-même n'a pas désiré davantage.

— Oh! cela!... fit Joscelyne en souriant au milieu de ses larmes, cela... je ne voudrais pas en jurer!

— Alors, fit Marcienne gravement, c'est que vous êtes pour lui une tentation permanente? Or vous êtes trop jeune et trop pure, ma chérie, vos intentions sont trop délicates et trop droites, pour tolérer plus longtemps sans en souffrir la moindre équivoque entre votre oncle et vous!

Émue, surtout très confuse, Joscelyne s'était jetée au cou de son amie dont le charme fin et quelque peu mystique l'attirait invinciblement. Mais il eût fallu qu'elle établît tout près d'elle sa demeure, car, une fois partie, le charme s'évanouissait peu à peu. Pourtant, du bon grain semé il resta toujours quelque chose.

Un coup discret frappé à la porte interrompit leur causerie; une femme de chambre se présenta :

— Mlle de Kersables attend en bas Mlle Oswald; elle est pressée et n'a pas voulu monter.

— Nous descendons, répondirent-elles.

Un quart d'heure plus tard, Marcienne Darnoy réfléchit, seule dans sa chambre, en face du christ en vieil argent sur croix d'ébène, appendu au mur sous les rideaux de guipure qui voilent son lit de jeune fille. Les paroles récentes qui viennent d'être prononcées entre elle et cette enfant impulsive, au cœur passionné, elle les regrette presque, se demandant si elle a bien donné le conseil qu'il fallait, ne sachant de la vie que ce qu'elle en a étudié autour d'elle? Toucher au danger, dans ce jeune cœur déjà attiré par lui, n'est-ce pas lui en rendre la pensée encore plus familière?... N'eût-il pas mieux valu garder le silence? Le sacrifice de Joscelyne sonnera assez tôt, peut-être... Pourquoi vouloir en devancer l'heure?... Mais après avoir creusé ces réflexions, l'âme de Marcienne, âme à la fois timorée et forte, s'avoue pourtant qu'elle a bien agi.

Le passé de Jean du Montal n'avait déjà plus que bien peu de mystères pour cette jeune fille, ignorante en quelque sorte de toute pensée romanesque, qui avait traversé intacte le charme mondain, souvent pervers, que renferment ces réunions élégantes d'artistes, dans les grandes villes. Et celle qui n'avait jamais aimé n'ignorait pas les entraînemens fatals de la passion, ni les douleurs de l'abandon, ni les affres du sacrifice. Mais elle percevait, dans la nature de sa petite amie Joscelyne, un coin léger et enfantin, plus jeune même que ses vingt ans! Un côté d'âme changeante et joyeuse qui aimait le rire, et peut-être

qu'un jour, — qui ne serait pas trop lointain, — le rire consolerait des larmes trop tôt versées!

Et Marcienne reprend courage dans l'œuvre entreprise pour le bonheur de cette enfant qu'elle aime, et aussi pour celui d'une autre... entrée récemment dans sa vie!... Mais, avec quelle quiétude pour elle-même elle sent une fois de plus planer son âme au-dessus des humaines joies et des humaines faiblesses!... Et, ardemment, elle offre de nouveau, à l'époux céleste qu'elle s'est choisi : son cœur chaste, pareil à celui des vierges de l'antiquité, qui brûle d'une flamme unique au pied d'un unique autel!

IX

— Si monsieur le baron veut monter dans ce compartiment? C'est plein partout à cause des fêtes de Toulouse, mais ici monsieur sera bien, il n'y a qu'une dame seule.

Et Victor le chauffeur, jardinier et valet de chambre à tour de rôle, dans la vie simple de la Chastagne, range dans le filet avec un soin méthodique la valise, le plaid, et les quelques autres menus effets de son maître.

La « dame seule » avait jeté du côté du voyageur un regard furtif et s'était replongée aussitôt dans la contemplation attentive du paysage.

Jean du Montal déploie son journal distraitement; il songe peu à lire, mais beaucoup aux affaires qui l'appellent à Saint-Malo : c'est, d'une part, un bail de location d'été à signer avec un riche ménage américain, concernant la *gentilhommière* de Kersables et l'enclos attenant; et d'autre part s'entendre avec de nouveaux acquéreurs pour la vente de sa ferme de Saint-Énogat. Par la même occasion, il passera quelques jours à Loc-Menhir, le vieux nid familial où, trop rarement à son gré, il se retrouve, depuis l'installation à la Chastagne. Il songe, presque avec joie, combien lui sera salutaire, — après des mois de préoccupations et de troubles, — cette halte trop courte, mais si calmante, faite de solitude et de souvenirs!

Ces derniers jours surtout, les images brûlantes d'un passé disparu, à jamais banni de son cœur et de sa mémoire, — il le croit du moins... — se sont brutalement dressées devant lui. Fantoches misérables! rêves douloureux et vains! *Robe de Nessus*, qui soudain l'enveloppe, et sous laquelle s'accroît déme-

surément la nervosité morale et physique dont il souffre, et dont les naturelles manifestations se déforment et se décuplent par l'effet d'une mystérieuse crainte que lui seul pourrait expliquer. Ainsi donc, ce voyage en Bretagne est pour Jean comme une fuite précipitée, qui lui procure une véritable sensation de délivrance...

Mais brusquement, se figent en lui ce bien-être et cette sensation! Un horrible tressaillement le parcourt de la tête aux pieds. La voyageuse blonde s'était retournée et fixement le considérait. Sur la douceur banale de ses traits à peine fléchis par la maturité commençante, errait une fraîcheur encore pleine de charme, et c'était comme un reste de printemps attardé qui nimbait ce visage. Malgré l'expression d'étonnement prémédité de la bouche entr'ouverte dans un aimable cri de surprise, un léger sourire railleur crispait le coin des lèvres sensuelles, mitigé pourtant par le sentiment de timide déférence qu'elle voulait à tout prix simuler.

— Monsieur de Croizier du Montal! s'écria-t-elle en joignant les mains, est-ce possible?... Comment ne vous ai-je pas reconnu plus tôt? Je vous aurais du moins épargné une présence qui vous est sans doute pénible?

— ...

— Je suis vraiment aux regrets de vous l'infliger; ces wagons ne sont pas à couloirs; cette brave ligne méridionale ne s'est pas encore débarrassée de son vieux matériel.

— ...

— Je suis désolée de cette rencontre, croyez-le; j'en souffre encore plus que vous ne le pensez... Supportons-la héroïquement, voulez-vous?

Il s'incline enfin, toujours sans répondre.

Par un effort de volonté dont il s'étonne lui-même, il avait repris tout son sang-froid; et, se détournant sans ostentation, il se remit à lire.

Elle parut vexée et mal à l'aise, contrairement à sa première attitude. Tout en ouvrant et fermant son *réticule*, tourmentant les menus objets qui s'y trouvaient enfermés, pour se donner ainsi une contenance plus naturelle, elle s'était peu à peu avancée vers le milieu de la banquette; une légère oppression semble soulever sa jaquette vert amande... Délibérément elle s'avance encore :

— Je vous en prie, monsieur, insiste-t-elle, voulez-vous avoir l'obligeance de m'entendre ?

Mais l'obstiné liseur ne bougeait pas.

— Quelques éclaircissemens entre nous seraient si nécessaires! Vraiment, un gentilhomme comme vous ne saurait refuser de l'écouter à une pauvre femme qui l'en prie si humblement.

Alors, levant sur elle l'acuité de son regard :

— Je ne crois pas, madame, lui dit-il sèchement, se servant des mêmes mots qu'elle venait de prononcer, qu'un éclaircissement quelconque soit nécessaire entre nous; et je vous serai vraiment reconnaissant de ne pas insister.

— Vous êtes cruel, monsieur, et vos souvenirs vous abusent! Si vous y consentiez pourtant, je vous raconterais tout.

— J'ai le regret, madame, de ne pas y consentir.

— Mon Dieu! ce n'est pas pour moi que je vous parle... moi et vous, cher monsieur, nous nous importons peu mutuellement... quoi que j'eusse voulu, à tout prix, me disculper à vos yeux. Mais c'est à cause de Sybille... Pauvre Sybille!...

Les lèvres de Jean du Montal s'agitèrent sans laisser passer une parole, mais, sur son regard aigu, s'abaissèrent les paupières lourdes. Mme Rodrigue détourna le sien, d'où s'échappait une vague lueur de triomphe.

— Ma chère fille... commença-t-elle...

— Votre belle-fille! rectifia-t-il.

— Je l'ai aimée comme ma fille!

— Vous dites?

Il se sentait devenir agressif; serrant les dents, il se contint.

— Sybille est bien malheureuse, continua-t-elle, essuyant des larmes absentes; veuve depuis plusieurs années et si jeune!... Elle n'a que son fils, et cet enfant se meurt!

Il fit de la tête un mouvement qui signifiait : Que voulez-vous que j'y fasse? Et son regard sembla suivre derrière la vitre, à travers la vitesse de l'express, le tournoiement des collines et des arbres.

Sans se décourager, Mme Rodrigue se penche de nouveau vers lui :

— Sybille vous aime toujours!

Il se retourne alors, regardant cette fois son interlocutrice en face :

— Ce qui m'étonne, madame, c'est que vous ayez pu consentir à vous charger d'une commission dont l'insuccès, vous deviez vous en douter, était d'avance un fait acquis.

— Je vous affirme, répliqua-t-elle vivement, — et il se rend compte qu'à ce moment précis elle ne ment pas, — je vous affirme que ma belle-fille ignore notre rencontre; si elle avait su que je devais vous retrouver, jamais elle ne m'eût permis de la nommer devant vous! Mais vous ne me croyez pas?... c'est désolant... désolant!

Elle fit mine de se tordre les mains et d'essuyer à nouveau, du bout de son gant, une larme rebelle.

Impatienté, Jean haussa les épaules :

— Enfin, madame, lui dit-il, où voulez-vous en venir? Hâtez, je vous prie, ce que vous avez à me dire; surtout, ne me demandez pas de vous croire sur parole... je veux avoir le droit de réserver mes pensées. Ce droit, ni vous ni les vôtres ne pourrez me l'enlever, après avoir marché sans pitié sur tous mes autres droits!

— Cela est souverainement injuste! Nous ne vous en avons enlevé qu'un seul, monsieur, nous y étions obligés par devoir.

— Veuillez, madame, ne pas m'interrompre, puisque vous avez tenu absolument à provoquer cette conversation. Je vous ferai observer d'ailleurs que l'heure passe et que nous approchons de Toulouse. Vous avez, je le suppose, un service d'argent à me demander : soit pour vous, soit pour madame la comtesse — il appuya sur ce titre — Lavoisieff? Veuillez, sans aucune façon, m'énoncer votre chiffre ; je vous préviens cependant : que ce que je jugerai à propos de faire, — qui ne sera peut-être pas tout à fait ce que vous désireriez, — sera adressé à Mme votre belle-fille.

— Monsieur, s'écria Mme Rodrigue, rougissant violemment : ni moi, ni Sybille, ne méritions cette insulte!

— Alors, madame, veuillez m'excuser; mais comme votre but m'échappe entièrement, je crois que nous n'avons plus rien à nous dire.

Elle eut un geste de prière :

— Ne nous quittons pas ainsi, je vous en conjure! En vous adressant la parole sans y être autorisée, j'ai obéi à une impulsion intérieure plus forte que ma volonté. J'avais rêvé... — et sa voix un peu tremblante accusait une émotion qui peut-être

n'était pas feinte, du moins à l'instant présent, — hélas! oui, j'avais rêvé que rien n'est éternel ici-bas, et qu'un jour peut-être... si vous le vouliez?... le passé heureux pourrait renaître, délivré enfin de l'effroyable obstacle qui l'a anéanti!

— Délivré? fit-il avec un rire sardonique, plus effrayant que toutes les menaces; délivré?... Ah! vraiment... vous croyez donc à cette chose... rassurante? Qu'en sait-on?... Et qu'en savez-vous vous-même?

— Que vous importe? Je sais..., je suis certaine..., et cela suffit. Dans les petites villes, voyez-vous, on apprend vite ce que l'on veut savoir. Et d'abord, nous sommes en relations suivies avec le docteur Darnoy et sa fille, Mlle Marcienne, une sainte!... Cela vous explique...

— C'est fort juste;... alors... ils vous ont convaincue? Ils vous ont rassurée?... Et cela arrive après quatorze années de silence?... Pendant lesquelles mes sentimens bafoués, mon avenir détruit, ma vie brisée, n'ont aucunement gêné ni vous, ni les vôtres, dans aucun de vos projets, dans aucun de leurs actes? Et vous pensez, vous espérez : qu'un jour je reviendrai en arrière, qu'un jour j'aurai la force de crier au passé de s'abolir, et à l'avenir de renaître? Vous seriez folle, madame, si véritablement vous aviez espéré l'accomplissement de ces choses... heureuses?... folle, en vérité!

Calme, les yeux baissés, Mme Rodrigue écoutait son adversaire. Il a consenti enfin à parler, à *lui* parler?... Et, quoi qu'il ait dit, quoi qu'il dise, elle juge que c'est déjà une secrète victoire.

— Ce n'est pas pour moi, continua-t-elle d'un ton de profonde tristesse, que j'ose réclamer un pitoyable, un indulgent souvenir... Ni pour moi, ni pour mon mari, dont vous connaissez pourtant le noble caractère?... Ce n'est que pour elle, si peu coupable!... Pour elle qui souffre..., et qui n'a pu vous oublier!

— Ah! Sybille... Sybille!... murmura-t-il d'une voix sombrée, à peine distincte...

Et, sur son coude soulevé par le rebord de la portière, il appuie son front devenu très pâle, tandis que ses traits décontractés n'expriment presque plus que mansuétude et douleur.

Un instant de silence..., et ce fut tout. Soudain, un haussement

d'épaules, une ironie des lèvres, et la farouche expression des inguérissables rancunes succédèrent :

— Veuillez, madame, une fois pour toutes, acccentua-t-il fermement, vous le tenir pour dit : vous avez été la cheville ouvrière, le mauvais génie de ce passé que vous venez malgré moi d'exhumer de sa tombe. Que de fois cependant, je n'aurais demandé qu'à tout oublier! Maintenant, c'est trop tard, beaucoup trop tard!... Jamais, entendez-vous, je ne reviendrai en arrière; jamais, entendez-vous, je ne pourrai pardonner ni vous, ni votre mari, ni sa fille... Jamais! D'après cela, vous devez être fixée.

La stridence d'un coup de sifflet, auquel succédèrent plusieurs autres espacés de quelques secondes, et suivis de l'exaspérant tapage des entrées en gare, au milieu d'autres trains qui se croisent, ne permit pas à Mme Rodrigue de parer encore ce dernier coup; elle s'inclina avec une affectation de dignité qu'elle jugea du meilleur effet, tandis que Jean du Montal, son feutre à la main, prononçait le banal :

— J'ai bien l'honneur, madame, de vous saluer!

Un instant, elle le regarda se perdre parmi les voyageurs qui changeaient de ligne; elle eut même, en le suivant des yeux, un demi-sourire qui détendit ses lèvres serrées l'une contre l'autre, et ce fut presque haut qu'elle murmura :

— Les hommes qui nous en veulent sont tous pareils : railleurs, grossiers, menaçans, et tout aussi... chiffes... les uns que les autres! Celui-là aura beau dire, aura beau faire, le coup a porté. Et, j'imagine, messire Jean de Croizier, baron du Montal, de la Chastagne et autres résidences... que vous ne serez pas entièrement perdu pour nous!

Gracieuse, se dodelinant aux coussins de la légère victoria qui l'emporte à travers la foule bigarrée des Allées Lafayette, la blonde Clara sourit à son rêve... et ses yeux pers se reposent, doux et fuyans, sur tout ce qu'elle aperçoit de la grande ville aux toits roses : dans les rues, sur les vitrines superbes des magasins en vogue, sur les hôtels anciens aux sculptures de pierre grise, aux colonnades blanches apparues au fond des cours ombragées, et sur lesquelles s'élèvent des terrasses, fleuries de plantes rares et d'exotiques feuillages.

Au dehors, elle suit d'un regard d'envie les autos de luxe déposant, au pied des devantures à la mode, les élégantes Tou-

lousaines, — toutes jolies!... s'affirme-t-elle avec attendrissement.

Ah! si cette froide et ridicule Sybille consentait à se remarier dans ce pays d'élégance et de vie joyeuse?... Habiter la cité de Clémence Isaure, la ville des beaux-arts par excellence : quel joli rêve!... Mme Rodrigue, qui avait toujours eu un peu de littérature au bout des doigts, sous la forme de petits vers sans rimes ni raison, — mais qu'elle admirait sans conteste, — jugeait péremptoirement que, pour son bonheur personnel et celui des siens, rien de mieux au monde n'était à désirer.

Son rêve s'accomplirait, elle n'en doutait pas. Sybille était bonne; une fois mariée, elle aurait tôt fait de décider son mari à habiter Toulouse. Et riche, elle se souviendra que son père s'est dépouillé pour elle d'une grosse part de sa fortune, et ne voudra pas l'abandonner, le condamnant ainsi à une vie obscure et mesquine entre toutes! On habiterait donc ensemble, ou tout près les uns des autres... Mme Rodrigue souriait, s'extasiait, oubliant que c'était par elle, par sa fatale entremise, que Stanislas Lavoisieff, son cousin préféré, avait épousé sa belle-fille; et que ce gentilhomme élégant, effréné viveur, vidé de sens moral et de fortune, avait été le gouffre où s'étaient englouties la dot de sa femme; et une partie de cet argent amassé par l'effort constant du père : fruit de son labeur et de son travail.

D'ailleurs aucunement méchante; douée d'un caractère et d'attraits ne manquant pas de séduction, et ignorante le plus souvent du coin de perversité que renferme son âme jouisseuse, Clara Rodrigue avait fait, tout naturellement, en ne s'en doutant pas, le malheur des siens. Mais, au demeurant, voulant la paix de son intérieur dans une vie selon ses goûts, elle avait su donner à son ménage un bonheur relatif, dont son mari, épris comme au premier jour de leur union, lui savait infiniment de gré. Elle songeait : Que d'épreuves et de difficultés il a fallu traverser pour arriver à ce résultat!... Sans voir, que de ces épreuves, elle était la seule cause indirecte et voilée.

Ah! les événemens, les surprises du sort et de la vie l'avaient bien trompée! — Mais ils ne la tromperaient pas deux fois!... se disait-elle en disparaissant souriante, malgré l'échec récent, dans les rues de la fête, inondées de lumière et de fleurs; et, tandis que passait près d'elle un chœur d'ouvriers-chanteurs,

entonnant la *cantate patoise*, si chère aux vieux Toulousains, avec ce talent inné des voix méridionales qui, sans science et sans art, restent intensément charmeuses et sonores :

O moun païs!...
O moun païs, ô Toulousô
O Toulousô!...
A toun soulél, sé réjouis moun cor (1)!

X

De Loc-Menhir, Mai 19..

« Nos affaires vont être terminées, ma chère Laurence, et dans une huitaine, j'espère pouvoir reprendre la route de la Chastagne. Kersables va être loué à un aimable ménage de New-York, originaire de Rennes. Ils n'ont pas abandonné l'Amérique, mais ils désirent reprendre pied en France, du moins chaque été. Installés à Dinard pour toute la saison, leur distrayant voisinage change de temps à autre le cours des pensées qui m'assaillent, si fatigantes et si douloureuses! La cause qui augmente sur moi leur emprise est due, vous ne l'ignorez pas, à l'installation si près nous... de l'odieuse famille... que vous savez?... Figurez-vous que j'ai rencontré Mme R..., l'autre jour, dans l'express de Toulouse, le jour de mon départ! Je vous raconterai plus tard cette désagréable petite histoire; mais c'en est fait de mon repos intérieur, si consolant, lorsque dans notre solitude je pouvais enfin le saisir. Maintenant c'est fini! Jusqu'à ces rives du Tarn, où l'âme tourmentée que je porte en moi aimait à retrouver aux heures calmes du soir l'apaisement qui rassérène; jusque sur ces rivages, je vois à chaque pas de ma promenade : surgir de terre, surgir de l'onde, surgir de l'ombre des arbres ou du clair des rayons sur ma route, ce passé que j'ai adoré et que j'ai maudit... ce passé qui bouleverse mon cœur et qui étreint mon cerveau, ainsi qu'un cercle de fer qu'on ne peut briser.

J'étais pourtant arrivé à cette force des résolutions, à ce vouloir de l'oubli qui m'ont amené, non à la sérénité de l'âme, mais à une paix relative. La sérénité de l'âme? songe creux,

(1) O mon pays,
O mon pays, ô Toulouse! ô Toulouse!...
A ton soleil se réjouit mon cœur.

ma chère Laurence! Qui de nous peut se vanter de l'avoir conquise? Vous peut-être qui êtes assez parfaite pour que votre âme soit sereine! Qui encore? Quelques pâles religieuses derrière les grilles d'un cloître, étrangères au monde et aux secousses de la vie!

Mais pour moi qui émerge du commun des mortels, qui navigue sur leur océan, et qui ai passé le cap des tempêtes, j'étais en droit, sur l'autre bord, de retrouver une vie relativement paisible..., et c'est tout ce que je souhaitais. Pour que tant d'efforts aient sombré. il a suffi, — oh! de bien peu de chose!... — il a suffi d'un fragment de la chanson de *Ripp :*

C'est un rien...
Un souffle, un rien,
Un doux souvenir, une ombre légère!...

Et aussitôt le passé ressuscite, la voix ardente chante en moi de nouveau, la femme si belle, — si adorablement belle! — m'apparaît... Vous aviez vu son portrait, Laurence, mais vous ne l'avez pas connue : vous veniez de partir pour Philadelphie; pourtant, quelques mois auparavant, vous auriez pu la rencontrer à Dinard, quand je l'ai rencontrée moi-même; mais à la veille de votre grand départ, nul ne pouvait plus attirer votre attention. Et voilà qu'après tant d'années disparues, il a suffi comme je viens de l'écrire :

D'un souffle... d'un rien!...

pour que la beauté malfaisante renaisse et ne soit pas seule à renaître : le mortel passé revient avec elle... Il renaît, il grandit; il s'agrippe à votre malheureux cousin et le brûle comme un fer rouge!

Un souffle... un rien?...

C'est plus qu'il ne faut pour que s'ébruite l'aventure d'autrefois! Bientôt quatorze années, que, sous les affres de cette crainte, nous avons fui Loc-Menhir et Saint-Malo, où maintenant c'est oublié, — si jamais *cela* s'est su? — Faudra-t-il abandonner aussi la Chastagne? J'y songe parfois à ces heures du soir, propices aux rêveuses pensées, et qui estompent les plus cuisantes!... J'y réfléchis gravement, sur ces rivages bretons, où la magie du décor, — bien plus que sur certaines plages, où l'on n'a

d'autre sentiment que celui de l'immensité, — a le don de bercer les douleurs; et, par l'éblouissement des yeux, de vous retenir sur leurs bords. Je songe surtout à réhabiter Loc-Menhir... mais tout au fond de cette pensée, se cache peut-être la folle tentation d'emporter avec moi comme un bibelot de prix, comme une amulette rare, comme un fétiche de bonheur : l'enfant originale et charmante qui s'est attachée à moi par la détresse qu'elle devine, et qui m'aime avec la fougue et la générosité d'un premier sentiment éclos dans une petite âme neuve... Une âme qui ne sait rien de ce que savent, de ce que désirent les jeunes filles de notre siècle, celles qui veulent « vivre leur vie!... » Il en résulte que cette... innocente a, vis-à-vis de moi, les audaces et l'imprévoyance d'une enfant, malgré de surprenantes réflexions de femme faite. C'est un cœur très pur que la tentation n'effleure pas. Pour elle, les morsures de l'antique serpent, les baisers de la Vénus païenne, sont lettre morte!... Elle en ignore le danger; — un oncle? ce n'est guère à redouter, pense-t-elle... et naïvement, de toute sa tendresse, elle attise la flamme!

Vous étiez-vous aperçue, Laurence, de cette passionnette si jalousement cachée? Non, n'est-ce pas? L'enfant naïve est quand même habile à donner le change. Je crains cependant que Mlle Darnoy n'ait provoqué ses confidences : celles de la famille R.... devraient pourtant lui suffire! Croiriez-vous que le docteur s'est cru obligé de me dissimuler leur nouvelle intimité? Le père et la fille s'entendent admirablement en toute chose : l'un se fait un devoir de guérir les corps, et l'autre se croit la mission de guérir les âmes! Il ne m'appartient pas de récriminer..., mais vive nos bois et nos landes bretonnes où l'on passe silencieux et inaperçu!

Pour en revenir à Joscelyne, puisque bientôt je serai de retour : surveillez de plus en plus votre élève, préservez-la, je vous en conjure, de toute atteinte à sa candeur. Si peu coupable que je serais, ce serait trop quand même! et votre malheureux cousin n'aurait plus qu'à aller se jeter à la rivière dans un coin où l'eau profonde tourbillonne, et où passent les vols de corneilles en jetant des cris... et cela, pour échapper à la pire des folies : épouser sa nièce, et l'épouser sans amour! Pauvre enfant qui mérite mieux de la vie! Dieu la préserve de celui qui ne doit et ne veut épouser personne! Ma mère et vous, ma chère

cousine, qui savez pourquoi... me verriez-vous d'un œil indulgent sacrifier une autre vie à la mienne? unir les craintes bizarres, maladives, qui hantent mes jours et mes nuits, à l'insouciance de la jeunesse? Et cette action honteuse, criminelle même, si mes doutes étaient certitude, que de fois jusqu'à aujourd'hui j'ai été tenté de la commettre?... et même sachant que l'autre image, l'autre souvenir, dont tout mon être a gardé l'empreinte, se serait dressé entre cette enfant et moi, et que tout amour autre que l'empreinte maudite eût été aboli!

Je vous écris, amie chère, à bâtons rompus, ce qui me vient sous la plume... un vrai style de mélodrame, et ridicule parbleu! car l'avenir restreint, qui reste encore acquis à la maturité de mon âge, peut être tout différent de celui que je redoute... ou que je désire... Et ma vie, si sauvagement triste, peut n'être hantée que de chimères! Ne me l'avez-vous pas dit bien souvent : que tout ce que je crains est chimérique?... Voilà des pensées absurdes peut-être : parce que jetées sans réflexion sur le papier; elles sont pourtant un salutaire exercice de conscience et, mieux coordonnées, rappelleraient un livre pieux que lit souvent Mlle Darnoy : *le Combat des âmes!... — Le bon Combat!* comme vous-même l'appelez.

Mais la morale de tout ceci, voyez-vous, c'est que je mourrai en me disant : que toutes les meilleures années de mon existence ont passé, — sans le voir, — à côté du bonheur!

Vous souvient-il, Laurence, de notre enfance heureuse à Kersables et à Loc-Menhir? Lorsque, à marée montante, grimpés sur la *barque à François*, comme on l'appelait, nous plongions en pleine mer sous le soleil d'été, nous poursuivant à la nage jusqu'à la bouée protectrice en face du Grand-Bé?... Puis, nous prenant la main, nous nous laissions bercer par la vague, le regard perdu dans le bleu du ciel, jusqu'à des hauteurs insondables où des nuages roux passaient l'un après l'autre, comme d'autres vagues, dans un autre océan!

Au diable les stations balnéaires! Les mères de famille ne devraient jamais établir leur vie dans ce dangereux voisinage!... Certes j'ai ouï dire que le marquis de Kersables, votre oncle, eût rendu ma mère fort heureuse, s'il eût vécu; mais lorsque, après deux années de veuvage, elle rencontra Hubert de Croizier, baron du Montal, par un de ces hasards dont est coutumière la destinée, ce fut à Dinard qu'eut lieu la première rencontre; et

le gentilhomme gascon, mon père, quoique issu de la noble race des Cyrano, n'a donné à ma bonne mère qu'un médiocre bonheur, s'il m'en souvient bien... Et ce malheureux Carle Oswald qui nous a enlevé Sabine, ma sœur aînée! Où se rencontrèrent-ils? Encore à Dinard! Et lorsque, après la mort de votre père, je fus à Saint-Malo pour surveiller le déménagement de l'hôtel de Kersables, nous déjeunâmes, vous et moi, au *restaurant de France* où se trouvaient aussi des baigneurs pour Dinard; mais absorbée dans vos pensées de départ, vous ne les aperçûtes pas... tant d'autres passaient et repassaient autour de nous! Ce fut là cependant que le coup de foudre, — disons le coup de massue! — s'est abattu sur le front de votre cousin, alors que son amour d'adolescent, lui paraissait le seul but digne d'envie, le seul rêve réalisable!

Ainsi se sont envolés les beaux songes de notre enfance et de notre première jeunesse!... Pareils à ces oiseaux moqueurs qui, après nous avoir ravis de leurs chants, éblouis de leurs couleurs, vont chercher loin de nous de plus radieux climats, de plus sûrs habitacles pour y bâtir leur nid! Ils sont partis de notre vie, mais trop tôt de la vôtre! J'avais cru alors m'apercevoir que notre rêve n'était plus en vous qu'un vague souvenir?... Aujourd'hui je voudrais par-dessus tout ne m'être pas trompé; car, ajouter à la mémoire redoutable du passé, à la désespérance du présent, des regrets pour moi si amers, ce serait trop! La mesure est comble.

Mais n'abusé-je pas de votre patience, ma cousine? Je suis confus, de vous adresser ce volume, moi qui suis, vous le savez, coutumier du silence... J'estime qu'il est mieux de ne pas confier son *moi* intérieur à l'incohérence de sa plume, et que ces retours vers le passé peuvent porter atteinte à l'énergie morale, au lieu de la fortifier. Ces pages peu réfléchies seront, je le sens, une souffrance de plus, imposée à votre cœur déjà si pitoyable aux souffrances du mien!... et aussi... à votre féminine délicatesse. Mais songez, avant tout, oh! songez que, du fond de cette vieille demeure, le long de ces plages d'autrefois, où nous avons vécu, où nous nous sommes aimés, toutes ces pensées me sont remontées aux lèvres avec ce goût amer des flots qui me les apportèrent!... Tous ces souvenirs, tantôt petits comme des grains de sable, tantôt immenses comme l'Océan, m'étouffaient... Il eût fallu que je parle à voix haute à tout ce qui m'entoure au

dedans et au dehors, à cette âme des choses qui eut, en cette fatale année d'écroulement de mon bonheur, tout le meilleur de moi-même, tout le plus lumineux de mes songes, et toutes les premières heures désespérées qui en furent la suite! A vous seule, précieuse amie de ma vie perdue, je puis parler sans conscience de mes paroles; je puis écrire sans relire mes lettres! Quoi de plus doux, de plus sûr, de plus consolant pour un cœur d'homme jeté à terre comme un chêne déraciné, qu'une amitié de femme, pareille à la vôtre, Laurence?

J'en ai usé largement, comme vous voyez..., et il est grand temps, n'est-ce pas? que nous reparlions de nos affaires, ne serait-ce que pour me remettre dans ce droit chemin de vie utile et laborieuse, dont m'écarte trop souvent le trouble de mes pensées et de mes souvenirs.

Donc, si vous avez envoyé au notaire votre procuration comme il en était convenu, nous signerons après-demain, avec les Devill-Husson un bail de trois étés pour le *Grand-Kersables*, par-devant maître Tholonec, notaire à Dinan, qui se souvient parfaitement de vous. Le brave homme a vieilli comme tout le monde; vous êtes une exception! Je lui ai dit : que lorsque vous reviendriez au pays, il ne vous trouverait pas changée... à peine un peu d'argent sur vos cheveux blonds, un peu de neige sur vos joues roses..., ces détails paraissaient fort l'intéresser. Je trouve à vendre avantageusement le *Petit-Kersables*, c'est-à-dire la métairie qui appartient à ma mère par héritage de son premier mari. Quant à ma ferme de Saint-Énogat, le prix qu'on m'en offre est dérisoire. J'aime mieux la conserver, et faire, de ces prairies avoisinant l'anse de Dinard, un centre d'élevage, genre *ferme modèle*, ce qui donnera, à cette propriété trop négligée, une réelle plus-value. A Loc-Menhir, je suis décidé à reconstituer le petit clos de vigne des bords de la Rance, selon la méthode *jerséenne*, et à faire défricher une partie des landes qui entourent le parc, en y respectant, en y consolidant même, les pierres colossales brisées ou entières, des antiques *menhirs* jetés çà et là sur nos terres entre la rivière et la mer. Ils semblent entourer mon donjon grisâtre d'une ombre protectrice, quelque peu spectrale... mais il me plaît d'imaginer mon château en spectre de pierre : ce vieux fantôme des années disparues s'harmonisant ainsi avec mon état d'âme!

J'ai revu aussi la petite église de Saint-Yvon, toujours la

même; et dans la chapelle, — à gauche, en entrant, — j'ai aperçu, suspendue à la voûte, la jolie lampe grenat et or que vous avez donnée à l'église de votre paroisse quand vous partîtes pour Philadelphie. Il y a longtemps que je ne savais plus prier..., mais là, devant ce pauvre autel, devant la statue de saint Yvon, éclairée par votre lampe qui brûle toujours, je me suis agenouillé, mon âme s'est fondue d'attendrissement, et j'ai balbutié un *Ave Maria !...*

Vous voyez, ma chère Laurence, que votre souvenir m'entoure indéfiniment de ses ailes, et que vous restez mon ange gardien, traversant invisible la distance qui nous sépare ! A ce titre, vous allez encore me donner votre bon conseil : je puis et je désire revenir à la Chastagne à la fin de cette semaine; or, nous sommes à lundi ; je puis aussi prolonger de quelques jours après cette date, si vous jugez que c'est mieux? Dites à ma chère maman de ne pas s'inquiéter de moi ; mes anciens domestiques, Corentin et Yvonnette, sont à mes petits soins, et très heureux de posséder leur maître : il faut aller en Bretagne pour retrouver encore cette race de serviteurs fidèles ! race qui diminue, qui s'en va de jour en jour... J'ai hâte, croyez-le, de vous revenir... Que faut-il faire, Laurence? Fixez vous-même la date de mon retour.

Autre détail : vous avez à Kersables un panneau splendide de tapisserie des Gobelins du XVIe siècle, que vous désirez vendre? Il est bien passé de couleurs : il y a des coins de ciel vert d'eau et des arbres bleu pâle !... Cela me rappelle ces deux vers d'une poésie infiniment ciselée et délicate :

> On dirait qu'une source a surgi dans la trame
> Des laines, que le temps patient adoucit !...

Dans les stances du poète sur la tapisserie qu'il dépeint, deux danseurs de pavane sortent d'une charmille, se tenant par la main, et commencent leurs pas. Sur votre panneau, deux danseurs chinois exécutent leur tournoiement au milieu des toits roses en forme de pagode, au milieu des jets d'eau, ruisselant sur les pelouses fleuries de ces jardins de poupées, où de minuscules ponts suspendus sont jetés sur des rivières qui serpentent comme des ruisseaux... Et ne dirait-on pas qu'on les voit danser, presque pareils aux danseurs de pavane du poète?

Ils complètent ainsi le tendre paysage,
Et j'entends la mesure, et je sais le refrain
Que marque en témoignant des grâces d'un autre âge
Leur pas fantôme, à l'invisible tambourin !

Les Devill-Husson m'ont demandé le prix de ce panneau, pour des amis de New-York, disent-ils : mais je pense que c'est tout simplement pour eux, qui sont fort riches, vous le savez? J'attends votre réponse. Brûlez cette lettre.

Fidèlement et tendrement votre

JEAN. »

Une courte dépêche suivit immédiatement la réception de cette longue épître :

« *Prolongez séjour, ne vendez pas tapisseries, lettres suivent.*

« LAURENCE. »

Les deux lettres de mère et de cousine qui accompagnaient la dépêche étaient écrites de la même main, puisque l'une était dictée par la baronne du Montal dont les doigts paralysés ne pouvaient écrire.

La lecture de ces deux lettres, consolantes et encourageantes, s'il en fut jamais, décida le solitaire châtelain à prolonger de quelque temps, au delà du terme qu'il avait d'abord fixé, son séjour en Bretagne.

En apprenant ce retard que rien ne motivait, Joscelyne abaissa ses yeux bruns sur son menu visage qui se chiffonna plus encore, sous une moue enfantine dont la tristesse était visible ; et la troisième lettre qui arriva la semaine suivante à Loc-Menhir commençait ainsi :

« ... Les jardins sont sans soleil, les routes s'allongent démesurément à nos moindres promenades... et les grands murs de la Chastagne sont tristes et froids comme des tombes, depuis que vous n'êtes plus là pour les animer !

« Je ne parle pas pour moi qui compte peu dans votre existence, mais sans vous, cher oncle Jean, grand'mère s'ennuie ! Tante Laure s'ennuie ! Vos deux pointers Tomy et Mab s'ennuient... eux, à mourir ! Tante Laure devient même très nerveuse avec moi, elle qui était toujours la douceur même ! Mais, vous revenu, ce nuage disparaîtra comme tous les nuages qui se forment le soir dans le ciel, et s'évaporent le matin sous

les rayons du soleil levant. Combien je voudrais qu'il en fût ainsi pour ce passé de votre vie que je ne connais pas, et d'où proviennent sans doute les souffrances morales que vous m'avez laissé entrevoir ?

« J'ai beaucoup réfléchi, voyez-vous, depuis que vous êtes parti, beaucoup ! Et je sens bien que vous me trouvez trop... tendre, trop romanesque... et que cela vous contrarie. Mais aussi, c'est votre faute ! Il fallait me raisonner vous-même, me faire comprendre que je dépassais la note, que je vous aimais trop ! puisqu'il faut l'écrire en toutes lettres pour me faire mieux comprendre... Au lieu de cela, vous avez été si bon, si adorablement bon !... Rappelez-vous un peu ?... et dame !... mettez-vous à ma place : tout le monde s'y serait trompé. Et voilà que maintenant, vous me faites sermonner par tante Laure, méchant oncle Jean ! Et je me demande si vous ne préféreriez pas me voir mariée tout de suite, que rêver de nouveau les choses folles que j'ai rêvées ?... Il faudrait donc que je devienne Mme Noël Quinault pour vous faire plaisir ? Si du moins, par aventure, vous songiez à nos deux nez ?... vous ne désireriez pas les marier ensemble, j'en jurerais bien ! Y avez-vous seulement songé, dites ?... Vous exposer à être le parrain d'un petit gosse ayant hérité de ces deux nez, et qui vous chanterait plus tard : « J'tiens ça d'papa, j'tiens ça d'maman ! » Non, vous ne le voudriez pas ?... Voilà que vous riez, cher oncle Jean, vous riez ?... La tristesse s'envole quand on rit. Je suis donc arrivée au but que je me proposais en vous écrivant ?... Alors, je suis contente. Mais il faudra vite que je cherche quelque autre chose pour vous faire encore rire... Et par cela, du moins, je vous serai un peu utile même de loin ; même de très loin !... »

— Pauvre petite Josette !... se dit Jean du Montal, gardant pour lui la mélancolie de sa pensée...

Dans l'avenue, ses amis d'Amérique venaient à sa rencontre... Il se détourna un instant pour leur cacher ses yeux :

— Je crois vraiment que je pleure !... murmura-t-il.

Le gai soleil dardait sur lui ses rayons, et sécha deux larmes prêtes à tomber...

MAXIME DES ARNEAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS

D'AVANT ET D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878 (1)

J'ai écrit séparément, il y a une quinzaine d'années, mes souvenirs personnels sur la guerre de 1877-1878, durant laquelle, en ma qualité de directeur de la Chancellerie diplomatique du grand-duc Nicolas, commandant en chef, j'avais pris une part plus ou moins active aux affaires politiques et ai pu surtout voir et connaître beaucoup de choses intéressantes et même importantes. Je veux consigner ici mes souvenirs relatifs à l'époque qui a précédé la guerre et à celle qui l'a suivie, où il m'a été également donné de voir de près se dérouler une partie des événemens, ceux qui étaient liés à l'activité de l'ambassade de Constantinople, dans laquelle j'occupais, sous le général Ignatieff, le poste de conseiller, et que j'ai même dirigée comme chargé d'affaires dans des momens importans.

Envoyé en courrier auprès de l'empereur Alexandre II à Ems, en mai 1875, j'avais fait après cela une cure à Kissingen et revins à Constantinople, rappelé un peu brusquement par le général Ignatieff, qui avait hâte d'aller en congé. Je n'avais passé que peu de jours avec l'ambassadeur; tout paraissait calme; il pouvait s'éloigner en toute sécurité, lorsque, au

(1) M. de Nélidow, qui a laissé de si sympathiques souvenirs à tous ceux qui l'ont connu comme ambassadeur de Russie à Paris, a écrit des souvenirs inédits, dont on appréciera l'importance par le passage que nous en publions. Il a été rédigé en 1896, et se rapporte aux événemens qui ont précédé et préparé la guerre russo-turque de 1877-1878, terminée par le Congrès de Berlin. L'intérêt en est redevenu actuel. On y trouvera en effet l'origine d'une crise qui, en Orient, après des péripéties de près de quarante années, semble sur le point d'atteindre aujourd'hui son dénouement définitif.

moment même où il allait s'embarquer, on lui remit le déchiffrement d'un télégramme de notre vice-consul à Mostar, portant à peu près ce qui suit : « Cent-vingt Nesséniens, avec leurs armes, sont partis pour la montagne et réclament un commissaire. »

L'ambassadeur me remit la dépêche en me disant que c'était à moi à m'occuper de cette affaire; or, c'était le point de départ du soulèvement bosno-herzégovinien, de la révolte bulgare, de la guerre turco-serbe-monténégrine, enfin de notre guerre avec la Turquie et du nouvel ordre de choses établi dans la presqu'île balkanique.

Certainement le brusque éclat d'un mécontentement des chrétiens ne pouvait être une surprise pour personne. La mauvaise administration turque provoquait des plaintes générales. Les excès des Albanais et des Circassiens surtout exaspéraient les habitans slaves de la Roumélie et créaient continuellement des conflits sur les frontières monténégrine et serbe. Le prince Nicolas en profitait habilement pour étendre son influence dans les districts qui avoisinent la principauté. Aussi, dès qu'éclata le mouvement herzégovinien, des centaines de Monténégrins s'empressèrent-ils de se porter au secours des Herzégoviniens, ce qui constitua immédiatement un noyau armé d'où devait sortir plus tard toute l'insurrection. En Autriche, on ne voyait pas d'un mauvais œil ce mouvement, qui donnait à l'Empire des Habsbourg un prétexte à intervention active dans les affaires balkaniques. Des familles bosniaques avaient déjà émigré en Autriche par Bania-Louka, fuyant l'arbitraire turc. Le Cabinet de Vienne exigeait leur rapatriement, mais réclamait en leur faveur des garanties. Le terrain était donc parfaitement préparé dans ces contrées pour un soulèvement contre le joug turc et même pour une lutte armée, qui ne tarda pas en effet à éclater, malgré nos actives tentatives de pacification et de conciliation.

Ma tâche consistait donc à recommander aux Turcs de ne point user de la force pour ne pas envenimer le conflit, d'agir avec modération et surtout d'entendre et de satisfaire les justes réclamations des chrétiens. Mais comment amener un gouvernement qui se sent relativement fort à traiter avec des rebelles et à remplir, avant de les avoir entendus, la première de leurs exigences : l'envoi d'un commissaire? D'autre part, le

nombre des réfugiés grandissait à vue d'œil, le mouvement s'étendait, des excès avaient lieu ; les musulmans irrités pressuraient et opprimaient plus que jamais les chrétiens ; on s'armait de part et d'autre, et la situation s'aggravait visiblement. Si la Porte ne voulait pas traiter avec des insurgés, nous, les étrangers, pouvions bien entrer en rapports avec eux, et, empêchant les hostilités d'éclater, nous mettre entre les deux parties pour essayer d'amener une pacification. C'est ainsi que naquit l'idée de la Mission des Consuls de Mostar, qui, du consentement du Gouvernement ottoman et avec le concours des autorités turques, devaient se rendre au camp des insurgés, recueillir leurs vœux, les communiquer aux ambassades et tâcher de décider les fuyards à réintégrer leurs demeures, sous la promesse de quelques améliorations. Mais une pareille solution ne faisait pas l'affaire des Herzégoviniens. Ils savaient par expérience que le mal était plus profond et le remède plus difficile qu'ils ne nous paraissaient l'être. Les réformes promises ne seraient point ou seraient imparfaitement exécutées ; la crise passée, on les maltraiterait de plus belle pour les punir de leur escapade, et il n'y aurait qu'aggravation de mal.

D'autre part, le Monténégro, dont le doigt était incontestablement dans toute cette affaire, ne voulait plus rengainer ; le moment lui paraissait favorable, et le résultat fut que les consuls ne trouvaient pas d'insurgés. A mesure qu'ils cherchaient une bande qu'on désignait comme étant dans un endroit, elle apparaissait ailleurs ; les chefs du mouvement se dérobaient, évitaient de formuler des demandes positives et, en attendant, les conflits armés, les rencontres sur la frontière monténégrine devenaient plus fréquentes et plus sérieuses ; des détachemens de troupes turques étaient attaqués dans des embuscades et battus, et les représailles devenaient de plus en plus violentes. Bref, la Mission des Consuls échoua totalement. A la fin de l'été, au retour de l'ambassadeur, l'Herzégovine et la Bosnie étaient en pleine insurrection, et le Monténégro. malgré les dénégations de son Gouvernement et les assurances de notre consul à Raguse, M. Yonine, soutenait et encourageait le mouvement.

M. Yastréboff, qui avait été envoyé avec la Mission consulaire, voyant parfaitement ce qu'il en était, ne manquait pas de le dire. Mais les dispositions en Russie n'étaient pas favorables à

la claire perception de la vérité et à l'application des vrais remèdes qu'exigeait la situation. L'opinion publique, chauffée par le Comité slave qui était alors dans toute sa puissance, prêchait la libération des chrétiens et poussait le Gouvernement à une politique active, conforme aux traditions historiques de notre diplomatie. Le Ministère, dirigé en l'absence du prince Gortchakof par M. de Jomini, voulait au contraire éviter des complications : il croyait y arriver en s'entendant avec l'Autriche, où un diplomate habile, M. Novikoff, entièrement dominé par le comte Andrassy, travaillait à un accord avec le Cabinet de Vienne en vue des événemens futurs. Or, Andrassy, qui ne voulait certainement pas le bien des Slaves qu'il détestait, était cependant disposé à prendre le parti des chrétiens révoltés près des frontières de la monarchie austro-hongroise, pour y empêcher l'éclat d'une révolution sérieuse qui aboutirait à l'annexion à la Serbie. C'est ce qu'il redoutait alors le plus, et à quoi tendaient les vœux des Bosniaques, encouragés en cela par le Gouvernement serbe. La Bosnie à la Serbie, l'Herzégovine au Monténégro, telle était la solution préconisée à cette époque, et elle ne pouvait convenir au Cabinet de Vienne.

Le général Ignatieff revint à la fin de septembre par Livadia où se trouvait l'Empereur et se mit immédiatement, avec l'activité qui le caractérisait, à étudier la situation et à chercher le parti qu'on pouvait en tirer. Il comprit sans difficulté que l'affaire ne comportait que l'une ou l'autre de deux solutions radicales : ou soutenir ouvertement l'insurrection, prendre franchement son parti en pesant énergiquement sur la Porte et aller même jusqu'à une intervention armée et à la guerre pour obtenir la satisfaction légitime des vœux des chrétiens : à savoir une autonomie plus ou moins large avec un gouverneur général nommé avec l'assentiment des Puissances, et même un prince étranger vassal du Sultan, — ou bien, si l'on n'était pas décidé à aller jusqu'au bout, cesser toute intervention, recommander aux insurgés la soumission et laisser les Turcs écraser le mouvement. Ce dilemme ne tarda pas à se présenter à l'ambassadeur d'une manière plus précise encore.

Je le rencontrai un jour se promenant dans la galerie vitrée de l'Ambassade, et il me dit qu'il se trouvait fort embarrassé. Un agent bosniaque (c'était Petar Uselacz, qui a joué un rôle souvent suspecté depuis) était venu prendre conseil de lui pour

savoir ce qu'il fallait faire. L'hiver approchait : devait-on continuer le mouvement si on pouvait espérer d'être protégé, ou bien arrêter tout, chercher la conciliation, et considérer la tentative comme avortée ? « Que comptez-vous conseiller ? » demandai-je. — « Je suis fort gêné ! me répondit Ignatieff. Si je pouvais compter sur notre Ministère, je n'aurais pas hésité un instant à pousser en avant. Mais tel que je connais Gortchakof et les autres, ils sont capables de me lâcher, et je ne voudrais pas compromettre ces pauvres gens. D'autre part, les abandonner maintenant me paraît aussi fort dur ! Enfin, je vais voir... » Ce que l'ambassadeur avait trouvé n'était malheureusement qu'une demi-mesure, qui n'amena rien de bon. Le Ministère voulait bien aider les insurgés et peser sur la Porte, mais d'accord avec les Puissances, surtout avec l'Autriche, — et n'aller en aucun cas au delà de la représentation diplomatique et d'une pression morale. Le général Ignatieff eut une longue audience du Sultan et en rapporta l'acquiescement d'Abdul Aziz à des réformes en faveur des chrétiens, mais à la condition qu'elles se fissent sous l'égide de la Russie seule. Il consentait à suivre nos conseils, nous abandonnait le soin de diriger le mouvement réformateur, auquel il adhérait en principe, mais il se refusait absolument à se soumettre à l'Europe et à agir sous sa direction collective. Tel était du moins le sens des rapports que l'ambassadeur adressa à ce sujet au Ministère. Il y en avait trois surtout, d'un volume énorme, que je m'étais donné toutes les peines du monde pour rédiger au mieux de mes forces. J'y exposais, sur les indications du général et sous son inspiration, dans des termes souvent éloquens, la nécessité de venir au secours des chrétiens et les inconvéniens, pour ne pas dire l'inutilité et le danger d'agir dans cette affaire de concert avec l'Europe et surtout avec l'Autriche. C'était mon intime conviction : aussi mettais-je mon cœur à l'exposer. Je crois que les événemens nous ont donné raison depuis, au comte Ignatieff et à moi.

Où je me séparais de l'ambassadeur, c'était dans l'idée qu'il avait de pouvoir conjurer le danger d'une crise orientale au moyen de réformes, obtenues du Sultan par la Russie et exécutées sous notre contrôle. Elles seraient nécessairement imparfaites, pensais-je, et nous assumions la responsabilité de leurs imperfections. Le général, lui, ne voyait, selon son habi-

tude, que l'effet immédiat du système qu'il proposait : les insurgés rassurés, l'Europe écartée, la Russie, c'est-à-dire lui-même, dominant à Constantinople. Ce qui en résulterait, il s'en préoccupait moins. On verrait plus tard ce qu'il y aurait à faire.

C'est à cette époque environ que je terminai mon Mémoire sur la question d'Orient et les moyens pour nous de la résoudre en notre faveur. Il concluait à une occupation des Détroits, dès la première provocation possible, à la constitution de Constantinople en ville libre sous la protection russe, et à la formation en Europe d'États chrétiens indépendans à la place de l'Empire ottoman, qui serait réduit à l'Asie seule. L'Égypte devait être donnée aux Anglais, la Syrie à la France, les îles de l'Archipel avec la Thessalie et l'Épire à la Grèce et le Continent partagé entre la Serbie et le Montenegro augmentés, une Bulgarie et une Macédoine à créer. C'est contre cette dernière idée que le général Ignatieff s'éleva le plus, lorsque je lui eus soumis le Mémoire avec prière de l'acheminer à Saint-Pétersbourg. « Il faut là un grand État, me dit-il, jamais de Macédoine. » Et pourtant, quand j'y pense, à vingt ans de distance, et connaissant les difficultés que nous crée aujourd'hui justement cette Macédoine et que nous a créées la grande Bulgarie, je vois que mon idée n'était pas absolument mauvaise.

Seulement, l'exécution du programme demandait une décision et une énergie qui faisaient défaut au gouvernement d'Alexandre II et surtout totalement à son ministre des Affaires étrangères, dans l'état où il se trouvait alors. Mon Mémoire non seulement n'a pas été pris en considération, mais n'a même pas été lu par le prince Gortchakof, quoique après ma gestion de trois mois au moment où commençait la crise orientale, j'aie été considéré par l'Empereur et aussi par le ministre comme un diplomate qui avait quelque valeur et dont le jugement n'était pas absolument faux (23 juin). Mais, à peu près à cette époque, certaines circonstances m'obligèrent à envoyer en Allemagne ma famille, et à l'y rejoindre en décembre. Au moment où je quittais Constantinople, la politique d'entente avec l'Autriche préconisée par M. Novikoff triomphait en plein : « Le centre reste à Vienne, Berlin s'y rallie, » télégraphiait Jomini, qui avait rejoint l'Empereur à Livadia. Les idées du général Ignatieff avaient échoué, et à l'une de ses dépêches où

il tâchait de démontrer qu'en entreprenant seuls la direction des réformes en Turquie, nous restions pourtant fidèles à l'accord avec nos alliées, Allemagne et Autriche, l'Empereur avait écrit en marge : « Ce n'est pas ainsi que j'entends la fidélité. »

Cependant Ignatieff était maître de la situation à Constantinople, où un grand vizir dévoué à la Russie et un Sultan hostile à l'Occident, étaient disposés à suivre ses inspirations plutôt que d'écouter les conseils de nos adversaires. D'ailleurs, l'ambassadeur d'Autriche, comte Zichy, était également sous le charme de notre ambassadeur et subissait son influence. Mais les choses marchaient autrement en Europe, et le comte Andrassy, auquel nous avions eu la faiblesse d'abandonner la direction de cette affaire, préparait une note, sorte de mémoire qui devait servir de programme à l'action européenne à Constantinople. Lorsque je passai par Vienne, le 19/31 décembre 1875, en ramenant à Moscou ma famille, la note Andrassy, datée de la veille, venait de paraître, et Serge Tatistcheff, secrétaire d'ambassade à Vienne et factotum de Novikoff à cette époque, venu à la gare pour me serrer la main, en parlait comme d'un grand succès de notre diplomatie. Cette pièce, qui n'a eu qu'une célébrité et même une existence éphémère, préconisait, autant qu'il m'en souvienne, des réformes pour les Chrétiens et spécialement pour la Bosnie-Herzégovine, en prédisant autrement à la Turquie les plus grands désastres et la perte des sympathies européennes. Il va de soi qu'une pareille manifestation politique, dénuée de tout soutien matériel, ne pouvait point réveiller la torpeur du Sultan, ni vaincre le mauvais vouloir des Turcs.

Je n'ai pu suivre, pendant quelques semaines, ce qui se passait dans le monde politique, ayant été retenu par des affaires de famille. Je me trouvais à la mi-janvier à Pétersbourg et j'eus là l'occasion de me persuader combien le Ministère comprenait mal la situation, ou plutôt s'obstinait à ne pas la comprendre et à ne pas voir ce qui était évident pour tous ceux qui suivaient de près les événemens ou les étudiaient consciencieusement sans parti pris. A Pétersbourg même, l'opinion publique s'échauffait de plus en plus en faveur des Slaves. Des délégations de la Croix-Rouge, ou plutôt des infirmiers volontaires qui allaient porter secours aux combattans, partaient pour l'Herzégovine ; on faisait en faveur des insurgés des quêtes publiques pour les secourir. M. Bojedanovitch Vesselitzky, ancien

officier russe d'origine herzégovinienne, faisait des lectures publiques pour raconter les misères qu'il avait vues en parcourant les pays révoltés. L'enthousiasme slave grandissait, et tout indiquait qu'il y avait là une poussée du sentiment national qu'il serait difficile d'enrayer. Mais le Ministère persistait à envisager les choses différemment. Reçu longuement par le prince Gortchakof, je l'entendis se plaindre amèrement de l'inaction des Turcs, de l'inintelligence du Sultan et de ses ministres, qui ne comprenaient pas que le moment était critique et qu'il fallait faire des réformes. Il me parla de la note Andrassy comme d'une panacée, d'un programme que les Turcs devraient exécuter sous peine de s'attirer les plus grands désastres. Il avait raison certainement au fond, mais la faute du vieux ministre consistait à ne pas comprendre que ces réformes, au point où en étaient venues les choses, ne suffisaient plus, que les Turcs d'ailleurs n'étaient pas capables de les exécuter franchement, que le mal était plus profond et que les conseils seuls ne portaient plus. Je le dis au prince : il me répondit avec aigreur que le Sultan devait le comprendre, qu'il en avait parlé sévèrement à Cabouli pacha, ambassadeur de Turquie, et qu'il l'avait chargé de dire à son maître des choses bien dures, qui devaient impressionner Abdul Aziz. — « Mais il n'osera jamais rapporter exactement vos paroles, répliquai-je. Ni un ambassadeur ni un ministre n'aura le courage de faire entendre la vérité à son souverain ottoman. — S'ils sont de vrais ministres et patriotes, ils doivent le comprendre, répondit le prince. — Mais ce ne sont point des ministres; ce sont des domestiques et des misérables, conclus-je; ils ne comprennent pas, et, s'ils comprennent, ils n'osent pas. Il n'y a décidément pas à compter sur des réformes, nous avons affaire à un mouvement sérieux et la force seule peut trancher le débat. C'est une crise grave, il faut bien se le dire. — Eh bien! nous pensons qu'elle peut être conjurée; les Puissances sont d'accord, et quand vous retournerez à Constantinople, dites-le au général Ignatieff, et, si vous en avez l'occasion, faites-le comprendre aux Turcs. » — Telle fut la conclusion de notre entretien avec le prince Gortchakof, dont je rends naturellement la substance et le sens général, sans m'attacher à l'exactitude des termes employés. Mais les nuances y sont.

J'eus, quelques jours après, une longue conversation sur le même sujet avec M. de Jomini. « Vous exagérez le danger, me dit-il; nous croyons que l'affaire n'est pas aussi sérieuse que vous le dites. C'est un feu de paille, et nous comptons sur la note Andrassy pour nous aider à l'éteindre. — Un feu de paille, répliquai-je, soit! et vous voulez l'éteindre en y jetant du papier. Car cette note restera lettre morte, une pièce diplomatique de plus. Vous ne croyez pas à ce que vous mande le général Ignatieff, vous traitez d'exagération ce que je vous en dis, moi, dont le jugement a toujours été indépendant de celui de mon chef. Eh bien! rappelez-nous tous les deux, envoyez un homme frais qui juge par lui-même, mais ne décidez pas à distance d'une affaire que ceux qui la voient de près vous représentent sous des couleurs que vous ne voulez pas admettre. »

Cet entretien, dont j'ai gardé bon souvenir et reproduit ici exactement les principaux points, est naturellement resté, comme tous les autres, sans aucun effet sur la résolution du Ministère. Cependant, le baron Jomini me confia que le prince Gortchakof lui avait demandé avec humeur s'il avait lu mon Mémoire, celui dont il a été question plus haut, et qu'il se l'était fait donner lui-même, disant : « Il faut bien que je le lise : l'Empereur m'en reparle continuellement et me demande si je l'ai lu. » C'était évidemment le Tsarévitch qui, l'ayant reçu du général F..., l'avait passé à l'Empereur, qui semble l'avoir goûté. Je ne sus pas ce qu'en avait pensé le chancelier, puisque, peu de jours après, je quittai Pétersbourg, et, ayant passé deux ou trois semaines à Moscou auprès de ma famille, je rentrai vers le 20 février à Constantinople.

La situation y avait évidemment empiré d'une manière considérable. L'insurrection s'étendait; des combats sérieux avaient eu lieu, auxquels des groupes de Monténégrins avaient pris part. L'agitation gagnait les provinces centrales de la Turquie. Les Bulgares organisaient des comités dont le centre était en Roumanie, et des bandes armées avaient paru dans les Balkans. Des arrestations en masse avaient lieu; on amenait des Bulgares enchaînés à Andrinople, où, sous les yeux de notre consul, M. Iwanow, impuissant à les défendre, ils étaient maltraités, torturés et pendus. Sur les instances du général Ignatieff, des émissaires extraordinaires turcs étaient envoyés dans les provinces pour y étudier l'état des choses, mais leurs rapports

concluaient au même résultat : il faut la force pour réprimer le mouvement, et la force régulière *faisait défaut*. Puisque Mahmoud Nedim ne se décidait pas par égard pour Ignatieff à y recourir ouvertement, il fallait se défendre comme on pouvait, sur place, en faisant appel à la population musulmane et aux Circassiens, que l'on enrôlait et armait à la hâte. De là ces terribles « atrocités bulgares, » qui ont été la cause déterminante de la guerre, et auxquelles le mouvement herzégovinien devait fatalement aboutir.

A Constantinople même, l'agitation dans le monde politique était énorme. L'ambassadeur d'Angleterre encourageait la Porte à user de la force et à réprimer le mouvement. L'organe de cette politique était Midhat pacha, qui travaillait au renversement du grand vizir Mahmoud Nedim pacha, dans l'espoir de le remplacer, et, ainsi qu'il s'est découvert plus tard, au renversement d'Abdul Aziz lui-même. La majorité du corps diplomatique était cependant pour le général Ignatieff, mais, malheureusement, ce dernier n'avait pas lui-même de terrain solide sous ses pieds. Il sentait que les passions des chrétiens étaient déchaînées et qu'il n'y avait plus moyen de les calmer par des promesses. Or, empêcher les Turcs d'intervenir par la force, c'était condamner le Sultan à la perte d'une partie de ses États, et, par conséquent, rompre avec lui, laisser choir l'ami de la Russie, Mahmoud, et assurer le triomphe de la politique de sir Henry Elliot. D'autre part, comment encourager ou même autoriser une répression des Bulgares, qui tournerait nécessairement à une extermination. Et les chrétiens rayas n'étaient pas seuls à s'agiter : les vassaux, la Roumanie et la Serbie, brûlaient d'impatience de rompre leurs liens de dépendance et d'aider à la libération de leurs frères sujets du Sultan. Les agens de ces Principautés, prince Jean Ghika et Magazinovitch, accouraient continuellement à l'ambassade et suivaient avec ardeur les événemens. Parmi notre jeunesse diplomatique, l'enthousiasme pour la cause des chrétiens grandissait également. M. Hitrovo, consul général, et le colonel Zélénoy, agent militaire, étaient les plus ardens. On discutait les événemens, on faisait des projets, on s'excitait réciproquement en vue des graves complications que l'on sentait venir. Il y avait, comme contre-coup, une agitation marquée dans le monde musulman, un grave réveil de fanatisme qui nous était signalé de toutes

parts, et dont on constatait des symptômes à Constantinople même, où le mécontentement contre le gouvernement grandissait.

Chaque jour arrivaient des nouvelles qui aggravaient la situation politique et rendaient celle du général Ignatieff de plus en plus difficile. L'ambassadeur faisait, selon son habitude, bonne mine à mauvais jeu, et affichait de l'assurance; mais il reconnaissait parfaitement, à part lui, que toute l'œuvre de son influence, si péniblement échafaudée, croulait, et que sa politique, toute nationale, était sacrifiée par le Ministère à celle que recommandait Novikoff, qu'il croyait contraire aux vrais intérêts de notre patrie. Un après-midi que, selon l'habitude, l'ambassadeur et sa femme se trouvaient, à quatre heures, réunis pour le thé chez la mère de cette dernière, la princesse Galitzine, j'y vins également. C'était vers la mi-mars. La conversation tomba naturellement sur l'état des affaires et l'aveuglement du Ministère.

« Qu'auriez-vous fait à ma place? » me demanda brusquement le général, qui venait d'exposer les difficultés presque inextricables de sa position.

— « Puisque vous le désirez, je vous le dirai franchement, répondis-je, quoique j'aurais dû être le dernier à vous donner un conseil. J'aurais demandé par télégraphe la permission de venir à Pétersbourg et j'y serais arrivé ayant dans ma poche ma démission et en mains un mémoire que j'aurais présenté à l'Empereur pour lui exposer ce que j'entends être l'intérêt de la Russie et la voie à suivre dans les conjonctures actuelles. Si mes idées étaient acceptées, je serais venu les appliquer sur place, ou, ce qui serait plus naturel, j'aurais été appelé à diriger la politique que j'avais recommandée et qui aurait prévalu sur celle du prince Gortchakof. Dans le cas contraire, j'aurais séance tenante donné ma démission du poste d'ambassadeur pour laisser à d'autres le soin d'exécuter une politique que j'aurais signalée comme nuisible à la Russie. Et ne croyez pas, continuai-je, que, dans ce dernier cas, vous auriez été sacrifié à vos convictions. Au contraire, l'opinion publique russe est avec vous. Elle aurait applaudi à votre résolution, et si vous aviez été mis momentanément hors des affaires, vous seriez resté le candidat national pour le portefeuille des Affaires étrangères, qui ne vous aurait pas échappé. » L'ambassadeur

m'écouta tranquillement; la princesse Galitzine, qui croyait à l'infaillibilité de son gendre, suivait mon exposé avec quelque inquiétude, tandis que Mme Ignatieff semblait l'approuver. « Certainement, c'est un moyen, me dit enfin Ignatieff, mais c'est très difficile, surtout dans le moment actuel. » Et il quitta la chambre. Il sentait au fond que j'avais raison, mais n'avait pas le courage de prendre une résolution aussi radicale, à cause surtout de l'absence totale chez lui de programme clair et d'idées arrêtées sur le développement ultérieur que l'on pouvait donner à l'affaire. Ce manque de système était le défaut capital de cet esprit si vif et si fin du général Ignatieff, qui, malheureusement, ne voyait pas toujours la suite des choses, le lendemain tout au plus, mais pas au delà, ou plutôt pas la solution finale des difficultés qu'il savait si bien vaincre à mesure qu'elles surgissaient, sans y trouver un remède général. Et c'est pour cela qu'il a échoué dans toute sa carrière.

Peu de jours après cet entretien, Mme Ignatieff, m'annonça brusquement qu'elle partait pour Pétersbourg. Le frère de son mari se mariait; elle allait assister au mariage, et j'ai bien le soupçon qu'elle était aussi un peu chargée de voir quelles étaient en Russie les dispositions et de tâcher de faire prévaloir, dans un certain milieu, les idées de son mari. Pendant son absence, les affaires marchèrent avec une rapidité vertigineuse, de sorte qu'à son retour, trois à quatre semaines plus tard, la situation était totalement changée. C'était surtout dans l'état intérieur de la Turquie, et nommément dans la plus haute administration et à la tête du gouvernement, que la transformation avait eu lieu. Le mécontentement, depuis longtemps latent, devenait de plus en plus manifeste et des signes d'un grand malaise intérieur se multipliaient.

*
* *

Des bruits de réunion de softas, ces fauteurs de troubles privilégiés, circulaient avec persistance; on parlait de grands achats d'armes, qui auraient été faits dans le bazar; on disait que la population musulmane exaspérée s'armait pour massacrer les chrétiens; toutes ces nouvelles arrivaient journellement, de plus en plus graves, et provoquaient parmi les Européens une inquiétude qui prenait le caractère d'une panique.

Un jour que, selon l'habitude, j'étais venu à quatre heures

prendre le thé chez la princesse Galitzine, j'y trouvai l'ambassadeur d'Autriche, comte Zichy, en train de faire part à la princesse et au général Ignatieff des nouvelles alarmantes qui lui étaient parvenues. Un complot, disait-il, était organisé parmi les Musulmans pour brûler et piller le quartier européen et en exterminer les habitans. Un grand incendie, allumé aux quatre coins de Péra, devait être le signal : toutes les armes du Bezesten bazar auraient été déjà vendues ; un marchand armurier autrichien, Nikositch, serait venu à l'ambassade déclarer qu'on avait presque vidé son magasin et qu'il avait été obligé de le fermer, tant la foule s'y pressait. En effet, un marchand du Bezesten, Arménien, sujet russe, nommé Jonope, était également venu nous prévenir que d'énormes achats d'armes y étaient faits par les Turcs et principalement par les softas.

Pendant que le comte Zichy racontait ce qu'il avait entendu, on vint me dire que notre archimandrite désirait me voir immédiatement. Sorti du salon, je trouvai dans la galerie qui le précède le P. Smaragde : un Grec de sa connaissance revenant de Scutari, ou lui-même peut-être, je ne m'en souviens plus, avait entendu des gens parler, à bord du bateau, du prochain pillage et massacre des chrétiens, auquel les Turcs se préparaient. Le coup aurait été décidé pour le surlendemain, un jeudi, et devait commencer par l'incendie. Je rentrai rapporter le fait au général Ignatieff, mais je voulus voir par moi-même quel aspect avait Stamboul et je m'y rendis à pied en compagnie du troisième drogman de l'ambassade, M. Argyropoulo.

Nous rencontrâmes sur le pont M. Onou, notre premier drogman : il revenait des eaux de Brousse, où il avait appris l'inquiétude qui régnait à Constantinople. L'aspect de Stamboul nous parut peu rassurant. Les rues étaient désertes, la plupart des magasins fermés. On rencontrait surtout des softas causant avec vivacité : beaucoup d'entre eux étaient armés, quelques-uns portaient même deux fusils. Il était évident que quelque chose se préparait. Les gens bien informés prétendaient que c'était un mouvement intérieur, nullement dirigé contre les chrétiens. Quoi qu'il en soit, les apparences étaient inquiétantes. Nous poussâmes jusqu'au bazar que l'on était en train de fermer. Il était presque vide, et l'Arménien cité plus haut, Jonope, nous dit que, ce jour-là, on avait vendu moins d'armes

que les jours précédens, — rien que 5 à 700 pièces, — que l'on paraissait en avoir assez et que, d'ailleurs, il n'y en avait presque plus au bazar, excepté de vieilles carabines, de vieux pistolets ou de vieux yatagans rouillés, qui ne pouvaient être d'aucune utilité.

Cependant, l'ensemble des informations parvenues aux ambassades poussa le général Ignatieff, doyen du corps diplomatique, à consulter ses collègues sur ce qu'il y aurait à faire pour garantir la sécurité des colonies étrangères et des Chrétiens, qui commençaient à s'alarmer sérieusement. L'ambassadeur d'Angleterre, — il l'a avoué plus tard dans un récit assez impudent qu'a publié, il y a une huitaine d'années, une revue anglaise, — était au courant du complot qui se tramait. Il émettait néanmoins l'avis qu'aucun danger ne menaçait les étrangers et les Chrétiens ; mais, comme tous les autres se montraient moins rassurés, il fut décidé que l'on chargerait les consuls respectifs de se réunir et de discuter les mesures propres à protéger les nationaux. Cette réunion fut tenue sous la présidence du consul général d'Angleterre, sir Philip Francis, doyen du corps consulaire. En cas d'alarme, les stationnaires mouillés devant Tophané enverraient un détachement de matelots, qui, par certaines rues désignées d'avance, irait successivement renforcer les moyens de défense des différentes ambassades et légations, au besoin même protéger Péra, en occupant les issues de la grande rue qui y mène des quartiers turcs. En outre, les représentans étrangers qui avaient parmi leurs sujets des gens énergiques et belliqueux les feraient réunir et organiser de manière à en former, en cas de danger extrême, une garde capable de protéger Péra. Les Autrichiens déclarèrent avoir à leur disposition des Croates et des Bocchèses, espèce de Monténégrins toujours armés et fort braves. Les Grecs proposèrent d'enrôler des Ioniens, surtout des Céphaloniotes, gens capables de tout. Les Italiens parlèrent d'embaucher aussi quelques Siciliens. Pour nous, n'ayant pas de colonie proprement dite, nous nous chargeâmes d'appeler à notre secours des Monténégrins, dont quelques centaines travaillaient aux environs de Constantinople, dans les jardins et les carrières et qui se trouvaient toujours placés sous notre protectorat officieux. Ils avaient à leur tête un capitaine qui, de son côté, était en relation avec des représentans de chaque

clan et savait ainsi où ses gens se trouvaient. On le fit venir, il appela ses aides et, au bout de deux jours, la cour du consulat fut envahie par des centaines de pauvres Monténégrins, déguenillés, misérables, non armés, qui avaient tous quitté leur travail pour voler à la défense du consulat russe, décidés à se faire tuer pour nous, si cela était nécessaire. « Mais nous n'avons pas d'armes, disaient-ils, donnez-nous des fusils. » Nous n'en avions qu'une douzaine, je crois, à l'ambassade pour des cas imprévus. On leur dit qu'avec les armes privées qui se trouvaient chez les secrétaires et autres employés, on ne pourrait armer qu'une vingtaine d'entre eux. « Cela suffit, répondit le capitaine, les autres prendront les armes de ceux qui viendront nous attaquer. » Cette parole épique répondait entièrement au caractère chevaleresque de cette brave petite nation. Les Monténégrins étaient bivouaqués au milieu de la cour du consulat. On leur y alluma un grand feu : couchés par terre, ils y rôtissaient leurs moutons et chantaient leurs tristes airs nationaux. Cet aspect d'un camp de guerre en pleine capitale ottomane ne manquait pas d'attirer l'attention des passans. Des softas s'arrêtaient aussi avec curiosité pour voir ce qui se passait dans la cour, dont la grille était fermée; mais dès qu'ils apercevaient le campement des Monténégrins, tous se sauvaient sans les contempler davantage.

Jusqu'à ce que toutes ces mesures, auxquelles est venu s'ajouter plus tard l'appel de seconds stationnaires, fussent prises, les événemens avaient marché, et il y eut un commencement de dénouement. On vint nous dire, le lendemain de la conversation avec le comte Zichy, que le Sultan, en se promenant selon son habitude en petite voiture sur les hauteurs de Yildiz, sans aucune espèce d'escorte, avait été arrêté par une bande de softas, qui voulurent lui présenter une pétition. Il leur fit dire de le joindre au palais, et là un chambellan fut chargé de leur demander ce qu'ils voulaient. Comme ils étaient très nombreux, on leur proposa de déléguer leurs chefs, avec qui on causerait. « Nous sommes tous chefs, » répondirent-ils, et ils finirent par remettre une pétition, où les abus de l'administration étaient sévèrement critiqués; ils exigeaient un changement de ministère et même de régime. C'était le premier avertissement. Les softas partirent pacifiquement, non sans qu'on eût fait venir quelques soldats pour les éloigner.

Le lendemain de grand matin, M. Hitrovo vint me dire que des réunions très sérieuses et menaçantes de softas avaient lieu dans toutes les mosquées et surtout dans le médressé du sultan Bayazid, ou les Muderriss (professeurs) tenaient des discours incendiaires et poussaient la jeunesse à se porter vers le palais. Le mouvement se dessinait de plus en plus comme un mouvement politique intérieur qui ne visait que le Ministère et le Sultan. Mais le danger n'en subsistait pas moins, comme dans toutes les crises de ce genre, et surtout en Turquie, où une soldatesque en débandade et rebelle à la discipline se livre vite à des excès. Alors ce seraient certainement les quartiers chrétiens et étrangers qui seraient le plus exposés. Aussi l'inquiétude publique ne faisait-elle que croître. Dans le corps diplomatique et le « monde » de Péra, elle avait atteint son point culminant le soir du jour suivant, lorsqu'il y eut réunion à l'ambassade d'Autriche. Le comte Zichy, voulant rassurer la colonie étrangère, avait invité tout le corps diplomatique et beaucoup d'autres personnes de la société. On y venait avec crainte, on s'attendait à quelque chose : c'était justement le jeudi pour lequel le « massacre » avait été annoncé. Au beau milieu de la soirée, la princesse Ghika chantait au piano une romance pour animer un peu la société qui languissait, lorsqu'on vint en hâte appeler le chef des pompiers, comte Szeczeny : il y avait un incendie à Galata. Quelques minutes plus tard, un kavas accourait chercher M. Hitrovo... Il n'en fallut pas tant pour provoquer une vraie panique. On quittait en hâte l'ambassade, mais beaucoup de personnes, et j'étais du nombre, grimpèrent d'abord sur le toit, d'où l'on voyait flamber à Galata un grand incendie.

Ainsi qu'on devait bien s'y attendre, il n'y avait là qu'un de ces accidens communs, très fréquens alors à Constantinople. C'était un dépôt de spiritueux qui brûlait, et cela occasionnait une vaste lueur qui se projetait bien loin et donnait l'aspect sinistre qui parut d'abord si inquiétant. Une foule énorme s'était réunie autour du lieu d'où partaient les flammes. Il y avait dans le nombre beaucoup de softas, mais aucun désordre n'eut lieu, ce que vinrent constater avec satisfaction quelques-uns de nos jeunes gens qui étaient allés voir ce qui s'y passait. Toutefois, la crise intérieure qui se préparait ne tarda pas à éclater. Le lendemain même, je crois, des masses de softas armés commencèrent,

dès le matin, à se porter vers le palais. Les nouvelles de leur mouvement arrivaient continuellement, et l'entourage intime du Sultan se mit à insister auprès de lui pour qu'il prît une résolution de nature à calmer l'agitation et à prévenir une crise plus grave. Abdul Aziz finit par céder et, comme c'est contre Mahmoud Nédim pacha que se portait surtout le mécontentement populaire, le grand vizir fut destitué et Mehmed Ruchdi pacha Muterdjin fut nommé à sa place : il l'avait déjà occupée à plusieurs reprises et en dernier lieu en 1872-1873.

Simultanément, Midhat pacha, ennemi acharné de Mahmoud, reçut une place dans le ministère dont il devint l'âme, tandis que Hussein Avni pacha, le seraskier, en était le bras et un bras menaçant levé sur la tête du pauvre Abdul Aziz.

Pour le général Ignatieff, la chute de Mahmoud Nédim et la rentrée aux affaires de Midhat constituaient un échec. Notre position devenait très difficile, mais la situation générale ne l'était pas moins. Quoique, à la suite du changement du Ministère, il y ait eu une certaine détente dans l'état des âmes et des esprits, on était pourtant loin d'être rassuré. Le succès remporté si facilement par les softas et la population musulmane ne pouvait que les encourager à de nouvelles exigences et exalter leur fanatisme. Des preuves nombreuses de l'excitation croissante de ce fanatisme nous arrivaient continuellement. La plus éclatante et la plus grave a été l'affaire de l'assassinat à Salonique des consuls de France et d'Allemagne, MM. Moulin et Abbot. Une jeune fille bulgare d'une des villes de la Macédoine, enlevée par force et convertie à l'Islamisme, s'était sauvée de la maison de son ravisseur et, avec l'aide de quelques notables bulgares, et entre autres du consul d'Amérique M. Hadji Lazaro, fils d'un sujet russe, avait été amenée à Salonique dans la maison de ce dernier d'où on la fit disparaître. Une agitation énorme se produisit parmi les Musulmans. Des bandes armées, parmi lesquelles on voyait des Albanais aux figures les plus sinistres, recrutés parmi les prisonniers et les assassins, parcouraient les quartiers chrétiens en proférant des menaces de mort contre les « ghiaours. » Les autorités n'eurent rien de plus pressé que de faire arrêter des Chrétiens accusés d'avoir contribué à l'évasion de la jeune fille. Les consuls firent des représentations et MM. Moulin et Abbot se rendirent eux-mêmes auprès du vali pour réclamer. Ils le trouvèrent à la mosquée et

commirent l'imprudence de s'y aventurer, tandis qu'une foule exaspérée et fanatisée au dernier point en remplissait la cour. Au bout de peu d'instans, une lutte s'engagea et les deux consuls furent massacrés d'une façon barbare, sous les yeux mêmes du vali et du chef des gendarmes qui semblent n'avoir rien fait pour les sauver. Dès que la nouvelle s'en fut répandue dans la ville, le secrétaire de notre consulat général, M. Eichler, se rendit à la mosquée pour prendre des informations, faire des représentations au vali, exiger surtout que des mesures fussent prises pour prévenir de plus graves désordres. Il trouva à l'entrée le chef des gendarmes assis sur une chaise, hors de la porte extérieure, et fumant tranquillement son narghilé. Les corps percés de coups gisaient dans un coin de la cour. Aucune mesure n'avait été prise, tout avait l'aspect habituel, comme si un crime aussi monstrueux ne venait pas d'être commis. Seulement les assassins et leurs acolytes, réunis dans les cafés et assis dans les rues du quartier turc, avaient un air plus provocant et jetaient, sur les rares Chrétiens qui passaient, des regards plus menaçans, accompagnés de propos insultans.

Nous apprîmes la nouvelle, la nuit même, de la façon suivante :

C'était, si je ne me trompe, un samedi, 21 juin/3 juillet. Je dînais chez notre consul général Hitrovo, où les convives étaient, outre moi, le secrétaire de l'ambassade prince Tzérételeff, le général Fadeeyeff, l'agent de Roumanie, prince Ghika et celui de Serbie, Magazinovitch. Les événemens du jour et la triste situation générale défrayaient naturellement la conversation. Ainsi que je l'ai mentionné plus haut, MM. Ghika et Magazinovitch étaient les plus ardens, les plus impatiens à réclamer une intervention européenne pour mettre un terme aux atrocités turques dont les nouvelles nous arrivaient continuellement. L'apathie des Grandes Puissances et surtout de la Russie les exaspérait. « Que faut-il encore, s'exclamait le prince Ghika, pour réveiller l'Europe, pour la décider à agir? » Je répondis en plaisantant : « Il faut qu'on maltraite quelques secrétaires d'ambassade, qu'on tue quelques consuls... Les souffrances des Chrétiens seuls ne peuvent pas l'émouvoir... » En rentrant le soir, vers les 11 heures, à la maison, je vis à la porte de l'ambassade le concierge, Francesco, qui me dit d'un air assez empressé : « Il y a une dépêche chiffrée qui est arrivée, mais

l'ambassadeur est déjà couché, » et il me tendit le pli. Il était évident que l'employé du télégraphe, sachant déjà que quelque chose d'extraordinaire était arrivé, lui en avait soufflé un mot. Mais moi, croyant qu'il s'agissait de l'une des nombreuses dépêches consulaires que nous recevions quotidiennement, je dis au concierge de la garder jusqu'au lendemain. A peine étais-je couché et endormi qu'on vint frapper à ma porte pour me dire que le fils du ministre de Grèce demandait absolument à me parler. Il pouvait être minuit : je fus très inquiet de me voir déranger à une heure aussi indue. Le jeune M. Coundouriotis entra dans ma chambre à coucher, tout effaré, et me lut le déchiffrement d'un télégramme que son père venait de recevoir de Salonique : il l'avait chargé de le porter au général Ignatieff, pour lui demander si nous avions reçu les mêmes nouvelles. Il s'agissait du meurtre des consuls. Mais comme on avait dit que l'ambassadeur était souffrant et couché, c'est auprès de moi que M. Dimitry Coundouriotis s'acquittait des ordres de son père.

Je m'habillai en toute hâte, fis réveiller l'ambassadeur pour lui communiquer ces importantes nouvelles, et demandai au concierge le télégramme chiffré qui était également de Salonique et relatait les mêmes faits émouvans. Pendant qu'on déchiffrait la dépêche, il se produisit un détail comique, ce qui ne manque jamais de mettre un grain de drôlerie dans les événemens les plus tragiques. Craignant qu'avec l'excitation des esprits qui régnait à Constantinople, surtout parmi les Musulmans, les nouvelles de Salonique ne donnassent lieu à quelques désordres ou mouvemens de fanatisme, je fis appeler l'intendant de notre palais, un ancien sous-officier de marine, nommé Nicanoff, pour lui recommander de bien veiller à ce que les portes fussent fermées, que les matelots qui faisaient le service de garde à l'ambassade la nuit fussent à leurs postes et que, dans le cas où quelque chose d'extraordinoire viendrait à se passer ou paraîtrait se préparer dans la rue, on vînt aussitôt m'en avertir. Quelque temps après, le prince Tzérételeff rentrant à l'ambassade trouva la porte barricadée. Un matelot était posté avec fusil près de l'entrée et Nicanoff se promenait dans la cour d'un air agité. « Qu'y a-t-il? demanda Tzérételeff. Pourquoi ces précautions inusitées? » — « On assassine les consuls, » fut la réponse. Tzérételeff vint aussitôt le raconter à ses collègues, qui étaient en train de déchiffrer le fameux

télégramme et cela égaya la chancellerie, assez troublée par les nouvelles de Salonique.

Le reste de l'histoire du meurtre des consuls est connu. Après de longs pourparlers, une commission spéciale fut chargée de faire une enquête sur les lieux. Un délégué allemand (le consul Gillet) et un Français en faisaient partie. Des bâtimens de guerre furent envoyés par la plupart des Puissances. Mais les Turcs avaient des forces navales assez considérables, et l'attitude du gouverneur général, qui était au fond le principal coupable, était de nature à faire craindre un nouvel et plus grave éclat de fanatisme. La population musulmane était excitée et, lorsque les commissaires descendus à terre se rendirent au konak pour y commencer l'enquête, l'attitude de la population était des moins rassurantes. Quand ils furent arrivés dans le local où devait avoir lieu la procédure, le gouverneur général quittait continuellement la séance sous différens prétextes et venait la troubler en annonçant qu'une foule énorme se réunissait, qu'il pourrait y avoir une attaque contre le konak et qu'il devait aller prendre des mesures.

Il avait évidemment envie de se soustraire à l'autorité de la Commission qui devait, il le sentait bien, le condamner : peut-être pourrait-il l'intimider ou faire semblant de la sauver dans un moment de trouble populaire. M. Gillet, — c'est de lui que je tiens ces détails, — inquiet de le voir en rapports continuels avec le dehors et redoutant qu'il ne méditât quelque mauvais coup, finit par le saisir par le bras et lui dit d'un air d'autorité : « Excellence, restez ici, restez avec nous, nous avons besoin de vous. » Et comme l'autre (j'oublie son nom, Mehemed Rifat, je crois) invoquait le devoir qui lui incombait de veiller à leur sécurité et prétendait ne pas se sentir en sûreté lui-même, M. Gillet tira de sa poche un revolver, et, le lui montrant, dit d'un air très décidé : « Eh bien! j'ai de quoi me défendre, et même de vous défendre en cas de danger, et, si réellement on nous attaque, je préfère vous avoir auprès de nous et je ne vous lâcherai pas. » La vue du revolver calma le pacha; l'enquête suivit son cours; plusieurs condamnations à mort et exécutions de bandits eurent lieu; le pacha, également trouvé coupable et condamné, fut destitué, amené à Constantinople et emprisonné au séraskiérat pour être ensuite envoyé en exil. Son expédition tarda : bientôt on oublia cet incident et ce coupable au milieu

des événemens bien plus graves qui s'accomplissaient dans la capitale et absorbaient l'attention de l'Europe et du corps diplomatique.

Le changement de ministère n'était évidemment que le prélude de changemens bien plus radicaux que méditait le parti de la Jeune-Turquie, dirigé par Midhat pacha et ouvertement soutenu par l'ambassadeur d'Angleterre. L'éloignement de Mahmoud Nédim pacha, que l'on savait jouir de la confiance et de la sympathie d'Abdul Aziz, et le fait que sa destitution était due à un mouvement de mécontentement populaire, n'ont pas manqué de porter atteinte au prestige de ce souverain, et de le mettre à la merci des gens qui détenaient réellement le pouvoir. Ils ne tardèrent pas à en profiter. Une conspiration, ourdie principalement par Midhat et le séraskier Hussein Avni pacha, prépara une révolte militaire, qui réussit sans que presque une seule goutte de sang fût versée, et amena sur le trône le neveu d'Abdul Aziz, Mourad V, fils aîné d'Abdul Medjid, prince dont on disait beaucoup de bien, qui avait la réputation d'être civilisé, intelligent, et surtout libéral. Les journaux grecs, qui acclamaient ce changement de règne, on ne sait pourquoi, prétendaient même que, dans un moment d'épanchement, Mourad aurait déclaré être disposé à se faire chrétien pour ressusciter en soi l'ancien empire de Byzance. La vérité est que la longue réclusion sous une surveillance sévère avait abruti le nouveau sultan. Il s'était adonné à la boisson; le brusque revirement de fortune qui l'avait mis sur le trône et les circonstances dramatiques au milieu desquelles il y était monté avaient troublé ses nerfs déjà très détraqués. Ce qui semble l'avoir le plus impressionné, c'est qu'on est venu le tirer de son lit, par une horrible nuit de tempête et de pluie, le mettre dans une voiture et le conduire à travers tout Péra et tout Stamboul au séraskiérat, afin de l'y faire proclamer sultan par les troupes, pendant qu'à Dolma-Baghtché, d'où on l'avait emmené et qu'il avait vu cerné de soldats, Suleiman pacha, directeur de l'école militaire, forçait, à l'aide des élèves de cette école et d'un bataillon de troupes dont il avait su gagner les chefs, la porte de la chambre où dormait Abdul Aziz. Elle n'était gardée que par un factionnaire qui s'était bravement fait tuer sur place en la défendant. C'est Hussein Avni qui, en attendant, le revolver au poing, menait Mourad tremblant à Stamboul.

Abdul Hamid, frère puîné de Mourad et son successeur, a vu les scènes qui se passaient à Dolma Baghtché et entendu les cris des femmes, les vociférations des soldats : c'est de là que datent ses premières défaillances nerveuses, qui ont successivement dégénéré en manie de la persécution, maladie dont il souffre encore aujourd'hui, et qui va toujours en croissant.

La nouvelle de la catastrophe nous est parvenue de la façon suivante. L'ambassade était déjà à Buyukdéré où elle avait déménagé le 1er mai, un samedi. Le lendemain soir, le 2, Mme Ignatieff revenait de Russie et amenait avec elle son oncle, M. Théophile Tolstoï et la princesse Nadine Troubetskoi Tchetvertinsky, qui avait déjà visité Constantinople en 1872 et qui, étant très liée avec la princesse Galitzine, voulait encore une fois la revoir et renouveler ses bonnes impressions du Bosphore. Le vendredi suivant, j'allai en kaïque avec la princesse Troubetskoi au sélamlik, qui avait lieu à la mosquée d'Orta Keui. Le temps était superbe, nous balancions doucement sur l'eau en face de la jolie mosquée et avions vu arriver le sultan Abdul Aziz. Il était venu par terre, mais les beaux caïques dorés étaient rangés le long du quai. Nous vîmes toute son escorte et lui-même descendre de cheval et entrer dans la mosquée. C'était son dernier selamkik et la dernière fois qu'il se montrait à son peuple. Le mardi suivant, ma femme n'était pas encore revenue de Russie, j'avais invité à déjeuner la princesse Troubetskoï, Mme Ignatieff et un ou deux collègues, et, profitant du mauvais temps, — il pleuvait à verse, — je restais tranquillement chez moi à lire, lorsque vers neuf heures brusquement entre notre premier secrétaire, M. Basily : « Vous ne savez pas ce qui se passe, me dit-il d'un air effaré, il y a une révolution à Constantinople, on n'en a aucune nouvelle, il paraît qu'on se bat dans les rues, et qu'on entend le canon, mais les communications sont interrompues. Les chirkets (petits bateaux à vapeur faisant le service sur le Bosphore) ne circulent pas, le télégraphe est militairement occupé, pas moyen de correspondre avec la ville; on ne laisse sortir personne de Buyukdéré et un bâtiment de guerre est venu s'embosser devant l'ambassade, contre laquelle il a braqué ses canons. Le général Ignatieff est très agité, il croit qu'Abdul Aziz est tué. Camara, notre banquier grec devenu sujet russe et habitant également Buyukdéré, est accouru; on ne l'a pas laissé aller en ville, il craint pour sa fortune. Enfin

tout le monde est inquiet, venez vite voir ce qui se passe, c'est très curieux. »

J'avais vu en effet le matin qu'un gros bâtiment turc était dans le golfe de Buyukdéré, mais je croyais qu'il s'y était réfugié à cause du mauvais temps, et je ne me donnai pas la peine de le bien examiner à travers le brouillard. Quant aux coups de canon, je les attribuai à l'arrivée de quelque navire de guerre étranger ou à une autre cause, je n'y fis pas attention. Je courus donc vite à l'ambassade, où je trouvai réellement le général Ignatieff en proie à la plus vive agitation. Il avait peur au fond qu'on ne s'en prît aussi à lui, car on le savait être bien vu par Abdul Aziz, et c'est surtout la présence du navire de guerre turc qui le troublait au milieu de l'ignorance absolue où il se trouvait sur ce qui se passait dans la capitale. Pendant que j'étais là, le premier chirket était arrivé de la ville. On envoya en hâte un des courriers au débarcadère chercher des nouvelles : il vint nous annoncer que Mourad était proclamé sultan, que tout s'était calmement passé, que le peuple était en jubilation. Quant au sort d'Abdul Aziz, on l'ignorait, mais on croyait qu'il était en vie. Un grand poids était tombé du cœur d'Ignatieff, quoique politiquement sa situation fût absolument compromise. Il me pria d'aller porter ces nouvelles au baron de Werther, ambassadeur d'Allemagne, et je rencontrai en route le comte Radolinsky, conseiller de l'ambassade allemande, qui se rendait pour le même objet chez nous. Peu après, on apprit que Abdul Aziz était en vie réellement, on connut les détails de la révolution, et le lendemain ou quelques jours plus tard, après avoir fait le récit du changement de règne, le journal officiel français annonçait que « son Altesse Abdul Aziz Effendi s'était rendu auprès de Sa Majesté le sultan Mourad V, son neveu, pour le remercier de l'autorisation qui lui avait été accordée de s'installer dans une des attenances de Tchéragan, tandis qu'il avait été transporté au premier moment à la pointe du Sérail.

Dès que la nouvelle d'un changement de règne se fut répandue dans le corps diplomatique, la plupart des représentans étrangers, — les Anglais en tête, — s'empressèrent de reconnaître le nouvel ordre de choses.

Les coups de canon que nous avions entendus dans la matinée étaient des salves tirées en l'honneur du nouveau sultan par les cuirassés turcs rangés devant le palais. Aussitôt que la

communication officielle de la Porte fut faite aux ambassades, les stationnaires se pavoisèrent pour s'associer à la fête officielle ottomane.

Le général Ignatieff s'opposa à cette manière d'agir et protesta contre la révolution en s'abstenant de toute manifestation et de tout rapport politique avec le nouveau régime. L'ambassadeur d'Allemagne suivit, autant qu'il m'en souvient, son exemple. Cette attitude de l'ambassadeur de Russie ne laissa pas d'inquiéter les auteurs de la révolution. Ils savaient Ignatieff dévoué à Abdul Aziz; ils le savaient très influent même parmi les Turcs et disposant de beaucoup de moyens d'action; ils redoutaient de sa part une contre-révolution à l'aide des marins qui étaient attachés au Sultan déchu, lequel avait été le vrai créateur de la flotte cuirassée turque, complètement disparue depuis. C'est ce qui explique pourquoi, le jour de la révolution, un bâtiment de guerre avait été envoyé à Buyukdéré. On craignait qu'à la nouvelle d'un soulèvement, l'ambassade de Russie ne provoquât quelque mouvement contraire qui pouvait certainement avoir des chances de réussite. Toutefois, on ne pouvait pas rester éternellement à bouder le nouveau Sultan, assez innocent de tout ce qui était arrivé, et avec qui le général Ignatieff avait eu naguère des relations secrètes. Nous finîmes donc par reconnaître Mourad et par entrer en rapports officiels avec son gouvernement, en attendant que, ayant ceint le sabre de Mahomet, — ce qui est une manière de couronnement turc, — il commençât à recevoir les lettres de créance des représentans étrangers. Ce moment ne devait, hélas! jamais arriver. Mais la vie intérieure ottomane prit aussitôt son cours habituel sous le nouveau khalife. Sa première apparition devant le peuple devait avoir lieu le vendredi, où il allait se rendre à la mosquée. On annonça qu'il irait à Sainte-Sophie. La princesse Troubetzkoï et M. Tolstoï voulurent absolument aller voir cela. Je m'associai à eux et nous prîmes avec nous un jeune drogman, M. Lischine. Un kavass devait nous attendre sur le pont de Galata où nous nous rendîmes en calèche ouverte. Une foule énorme se portait à Stamboul pour assister à cette première rencontre du nouveau Padischah avec son peuple, qui, malgré son attachement pour Abdul Aziz, était pénétré d'enthousiasme pour le jeune souverain auquel s'attachaient tant d'espérances et dont on disait en général beaucoup de bien.

Au milieu de cette masse de piétons et de voitures, nous ne trouvâmes pas le kavass et, ne voulant pas manquer la cérémonie, nous prîmes la résolution, assez peu prudente je dois le dire, de nous y rendre tout seuls, sans aucune protection officielle, malgré l'excitation extrême des esprits et le fanatisme qu'on savait régner parmi les softas. Ces derniers formaient en effet, si ce n'est la partie majeure de la population, en tout cas la plus agitée, la plus enthousiaste. C'est avec peine que nous pûmes atteindre la place de Sainte-Sophie. Là une foule était si compacte qu'il n'y avait plus moyen d'avancer. Nous dûmes nous arrêter assez loin de l'entrée de la mosquée. Toute la place depuis la Porte du Sérail était bondée de monde. Le cortège parut et toute cette foule se précipita à la rencontre du Sultan avec un enthousiasme et des cris de joie tels que j'en ai rarement vu et entendu de semblables dans ma vie. Les softas étaient aux premières places. Ils se pressaient pour apercevoir, ne fût-ce que de loin, le souverain qu'ils venaient d'élever au trône. Ils l'acclamaient avec frénésie. Nous dûmes monter sur les sièges du landau pour apercevoir de loin Mourad sur un beau cheval blanc, couvert du manteau traditionnel et saluant la foule qui l'entourait. Quelques softas qui ne parvenaient pas à s'approcher du cortège pour le voir aussi nous demandèrent poliment la permission de monter dans notre landau. Deux d'entre eux, dont un jeune homme très beau, avec des traits fins, fiers et distingués, grimpa sur le siège du cocher et criait de là d'un air exalté. Tout se passa cependant dans le plus grand ordre, malgré l'absence totale de police. Il n'y avait que fort peu d'Européens. C'est à peine si on apercevait par-ci par-là un chapeau au milieu de cette mer de fez et surtout de turbans. Notre position pouvait être considérée comme peu sûre, mais avec ces foules orientales la hardiesse et la bonhomie sont encore ce qui sert le mieux. Lorsque le cortège fut passé, les deux softas qui étaient dans notre voiture descendirent, après nous avoir remerciés de notre hospitalité. Aucune question, aucune explication ni observation, quoique nous fussions des « ghiaours. » Lorsque nous descendîmes vers le pont, à la bifurcation des rues, un grand encombrement se produisit. On s'écrasait, et notre voiture, presque seule au milieu de ces piétons, devenait, pour eux, réellement un danger. Nous fûmes obligés de nous arrêter : la foule passait, des softas nous entourèrent de nou-

veau et quelques-uns d'entre eux se mirent même entre les chevaux et le timon pour ne pas être emportés par la foule, qui était continuellement refoulée d'un côté et de l'autre, tantôt par des cavaliers, tantôt par des troupes qui revenaient du selamlik.

Cette journée ne devait pas finir sans nous mettre encore une fois en contact avec la foule turque. Remontant le Bosphore en caïque, nous nous arrêtâmes pour nous reposer aux Eaux-Douces d'Asie. Nous trouvâmes la pelouse assez vide, mais les kaikdjis nous proposèrent de nous faire remonter la petite rivière, où il y a de jolis cafés ombragés. Nous nous laissâmes faire, et, au bout d'un quart d'heure, nous nous trouvâmes dans une délicieuse petite vallée bordée de grands arbres, où, dans un café rustique, dégustaient leur moka et fumaient leurs narghilés des masses de Turcs, de beau type. Nous dûmes prendre place au milieu d'eux, seuls Européens parmi les Orientaux, et le cafetier grec nous exprima son étonnement de nous voir échoués parmi ce monde. Il nous donna d'excellentes fraises, et après un temps de repos nous reprîmes la route de Buyukdéré, sans avoir subi aucun inconvénient de cette expédition un peu hasardée, mais dont j'ai gardé un délicieux souvenir. C'était le premier et en même temps le dernier selamlik de Mourad auquel j'assistai grâce à la princesse Troubetzkoï, tout comme huit jours avant nous avions assisté au dernier selamlik d'Abdul Aziz.

*
* *

Cependant des préparatifs étaient faits pour le *Sabrement* de Mourad. La cérémonie était fixée au lundi suivant et le corps diplomatique devait prendre part au cortège du jeune Sultan. Ma femme, qui était en train d'arriver, prévenue par télégraphe, avait pressé son voyage. Le bateau qui l'amenait et à bord duquel se trouvaient quelques autres voyageurs venus pour la cérémonie, réussit à entrer dans le Bosphore, dimanche, avant le coucher du soleil. Mais un événement tragique fit remettre la solennité à plus tard, et elle n'eut plus lieu du tout. Dans la matinée du dimanche, Abdul Aziz était mort. Les récits officiels prétendaient qu'il s'était suicidé en s'ouvrant les artères avec des ciseaux qu'il avait, disait-on, demandés pour se tailler la barbe. Des médecins européens, appelés pour constater sa mort,

ont dressé un protocole disant qu'il avait réellement mis fin à ses jours par un suicide aussi extraordinaire. Enfait, aucun d'eux n'examina le cadavre, aucune autopsie ne fut faite, et tout prouve que l'infortuné Sultan a été étouffé. On racontait que des cris terribles avaient été entendus par des cherkets qui passaient. Abdul Aziz était très robuste et très fort. La lutte avait dû être terrible. Un procès ignoblement conduit a condamné quelques années plus tard ses assassins. Personne n'a cru qu'on y ait dit la vérité. Abdul Hamid, alors sultan, avait besoin de se débarrasser des hommes qui avaient fait détrôner son oncle et qui, mécontens de son propre régime, tout opposé à celui qu'ils avaient eu en vue de donner à la Turquie, restaient un danger permanent pour lui-même. Quoi qu'il en soit, le fait que le Sultan détrôné a été assassiné reste incontestable et la nouvelle de sa mort a produit un effet si saisissant sur l'esprit du doux et faible Mourad qu'il en perdit définitivement la raison. Il eut des accès de folie; son couronnement devenait impossible, et son maintien même sur le trône n'était dû qu'à la difficulté de faire une seconde révolution et à l'embarras où se trouvaient les ministres.

Quelque saisissante qu'ait été la nouvelle de la mort d'Abdul Aziz, personne au fond n'en a été surpris. On s'attendait à le voir disparaître d'une manière ou d'une autre : c'était trop dans les traditions du gouvernement ottoman pour que les détenteurs actuels du pouvoir y manquassent, si, comme cela était le cas, le souverain n'était pas homme à ordonner un assassinat. D'ailleurs, Midhat et consorts devaient veiller à leur propre sécurité. Abdul Aziz vivant, une réaction en sa faveur était toujours possible; on craignait les intrigues et l'influence d'Ignatieff; il fallait à tout prix y mettre un terme, et Abdul Aziz fut occis. Le fait qu'il avait encore des partisans très résolus n'a pas tardé à être prouvé d'une manière sanglante par l'assassinat, en plein Conseil, du ministre de la Guerre Hussein Avni pacha et de celui des Affaires étrangères, Rachid pacha.

Un ci-devant aide de camp du séraskier, un Circassien nommé Hassan, a été l'assassin. Il était venu d'abord chercher le ministre de la Guerre dans son yali du Bosphore, mais ayant appris qu'il était au Conseil, lequel se trouvait réuni après le repas du soir dans le konak de Midhat pacha, il s'y rendit, et, selon l'usage adopté en Turquie pour les aides de

camp et officiers d'ordonnance, fut aussitôt admis dans la salle où se tenait la séance. Ayant fait le salut militaire, il s'approcha de la table et, tirant de sa poche un revolver, dit tout haut à Hussein Avni : « Séraskier, ne bouge pas » et lui logea une balle dans la poitrine. Le ministre put encore se lever, se traîna jusqu'à la chambre voisine, s'y abattit sur un divan, et rendit le dernier soupir. Pendant que les autres ministres, consternés, ne savaient que faire, Hassan tira dans le tas encore un ou deux coups, jusqu'à ce que les ministres se fussent tous réfugiés dans le petit salon à côté, où venait d'expirer leur collègue de la Guerre. Rachid pacha seul ne bougea pas : il était mort. On pense qu'il a succombé à la rupture d'un anévrisme, amenée par la frayeur; mais il était aussi atteint par une balle, dont la blessure ne semblait pas, à la vérité, devoir être mortelle. Cependant, le ministre de la Marine, Ahmed pacha Kaissarly, qui était assis au bout de la table, s'approcha de Hassan par derrière et le saisit à bras-le-corps en l'empêchant de faire des mouvemens avec ses mains, dont l'une tenait le revolver et l'autre un yatagan. Ahmed Kaissarly était un vieillard très robuste, gras, replet; il avait été simple matelot à la bataille de Navarin, à ce qu'il me dit; son bâtiment sauta, il fut miraculeusement sauvé. C'est de lui que je tiens le récit du drame de Hassan. Ce dernier cherchait à le frapper par derrière avec le yatagan et lui fit quelques blessures à la main et à la tête : le brave marin ne lâchait pas prise, attendant toujours que quelqu'un vînt à son secours. Mais les domestiques de la maison, accourus au bruit de la détonation, et voyant qu'il y avait là une boucherie, s'enfuirent et allèrent chercher des soldats. En attendant, la lutte entre le vieux ministre et le jeune Circassien était trop inégale. « Lorsque j'ai vu que mes forces s'épuisaient, me raconta le ministre, je poussai doucement Hassan jusqu'à un haut pas sur lequel était dressée la table du Conseil : là, je le jetai violemment par terre et en profitai pour m'enfuir. » Resté seul, Hassan tira encore quelques coups de revolver en l'air et se porta ensuite vers la chambre sans issue où s'étaient réfugiés et barricadés les ministres. Il se mit à enfoncer la porte que les autres tâchaient de ne pas laisser ouvrir. Lorsque Hassan, plus fort que les vieillards effarés qui se trouvaient de l'autre côté, parvenait à entre-bâiller la porte, le grand vizir Mehmed Ruchdi Mutardjin lui tapait sur la main

avec des pincettes de cheminée, dont il s'était armé. C'est du grand vizir que je tiens le récit de cette seconde partie du drame; il l'avait fait à notre premier drogman, M. Onou. Hassan essaya alors de négocier. « Mon père, dit-il à Mehmed Ruchdi, n'aie pas peur. Sors, je ne veux pas te faire du mal, je veux causer avec toi. » — « C'est bien, mon fils, répondait le grand vizir, calme-toi, tu es trop excité en ce moment, nous causerons après... » Sur ces entrefaites, un aide de camp du ministre de la Marine, ayant appris ce qui se passait, accourut avec quelques hommes et entra dans la salle. Hassan l'étendit mort; ses hommes s'enfuirent. On finit par faire entrer un peloton de soldats qui s'avancèrent contre Hassan la baïonnette au fusil. Il y eut des blessés parmi eux, je crois même des morts : on finit pourtant par dompter Hassan, qui tomba percé de plusieurs coups de baïonnette.

Le lendemain matin, on le pendit au grand arbre qui se trouvait sur la place du Séraskiérat près de la mosquée de Bayazid, après une procédure sommaire qui le condamna à mort. Mais les personnes qui ont assisté à l'exécution et l'ont vu pendu, — car son corps y est resté exposé plusieurs heures, — prétendirent qu'il était déjà mort quand on l'a hissé sur le gibet. A-t-il été tué par les soldats avant d'avoir été pris? Est-il mort par suite de tortures qu'on lui avait fait subir pour l'obliger à nommer des complices et expliquer ses intentions? Qui le saura jamais? Les témoins ont tous disparu. Le bruit public raconte que la sœur de Hassan était une des favorites d'Abdul Aziz, et que lui-même, très attaché à ce souverain et ayant tout perdu par sa mort et par son renvoi du service personnel du ministère de la Guerre, avait voulu venger et son maître et son propre désastre. Il avait l'intention, disait-on, d'atteindre Hussein Avni et Midhat. Ne connaissant pas ce dernier, il ne l'a pas attrapé, et c'est l'innocent et doux Rachid qui a pâti pour lui.

Hassan est devenu depuis un personnage presque légendaire. Des romans ont été écrits sur lui et sur le drame dont il a été le tragique exécuteur et la victime.

Grand fut l'émoi que l'on ressentit à Constantinople après cette catastrophe. On sentait que le nouveau régime n'était pas solide. Le Sultan, de plus en plus troublé par la nouvelle des exploits de Hassan, n'était décidément pas homme à se rendre

maître de la situation. Le peuple, ne le voyant plus paraître aux selamlik, commençait à murmurer. D'après les anciennes traditions turques, lorsque le Padischah ne se rend pas à la prière du vendredi deux fois de suite, c'est qu'il est mort ou indigne de régner, et il y a tel Sultan qui se traînait à la mosquée mourant, ou que, même déjà mort, on exposait à la fenêtre avant d'avoir disposé de sa succession, pour calmer l'agitation populaire. Mourad était invisible. On le disait malade, on donnait des détails sur sa maladie imaginaire; le bruit ne tarda pas à s'accréditer qu'il était fou; il s'agissait seulement de savoir comment on ferait pour s'en débarrasser et justifier ce nouveau changement de règne aux yeux du peuple et de l'Europe.

A côté de ces graves préoccupations intérieures, la situation politique devenait aussi de jour en jour plus critique. La Bosnie et l'Herzégovine, aidées presque ouvertement par le Monténégro, avaient à peu près secoué le joug ottoman; une révolte avait éclaté en Bulgarie et la dévastation y était portée par les bachibouzouks; les villages environnant Philippopolis étaient en feu; des massacres avaient lieu partout où les Turcs réussissaient à réprimer la révolte. La presse européenne en était saisie, et le vieux Gladstone tonnait contre les *atrocités bulgares*. Un mouvement puissant de l'opinion publique se produisait en Europe en faveur des chrétiens. Des correspondans étrangers, même américains, allaient voir sur les lieux les dégâts commis et les traces des actes barbares des Turcs. La Serbie et le Monténégro en profitaient pour se lever, eux aussi, contre la Turquie et lui déclarer la guerre, que l'opinion publique russe surchauffée par les Comités slaves soutenait moralement. Le général Ignatieff poussait à la roue, espérant sortir ainsi de la situation inextricable où l'avait placé la marche des événemens intérieurs en Turquie. J'étais alors sincèrement sympathique à sa manière d'agir, étant convaincu que tout ce qu'on racontait était la vérité. C'est seulement plus tard que j'ai appris combien il y avait d'exagération et dans le mouvement prétendu unanime des Herzégoviniens et dans les atrocités turques, et dans les récits réputés impartiaux du correspondant du *New York Herald*, Mac Guhan, et du consul des États-Unis, Schuyler, qu'Ignatieff avait envoyés en Bulgarie accompagnés par le prince Tzérételew, lequel leur fit voir et écrire ce qu'il voulait ou plutôt ce

qu'il avait l'ordre de leur inspirer. Il l'a avoué lui-même plus tard.

C'est au milieu de ces événemens que le général Ignatieff se décida enfin à demander un congé. Il quitta Constantinople vers le 10 juillet, après avoir, quelques semaines auparavant, expédié en Russie sa belle-mère, ses enfans et sa femme. La tâche n'était pas facile; notre position était déplorable, la situation intérieure de la Turquie détestable. La guerre venait d'être déclarée par la Serbie et le Monténégro : toute la Turquie d'Europe était donc en feu et nous avions devant nous un Ministère dont le membre dirigeant, Midhat pacha, nous était foncièrement hostile et suivait en tout les avis de sir Henry Elliot. Pour surcroît de difficulté, l'enthousiasme qui s'était emparé du public russe provoqua un mouvement de volontaires vers la Serbie. Le général Tchernaieff était nommé commandant des troupes serbes avec le colonel Komaroff pour chef d'état-major, dont la plupart des membres étaient Russes. C'était une guerre déguisée que nous faisions à la Turquie, et, naturellement, notre situation diplomatique vis-à-vis d'elle s'en ressentait. Comme contre-partie, la Porte a aussi fait appel à des volontaires pour aller combattre contre les Serbes, et des masses de Musulmans qui prenaient le titre prétentieux de *Guenullu*, hommes de cœur, venaient s'enrôler sous les drapeaux. Les villages mêmes du Bosphore, voisins de Buyukdéré, en fournissaient, et ces gens accompagnés de bandes de voyous et précédés de drapeaux et de tambours passaient bruyamment devant la porte de l'ambassade en s'arrêtant parfois pour pousser des vociférations menaçantes. La situation n'avait rien d'agréable, ni même de rassurant. Les habitans chrétiens de Buyukdéré étaient saisis de peur; on colportait continuellement des bruits de prochains massacres; il était presque dangereux de se risquer dans la partie turque du village de Buyukdéré, appelé Sary-Yary; on y recevait des insultes, et même des coups de pierre. Un soir de juin que nous revenions d'une promenade à cheval avec le général et Mme Ignatieff, il s'en fallut de peu que nous n'eussions des histoires fort désagréables. Un autre soir, durant mon intérim, la panique était si grande parmi les habitans de Buyukdéré que plusieurs d'entre eux vinrent tout effarés me demander de leur donner refuge à l'ambassade pour la nuit. Je les calmai de mon mieux en promettant de faire prendre des mesures mili-

taires par nos marins et je fis en effet armer des embarcations qui devaient faire le guet le long du quai et en fermer l'issue qui mène au quartier turc, dès que le moindre soupçon de désordre s'y manifesterait. Il n'arriva rien. Mais l'inquiétude subsistait toujours. Elle était du reste suffisamment justifiée par certains incidens, qui s'étaient produits aux environs de Constantinople. Parmi les volontaires accourus pour s'enrôler, il y avait une troupe de Zéibek, la plus cruelle et la plus sauvage des peuplades turques qui habite la Caramanie. Leur campement se trouvait près de la chaussée qui conduit de Péra à Buyukdéré et à Thérapia, et plus d'un voyageur et surtout voyageuse, ont eu à s'en plaindre. Une certaine Mme Giuliani, avec sa fille, ont été parmi les victimes, et la fille en a fait une maladie.

Ce qui rendait notre situation, à nous autres Russes, encore plus difficile, c'est que l'action des principautés slaves contre la Turquie provoqua une démonstration anti-slave de la part des Grecs. La question bulgare avait tellement excité les passions que des Grecs venaient s'engager comme volontaires pour aller avec les Musulmans combattre des Orthodoxes...

La guerre turco-serbo-monténégrine était au fond la principale question politique que j'avais à traiter durant mon intérim de l'été 1876. Toutes les autres en dérivaient jusqu'à un certain point. La protection officieuse des sujets monténégrins et serbes nous était plus ou moins dévolue, et quoique la Porte envisageât les deux principautés comme vassales du Sultan, on y admettait, non sans réticence, notre intervention en leur faveur et à l'égard de leurs sujets. D'ailleurs, il n'en resta pas beaucoup à Constantinople. Les Monténégrins qui étaient les plus nombreux, dès qu'ils entendirent parler de guerre, s'empressèrent de quitter les places et les travaux où ils étaient employés et de courir à la défense de la patrie. Les paquebots du Lloyd étaient, pendant quelque temps, encombrés de ces voyageurs peu commodes, il faut l'avouer, de sorte que le public habituel avait fini par renoncer à s'en servir. Les employés de l'Administration étaient impuissans à modifier cet état de choses. La plupart des capitaines du Lloyd et des hommes de l'équipage étaient slaves, voisins du Monténégro; ils mettaient une bonne volonté particulière à faciliter à leurs frères de race

le retour dans leur patrie, surtout pour un but aussi populaire, à cette époque, qu'une guerre contre la Turquie. D'autre part les Monténégrins aussi n'étaient pas gens à se gêner pour prendre de force ce qu'on leur eût refusé de gré. Un paquebot du Lloyd, à bord duquel étaient embarqués quelques centaines de ces gaillards, étant sur le point de quitter le port, notre capitaine du port russe, M. Yougovitch, Dalmate d'origine, qui se trouvait par hasard à bord, demanda aux Monténégrins ce qu'ils feraient dans le cas où des navires de guerre turcs ou anglais, que l'on disait envoyés aux Dardanelles pour empêcher le départ de ces renforts des ennemis, viendraient à arrêter et à attaquer le paquebot? « Eh! nous les prendrons, » fut la simple réponse des Monténégrins, qui ne doutaient de rien.

Un autre incident, relatif au départ des Monténégrins, me fut raconté à cette époque par le grand vizir, Mehmed Ruchdi pacha. Il avait depuis des années à son service un jardinier monténégrin, dont il était très content. Cet homme est venu les larmes aux yeux, le prier de le laisser partir. « Est-ce que tu n'es pas bien chez moi? lui demanda le pacha. — Au contraire, je suis très heureux, je voudrais toujours rester chez vous; mais il y a la guerre et je dois aller dans mon pays, répondit l'homme. — Mais tu peux rester ici, personne ne te fera du mal. — Je le sais bien, mais je dois aller combattre l'ennemi. — As-tu donc à te plaindre des Turcs, les hais-tu tant, que de vouloir aller les tuer? — Oh! non, certes, mais c'est mon devoir! Laissez-moi aller, pacha; mais, puisque vous êtes si bon pour moi, permettez-moi, quand la guerre sera finie, si je reste en vie, de revenir chez vous, et gardez-moi ma place! » — « J'ai dû le laisser partir, ajoutait Mehmed Ruchdi; nous nous quittâmes les larmes aux yeux, je lui ai donné de l'argent pour le voyage, et certainement, s'il reparaît, je le reprendrai. »

Les débuts de la guerre serbo-turque semblaient devoir être favorables à la jeune principauté slave, et les premiers succès du général Tchernaieff, ne manquèrent pas d'exciter l'ardent enthousiasme du jeune personnel de l'ambassade, électrisé par les explications techniques de notre attaché militaire, le colonel Zélenoy. Les nouvelles qu'il rapportait sur les événemens de la guerre différaient bien de celles que publiaient les journaux turcs et la presse étrangère, mais il les tirait des journaux

russes, des télégrammes officiels qu'y envoyait le colonel Komaroff. A chaque nouvelle victoire, prétendûment remportée par les troupes serbes ou les volontaires russes, notre jeunesse se livrait à de bruyantes manifestations de joie. C'étaient des déjeuners au champagne avec toasts et speechs auxquels j'ai dû finir par mettre un terme, car on commençait à en jaser. Mais il y avait des conséquences plus graves qui provenaient de ces fausses nouvelles auxquelles ajoutait pleine foi Zélenoy. « Eyoub pacha va être pris comme dans une souricière, disait-il lorsque la marche de l'armée turque, dans la vallée de la Morava, était déjà un fait avéré. Pourvu que l'Europe n'intervienne pas et n'oblige pas les Serbes à conclure un armistice... » Or, les négociations d'armistice venaient justement d'être entamées. J'avais l'ordre, dès le début, de tâcher de profiter de la première occasion pour faire cesser les hostilités. Les autres représentans devaient agir dans le même sens et des réunions avaient lieu chez le doyen, ambassadeur d'Angleterre, où cette question était continuellement agitée. D'autre part, notre sympathie pour la cause serbe était si manifeste que j'aurais manqué à mes devoirs si j'avais prêté la main à une décision qui aurait pu les priver d'une victoire, les arrêter au moment favorable. Nous protégions ouvertement la cause serbe à cette époque. Nos volontaires, notre argent, notre Croix-Rouge, tout y affluait; moi-même je transmettais en chiffres, par la voie de la Russie à Belgrade, les nouvelles importantes que je pouvais me procurer sur les mouvemens et les forces de l'armée turque qui opérait contre la Serbie. Ainsi, lorsque vinrent les premières propositions d'arrêter les hostilités, je cherchai sous différens prétextes à empêcher l'intervention des Puissances et à laisser la guerre suivre son cours. Mon opposition, dont je rendais exactement compte au Ministère, irritait profondément Elliot, et nos conférences, tenues dans la rotonde attenante au cabinet de l'ambassadeur, à Thérapia, se résumaient presque en un duel entre lui et moi. Nous étions assis aux deux bouts du divan circulaire qui meuble la rotonde. J'avais à côté de moi le baron de Werther, ambassadeur d'Allemagne, qui me soutenait toujours chaleureusement et me prêtait souvent en dehors des séances l'appui de sa calme expérience. A côté d'Elliot était généralement assis le comte Zichy, ambassadeur d'Autriche, dont le gouvernement ne désirait

guère ni le succès de l'armée serbe, ni une extension de la Principauté. Celle-ci se présentait dès cette époque, aux yeux de ceux qui s'occupaient des affaires d'Orient, comme devant jouer dans les Balkans un grand rôle dont le pressentiment ne plaisait pas également à tout le monde.

Les facilités que le Cabinet de Vienne accordait aux Bosniaques et l'espèce d'intérêt qu'il portait à l'insurrection avaient d'ailleurs pour motif non pas des sympathies pour ces populations, ni le désir de les voir libérées et annexées, comme elles l'eussent désiré, à la Serbie et au Monténégro, mais bien le dessein de préparer pour soi-même des motifs et des droits, afin de pouvoir un jour en prendre possession. La théorie des Hinterlander pour la Dalmatie a été mise en avant dès les années 1871 et 1872, par Beust, je crois. Quoi qu'il en soit, le comte Zichy et le comte Corti, ministre d'Italie, tenaient plutôt le côté de l'ambassadeur d'Angleterre. Le baron de Bourgoing se rangeait plutôt à mon avis et était assis à côté du baron Werther, entre lui et Corti. La question de l'armistice, à plusieurs reprises posée, fut chaque fois écartée à la suite de mon opposition, fondée sur les assurances du colonel Zélenoy, jusqu'à ce qu'un jour il devînt évident que les Serbes étaient vaincus, qu'Eyoub pacha était triomphant et que Belgrade même était menacé. De Pétersbourg, ou plutôt de Livadia où se trouvait le prince Gortchakof avec sa chancellerie auprès de l'Empereur, et où l'on approuvait chaudement mon attitude, je reçus subitement l'ordre d'insister, sur la demande même et très pressante des Serbes, pour que les opérations de l'armée turque fussent arrêtées, afin que l'on pût s'occuper des conditions du rétablissement de la paix. Ma position était embarrassante. Elliot ne manqua pas de me signaler les contradictions qui caractérisaient ma conduite : je me défendis de mon mieux en prenant la chose de haut et en parlant au nom des grands principes d'humanité qui exigeaient que l'on mît fin à une effusion de sang qui menaçait de dégénérer en extermination. Je demandais, à mon tour, à Elliot pourquoi lui, qui prêchait la nécessité de faire cesser la guerre, se refusait maintenant à faire une démarche dans ce sens lorsque nous-mêmes, qui y étions opposés, nous étions ralliés à sa manière de voir.[1] La démarche collective fut décidée, mais les Turcs voyaient parfaitement que tous n'y allaient pas sincèrement et ils compre-

naient d'ailleurs combien l'arrêt des opérations militaires pouvait leur être désavantageux dans un pareil moment; ils hésitaient donc à se plier à nos demandes et Ahmed Eyoub pacha avançait toujours, jusqu'à ce que, à son arrivée à Constantinople, le général Ignatieff eût exigé la suspension des hostilités par son fameux ultimatum d'octobre. Il me semble cependant qu'un armistice provisoire avait été accordé avant cela et que même des négociations avaient eu lieu; mais, comme elles n'ont pas abouti, les hostilités avaient été reprises.

Avant que ma gestion prît fin, un événement intérieur d'importance primordiale se produisit en Turquie, et occupa pendant quelques semaines mon activité et l'opinion publique de l'Europe : c'était la destitution, le détrônement de Mourad et la proclamation comme sultan d'Abdul Hamid. Il était évident, dès les débuts du règne de Mourad, qu'il ne pourrait pas rester sur le trône et qu'un nouveau changement de sultan serait inévitable. Les ministres qui gouvernaient en son nom l'Empire étaient préoccupés de cette éventualité et voulaient avant tout faire ce changement sans secousse et ensuite s'assurer qu'ils garderaient le pouvoir et mèneraient à bonne fin leurs projets : c'est-à-dire une modification du régime dans un sens constitutionnel. Pour le premier point, la difficulté était que, à ce qu'on prétendait, Mourad n'était pas absolument fou : il fallait donc prendre toutes les précautions pour n'être pas accusés de séquestration et ne pas donner prétexte, au nom du Sultan illégalement éloigné du trône, à un mouvement réactionnaire. Pour cela, et après bien des hésitations, les ministres firent venir de Vienne le fameux aliéniste de Döbling, le docteur Leidesdorff. Il donna son avis, qui, paraît-il, concluait à l'incurabilité absolue de Mourad. Quant au régime futur, il y a tout lieu de supposer que des pourparlers ont eu lieu avec Abdul Hamid, qui était le successeur légitime de son frère, et qu'on lui a fait prendre l'engagement de mettre à exécution les réformes projetées par Midhat et ses collègues, car, dès son avènement au trône, il a fait préparer et ensuite proclamer la Constitution. Elle a même fonctionné pendant un hiver et n'a jamais été abrogée, mais il n'en a plus été question.

Des bruits plus persistans d'un changement imminent de règne ont commencé à circuler dès la fin de juillet. En août,

on savait que ce n'était qu'une question de jours, et, le 19/31, l'événement eut lieu, avec un calme et un ordre parfaits : il était soigneusement préparé de longue main et aucune opposition sérieuse n'était possible. J'eus, pour ma part, les premiers indices du changement qui se préparait pendant une visite que je faisais avec notre premier drogman, M. Onou, au grand vizir, dans son *ïaly* (1) de Bébek. Nous arrivâmes bien avant midi, et le domestique nous pria d'attendre dans la grande salle qui fait le milieu des habitations turques, nous disant que le pacha avait une visite. Comme il n'y avait pas de kavass qui indiquât une visite diplomatique, et qu'il n'était pas d'usage de faire attendre des diplomates pour des visiteurs indigènes, à moins que ce ne fussent des ministres, M. Onou demanda qui était chez le grand vizir. « Un scheikh, » lui répondit-on. Nous vîmes, en effet, au bout d'une vingtaine de minutes, sortir, d'un des petits salons qui entourent la grande salle, un petit vieillard en costume de derviche, que Mehmed Ruchdi pacha reconduisait jusqu'à l'escalier avec des marques de grande vénération. Comme il s'excusait de nous avoir fait attendre, M. Onou lui demanda qui était ce personnage si important. « Un scheikh, que je connais d'ancienne date, » répondit le pacha. Et il changea immédiatement de conversation. « Il y a là quelque chose qui se mitonne, » me dit M. Onou, lorsque nous sortîmes, « cela doit se rapporter au changement du règne. » Son flair ne l'avait pas trompé. Mehmed Ruchdi lui avoua plus tard que c'était justement pendant cette matinée que les détails relatifs au détrônement de Mourad, le côté légal, la question du *fetva*, tout cela avait été réglé avec le concours de ce scheikh, qui servait d'intermédiaire entre le ministère et Abdul Hamid.

Prévenu que le changement était imminent, je me suis empressé d'en aviser Pétersbourg et de solliciter des ordres pour que, lorsque l'événement aurait lieu, je ne me trouvasse pas pris au dépourvu : je devais aussitôt entrer en rapports avec le régime nouveau, que, d'ailleurs, nous avions intérêt à nous empresser de reconnaître, par opposition au gouvernement de Mourad, qui avait été installé malgré et même contre nous. Je fus donc autorisé à reconnaître sans retard Abdul Hamid, dès qu'il aurait été proclamé, et c'est ce que nous fîmes les premiers,

(1) « Ialy, » maison de campagne

nos bâtimens de guerre en station dans le Bosphore ayant reçu à l'avance l'ordre de s'associer aux fêtes qui auraient lieu pour l'intronisation d'Abdul Hamid. Ce dernier l'a su et m'a tout récemment encore rappelé avec reconnaissance que la Russie avait été la première à le reconnaître, vu que son avènement avait été légal, tandis qu'elle a la dernière reconnu Mourad, issu d'un mouvement révolutionnaire.

Peu de jours après la proclamation du nouveau sultan eut lieu la cérémonie de son couronnement ou *sabrement*, comme on l'a communément appelé. Le corps diplomatique fut convié à y assister dans une tente dressée avec buffet, sur la route qui fait le tour des murs, non loin de la Porte d'Andrinople. Le cortège devait, de la mosquée d'Eyoub, passer par là pour entrer par une des portes à Stamboul et se rendre au Vieux Sérail. La suite du Sultan était grande et brillante. On avait tâché d'imiter, un peu comme au théâtre, les anciens costumes des différentes charges, dignités et troupes turques. Le détachement des ulémas était ce qu'il y avait de plus beau. Tout cela était à cheval, accompagné d'une nombreuse suite de piétons. En passant devant la tente du corps diplomatique, le Sultan envoya un de ses aides de camp généraux transmettre au doyen ses complimens et l'expression de sa reconnaissance pour notre présence. Sir Henry Elliot répondit par les formules d'usage. Il y avait beaucoup de monde, beaucoup de curieux. La Corne d'Or était remplie de caïques, de bateaux de toute espèce; c'est à peine si notre mouche pouvait avancer. D'aucuns prédisaient même des désordres, voire des massacres. Tout se passa tranquillement, mais il n'y avait pas l'enthousiasme qui avait salué, trois mois auparavant, le premier selamlik de Mourad!

NELIDOW.

JOUETS FRANÇAIS

CONTRE

JOUETS ALLEMANDS

Chaque année, le premier lundi de mars, se tenait à Leipsig une foire célèbre, vieille de plusieurs siècles et depuis quinze ans rajeunie par une vogue nouvelle. La ville se pavoisait de drapeaux-réclames pendus à toutes les fenêtres, et les hommes-sandwich, en mascarades processionnelles, déambulaient le long des trottoirs.

Pour loger les 4 000 exposans et les 400 000 acheteurs venus s'approvisionner de tous les points du globe, les indigènes déménageaient; ils offraient aux étrangers, qui leur appartement, qui leur boutique; tel petit marchand payait son loyer de l'année, en sous-louant pour huit jours son magasin vidé de ses articles ordinaires, qu'il avait relégués dans la cave ou au grenier. Et comme les 800 baraques qui formaient une ville de bois au milieu de la ville de pierre étaient devenues insuffisantes, on avait construit de vastes immeubles, munis d'ascenseurs, et, tout récemment, un véritable palais avec installations spéciales, qui ne servait qu'une semaine par an, mais où les affaires se brassaient par millions.

A ces assises internationales du jouet et de la bimbeloterie les bazardiers et les commissionnaires faisaient leur choix; ils donnaient en une journée des ordres pour les dix mois suivans, sur le vu des échantillons qui avaient su leur plaire. L'an dernier,

les affaires, dit-on, avaient été moins faciles ; bien des fabricans, talonnés par l'angoisse des gros stocks, arrêtaient les acheteurs notables, les prenant par le bras pour les faire entrer chez eux :

— « Est-ce trop cher? » — « Est-ce le genre qui ne vous plaît pas ? » Quant aux industriels français, éloignés de cette foire par les bas prix de leurs concurrens germaniques, ils déclaraient que nous n'avions pas de débouchés, les cliens d'exportation, étant disaient-ils, imbus de l'idée que la France n'était qu'un pis-aller pour les articles qu'on ne voyait pas à Leipsig.

Aujourd'hui que l'Allemagne, mise à peu près en vase clos, a cessé son exportation annuelle de 7 milliards et demi de francs d'objets fabriqués à travers le monde, la France, à qui elle en vendait pour 560 millions, — un peu plus du tiers de ce que l'univers entier nous fournissait, — se demande s'il ne lui serait pas possible de manufacturer chez elle une partie de ces objets; si même elle ne pourrait pas aborder au dehors les marchés qui sont devenus inaccessibles à son ennemie.

I

A cette question, l'industrie du jouet nous fournira réponse : bien que secondaire par son chiffre, elle est très capable par sa nature, par la variété des matières qu'elle met en œuvre, de servir d'exemple; et puisqu'elle a beaucoup fait parler d'elle depuis quelque temps, puisqu'il s'est constitué, sous l'impulsion de patriotes hardis et intelligens, une *Ligue du jouet français*, nous apprendrons en interrogeant les soldats de plomb, en scrutant les dessous des poupées ou en démontant la mécanique des chemins de fer à ressorts, comment, du point de vue le plus général, l'Allemagne avait su prendre l'avantage en de multiples domaines où rien ne paraissait devoir lui conférer un monopole, et comment à notre tour, par l'emploi de ses procédés de travail, nous pourrons lutter avantageusement avec elle.

Ce qu'elle a fait pour le jouet, elle l'a fait pour vingt industries diverses, pour la bimbeloterie, les articles dits « de Paris, » la bonneterie, les produits chimiques et pharmaceutiques, les teintures, les appareils électriques, la poterie et la verrerie com-

mune, la bijouterie d'imitation, etc. Le record des maisons séquestrées est actuellement battu par les magasins austro-allemands de bijouterie en faux. Rien ne désignait plus spécialement l'Allemagne à réussir dans ces divers domaines. L'abondance du charbon et le bas prix de la main-d'œuvre favorisaient son essor, mais les barrières douanières semblaient s'y opposer et elle avait su passer outre.

Il n'y avait aucune raison de principe pour que nous importions de chez elle les neuf dixièmes des crayons que nous consommons; si bien que, depuis la guerre, la pénurie de crayons les a fait monter en France de 9 à 26 francs la grosse. Il n'y avait aucune raison pour que tous les plumiers de bois verni, dont la vente annuelle se chiffre par 600000 francs, vinssent d'Allemagne jusqu'à ces dernières années. Et, en effet, il a suffi qu'une seule maison à Saint-Claude (Jura) entreprît cette fabrication pour que nous cessions d'être tributaires de nos voisins, sauf pour le plumier de bois d'*olivier*, dont la matière pourtant leur vient de chez nous.

Rien ne prouve que nous ne serions pas capables de fabriquer comme eux, pour les bazars, des chaussettes à 4 sous, des canifs à 2 sous, des marteaux à un sou et, pour l'usage des peuplades africaines, des ciseaux à *un centime la paire*, — 1 fr. 50 les douze douzaines. — Il fut un temps, pas très éloigné, où les gants de coton allemands s'étaient emparés du marché français, malgré la douane, de 900 francs les 100 kilos, correspondant à un droit d'entrée de 0 fr. 40 centimes par paire. Hier encore, avec ou sans approbation de l' « ami Luther » et du « bon vieux Dieu allemand, » toutes nos vierges *de porcelaine* et généralement les objets de « sainteté » de nos pèlerinages, comme aussi les souvenirs ou bibelots divers *en porcelaine* de nos stations thermales, étaient de fabrication germanique.

En ce qui concerne le jouet, la mainmise de l'Allemagne sur cette industrie est récente : de 6000 quintaux en 1895, de 8000 il y a quinze ans, ses envois en France étaient montés à près de 20000 quintaux en 1912. Ils avaient, il est vrai, baissé en 1913 à 15400, correspondant à une valeur approximative de 8 millions et demi de francs. Comme la vente des jouets *au public* monte annuellement en France à une quarantaine de millions de francs, sur lesquels le bénéfice du détaillant est d'environ 33 p. 100, la somme encaissée par les fabricans ou

marchands en gros est donc de 26 ou 27 millions, dont les jouets allemands représentent à peu près le tiers.

Ainsi se dissipe l'erreur où sont tombés plusieurs de nos confrères en imprimant que « l'immense majorité des jouets français étaient *made in Germany.* » Quoique l'Allemagne nous expédiât un tiers de nos jouets,— de tous les autres pays ensemble nous venaient 2 400 quintaux dont les raquettes et balles de tennis anglaises formaient une bonne part, — la France était parmi ses moindres cliens; les manufucturiers allemands confectionnaient dix fois plus de jouets que les nôtres, c'est-à-dire pour 180 ou 200 millions de francs par an, dont la plus grande partie était exportée aux États-Unis, en Angleterre et dans les colonies britanniques ; l'Australie, à elle seule, leur en achetait autant que la France.

L'industrie des jeux et jouets comprend des branches multiples dont les plus puériles ne sont pas toujours celles qui s'adressent au jeune âge. « Les jeux des enfans ne sont pas jeux, disait Montaigne, et les faut juger en eux comme leurs plus sérieuses actions. » La cervelle d'un gamin qui mène ses soldats de bois à l'assaut d'un fort de carton, ou celle d'une fillette qui gronde sa poupée coupable de gourmandise, travaille plus sérieusement sans doute que la cervelle d'un adulte qui s'absorbe dans la réussite d'une patience ou se livre tout entier aux émotions du domino.

Non que je veuille témoigner peu d'estime pour ce jeu éminemment national, puisque toujours nos fabricans de l'Oise ont su interdire aux dominos étrangers l'accès du territoire français. Suivant la dimension, la matière, le travail plus ou moins soigné, il existe 180 sortes de dominos, depuis ceux de nacre à 70 francs la boîte jusqu'à ceux de bois blanc à 1 fr. 75 la douzaine de boîtes, en gros, soit moins de 0 fr. 15 le jeu. Ils se fabriquent comme les dés, les jetons, les échecs et toute la tabletterie d'os, dans une région dont Méru-sur-Oise est le marché central et qui, depuis le commencement du XVIIe siècle, a traversé les révolutions en gardant sa prospérité et ses secrets transmis d'âge en âge parmi 3 ou 4 000 ouvriers.

Le fait est unique peut-être ; toutes les catégories du jouet ont été plus ou moins concurrencées par les bas prix d'outre-Rhin et, comme il faut des années pour fonder une industrie florissante, tandis qu'il suffit d'une courte période

d'inaction, d'une erreur ou d'un oubli, pour qu'une industrie solide soit mise en échec, un moment envahies par l'Allemagne, la poupée comme la locomotive française n'ont gardé ou ne reconquerront leur place qu'après de rudes efforts.

Celles de nos lectrices qui jouaient à la poupée en 1873 virent à cette époque un véritable « bébé, » à figure infantile, remplacer dans leurs bras la « petite fille » ou la jeune « dame, » habillée comme leur maman, qu'elles avaient bercée jusqu'alors. M. Jumeau, l'auteur de cette révolution pacifique, perfectionna son bébé, de carton moulé à tête de porcelaine, en le dotant d'abord de membres en bois évidé, puis d'articulations et de rotules par juxtaposition de pièces tournées, enfin de mains dites *incassables*, grâce à une composition de silicate de potasse mélangée de colle et de sciure de bois. Carrier-Belleuse avait sculpté pour lui un modèle de tête artistique, et l'Exposition de 1889 venait de le sacrer sans rival pour la qualité..., mais non pour les prix. En effet, le bébé Jumeau était cher et, dès 1890, la concurrence se fit sentir, à l'étranger d'abord ; l'exportation française aux États-Unis tomba de moitié en quelques années, tandis que les Allemands surent esquiver l'élévation des tarifs Mac-Kinley, de 35 pour 100 *ad valorem*, par l'établissement d'articles meilleur marché. Ils atténuèrent de même les droits français de 1892, établis désormais au poids à raison de 60 francs les 100 kilos, en créant des poupées plus légères.

La France gardait le monopole des bébés de luxe, dont il se vend peu ; mais dans les foyers populaires, les bébés allemands chassaient les nôtres, lorsqu'en 1899 les principaux fabricans de Paris fusionnèrent en un trust, sous le nom de *Société française des Bébés et Jouets*. Le rapport du commissaire-appréciateur constatait que *les frais absorbaient à peu près les bénéfices de tous les apporteurs, sauf un seul ;* tandis que le groupement et la suppression des loyers, patentes, voyages et dépenses diverses qui les grevaient individuellement leur donneraient une force nouvelle. Habilement dirigée, la Société française des Bébés a su doubler depuis quinze ans le chiffre de ses affaires, qui touche aujourd'hui 5 millions ; elle occupe 2 000 ouvrières et distribue à ses actionnaires un dividende de 8 à 9 pour 100. Malgré les progrès réalisés dans ses usines par l'industrie des poupées, elle était encore sur plusieurs

chapitres dépendante de l'Allemagne, d'où elle importait, en 1913, pour un million de matières premières ou de marchandises.

Pour conserver ou affranchir le marché français, il ne sert de rien à un fabricant, quelque puissant soit-il, de décider qu'il n'importera rien d'Allemagne ; s'il n'arrive pas à établir des produits qu'il puisse vendre à Paris au même prix que les Allemands, les commerçans les plus patriotes seront contraints de lui retirer leur clientèle, sous peine de ne pouvoir eux-mêmes écouler sa marchandise ; — ce qui les amènerait à voir la hideuse faillite prendre plus ou moins possession de leurs comptoirs. Toutes les industries étant solidaires les unes des autres, dans un pays où tous les fabricans sont universellement tendus vers la réalisation du bon marché, *chaque branche se trouve aider inconsciemment toutes les autres* en lui procurant à meilleur prix les matières dont elle a besoin ; de sorte que les industriels ainsi organisés se voient, globalement, en meilleure posture pour exporter tous au dehors. De ces élémens dont se compose un bébé articulé : porcelaine pour la tête, carton pour le corps et les pieds, bois pour les membres, pâte pour les mains, certains sont notablement meilleur marché en Allemagne, et, par exemple, le carton-cuir y coûte 20 francs les 100 kilos contre 27 francs chez nous.

La Société française des Bébés, qui en emploie 125000 kilos, appliquait, il y a dix ans, ces feuilles de papier encollées dans des moules de fonte. Une ouvrière faisait ainsi 24 corps de bébés à l'heure ; une machine en fait aujourd'hui 400. Ils sortent sculptés dans tous leurs détails et imitant exactement la nature, mais assez rigides pour que le poids d'un homme ne les écrase pas Cet appareil, d'origine bavaroise, a été si bien transformé par l'usine de Montreuil pour estamper et emboutir dans deux sens différens, d'un seul coup de balancier, qu'au mois d'août dernier, lorsque les armées germaniques menaçaient d'envahir la capitale, on avait pris la précaution de le démonter pour que le modèle n'en fût pas divulgué et dérobé par l'ennemi.

Les membres en bois, auxquels peuvent seuls prétendre les bébés d'un certain prix composés de onze pièces, viennent de l'Ain et de la Nièvre. Les bébés en pâte n'y ont pas droit. Ils

ont des bras et des jambes faits au moule d'un mélange de pommes de terre, de riz, de bois pulvérisés et autres substances savamment dosées et boulangées dans des malaxeurs. Cette machinerie puissante semble destinée à tout autre fin qu'à l'enfantement de minces rouleaux qui, portés tout humides sous les presses, en sortent par vingt membres à la fois, évidés au dedans et modelés au dehors. Ils n'ont plus qu'à passer à l'étuve pour le séchage. L'effectif de 5 millions et demi de sujets par an, — soldats ou bébés, — qui sortent de l'usine de Montempoivre, n'est imposant que par son chiffre. Cette foule est de petite valeur.

Quelque grand que soit le nombre des « pâtes incassables, » les unes en caoutchouc ou celluloïd ininflammable, les autres en matières minérales et poudre de papier, dont la plupart, à l'usage, s'écaillent et gondolent, aucune ne saurait remplacer pour les têtes le biscuit de porcelaine. Au four de deux mètres de la maison Jumeau, la Société des Bébés a, depuis quinze ans, substitué deux fours de six mètres chacun, où s'empilent dans les *gazettes* de terre 30 000 têtes à la fois. Elle est en train de construire un troisième four. Comme toute porcelaine, celle-ci se compose de kaolin, élément onctueux et infusible qui permet le façonnage en donnant la plasticité ; de *feldspath*, fusible à haute température, qui donne la transparence à la pâte comme l'huile à du papier ; et de quartz ou sable siliceux, qui n'est ni plastique ni fusible, mais permet de varier la composition et la rend solide. Avec trop de feldspath les pièces se déforment à la cuisson et tombent, tandis qu'elles ont une teinte jaunâtre avec trop de kaolin.

A ces substances fondamentales chaque fabricant, suivant la nature de l'objet à produire, en mèle d'autres qui constituent son secret. Lorsque la porcelaine est, non pas moulée en croûte, mais coulée à l'état liquide, comme c'est ici le cas, on ajoute toujours du silicate de soude, procédé dû à un savant tchèque qui évite le retrait, empêche l'adhérence au moule et permet de mettre moins d'eau dans la bouillie blanche qui va prendre un corps. Le coulage des porcelaines est, comme on sait, fondé sur la propriété que possèdent les moules en plâtre sec de boire l'eau d'une « barbotine » dont la partie solide se fige d'elle-même en épousant la forme des parois. On vide ensuite l'excédent de cette crème de porcelaine.

Une ouvrière peut couler 1 200 à 1 500 têtes par jour et, quoique cette pâte soit plus chère que celle des assiettes, estimée 12 centimes le kilo à Limoges, il semblerait que, sous le rapport de la matière, nous ne dussions pas craindre les rivaux. Cependant les Allemands sont plus favorisés que nous, ou du moins les fabricans travaillant en Allemagne, car l'un des plus achalandés, à Sonneberg, appartient à une famille française dont le chef, vers 1830, était allé s'établir en Saxe-Meiningen. Ils ont, dit-on, cet avantage que leur kaolin cuit à 200 degrés de moins que le nôtre ; d'où économie *très considérable*, car il en est de la dépense de combustible dans les fours, comme dans les chaudières de navires où, pour augmenter la vitesse de quelques kilomètres, il faut doubler la force des machines.

Les très hautes températures, au-dessus d'un certain degré, exigent une consommation de charbon tout à fait disproportionnée avec le supplément de chaleur à obtenir. Avec la composition de sa pâte la Société des Bébés arrive à cuire à 1 200 degrés pendant vingt heures. Serait-ce la cherté seule de la houille en France qui grèverait plus lourdement les frais généraux ? C'est aussi sans doute le taux supérieur des salaires. Peu importe de payer 1 000 francs à un artiste en renom le modèle qui parfois, du reste, plaira moins à la clientèle enfantine qu'une tête sculptée par un simple praticien ; car ici ce sont les fillettes elles-mêmes qui jugent, on en réunit un groupe devant les types projetés et leur appréciation est souveraine.

Mais cette tête de bébé, avant comme après sa cuisson, passera par les mains d'une douzaine d'ouvrières préposées au débarbouillage et à l'enlèvement des bavures, à l'ouverture des bouches et des yeux, à l'évidage derrière les paupières, où la porcelaine ne doit pas avoir plus d'un millimètre d'épaisseur ; travail difficile pour que la poupée ne louche pas. Puis la pose des dents, sculptées et émaillées pour la tête fine, placées aux plus communes cinq par cinq ; les bonnes ouvrières habillent 1 200 mâchoires par jour, à raison de 25 centimes le cent. En Allemagne, on procède par masse, deux fois plus vite, en découpant une bande de dents moulées sans trop s'inquiéter si elles sont posées de travers. Au sortir du four vient la peinture couleur chair, le fardage à sec à la poudre rouge sur les joues, le maquillage des lèvres et de l'intérieur des narines avec un

trait d'incarnat, celui des sourcils et des cils d'un coup de pinceau noir.

II

Il y a cinquante ans, on faisait les yeux en porcelaine émaillée, il y a vingt-cinq ans en verre plein. Aujourd'hui, « communs » ou « fins, » ils sont l'objet d'une fabrication spéciale : dans une obscurité profonde les ouvrières assises côte à côte, chacune devant le chalumeau qu'elle active ou apaise à volonté, présentent à la flamme bleue du gaz le bout d'un tube de verre opale qu'elles allongent en le chauffant au rouge; elles soufflent aussitôt par l'autre bout dans le tube et obtiennent une boule ronde, la cornée de l'œil, dans laquelle, avec une tige de verre de couleur portée également à l'état de pâte, elles appliquent la prunelle bleue ou noire.

Un coup de ciseaux, le globe qui se détache du tube et tombe dans la corbeille est l'*œil commun*, celui des poupées pauvres, qui comporte bien toutes les nuances, mais garde dans le regard une impassible immobilité. Celui de la poupée riche est mobile parce qu'elle possède des *yeux fins*, dotés de ces petites fibrilles qui sont comme l'âme des yeux vivans.

> Il existe un bleu dont je meurs
> Parce qu'il est dans les prunelles,

disait Sully Prudhomme. Ces petites fibrilles de l'œil qui donnent la vie à la couleur se créent en faisant couler, sur une baguette de cristal *transparent*, huit raies de verre blanc *opaque*. Leur alternance, dans la pâte une fois tournée, étirée et déposée sur la pupille, lui communique l'éclat, que l'on augmente en la recouvrant d'une légère épaisseur de cristal.

Dans cet atelier de Montreuil, où trois ouvrières faisaient il y a quinze ans, quelques dizaines de paires d'yeux par jour; il s'en fait aujourd'hui 14 000 par semaine, des yeux fins pour la plupart. Car il en est des yeux de verre comme des têtes de porcelaine commune : l'Allemagne vendait à Paris 4 fr. 80, douane et port compris, le mille de paires d'yeux de 3 à 5 millimètres que la France ne pouvait établir à moins de 7 francs. Des essais faits chez nous pour les fabriquer à la mécanique

n'ont pas encore donné de résultat. A Laucha, en Thuringe, où ce travail s'exécute en famille, les enfans viennent au monde avec un chalumeau dans la main; ils apportent, dès leur plus jeune âge, un appoint à la production. Quant aux femmes dont la journée était encore, il y a peu d'années, de 1 mark 50, sur lequel elles devaient payer le gaz et la matière première, c'est à peine si leur gain net ressortait à 95 centimes.

Avant de coller ces yeux à l'intérieur d'une tête, il faut les *apparier*, pour les avoir semblables, et les choisir, parce que sur un million de têtes il n'y en a pas deux qui se ressemblent exactement; elles se déforment au feu et il suffit d'un centième de millimètre pour que les yeux paraissent bigles ou hagards, tournés en dedans ou en dehors. Ceux des bébés dormeurs étaient naguère munis d'un mécanisme compliqué et délicat; les Allemands inventèrent la petite monture, adoptée partout depuis, qui, par le déclanchement d'un contrepoids de plomb dans deux alvéoles de plâtre, fait basculer l'œil automatiquement. Chez les poupées, au lieu d'une paupière qui s'abaisse, c'est l'œil qui tourne et semble se fermer en faisant apparaître un secteur de l'orbe de verre, peint en rose chair.

Au lieu d'un crâne, qui ne lui servirait à rien, le bébé sera coiffé d'une calotte de nansouk sur laquelle on collera sa chevelure. En Allemagne, les perruques s'achètent toutes faites; en France, la Société des Bébés fabrique elle-même les siennes : les plus chères, en petit nombre, proviennent de cheveux chinois achetés à Marseille où ils sont amincis et décolorés; la qualité moyenne est en poil de chèvre — mohair ou thibet — préparé pour cet usage; les plus modestes sont en laine ordinaire. L'usine consomme de ces trois sortes 22 000 kilos par an.

De l'atelier de cardage, où l'ouvrière pèse soigneusement les 15 grammes par tête à laquelle chaque poupée a droit, les cheveux passent à la mise en tresse, puis à la coiffure; le travail est payé aux pièces, aussi faut-il voir avec quelle rapidité les peignes démêlent, les ciseaux taillent et le marteau cloue les frisons de ces « demoiselles. » Pour les « garçons, » une machine insuffle le mohair en brins de 1 ou 2 millimètres sur leurs têtes, enduites au préalable d'une colle importée d'Allemagne, dont les analyses n'ont pas jusqu'ici révélé le secret; avec ce poil, brossé ensuite ou mieux soulevé à l'air comprimé par une autre machine qui le dresse, le bébé mâle

est l'image fidèle de Champignol après son passage à la tondeuse militaire.

La poupée qui entre nue dans la vie... commerciale est dès lors prête pour la vente, après inspection de la manucure ou pédicure, qui répare d'un coup de pinceau les défauts trop apparens de ses extrémités. J'ai omis de dire en effet qu'avant d'être munies d'une perruque, les têtes, à l'atelier de montage où les membres se rassemblent comme au Jugement dernier, avaient été réunies à un buste, à des bras et à des jambes assortis, par un crochet intérieur en fil de fer attaché à des caoutchoucs.

Le costume entre à peu près pour moitié dans le prix des poupées; il occupe un monde d'ouvrières. Des maisons de cordonnerie ne travaillent que pour elles et leur fournissent bottes et guêtres en peau, souliers en satin de toutes nuances. Grande est ici l'inégalité des conditions, depuis la petite personne de 80 francs ou davantage, habillée avec les soldes de riches layettes, possédant un équipage et un mobilier, jusqu'au bébé-bois à cheveux peints couvert d'une chemise en toile à cataplasmes. Il existe 200 chemisières à la Société des Bébés et elles font des chemises depuis 8 ou 10 francs, en surah ou fine batiste jusqu'à *deux centimes* la pièce. Ces dernières, découpées à la scie à ruban, sont pourtant garnies de dentelle, mais de la plus humble à *un centime* le mètre. Quant aux souliers en papier chagriné bleu ou rose, bordés de nansouk cousu à la main et ornés de boucles en métal nickelé, ils n'auraient pas été d'un bon usage cet hiver dans les tranchées de l'Argonne, mais leur prix n'est que d'un centime et demi la paire.

Ces questions de centimes sont des questions de vie ou de mort. La grande majorité des poupées ne peuvent pas dépenser beaucoup pour leur toilette; elles sont étroitement limitées par la concurrence internationale, chaque jour plus âpre : depuis seize ans, le prix moyen d'un bébé a baissé de moitié. Au détail, la vente importante commence à 95 centimes, mais les deux types auxquels se rapportent les grosses quantités sont ceux de 1 fr. 45 et de 2 fr. 95. Or l'article de 1 fr. 45 est payé 1 franc par le marchand de gros, qui trouvait à ce prix une demoiselle de 20 centimètres de haut, à tête de porcelaine, aux yeux dormans, articulée des pieds, des genoux, des mains et

des coudes, ayant des bas, des souliers, des dessous soignés, avec capote et jaquette de velours noir. C'était la *mignonnette* germanique; elle variait, suivant les tailles, de 5 à 20 francs la douzaine et se vendait par millions. Une seule maison en importait 150 000 douzaines par an.

Nulle Française jusqu'ici n'avait pu *lui tenir tête* et, quoique l'extrême bon marché des tissus y fût pour beaucoup, — le nansouk allemand coûte 20 pour 100 de moins que le nôtre, même par quantités de 200 000 mètres, — c'était bien en effet *par sa tête* de porcelaine (à 1 fr. 50 la douzaine, franco Paris) que cette mignonnette était redoutable et que les commissionnaires de Fürth et de Nuremberg triomphaient. Chacun, dans l'industrie du jouet, reprochait à ses confrères d'en acheter, mais personne ne pouvait s'abstenir d'en vendre..., et il semble bien que l'entreprise de cette céramique ait paru jusqu'ici assez ingrate, puisque certains fabricans qui l'avaient tentée ont cessé ce genre, où ils ne gagnaient pas leur vie, pour passer à la bougie d'automobile, et que les nombreux porcelainiers de Limoges, auxquels on s'est adressé, ne manifestent pas une grande hâte à sortir de leur apathie routinière. — Tous les services de table pour poupées viennent aussi d'Allemagne. — Espérons que la Société des Bébés, appuyée sur une expérience spéciale et disposant de ressources étendues, profitera de la guerre actuelle pour doter notre marché d'une mignonnette française.

III

A côté d'elle les fabricans de jouets ont vu, non sans surprise, renaître à l'automne dernier la poupée-dame coquettement attifée. Sous l'impulsion de quelques femmes du monde, soucieuses de procurer de l'ouvrage à de « petites mains » inoccupées et de mettre elles-mêmes leurs loisirs au service du pays, des corps souples et légers, rembourrés de coton, recouverts de peau ou d'étoffe, armaturés d'un fil de fer, ont été surmontés de figures de pâtes, aux yeux artistiquement peints, dont les maquettes avaient été modelées par des sculpteurs de talent qui, en temps de paix, cultivent le grand art.

Au lieu d'un type immuable, ceux-ci ont créé des frimousses

alertes ou ingénues, des mines altières ou narquoises, des faces naïves ou mutines, et l'on a pu ainsi accorder les costumes aux physionomies. Avec des coupons, des déchets de magasin, un bout de soie, une chute de mousseline, chiffons riches ou modestes, suivant le cas, mais toujours sincères, nos habilleuses parisiennes ont composé des petites femmes très personnelles, des marquises ou des grisettes, des paysannes ou des pêcheuses, toutes joliment tournées et donnant toutes l'impression de la vie. Les grands magasins, les bazars, ont fait le meilleur accueil à ces créations de la « Ligue du jouet français » qui ont été se faire admirer à Londres au mois de mars, et ont poussé depuis jusqu'à San Francisco où elles représenteront à merveille la grâce et le goût de notre pays. A l'uniformité désolante du machinisme teutonique nous pouvons opposer ici les doigts inventifs de nos ouvrières et les trouvailles de nos ateliers familiaux.

A ces derniers surtout fait appel la Ligue du jouet français, qui n'a présentement d'autre boutique qu'un salon dans l'hôtel privé de l'initiatrice de cette œuvre, où les commissionnaires français et étrangers viennent faire leurs achats. Le fonds de roulement était également inexistant au début; il consistait simplement en quelques billets de mille francs qu'une dame belle et bonne avait su économiser sur la pension de toilette qui lui est allouée par son mari. Et c'est une double leçon que cette entreprise mondaine, où l'argent travaille et ne s'aumône pas, offre au monde des affaires; elle prouve une fois de plus, et que le capital n'est pas nécessaire pour réussir et que le succès appartient à l'effort intelligent de ceux qui savent qu'il y a toujours du nouveau sous le soleil..., à la condition de ne pas ramasser ce qui est vieux.

C'est aussi ce qu'avait voulu M. Lépine, l'ancien préfet de police, lorsqu il fonda, il y a une quinzaine d'années, l'« Association des petits fabricans et inventeurs français. » Le premier concours destiné à mettre en communication avec le grand public la foule des inventeurs en chambre qui, avec des moyens de fortune, établissent un jouet et ne l'exploitent pas, eut lieu en 1901. Les entrées étaient gratuites et, détail ignoré jusqu'ici que m'a révélé le président actuel de cette association, tous les frais furent supportés personnellement par M. Lépine qui déboursa ainsi 18000 francs. Il fit de même l'année suivante,

mais le déficit à sa charge ne fut cette fois que de 1 800 francs. L'Association végéta jusqu'en 1906, en équilibrant difficilement son budget qui se soldait à cette époque par 200 francs de dettes. Depuis lors, elle avait graduellement prospéré et possédait, à la fin de 1913, 100 000 francs de réserves.

Son caractère a, dans l'intervalle, quelque peu varié : sur ses 2 000 membres, qui appartiennent à toutes les classes sociales, 350 s'occupent de l'article de Paris et 150 seulement du jouet; les autres appliquent leur génie inventif à des instrumens de toute sorte; plusieurs ont connu la célébrité, tel Fernand Forest, qui avait créé un moteur d'automobile. Parmi les jouets mécaniques que l'on voit dans la rue entre les mains des camelots, il n'y a guère chaque année que six ou sept modèles sensationnels; encore ne sont-ce pas toujours ceux-là qui ont le plus grand succès. Le « canon qui tue le Boche dans la tranchée » semble trop cher à 65 centimes, tandis que le petit « soldat français jonglant avec la tête de Guillaume, » à 10 centimes, est le dernier mot de la vogue. Il ira peut-être à 2 millions d'exemplaires, avec de légères variantes : en Angleterre, au lieu d'un Français, c'est un soldat anglais et, pour les Indes, un soldat hindou qui se livre au même exercice. Le mouvement ingénieux, communiqué à un bout de bois ou de carton par un caoutchouc enroulé sur du fil de fer, peut valoir à son auteur une petite fortune, à la condition d'exploiter lui-même son idée.

IV

Ce fut le cas de l'inventeur du *cri-cri* en 1876, qui gagna ainsi 50 000 francs. Ch. Rossignol, simple ouvrier mécanicien établi à son compte vers la fin de l'Empire dans le quartier du Combat, avait imaginé des amorces en papier, des sifflets et autres menus objets destinés aux baraques du nouvel an, lorsque le succès sans précédent de son cri-cri, qu'il avait eu soin de faire breveter et que les camelots débitèrent par centaines de mille, lui fournit les capitaux nécessaires à la création d'une industrie dont Nuremberg avait eu longtemps le monopole.

Aux petits bibelots de fer pour les bazars à prix fixes depuis cinq centimes la pièce, il adjoignit les soldats et animaux en

fer-blanc, les seaux et arrosoirs, les chemins de fer mécaniques, voitures, tramways, bateaux, pompes, toupies, fourneaux, etc. L'usine grandit d'année en année, brassant d'énormes affaires et suffisant à peine aux commandes; mais, lorsque le fondateur mourut, dix fois millionnaire, en souvenir des camelots qui, par la vente du cri-cri sur la voie publique, avaient été les premiers artisans de sa fortune, il ordonna par testament qu'ils seraient toujours servis chez lui, pendant la période des étrennes, de préférence à tous les gros acheteurs.

Et si cette maison, la première aujourd'hui par son importance bien qu'elle ait été fondée presque sans argent, ne suffisait pas à démontrer combien est secondaire le chiffre de la mise initiale, l'histoire du jouet en métal depuis le début du xxe siècle nous fournirait un autre exemple aussi édifiant : celui d'une affaire au capital de 3 millions avec quatre usines qui, après avoir marché peu d'années, arrivée à deux doigts d'un désastre, passait la main avec 80 pour 100 de perte. Encore le nouvel acquéreur, — société française poussée à conclure par le désir d'écarter un concurrent allemand qui guettait cette proie, — n'eut-il pas lieu tout d'abord de se féliciter de son marché, puisque au bout du premier exercice son bénéfice net n'atteignait pas l'intérêt à 5 pour 100 des sommes engagées.

La matière du jouet en métal, c'est le fer-blanc, auprès de qui les autres substances employées : aluminium, cuivre, plomb antimonieux, vernis et couleurs, sont de peu d'importance. Ce fer-blanc, généralement importé d'Angleterre, y coûte 27 francs les 100 kilos, plus 13 francs de douane. En Allemagne, le droit d'entrée n'est que de 4 francs et, pour les jouets exportés, il est remboursé à la sortie; tandis qu'en France, où ce drawback n'existe pas, les fabricans supportent de ce chef, vis-à-vis des Allemands, une surcharge de 13 francs par quintal sur le marché international. Or, telle grande usine, comme celle du « Jouet de Paris, » transforme annuellement 800 quintaux de ces minces feuilles étamées que les ouvriers en chambre d'autrefois se procuraient en recueillant les vieilles boîtes de conserves, aplaties et dépouillées de leurs soudures et de leurs matières grasses par un passage au four.

Ces économies laborieuses sur la matière semblent vaines et un peu naïves aujourd'hui, dans une industrie dont la réduction des frais de main-d'œuvre est la préoccupation dominante. Pour

fabriquer cette variété d'objets de ménage ou de jardinage, que nous appelons « jouets, » parce qu'ils sont petits et destinés à des petits, mais qui exigent presque la même manutention que des objets de grandeur naturelle ; de même, pour toute cette métallurgie en miniature d'autobus ou de bateaux, il faut se souvenir que les prix se comptent ici par centimes, les marchandises par milliers de douzaines et que le même article comporte de très nombreux modèles : au « Jouet de Paris, » 40 types pour les jeux de course ou les seaux, 79 pour les fourneaux, etc.

Resserré par les bornes étroites de la concurrence, l'industriel doit étudier ses prix de revient, pour une locomotive, son tender et deux wagons qui se vendront ensemble quatre sous, avec une minutie égale à celle des ateliers d'où sortent les véritables wagons et les locomotives de 100 000 kilos. Seulement, comme le détail des chiffres afférent à *chaque unité* devrait se formuler ici en fractions infinitésimales du système métrique, les prix de revient sont établis à la grosse de douze douzaines. Chaque type de locomotive a son tableau où des colonnes distinctes font ressortir, pour la matière et pour la façon : le corps, le fond, la cheminée, la cabine, le coupe-vent, le crochet, le mouvement d'horlogerie, etc. Et ce mouvement d'horlogerie, dont le prix *global* est seul porté sur cette page, est *à son tour décomposé* sur une fiche spéciale, où figure séparément chacun de ses détails *au nombre de vingt*, tels que : pignon, goupille, ressort, montage, etc.

Pour faire ces menus bibelots dont chacun tient si peu de place, il faut une place énorme, à cause de leur accumulation qui, dans cette industrie saisonnière, va grossissant pendant des mois pour s'écouler en quelques semaines. On n'imagine pas, en voyant le petit jouet dans les mains de l'enfant, qu'il ait fallu pour le produire un outillage si lourd, si complexe et si coûteux : la matrice d'un « torpilleur de haute mer » de 35 centimètres de long pèse 250 à 300 kilos ; celle de l'Arc de Triomphe, de dimension analogue, pèse 400 kilos ; un personnel spécial crée les outils nécessaires à la réalisation économique de chaque modèle et met sur pied les machines, poinçons, moutons, calibreuses, découpoirs, conçus en vue d'une certaine sorte de travail à effectuer. Le moindre objet demande 2 000 ou 3 000 francs d'outillage.

La première opération consiste à imprimer sur les feuilles

de fer-blanc le dessin colorié des jouets qu'elles vont devenir. Sur ces images plates, calculées pour la perspective des reliefs futurs, le profane ne discerne pas grand'chose; le véhicule lui semble absurde et le cuirassier grotesque. Cependant, l'étude du « flan, » l'exacte mise en plan des formes bombées, avec la prévision de leurs rondeurs et de leurs développemens sous les machines, demande quinze jours de travail à un ouvrier exercé. Il convient aussi de ne perdre du fer-blanc que le moins possible, de réduire les déchets au strict minimum. A cette fin, si le bataillon de chasseurs alpins laisse sur sa feuille un coin inoccupé, on y ménagera une boîte à lait, un canon de campagne ou une gare de voyageurs « petit modèle. »

L'apparente incohérence de ces groupemens ne tarde pas à disparaître dès le premier débit de la feuille en bandes longitudinales; chacune de ces bandes est ensuite découpée exactement suivant le squelette de l'objet qui va prendre corps : si c'est un rail de chemin de fer, il passera d'abord au banc à étirer, où se font des tubes de toute filière, puis au cintrage, — les « voyages » ici étant toujours circulaires, — il est enfin serti sur la traverse. Si c'est un soldat estampé, il est repoussé par le mandrin dans la matrice dont il épouse la forme; il ne reste plus qu'à rassembler ses deux moitiés, droite et gauche, et à lui souder les pieds sur une petite bande de prairie. Si c'est une roue, elle est ajourée et percée, ensuite emboutie et garnie d'un moyeu microscopique; au tramway commun, il suffit d'un ou deux calibrages, de l'agrafage, du rivage, un coup de mouton ouvre les fenêtres, après quoi le véhicule est bon pour le service; mais l'automobile de choix, aux portes cintrées, exige une confection autrement compliquée : il n'y entre pas moins de quarante pièces différentes.

Les locomotives doivent être étudiées pour proportionner leur poids à la force des ressorts moteurs; trop légères, elles sauteraient hors des rails; trop lourdes, elles ne démarreraient pas et, comme la maison garantit la marche régulière de ses appareils, une équipe d'ouvriers essayeurs ne fait pas autre chose du matin au soir et d'un bout de l'année à l'autre que de faire tourner philosophiquement des chemins de fer en rond, avant qu'ils ne soient mis en boîte.

La variété de ces chemins de fer est grande, depuis ceux de quelques sous qu'un implacable « chef de train » aux mollets

roses remorque à la ficelle, sans souci des wagons renversés les roues en l'air, jusqu'aux chemins de fer « à crémaillères, » « avec montagne » ou « avec pont, » et jusqu'aux chemins de fer électriques « type des grands express » à « locomotives géantes » de 30 centimètres. Nous sommes toutefois jusqu'ici demeurés, sous le rapport des jouets en fer et particulièrement des jouets de prix, mécaniques et scientifiques, largement tributaires de l'Allemagne. C'est là pour elle presque un monopole.

Non qu'il y ait chez nos ennemis quelque aptitude de race qui nous manque : le propriétaire d'une usine de Nuremberg, qui faisait avant la guerre plusieurs millions d'affaires par an dans la fabrication des cinémas, lanternes magiques, sous-marins, jouets à vapeur ou électriques, est un ingénieur français, parti pour apprendre la langue en Allemagne à vingt-trois ans, au sortir de l'École Centrale et fixé ensuite par ses intérêts dans ce pays. Ce qui ne l'a pas empêché de venir, à cinquante ans, combattre avec ses deux fils dans les rangs de l'armée française, tandis que son usine était séquestrée par le gouvernement allemand. Ce n'est donc pas une question de nationalité qui nous empêche d'entreprendre cette branche d'industrie, c'est plutôt une absence d'audace et de volonté.

Nous pourrions faire en France la plus grande partie des jouets importés du dehors ; seul, l'article d'un bon marché invraisemblable nous échappe : on vendait, il y a vingt ans, en Saxe-Meiningen des jouets en bois tels que soldats, animaux, bergeries, moyennant 3 francs la grosse de boîtes, c'est-à-dire *à peu près 2 centimes par boîte*. Avec le port, la douane, le bénéfice du commissionnaire et autres frais, le prix *sextuplait à Paris*, mais défiait encore toute concurrence. Quoique les salaires aient augmenté depuis, c'est encore, dans les campagnes avoisinant Sonneberg, à des prix de famine que les familles de huit et dix enfans confectionnent, en bois blanc, des poupées à 30 centimes la douzaine et tous les animaux de la création ; besogne fort spécialisée, une patte de mouton passe par trois mains différentes.

Sur le poêle, le pot à colle voisine avec le pot à lait dans lequel infusent quelques grains de café. Chaque samedi, la mère, portant sur le dos une hotte pleine du travail de la semaine, se rend à la gare la plus proche. Avant de monter dans son wagon

de quatrième classe, elle avale quelques gorgées de lait coupé d'eau chaude et parfumé d'un soupçon de café, à même la bouteille que le tenancier du buffet doit fournir *gratis* aux voyageurs trop pauvres pour se payer de la bière. La grande affaire, pour cette population industrielle, est d'ordre purement agricole : c'est de savoir si l'année sera bonne pour les pommes de terre, afin d'avoir de quoi manger à sa faim.

V

Mais pour la plupart des autres articles, dont l'Allemagne s'est fait un monopole, rien n'explique pourquoi nous le lui avons laissé prendre : c'est de chez elle que viennent exclusivement les accordéons, les harmonicas, dont le débit est immense dans le monde entier et que nos fabricans prétendent ne pouvoir établir, même à prix double, aussi justes comme sons. Il n'est pas moins curieux que personne, dans notre république, ne consente à faire les soufflets pour animaux bêlans, ni d'ailleurs les musiques ou le simple cri intérieur des jouets rembourrés, ours, singes, bébés ou clowns. Depuis que la frontière est fermée, ces animaux en peluche ont cessé de crier; mais leur silence, en temps normal, les rendrait incapables de supporter la concurrence, quoiqu'ils soient mieux faits en France qu'à l'étranger.

La maison alsacienne, qui fabriquait jadis à Strasbourg les théâtres d'enfans et autres jeux de même sorte s'était, après la guerre de 1870, transportée à Lunéville où elle trouvait dans les droits de douane une protection efficace. Grâce à elle, arlequins et polichinelles, ces vieux émigrés d'Italie, nous restaient fidèles, et c'étaient toujours des guignols bien français qui continuaient à rosser le commissaire. Attentifs à supprimer nos usines autant qu'ils le peuvent, les Germains ont détruit celle-ci au cours de la présente guerre, et 500 ou 600 moules en bronze, qu'il faudra des années pour refaire, ont été anéantis. A Senlis, la plus forte manufacture de jouets en peaux a subi le même sort, tandis que le pavillon d'habitation, situé à peu de distance, était respecté.

Mais, si l'on veut se rendre compte à quel point est fausse l'affirmation, *trop souvent entendue parmi nous*, que l'Allemand

ne redoute comme producteur aucun rival, il faut descendre dans le détail, et l'on verra, *bien au contraire*, que la plupart de ceux qui ont vraiment lutté contre lui avec les procédés modernes l'ont battu. Je parlais tout à l'heure de notre infériorité sous le rapport des instrumens de musique; il en est un pourtant, le clairon courbé naguère importé de Bohème, que nous avions reconquis. Pour les trompettes d'enfant que nous achetions en Allemagne, l'un de nos industriels, depuis 1912, s'est emparé complètement du marché national et a même réussi à exporter en Angleterre, en offrant un modèle de prix un peu plus élevé, mais plus solide et mieux conditionné.

Les modestes jeux de patience que nous fabriquions suivant de vieilles méthodes, avec des gravures d'Épinal assez grossières, se virent tout à coup délaissés pour la collection magnifique des chromos allemands qui arrivaient en masse à très bon marché; dans les jeux et cartonnages que l'on trouvait il y a vingt ans chez le détailliant, il n'y avait souvent que la boîte qui ne vînt pas de Furth. Depuis lors, nos compatriotes se sont ressaisis, quelques-uns se sont groupés en syndicat comme « les Jeux et Jouets français, » réunion de huit anciennes maisons, et ont peu à peu évincé leurs concurrens étrangers en offrant pour quelques sous des puzzles perfectionnés obtenus à l'emporte-pièce.

Le soldat de plomb, lui aussi, venait souvent d'Allemagne sous un uniforme français. A vrai dire, sa vente était tombée à peu de chose au cours de la période antimilitariste qui coïncida avec le ministère Combes, André, Pelletan; de même que celle des fusils d'enfans qui ne dépassait pas, il y a douze ans, 150 000 francs par an environ, tandis qu'elle s'élevait à un million en 1913, au moment du vote de la loi de trois ans, avec le noble réveil de l'esprit patriotique. Les soldats de bois, de carton, de fer-blanc, reprirent leur place à tous les foyers : les plus modestes logèrent les fantassins de pâte à un sou ou ceux de métal plat en silhouette, à 80 centimes la grosse de douze douzaines; chez les riches, furent hébergés les cavaliers luxueux à 1 fr. 45 la pièce, montés sur des chevaux vernis et ombrés à l'aérographe, ou les troupiers en relief, équipés et habillés en peinture par quinze mains successives dont chacune fait sa couleur ou son détail particulier.

Le marché national a été largement approvisionné de 75

en réduction, de brownings à 5 francs la douzaine, et le canon à 2 sous de Ménilmontant a détrôné le canon allemand qui valait le double jusqu'à ces dernières années. Pour le soldat de plomb, malgré l'augmentation des effectifs, les maisons françaises et anglaises ne peuvent suffire à la demande ; bien des fabricans reculent devant les frais de confection des moules, malgré l'exemple de confrères plus hardis qui, *sans capitaux*, se sont lancés au début de la guerre dans cette spécialité et ont rapidement amorti leurs dépenses initiales.

Avouons-le, nos concitoyens ont moins envie de gagner que peur de perdre. La crainte du risque, la modération dans les désirs ou, si l'on veut, la prédominance de l'instinct de conservation sur le besoin de combativité, sont la caractéristique de l'industrie et du commerce français et le reproche global qu'ils méritent. Les tendances opposées, poussées jusqu'à l'excès, font au contraire la force de l'industrie allemande. Certes, depuis un demi-siècle, notre pays a compté de hardis capitaines de la production et de l'échange, solidement charpentés pour les batailles économiques. J'ai pris plaisir à conter leurs triomphes en des études sur le *Mécanisme de la vie moderne*, dont les lecteurs de la *Revue* n'ont peut-être pas perdu le souvenir. Pour transformer la vie matérielle, pour créer de nouveaux outils, de nouvelles substances et de nouveaux procédés qui permissent aux Français du XIXe siècle de se nourrir, de se loger, s'habiller, se mouvoir sur terre et sur l'eau, de s'éclairer, se chauffer, se soigner ou se divertir trois fois mieux, dix fois plus, que ne faisaient les générations antérieures, il s'est rencontré parmi nous un lot de citoyens précieux, artisans de notre bien-être et de notre richesse, dont l'énergique audace, chacun dans sa branche d'activité, n'a été dépassée nulle part.

Mais la masse de la nation, sitôt que la fortune publique eut augmenté, se préoccupa bien plus de maintenir son pécule ou de l'accroître doucement par l'économie, que de le multiplier par des spéculations forcément aventureuses. D'abord elle économisa les enfans : la hausse des salaires ayant précédé chez nous la baisse de la natalité, l'on peut voir entre les deux phénomènes un rapport de cause à effet. N'y eût-il eu que coïncidence, le prix croissant de la main-d'œuvre, qui est un bienfait pour le travailleur et dont il convient de se réjouir au point de vue social, est pour le pays, abstraitement considéré,

une cause d'infériorité, un supplément de charge au point de vue de la concurrence internationale.

Produire à très bon marché en payant très cher les producteurs, c'est-à-dire les ouvriers, c'est une prétention analogue, semble-t-il, à celle du parlementaire qui conseillait « de demander plus au budget et moins au contribuable. » C'est pourtant en quoi consiste toute l'évolution industrielle où le développement du machinisme a permis, en augmentant la productivité des bras humains, d'acheter le travail plus cher et de vendre ses produits meilleur marché. En vertu du même phénomène, la victoire, entre nations rivales, appartient à celle qui sait le mieux organiser son industrie pour profiter de ses avantages naturels ou suppléer à ce qui lui manque.

Qu'il s'agisse de jouets ou de n'importe quelle autre marchandise, il ne faut pas espérer satisfaire le vœu émis par un commerçant naïf, qui consisterait à *empêcher les Allemands de vendre bon marché*. Nous ne pouvons agir qu'à l'intérieur de nos frontières, par les douanes : le droit actuel, établi au poids, correspond *en moyenne* à 10 pour 100 *sur la valeur* des jouets ordinaires introduits du dehors. Cette taxe est inférieure à celle de la plupart des autres pays. Nous ne parlerons pas de l'Espagne, ni de la Russie, où les jouets paient suivant leur classe de 250 à 1 700, et même à 2 600 francs les 100 kilos; de sorte que la plus belle poupée russe paie 60 centimes pour entrer en France, tandis que la poupée française équivalente paie 20 francs pour entrer en Russie.

Mais, en Allemagne, le droit sur les poupées habillées, de 150 francs les 100 kilos, est deux fois et demie plus élevé que le nôtre. Il y a cinq ans, la Chambre des députés avait porté à 100 francs les 100 kilos le droit sur les jouets étrangers. Ce vote ne fut pas ratifié par le Sénat, qui maintint l'ancien tarif de 60 francs; crainte, dit-on, de voir les vins français surtaxés par représailles en Allemagne. C'était un singulier marchandage de la part d'une république démocratique comme la nôtre, puisque l'exportation des vins fins favorisait uniquement les propriétaires, tandis que la protection d'une industrie nationale intéressait surtout les ouvriers.

Un détail donnera d'ailleurs quelque idée de la façon dont le Parlement forme son opinion en ces matières et de la lecture assez distraite que font ses membres des documens qui leur

sont soumis. Le sénateur chargé en 1910 du rapport sur la revision des droits de douane prit le chiffre de 181 fr. 60, porté sur un mémoire comme ayant été perçu à l'entrée d'un stock de jouets, pour le droit général imposé *ad valorem* sur cet article, et il imprima bravement dans son rapport que les jouets payaient déjà à la douane française *une taxe de 181 pour 100*. Ce sur quoi le Sénat conclut que la Chambre avait eu tort et qu'il ne fallait point les taxer davantage !

Un des moyens employés par l'Allemagne pour développer son exploitation était les tarifs des chemins de fer : il en coûtait moins pour aller de la frontière allemande à Marseille que de Paris à Marseille; il n'en coûtait pas plus pour venir à Paris de Nuremberg, — 900 kilomètres, — que de Chalon-sur-Saône, — 400 kilomètres. De sorte que les industriels allemands, payant seulement 9 francs par 100 kilomètres, tandis que les Français en payaient 25 à l'intérieur, pouvaient offrir chez nous leurs marchandises avec un avantage marqué.

VI

Nos fabricans se plaignent aussi de manquer d'argent. Un Français, à Hambourg, demandait à un Allemand, gros exportateur dans les quatre parties du monde : « Comment parvenez-vous à vous faire payer de ces destinataires exotiques dont le crédit est douteux? » — « Ils nous payent avec l'argent que vous leur prêtez, » lui fut-il répondu. Il est bien vrai que nos concitoyens les moins cosmopolites sont capables de souscrire, par dizaines et centaines de millions de francs, non seulement à des emprunts de petits États médiocrement solvables, mais même à des valeurs émises par des Sociétés privées de banques, de mines, de ports, de chemins de fer et autres spéculations lointaines, dont le succès est toujours problématique; et que ces mêmes capitalistes, si aventureux quand il s'agit de l'étranger, se refuseraient à placer, fût-ce quelques milliers de francs, dans un commerce ou une industrie indigène dont le siège social est dans leur pays, peut-être à leur porte, et dont il leur serait facile de surveiller le fonctionnement.

Il est avéré que l'on peut toujours lever aisément sur le marché de Paris, — avec une publicité financière bien comprise,

— une douzaine de millions pour une affaire étrangère, même médiocre, et qu'il est bien difficile d'obtenir quelques centaines de mille francs pour une affaire française, même excellente. Souvent des maisons prospères qui veulent s'agrandir doivent renoncer à emprunter, parce qu'elles refusent de payer des commissions exorbitantes. Quant aux patrons embarrassés, à qui des intermédiaires sans scrupule procurent des fonds, moyennant un courtage de 30 pour 100, ils ne tardent pas à sombrer, et leur naufrage confirme le gros public dans son effroi pour les placemens industriels.

Plus ambitieux, l'Allemand, pour brasser beaucoup d'affaires avec peu d'argent, fit de son argent, mobilisé par un consentement général, le support d'un échafaudage gigantesque de crédit, c'est-à-dire de confiance réciproque, entre les industriels et les banquiers. Un fabricant de jouets, sans capitaux, obtenait-il 300 000 francs d'ordres à la foire de Leipzig, il allait trouver son banquier, qui, après avoir pris ses renseignemens sur les acheteurs, lui avançait immédiatement 25 pour 100 de la commande et lui payait plus tard le montant intégral de la marchandise, sur le vu du connaissement, lorsqu'elle était destinée aux pays d'outre-mer. Ces avances et ces paiemens ne coûtaient rien au banquier, mais au contraire le faisaient vivre, puisqu'ils s'effectuaient en papier, par réescomptes de traites, et surtout par *ventes d'acceptations*.

Ce dernier moyen de battre monnaie avec sa signature, que nos grands établissemens français regardent aujourd'hui comme indigne d'eux, quoiqu'ils l'aient pratiqué longtemps et avec fruit depuis leurs débuts jusque vers la fin du XIXe siècle, permit aux banquiers allemands de prêter au commerce l'argent qu'ils n'avaient pas eux-mêmes, mais dont ils se constituaient débiteurs. Ce papier de circulation, cette « cavalerie » d'effets croisés, renouvelés, constituait, si l'on veut, un portefeuille assez malsain, surtout en cas de crise, et transformait le banquier en commanditaire de ses clients, lorsque ceux-ci employaient les fonds à des aménagemens d'usines ou à des achats de matériel qui ne peuvent se liquider à quatre-vingt-dix jours. Quelque jugement que l'on porte sur le système, il servit à financer l'industrie d'outre-Rhin, parce que tout le monde fut d'accord pour en accepter les risques. Il aida les commerçans allemands à consentir sur les places lointaines ces crédits prolongés d'un

an et davantage, dont ils se servaient habilement pour battre en brèche le commerce anglais ou français.

Les fabricans de jouets, à qui l'obligation d'accumuler des marchandises pendant de longs mois pour une vente saisonnière rendrait précieuse la faculté de louer de l'argent à des taux raisonnables, trouvent que notre organisation bancaire est défectueuse; ils se heurtent à des banques de dépôt hantées par l'effroi des immobilisations, qui épluchent le papier sans complaisance, et ils sollicitent de l'État la création d'une caisse spéciale de prêts au petit commerce et à la petite industrie, pour l'aider à concurrencer la fabrication étrangère.

Mais personne ne dit comment fonctionnera cette caisse, qui lui fournira des fonds et quel en sera le chiffre; assez élevé sans doute, puisque l'on ne pourrait favoriser exceptionnellement une seule branche de l'activité nationale et que toutes auraient un droit égal? Ce qui s'est fait spontanément chez nos voisins, d'accord avec l'opinion et les mœurs, pourrait-il réussir par voie de décret? Si le prêteur ne peut emprunter à son tour au public par émission de titres, ou aux autres banques par création d'effets, son capital s'épuisera bien vite, comme il est arrivé déjà à nombre d'institutions fondées sous d'illustres patronages.

Est-ce bien l'argent qui manque? N'est-ce pas plutôt le courage de le risquer? Nous avons des sociétés qui, avec des réserves importantes en valeurs, manquent des ventes parce que leurs usines sont trop étroites et qu'elles tardent à les agrandir. L'argent lui-même est-il d'ailleurs indispensable? Nous voyons des affaires qui ont réussi avec de médiocres ressources et qui plus tard, montées à gros capital, échouent.

Au contraire, parmi ceux qui ont fait depuis trente ans leur fortune dans le jouet ou la bimbeloterie, tel, fils d'un boucher de petite ville, a débuté comme voyageur à la commission; tel autre était en 1882 jeune avocat en province, lorsque la ruine de sa famille l'obligea à quitter le barreau pour une carrière plus immédiatement lucrative. Il vint à Paris et, après avoir frappé à diverses portes, eut l'idée de centraliser le commerce en gros des jouets à bon marché. Il commença par acheter au bazar de l'Hôtel-de-Ville, à titre d'échantillons, les objets à dix, quinze et vingt centimes, s'efforça de découvrir les adresses des fabricans, traita séparément avec chacun d'eux et, muni d'un

stock de ces modestes marchandises, ouvrit dans le quartier du Marais, en janvier 1885, une boutique d'un loyer annuel de 1 000 francs. Il avait pris soin d'envoyer une circulaire aux bazars de Paris et de province pour leur offrir ses services : en six mois, ses ventes s'élevèrent à 258 000 francs; l'année suivante, son chiffre monta au million. Au bout de la quatrième année, il faisait trois millions d'affaires ; il en fait neuf aujourd'hui, et son comptoir tient un des premiers rangs sur la place. Ce notable et laborieux créateur d'une grosse fortune se plaint à moi de ce que les Français d'une certaine classe s'écartent des affaires; il voit là une des causes de notre infériorité dans la lutte internationale et, comme je partage tout à fait son opinion, nous déplorons ensemble ce fâcheux état d'esprit; à la fin de notre conversation, il me dit avoir quatre fils..., mais il n'a pas pu en décider un seul à entrer dans le commerce.

Nous n'avons pas besoin d'écoles de fabrication du jouet, comme en a créé la Thuringe, parce que nous avons du goût et de l'invention à revendre. Le goût, nos ennemis eux-mêmes reconnaissent que Paris en a l'apanage; ils entretenaient dans l'atmosphère artistique de notre capitale des dessinateurs français, appointés à l'année pour créer et envoyer des modèles. L'invention, il suffit de voir les savans automates de M. Descamps, les bonshommes Martin, plus populaires parce qu'ils coûtent moins cher et tout le petit monde auquel nos fabricans du Concours Lépine donnent chaque année le mouvement et la mesure, — violoniste ambulant raclant son instrument, bicycliste en équilibre, torero agitant sa cape, pêcheur jetant sa ligne, lessiveuses ou scieurs de long au travail, — pour reconnaître que nous avons chez nous plus d'originaux que de copies.

Mais l'esprit mécanique de l'Allemand n'est point méprisable; il simplifie le modèle autant qu'il est possible pour l'amener à un prix de vente très bas, puis il en fabrique des myriades et remue ciel et terre pour les écouler. C'est le cercle très vieux et très connu : de la production intensive créant le bon marché qui crée à son tour le débit énorme. Quant aux bénéfices, on les réduit au minimum sur l'unité, afin de se rattraper sur le nombre. De quelque industrie, de quelque commerce allemand qu'il s'agisse, j'entends de ceux qui prospéraient avant la guerre, la formule était la même. Elle s'appli-

quait aussi du reste aux usines ou aux magasins français organisés à la moderne. Seulement, l'Allemagne avait généralisé le système, et c'était là tout le secret de sa force.

Elle passait pour fabriquer surtout de la « camelote, » parce qu'elle sacrifiait totalement la qualité dans sa recherche du bon marché à outrance *de certains articles*. Elle vendait aussi les bonnes marchandises à qui voulait les payer cher; mais la vérité est que, plus que les Anglais et plus que nous-mêmes, elle avait compris qu'il existe de par le monde une clientèle que seul le bas prix peut atteindre et entraîner. Elle s'est donc mise en mesure de conquérir cette clientèle dans les deux hémisphères en lui fournissant ce qui lui plaisait ; elle y a réussi.

Camelote ou non, ces marchandises populaires ont créé le gros chiffre d'affaires qui permet la *spécialisation* : vingt fabricans, qui se cantonnent chacun dans un petit nombre d'articles, travaillent mieux et gagnent plus que si chacun d'eux fabriquait l'universalité des objets qui sortent de leurs vingt manufactures. Les industries spécialisées puisent dans leur succès de quoi le multiplier encore : si les deux tiers des bateaux qui se construisent annuellement dans le monde sortent des chantiers britanniques, où ils coûtent de 25 à 50 pour 100 moins cher que partout ailleurs, c'est que l'on voit arriver à Palmer des *trains entiers* composés uniquement de *hublots* et d'autres de *bittes*, pièces d'amarrage, et ainsi de chaque détail à la confection duquel certaines usines sont exclusivement adonnées.

C'est parce que le jouet a pris une grande importance en Allemagne qu'il s'y est fondé des industries qui vivent sur une seule spécialité et font, par suite, pour améliorer leur outillage, des sacrifices que ne pourrait consentir un patron employant une extrême diversité d'appareils. Or, celui qui, avec 500 000 francs de nouveau matériel, amortissable en dix ans, économise 100 000 francs de salaires, gagne 50 000 francs par an de plus que son confrère qui n'a pas fait la même dépense.

Avec une vente mondiale, l'amortissement rapide de l'outillage ne grève que très légèrement la marchandise; tandis que l'industriel qui n'envisage que le marché français se paralyse d'avance en grossissant ses prix de revient d'un taux d'amortissement excessif. Le même calcul s'applique aux frais généraux,

dont le poids est allégé ou alourdi suivant que l'affaire est plus ou moins vaste.

Et c'est pourquoi la majoration de nos droits de douane serait un palliatif bien insuffisant, si l'on s'en voulait servir comme d'un abri paisible et sûr pour les industries et les commerces mal organisés. Celui du jouet a plusieurs branches privées de sève qu'il devra réformer et vivifier par des groupemens de patrons, par l'agencement d'installations perfectionnées, par l'adoption des méthodes audacieuses et de l'inlassable publicité qui ont réussi à nos rivaux d'outre-Rhin. Tandis qu'une maison française renonçait il y a quelques années au jouet scientifique, où elle excellait, pour la magnéto d'automobile qu'elle jugeait sans doute plus lucrative, le principal fabricant allemand de jouets à vapeur ou électriques ouvrait boutique à Paris et, pour entrer en relations avec les cliens français malgré les acheteurs de gros qui affectaient de l'ignorer, il envoyait aux élèves des lycées et collèges, à domicile, et à toute la jeunesse des deux sexes le catalogue illustré de ses articles, « que l'on trouvait partout, » disait-il, quoiqu'il sût bien qu'ils ne figurassent nulle part. Mais les magasins de nouveautés, à qui on les demandait journellement, furent tôt forcés de lui en acheter et il leur ménagea d'ailleurs d'amples remises.

Malgré les mille procédés qu'ils emploient pour recueillir des commandes, malgré leur docilité à se plier au goût du consommateur dans tous les désirs qu'il manifeste, leurs offres de laisser des marchandises « en consignation » chez qui refuse de les prendre ferme, leurs voyageurs tenaces et obséquieux qui connaissent la langue, les habitudes, et acceptent les modes de paiement, d'expédition et d'emballage de tous les pays, les Allemands ne réussissent pas toujours ; on cite chez eux des stocks d'appareils photographiques tellement formidables qu'ils n'arriveront peut-être jamais à les liquider.

Peu leur importe! Mais, en cas d'échec, la vente est assez large pour ne pas les constituer en perte ; ce qui est de première importance dans toute industrie où il faut « sortir » sans cesse des modèles nouveaux.

Nos fabricans connaissent à merveille le mécanisme de l'industrie allemande, il ne tient qu'à eux de l'imiter. Les conjonctures sont uniques pour entreprendre de se substituer à nos ennemis sur des marchés immenses, dont le blocus actuel leur

ferme l'accès. Mais nous devons nous hâter de profiter de ce blocus. *Nous ne devons pas nous attendre à ce que la victoire des Alliés fasse affluer d'elle-même* à nos comptoirs les ordres des anciens cliens de l'Allemagne. Quelque éclatant que soit notre triomphe, quelque inhumaine et monstrueuse qu'ait été durant la guerre la conduite de nos adversaires, l'Allemagne, humiliée, appauvrie, démembrée si l'on veut, obligée de payer une lourde rançon, n'en reviendra que plus âprement à la lutte économique. Comme le disait plaisamment un homme d'État anglais, lorsqu'elle sera contrainte d'être pacifique et de renoncer à ses rêves de domination, elle concentrera toutes ses facultés sur le terrain des affaires; ses salaires abaissés, son bien-être amoindri ne rendraient sa concurrence que plus redoutable, si nous nous reposions sur nos lauriers du soin de nous enrichir.

Ce que nous avons fait contre l'hégémonie militaire, nous pouvons le faire contre la suprématie industrielle à laquelle prétendent nos voisins; mais c'est à la condition de nous mobiliser à leur exemple. Aux anciennes armées de métier, ils ont opposé la puissance du nombre, et ils seront vaincus par le nombre, qui s'est uni pour leur faire la loi. A l'ancienne production réglée sur la qualité, ils ont substitué la quantité sans limite issue du bas prix. Puisque, ici, la marche du monde leur a donné raison, nous n'avons, pour leur tenir tête, qu'à leur opposer la « levée en masse » de nouvelles usines et le « service obligatoire » de notre crédit solide et de nos réserves d'écus.

GEORGES D'AVENEL.

LA LITTÉRATURE DE DEMAIN

ET LA

GUERRE EUROPÉENNE

Enfin! nous respirons. Il s'éloigne de nous, l'horrible cauchemar de l'invasion étrangère. Il s'éloigne lentement, mais il s'éloigne. La vaillance disciplinée, l'héroïsme tenace et continu, la merveilleuse endurance de nos soldats, la bravoure, la méthode, le sang-froid, les puissances d'intuition de nos généraux ont suppléé aux relatives insuffisances et aux lacunes de notre préparation militaire et ont eu raison de la plus formidable machine de guerre qu'ait connue l'histoire. Les Vandales, comme ils s'appellent volontiers eux-mêmes, quittent peu à peu notre sol où ils ont amoncelé les souillures et accumulé les ruines. Ils ne sont pas châtiés encore, ils le seront à leur heure, ou plutôt à la nôtre. En attendant, et sans cesser de penser à la chose uniquement nécessaire, on peut y penser d'un esprit plus libre et moins anxieux. Et ce n'est certes point cesser d'y penser que d'essayer de répondre à la question que voici : Cette guerre, qui va rénover tant de choses, ne renouvellera-t-elle point aussi notre littérature nationale? Et que sera, ou plutôt, — car, en pareille matière, les prévisions et les conjectures sont surtout des vœux et des espérances, — que devra être la littérature de demain?

I

Et d'abord, qu'elle soit assez différente de la littérature d'hier, c'est ce qui ne me paraît guère douteux. La littérature, même la

plus impersonnelle, — histoire ou critique, — est l'expression d'une âme individuelle, ou elle n'existe pas. Or, l'âme française, nous le constatons tous les jours, a été remuée jusque dans ses profondeurs par les tragiques événemens qui se déroulent depuis neuf mois. La guerre est venue comme un voleur; elle a surpris même ceux qui auraient pu, qui devaient s'y attendre, et ceux aussi, — nous en étions, — qui, ayant vu l'étranger, étaient convaincus dans leur for intime que la seule chose qui manquât à la France contemporaine pour reprendre son vrai rang dans le monde, était une guerre, et une guerre heureuse. Cette guerre, nous la redoutions, et, même heureuse, nous n'osions pas la souhaiter; et nous nous abstenions par principe de jamais exprimer publiquement nos pressentimens ou nos craintes, de peur de paraître, fût-ce d'un mot, pousser à un conflit que nous prévoyions devoir être effroyable... Et que dire des autres, de tous les illusionnés du pacifisme, de tous ceux qui, par nonchalance, oubli, naïveté ou ignorance, s'endormaient commodément sur le mol oreiller d'un rêve de paix perpétuelle! Ce fut pour beaucoup un terrible réveil, pour tous un sursaut formidable. La guerre! sur trente-neuf millions de Français, combien y en avait-il qui fussent capables de se représenter avec exactitude tout ce que ce mot exprime! Et, même parmi ceux qui avaient vu 70 ou les guerres coloniales, combien, des journées entières, n'ont pu s'habituer à l'idée d'une guerre européenne, ont eu quelque peine à la « réaliser! » Combien auraient pu s'appliquer ces lignes, qui sont datées du 10 août, et qui sont signées d'Émile Faguet!

Je ne pense pas à autre chose. Le matin, au réveil, il y a une demi-minute, peut-être, de « penser à rien. » Puis, brusquement, avec un je ne sais quoi qui pince le cœur : « Mais il y a la guerre! Mais on se bat! » Et voilà la pensée de toute la journée qui s'installe dans mon esprit pour n'en pas sortir, avec ce sentiment intime qu'il serait criminel de n'y pas penser, et qu'on aurait du remords de penser à autre chose.

En fait, pouvions-nous penser à autre chose? Il n'est pas un Français qui n'ait eu alors, je ne dis même pas le sentiment, mais la sensation presque physique, que ce qui allait se jouer dans cette partie décisive, ce n'était rien de moins que l'*existence* même de la patrie. Victorieuse, l'Allemagne, cela n'est pas douteux, eût, sous une forme ou sous une autre, annexé la France. A supposer même qu'il faille en rabattre des présomptueux des-

seins révélés par l'ineffable comte Bernstorf, — et ce n'est pas sûr! — nous n'aurions échappé ni à un démembrement, ni à une formidable indemnité de guerre, ni à un asservissement économique; nous aurions été mis cette fois dans l'impossibilité absolue, quelle que fût notre vitalité, de nous relever jamais. C'était donc bien la lutte pour la vie qui allait s'engager. Qu'on veuille songer que jamais encore, dans les temps modernes, pareille question ne s'était posée avec une aussi angoissante évidence. Ni en 1870, ni sous la Révolution et sous l'Empire, ni sous Louis XIV, ni pendant les guerres de religion, jamais l'enjeu n'avait été aussi grave; et pour trouver au cours de notre histoire une situation comparable, un danger aussi pressant, je crois bien qu'il faut remonter jusqu'à la guerre de Cent ans et jusqu'à Jeanne d'Arc. Voilà ce dont on a eu, jusque dans les plus humbles villages de France, l'obscur pressentiment et la brusque intuition. Paysans, ouvriers, commerçans, petits bourgeois, gens d'étude et de réflexion, il n'est personne, au moment de la déclaration de guerre, qui n'ait senti avec une force singulière qu'il allait combattre *pro aris et focis*. Et telle est, à n'en pas douter, la principale raison de l'élan prodigieusement unanime qui, d'un bout à l'autre du territoire, a soulevé l'opinion française et lui a fait accepter virilement, presque avec joie, les durs et sanglans sacrifices de la victoire. On avait escompté nos divisions intérieures, notre soi-disant anarchie chronique : à la grande surprise non seulement de nos ennemis, mais de nos amis mêmes, instantanément le bloc français s'est reformé. Le danger commun a créé une âme commune, une âme à bien des égards nouvelle. Mieux qu'en 1870, plus complètement qu'en 1792, tous les Français, sans distinction de parti, d'école ou d'église, ont communié dans la ferveur spontanée d'un de ces grands sentimens simples qui sont à l'origine de toutes les grandes actions collectives. Il y a dans la vie des peuples comme dans celle des individus des heures qui, par l'intensité d'émotion qu'elles dégagent, par l'ébranlement moral qu'elles provoquent, par les conséquences qu'elles entraînent valent bien des années de vie courante et moyenne. Nous venons de vivre une de ces heures-là : nul d'entre nous ne sera après ce qu'il était avant.

Et nul d'entre nous n'écrira, ne pourra écrire après comme il écrivait avant. Déjà, comme elles sont loin de nous, les pages

que nous écrivions encore dans la première quinzaine de juillet! Comme elles nous semblent vieillies, si nous nous avisons de les relire! Elles nous font l'effet d'être d'une main étrangère. Nous ne nous reconnaissons plus en elles. Trop d'événemens, et de trop importans, se sont écoulés depuis lors! Trop d'émotions diverses et profondes ont agité nos cœurs! Trop de morts se sont entassés sur les champs de bataille! On dirait qu'un monde est en train de s'abîmer dans le passé, dont nous sommes les témoins étonnés et les éphémères épaves. Quelques mois ont suffi pour nous vieillir d'un demi-siècle. On nous a littéralement changé notre âme. Comment, pour l'exprimer, n'aurions-nous pas désormais recours à des moyens d'expression un peu différens de ceux dont nous usions jusqu'ici?

Ce que seront ces moyens d'expression, c'est ce qu'il serait sans doute bien prématuré, et un peu téméraire, de vouloir trop nettement indiquer. Ce que l'on peut dire, ce me semble, d'une manière un peu générale, c'est que la littérature de demain, prose et poésie, aura vraisemblablement, dans la forme, quelque chose d'un peu plus simple, d'un peu plus direct, d'un peu plus viril, en un mot, que celle dont nous nous nourrissions jusqu'alors. Je ne veux assurément pas médire de nos prosateurs, ni de nos poètes, et je sais que la réforme que je souhaite et que j'espère est déjà représentée et commencée par d'excellens écrivains. Mais n'est-il pas vrai qu'il y a, même chez quelques-uns des plus beaux talens d'aujourd'hui ou d'hier, des raffinemens de style, des complications de facture, des subtilités d'exécution, des mièvreries ou des gentillesses qui, déjà, nous déconcertent quelquefois, et qui, en tout cas, font plus d'honneur à l'ingéniosité de l'artiste qu'à la sûreté de son goût. Il est probable que bientôt on se montrera un peu sévère pour ces recherches où l'on ne voudra voir que des ornemens de décadence; la préciosité paraîtra insupportable. Exprimer fortement, avec une brièveté un peu nue, les sentimens ou les idées dont on est plein, fuir les développemens verbeux, tout ce qui est rhétorique ou pure virtuosité de style, rechercher la simplicité des lignes, la netteté du tour, voilà quel sera probablement l'idéal littéraire de demain. A ces jeunes gens qui auront vécu si dangereusement pendant des mois entiers, qui auront connu l'action sous sa forme la plus mâle et la plus exaltante, il faudra une nourriture spirituelle appropriée à leurs besoins nouveaux. Ils auront peu

de loisirs pour s'attarder aux mystères de l' « écriture artiste, » pour déchiffrer les rébus que, sous prétexte d'originalité, nous offrent plus d'un des nouveaux venus dans les lettres; ils voudront sous l'écrivain trouver un homme, et un homme qui leur parle le langage robuste et clair, alerte et plein, dont ils se sont fait une heureuse habitude.

— En d'autres termes, dira-t-on, ils ne priseront que l'art classique, et ils réclameront un retour pur et simple aux qualités de forme qui caractérisent les œuvres d'un Corneille ou d'un Pascal, d'un Racine ou d'un Molière.

— Je ne pense pas qu'ils répudient toutes les acquisitions, tous les enrichissemens que l'art littéraire a dus aux diverses écoles qui se sont succédé chez nous depuis deux siècles : le romantisme, le naturalisme, le symbolisme même ne seront pas pour eux lettre morte ; ils continueront à lire et à goûter Chateaubriand et Victor Hugo, Taine et Leconte de Lisle, et même Verlaine. Mais ils auront, cela est bien certain, un vif sentiment de notre tradition littéraire; ils s'insurgeront contre tout ce qui risquera de l'altérer et de la compromettre; et ils n'admettront comme nouveautés légitimes que celles qui se concilieront pleinement avec elle.

II

Quelles seront d'autre part les sources d'inspiration auxquelles puiseront de préférence les écrivains qui, après la guerre, voudront solliciter nos suffrages?

Ce n'est assurément pas s'aventurer beaucoup que d'affirmer que le patriotisme sera l'une des principales. A plusieurs reprises depuis quarante-quatre ans, l'idée de patrie chez nous a traversé des crises qui, au fond, étaient beaucoup moins graves qu'elles ne nous le paraissaient, mais qui, néanmoins, ont été trop fécondes en gestes fâcheux et en propos désobligeans. « Je ne donnerais pas en échange de ces terres oubliées (l'Alsace et la Lorraine) ni le petit doigt de ma main droite... ni le petit doigt de ma main gauche... Il me paraît qu'elle a assez duré, la plaisanterie des deux petites sœurs esclaves, agenouillées dans leurs crêpes au pied d'un poteau frontière, pleurant comme des génisses au lieu d'aller traire leurs vaches... Nous ne sommes pas patriotes. » Je ne veux pas nommer celui qui, en

1891, écrivait ces lignes qu'il doit bien regretter aujourd'hui. Nous ne trouverons plus, nous pouvons en être assurés, pareilles boutades sous une plume française. Il a suffi de quelques chevauchées de uhlans sur la terre de France pour dissiper toutes ces nuées, pour réconcilier tous les Français dans le même culte pieux et grave de la même patrie. La patrie! nous ne savions pas combien nous l'aimions tous, il y a quelques mois. Aujourd'hui, toutes les lettres qui nous viennent du front en témoignent de reste, c'est, dans toutes les classes sociales, la même ferveur patriotique, à la fois réfléchie et tendre, et qui trouve parfois pour s'exprimer des formules singulièrement touchantes. Écoutez ce mot qui n'a pas été inventé : « Le jour de la mobilisation, le 1er août, vers cinq heures, dans un train bondé où les hommes se hâtaient de rentrer vers Paris, afin de rejoindre leur corps, l'un d'eux, après avoir regardé le paysage d'été, — un de ces paysages robustes et délicats tout ensemble de l'Ile-de-France, — conclut : « Ça vaut tout de même la peine de mourir pour un beau pays comme celui-là! » Et c'est *la Guerre sociale*, le journal de M. Hervé, qui cite ce mot avec admiration!

Quand un sentiment est si fort, si spontané et si unanime, quand il a été entretenu, éprouvé, mûri par les sacrifices librement consentis qu'il a inspirés, il ne meurt plus dans les âmes. Cette France qu'ils reconquièrent pouce par pouce sur l'envahisseur, et qu'ils arrosent de leur sang, comment nos soldats pourraient-ils ne plus l'aimer? Et à nous-mêmes, ne nous sera-t-elle pas plus chère de toutes les larmes qu'elle nous aura coûtées? Tous ensemble, nous n'admettrons plus qu'on raille ou qu'on discute même cette religion de la patrie que nous avons sentie si vivante en nous à l'heure décisive, et nous accueillerons avec joie les livres où elle sera glorifiée.

Nous lirons avec empressement aussi ceux où l'on nous prêchera l'action. Car nous n'aurons pas vécu en vain ces longues journées toutes pleines des gestes de guerre et qui auront fait sentir aux âmes les plus spéculatives le prix supérieur des vies que la pensée pure n'absorbe pas tout entière. Les temps sont finis du dilettantisme que, sous l'influence de nos désastres, on affectait chez nous il y a vingt ans. Nous avions si peu l'habitude d'être vaincus que notre défaite de 1870 faillit nous faire perdre le vieil esprit de notre race. Nous

étions jadis, et dans tous les ordres, entreprenans, énergiques, audacieux, et l'aventure même n'était point pour nous déplaire. Nous étions devenus timorés, passifs, presque démissionnaires, et partout nous nous laissions distancer et supplanter par nos orgueilleux rivaux, qui, eux, criaient bien haut leur fortune et notre déchéance. Nous avions l'air de leur donner raison. Ces parvenus insolens effarouchaient notre modestie native, et nous étions disposés à les trouver très forts, puisqu'ils nous avaient battus. Nous étions dégoûtés de l'action, puisque l'action nous avait si mal réussi, et sans d'ailleurs jamais cesser de travailler, mais renonçant presque à toute vie extérieure, nous nous renfermions dans une tristesse morne et pensive qui perçait dans tout ce que nous écrivions. Grâce à Dieu, voilà qui est en train de changer. Nous avons repris conscience de notre génie propre sur les champs de bataille, et à la grande surprise de nos ennemis, de nos amis eux-mêmes, nous nous sommes retrouvés les descendans authentiques de ces Gaulois qui émerveillaient César. La victoire achèvera de nous rendre en nous-mêmes la confiance que nous avions failli perdre, et, cette fois, le goût de l'action ne nous quittera plus. La guerre finie, nous regagnerons le temps perdu depuis près d'un demi-siècle. Notre commerce, notre industrie, reprendront sur les marchés du monde la place à laquelle ils ont droit; l'argent français redeviendra moins timide; nous voyagerons; nous n'ignorerons plus l'étranger et nous nous ferons connaître de lui; nous ne laisserons pas exploiter par d'autres les colonies que nous avons conquises. En un mot, nous voudrons continuer à être un grand peuple, et à le paraître. Et notre littérature se ressentira de ces dispositions nouvelles ou renouvelées. Elle aura l'ardeur, elle aura la virilité qui conviennent à une nation victorieuse; un sang jeune, hardi, généreux, circulera dans les œuvres de nos écrivains; ils répudieront les allures efféminées, alanguies, chlorotiques de quelques-uns de leurs prédécesseurs; leurs tristesses mêmes auront je ne sais quoi de mâle et de confiant; ils nous apprendront à vouloir; ils nous pousseront à agir; ils nous enseigneront que la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue, si elle n'était pas un effort constant vers le mieux, la réalisation progressive et méritoire d'un idéal d'humanité supérieure.

Cet idéal, il est à croire que nos prosateurs et nos poètes de demain auront à cœur de le définir. Et d'abord, il me paraît

assez peu probable qu'ils nous prêchent le culte du moi; j'imagine au contraire qu'ils seront de fervens apologistes de la solidarité, non pas de cette solidarité vague et toute théorique qu'on nous vantait jadis, et qui, d'ailleurs, s'accommode fort bien, en pratique, de l'intolérance et du sectarisme irréligieux, mais d'une solidarité réelle, effective, non conditionnelle, fondée sur « l'entr'aide » que se doivent tous les enfans d'une même patrie. Ce sera là aussi l'une des leçons de la guerre, et non pas l'une des moins utiles. Il y a quelques mois à peine, l'union, avouons-le, n'était point parfaite parmi les Français. La politique, la religion, les idées et les intérêts créaient entre nous tous bien des sujets de discorde. Brusquement, devant le danger commun, toutes ces divergences ont disparu. Les riches, les pauvres, les hommes de pensée et les artisans, les croyans et les libres penseurs, tous, la main dans la main, ont couru à la frontière. Ils s'ignoraient hier; aujourd'hui, ils fraternisent sur les champs de bataille; ils versent leur sang pour une même cause, et, dans la familiarité des mêmes dangers courus, des mêmes sacrifices héroïquement acceptés, des mêmes fatigues, des mêmes privations, et des mêmes tristes ou glorieuses émotions, ils prennent une conscience qu'ils n'avaient pas encore des liens secrets qui les unissent les uns aux autres, et, tous ensemble, à cette assemblée des vivans et des morts qui constitue la Patrie. Les différences sociales s'abolissent; les oppositions de sentimens ou de doctrines s'émoussent; les préjugés de classes ou de coteries s'atténuent ou disparaissent. L'ouvrier blessé qu'un « patron, » au péril de ses jours, transporte à l'ambulance prochaine, oubliera les déclamations socialistes dont, hier, il se leurrait lui-même, et l'on a vu, — ironie involontaire! — un soldat qui pansait son lieutenant en sifflant l'*Internationale*. Et cette pénétration mutuelle des diverses catégories sociales ne s'est pas limitée à l'armée. Chez ceux et celles qui ne partaient pas, il y a eu aussi un admirable élan de solidarité qui s'est traduit sous bien des formes : sociétés de secours aux blessés, aux réfugiés des régions envahies, aux familles des mobilisés, et combien d'autres œuvres ayant pour objet de venir en aide aux victimes innombrables de cette terrible guerre! Chacun a voulu, de sa bourse, de son temps, de ses facultés inemployées, de sa bonne volonté agissante, coopérer le plus activement possible à l'œuvre

commune de la défense nationale. Tous les membres de la grande famille française se sont rapprochés les uns des autres dans cette crise; l'identité des préoccupations, des espérances ou des tristesses a créé comme un vaste courant de sympathie générale où venait se fondre ou s'atténuer tout ce qui, dans la vie habituelle, en séparant les conditions, rend les âmes si souvent étrangères les unes aux autres. Ces deux femmes qui pleurent leurs fils tués à l'ennemi se sentent sœurs dans la même infortune, et leur douleur oublie un moment l'indifférence mutuelle où, hier, elles vivaient à l'égard l'une de l'autre. Que d'autres exemples nous avons tous eus sous les yeux, depuis quelques mois, de ce resserrement du lien social! « Vous ne sauriez croire, disait cet autre, combien, depuis la guerre, on est plus aimable dans les tramways! » Et ce n'est pas là une simple boutade. Il est à croire et à espérer que ce généreux état d'âme survivra à la crise présente, et, pour y correspondre, les écrivains feront bien de ne pas se poser en professeurs d'individualisme.

Je ne leur conseillerai pas non plus de jouer aux professeurs d'immoralité. Nous avons à cet égard, avouons-le, commis jadis plus d'une imprudence. L'une des preuves que les Allemands donnent le plus volontiers de notre soi-disant décadence, — cette décadence à laquelle ils ont cru avec la plus grossière naïveté, — c'est « l'immoralité » de notre littérature. On sait que les Allemands ont toujours été persuadés qu'ils étaient le plus « moral » des peuples de la terre. Comme ils ne sont pas pharisiens, on les entendait s'écrier plusieurs fois par jour : « Seigneur! que nous sommes moraux! Nous te bénissons, Seigneur, de nous avoir créés à ton image, et si différens de ces Français corrompus! » Nous autres, gens modestes, sans même rappeler certains procès scandaleux qui en disent assez long sur l'état de leurs « mœurs, » nous attendrons, pour parler de la « moralité » des Allemands, qu'ils se soient justifiés de tous les crimes de droit commun qu'ils ont commis en Belgique, en Pologne et en France; mais nous reconnaîtrons que les plus bruyans et quelques-uns des plus connus d'entre nos romanciers ont pu, par la liberté de leur langage, de leurs peintures ou de leurs sujets, donner le change à certains lecteurs prévenus; et nous engagerons les jeunes écrivains à ne plus fournir à nos adversaires de trop faciles prétextes à de spécieuses calomnies.

La « hardiesse » n'est pas l'impudeur, et l'immoralité n'est pas du tout nécessaire au génie. Aussi bien les épreuves que nous traversons vont nous rendre, elles nous ont déjà rendus sévères pour les légèretés auxquelles certains d'entre nous ont pu, jadis, se laisser entraîner. Les tragiques réalités auxquelles nous avons été mêlés ont nécessairement incliné nos réflexions, sinon à la tristesse, tout au moins à la gravité. La frivolité ne saurait plus être notre fait. Quand on voit la mort de près, on se rend compte que la vie est une chose sérieuse, et l'on perd le goût de certains badinages. D'autre part, qui ne sent qu'après la guerre, après la victoire, pour réparer tant de ruines accumulées, il faudra de longues années, de grands efforts persévérans, bref, une immense bonne volonté générale? Ironie, scepticisme, indifférence morale, épicurisme sont des dispositions qui passeront pour parfaitement « indésirables » dans la cité future. Dans la grande ruche bourdonnante, il n'y aura plus de place pour les frelons. Or, à cette œuvre collective la littérature ne pourra manquer de collaborer à sa manière. Nous demanderons aux livres que nous lirons de nous entretenir dans les sentimens graves dont nous aurons besoin pour accomplir notre tâche. *L'Abbesse de Jouarre* et *la Révolte des anges* nous paraîtront de moins en moins des œuvres hautement éducatives. Nous refuserons notre confiance à ceux qui voudront obscurcir dans nos âmes les notions de devoir et de conscience morale. Nous ne demanderons assurément pas à nos auteurs de se costumer en de fâcheux prédicans, mais nous estimerons que, sans sortir de leurs attributions, et sans être ennuyeux, ils pourront nous faire sentir la souveraine importance des problèmes moraux. En un mot, ils auront pour mission de dégager et de mettre en pleine lumière le sérieux profond de notre race, et de rappeler, à ceux qui seraient tentés de l'oublier, que, si la France est le pays de Voltaire, elle est aussi le pays de Pascal.

Et je crois enfin que la littérature de tout à l'heure sera, dans son ensemble, d'une inspiration hautement religieuse. On a souvent observé que les grandes commotions politiques et sociales, les grandes mêlées d'hommes et de peuples, — et il n'y en a pas eu dans l'histoire de comparable à celle à laquelle nous assistons, — sont généralement accompagnées ou suivies de fortes explosions de mysticisme. Les raisons de ce phénomène sont assez faciles à démêler. Dans la vie ordinaire, et,

par conséquent, en temps de paix, nous vivons tous à la surface de notre être. Nous nous ignorons nous-mêmes; nous ne savons ni ce que nous sommes, ni ce que nous pouvons être. Dans les profondeurs de nous-mêmes sommeillent, à notre insu, des énergies qui risquent fort de ne jamais s'éveiller et de périr ensevelies avec nous, mais qui, à l'appel de la destinée, peuvent aussi affleurer au dehors, briser le cadre des habitudes prises, s'exercer et se déployer avec d'autant plus d'intensité qu'elles sont plus fraîches, plus neuves, moins émoussées par l'action. La guerre, cette rude école d'ascétisme involontaire, est incomparable pour transformer et repétrir les âmes. Elle brusque les indolences, fait violence aux égoïsmes, force aux *paris* rapides et définitifs. Elle déchaîne les puissances de sentiment. Elle exalte la volonté. Par les idées qu'elle suggère, par les émotions qu'elle provoque, par les visions terrifiantes ou sublimes, qu'elle met quotidiennement sous nos yeux, elle fait surgir presque en chacun de nous un être nouveau, plus vibrant, plus jeune, plus riche, à la fois plus profond et plus complet. Elle met fin aux préventions superficielles, aux faciles objections du respect humain; elle pose avec une force si impérieuse le tragique problème de la mort et de la destinée qu'elle écarte d'avance les réponses dilatoires et les solutions insincères. Et cet état d'âme est éminemment propice aux aspirations religieuses.

Ne nous étonnons pas qu'il soit très répandu aujourd'hui parmi nous. Il n'est pas nécessaire d'être un bien grand philosophe pour comprendre que nous vivons en ce moment l'une des heures capitales de l'histoire humaine, la plus considérable assurément que le monde ait vécue depuis la Révolution française. Plus on étudiera dans ses origines, dans ses caractères, dans ses conséquences, le terrible conflit où nous sommes engagés, et qui met aux prises non pas seulement deux groupes de peuples et deux races, mais deux civilisations, ou plutôt la barbarie et la civilisation même, plus on reconnaîtra qu'il y a dans ce moment d'histoire quelque chose, sinon d'unique, tout au moins de véritablement extraordinaire. Dans ce tumulte des événemens qui se pressent, des questions historiques qui se greffent les unes sur les autres et qui vont recevoir la solution qu'elles attendent depuis plusieurs siècles, on a peine à ne pas voir comme l'impatience d'un maître suprême qui débarrasse la

scène pour d'autres acteurs et d'autres tragédies. Les esprits les plus froids, les plus réalistes, les positivistes les plus endurcis ont senti que la partie qui se jouait dépassait infiniment l'habituelle portée des démarches humaines ; ils ont eu le frisson du mystère qui enveloppe nos destinées collectives ; ils ont entrevu l'abîme obscur où plonge l'humanité périssable; ils ont frémi au souffle de la Fatalité qui passait; et ils n'ont point dissimulé leur émoi. « Recueillons-nous ! *Prions!* » écrivait M. Émile Faguet dans l'attente de la « grande bataille; » et M. Clemenceau lui-même a parlé de la Providence. Rappelons-nous encore l'article célèbre, l'article enthousiaste et lyrique de « R. Stalky » dans le *Times :* « Deux fois déjà auparavant, dans le cours des siècles, à Poitiers et dans les champs catalauniques, un combat pareil avait eu lieu sur le sol de la France, et maintenant, pour la troisième fois, c'est la haute et dure destinée de ce pays d'être la nation gardienne, et ce n'est pas un simple accident, car la France est le trésor le plus haut que ces barbares consciens voulaient détruire. » On pourrait multiplier les témoignages. Jamais plus universellement qu'aujourd'hui l'interprétation mystique de l'histoire n'a paru plus naturelle et plus raisonnable.

Un autre important facteur dont il y a lieu de tenir compte, c'est la présence des prêtres sous les drapeaux. S'il y a une loi dont nos aimables anticléricaux ne pouvaient prévoir toutes les conséquences, c'est celle qu'ils ont baptisée, avec l'ineffable élégance qui caractérise leur langage, « la loi des curés sac au dos. » Les prêtres-soldats, comme c'était à prévoir, et comme nous l'apprennent toutes les lettres qui nous viennent du front, ont été d'abord des soldats admirables, de prestigieux entraîneurs d'hommes : ils ont enseigné l'héroïsme non seulement par leurs paroles, mais par leur exemple. Et puis, ils ont rempli leur mission de prêtres, dans les conditions peut-être les meilleures où l'apostolat ecclésiastique puisse s'exercer : ils ont exhorté, consolé ; ils se sont dévoués; ils ont propagé leur foi; ils ont redressé les esprits et soigné les âmes. Leur action incessante et discrète a fait tomber bien des préjugés. Il est peu probable qu'il y ait beaucoup d'anticléricaux militans parmi ceux qui reviendront des champs de bataille.

Et ainsi, de proche en proche, il se répand dans le pays un état d'esprit nouveau qui survivra certainement à la guerre, et

qui ne pourra manquer de se refléter dans la littérature. On reconnaîtra d'ailleurs que la religion, si elle n'a évidemment pas la beauté pour objet, n'est pourtant pas une mauvaise inspiratrice de beauté. Est-ce que les plus grandes, les plus belles œuvres de notre littérature ne sont pas précisément celles qui sont comme consacrées à la glorification de l'idée religieuse? — Religion, morale, esprit de solidarité, goût de l'action, patriotisme, toute notre histoire littéraire en témoigne, ceux de nos écrivains qui ont largement puisé à ces nobles sources d'inspiration n'ont jamais eu, — même littérairement, — à s'en repentir.

III

Est-il possible de prévoir ou de pressentir dès aujourd'hui quelle sera, dans la littérature de demain, l'orientation des principaux genres? On peut au moins émettre à cet égard quelques conjectures, dont la généralité même garantira la modestie.

Et d'abord, je crois bien que nous allons assister à un riche renouveau de lyrisme. La vie intense que nous avons tous vécue depuis neuf mois, que nous allons vivre encore, a exalté toutes les puissances, et, si je puis dire, a tendu toutes les cordes de notre âme. Quel est celui d'entre nous qui ne s'est pas surpris, quand il parlait de la guerre, soit dans une lettre intime, soit même dans une conversation familière, à élever le ton, à mettre dans ses paroles une chaleur d'émotion, une vivacité d'images, une ardeur de mouvement, une vibration d'accent dont il est parfois, l'instant d'après, tout le premier à s'étonner, et presque à sourire? Voyez aussi, en attendant celles que l'on connaîtra plus tard, les « lettres de combattans » que publient tous les journaux. Eh bien! tout cela, c'est la matière brute, c'est le jaillissement spontané, involontaire, du futur lyrisme. Vienne un poète, un vrai poète et un grand poète qui, ayant éprouvé et accueilli toutes ces émotions, les ayant laissées filtrer à travers son âme, les soumette à la discipline de l'art, et sache leur donner cet air d'éternité que, seule, assure la forme verbale parfaite; et comme au temps du Romantisme, et pour les mêmes raisons, nous verrons se lever une admirable floraison lyrique. Le marbre est là, tout prêt : il n'attend plus que le statuaire.

Ce lyrisme nouveau que nous attendons et que nous appelons de nos vœux, si personnelle qu'en puisse être l'expression, aura vraisemblablement, comme d'ailleurs les plus grandes œuvres lyriques, quelque chose de très impersonnel par la qualité des sentimens et des idées qu'il mettra en œuvre. Les émotions que vont traduire nos poètes, ce sont celles de tout un peuple ; et quel est celui d'entre nous qui, dans le miroir qu'ils lui présenteront, ne se reconnaîtra pas lui-même, ne retrouvera pas toute une partie de sa vie passée ? Heureux les poètes qui, portés par le flot même des événemens, n'ont qu'à exhaler leur chant intérieur pour devenir tout naturellement des poètes nationaux ! Il est même à croire que le lyrisme des nôtres revêtira plus d'une fois la forme épique. Non pas, on l'entend bien, — et Dieu m'en garde ! — que je réclame une *Joffréide !* Je crois que certaines formes d'épopées, — comme de tragédies, — sont aujourd'hui absolument périmées, et que le plus grand génie ne saurait les galvaniser. Mais le « fragment épique, » à la manière de Victor Hugo, par exemple, est une forme bien vivante, et qui conviendrait à merveille pour glorifier les exploits de nos étonnantes armées. Car elle est partout dans cette guerre, l'épopée française, aussi glorieuse, aussi follement téméraire, aussi insouciante du danger, aussi dédaigneuse de la mort qu'aux plus belles journées des guerres de la Révolution ou de l'Empire. Ces jeunes gens que rien n'avait préparés à la vie des camps se sont, du premier coup, montrés les émules des vieux grognards leurs ancêtres. Il suffit d'ouvrir l'*Officiel* pour y trouver une matière épique susceptible d'alimenter je ne sais combien de *Chansons de Roland* ou d'*Iliades*, et il n'y a pas de bréviaires d'héroïsme qui vaille la lecture de nos journaux quotidiens. Les gestes le plus justement célèbres, les paroles même le plus admirées et le plus citées de nos héros d'autrefois, voilà que les plus obscurs de nos héros de 1914 les retrouvent comme d'instinct, et nous les voyons notés en deux lignes, avec la sécheresse d'un procès-verbal, à la place des insipides faits-divers qui, hier encore, s'étalaient dans nos gazettes. Matière toute chaude d'épopée, s'il en fut jamais ! Ah ! puissent tous ces héros de la grande guerre rencontrer quelque poète qui soit digne de les chanter, digne de perpétuer les émotions journalières que nous éprouvons à lire leurs hauts faits, à nous dire que la preuve est faite de l'impérissable vitalité de notre race !

Il se peut aussi, et pour les mêmes raisons, que, parallèlement à la renaissance de l'épopée, nous assistions à la renaissance de la tragédie. La tragédie, comme l'épopée, est le genre par excellence des grandes époques militaires. Ce sont les guerres de la fin du XVIe et du XVIIe siècle qui ont fait naître tant de poèmes épiques mort-nés et tant de beaux poèmes tragiques. Corneille et Racine, — et qu'importe qu'ils n'en aient pas eu conscience ? — ont chanté, en les transportant dans l'antiquité gréco-latine, les exploits des grands hommes de guerre, leurs contemporains. C'est Condé, c'est Turenne qui ont été leur « modèle idéal, » qui ont donné le *ton* à leurs œuvres et à leur public. Il va d'ailleurs sans dire que, si nous voyons renaître la tragédie, elle ne sera point calquée sur la tragédie classique, pas plus qu'elle ne le sera sur le drame romantique. Mais si la peinture « artialisée » de fortes passions ou de hauts sentimens, de caractères énergiques et profonds, de douloureuses destinées, si la fidèle et sobre représentation d'une violente crise morale sont peut-être les élémens nécessaires et suffisans d'une tragédie véritable, ce n'est point la matière, ce ne sont pas les héros, ni les sujets, — ni le public, — qui manqueront désormais à nos auteurs dramatiques. Il y aurait peut-être, dans cette voie, à chercher et à trouver la formule d'un drame nouveau, d'un drame vraiment moderne, qui pourrait être, — toutes proportions gardées, — pour les générations nouvelles, l'équivalent de ce qu'a été la tragédie classique pour nos pères.

Plus sûrement encore, croyons-nous, le genre du roman va sortir transformé et rajeuni de la crise que nous traversons. D'abord, et comme le théâtre lui-même, en ce qui concerne ses sujets. Il évitera de les emprunter perpétuellement à la chronique galante. L'article « roman parisien » va très probablement disparaître à jamais de la circulation. Nous ne le regretterons pas : comme il était lu à l'étranger bien plus encore qu'en France, il a desservi notre cause au dehors plus qu'on ne saurait le dire. C'est dans nos « romans parisiens » que les Allemands se sont formé l'image, truculente et grotesque, de la « Babylone moderne, » cette Babylone qu'ils vouaient à l'exécration, et où ils auraient été d'ailleurs si heureux de pénétrer pour y assouvir leurs très morales convoitises. Il y a tant de choses dans le monde, et à Paris même, qui sont plus intéres-

santes et plus dignes de la littérature que celles qui forment l'habituelle matière des « romans parisiens ! » La guerre nous en a révélé quelques-unes. Il est probable qu'elles alimenteront durant de longues années notre production romanesque et que le « roman de la guerre » fera longtemps prime en librairie. Évidemment, on en abusera, et l'on aura tort d'en abuser ; mais, abus pour abus, la glorification de l'héroïsme militaire vaudra bien le récit, toujours identique à lui-même, de perpétuels adultères. Romans ou nouvelles, nos écrivains d'imagination n'auront qu'à puiser dans les journaux de ces derniers mois pour y trouver d'admirables données d' « histoires vraies » si naturellement émouvantes qu'ils auront sans doute le bon goût de ne pas les gâter, et d'y mêler le moins possible de « littérature. » Veut-on un exemple, pris entre bien d'autres, de ces nouvelles « toutes faites » comme nous en avons tant lues, tous ces derniers temps ?

C'était aux environs de Reims, vers la fin de novembre. Une batterie d'artillerie lourde allemande nous faisait un mal terrible, et elle était si bien dissimulée qu'il était impossible de la repérer. Le commandant fait appel à deux volontaires : il s'agit d'aller à la découverte des obusiers ennemis, et, à l'aide d'un téléphone portatif, d'indiquer exactement leur position. Tous les hommes s'offrent. On choisit deux maréchaux des logis. Ils parviennent, non sans peine, à une ferme d'où ils voient admirablement la batterie allemande. Le tir des pièces françaises, peu à peu rectifié, fait merveille, démonte un obusier, tue dix hommes. Mais bientôt le téléphone se fait de nouveau entendre :

Cessez le feu, mon commandant. Ils ont changé de place. Ils quittent le bois. Ils se défilent sur la route maintenant. Ils viennent vers la ferme... Quelle ferme ? Mais la nôtre, parbleu !... Ils viennent vers nous... Nous sauver ? Vous nous dites de nous sauver, mon commandant... Mais qui vous donnera le repérage, alors ?... Non, non, nous restons... D'ailleurs, nous sommes dans le grenier. Ils ne nous verront peut-être pas. Attendez une minute avant de reprendre... Ils mettent en batterie à trente mètres de nous... Je vous dirai quand ils seront bien installés... Alors on pourra y aller carrément... Partir ?... Oh ! mon commandant, c'est trop tard... Les Boches sont dans la cour. Nous ? Mais ça ne fait rien... Ils sont en place... Allez, vous pouvez tirer... Tirez sur nous, mon commandant... Mais tirez donc !

Quelques secondes après, les hommes, la ferme, la batterie

allemande et ses servans, tout était détruit (1). — N'est-ce pas aussi beau que le mot fameux du chevalier d'Assas? Et voyez-vous ce sujet traité par Maupassant ou par Mérimée?

L'abondance, peut-être bientôt excessive, des nouvelles ou romans militaires ne sera pas, j'imagine, dans la littérature romanesque, l'unique conséquence de la guerre européenne. A côté des romans d'aventure, des romans de cape et d'épée et des romans historiques que nous pourrions bien voir se multiplier avec quelque profusion, nous allons, si je ne m'abuse, voir se développer ce que j'appellerais volontiers le roman de la saine vie française. Une fine observation des mœurs, des caractères et des milieux, une poésie familière et intime, le sens des problèmes moraux, une grande simplicité d'intrigue et de mise en scène, bref, une représentation discrète, exacte, et d'où ni la variété, ni la grandeur ne seront absentes, de la vraie France, de celle qui ne fait pas beaucoup de bruit et qui travaille, de celle que n'ont pas su voir les myopes espions du roi de Prusse, et qui s'est levée tout entière pour repousser l'envahisseur : on peut prédire aux romanciers de talent ou même de génie qui s'engageraient dans cette voie une très riche matière à exploiter et de durables succès d'excellent aloi.

Sans vouloir faire tort à la littérature d'imagination, on peut penser que la littérature historique, elle aussi, va recevoir des événemens actuels une très heureuse impulsion ; et même, si quelques jeunes écrivains, plutôt que de s'enrôler dans la légion des romanciers médiocres, avaient la bonne pensée d'employer leurs réelles qualités d'imagination et de style à l'élaboration de quelques livres d'histoire, le bénéfice ne serait pas mince. Car, — je sais les exceptions, et je les honore comme il convient, — ce qui a manqué le plus à nos récentes écoles historiques, ce sont précisément ces qualités littéraires pour lesquelles elles avaient le tort d'affecter le plus souverain mépris. Sous l'influence d'une fausse idée de « Science, » — *qui nous vient d'Allemagne*, on ne saurait trop le redire, — on s'était mis, chez nous, dans le pays d'Augustin Thierry et de

(1) J'emprunte ce récit, qui, renseignemens pris, est parfaitement authentique, à *la Presse* du 14 décembre 1914. Mais pourquoi ne nous a-t-on pas fait connaître les noms de ces deux héros? Ils devraient voltiger sur toutes les lèvres françaises.

Michelet, à professer l'horreur du talent et le culte, disons mieux, la superstition du « document. » Il était convenu que l'histoire devait être une science, c'est-à-dire une nomenclature de faits et une juxtaposition de textes documentaires. Et l'on « compilait, compilait, compilait ; » et l'on entassait les uns sur les autres les livres illisibles. Il est à croire que cette douce manie nous passera ; que nous nous apercevrons, à la lumière des faits contemporains, que l'histoire est chose vivante, et que, pour reproduire tout le mouvement de la vie, les ressources de l'art et celles mêmes de la philosophie ne doivent pas inutilement s'ajouter à l'exacte connaissance des pièces d'archives. Et pareillement, il faut espérer que nous en avons fini avec certain préjugé pacifiste qui s'était glissé un peu partout, et notamment dans les divers programmes d'enseignement universitaire. On déclarait gravement que les temps étaient abolis de ce que l'on appelait « l'histoire-batailles, » et qu'à cette conception gothique il fallait en substituer une autre plus philosophique, plus moderne et plus humaine. Et l'on s'écriait : « Place à l'histoire des institutions et des mœurs! Place à l'histoire de la civilisation ! » Comme si un demi-siècle d'histoire de France et d'histoire d'Allemagne, — disons mieux, comme si un demi-siècle d'histoire européenne n'avait pas été « conditionné » par la bataille de Sedan ! Nous tous qui, pendant la semaine tragique qui a précédé la bataille de la Marne, avons senti, — avec quelle angoisse ! — que c'était le sort même de la civilisation française qui allait se jouer là, une fois de plus, dans les champs catalauniques, entre les successeurs des Huns et les descendans des Gallo-Romains, nous ne répéterons plus pareille niaiserie. Sans vouloir tout réduire dans l'histoire à « l'histoire-batailles, » nous saurons, dans l'histoire générale de la civilisation humaine, faire à « l'histoire-batailles » la place à laquelle elle a droit. Et s'il se trouve un nouvel Henry Houssaye pour nous conter avec la maîtrise que nous souhaitons les campagnes de 1914-1915, nous lui ferons un succès analogue à celui qui a salué l'apparition des livres sur *1814* et *1815*. Le sujet est de ceux qui appelleraient un nouveau Thucydide (1).

(1) « Ce n'est point à l'espionnage que nous avons recours pour faire la guerre ; ce n'est point à des tromperies préparées en temps de paix. C'est dans notre courage que nous mettons notre confiance. Nos ennemis, longtemps à l'avance,

Verrons-nous se dessiner dans la critique une évolution parallèle? Je le crois, pour ma part, et je l'espère fermement. Dans ce domaine aussi, l'idole de la « Science » avait exercé ses funestes ravages. Que de bons esprits, auxquels ne manquaient ni les idées, ni le goût, ni le style, se sont évertués, par scrupule soi-disant « scientifique, » par un ascétisme d'un nouveau genre, à des compilations sans originalité et, parfois même, sans utilité! L'érudition, sous les formes les moins aimables et les plus pédantesques, envahissait toute cette vaste province de l'esprit français, l'une de celles où notre génie national, de l'aveu même des étrangers, a produit quelques-unes de ses fleurs les plus exquises et les plus rares. En poésie, en histoire, au théâtre, dans le roman, les Français ont à l'étranger des émules ou même des maîtres; ils n'en ont point en critique : dans aucune littérature, on ne trouvera l'équivalent de Sainte-Beuve. En dépit des efforts et des protestations de quelques trop rares écrivains, nous avons failli faire trop bon marché de cette supériorité native; nous nous sommes mis à la remorque de la lourde et arrogante Allemagne; et, dans le genre même où nos traditionnelles qualités de tact, d'ingéniosité, d'intuition, sont le plus nécessaires, nous sommes allés demander des leçons de « méthode » au pays où « l'esprit géométrique » fleurit peut-être avec abondance, mais qui, assurément, est aussi dépourvu que possible d' « esprit de finesse. » Et il n'a plus été question que de « bibliographie, » de « critique de textes, » de « monographies, » que sais-je encore? Chaque critique s'est cru un « savant, » et, autant qu'il était en lui, a essayé de transformer en un « laboratoire » son modeste cabinet de travail. J'ai peur qu'à cet égard la docte Université de

s'astreignent à une discipline brutale et inhumaine. Nous, au contraire, nous vivons sans contrainte. Cependant, à l'heure du danger, nous ne sommes pas moins valeureux que nos adversaires.

« Et si nous aimons mieux courir au péril le sourire aux lèvres qu'avec un front soucieux, n'avons-nous pas du moins l'avantage de ne pas nous tourmenter à l'avance des maux qui nous attendent?

« Même ceux d'entre nous dont la vie n'avait pas été exemplaire ont acquis, en mourant pour la patrie, le droit de n'être jugés que sur cette fin... Beaucoup de nos compatriotes menaient avant la guerre une existence facile et voluptueuse. Aucun d'eux pourtant n'a hésité à faire son devoir. Aucun n'a fui le danger. Pour punir d'infâmes agresseurs, tous ont jugé glorieux d'affronter le trépas... »

Ce n'est pas un Français du xxe siècle qui parle ainsi; c'est un Grec du ve siècle avant notre ère; c'est Thucydide, dans l'oraison funèbre des guerriers morts qu'il prête à Périclès.

France n'ait plus d'un reproche à s'adresser à elle-même. Il n'y a d'ailleurs pas à craindre qu'elle meure dans l'impénitence finale. La guerre l'a éclairée elle aussi. La « barbarie savante » qui nous arrive d'Allemagne, et dont elle vient d'avoir la brusque révélation, l'a fait reculer d'horreur. Elle s'est ressaisie. Grâce en partie à elle, la critique française va retrouver sa vivante et si humaine tradition, — une tradition dont elle est très loin d'avoir épuisé toutes les ressources. Sans cesser d'être précise, exacte, érudite même, s'il le faut, et autant qu'il le faudra, elle saura ne pas se contenter de ces qualités négatives; elle n'aura pas peur des idées, et elle gardera le sens de l'art; elle entretiendra avec piété le culte des chefs-d'œuvre et des grands écrivains; elle sera accueillante au jeune talent; elle l'aidera à dégager son originalité, elle lui en donnera une claire conscience; elle l'imposera au public; elle dédaignera la camaraderie, et son autorité sera faite de sa conscience et de son indépendance; enfin, elle se mêlera passionnément à la vie, et, de tout son pouvoir, elle travaillera à la diffusion des idées et des sentimens sans lesquels un grand peuple est voué à une irrémédiable décadence. Entendue ainsi, la critique n'est pas un divertissement de cuistres, et elle a un rôle à jouer, non seulement dans la littérature, mais dans la vie nationale. Bacon définissait l'art « l'homme ajouté à la nature; » je définirais volontiers la critique, — celle de demain comme celle d'hier, — l'homme ajouté aux livres, *homo additus libris.*

Il n'y a pas de vraie critique sans un peu de philosophie, et la philosophie touche de trop près à la littérature pour ne pas suivre, — ou précéder, — cette dernière dans son évolution. Il est infiniment probable que la philosophie que nous allons voir, je ne dis pas naître, — car elle est déjà née, — mais se développer, au lieu d'être, comme celle qui l'avait précédée, une philosophie presque purement intellectualiste, sera essentiellement une philosophie de la vie. Elle ne se jouera pas à la surface, et, en quelque sorte, au seuil de la réalité; elle s'efforcera d'en saisir l'intimité profonde. Elle n'ignorera, certes, pas la science; mais elle la dépassera, et elle la critiquera; elle ne se laissera pas asservir à cet épais scientisme qu'on a élaboré en Allemagne et dont quelques grands esprits de chez nous ont, jadis, été dupes; rien de ce qui intéresse l'homme ne lui restera étranger; elle aura une curiosité passionnée de la vie morale et

de toutes les questions qui s'y rapportent; elle n'aura pas peur de poser le problème religieux. En un mot, elle sera libre, vivante, humaine, et elle renouera sans effort les plus hautes traditions de l'esprit français. Enfin, elle ne se croira pas tenue d'adopter le jargon obscur que nombre d'apprentis philosophes ont mis à la mode; elle se souviendra que de bons et même de très grands écrivains français ont été philosophes, et que Descartes, Pascal, Malebranche, Taine et Renan ont aussi une place dans l'histoire de notre littérature. Ainsi renouvelée, retrempée à ses sources profondes, dégagée des influences adverses qui en entravaient le libre développement, la pensée française va retrouver dans le monde des esprits le rang et la dignité que le peuple de France est en train de reconquérir dans le monde des nations vivantes.

IV

Sont-ce bien là les caractères que revêtira la littérature qui, demain, va naître de la guerre? Évidemment, en pareille matière, les affirmations dogmatiques auraient quelque chose d'un peu puéril, et l'histoire serait trop simple si l'on pouvait ainsi en prévoir à coup sûr les vicissitudes. Ce qui pourtant nous ferait croire que tout n'est pas absolument vain dans les pressentimens, — dans les espérances, si l'on préfère, — que nous venons de formuler, c'est que la plupart des tendances que nous avons analysées, nous les trouvons déjà, plus ou moins nettes, plus ou moins mêlées, dans la littérature d'aujourd'hui ou d'hier; et nous n'avons eu, pour ainsi dire, qu'à les prolonger par la pensée, qu'à les préciser, et qu'à les projeter dans l'avenir, pour entrevoir les probables destinées prochaines des Lettres françaises. Oui, quelques-uns de ces jeunes gens qui seront les écrivains de demain, et qui, aujourd'hui, combattent l'envahisseur, les armes à la main, — hélas! plusieurs d'entre eux déjà sont morts, — avaient déjà, avant la guerre, essayé, dans quelques livres, d'exprimer leur personnalité; et sous les imitations, les gaucheries, les intempérances de la jeunesse, on voyait s'élaborer et s'esquisser leur idéal intérieur. Et comme rien ne naît de rien, en littérature comme ailleurs, cet idéal, ils le tenaient, pour une large part, de quelques maîtres vivans ou morts, dont l'œuvre, issue de la guerre de 1870, avait été de

réparer le passé et de préparer l'avenir (1). A proprement parler, quand ils quitteront le fusil pour la plume, ils auront bien plutôt, avec quelques nuances nouvelles, à se continuer et à se développer qu'à se transformer.

Et si la fortune continue à leur sourire, si les talens ou les génies ne manquent pas aux œuvres, nous pourrons voir se lever une grande littérature, une littérature peut-être aussi grande que notre littérature romantique, ou même que notre littérature classique. Je crains cependant que, pour égaler complètement cette dernière, il ne lui manque une qualité ou une vertu, difficile à suppléer, ce me semble, et dont l'absence s'est déjà fait sentir dans plus d'un ouvrage contemporain. Il faut préciser cette crainte, tout en souhaitant très sincèrement qu'elle ne se réalise pas.

Ce n'est point médire des jeunes générations qui vont arriver à la vie littéraire, que de croire qu'elles n'apporteront pas un fonds très solide de culture classique. Formées pour la plupart par les fameux programmes de 1902, elles n'auront point reçu, dans toute son intégrité, la vieille tradition humaniste qui, au total, depuis quatre siècles, a formé comme le fondement substantiel de toute notre littérature. L'antiquité gréco-latine ne leur sera pas très familière ; du moins, elles n'en seront pas pénétrées, nourries, comme l'étaient encore leurs aînés que nous sommes, et elles n'auront pas fait, ou elles n'auront pas bien fait leur « rhétorique. » Faut-il rapporter à cette demi-lacune ce que, hier encore, on appelait « la crise du français, » et qui me paraît un fait indéniable ? Je suis, pour ma part, très tenté de le croire. Un notable fléchissement de la langue, et comme une dégradation du sens de la composition, si ce sont bien là quelques-uns des défauts que nous constatons dans les livres des nouveaux venus, comment ne pas voir autre chose qu'une simple coïncidence entre l'apparition de ces fâcheuses tendances et cette dépréciation parallèle de l'humanisme dans notre éducation littéraire ? Le culte très réel que professent d'autre part les générations nouvelles pour notre pure tradition classique française, les besoins d'esprit qu'aura fait naître la guerre suffiront-ils à rétablir l'équilibre, à nous rendre ces vertus intellectuelles dont la disparition complète serait, à tous

(1) Me sera-t-il permis de rappeler que j'ai déjà, à plusieurs reprises, indiqué cette filiation, notamment dans le dernier chapitre de mes *Maîtres de l'heure ?*

égards, si profondément regrettable ? Je le souhaite, je voudrais l'espérer; mais je n'en suis pas très sûr. Raison de plus, en tout cas, pour revenir, le plus tôt possible, comme le demandait ici même, tout récemment, M. René Doumic, à une discipline spirituelle et pédagogique qui a fait ses preuves, et à laquelle nous devons peut-être la plupart de nos grands écrivains d'autrefois. Le cas des poètes de la Pléiade refaisant leurs études d' « humanités » et s'enfermant au collège de Coqueret pourrait bien avoir, pour nous Français, la valeur instructive d'un symbole.

L'un des caractères les plus originaux de notre classicisme français a été, après sa ferveur d'humanisme, sa très grande indépendance à l'égard des littératures étrangères. Cette indépendance, assurément, n'a pas été absolue, et si nos classiques ont entièrement ignoré l'anglais et l'allemand, ils ont bien connu la littérature espagnole et la littérature italienne, et ils s'en sont inspirés fort heureusement, à plusieurs reprises. Cependant, on ne peut dire que l'imitation ou l'inspiration étrangères fassent partie intégrante de notre classicisme. D'abord, l'importance des élémens italiens ou espagnols qui sont entrés dans la composition de nos œuvres classiques françaises ne saurait être comparée à celle des élémens gréco-latins. Et, en second lieu, le principe même de notre classicisme était extérieur et supérieur à celui des inspirations d'œuvres étrangères. De sorte que, si les influences étrangères exercées sur notre littérature classique ont été réelles, elles n'ont jamais été que secondaires, et, pour ainsi parler, adventices. Il n'en a pas été de même de notre littérature romantique. Le romantisme est d'origine étrangère. Avant d'être un fait français, c'est un fait européen (1). Il a mis au premier plan de son programme, non pas l'inspiration antique, mais l'imitation plus ou moins libre des grandes œuvres des littératures modernes, notamment des littératures septentrionales, l'anglaise et l'allemande.

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière,

s'écriait-il très volontiers. Et si la pratique n'a pas toujours répondu à la théorie, si le romantisme français est, malgré tout,

(1) Objectera-t-on que l'humanisme lui aussi, avant d'être un fait français, est un fait européen ? Et c'est parfaitement exact. Seulement, pour nous Français et Latins, l'humanisme a été comme une tradition de famille retrouvée, à la diffé-

resté beaucoup plus « latin » qu'il ne prétendait l'être, si, par exemple, — le regretté Joseph Texte l'avait bien montré jadis ici même, — l'influence allemande n'a pas été aussi directe, ni aussi considérable, sur nos romantiques, qu'on l'a cru parfois, il n'en est pas moins vrai que, dans son ensemble, la littérature romantique française a été beaucoup plus pénétrée d'influences étrangères que notre littérature classique.

La littérature de demain, si je ne m'abuse, ressemblera sur ce point beaucoup plus à notre littérature classique qu'à notre littérature romantique. Chose singulière, les jeunes générations, auxquelles, à défaut du grec et du latin, on a enseigné les langues vivantes, — qu'elles ne savent, semble-t-il, pas beaucoup mieux d'ailleurs que leurs aînées, — ne paraissent pas très curieuses, ni très éprises des littératures étrangères. Elles ne goûtent et n'admirent bien profondément que la littérature française, et, dans la littérature française, que les parties les plus autochtones, les plus dégagées des influences extérieures, à savoir la littérature proprement classique. Elles sont sévères jusqu'à l'injustice pour le romantisme. Elles professent une sorte de nationalisme littéraire qui a, certes, ses étroitesses et ses préjugés, mais qui a aussi sa fierté et sa grandeur. Il est possible que la guerre, en nous rendant notre confiance d'autrefois dans nos énergies nationales, entretienne et développe cet état d'esprit, et que nous voyions naître une littérature d'aspirations très fortement classiques, à tendances un peu jalousement traditionalistes. Il est possible aussi, — et l'hypothèse du reste ne contredit pas la précédente, — que, sans cesser d'être résolument nationale, la littérature de demain s'ouvre fort librement à certaines influences étrangères. Mais ici, il y a lieu sans doute d'établir quelques distinctions. Selon toutes les vraisemblances, la guerre actuelle aura pour effet de nous rapprocher de certains peuples, de nous éloigner de certains autres. Par la déloyauté grossière de ses procédés diplomatiques, par la démence « colossale » de son orgueil et de sa mégalomanie, par l'épaisse barbarie de sa « culture, » par la violence et l'inhumanité systématiques de ses méthodes de guerre et de ses rapines, l'Allemagne s'est

rence du romantisme qui, à bien des égards, était une rupture avec notre passé. Gallo-Romains que nous sommes, nous prêcher l'inspiration de Virgile ou de Sophocle, ce n'était pas tout à fait la même chose que nous recommander l'imitation de Shakspeare ou de Gœthe.

mise elle-même, de gaîté de cœur, au ban des nations civilisées, et presque de l'humanité même. Elle commence à s'en apercevoir; elle s'en apercevra de plus en plus. Après avoir trop subi, et trop longtemps, le lourd prestige des réelles qualités de l'Allemagne victorieuse, et plus encore de ses *bluffs*, la France, cela est à prévoir, ne voudra plus rien savoir d'un peuple qui s'est déshonoré par des crimes dont l'horreur nous fait remonter aux pires époques de l'histoire. Elle voudra ne rien lui devoir, même au point de vue intellectuel. Elle le mettra, ou peu s'en faut, à l'index. Déjà l'on nous annonce que les enfans des collèges se détournent en masse de l'enseignement de l'allemand. Il y aura là, — est-il besoin de le dire? — un excès, et un excès fâcheux, après un autre tout contraire : il faut tout connaître, même, et peut-être surtout ses ennemis. Mais enfin, et puisque, aussi bien, le fait sera là, et que nous n'y pourrons pas grand'chose, il faut bien avouer que, si, en philosophie et en musique, par exemple, l'ignorance de l'Allemagne peut constituer, pour un Français du xxe siècle, une regrettable et fâcheuse lacune, il n'en va pas de même en littérature. A la prendre dans son ensemble, la littérature allemande est infiniment moins originale, moins riche, et, pour nous Français, moins féconde, moins éducative que la littérature anglaise, la littérature italienne ou la littérature espagnole. A trop pratiquer les Allemands, nous risquerions d'altérer notre génie propre; à les ignorer, nous ne perdrons probablement rien d'essentiel.

Se détacher de l'Allemagne, ce sera en même temps se rapprocher des nations alliées. Que des rapports fréquens, et de plus en plus étroits, s'établissent désormais entre nous et la Russie, et surtout, — à cause du voisinage, — avec l'Angleterre, c'est ce qui me paraît l'évidence même. Rien n'unit les peuples comme d'avoir versé leur sang côte à côte, pour une même cause générale, sur les mêmes champs de bataille. Soyons assurés que la guerre européenne aura plus fait, pour hâter la construction du tunnel sous la Manche, que dix années de négociations diplomatiques et de conférences commerciales ou parlementaires. Les relations économiques seront vite doublées de relations intellectuelles et littéraires. Je crois que l'Angleterre et la Russie auront tout intérêt à mieux connaître la France; mais je crois aussi que la France pourra puiser d'heu-

reuses inspirations dans les littératures russe et anglaise. Des échanges féconds, — et, comme on sait, ce ne seront pas les premiers, — s'établiront entre ces trois peuples qui, s'ils savent rester unis, seront demain les arbitres souverains du monde. Tout compte fait, si les littératures « alliées » tiennent à l'avenir dans nos préoccupations la place qu'y occupait naguère la littérature allemande, le mal ne sera pas grand ; et même, y aura-t-il quelque mal?

Mais, quels que soient les emprunts que nos écrivains fassent aux littératures étrangères, ils sauront se les convertir « en sang et en nourriture ; » ils n'en retiendront que ce qui sera assimilable à notre génie national; et, conformément à ce qui a été la tradition constante, la mission propre de notre littérature, et la formule même ou la définition de notre classicisme, ils se donneront pour tâche d'*humaniser* ce qu'ils puiseront à d'autres sources. Adoucir, épurer, clarifier, rendre vrais surtout et ramener à l'humaine nature leurs modèles espagnols ou grecs, n'est-ce pas en procédant ainsi que Corneille a composé *le Cid*, Racine *Andromaque*, et Molière *Don Juan?* D'autres littératures ont été plus poétiques que la nôtre, d'autres plus philosophiques, d'autres plus mystiques, d'autres plus artistes ; aucune n'aura été plus humaine. Quand un instinct secret ne nous avertirait pas de persévérer dans cette voie, la guerre que nous subissons nous en ferait un devoir. Car cette guerre est pour nous, Français, plus qu'une guerre nationale : c'est une croisade. Nous combattons pour l'indépendance de notre sol, c'est entendu ; nous combattons aussi pour la liberté du monde. De cela, il n'est pas jusqu'au plus humble de nos soldats qui n'ait obscurément conscience. Il y aurait moins d'héroïsme dans nos armées, moins d'endurance et moins d'union, si la cause de la France n'était pas en même temps celle de l'humanité.

VICTOR GIRAUD.

EDMOND ABOUT

A L'ÉCOLE NORMALE ET A L'ÉCOLE D'ATHÈNES

LETTRES ET DOCUMENS INÉDITS

II[1]

Les deux amis sont arrivés et Charles Garnier va nous dire quelques incidens de cette entreprise, dont About a parlé au début de son livre.

« Nous sommes logés à Égine dans une espèce de *khani* (2), fort pittoresque, encombré de tonneaux de salaisons et de grains et orné de harengs secs suspendus en guirlandes aux solives du plafond. Nous dînons tant bien que mal, et plutôt mal que bien, avec trois œufs et un morceau de fromage, le tout arrosé de cet exécrable vin résiné. Nous sommes en plein caractère, des costumes de toute sorte, des gens qui vous regardent ébaubis, des loques de couleur admirable, des types particuliers, puis de la saleté partout, une odeur infecte d'huile rance et de fromage pourri. Enfin, l'estomac peu garni, nous allons faire nos lits dans une soupente borgne, ou plutôt aveugle, où il n'y avait pas de fenêtre, et tout transis, tout secoués, la tête un peu tournée, nous nous fourrons sous nos couvertures en pensant que les voyages sont charmans, mais qu'ils ont un bien plus grand attrait lorsqu'ils sont finis.

« *4 avril.* — Ce matin, au saut du lit, ce qui a lieu de bonne heure, nous visitons un peu la ville, les restes du temple près

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.
(2) *Khan* ou *khani*, auberge à chevaux.

de la mer et le grand hôpital fondé par Capo d'Istria; mais ce qui nous toucha le plus, ce fut de voir que le temps était devenu fort beau, et que le panorama du golfe avait pris une teinte gaie et brillante, qui contrastait heureusement avec celle de la veille.

« Constantin et About vont à la recherche de mulets ou de chevaux; on trouva un âne qui refusa de marcher et deux chevaux bruns, le premier assez fringant et alerte, le second borgne et poussif, et, de plus, fort entêté. On charge les bagages sur le dos du cheval aux yeux de velours et on couche les échelles sur le dos du borgne, qui, peu habitué à ce genre de faix, se mit à tourner sur lui-même comme pour s'en débarrasser en décrivant avec nos échelles de formidables moulinets. Les conducteurs modéraient son manège en le caressant du bâton, Constantin avec son parapluie bleu tâchait de passer entre deux barreaux pour lui piquer le derrière, la foule s'amassait, les chiens aboyaient, nous étions là, About avec son fusil et moi avec ma grande pique, indécis de savoir à qui resterait la victoire, lorsque, à force de frapper, de piquer et de gouverner les bâtis d'échelles, on parvient à mettre en bon chemin le porteur récalcitrant, qui profite cependant du moindre petit bout de mur pour y cogner nos échelles. Enfin la caravane part et nous quittons la ville profondément impressionnée par cet incident, et sans doute fort humiliée de la conduite tenue par un cheval de confiance.

« La route d'Égine au temple est très accentuée, très variée et caractéristique; mais, bon Dieu, que de cailloux, que de rochers, que de pierres! C'est la mort aux souliers. Et pourtant tout cela couvert de végétation, une vraie carrière fleurie. Nous passons près de petits moulins à eau, puis au-dessous de Paléa Egina avec ses ruines moyen âge, puis enfin près d'un petit bouquet de cinq ou six maisons assez proprettes vues du dehors, et après avoir monté quelque temps, nous arrivons à une petite cahute sise à trois quarts d'heure de marche du temple; c'était la plus voisine du lieu de mon travail, c'est là que nous nous installons. Notre habitation était occupée par un brave homme de fermier, sa femme et son fils, qui se groupaient dans trois pièces. Le désir de gagner quelques drachmes leur fait nous céder les deux plus grandes et ils se réfugient tous dans la troisième, d'environ quatre mètres superficiels. Les pièces qui nous étaient réservées étaient, au rez-de-chaussée, une espèce de réduit avec

cheminée, bahuts et paniers en bouse de vache, c'est là que Constantin prendra son domicile ordinaire et fera notre cuisine; au-dessus et communiquant avec une échelle et par une trappe, une pièce d'environ six pieds sur dix. La moitié de cet endroit est occupée par un grand coffre à grains; élevé de deux pieds au-dessus du sol, il ressemblait à un lit de camp; c'est là-dessus que nous mettons nos matelas. La chambre est haute d'environ six pieds au-dessus de la partie la plus basse, ce qui ôte toute envie de se tenir debout au-dessus du coffre à grains. Pour ouverture, une porte donnant sur une terrasse couvrant la salle de nos hôtes, une fenêtre fermant par un volet sans croisées ni vitres, plus une dizaine de trous qui avaient servi aux échafaudages et qu'on avait oublié de boucher, ce qui permettait aux vents de nous faire de petites visites en sifflotant. Une autre petite fenêtre d'un pied carré, toujours avec un volet pour fermeture approximative, et quelques lézardes dans le plafond, deux tabourets ou escabeaux de bois, un banc, une petite table qui encombrait la pièce, une cruche d'eau, un verre et une tablette, voilà notre habitation. Du reste, cela était encore assez propre pour un intérieur grec, et l'on balaye devant nous et le coffre et les planches.

« Quant à la nourriture, nous y trouverons des poules, on pourra de temps à autre nous dénicher un agneau, et avec le riz, les pommes de terre et le café que nous avons emportés, la nourriture ira assez bien, le vin aussi, vin résiné encore et bon; je m'y habituerai.

« Après avoir déjeuné à la cahute, nous repartons avec un seul cheval pour porter nos échelles au temple. Il y a un peu moins d'une heure de marche par un chemin fort ardu, moitié fait, moitié à faire; on traverse des échelles et des escaliers de pierre, le tout couvert de lentisques, de genêts, d'anémones surtout. Pierres et fleurs entremêlées, c'est encore un jardin comme végétation, une carrière comme terrain.

« En arrivant au temple, la solitude que je me plaisais d'y rencontrer était troublée par une dizaine de gens que nous apercevions de loin grimpés sur les ruines ou accroupis dans les *agnus castus*. C'était l'équipage du *Mercure*. Malgré l'ennui que me causaient ces visiteurs, je renouvelle connaissance avec le commandant, qui, ainsi que je le pensais, m'aurait offert son brick, s'il eût su notre traversée.

« Enfin, après deux heures de compagnie, l'équipage est parti et me laissa tranquillement regarder et admirer mon temple. Je suis enchanté de mon travail, il est du plus haut intérêt, mais il y a beaucoup de besogne, et, malgré mon désir de ne pas flâner, je crois en avoir pour un mois de relevés.

« La vue que l'on a du temple est tout simplement superbe. Salamine, Éleusis, Athènes, la pointe de Sunium et l'île de Saint-Georges, tout cela forme un panorama magique, éclairé comme il l'est aujourd'hui par un beau soleil. C'est quand on voit d'aussi belles choses qu'on voudrait être entouré de tout ce que l'on aime pour faire partager à tous son plaisir et son enthousiasme.

« A cinq heures, brûlant d'être seul, je renvoie About et Constantin à la case pour préparer le dîner, et pendant une demi-heure, unique possesseur de ma ruine, je l'interroge sur chaque face, je la caresse du regard. Elle est à moi, à moi seul. Je vais passer là de bienheureux instans, je rêve découvertes et succès, je me laisse empoigner par l'archéologie, cette science contestable qui fait tant de victimes et que l'on vient à aimer avec passion. Je m'arrache à regret à ma contemplation, à mes rêveries, et je pars pour retrouver mes compagnons; mais la route à peine indiquée se dérobe, je me perds, j'escalade roches et roches, je traverse des bois de sapins, des pousses de cactus et me trouve seul et perdu au milieu de cette grande nature. Il y avait là une sensation bizarre, une espèce de frayeur de me voir ainsi isolé, une espèce d'orgueil de me trouver ainsi le maître du sol. Un silence profond, une mer superbe à ma droite, un ciel tout rouge qui s'assombrit bientôt et partout un chemin inconnu. Je fumai bien des pipes en pensant à l'existence bizarre et sauvage que je me proposais; je regardai ces buissons de lentisques et ces bouquets de pins qui me cachaient le chemin et m'entouraient de toutes parts en me demandant si je ne m'étais pas trop fourvoyé; enfin, après près d'une heure d'escalades, de marches et de contremarches, arrivé au haut d'une colline découverte, j'aperçus au loin mon gîte. Il me fut alors facile de me diriger, et bien que me faisant un chemin moi-même, un chemin au milieu des pierres et des ronces, j'arrivai tout haletant à la cahute, attendu avec impatience par About, qui, n'ayant pas de temple à dessiner, se sentait un fort bel appétit.

« Le dîner fut joyeux, nous étions dans la nouveauté ; le vin résiné aidant, les propos de jeunesse eurent beau jeu ! Nous sortons prendre l'air qui nous calme un peu et voir avec regret que la lune, cachée par le brouillard et entourée d'une auréole cendrée, présageait pour le lendemain un temps détestable. »

En effet, le temps redevint très mauvais et fit beaucoup souffrir nos deux compagnons dans leur masure rudimentaire. About n'eut guère à s'en ressentir, car il songea bien vite à retourner à Athènes, prétextant divers objets qu'il y avait oubliés. Le 8 avril au soir, Garnier recevait le petit mot suivant d'About, écrit d'Égine et annonçant le départ de celui-ci :

« Mon cher Garnier, je file sur Athènes; j'ai trouvé notre ex-bateau tout prêt à partir. Il me ramènera samedi : j'espère vous rapporter Curzon dans mes bras. En attendant, vivez en joie : je vous laisse le beau temps.

« Adieu et à bientôt. — E. About.

« Je n'ai pas le temps de voir les antiquités d'ici : je leur donnerai un coup d'œil au retour.

« Laissez-le (Constantin) prendre mon fusil, s'il a envie de vous tuer quelques perdrix; je lui ai bien recommandé de ne pas le heurter. »

Seulement, le retour d'About ne se produisit pas et Garnier dut passer seul la vingtaine de jours dont il avait besoin pour mener à bien son travail. C'était la restauration du temple qu'on considéra alors comme celui de Jupiter Panhellénien, puis de Minerve, restitué maintenant à l'antique Aphaïa, situé au Nord-Est de l'île, à une dizaine de kilomètres de la ville, sur le bord de la mer. En dépit du froid, du vent, de la pluie, le jeune architecte ne perd pas son temps, observe, mesure, prend des levés, fouille même au besoin, pour recueillir tous les vestiges du passé qu'il veut expliquer. Fragmens de marbres, tuiles ou pierres, il scrute tous ces débris pour surprendre le secret que le temps a enseveli. Pour cela il faudrait des fouilles plus profondes et mieux conduites que celles que peut faire Charles Garnier avec les instrumens de fortune dont il dispose. Mais l'argent lui manque, ainsi d'ailleurs que l'autorisation de sonder le terrain. A ce propos, lui arrive une amusante aventure qu'il conte assez gaîment.

« Aujourd'hui (23 avril), pendant que je déjeunais, je vois apparaître à ma porte ouverte deux Grecs assez déguenillés qui

riaient bêtement en me regardant. « *Buon giorno*, me dit le plus grand, vous allez bien? » Je lève la tête, pensant que j'avais affaire à des marins polyglottes, et leur demandai en français et en italien ce qu'ils désiraient. « *Buon giorno*, vous allez bien? — Mais oui, mais oui, et vous? — Vous allez bien? *Buon giorno.* » Je ne m'occupe plus d'eux, et je continue mon déjeuner. Au bout de deux minutes: « *Buon giorno*, vous allez bien? » Nouveau silence et nouveau: « Vous allez bien? » juste dit comme dirait un perroquet, et avec cela ils riaient comme des imbéciles, avec de grandes dents et une mâchoire rayée. Ma foi, après une dizaine de « Vous allez bien? » et autant de *Buon giorno*, impatienté, je me levai, les pris par les épaules et les mis à la porte. Ils s'en allèrent sans rebiffade, en ouvrant davantage la bouche, riant à se mordre les oreilles et en répétant : « *Buon giorno*, vous allez bien? » En revenant, Constantin, qui avait rencontré mes deux Grecs, m'apprit que j'avais mis à la porte le gouverneur de l'île et son adjoint. Horreur! Ils venaient au surplus me dire que, pour fouiller, il fallait écrire à Athènes; et dire que, pour cette bonne nouvelle, je les ai si mal reçus! J'irai les voir à Égine avec Constantin, qui leur expliquera ma méprise. Aussi faut-il être bête de se déranger pour me dire à peu près : Zut! et pour ne pas savoir le français. Ce sont des Grecs ingrats, ils devraient être destitués. »

Malgré cela, le travail de Garnier fut rapidement mené, et avec un sentiment très réel de l'architecture antique. Il lui fit grand honneur plus tard, quand l'auteur le soumit à l'Académie des Beaux-Arts, qui jugea la restauration neuve et complète, et en accepta les conclusions sur la polychromie des temples grecs, une question alors fort débattue. Garnier la tranchait par ses trouvailles, et il pouvait maintenant, après des constatations aussi heureuses, oublier les fatigues de son isolement, pour venir à Athènes retrouver les amis qu'il y avait laissés. Le 25 avril, il y était de retour, après divers incidens, dont le manque d'argent fut le principal. Dès le lendemain soir, il allait assister, en compagnie d'About, à une soirée dansante sur la frégate française *le Charlemagne*, stationnaire au Pirée. Écoutons-le narrer cet épisode, dont About, sans qu'il s'en doute, fait une partie des frais.

« *27 avril.* — Je suis allé hier soir au bal de la frégate. Toute la journée, About et moi, nous étions indécis pour savoir

si nous irions. La difficulté d'avoir des voitures, très demandées, et qui coûtaient quarante ou cinquante piastres pour le trajet d'Athènes au Pirée, nous faisait fort réfléchir. Enfin, nous nous décidons le soir à y aller. Nous enverrons Constantin d'avance au Pirée, avec nos effets, et là, nous nous y habillerons. J'emporte le costume de l'endroit, habit brodé, tricorne et épée, un vrai costume de sergent de ville. J'avais l'habit de Mézières et le tricorne et les souliers vernis de Beulé, avec aussi son épée. Nos paquets sont faits, et Constantin les porte en nous précédant; mais ce vieux bonhomme a la bonne idée, avant de partir par la grande route, de nous faire passer par la place des voitures. Nous sommes aussitôt assaillis par une foule de cochers qui n'avaient pas trouvé pratique; les demandes exorbitantes avaient fait reculer les gens économes. Enfin, nous faisons prix avec l'un d'eux, qui nous mène au Pirée pour deux drachmes. Il y avait loin des prix de la journée.

« Nous arrivons à la frégate, toute décorée et toute pavillonnée; puis des lustres en fusils, en pistolets, des candélabres avec des canons, des consoles avec des revolvers et des faisceaux de haches et de sabres, tout cela, ma foi, fort bien arrangé. A neuf heures, on annonce Leurs Majestés. Le tambour bat aux champs, et le roi Othon pénètre, avec sa femme, sur le pont de la frégate. Le Roi avait le costume du pays, fort beau et fort riche, mais pas fort joli; une fustanelle trop ample, qui ressemblait à un jupon empesé, gâtait tout le costume. Quant à la Reine, elle était mise comme une femme de la halle dans ses beaux habits du dimanche : robe rouge groseille avec bouffettes bleues, coiffure de diamans cachée dans de gros nœuds de rubans bleus et rouges. C'était d'un canaille!... Le bal s'ouvre, le Roi danse avec Mme Forth-Rouen, dont le mari danse avec la Reine. Je danse avec Mlle Pittakis, plus enfarinée que jamais. La danse finie et mes devoirs remplis envers la seule demoiselle que je connusse, je me mis en observation et je passai vraiment deux bonnes heures à admirer tous les costumes.

« C'était une vraie merveille; chaque pays, chaque province avait là représentans ou représentantes dans leurs plus beaux atours; c'était étincelant de couleur et d'or, et d'une invention dont je n'avais ni ne pouvais avoir l'idée. Combien je regrettais de Curzon, et que j'étais fâché qu'il ne fût pas là; il eût aussi été bien heureux de cette magnificence. Nous aurions passé

ensemble de bons instans à nous communiquer nos impressions, ce qui m'était impossible avec About, qui courait de-ci et de-là, papillonnant à droite et à gauche, parlant à l'un, lâchant l'autre, et ayant, par sa démarche pressée et ses mouvemens précipités, l'air d'avoir envie de satisfaire quelque petit besoin. Quelle toupie hollandaise que ce garçon! Il se cogne à tous les gens, abat toutes les quilles, renverse le quatre-cents, puis revient, repart ensuite, toujours bourdonnant et tontonant, plein de gaieté, de verve et d'entrain.

« Vers onze heures, j'ai une grande conversation avec le Roi, qui me demanda mon état, mes impressions sur la Grèce, mon avis sur l'architecture. Il fut pour moi charmant, je le fus aussi pour lui, bien que j'abusai un peu du mot Monsieur, et sans doute pas assez de celui de Majesté ou de Sire. Dame! c'était mon premier entretien avec une tête couronnée, je n'étais pas encore bien au courant.

« Après cela, nous descendons au buffet, faisons un carnage sur les vins de Bordeaux et le punch; nous sommes aimables avec les dames et leur passons des provisions, et je remonte faire le cotillon avec une jeune Grecque très jolie, que j'avais déjà deux fois débarrassée de sa soucoupe à glace. Le cotillon se passa très bien et gaiement; le brave Roi vient me chercher deux fois pour les figures, me parle encore parmi tout cela; je le traite comme un ami, nous sommes au mieux ensemble. Mais il n'est meilleure compagnie qui ne se quitte. A trois heures, nous laissons le bal, nous quittons la frégate; mais, ne pouvant trouver de voiture, nous revenons à pied du Pirée à Athènes. Le temps était beau; nous fumons force cigares, et, causant de l'un et de l'autre, nous arrivons à l'École un peu avant cinq heures. Un quart d'heure après, l'ami du Roi dormait d'un profond sommeil. »

Le croquis d'About, dessiné tandis qu'il observe et saisi sur le vif pendant qu'il essaie lui-même de noter le spectacle dont il donnera plus tard le tableau dans son propre livre, ne manque ni d'intérêt ni d'agrément. Il y en aurait plus encore au récit de la longue excursion que les deux amis entreprirent, dès le 1er mai, en compagnie du peintre paysagiste Alfred de Curzon; mais si Charles Garnier entama ce récit, il ne le mena pas au delà des deux premières étapes. Dans ses heures d'isolement et d'ennui à Égine, Garnier se promettait bien de ne plus recom-

mencer à voyager à travers la Grèce : quand il eut retrouvé la compagnie de ses amis, il ne voulut plus les quitter et s'embarqua avec eux pour parcourir le Péloponèse. Il se proposait même de tenir encore un journal de cette route nouvelle. Mais les loisirs y abondèrent moins qu'à Égine, et le voyageur ne poussa pas plus loin ce projet, dont voici à la fois les premières et les dernières pages.

« *Kalamaki, 2 mai.* — Le café pris, ce matin, nous sommes partis avant cinq heures de Mégare en jetant un dernier coup d'œil à ce pays si pittoresque. Notre caravane, augmentée de deux gendarmes, se composait alors de sept bêtes et de sept gens. Le commencement du chemin est assez facile; mais arrivé aux roches Skironiennes, il a fallu quitter nos montures et aller à pied. Le sentier est trop dangereux pour le faire à cheval, une espèce d'escalier taillé quasiment dans la roche, quelquefois à cinq cents pieds au-dessus de la mer, quelquefois dans la mer même, mais tout cela de deux pieds au plus de largeur : en haut, on a le vertige, en bas les vagues vous éclaboussent, quand la mer est un peu forte. Le chemin est même interrompu par les eaux et il nous a fallu passer deux fois dans la mer pour le retrouver. A notre droite, nous passons près d'un grand rocher conique de plus de deux cents pieds de haut, tout lisse et presque à pic; ça me rappelait la montagne d'ivoire de je ne sais plus quel conte. J'étais un peu en arrière de la caravane; tout heureux de ce que je voyais, je me laissais aller à ce plaisir, nouveau pour moi, de voyager à cheval; je suis tout surpris de me trouver vis-à-vis de deux Grecs déguenillés et à cheval, avec fusils, sabres, pistolets, tout un arsenal de guerre. Sont-ce là les brigands dont on parle? Pourquoi nos gendarmes les ont-ils laissés passer? Les Grecs s'arrêtent, j'en fais autant, et ils me demandent fort brusquement du tabac. Je comprenais ce mot et m'empressai de leur fourrer la plus grande partie du contenu de ma blague, m'estimant fort heureux de ce que mes voleurs se contentent de si peu. Je rejoins ensuite mes compagnons, qui m'assurent que mes brigands étaient tout simplement des gendarmes. Il fallait donc le dire. Ça n'empêche pas, gendarmes tant qu'on voudra je crois bien qu'ils cumulaient.

« La route continue, moitié à pied, moitié à cheval, tantôt, grimpant et tantôt descendant, et nous passons enfin les roches

Skironiennes sans rencontrer le centaure et sans nous être rompu le cou, puis nous nous trouvons dans une espèce de parc naturel. Un charmant bois de sapins et lentisques au bord de la mer, avec de belles petites allées, toutes sablées, des fleurs odoriférantes, des petits oiseaux qui chantaient, une route délicieuse, quoi! C'est par ce chemin parfumé que nous arrivons à Kineta, poste de gendarmes. Là, au pied d'un grand figuier sans feuilles, nous installons notre déjeuner et faisons un repas fort agréable. Puis, le café pris, Curzon et moi faisons deux dessins. Le temps passe vite lorsqu'on s'occupe et qu'on est heureux, et nous serions encore là à travailler si l'heure du départ n'avait sonné. Les gendarmes qui nous avaient accompagnés et qui venaient d'être payés, trouvant des camarades dans le poste de Kineta, prétendirent alors que la route était très sûre jusqu'à Kalamaki, et finalement nous lâchèrent à mi-chemin. Au surplus, le temps était si beau, la route si charmante, que nous ne pensons plus guère aux brigands. Après avoir passé deux heures à cheval sur une route quasi unie et découverte, nous descendons de nos montures pour faire un peu de chemin à pied et nous dégourdir les jambes. Puis, une heure et demie avant d'arriver à Kalamaki, nous laissons de Curzon, le grand jambier, continuer sa promenade pédestre et remontons, About et moi, sur nos chevaux. Le cheval de Curzon étant resté seul et libre par devant, le premier cheval de bagages, celui qui portait nos cartons et nos instrumens, venait après, puis About sur son cheval, moi ensuite sur le mien, et, un peu à droite enfin, Lefteri fermant la marche, monté sur le dernier cheval de bagages. Quant à Antonio et à Nicolas, ils marchaient tantôt devant, tantôt derrière, en fumant paisiblement une cigarette. Tout à coup, le cheval de Curzon, poussé par quelque accès de gaieté, se met à danser un peu, à trotter, puis finalement à galoper. Le cheval de bagages, encouragé par cet exemple et sans ménagemens pour son précieux fardeau, galope à sa suite. About ne peut à son tour retenir son cheval, stimulé par ce déplorable exemple et qui lutte de vitesse avec ses devanciers. Quant à moi, je me sentis presque aussitôt emporté de toute la vitesse des quatre jambes de mon coursier, qui, se trouvant par derrière, voulait passer par devant. Lefteri, seul, eut sur son cheval une influence salutaire et le retint assez pour l'empêcher de nous suivre à la piste. Ce fut alors une

course échevelée, les chevaux s'excitaient l'un l'autre, les *agoyates* (1), qui couraient après pour tâcher de les arrêter, ne faisaient au contraire que les stimuler. Curzon levait les bras au ciel en voyant ses dessins et ses cartons s'enfuir, et Lefteri, plus inquiet du sort de ses chevaux que du nôtre, suivait de l'œil notre course vagabonde. Le cheval de Curzon disparaît bientôt à nos yeux, le cheval de bagages sème sur sa route tout ce qu'il portait sur son dos, mes cartons d'abord fort mal attachés et qui tombaient à dix pas de nous, puis des débris d'assiettes, de chambre claire, de vêtemens et de papiers qui s'envolaient. About continuait avec son cheval son galop furibond, pendant que Curzon, resté au loin derrière nous, interrogeait tous les buissons pour retrouver les objets perdus.

« Quant à moi, ayant depuis longtemps quitté le chemin frayé, je courais à toute bride au milieu des champs et à la suite des autres; ma pipe me gêne pour tenir la bride, je la fourre dans ma poche; mon chapeau s'envolait, j'étais forcé de le retenir d'une main, je m'en débarrasse en le jetant par terre; et alors, libre des deux mains, je tire tant que je puis sur la bride: mais c'est comme si je chantais, la vitesse est toujours aussi grande. J'arrive enfin à dix pas d'un ravin de douze pieds de large et de huit de profondeur; si mon cheval saute pardessus ou par dedans, je suis certainement roulé et jeté en bas, la tête la première. Je retire mes pieds des étriers, tout prêt à sauter avant d'être sur le fossé, puis, tirant de toutes mes forces la bride à droite, je force le cheval à tourner la tête; il fait deux ou trois ronds sur lui-même, se cabre et finalement s'arrête. Je ne perds pas de temps et descends aussitôt, pas fâché du tout de me sentir sur mes jambes. Lefteri arrive, je lui remets la garde de mon diable de cheval et vais à la recherche de mon chapeau et de mes bagages. Je trouve le premier et quelques parties des seconds. Curzon était encore au loin, suivant la trace de notre passage et ramassant par-ci par-là quelques épaves. Je trouve encore un pinchart (2), une paire de bas, et m'en vais alors tout inquiet à la recherche d'About, depuis longtemps disparu. Dix minutes après, je l'aperçois enfin se détachant sur le bord de la mer et revenant sans cheval et ayant l'air un peu éclopé. Lefteri, le voyant revenir à pied, prend à

(1) Guide des voyageurs.
(2) Siège pliant sur lequel les peintres s'assoient pour travailler en plein air.

son tour de l'inquiétude pour ses bêtes; il donne le cheval de bagages à garder à Nicolas, monte sur le mien et part au galop dans la direction de Kalamaki, à la recherche de nos montures; il parle en passant à About, qui lui indique à peu près la route suivie, et continue sa course. About arrive enfin près de moi et me dit qu'ayant été entraîné sur le bord de la mer, puis à travers champs, et que ne voyant pas la fin de la galopade, il s'était résolument jeté par terre, où il était resté quelques instans assez étourdi. Curzon vient nous retrouver, suivi d'Antonio; nous cherchons encore sur la route les quelques objets qui s'étaient égarés. Enfin, harassés, abrutis, un peu vexés, nous arrivons à Kalamaki, où nous retrouvons les chevaux qui étaient déjà à l'écurie et qui ne paraissaient pas se douter de l'ennui qu'ils nous avaient causé. Quant aux bagages portés par le cheval, ils étaient en partie démantelés, et il ne restait sur le dos de l'infidèle coursier que la selle et mon sac. Le sac de Curzon était perdu, ainsi que son fond de chambre claire. »

Ici s'arrête le récit de Garnier et c'est dommage, car si sa plume n'avait pas la virtuosité de son pinceau d'aquarelliste, elle ne manquait pourtant ni de vivacité, ni de pittoresque. Pendant les quelques semaines que dura cette excursion pénible, mais variée, Garnier eût trouvé l'occasion de recueillir bien des incidens, qu'About a notés et semés au cours de son livre, et sur lesquels nous serions aises de posséder un double témoignage. Cette randonnée, qui ôtait la plume aux doigts de l'architecte, l'avait mise aux doigts d'About, et il avait annoncé à ses amis, en particulier à Taine, qu'il voulait écrire son voyage en Morée. C'est sans doute la première idée de *la Grèce contemporaine*, dont le plan devait s'élargir dans la suite et s'accroître de quelques enseignemens et de beaucoup d'ironie. Est-ce le dessein d'About qui coupa court à celui de Garnier? Vraisemblablement. En tout cas, le jeune architecte y renonça de bonne grâce et ne mania plus, en chemin, que ses crayons ou ses pinceaux, pour saisir au passage des types ou des sites caractéristiques. Peu après le retour de la caravane à Athènes, sans doute dans les premiers jours de juin 1852, les amis se séparèrent, Garnier et Curzon retournant en Italie et About demeurant à Athènes, où il persistait à s'ennuyer. Du moins n'oubliait-il pas ses amis de Paris, et voici, à titre de preuve, un charmant billet qu'il écrivait alors, le 5 juillet 1852, à la sœur

d'Arthur Bary, Mlle Louise Bary, qui allait devenir, quelques années plus tard, Mme Charles Garnier, en lui envoyant une futilité athénienne. Le tour de l'envoi est aussi enjoué qu'aimable.

« Mademoiselle, j'ai envoyé une de ces petites écharpes à ma sœur. Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que je suis assez le frère d'Arthur, le fils de vos parens, et votre ami, pour oser vous traiter avec le même sans-façon fraternel, et vous en envoyer une autre. Je me risque avec d'autant plus de confiance que je crois bien que cela ne sera pas mettable à Paris. Les Athéniens ont un goût à part, et le journal des modes de Trieste, qui est le Carpentras de l'Autriche, aura bien du mal à les civiliser. La haute société met sa gloire à porter des robes à quatorze volans, et il s'est célébré avant-hier un très beau mariage pour lequel on avait fait venir les chapeaux d'Angleterre ! Il n'y a que les mendians qui s'habillent bien, parce qu'ils ne s'habillent pas. Et voilà pourquoi cette écharpe ne servira jamais à votre toilette, et ne sera qu'un très fragile monument d'un très solide souvenir.

« Quand ce chiffon de soie et ce chiffon de papier arriveront, l'un portant l'autre, au lycée Charlemagne, je serai l'hôte du monastère de Pathmos. J'ai pensé qu'il serait prudent, dans les grandes chaleurs de l'été, de prendre quelques bains de nez dans la poussière des manuscrits. C'est la bonté paternelle de l'Institut qui m'a fait ces loisirs. Ce sage vieillard craint, avec quelque raison, qu'on ne s'amuse trop dans Athènes, et il nous recommande de mettre du Pathmos dans notre vin. Ce qui me console un peu, c'est que, si je trouve un moine qui ait des dispositions, je lui apprendrai à faire des calembours. Nous avons vu par de brillans exemples que l'homme et même la femme ont pour le calembour une aptitude naturelle, qui ne demande qu'à être cultivée. Au moins ce n'est pas vous qui me contredirez sur ce point. Si je pouvais, en même temps, convertir un vieux Turc, notre gloire serait complète : on ferait des calembours dans le paradis de Mahomet.

« Et vous, vous aurez bientôt les vacances, et votre frère. Quand je pense que ce mortel harmonieux qu'on appelle M. Poirson (1) s'apprête à conduire ses élèves au concours, je crois rêver. Vous irez peut-être à Fontainebleau, peut-être en

(1) Proviseur du lycée Charlemagne.

Normandie, peut-être à deux pas de Paris; vous causerez avec Mme T..., qui a de si bonnes dents pour mordre le prochain; vous rirez avec « la petite femme qui danse, » suivant l'expression du mufti Francisque, et avec la jolie Mme Girette. (Dire que, sans l'île de Pathmos, il n'y aurait pas eu d'Apocalypse, et que l'affreux petit Girette ne se serait jamais appelé Jean!) Gustave vous jouera du piano; vous prendrez du bon temps; vous embrasserez Arthur; vous verrez nos amis, et peut-être vous parlerez des absens. On est joliment absent, allez, quand on est où je suis et surtout où je serai. Il me semble que je serai à mille lieues de vous; et cependant je ne serai qu'à neuf cent cinquante!

« Adieu, mademoiselle; j'embrasse vos bons parens et vos frères, et je leur demande la permission de vous embrasser aussi. »

On ne conçoit guère une lettre d'About sans malices. Il y en a de plus ou moins intelligibles dans ce billet envoyé à une jeune fille. Par exemple, Mme Girette était une charmante personne, dont la grâce avait, à son insu, conquis About, qui se dépitait de la voir mariée à un autre, De ce fait, l'enfant issu de ce mariage lui était devenu « affreux. » Ce sont là jeux de prince. Caprice aussi l'idée d'aller deux ou trois mois à Pathmos, qu'About avait envisagée sérieusement et qui tout à coup tombait à l'eau, selon sa propre expression, comme une pièce de Ponsard. La raison de ce revirement subit? La visite qu'un ami parisien se proposait de faire bientôt à l'exilé de Grèce, visite qui devait se passer à Corfou. Eut-elle lieu réellement? Je l'ignore, car les documens sont rares sur cette période de la vie d'About, qui semble avoir surtout passé son temps à s'ennuyer et à ne rien faire. On a publié quelques fragmens de lettres écrites à cette époque au diplomate Charles Tissot, futur ambassadeur de la République française, ancien élève de la pension Jauffret et du lycée Charlemagne, au temps de Sarcey et d'About. Mais ces fragmens ont été mis au jour avec trop de fantaisie chronologique pour qu'on puisse s'y fier à cet égard. Ils peuvent seulement nous renseigner sur la curiosité d'About, toujours en éveil, et sur la façon dont il l'exerce, recueillant tous les détails dont il féra son profit ultérieur. A l'automne, une lettre de Charles Garnier, rentré à Rome et songeant toujours au temple d'Égine, vint tirer About de son

indolence et le contraindre à écrire une longue réponse. Elle date du 5 octobre 1852. La voici :

« C'est fort aimable à vous, mon cher Garnier, de vous souvenir encore de cet affreux pays d'Athènes et de ses maussades habitans. Et, ce qui n'est pas moins beau de votre part, ce sont les efforts héroïques que vous avez faits pour écrire une lettre lisible. Si les prix de vertu n'étaient pas distribués depuis un mois, je vous recommanderais à M. Ancelot. Vous m'avez fait un plaisir si grand, et si inespéré, que je m'empresse de vous répondre courrier par courrier, contrairement à toutes mes habitudes.

« Vous êtes bien heureux de vivre en pays civilisé et d'avoir à qui parler. Je comprends que la Grèce ne vous ait pas plu : pour s'y trouver bien, il faut être ours, ou le devenir. J'ai passé presque tout l'été à Athènes, un bien long et bien triste été. J'allais passer mes soirées à l'ambassade très régulièrement : j'étais devenu un meuble de la maison. Vous savez peut-être que le petit de Cazaux est parti, assez mal avec M. et Mme Rouen, qu'il a offensés sans le vouloir. Les attachés sont maintenant M. de La Tour du Pin, qui a beaucoup de monde et pas mal d'esprit, quoi qu'on die, mais ce n'est pas un garçon fondant ; l'autre est M. de La Valette, un grand bon enfant qu'on scie de toutes les manières, sous prétexte qu'il achète lui-même son sucre et sa bougie, et qu'il fait reluire ses souliers avec les basques de son habit. Mme Rouen est toujours ce que vous l'avez connue, bonne femme pour ceux qu'elle aime, et femme d'esprit pour tout le monde. Elle a passé l'été à soupirer après la France, et, maintenant, il est fort probable qu'elle passera l'hiver dans le même exercice. Ils ont cependant leur congé, mais ils n'en profitent pas : je ne sais pourquoi ; c'est de la haute politique.

« Toutes vos autres connaissances d'Athènes se portent à merveille ; je ferai vos commissions quand je pourrai sortir. En ce moment, j'ai une patte foulée : encore une chute de cheval : vous savez que c'est ma spécialité. Notre maison n'a pas mal l'air d'un hôpital. Le petit Guérin est allé à Constantinople, à Troie, à Smyrne, à Beyrouth, à Jérusalem, au diable enfin. Son voyage a duré trois mois et il ne fait que de rentrer à la maison. Vous connaissez ses qualités d'homme de ménage : il est parvenu à ne dépenser que neuf cents francs en trois mois, ce qui est pro-

digieux. Mais son économie lui a été funeste. Il a été pris à Jérusalem d'une fièvre terrible, qui lui a attaqué le foie et qui ne sera pas facile à guérir. Il voyageait avec un curé de Bordeaux, qui est mort, en chemin, de la fièvre. Pour lui, il est rentré ici très las, très malade et très découragé; ce qui le soutenait un peu, c'était la certitude de trouver des lettres de sa famille : la première qu'il a ouverte lui a appris la mort de son père. Vous jugez si notre maison doit être gaie. Nous nous droguons de compagnie, car j'ai eu aussi ma part de fièvre : personne n'y échappe. De son côté, Mlle Daveluy est très souffrante : elle a une névralgie aiguë qui la prive de sommeil, et qui fait tomber tous ses cheveux, qu'elle avait fort beaux. Je ne sais pas si vous savez que M. Daveluy, dès le jour de son arrivée, a établi un cordon sanitaire autour de sa fille, et pris les mesures les plus jalouses pour qu'aucun de nous ne pût seulement causer avec elle; c'est seulement depuis le retour de Guérin et le mien, c'est-à-dire depuis cinq ou six jours qu'il s'est relâché de sa sévérité, et nous avons dîné chez lui pour la première fois il y a trois jours.

« Voilà les seules nouvelles que je puisse vous donner; je ne sors pas. Cependant le bruit public vient de m'apprendre que notre ami le père Guérin avait été nommé consul à Syra, ce qui porte son traitement à 12 000 francs. Vous le connaissez assez pour deviner sa joie. Beulé ne nous a pas écrit depuis son départ, mais j'ai de ses nouvelles par ma mère qui a vu la sienne. Vous avez parfaitement raison, mon cher Garnier, dans ce que vous me dites de Beulé. Je suis sûr que s'il avait été moins absorbé par son travail, et moi moins embêté par ma correspondance de France, je n'aurais pas été si lent à lui rendre justice. Nous avons beaucoup causé, dans les quelques jours qui ont précédé son départ, et j'ai pu juger des excellentes qualités de son cœur. Mais j'ai eu tant de chagrins depuis mon arrivée dans ce pays que cela doit excuser bien des sottises.

« Je viens de perdre tout mon été : je n'ai ni travaillé ni voyagé, végété tout au plus. Je n'ai vu ni Constantinople ni rien de rien, si ce n'est Corfou. Voilà un pays à paysages ! Quinze millions d'arbres, des fabriques vénitiennes, des lacs, et la mer partout. C'est ce que j'ai vu de plus ressemblant à l'idée qu'on se fait de la Grèce. Mais le troupier anglais gâte tout. Vous avez eu tort de trimer tant autour du Péloponèse, où l'on ne trouve

rien : à Corfou, vous auriez trouvé de tout, et même des femmes à l'usage de l'homme. Je connais quelques officiers qui ont cherché pendant deux ans dans Athènes la doublure de ce qu'y cherchait Diogène. Enfin ils ont trouvé, ils ont été ravis, ils m'ont fait part de leur découverte, et j'ai été saisi d'horreur. Jugez! Il faut que le pain soit bien noir, pour qu'un affamé comme moi n'en veuille pas. A Corfou, c'est bien différent; et à Rome aussi, j'aime à le croire.

« Le bon Théophile Gautier a passé ici quatre jours que j'ai consacrés à le piloter. Il est enchanté de vous, et je suis sûr que, si vous aviez jamais besoin d'un coup de plume, il vous le donnerait de grand cœur. Curzon, en revanche, ne lui a plu qu'à moitié : il lui a trouvé l'air pauvre et piteux. Quant à vous, il vous définit : un charmant artiste, et un adorable enfant. Au reste, vous savez que vous avez laissé ici un souvenir équivalent chez tous ceux qui vous ont connu. Le père David ne me rencontre jamais sans me demander des nouvelles de notre *jeune* ami. Je vais lui dire que vous avez des moustaches. Il part mardi pour Constantinople; de là il ira probablement en Italie, puis en France, Dieu sait quand. Le colonel Touret s'est fendu de tout son chic pour Théophile Gautier et Mme Grisi : il faisait bon le voir à la musique. Depuis leur départ, il ne dit plus que Théophile, mon ami Théophile, notre bon et cher Théophile. Mais votre amie la plus solide, c'est encore la duchesse; cette amitié-là repose sur un soubassement inébranlable. Elle ne parle de vous qu'en soupirant; et elle ajoute : « *Il était dit* que je ne ferais que l'entrevoir. » Allah est grand! Par exemple, elle n'est pas encore remise avec Curzon qui n'a pas voulu la connaître : elle gardera sa dernière dent contre lui.

« A propos de Curzon, Logothète a reçu pour lui trois ou quatre lettres qu'il a payées, et que nous ne savons où envoyer. Si vous savez son adresse, faites-moi donc l'amitié de me l'envoyer.

« Croiriez-vous que nous n'avons plus ce pauvre Petro? J'en ai eu un chagrin mortel. M. Daveluy l'a chassé pour mille et un crimes abominables, dont le plus irrémissible est de nous être attaché. Il se croyait toujours le domestique des membres de l'École, bien plus que du Directeur. J'espère le faire entrer chez la duchesse. Notre ami Nicolo triomphe, et je l'ai surpris hier à se raser avec mes rasoirs en signe de joie. Je serai longtemps à me consoler de Petro, et nous ne le remplacerons jamais.

« Votre chien de gouvernement romain est bien agaçant : il me force d'écrire en pattes de mouches, et de finir plutôt que je ne voudrais. M. Daveluy m'a formellement promis que je pourrai aller l'été prochain en Italie : je tâcherai que l'été tombe au mois de mai ou d'avril. Et ces messieurs, quand nous arrivent-ils? M. Lebouteux vient-il seul, ou son courageux ami persiste-t-il à l'accompagner? C'est là que nous ferions une belle tablée, cinq Athéniens et deux Romains; et il y aurait de forts plums-puddings. Adieu, je vais manger ma bouillie, je prends médecine demain matin, dont Dieu vous garde. Passez un joyeux hiver; dansez dru; buvez, si c'est possible, et faites mieux encore, s'il y a de quoi. Tout cela n'est pas fait pour nous. Écrivez-moi quand vous aurez le temps; je suis un correspondant fidèle et tout à vous.

« Envoyez-moi toujours la liste des renseignemens que vous demandez sur Égine : je verrai le père Pittakis, et je m'informerai un peu partout. Attendez encore un peu pour vous marier, je vous dirai pourquoi. »

Pour être compris, cet amical bavardage a besoin d'un commentaire. About cite bien des noms en courant. D'abord, ceux du chargé d'affaires de France à Athènes, le Genevois baron Forth-Rouen, et sa femme, une belle Portugaise de naissance, qui faisait fort aimablement les honneurs de la légation, où elle s'ennuyait ferme; puis, les divers membres de cette légation, sur lesquels le spirituel écrivain fournit des détails fort circonstanciés, plus ou moins exacts. Les deux Guérin dont il est question plus loin, sont très différens d'âge et de situation : l'un, le *père* Guérin, était depuis longtemps chancelier de la légation et venait d'être nommé consul à Syra; l'autre, Victor Guérin, le *petit* Guérin, était élève de l'École où il avait suivi About à cinq mois d'intervalle. Ce fut un voyageur intrépide, qui a laissé nombre de descriptions de l'Orient hellénique, plus aisées que savantes. A son propos, quelques traits nets viennent marquer l'état précis de l'École d'Athènes à ce moment. L'autoritarisme ombrageux du directeur Daveluy est souligné en passant, et About semble faire amende honorable au caractère de Beulé, à qui il ne rendit pas toujours pareille justice : au surplus, Beulé ne portait guère de sympathie à son camarade. Enfin, deux serviteurs fidèles de l'École sont mentionnés par About : Logothète, d'abord cavas, puis intendant de l'établissement, où

il séjourna cinquante ans, toujours prêt à rendre les services les plus divers; et que Garnier représenta, à son passage, dans une aquarelle vibrante; puis le camérier Petro, dont About a vanté ailleurs le génie pour le café à l'orientale et qui demeura trente-cinq ans à l'École, car le départ dont il est question ici ne fut qu'un faux départ et Daveluy ne se montra pas inflexible au serviteur congédié.

A ces noms de fonctionnaires de rangs divers, il faut joindre ceux de quelques autres Français. En premier lieu, le colonel Touret, un soldat philhellène venu avec le corps militaire de Fabvier et qui, depuis, n'avait plus quitté la Grèce libérée, se dévouant corps et âme à son roi. Par ses fonctions, par son caractère, le colonel Touret était le plus en vue des Français devenus Hellènes. Autour de lui se groupaient naturellement ceux de ses compatriotes qui passaient à Athènes un plus ou moins long temps. On a vu comment il avait adopté Théophile Gautier. Parti de Paris aux environs du 10 juin, Gautier avait gagné d'abord, par Marseille et la mer, Malte et Syra, où il resta vingt-quatre heures. Là, le paquebot qu'il montait, *le Léonidas*, avait pris comme passagers Garnier et Curzon, allant, eux aussi, visiter Smyrne. L'écrivain voyageur fait une allusion obligeante à cette rencontre. Ce hasard fut, pour Garnier, le point de départ d'une liaison amicale avec Gautier, et l'on connaît la curieuse pièce de vers monorimes que celui-ci composa un jour, à l'occasion d'une invitation à dîner :

Garnier, grand maître du fronton,
De l'astragale et du feston,
Abandonnant le feuilleton, etc.,

et la suite d'une soixantaine d'autres sur ce même ton.

Poursuivant par mer, le long de la côte d'Asie, Gautier poussa jusqu'à Constantinople, où il demeura quelque temps. Lui-même a décrit, dans un volume, les incidens de son séjour. C'est en rentrant en France qu'il visita Athènes, et on a vu comment About lui en fit les honneurs. Mais Gautier ne dit rien de cette circonstance, dans les quelques pages qu'il a laissées sur sa visite, pages qu'il publia dans le *Moniteur universel* (1852, 20, 21 et 27 octobre ; 1854, 12 et 29 avril et 6 mai) et qui n'ont pas été groupées en un volume. Tandis que le nom de Beulé est abondamment cité, celui d'About n'y figure pas.

En faut-il induire que le bon Théo manqua de gratitude pour son cicerone bénévole, ou que celui-ci ne sut pas gagner la bonne grâce du visiteur? Les caractères étaient si différens qu'ils pouvaient bien ne pas se complaire. Un détail le donnerait à penser. On sait le mot cruel qui plus tard fut attribué à Théophile Gautier, à propos de *la Grèce contemporaine*, dont il aurait dit que le livre semblait avoir été écrit par le portier du Parthénon. Mais le racontar est-il bien exact?

A la même époque que Théophile Gautier traversait Athènes, un autre Français illustre, David d'Angers, le père David, comme dit assez familièrement About, y séjourna plusieurs mois, dans la ville ou aux environs. Nous aurons plus loin l'occasion de revenir sur cet événement, qui ne fut pas sans troubler l'existence d'About. Disons seulement que, selon le propre aveu de celui-ci, c'est lui qui, à quelques semaines de distance, amena Théophile Gautier chez la duchesse de Plaisance, qui, elle, présenta About à David d'Angers. C'était une singulière physionomie que Sophie de Barbé-Marbois, duchesse de Plaisance. Venue en Grèce par goût de la vie indépendante, elle y était restée à la suite de la mort d'une fille bien-aimée et s'y faisait remarquer par les contrastes de son esprit. Aimant à bâtir, elle avait un penchant particulier pour les architectes français et rêvait de faire construire par l'un d'eux, au sommet du Pentélique, un gigantesque autel au Dieu d'une religion dont elle était l'inspiratrice. Entre tous, Garnier lui avait plu, pour sa bonne humeur et pour son talent. Les nouvelles de la duchesse de Plaisance ne pouvaient donc pas être indifférentes au jeune architecte, qui écrivait peu de temps après, à About, pour lui demander des renseignemens plus techniques. Celui-ci se hâta de répondre, et, le 20 décembre 1852, il envoyait à Garnier une longue lettre, contenant d'abord des indications sur les inscriptions grecques qui pouvaient être mises sur la restauration du temple d'Égine. Nous laissons de côté cette dissertation épigraphique, à laquelle l'auteur lui-même ne semble prêter que peu de valeur. Il continuait ainsi :

« Voilà, mon cher Garnier, ce que vous me demandez; mais la sagesse de Beulé et la mienne espèrent que vous ne vous servirez point de tout cela, et que vous vous abstiendrez de ce chipotage archéologique. Vous avez assez de talent pour faire une restauration très belle sans aucune espèce d'inscription.

Notez, du reste, qu'une inscription est plutôt faite pour gâter une belle surface de marbre que pour l'orner. Songez de plus qu'à l'époque de la construction du temple, on avait une écriture informe et quasi illisible; songez de plus que les Éginètes écrivaient dans le dialecte dorien, et que si vous mettiez dans votre restauration les inscriptions telles qu'elles ont pu être sur le temple lors de sa fondation, vos juges de l'Académie des Beaux-Arts croiraient que vous vous fichez d'eux. Je vous ai donné pour chaque inscription deux manières d'écrire : la première, qui est archaïque et dorique, ne satisfera par vos juges, et satisferait encore moins des archéologues, qui trouveraient les lettres trop bien faites et les mots trop peu écorchés. La seconde manière, celle que je précède de la conjonction *ou*, sera nécessairement un anachronisme : il n'est pas possible de mettre sur l'église Notre-Dame une inscription en français du XIXe siècle. Malgré toutes ces bonnes raisons, je vous ai obéi ponctuellement, pensant que c'est un devoir de l'amitié de fournir une corde à un ami qui veut se pendre.

« Quant aux détails que vous demandez sur le temple, j'espère vous les donner d'ici à deux mois, deux mois et demi. L'Institut a mis la topographie d'Égine dans notre programme, et c'est la question que j'ai choisie. Vous devinez bien que je m'arrache les cheveux de n'avoir pas profité du voyage que j'y ai fait avec vous. Mais il aurait toujours fallu y retourner, ainsi peu importe. J'irai bientôt, avec quelque nouveau, y boire à votre santé de ce vin résiné que vous approuviez si vigoureusement. En retour, je compte que vous voudrez bien me faire écrire par le plus lisible de vos amis quelques détails précis et circonstanciés, sur les découvertes que vous avez faites dans le temple, telles que la double colonnade de l'intérieur, *et cætera;* avec l'énumération des parties peintes, et le comment de chacune; avec le diamètre et la hauteur de chacune de ces deux colonnades superposées. Je vous supplie de choisir un homme dont l'écriture ressemble aussi peu que possible à la vôtre. Nous nous sommes mis à deux pour lire votre lettre, et nous n'en avons encore déchiffré que le quart.

« Une autre fois, je causerai davantage; en ce moment, il est un quart d'heure du matin, et les honnêtes gens ronflent tous, ô ronfleur! Votre illustre de Curzon est donc en Égypte? Notre Guérin est à Pathmos, dans les moines jusqu'au cou. Je

ne sais rien d'Athènes, mon cher ; je ne sors qu'une fois par jour pour aller à l'Acropole : c'est votre promenade d'autrefois. Nous sommes fâchés avec la duchesse. Figurez-vous que cette vieille guenipe s'est mis en tête de nous envoyer du lait, à Guérin et à moi. Je le refuse, Guérin le boit, et, le lendemain, nous apprenons que sa vache était enragée, que les médecins avaient recommandé de ne pas boire son lait, qu'elle vient de se tuer en se cognant la tête contre un arbre, qu'on a fait l'autopsie, et qu'on a trouvé tous les symptômes de l'hydrophobie la plus pommée.

« Sur ce, mon cher Garnier, mon bon petit Garnier, je vous souhaite une bonne année, et je me plais à espérer que votre restauration ne sera pas partie quand j'arriverai à Rome. C'est toujours à la fin de juillet que j'espère aller vous voir, et entendre quelques-uns de ces calembours que vous tirez si bien par la tignasse. Voici plus de six mois que je n'en ai ni fait ni entendu un seul. Comme on vieillit! Vous me rajeunirez, vous qui avez tant de gaîté et de jeunesse. En attendant, je vous serre bien cordialement la main. »

Pour une fois, About est sobre de nouvelles ; il est vrai que le grec du début a pris une bonne partie de sa lettre. Il va se rattraper dans la lettre suivante, où les renseignemens techniques, qu'accompagnent deux croquis sommaires, ont aussi leur place, mais plus restreinte, et n'empiètent pas sur les anecdotes qu'About veut donner à son ami Garnier. Elle est datée d'Athènes, le 26 mars 1853, et contient le récit de l'excursion qu'About a dû faire de nouveau à Égine, à l'occasion du mémoire qu'il prépare pour répondre à la question de l'Institut.

« Mon cher Garnier, ne bougonnez pas trop contre moi : je ne puis pas vous répondre à toutes vos questions sur Égine. 1° Nous n'avons pu faire de fouilles, pour la même raison qui vous en a empêché, il y a un an ; 2° nous avons été tellement pressés en partant, et j'étais si embourbé dans mes fonctions de chef de gamelle que j'ai oublié d'emporter la lettre où vous me demandiez des renseignemens. Je me la suis fait envoyer à Égine, et elle a eu l'esprit d'arriver juste une heure avant mon départ. Voilà pourquoi je ne puis pas répondre à votre quatrième question sur la hauteur des constructions adossées à l'opisthodome (1). Quant aux trois premières,

(1) Vestibule postérieur du temple.

je m'en souvenais, et j'ai pu faire ce que vous me demandiez.

« 1° Les colonnes A et F ne portent aucune trace de scellement. Les colonnes B et E en portent.

« 2° Ces scellemens sont parallèles les uns aux autres.

« 3° Les deux colonnes du pronaos (1) ont des trous de scellement des deux côtés.

« 4° Je vous demande pardon de mon étourderie qui ne m'a pas permis de mesurer les constructions adossées à l'opisthodome. Et, sur ce pauvre temple, je n'ai plus que deux observations à vous faire : 1° nous avons trouvé de belles tuiles peintes; 2° je suis moralement convaincu que le temple n'était pas consacré à Jupiter Panhellénien; qu'il n'y a jamais eu de temple de Jupiter Panhellénien à Égine, mais seulement une enceinte consacrée, construite au pied du pic Saint-Élie. Mais cela vous est parfaitement égal, et votre restauration n'en sera pas moins belle : qu'elle soit faite pour un Dieu ou pour un autre, le Dieu sera très honoré d'habiter le logement que vous lui préparez.

« Nous sommes allés à Égine en grande troupe : sept hommes, ni plus ni moins, dont j'étais le caporal. Vos deux camarades de Rome, qui sont de charmans garçons, m'ont confirmé dans l'idée que j'avais des architectes : il m'arrive quelquefois d'appeler Louvet Garnier, et quand je ferme les yeux, je prends Lebouteux pour Curzon. Cependant, c'est un Curzon très perfectionné, plus facile à vivre, s'il m'est permis de le dire, et qui ne nous réveille pas pour chercher ses punaises. En un mot, ces messieurs m'ont rendu tout le bon temps que j'avais passé avec vous, et ils ont redoublé mon désir d'aller à l'Académie, puisque j'y arriverai avec eux et que je vous y retrouverai.

« Le petit Radigon était aussi du voyage, qui s'est fait précisément sur le même caïque qui nous a conduits jadis. Nous avions emmené Constantin, ou du moins ce qui reste de Constantin, car il est bien détérioré. Radigon a profité du beau temps pour avoir le mal de mer, et il a dégobilloté en tapinois au bénéfice des poissons. Nos deux nouveaux, que vous verrez quelque jour, venaient faire à Égine l'apprentissage du lit par terre, des punaises et du vin résiné; enfin, M. Rouen nous avait

(1) Vestibule antérieur du temple.

confié un charmant petit garçon de dix-neuf ans, le fils d'un de ses amis, qui vient flâner en Grèce au sortir des jupons maternels. Nous avons, bien entendu, passé la première nuit dans la Ville, mais dans un khan infiniment supérieur à la boutique d'épicier où nous avons logé jadis. Nous avions deux chambres, avec des fenêtres, et nous aurions dormi comme des présidens de tribunal, sans les puces, les punaises et les cancrelas. Nous n'avons pas remarqué d'autres bêtes. Vous vous souvenez que Constantin mettait autrefois quatre heures à faire le dîner; mais au moins il le faisait. Maintenant, il y a du progrès, il ne le fait plus. Je lui avais commandé le fameux agneau à la palikare, et le pilaw dont votre estomac a dû garder le souvenir; nous étions arrivés depuis deux heures, nous sonnions creux comme des tambours de basque, et quand j'allai demander à Constantin :

« — Eh bien! l'agneau?

« — Quel agneau, *signor mio?*

« — Et le pilaw?

« — Quel pilaw, *signor mio?*

« Le tout, de cette voix angélique que vous lui connaissez. Le pauvre homme n'avait pensé qu'à faire son petit dîner, qui mitonnait tout doucement sur le feu. Il fallait pourtant manger. Le jeune homme du monde, l'ami de M. Rouen, retroussa ses manches et fit une magnifique soupe à l'oignon, qui obtint l'assentiment général. Radigon, piqué d'honneur, fabriqua une énorme potée de pommes de terre frites, et les apporta sur la table comme un Saint-Sacrement, avec une solennité dont je ne pourrais jamais vous donner une idée, si vous ne connaissiez pas l'homme. On le porta en triomphe, et il inclina son front sous un concert de louanges.

« Le lendemain, on est parti pour le temple au lever de cette bonne vieille aurore, qui à mulet, qui à âne; le pays continue à ne pas produire de chevaux. L'homme qui nous louait ses bêtes était le même qui transporta jadis vos échelles. J'ai demandé des nouvelles du mulet borgne qui allait se cogner dans tous les passans : la pauvre chère bête est morte peu de temps après votre départ. L'ânier, qui ne me reconnaissait pas, me raconta, chemin faisant, qu'il avait mené l'année dernière un milord qui buvait quatre okes (1) de vin par jour, et qui

(1) Mesure valant un litre et quart.

avait habité près d'un mois chez Aristide. Il m'a été impossible de ne pas vous reconnaître à ce portrait. Vous souvenez-vous de temps en temps, mon cher Garnier, de ce petit résiné si jaune, si clair, si gaillard, qui se laissait si bien boire, et qui ouvrait régulièrement la porte à vos confidences et à vos histoires d'amour? Si vous l'avez oublié, vous êtes un ingrat, car vous lui devez quelques bons quarts d'heure, et moi aussi. Le jeune Aristide, qui de cornichon est devenu concombre, nous en a apporté un certain nombre d'okes, avec une provision de ces figues que vous ne méprisiez pas; et nous avons mangé l'agneau au pied du temple, à l'entrée de cette grotte que vous savez. J'ai la douleur de vous dire que Louvet n'a pas mordu du tout au vin résiné; Lebouteux a témoigné qu'il s'y accoutumerait sans peine; quant à nos nouveaux, ils sont tombés dessus comme la grêle, et un coup de plus, ils seraient tombés dessous. Ce qui est certain, c'est qu'ils tutoyaient Radigon comme du pain, et Radigon le leur rendait abondamment. Le temple a été un accessoire du déjeuner : on l'a regardé par acquit de conscience, et, excepté les architectes, je crois que personne n'y a rien compris. Je suis revenu deux jours après pour voir vos scellemens; sans quoi, j'aurais bien pu en voir dix-huit à chaque colonne. Nous sommes revenus en grande cavalcade, sauf Lebouteux qui se plaît sur les bases que la nature lui a fournies. Radigon caracolait avec le sentiment de l'instabilité humaine : il accusait l'ânier de vouloir le précipiter en bas, et, pour l'empêcher d'approcher, il s'était armé d'une énorme pierre. Le lendemain matin, ces messieurs sont repartis pour Athènes, et m'ont laissé avec les deux nouveaux. Il y en a un qui vous amuserait bien : c'est le petit Lebarbier. Il a pour les femmes cette tendresse universelle que je croyais n'appartenir qu'à vous : ce garçon-là vous vole indignement. Croiriez-vous que la seconde fois que nous sommes allés au temple, il a voulu à toute force séduire la femme de l anagnoste (1), la mère du petit Basile, qui beuglait si bien les chansons? Vous devez vous souvenir de ce torchon-là. Eh bien! si je n'avais pas fait le métier du bon gendarme, Lebarbier allait donner l'assaut à cette vertu crottée. Il est vrai que nous n'avions bu que deux okes de résiné, et que Reynald, mon autre collègue, ne s'est

(1) Lecteur, dans l'église grecque.

jeté que deux fois à bas de son âne. Vous souvenez-vous du chien noir à qui vous donniez à manger? Il vous fait dire bien des choses, et il mange mieux que jamais.

« J'aurais dû attendre, pour vous écrire, que je fusse en train de blaguer; mais ces jours-là ne se rencontrent plus guère; contentez-vous donc de ce chiffon. Nous irons dans quelques jours à Sunium pour installer ces messieurs. Dans le commencement de mai, nous partons pour Constantinople; avant le 1er juin, j'irai vous dire un grand bonjour à Naples; et, à partir de ce moment, j'appartiens à votre joyeuse Académie. Vous me trouverez bien renfrogné et bien refroidi : est-ce un mal? Curzon dirait que non; moi, je ne sais qu'en dire. Adieu, mon cher Garnier, et à bientôt. Je vous serre bien cordialement la main. »

Ajoutons quelques précisions à ces propos de jeunesse. Les deux architectes dont il est question, Denis Lebouteux et Victor Louvet, tous deux prix de Rome, l'un en 1849, l'autre en 1850, avaient été les camarades de Charles Garnier à l'atelier Lebas, avant de le redevenir à la villa Médicis. Ils s'étaient rendus à Athènes pour aider Beulé dans ses fouilles de l'Acropole, et lui furent d'un grand secours pour l'examen technique des monumens. Radigon était un autre architecte, dont la prétention surpassait le talent : sa silhouette est suffisamment indiquée par About. Quant aux nouveaux élèves de l'École d'Athènes dont il parle, c'étaient les membres de la promotion de 1853, dont Sarcey avait essayé de faire partie. Celui-ci ne possédait ni l'entregent d'About, ni sa facilité à affronter les examens. Il échoua piteusement, tandis que les jeunes gens désignés furent Hermile Reynald et Edmond Lebarbier. Ni l'un ni l'autre ne devaient se distinguer beaucoup dans des études qu'ils négligèrent plus tard. Lebarbier surtout, renfrogné et déplaisant, laissait poindre déjà une misanthropie qui s'exagéra jusqu'à sa mort et faisait de lui le plus insociable des compagnons. Ce n'est donc pas sans raison qu'About l'égratigne ici et le montre sous un jour inattendu.

A la fin de sa dernière lettre, About confesse que son humeur a changé. A Athènes, jamais elle ne fut bien égale, et même aux jours où elle se montra le plus supportable, elle avait des accès dont se garaient ses commensaux. Il est certain qu'elle s'assombrit davantage alors, et on en fit la remarque. Beulé, par

exemple, en parle en ces termes dans une lettre du 8 avril 1853, à Charles Garnier : « About est parti pour la Terre Sainte, malgré toutes nos représentations. Je le crois à moitié fou. Il ne parle plus que de religion, d'ascétisme et de vie contemplative. J'ai peur qu'il ne se fasse moine là-bas. » Il n'alla pas jusque là, et sans doute cette attitude n'est qu'un mauvais tour de ce bon compagnon qui s'ennuie tous les jours davantage. Lui qui, au début, se plaignait d'avoir une indigestion de ciel bleu, de montagnes bleues, de poussière bleue et de tout ce qui constitue un pays chéri des dieux, en était intoxiqué maintenant, et ne songeait qu'à rentrer en France, à Paris. L'exil avait assez duré; d'autant que des incidens désagréables s'y étaient mêlés. En voici un dont on a peu parlé et qui n'en fut pas moins sensible à About. On a vu que le sculpteur David d'Angers était venu à Athènes. Le coup d'État l'avait chassé de France, et, dans son exil, quittant la Belgique par l'Allemagne et Trieste, l'artiste essayait de se fixer en Grèce, qu'il admirait de confiance. Quand il y débarqua, en mai 1852, Garnier et Curzon y étaient encore. Mais David devait lui aussi en rabattre, du pays et de ses habitans. Pourtant, à Athènes, il voulut laisser un souvenir de son passage, et se mit à exécuter le buste de l'amiral Canaris, le héros de la guerre de l'Indépendance. Il en sortit une œuvre vivante et convaincue, qui enthousiasma Edmond About quand il la vit. Il pensa que cette circonstance était favorable pour faire rappeler en France le sculpteur absent, et aussitôt il envoyait d'Athènes, le 27 juin 1852, un article qui, sous la forme d'une lettre au directeur de *l'Illustration*, fut publié dans le numéro du 17 juillet suivant, en compagnie d'une gravure représentant l'ouvrage de David.

C'est là sans doute, enfoui dans la collection de *l'Illustration*, le premier article d'un homme qui, par la suite, devait en publier un si grand nombre. A ce titre seul, ces lignes mériteraient d'être recueillies; mais elles faillirent avoir, sur le sort d'Edmond About, une influence qu'on ne saurait taire, quoiqu'on ait négligé de le dire. Loin de produire l'effet que l'auteur en attendait, d'abréger l'exil de David, ce généreux langage pensa au contraire faire renvoyer About de l'École d'Athènes. Le ministère de Fortoul s'émut de cet article, qui paraissait contenir une leçon pour le pouvoir, et voulut sévir contre celui qui prétendait la donner. Il ne fallut rien de moins que l'inter-

vention de Guigniaut, le protecteur attitré de l'École d'Athènes, pour sauver About des foudres administratives et empêcher qu'il ne fût expulsé. Grâce à cela, les choses demeurèrent en l'état, mais on devine que ces incidens n'avaient pas rendu Daveluy trop bienveillant pour son pensionnaire et qu'il ne le retint pas, quand le temps fut venu de partir.

La durée du séjour des pensionnaires à Athènes était alors de deux années, mais on les prolongeait volontiers d'une troisième. About ne revendiqua pas cette faveur, et, à la fin de juillet, il gagnait l'Italie, en se rapprochant de la France. Il trouva Garnier à Naples, travaillant à la recherche des monumens funéraires de la maison d'Anjou. Puis, About poussait jusqu'à Rome.

Mais il semble que son séjour fut bref alors. Le 9 octobre, il était à Paris et déjeunait le lendemain avec Taine, qui note le fait. C'était le moment où l'Académie des Inscriptions examinait et jugeait le mémoire sur Égine qu'About lui avait adressé en qualité d'Athénien. Le 25 novembre 1853, en séance publique, Guigniaut appréciait ce travail : « nous pourrions presque dire ce livre, tant l'auteur a mis d'art dans la composition, de précision, d'élégance, de vivacité intéressante dans le style, non sans quelque mélange d'affectation toutefois, sans quelque recherche d'effet. » Et quand l'Académie fit imprimer le rapport de Guigniaut, dans les *Archives des missions scientifiques et littéraires* (t. III, 1854, p. 459), on y pouvait lire, à la suite (p. 481), la centaine de pages de l'œuvre d'About, que le poids d'un savoir très réel n'alourdit pas. « Ce qui plaît aujourd'hui encore, dans cette improvisation brillante, en a dit naguère l'historien de l'École d'Athènes, c'est, sous la vivacité du trait, un bon sens alerte et la justesse un peu sèche, mais singulièrement aiguë, de la vision. »

C'est bien la même plume qui a écrit le mémoire sur Égine, et qui devait écrire plus tard, sur la Grèce contemporaine, un livre plus personnel. Seulement, traitant un sujet grave et ancien, l'auteur s'est interdit toute fantaisie, ne gardant de lui-même que celles de ses qualités d'esprit qui n'y pouvaient pas être déplacées; pas mal d'ironie pour les savans qui l'avaient précédé, Philippe Le Bas, dont il connaissait au juste le savoir, ou le ministre Fortoul, dont le dogmatisme archéologique cousinait avec la politique autoritaire; une logique narquoise qui s'exprime en formules simples, d'une clarté si lumineuse que

l'obscurité des hypothèses en est transpercée d'un rayon de raison. C'est là un mérite qu'on ne saurait contester au mémoire sur Égine, et qui a son prix. Sous l'indépendance de l'allure, on sent la vivacité et la décision trop confiante peut-être, trop sûre d'elle-même, mais libre, enjouée, prime-sautière. About dans l'archéologie, c'est un moineau franc dans un musée.

Au surplus, sautillant et empressé, c'était un peu l'air d'About, rêvant de débuter dans les lettres. Que ferait-il? Il n'en savait rien; mais il se savait assuré de réussir. Sur ce point, Taine lui porte envie : « About est ici; j'ai passé deux ou trois après-midi avec lui. Il quitte l'Université; peut-être écrira-t-il; peut-être, par les relations qu'il s'est faites, il entrera au ministère des Affaires étrangères. Je nous souhaite l'entrain, la gaieté, la force, l'espérance qu'il y a en lui et dans sa famille. Il ne voit jamais que le beau côté des choses, et est toujours prêt à tout... Il concourt à l'Académie sur un autre sujet que moi (un prix de poésie); il m'encourage, il me donnerait des espérances si je n'en avais pas. Son entrain est contagieux. » C'est bien cela : About était un foyer qui dégageait lumière et chaleur. Et ces qualités, qu'il avait héritées de sa mère, s'augmentaient encore de la force d'optimisme du fils. De loin, il avait réconforté ses anciens camarades de l'École normale, dispersés aux quatre coins de France, par des lettres vives et libres, pleines de bon sens et de réconfort, qui passaient de main en main comme des circulaires et que devait détruire celui qui les recevait le dernier. C'est dommage, et Sarcey regrettait plus tard d'avoir vu ainsi condamnées au feu des pages si bien venues.

C'est la littérature qui gagna et qui garda About : non pas à la façon de Taine, préparant et rédigeant avec méthode des livres dont l'action devait se prolonger : mais dans le journalisme, dont la prestesse convenait à cet esprit délié. Pourtant, son premier succès, bruyant et inattendu, fut un volume sur la Grèce du roi Othon; car c'est surtout à celui-ci qu'il en avait, et même, au début, son intention était de le prendre plus directement à partie. Le coup fut d'autant plus retentissant que la prose du livre était alerte, l'observation fine et malicieuse, le tableau bien composé, encore que sans sympathie. Mais nous aimons, en France, voir chiffonner l'antiquité, et qui le fait d'une main légère tient un gage de réussite. About, à cet

égard, avait tout ce qu'il fallait pour triompher, et si son œuvre manquait de philhellénisme, elle était, en revanche, comme on l'a dit, pleine d'atticisme. Et il n'en fallut pas davantage pour provoquer le sourire des bons juges et des autres ensuite. Aussi la partie fut-elle vite acquise.

Malgré sa verdeur et sa partialité par endroits, le pamphlet d'About demeura et convainquit même la Grèce, puisqu'elle ne tarda pas à se débarrasser d'Othon et de ses Bavarois. En France, on en goûta surtout la verve drue, la malice, l'ironie, qui, sans diminuer le fond des qualités helléniques, savaient en montrer les ridicules et les faiblesses. About eut son succès, franc, vif, incontestable. Aussi ne quitta-t-il pas de sitôt la Grèce et les Grecs. Après une excursion en Italie, About revint au pays de ses débuts littéraires, pour y prendre le sujet d'une aventure romanesque, imaginée pour la plus large part, mais plus vraie que si elle avait été véritable. *Le Roi des montagnes* était un épisode du brigandage grec, assez bien observé pour montrer combien le mal était profond, assez plaisant pour faire sentir combien le remède était aisé à appliquer. On se plut beaucoup encore aux péripéties de l'histoire du vieil Hadji-Stavros, cruel et débonnaire à la fois. Vrai brigand d'opéra-comique, il s'en fût fallu de peu pour en faire un nouveau Fra Diavolo. About n'y consentit pas alors, et c'est seulement dans ces derniers temps qu'on a mis en musique les exploits d'Hadji-Stavros, leur donnant ainsi un regain de succès. Plus vivant dans le roman qu'à la scène, cet homme étrange semble ainsi une sorte d'ancêtre de Tartarin, au moins par la façon dont ses gestes sont rendus, mélange tous les deux de fantaisie et de réalité refondues dans des personnages agissans et vigoureux. Au contraire, l'action de *la Grèce contemporaine* se faisait plutôt sentir au théâtre, dans un genre dont le Français fut toujours friand, l'opérette, et l'opérette à sujet antique modernisé : l'existence de *la Belle Hélène* doit à coup sûr quelque chose à la verve d'About. Celui-ci avait une fortune trop rapide et trop brillante pour qu'on n'essayât pas de lui faire payer ces faveurs. Mais le dernier mot devait lui rester, et, par la verve comme par la crânerie, il allait bientôt imposer, ici comme là, un nom qu'il devait faire l'un des plus populaires de son temps.

PAUL BONNEFON.

LA DÉPOPULATION

DE

LA FRANCE

Après tout ce qui a été exposé, et si bien exposé, ici et ailleurs, sur la dépopulation de la France, il semble peut-être que le sujet ait été épuisé. Pourtant, un peu témérairement sans doute, je m'imagine que les choses essentielles n'ont été dites encore, ni sur le fléau lui-même, ni surtout sur les remèdes possibles.

Je vais tâcher de les dire, ces choses essentielles, et très brièvement.

*
* *

D'abord, pour ce qui est de la gravité du mal, on l'avoue franchement; mais, tout en l'avouant, on la méconnaît; car on ne lui attribue pas l'importance primordiale, presque exclusive, qu'elle mérite. On établit l'insuffisante natalité de la France et on la démontre par des chiffres ; mais on ne conclut pas, ou à peine. On parle du mal avec un sourire mélancolique : on hoche la tête en disant que c'est fort triste ; mais on n'ajoute pas que cette rapide décroissance nous mène au néant. On déclare que la restriction croissante de la natalité française est un phénomène fâcheux, un chapitre peu favorable de notre histoire, un danger pour les lointains avenirs ; mais on s'arrête là, et on court à d'autres sujets.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de se réformer soi-même. Ce généreux effort serait invraisemblablement beau ; il s'agit seu-

lement de prendre au sérieux le cancer dévorant qui menace notre existence nationale. Et, — je le dis avec douleur, — personne ne le prend au sérieux.

Qu'on étudie les colonies, l'agriculture, les choses militaires, les affaires religieuses, l'instruction publique, les histoires du passé, les divisions politiques des partis. Soit! Mais à une condition, c'est qu'on se rende compte du toujours médiocre intérêt de ces questions, à côté de notre natalité décroissante. Pour un Français soucieux du sort de son pays, rien ne peut avoir qu'une importance secondaire, au prix de ce grand fait dominateur, de ce cataclysme inexorable et lent qui nous engloutit sans heurt et sans souffrance. Car vraiment la France, si nous n'osons pas une réforme radicale, demain ne sera plus une grande nation.

A quoi bon les colonies, l'agriculture, l'armée, les travaux publics, l'instruction primaire, les affaires religieuses ou politiques ? A quoi bon toutes les choses de France, si demain il n'y a plus de Français?

En ces momens tragiques, la France sacrifie les meilleurs de ses enfans pour résister à l'invasion germanique. A quoi bon tout cet héroïsme des Français, si la France doit demain s'éteindre, non par un fait de guerre, mais par un acte de volonté? Pourquoi tout ce courage sur le champ de bataille, si d'autre part elle se condamne au suicide? Car c'est un suicide qu'elle commet chaque jour. Elle ne veut pas durer. Elle atteste sa volonté de n'être plus une nation.

Veut-on des preuves ? Les voici. En 1770, il y a un siècle et demi, les Français étaient, dans le monde civilisé, 1 sur 4. En 1850, ils n'étaient plus que 1 sur 10. En 1915, ils ne sont plus que 1 sur 25. Dans trente ans, s'ils ne savent rien inventer pour arrêter cette déchéance, ils seront 1 sur 50.

Nous pourrions avoir chaque année dix-huit cent mille naissances. Nous n'en avons que huit cent mille. C'est comme si nous perdions chaque année, dans de sinistres et inconnues batailles, un million d'hommes.

Assurément cette décroissance est intéressante surtout au point de vue français. Et je comprendrais qu'un étranger en prît médiocre souci. Le monde ne périra pas, parce que les Français seront un petit peuple. L'évolution de l'humanité vers l'avenir continuera. Il y aura encore une planète habitée par des

hommes, d'apparence vaguement civilisée. Il y aura une chimie, une mathématique, une esthétique, des théâtres et des armées, des romans et des statues, des steamers et des avions, des téléphones et des fils télégraphiques, des machines nouvelles, merveilleuses. Tout de même. l'esprit français aura disparu avec les Français, et j'ai la faiblesse d'en concevoir un amer regret.

Même, si j'étais Russe, ou Anglais, ou Américain, je ne penserais pas très différemment : et je trouverais lamentable que cette illustre nation française s'amoindrît sur la scène du monde au point de n'y tenir plus qu'un rôle effacé. La pensée française, telle qu'elle a brillé depuis Descartes jusqu'à Pasteur, depuis Rabelais jusqu'à Victor Hugo, a été assez puissante dans l'évolution humaine pour que son anéantissement ne soit pas un désastre mondial. La France a joué un trop grand rôle dans l'histoire pour se contenter de n'être plus demain qu'un brillant souvenir historique.

Combattre les armées de Guillaume, cela est urgent, puisque les armées de Guillaume ont presque touché les murailles de Paris, pillant nos maisons, martyrisant nos concitoyens, dévastant nos provinces. On lutte avec vaillance contre les envahisseurs, parce que la menace est toute proche; mais contre l'autre danger, plus redoutable, plus fatal, plus menaçant peut-être, on ne veut pas s'armer, parce qu'on ne sait pas voir les choses lointaines.

Aussi, ne songeant qu'à l'heure présente, les Français d'aujourd'hui ne veulent-ils pas regarder en face le sombre avenir. Ils ne se révoltent pas contre la diminution future du nom français; car ils ne se soucient que de l'immédiat. Ils savent cependant que dans quelque quarante ans les Français n'occuperont plus qu'une petite place parmi les humains : 25 millions de Français contre 250 millions de Russes et 250 millions d'Américains. Mais ni les gouvernemens, ni les académies, ni les parlemens, ni les journaux n'ont d'angoisse. Ils ne se laissent pas détourner de leur sommeil par la vision d'une destinée trop certaine.

Au demeurant, l'indifférence sceptique de nos compatriotes, même des meilleurs, se comprend assez bien. Car de cette natalité faible ils ne souffrent pas. Ni leurs plaisirs, ni leurs intérêts ne sont (en apparence) lésés. Et en effet, le mal ne pèse

guère sur les individus : il n'atteint que la nation dans son entité abstraite, et ne touche pas les personnes.

Quand un malade est à l'agonie, dans sa chambre encombrée de produits pharmaceutiques, suffoquant, râlant, veillé par ses proches qui anxieusement se penchent sur son lit, pense-t-il à ses décorations, à son négoce, aux bibelots d'art qui sont entassés dans son salon? Il s'agit bien, pour ce malheureux, de tableaux, ou de panaches, ou d'obligations de chemins de fer! Il faut d'abord respirer quelques minutes encore, retrouver, si possible, quelque vigueur, de manière à reprendre plus tard son commerce et ses plaisirs. Il faut vivre. Le reste n'est rien.

La France est comme cet agonisant. Elle va disparaître, si nous n'osons pas prendre un parti viril, et si, au lieu d'une action simple et énergique, nous nous contentons de paroles compatissantes, de tisanes édulcorées et de cataplasmes émolliens.

*
* *

On me trouvera peut-être sévère pour les moyens ingénieux (et nobles) qu'on a préconisés de toutes parts. Mais je dois déclarer qu'ils me paraissent tous inefficaces, et douloureusement inefficaces.

Il est évident en effet, et d'une évidence incontestée, que, pour la plupart des familles, ou, plutôt, pour toutes les familles, le nombre des enfans est déterminé par la volonté des parens. *Tout couple humain a le nombre d'enfans qu'il a voulu avoir.*

Quelquefois assurément il en a moins; car, pour de multiples raisons, toutes les femmes ne sont pas fécondes; des statistiques minutieuses ont permis d'établir que, sur cent ménages, quinze sont stériles. Restent donc quatre-vingt-cinq couples. Admettons, quoique ici la statistique soit un peu plus fantaisiste, que quinze ne puissent avoir qu'un enfant : que quinze autres ne puissent en avoir que deux ou trois. Il reste tout de même à peu près cinquante couples, dont chacun, durant une union de vingt-cinq ans, pourrait avoir au moins dix enfans. Si ce nombre n'est pas atteint, c'est qu'il n'est pas consenti.

Ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni même en Russie, il n'y a dix ou quinze enfans par ménage, comme les conditions physiologiques le permettraient facilement. C'est

que, dans toutes les familles, même les plus prolifiques, il y a limitation du nombre des enfans. La seule différence entre la France et les autres pays, c'est qu'en France les couples se limitent à trois enfans (et même moins); tandis qu'en Angleterre, ils se limitent à quatre; en Allemagne, en Russie, en Roumanie, à cinq. Autrement dit, le chiffre auquel s'arrêtent les familles françaises est inférieur au chiffre auquel s'arrêtent les familles anglaises, russes et allemandes.

On m'excusera, j'espère, si je parle avec cette liberté de langage un peu rude. Mais c'est une lâcheté que de farder son opinion. Parlons aux hommes comme à des hommes, et non comme à des enfans. C'est se moquer d'eux que de ne pas oser écrire ce qu'ils savent tous parfaitement bien. Ils ont tous voulu restreindre le nombre de leurs enfans. Et ils ont parfaitement réussi. Nul d'entre eux n'osera me contredire. Et la natalité générale est devenue si faible que la France s'achemine vers l'anéantissement.

Ainsi le nombre des enfans est déterminé par la volonté bien arrêtée des parens qui ont pris toutes les précautions nécessaires pour combattre une fécondité, regardée par eux comme un malheur. *Le nombre des enfans de chaque famille est le nombre voulu et consenti.*

*
* *

Il ne suffit pas de dire que tous les ménages limitent le nombre de leurs enfans : il faut encore savoir pourquoi. Et, ici encore, je m'excuse de dire des naïvetés si banales, si terriblement banales et évidentes. Mais il ne s'agit pas, en ce moment, d'émettre quelques brillans paradoxes Il suffit de dire simplement et sans frayeur la vérité toute nue.

Or la vérité, simple et nue, c'est que, dans leur prudente économie, les ménages français ne veulent pas s'imposer la charge pécuniaire d'un enfant. Voilà la raison, et la seule (sauf exception, bien entendu), qui diminue le nombre des naissances. Nourrir un enfant, l'habiller, le loger, l'élever, c'est, même pour les plus pauvres, au moins 200 francs par an pendant quinze ans. Et alors les parens raisonnent, réfléchissent, calculent, supputent, font et refont des comptes, comparent les dépenses et les recettes. Il n'y a que les indigens qui ne calculent ni ne réfléchissent; car, pour eux, avec ou sans enfans, la

misère est à peu près toujours la même. Et les indigens, ce sont les *prolétaires*, c'est-à-dire des individus qui, d'après l'étymologie même du mot, ne redoutent pas une nombreuse postérité.

Quant au petit propriétaire ou au bourgeois aisé, il ne peut pas admettre que ses enfans soient vêtus de loques, ou nourris d'une soupe grossière, ou privés de toute éducation. Et alors, ce n'est pas 200 francs, c'est 400 francs par an que va coûter un enfant pendant vingt ans. Au lieu de disperser cette forte somme d'argent sur une troupe de bambins, mal vêtus et mal nourris, ne vaut-il pas mieux la capitaliser, pour qu'elle grossisse l'héritage des deux ou trois enfans qu'on a déjà?

Finalement, qu'ils soient pauvres, aisés, ou riches, ni les uns ni les autres ne consentent à voir augmenter, tous les deux ans, grâce à l'enfant qui arrive, les dépenses familiales, de manière à diminuer l'héritage qui doit, après la mort des progéniteurs, échoir aux enfans déjà nés. « Nous ne voulons pas, disent tous les pères de famille, créer des indigens. » Quel que soit l'état de leur fortune, tous tiennent le même langage. Le père de famille qui a 20 000 francs de revenu s'indigne en pensant que ses enfans, s'il en a dix, seront dix fois moins riches que lui. Le petit employé, le modeste fonctionnaire, qui vit tant bien que mal avec 3 000 francs de revenu, crie qu'il serait réduit à la mendicité, s'il était forcé d'héberger et d'alimenter dix enfans.

Avec tous ces excellens raisonnemens, cette sage prévoyance, cette habile économie, la natalité baisse de plus en plus, et la France s'abîme dans la déchéance.

Voilà pourquoi, si nous ne voulons pas que notre patrie périsse tout à fait, il faut faire en sorte que la naissance d'un enfant ne soit pas un appauvrissement.

C'est offrir aux familles des avantages illusoires, lesquels d'ailleurs ne font illusion à personne, que de leur dire : « Vous paierez moins d'impôts que les célibataires; vous aurez plus de facilités pour être fonctionnaires de l'État. » Les ménages calculent trop bien, pour se laisser duper par ces minces, très minces avantages.

Seule, une mesure radicale et hardie peut enrayer la chute. Et cette mesure est très simple. Il faut à chaque naissance attribuer au nouveau-né, c'est-à-dire à ses parens, une somme qui

empêchera cette naissance d'être une charge trop lourde. Évidemment, ce sera toujours une charge; car on ne peut assurer à chaque enfant qui va naître une rente annuelle de 200 francs. Tout de même une forte prime attribuée à chaque nouveau-né allégera, dans une quotité qui est à déterminer, les dépenses du père de famille.

Surtout, il ne faut pas que cette prime soit faible ; car l'attrait d'une somme minime n'abolira pas ces sentimens d'intense économie qui enflamment toutes les familles françaises. Ce n'est pas avec 50 francs, ou même 500 francs, qu'on peut espérer modifier une habitude si invétérée, si tenace, si obstinément voulue. Il me paraît qu'une prime de mille francs représente un minimum (1).

Mais peut-être conviendrait-il de ne pas distribuer immédiatement cette grosse somme. Ne pourrait-on convenir de donner 250 francs au moment de la naissance; 250 francs l'année suivante, si l'enfant vit; 250 francs quand il aura quatre ans, 250 francs quand il aura dix ans?

Si le Parlement et le Gouvernement se décidaient à cette mesure (que je ne dirais pas utile, mais indispensable), on verrait augmenter, dans une proportion invraisemblable, la natalité française. Dans trente ans, la France compterait quatre-vingts millions d'habitans.

Eh bien ! oui ! ce sera un gros sacrifice budgétaire; le pays se sera endetté. Mais, au lieu de s'endetter pour des œuvres vaines, ç'aura été pour *acheter* des Français. Il ne serait pas difficile de soutenir que, même financièrement, ce serait une excellente affaire, puisque aussi bien le Français dont on aura acheté la naissance pour le très modique prix de 1000 francs représente, quand il est adulte, par son travail une rente annuelle de 2000 francs.

Certes, nous n'ignorons pas les objections innombrables qu'on va faire de tous côtés à cette idée très révolutionnaire. Mais toutes ces objections n'ont aucune valeur, sauf une seule, qui est formidable, et dont il ne faut pas se dissimuler la puissance.

(1) Il va de soi que la naissance du premier-né ne donnerait droit à aucune prime. Et, comme il faudrait dix ans pour que la prime intégrale fût touchée, la mortalité inévitable diminuerait beaucoup les allocations exigibles. Je ne puis entrer ici dans des calculs. Tout compte fait, ce serait à peu près 500 millions par an, même en supposant une natalité extrêmement forte.

Malgré la victoire de nos armes, victoire qui sera bientôt définitive et complète, l'état de nos finances publiques, après cette ruineuse guerre, sera des plus précaires. La réparation des dommages prodigieux de la guerre sera un gouffre sans fin. Huit départemens ravagés! un million de pensionnés! tout un matériel militaire, agricole et industriel à reconstituer! Les budgets futurs seront écrasans, et aucune indemnité de guerre ne pourra les combler. Alors, comment imposer à ces budgets futurs, déjà énormes, une dépense supplémentaire de cinq cents millions; cinq milliards en dix ans?

Seulement cette charge, qui paraît très lourde, ne sera une charge qu'en apparence. Les Français adultes donneront 500 millions aux Français nouveau-nés : voilà tout. La fortune sera répartie différemment entre les citoyens français, et ce n'est pas bien grave. Le budget sera grevé de 500 millions; soit, mais ces 500 millions n'auront pas disparu ; ils seront versés aux Français par des Français. Ce n'est pas un appauvrissement.

Et puis, vraiment, on n'a pas le choix. Ce n'est pas une dépense somptuaire. Il s'agit de ne pas disparaître, et tout est préférable à la mort.

Le dilemme suivant est irréfutable. Ou continuer les errements anciens; ou avoir l'audace d'inaugurer un système nouveau. Si l'on continue les vieilles méthodes, chères aux doctrinaires, la France périt. Pour la sauver, notre chère France, il faut être hardiment novateur.

C'est à peu près comme si, aujourd'hui même, sous prétexte que la fabrication des fusils, canons, obus, cuirassés et avions, est coûteuse, on ne voulait pas, dans la lutte gigantesque qui se livre, engager cette lourde dépense. Ne traiterait-on pas d'insensé celui qui oserait nous dire : « Économisons notre or et notre argent. Ne fabriquons ni obus, ni cartouches : c'est trop cher. »

Eh bien! il me paraît que celui-là serait tout aussi insensé, qui oserait dire : « Économisons notre or et notre argent, et laissons s'éteindre la nation française. Il serait trop cher de la faire vivre. »

CHARLES RICHET.

REVUE MUSICALE

LA DOUCE FRANCE

Il y a plusieurs demeures dans la maison de nos pères, ou plutôt dans leur pays. La France offre plus d'un aspect, ou d'un visage, au regard de ses fils. Et de même, pour enchanter leurs oreilles, elle a de nombreuses voix. Éclatantes, héroïques, guerrières et chrétiennes, les unes, grâce à Dieu, retentissent assez haut aujourd'hui. Il en est d'autres, plus humbles, aussi touchantes, et dont le timbre, avec moins de puissance, n'a pas moins de clarté. Sous ce titre consacré : *La douce France*, M. René Bazin composa naguère pour les enfans, mais non pour eux seuls, un recueil de récits et de souvenirs, d'impressions et de tableaux, purement, pieusement français. « Comprenez bien, » disait-il tout d'abord à ses jeunes lecteurs, (et les vieux goûtaient le même plaisir à l'entendre,) « comprenez bien pourquoi la France est appelée douce. On l'a nommée ainsi à cause de sa courtoisie, de sa finesse, de son cœur joyeux et tout noble. » Telle est la France, musicale et chantante, que nous vous proposons d'écouter un moment. Laissant de côté les signes de sa puissance, nous ne rechercherons guère ici que le charme, la grâce, et le sourire, — tantôt spirituel et tantôt mélancolique, — dans l'image sonore de notre chère patrie.

Par ces divers élémens, il n'est pas de musique plus française que la musique de Rameau. C'est un volume de ses œuvres : non pas un de ses opéras, mais le mince recueil de ses pièces pour clavecin, plus familières, plus intimes, que nous venons de feuilleter d'abord. Ainsi que la peinture, la musique a ses tableaux de genre, voire ses

portraits : ces derniers moins poussés et d'une ressemblance plus vague, mais qui pourtant peuvent ressembler encore. Portraits ou tableaux, il en est, chez Rameau, qui sont de courts et purs chefs-d'œuvre. Un programme, un sujet, ou seulement un titre, on sait que rien n'est plus conforme au génie et à la tradition de notre musique nationale. Après l'œuvre d'un Rameau, celle d'un Lesueur, puis d'un Berlioz, enfin d'un Saint-Saëns (*Poèmes symphoniques*), en témoigneraient tour à tour. Mais parmi les images sonores, je n'en sais pas, chez nous, de plus magnifique, de plus auguste, que l'*Entretien des Muses*. Pour la noblesse, le calme et la pureté, le Parnasse que Raphaël a peint sur la muraille vaticane ne surpasse pas celui que Rameau, sur un modeste clavecin, a chanté. Si grand, si haut que soit le sujet du morceau, la musique l'étend et l'élève encore. Elle tient infiniment plus que le titre n'avait promis. Dans un paysage élyséen, elle évoque les Sœurs divines. Elle donne à leur suave dialogue le caractère d'une méditation profonde et d'une égale, d'une éternelle félicité. Oui, cet entretien est doux ; oui, cette musique est bien celle de la douce France, mais d'une France qui mêla rarement à sa douceur autant de sérieux et de majesté.

> Regrettez-vous le temps où nos vieilles romances
> Ouvraient leurs ailes d'or vers un monde enchanté ?

A défaut de regrets, ce temps-là mérite au moins un souvenir fidèle et quelquefois attendri. Gardons-nous de fermer aux lointains « Échos de France » notre oreille et notre cœur. Si « *Pauvre Jacques*, » ou bien « *Il était là*, » m'était chanté, ce qui s'appelle, ou s'appelait autrefois *chanté*, j'y prendrais un plaisir extrême. » Et vous, je le gage, également. Les personnes « sensibles, » comme on disait alors, ne seront jamais complètement indifférentes à la plainte de Nina, la folle par amour : « *Quand le bien-aimé reviendra ;* » moins encore au serment de Juliette : « *Mais j'aimerai toute ma vie.* » Cette Juliette n'est pas la fille de Gounod; ainsi que de Nina, Dalayrac est son père. Et l'on ne saurait assez recommander, aux amateurs de comparaisons faciles autant que vaines, un parallèle entre les deux attestations d'amour : l'une passionnée et sombre, l'autre ingénue et souriante, que deux musiciens de France, inégaux et divers, ont mises sur les lèvres de la fille des Capulets.

La douce France ! Notre vieil opéra-comique fut naguère l'une des expressions les plus mélodieuses de son âme, l'un des modes les plus purs de son chant. Quand succéderont, aux jours de guerre, et de

gloire, les soirs paisibles, « les soirs sereins et beaux, » qui nous donnera de réentendre, las de certains chefs-d'œuvre étrangers et terribles, quelques-uns de nos aimables chefs-d'œuvre : *le Déserteur* et *Richard Cœur de Lion*, *la Dame Blanche* et *le Pré aux Clercs !* Dans son livre de *Lutèce*, un Allemand, qui avait honte de l'être, Henri Heine, a parlé du *Déserteur* en ces termes : « Voilà de la vraie musique française ! La grâce la plus sereine, une douceur ingénue, une fraîcheur semblable au parfum des bois, un naturel vrai, vérité et nature, et même de la poésie. Oui, cette dernière n'est pas absente ; mais c'est une poésie sans le frisson de l'infini, sans charme mystérieux, sans amertume, sans ironie, sans *morbidezza*, je dirais presque une poésie jouissant d'une bonne santé. » Impossible de mieux dire, à quelques mots près, car on ne saurait sans injustice refuser à la vraie musique française, à celle que goûtait Henri Heine, l'ironie parfois et, plus souvent encore, le charme mystérieux. Oh ! sans doute innocente ironie, mais dont le *Déserteur* même offre un exemple, ou plutôt un exemplaire spirituel : je pense à la figure, plaisamment paysanne et niaise (en musique même, ou par la musique, témoin la chanson du second acte), de Bertrand, le « grand cousin. » Et le mélange de cet élément villageois avec l'élément militaire donne à l'opéra-comique de Monsigny, dans le temps où nous sommes, une saveur plus piquante, un air de vérité nouvelle ou renouvelée. Simple, et même naïve, avec cela vaillante, héroïque, toujours prête à s'épancher, quand elle se confie, en propos ingénus ou sublimes, qui font sourire ou pleurer, nous retrouvons l'âme de nos soldats paysans dans cette petite et vieille musique de France, pas si petite pourtant, ni si vieille, puisqu'on y sent encore battre le cœur, plus grand et plus jeune que jamais, de la France elle-même.

Parlant toujours de la douce France, ou plutôt après en avoir parlé, M. René Bazin ajoutait : « Mais la douceur n'est pas faible. Elle n'est pas timide. La Douceur est forte. » Les « endroits forts, » comme disait le Président de Brosses, ne sont pas rares dans l'aimable partition de Monsigny. Ce n'est pas seulement par l'âge que le *Déserteur* est le premier de nos opéras-comiques militaires. Il le demeure aussi par le naturel et la sincérité des sentimens, quelquefois par leur énergie et presque par leur grandeur. Autant il y a d'insouciance et de joie légère dans le rôle du brigadier Montauciel, autant Alexis, le principal personnage, se montre sérieux, pathétique même. Sur la scène de notre Opéra-Comique il en est souvent ainsi : parmi de mélodieuses figurines, un héros lyrique surgit. Héroïque, il n'y a pas

d'autre mot pour qualifier l'élan de certain air qui commence par ces paroles, ingénument tautologiques, du bon Sedaine : « *Mourir n'est rien, c'est notre dernière heure.* » La force de l'idée mélodique fait ici le plus vif contraste, non seulement avec la faiblesse de la pensée et de l'expression littéraire, mais avec la fragilité des autres élémens (harmonie, instrumentation), de la musique même. Enfin et surtout, puisque cette musique de soldats, ou d'une histoire de soldats, garde aujourd'hui encore un accent qui nous charme et nous émeut; puisque, fût-ce au contact, à l'épreuve des terribles réalités présentes, rien d'elle ne sent la convention ou l'artifice, c'est qu'il survit en elle un principe et comme une flamme légère de vie et de vérité.

Tout ce que Heine admirait dans notre musique, et le reste même, dont elle lui paraissait dépourvue, tout cela surabonde chez le grand musicien dont la Belgique et la France, aujourd'hui plus que jamais fraternelles, se partagent le génie et la gloire : Grétry. *Le Tableau parlant* pourrait bien être l'un des deux petits chefs-d'œuvre (l'autre étant *la Serva padrona*) de la comédie musicale, j'entends de la comédie de caractères, au XVIIIe siècle. Avec autant d'esprit, de verve, de force, Grétry montre là plus de sensibilité que Pergolèse. A propos d'un autre ouvrage du maître, *Zémire et Azor*, *le Mercure de France* écrivait : « La musique en est délicieuse et toujours vraie, sentie et raisonnée. Elle rend toutes les affections de l'âme. » Oui, toutes, les plus vives comme les plus douces. Les parties comiques du *Tableau parlant* ne sont pas indignes de Molière. Quant à des pages telles que la tremblante supplique de *Zémire et Azor* : « *Du moment qu'on aime,* » ou la sérénade de *l'Amant jaloux* : « *Tandis que tout sommeille,* » elles comptent parmi les mélodies les plus enveloppées, les plus imprégnées du charme et du mystère d'amour.

Le mystère encore, la rêverie, presque le trouble amoureux, concourent avec la grandeur et l'héroïsme, sans parler de je ne sais quelle poésie romantique, et jusqu'alors inconnue, à la beauté de ce chef-d'œuvre délicieux et magnifique, populaire et royal, qu'est *Richard Cœur de Lion*. Qui sait, a dit le plus musicien de nos grands poètes, Alfred de Musset, en s'adressant à la musique,

> Qui sait ce qu'un enfant peut entendre et peut dire
> Dans tes soupirs divins nés de l'air qu'il respire...

Ce sont deux enfans, Antonio, le petit paysan, et la gentille Laurette. Et qui sait en effet (car cette musique, hélas ! est oubliée) ce qu'ils peuvent entendre, ou sous-entendre, et dire, l'un dans quelques

notes furtives d'un couplet innocent, l'autre, l'autre surtout, « dans les soupirs divins » de cette mélodie à la fois inquiète et charmée : « *Je crains de lui parler la nuit.* » On sait quelle est, par endroits, la puissance musicale et dramatique de *Richard*, l'émouvante, la poignante beauté de la célèbre romance, qui contient en germe l'avenir du *leitmotif* wagnérien. Telle ou telle page, mainte et mainte phrase du roi captif ou de son fidèle écuyer porte en quelque sorte à sa cime une lueur étrange et qui découvre de vastes perspectives. Ah! que M. Bazin a raison, et comme, en notre pays de France, dans son génie et dans ses chants, douceur n'est pas faiblesse! Rappelez-vous avec quelle énergie se pose et se développe l'air célèbre de Blondel : « *O Richard, ô mon roi!* » L'air du roi lui-même : « *Si l'univers entier m'oublie!* » avec non moins de force, a plus de majesté. A la fin, quand viennent ces mots : « *O souvenir de ma puissance!* » le personnage se hausse à la taille des plus grands. Il ressemble, un instant, à l'Othello de Shakspeare et de Verdi. C'est assez d'un lointain martial appel pour évoquer des visions de guerre, et les drapeaux déployés, toute cette gloire enfin que pleure désespérément le More et qu'un autre héros salue ici de plus discrets mais de non moins nobles adieux.

Le charme de *Richard* est composé d'élémens bien divers. Le chef-d'œuvre de Grétry, qui date de l'année 1784, nous apparaît, dans notre musique française, comme le dernier chef-d'œuvre d'autrefois. L'histoire l'a voilé de mélancolie. « *O Richard, ô mon roi!* » chantaient les gardes du corps en l'honneur d'un monarque qui bientôt allait être, lui aussi, prisonnier. Il ne savait pas qu'il languirait pareillement « *dans une tour obscure,* » et que nulle voix fidèle ne viendrait redire sous sa fenêtre la romance libératrice. Mais ce n'est pas tout. Vestige touchant des jours qui ne sont plus, *Richard Cœur-de-Lion*, repris à l'Opéra-Comique, recevrait des jours où nous sommes un renouveau d'émouvante beauté. Nous ne saurions trop souhaiter, solliciter cette reprise du chef-d'œuvre franco-belge. « *O Richard, ô mon roi! L'univers t'abandonne,* » chanterait Blondel. Mais le roi dont le nom chanterait dans tous les cœurs s'appelle d'un autre nom, et l'univers n'a point abandonné Albert de Belgique, parce que lui-même, le premier, il a secouru et sauvé l'univers.

Parmi les musiciens de la douce France, en est-il un plus Français et plus doux que Boieldieu ? Les Allemands du moins ne s'y sont jamais trompés : depuis Weber, admirateur passionné du maître de Rouen, jusqu'à Hanslick, le célèbre critique viennois, qui regardait, j'allais

dire qui respirait la *Dame Blanche*, comme « la rose blanche » de l'opéra-comique. Si l'histoire ajoute au charme de *Richard Cœur de Lion*, la *Dame Blanche* n'a pas besoin de ce secours. Ici la musique seule suffit pour évoquer le passé, pour nous en donner l'impression à la fois délicate et profonde. Nous devons aux tremblans couplets : « *Tournez, tournez, fuseaux légers!* » d'avoir, nous aussi, notre « Marguerite au rouet, » plus pure et plus auguste, sous ses cheveux blancs, que la Gretchen allemande. Quant à la scène finale, où, sous la mélodieuse influence des vieux refrains de sa tribu, George Brown redevient peu à peu Julien d'Avenel, on peut douter s'il existe dans l'ordre sonore une image, une représentation plus discrète et plus attendrissante de cet ensemble de sentimens et d'émotions qu'on nomme le souvenir.

A propos des maîtres d'autrefois que nous rappelons aujourd'hui, nous ne parlons que de sentiment, non de passion. La finesse, la justesse, voilà ce qui fait, de cette musique tempérée, une délicieuse musique, et vraiment nôtre. « *J'arrive, j'arrive en galant paladin,* » chante le jeune officier courant au rendez-vous mystérieux. Si vive, si courtoise que soit ici la musique, pas plus que les mots elle n'exagère : elle ne prend pas un paladin pour un héros, elle sait la différence entre la galanterie et l'amour. Çà et là pourtant elle se permet un accent, une touche plus vive. Rappelez-vous la cavatine : « *Viens, gentille dame,* » où l'on dirait que le souffle de Mozart, du Mozart de *l'Enlèvement au sérail*, a passé. Jusque dans le duo qui suit, presque partout coquet et léger seulement, qui ne reconnaîtrait, à l'intonation de ces paroles : « *Tu me promets qu'elle viendra,* » un mouvement, un élan de véritable et déjà fervent amour! Tout autre est le ton d'un autre duo, celui du premier acte, entre le jeune officier et l'accorte fermière : « *Il s'éloigne, il nous laisse ensemble.* » Musique aimable, mais nullement amoureuse. Il ne s'agit là que d'un baiser pris et rendu au passage. Les maîtres de la peinture de genre, et non les moindres, n'ont pas dédaigné cet agréable sujet, militaire et rustique. C'est en peintre de genre aussi que le musicien de la *Dame Blanche* l'a finement traité.

Tableau de genre encore, la scène de la vente, mais d'une composition, d'une ampleur, où les maîtres de notre opéra-comique, avant Boieldieu, n'avaient pas encore atteint. Et les musiciens étrangers, de leur aveu même, eussent ici montré moins de finesse. « Nous autres Italiens, » disait Rossini, « nous n'aurions mis là que des *Felicità!* » Le sujet : une adjudication immobilière, prêtait peu, si même il ne

répugnait à la musique. Dans l'ensemble et dans le détail, le musicien de la *Dame Blanche* l'a rendu musical. Et puis et surtout il a fait de ce finale un exemplaire achevé d'un art familier et prochain, d'un style moyen, très français par l'accent, ou la saveur, non pas d'un vulgaire, encore moins d'un grossier réalisme, mais de la simple et cordiale vérité.

Fort différent est le caractère, et l'attrait d'un autre de nos petits chefs-d'œuvre, *le Pré aux Clercs*. En le relisant à l'heure où nous sommes, on en goûte moins la vivacité, la verve, que la rêveuse, attirante tristesse. Presque tout l'ouvrage, — unique à cet égard dans le répertoire de l'Opéra-Comique, — est imprégné d'une mystérieuse mélancolie. Elle s'exhale quelquefois non pas même d'un acte entier (comme le troisième), ou d'une scène, ou d'une page, mais d'une phrase, mais de quelques mesures seulement. Dès le début de l'ouverture, après un essai de fugue, — oh! bien modeste et vite abandonné, — c'est une plainte que la clarinette soupire, et par la voix de ce « beau soprano instrumental, » comme l'appelait Berlioz, on croit en effet entendre une voix féminine chanter. Fût-ce en des chœurs, en des refrains de cabaret, de noce ou de fête, sur les lèvres d'Isabelle, de Nicette ou de la Reine, partout le sourire même de la musique d'Hérold est celui que le vieil Homère a mouillé de pleurs. Ou plutôt, c'est la parole, elle seule, qui sourit, alors que la musique est près de pleurer. Que de phrases, de répliques brèves, mais pleines de sens et de sentiment, nous la montreraient, cette musique, pensive, grave, et toujours inclinée, en quelque sorte, du côté du mystère. D'un bout à l'autre du dernier acte, elle se penche encore plus avant, et jusque sur l'abîme de la mort. La mort y règne en maîtresse. Ici faible et tremblante, osant à peine rompre le silence, la musique en trahit l'approche; là, rude et brutale, on dirait qu'elle la défie et la méprise; enfin, sombre et sinistre, elle la salue et lui fait escorte. Ah! qu'elle porte loin dans nos cœurs, la musique française, en des jours comme ceux que passe la France, ou plutôt, et par bonheur, qu'elle a déjà passés! Quelles résonances profondes, inattendues, elle y éveille! Un soir, ou mieux une nuit, l'une des premières de septembre, obscure et solitaire, un promeneur suivait les quais de la Seine, en face du Louvre. Son regard embrassait le décor même du *Pré aux Clercs*, le merveilleux paysage de pierre et d'eau, mais réel, et combien plus admirable, surtout plus tragique alors, en sa réalité! Alors, hélas! on pouvait tout craindre. Alors, inquiet et silencieux, chacun de nous, Parisiens, aimait notre Paris,

de cet « amour taciturne et toujours menacé » dont a parlé le poète. Alors le passant attardé crut entendre monter de la rivière la ritournelle funèbre qui conduit le cadavre de Comminge, et tout bas, mais avec ferveur, écartant le présage de mort, il implora de Dieu le salut de la cité et de la patrie.

Si français, et même, et surtout parisien qu'il ait été, nous ne saurions attendre d'Auber des impressions de ce genre. Gardons-nous cependant de le mépriser. La douce France, qui n'est jamais faible, est spirituelle souvent, et la musique d'Auber, avec peu de cœur, eut bien de l'esprit. Et puis elle n'était pas dupe, fût-ce d'elle-même, et là n'est pas son moindre agrément. Bien prise en sa petite taille, elle ne prétend pas se hausser. *Le Domino noir* demeure une comédie musicale aimable et romanesque, d'action et d'intrigue, non de caractère, mais d'ingénieuse intrigue et d'action divertissante. Peut-être aussi de mœurs, au troisième acte, où la vie de couvent, d'un couvent de nonnes, est figurée, ou plutôt imaginée, avec une indulgente autant qu'inoffensive ironie. On dirait un conte de La Fontaine, en musique, et qui serait décent. Une fois au moins, on y trouverait, dans ce charmant troisième acte, une petite, oh ! toute petite flamme de sentiment et de poésie. Rappelez-vous le cantique d'Angèle. Par la grâce, la sensibilité discrète, avivée à la fin, sur la dernière note, il est purement français. Cantique de catéchisme, pour les jeunes filles de la persévérance, il ne serait peut-être pas indigne d'un sujet, ou d'une situation, et d'une poésie plus relevée : celle des chœurs d'*Esther* ou d'*Athalie*. Et voilà sans doute la seule mélodie d'Auber qui, sur des vers de Racine, mériterait d'être chantée. Par d'autres qualités encore, légères, il est vrai, la musique d'Auber est bien nôtre. L'esprit d'Auber, a dit un jour, avec finesse, le regretté comte Delaborde, était cet esprit « qui sait, à force de bon sens et de bonne grâce, donner à l'idéal lui-même une signification pratique, exacte. » Auber avait dit auparavant d'un de ses confrères, plus poète et moins musicien que lui-même : « Je l'attends quand il voudra faire chanter des chaises et des fauteuils. » Le musicien du *Domino noir* n'a presque jamais voulu faire davantage. Pendant un demi-siècle, il a tenu cette gageure, — et il l'a gagnée, — de faire chanter, à la faveur et comme sous le voile d'imaginations et d'aventures extraordinaires, les choses les plus médiocres, et, pour ainsi dire l'ordinaire, le matériel ou le mobilier de la vie. Voilà « la signification pratique et nette » de son art. En voilà le réalisme, par où, comme d'autres le sont par l'idéal, Auber est un musicien français.

« Français, dira-t-on, les Auber, après les Hérold, les Boieldieu, voire les Grétry, mais Français d'autrefois, et maîtres, petits maîtres d'un art, ou d'un genre aboli sans retour. Plus ambitieux désormais, nous aspirons aux cimes. Nous n'avons plus et nous dédaignons d'avoir une musique tempérée, moyenne, où puisse se reconnaître, avec complaisance, la France que vous appelez douce. » En vérité, ce serait dommage et, par bonheur, ce n'est pas la vérité. Il y a toujours une musique française qui se tient et que l'on peut suivre, en quelque sorte, au penchant des coteaux. Si nous achevons de longer leur chaîne harmonieuse, que d'échos éveilleront nos pas! Que d'aspects familiers, que de chers horizons retrouveront nos yeux! Depuis cinquante années, et de nos jours encore, cette musique-là continue de nous prodiguer les paysages et les portraits, ou les caractères, les exemplaires en quelque sorte moyens de la nature et de l'humanité. Ne suffit-il pas de nommer Gounod, pour témoigner de la douceur de la France, de la France qui chante, et pour évoquer les sons les plus tendres que jamais peut-être ait modulés sa voix! Mais que le musicien d'amour ne fasse pas oublier le musicien d'esprit. Depuis le *Tableau parlant* de Grétry, le *Médecin malgré lui* pourrait bien être notre seule comédie lyrique, la seule au moins qui soit autre chose qu'un pastiche, la seule où la musique, non contente d'imiter l'apparence et la surface du génie de notre Molière, en ait compris, exprimé le fond et l'essence même. Comédie encore, plus ténue et plus légère, mais d'une grâce ailée, le délicieux ouvrage de Léo Delibes, *le Roi l'a dit;* charmant tableau de famille, et d'une famille, en musique; petit chef-d'œuvre, dans un genre dont les deux grands chefs-d'œuvre, l'un et l'autre italien, furent autrefois le *Matrimonio segreto* et *Falstaff* il y a quelque vingt ans.

Faut-il nommer les deux héroïnes les plus populaires et peut-être les plus françaises, bien que l'une soit espagnole, de notre opéra-comique moderne? De Manon comme de Carmen, on a tout dit, et si souvent, qu'il suffit en effet de les nommer. Une troisième, Louise, est venue les rejoindre, sans les égaler. En voici deux encore, bien nôtres aussi, deux figures de femmes, de sœurs, qu'a réunies ou plutôt opposées, comme sur les deux faces d'une médaille, le musicien méconnu longtemps, à la fin glorieux, du *Roi d'Ys*. Au premier rang de nos œuvres nationales, celle-là mérite de figurer. Par la précision et la concision, par la justesse du trait, par l'épargne des moyens et la sûreté des effets, nous n'avons pas de musique plus française que la musique d'Édouard Lalo.

Après les êtres, ou les âmes, chercherons-nous dans notre musique les choses, les choses de France, la douceur de notre terre et le sourire de notre ciel? Ouvrons le *Roi d'Ys* encore, ou l'*Arlésienne*, ou *Mireille*, ou les *Scènes Alsaciennes* de Massenet, ou, plus près de nous, beaucoup plus près, le *Ramuntcho* de M. Gabriel Pierné. Alors, de la Bretagne et de l'Alsace, du pays basque et de la Provence, des quatre coins de notre horizon nous arriveront des souffles mélodieux. Loin du théâtre même, ou du concert, pour que « la paix de la grande nature » nous entre dans le cœur, il suffira qu'une voix nous chante, au piano, quelqu'un de ces chants de Gounod, tranquilles et superbes, *le Soir*, ou *le Vallon*, ou bien *Au Rossignol*, nobles paysages sonores, paysages français, et, par l'ampleur, la fluidité de la musique autant que des paroles, véritablement lamartiniens. En voulez-vous de plus animés, de plus chauds? Vous trouverez, chez Gounod encore, telle « mélodie » où passe, où frémit le souffle du printemps. « *Poème d'avril*, *Poème d'octobre*, *Poème d'hiver*, » en ces esquisses souvent délicieuses, à dessein un peu vagues et comme flottantes, Massenet, a noté la poésie de chaque saison. Enfin, si l'on a souvent appelé M. Gabriel Fauré le Schumann français, et si l'on pourrait aussi bien le nommer notre Schubert, c'est peut-être qu'il n'y a pas un détail et, pour ainsi dire, pas un trait, parmi les plus fins, les plus légers, du visage ou de l'âme de notre pays, dont on ne retrouve l'impression dans les « mélodies, » du subtil musicien. Dans l'œuvre d'un Saint-Saëns, voici des paysages encore, imaginaires ou réels : paysages de la France historique ou de la France exotique, le ballet d'*Ascanio* ou la *Suite algérienne*. La *Rêverie à Blidah* et la *Marche militaire* sont deux bien aimables pages, l'une poétique et l'autre spirituelle, de notre musique coloniale. Quant au ballet d'*Ascanio*, qui se danse à Fontainebleau, devant le roi François Ier et sa cour, la musique en est une imitation de la musique ancienne. Ancienne, mais tout de même pas tout à fait du temps. Par un anachronisme permis, et d'ailleurs agréable, il se trouve que certaine page, la plus belle, de ce ballet Renaissance, rappelle de fort près l'*Entretien des Muses*, de Rameau. Le sujet d'abord, et le titre, est le même : « *Apparition de Phœbus Apollon et des neuf Muses.* » Pareille aussi la tonalité, le mouvement, enfin et surtout le sentiment de noble et sereine contemplation.

En vérité, plus nous marchons, plus nous voyons s'étendre le champ de notre mélodieuse promenade à travers la douce France. Que de sites, que de personnages aimés nous rencontrons à chaque pas! Il en est même que l'heure présente nous donne l'occasion de mieux

connaître, ou reconnaître, de mieux comprendre et de mieux chérir. Béni soit l'accord mystérieux et sacré qui fait aujourd'hui chanter, fût-ce tout bas, dans notre musique, l'âme de notre patrie. Je sais, de M. Saint-Saëns, du grand artiste auquel on a contesté parfois le don de la sensibilité et de la tendresse, une suite de pages formant comme un tableau musical qu'on pourrait intituler la Charité. C'est le finale du second acte de *Proserpine :* une distribution d'aumônes par les religieuses et les pensionnaires d'un couvent. Jamais la musique du maître ne se montra plus souple et plus onduleuse, enveloppante avec plus de sollicitude et de sympathie. Sans hâte et sans arrêt, sans bruit surtout, elle va, vient et revient, la suave symphonie de l'orchestre et des voix. Empressée, attentive, et pareille à celle dont a parlé Dante, elle circule véritablement, la caressante mélodie. Quelquefois, par la courbe de son mouvement et de son dessin, on dirait que vivante, humaine, elle s'incline vers la misère pour la soulager et la guérir. Ainsi, depuis de longs mois, dans nos hôpitaux de guerre, nous voyons des formes blanches, qui sont nos femmes, nos filles, nos sœurs, se pencher sur la souffrance de nos soldats, et jusqu'en cette musique, tendre et gracieuse comme elles, nous sommes émus de retrouver et de saluer l'image ou la ressemblance de leurs soins, de leur dévouement et de leur amour.

Entre notre art d'hier et notre âme d'aujourd'hui, qui dénombrera de si nombreuses et si touchantes correspondances! Parmi les modernes musiciens de France, il n'en est pas un plus français que M. André Messager. Aucun ne sut mieux que lui « mettre en musique, » oui, rendre vraiment musicales, des choses aimables et spirituelles, de légers propos, ou seulement (voir, dans la *Basoche*, le chœur des femmes à la fontaine) des gestes gracieux. On appliquerait volontiers à tout l'œuvre de M. Messager ces deux vers d'*Isoline*, une de ses œuvres :

Petite lame, pur miroir,
Comme elle est claire! On peut s'y voir.

Et si le plus souvent on s'y regarde avec un sourire, il peut arriver (témoin telle page de *Fortunio* et surtout de *Mme Chrysanthème*) que ce soit avec une vague mélancolie allant jusqu'au secret désir des larmes.

Les larmes, elles ne furent pas loin de nos yeux, le jour, — déjà lointain, — où, dans notre Paris menacé, nous relisions, ému d'une piété filiale et craintive, cette symphonie des bruits et des cris de Paris

où le compositeur de *Louise* a su mêler à tant de réalité tant de poésie, d'idéal et d'amour. Quelle joie, quelle consolation nous est donnée, en parcourant cette musique, toute cette musique française, de constater qu'il n'y manque rien, ni personne, de la France. Nos femmes, nos soldats, jusqu'à nos enfans, tous y sont représentés, honorés et chéris. Oui, nos enfans eux-mêmes, j'en atteste celui qui s'est fait leur musicien religieux et tendre, l'auteur de la *Croisade des Enfans* et des *Enfans à Bethléem*, M. Gabriel Pierné. Remercions-le, surtout aujourd'hui, de nous les avoir montrés, ces petits Français imaginaires, non seulement pleins d'innocence, de grâce et de malice, mais fervens, intrépides, sublimes, frères enfin de tant de héros de quatorze ans, de douze ans, véritables ceux-là, qui n'ont pas craint de souffrir et de mourir pour la France. Petits Français, disons-nous. Mais, dans la *Croisade* au moins, petits Flamands aussi. Et ce nous est une raison de plus de goûter cette musique et d'être émus par elle, qu'elle chante et qu'elle glorifie ensemble les plus jeunes martyrs de l'une et de l'autre patrie.

Voici que l'espace va nous manquer, et nous aurions à dire encore. Nous aimerions de rappeler deux partitions récentes et vraiment nationales toutes deux : le *Marouf* de M. Henri Rabaud, qui fut à l'Opéra-Comique, avant la guerre, le dernier sourire de la musique française ; la *Pénélope* de M. Gabriel Fauré, si française également et de tant de manières : par la sobriété, la mesure et l'exquise élégance, par la délicatesse autant que par la profondeur, enfin, — signe plus précieux encore aujourd'hui, — par le sentiment qui soutient l'œuvre entière, et l'anime : une longue, mais fidèle, mais invincible espérance.

A la fin de son cours sur Racine, et pour conclure, Jules Lemaître, citant Gérard de Nerval, comparait les tragédies raciniennes à des jeunes filles qui dansent en rond sur la pelouse en chantant des airs d'autrefois. Avec le grand écrivain que nous aimions, et presque dans les mêmes termes, nous dirons des œuvres musicales plus modestes, mais non moins nationales, que nous venons d'évoquer : « Elles dansent en rond sur la pelouse en chantant des airs, jeunes ou vieux, mais d'un *français si naturellement pur*, que c'est en les écoutant qu'on se sent le mieux vivre en France, avec le plus de fierté intime et d'attendrissement. »

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

AUTRES IMAGES DU « FRONT » RUSSE (1)

Fieldnotes from the Russian Front, par Stanley Washburn, un vol. 8°, illustré, Londres. 1915. — *Russia and the World*, par Stephen Graham, un vol. 8°, illustré, Londres, 1915.

Au début de l'année 1905, après la chute de Port-Arthur et l'échec de la campagne russe en Mandchourie, l'étranger qui arrivait à Saint-Pétersbourg y découvrait, de toutes parts, les plus graves symptômes d'hostilité et de rébellion contre le pouvoir impérial. Durant la mémorable journée du 22 janvier 1905, notamment, une armée de paysans avaient descendu la Perspective Newsky, brandissant au-dessus de leurs têtes une pétition écrite en lettres énormes, et s'étaient dirigés vers le Palais d'Hiver, afin de présenter leurs griefs au souverain en personne. Ils avaient été arrêtés dans leur marche par des compagnies de Cosaques et des sections de mitrailleuses, de telle sorte qu'au bout de quelques minutes la Perspective elle-même et les rues voisines s'étaient transformées en des fleuves de sang. Après quoi, pendant des semaines, une partie de la ville avait été mise sous le régime de la loi martiale : jour et nuit, des patrouilles de Cosaques chevauchaient le long des rues désertes et muettes. Constamment la police avait à prévenir de nouveaux complots mettant en danger la vie de l'Empereur et des membres de sa famille, — sans compter maints attentats que nul effort de la police ne pouvait empêcher, comme celui où avait succombé le grand-duc Serge. Les menaces les plus terribles s'énonçaient ouvertement ; la capitale et l'empire tout entier étaient en état de révolution ; et personne à coup sûr n'aurait osé concevoir le rêve d'une Russie réconciliée, ramenée à des sentimens d'union et de concorde nationales.

Mais, depuis ces jours d'épouvante, un levain nouveau a travaillé au plus profond de l'existence intime de la Russie ; d'une façon lente et invisible, mais d'autant plus efficace, de grandes forces de progrès et de lumière ont accompli leur œuvre. De cela, ni les Allemands ni peut-être les Russes

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1915.

eux-mêmes ne se sont pleinement rendu compte jusqu'au jour de l'entrée en guerre contre l'Allemagne ; et cependant c'est chose certaine que, ce jour-là, l'on a vu se cristalliser soudain, à travers l'immense empire, un esprit d'unité nationale dont on aurait peine à retrouver l'équivalent dans l'histoire, présente ou passée, des autres pays. Voici, par exemple, à quelle scène il m'a été donné d'assister en septembre dernier, un peu moins de dix ans après l'aventure tragique du 22 janvier 1905, et presque au même endroit :

Devant le Palais d'Hiver, dans l'immense demi-cercle que limitent les deux ailes de l'imposant édifice, plus de 100 000 personnes de toutes conditions se tenaient debout, durant des heures, attendant, avec un calme et une patience admirables, l'apparition de leur souverain. Et lorsque celui-ci, touché de cette démonstration toute spontanée, s'est montré au balcon qui dominait la place, aussitôt la foule entière s'est jetée à genoux, et a entonné l'hymne national. Pour la première fois, je crois bien, depuis le temps lointain de l'invasion du sol russe par Napoléon, la guerre actuelle a réussi à unir foncièrement le peuple et son Tsar ; et la puissance qui résulte toujours d'une semblable union s'est répandue tout de suite d'un bout à l'autre de l'Empire, depuis les rives du littoral Pacifique jusqu'à la frontière allemande.

Sur quoi un observateur superficiel sera tenté de dire : « Oui, c'est toujours ainsi au commencement d'une guerre : mais cette unité improvisée aura vite fait de se rompre ! » Or, ce qu'il y a précisément de grand et de significatif dans la nouvelle unité russe est que celle-ci, bien loin de se rompre à mesure que les mois s'écoulaient, n'a fait que s'accroître sans arrêt depuis le premier jour ; et sa croissance a revêtu un caractère étrangement recueilli et solennel, qui continue à s'exprimer, aujourd'hui encore, par le sacrifice de millions d'humbles existences sur l'autel d'un sentiment national trop longtemps assoupi.

J'ai tiré ce passage du livre nouveau d'un journaliste américain, M. Stanley Washburn, qui, depuis la déclaration de guerre, a été envoyé sur le « front » russe par le *Times* de Londres, et qui s'est trouvé faire partie du très petit nombre de privilégiés autorisés par l'état-major du grand-duc Nicolas à suivre, — d'assez loin, il est vrai, et toujours avec un recul de plusieurs semaines, — l'émouvante série des opérations militaires. M. Washburn avait assisté déjà, pareillement, aux opérations de l'armée russe en Mandchourie, il y a dix ans : mais sans doute les souvenirs qu'il en avait rapportés n'avaient pas suffi à détruire pleinement, dans son cœur, les préventions que nourrissaient volontiers, jusqu'ici, ses compatriotes à l'égard du gouvernement et du peuple russes. Car le fait est que, maintenant encore, les premières impressions que nous décrit son volume trahissent un peu le sentiment de malaise d'un étranger qui, tout en se voyant contraint d'admirer l' « union » merveilleuse dont

il nous parlait tout à l'heure et vingt autres vertus brusquement révélées au fond de l'âme russe, n'en conserve pas moins un certain élément de respectueuse sympathie envers l'Allemagne. Le correspondant du *Times* a beau entendre, à chaque instant, des récits d' « atrocités » commises par les troupes allemandes : il se refuse obstinément à y croire, et va même jusqu'à faire valoir, contre elles, le témoignage de prisonniers allemands avec lesquels il s'est entretenu. Aussi bien ne se lasse-t-il pas de causer avec les prisonniers qu'il rencontre à tous les coins de sa route; la connaissance qu'il a de leur langue, — tandis que, suivant toute probabilité, il sait à peine quelques mots de la langue russe, — lui permet de se procurer là un « divertissement » précieux : et le spectacle de la détresse présente de ces pauvres gens contribue encore à l'empêcher de se montrer trop sévère pour aucune des manifestations de leur fameuse « culture » nationale. Ses éloges des qualités militaires, ou simplement « humaines, » du soldat russe sont loin d'avoir l'allure spontanée, l'abandon enthousiaste des belles pages de M. Stephen Graham que je citais ici l'autre jour; nous devinons que chacun de ces éloges a été précédé, chez lui, d'un conflit inconscient entre son instinct naturel de justice et d'anciennes habitudes de défiance, à l'endroit d'une race longtemps tenue pour « barbare. »

Mais d'autant plus les éloges de M. Washburn ont pour nous de poids, — avec la pleine confirmation qu'ils apportent, en fin de compte, à ceux de M. Graham, et à ceux aussi d'autres observateurs, anglais ou français, dont on pourrait semblablement mettre en doute l'entière impartialité. Nul moyen de concevoir un soupçon du même genre au sujet des peintures ou des jugemens du journaliste américain ; et lorsque, après cela, nous voyons celui-ci de plus en plus étonné des trésors d'habileté stratégique, d'intrépide courage, de tendre et généreuse compassion chrétienne qu'il découvre autour de soi dans l'armée russe à tous ses degrés, lorsque nous l'entendons nous affirmer, avec un accent de conviction toujours plus marqué de chapitre en chapitre, qu'à leur éminente maîtrise guerrière les troupes du grand-duc Nicolas joignent encore d'incomparables attributs d'héroïsme individuel et d'une magnanimité toute « chevaleresque, » force nous est de prendre au sérieux non seulement ces assertions elles-mêmes, mais aussi la « version » plus « lyrique » sous laquelle nous les trouvons reproduites dans le livre du « russophile » M. Stephen Graham.

Se rappelle-t-on, par exemple, la subtile et touchante analyse que nous a faite M Graham des motifs divers de la ferveur quasiment « religieuse » qui conduit le soldat russe à immoler volontiers sa propre vie et celle de son adversaire sur « l'autel » sacré de son patriotisme? Il y a dans ce sentiment des nuances qui, pour être perçues, exigeaient une longue familiarité du caractère slave, et qui n'ont pu manquer d'échapper à l'observation, moins approfondie, du journaliste américain. Et pourtant, voici ce que nous lisons dans l'un des derniers chapitres de la suite des lettres de M. Washburn:

Au lendemain de mon arrivée à Petrograd, je signalais l'esprit nouveau de la Russie et l'entrain souriant avec lequel les troupes se rendaient au combat. Après avoir, depuis lors, passé plusieurs mois « sur le front, » après avoir vu des centaines et des milliers des mêmes soldats sur les routes, dans les tranchées, et dans les hôpitaux, j'ai conscience de ne m'être nullement fait une idée exagérée de l'esprit de la nouvelle Russie. Pas un de ces obscurs acteurs du grand drame, naturellement, n'avait désiré la guerre, et je suppose qu'il n'y a pas un d'eux qui n'aspire à la fin prochaine de l'épreuve : mais tous, à peu près sans exception, tous admettent celle-ci avec résignation. Leurs fatigues et leurs pertes, leurs privations et leurs blessures, tout cela leur apparaît comme autant de choses nécessaires et inévitables. Nulle trace dorénavant, sur leurs visages, de l'absolu désespoir que j'y découvrais naguère, en Mandchourie. La note dominante de l'expression de leurs figures d'à-présent, dans chacune des occasions où j'ai pu les étudier, est un consentement simple et aisé, voire satisfait, à subir tout ce qui sera indispensable pour le succès final d'une cause qu'ils comprennent et approuvent de toute leur âme.

J'ajouterai que le soldat russe est, pour moi, l'homme le plus « philosophe » du monde entier. Je l'ai observé notamment dans les hôpitaux : privé d'un bras ou d'une jambe, la tête écrasée, couvert d'horribles plaies de toute espèce, que si seulement il a la force de parler, il murmurera son *Nitchevo!* qui signifie quelque chose comme : « Qu'importe? » Et il faut s'être rendu compte des sentimens qui imprègnent la vie de ces hommes à l'arrière du « front » pour ne pas s'étonner des exploits qu'ils accomplissent, tous les jours, sur le champ de bataille, où les soutient et les stimule encore l'exemple de leurs chefs et de leurs compagnons.

Ainsi l'admiration de M. Washburn pour le soldat russe va toujours grandissant ; et s'il ne serait pas vrai de dire que sa sympathie secrète pour l'Allemagne s'efface de son cœur dans la même proportion, du moins le voyons-nous obligé de reconnaître, avec une évidence tous les jours plus impérieuse, à la fois l'insuccès de l'agression allemande et quelle part considérable revient, dans cet insuccès, à la maladresse ou à l'imprévoyance de l'agresseur lui-même. Dès le

mois d'octobre 1914, il avouait que l'avortement des premières tentatives allemandes contre Varsovie avait exercé une influence décisive sur la marche ultérieure des opérations. « Le *moral* des soldats russes s'en est rehaussé de cent pour cent, et à jamais se sont dissipées les appréhensions qu'ils pouvaient avoir touchant leur aptitude à supporter le choc des légions ennemies. Fini désormais l'énorme prestige dont jouissaient, dans l'opinion russe, les soldats du Kaiser; et sans doute les Allemands, de leur côté, ont dû découvrir à présent combien on les avait mal informés des ressources véritables d'un adversaire qu'on leur avait décrit comme une proie facile entre toutes. »

Sur ce dernier point, cependant, M. Washburn se trompait, faute pour lui de connaître l'incroyable mélange d'obéissance et de crédulité qui réside au fond de toute âme allemande. Ses lettres des mois suivans nous apprennent, en effet, que le maréchal von Hindenburg et ses acolytes n'ont pas eu de peine à rassurer les combattans du « front oriental » sur leurs chances d'un prochain écrasement de l'armée « barbare. » Le 2 novembre, à Radom, le correspondant du *Times* s'est entretenu avec deux prisonniers allemands « des plus intelligens, » deux réservistes dont l'un avait été charpentier dans un village, tandis que l'autre avait tenu un petit commerce dans un faubourg de Berlin. Et comme il leur demandait ce que les troupes allemandes pensaient de la guerre : « Oh ! là-dessus aucun doute n'est possible ! — s'est écrié le commerçant. — C'est nous qui, en fin de compte, remporterons la victoire. Car vous savez, naturellement, que la France se trouve déjà presque totalement anéantie : il ne nous reste plus à battre que les Russes, et l'on nous a bien prévenus que cela demanderait encore quelque temps. » M. Washburn lui a demandé s'il savait, de son côté, la collaboration des troupes anglaises avec l'armée française, sur le « front occidental. » Non; de cela leurs chefs avaient négligé de « prévenir » les deux réservistes; et le journaliste américain nous assure que sa révélation les a « fort déprimés. » Mais toujours est-il que, jusqu'au moment de cette révélation, leur confiance était absolue dans le triomphe final de leur cause; sans compter que, longtemps encore après cet entretien, M. Washburn a retrouvé la même confiance chez la plupart des prisonniers allemands qu'il a questionnés, — sauf pour lui à rencontrer, au contraire, une « dépression » profondément « pessimiste » chez la majorité des prisonniers autrichiens.

Et le plus curieux est qu'avec cette docilité « unanime » qui a toujours caractérisé la race allemande, tous les prisonniers rencontrés

par M. Washburn lui ont répété le naïf propos des deux réservistes sur « l'anéantissement presque complet » de l'armée française. C'est avec cette fable que, depuis bientôt six mois, le maréchal von Hindenburg réussit à réconforter le « moral » de ses troupes, tout de même que, sur l'autre « front, » ses collègues obtiennent le même résultat en affirmant à leurs hommes « l'anéantissement presque complet » de l'armée du grand-duc Nicolas. « Tous les prisonniers s'accordent à croire que l'effort militaire de l'Allemagne est désormais achevé en Belgique et en France. Ils déclarent imperturbablement qu'ils ont terminé leur tâche au delà du Rhin, et que maintenant il ne leur reste plus qu'à digérer la Russie à leur loisir, sans le moindre besoin d'un excès de hâte. » Il y a mieux : parmi ces Allemands qui demeuraient sourds à toutes les objections du correspondant américain, plusieurs avaient d'abord combattu sur l'Yser! Ils avaient pu voir en personne ce qui en était de « l'anéantissement à peu près complet » des troupes françaises : mais l'attestation de leurs chefs, cette fois encore, leur avait paru plus probante que le témoignage de leurs propres yeux !

C'est seulement au dernier chapitre de son livre que M. Washburn nous signale le cas, tout exceptionnel, d'un prisonnier allemand dont les yeux commençaient à s'ouvrir. « Cet homme, que j'avais pris à part et interrogé amicalement dans sa langue, a enfin consenti à s'épancher quelque peu de ses griefs et de ses alarmes. Il m'a confessé que, en fait, les troupes allemandes ne savaient jamais rien de leurs propres mouvemens, et ignoraient même qu'une attaque fût en préparation jusqu'à l'instant précis où elles recevaient l'ordre de sortir des tranchées. Il m'a appris également que les pertes allemandes, sur le front russe, avaient été tout à fait terribles depuis le début de la nouvelle invasion, — encore que le même homme eût affirmé absolument le contraire, il y avait quelques instans, à l'officier russe qui l'avait questionné sur le même sujet. »

Mais il est temps que je revienne au livre de M. Graham, plus riche pour nous d'enseignement aussi bien que d'attrait. L'écrivain anglais n'a pas eu en vérité, comme son confrère américain, le privilège de pouvoir visiter tour à tour les différens endroits où s'était déroulée, quelques semaines auparavant, telle ou telle des actions les plus importantes de la première partie de la présente guerre : mais on sait déjà de quelle façon sa double qualité de poète et de « russophile » lui a souvent rendu possible d'atteindre la signification intime d'un bon nombre de spectacles d'ordre plus permanent, et dont le cor-

respondant du *Times* s'est forcément borné à nous décrire l'apparence extérieure. Pour ne rien dire du surcroît de lumière qui n'a pu manquer de venir, à M. Graham, de l'incessante compagnie d'un petit volume de poche renfermant la série des drames historiques de Shakspeare. Ne nous raconte-t-il pas lui-même qu'un soir, dans une chambre d'auberge de Pologne, les yeux encore tout remplis de l'horrible image d'une vingtaine de créatures innocentes qu'avait pulvérisées le passage meurtrier d'un zeppelin, et avec le cœur cruellement gonflé de haine à l'égard du souverain qu'il avait bien raison de tenir pour l'unique auteur responsable de ce crime, il a soudain retrouvé son équilibre intérieur en relisant le monologue immortel où un autre des grand criminels de l'histoire, Richard III, s'efforce vainement de résister aux assauts de sa propre conscience? « O lâche conscience, n'auras-tu point pitié ? » Ou bien encore : « Il me semblait que les âmes de tous ceux que j'avais fait périr accouraient vers ma tente, chacune d'elles agitant la menace d'une vengeance prochaine sur la tête de Richard ! » Et M. Graham a songé, une fois de plus, à tout ce qu'avait d'éminemment « slave » cette profonde compassion du poète anglais qui, pareil à l'auteur de *Crime et Châtiment*, « a tenu à nous donner tout entière l'âme de son héros, au lieu de l'expédier simplement comme un bas criminel. » A chacune des étapes de son exploration du « front » russe, l'œuvre bienfaisante de Shakspeare l'a ainsi approvisionné d'indulgence et de sagesse, en même temps qu'elle l'aidait à percevoir le fonds « éternellement humain » des scènes changeantes du nouveau drame historique dont il était témoin.

Écoutons-le, tout d'abord, nous expliquer l'opposition radicale des deux esprits de l'Allemagne et de la Russie : « Entre toutes les nations du monde, il n'y en a point qui soit faite pour inspirer aux Allemands autant d'aversion que les Russes. Caractère, tempérament, pensée, tout cela, chez le Russe, est en contradiction absolue avec les élémens distinctifs de l'âme allemande. La subtilité du Russe et son indépendance, son mysticisme et son dédain du sens pratique, son manque d'ordre et de propreté, autant de choses à jamais intolérables pour l'Allemand. Toujours ce dernier éprouve une impression de dégoût en franchissant la frontière russe. Pénétrer en Russie, échanger la vue des villes bien bâties et des belles routes de la Prusse Orientale contre celle du désert de la Pologne russe, c'est pour lui descendre dans un monde inférieur, et un monde qui a grand besoin d'être enfin tiré de son abaissement. »

Aussi n'est-il pas étonnant que des représentans de l'esprit germanique tels que Bismarck ou le vieil empereur Guillaume aient expressément considéré la Russie comme un terrain prédestiné de colonisation allemande, « un sol sur lequel pourra et devra fructifier, tôt ou tard, une race étrangère pourvue d'une mission historique. » Oui, mais tout en reconnaissant là une conception qui devait résulter inévitablement de l'attitude naturelle de l'Allemand vis-à-vis du peuple russe, M. Stephen Graham ne peut s'empêcher d'y découvrir, aussi, un témoignage saisissant de l'incurable ignorance et stupidité allemande. « L'Allemagne s'apprête à souffrir terriblement du fait de son inaptitude à sentir la force réelle de la Russie. Et c'est précisément dans la conscience de cette force, dans la conscience de leur vigoureuse individualité nationale, que les Russes puisent l'entrain joyeux avec lequel nous les voyons s'élancer au combat. La guerre leur apparaît même, avant tout, comme une délivrance définitive de leur race, trop longtemps condamnée à vivre dans une atmosphère étouffante de « germanisation. » Tout de suite, dès l'instant de la déclaration de guerre, un certain petit diable allemand de dureté morose et glaciale s'est envolé des épaules du peuple russe, sur lesquelles il pesait lourdement depuis plusieurs siècles; et aussitôt le grand-duc Nicolas a proclamé la réconciliation avec les Polonais, et tous les sujets du Tsar sont devenus meilleurs l'un pour l'autre. De l'aveu unanime, jamais la bonté et la douceur natives des Russes ne se sont épanchées aussi librement que depuis le début de la guerre contre l'Allemagne. Et voilà pourquoi cette guerre, dans les journaux et dans les conversations privées, est couramment traitée de « guerre sainte! » Elle signifie par-dessus toutes choses, pour les Russes, l'émancipation des moindres vestiges de l'esprit allemand, avec ses traits habituels de matérialisme pratique, de brutalité, d'impuissance à se comprendre les uns les autres! »

Dans un livre employé à l'étude de ce que M. Washburn appelle volontiers la « nouvelle Russie, » mais que l'auteur anglais regarde, au contraire, comme sa chère Russie de toujours, dorénavant « dégermanisée » et promue à une plus entière conscience de soi-même, M. Graham devait nécessairement s'occuper de la question polonaise. Le long chapitre qu'il lui a consacré est, certes, parmi les plus admirables de tout le livre, et je regrette de ne pouvoir en traduire ici que de trop courts fragmens. Déjà nous avons entendu, tout à l'heure, M. Graham mentionner en passant l'inoubliable proclamation polo-

naise du grand-duc Nicolas. Nul moyen, selon lui, d'entretenir l'ombre d'un doute touchant non seulement la parfaite sincérité de cette promesse solennelle de délivrance, mais aussi touchant les suites merveilleuses qui en découleront. Au reste, la proclamation elle-même n'a fait que sanctionner officiellement un vrai « miracle » de réconciliation fraternelle accompli dès l'instant où la Russie a senti « s'envoler de ses épaules le funeste petit diable allemand » qui, depuis des siècles, était venu s'y loger.

Car, malgré la commune origine slave des Polonais et des Russes, et malgré leur étroite parenté psychologique, combien ces deux peuples frères se sont haïs ! Je me souviens d'un temps où j'avais l'impression de commettre, — fort innocemment, — une insulte à la Pologne en parlant russe dans un magasin polonais, en me servant de la langue russe pour commander mon dîner dans un restaurant de Varsovie. Tout cela n'était que d'hier : et aujourd'hui, ah ! si vous saviez combien aujourd'hui tout cela est changé !

Je viens de passer quelques jours dans la belle vieille cité de Wilna, une cité de courtois Polonais, et la demeure d'un bon nombre des plus anciennes familles nobles de Pologne. Wilna est maintenant encombrée d'officiers et de soldats russes. Dans la rue principale, c'est un défilé incessant de troupes, avec une perspective sans fin de baïonnettes pointues frémissant çà et là comme des roseaux sous le vent. De mon lit, la nuit, j'entendais sans arrêt un pas lourd de soldats. Ou bien je regardais à ma fenêtre, et j'apercevais des chariots et des canons passant d'affilée pendant vingt minutes, j'assistais au spectacle pittoresque d'innombrables Cosaques galopant de leur mieux dans un marais de boue. Naguère, les Polonais se mordaient les lèvres à force de haine, en voyant les soldats russes. Aujourd'hui ils sourient, des larmes coulent sur leurs joues, ils vont même jusqu'à crier des *hourrah* ! Qui donc aurait rêvé qu'un jour arriverait où les Polonais acclameraient les troupes russes s'avançant par les rues de leurs villes ?

A Wilna tout de même qu'à Varsovie, les Russes sont désormais pardonnés. On sait qu'ils viennent à présent pour délivrer leurs frères, et non plus, comme autrefois, pour les fouler aux pieds. Lorsque, dans un restaurant, je commande mon dîner en russe, chacun me sourit amicalement. Être un Russe, c'est dorénavant être un ami. Et, pareillement, les Russes, avec l'aptitude particulière des Slaves à des retours soudains et complets de sentimens, se montrent tout affectueux à l'égard des Polonais. On m'a dit que, depuis la proclamation du grand-duc Nicolas, les libraires avaient été hors d'état de suffire aux demandes d'une foule de cliens russes de toute condition, désirant acheter des grammaires et des dictionnaires polonais.

Un spectacle bien touchant m'a été offert, tous ces jours-ci, devant la vénérable Porte Sainte de Wilna. Au-dessus de cette porte se trouve une chapelle, dont le fond est occupé par une image de la Vierge richement

dorée et entourée de fleurs. D'un côté de l'image est installé un vieil orgue aux tuyaux de plomb : de l'autre côté se tient, en permanence, un prêtre. La musique de l'orgue s'exhale dans l'air, mêlée au parfum de l'encens et à un murmure continu de prières. En bas, dans la ruelle étroite et boueuse, s'agenouillent à toute heure nombre de pauvres gens, un livre de prières à la main. Ceux-là sont des Polonais. Mais sous l'arche de la porte défilent constamment, aussi bien la nuit que le jour, des troupes russes s'en allant sur le « front. » Et à mesure qu'ils approchent de la sainte image polonaise, vous voyez chacun de ces hommes, officier ou simple soldat, ôter sa casquette et passer, la tête nue, entre les deux rangées des Polonais en prières. Je ne saurais dire combien cela est beau. Ah! puisse la Russie continuer toujours à se comporter de cette façon en présence de la divine Mère de la Pologne!

Si bien que, après la victoire, la grande majorité du peuple russe approuvera le geste de son souverain, rendant la liberté à la Pologne. M. Graham ne croit pas que celle-ci puisse être pourvue d'une royauté indépendante. « Les monarques de petits États excellent à fomenter des dissensions; et vraiment, la jalousie de maintes cours constituées naguère sous l'influence de la Russie a déjà donné lieu à trop d'ennuis et de malentendus. » Mais la Pologne aura son *Home Rule;* elle pourra contrôler librement ses finances; elle se trouvera en état d'« organiser l'éducation de son peuple, et de tâcher à devenir une forte nation. » Tout cela, on l'entend bien, ne sortira point de terre sans valoir à la Russie maintes difficultés. Évidemment, de mauvais conseillers lui diront qu'il serait, pour elle, infiniment moins malaisé d'éluder ses obligations que de les remplir. « Mais il n'y a pas à craindre qu'elle cherche, si peu que ce soit, à les éluder! »

Encore la réalisation de ce magnifique projet ne sera-t-elle possible que si les Russes parviennent à mettre la main sur les vastes régions polonaises soumises au joug allemand et autrichien. Que si la victoire des Alliés ne revêt pas un caractère assez décisif pour que l'Allemagne et l'Autriche renoncent à leur ancienne frontière orientale, M. Stephen Graham a peur que la Russie ne se sente pas en mesure de ressusciter entièrement une Pologne dont les deux tiers continueront d'échapper à son influence. « Mais, en tout cas, une chose est désormais absolument sûre, même parmi les conditions les moins favorables ; et c'est, à savoir, la nouvelle amitié des Polonais et des Russes. Quoi qu'il puisse arriver, jamais plus la Russie ne manquera à faire de son mieux envers ses Polonais. » Pour le reste, demain apportera sa réponse ; et, dès aujourd'hui, la Russie travaille « de son mieux » à la préparer. « Elle poursuit sa lutte noble-

ment, avec une ardeur et une intrépidité singulières; et à côté d'elle la Pologne attend, pleine d'un doux espoir mêlé d'un peu de crainte, comme une jeune femme qui sait qu'elle se mariera si son fiancé a la chance de revenir vivant de la guerre. »

M. Graham a même le plaisir de pouvoir nous apprendre, dans un autre chapitre de son livre, que ses espérances touchant une prochaine réalisation de la mémorable promesse du grand-duc Nicolas se trouvent entièrement partagées par le ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Sazonof. « Le ministre, nous dit-il, m'a parlé avec enthousiasme de la future restauration de la Pologne, en ajoutant que la Russie aurait dû mettre fin depuis longtemps à sa querelle avec un peuple de frères lourdement éprouvé. » Pareillement, M. Sazonof estime que la récente prohibition de l'eau-de-vie conservera toute son autorité après la conclusion de la paix, et contribuera désormais, « avec une efficacité extraordinaire, au développement pacifique de la Russie. »

L'entretien tout intime de l'écrivain anglais avec le ministre russe a eu lieu à Petrograd, où M. Stephen Graham, en véritable « excentrique » de son pays, n'était encore jamais venu jusque là, malgré ses longues années de séjour en Russie. La capitale brusquement improvisée, jadis, par Pierre le Grand lui avait toujours inspiré une certaine méfiance ; et voici que, pour comble de malheur, sa « découverte » de Petrograd, il y a quelques mois, s'est accomplie par un temps pluvieux et sombre, aussi peu fait que possible pour l'aider à vaincre ses préventions anciennes ! A cet amoureux passionné de la lumière et de la gaieté russes, Petrograd est apparu comme un vaste cimetière ; et je ne serais pas étonné que le souvenir « lugubre » qu'il en a rapporté reposât en partie sur les mêmes motifs qui avaient amené précédemment son confrère américain, M. Stanley Washburn, à reconnaître dans la capitale russe l'une des cités « les plus brillantes » de l'Europe.

Je me suis promené dans la célèbre Perspective Nevsky. Ses maisons, ses magasins, ses édifices publics offrent une discordance singulière d'altitudes et de dimensions, comme aussi de couleurs et de formes. Des bâtisses nouvelles de vingt étages dans le goût des « maisons-réclames » de New-York, y voisinent avec des arcades couvertes qui s'inspirent des *bazars* de l'Orient, et avec d'énormes blocs de pierre officiels ayant la teinte rougeâtre d'une eau boueuse mélangee de sang. C'est une longue rue droite et plate avec des réverbères électriques au milieu de la chaussée, et où défilent infatigablement des tramways peints en rouge, de rapides *drojkis* aux nuances bariolées, des automo-

biles asthmatiques, de vénérables carrosses surannés que conduisent des cochers tout vêtus d'écarlate. Des morceaux de la rue rappellent Paris, d'autres la Broadway de New-York, et d'autres encore les quartiers misérables de l'East End de Londres : mais l'ensemble n'en constitue pas moins quelque chose d'unique, quelque chose d'étrangement brutal et déplaisant.

Tel était, en tout cas, le Pétersbourg d'hier, la ville profondément « germanisée » d'où 16000 Allemands avaient encore été renvoyés pendant les quelques jours de la visite de M. Graham. Mais, sous ce passé mort, à chaque instant, l'écrivain anglais a eu l'heureuse surprise d'apercevoir des traces vivantes du « jeune présent » de Petrograd. Dans toutes les rues, par exemple, il a été accosté par d'aimables jeunes femmes qui lui tendaient des journaux en lui disant : « Achetez-moi les dernières nouvelles pour des vêtemens chauds ! » En même temps, il lisait sur tous les murs des placards contenant simplement ces touchantes paroles : *Il fait bien froid dans les tranchées !* Les charmantes vendeuses, — dont plus d'une sans doute, la veille, s'était enorgueillie d'appartenir à quelque complot « nihiliste, » — employaient maintenant tout le produit de leur vente à pourvoir de « vêtemens chauds » leurs humbles frères, les soldats des « tranchées. » Et M. Graham nous décrit l'impatience fiévreuse avec laquelle tous les habitans de la ville attendaient chacune des nombreuses éditions des journaux. « Quelque part, derrière cette foule, le Tsar, lui aussi, attend les nouvelles ; et il est le premier de tous à les recevoir, et, lorsque lui arrivent de bonnes nouvelles, il commande qu'elles soient aussitôt publiées. Alors les feuilles supplémentaires se répandent partout ; et, dans les théâtres, l'acteur favori s'avance sur la scène et arrête la musique de l'orchestre. *Un moment, s'il vous plaît, messieurs les musiciens !... Grande victoire en Pologne !... Que Dieu sauve notre Tsar !* »

T. DE WYZEWA.

REVUE DRAMATIQUE

Bouffes-Parisiens : *La Jalousie*, comédie en trois actes de M. Sacha Guitry. — Gymnase : *La Commandantur*, pièce en trois actes de M. François Fonson. — Comédie-Française : *Colette Baudoche*, comédie en trois actes de M. Pierre Frondaie, d'après le roman de M. Maurice Barrès.

On nous demande beaucoup ce que devra être le théâtre de demain. La question est délicate, sinon très embarrassante. Mais si l'on me demandait ce qu'il ne devra pas être, je n'hésiterais pas, et je répondrais par un exemple : *la Jalousie* de M. Sacha Guitry. Cette pièce nouvelle, représentée pour la première fois au neuvième mois de guerre, constitue le plus violent anachronisme dont nous ayons encore été les témoins depuis que nous subissons l'affreux cauchemar. A entendre les propos qu'échangent les personnages en scène, on est stupéfié que des gens qui, par leur langage du moins, semblent appartenir à la nationalité française, soient aussi complètement étrangers aux préoccupations de leur pays. La toile se lève ; entre un M. Blondel ; il est jeune, il est bien portant : pourquoi n'est-il pas aux armées ? Comment se fait-il qu'il soit à Paris, loin de tout danger, confortablement installé dans son bel appartement ? Il est vrai que son visage exprime la contrariété et qu'il semble inquiet. Qu'est-ce donc qui fait sont tourment aux heures tragiques que nous vivons, et quelles sont ces craintes dont il nous force, trois actes durant, à entendre la confidence ? Voici. Il s'est attardé chez sa maîtresse, plus que de raison, et cherche vainement par quelle excuse, à peu près plausible, il expliquera ce retard à sa femme. Or sa femme, Marthe, qu'il croyait trouver à la maison, et dont il redoutait le minutieux interrogatoire, rentre encore plus tard que lui. D'où vient-elle ? Comment savoir la vérité ? Il trompe sa femme, c'est tout naturel. Mais si

sa femme le trompait, ce serait horrible. Cruelle énigme!... Non, non! ce n'est pas à ce problème que va notre angoisse. Ce sont d'autres inquiétudes qui nous crucifient. La France n'a aucune envie de savoir si M. Blondel est ou n'est pas cocu.

Aussi éviterai-je de vous conter longuement et par le menu comment il le devint. Il vous suffira de savoir que maladroit, comme tous les jaloux, il soupçonne son ami, Lézignan, le seul probablement qui n'ait jamais fait attention à Mme Blondel. Celle-ci, qui n'a jamais songé à tromper son mari, et surtout à le tromper avec Lézignan, vient chercher, justement auprès de Lézignan, et parce qu'il est un ami de tout repos, un recours contre d'injustes soupçons. C'est le piège tendu par un dieu malin, et Marthe, qui ne se méfie pas, tombe tout doucement dans les bras de Lézignan, qui n'y pensait guère. Ainsi s'accomplit la fatalité. Alors, et maintenant que le malheur est arrivé, Blondel retrouve sa sérénité.

En d'autres temps, aurais-je beaucoup goûté et loué à tour de bras ce récit joyeux d'une aventure de canapé? Je ne le crois pas. La pièce de M. Sacha Guitry ne se distingue par aucun mérite particulier de toutes les pièces, — et elles sont innombrables, — qui appartiennent au genre dit : parisien. J'ai réclamé maintes fois contre l'immoralité, — ou, comme on disait avec un bon sourire, — contre l'amoralité de ce théâtre. L'adultère y est tenu pour la principale fin de l'existence : c'est l'occupation unique, gentille et d'ailleurs sans importance, de toute une société désœuvrée. Car, notez-le bien, les personnages de *Jalousie*, non plus que tous ceux du même répertoire, ne nous sont pas présentés comme des êtres d'exception et d'exceptionnelle dépravation, mais plutôt comme des types d'humanité moyenne et de modèle courant. Blondel n'est pas un débauché ; c'est un bon bourgeois et même un bon mari ; il a une maîtresse, comme tant d'autres, et l'idée ne lui vient même pas qu'il mérite aucun reproche. Lézignan n'est pas un Don Juan ; c'est un homme laborieux, de mœurs rangées, de sentimens délicats et droits, et il prend sans scrupule la femme de l'ami qui sort de chez lui. Marthe n'est pas une dévergondée : c'est une honnête femme et qui aime son mari ; et voici qu'elle succombe, sans amour et sans haine, dans la chute la plus banale. Tant il est vrai que la vertu de nos femmes est peu de chose et qu'on en triomphe à peu de frais! Combien de fois ai-je eu à refaire la même analyse des mêmes personnages et pour déplorer le même fâcheux poncif? Combien de fois ai-je dit et redit que ce tableau de nos mœurs est mensonger, que cette image de notre société est

fausse et que ce genre de littérature nous fait à l'étranger le plus grand tort ?

Mais nous ne sommes pas dans un temps ordinaire. La société française donne, depuis le début de la guerre, un exemple de cohésion, d'énergie et de résistance dont aurait été bien incapable la veulerie de mœurs que peignaient nos légers auteurs dramatiques. Les hommes qui semblaient le moins désignés pour les besognes héroïques, font tous les jours preuve du courage le plus digne d'être admiré, le courage simple, sans phrases, modeste. Quant aux femmes, pas plus dans la bourgeoisie que dans le peuple il n'en est une seule qui se désintéresse de la souffrance commune et qui n'y apporte toutes les ressources de son ingéniosité, toutes les forces de son âme aimante et qui ne sait plus aimer que le cher pays. Ce n'est pas le moment de dénigrer tous ces braves gens. Certes, la France a gardé dans l'épreuve cette gaieté qui est une de ses plus nobles traditions ; mais cette gaieté généreuse, qui est une force et qui fait les héros, n'a rien de commun avec la plaisanterie qui s'égaie des faiblesses de notre nature et badine avec les trivialités de la vie quotidienne. Trop de gens sont en deuil : ce n'est pas le moment de rire... Je sais bien que la petite drôlerie de M. Sacha Guitry ne tire pas à conséquence : c'est ce qu'on en peut dire de mieux. D'ailleurs, elle n'a pas fourni une longue carrière.

Je n'étonnerai personne en notant que la presse, presque tout entière, s'est montrée indulgente, plus qu'indulgente, élogieuse pour cette pièce en dépit des circonstances où elle a été jouée. Tels sont les rapports, établis de longue date, entre le théâtre et les journaux, et tellement l'habitude est prise de la complaisance ! Il s'est même trouvé des critiques pour féliciter M. Sacha Guitry et l'encourager... à continuer ! Inversement, et par un de ces retours de justice distributive dont elle est coutumière, la même presse qui a fait fête à la pièce gaie de M. Sacha Guitry a réservé toutes ses sévérités pour la pièce douloureuse de M. François Fonson, *la Commandantur*, jouée au Gymnase. Je souligne le contraste parce qu'en aucun temps le bon sens ne doit perdre ses droits. M. Fonson est un écrivain belge, et cela seul suffirait à lui mériter notre sympathie. Il a contribué, avant la guerre, à resserrer les liens entre France et Belgique, puisqu'il a introduit en France le théâtre belge. Grâce à lui, l'esprit français a donné l'accolade à la verve et à la belle humeur wallonnes. *Le Mariage de Mlle Beulemans* et *la Demoiselle de magasin* ont été chez nous des

succès populaires. L'auteur de ces pièces, adoptées par le public français, devait être suspect aux représentans de la Kultur. Le fait est que, se trouvant à Bruxelles où il n'avait pas voulu quitter le théâtre qu'il dirige, il fut arrêté dès les premiers jours de l'occupation allemande. Emprisonné au ministère de l'Intérieur, il vit de ses yeux les arrestations arbitraires, les parodies de justice, les mauvais traitemens infligés par la brutalité teutonne à de paisibles citoyens. Rendu à la liberté, il considéra comme un devoir de raconter ce qu'il avait vu. Et, puisqu'il était écrivain de théâtre, il présenta son récit sous la forme et par les moyens du théâtre.

La Commandantur est cela même : une déposition de témoin. C'est à peine une pièce. L'auteur y a introduit, de propos délibéré, l'intrigue la plus mince, l'affabulation la plus banale. Une famille de petites gens parfaitement inoffensifs : le père est arrêté sous l'inculpation d'espionnage. Après plusieurs semaines d'une détention ignominieuse, et faute d'avoir pu relever contre lui l'ombre d'une charge, on le relâche. C'est tout. L'intérêt réside uniquement dans les détails dont on sent que chacun a été pris sur le vif et peint d'après nature. En bon Flamand, avec une naïveté de Primitif, avec une minutie de réaliste, M. Fonson a peint Bruxelles sous la botte allemande. Dans la ville malheureuse, qui n'a pas cru au danger, qui maintenant encore a peine à concevoir le degré de son infortune, règne une atmosphère de stupeur. C'est, depuis cinq jours, un bruit de régimens qui passent, un défilé qui ne cesse pas, une musique qui met les nerfs à la torture. « Si un tel supplice devait durer seulement quinze jours, on n'y résisterait pas, » dit un personnage. Hélas ! et nous sommes au mois d'août ! Des nouvelles circulent, de bonnes nouvelles qui par conséquent sont de fausses nouvelles. Les nouvelles vraies, c'est la destruction de Louvain, ce sont les incendies et les massacres, et les morts, et les médailles des fils tués aux forts de Liège, qui reviennent aux mères désolées. — Sur la dénonciation d'un Allemand, Siegfried Weiler, qui jadis fut reçu dans la maison et courtisa Mlle Beulemans, je veux dire Mlle Catherine, le vieux M. Jodot est arrêté.

Au second acte, la salle commune du ministère de l'Intérieur où M. Jodot est détenu avec les autres prisonniers. C'est l'acte ou plutôt le tableau le plus caractéristique. Est-ce un compliment, est-ce une critique que j'adresse à M. Fonson, en lui disant qu'on se croirait au cinéma ? J'imagine à peu près ainsi les films qu'on a décidé de promener chez les Alliés et dans les pays neutres pour l'édification du

monde civilisé. Des hommes de tout âge et de toute condition, camelots, rentiers, fonctionnaires sont empilés dans un espace étroit, où on amène sans cesse de nouveaux lots de prisonniers. Pour nourriture une tatouille innommable et insuffisante. La nuit, pas même une botte de paille : on dort étendu par terre. La discipline, à coups de poing et à coups de crosse dans les reins. Parmi ces brutes il se trouve un être humain : M. Jodot lui devra son salut. C'est un secrétaire de guerre : la phtisie qui le ronge l'a fait classer dans le service non armé. L'approche de la mort est une terrible leçon. Ce moribond rougit de ses compatriotes et oppose à l'Allemagne d'aujourd'hui l'Allemagne de Gœthe. Un spectateur, à la première représentation, s'est, paraît-il, exprimé avec verdeur sur l'Allemagne de Gœthe. Ce n'est pas moi qui le blâmerai. J'ai toujours jugé la théorie des deux Allemagnes aussi fausse que dangereuse. Mais puisqu'elle a pu être développée sans scandale par des savans français fort estimables, elle est pour le moins aussi bien placée dans la bouche d'un Allemand.

Dans cette pièce qui n'est pas une pièce, il y a un rôle excellent, étudié avec soin et qui sue la vérité, c'est celui de l'Allemand Siegfried Weiler. Il était, avant la guerre, l'un de ces espions dont la Belgique fourmillait comme la France. Disparu de Bruxelles, le jour de la mobilisation, il y est rentré avec l'armée allemande à laquelle il sert de guide. Fraichement accueilli par la famille Jodot, à laquelle il offre plus que jamais son amitié, — devenue une protection, — il ne se déconcerte pas pour si peu : « Moi, je n'ai pas changé : je reviendrai. » Ce portrait qui mêle la fourberie à l'orgueil, la platitude à l'insolence, et la dissimulation à l'entêtement est criant de ressemblance. Comme mot de la fin, le misérable annonce à Catherine la mort de son fiancé, Gilbert, tué à Anvers, et il se dirige vers la porte. Mais la jeune fille prend un couteau sur la table et le tue. Ainsi la Belgique, en refusant le passage aux armées du Kaiser, a voué l'Allemagne à sa perte.

La Commandantur a la valeur d'un document. C'est le premier qui nous arrive sur l'occupation allemande à Bruxelles. A Londres où la pièce de M. Fonson a été jouée avec succès, elle a fourni à nos Alliés des raisons nouvelles de haïr nos ennemis communs. Elle n'a eu en France qu'un petit nombre de représentations. Le spectacle était douloureux, je le répète, et la seule vue de l'uniforme allemand sur la scène met en nous un bouillonnement de colère. Mais puisque la réalité est cent fois plus atroce, il me semble que nous pouvions

en supporter cette image très atténuée. Si, suivant une belle expression de M. Lavisse, toute souffrance non subie crée une dette, Paris doit à Bruxelles martyre de ne pas détourner les yeux de son calvaire.

Voulez-vous d'ailleurs une peinture exacte et fidèle des tortures infligées à la malheureuse Belgique depuis le mois d'août 1914? allez à la Comédie-Française revoir *Patrie*. C'est à Bruxelles, en 1568, sous la tyrannie du duc d'Albe. « Cette malheureuse ville n'est plus qu'un bivouac où l'Espagnol et ses chevaux se vautrent sur la paille à tous les carrefours. Partout des rues silencieuses et mornes, où quelque rare passant longe les murs, de peur de se heurter à des soldats ivres! » Et plus loin : « Où l'armée royale a passé, on suit sa trace au vol des corbeaux. Des villages entiers sans habitans, tous les toits fumans, tous les murs en ruines! » Et ce cri d'une femme folle de douleur : « Vos soldats sont entrés chez nous, ils ont pillé, volé, ils ont bu. Une fois soûls de vin, ils ont tué mon mari sous le bâton, mon fils à la braise ardente, pour leur faire dire où nous cachions notre or. Une fois ivres de sang, ils ont pris ma fille, ma fille de seize ans, innocente et pure, et se la sont rejetée de l'un à l'autre, en s'en amusant, comme ils disent, jusqu'à ce qu'elle en soit morte de honte et de rage. » Et l'épisode du sonneur : « Pauvre martyr obscur, nous te saluons : une seconde a fait de toi un héros. » Où Victorien Sardou s'était-il documenté? Est-ce dans le livre de M. Pierre Nothomb sur *la Belgique martyre*? Est-ce dans les rapports officiels sur les atrocités allemandes? Cette « actualité » si impressionnante frappe le public. *Patrie*, depuis le début de la guerre, ne quitte plus l'affiche. Ce sera devant l'histoire le châtiment de Guillaume II d'avoir réveillé les souvenirs les plus exécrés du genre humain et d'en avoir dépassé l'horreur.

La Comédie-Française vient de nous donner une pièce tirée de *Colette Baudoche*, le roman si justement populaire de M. Maurice Barrès. Je ne veux pas laisser passer cette occasion de saluer, comme je le faisais le mois dernier pour M. René Bazin, un des écrivains dont l'œuvre, dans ces vingt dernières années, a été le plus noblement et le plus purement française. Depuis la publication des *Déracinés*, M. Barrès n'a cessé de creuser dans le même sillon, d'approfondir la même pensée, et de s'installer plus avant dans la conscience nationale. Très jeune, il avait fait dans la littérature une entrée brillante et tapageuse qui lui valut d'emblée et une fois pour toutes

les sympathies de la jeunesse. Dans ses premiers livrets de manière stendhalienne, que M. Bourget signala au public par l'article fameux : « Avez-vous lu Barrès ? » il avait mis toutes les qualités de son esprit : sa vive et fine intelligence, sa pénétration psychologique, son goût des idées, sa recherche des petits faits significatifs, son ironie très distinguée, un peu hautaine, son art d'une sobriété qui confine à la sécheresse. Bientôt il entendit la voix de son cœur : elle lui enseigna que l'égoïsme est stérile, que la notion du moi est vaine et décevante, que chacun de nous est l'anneau d'une chaîne, l'héritier d'une tradition. Depuis lors, ce n'est pas assez de dire qu'il n'a plus varié et qu'il est resté fidèle à cette tradition : il a mis toutes les ressources de son talent à en propager le culte : il en a combattu les ennemis avec cette âpreté de raillerie qui fait merveille dans *Leurs Figures;* il lui a recruté parmi les jeunes gens des apôtres qui allaient devenir des héros. Charles Péguy, Ernest Psichari, François Laurentie, André Lafon avaient recueilli ses leçons; leur enthousiasme dans le sacrifice montre assez quel éducateur il avait été pour eux : il a contribué à faire lever sur notre sol la glorieuse moisson. La guerre l'a trouvé qui revenait d'Orient où il était allé mener une enquête sur nos écoles en péril et notre influence menacée. Il avait encore eu le temps d'écrire, au sortir des séances de la Commission d'enquête, ces pages vengeresses : *Dans le Cloaque*, — boue et sang, — contre les mauvais maîtres qui déshonoraient la France. Ainsi, il était tout désigné pour un rôle qu'il ne s'est pas choisi, mais qu'il a reçu des événemens, qui n'est pas un rôle, mais l'expression d'une situation. Chaque matin, dans des articles où il met toute l'ardeur et toute la clairvoyance de son patriotisme, il traduit les sentimens de la France qui lutte, qui souffre, qui espère et qui, par sa volonté de vaincre, prépare et assure la victoire. Cet accord avec l'âme de son pays, c'est à coup sûr pour un écrivain le plus grand honneur et la plus belle récompense.

La doctrine qui se développe à travers les livres de M. Barrès est d'une forte cohésion et d'une solidité parfaite. C'est celle de la continuité qui fait les nations et s'impose aux individus : une même race, implantée sur un même sol, et façonnée par l'histoire. Nous sommes les héritiers de tous ceux qui nous ont précédés : ils vivent en nous, et ils y sont plus vivans que nous-mêmes : leur effort prolongé, à travers les siècles, s'exprime aujourd'hui par nos instincts et par nos goûts, par notre tempérament physique et moral, par tout ce qui nous semble être en nous le plus naturel et le plus spontané. Cette

pensée de nos ancêtres, que nous sentons au fond de nous, elle est pareillement autour de nous, dans la région qu'ils ont habitée, dont ils ont subi l'influence et qu'ils ont aménagée à leur gré, dont ils ont reflété l'image et qui s'est modifiée à leur ressemblance. Toute contrée a une âme, celle des générations qui s'y sont succédé et avec laquelle les générations qui viennent entrent en communion. Ce qui fortifie cette communion est sain et profitable, ce qui l'altère est une faiblesse et une diminution. « Nous sommes les prolongemens de nos parens. Pour fortifier notre personnalité, il faut nous placer dans une suite et nous tenir liés à ceux de qui nous avons hérité. Il importe à notre santé morale que nous laissions les concepts fondamentaux de nos morts parler en nous. Comment mieux les entendre que si nous maintenons les conditions de vie où ils se développèrent eux-mêmes? » La pensée de nos morts inscrite dans les replis de la terre où ils dorment, voilà sur quoi fonder une civilisation, une morale, une politique.

Cette doctrine, M. Maurice Barrès devait, de toute nécessité, en faire un jour l'application à une contrée déterminée. Lorrain, né sur la frontière franco-allemande, hanté par ce souvenir de l'invasion qu'il avait vue de ses yeux d'enfant, tout le ramenait vers cette « marche » que les populations d'outre-Rhin ont envahie vingt-huit fois, où se livre éternellement la guerre entre la France et l'Allemagne, entre la tradition latine et la tradition germanique. Toute son œuvre convergeait vers les « Bastions de l'Est. » Le premier des deux volumes publiés dans cette série, *Au service de l'Allemagne*, aborde, avec une gravité douloureuse, la question d'Alsace-Lorraine, telle qu'elle se posait pendant les années qui ont précédé la guerre. On sait à quelle solution s'était rangé l'auteur des *Oberlé*. Jean Oberlé, plutôt que de servir dans l'armée allemande, avait déserté. M. Ehrmann prend le parti opposé. Il entre à la caserne ; il devient le volontaire Ehrmann ; il se soumet à la mentalité allemande, faite de servilité avec les supérieurs et d'arrogance avec les inférieurs ; il souffre ce martyre de tous les instans : être fils de Français, et servir l'Allemagne. Mais c'est qu'imbu des théories de M. Barrès, il n'a pas voulu se « déraciner. » Il croit à la nécessité de ne pas briser le lien qui le rattache à la terre où il est né et où il communie avec ses morts. Il veut être un « héros » alsacien, c'est-à-dire « un homme plein de sa terre et de sa race. » Il pense que le devoir d'un Alsacien est en Alsace, pour y continuer la tradition des ancêtres, pour y maintenir le sang alsacien et par suite la culture française. Ailleurs, que ferait-il sinon de

perdre sa personnalité ? « Il demeurera un caillou de France sous la botte de l'envahisseur. Il subira l'inévitable et maintiendra ce qui ne meurt pas. » Ainsi l'Alsace restera, même sous la domination allemande, une terre française : c'est à elle que le général Joffre, après quarante-quatre ans, est venu apporter le baiser de la France.

L'influence de la terre, l'action d'un milieu historique, c'est encore la pensée profonde de *Colette Baudoche*. Il est arrivé en conquérant, le jeune M. Frédéric Asmus, docteur d'Université, professeur au lycée de Metz, « un de ces envahisseurs pacifiques qui se sont mis en marche derrière les autres ; » mais c'est lui qui peu à peu sera conquis, comme l'ont été, de tout temps, les barbares vainqueurs, au contact d'une civilisation supérieure. Honnête et laborieux, il est pédant et grossier : quand arrive le Salvator, la bière de mars, il se saoule et s'en vante : « Ce sont nos mœurs. » Il a une fiancée, quelque Walkyrie, qui lui envoie en cadeau un coussin bourré avec les cheveux qu'elle perd en se peignant. Pour policer ce huron, M. Barrès n'est pas allé lui chercher des éducatrices dans la plus haute société. Les dames Baudoche, chez qui il vient se loger, sont deux femmes de condition très modeste, une grand'mère et sa petite-fille, presque pauvres : elles en seront plus représentatives. Héritières d'une race qui a longtemps vécu sur le sol et s'y est affinée, elles ont acquis une vive sensibilité, une délicatesse naturelle, un instinct des nuances que choque tout ce qui est heurté, appuyé, discordant. Colette n'a fait qu'apercevoir M. Asmus, et déjà elle l'a jugé : « Est-il assez lourdaud, M. le docteur ! s'écrie la malicieuse Messine. Quelles bottes et quelle cravate ! » Auprès de ses humbles logeuses, le savant universitaire s'initie à une politesse que toute sa science ne lui avait pas laissé soupçonner. Il n'avait d'abord recherché leur conversation qu'afin de perfectionner son français ; mais sous les mots il découvre les idées et les sentimens. Une fois ces dames l'emmènent à une conférence française, et il envie ce public qui saisit si rapidement toutes les finesses d'un discours. Une autre fois, c'est à Nancy qu'elles le conduisent, et dans cet ensemble harmonieux de la place Stanislas il a la révélation du goût français. Au printemps, son cœur s'émeut dans la campagne autour de Metz. Il entre dans un état mystique, il a la sensation de se hausser à un « plateau supérieur. » Il commet alors des actes qui, pour un sujet de Guillaume II, sont des énormités : il blâme l'interdiction de la langue française en Lorraine, il réfute devant ses élèves certains mensonges trop violens des livres de classe allemands. Les pangermanistes s'alarment, et ce n'est pas à

tort ; ils constatent que le docteur Frédéric Asmus est devenu un tenant de la culture française : cela crève les yeux. La seule influence du pays a-t-elle opéré cette conversion ? Non, sans doute. M. Asmus a découvert la supériorité de notre culture ; mais c'est l'amour qui l'a mis sur le chemin de cette découverte. Il aime Colette et, dès qu'il s'en aperçoit, il s'empresse de rattraper son cœur des mains de la Walkyrie pour l'offrir à la petite Lorraine. Colette a demandé à réfléchir. Le jour où revient M. Asmus se trouve être celui où se célèbre chaque année la messe des soldats du siège, instituée par Mgr Dupont des Loges : on ne transige pas avec les morts. Colette Baudoche, c'est la Lorraine : elle ne pouvait consentir au mariage allemand. Elle refuse. Elle attendra. Que ne peut-elle pas espérer ? Déjà s'est accompli le souhait que le romancier faisait pour elle : « Petite fille de mon pays, je n'ai même pas dit que tu fusses belle, et pourtant, si j'ai su être vrai, direct, plusieurs t'aimeront, je crois, à l'égal de celles qu'une aventure d'amour immortalisa. » Plusieurs l'aiment, en effet, et c'est pour sa vertu plus belle que la beauté.

Transporter *Colette Baudoche* à la scène n'était pas une entreprise facile. Dans le roman de M. Barrès, l'action est réduite au minimum. Des pages descriptives : le vieux Metz, la campagne messine, la place Stanislas ; car il s'agit de dégager l'âme des choses, la pensée lorraine. Des notations psychologiques, des réflexions, de petits faits qui, aux yeux du moraliste, ont une grande signification. Mais pas d'événemens, pas de péripéties, presque pas de matière. Certes une pièce peut être excellente, où il ne se passe rien : de *l'Ami Fritz* à *Primerose*, c'est le cas de toutes les idylles dramatiques. *Colette Baudoche* est une idylle, mais c'est l'idylle d'une Lorraine et d'un Prussien. La situation est supportable, — elle l'était surtout cinq ans avant la guerre, — dans un livre où le lecteur paisible a le loisir de suivre la pensée de l'écrivain à travers toutes sortes de nuances ; dans le raccourci d'une pièce de théâtre, sous la lumière crue de la scène, devant une foule qui multiplie tous les effets par le nombre des spectateurs, elle prend une insistance, une brutalité, un air de provocation. Elle exige d'ailleurs que M. Asmus, puisque Colette a quelque penchant pour lui, ne soit pas haïssable. Et voilà l'Allemand sympathique ! Après Louvain, après Reims, et le jour même où nous venons d'apprendre le torpillage de la *Lusitania*, comment voir un Allemand sans le haïr ? Une atmosphère de cauchemar nous obsède à tous les instans : comment demander au public de s'en abstraire ? Involontairement il compare ce qu'on lui montre sur la scène et ce

qui se passe sur l'autre théâtre, celui de la guerre. Et alors... Telles sont quelques-unes des difficultés, peut-être insurmontables, auxquelles devait se heurter une transposition scénique de *Colette Baudoche*. M. Pierre Frondaie a mis à les résoudre tout son talent de dramaturge expérimenté.

Très habilement il a découpé le roman en trois actes qui marquent trois momens de la progression sentimentale. D'abord l'arrivée de M. Asmus chez les dames Baudoche. Elles ne sont pas très fières de ce qu'elles viennent de faire, les dames Baudoche ; accepter un Prussien chez soi, elles sentent bien que c'est tout au moins une concession; elles ont besoin qu'on les rassure ; le vieux Christian Tarrail, un combattant de 1870, un irréconciliable, s'en charge : il n'a été inventé que pour cela. Elles n'ont tout de même pas la conscience tranquille : chaque coup de sonnette les fait tressaillir, et Dieu sait s'il y en a, dans cette pièce, des coups de sonnette ! M. Asmus est tout de suite séduit par l'élégance du logement et par la bonne grâce des logeuses. En signe de contentement, il se vautre tout habillé, tout botté et tout crotté sur le lit aux fins draps blancs : c'est un homme mal élevé. — Au second acte, six mois après, les dames Baudoche se sont habituées à leur pensionnaire, et le Prussien des dames Baudoche s'est civilisé. On a voisiné, on s'est rapproché. M. Asmus apporte des fleurs, les dames Baudoche invitent M. Asmus à leur table. La plus franche cordialité règne pendant le repas. Ces dames ont offert à leur hôte une bouteille de vieux Bordeaux. M. Asmus a le vin tendre : il embrasse Colette. Après quoi, il n'a plus qu'à épouser. Il ne demande pas mieux, d'ailleurs, et même il le demande. — Au troisième acte, Colette semble bien près de dire oui; en son absence, Mme Baudoche a cru pouvoir donner plus que des espérances au pédant amoureux qui ne se sent pas de joie. Mais Colette revient, soutenue par le vieux Tarrail; à la messe pour les soldats morts en 1870, elle a eu une crise, elle a failli s'évanouir : des voix, les voix des morts, lui ont dicté son devoir. Une Lorraine ne doit pas épouser un Allemand. Elle congédie M. Asmus.

M. Pierre Frondaie s'est piqué d'être le plus fidèle des adaptateurs : c'est le seul reproche que je lui adresserai. Il aurait dû prendre avec son modèle des libertés auxquelles faisaient plus que l'autoriser les conditions nouvelles et atroces où un Allemand allait paraître devant nous. Il a voulu que M. Asmus fît rire, uniquement. Il a mis dans sa bouche de lourdes plaisanteries, des pataquès et des fautes de français que souligne l'accent tudesque. Sa pièce pourrait s'inti-

tuler *Colette Baudoche ou l'Allemand ridicule.* M. Asmus est encore l'Allemand bonasse, brave homme, obligeant, complaisant, serviable et le cœur sur la main. Il gronde les mauvais maris, fait travailler les petits enfans, épouse les demoiselles pauvres : il est charmant. Nous savons maintenant, — puisque nous avions commis la faute de l'oublier, — à quoi nous en tenir sur cette bonhomie allemande. Elle se concilie parfaitement avec la fourberie naturelle, l'instinct de la ruse et du mensonge, et tout ce qu'il faut pour l'espionnage. Elle est compatible, chez le plus humble, avec un orgueil, — non de caste, ni d'individu, mais de peuple — entretenu par une doctrine d'État. Surtout, elle recouvre une férocité foncière, trait de race qui a traversé les siècles et se retrouve chez l'honnête comptable et chez le laborieux érudit d'aujourd'hui tel qu'il était chez le barbare d'autrefois. Il aurait fallu nous faire sentir chez le candide professeur l'intraitable ennemi, qui, à sa façon, continue la conquête et achève l'œuvre de l'annexion. A de certains momens, par un mot, par un geste, en de brusques échappées, il aurait fallu nous faire entrevoir l'être de proie. A cette condition, le rôle pouvait subsister tel qu'il est, mais avec des dessous, des arrière-pensées et des arrière-plans qui lui manquent. Cette nécessité d'introduire dans le rôle des notes sombres, tragiques, M. Pierre Frondaie s'en est avisé et s'y est essayé : il n'est que juste de le reconnaître. Il a donné en ce sens quelques indications, mais trop discrètes : on aurait souhaité des touches plus vigoureuses, plus âpres, qui, sans changer le personnage, auraient changé l'impression qu'il produit et l'auraient mis plus en accord avec les sentimens qui emplissent tous les cœurs français.

Pour faire passer le rôle de M. Asmus, il ne fallait pas moins que l'autorité et l'adresse de M. de Féraudy. L'excellent comédien l'a joué résolument en comique : c'est le fort et le faible de son interprétation. M. Paul Mounet s'est fait applaudir pour quelques tirades lancées avec une indignation généreuse. Mlle Marie Leconte est une petite Messine charmante de grâce et d'espièglerie. Mme Pierson a exagéré le côté larmoyant du rôle de Mme Baudoche.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il y a quinze jours, nous faisions déjà entrevoir comme certaine et prochaine l'intervention de l'Italie dans la guerre. Depuis lors, le fait annoncé ne s'est pas encore réalisé, mais la réalisation semble imminente et personne même n'en doute plus. La mission du prince de Bülow à Rome a finalement échoué. On avait imposé à cet habile homme une tâche impossible et toute sa dextérité s'y est employée en pure perte. Il l'avait certainement prévu. N'a-t-il pas écrit autrefois que l'Italie ne pouvait être que l'alliée ou l'ennemie de l'Autriche ? Aucune expression ne fait ressortir plus clairement ce qu'il y avait d'artificiel dans sa participation à la Triple-Alliance. On voit aujourd'hui à quel point les intérêts étaient contraires. L'alliance n'était qu'un ajournement d'hostilités inévitables. Comment l'Italie aurait-elle pu renoncer à profiter de la première bonne occasion qui s'offrirait à elle d'achever avec ampleur l'œuvre de l'unité nationale, que Cavour et Victor-Emmanuel II avaient si heureusement commencée et qu'il appartenait à Victor-Emmanuel III et à MM. Salandra et Sonnino de terminer? Quels que fussent les sentimens de l'Italie à l'égard de l'Allemagne, la rupture était fatale : on peut la considérer comme faite. Les discussions entre les neutralistes et les interventionnistes ont été longues, ardentes, passionnées ; mais, dès le premier coup de clairon, les dissidences disparaîtront en Italie comme elles l'ont fait ailleurs, et l'union sera la préface de l'unité.

La fête de Quarto, près de Gênes, célébrée le 5 mai, a, malgré l'absence du Roi et du gouvernement, tenu tout ce qu'on s'en était promis. C'est là que s'est embarqué autrefois Garibaldi, lorsque, à la tête de ses mille compagnons, il est parti pour la conquête des Deux-Siciles. Jamais entreprise n'a été plus aventureuse dans la forme, mais dans le fond tout conspirait en faveur de Garibaldi, et des dieux prudens veillaient sur lui, comme dans les poèmes homériques.

Comme dans ces poèmes aussi, la valeur des héros n'en était pas diminuée, et elle méritait d'être chantée par M. Gabriele d'Annunzio. Cette journée du 5 mai a été grande et belle pour le poète. Il a été donné à peu d'hommes d'incarner, dans une heure sublime, la patrie tout entière, avec les souvenirs du passé et les aspirations de l'avenir. M. d'Annunzio a connu, a goûté ce moment d'ivresse patriotique. Le merveilleux lyrisme de sa parole était en parfaite harmonie avec les sentimens les plus profonds de l'âme italienne. Nous avons dit que le Roi et le gouvernement étaient absens, mais cela n'est vrai que d'une vérité matérielle ; moralement, ils étaient là avec toute l'Italie. Il y a eu sans doute une déconvenue lorsque, à la veille de la fête, on a appris que la gravité des circonstances les retenait à Rome. On s'est demandé ce que cela signifiait. Un doute est même entré dans les esprits, pour en ressortir d'ailleurs aussitôt. La présence du Roi avait été formellement annoncée, elle était attendue, on ne voyait pas très bien d'où pouvait venir l'obstacle. Le Roi aurait-il appréhendé des mouvemens révolutionnaires ? Aurait-il craint que le discours de M. d'Annunzio ne résonnât comme une fanfare guerrière et qu'on ne fût en droit de le regarder au dehors comme une provocation ? Il n'en a rien été : le poète a su contenir dans une juste mesure les élans de son patriotisme, et n'a rien dit dont personne eût le droit de s'offenser. Au reste, le télégramme adressé par le roi Victor-Emmanuel au maire de Gênes a montré qu'aucune de ces craintes n'était entrée dans l'âme du souverain. La Révolution même ne l'effrayait pas, car il a fait à Mazzini une allusion que tout le monde a remarquée. « Si des préoccupations gouvernementales, a-t-il dit, changeant mon désir en regret, m'empêchent de prendre part à la cérémonie qu'on célèbre à Gênes, ma pensée ne s'éloigne cependant pas aujourd'hui du rocher de Quarto. J'envoie mon salut ému à cette rive célèbre de la mer de Ligurie où est né celui qui préconisa le premier l'unité de la patrie, et d'où partit le capitaine des Mille avec une hardiesse immortelle vers un sort immortel. Et avec la même ferveur, la même chaleur de sentiment qui guida mon grand aïeul, je tire de la concorde qui préside à la consécration de la mémoire des Mille la confiance dans l'avenir glorieux de l'Italie. » Le poète a parlé en poète et le Roi en homme politique et en chef d'État.

La fête s'est déroulée dans un des plus beaux décors qui soient au monde, sous un ciel lumineux, au bord de cette mer où tant de grandes choses se sont accomplies. Comment tous les esprits n'en auraient-ils pas été enfiévrés ? Mais, pendant ce temps, des négocia-

tions mystérieuses se poursuivaient à Rome ; la ville assistait, sans en pénétrer le secret, aux allées et venues des ministres et des diplomates : des destinées encore inconnues s'élaboraient ; l'Italie enfin vivait une des heures les plus solennelles de son histoire. Qu'en résultera-t-il pour nous ? Sans doute la paix sera plus difficile à faire à cause des conditions nouvelles qui devront y être introduites, mais elle sera plus prochaine par l'effet des forces nouvelles qui vont entrer en action.

On croit généralement que ces forces ne comprendront pas celles de l'Italie seule et que la Roumanie à son tour fera bientôt le pas décisif. On a beaucoup dit que les deux Puissances s'étaient entendues pour intervenir en même temps. Le moment prévu est-il arrivé ? Il s'est passé à Bucarest un fait dont nous ne voulons pas exagérer l'importance, mais qui est significatif : M. Marghiloman a donné sa démission de chef du parti conservateur. Il était connu pour ses sentimens très fermement neutralistes. A-t-il changé d'avis, ou son parti a-t-il refusé de le suivre ? Quoi qu'il en soit, une scission s'est produite entre eux, et c'est un indice incontestable du travail qui s'est fait dans les esprits depuis quelques semaines. La résistance à l'intervention a diminué, si même elle n'a pas disparu. S'en tiendra-t-on là dans les Balkans ? La Bulgarie et la Grèce resteront-elles en dehors du mouvement qui se dessine, ou au contraire y entreront-elles ? Les renseignemens nous manquent à ce sujet, mais si on en juge d'après les intérêts en jeu, il est probable que les mêmes influences agiront sur tous les neutres balkaniques et les orienteront dans le même sens. Peut-être faudra-t-il encore quelques jours pour qu'ils prennent définitivement parti. La diplomatie allemande agit certainement sur eux avec tous ses moyens de persuasion ou d'intimidation, et ces moyens sont puissans. Mais quelque respect superstitieux qu'on ait eu pour la force germanique, on doit commencer à s'apercevoir qu'elle touche à son déclin. Les Italiens passent généralement pour des politiques réalistes, réfractaires aux entraînemens irréfléchis, nullement sentimentaux, calculateurs habiles, très experts à soupeser le pour et le contre ; c'est ainsi qu'on les a toujours vus opérer dans l'histoire, et rien dans ces derniers temps n'a modifié l'idée qu'on s'était faite de leur sagacité ; si donc ils se déterminent en faveur de la Triple-Entente, beaucoup penseront qu'ils ont pour cela de sérieux motifs. Cela prouve, en tout cas, que le bluff allemand, à quelque exagération qu'il ait été porté, a manqué son effet et certainement les procédés dont il a usé y sont pour quelque chose. Jamais

encore ils n'avaient été aussi maladroits, aussi brutaux, aussi barbares que dans ces derniers temps. Il est possible que la culture allemande ait tous les autres mérites, mais la connaissance, l'entente des âmes lui fait défaut, et cette lacune frappe tout le reste de stérilité.

L'Allemagne a en effet multiplié ses efforts jusqu'à la frénésie pour ramener à elle l'opinion qui lui échappe : nous parlons surtout de l'opinion qu'on avait de ses forces et que, de plus en plus, on cesse d'avoir. Gardons-nous d'exagérer à notre tour : ces forces sont encore redoutables, mais, malgré cela, le sentiment de plus en plus répandu est que les Alliés, à force de ténacité, en viendront à bout et ce sentiment plaide contre l'Allemagne. Elle a voulu en détruire l'effet ; elle a prodigué les coups sur l'immense ligne de bataille ; elle a repris l'offensive partout avec des succès, peut-être provisoires, mais qu'elle espérait assez brillans pour faire illusion, ne fût-ce qu'un jour, et arrêter l'Italie au moment où elle s'apprêtait à sortir de la neutralité. Depuis la mer du Nord jusqu'à l'Argonne, elle a montré un surcroît d'activité, mais sur tous les points elle a rencontré une résistance à laquelle elle ne s'attendait pas. Quand nous avons perdu du terrain, nous l'avons repris aussitôt presque totalement. Il en a été ainsi, par exemple, sur ce sommet d'Hartmannswiller que les deux armées s'étaient si longtemps disputé et dont, en fin de compte, nous étions restés maîtres. Dans un effort hardi et vigoureux, les Allemands nous l'ont enlevé, mais pour combien de temps ? Quelques heures à peine. Repoussés du sommet, nous sommes revenus à la charge et nous l'avons reconquis.

Il en a été de même à l'extrême gauche de notre ligne de bataille, où Ypres et le canal de l'Yser ont vu recommencer, avec un acharnement sans pareil, les luttes héroïques d'il y a quelques mois. Là s'est passé un fait nouveau, douloureux pour l'humanité, honteux pour l'Allemagne qui n'en a retiré d'ailleurs qu'un court profit. Elle se sentait impuissante à percer notre ligne ; les armes loyales n'y suffisaient pas ; elle en a employé d'autres ; elle a fait usage de gaz asphyxians qui ont jeté le désarroi dans nos troupes, et aussi dans les troupes anglaises. C'est là une arme nouvelle, qui a en soi quelque chose de sournois et de traître, et dont l'emploi a été formellement interdit par des conventions qui portent la signature de l'Allemagne. Nous saurons désormais — mais ne le savions-nous pas déjà ? — que, quand l'Allemagne signe un traité de ce genre, ce n'est pas du tout pour s'imposer une interdiction, mais pour l'imposer aux autres et se réserver un monopole. On aurait d'ailleurs dû se douter de ce qu'elle

s'apprêtait à faire : elle a inventé pour cela une sorte de procédure qui consiste à annoncer que les autres ont déjà usé contre elle du procédé dont elle se propose d'user contre eux. Ses journaux ont prétendu un jour que les Alliés avaient employé des gaz asphyxians : c'était dire qu'elle allait en employer elle-même et elle n'y a pas manqué. Nous n'y étions pas préparés ; la surprise s'est mêlée à la souffrance physique ; nos soldats suffoqués, éborgnés, sentant le feu pénétrer dans leurs poitrines à la place de l'air respirable, étouffés et n'y voyant plus, ont dû reculer. C'est ainsi que l'armée allemande a conquis sur nous un peu de terrain, que nous n'avons d'ailleurs pas tardé à lui reprendre : à peine a-t-elle conservé pour quelque temps une tête de pont sur l'Yser. Quant à ses pertes, elles ont été très élevées : on parle de 12 000 tués. Des succès si peu durables sont vraiment payés bien cher ! Mais les Allemands en font grand bruit et ils s'empressent d'annoncer au monde qu'ils viennent de remporter une grande victoire. Quelque passager qu'il soit, c'est cependant un avantage : on peut calculer le nombre de mètres que les Allemands ont gagné. Que dire, au contraire, du bombardement de Dunkerque ? Quelle en est l'importance militaire ? Quelles conséquences peut-on en tirer ? Dunkerque, un jour, a reçu des obus dont on n'a pas su d'abord d'où ils venaient. Était-ce de la mer ? Était-ce de la terre ? On a cru au premier moment qu'ils venaient de la mer, quoiqu'il fût *a priori* bien peu vraisemblable que la flotte anglaise n'eût pas aperçu les navires bombardeurs, s'il y en avait eu, et n'en eût pas fait justice. Mais aussi quelle apparence que les obus vinssent de la terre, alors que l'ennemi était à plus de 30 kilomètres ? Ils en venaient pourtant. Les Allemands ont, paraît-il, un canon phénomène, qui porte à 37 kilomètres des obus assez puissans pour avoir démoli quelques maisons et tué une vingtaine de personnes. Au point de vue militaire, le fait n'a pas plus d'intérêt que les destructions ou les meurtres provenant d'un avion ou d'un zeppelin ; mais, au point de vue moral, les Allemands espéraient en tirer grand parti, et tous leurs journaux en ont retenti. La seule conséquence est qu'ayant constaté que Dunkerque était dans la zone dangereuse, nous avons dû prendre quelques précautions qui, jusqu'à ce moment, avaient paru inutiles. Mais personne n'a imaginé, en dehors de l'Allemagne, que la situation générale pouvait en être changée.

Les événemens militaires qui se sont passés en Galicie et dans les Carpathes, ont eu un caractère plus sérieux : l'importance, toutefois, en a été au premier moment si fort exagérée que les Allemands

eux-mêmes ont dû le reconnaître et en ont été un peu embarrassés, sentiment qui ne leur est pas habituel. Ils avaient commencé par envoyer des corps de cavalerie et d'artillerie légère en Courlande, si loin du théâtre actuel de la guerre qu'on ne s'y attendait nullement, et qu'il n'y a pas eu grande résistance. Mais à quoi peut servir une opération aussi excentrique? Les Allemands ont-ils voulu donner à croire qu'ils ont des soldats de reste et qu'ils peuvent, sans se gêner, les employer à des entreprises de cette envergure? Ont-ils espéré, par cette diversion lointaine, inquiéter les Russes et les obliger à détourner vers le Nord une partie de leurs forces? Quel qu'ait été leur calcul, il a été déjoué. Les Russes n'ont éprouvé aucune crainte et ont continué de se battre là où la lutte a un objet immédiat. Tout l'effort, en ce moment, est au Nord des Carpathes. Les Russes, on le sait, se sont emparés de presque tous les cols qui devaient leur permettre, quand la fonte des neiges les aurait rendus praticables, d'envahir la Hongrie. Jusqu'ici l'opération avait réussi; la menace inquiétait pour Pest ; il était vraisemblable que, dès qu'elle serait en voie de s'effectuer, la Roumanie sortirait de la neutralité pour tendre la main aux Russes et pénétrer dans la Bukovine et la Transylvanie. L'armée autrichienne, réduite à ses seules forces, était impuissante à conjurer le danger. Les Allemands l'ont senti et sont venus au secours de leur allié par une manœuvre dont il faut avouer qu'elle a été bien conçue et exécutée. Elle a consisté, les Russes étant déjà sur les Carpathes, à les inquiéter sur leurs derrières et sur leurs flancs. A l'Est, les Autrichiens ont opéré dans la région de Striy, au Sud de Lemberg et à l'Ouest, les Allemands se sont avancés jusqu'à la Dunajec, affluent de la Vistule : ils l'ont traversée et se sont établis sur la rive droite. On ne saurait nier que ce ne soit pour eux un avantage, mais il serait très excessif d'en dire plus. L'état-major russe, avec la bonne foi qui lui est habituelle, a reconnu le fait en ajoutant que ses troupes s'étaient retirées sur une seconde ligne de défense. En effet, la bataille continue, et on y apporte de part et d'autre un grand acharnement : il est impossible de dire dès maintenant quel en sera le résultat.

Les échecs russes n'ont jamais tiré jusqu'ici à grande conséquence ; ils ont toujours été réparés très vite. Est-ce pour ce motif que les Allemands, aussitôt qu'ils ont le plus léger succès, ne perdent pas une minute pour l'annoncer à l'univers et pour en jouir bruyamment ? Cette fois, ils ont dépassé la mesure, même celle qui leur est habituelle ; ils ont proclamé qu'ils avaient remporté une

immense victoire, et peut-être l'Empereur le croit-il encore, puisqu'il vient d'annoncer que dans quinze jours les Russes seraient chassés de la Galicie. En attendant, toute l'Allemagne a pavoisé et illuminé; comme manifestation de joie, des congés ont été accordés dans les écoles; la fête a été générale. On s'est aperçu ensuite qu'on s'était trompé, que la prétendue victoire n'avait pas eu, à beaucoup près, l'importance qu'on lui avait attribuée, que les lampions avaient été un peu ridicules, que tout cela enfin n'avait été que fumée. Les journaux ont murmuré. Un seul détail est à retenir: c'est qu'à Berlin, l'explosion de satisfaction a été si vive parce qu'on a cru que l'écrasante victoire qu'on venait de remporter amènerait la paix. Le mot de paix était sur toutes les lèvres, comme expression d'un sentiment, d'un désir, d'une espérance qu'on n'avait pas encore osé énoncer, mais qui était au fond des cœurs. Nous aussi nous désirons la paix; qui pourrait ne pas la souhaiter? Mais nous la voulons solide et durable, et il faut pour cela que nous soyons maîtres d'en régler les conditions. Comment l'Allemagne a-t-elle pu croire qu'une défaite des Russes dans les Carpathes aurait suffi pour imposer la paix? Ni nous, ni les Anglais, ni les Russes eux-mêmes, — et nous dirons demain : ni les Italiens, — n'y auraient consenti avant la destruction de nos dernières ressources, et nous en sommes loin ! Nous ne ferons la paix qu'après notre victoire. Mais l'Allemagne a besoin d'illusions. Elle en a besoin pour elle-même, pour soutenir son moral, pour se tromper ; elle en a besoin aussi pour tromper les autres. si on avait pu y croire quelques jours, qui sait, quelle influence aurait eue une grande victoire allemande sur les déterminations de l'Italie ? L'Italie hésitait peut-être encore : qui sait si l'annonce bruyante d'une percée de la ligne ennemie due à des gaz asphyxians, du bombardement de Dunkerque, prémisse d'une marche sur Calais, de l'invasion de la Courlande qui témoignait de ressources inépuisables, d'un immense succès remporté sur les Carpathes ne détermineraient pas l'Italie à rester neutre ? Sans doute on s'apercevrait par la suite que tout cela n'était qu'apparence ; mais, bien qu'ils soient de pauvres psychologues, les Allemands savent que lorsque la volonté, tendue jusqu'au dernier degré d'excitation nerveuse, a fini par fléchir dans un sens, quel que soit d'ailleurs le moyen employé pour obtenir ce résultat, elle a besoin d'un certain temps pour se ressaisir, reprendre des forces, recommencer l'épreuve, et l'Allemagne comptait profiter de ce délai. Mais le plan a manqué, et l'Italie a vu clair dans la situation.

L'Allemagne avait pourtant usé contre elle d'un autre genre d'intimidation qui a consisté à provoquer un soulèvement en Libye : l'Italie, se voyant attaquée dans sa nouvelle colonie africaine et obligée de s'y défendre, renoncerait peut-être à des aventures européennes. Le travail de l'Allemagne en Tripolitaine n'est d'ailleurs pas un fait nouveau ; l'Italie savait déjà ce qu'elle devait en penser. La douane italienne n'a-t-elle pas arrêté, il y a quelques semaines, des barils de bière dont le contenu inspirait des soupçons ? On les a ouverts et quelle n'a pas été la surprise d'y trouver des fusils français envoyés en Libye ! Heureusement pour nous, aucun doute n'était possible sur leur provenance : elle était évidemment allemande; mais, par un raffinement de perfidie où l'on reconnaît la manière germanique, l'envoi avait été composé de fusils français ramassés sur les champs de bataille ou enlevés à des prisonniers. Le but était de donner à croire aux Italiens que c'était la France qui pourvoyait d'armes les révoltés Libyens. Ils ont su dès ce moment ce que faisait l'Allemagne. Depuis, des troubles ont éclaté en Libye et sur certains points la répression en a été assez difficile. Une colonne italienne, trahie en cours de route par des élémens indigènes qui entraient dans sa composition et dès le premier coup de fusil sont passés à l'ennemi, a perdu beaucoup de monde et a dû battre en retraite. Les Allemands, dont la main apparaît si clairement en tout cela, ont cru effrayer l'Italie, la décourager, l'obliger à envoyer des troupes nombreuses en Afrique : une fois de plus ils se sont trompés. De médiocres incidens tripolitains ne sauraient détourner un grand pays de la grande politique. L'Italie paraît seulement devoir en profiter pour dénoncer le traité d'Ouchy et reprendre toute sa liberté à l'égard de la Turquie : on a trouvé en effet des uniformes turcs parmi les morts des derniers combats. L'Allemagne avait usé de son influence toute-puissante sur elle pour déterminer la Porte à fomenter et à diriger une agression contre l'Italie : cela ne l'empêchera pas de pousser des cris d'indignation contre la trahison italienne. Elle le fait déjà, et si on veut voir avec quel accent de haine et de mépris affecté, les échantillons suivans permettront d'en juger. La *Deutsche Tageszeitung* écrit : « Peuple allemand, un ennemi de plus ! Des cavernes des Abruzzes, des maquis de la Sicile et de la Sardaigne, des bois de la Calabre, des ruelles de Chiaia et de Margellina, une armée de vagabonds, de forbans et de joueurs de mandoline se prépare à marcher contre toi ! » La *Frankfurter Zeitung* parle à peine d'un autre ton. « Les Italiens, dit-elle, ont oublié que déjà leur neutralité consti-

tuait un manquement éhonté aux traités que nous observons scrupuleusement et qu'il ne lui restait qu'à se *faire petite* et à essayer de faire oublier et pardonner sa petite félonie. Les Italiens ont oublié tout cela et se préparent maintenant à se retourner contre nous. Heureusement que ce nouvel ennemi ne peut pas nous faire peur. Quelques divisions de Bavarois, jointes aux chasseurs tyroliens impériaux, seront suffisantes pour faire tourner le dos à la prétendue armée italienne, à enfoncer la porte de Vérone, à reconduire à Milan tous nos compatriotes expulsés et à leur confier l'organisation militaire et scientifique de ce malheureux pays. » Nous tremblons pour l'Italie de se voir, en punition de ses méfaits, infliger la mécanisation scientifique de la culture allemande ! En attendant, on traite son armée comme on a traité la « méprisable petite armée du maréchal French. » Il est toujours dangereux de faire fi d'un adversaire ; mais l'Allemagne fait-elle tellement fi de l'Italie ? Alors, qui nous expliquera le mal qu'elle s'est donné pour l'empêcher de sortir de la neutralité et pour obliger l'Autriche à lui faire des concessions ?

Un ennemi de plus, sans compter ceux qui viendront ensuite, cela laisse-t-il vraiment l'Allemagne indifférente ? En vérité, on pourrait le croire en voyant l'aberration avec laquelle elle semble s'appliquer à provoquer contre elle, dans le monde entier, un surcroît d'indignation et d'horreur. Le désastre du *Lusitania* dépasse, au moins en proportions, tout ce que les sous-marins allemands avaient fait jusqu'ici. Ils n'avaient en somme coulé que des bateaux de commerce d'importance secondaire, tandis qu'ils se sont adressés cette fois à un des plus grands paquebots transatlantiques qui existent, portant des passagers de toutes nationalités, avec un fort appoint d'Américains. La plus grande partie ont péri. Le naufrage a eu lieu près des côtes d'Irlande : il a été provoqué par une ou deux torpilles, lancées sans avertissement préalable, avec cette cruauté froide, implacable, impitoyable, dont les pirates allemands semblent se faire un mérite et dont la conscience du genre humain leur fait un crime et un déshonneur. Ce ne sont pas là, en effet, des actes de guerre. Encore lorsqu'un sous-marin détruit un navire de commerce portant une cargaison qui a une valeur marchande et peut être directement ou indirectement utilisable pour la guerre, à la rigueur on s'explique le fait sans l'excuser ; mais le *Lusitania* ne portait que des vies humaines, et c'est sans doute parce qu'elles étaient très nombreuses qu'il a été choisi pour servir de cible aux torpilles allemandes. Il ne sert à rien de dire que l'ambassade d'Allemagne aux États-Unis avait donné par la voie de la presse un

avertissement aux voyageurs imprudens qui, en traversant les eaux britanniques, s'exposeraient à y rencontrer des sous-marins: le crime n'en reste pas moins un crime, lorsqu'il a été prémédité et annoncé. Ainsi quinze cents malheureux dont aucun ne portait les armes, des femmes, de pauvres enfans, ont en quelques minutes péri dans les flots, victimes innocentes d'une guerre à laquelle ils étaient étrangers. Non seulement l'Allemagne ne trouve aucun inconvénient, mais elle éprouve un plaisir arrogant à provoquer de gaîté de cœur contre elle des sentimens de réprobation et d'horreur. Ses journaux chantent joyeusement victoire. Il y a là vraiment une folie sadique qui relève de la pathologie plus que de la politique et qui fera l'étonnement de l'avenir. Nos ancêtres de l'âge de pierre ne connaissaient pas ce raffinement de sauvagerie.

On se demande ce que pensera l'Amérique, ou plutôt ce qu'elle dira ou fera, car il n'y a aucun doute sur le sentiment qu'elle éprouve : c'est le nôtre, c'est celui de tout le monde civilisé. Mais on attend quelque chose de M. Wilson. N'a-t-il pas, il y a déjà plusieurs semaines, donné lui aussi un avertissement à l'Allemagne? Ne lui a-t-il pas dit que s'il était porté atteinte à la vie d'un seul Américain, « il serait difficile au gouvernement des États-Unis de considérer l'acte sous un autre jour qu'une violation indéfendable du droit des neutres... et qu'il se verrait contraint à tenir le gouvernement allemand pour strictement responsable ? » Depuis lors, plusieurs Américains sont morts sous les torpilles teutonnes et le nombre en a été singulièrement et atrocement accru par ce dernier attentat. Qu'en adviendra-t-il ? Un journal allemand disait naguère avec insolence que, l'Amérique ne pouvant rien contre son pays, il se souciait infiniment peu d'elle et de ses menaces impuissantes. C'était faire peu de cas de ces impondérables dont on a tant parlé, que personne n'a vues, mais dont tout le monde, un jour ou l'autre, a senti la mystérieuse et puissante influence. Il n'est pas probable que l'Amérique fasse la guerre à l'Allemagne; mais, dégagée de quelques-uns des intérêts et de quelques-unes des passions qui agitent le vieux monde, elle représente une haute conscience morale dont le jugement a d'autant plus d'autorité qu'il est plus indépendant. Ce jugement, elle ne l'a pas encore exprimé, et le monde l'attend. M. Wilson a donné son opinion de juriste sur un certain nombre de cas qui se sont présentés et il l'a fait avec compétence et impartialité; mais il s'est tu sur des faits d'un ordre plus général, sur la violation de la neutralité belge par exemple, et sur toutes les horreurs qui l'ont

accompagnée ou suivie. S'il a eu tort ou raison de se taire, nous n'avons pas à l'examiner aujourd'hui. On a dit, — et cette assertion étonne, — que les cruautés commises par les Allemands n'étaient pas encore suffisamment prouvées aux yeux de certains Américains. Que leur faut-il donc de plus ? En tout cas, des attentats monstrueux comme celui qui a fait périr le *Lusitania* et son équipage sont d'une clarté telle qu'ils n'ont pas besoin d'un supplément d'information. Le crime a un tel caractère d'évidence que les circonstances en importent peu. Aussi aimerait-on à entendre une voix américaine qui, reprenant tout le passé sur lequel le présent jette de si vives lumières, vengerait l'humanité outragée, la civilisation bafouée, la justice offensée en énonçant dès aujourd'hui le jugement de l'histoire. Ce vœu sera-t-il exaucé ?

Quoi qu'il en soit, chacun de nous doit continuer sa tâche au poste où il se trouve placé et les Alliés poursuivront vigoureusement la leur. Il y a quelques jours, M. le Président de la République et M. le président du Conseil recevaient une députation irlandaise qui était venue proclamer la solidarité de l'Irlande avec les combattans continentaux et dont l'affirmation éloquente peut se résumer en un mot : Jusqu'au bout ! L'Allemagne, à la veille de la guerre, comptait sur l'Irlande pour diviser le Royaume-Uni et le paralyser, et précisément c'est l'Irlande qui se charge d'exprimer aujourd'hui la résolution énergique dont tous nos cœurs sont pleins. Qu'on cherche d'ailleurs sur toute la ligne de bataille des Alliés, on ne trouvera nulle part de défaillance : partout, au contraire, la même volonté persiste avec ce surcroît de force que donne le sentiment de plus en plus ardent de l'indignité morale de l'adversaire et des réparations qu'elle impose. Chez nous, toutes les fois que l'occasion s'en présente, le Gouvernement et les Chambres manifestent avec éclat cette volonté. C'est ce qui est arrivé, il y a quelques jours, au Palais-Bourbon. M. le ministre des Finances demandait à la Chambre l'autorisation d'élever à 6 milliards de francs la limite d'émission des Bons du Trésor et de la Défense nationale et à autoriser la création, pour un maximum de 1 milliard 50 millions environ, d'autres bons destinés à être escomptés par le gouvernement anglais. M. Ribot a tenu à faire part à la Chambre de la situation financière dans toute sa vérité, et c'est un tableau assez sévère : son discours contenait quelques avertissemens qui devraient amener un peu plus de prudence dans nos dépenses. La négociation poursuivie à Londres avec M. Lloyd George montre que notre crédit a besoin de ménagemens particuliers par le

fait que nous achetons à l'étranger sans y exporter et que tous les achats doivent être réglés au comptant. Le gouvernement anglais a mis à notre disposition, contre remise de Bons du Trésor à six mois, des sommes pouvant atteindre le chiffre énoncé plus haut de 1 milliard 50 millions ; mais nous avons dû envoyer à Londres une somme de 500 millions en or, garantie des expéditions d'or que l'Angleterre sera obligée de faire en Amérique pour maintenir son change avec la surcharge que lui imposeront nos propres paiemens. Il résulte de tout cela que, si notre situation est bonne, elle n'est pas toujours facile et qu'elle exige une attention vigilante. M. Ribot l'a dit, et tout ce qu'il a dit a été couvert d'applaudissemens tels que la fin de son discours a ressemblé à une ovation. Pourquoi? parce qu'il a affirmé une fois de plus sa ferme confiance dans le patriotisme du pays et du parlement et qu'à sa manière il a répété, lui aussi, que nous irions jusqu'au bout sans lassitude ni répit.

A la fin de l'année dernière, il avait demandé le vote de six douzièmes provisoires, certain qu'il était à ce moment que la guerre durerait encore au moins six mois; aujourd'hui, il a annoncé qu'il n'en demanderait que trois, car, a-t-il dit, « il serait difficile à cette heure de savoir ce qui se passera d'ici à octobre. Des événemens, en tout cas, se préparent qui pourront être décisifs et qui influeront sur la durée de la guerre. Je n'ai pas de prophétie à faire, je puis dire cependant que, quelle que soit cette durée, nous l'accepterons parce que c'est notre devoir et que nous ferons tout pour parer aux difficultés ; mais enfin, nous ne savons pas à cette heure quels crédits nous seront nécessaires pour les trois derniers mois de l'année. Il vaut mieux réserver la question. » Tout le monde a compris à quels événemens M. Ribot faisait allusion : ce sont ceux dont nous avons parlé au commencement de cette chronique. Leur importance apparaît en ce moment à tous les yeux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LA SEMAINE TRAGIQUE

I

L'archiduc François-Ferdinand passera dans l'histoire sans avoir livré son secret. On lui a prêté de grands desseins politiques, surtout à cause de son amitié avec Guillaume II. En réalité que sait-on de lui? Qu'il avait une volonté forte et entêtée, qu'il était très clérical, très autrichien, mal disposé pour les Hongrois, au point de n'avoir pas de relations avec leurs hommes d'État, et qu'il n'aimait pas l'Italie. On lui a attribué des sympathies pour les élémens slaves de la monarchie; on a prétendu qu'il rêvait de constituer à la place de l'empire dualiste, afin de faire contrepoids à l'influence magyare, un État « trialiste, » dont le troisième facteur aurait été formé en majeure partie des provinces slaves détachées de la couronne de Saint-Étienne. Au lendemain de son assassinat, la *Gazette de Voss* a combattu cette supposition avec des argumens qui m'ont paru pleins de bon sens. L'archiduc était trop intelligent, disait la feuille berlinoise, pour ne pas comprendre qu'il susciterait ainsi à l'Autriche deux rivalités au lieu d'une et que les populations serbes subiraient l'attraction de Belgrade plutôt que celle de Vienne. La Serbie deviendrait le Piémont des Balkans; elle attirerait à elle les Slaves de la vallée du Danube par un phénomène de cristallisation analogue à celui qui s'est produit dans la péninsule italienne.

L'archiduc, acquérant d'année en année plus d'autorité et d'influence sur le gouvernement de l'Empire, à mesure que la

volonté de son oncle s'affaiblissait sous le poids des ans, avait réussi dans ses efforts pour doter l'Autriche-Hongrie d'une nouvelle marine de guerre, contrefaçon sur une moindre échelle de celle de Guillaume II, et pour réorganiser l'armée active, toujours à l'imitation de l'Allemagne. On lui reprochait, au sein de certaines coteries, de ne pas se tenir assez dans la pénombre et de ne pas montrer beaucoup de tact ni de ménagemens dans sa façon de se substituer au fantôme d'Empereur qui vieillissait doucement à Schoenbrünn, entouré de la vénération de ses sujets de races diverses. On lui reprochait également de placer dans les grands postes civils et militaires trop d'hommes à sa dévotion.

Nous pouvons nous imaginer que ce prince, frappé du déclin graduel de la monarchie, aurait tenté de lui rendre la vigueur qui l'abandonnait et que, même avant de ceindre la couronne impériale, son premier souci était de maintenir d'une main ferme le faisceau des nationalités, hostiles entre elles et toujours mécontentes, dont se compose l'empire dualiste. A l'extérieur, nous pouvons supposer qu'il avait à cœur de donner à l'Autriche-Hongrie une place moins effacée et de premier rang; qu'il la voulait par-dessus tout prépondérante sur le cours du Danube comme dans les Balkans; qu'il aspirait même à lui ouvrir le chemin de Salonique et de la mer d'Orient, fût-ce au prix d'un heurt avec la Russie. Cet antagonisme des deux empires voisins a dû faire souvent le sujet des entretiens de François-Ferdinand avec Guillaume II.

La gloire militaire, le prestige conquis sur les champs de bataille, l'archiduc en avait besoin pour asseoir sans opposition sa compagne sur le trône impérial et faire de ses enfans les héritiers des Césars. On le soupçonnait en effet, en Autriche et à l'étranger, de ne vouloir point observer le pacte de famille qu'il avait souscrit, lors de son mariage avec la comtesse Sophie Chotek. Il le regardait peut-être comme un contrat entaché de nullité, à cause de la contrainte qu'il avait subie. Les honneurs successifs, qui avaient tiré la duchesse de Hohenberg de l'obscurité, où est confinée d'ordinaire l'épouse morganatique d'un prince allemand, pour l'amener tout près des marches du trône, étaient un indice que son ascension ne s'arrêterait pas à mi-chemin. L'archiduc passait, comme Guillaume II lui-même, pour être le modèle des maris et des pères. Il était de ces princes

qui adorent leurs enfans, mais qui sont très capables, poussés par des ambitions politiques, d'envoyer les enfans des autres à la boucherie. Admirable matière à développer dans des prédications socialistes et républicaines.

J'ai rencontré plusieurs fois l'héritier de la couronne impériale d'Autriche, notamment à Vienne, en 1910, où j'avais l'honneur d'accompagner mon souverain, et deux ans plus tard à Munich aux obsèques du Prince Régent. Chaque fois, la mine renfrognée de ce Habsbourg aux traits lourds, plutôt corpulent, très différent du type héréditaire élancé de ces ancêtres, m'a curieusement frappé. L'abord n'était certainement pas engageant ni la physionomie sympathique. La duchesse de Hohenberg que j'ai retrouvée faisant avec grâce les honneurs du palais du Belvédère, après l'avoir connue, petite fille, dans la maison de son père, ministre d'Autriche à Bruxelles, avait conservé en sa haute situation la simplicité souriante de la famille Chotek; ce qui n'excluait pas sans doute chez elle, pour elle-même et surtout pour l'aîné de ses fils, une ambition allant jusqu'à la vision d'une double couronne.

II

La nouvelle de l'assassinat de l'archiduc et de sa femme, inséparables même dans la mort, éclata à Berlin dans l'après-midi du dimanche 28 juin, comme un coup de tonnerre inattendu au milieu d'une calme journée d'été. Je me rendis aussitôt à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, pour exprimer à l'ambassadeur toute l'horreur dont m'avait frappé ce drame sauvage. Le comte Szögyény, doyen du corps diplomatique, était à la veille de quitter son poste où il résidait depuis plus de vingt ans, honoré de tous ses collègues. On se disait à l'oreille que son remplacement avait été exigé par l'archiduc François-Ferdinand, préoccupé de rajeunir les cadres diplomatiques. Je trouvai l'ambassadeur accablé par l'affreuse nouvelle. Il paraissait rempli d'angoisse à la pensée de son vieux souverain, qu'entouraient tant de cercueils, et de l'empire dualiste, privé de son pilote le plus capable, n'ayant plus pour le diriger qu'un octogénaire appuyé sur un jeune homme de vingt-six ans. Je quittai l'ambassade avec M. Cambon, qui s'était rendu chez

son collègue dans la même pensée, en m'entretenant avec lui des conséquences européennes, encore impossibles à prévoir, qu'aurait cet effroyable événement.

Dès le lendemain, le ton de la presse berlinoise, commentant le drame de Serajevo, fut très menaçant. Elle s'attendait de la part du Cabinet de Vienne à une demande immédiate de satisfactions formulée à Belgrade, si des sujets serbes, comme elle le croyait, se trouvaient impliqués dans la genèse et l'exécution du complot. Mais jusqu'où iraient ces satisfactions et sous quelle forme seraient-elles exigées? Toute la question était là. La nouvelle, lancée par l'officieux *Lokal Anzeiger*, d'une pression exercée par le ministre d'Autriche-Hongrie, en vue d'obtenir du gouvernement serbe l'ouverture de poursuites contre les menées anarchistes dont l'archiduc et sa femme avaient été victimes, ne surprit personne, mais ne fut pas confirmée. Tout au contraire un vent d'apaisement parut bientôt souffler de Vienne et de Budapest, qui calma subitement l'excitation des journaux. Un mot d'ordre sembla avoir été donné de laisser se refroidir la colère et l'émoi du public. Le gouvernement austro-hongrois, nous apprenaient les agences télégraphiques, procédait avec calme à l'instruction du procès des meurtriers. Le langage tenu à Vienne au corps diplomatique par le comte Berchtold, à Budapest au Parlement par le comte Tisza, était rassurant et permettait de compter sur un dénouement pacifique.

A la Wilhelmstrasse aussi, on s'exprimait en termes très mesurés sur les sanctions qui seraient demandées à la Serbie. M. Zimmermann, sans avoir connaissance, me disait-il, des résolutions arrêtées à Vienne, pensait qu'une démarche ne serait faite à Belgrade qu'après que le gouvernement austro-hongrois aurait réuni les preuves de la complicité de sujets ou de sociétés serbes dans la préparation du crime de Serajevo. Le sous-secrétaire d'État s'était expliqué dans le même sens avec l'ambassadeur de Russie, accouru pour l'entretenir des craintes que lui inspirerait, en vue du maintien de la paix, toute tentative de contraindre la Serbie à prendre des mesures contre les sociétés serbes, si elles étaient accusées de menées insurrectionnelles en Bosnie et en Croatie. M. Zimmermann avait déclaré à M. de Sverbéew qu'à son sentiment le meilleur conseil à donner à Belgrade était de mettre fin à l'activité néfaste de ces sociétés

et de punir les complices des assassins de l'archiduc. — Un pareil langage traduisait dans sa modération l'opinion générale.

Mais l'Empereur, ami personnel de l'archiduc, de quelle façon retentissante son chagrin et sa colère allaient-ils éclater? Tous les yeux étaient tournés du côté de Kiel, où la fatale nouvelle atteignit Guillaume II, tandis qu'il prenait part, à bord de son yacht, à une course de bateaux à voile. Il changea de visage et on l'entendit murmurer : « Tout l'effort de ma vie depuis vingt-cinq ans est donc à recommencer ! » Paroles énigmatiques qu'on peut interpréter de diverses manières. A l'ambassadeur d'Angleterre, qui se trouvait aussi à Kiel avec l'escadre britannique revenant de la Baltique, il dit cette phrase plus significative : « C'est un crime contre le germanisme. *Es ist ein Verbrechen gegen das Deutschtum.* » Ces mots annonçaient probablement que l'Allemagne, se croyant lésée par le crime de Serajevo, en poursuivrait le châtiment, en se solidarisant avec l'Autriche. Mais Guillaume II, plus maître de soi qu'à l'ordinaire, ne se laissa pas aller en public à d'autres manifestations verbales.

Sa venue était annoncée à Vienne pour les obsèques de l'archiduc. Quels motifs l'empêchèrent-ils d'apporter au défunt ce dernier témoignage d'une amitié qui, de politique, était devenue réelle et même sentimentale, avec une nuance de protection habituelle à l'Empereur? Il prétexta une indisposition, mais sans doute fut-il écœuré des misérables chicanes d'étiquette, au moyen desquelles le grand maître de la Cour, le prince de Montenuovo, refusa de donner un éclat convenable aux funérailles de l'héritier du trône et de sa femme morganatique. Dans ces conditions, on ne devait désirer à Vienne ni la présence de Guillaume II, ni ses critiques.

L'Empereur partit, dès le commencement de juillet, pour sa croisière accoutumée sur les côtes de Norvège, et nous respirâmes à Berlin. S'il s'éloignait ainsi paisiblement du continent, c'est que l'orage près de fondre sur la Serbie s'éloignait aussi de la vallée du Danube. Telle fut, j'imagine, la pensée du gouvernement britannique, qui ne renvoya pas à Berlin son ambassadeur déjà en congé. D'autres diplomates, parmi lesquels l'ambassadeur de Russie, prirent comme d'habitude leurs vacances annuelles. Mais l'Empereur, au fond des fiords norvégiens, était tenu au courant du coup de théâtre machiné en secret par le

Cabinet de Vienne. Le prochain ultimatum à la Serbie lui était télégraphié directement par son ambassadeur, M. de Tschirsky, agent actif, partisan zélé d'une politique hostile à la Russie et qui, dès le premier moment, avait désiré la guerre (1). La résolution de Guillaume II, si elle n'a pas déjà été prise à Kiel, fut arrêtée, sans doute, au cours de sa croisière. Son départ pour le Nord n'était qu'un leurre, un moyen de donner le change à l'Europe et à la Triple-Entente, en leur inspirant une sécurité exagérée. Tandis qu'on le croyait occupé à détendre ses nerfs et à réparer ses forces au souffle salin de l'Océan, il se réservait de reparaître inopinément sur le théâtre des événemens, afin de précipiter le dénouement de la tragédie, dont les premières scènes allaient se jouer en son absence.

III

Pendant ces premières semaines de juillet, nous n'avons pas vécu à Berlin, mes collègues et moi, dans une fausse tranquillité. A mesure que se prolongeait le calme trompeur causé par le silence du Cabinet de Vienne, nous éprouvions une sorte de malaise et de sourde inquiétude, mais nous étions loin de prévoir que, du jour au lendemain, nous serions jetés en pleine tourmente diplomatique où, après une semaine d'angoisses tragiques, nous assisterions, impuissans et muets, au naufrage de la paix et de nos suprêmes espérances.

L'ultimatum, remis sous forme de note le 23 juillet au Cabinet serbe par le baron de Giesl, ne nous fut révélé par la presse berlinoise que le lendemain dans son édition du matin. Ce nouveau coup de foudre dépassait ce que nos imaginations avaient conçu de plus alarmant. La secousse fut si inattendue que certains journaux déconcertés parurent trouver les imputations du Cabinet de Vienne excessives : « L'Autriche-Hongrie, disait la *Gazette de Voss*, aura à justifier les graves accusations qu'elle formule contre la Serbie et son gouvernement, en publiant les résultats de l'instruction judiciaire de Serajevo. »

Ma conviction, partagée par plusieurs de mes collègues, fut que les hommes d'État autrichiens et hongrois ne s'étaient pas

(1) Voir notamment les rapports 141 et 161 de sir M. de Bunsen à sir Ed. Grey *(Great Britain and the european crisis)*.

décidés à risquer un coup pareil contre un royaume balkanique, sans avoir consulté leurs collègues à Berlin ni s'être assurés de l'assentiment de l'empereur Guillaume. La crainte et l'horreur qu'il a des régicides et un vif sentiment de confraternité dynastique pouvaient expliquer qu'il eût laissé les mains libres à ses alliés, malgré le danger à prévoir d'un conflit européen. Il ne s'agissait de rien de moins en effet. Que la Russie se désintéressât du sort de la Serbie jusqu'à tolérer une atteinte aussi audacieuse à son indépendance et à sa souveraineté ; que le Cabinet de Saint-Pétersbourg reniât le principe, proclamé encore deux mois auparavant à la Douma par M. Sazonow : les Balkans aux Balkaniques ; que le peuple russe, enfin, répudiât tout à coup les attaches séculaires, les liens du sang qui l'unissaient aux populations slaves de la péninsule, ces suppositions ne me vinrent pas un seul instant à l'esprit.

L'impression pessimiste du corps diplomatique grandit le lendemain, 25, par l'effet des propos qui lui furent tenus à la Wilhelmstrasse. MM. de Jagow et Zimmermann disaient qu'ils avaient ignoré le contenu de la note austro-hongroise, ce qui était jouer sur les mots : ils n'en avaient pas connu, je le veux bien, les termes mêmes, mais ils étaient au courant de son esprit et de ses revendications. Ils ajoutaient du reste immédiatement que le gouvernement impérial approuvait la conduite de son alliée et ne trouvait pas le ton de sa communication trop rude. La presse berlinoise, de son côté, à l'exception des organes socialistes, était revenue de son étonnement de la veille ; elle faisait chorus aux feuilles de Vienne et de Budapest, dont elle publiait des extraits, et envisageait froidement l'éventualité d'une guerre, en exprimant l'espoir..., l'espoir qu'elle resterait localisée.

Combien minces et ténus, à côté de l'attitude du gouvernement et du langage des journaux, apparaissaient les indices d'une solution pacifique ! Ils provenaient tous de l'impression ressentie au dehors de l'Allemagne et rapportée par les télégrammes de l'étranger. Le sentiment public en Europe ne comprenait pas la nécessité de pareils moyens d'intimidation pour obtenir des satisfactions, dont la discussion était incontestablement l'affaire de la diplomatie. Il semblait impossible que le comte Berchtold ne tînt pas compte du mouvement spontané de réprobation qui se manifestait contre son ultimatum partout

ailleurs qu'à Berlin. Une demande modérée aurait paru juste; l'étendue et la nature des sanctions exigées étaient jugées inacceptables, et la forme d'une brutalité sans exemple.

Plus je réfléchissais à la situation redoutable créée par la connivence des diplomaties allemande et austro-hongroise, plus je me persuadais que la clef de cette situation était à Berlin, comme l'a dit un peu plus tard M. Sazonow, et qu'il ne fallait pas chercher ailleurs la solution du problème. Mais, alors, si le choix entre la paix et la guerre était laissé à l'arbitraire de l'empereur Guillaume, dont l'influence sur son alliée de Vienne avait toujours été décisive, étant donné ce que je savais des dispositions personnelles de Sa Majesté et des desseins du grand état-major, aucun doute n'était plus possible quant au dénouement, aucun espoir ne devait plus subsister d'un arrangement pacifique. Je fis part de cette prévision désolante à l'ambassadeur de France, que j'allai voir à la fin de cette journée. Comme moi, M. Cambon n'avait pas d'illusions. Le soir même, j'écrivis à mon gouvernement, pour lui exposer toutes mes appréhensions et l'engager à se tenir sur ses gardes. Ce rapport, daté du 26, je le confiai, par mesure de précaution, à l'un de mes secrétaires, qui partit aussitôt pour Bruxelles. Le lendemain, de bonne heure, ma dépêche était entre les mains du ministre des Affaires étrangères.

« L'ultimatum à la Serbie, y disais-je, est un coup préparé entre Vienne et Berlin, ou plutôt imaginé ici, et exécuté à Vienne. La vengeance à tirer de l'assassinat de l'archiduc héritier et de la propagande panserbiste ne servirait que de prétexte. Le but poursuivi, outre l'anéantissement de la Serbie et des aspirations jougo-slaves, serait de porter un coup mortel à la Russie et à la France, avec l'espoir que l'Angleterre resterait à l'écart de la lutte. Pour justifier cette présomption, je dois vous rappeler l'opinion qui règne dans l'état-major allemand, à savoir qu'une guerre avec la France et la Russie, est inévitable et prochaine, opinion qu'on a réussi à faire partager à l'Empereur. Cette guerre, ardemment souhaitée par le parti militaire et pangermaniste, pourrait être entreprise aujourd'hui dans des conditions extrêmement favorables pour l'Allemagne et qui ne se présenteront probablement plus de sitôt. »

Après un exposé de la situation et des questions qu'elle soulevait, mon rapport contenait la conclusion suivante :

« Ces questions troublantes, nous devons aussi nous les poser et nous tenir prêts aux pires éventualités, car le conflit européen dont on parlait toujours, en se flattant qu'il n'éclaterait jamais, devient aujourd'hui une réalité menaçante. »

Les pires éventualités étaient, dans ma pensée, la violation d'une partie de notre territoire et l'obligation pour nos soldats de disputer le passage aux belligérans. Pouvait-on espérer qu'avec les dimensions que prendraient les hostilités entre la France et l'Allemagne, la Belgique resterait à l'abri de toute atteinte de la part de l'armée allemande, de toute tentative d'utiliser pour le succès de son offensive quelques-unes de ses routes stratégiques? Je n'osais pas me le figurer. Mais de là à une invasion complète de mon pays, préparée de longue main et exécutée avant le début de toute opération militaire, il y avait un abîme, que ma raison ne jugeait pas le gouvernement impérial capable de franchir de gaieté de cœur, à cause des complications européennes qu'un mépris aussi inconsidéré des traités ne manquerait pas d'entraîner.

IV

L'idée d'une guerre préventive n'a pas cessé de s'imposer à mon esprit jusqu'à la fin de la crise. Mais d'autres chefs de mission, s'ils éprouvaient la même anxiété que moi relativement à son dénouement, n'étaient pas de mon avis sur la préméditation dont j'accusais l'Empereur et les chefs de l'armée. Je n'étais pas allé seulement interroger l'ambassadeur de France, dont le jugement sûr avait toujours beaucoup de poids à mes yeux. J'avais rendu visite aussi à son collègue d'Italie, très au courant de la politique allemande, diplomate avisé, qui me faisait songer à ces subtils agens des républiques italiennes du XVIe siècle.

D'après M. Bollati, le gouvernement allemand, d'accord en principe avec le Cabinet de Vienne sur la nécessité d'une punition à infliger à la Serbie, ne connaissait pas à l'avance les termes violens de la note autrichienne, inusités dans le langage des chancelleries. A Vienne comme à Berlin, on était persuadé que la Russie, malgré les assurances officielles échangées tout récemment entre le Tsar et M. Poincaré au sujet de la prépa-

ration complète des armées des deux alliées, était hors d'état de soutenir une guerre européenne et qu'elle n'oserait pas se lancer dans une si périlleuse aventure. Situation intérieure inquiétante, menées révolutionnaires, armement incomplet, voies de communication insuffisantes, toutes ces raisons devaient forcer le gouvernement russe à être le témoin impuissant de l'exécution de la Serbie. Même opinion rassurante à Berlin et à Vienne, en ce qui concernait, non pas l'armée française, mais l'esprit qui régnait à Paris dans le monde gouvernemental.

« Au point où en sont les choses, ajouta l'ambassadeur, les esprits sont tellement montés à Vienne qu'il est impossible de les calmer. En outre, le Cabinet austro-hongrois poursuit dans l'anéantissement de la puissance militaire de la Serbie une revanche personnelle. Il ne veut pas se rendre compte des fautes qu'il a commises lui-même pendant la guerre balkanique, ni se contenter des succès partiels obtenus alors avec notre concours, qu'on peut juger comme on voudra, mais qui n'en ont pas moins été des victoires diplomatiques. Le comte Berchtold ne voit aujourd'hui que l'insolence de la Serbie et les critiques dont il a été l'objet en Autriche même. Il voudrait les transformer en applaudissemens par ce coup de force, très inattendu d'un homme tel que lui. »

L'ambassadeur estimait qu'on se faisait illusion à Berlin sur la décision que prendrait le gouvernement du Tsar. Celui-ci se trouverait acculé à la nécessité de tirer l'épée, pour conserver son prestige aux yeux des Slaves. Son inaction, en présence de l'entrée en campagne de l'Autriche, équivaudrait à un suicide. M. Bollati me laissa aussi entendre qu'une guerre générale ne serait pas populaire en Italie. Le peuple italien n'avait pas intérêt à l'écrasement de la puissance russe, qui est l'ennemie de l'Autriche ; il avait besoin de se recueillir en ce moment, pour résoudre d'autres questions qui le préoccupaient davantage.

L'aveuglement du Cabinet autrichien en ce qui regardait l'intervention de la Russie a été confirmé par la publication de la correspondance des représentans à Vienne de la France et de la Grande-Bretagne. La population viennoise exultait de joie à l'annonce de l'expédition contre les Serbes, simple promenade militaire assurément. Le spectre du danger russe n'a pas troublé une seule nuit le sommeil du comte Berchtold, esprit léger, qui faisait alterner agréablement les distractions d'une vie de

plaisirs avec les lourdes responsabilités du pouvoir. Sa grande confiance était partagée par l'ambassadeur d'Allemagne, son conseiller le plus écouté. Il semble inadmissible pourtant que le ministre autrichien n'ait pas entrevu la possibilité d'un conflit avec l'empire slave; mais, ayant l'Allemagne pour partenaire, son aplomb de beau joueur le poussait à tenir le coup.

A Berlin, l'opinion que la Russie était incapable de faire face à une guerre européenne régnait non seulement dans le monde officiel et dans la société, mais chez tous les industriels qui avaient la spécialité de la construction du matériel militaire. M. Krupp von Bohlen, le plus qualifié d'entre eux pour émettre un avis, proclamait le 28 juillet, à une table voisine de la mienne à l'hôtel Bristol, que l'artillerie russe n'était ni bonne, ni complète, tandis que celle de l'armée allemande n'avait jamais été d'une qualité aussi supérieure. Ce serait une folie de la part de la Russie, concluait le grand fabricant de canons, d'oser faire la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche dans ces conditions.

V

Le corps diplomatique étranger était tenu dans une ignorance plus ou moins complète des pourparlers poursuivis depuis le 24 par l'Office impérial des Affaires étrangères avec les Cabinets de la Triple-Entente. Cependant, aux diplomates, qui venaient constamment chercher des nouvelles à la Wilhelmstrasse, la crise était présentée sous un jour très favorable à l'Autriche et à l'Allemagne, pour influencer l'opinion des gouvernemens qu'ils représentaient. Dans un court entretien que j'avais eu le 26 avec M. de Stumm, directeur de la politique, il avait résumé ses explications par ces mots : « Tout dépend de la Russie. » J'aurais cru plutôt que tout dépendait de l'Autriche et de la façon dont elle exécuterait ses menaces à la Serbie.

Le lendemain, je fus reçu par M. Zimmermann, qui reprit le même thème, en le développant depuis l'origine du conflit.

« Ce n'est pas à notre instigation, me dit-il, ni d'après notre conseil, que l'Autriche a fait la démarche que vous savez auprès du Cabinet de Belgrade. La réponse n'a pas été satisfaisante, et aujourd'hui l'Autriche mobilise. Elle ne peut plus reculer sous peine de déchéance à l'intérieur comme à l'extérieur de la mo-

narchie. C'est pour elle maintenant une question d'existence. Il faut qu'elle coupe court à la propagande audacieuse qui tend à sa désagrégation intérieure par l'insurrection des provinces slaves de la vallée du Danube. Elle a enfin à venger d'une façon éclatante l'assassinat de l'archiduc héritier. Pour toutes ces causes, la Serbie doit recevoir, au moyen d'une expédition militaire, une sévère et salutaire leçon. Une guerre austro-serbe est donc impossible à éviter.

« L'Angleterre nous a demandé de nous joindre à elle, à la France et à l'Italie, afin d'empêcher que la lutte ne s'élargisse et qu'un conflit n'éclate entre l'Autriche et la Russie. Nous avons répondu que nous ne demandions pas mieux que de contribuer à circonscrire l'incendie, en parlant dans un sens pacifique à Pétersbourg et à Vienne, mais que nous ne pouvions pas agir sur l'Autriche pour l'empêcher d'infliger une punition exemplaire à la Serbie. Nous avons promis à nos alliés autrichiens de les y aider et de les soutenir, si une autre nation cherchait à y mettre obstacle. Nous tiendrons notre promesse. Si la Russie mobilise son armée, nous mobiliserons immédiatement la nôtre, et alors ce sera une guerre générale, une guerre qui embrasera toute l'Europe centrale, et même la presqu'île balkanique, car les Roumains, les Grecs, les Bulgares et les Turcs ne pourront pas résister à la tentation d'y prendre part.

« J'ai dit hier, poursuivit M. Zimmermann, à M. Boghitchévitch (c'était l'ancien chargé d'affaires de Serbie, de passage à Berlin, où il était très apprécié pendant la guerre balkanique), que le meilleur conseil que je pusse donner à son pays était de n'opposer à l'Autriche qu'un simulacre de résistance et de conclure la paix au plus vite, en acceptant toutes les conditions du Gabinet de Vienne. J'ai ajouté que, si une guerre générale éclatait et qu'elle tournât à l'avantage de la Triplice, la Serbie cesserait vraisemblablement d'exister comme nation ; elle serait rayée de la carte de l'Europe. Mais j'espère encore qu'une conflagration pareille pourra être évitée et que nous réussirons à dissuader la Russie d'intervenir en faveur de la Serbie, dont l'Autriche est résolue à respecter l'intégrité, une fois qu'elle aura obtenu satisfaction. »

J'objectai au sous-secrétaire d'État que, d'après certains de mes collègnes qui avaient lu la réplique du Cabinet de Belgrade, celle-ci était une capitulation complète devant les exigences

autrichiennes, auxquelles satisfaction était donnée avec des restrictions de peu d'importance. M. Zimmermann me répondit qu'il n'avait pas connaissance de cette réponse (remise déjà depuis deux jours au ministre d'Autriche à Belgrade!) et que, d'ailleurs, rien ne pourrait plus empêcher une démonstration militaire austro-hongroise.

Le document serbe ne fut publié que le 29 par les journaux de Berlin. La veille, ils avaient tous reproduit un télégramme de Vienne annonçant que cette soumission apparente était absolument insuffisante. Les concessions immédiates du Cabinet Pachitch, auxquelles on ne s'était pas attendu à l'étranger, ne firent aucune impression en Allemagne où l'on s'obstinait à ne voir que par les yeux de l'Autriche.

La thèse, soutenue par M. Zimmermann, n'était défendable que si l'on admettait cette première proposition, à savoir qu'aucune Puissance n'avait le droit de s'immiscer dans le procès intenté par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, ni d'embrasser la défense de la coupable. C'était tout simplement abolir le rôle historique de la Russie dans les Balkans. C'était aussi, par une logique fatale, prononcer d'avance la condamnation de chaque petit État qui aurait le malheur d'avoir une contestation avec une grande Puissance. D'après les principes du Cabinet de Berlin, il faudrait laisser celle-ci procéder librement à l'exécution de son faible adversaire. L'Angleterre n'aurait donc eu aucun droit de voler au secours de la Belgique envahie par l'Allemagne, comme la Russie de protéger la Serbie menacée par l'Autriche.

La Russie devait se contenter, prétendait-on à la Wilhelmstrasse, de l'assurance que l'Autriche ne toucherait pas à l'intégrité territoriale de la Serbie ni à sa vie future d'État particulier. Promesse dérisoire, quand tout le pays aurait été mis à feu et à sang. Après une correction aussi *exemplaire*, le royaume serbe était condamné à tomber dans le vasselage de sa terrible voisine, à végéter, humble et tremblant, sous l'œil méfiant du ministre austro-hongrois, transformé à Belgrade en proconsul. Le comte Mensdorff n'a-t-il pas soutenu à sir Edward Grey qu'avant la guerre des Balkans la Serbie était considérée comme gravitant dans la sphère d'influence de l'empire dualiste? Le retour au passé, à l'obéissance docile du roi Milan, était le minimum de ce qu'on eût réclamé à Vienne.

Mais la version répandue par la chancellerie impériale avait encore un autre but que celui d'éclairer les gouvernemens étrangers. Répétée à satiété par la presse, elle visait à égarer l'opinion allemande. Dès le début de la crise, M. de Bethmann-Hollweg et ses adjoints s'ingénièrent adroitement à tromper leurs compatriotes, à intervertir les rôles, à rejeter d'avance, si la situation empirait, l'odieux de la provocation et la responsabilité de la catastrophe sur la Russie, parce que cette Puissance se mêlait d'une opération de police qui ne la regardait pas. Manœuvre prévoyante, dont le résultat a été de faire marcher au moment voulu derrière l'Empereur toute l'Allemagne sans distinction de classes ni de partis, persuadée qu'elle était d'une agression préméditée du tsarisme.

VI

Le jeu de la diplomatie allemande pendant ces premiers jours de la crise, qui vont du 24 au 28 juillet, a déjà été mis en lumière : menaçant au début, nonchalant ensuite, affectant même quelque optimisme, et par sa résistance passive faisant échouer tous les efforts et toutes les propositions des Cabinets de Londres, de Paris et de Saint-Pétersbourg. Gagner du temps, traîner les négociations en longueur, semble avoir été la tâche dévolue à la complice de l'Autriche-Hongrie, afin de favoriser une action rapide de cette dernière et de placer la Triple-Entente devant l'irrémédiable, devant des faits accomplis : l'occupation de Belgrade et la soumission des Serbes. Mais les choses ne marchèrent pas comme on l'avait espéré à Berlin et à Vienne, et l'attitude résolue de la Russie, qui avait mobilisé son armée dans quatre districts du Sud, en réponse à la mobilisation partielle autrichienne, fit réfléchir les tacticiens de la Wilhelmstrasse. Leur langage et leurs dispositions s'adoucirent singulièrement le cinquième jour, le mardi 28. Rappelons en passant qu'en 1913, pendant les hostilités balkaniques, l'Autriche et la Russie avaient procédé également à quelques mobilisations partielles, sans qu'une guerre entre elles en eût résulté, ni même qu'elle eût été sur le point d'éclater.

Le 26 au soir, la rentrée de l'Empereur est annoncée à Berlin. Pourquoi ce retour subit? Je ne crois pas me tromper,

en disant qu'à cette nouvelle le sentiment général parmi les acteurs ou les témoins du drame fut une grande appréhension. Nos cœurs se serrèrent, et nous eûmes l'intuition que nous touchions au moment décisif. Il en fut de même à la Wilhelmstrasse. M. Zimmermann ne cacha pas au chargé d'affaires britannique le regret que lui causait ce retour, décidé par Guillaume II, sans consulter personne.

Cependant nos craintes ne parurent pas d'abord être justifiées. La journée du 28 marqua une détente plus accentuée dans la raideur intransigeante de l'Allemagne. L'ambassadeur d'Angleterre, rentré la veille à Berlin, est appelé le soir chez le chancelier qui, tout en refusant la conférence des quatre Puissances proposée par sir Edward Grey, promet d'employer tous ses bons offices pour amener la Russie et l'Autriche à discuter entre elles la situation sur un ton amical. « Une guerre entre les grandes Puissances doit être évitée. » Ce sont ses dernières paroles. Il est très probable que le chancelier désirait alors sincèrement le maintien de la paix et que ses premiers efforts, en voyant le danger s'approcher de plus en plus, ont réussi à contenir pendant quarante-huit heures l'impatience de l'Empereur. Le télégramme, adressé par Guillaume II au Tsar, dans la soirée du 28, est amical, presque rassurant. « En souvenir de la cordiale amitié, lui mande-t-il, qui nous lie tous deux étroitement depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie. »

Quelle explication faut-il chercher ensuite au brusque revirement qui s'est opéré le lendemain à Berlin, ou plutôt à Potsdam, et au langage étrange tenu par le chancelier le 29 au soir à sir Ed. Goschen? Il ne s'agit plus dans cette scène nocturne des conditions imposées par l'Autriche à la Serbie, ni même seulement d'une guerre possible entre la Russie et l'Autriche. Le foyer incendiaire s'est subitement déplacé; le danger a franchi d'un bond toute la largeur de l'Europe, du Sud-Est au Nord-Ouest. Que veut savoir immédiatement M. de Bethmann-Hollweg, qui revient de Potsdam où s'est tenu un conseil sous la présidence de l'Empereur? C'est si la Grande-Bretagne consentirait à rester neutre dans une conflagration européenne, pourvu que l'Allemagne, en cas de victoire, respectât l'intégrité territoriale de la France. Et les colonies

françaises? questionne l'ambassadeur avec beaucoup de présence d'esprit. Le chancelier ne peut pas faire la même promesse à leur sujet, mais il n'hésite pas à déclarer que l'Allemagne respectera l'intégrité et la neutralité de la Hollande. Quant à la Belgique, l'action de la France déterminera les opérations que l'Allemagne sera forcée d'entreprendre sur son territoire; mais, après la guerre, la Belgique conservera son intégrité, si elle ne s'est pas rangée du côté des ennemis de l'Allemagne.

Voilà donc le honteux marché auquel on conviait l'Angleterre, alors qu'aucun des négociateurs n'avait osé prononcer les mots précis de guerre européenne, ni en évoquer l'image effrayante. Cet entretien était la conséquence immédiate du pas décisif que la diplomatie allemande avait fait le même jour à Saint-Pétersbourg; il nous a été révélé par les documens diplomatiques, imprimés sur l'ordre des gouvernemens des États belligérans et tous d'accord sur ce poignant épisode. Ce jour-là, M. Sazonow reçoit à deux reprises la visite de l'ambassadeur d'Allemagne, qui vient lui faire une demande enveloppée de menaces. Le comte de Pourtalès insiste pour que la Russie se contente de la promesse, garantie par l'Allemagne, que l'Autriche ne portera pas atteinte à l'intégrité de la Serbie. M. Sazonow refuse, car la Serbie deviendrait la vassale de l'Autriche, et alors une révolution éclaterait en Russie. Le comte de Pourtalès appuie son exigence de l'avertissement que l'Allemagne mobilisera, si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires, et la mobilisation de l'armée allemande, c'est la guerre. Le second entretien, qui eut lieu à deux heures du matin, ne fut, quant à son résultat négatif, que la répétition du premier, malgré un dernier effort, une dernière proposition de M. Sazonow pour conjurer la crise. Sa capitulation devant la sommation brutale de l'Allemagne eût été l'aveu de l'impuissance de la Russie.

L'empereur Guillaume, ayant repris en mains depuis l'avant-veille la conduite des affaires, c'est bien à lui, pressé d'en finir, poussé par l'état-major et les généraux, qu'il faut faire remonter la responsabilité de cette démarche insolente qui a rendu la guerre inévitable. « Les chefs de l'armée insistaient, » a dit un peu plus tard M. de Jagow à M. Cambon pour toute explication. Le chancelier et avec lui le secrétaire et le sous-secrétaire d'État se sont ralliés à cette dangereuse manœuvre, dans leur impuissance à faire adopter des procédés plus concilians et moins

expéditifs. Il n'y a là rien de surprenant, mais ils n'ont dû le faire qu'à regret et à contre-cœur. S'ils ont cru au succès de ce moyen sommaire de clore la discussion diplomatique, ils se sont trompés aussi grossièrement que le comte de Pourtalès, qui les avait mal renseignés sur la détermination du gouvernement du Tsar de ne pas sacrifier la Serbie. Cet honnête homme du moins, lorsqu'il reconnut les conséquences fatales de son erreur, ne fut pas maître de son émotion : sensibilité bien rare chez un Allemand et qui est toute à son honneur.

Mais l'Empereur et son conseil de généraux, quel était leur état d'âme en ce moment psychologique? Qui le saura jamais exactement? Dans l'intérêt militaire qui primait tous les autres à leurs yeux. ils devaient se réjouir de la réponse de M. Sazonow, car ils n'auraient jamais retrouvé une occasion aussi propice de vaincre la Russie et d'en finir avec elle. En 1917 la réorganisation de l'armée russe aurait été achevée, son parc d'artillerie au grand complet et un nouveau réseau de voies stratégiques lui aurait permis de jeter sur les deux Empires germaniques des flots de combattans fournis par une population inépuisable. La lutte avec le colosse du Nord, malgré la supériorité technique dont se targuait l'armée allemande, aurait été vraisemblablement le triomphe de la force. En 1917 aussi le service de trois ans, produisant tous ses effets, aurait donné à la France des troupes de première ligne plus nombreuses et mieux instruites.

Guillaume II ne pouvait pas, d'un autre côté, se faire illusion sur les suites de la pression qu'il exerçait pour la seconde fois à Saint-Pétersbourg. Eût-elle réussi en 1914 comme en 1909, le conflit entre l'Allemagne et le grand Empire slave n'eût été qu'ajourné, au lieu d'être définitivement écarté. Comment le Tsar, comment le peuple russe, auraient-ils pu pardonner au Kaiser une seconde humiliation ? S'ils l'avaient dévorée en silence, c'eût été pour attendre l'heure de la revanche et ils auraient choisi pour se venger le moment où la Russie, en possession de toutes ses ressources, aurait pu engager la partie avec toutes les chances de la gagner.

On m'objectera peut-être que l'Empereur allemand, croyant que dans la balance le poids de son épée l'aurait emporté sur les hésitations du Tsar, avait prévu la colère de la nation slave contre son souverain trop timoré et escompté les explosions révolutionnaires qui auraient paralysé pour longtemps les

velléités belliqueuses du gouvernement russe, si elles n'avaient pas balayé auparavant le trône des Romanow. Je répondrai que ce calcul machiavélique ne pouvait pas entrer dans l'esprit d'un prince aussi imbu que Guillaume II de la solidarité monarchique et pénétré d'une horreur instinctive des attentats antidynastiques et des révolutions.

Non, l'Empereur a voulu, avec les autorités militaires dont il prenait conseil, profiter de circonstances impatiemment attendues et que la fortune capricieuse pouvait fort bien ne plus offrir à son ambition. Tout le prouve, jusqu'à sa hâte fébrile, dès que la réponse de M. Sazonow lui eut été communiquée, de connaître les intentions de l'Angleterre et de lui proposer, le jour même, un marché pour acheter sa neutralité. C'est pourquoi M. de Bethmann-Hollweg a reçu l'ordre de convoquer dans la nuit du 29 l'ambassadeur britannique. L'Empereur n'avait pas la patience d'attendre jusqu'au lendemain, tant il était pressé d'agir. Cette précipitation est-elle le fait d'un homme qui a éprouvé une déception inattendue? S'il ne désirait pas la guerre, n'aurait-il pas cherché à reprendre, avec la Russie, des négociations sur une base plus acceptable pour sa dignité de grande Puissance, quoi qu'il en pût coûter à son propre orgueil de n'avoir point réussi à l'intimider?

VII

La tentative manquée d'intimidation à Saint-Pétersbourg et les offres faites à l'ambassadeur britannique, comme si l'inaction de la Grande-Bretagne avait été à l'enchère, eurent des effets qu'il n'était pas difficile de prévoir.

A Londres, l'indignation de sir Ed. Grey se répandit immédiatement dans la réponse télégraphiée, le 30 juillet, à sir Ed. Goschen : « Ce serait une honte pour nous, lui disait-il, de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte de laquelle la bonne renommée de notre pays ne se relèverait pas. Le chancelier nous demande aussi en fait de soumettre à un marchandage toutes les obligations ou tous les intérêts que nous pourrions avoir à la neutralité de la Belgique. Nous ne pouvons pas non plus, en aucune façon, accepter cet autre marché. »

Mais par les ouvertures audacieuses de M. de Bethmann-Hollweg les préoccupations du Cabinet britannique se trouvaient désormais attirées sur le sort que le gouvernement impérial réservait à notre pays dans la guerre qu'il préparait. Pour arracher son masque à la politique allemande, le moyen le plus sûr était de lui poser une question catégorique. Le 31 juillet, sir Ed. Grey, s'inspirant de l'exemple du Cabinet Gladstone en 1870, s'adressait à la fois à l'Allemagne et à la France, afin de savoir si elles respecteraient la neutralité belge et il faisait dire à la Belgique que l'Angleterre comptait qu'elle défendrait de tout son pouvoir sa neutralité.

La réponse du gouvernement de la République fut immédiate et franche. Il était résolu à respecter la neutralité belge et n'agirait autrement, en vue d'assurer sa propre défense, qu'au cas où une autre Puissance violerait cette neutralité. Le gouvernement belge, de son côté, s'empressa d'assurer le ministre britannique de sa résolution de se défendre énergiquement, si son territoire venait à être violé.

Mais à Berlin, le secrétaire d'État se déroba aux questions de sir Ed. Goschen. Il avait besoin de consulter l'Empereur et le chancelier. A son sentiment, une réponse quelconque risquerait de dévoiler une partie du plan de campagne en cas de guerre. Il lui paraissait douteux qu'on pût en donner une. — Cette façon de parler était parfaitement claire dans son ambiguïté. Ainsi en jugea sir Ed. Grey. Il déclara, dès le lendemain, à l'ambassadeur d'Allemagne que la réponse de son gouvernement était très regrettable et ne lui cacha pas que la neutralité belge avait une grande importance aux yeux de l'opinion publique anglaise, qui serait difficile à contenir, si la Belgique était envahie.

Ce même jour, 1er août, d'après les instructions de mon Gouvernement, je donnai lecture et laissai copie au sous-secrétaire d'État d'une dépêche préparée à l'avance et adressée aux ministres belges auprès des Puissances garantes de notre neutralité. Il y était dit que la Belgique, ayant observé avec la plus scrupuleuse exactitude les devoirs d'État neutre que lui imposaient les traités du 19 avril 1839, s'attacherait inébranlablement à les remplir ; qu'elle avait confiance, les dispositions amicales des Puissances à son égard ayant été affirmées si souvent, de voir son territoire demeurer hors de toute atteinte, si

des hostilités venaient à se produire à ses frontières. Le Gouvernement belge ajoutait qu'il n'en avait pas moins pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'observation de sa neutralité, mais qu'elles n'avaient été inspirées ni par le dessein de participer à une lutte armée des Puissances, ni par un sentiment de défiance envers aucune d'elles (1).

M. Zimmermann écouta sans mot dire la lecture de ce document, où respirait la loyale confiance de mon Gouvernement dans les intentions de l'Allemagne, et prit acte de ma communication. Son silence ne me surprit pas, car je venais d'être informé de la réponse évasive de M. de Jagow à la question du gouvernement britannique concernant la Belgique; mais il confirma toutes mes craintes. Le sourire embarrassé de mon auditeur en disait autant, du reste, que son mutisme.

Dès le 30, la Russie et l'Allemagne, — conséquence inévitable des conversations du 29, — poursuivirent activement leurs préparatifs militaires. Quels furent au juste ces préludes de la mobilisation allemande? Il était impossible de le savoir exactement à Berlin. Des bruits divers circulaient, présages de sinistre augure. Nous entendions parler de régimens en marche, dirigés des provinces du Nord sur le Rhin. Nous apprenions que des avertissemens étaient remis aux hommes de la réserve de se tenir prêts à partir. En même temps, les communications postales avec la Belgique et la France étaient coupées. A la Wilhelmstrasse, on me dépeignait ainsi la situation : « L'Autriche répondra par une mobilisation générale de son armée à la mobilisation partielle de la Russie. Il est à craindre que celle-ci ne mobilise alors toutes ses forces, ce qui obligerait l'Allemagne à en faire autant. » Dans la nuit du 30 au 31, la mobilisation générale fut en effet décrétée en Autriche.

Néanmoins, les pourparlers pacifiques continuèrent entre Vienne et Pétersbourg le 30 et le 31, quoique, en Russie, ce dernier jour, pour répliquer à la fois à la mobilisation autrichienne et aux préparatifs allemands, une mobilisation générale, comme on s'y attendait à Berlin, eût été ordonnée. Ces pourparlers semblèrent même, dans la journée du 31, avoir quelque chance d'aboutir. Le Cabinet de Vienne mesurait mieux la profondeur du péril, où son aveugle présomption et les

(1) *Livre gris belge*, annexe au n° 2.

conseils de son alliée allaient l'entraîner. Il déclarait consentir à discuter le fond même de sa Note à la Serbie, et M. Sazonow répondait aussitôt avec satisfaction qu'il était désirable que la discussion eût lieu à Londres, sous la direction du gouvernement britannique et avec la participation des grandes Puissances (1).

Une entente allait-elle donc s'établir *in extremis* entre les seuls gouvernemens véritablement intéressés dans la question serbe, et une lueur de paix réapparaître à l'horizon ? On avait compté sans l'Empereur allemand. Il ne l'entendait pas ainsi. Subitement, sur les incitations de l'état-major et après une réunion du Conseil fédéral prescrite par la Constitution, il lança le décret dn « Kriegsgefahrzustand, » l'état de danger de guerre, premier acte de la mobilisation générale, sorte d'état de siège qui substituait les autorités militaires aux autorités civiles en ce qui regardait les services publics (voies de communication, postes, télégraphes, téléphones).

Cette grave décision nous fut annoncée le 31 par une édition spéciale du *Berliner Lokal Anzeiger*, distribuée à tous les coins de rue, et dont voici la traduction :

« La Russie veut la guerre !

« Nous recevons à l'instant, — deux heures de l'après-midi, — de source officielle, la nouvelle suivante, grosse de conséquences :

« De Pétersbourg, l'ambassadeur allemand a fait savoir aujourd'hui que la mobilisation générale de l'armée et de la flotte russes avait été ordonnée. C'est pourquoi Sa Majesté l'empereur Guillaume a décrété l'état de danger menaçant de guerre. Sa Majesté s'établira aujourd'hui à Berlin.

« L'état de danger menaçant de guerre constitue le préliminaire immédiat de la mobilisation générale, en réponse à la menace suspendue aujourd'hui déjà sur l'Allemagne par la mesure du Tsar. »

Comme un naufragé s'accroche à une épave, ceux qui, à Berlin, se voyaient avec terreur en présence d'une catastrophe imminente se cramponnaient à une suprême espérance : la mobilisation générale allemande n'était pas encore ordonnée ; qui sait si, au dernier moment, une inspiration heureuse du

(1) *Livre jaune*, n° 120.

Cabinet britannique, le plus ardent défenseur de la paix, ne ferait pas tomber les armes des mains prêtes à s'en servir? Mais l'Empereur dissipa encore, par la rapidité de ses résolutions, cette folle illusion. Le 31, à sept heures du soir, une sommation fut adressée au gouvernement russe de démobiliser aussi bien sur la frontière autrichienne que sur la frontière allemande. Un délai de douze heures lui était laissé pour y répondre.

Il était manifeste que la Russie, qui avait refusé deux jours auparavant d'interrompre ses préparatifs militaires, n'accepterait pas l'ultimatum allemand sous la forme impérieuse et avec le minime délai qui le rendaient encore plus injurieux. Cependant, comme aucune réponse de Saint-Pétersbourg n'était arrivée le lendemain dans l'après-midi, MM. de Jagow et Zimmermann (je le tiens de ce dernier) coururent chez le chancelier et chez l'Empereur, afin d'obtenir que l'ordre de la mobilisation générale ne fût pas lancé encore et que Sa Majesté attendît jusqu'au jour suivant. Ils alléguèrent, à l'appui de leurs instances, que les communications télégraphiques avec Saint-Pétersbourg étaient sans doute coupées, ce qui expliquerait le silence du gouvernement du Tsar. Peut-être espéraient-ils encore, contre toute espérance, une proposition conciliante de la Russie. Ce fut la dernière manifestation de leur pacifisme expirant, ou le dernier réveil de leur conscience. Leurs efforts se brisèrent contre l'opposition irréductible du ministre de la Guerre et des chefs de l'armée, qui représentèrent à l'Empereur les conséquences fâcheuses d'un retard de vingt-quatre heures. L'ordre de mobilisation de l'armée et de la flotte fut donné à cinq heures de l'après-midi et porté aussitôt à la connaissance du public par une édition spéciale du *Lokal Anzeiger*. La mobilisation devait commencer le 2 août. Le 1er, à sept heures et demie du soir, la déclaration de guerre de l'Allemagne était remise à la Russie.

Le Cabinet de Berlin dut recourir, comme on le sait, à d'invraisemblables prétextes, tels que la constatation par les autorités militaires allemandes d'actes d'hostilité commis sur le territoire de l'empire par des aviateurs français, pour pouvoir, deux jours après, motiver sa déclaration de guerre à la France. Quoique l'Allemagne s'efforçât de rejeter la responsabilité de la catastrophe sur la Russie, aucun doute ne peut subsister

aujourd'hui : c'est bien sa voisine de l'Ouest qu'elle voulait avant l'autre attaquer et anéantir. Pauvre France! disaient avec une commisération hypocrite les journaux de Berlin, en reconnaissant que la conduite du gouvernement français, pendant toute la durée de la crise, avait été parfaitement correcte, et qu'il avait travaillé sans relâche à la conservation de la paix. Pendant que son gouvernement remplissait ainsi jusqu'au bout ce haut devoir d'humanité, la France donnait au monde un spectacle saisissant, celui d'une nation regardant sans émoi et sans crainte grandir d'heure en heure un péril qu'elle n'avait pas suscité, et, esclave de sa parole, froidement décidée à suivre le destin de son alliée sur les champs de bataille. Elle offrait en même temps à l'Allemagne, qui avait escompté follement son désarroi et ses dissensions politiques, l'image de tous ses enfans étroitement unis dans une résolution invincible, la défense de la patrie odieusement attaquée. Ce n'est pas la seule surprise qu'elle lui réservait; sa résistance de granit allait bientôt transformer la lutte et faire échouer tous les calculs de la stratégie allemande.

Personne ne s'était employé plus énergiquement ni avec plus d'intelligence que le représentant de la République à Berlin à éteindre l'incendie allumé par l'Autriche et son alliée. « Ne trouvez-vous pas, me disait l'ambassadeur d'Angleterre dans le train qui nous emportait le 6 août, loin de la capitale allemande, que l'attitude de M. Cambon a été admirable? Rien n'a pu altérer, pendant ces terribles journées, son sang-froid, sa présence d'esprit et sa perspicacité. » Je ne saurais mieux faire, pour exprimer ma propre admiration, que de répéter, ici, le jugement d'un diplomate aussi compétent que sir Ed. Goschen, qui a pris lui-même une part des plus actives à l'œuvre de salut européen, tentée en vain par les gouvernemens de la Triple-Entente.

VIII

La population de Berlin avait suivi avec un énorme intérêt, mais sans aucune apparence d'enthousiasme patriotique, le développement de la crise. Ces belles journées d'été s'étaient écoulées aussi paisibles qu'à l'ordinaire. Le soir seulement,

plusieurs centaines de jeunes gens arpentaient les voies du centre, en chantant gravement des hymnes nationaux, et se dispersaient, après avoir poussé quelques « hoch! » devant les ambassades d'Autriche-Hongrie et d'Italie et le palais du chancelier. Le 2 août, j'ai observé l'animation du public endimanché qui encombrait le large boulevard du Kurfurstendam; il lisait attentivement les éditions spéciales des journaux, puis chacun vaquait à ses plaisirs habituels, parties de tennis pour les jeunes gens et les jeunes filles, longues beuveries dans les brasseries, pour les bourgeois et leurs familles. Quand l'automobile impérial passait comme un éclair sous les « Linden », il était salué de vivats assez nourris, mais nullement frénétiques. Il a fallu les excitations de la presse contre la Russie, provocatrice de la guerre; les discours trompeurs de l'Empereur et du chancelier et les publications truquées du gouvernement, pour allumer un patriotisme plutôt lent à s'enflammer. Il s'est manifesté surtout, à la fin de mon séjour, par des insultes aux malheureux Russes qui traversaient la ville, regagnant leur pays en toute hâte, et par d'ignobles outrages au personnel de l'ambassade du Tsar, lorsqu'il a quitté Berlin.

Si la masse du peuple allemand, ignorante des intentions pacifiques de la Russie, a été facile à abuser, il n'y a pas là de quoi nous étonner. Mais les classes supérieures, mais les esprits avertis, n'ont pas pu être dupes des mensonges officiels. Le gouvernement du Tsar, — ils le savaient aussi bien que nous, — avait un intérêt capital à ne pas entamer la lutte. En vérité, il est puéril de discuter cette question. Encore une fois, dans le calcul de Guillaume II et de ses généraux, l'affaire serbe a été un piège tendu à l'Empire du Nord, avant que la croissance de ses forces militaires en eût fait un adversaire invincible.

Nous nous sommes anxieusement demandé, à Berlin, si une déclaration formelle du gouvernement britannique de ne pas rester étranger au conflit n'aurait pas arrêté l'Allemagne, tandis que l'incertitude qui régnait au sujet de son intervention l'a certainement encouragée. Nous eûmes même l'espoir, — l'espace d'un moment! — que sir Ed. Grey allait détruire les illusions dont tout le peuple allemand aimait à se nourrir. L'honorable secrétaire d'État a dit, en effet, au prince Lichnowsky, le 29 juillet, que la question austro-serbe pourrait prendre une telle amplitude, que tous les intérêts européens y seraient impli-

qués; il l'a engagé à ne pas supposer, d'après le ton amical de leurs conversations, que l'Angleterre ne s'associerait pas à une action générale. Sans doute, si, dès le début, elle avait pris ouvertement position à côté de la Double-Alliance, elle aurait pu enrayer le cours fatal des événemens. Telle est du moins l'opinion la plus répandue, car une guerre maritime n'entrait certainement pas dans les plans de l'Empereur et de l'amiral de Tirpitz, et elle était le cauchemar du commerce allemand. Mais, à la date du 29, une menace directe de l'Angleterre, un rugissement soudain du lion britannique, n'auraient plus, je le crois, fait reculer Guillaume II. Le souvenir de l'incident d'Agadir était trop cuisant pour l'orgueil germanique. L'Empereur aurait craint de perdre tout prestige aux yeux d'une partie de ses sujets, si, sous les injonctions anglo-saxonnes, il avait renoncé à aller de l'avant, donnant ainsi créance aux reproches de ceux qui l'accusaient de ne faire qu'une politique de bluff et d'intimidation. L'Allemagne aboie, mais ne mord pas, disait-on à l'étranger, ce qui était bien pour l'exaspérer. Un avertissement comminatoire dans la bouche de sir Ed. Grey n'aurait servi qu'à précipiter l'offensive des armées du Kaiser, afin de rendre l'intervention des forces et de la marine anglaises inefficace sur l'issue de la campagne, qu'on voulait, à Berlin, rapide et décisive.

Nous savons de reste, par la lecture des dépêches et des discours du secrétaire d'État britannique, avec quels ménagemens il devait traiter l'opinion publique de son pays et celle de la majorité du Parlement. Une guerre dans les Balkans n'intéressait pas la nation anglaise, et la querelle du Teuton et du Slave la laissait indifférente. Elle n'a commencé à s'émouvoir réellement que lorsqu'elle a compris l'imminence du danger que courait l'existence de la France, et elle n'a répondu avec chaleur aux appels éloquens de M. Asquith et de sir Ed. Grey que le jour où elle a su les Allemands aux portes de Liége, d'où ils menaçaient à la fois Paris et Anvers, « ce pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre. »

Si l'on se place à un point de vue purement moral, on doit reconnaître que la grande majorité du peuple anglais a une âme profondément religieuse, mais d'un idéal chrétien qui n'a rien à voir avec la religiosité guerrière du Kaiser et de ses sujets. Ses idées simplistes et ses principes puritains lui font

condamner toute politique qui déchaîne le fléau de la guerre. Sa répugnance à laisser la Grande-Bretagne s'engager dans une lutte continentale n'a pris fin que devant l'acte de lâcheté commis par l'Allemagne contre l'impuissance d'un petit peuple libre; elle s'est transformée en un désir inflexible de punition et de vengeance, en apprenant les hauts faits de la soldatesque allemande en Belgique.

C'est cette nation, douée d'une véritable grandeur morale, que les orateurs et les pamphlétaires ennemis osent accuser aujourd'hui d'avoir organisé la coalition qui barre la route à leurs ambitions; c'est la main de l'Angleterre qu'ils dénoncent tissant la trame des intrigues prétendument ourdies contre leur patrie. Ils ne connaissent pas mieux la nation britannique que ne la connaissaient Treitschke et ses disciples, quand ils prétendaient qu'elle n'est qu'un ramassis de marchands âpres au gain et dénués de vertus militaires; ils la jugent aussi mal que le faisait M. de Bethmann-Hollweg, qui s'indignait qu'elle attachât tant de valeur à un traité suranné. Les préliminaires de la guerre actuelle ont montré l'honnêteté et les scrupules de la diplomatie anglaise à côté de la mauvaise foi de la diplomatie germanique; ils ont mis en belle lumière la loyauté de la Grande-Bretagne et de ses ministres au regard de la duplicité de l'Allemagne et de ses fonctionnaires impériaux.

BEYENS.

LE
PASSÉ DE L'ONCLE JEAN

TROISIÈME PARTIE(1)

XI

Il avait fait tout le jour un temps chaud, d'une insupportable lourdeur, et déjà quelques éclairs zigzaguaient sous la nue opaque.

Le Loc-Menhir est bâti sur la crête d'une colline rocheuse dont une lande à perte de vue semble indéfiniment allonger la plate-forme ; on a derrière soi Saint-Servan, et l'on peut contempler, en face de la terrasse du château, le légendaire roc du poète :

> Mon Rocher de Saint-Malo,
> Que l'on voit sur l'eau!

le rocher, la rade, la petite ville fortifiée et l'immense pont jeté si pittoresquement dans les airs, comme deux ailes d'oiseau gigantesque qui le relient au port de Saint-Servan. A droite, Saint-Énogat, Paramé, Dinard *la Jolie*, et ce poétique tombeau de Chateaubriand, battu ce soir-là par des vagues si hautes qu'elles semblent lutter contre la croix de pierre, pour s'agenouiller aussitôt à ses pieds et s'y anéantir.

Un coup de tonnerre, suivi d'autres se rapprochant, perça

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 mai.

tout à coup l'amoncellement des nuages, et le ciel entier parut en feu; bientôt la nuit vint, malgré les jours plus longs de la saison printanière, et bien qu'il ne fût encore que six heures du soir : une nuit crépusculaire, déchirée d'éclairs et de grondemens sourds, qui s'enflaient avec le vent et se répercutaient jusque sous les combles du vieux château, chantant lugubrement dans ses deux tours closes une complainte sans fin!

Soudain la grosse pluie crève les nuages, crépite sur les toits, sur les vitres, sur les balustres, sur les dalles, avec ce bruit sinistre de verre brisé et de cailloux qui s'amoncellent; pendant que se lamente l'ancien jardinier-valet de chambre, Corentin Trahec, devenu, avec sa femme Yvonne, de vingt ans plus jeune que lui, — en l'absence éternisée de leurs maîtres, — les seuls gardiens de Loc-Menhir.

— C'est la grêle, monsieur le baron! s'écrie-t-il consterné, tandis que son maître arpente, impatient, d'une fenêtre à l'autre, la salle basse du château. — Que vont devenir nos semis déjà montés? Et le seigle? Et l'orge? Et les fleurs que j'avais cultivées avec tant de soins, en l'honneur de l'arrivée de Monsieur? Tout va périr, Jésus, ma Doué!... Tout périra!...

— Allons, Corentin, rassure-toi, il n'y aura pas grand mal... La grêle tue les fruits et les fleurs, en effet, quand elle dure... mais la voilà qui diminue, qui s'en va, et la pluie nous reste, ce qui est un bienfait. Diable! c'est un vrai déluge! nous nous sommes réjouis trop tôt. Le temps devient plus noir...

Une aveuglante lueur, suivie d'une forte détonation, brusquement les interrompt... Une vitre du second étage, dont les contrevens n'existaient plus, tombe brisée.

Au même moment, une sorte de cri d'appel, de gémissement lointain, suit l'éclatement de la foudre, semblant s'unir à elle et sourdre des mille bruits de la nature en déroute sous la furie de l'orage et du vent.

— Pourvu que saint Yvon nous protège! balbutia Yvonnette, qui venait d'entrer, apportant un fagot de bruyère sèche; la foudre est sûrement tombée... mais qui sait où, qu'elle est tombée?...

— On le saura demain, ma femme!... Mais pour sûr, que ce n'est pas loin de chez nous! C'est égal, ceux qui disent que c'est du feu, la foudre? n'ont guère étudié à fond la chose! Et Corentin se gratte l'oreille, ne sachant trop comment terminer

sa démonstration : — C'est-à-dire, ajoute-t-il victorieusement : que c'est du feu et en même temps de la glace, car il fait froid dehors, quasiment comme en hiver! Et il ferma hermétiquement les croisées de la salle basse, qui servait à Jean du Montal à la fois de salle à manger et de cabinet de travail.

— Monsieur le baron a heureusement du feu dans l'âtre depuis ce matin qu'il était à son bureau, constate Yvonnette, et, de ce pas, je vas le ranimer.

Elle jette aussitôt le fagot de bruyère dans la vaste cheminée en pierres de taille, ornée des sculptures de l'ancien temps.

— M'est avis, ajoute-t-elle, que nous ferions bien d'aller fermer tous les volets, et relever les vitres cassées qui ont dégringolé là-haut, au second étage ?

— Pourvu qu'il n'y ait pas d'autres dégâts!... mâchonne Corentin entre ses dents... Et ne vaudrait-il pas mieux que la foudre soye tombée sur ces autels du diable... que Monsieur conserve là-bas, si près de nous... jusque dans son parc? Il y a des nuits, ajouta-t-il mystérieusement, qu'on y aperçoit des feux qui s'allument tout seuls et qui ont l'air de danser dessus!

— Oui..., les nuits d'orage, cela arrive, acquiesce le maître du château, qui commence à avoir assez de la conversation. C'est l'électricité de la terre et non celle du diable ; mais ce serait trop long à vous expliquer. Allez tout fermer là-haut, il se fait tard ; vous descendrez ensuite aux granges, pour voir si le bétail n'a pas souffert, et s'il n'est rien arrivé de fâcheux?...

Les braves gens disparurent dans l'escalier de service. L'orage visiblement se calmait.

Soudain, la même voix humaine qui avait gémi au loin, du côté de la lande, au milieu des éclats de la foudre et des torrens de pluie, se fait de nouveau entendre, tout près cette fois :

— Ouvrez-moi !... Ouvrez-moi ! supplie-t-elle.

Brusquement il ouvrit la fenêtre :

— Qui êtes-vous ?

— Une femme!... J'ai reçu l'orage... j'ai froid, j'ai bien froid!...

Il s'élança vers la porte, à laquelle prudemment Corentin avait mis les verrous, et l'ouvrit toute grande :

— Entrez ! fit-il d'une voix sourde, dominée par l'impression bizarre, inexplicable, que tout à coup il avait ressentie.

Une femme, une ombre, drapée dans une cape de voyage, toute ruisselante de pluie, le visage enveloppé d'un voile de gaze violine, qui recouvre sa toque inondée d'eau, parut sur le seuil, où elle s'arrêta hésitante.

— Entrez donc, madame, reprit-il d'un ton plus ferme : j'ai heureusement du feu. Vous vous sécherez. Et, derrière elle, il referme la porte.

Debout au milieu de la salle, sans un mot, sans un geste, la jeune femme, qui avait enlevé son voile, restait là, immobile et frissonnante, les bras retombés le long de son corps moulé dans la jupe étroite, sa belle tête brune penchée en avant comme sous un poids trop lourd à porter.

Devenu tout à coup horriblement pâle, Jean du Montal s'appuie haletant à la lourde table de chêne :

— Sybille !... Vous êtes Sybille ?...

Et cette constatation singulièrement angoissante, au milieu des souvenirs qui le poignent, lui devient étrangement douce ! Sybille a tout abandonné : son père écrasé d'inquiétude, l'enfant si gravement atteint, le soin de sa réputation... Elle a commis cette folie pour le revoir un seul jour, une seule heure peut-être ?...

Cependant, sa voix se raffermit ; il put dominer l'excès de son émotion, reprendre surtout dans une certaine mesure le souci de sa dignité :

— Madame Lavoisieff ici, chez moi ?... Veuillez m'expliquer, interrogea-t-il d'une voix froide.

— Pardonnez-moi, balbutia-t-elle d'un ton à peine perceptible. J'ai voulu vous parler... vous revoir une dernière fois !... A Rabastens, à la Chastagne, c'eût été impossible... Ici, vous étiez seul, perdu dans cette solitude, et follement je suis venue !... Oh ! Jean..., monsieur du Montal ?... ne m'en veuillez pas !...

Et, de nouveau, elle frissonne ; et, à mesure qu'elle se trouble davantage, lui se remet peu à peu de l'émotion terrible qui a failli le terrasser.

— Réchauffez-vous !... lui dit-il avec la même brusquerie de ton ; et, lui avançant un fauteuil devant la flamme qui crépite, il l'y pousse presque... Puis, atteignant sur le dressoir une

bouteille de chartreuse, il en remplit un petit verre, ciselé de vieil argent :

— Buvez ! ajoute-t-il de cette même voix dure avec laquelle il venait de lui dire : Réchauffez-vous !

— Merci ! fit-elle après avoir bu. Il voulut lui reprendre le gobelet et le reposer sur la table ; mais, au contact de cette main fine, un peu longue, et tant de fois baisée !... il le laissa tomber à terre, où le cristal trop fragile se brisa...

— Ainsi, pensa la jeune femme... ainsi se briserait dans ma vie ce que j'aime le plus au monde, si je voulais reconquérir le bonheur perdu !...

Elle avait renversé sa tête sur le dossier du fauteuil ; sous la fatigue du chemin à travers l'orage, sous la mouillure de la pluie, sous l'étrangeté de la situation présente, son cerveau s'exacerbait, et il en résultait moralement et physiquement une lassitude inexprimable ! Un instant, ses yeux se fermèrent, et Jean, qui n'avait pas voulu encore rencontrer son regard, put enfin la contempler ! Sa beauté de déesse, son profil un peu allongé de médaille antique, avaient, dans cette salle mal éclairée, une transparence d'âme à peine matérialisée, sur laquelle l'ombre des jets de flamme du feu de bruyère, trace une auréole qui s'éteint pour reluire, qui reluit pour s'éteindre..., ce qui donne à la silhouette serpentine, tapie au fond de ce vieux meuble d'autrefois, cet aspect d'ange des ténèbres dont avait parlé Joscelyne, et qu'elle aurait bien cru ce soir-là prêt à ouvrir ses griffes et à serrer le cou de l'imprudent châtelain, jusqu'à ce que mort s'ensuivît, puisqu'il ne voulait plus lui être soumis ! Pauvre petite Joscelyne ! qui n'aura pu quand même préserver son oncle Jean de cette fatale apparition de l'amour ancien, dont il subit tout à coup l'emprise enveloppante !... Il lutte pourtant, et victorieusement, contre cette impression qu'il juge abaissante pour sa dignité ; mais, du fond de son cœur, une pitié l'envahit pour la malheureuse qu'il a si passionnément aimée ! Cette pitié l'attendrit malgré lui, et déjà il en a ressenti la miséricordieuse emprise. Cela seul a suffi pour lui épargner, à la vue inattendue de Sybille Lavoisieff, ces retours de vertiges, de crises nerveuses qui hantent son cerveau, et dont il éprouve physiquement la maligne influence, lorsqu'un événement quelconque provoque en lui, plus intensément, la ressouvenance amère de son passé. Mais, ce soir, il se sent la

force d'être calme, d'être bon ; pourtant son orgueil se révolte encore... Et sa voix garde le ton de sévérité froide dont il n'eût pas voulu si tôt se départir.

— Je vous saurais gré, madame, lui dit-il, de vous expliquer avec franchise... Qu'attendez-vous de moi? Rien ne m'autorise à croire que, pour le seul plaisir d'une simple causerie, vous ayez entrepris ce long et fatigant voyage, ayant, si je ne me trompe, un enfant malade à soigner?

La jeune femme rougit, et ses yeux s'emplissent de larmes. Elle avait senti l'allusion cruelle qu'il a aussitôt regrettée; mais elle essaie d'affermir sa voix :

— Mon fils va mieux depuis quelques jours; je pouvais donc m'absenter; cependant je ne suis pas sans craintes... Ah! ne me le reprochez pas!... Mon père et le Dr Darnoy jugent que le climat de Rabastens ne lui convient plus; la ville est bâtie presque sur la rivière, ce qui n'est pas très sain; et les jardins où mon pauvre enfant s'amuse sont d'une humidité extrême; nous allons partir incessamment pour un Sanatorium d'Auvergne, où nous séjournerons jusqu'au 15 juillet; nous essaierons ensuite du Mont-Dore.

— Sans doute, au *Chalet des Roses?*

— Oui, fit-elle, en baissant les yeux.

— Un fort joli séjour, le *Chalet des Roses!*... Il y a, s'il m'en souvient bien, une vérandah d'où l'on voit la neige des monts, sous les nuits d'étoiles... d'où l'on entend les accords de la *Valse bleue*, pendant les tendres causeries sur le balcon... Le *Chalet des Roses*, madame, ne peut que vous rappeler éternellement vos poétiques fiançailles.

Il avait prononcé ces mots avec une si inexprimable amertume qu'elle en eut un tressaillement de douleur, et qu'un sanglot mal réprimé monta à sa gorge.

— Jean, supplia-t-elle, ne m'accablez pas, j'ai tant de peine, tant d'ennuis, si vous saviez?... Ne soyez pas si cruel!... C'est pour tout vous dire que je suis venue, pour tout vous expliquer... Nulle autre part, je n'aurais pu vous trouver seul. Je n'avais que ce moyen, que cet unique moyen!... Demain matin, je serai repartie, et, sans doute, nous ne nous reverrons plus! Et ce sera pire pour moi, je vous le jure, pire que tout ce qui nous a séparés! Oh! Jean, ne me repoussez pas?...

Elle joignit vers lui ses mains, et de grosses larmes ruisselèrent sur ses joues pâles.

— Ma Sybille!..., murmura-t-il.

Cette voix changée tout à coup, et douce infiniment, ces deux mots : « Ma Sybille! » soupirés à son oreille comme un écho retrouvé des accens d'autrefois, fut le choc inattendu, dont elle ne put supporter au dedans d'elle-même le retentissement; et comme elle ne s'était pas encore réchauffée, il lui sembla qu'un froid mortel montait jusqu'à son cœur. Ses bras qu'elle avait essayé de nouer autour du cou robuste, penché tout à coup vers elle, retombèrent le long du fauteuil, et plus pâle encore, sa tête se renversa...

— Sybille?... s'écria-t-il, véritablement effrayé. Il essaya de la soulever et sentit alors ses vêtemens tout trempés par la pluie d'orage : la jaquette sombre et la blouse en léger foulard étaient encore imprégnées d'eau. De nouveau, la chartreuse à plus forte dose joua son rôle réconfortant, et la pauvre femme, qui n'avait d'ailleurs qu'une demi-syncope, rouvrit les yeux, essayant de sourire :

— Merci!... merci!... balbutia-t-elle, tandis que ses épaules frissonnaient. Elle se pencha vers la flamme du foyer où Jean venait de jeter deux grosses bûches sèches.

— Je suis coupable, fit-il avec agitation, vraiment coupable, de n'avoir pas vu plus tôt l'état de vos vêtemens; — il avait posé ses doigts sur un timbre : l'instant d'après, Yvonne Trahec parut, puis recula vers la porte, dans un sursaut d'étonnement.

— Madame est une voyageuse surprise par l'orage, lui explique son maître d'un ton qui supprime tous commentaires; vous allez l'emmener dans la chambre de Mme de Kersables : Là, vous ouvrirez le vieux coffre en marqueterie où sont encore conservées deux ou trois de ses robes de jeune femme; elles ont plus de quarante années! Il y a aussi une mante et deux écharpes anciennes...

— Vous essaierez ces costumes, madame?... j'espère que l'un ou l'autre s'adaptera à votre taille, et cela vous aidera à attendre que vos vêtemens soient séchés. Combien faudra-t-il de temps, Yvonnette?

— Faudra trois bons quarts d'heure, pour le moins! Si mouillées qu'elles soient, les *hardes* de Madame ne résisteront

pas au feu de not'fourneau! Sauf vot'respect, m'sieur le baron, il chaufferait un mort!

La comtesse Lavoisieff suivit Yvonne au premier étage. Dans l'escalier, cette dernière appela :

— Corentin... Corentin?... Et, comme il n'ose pas monter : — Froussard! ajouta-t-elle tout bas d'un ton de pitié.

Avec des gestes précautionneux, le brave homme suivit, mais à quelques pas de distance.

— Tiens-toi sur la porte, recommande Yvonnette; je vas te faire passer les jupes de Madame, et ses bottines, que ça goutte positivement comme si on les avait trempées dans l'eau! Tu forceras le fourneau, mon homme?... et n'oublie pas de mettre les fers au feu?...

Corentin se pencha à l'oreille de sa femme :

— Ça m'a tout l'air d'une diablesse qui sort de dessous les grosses pierres de la lande?... A la place de Monsieur, je l'aurais tout uniment laissée dehors!

— Froussard! dit encore Yvonnette en haussant les épaules.

Dans la chambre aux lambris dédorés, aux poutrelles déteintes, mais qui avait encore grand air, Sybille Lavoisieff se déshabille avec des gestes lents, résultant de sa réelle fatigue. La moitié de ses épaules, son cou à courbure de cygne, ont ce blanc un peu assombri qui est aux lumières le fard des brunes; et qui, sous la lueur des vieux candélabres à douze bougies qu'Yvonne Trahec vient d'allumer, prend un éclat surnaturel.

— Pour sûr que c'est une diablesse, répète Corentin tout bas en se signant!

Impatientée, sa femme lui jette sur le dos le paquet de vêtemens, et referme la porte.

XII

Seul dans la salle basse où il marche de long en large, nerveusement, Jean de Croizier du Montal s'en va vers l'une des fenêtres à vitrail armorié et l'ouvre toute grande : il étouffait...

Un immense arc-en-ciel s'élève dans le soir calmé, d'un bord de l'horizon à l'autre, du côté de la mer. Sous son arc protecteur, le parc et la lande semblent s'être endormis; pourtant une fumée chaude sort de la terre vivifiée par l'eau

dont elle avait soif, et quelques trilles de rossignol s'égrènent au loin, sous le feuillage rafraîchi. Il y a bien encore de l'électricité dans l'air, qui annonce, pour plus tard, de nouveaux orages; mais, à cette heure crépusculaire, la nature apaisée semble bercer voluptueusement le paysage, et lui rendre cette tiédeur, ces palpitations d'été, que n'ont pas encore, dans ces contrées plus froides, les nuits humides du printemps. Agité d'émotions complexes et profondes, Jean contemple, rêveur, le parc et la lande...

Des doigts légers touchent son épaule : brusquement, il se retourna. Sybille est là qui le regarde. Elle est vêtue d'une robe empire en linon bleu, — ou qui autrefois avait été bleu, — relevé de velours nacarat encore assez vif. Sur le décolleté un peu osé de l'époque, une écharpe de satin rose, déchirée en maints endroits, monte chastement croisée sur son buste souple, en fichu *Marie-Antoinette*. En fait de souliers, on n'avait trouvé que de petits *cothurnes* en satin gris perle, lacés sur le pied jusqu'au-dessus de la cheville; même il avait fallu les agrandir par quelques coups de ciseaux.

— Quel petit pied avait votre mère! lui dit-elle en souriant faiblement, un peu gênée sous cet accoutrement d'un autre âge, qu'elle trouve, à part soi, parfaitement ridicule, ne voyant pas le charme adouci qu'il donne aux lignes un peu sévères de son visage : ce charme qui la rend soudain si semblable à la jeune fille d'autrefois, que celui qui la contemple la trouve plus tentante, plus désirable peut-être que la femme trop impressionnante, courbée sous le fardeau des souvenirs, qui lui est ce soir apparue !

Ils s'accoudèrent à la fenêtre... D'un geste frileux, elle ramena sur ses épaules une mante en drap violet, doublée d'un *chinchilla* épilé par le temps, et dans lequel on avait fait de larges trouées! Il n'en gardait pas moins du passé, — les fourrures ont leur histoire, — quelques jolis et chatoyans reflets : mélancolique rappel des années disparues!...

Sous le violet sombre de la mante, Sybille reprenait son profil de médaille régulier et pur, et Jean sentait contre son épaule la chaleur de son corps, que le changement de vêtemens avait réchauffé.

— Vous êtes descendue à Saint-Malo en arrivant? interrogea-t-il sans la regarder, pour dire quelque chose, pour

entendre un son de voix dans ce grand silence qui les entoure...

Mais Corentin venait d'entrer pour vaquer à son service de chaque soir ; ébahi et soucieux, il ajouta, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, un couvert de plus sur la table de son maître.

Voyant qu'ils n'étaient pas seuls, la jeune femme se sentit plus à l'aise :

— Je suis descendue à l'*Hôtel de France*, comme autrefois,... répond-elle simplement ; mais elle regretta l'allusion au passé en voyant le front étroit et volontaire se plisser de nouveau sous la concentration de l'âme. Elle ajouta hâtivement :

— J'y suis arrivée ce soir, un peu avant six heures ; et voyant que le temps menaçait, je suis immédiatement repartie à pied ; ici, les distances sont si courtes, grâce au pont de Saint-Servan qui relie ensemble les deux plus vieux ports de votre région. Du haut du pont, j'ai aperçu Loc-Menhir au milieu de ses arbres et de ses rochers ; mais il a fallu traverser la lande, et c'est au milieu du trajet que l'orage m'a surprise. Quand pourrons-nous causer ? demanda-t-elle timidement.

— Demain, je préfère demain !... Il passa la main sur son front chargé de pensées troublantes. Ce soir, je ne suis pas à moi ! Ne sommes-nous pas les jouets d'une hallucination ou d'un rêve ? Ce soir,... je ne pourrai pas vous entendre,... je ne pourrai pas vous croire !...

— Mon Dieu !... s'écrie-t-elle désespérée : mais je repars demain matin ! J'ai déjà couché à Tours, je ne puis abandonner mon fils plus longtemps.

— C'est juste ; excusez-moi. Eh bien ! alors, ce soir, nous causerons quand nous serons sûrs d'être seuls.

Il se pencha à son oreille, afin que ses serviteurs qui entraient de temps à autre pour leur service n'entendissent pas.

— Vous ne pouvez comprendre, lui dit-il, combien entre nous le silence serait préférable ?... Attendez !... Attendez !... Ne faites pas trop tôt revivre l'heure effrayante, l'heure sans espoir !... J'allais l'oublier, et j'en étais si heureux !

Tristement, elle baissa la tête sans répondre.

Corentin Trahec avait déterré pour la circonstance un vieil habit de *maître d'hôtel* que son prédécesseur mettait autrefois, du temps de « Mme la marquise. » Car, pour lui, la baronne de Croizier du Montal était toujours la marquise de Kersables ! Il

se tenait droit, le bras arrondi, devant la table de chêne. Avec le même étonnement soumis, il vit son maître faisant asseoir « la belle dame » le dos tourné vers la haute cheminée, pour qu'elle achevât de se réchauffer; mais, au fond, le brave homme songeait aux pierres diaboliques de la lande et n'était qu'à demi rassuré. Les traits contractés de Jean du Montal semblèrent se détendre un peu, dès qu'il fut assis en face d'elle, mais sur ce visage fermé, où errait un sourire de commande, Sybille ne put rien lire.

Ils firent peu d'honneur au fin souper qu'Yvonne avait artistement improvisé, et lorsque, après le dessert, elle vint elle-même prévenir que les vêtemens de « Madame » étaient secs, Sybille se leva vivement pour aller s'en revêtir, échappant ainsi à l'oppression morale que chaque minute augmente en elle, jusqu'à devenir une angoisse véritable.

Quand elle rentra dans la salle où le café était servi, elle but, car la tasse bouillante la réchauffait encore. Mais elle pâlit lorsque Jean, lui désignant du doigt la vieille cafetière d'argent :

— Cela me rappelle, expliqua-t-il avec ce même sourire amer dont, malgré lui, se multipliait la fréquence : cela me rappelle toutes ces tasses de café noir que j'avalai coup sur coup, le matin d'un jour mémorable, il y a quatorze ans ! Ne pensez-vous pas qu'il eût mieux valu pour moi prendre un verre de strychnine ?

— Oh ! fit-elle accablée..., ne rappelez pas ce souvenir.

Il l'approuve d'un ton radouci, presque affectueux, lui faisant toucher du doigt le danger d'évoquer entre eux le passé.

— C'est vrai, c'est logiquement vrai, ce que vous dites ! et sa voix se brisa : Évoquer les jours d'autrefois, c'est en renouveler pour vous toutes les souffrances, et pour moi : les éternels regrets !

— Simples remords de conscience ?

— Inconsolables regrets du cœur !... prononça-t-elle très bas, mais très distinctement.

Il se tient debout devant l'architecturale cheminée, derrière la chaise où elle est assise.

Ils sont seuls.

Un parfum doux et pénétrant s'échappe de la nuque penchée de la jeune femme, mêlé à cette odeur de pluie d'orage qui

monte, la nuit, du calice des fleurs humides, et de la terre saturée des germes du printemps.

Une sorte de griserie violente, à laquelle se joint la sensation inoubliable et inoubliée du seul amour profond et sans mélange qu'il eût jamais éprouvé, s'empare peu à peu de ce naïf, et de ce philosophe, de cet énergique et de ce découragé qu'est Jean du Montal.

Il l'appelle d'une voix basse, d'une voix tremblée :

— Sybille !... Regardez-moi ! Laissez-moi voir encore ce coin de ciel que sont vos yeux... Sybille?...

Et, dans les syllabes de ce nom, il trouve une suavité nouvelle. Et elle écoute avec ravissement la voix changée, reconnaissant l'intonation ancienne qui maintenant verse, dans son cœur déçu, un philtre dont elle boit ardemment le breuvage.

Elle vient à lui, ne pouvant prononcer que ces seuls mots :

— Jean... Mon cher Jean !...

Passionnément, il l'entoure de ses deux bras.

— Chut ! Ne parlez pas, lui dit-il, laissez-moi croire... laissez-moi oublier !

Mais peu à peu, elle reprend possession d'elle-même. Une minute peut-être, il eut l'illusion qu'elle s'abandonnait à la douceur retrouvée de son étreinte... quand soudain, de ses deux mains arc-boutées à son épaule, fermement elle le repoussa.

— Il faut nous séparer, Jean, lui dit-elle, il le faut ! Pourquoi alors nous exposer à souffrir davantage ? Que de choses pourtant j'aurais voulu vous dire ! Mais j'ai lu mon pardon dans vos yeux, et je vivrai désormais avec le souvenir, pour moi inespéré, de cette heure..., de cette minute...

Elle n'ose continuer.

Sombre, préoccupé, le cœur battant à coups désordonnés sous l'émotion récente, Jean ne lui répond pas... Et elle sent bien que la mémoire du passé n'est pas éteinte, et que brûle encore en lui sa mauvaise flamme.

Sous cette désillusion, cent fois plus amère que toutes celles déjà éprouvées, Sybille Lavoisieff courba la tête, et quelques larmes retenues avec effort roulèrent sur son visage.

Lui ne pouvait voir pleurer une femme sans en ressentir l'émouvante secousse. Mais il fallait mettre un terme à cette situation sans issue, sous l'angoisse de laquelle se débattaient désespérément leur cerveau et leur cœur.

Il prit sur un meuble le manteau de voyage qu'on y avait déposé, et l'en enveloppant avec soin :

— Je vous accompagne, lui dit-il. Vous ne pouvez rentrer à Saint-Malo toute seule ; et, puisque nous avons à causer, nous causerons en marchant.

Elle lui jeta un regard ému et reconnaissant.

— Mais que pourrez-vous me dire, Sybille, reprit-il avec tristesse, que pourrez-vous me révéler, hélas! que je ne connaisse pas?

Elle sentit combien il disait vrai, combien, s'il était toujours son juge le plus sévère, il était aussi peut être, dans le secret de son âme, le meilleur de ses avocats! Et cette pensée lui était, malgré tout, d'une rare douceur.

Il ouvrit la porte vitrée, dont les deux battans en bois plein gémirent sur leurs gonds rouillés.

Elle aima tout à coup ce bruit ancien, coutumier des vieilles demeures. Loc-Menhir, sous les rayons lunaires, se détachait en clair, sous le sombre des arbres :

— Laissez-moi regarder le château! dit-elle à son compagnon silencieux, qui approuve d'une inclination de tête ; il comprend de quelles impressions est traversée cette âme de femme, devant l'âme des vieux murs qui se révélait à elle!

Debout, immobile dans la nuit calme, Sybille rêve qu'elle a toujours habité Loc-Menhir : que depuis des années, avec Jean, ils ont mêlé leurs souffrances et leurs joies, que sa faiblesse de femme est appuyée toujours sur l'énergie de son cœur d'homme!... Elle sent combien elle eût aimé ces murs branlans, dorés par la lumière des étoiles... ces murs tristes et solitaires, dont autrefois elle avait eu si peur! Elle songe qu'ils sont presque de vieux époux qui vont se promener dans leur parc après un soir d'orage... Et ce sera délicieux de rentrer chez soi ensuite, de se retrouver tous deux dans l'atmosphère impérissable de leur intimité..., de leur amour!...

Au bas du perron, elle contourne le château jusqu'au pied de l'une des deux tours, la plus délabrée, la plus sombre dans la nuit sous sa vêture de lierre. Dans un coin du mur décrépit, abandonné par le feuillage, Sybille, un instant, appuie sa tête et ses lèvres. Elle pleure, espérant qu'éternellement la vétuste pierre gardera d'elle le sel de ses larmes!... Car elle comprend inéluctable, définitif, l'adieu qu'ils vont échanger. Hélas!... De

ce rêve d'un instant qu'avait amené son voyage, a surgi aussitôt la tragique réalité qui tord son cœur, jusque dans ses fibres les plus profondes : l'angoisse de son maternel amour !...

— J'aurais été si heureuse ici ! murmura-t-elle, si heureuse !... Et ce fut la fin du songe, le dernier mot de son renoncement.

Lui l'attendait à l'entrée du parc ; il ne dit pas une parole, mais une lueur semblable à un éclair de joie aussitôt réprimé traversa ses prunelles ardentes. Au loin, dans l'infini du céleste horizon, quelques flocons de nuages noirâtres flottent, chargés encore d'électricité orageuse. Mais, sur leur tête, ils voient en marchant le ciel d'un bleu lavé, parsemé d'étoiles. Au delà de la lande, les phares dans le lointain élèvent, très haute sous les nues, leur tournoyante lueur. Tandis que l'ombre des chênes gigantesques du parc qu'il faut parcourir rend la route plus incertaine et plus obscure. Et, quand ils aperçurent la lande déserte qu'ils allaient traverser, il sembla aux deux voyageurs de la vie décevante, que de vagues ricanemens sortaient des autels druidiques, à demi écrasés sous le poids des siècles !

XIII

— Est-ce que Serge est plus souffrant ? demande Marcienne Darnoy à Sybille Lavoisieff, la voyant entrer chez elle, les yeux gonflés de larmes récentes.

— C'est toujours le même état, lui répond-elle découragée..., un jour mieux et deux jours plus mal. Il a voulu descendre hier au jardin, il a pris chaud et froid, mais pas de façon trop inquiétante ; d'ailleurs, votre père nous a maintes fois assuré que Serge n'est pas tuberculeux, que la phtisie n'est pas de son âge. Or, il est atteint d'une lésion au cœur depuis sa naissance. Vif et turbulent comme vous le connaissez, il a augmenté cette infirmité qui, en grandissant, serait très guérissable ; ajoutez à cela deux ou trois bronchites prises coup sur coup, et vous comprendrez toute mon angoisse devant l'état de faiblesse qui en est résulté pour mon pauvre petit ; état qui avait cédé ici tout d'abord, grâce à la médication approfondie de votre père, et qui maintenant augmente, et dont lui-même, tout en nous rassurant beaucoup, ne peut nous affirmer la guérison !

— Qui peut affirmer la guérison d'un malade ? Dieu seul !...

— Eh oui ! je sais, je ne sais que trop !... aucun médecin ne

peut dire avec vérité qu'il guérira complètement son malade; mais je voudrais que nous puissions partir, emmener Serge respirer un air plus vif qui le fortifierait. Nous nous heurtons à la même difficulté : mon père ne le conseille pas ; il craint qu'il ne puisse supporter la fatigue d'un nouveau déplacement, quel qu'il soit... Alors?...

— Alors, ma pauvre amie, le mieux sera de rester à Rabastens; mon père le trouve aussi, bien qu'il vous laisse très libre, pour que vous n'ayez rien à lui reprocher; et moi je serai heureuse que vous nous restiez encore... Dès qu'une phase meilleure se présentera, vous emmènerez l'enfant, si vous jugez que c'est pour lui préférable. Espérez, Sybille, mais dites chaque jour : Mon Dieu, que votre volonté soit faite!

— Je le dis, Marcienne, et c'est un progrès : votre œuvre! Mais ne me demandez pas de le penser toujours, quand il s'agit de la vie de Serge. Lorsque je suis revenue de ma courte absence, j'avais constaté avec joie que le mieux persistait; et de cela, Marcienne, je ne puis vous exprimer assez combien je suis reconnaissante. Vous me l'avez si bien soigné, mon cher petit!

— C'était si simple et si facile, ce devoir d'amitié, réplique la jeune fille en souriant; et pour moi un véritable plaisir. Je l'aurais même trouvé trop court, n'était ce désir d'enfant sans cesse répété : — Je voudrais ma jolie maman! — Mais vous êtes très vite revenue, sans quoi j'aurais été très embarrassée.

— Je suis vraiment coupable, poursuivit la jeune femme, de ne pas vous avoir confié tout de suite où j'allais. Une amie comme vous, qui restait auprès de mon fils en attendant mon retour, devait tout savoir! Me le pardonnez-vous, Marcienne? Je vais du reste réparer ma faute, je vous l'ai promis.

— Mais vous n'avez rien à réparer, mon amie : la raison de ce déplacement ne regarde personne. Le silence était votre droit, et je crois même votre devoir... Je n'ai donc rien à vous pardonner.

— Et peut-être... n'ai-je rien à vous apprendre?...

Sous le regard qui fixe le sien, Marcienne sourit, abaissant ses grands yeux d'un gris changeant comme l'eau de mer, et sans répondre à l'interrogation directe :

— Vous avez, du passé, tout à m'apprendre, ma chère Sybille,... cependant, comme il est toujours pénible d'exhumer ses souvenirs, ne le faites, je vous en prie, que si je puis ensuite

vous être utile et vous aider dans ce support des peines si dur à porter quand on est seule?

— M'aider? Mais vous ne faites que cela! s'écrie-t-elle avec vivacité. Si vous saviez combien vous m'êtes utile et précieuse! Que serais-je devenue dans cette petite ville inconnue sans votre amitié, sans votre dévouement? Et quand nous serons partis, — car je veux absolument que Serge puisse changer d'air, — quand je ne reviendrai plus, peut-être, en souvenir de moi, ferez-vous du bien à un autre... le même bien que vous m'avez fait! Peut-être aussi, le rapprocherez-vous de Dieu?...

— Je vous le promets! répond la jeune fille avec conviction; mais il est probable que je ne pourrai faire autre chose que prier pour lui, ajouta-t-elle plus bas... Puis elle songea à la pauvre mère illusionnée qui pense encore pouvoir emmener son fils dans un climat plus fortifiant, et lui rendre ainsi la vie qui lui échappe! Et levant son regard vers une image du Christ prononçant les divines paroles : « Laissez venir à moi les petits enfans... » elle pense : que le petit Serge ira ainsi à son père céleste, le seul qui puisse lui rendre l'éternelle force, dans l'éternelle vie!

— Quand vous voudrez me raconter un peu de ces années où je ne vous ai pas connue, ma chère Sybille, reprit-elle avec une exquise douceur, j'en serai vraiment très touchée. Et, pour la rapprocher d'elle : d'un geste affectueux, elle entoure de son bras les épaules de la jeune femme.

Le visage de Mme Lavoisieff s'éclaira : mieux que personne, elle avait compris, dès les premiers jours où elle l'avait connue, la très rare valeur morale de Mlle Darnoy et, dans ces heures bouleversantes qu'elle venait de vivre, heures chargées de craintes, de joies, et de renoncemens; dans cette nouvelle période d'angoisses maternelles, qui par momens la déchirent... et malgré l'affection du père qui vit à ses côtés, Sybille a l'impression d'être seule... — oh! si seule!... — l'âme comme abandonnée, comme sevrée de toutes consolations. Et plus que jamais, elle se sent entraînée vers la seule amie vraiment digne de recevoir ses confidences. Mais il va falloir soulever le voile du passé, mettre à nu l'aventure d'un jour fatal... et livrer ainsi le secret d'un autre... Malgré l'absolue certitude que ce secret ne sera pas trahi, Sybille a longtemps hésité. Maintenant elle souffre trop : parler, c'est déposer sa croix,... alléger son fardeau d'épines!

D'un petit portefeuille à fermoirs, elle retire une longue lettre, jaunie et froissée par le temps :

— Cette lettre, dit-elle à Marcienne, fut adressée par moi, ainsi que quelques autres : à ma tante, supérieure des Ursulines à Clermont-Ferrand où elle est morte, il y a quelques années. Pendant sa dernière maladie, elle me rendit mes lettres de jeune fille qu'elle ne voulait pas laisser après elle. Surtout celles qui concernent mon premier mariage...

Marcienne tressaillit; des pensées qu'elle avait eues déjà, mais qui s'éclairaient d'un jour plus précis, lui traversèrent le cerveau. Elle avait compris que son père avait reçu lui aussi certaines confidences... Le soir de la chanson de Rip entendue dans le jardin, avec Joscelyne et son oncle, il avait eu l'air d'à peine connaître celle qui chantait, et, par discrétion, elle ne l'avait pas interrogé; tout maintenant allait s'expliquer et cela était vraiment préférable.

— Vous vous êtes donc mariée deux fois? interrogea-t-elle.

— Oui, mais la première fois si peu!... soupira Sybille avec accablement.

— Comment, si peu? C'est tout ou rien, il me semble... Allons!... ne vous découragez pas ainsi, ajouta-t-elle. Désormais, nous serons deux qui pourrons penser ensemble, et ainsi supporté, le poids du passé vous paraîtra moins lourd; ayez confiance! Je manquerais de franchise si je ne vous avouais que j'avais un peu pénétré cette énigme... Je sentais à n'en pas douter qu'entre vous et... la Chastagne, il y avait un lien mystérieux dont je ne pouvais m'expliquer l'origine, ni vous, ni personne ne m'ayant rien révélé. Et maintenant, Sybille, je vous écoute... Je suis tout à vous. Si... avant de m'éloigner... je pouvais vous être de quelque secours moral, vous apporter quelque espoir consolateur, à vous, et à... lui, j'en remercierais Dieu!

Elle eut un geste d'immense découragement, où se lisait le néant de toute espérance. Une seule chose avait frappé ses oreilles : Mlle Darnoy songeait à s'éloigner, à quitter Rabastens... Si, de tout l'été, on ne pouvait déplacer Serge, elle ne la verrait donc plus? Inquiète, elle l'interroge :

— En parlant de vous éloigner, Marcienne, vous ne voulez pas dire que vous et votre père quitteriez ce pays? Ah! ne partez pas! Ne partez pas, je vous en conjure! Restez tant que nous

serons là nous-mêmes. Que voulez-vous que je devienne quand vous serez partie?

— Mais je ne songe nullement à vous quitter,... réplique la jeune fille vivement, quoique avec une légère nuance d'hésitation, au moins jusqu'au printemps prochain... Mon frère demande la garnison de Toulouse et est presque certain de l'obtenir dans trois mois, en recevant sa nomination au grade de capitaine. Ma belle-sœur est bonne et charmante, mon père irait auprès d'eux, et verrait ses petits-enfans; ce serait pour lui une grande joie. Ils viennent si rarement. C'est à quoi je songeais.

— Mais vous, Marcienne, vous? insiste Mme Lavoisieff.

— Moi?... fit-elle avec un sourire : j'ai d'autres projets... Nous en causerons une autre fois; confidence pour confidence!

Une flamme pure avait traversé ses grands yeux qui se perdaient, rêveurs, dans l'espace. Souvent Marcienne, s'arrêtant dans ses occupations de chaque jour, contemple au dedans d'elle-même le rêve secret de sa jeunesse : invisible pour ceux qui l'entourent, mais visible pour son âme, et déjà choisi sans retour.

— D'ailleurs, ajoute-t-elle, ne suis-je pas ici autant que vous y resterez et même au delà? Donc ne nous préoccupons pas de moi, mais de vous seule. Vous désirez, n'est-ce pas, que je lise cette lettre?

— Oh! oui... cette lettre d'abord; pendant que vous lirez, je resterai près de mon fils, j'ai peur que son petit camarade Guillaume ne le fatigue. A bientôt, Marcienne, ayez pitié de la pauvre Sybille! Ce n'est pas dans ce que vous lirez qu'est sa faute... Si, par la suite, elle fut cause de grandes souffrances, elle en est bien punie. Ne soyez pas trop sévère...

Un doux regard de son amie la rassura.

XIV

Marcienne lut :

A la Révérende Mère Marie-Yolande d'Albène,
Supérieure des Ursulines.

Foggia, mai 18...

« La vie, ma chère tante, a des heures terribles! A vous qui m'avez élevée avec la pieuse tendresse d'une seconde mère, pendant ces années d'enfance et d'adolescence passées au couvent,

je dois la relation exacte de l'événement irréparable qui cause, hélas! le désastre de mon bonheur... si vraiment le bonheur de ma vie tenait uniquement à ce projet de mariage. Or je ne vois pas bien l'oiseau bleu des légendes, niché sous les vieille charpentes lézardées du château de Loc-Menhir...

« Dans le silence de votre couvent, ma chère tante, vous ne savez encore rien de cette affreuse aventure qui nous a entraînées, ma belle-mère et moi, tout au fond de cette ville blanche, jetée comme une fleur vive, sur les sables morts et marécageux de la presqu'île italienne, au lieu de voguer ensemble, mon mari et moi, vers les rivages poétiques de la rocailleuse Écosse ou de la verdoyante Erin, afin qu'au retour, sans route dévier, le Loc-Menhir nous ouvrît ses portes armoriées et branlantes.

« La genèse de ce malheureux mariage, vous la connaissez sans doute, ma chère tante? Notre première rencontre à l'*Hôtel de France* de Saint-Malo. — Je voulais voir où Chateaubriand était né!... je venais de lire *Le dernier des Abencérages!...* — et c'est là où le coup de foudre nous attendait!... mais ce fut Jean qui le reçut... je n'en ai eu, je vous l'avoue, que le choc en retour... De Bretagne nous revenons à Paris ensemble. Je n'avais que dix-huit ans; père désirait que j'attendisse au moins quelques mois avant de me marier; alors nous nous sommes rencontrés tout l'hiver dernier, dans les salons financiers et bourgeois où le baron de Croizier du Montal avait consenti, pour achever de me conquérir, à égarer ses parchemins, et sa silhouette fière de gentilhomme de l'ancien temps.

« L'ai-je véritablement aimé? Aujourd'hui, je me le demande avec anxiété... avec douleur. Et je crois, en vérité, que je me suis imaginé l'aimer. Je crois que j'ai eu pour Jean un goût très vif, une sympathie très sincère, où pourtant l'orgueil secret de transformer Sybille Rodrigue en baronne de Croizier du Montal n'était pas étranger. Je vous découvre le mystère de mon cœur, ma chère tante, car, dans une certaine mesure, je me sens coupable; et vous seule qui avez mission d'étudier les âmes jeunes qui vous entourent, saurez me conseiller pour que je ne le devienne pas davantage... Mais voilà que dans ce doute d'aimer qui m'envahit, nous arrivons jusqu'à la veille de mon mariage... Je m'imagine que je vais consommer le malheur de Jean et le mien : Et c'est alors comme le réveil

d'un songe dont j'entrevois tout à coup le danger... la folie!...

« Jugez-en, ma chère tante : je vous ai quittée à quinze ans, malheureusement trop tôt. Je venais de perdre ma pauvre maman restée malade pendant des années. C'est alors qu'on m'a donné Clara Lavoisieff, qui m'a séduite par son délicieux caractère ; très instruite, paraissant très bonne, en un mot : d'un charme si entraînant que Père et sa fille n'y ont pas résisté!... et qu'elle est devenue bien vite ma petite mère que j'appelle le plus souvent : Clara, comme une sœur aînée. Par exemple, elle est fine... fine... presque trop. Elle devine tout et agit en conséquence. Est-ce un tort? L'avenir nous le dira. Mais je n'ai d'elle que de sages avis : elle m'a façonnée pour le monde et pour le foyer; elle a combattu en moi une impulsivité native, et m'a appris à réfléchir, à calculer, à ne rien abandonner au hasard; à rester froide et calme, malgré mon cœur bouillant; à aimer le monde pour le parti avantageux qu'on peut en retirer ; à savoir rendre son salon agréable à ses amis; surtout, à ceux qu'on a su choisir et qui tous doivent porter leur appoint de valeur matérielle et morale à l'organisation de notre bonheur. Cette théorie, pourtant si juste, si profonde, restait sans écho dans le cœur de mon fiancé ; ce passionné, ce rêveur, féru de la campagne solitaire et de ses travaux, qui n'a supporté le monde que pour m'y retrouver, ne sera jamais qu'un sauvage! un agronome qui ne pense qu'à ses cultures fantaisistes et à ce qu'elles lui rapporteront! Ce rapport fictif est même le seul point sur lequel ils se sont un peu accordés, ma belle-mère et lui. Mais cette dernière s'effrayait de plus en plus de ma vie future en Bretagne, et mon père partageait ses craintes ; ni moi, ni personne cependant, n'aurions osé rompre un mariage si près de sa célébration. Alors, sur les conseils de Clara qui m'a persuadée que ce serait une action très noble : j'ai, moi-même, averti mon fiancé :

« — Je crains, lui ai-je dit, de n'avoir pas pour vous tout l'amour que vous méritez... Si j'allais vous rendre malheureux?... Alors, je le serais aussi... Que deviendrions-nous?... Mieux vaut se séparer pendant qu'il en est temps encore...

« Il est devenu si pâle, si pâle... Un spasme d'étonnement et de douleur a tellement contracté son visage, que j'ai eu pitié. Le sort en était d'ailleurs irrévocablement jeté ; pour rompre, il eût été vraiment trop tard. Et j'y renonçai. Clara en

parut secrètement désolée et m'avoua son regret très vif de n'avoir pas présenté plus tôt son cousin : le comte Stany Lavoisieff, arrivé récemment de Pologne. Mais je persistai dans ma résolution, et cette fois, mon père m'approuva. Le baron de Croizier du Montal constituait d'ailleurs pour moi un parti trop complet, pour que l'on pût le repousser sans de graves raisons.

« Combien il me fut facile de prouver à Jean que mes craintes au sujet de notre bonheur à venir n'étaient qu'une épreuve! Néanmoins, je crois que cette scène eut sur son système nerveux un retentissement funeste. Et mon père, qui s'est, depuis ces dernières années, tout à fait spécialisé dans les maladies nerveuses, avait fini par partager, même scientifiquement, les craintes de sa femme et les miennes. Il trouvait son futur gendre impressionnable, bizarre, en un mot d'une inquiétante nervosité. Qu'importe! mon parti était pris, et les dernières heures s'envolèrent pour moi, grisantes, dans un tourbillon de fêtes et de cadeaux, rassurée enfin par les nobles sentimens et la tendresse folle de mon cher fiancé dont le front quand même restait un peu assombri... Et je suis arrivée ainsi, sans amour véritable peut-être,... mais heureuse, illusionnée, les yeux clos... jusqu'à ce matin d'avril si printanier, si plein de vie, si débordant de soleil! Je vois nuit et jour cette foule élégante, dans cette église saturée d'encens et de fleurs; cette marche du cortège, derrière ma longue traîne blanche; cette marche que l'orgue accompagnait triomphalement, tandis que des voix admirables semblaient nous arriver du ciel...

« C'est fini! Nous sommes l'un à l'autre. Nous venons d'échanger au pied de l'autel les sacramentelles paroles, et sous la main de Jean, que je sentis trembler violemment : à mon doigt fut passé l'anneau d'or qui, avec la bénédiction du prêtre, nous liait à jamais; lorsque, tout à coup, celui qui était devenu mon mari, et qui, depuis un instant, manifestait un étrange malaise, ne peut plus réprimer les mouvemens convulsifs de tout son corps, et s'écroule à terre avec un cri rauque, prolongé, déchirant!... qu'éternellement j'entendrai résonner à mes oreilles et dans mon âme. Oh! ma tante! quel moment affreux! Quel tragique instant! Vous voyez d'ici l'indescriptible tumulte. Les parens, les amis les plus proches se précipitent autour de mon mari, car c'était là mon mari : ce malheureux dont les membres s'agitaient sans relâche sur le bas de ma robe traî-

nante, déchirant la dentelle de mon long voile!... Avec d'extrêmes efforts, quatre des nôtres le soulevèrent et l'emportèrent hors de l'église par la sacristie, pour laisser croire à la foule qu'on l'y retrouverait, après la messe, remis de la syncope nerveuse qu'il vient d'éprouver. Éperdue, je veux le suivre... une main de fer me saisit et me repousse sur mon prie-Dieu. Et vous savez que les poignets du docteur Rodrigue, quoique minces, sont d'une robustesse plutôt rare?...

« — Rassure-toi, me dit-il tout bas, en se remettant à mes côtés, ce ne sera rien... Nous avions dans l'assistance trois de nos amis médecins de grand talent ; l'un d'eux l'emmène à sa clinique où je vais le rejoindre, et le comte Lavoisieff l'accompagne.

« — Je veux aller soigner mon mari, suppliai-je, c'est mon devoir !

« — Nous irons dans la soirée, répond papa condescendant. Maintenant c'est impossible ! Nous devons recevoir nos invités à l'hôtel et leur expliquer que mon gendre se repose tranquillement dans sa chambre d'un excès de fatigue et d'émotion...

« Et ma belle-mère ajoute :

« — Nous nous devons à nous-même d'avoir le courage de notre attitude qui doit être avant tout, correcte et digne, c'est-à-dire au-dessus de toute vulgarité et de toute faiblesse. Du reste, Stany nous aidera.

« Stany, ou plutôt Stanislas Lavoisieff? c'était le cousin de Pologne. Il avait accompagné sa sœur : la comtesse Woronska, venue avec ses enfans, un peu anémiés, passer six mois en France.

« Les paroles de Clara me parurent renfermer la quintessence de la sagesse. J'avais essuyé mes larmes, et la messe s'était achevée dans une apparence de recueillement.

« Quelques heures plus tard, lorsque nous fûmes seuls au milieu de nos salons vides, je m'effondrai sur un divan, et, la tête enfouie dans les coussins, je pleurai enfin tout ce que j'avais concentré de larmes. Presque aussitôt j'entendis un chuchotement de voix entre Père et sa femme... Puis, l'un dit à l'autre.

« — Tout est-il prêt? Il n'y a pas de temps à perdre.

« — Oui, l'auto est en bas.

« — Jean est plus mal ? m'écriai-je, je veux le voir !

« — Il va déjà beaucoup mieux, m'affirment-ils, et nous allons t'y accompagner.

« En un rien de temps, je fus prête et j'entrai dans la limousine sans voir qu'un de nos fidèles serviteurs se plaçait devant, à côté du chauffeur, et que des sacs et des valises de voyage encombrent la voiture, et sans me demander pourquoi mon père n'est pas avec nous. A toute vitesse, nous fûmes emportées hors Paris, Clara et moi, sans que j'eusse conscience ni du temps, ni de l'espace parcouru ! Mais il fallait bien se résigner à l'inévitable ! J'étais littéralement enlevée ; j'abandonnais mon mari et nous étions en route pour une destination qui m'était encore inconnue.

« Oh ! ma tante, quel cauchemar que ce voyage et quelle affreuse révélation quand ma pauvre petite mère, m'entourant de ses deux bras, appuyant ma tête secouée de longs sanglots sur son épaule, murmura à mon oreille : « Une attaque d'épilepsie ! ! ! » Un frisson d'horreur me parcourut tout entière... Une attaque constatée immédiatement par trois médecins, dont le plus compétent sans doute était mon père !... Et tous les trois pensent que cette crise n'est peut-être pas la première... Voilà donc pourquoi papa est resté à Paris... Afin d'examiner plus complètement M. du Montal, de l'interroger, et de s'entendre avec les autres docteurs pour le tenir en expectative pendant un certain temps ; après, sans doute, on me permettra de le voir, de le consoler. Mais où trouver en moi cette force d'espoir et de consolation, si l'accident est bien réellement d'ordre épileptique ? Surtout s'il n'est pas le premier ! Car, alors, j'aurais été bien gravement trompée. Alors, ce serait la rupture, le divorce, ma vie irrémédiablement perdue... Et je n'ai pas encore dix-neuf ans !...

« — A moins, insinue ma belle-mère, que ton mariage ne soit annulé en Cour de Rome. Ton père s'arrête à cette espérance comme au seul acte raisonnable qui doive résulter de cette déplorable aventure !

« Je gardai le silence... Hélas ! qu'aurais-je pu répondre ?

« Après notre départ, le malade eut coup sur coup plusieurs crises nerveuses et un déséquilibre du cerveau qui a décidé mon père à le faire transporter rue Blanche, dans la maison du docteur Nothiers. Là, il est admirablement soigné et reprend, nous écrit-on, un peu de calme et de résignation.

« Le rapport des docteurs qui ont examiné mon mari nous sera bientôt connu. Si ce rapport conclut à l'épilepsie, mon

triste mariage sera annulé. Si, au contraire, le rapport est favorable au malade, c'est moi qui irai réclamer mon mari. D'ici là, je dois me tenir à l'écart de lui : la volonté de mes chers parens est formelle. Plus que jamais cependant, j'ai l'âme remplie de compassion, oh ! oui, d'immense compassion, pour ce malheureux qui souffre et qui m'aime !... Mais, ma chère tante, réfléchissez à votre tour, je vous en prie. Suis-je bien la femme qui convient à Jean du Montal ? Depuis cette terrible épreuve, je me le demande chaque jour. Et chaque fois me revient le doute plus concluant de la dernière semaine de nos fiançailles. Non, nous n'eussions pas été heureux ! Qui sait, pourtant ?... Et petite maman Clara, quand elle me voit ce doute, m'affirme qu'on ne peut pas avoir dans sa vie qu'une seule attaque... que le terrible mal qui le guette reviendra fatalement, et qu'alors ce sera fini de notre bonheur. C'est vous dire le trouble profond dans lequel je vis, dans lequel je me débats !...

« J'en étais là de cette longue lettre lorsque nous arrivent les dernières nouvelles : mon père a exigé une séparation de six mois, dont trois d'internement dans la maison de santé du docteur Nothiers. Ce pauvre Jean a consenti à tout. Il a eu raison, car dans les derniers trois mois de séparation, nous pourrons nous revoir quelquefois chez mes parens ; ils ne m'ont rien promis, mais je l'espère.

« Nous allons donc quitter Foggia pour Naples, n'ayant plus à nous cacher, comme au premier jour, pour éviter que mon mari nous retrouve. De Naples, nous irons passer ces premiers mois d'attente au Mont-Dore, où, comme vous le savez, nous possédons une villa : *le Chalet des Roses*. J'y vivrai d'une vie relativement solitaire, et si... la baronne de Croizier du Montal doit disparaître de nom dans six mois, elle fera mieux : — et Clara me le conseille, — de ne s'appeler pour le moment que Mlle Rodrigue. C'est à ce nom, ma chère tante, que j'attendrai de vous les lignes qui guident et qui consolent ; lignes qui feront enfin la lumière dans l'obscurité où je marche.... l'égide à la fragilité qui peut m'entraîner malgré moi, et me faire renoncer trop tôt à ce que je sens être mon devoir ! Et enfin la force : la tendre et pure force de votre amitié, qui vaincra ma faiblesse et ma désespérance. Ah ! priez pour moi, ma chère tante... Et surtout, priez..., priez pour ce malheureux Jean !

« Votre désolée, SYBILLE. »

XV

Quand la jeune femme reparut, une heure après la lecture de sa lettre d'autrefois, Marcienne lui ouvrit ses bras, et, tendrement, elles s'embrassèrent.

— Dans ces pages, jusqu'à la dernière ligne, vous n'avez rien à vous reprocher, mon amie! assure la jeune fille avec ferveur.

— Hélas! vous ne direz pas cela toujours! Voulez-vous lire d'autres lettres?

— Je le voudrais... Mais vraiment l'utilité de cette lecture ne se démontre pas; ce serait de ma part uu acte de curiosité inutile. J'aimerais mieux que nous causions : voulez-vous me donner quelques éclaircissemens?

— Volontiers! Et ces lettres que j'ai là et que vous ne voulez pas lire m'aideront à tout raconter... Ainsi donc, quelques jours plus tard, mon père eut avec sa belle-sœur, la Supérieure des Ursulines, un grave entretien dont ma tante m'adressa immédiatement quelques-unes des phrases les plus importantes.

— Pardon..., interrompit Marcienne, je voudrais seulement vous demander ceci : M. du Montal n'avait-il pas lui-même expliqué la crise qu'il avait eue, ses prodromes moraux et physiques? N'a-t-il pas été tenté de lutter contre le diagnostic décourageant des médecins?

— Justement, j'allais vous en parler : Il a écrit à mon père, à ma tante, à moi... cela va sans dire... Ma tante relate dans une de ses lettres son entretien à ce sujet avec mon père, mais il vaut mieux que je vous en lise quelques passages :

« Ton père, ma chère Sybille, est plus que jamais décidé à rompre ton mariage; il croit aveuglément que c'est son devoir absolu vis-à-vis de toi. En arrivant chez le docteur Nothiers, ton mari eut, paraît-il, quelques malaises avec mouvemens nerveux ayant une certaine apparence épileptiforme; ce qui a convaincu ton père qu'un jour ou l'autre la véritable attaque reparaîtra. Il n'en est pas moins vrai, ma chère nièce, que le premier devoir, de tes parens et de toi-même, est d'attendre six mois avant de condamner ce malheureux. Ton père, mal conseillé par sa femme, — je dois le dire, malgré qu'il m'en

coûte, — ne comprenait pas l'indélicatesse d'une rupture avant le temps prescrit entre gens d'honneur, ainsi que je le lui faisais entendre.

« — Entre gens d'honneur? s'est-il écrié. Et qui vous dit que ce fou est un honnête homme? Ne nous a-t-il pas odieusement trompés? Mon diagnostic, celui des docteurs Siégrid et Nothiers sont à peu près les mêmes : nous sommes obligés de conclure que cette attaque n'a pas dû être la première, et, comme conséquence, qu'elle ne sera pas la dernière!

« Je me suis alors retranchée dans l'obligation de l'attente promise, quels que soient tous les diagnostics de ces messieurs. Mais vraiment, mon beau-frère me surprend de plus en plus. Je cherche en vain l'esprit de justice qui était en lui avant ce désolant événement, je ne le retrouve pas; il faut l'excuser, puisqu'il croit remplir son devoir vis-à-vis de sa fille. Il m'a assuré que le temps qu'il faudra pour intenter le divorce et obtenir l'annulation dépasserait certainement les six mois convenus.

« — Aussi ne vous étonnez pas, a-t-il ajouté, si la première partie du dossier est déjà à Rome, entre les mains de notre avocat qui l'examine... »

— Oh! s'écria Marcienne, avec un geste de blâme : votre père a agi bien... légèrement! Il était sans nul doute mal conseillé? Car cette manière de faire constitue un acte coupable vis-à-vis de M. du Montal. Et nul ne pourrait s'étonner qu'il en ait gardé un fort mauvais souvenir!...

— Tous, nous avons été coupables!... la jeune femme soupira avec accablement.

— Continuez, Sybille?... reprend affectueusement Marcienne; toute cette triste histoire est pour moi d'un intérêt poignant!

— Voici donc, dans une des lettres de ma tante, un autre passage plns important :

« Ton mari, ma chère enfant, vient de m'écrire une lettre touchante et convaincante au possible!

« — Lisez cette page, Antoine?... ai-je dit à ton père qui, avant de repartir pour le Mont-Dore, était venu s'informer si j'avais d'autres nouvelles. Mais du doigt, il a repoussé les feuilles éparses :

« — Une lettre de ce déséquilibré? s'est-il écrié, c'est inutile. Dans celles qu'il m'a adressées, c'est le même plaidoyer, je vous

l'affirme : il avait reçu des avertissemens anonymes sur l'attachement douteux de sa fiancée; d'autre part, sa mère, trop souffrante, ne pouvait assister à son mariage; il s'ensuit alors des insomnies..., des cauchemars..., et, la veille, un état stomacal qu'il dut combattre, le matin avant la messe, par des doses anormales de café noir, prises à jeun, et coup sur coup.

« — Le malheureux! m'écriai-je! Avec l'exaltation cérébrale qu'il éprouvait, il y avait de quoi le tuer.

« Ton père se contenta de hausser les épaules.

« — Tout simplement, m'affirma-t-il! c'est que, sentant venir l'attaque, il voulait se donner la force de lutter contre elle, vous voyez que je suis parfaitement au courant,... et je ne vous citerai que ce fait : le cri poussé par du Montal, au moment psychologique, était tellement un cri épileptiforme qu'un élève de première année n'aurait pu s'y méprendre.

« — Mais lui-même, m'écriai-je, se rappelle fort bien le cri qu'il a poussé : « rauque..., désespéré... »

« — Ah! vraiment, fit ton père étonné, il se le rappelle?... Il vous en a parlé? Je lui tendis le paragraphe, et il lut tout haut :

« J'ai lutté... lutté contre la syncope qui m'envahissait, de toute la force des énergies vitales qui s'agitaient encore en moi comprimées dans un collier de fer. Et, lorsque j'ai senti la vie m'échapper, dans un effort suprême de tout mon être, j'ai crié longuement, sourdement.... crié au secours. Mais l'église tournait autour de moi; il me semblait glisser dans un gouffre, et, pour me retenir sur les bords, je me tordais désespérément, croyant sentir mes pieds accrochés aux voûtes, et sous mon front le froid des dalles. Puis tout s'effaça, et ce fut pendant quelques minutes la nuit du tombeau. Pourquoi n'y suis-je pas demeuré, à jamais enseveli sous l'écroulement de mon bonheur? »

« Ton père eut un moment de trouble violent, dont l'angoisse fut visible, et que tu ne dois pas oublier, ma chère fille, puisque je crois de mon devoir de te le révéler. Qui sait si ce doute qu'il a que sa logique médicale soit en défaut, ne pourrait pas encore te rendre ton mari?...

« Ainsi donc le docteur Rodrigue resta un moment assis devant mon bureau, le front dans ses mains...

« — S'il s'est entendu crier, s'il s'en souvient?... murmura-t-il comme se parlant à lui-même. Cela placerait donc ce cri, malgré son autre apparence, dans les phénomènes d'ordre purement

nerveux... J'en parlerai à Nothiers, c'est tout ce que je puis vous dire et vous promettre. Songez, ajouta-t-il, que votre nièce n'a jamais aimé véritablement son mari, et qu'au fond de son cœur, la crainte d'avoir épousé un épileptique, a pris fortement racine..., et que, sans désirer ouvertement l'annulation de son mariage, elle l'accepte avec une résignation facile, peut-être même en sera-t-elle heureuse?... Ainsi, ma chère Yolande, je vous supplie de ne pas l'influencer contre ce que ma femme et moi, après nouvel examen des docteurs, aurons décidé pour elle : pauvre enfant!... pour le bonheur de sa jeune vie...

« — Le bonheur, Antoine, lui ai-je répondu : est surtout dans l'accomplissement des devoirs que Dieu et notre conscience nous imposent... Décider aussi cruellement du malheur d'un homme qu'on a promis d'aimer, auquel on a juré de rester fidèle, en santé comme en maladie, détruire à jamais son avenir, n'ayant au fond que des doutes... — vous m'entendez?... que des doutes sur son état, — est un de ces crimes impunis en ce monde, il est vrai, mais dont se souvient la justice d'en haut. Et puis..., ce qu'on en souffre soi-même par la suite, vaut, croyez-moi, l'effort très simple, serait-il à vos yeux héroïque : de ne pas s'écarter de la voie qu'on a juré de suivre. Hélas! je voudrais tant éviter à Sybille ce remords! Non, je ne puis m'engager à ne pas lui montrer ce que je crois être la vérité. Vous et Mme Rodrigue, ajoutai-je tristement. restez libres de l'en détourner... »

— Et vous n'avez pas eu le courage de ce devoir, Sybille? Et vos parens condamnèrent ce malheureux, se doutant bien de leur grande injustice?

— Mon père s'est cru l'obligation stricte d'agir ainsi... De son plein gré, il n'eût commis aucune injustice. Au fond de cette malheureuse affaire, il y eut d'autres agissemens que les siens...

— N'importe... Il doutait!... Quelle lourde responsabilité a dû peser sur sa vie entière et sur celle de sa fille!... Quant à Mme Rodrigue, mieux vaut n'en pas parler... Il est de ces natures où la conscience ne fait guère entendre sa voix..., ce sont parfois les moins responsables...

Le ton de sévérité que Marcienne Darnoy n'avait pu dominer frappe la triste jeune femme en plein cœur. Plus bas qu'auparavant, elle courbe la tête...

— J'ai cependant lutté,... affirme-t-elle, lutté pour Jean, tant que j'ai eu l'énergie de la lutte. Hélas ! je n'avais en moi que de bien faibles forces de résistance ! Pourtant, je lui ai écrit plusieurs fois ; mais, dans ces maisons de santé, on supprime d'autorité toute communication du dehors, correspondance et visites; tout cela est interdit aux pauvres malades...

— Alors, vous ne l'avez plus revu ?

— Si... une fois. Le malheureux s'était enfui de la maison de santé avec la complicité d'un interne, dont il avait gagné la confiance, et qui me remit un billet de lui me donnant rendez-vous dans une maisonnette sur la route du Mont Sancy, où il était descendu ; j'acceptai le rendez-vous.

— Ah ! enfin !...

Et Marcienne ne peut cacher combien ce récit l'émeut et l'intéresse...

— Tant que je vivrai, reprit Mme Lavoisieff après un instant de silence, tant que je vivrai, je ne pourrai oublier cette heure !... cette heure et une autre... qui vient de marquer dans ma vie, ajouta-t-elle plus bas.

— Parlons seulement de celle du Mont-Dore, Sybille ?...

— Eh bien ! ce soir-là, je marchai hâtivement sur la route du Sancy à peu près déserte, et comme des géans de neige, à mesure que j'avançais, j'apercevais les pointes espacées du Mont-Dore; puis la route devint plus étroite et les monts se rapprochèrent, semblant m'entourer toute... et le Sancy s'en détacha, aérien, au milieu de ce cercle de blancheurs.

— Ce devait être bien beau, ce paysage ?

— Oui... surtout ce pic du Sancy. Il avait l'air d'un navire échoué entre des blocs de rochers : icebergs et banquises semés côte à côte, sur un lac de neige. Je vois enfin le petit chemin de traverse, j'y entre résolument, et là, au pied des montagnes, contre les premières roches anguleuses, s'abrite une solitaire petite maison : celle du cantonnier; elle se compose de trois pièces avec balcon de bois enguirlandé de lierre, et bordé de sureaux à fruits rouges. La maisonnette domine un jardinet clos de murs, ayant au fond une tonnelle tapissée de ces plantes pâles et grêles qui croissent dans ce pays le long des monts et des rochers.

La porte du jardin s'ouvre, et l'interne la referme devant moi. Aussitôt je l'interrogeai :

— Puisque je vous rencontre seul, monsieur, voulez-vous me dire comment il se fait que votre malade ait déserté la maison de santé, en dépit de toutes ses promesses d'attente et de patience ?

— Il n'a nullement déserté, madame ; il s'est enfui momentanément, et, dès notre arrivée, il a écrit au directeur qu'il reviendrait dans trois jours se remettre en observation. Et pendant ces trois jours, j'enverrai deux fois mon rapport : heure par heure sur l'état de M. le baron de Croizier, à M. le docteur Nothiers, qui a bien voulu fermer les yeux sur notre petite escapade.

— Et rien dans cet état... maladif... ne vous a paru changé ?

— Absolument rien, madame. Aucun symptôme, ni ancien, ni nouveau, ne s'est présenté. M. le baron, très bien portant d'ailleurs, n'est pas descendu de sa chambre ; craignant de vous exposer à la curiosité d'indiscrets promeneurs, il vous attend là-haut, dans la pièce qui lui sert de salon. Permettez-moi de vous y conduire.

Je me souvins tout à coup des recommandations paternelles et maternelles : de ne jamais me trouver seule avec Jean, à quelque prix que ce soit, avant que notre sort fût décidé !

— Merci, monsieur, répondis-je résolument, je ne monterai pas. Nous sommes ici entourés de murs et n'avons à redouter aucun indiscret regard. Je vais attendre M. de Croizier, — il ne s'était fait connaître que sous ce nom, — dans la tonnelle au fond du jardin.

Mon mari, qui nous avait entendus, y arrivait en sens inverse, presque en même temps que moi. Il fut, en me revoyant, fou de joie et de passion. Je vous avoue, Marcienne, qu'il me fit peur.

— Calmez-vous, Jean, suppliai-je, dès que je pus parler.

Et, instinctivement, je jetai les yeux du côté de l'interne, qui, de loin, son carnet à la main, ne nous perdait pas de vue. Nous nous assîmes l'un près de l'autre, et il me raconta d'abord très posément son dur martyre de chaque jour, « dans cette prison de fous ! » C'est ainsi qu'il désignait la clinique du docteur Nothiers, que mon père m'avait assurée infiniment confortable et agréable aux malades et aux convalescens qui y séjournaient. Puis il me parla de son amour en termes exaltés,

me proposant de fuir avec lui en Bretagne,... et malgré ses efforts pour causer calmement, je sentais son cœur battre à coups désordonnés, et j'entendais sa voix, sa pauvre voix vibrante qui me suppliait, qui me criait :

— On vous a trompée, Sybille !... Jamais... jamais... sur mon honneur, je n'ai eu la moindre atteinte de cet affreux mal! Dites-moi que c'est odieux, que c'est misérable de vous avoir à ce point asservie à de telles volontés. Jamais, de votre plein gré, vous n'auriez abandonné votre mari à la merci de ces tortionnaires de la rue Blanche,... car je suis votre mari, Sybille, votre mari qui vous adore... qui vous veut!...

Et il essayait de me soulever, de m'emporter hors de la tonnelle...

— Monsieur Klauz! — c'était le nom de l'interne, — monsieur Klauz! criai-je à bout de force...

Jean le voit accourir, et soudain son étreinte se relâche. D'un geste, il l'arrête, et son jeune geôlier rebrousse chemin jusqu'à son poste d'observation. Une grande pâleur s'était répandue sur le visage de mon mari, tandis que ses yeux clairs s'injectaient de rouge.

— Encore un seul mot! supplia-t-il d'une voix étouffée. Est-il exact que le dossier d'annulation de notre mariage soit déjà à Rome? Et les démarches commencées?...

— Je ne sais pas... balbutiai-je.

— Si, vous le savez! s'écria-t-il de cette même voix forte qui m'avait déjà bouleversée... vous le savez! Mais... vous ne laisserez pas se consommer cette chose inique,... cette chose sans précédent dans la vie des deux êtres de droiture et de dignité que nous sommes. Pour empêcher cette infamie, vous n'avez qu'à ne pas consentir au divorce. Vous le pouvez si vous le voulez, Sybille... Sybille adorée!... Jurez-moi que vous ne consentirez pas?

De plus en plus bouleversée, je ne savais que lui répondre... Mon silence l'exaspéra :

— Je veux la vérité! s'écria-t-il d'un ton de colère et de passion à peine contenue. Me promettez-vous de vous opposer au divorce, à l'annulation?... ou... est-ce déjà trop tard? Parlez, Sybille, je vous en supplie, car, je vous le jure, l'heure entre nous est grave...

— Je ne sais qu'une chose, Jean, lui répondis-je : c'est que

j'ai promis à mes chers parens de rester éloignée de vous tant que dureront les mois d'observation et de traitement auxquels vous avez consenti de votre plein gré; je leur ai désobéi aujourd'hui... mais je vous assure qu'à l'avenir je tiendrai ma promesse. Je vous en fais une aussi : celle de n'accepter ni divorce, ni annulation, tant que la période d'attente à laquelle vous vous êtes soumis ne sera pas écoulée.

— Ou vous n'êtes qu'une enfant dont on abuse, reprit-il, ou vous ne m'aimez pas. J'ai reçu des lettres qui m'en prévenaient, mais cela arrive à tant d'autres! J'en ai souffert, et je les ai déchirées. Si vous m'aimez, si vous ne voulez pas que nous soyons séparés la vie entière, il faut... il faut rester avec moi jusqu'à demain... Après... nous serons forts,... nous pourrons nous défendre. Nous irons ensemble retrouver vos parens; forcément, ils seront désarmés. Et je vous jure, Sybille, que vous serez heureuse! heureuse comme aucune autre femme ne le sera jamais!

Il était à mes pieds, il me suppliait ardemment, d'une voix déchirante que je ne voulais plus entendre, à laquelle je ne cherchais qu'à me soustraire... J'avais véritablement peur de lui. Et, de plus en plus, cette impression d'épouvante s'imposait à moi, dominatrice... Il s'en aperçut; il vit que sa prière passionnée n'avait plus d'écho dans mon cœur,... que je ne songeais plus qu'à m'enfuir,... que je ne l'entendais plus.

Alors, ce fut un affolement, un désespoir sans limites, qui m'effrayèrent encore davantage.

— Mon Dieu! mon Dieu! s'écria-t-il, dès qu'il put articuler une parole : Vous croyez à cet affreux mal. Vous y croyez. Et vous niez toutes vos promesses!... Je le devine... je le vois sur vos lèvres, que les miennes n'ont pu réchauffer, et qui se ferment, glacées, hermétiques... Je le lis dans vos yeux qui se détournent avec crainte... Ah! misérable! misérable que je suis!...

Il poussa un cri douloureux, et, saisi d'un tremblement convulsif, il chancela et retomba lourdement, les yeux fixes, sur le banc où nous venions de nous asseoir.

Je n'osai pas retourner la tête; je m'étais élancée au dehors en courant...

— L'attaque!... c'est l'attaque! criai-je à l'interne qui venait à moi.

Et, enjambant le mur du jardin, un peu démoli à cet

endroit, je m'élançai sur la route déserte, où je courus à perdre haleine, ne ralentissant ma marche, qu'à la vue des phares électriques qui s'allumaient dans le parc, tandis que l'orchestre tzigane jouait la *Valse bleue*, presque sous le balcon du chalet des Roses...

— Et ce n'était pas une attaque? interroge Marcienne tristement.

— Ce n'était pas une attaque... Il n'en n'a jamais eu! Ce fut un vertige nerveux, auquel il était sujet depuis celui, si terrible, du matin de notre mariage.

— Ces vertiges lui reviennent, paraît-il, quelquefois... reprit la jeune fille pensive... Et cela, par un effet réflexe de son imagination trop cruellement frappée... Alors, ce fut fini... Vous ne vous êtes plus revus?

— Lui m'a aperçue une fois encore, dans une circonstance dont le souvenir, malgré le temps écoulé, m'oppresse comme un remords!

La femme de chambre, qui apportait le thé, les interrompit.

XVI

— Je ne voudrais pas être indiscrète, ma chère Sybille, encore moins vous faire mal en vous obligeant à vous souvenir de nouveau. Si vous le voulez, nous en resterons là?

La voix de Mlle Darnoy était encourageante, affectueuse, et surtout sans blâme.

— Non, je vous assure, répond Mme Lavoisieff : mieux vaut finir mon histoire...

Et elle frissonne, songeant à ce dernier souvenir du passé néfaste :

— Le lendemain de cette désolante rencontre à la maisonnette du Sancy, nous étions tous au chalet des Roses sur la terrasse de la vérandah : mes parens, la comtesse Woronski, son mari, et son frère : le comte Stanislas Lavoisieff, qui était venu nous rejoindre dès les premiers jours de notre arrivée.

— Et le comte Lavoisieff vous plaisait?

— Infiniment, je l'avoue... Pourtant, je ne l'aimais pas encore; Jean me faisait en réalité très peur, je crois vous l'avoir déjà dit, mais j'avais pour lui une pitié profonde qui semblait exclure en moi tout autre sentiment. Je voyais,

malgré tout, quel était mon devoir et que toute pensée d'amour, étrangère à ce devoir devait m'être interdite. Mais je n'avais pas vingt ans, Marcienne!... j'étais comme il l'avait dit lui-même : « une enfant dont moralement on abuse, » et dont en effet on abusait. Très séduisant, possédant dans toute sa personne, à un rare degré, ce je ne sais quoi qui faisait dire de lui en le voyant : « Comme il a de la race! » et au moral un esprit très orné en toutes choses, grâce à ses voyages, Stanislas Lavoisieff devait fatalement arriver à me plaire. Ma grande jeunesse, mon malheur récent faisaient de moi la proie facile qu'un coup de filet savamment dirigé devait saisir et garder. Ma jeune belle-mère fut la main qui dirigea, poussée par je ne sais quelles pensées obscures que je n'ai jamais voulu pénétrer!

Clara n'est pas méchante et, en principe, elle n'a jamais de véritables mauvaises intentions... mais elle manque de sens moral et, en tout, elle m'a été fatale. Cependant, je lui ai pardonné. C'est la femme de mon père, et lui l'adore! Il croit fermement tout ce qu'elle lui dit...

Quand j'ai épousé Stany, il ne s'est pas même aperçu, quoique médecin, qu'il était déjà malade de la poitrine, sa femme l'ayant persuadé que son cousin avait une santé de fer. Et peut-être le croyait-elle...

— Nous sommes « jusqu'au bout » tels que Dieu nous a faits, je ne sais où j'ai lu cette pensée?... prononce Marcienne lentement : Mme Rodrigue ne changera pas; elle restera toujours la même! Elle a signé et paraphé le malheur de votre vie... et elle ne s'en doute même pas... Vous avez bien fait de lui pardonner. Mais lui, votre mari sacrifié..., que devint-il, Sybille?

— Le lendemain de notre rencontre, Clara l'aperçut, — je l'ai su plus tard — qui se dissimulait dans le fouillis des arbustes qui bordent un petit ruisseau qui va serpentant jusque sous notre terrasse; mais comme, l'instant d'après, il avait disparu, nul ne se méfia de sa présence. Il y revint pourtant et, de là, entendit toute notre conversation! D'abord celle de mes parens par lesquels il apprit que notre dossier était déjà à l'étude en Cour de Rome...

Bientôt nous fûmes seuls sous la vérandah, Stany et moi... Les Woronski étaient rentrés à leur hôtel. Ma belle-mère, voulant sans doute causer plus intimement avec son mari, avait refermé la baie vitrée qui séparait le salon de la vérandah;

j'étais à demi couchée sur les coussins d'une chaise longue en osier dont le dossier s'appuyait aux balustres de la terrasse. Tout à côté, le beau comte Lavoisieff fume le tabac espagnol qu'il aime, dans un porte-cigarette d'ambre jaune... je me souviens de tous ces petits détails comme si j'y étais encore...

— Ne trouvez-vous pas admirable, lui dis-je, cette étendue de ciel bleu qui couvre d'un voile d'apaisement et de mystère ces hôtels, ces villas, ce parc, bientôt endormis au pied de ces monts de neige qui semblent les protéger en les entourant du cercle de leur hauteur, cette hauteur qui les rapproche de Dieu?... Si j'étais en aéroplane, respirant l'air vaporeux, et voyant au-dessous un tel pays, je ne voudrais plus redescendre sur la terre méchante, où il faut tant souffrir! J'aimerais de mourir dans l'air, bercée par ces refrains de valse qu'on joue là-bas dans le parc... entendez-vous?... c'est encore la *Valse bleue*, ajoutai-je en me retournant vers Stany, qui était resté silencieux, paraissant m'écouter avec attention. N'aimeriez-vous pas aussi ce genre de mort?

— Avec vous,... peut-être!... répondit-il en se rapprochant, mais seul, je vous certifie du contraire. Vous êtes lugubre, ce soir, jolie petite rêveuse! pourquoi, s'il vous plaît?

— Parce que j'ai souffert trop tôt et sans relâche.

— Mais maintenant, vous ne souffrirez plus?... Assis tout près de moi, il cause avec animation. Que de paroles j'ai oubliées!... Pourtant je me souviens de quelques phrases : — Laissez-vous aimer... laissez-vous consoler .. ayez confiance en moi, votre seul ami véritable. Mettez à l'œuvre ce dévouement qui ne demande rien en échange... permettez-moi seulement de vous aimer dans l'ombre, comme *Ruy Blas* que nous avons vu jouer ensemble, en arrivant ici, vous en souvenez-vous?

— Je m'en souviens... Merci pour ces bonnes paroles. Je vais en retour vous donner une grande preuve de confiance. Et je lui racontai d'une voie émue, tremblante, tout ce qui venait de se passer entre mon mari et moi. — Et je vous révèle cela, Marcienne, comme si je parcourais devant vous les pages d'un roman dont j'aurais été l'inconsciente héroïne....

— Oui... bien inconsciente, murmure la jeune fille tristement. Continuez, Sybille, je vous en prie. Lisez en souvenir votre roman; je vous comprends bien mieux ainsi, puisque chaque page en est vraie!...

Avec un soupir, la jeune femme reprit :

— Depuis bien des jours déjà, je subissais, presque sans m'en rendre compte, le charme secret qui m'entraînait vers Stanislas Lavoisieff. Il avait parlé de repartir pour son château des bords de la mer Baltique, et m'avait avoué le mortel chagrin qu'il aurait en s'éloignant de moi... et, dans ma détresse actuelle, je sentais combien serait profond le vide que creuserait ce départ. Je lui avais donc raconté cette douloureuse scène du Sancy où j'avais eu si peur.

— Chère... chère enfant! murmura-t-il en prenant dans les siennes mes mains qu'il baisa... cet homme est un malade et un fou. Laissez-moi vous préserver de toute nouvelle rencontre... Laissez-moi vous aimer, Sybille, et bientôt vous oublierez, dans un grand bonheur reconquis, cette cruelle et décevante épreuve.

Ne voulant pas lui répondre, j'essayai de détourner la conversation :

— Je voudrais, lui dis-je, vous entendre me réciter quelques vers de *Ruy Blas*, puisque vous vous en souvenez.

Il avait à un haut degré la mémoire des vers, qu'il n'aurait même entendus qu'une fois...

— Quelle jolie reine Marie vous feriez! m'affirma-t-il avec ardeur ; puis il eut, je crois... un sourire de triomphe en se penchant sur le balcon où je le vis, je ne sais pourquoi, plonger un instant ses regards dans l'ombre des arbres... Sans doute voyait-il quelqu'un ?...

— Oh! fit Marcienne indignée malgré elle, mais vous ne saviez pas qu'*il* était là ?... vous... sa femme?...

— Je l'ai appris plus tard... Ah! si alors je l'avais su!...

Et le même souffle d'indignation qui avait traversé Marcienne passa sur son visage.

— Oui... quelle jolie reine vous feriez, Sybille,... reprit plus haut le comte Lavoisieff, et moi quel infortuné Ruy Blas qui ne saura jamais vous dire tout l'amour qu'il a dans l'âme !...

Et d'une voix pathétique, presque en s'agenouillant, il déclama ce passage, si habilement choisi :

Madame, sous vos pieds, dans l'ombre, un homme est là,
Qui souffre, ver de terre amoureux d'une étoile!...
Qui pour vous donnerait son âme s'il le faut...

le reste de la strophe se perdit dans mes cheveux sur lesquels il posa ses lèvres!...

Et lorsque, bien plus tard, je voulus reprocher à ma belle-mère la trop grande part qu'elle avait prise dans ce lamentable passé, soudain irritée, énervée ce jour-là par des contrariétés qu'elle avait dû subir, je la vis, pour la première fois, se trahir, oublier son calme et son habileté... Savez-vous ce qu'elle me répondit ?

— Tu devrais appeler cette scène *l'Idylle tragique d'un soir* d'été!... Dans l'ombre en effet, un homme était là! Mais ce n'était pas Ruy Blas! C'était... Jean! J'ai entendu son cri étouffé... Je l'ai vu s'enfuir éperdu de colère et de douleur, sur la route déserte du Sancy, après avoir contemplé ce joli tableau de genre que vous formiez à vous deux, sous la vérandah : Sybille et Stany... Stany et Sybille... Ça lui a suffi, à ce pauvre homme,... et voilà pourquoi il a accepté si facilement le divorce. Et voilà pourquoi l'annulation de son mariage le trouva résigné et silencieux. Si j'étais coupable, ce qui n'est pas, je ne serais pas la seule... Fais ton examen, ma chère... Elle n'était pas la seule coupable, en effet. Elle avait agi perversement sans doute, mais au fond, que désirait-elle? La paix de son foyer, le bonheur de son cousin, le mien aussi sans doute,... tandis que moi...

— Devant Dieu, je ne vois pas de faute!... s'écrie avec émotion Marcienne Darnoy. Avez-vous jamais possédé votre libre arbitre? Non, n'est-ce pas? Vous étiez si jeune! Devant M. du Montal, c'est autre chose... Mais lui seul en est juge...

— Ne tient-il pas déjà sa vengeance?... murmure la jeune femme à voix basse, puisqu'il se sait aimé!... Ainsi finit « l'histoire de Sybille,... » reprit-elle après un instant de silence; vous connaissez celle plus triste encore de la comtesse Lavoisieff? N'en parlons jamais!... Il ne reste plus que la mère de Serge... encore debout sur ce tas de cendres!...

MAXIME DES ARNEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

UNE SEMAINE
AVEC LES ÉVACUÉS

4-12 AVRIL 1915

Schaffouse, 2 heures 40. — Il tombe une pluie froide, et le ciel est sombre. Le train qui nous amène passe devant la chute du grand fleuve, qui semble, sous ces nuages, une inquiétante avalanche.

A la gare. Le train des évacués, venant d'Allemagne, doit arriver à trois heures et demie. Un peu de retard. Nous battons la semelle. Des jeunes filles, des dames, un brassard de la Croix-Rouge de Genève au bras, attendent près de nous. Des militaires, — on sait que la Suisse est mobilisée, — sont là pour assurer le service d'ordre. Ils paraissent graves : ils savent déjà ce qu'ils vont voir.

Depuis le 16 mars, deux convois de prisonniers civils, évacués des provinces envahies, arrivent journellement en France par la Suisse. Chacun comprend cinq cents personnes au moins. On me dit que l'Allemagne en voudrait renvoyer davantage, jusqu'à trois et quatre mille par jour, mais que la Suisse, pour des raisons fort sérieuses, se refuse à des passages trop nombreux.

Actuellement, les trains venant d'Allemagne s'arrêtent l'un à Schaffouse, l'autre à Zurich, à leur entrée en Suisse. J'en vais pouvoir juger *de visu*.

Voici le convoi, le train approche, il s'arrête. Aux fenêtres, des têtes d'enfant, et déjà des portières descendent des femmes.

Elles sont nu-tête, les vêtemens sont pauvres et fanés, apparence d'indigentes. Puis des enfans, de tous âges; des vieillards, des infirmes, — un homme avec deux jambes de bois sort péniblement d'un wagon. Toute une foule, il y a généralement cinq cents personnes par convoi, depuis le 16 mars, sans compter les tout petits qui ne marchent pas. Celui-ci annonce 520 évacués.

Le défilé lamentable commence, sur ce quai de gare, et ces gens ont froid. Leurs yeux cherchent, on sent qu'ils ne savent où ils se trouvent. Et devant cette foule anonyme, qui apparaît ainsi dépouillée de toute personnalité, le cœur se serre, les yeux se voilent. On voudrait leur parler, on est pris à la gorge par une impression violente qui paralyse. Il faut se détourner un instant. Où donc existe, dans ma mémoire, un pareil saisissement ? Comme un coup de poignard, le souvenir se replace : les inondés de 1910 ! Et en même temps, malgré moi, une pensée se déclenche : les Allemands ont atteint l'extrême, dans leur recherche de l'horrible. Ce peuple s'est égalé à un cataclysme de la nature.

Mais le temps n'est pas aux mots, il faut agir. Les dames du Comité suisse agissent, plus braves que moi. Je les suis.

Autour des malheureux, elles s'empressent. Au point d'interrogation, posé par les yeux douloureux, elles répondent, dans un français accentué de germain, qui se fait enfantin pour entrer dans ces cœurs. Elles soutiennent les vieux, elles portent les bébés, elles reposent les infirmes. Jusqu'à 10 h. 1/2 du soir, heure où le convoi repartira, vers la France, elles ne les quitteront plus.

Les soldats suisses, peu sévères, quoique fidèles aux consignes données, s'empressent autour des évacués. Par petites escouades, trente à cinquante à la fois, ils vont les faire sortir de la gare, les conduire dans la ville où des restaurans les attendent, pour les réconforter par un goûter chaud. Dans un de ces postes, nous entrons à leur suite. Et nous causons, pendant que des jeunes filles servent le café au lait.

Autour d'une table, une famille s'assied, mère et cinq enfans. Ils sont las, avec de pauvres mines pâles. Je fais compliment à la mère sur ses petits, elle me répond, calme et d'une voix basse : « J'en avais une de plus, elle avait neuf ans, elle a été tuée par un obus, l'autre jour. » Et tout à coup il y a une détresse dans ses yeux, un infini de douleur.

A une famille voisine, je demande : « D'où venez-vous? — J'habitais le village de X..., dans le Pas-de-Calais, entre Arras et Béthune; un matin, on nous a fait venir à la mairie, à six heures, sans nous dire pourquoi; nous avons tout laissé pour y aller, je faisais le café, on est parti avec les enfans sans l'avoir pris, et puis, à la mairie, on a attendu deux heures sans pouvoir s'en aller. Alors « ils » ont fait un appel nominal, et puis ils nous ont fait partir sans nous laisser rentrer chez nous pour emporter quelque chose; on est parti comme ça, comme on est. »

J'interroge d'autres femmes, toutes me répondent de même. Après le départ précipité de leur village, les familles évacuées ont passé la frontière et sont arrivées à P..., en Belgique. Là, elles ont logé chez l'habitant, les unes dans des milieux aisés, couchant dans des lits, mangeant à leur faim, d'autres moins bien partagées, n'ayant que la paille d'une grange pour dormir. La nourriture n'était d'ailleurs pas mauvaise, le pain assez blanc, grâce au Comité américain (1) qui ravitaille les provinces belges occupées par l'ennemi, « mais les soldats allemands qui étaient là n'avaient que du pain noir. » On me montre ce pain. C'est le pain K, très noir en effet et peu tentant.

Des gens de Douai et de Valenciennes qui font partie de ce convoi me disent qu'ils ont été évacués comme « bouches inutiles, » « que le pain manquait et que les pommes de terre étaient très chères. »

Du pain, noir et mauvais au goût, était vendu à Douai 1 fr. 10 les trois livres. On n'avait plus droit qu'à 130 grammes par jour et par personne.

Après trois semaines en Belgique, les évacués d'aujourd'hui ont été entassés dans des trains, et ils crurent qu'on allait les envoyer en Allemagne. Ils n'ont fait qu'y passer. Après trois jours et trois nuits, les voici, mais dans quel état de fatigue et de désarroi !

Un peu réchauffés par le bon café au lait, les hommes commencent à parler. Ils me questionnent : « Et la guerre? Est-ce que ça va? C'est vrai que les zeppelins sont venus à Paris?

— Vous comprenez, on ne voulait pas croire ce qu' « ils » nous disaient! »

(1) *Commission for Relief in Belgium.*

Mais il faut cesser les conversations et se rendre au vestiaire, où nous attend la présidente du Comité de Secours, Mme S...

Ce vestiaire est organisé dans un grand local à plusieurs étages. Au rez-de-chaussée, on cloue des caisses : des chemises d'hommes y sont empilées, destinées à des camps de prisonniers de guerre, que le Comité Français de Berne s'est chargé de pourvoir. Cet envoi est prélevé sur les wagons de sous-vêtemens envoyés de France.

Au premier étage, magasin d'effets destinés aux évacués. Les dames de Schaffouse et même les pauvres gens du pays, contribuent à le garnir et à le renouveler. Des dons considérables viennent de France : l'œuvre du « Vêtement du prisonnier de guerre » envoie régulièrement chaque semaine le contenu d'un ou deux wagons aux comités suisses. Et ce n'est pas trop pour répondre aux besoins, me disent les dames qui m'entourent.

Au troisième étage, lieu de distribution. De longues tables, numérotées de un à dix, portent des vêtemens classés par sexe et par âge. Deux dames se placent à chaque table, et les soldats font défiler les pauvres gens qui ont été dépossédés de tous leurs biens.

On voit, dans cette grande salle, des spectacles touchans. La reconnaissance s'exprime devant des dons faits d'un cœur large. Mais j'entends ce mot, comme à la cantonade : « On avait tout ça, chez nous! » Il y a là, pour la majorité, des familles de paysans qui n'avaient pas connu, avant la guerre, la nécessité de demander. On pourrait dire ici, de recevoir sans demander, car certains font preuve d'une discrétion extrême. Les dames du Comité mettent chacun à son aise : « Qu'est-ce qui vous ferait plaisir? Choisissez vous-même! » Les femmes, pour la plupart, ne s'en font pas faute, surtout quand il s'agit des enfans. D'autres sont gênées, hésitent. Les vieux hommes, pauvres déracinés, semblent incapables de dire ce dont ils ont besoin. Et cependant, personne, parmi ce troupeau exilé, n'a de colis avec soi. Dans un train de cinq cents, on a pesé, par curiosité, jusqu'à *soixante-dix kilogrammes* de bagages. Pas même cent cinquante grammes par tête.

Je me place dans un coin, et j'observe, car il y a encombrement et on n'a pas besoin de mes services. A chaque femme on donne une chemise, un tricot, des bas, un corsage, souvent une jupe.

Les enfans reçoivent aussi tout un petit trousseau. Pendant ce temps, des bonnes volontés s'empressent. Un soldat porte un bébé, si tendrement! L'enfant un peu inquiet, il le berce, gauche, il retrousse sans le savoir la petite robe, et la chair dodue est à découvert. Mais le visage est heureux, le bébé rit à présent. Quel bon père de famille, ce jeune soldat!

Je remercie avec émotion Mme S..., la présidente du Comité, de tout ce qu'elle et ses amies ont fait ici pour nos Français. Elle me répond, et ses yeux se remplissent de larmes : « Oh! ne nous remerciez pas! *Quand on les a vus,* on ne pourrait pas faire autrement... »

Le défilé continue, et la distribution généreuse. De nouveau, par petits groupes, les soldats vont emmener les réfugiés et, cette fois, malgré la pluie intermittente, montrer à qui le désire les beautés de Schaffouse. Nous allons, pendant ce temps, jusqu'au « Katholisches Heim, » où toute une partie du convoi est venue se restaurer. Là, une installation perfectionnée va permettre de donner des bains aux enfans. Les petits sont déshabillés par des jeunes filles, lavés, puis rendus à leurs mères, avec une layette complète.

Après ce repos si salutaire, les huit établissemens chargés de fournir les repas reçoivent de nouveau leur contingent, et un bon dîner est servi.

Pendant ces heures si bien remplies, les infirmes, les malades, — il s'en rencontre plusieurs chaque jour, — sont retenus et soignés à l'infirmerie qui se trouve dans la gare. Des lits sont préparés, un médecin donne les avis et soins nécessaires, des jeunes femmes viennent aider. Puis elles se mettent à la disposition des évacués pour envoyer à leurs familles, s'ils en savent l'adresse, cartes ou dépêches annonçant leur arrivée prochaine en France : quelles émotions, à prévoir le retour! quelles effusions de gratitude pour celles qui leur rendent plus proche cette joie! Qu'on se figure la longueur des jours, des semaines, des mois vécus au milieu des troupes ennemies, des « casques à pointe » détestés, sans nouvelles de ceux qui se battent de l'autre côté des lignes! Et ceux-là sont souvent des proches, des frères, des fils, des pères, dont on ne sait, tout ce temps innombrable, s'ils sont vivans encore, ou morts pour la patrie...

Voici l'heure du départ, la nuit est tombée, le froid règne,

mais dans les cœurs de nos exilés est rentré un espoir. L'accueil suisse est un prélude : demain la France les attend!

*
* *

Zurich, 7 heures 20 du matin. — On annonce l'arrivée d'un convoi. Encore cinq cents des nôtres. D'où nous viendront-ils, quel sera leur aspect? Les membres du Comité de Zurich me racontent, chemin faisant, le long des quais, quelle est la composition ordinaire des convois, depuis quelques jours. Très différente de celle des premiers arrivans. Ceux-ci, encore plus lamentables, portaient sur eux l'ignominie de la détention en signes extérieurs.

« Kriegsgefangener, » avoir fait de ce mot « prisonnier de guerre » une infamie montrée au doigt; de ces civils innocens, hommes et femmes, des apparences de forçats, voilà un raffinement de vraie kultur allemande... L'inscription *Kriegsgefangener* est marquée à la céruse sur les vêtemens des capturés, et cela en caractères si indélébiles qu'aucune essence n'en vient à bout. On conserve, dans certaines gares de Suisse, des vestes et des paletots qui portent cette marque. On m'en parle avec un frisson.

Dans certains camps, les commandans avaient même imaginé de stigmatiser les capturés en coupant une raie de cheveux aux hommes sur le côté de la tête : c'est le bagne ou l'étable. Ceci dit tout. Et la comparaison pourrait être poussée beaucoup plus loin.

Voici le train. Ici le service d'ordre, toujours mené par les officiers et soldats, est organisé avec une méthode qui fait honneur à la militarisation suisse. Devant le médecin, qui, avec son aide et quelques infirmières, passe la revue des wagons, marche un porte-fanion tenant dressé l'insigne des ambulances : la croix rouge. A mesure que, à l'intérieur des compartimens à couloir central, avance le docteur, le drapeau se place sur le quai, devant la voiture ainsi occupée. De la sorte, si le médecin est demandé d'urgence ailleurs, on sait tout de suite où le trouver. Il s'attarde peu aujourd'hui, il n'y a pas de grands malades. Quelques vieillards, quelques nourrices, sont seuls restés à leur place, trop fatigués pour descendre. A ceux-là on apporte dans les wagons le café au lait et le pain. Tous les autres vont prendre au restaurant de la gare leur petit déjeuner, et pendant

que les wagons sont vides, des hommes de service procèdent à une désinfection rapide, à l'aide de liquides antiseptiques.

Le train est composé de dix wagons, chacun contenant cinquante personnes. Aussitôt qu'il s'arrête en gare, des commissaires placent des numéros, allant de un à dix, sur les voitures, et des équipes de volontaires du Comité, correspondant aux mêmes numéros, prennent en charge les occupans de chaque wagon.

A voir descendre et défiler ces femmes et ces hommes, tous fatigués et piètrement vêtus, la même émotion nous empoigne. Nous les accompagnons dans la grande salle du restaurant, où des tables numérotées répondent au chiffre de chaque escouade, et nous allons causer avec eux. Mais dans le cortège, quelles sont ces silhouettes qui détonnent? Franges de cheveux coupés au ras des sourcils, robes fripées qui furent brillantes, bijoux de camelote, souliers trop découverts sur des bas trop fins... Je ne me trompe pas, et j'en compte cinquante. Elles sont mélangées aux familles qui défilent, et la défiance des regards est réciproque. « Y a des vilaines femmes avec nous, » me dit une mère en ramenant à elle ses petits, brusquement.

Je m'inquiète de cette promiscuité, d'autant plus que, sur quelques-uns de ces visages, certains signes sont fâcheux. Sans vouloir appliquer ici un puritanisme implacable, il est évident que le voisinage peut être dangereux, d'autant plus, me dit une dame du Comité, que ces rapatriemens sont fréquens. A Zurich, discrètement, on fait le triage et nous nous en apercevrons au départ.

Et je questionne les femmes, qui me paraissent avoir faim et faire honneur au repas : « Combien de temps êtes-vous restées en route, aviez-vous de quoi manger chaque jour? — Nous sommes restées trois jours et trois nuits, et on nous a donné du « rata » pas trop mauvais, mais c'était bien mal servi! Tout dans des baquets et pas de fourchettes ni d'assiettes, il fallait prendre à même! Pour le café, quand on en avait, aux arrêts, c'était la même chose, » et on spécifie : « Dans des baquets où qu'on s'lave, madame. Il fallait boire à même, autour, comme des chiens. » — Et les filles, malades, contaminantes, mélangées au convoi, ont bu dans ces mêmes baquets, pêle-mêle avec les enfans... Précautions scientifiques de l'hygiène moderne, prophylaxie allemande, où êtes-vous?

Le repas s'achève. Par groupes, les convives se lèvent et sont conduits hors de la gare, au musée situé tout auprès où un local aménagé en vestiaire va les voir défiler. Des dames du Comité de Secours sont là aussi pour les attendre et répondre aux besoins de tous par des dons judicieusement répartis. Tout est fait avec un ordre, une méthode remarquables, sans bruit, sans réclamations, sans double emploi. D'un côté, les hommes, vieillards ou jeunes garçons, car l'Allemagne ne nous rend pas les hommes de seize à soixante ans ; de l'autre, les femmes et les tout petits. Ceux-ci, comme à Schaffouse, sont l'objet de soins tout spéciaux. Le charmant porte-bébé, de cretonne rose ou bleue, sur lequel est placé l'enfant, met un sourire ou une larme aux yeux de la mère.

Rien n'est oublié. A côté du nécessaire, le superflu, hélas! bien nouveau à nos internés de la guerre! Tablettes de chocolat, surprises de tout genre pour les enfans, petits drapeaux tricolores, tabac pour les hommes, leur sont donnés par les jeunes gens et les jeunes filles du Comité. Aujourd'hui, mardi de Pâques, on a été plus loin encore, et l'on me dit qu'il y aura des œufs de Pâques pour tout le monde au départ du train. De plus, le voyage devant se prolonger jusqu'à 6 heures du soir, des paquets contenant deux repas sont tous les jours remis à chacun.

Dans un coin du vestiaire, on entend un bruit de monnaie. Pourtant les dons sont gratuits ? Il s'agit d'une charité de plus, et combien prévenante celle-là! Un changeur se tient près d'une table et, tel Aladin qui échangeait les vieilles lampes contre des neuves, il reçoit les billets allemands et remet à la place du bel argent français. Il y perd, car le cours allemand est inférieur : n'importe. — Les visages s'éclairent, le peu que possèdent quelques-uns leur a été changé en route, en sens inverse, par l'autorité allemande. Une vieille femme pleure : « Ils m'ont pris ce que j'avais, et ils m'ont donné de leur papier allemand! » — Et la voici consolée. D'ailleurs, ceux qui ont gardé quelque chose sont l'exception. On n'a évacué que les indigens ou supposés tels. Les autres, tant qu'ils possèdent quelques ressources, ne sont, même pas sur leur demande, autorisés à regagner la France. Dans ce convoi se trouve un ménage aisé, venant de Douai : leur propriété brûlée, ils n'ont été cependant qu'à grand'peine laissés libres de se joindre aux

évacués. Le voyage leur a été cruel, dans ces conditions pénibles, mais la perspective de l'arrivée leur fait tout supporter.

Une brave femme me montre cinq enfans : quatre d'entre eux ne sont pas les siens, le plus jeune a six ans, l'aînée douze : la mère est morte pendant l'occupation, le père est aux armées. Vit-il encore? On le saura, sans doute, dans quelques jours... Vite, j'écris à une adresse que cette bonne Française me donne, pour hâter les renseignemens.

L'heure s'avance. Bientôt le train va partir. D'un pas moins lourd, les voyageurs regagnent le quai, les enfans courent, s'appellent, les yeux des mères les suivent avec moins d'angoisse. Même les vieux semblent moins cassés, d'avoir ainsi senti une sollicitude auprès de leur souffrance. Leur vue est poignante... Pour la plupart, ces hommes, dont beaucoup dépassent quatre-vingts ans, n'avaient jamais quitté le village avec son horizon de cultures ou de bois. L'église, la mairie, leur représentaient le but extrême d'une sortie. Et les voici déracinés, transplantés brutalement hors du terroir natal, pour aller, on n'en peut douter à les voir, mourir loin de leur ciel du Nord! Et je songe que pour ceux-là, plus encore peut-être que pour les jeunes, on n'en fera jamais assez pour les consoler, d'abord, pour les venger, ensuite!

Dix heures et demie. En attendant le départ, les femmes ont fait un peu de toilette. Des brocs d'eau chaude, de grandes cuvettes, leur ont permis de débarbouiller les enfans, puis elles-mêmes. Maintenant, tout le monde a repris sa place, mais il s'est produit une modification : les cinquante « indésirables » se trouvent, comme par miracle, dans un seul wagon. Presque pimpantes, les pauvres filles, elles ont des bouquets dans les mains... C'est que, chaque jour, une donatrice anonyme envoie à la gare une charretée de fleurs, pour les évacués. Alors, sur cette misère morale, les dames suisses ont ce matin jeté un voile parfumé.

Et voici des jeunes filles, des petits garçons, portant les insignes du Comité, qui se hâtent avec des paniers. Les œufs de Pâques, peints de nos trois couleurs, portent un « Vive la France! » Les paniers circulent, se vident dans les wagons; une émotion invincible nous gagne : — Vive la Suisse! — Vive Zurich!

Le train va partir. Nous sommes sur le quai, et nous

n'essayons pas de cacher nos larmes. Aux portières, aux fenêtres, les têtes se pressent, les mains des enfans se tendent, tenant leurs jouets ou leurs drapeaux, les mouchoirs s'agitent, des cris s'élèvent : « Vive la Suisse ! » Je vois défiler les wagons, lentement ils passent. Et voici la voiture garnie de fleurs, fleurs des champs, coucous jaunes... leur petit bouquet à la main, les demoiselles « indésirables » crient plus fort que les autres leur enthousiasme et leur remerciement.

Ce matin, M. l'ambassadeur de France, qui m'avait fait l'honneur de m'accompagner hier depuis Berne, a annoncé son intention d'adresser officiellement des remerciemens au représentant du Conseil fédéral. Dans la salle d'attente des premières, nous nous réunissons. En paroles émues et sincères, M. Beau assure la Suisse et la ville de Zurich de la reconnaissance française. Certes, jamais gratitude n'eut meilleure raison de s'exprimer !

*
* *

De bonne heure, sous une bourrasque de grêle, un express m'emporte vers Fribourg. Pâques est passé, mais la campagne est blanche, et, lorsqu'une éclaircie me fait voir les sommets, jamais bien éloignés en Suisse, ils sont aussi chargés de neige qu'en plein hiver. Dans mon wagon, je passe en revue tant d'impressions diverses, et je constate qu'elles se fondent en une seule, lumineuse et haute comme ces montagnes proches. La guerre allemande a produit cet effet, de dévoiler au monde « leur » nature. La guerre française a produit celui-ci : de remettre à sa vraie place la nôtre, et le résultat le plus net, je viens de le voir : la sympathie des honnêtes gens est avec nous. Un officier suisse, à qui j'exprimais hier mon admiration pour la générosité magnifique de ses compatriotes, m'a répondu ceci : « La France ? Nous lui devons bien cela ! *Elle se bat bien aussi pour nous...* » Pour le droit, pour la liberté, pour la Justice éternelle, qui ne sera pas impunément méconnue.

Je regarde la carte postale que les dames de Zurich distribuaient à nos évacués, « en souvenir, » disaient-elles. Le drapeau suisse, croix blanche sur champ rouge, en fait le premier plan dans toute sa largeur. Le fond, chargé de lueurs d'incendie, figure un village qui brûle et, tout en avant, passant sous l'étendard suisse pour pénétrer en France, un train ramène nos

compatriotes chassés. Symbole éloquent, « dédié aux internés. » Ils ne s'y sont pas mépris, ils y ont vu tout le cœur de la Suisse, offert aux nôtres. Une des jeunes femmes du convoi, dont le petit garçon s'était emparé de la carte postale, la lui a doucement reprise des mains, et, l'enveloppant précieusement, lui a dit : « Ne joue pas avec ça, c'est un souvenir... »

Me voici à Fribourg, ville où les sentimens francophiles se sont donné libre carrière dès le début des hostilités. Si bien que, depuis quelque temps, l'accès de la gare est interdit à la population, dont l'enthousiasme sympathique pour les capturés civils menaçait de prendre couleur d'émeute.

Sa Grandeur Mgr Bovet, évêque de Lausanne, réside ici. Il préside le Comité qui a obtenu des autorités allemandes l'entrée pour un prêtre suisse dans les camps de prisonniers de guerre afin d'y répartir des secours. M. l'abbé Dévaud a déjà parcouru toute l'Allemagne du Nord et constaté que, si l'organisation matérielle des locaux s'est améliorée depuis le début de l'année 1915, les prisonniers se plaignent unanimement de l'insuffisance de la nourriture, qualité et quantité, et surtout du manque de pain. D'ailleurs, les cartes et les lettres que nous recevons journellement en France ne disent pas autre chose. Et ce besoin est si indiscutable que les autorités allemandes elles-mêmes ne cherchent pas à le nier, bien que certaine réponse du ministère de la Guerre de Berlin ait voulu nous faire croire que les quantités de vivres par homme étaient conformes aux décisions du Conseil d'hygiène. On trouve la preuve contraire dans la carte postale imprimée que recevait ce mois-ci par centaines d'exemplaires l'œuvre du « Vêtement du prisonnier de guerre, » à Paris. — Au recto, ces indications : *Gefangenenlager I Minden i. Westf. (Deutschland) Feldpostkarte* — et le titre de l'œuvre avec son adresse. Le timbre de la « Kommandantur » y est apposé. Au verso, cette formule, où les blancs sont remplis au crayon par le prisonnier : « Monsieur le président de l'Œuvre du Vêtement du prisonnier de guerre, Paris.

« Demeurant à ....., je n'ai pu recevoir aucun colis de ma famille, je serais donc heureux de profiter de votre assistance pour me procurer si possible du linge, vêtemens et vivres, que l'autorité allemande veut bien me permettre de demander.

« Avec mes remercîmens anticipes *(sic)*, veuillez agréer, monsieur, l'expression de ma sincère reconnaissance. » Suit la

signature, au crayon, et l'adresse détaillée d'un prisonnier militaire.

Des appels si pressans ne sont pas restés sans réponse, en Suisse. Plusieurs villes ont organisé des Comités d'aide aux prisonniers.

A Berne, quelques personnalités suisses, sous la direction de Mme Pageot, femme de notre attaché militaire à l'ambassade de France, s'occupent activement de secourir les camps de Bavière. A Genève, l'Œuvre du Paquet du prisonnier envoie de nombreux colis en Allemagne. Chaque ville a son centre d'action et de charité en faveur des internés français.

L'œuvre de Berne a même obtenu cet avantage, grâce à l'intelligent et dévoué mandataire qui a accepté de faire la visite des camps bavarois, M. Schneeli, de Münich, que des prisonniers désignés pourraient correspondre avec elle pour lui exposer leurs besoins, sans subir, pour ces demandes, les retards de quarantaine ordinaires. Et M. Schneeli, là comme partout, a constaté que la privation la plus grande pour les prisonniers militaires français est celle du pain.

Dans plusieurs villes de Suisse également sont organisés des services de renseignemens sur les disparus. Le plus connu est celui de l'agence internationale de Genève si admirablement dirigée par la Croix-Rouge et par son président, M. Ador. Mais je trouve à Fribourg même, au siège de l'œuvre de « Protection de la jeune fille, » une petite agence de recherches, menée avec une ardeur renouvelée, depuis plusieurs mois, par la présidente de cette œuvre et par sa fille, active secrétaire. Les lettres qu'elles reçoivent, innombrables, sont poignantes. L'angoisse se lit entre les lignes. Aussi, quelle joie lorsque la secrétaire, à l'aide d'un fichier ingénieusement classé, peut opérer ce miracle de restituer, au moins par correspondance, un disparu à sa famille. 3 122 de ces disparus retrouvés, 12 573 lettres écrites à leur sujet, 18 000 renseignemens donnés aux familles, voilà une partie du travail accompli par cette petite ruche. C'est beaucoup de besogne, sans nul tapage. De plus, 7 000 militaires recommandés à l'agence ont été l'objet de sa sollicitude : de là, toute une correspondance et fort intéressante.

Si l'on parcourt les lettres des prisonniers eux-mêmes, on est frappé de voir, à travers le laconisme obligé, et malgré la

dépression causée par l'exil autant que par la famine, que la confiance persiste, résiste, généralement même s'affirme en eux à mesure que le temps avance... C'est que, au long des mois passés, des prisonniers nouveaux sont venus s'ajouter aux premiers, et ceux-là *savent, de visu*, que les Allemands ne sont pas les vainqueurs.

En quittant Fribourg, la jolie ville aux vieux remparts, au ravin profond, traversé par ses antiques ponts suspendus, j'ai admiré un moment le paysage. Et voici qu'un arc-en-ciel est venu s'appuyer sur le ravin. Il montait joliment dans le ciel mi-sombre, aux lueurs évanescentes de l'orage. Une pensée très douce est entrée dans mon cœur : mon espoir est plus que jamais une certitude.

Et quand le train qui m'amène à Lausanne débouche du tunnel de Chexbres, je vois que l'autre extrémité de l'arc repose sur la rive de France. Je salue le lac qui ne sépare pas, mais qui unit si bien les deux pays. Le symbole est charmant. Je ne l'ai pas cherché · la nature a parfois de ces délicatesses.

*
* *

Annemasse. — Nous arrivons trop tôt dans l'après-midi. La ville est déserte. Ce n'est qu'un grand village. Pluie, chaussées détrempées. Nous errons, avant de nous reconnaître, au milieu d'une boue épaisse.

A la mairie, devant laquelle s'arrête le tramway qui vient de Genève, nous trouvons les bureaux fermés; on les ouvre à l'arrivée des convois qui doivent s'arrêter à Annemasse à 5 h. 30. Cependant, nous découvrons l'entrée d'une grande salle, où sont reçus et inscrits les évacués. Deux convois passent chaque jour, l'un (celui de Schaffouse) à 7 heures du matin : l'autre (venant de Zurich), à 5 h. 30 du soir. Chaque convoi reste environ trois heures à Annemasse, où, après reconstitution de l'état civil individuel, des repas sont donnés aux évacués dans les hôtelleries de l'endroit. Puis un train spécial les conduira en une heure à Évian ou à Thonon.

5 heures 45. — Voici le premier tiers du convoi, amené par le tramway. Deux autres rames le suivent, à quelques minutes d'intervalle. Des familles descendent; beaucoup d'enfans de tous âges. Différence avec l'arrivée d'un convoi semblable à Zurich!

Ceux-ci n'ont pas l'air si dépouillé : les dons de la Suisse leur chargent les bras.

D'ailleurs, quelques femmes, cette fois, ont des chapeaux; elles paraissent plus aisées. Ce sont, pour la plupart, des villageoises de Meurthe-et-Moselle. Caractère vif, moins de lourdeur que les gens du Nord. Je leur parle : « C'est en Suisse qu'on vous a donné ces choses? Les dames suisses sont très bonnes pour les Français? — Si elles sont bonnes! A *l'excès*, madame, à l'excès... » Je n'y contredis pas, mes souvenirs restent vivans. Et une femme ajoute, gentiment : « Ç'a été des innovations partout *(sic)*. »

Avec elles, j'entre dans la salle aménagée pour les inscriptions. Derrière de longues tables, de nombreux secrétaires sont assis. Des chasseurs alpins, du dépôt d'Annemasse, sans doute, font le service d'ordre. Ils surveillent la répartition de chacun devant les secrétaires attentifs. Ce n'est pas sans effort. Doucement, patiemment, ceux-ci interrogent les malheureux déracinés. Les réponses sont lentes, entremêlées d'explications, de questions. Les paysans, quelques-uns d'un grand âge, s'expriment mal, souvent dans une sorte de patois. Certains ne savent dire que le nom de leur hameau, qui, n'étant pas une commune, ne peut servir d'indication pour l'état civil. On me dit qu'un convoi a ramené, la semaine dernière, trois cents vieillards de soixante-dix à quatre-vingt-dix-huit ans, évacués d'un asile du Nord. Qu'on se représente la difficulté de leur identification, lorsqu'on arrive à peine à se faire comprendre d'eux. Aujourd'hui, j'avise, dans un coin de la grande salle, une femme très âgée, de mise convenable, qui, sans bouger de son banc, paraît regarder anxieusement. Je m'approche, et je constate qu'elle y voit à peine : les yeux sont voilés. Je lui parle : elle est dure d'oreille et fait effort pour m'entendre. Elle me dit qu'elle est bien fatiguée, « qu'elle n'en peut plus. » A côté d'elle se trouve une jeune fille, l'air hébété. Je l'interroge. Un demi-hurlement me répond, et elle me désigne, d'un hochement brusque de la tête, la pauvre grand'mère. Celle-ci devine le geste et me dit : « Elle ne peut pas parler, elle est idiote. » Puis elle éclate en sanglots... Quelle situation! Cette vieille femme et cette innocente, seules ici, dans cette foule. Que faire? Je m'en inquiète, auprès d'un des braves alpins qui mènent le service avec tant de douceur de gestes.

Au même moment, un mouvement se produit à la porte. On a fait entrer une femme, en noir elle aussi, qui regarde anxieusement à droite et à gauche. Tout à coup, la voici qui se précipite : « C'est elles, les voilà! Maman! » C'est la fille de la vieille, et la mère de l'idiote. Arrivée par un précédent convoi, après avoir été brutalement séparée au départ du village, elle a supplié qu'on lui permît d'attendre à Annemasse le rapatriement de ces pauvres femmes, et elle les a guettées depuis plusieurs jours. La voici au bout de cette angoisse, presque consolée de l'exode cruel pour avoir rejoint ces pauvres êtres, qui sont à elle...

Mais que de séparés ne se rejoindront pas! Que de pauvres vieillards mourront loin du pays! Que d'enfans ne reverront jamais leur mère, emmenée en Allemagne sans eux, morte là-bas de douleur et de privations...

Le travail d'inscription se poursuit. Les fiches sont constituées en double exemplaire, dont l'un reste aux mains du secrétaire; l'autre est remis à chaque évacué, qui doit le présenter à la sortie de la salle, pour contrôle de police. Plusieurs fois déjà on m'a prise pour une réfugiée : « Madame, vous n'êtes pas inscrite. » Le commissaire spécial, M. P..., rassure sur mon compte le secrétaire inquiet. Il y a, dans cette foule piteuse, des personnes bien mises. Quelques familles de Douai ou de Valenciennes ont demandé à rentrer, et l'ont obtenu, d'ailleurs à grand'peine, à la condition de faire partie d'un convoi d'indigens. C'est dur. Pêle-mêle anonyme et tumultueux, cela rappelle certaines gares, à la fin d'août. Des femmes s'appellent, cherchent leurs enfans, s'affolent, désemparées. Elles crient, ces paysannes, comme dans les champs dont elles sont si loin.

Une petite fille s'échappe, pleure : « Je veux aller *chez nous!* » Mot poignant, qui fait, d'un coup, réaliser l'horreur de toutes ces dépossessions. Si pauvre qu'ait été le foyer, c'était « chez nous, » et c'était meilleur que la plus hospitalière maison.

Le convoi d'aujourd'hui compte 266 enfans au-dessous de douze ans, c'est plus de la moitié du contingent. Il y a des familles de huit, dix, douze enfans. On en a vu passer qui en amenaient quinze, gens du Nord, braves et dignes dans le malheur, et dont tous les parens sont au feu. Les garçons paraissent déjà résolus, leur drapeau tricolore roulé dans la

main. On leur en a donné beaucoup, aux gares de Suisse, hommage discret au patriotisme souffrant.

Parmi les réfugiés qui s'égrènent en sortant de la salle, je vois circuler un jeune prêtre, le visage émacié, l'expression triste : c'est le curé des Éparges, qui attend encore de ses paroissiens au passage. Il n'en recevra plus, je pense ; le communiqué d'aujourd'hui annonce que les Éparges sont nôtres de nouveau, après une lutte coûteuse et prolongée.

Nous sortons, avec le commissaire spécial, qui veut bien nous accompagner au bureau où sont classées méthodiquement les fiches individuelles. Plusieurs jeunes femmes opèrent ce travail, et, de plus, se chargent de répondre aux demandes écrites qui sont adressées au sujet des rapatriés. Aujourd'hui, je fais appel à leur complaisance pour savoir où ont été envoyés quatre orphelins remarqués à Zurich cette semaine. Après quelques minutes, les voici repérés. On m'indique la ville où se trouvent logées, par les soins du préfet, les familles du convoi dont ils faisaient partie. Ce renseignement porte à quarante le nombre des indications fournies dans la journée par le bureau. Quarante « retrouvés. » Chaque jour donne des résultats analogues. Au surplus, les listes complètes et détaillées des évacués composant les convois sont envoyées au fur et à mesure à la Direction de la Sûreté générale, qui prend soin de leur publication.

Nous nous rendons maintenant à la gare, où stationne le train que va reprendre le convoi. Sur le quai, plusieurs centaines de petits sacs, portant des noms, sont amassés. C'est ce que possèdent maintenant les voyageurs arrivés si pauvres à la frontière suisse. Tous ces colis vont être placés dans un fourgon qui sera plombé, pour être rendus à leurs propriétaires à leur arrivée à destination définitive. C'est à Annemasse, en effet, qu'est signifiée cette destination. Ce soir, le convoi se rend à Thonon, comme celui d'hier et celui de demain ; mais, après vingt-quatre heures de repos, ce sera à Perpignan, à Carcassonne ou à Dijon, selon le classement départemental opéré par le ministère de l'Intérieur. La composition des convois reste à peu près la même qu'à l'arrivée en Suisse : on ne garde, par exception, à Annemasse, pour y être hospitalisés, que les malades qui ne seraient pas en état d'aller plus loin. Une liste numérotée des êtres de chaque convoi est remise au convoyeur, qui

fait la navette entre Annemasse et Thonon, et qui doit remettre cette liste pour contrôle au commissaire spécial de Thonon. C'est qu'on doit prendre de réelles précautions quant à certaines personnes qui pourraient se glisser parmi les rapatriés, avec des intentions peu patriotiques... Et la police des gares n'est pas une sinécure en temps de guerre.

J'ai demandé à M. P... quelles mesures sont prises à l'égard des « indésirables, » particulièrement lorsqu'elles sont malades. On les hospitalise dans des établissemens spéciaux, réquisitionnés à cet effet, et une surveillance sévère est établie. La chose est sérieuse : un seul convoi a amené, certain jour, trois cents de ces malheureuses !

*
* *

Thonon, 5 heures du soir. — A travers le lac gris, sous le ciel plombé, secoué par le vent d'orage, le bateau me mène à Thonon. A l'arrivée, le petit funiculaire-joujou monte la côte abrupte, et me voici en compagnie de M. le docteur Lesage, délégué de la Ligue contre la Mortalité infantile. M. Surugue, préfet de Haute-Savoie, nous reçoit devant la caserne, aménagée en asile temporaire. Avant de regagner Annecy, M. le préfet veut bien nous mettre au courant de tout ce qui a été fait pour les évacués, depuis le 16 mars, par les soins de son administration.

C'est chaque soir à 10 heures que le convoi d'Annemasse parvient en gare de Thonon. Les femmes et les enfans sont tout de suite hospitalisés à la caserne qui contient trois cents lits. Les hommes valides sont répartis chez des hôteliers, qui leur donnent lits et repas pendant les vingt-quatre heures que dure le séjour. Puis, au bout de ce temps, le convoi, parfois diminué de quelques malades ou vieillards, recueillis dans l'hospice de Thonon, est dirigé sur sa destination finale.

Nous allons, d'ailleurs, suivre pendant toute la durée de leur halte les arrivans de ce soir. Et, en attendant, nous visitons les locaux de la caserne où se trouvent encore les évacués d'hier dont le départ aura lieu à 9 h. 20. Il ne se passe ainsi qu'une heure à peine entre un convoi et le suivant.

La caserne présente, aussitôt qu'on en a franchi le seuil, un aspect de fête. Sur les murs, des drapeaux, des banderoles, des inscriptions en couleur, des guirlandes de feuillage. Les cou-

loirs blancs en sont tout égayés : « La France accueille ses enfans. » — « Les habitans de Thonon souhaitent la bienvenue à leurs compatriotes. »

Au rez-de-chaussée, salle de consultation et de pansemens. Deux médecins militaires sont chargés de l'examen individuel des évacués, — particulièrement des enfans. Un vestiaire, que nous verrons fonctionner demain matin, est alimenté tant par des dons venant de la charité privée, notamment d'un comité français fondé à Lausanne, que par des envois du Comité de Secours national.

Au premier étage, les salles de la caserne, parfois aussi de larges galeries dont on a clos les extrémités, ont été transformées en dortoirs. Des draps blancs montrent les lits tout préparés pour les prochains occupans. Chaque jour, il faut refaire à nouveau ce travail. On voit là des lits de toute forme, dons ou prêts de provenance variée, — témoignage touchant de la générosité locale. En ce moment, les évacués se préparent au voyage. Après un dîner substantiel, ils se dirigeront vers la gare, où nous allons les attendre.

9 heures du soir. — Sous la pluie froide, nous pénétrons sur le quai. Le train est là, à destination de Perpignan. Voitures capitonnées avec couloirs intérieurs. Les familles commencent d'arriver, elles s'appellent, dans la demi-obscurité; on se cherche, on garde des places. D'ailleurs, il y en a pour tout le monde, et les compartimens ne seront pas complets, afin de permettre à quelques femmes de s'étendre un peu, car on va voyager plus d'une nuit.

Ceux qui sont là étaient venus pour la plupart de Raismes, au Nord de la France. Ils ont séjourné presque tous en Belgique, quelque temps, comme ceux du Pas-de-Calais que j'ai vus à Schaffouse. Mais nous n'avons pas le loisir de causer : le train s'ébranle. Et à ce moment, comme sortant spontanément du fond même des cœurs, un cri s'élève, court le long de la voie, s'enfle au passage et se perd dans la nuit : « Vive la France ! »

« Vive la France ! » C'est encore le premier mot que je recueille, à moitié étranglé par l'émotion, des arrivans du convoi suivant. Sur le quai sombre, le train de 10 heures s'est arrêté ; une foule met pied à terre ; lentement, d'un pas lourd, des vieillards, des femmes pénètrent dans la salle qui sert de

passage pour sortir de la gare. Bien en vue, éclairée en plein, pour frapper leurs regards, une inscription se lit : « Vous êtes en France, soyez les bienvenus. » L'un après l'autre, ces gens lèvent les yeux vers la lumière qui attire, et semblent épeler, avec des lèvres hésitantes, une voix qui tremble : « Vous êtes... en France ! » Puis les yeux se voilent de larmes, et un cri s'étrangle, on le sent qui s'étouffe dans la gorge : « Vive la France ! » Joie indicible à quoi on ne peut croire, et que m'exprimait ainsi hier une femme rapatriée : « Oh ! madame, la première fois qu'on a revu un soldat français ! » Rien ne peut rendre ce que disaient ces mots si simples.

Déjà, causant tout à l'heure avec quelques membres du Comité de Secours de Thonon, j'avais appris qu'au bout de quelques jours, après les premiers arrivages, on avait été amené à placer à la gare cette inscription, car les questions posées par tous étaient les mêmes : « Est-on en France ? Est-ce bien vrai ? » Il fallait répondre d'avance à ce doute angoissant.

Voici que nous sortons de la gare sous la pluie qui recommence à tomber, accompagnant nos réfugiés. Il faut les guider, porter les bébés, les petits paquets, soutenir de pauvres vieux qui chancellent. Mais tous sont pleins de confiance. Ils vont se reposer, ils auront tout à l'heure un bon lit, des soins, une chaude atmosphère qui réconforte.

Et nous entrons à la caserne. Dans le couloir d'accès, un triage sommaire. Les hommes valides ne resteront pas, les hôtels les attendent. Quelques femmes seules seront retenues aussi à la porte. Les familles nombreuses, les jeunes mères, les femmes âgées montent lentement le grand escalier qui mène au dortoir. Puis la répartition se fait dans les salles, sans bruit, sans cris. Les enfans, las, s'endorment avant qu'on les déshabille. Des femmes s'étendent sans prendre le temps d'ôter leurs vêtemens, tant leur fatigue est extrême. La feuille du convoyeur signale quarante et un bébés au-dessous de deux ans, cent trois enfans de deux à sept ans. Quatre cent quarante-sept personnes en tout, dont un grand nombre de vieillards des deux sexes. Presque tous viennent de Meurthe-et-Moselle. Nous causerons demain. Il est 11 heures passées. Nous rejoignons le petit hôtel où nous avons préparé notre gîte. Demain, à 8 heures et demie, heure du premier déjeuner des hospitalisés, nous avons rendez-vous à la caserne.

8 heures 30. — Nous entrons au vestiaire. Des jeunes filles sont là, classant des vêtemens, préparant des listes, méthodiques et précises, sans un mot superflu. On sent qu'elles ont coutume de se hâter utilement. D'autres les rejoignent, apportant d'autres listes. Je constate l'ordre parfait de ce service. Chaque dortoir est aux mains d'une dame responsable, qui, tous les matins, note soigneusement les besoins de ses habitans. Pour celle-ci, une chemise, une jupe, un corsage ; pour les enfans, des chaussures, un costume de garçon, un tablier, etc. On devine combien nombreuses les demandes et quelle abondance de ressources il faudrait au Comité pour y répondre complètement. Du moins, le nécessaire, l'indispensable est fait ici, et rien n'est donné au hasard, puisque les essayages sont surveillés par les dames responsables.

9 heures. — Après le déjeuner, visite médicale passée dans les dortoirs par le médecin-major. Nous suivons. Les enfans sont examinés individuellement, en vue du diagnostic de maladies contagieuses possibles. On en constate peu, à l'ordinaire. Mais ces enfans sont, pour la plupart, des anémiques, des déprimés, des prédisposés à toute maladie épidémique éventuelle, et en danger d'y succomber. Au reste, les statistiques médicales des premiers mois de 1915 sont là pour le prouver. Les enfans de réfugiés ne sont pas en état de santé normale, et, s'ils contractent une maladie aiguë, ils y résistent en faible proportion. La mortalité s'élève, dans nos hôpitaux, jusqu'ici, à trente pour cent sur les cas observés. J'ajoute que ces observations portent aussi bien sur les enfans de familles relativement aisées.

Pendant que se poursuit la visite, je lie conversation avec plusieurs jeunes femmes, çà et là. Presque toutes ont été amenées de Meurthe-et-Moselle, où elles habitaient des bourgs ou des villages situés non loin de la frontière. Plusieurs vivaient auprès de C...-J..., embranchement de chemin de fer sur la ligne de Metz. Il y a là une gare importante, point de concentration de troupes allemandes, lieu de passage pour des blessés, des malades, dont une partie est hospitalisée tout auprès, dans les anciennes casernes des chasseurs à pied. Les Allemands y avaient tout d'abord logé leurs chevaux, puis ils les ont fait nettoyer par les femmes pour y mettre des malades. Ces femmes me disent avoir vu souvent passer des wagons, fermés, conte-

nant des malades, et sur ces wagons une lettre : T ou R (1). Lorsque ce sont des blessés, on garde ceux qui sont le plus gravement atteints dans le pays, et les autres sont évacués vers l'intérieur de l'Allemagne. L'autorité sanitaire a fait vacciner d'office les habitans des villages, mais sans leur expliquer de quelle maladie on allait les garantir. On leur a parlé du choléra (?), de la fièvre typhoïde, et on les a fait partir sans avoir terminé la série annoncée de piqûres...

Quand on a donné l'ordre d'évacuer, le canon français s'était rapproché depuis quelques jours. On a précipité les départs. La veille, des boulets étaient tombés à deux kilomètres. A la nouvelle de l'évacuation, l'émotion avait été grande : « Si on avait cru que c'était vraiment pour venir en France ! Mais on pensait qu'*ils* nous enverraient en Allemagne, comme les premiers qui sont partis, et on savait que c'était affreux là-bas, dans les camps... Aussi on a eu bien peur, et on est parti en pleurant. Mais, en passant à la gare de Metz, les soldats ont été gentils : ils ont donné des petits pains aux enfans. Alors on s'est dit que peut-être on allait tout de même rentrer en France. »

Logique inattendue, et qui se trouve justifiée par le fait; obscure intuition, peut-être.

La commune de C... a été frappée, me disent aussi ces femmes, de trente mille *marks* de contribution, puis de dix mille encore, pour des délits imaginaires. On avait de l'argent : on a payé. Mais les exactions sont fréquentes et abusives. Une dame des environs a dû, avant d'être évacuée, verser trois mille *marks*. Aussi on cache son argent comme on peut... Je ne dévoilerai pas les moyens employés par quelques-uns !

Les soldats allemands sont maintenant mal nourris; ils se plaignent de la quantité insuffisante de pain, dont ils touchent une demi-livre par jour. On a amené dans le pays, pour faire les cultures, des prisonniers russes ; ceux-là, surtout, sont peu et mal nourris ; ils paraissent épuisés. Et il est interdit aux Français de leur remettre quoi que ce soit, sous peine de punition sévère.

D'ailleurs, les soldats allemands ne sont pas méchans, disent-elles, s'ils ne boivent pas. C'est quand ils ont pillé une cave qu'il faut se sauver... Mais les gradés et les officiers sont

(1) Typhus, ou fièvre typhoïde. Rougeole ?

terribles. Et voici la prière qu'une toute petite fille, qui ne sait encore que balbutier, répète devant moi, à la grande joie de sa mère : « Petit Jésus, je vous donne mon cœur ; gardez maman, gardez papa, et cassez le nez aux Prussiens ! » Car nos gens de Meurthe-et-Moselle n'emploient, souvenir de 1870, que le mot de Prussien. On dirait que l'épithète Boche leur est inconnue ; n'aurait-elle pas traversé la ligne de feu ?

Dans ces villages proches de la frontière, s'était déjà établi le petit commerce allemand, et les jouets de camelote s'étalaient aux vitrines. « Seulement, comme les marchandes pensaient bien que nos enfans n'achèteraient pas *leurs* soldats, elles plaçaient un rang de soldats français par devant, pour les attirer ! » Je constate, au passage, ce que cette mentalité allemande et commerciale a de singulier, bien opposé à ce que d'autres peuples considéreraient comme patriotique...

Ces récits me font, plus que tout autre signe, pénétrer dans l'esprit de notre population opprimée. Je vois que, là encore, malgré tout, à travers tout, la confiance domine. Et j'admire par quel ressort secret s'est conservée une si belle tenue. Qu'on veuille bien remarquer que la plupart de ces paysannes ou de ces femmes d'employés sont sans nouvelles de toute une partie de leur famille depuis des mois, que plusieurs ont leur mari au feu et ne savent s'il est mort ou vivant. Et j'en rencontre bien peu chez qui le découragement ait pris le dessus. Une d'elles me dit cependant : « Il était temps que je revinsse : j'étais devenue neurasthénique, à force de rester avec les Boches. » Celle-là n'est pas, d'ailleurs, originaire du même département ; son langage l'indique.

Un peu plus loin, une scène poignante dont le souvenir me poursuit. Une petite fille joue avec sa poupée. Je cause avec la mère, qui vient d'un village du Pas-de-Calais. Comme je lui demande si elle avait assisté, dans cette région, à des scènes de destruction, elle me répond, sans phrases : « Oh ! oui, mais c'est la petite qui a vu massacrer ! Dis à la dame ce que tu as vu ? » Et l'enfant, sans cesser d'habiller sa poupée toute neuve, zézaye ceci : « Avec des fusils, devant la porte, ils en ont fait tomber trois, et puis ils étaient morts... » La mère m'explique qu'il s'agissait d'habitans du village, civils parfaitement innocens, que les Allemands ont tués ainsi, froidement, devant des enfans qui jouaient sur le seuil de leur maison. Et qu'ils

les ont achevés, une fois à terre, brutalement... La vision qu'a eue cette petite fille, qui doit avoir trois ans, me reste comme un cauchemar.

Le temps passe, c'est l'heure du repas, confortable et bien servi, après lequel les plus actifs parmi les voyageurs vont « voir le pays. » Déjà les hommes valides sont en promenade, cigarette ou pipe entre les dents, l'air tout à fait à l'aise et réconforté. Il est évident que ces rapatriés n'ont pas souffert l'abaissement moral dont ont fait preuve les premiers capturés civils. Ce n'est pas la même impression que celle qui se dégage du rapport de M. Payelle, si tristement véridique. Le sol de France, même sous l'invasion, leur a été clément. La terre allemande est dure à nos pieds latins.

Ce soir, après le dîner, ceux-ci repartiront pour Carcassonne. Dans le train, comme hier, tout est prévu. Des paquets contenant des vivres pour vingt-quatre heures seront remis à chaque famille. Il faudrait maintenant pouvoir les suivre jusqu'à leur destination, les voir accueillis, installés. On a peine à les quitter ainsi : ces caractères simples sont attachans dans le malheur encore plus qu'en temps normal.

Mais nous devons partir, nous aussi, rentrer à Lausanne pour y terminer notre voyage. Demain nous passerons à Évian, où les convois venus de Schaffouse, après une nuit de chemin de fer, et l'arrêt obligé à Annemasse, font une même halte de vingt-quatre heures chaque jour.

Même accueil dans la jolie ville d'eaux, même dévouement du Comité de Secours, même activité du vestiaire, alimenté par un ouvroir qui donne du travail aux femmes du pays. Atmosphère moins familiale, cependant, faute d'un local comme celui de la caserne de Thonon. Les réfugiés sont tous répartis dans des hôtels, et les plus âgés seulement, ceux qui n'ont pas la force d'aller plus loin, sont reçus dans un asile, pour y mourir, hélas! d'épuisement.

*
* *

Lausanne. — Par le lac redevenu bleu, sous un ciel brillant fouetté de nuages roses, nous voici à Ouchy. La jolie Suisse ne change pas. Comme on oublierait volontiers la guerre, sur cette rive charmante, à regarder les voiles souples et les mouettes blanches qui croisent sur l'eau!

Mais on ne peut l'oublier. Tout la rappelle. Au sortir de la gare de Lausanne, que dit cette grande affiche? Réclame pour un chocolat? Hélas! « Explosifs. La meilleure marque est... » Il faut en croire ses yeux, on la lit à deux fois...

Dimanche, 3 heures 30. — Je reviens à cette gare où tant de fois je suis descendue en temps de paix, ce temps lointain d'une vie qui ne savait pas son bonheur. Et je vois, de l'extérieur, les soldats suisses qui font ranger, sans bruit, une foule silencieuse. Il y a là, massée sur un quai, trois mille personnes au moins, recueillies comme dans l'attente d'une cérémonie religieuse.

J'entre, accompagnée par M. B..., le président du « Comité central de secours aux Français victimes de la guerre, » dont le siège est à Lausanne. Dans une petite salle qui leur est spécialement réservée, les dames du Comité, munies du brassard tricolore, achèvent leurs préparatifs. A l'arrivée du train, elles vont aller dans les wagons distribuer lait et café noir aux rapatriés. Par autorisation spéciale, afin de n'être pas gênées par la foule, elles monteront à contre-voie.

On me met un brassard, à moi aussi. Et, si hostile que je sois, par nature, aux insignes, j'aime aujourd'hui à porter celui-là : livrée tricolore. Le train approche. Il faut se hâter, car il ne stationnera que dix minutes, juste le temps de restaurer les évacués, de leur donner chocolat ou cigarettes.

Familles nombreuses : on voit aux vitres des têtes d'enfant qui se pressent. Dès avant l'arrêt, des mouchoirs s'agitent, et j'entends le cri familier : « Vive la Suisse! » comme si, à travers ce pays compatissant et sincère, nos Français sentaient se continuer une grande famille hospitalière et bonne.

Le Comité de Lausanne ne distribue pas de vêtemens dans les convois. Très judicieusement, on a pensé que si des dons étaient faits ainsi, rapidement, ils seraient mal répartis. Et tous les objets recueillis ou confectionnés par les soins des dames de Lausanne sont envoyés aux vestiaires d'Évian et de Thonon. Plus de deux mille kilogrammes de vêtemens et de linge ont déjà été expédiés ainsi en trois semaines. De plus en plus, le canton de Vaud fait affluer ses dons vers nos déshérités.

D'ailleurs, ici comme à Fribourg, l'aspect extérieur des rues, pour ainsi dire, est français. Aux vitrines, les cartes postales représentent « notre Joffre, » et si le Kaiser est là quelquefois, c'est en caricature. Les marchands de tabac ne vendent

que les cigarettes ou les cigares Joffre, aux trois couleurs bien en vue. Et le drapeau français voisine partout avec le drapeau suisse.

Voici le premier coup de sifflet. Il faut interrompre la conversation commencée avec une brave paysanne venue de Meurthe-et-Moselle. Elle a été chassée, celle-là, par le canon français : « La veille de notre départ, un obus est tombé sur la maison ! »

Je rapproche ce renseignement de celui que me donnaient, il y a deux jours, les habitans d'un village voisin : « Les obus français tombent à deux kilomètres... » Voilà l'avance constatée par le fait, indéniable, lente, mais sûre comme la marche du bon droit.

Le train s'ébranle. Encore une fois, j'assiste à cette chose poignante qu'est le départ d'un convoi. Les visages émus aux portières, les drapeaux aux mains des enfans, les cris répétés qui se croisent : « Vive la Suisse ! Vive la France ! » Sur le quai, la foule n'a pas bougé. Son attitude grave répond à nos pensées. Les bras se tendent cependant, les têtes se tournent, les yeux voilés de larmes suivent le train qui s'éloigne : les cœurs sont avec lui. Et les âmes ont éprouvé une union plus réelle, plus intime, que des paroles n'auraient su la produire, ni l'exprimer.

L. Chaptal.

LE VISAGE DE PARIS

I. — AOÛT

Le 30 juillet dernier, allant en automobile de Poitiers vers le Nord, nous avions déjeuné au bord de la route, sous des pommiers à la lisière d'un champ. D'autres champs s'étendaient à droite et à gauche, jusqu'à l'orée d'un bois d'où émergeait un clocher de village. Tout alentour, c'était le calme de midi et le paysage discret et ordonné que le souvenir du voyageur se plaît à évoquer comme particulièrement français. Parfois, même aux yeux qui les connaissent le mieux, ces champs tirés au cordeau, ces villages gris et ramassés, semblent tout simplement plats et ternes. A d'autres momens, pour l'imagination sensible, chaque motte de terre, chaque sillon uniforme témoigne de l'attachement vigilant et ininterrompu de générations fidèles au sol. Par ce doux après-midi de juillet, cet attachement s'exprimait dans toutes les lignes du paysage que nous avions sous les yeux. Dans le grand silence environnant, l'air semblait rempli du long murmure de l'effort humain, du rythme des tâches souvent répétées : la sérénité souriante du spectacle dissipait les rumeurs de guerre qui nous poursuivaient depuis le matin.

Tout le jour, des bandes de nuages orageux avaient assombri le ciel ; mais quand nous atteignîmes Chartres, vers quatre heures, ils avaient disparu derrière l'horizon, et la ville était tellement saturée de soleil qu'en entrant dans la cathédrale on

croyait pénétrer dans l'épaisse obscurité d'une église espagnole. De prime abord, aucun détail n'était visible : nous étions dans une nuit caverneuse. Puis, à mesure que les ombres s'éclaircissaient et prenaient corps en piliers, en voûtes et en nervures, il en jaillit une soudaine averse de lumière multicolore. Encadrés par ces ténèbres de velours, baignant dans le flamboiement d'un soleil de plein été, les vitraux familiers paraissaient étrangement lointains et pourtant d'une intensité écrasante. Tantôt ils s'élargissaient, semblables à des étangs aux rives sombres éclaboussés du soleil couchant ; tantôt ils scintillaient menaçans, comme des boucliers d'archanges guerriers. Quelques-uns étaient des cataractes de saphirs, d'autres des roses tombées de la tunique d'une sainte, d'autres encore de grands plats ciselés sur lesquels étaient jetés les joyaux de la couronne céleste, d'autres des voiles de caravelles cinglant vers les îles Fortunées ; et sur le mur occidental les feux dispersés de la rosace étaient suspendus comme une constellation dans une nuit d'Afrique. Quand on abaissait les regards de ces harmonies éthérées, les masses sombres de l'édifice, toutes voilées et enveloppées de brume piquée de quelques lumières d'autel, semblaient figurer la vie terrestre, avec ses ombres, ses déserts arides et ses verts îlots d'illusion. Tout ce que peut être une grande cathédrale, tout ce qu'elle peut signifier, toute la puissance d'apaisement qu'elle peut exhaler en notre âme, toute la richesse de détails qu'elle peut fondre en une seule expression de force et de beauté, tout cela, la cathédrale de Chartres nous l'a donné en cette heure unique...

Le soleil se couchait quand nous atteignîmes les portes de Paris. Au pied des hauteurs de Saint-Cloud et de Suresnes, les longues nappes d'eau de la Seine miroitaient de l'éclat rose bleuté d'un Monet. Le Bois s'étendait autour de nous dans la quiétude recouvrée d'un soir de fête, et les pelouses de Bagatelle étaient aussi fraîches qu'en juin. Au delà de l'Arc de Triomphe, la pente des Champs-Élysées descendait dans une buée poudrée de soleil vers la brume des fontaines et l'obélisque éthéré ; et sous les arbres des avenues qui en rayonnaient les courans de la vie refluaient, gagnant le centre de Paris. La grande ville, faite pour les arts raffinés de la paix, semblait dormir au bord de son fleuve, au pied de la tour Eiffel, princesse de légende sous la garde de son géant fidèle.

Le lendemain, l'air était lourd de rumeurs. Nul n'y croyait; tous les répétaient. La guerre ? Mais la guerre était impossible ! Les gouvernans étaient comme des enfants imprudens qui jouent trop près du bord de l'eau; mais l'insouciance coutumière, l'entraînement de la longue habitude persistaient en face des discussions creuses des diplomates. Paris poursuivait tranquillement sa quotidienne besogne d'été : loger, vêtir, amuser la grande armée des touristes, seule invasion que la ville eût subie depuis bientôt un demi-siècle.

Néanmoins, chacun savait qu'en même temps une autre besogne invisible se poursuivait aussi. Ce pays, dont rien ne semblait troubler la tranquillité, était en réalité traversé de courans silencieux et cachés qui le préparaient à la lutte. Ces préparatifs, on les sentait dans l'air calme comme l'on sent un changement de temps dans la douceur embaumée d'une après-midi sereine. Paris comptait les minutes jusqu'à l'apparition des journaux du soir. Ils ne disaient rien ou presque rien, sauf ce que tout le monde déclarait déjà dans le pays entier : « Nous ne voulons pas la guerre; *mais il faut que cela finisse!* » C'était la seule phrase que l'on entendît. Si les diplomates pouvaient encore éviter la guerre, tant mieux! Personne ne la désirait en France. Ceux qui ont passé les premiers jours du mois d'août dernier à Paris témoigneront de l'accord général sur ce point. Mais vienne la guerre et le pays était prêt, comme l'était le cœur de tous ses enfans.

Le lendemain matin, chez la couturière, les essayeuses fatiguées se préparaient à partir pour leurs vacances habituelles. Elles étaient pâles et anxieuses. Partout, l'atmosphère s'alourdissait d'une appréhension grandissante. Rue Royale, à l'angle de la place de la Concorde, quelques personnes étaient arrêtées devant un bout de papier blanc collé au mur du Ministère de la Marine. On y lisait : « Mobilisation générale. » Une nation armée sait ce que cela veut dire! Cependant, les passans rassemblés autour de l'affiche étaient calmes et peu nombreux. Ils lisaient l'annonce et continuaient leur chemin; il n'y avait ni vivats ni gestes. L'instinct de la race l'avait avertie que l'événement était au-dessus de toute expression extérieure. Comme une monstrueuse avalanche, la guerre était tombée en travers de la route de cette nation sensée et laborieuse, rompant ses habitudes, paralysant son industrie, démembrant ses familles et

ensevelissant sous un amas de ruines ce mécanisme de la civilisation si patiemment et si péniblement élaboré...

Ce soir-là, dans un restaurant de la rue Royale, assis à une table près d'une des fenêtres ouvertes au niveau du trottoir, nous vîmes s'écouler le flot des foules aux visages nouveaux. En un instant, nous comprîmes ce qu'est une mobilisation : une interruption formidable dans le cours normal des affaires, pareille à la rupture soudaine d'une digue. La rue débordait d'un torrent de gens porté vers les différentes gares. Tous étaient à pied, chargés de leurs bagages, car, depuis l'aube, fiacres, taxis, autobus avaient disparu, réquisitionnés par le Ministère de la Guerre. La multitude qui passait devant notre fenêtre était surtout composée de conscrits, les mobilisables du premier jour, se rendant aux stations accompagnés de leur famille et de leurs amis; mais, parmi eux, il y avait de petits groupes de touristes effarés, se traînant avec des valises et des paquets, leurs malles poussées devant eux, épaves saisies dans le tourbillon qui les emportait au maëlstrom.

Dans le restaurant, l'orchestre en vestes rouges à brandebourgs versait des flots de musique patriotique, et les intervalles entre les plats que si peu de garçons restaient pour servir étaient coupés par l'obligation de se lever pour la *Marseillaise*, pour le *God save the King*, pour l'*Hymne russe*, et puis de nouveau pour la *Marseillaise*. « Et dire que ce sont des Hongrois qui jouent tout cela! » fit observer un humoriste du trottoir.

A mesure que la soirée s'avançait et que la foule devant notre fenêtre devenait plus compacte, les badauds du dehors se joignirent aux chansons patriotiques. « Allons, debout! » et le couplet héroïque reprenait. Le *Chant du départ* était constamment redemandé, et le chœur des spectateurs s'y mêlait avec entrain. Une sorte d'humour tranquille était la note dominante de la masse. De la place de la Concorde jusqu'à la Madeleine, les orchestres des autres restaurans attiraient d'autres rassemblemens, et les refrains guerriers s'enchaînaient le long des Boulevards comme leurs guirlandes d'éclairage électrique. C'était une nuit de chants et d'acclamations, sans tapage, mais résolus et vaillans : Paris montrait ses badauds sous leur meilleur jour.

Cependant, derrière le rideau de flâneurs, le flot des

conscrits coulait toujours : les femmes, les familles cheminaient à côté d'eux, portant toutes sortes de sacs et de paquets improvisés. De cette apparente confusion sortait une impression de fermeté joyeuse. Les visages se succédant sans interruption devant nous étaient graves, mais non tristes, Tous ces adolescens, ces jeunes hommes, semblaient savoir ce qu'ils avaient à faire et pourquoi ils allaient le faire. Les plus jeunes paraissaient avoir grandi soudain : ils étaient devenus des êtres responsables ; ils comprenaient l'enjeu à risquer, et ils étaient prêts.

Le lendemain, l'armée des touristes d'été fut immobilisée pour laisser partir l'autre armée. Plus de ruées vers les gares, plus de pourboires alléchans aux concierges, plus de courses vaines en quête de fiacres, plus de longues heures d'anxieuse attente chez Cook. Aucun train ne s'ébranlait plus, sauf pour emporter des soldats, et les civils qui n'avaient pu, à coups de pourboires ou à coups de coude, arriver à s'introduire dans quelque interstice des voitures bondées quittant Paris la veille au soir, devaient s'en retourner à leur hôtel par les rues brûlantes... et patienter. Et ils retournaient ainsi par centaines, déçus et pourtant à demi soulagés, au vide sonore des halls privés de portiers, des restaurans dénués de garçons, des ascenseurs immobilisés, à la vie bizarre et décousue d'hôtels élégans, réduits soudain aux promiscuités et aux expédiens d'une pension du quartier Latin.

Pendant ce temps, il était curieux d'observer la paralysie progressive de la ville. De même que les autobus, les taxis, les fiacres et les camions avaient disparu, de même les agiles bateaux-mouches avaient quitté la Seine. Les chalands étaient partis, eux aussi, ou bien ne bougeaient plus : chargement et déchargement avaient cessé. Les monumens semblaient plus grands : chaque ouverture architecturale encadrait le vide, chaque avenue s'allongeait vers des distances désertes. Dans les parcs et les jardins, personne ne ratissait les allées ni ne taillait les bordures. Les fontaines dormaient dans leurs vasques, les moineaux affamés voletaient çà et là, et des chiens sans maître, tirés de leurs habitudes quotidiennes, rôdaient avec inquiétude, cherchant des yeux familiers. Dans les veines de Paris, si intensément conscient, mais plongé dans une si étrange léthargie, il semblait qu'on eût injecté du curare.

Le lendemain, 2 août, de la terrasse de l'hôtel de Crillon, on put apercevoir quelques faibles indices d'un retour à la vie. De temps à autre, un taxi ou un auto de maître traversait la place de la Concorde, conduisant des soldats à la gare. D'autres conscrits en détachemens défilaient à pied avec armes et bagages, bannière en tête. Un de ces détachemens s'arrêta devant la statue voilée de crêpe de Strasbourg et déposa une couronne à ses pieds. En temps ordinaire, cette manifestation aurait aussitôt attiré un rassemblement, mais, au moment même où l'on aurait pu s'attendre à ce qu'elle provoquât une explosion patriotique, elle n'excita pas plus d'attention que si l'un des soldats se fût détourné pour donner un sou à un mendiant. Cette apparente indifférence s'expliquait aisément. Quand une nation armée mobilise, tout le monde est occupé, et occupé d'une façon précise et pressante. Les combattans ne sont pas seuls à être mobilisés; ceux qui restent le sont aussi. Pour chaque famille française, pour chaque homme, chaque femme, la guerre entraîne une réorganisation complète de la vie. Presque inaperçu, le détachement de conscrits déposa son offrande aux pieds de la statue et s'éloigna...

Quand nous jetons un regard en arrière sur ces premiers jours de la guerre à Paris, nous les voyons dans leur cadre de grande architecture, sous des ciels d'été, éclairés d'une lumière idéale. L'éveil soudain de la vie nationale, l'oubli de tout souci médiocre, allégeait l'atmosphère morale : on croyait lire l'Épopée de la Guerre, et non en vivre les dures réalités.

Quelque chose de ce sentiment d'exaltation semblait pénétrer les foules dont le courant descendait et remontait les Boulevards jusqu'à une heure avancée de la nuit. Toute circulation de véhicules avait cessé, sauf celle des rares taxis réquisitionnés pour transporter aux gares les conscrits, et le milieu des Boulevards était aussi grouillant de piétons qu'une place de marché dans une ville italienne, un dimanche matin. Le vaste flot oscillait lentement, dans des directions contraires, s'ouvrant de temps à autre pour livrer passage à une des légions de volontaires qui se formaient à tous les coins : Italiens, Roumains, Américains du Sud, Américains du Nord, — chacune de ces légions ayant en tête le drapeau national, et saluée d'acclamations sur son chemin. Mais les acclamations mêmes étaient

discrètes. Paris refusait de se laisser arracher à sa sérénité voulue. On sentait quelque chose de noblement conscient et consenti dans l'état d'esprit de cette paisible multitude. Pourtant la foule était mêlée, faite de toutes les classes, depuis l'écume des boulevards extérieurs jusqu'à la fleur des restaurans à la mode. Deux jours auparavant, ces gens s'ignoraient ou croyaient se détester, étrangers comme des ennemis séparés par une frontière. A présent, tous, travailleurs ou oisifs, mendians, poètes, honnêtes gens ou aventuriers, se coudoyaient dans une instinctive communauté d'émotions. Le peuple, heureusement, prédominait. Ce sont les visages d'ouvriers qui font le mieux dans ce genre de foule, et il y en avait des milliers, chacun illuminé par la flamme de la passion comme par l'éclair du magnésium. Je me souviens surtout des femmes au front sérieux, au regard exalté; et aussi de ce petit fait caractéristique que presque toutes avaient songé à amener leur chien. Les plus gros de ces aimables compagnons, perdus entre les jambes de la foule, ne voyaient pas grand'chose; mais les petits s'étaient nichés dans le creux d'un bras, et des centaines de museaux camards ou pointus, lisses ou laineux, bruns, gris, noirs ou tachetés, contemplaient le spectacle avec le calme avisé du brave toutou parisien. C'était certainement un bon signe que l'on n'eût pas oublié le chien ce soir-là.

Nous avions vu, de façon saisissante, ce qu'est la vie pendant une mobilisation; maintenant nous allions apprendre que la mobilisation n'est qu'une des manifestations de la loi martiale, et que la loi martiale ne facilite pas la vie... tant qu'on n'a pas l'habitude. D'abord, il sembla au civil neutre que le but principal de cette loi était le plaisir capricieux de compliquer l'existence; et sous ce rapport elle excellait en raffinemens d'ingéniosité. Les instructions commencèrent à pleuvoir sur nous après l'accalmie des premiers jours : instructions sur ce que nous devions faire et ce que nous devions ne pas faire, pour obtenir que l'on tolérât notre présence et pour assurer la sécurité de notre personne. En premier lieu, les étrangers ne pouvaient rester en France sans donner satisfaction aux autorités quant à leur nationalité et à leurs antécédens, ce qui nécessitait des visites répétées et inutiles aux chancelleries, aux consulats, aux commissariats de police, chaque endroit regorgeant d'une telle foule de postulans qu'il était impossible d'y pénétrer. Entre ces vains pèleri-

nages, le voyageur impatient de partir avait à cheminer péniblement jusqu'aux gares éloignées, d'où il revenait ahuri par des renseignemens contradictoires et découragé par la déclaration que même les billets de chemin de fer — s'il était possible de s'en procurer — devaient être visés par la police. Il y eut un moment où il semblait au voyageur que ses pensées les plus intimes devaient être soumises à ce visa fantôme; et pour arriver à l'obtenir il fallait, pendant des heures infructueuses, suer, suffoquer, s'écraser dans des escaliers sordides, au milieu d'innombrables compagnons de misère. En outre, peut-être était-on à court d'argent, et fallait-il en demander par dépêche. Oui! Mais câblogrammes et télégrammes devaient être également visés, sans que pour cela l'envoi en fût garanti. Puis, défense d'user de code pour les adresses; et le nombre invraisemblable de mots nécessités par une adresse à New-York semblait se multiplier à mesure que les francs disparaissaient de votre poche. Enfin, le câblogramme parti, ou bien il se perdait en route, ou bien, s'il arrivait à destination, après bien des jours d'anxieuse attente on recevait la réponse désespérante : « Impossible à présent. Faisons tous nos efforts. » Il est juste d'ajouter que ces démarches fastidieuses étaient grandement facilitées par la soudaine amabilité du fonctionnaire français qui, rompant sans doute pour la première fois avec la longue tradition administrative, se montrait bienveillant et empressé...

Heureusement, ces allées et venues vous obligeaient à parcourir continuellement les belles rues désertes, chaque jour plus désertes et plus belles dans leur solitude d'été. Jamais les après-midi de Paris ne s'étaient enveloppés d'un ton gris-bleu si doux; jamais les couchers de soleil n'avaient ainsi transformé en une féerique Carthage de Didon les hauteurs banales du Trocadéro; jamais, surtout, la lune n'avait si lumineusement crû et décru dans la sérénité des nuits. La Seine elle-même embellissait encore de son mystère tout cet ensemble de beauté. Délivrée des embarcations qui les sillonnaient, ses flots aux petites ondes pressées s'aplanissaient en longues nappes soyeuses où les quais et les monumens pouvaient enfin contempler leur image intacte. Le soir, les feux de luciole des bateaux avaient disparu, et le reflet des réverbères s'allongeait en banderoles d'or rouge et violet, qui ondulaient sur les eaux calmes comme les feuilles fuselées d'immenses plantes aquatiques.

Puis la lune se levait et prenait possession de la ville, la purifiant de ses laideurs quotidiennes, l'apaisant, l'agrandissant et lui rendant ses lignes idéales de force et de beauté. Il y avait quelque chose d'étrangement émouvant dans ce nouveau Paris des premiers soirs d'août, exposé et pourtant si serein, que sa beauté seule semblait défendre.

Ainsi, peu à peu, nous prîmes l'habitude de vivre sous la loi martiale. Les premiers jours d'effarement une fois passés, les incommodités furent si légères que l'on se sentait presque honteux de n'avoir pas à souffrir davantage, de n'être pas appelé à servir la cause par quelque plus grand sacrifice de confort. La première semaine, plus des deux tiers des magasins avaient fermé, la plupart portant sur leurs devantures l'inscription : « Pour cause de mobilisation; » mais il en restait assez d'ouverts pour satisfaire à tous les besoins ordinaires, et la fermeture des autres prouvait de combien de choses on pouvait se passer. Les provisions étaient aussi bon marché et aussi abondantes que jamais, bien que, pendant une certaine période, il fût plus facile d'acheter des alimens que de les faire accommoder. La plupart des restaurans étaient fermés, et souvent on avait à errer longtemps avant de trouver un repas, et à attendre plus longtemps encore avant qu'il fût servi. Quelques hôtels menaient encore une vie hésitante, galvanisés de temps à autre par l'arrivée de voyageurs fuyant la Belgique ou l'Allemagne; mais la plupart avaient fermé ou s'étaient hâtivement transformés en hôpitaux. Ce furent les inscriptions au-dessus de l'entrée de ces hôtels qui troublèrent pour la première fois l'harmonie rêveuse de Paris. En une nuit, sembla-t-il, toute la ville se trouva marquée du sceau de la Croix-Rouge. Un bâtiment sur deux étalait sur sa façade la bande rouge et blanche avec les mots *Ouvroir* ou *Hôpital*. Il y avait quelque chose de sinistre dans ces préparatifs en vue d'horreurs auxquelles on ne pouvait pas encore croire, ces bandages que l'on disposait pour des membres encore intacts et sains, ces oreillers que l'on alignait pour des têtes qui se dressaient encore vigoureuses. Mais ces signes avertisseurs, tout en soulignant les douleurs à venir, ne rompirent pas l'enchantement qui enveloppait Paris. Les premiers jours de la guerre étaient pleins d'une sorte de confiance exempte de sottise ou de jactance, mais pourtant aussi différente que possible

de la ténacité clairvoyante que l'expérience des mois suivans allait développer.

Il est difficile de décrire sans apparente exagération l'état d'esprit du début de la guerre : l'assurance, l'équilibre, cette sorte de fatalisme souriant avec lequel Paris allait à sa tâche. Quelquefois, par les beaux soirs de lune, cette influence semblait émaner de la beauté de la saison et du religieux silence de la capitale. La guerre, furie hurlante, s'était annoncée par une grande vague d'apaisement. Jamais calme du désert ne fut plus complet : le silence des villes est tellement plus profond que le silence des bois ou des champs !

La lourdeur accablante du mois d'août rendait plus intense cette impression de vie suspendue : les jours étaient taciturnes, mais la nuit on entendait la voix même du silence. Dans le quartier que j'habite, toujours abandonné pendant l'été, les rues aux volets clos étaient muettes comme des catacombes, et le plus léger bruit trouant le silence semblait déchirer un voile funèbre. Je pouvais entendre à près d'un kilomètre le trot inégal d'un cheval boiteux, et les pas du sergent de ville montant la garde près de l'Ambassade de l'autre côté de la rue résonnaient sur le trottoir comme une série de détonations. Même les bruits si variés du réveil de la ville avaient cessé. Si quelques balayeurs ou chiffonniers poursuivaient encore leur métier, ils le faisaient mystérieusement, comme des ombres. Je me rappelle, un matin, avoir été tirée d'un profond sommeil par une soudaine explosion de bruit dans ma chambre. Je me dressai en sursaut et découvris que j'avais été réveillée par des bonjours échangés à voix basse dans la rue.

Une autre chose écartait de Paris la réalité de la guerre : c'était l'absence de troupes dans les rues. Après le premier flot de conscrits se hâtant vers leurs dépôts on aurait pu croire que le règne de la paix était revenu. Tandis que des villes d'importance secondaire fourmillaient de soldats, nul reflet d'armes n'étincelait dans les voies désertes de la capitale, nulle musique militaire n'y résonnait. Paris, méprisant tout étalage guerrier, nourrissait le patriotisme de ses enfans de la vue de sa seule beauté ; et cela suffisait.

Même quand les nouvelles des trop éphémères succès en Alsace commencèrent à arriver, les Parisiens ne se départirent pas de leur allure placide. Les crieurs de journaux furent les

seuls à crier, et eux-mêmes furent bientôt réduits au silence par ordre du gouvernement. C'était comme si l'on eût décidé d'instinct et à l'unanimité que le Paris de 1914 n'aurait rien de commun avec le Paris de 1870, et comme si cette résolution eût passé dans le sang de millions d'êtres nés depuis la date fatale et ignorant son amère leçon. L'unanimité de cet empire de soi fut le trait le plus caractéristique d'un peuple soudain plongé dans une guerre qu'il n'avait ni cherchée, ni attendue. D'abord on aurait pu prendre cette fermeté paisible pour la stupeur d'une génération qui, étant née, ayant grandi dans la paix, ne comprenait pas encore le sens de la guerre. Mais c'est précisément sur un pareil état d'esprit que des triomphes faciles auraient dû avoir l'effet le plus démoralisant. En 1870, la foule dans la rue avait crié : « A Berlin ! » A présent, la foule des rues continuait à s'occuper de ses affaires, en dépit de la pluie d'éditions spéciales et de bulletins optimistes.

Je me souviens d'un matin où notre garçon boucher apporta la nouvelle que le premier drapeau allemand était exposé au balcon du Ministère de la Guerre. « A présent, pensai-je, le sang latin va bouillir ! » Et je voulus être là pour voir. Traversant à la hâte la calme place Sainte-Clotilde je me trouvai au milieu d'une paisible foule qui remplissait la rue devant le Ministère de la Guerre. Cette foule était si sage que les quelques gestes pacifiques de la police frayaient aisément un chemin aux fiacres qui passaient et aux automobiles militaires, qui arrivaienl sans cesse. Toutes les classes y étaient représentées ; il y avait surtout beaucoup de familles, avec des petits garçons à califourchon sur les épaules de leurs mères, ou soulevés par les sergens de ville quand ils étaient trop lourds pour les mères. Il est certain qu'il n'y avait guère d'homme ou de femme dans cette foule qui n'eût un parent sur le front; et là, devant eux, flottait le premier drapeau ennemi. C'était un magnifique drapeau de soie, blanc, noir et cramoisi, tout brodé d'or : le drapeau d'un régiment alsacien, d'un régiment de l'Alsace prussianisée. Ce drapeau symbolisait tout ce qu'ils abhorraient le plus dans la tâche abhorrée qu'ils avaient à accomplir; il symbolisait aussi leur plus belle ardeur et leur plus noble haine, et la raison pour laquelle, si toute autre raison venait à manquer, la France ne pourrait jamais poser les armes, tant qu'un de ces drapeaux resterait debout. Et ils se tenaient là à le regarder, en silence,

l'esprit conscient et averti, comme s'ils prévoyaient ce qu'il leur en coûterait pour le conserver et pour en conquérir d'autres, comme s'ils prévoyaient le prix qu'ils auraient à payer et l'acceptaient d'avance. Les enfans mêmes, et les femmes dont les faibles bras les soulevaient, tous semblaient avoir un cœur viril. Et ainsi, posément et en silence, ils contemplaient et s'en allaient, laissant la place à d'autres qui contemplaient à à leur tour et s'en allaient. Tout le jour la foule se renouvela, et c'était toujours la même foule, recueillie, intelligente et silencieuse, fixant sur le drapeau un regard attentif, et comprenant tout ce qu'inspirait à son cœur français la seule présence de cet emblème flottant à cette fenêtre.

Tel était, au mois d'août, le visage de Paris.

II. — FÉVRIER

La brume de février sur la Seine. Les bateaux marchent de nouveau, mais ils s'arrêtent à la nuit, et le fleuve lisse et d'un noir d'encre a les mêmes longs reflets de plantes aquatiques qu'au mois d'août. Pourtant, ces reflets sont moins nombreux et plus pâles; car les lumières éclatantes sont partout voilées. La ligne des quais est à peine perceptible, et les hauteurs du Trocadéro se perdent dans la nuit; bientôt le contour si net des tours de Notre-Dame s'effacera à son tour. Sur les voies trempées, seuls quelques réverbères jettent leurs zigzags de lumière humide. Les magasins sont fermés, et d'épais rideaux voilent les fenêtres des étages supérieurs. Les maisons ont toutes des visages aveugles.

Dans les rues étroites de la Rive Gauche l'obscurité est encore plus profonde, et les rares lumières disséminées dans les cités et les cours rappellent le *chiaroscuro* mystérieux des eaux-fortes de Piranesi. La lueur du fourneau du marchand de marrons à un coin de rue rend plus vive encore cette évocation de la vieille Italie romantique, et les ténèbres qui s'étendent au delà semblent pleines de grands manteaux de conspirateurs. Pour rentrer chez moi, je tourne dans une rue déserte entre de hauts murs de jardins, un seul bec de gaz apparaissant bien loin à l'autre bout. Pas un être humain n'est visible entre moi et cette lumière; mes pas résonnent sans fin dans le silence. Une

forme vague tourne le coin en face de moi. Homme ou femme? Impossible de le dire avant d'arriver jusqu'à elle. Le brouillard de février accroît l'obscurité, et empêche de distinguer les visages que l'on croise. Quant aux numéros des maisons, nul ne songe à les chercher. Si l'on connaît le quartier, on compte les portes à partir du coin, ou l'on essaie de découvrir le profil familier d'un balcon ou d'un fronton; si l'on est dans une rue inconnue, il faut s'informer au bureau de tabac le plus proche; quant à découvrir un sergent de ville, à un mètre vous ne sauriez le distinger de votre grand'mère.

Telles sont, après six mois de guerre, les nuits de Paris; les jours sont moins pittoresques. Le frisson romanesque des premiers temps s'est presque évanoui; du moins le semble-t-il à ceux qui ont suivi le réveil progressif de la vie. L'impression peut être différente pour les observateurs venus d'autres pays, même de ceux que la guerre a entraînés dans son tourbillon. Auprès de Londres, avec tous ses théâtres ouverts et les ressorts de ses plaisirs à peu près intacts, Paris, sans doute, a l'air d'une ville sur laquelle pèsent de graves destinées. Mais pour ceux qui ont vécu ce premier mois ensoleillé et silencieux, les rues, aujourd'hui, montrent une activité presque normale. L'absence de tous les autobus et des lourds camions encombrans laisse à découvert mainte perspective oubliée, et révèle mainte beauté d'architecture que nul ne voyait plus; mais les taxis et les autos de maître sont presque aussi nombreux qu'en temps de paix, et les piétons courent les mêmes périls, grâce au passage impétueux de ces incomparables engins de destruction, les automobiles des hôpitaux et du Ministère de la Guerre. Beaucoup de magasins ont rouvert, quelques théâtres se risquent prudemment à donner des drames patriotiques et des programmes où la note comique assaisonne discrètement l'élément sentimental; et le cinéma déroule de nouveau ses kilomètres d'aventures.

Un moment, en septembre et en octobre, les allées et venues des soldats anglais et le branle-bas des autos militaires britanniques animèrent les rues de Paris. Puis les fraîches figures et les coquets uniformes de khaki disparurent, et maintenant Paris n'offre plus au curieux, comme spectacle militaire, qu'une poignée de pioupious faisant parfois l'exercice sur la place des Invalides.

Mais il y a une armée à Paris. Le premier détachement en est arrivé, il y a des mois, par ces jours sombres de septembre, lamentable arrière-garde de la retraite des Alliés sur Paris. Depuis lors, le nombre en a sans cesse augmenté, et le flot sordide s'est infiltré dans tous les courans de la vie parisienne. Partout, dans tous les quartiers, à toute heure, parmi la foule affairée des Parisiens au pas assuré et vigoureux, on voit ces gens à la démarche lente, le regard fermé, hommes et femmes portant sur le dos des paquets misérables, traînant sur le pavé leurs souliers râpés, tirant par la main de pâles enfans, ou pressant contre leur épaule des marmots endormis, — la grande armée des Réfugiés. Impossible de confondre ou d'oublier ces visages. Quiconque a rencontré ces yeux pleins d'un muet ahurissement, ou cet autre regard angoissé où se voit le reflet de flammes et de ruines, ne peut secouer la hantise de cette vision. La physionomie des réfugiés fait partie de la physionomie de Paris. C'est l'ombre sur l'éclat du visage que la ville tourne vers l'ennemi. Ces pauvres gens ne sont pas de ceux qui peuvent, au delà des frontières, pressentir le triomphe final : pour eux, le monde est borné par l'ombre de leur clocher. Ils labouraient et semaient, filaient et tissaient, et vaquaient à leurs humbles occupations, quand soudain d'épaisses ténèbres pleines de feu et de sang les ont enveloppés. Et maintenant les voilà au milieu de visages étrangers et d'habitudes nouvelles, seuls avec cette vision sanglante de foyers en flammes, d'enfans massacrés, de jeunes hommes traînés en esclavage, de vieillards foulés aux pieds par des soudards ivres de carnage, de prêtres assassinés au chevet des mourans. Ce sont ces gens qui par centaines attendent chaque jour aux portes des abris improvisés, et qui, en échange de tout ce qui fait la douceur de la vie, de ce qui la rend intelligible ou du moins supportable, reçoivent un lit de camp dans un dortoir, un bon de repas — et peut-être, les jours de chance, une paire de chaussures éculées !

Et que font les Parisiens pendant ce temps-là ? D'abord, et c'est bon signe, ils affluent de nouveau dans les magasins, et surtout dans les grands magasins de nouveauté. Au début de la guerre il n'y avait pas de plus étrange spectacle que ces palais déserts où l'on s'égarait dans des kilomètres de marchandises sans acheteurs, à la recherche de vendeurs disparus.

Quelques employés restaient, en nombre suffisant, semblait-il, pour les rares cliens qui venaient troubler leurs méditations. Mais ces quelques-uns ne tenaient pas à être troublés : ils se dissimulaient derrière leurs murailles de toile, leurs bastions de flanelles, comme honteux d'être découverts. Et quand on avait réussi à les en faire sortir, ils accomplissaient automatiquement les gestes nécessaires, comme s'ils s'étonnaient qu'on pût avoir envie d'acheter. Je me souviens, un jour, au Louvre, d'avoir vu tous les employés d'un rayon, y compris celui par qui j'essayais de me faire montrer de la gaze médicamentée, abandonner leur poste pour se précipiter au-devant d'un motocycliste crotté, venu leur dire bonjour et leur apporter des nouvelles du front.

Mais après six mois, les instincts normaux reprennent leur force impérieuse, et faire des emplettes est assurément un des instincts normaux de la femme. Je dis « faire des emplettes, » et non des achats, pour distinguer entre la morne obligation d'acquérir des choses nécessaires et la volupté de s'offrir le superflu. Il est évident qu'un grand nombre parmi les milliers d'acheteurs se pressant dans les magasins cèdent à cette passion. A un moment où les besoins réels sont réduits au minimum, comment expliquer autrement l'encombrement des grands magasins, même en songeant à l'achat énorme de fournitures pour les hôpitaux et les ouvroirs, et à l'incessant approvisionnement des innombrables centres de bienfaisance ? Pour expliquer la cohue aux autres rayons, il faut reconnaître que même la femme la plus éprouvée et la plus pleine d'abnégation doit fatalement, tôt ou tard, en dépit de son idéal et de ses résolutions d'économie, recommencer à « faire des emplettes. » Elle a renoncé au théâtre, elle se refuse les salons de thé, elle va furtivement au concert le moins cher ; mais elle est prise par le courant qui l'entraîne dans le gouffre des portes battantes jusqu'aux sables mouvans des soldes et des occasions. Nul, sous ce rapport, ne souhaite un changement dans la physionomie de Paris. C'est bon signe de voir les foules se presser de nouveau autour des comptoirs. Plus intéressante, pourtant, est cette autre foule, se pressant, chaque jour sur le pont Alexandre pour aller voir les trophées allemands exposés dans la grande cour des Invalides.

Là, un sang plus riche fait battre le cœur de Paris, et

quelque chose de cette ardeur passe dans les veines de l'étranger qui regarde la multitude sans cesse renouvelée en face de la triple rangée de canons allemands. Il y a, dans cette multitude, bien peu de gens à qui les monstres malfaisans n'aient porté un coup cruel, infligé un deuil déchirant. Mais la douleur personnelle est le sentiment le moins visible sur la physionomie de Paris. On peut affirmer, sans exagération, que le visage des Parisiens, après six mois d'épreuves, a pris un caractère nouveau. Le changement semble avoir affecté la matière même dont il est fait, comme si cette longue souffrance avait durci la pauvre argile humaine en lui donnant la solidité du bronze. Je croise souvent dans la rue des femmes dont le visage ressemble à une médaille commémorative, image idéalisée de leur ancien visage de chair. Et les masques de certains hommes, — ces curieux masques gaulois, tourmentés, creusés, écrasés et quelque peu faunesques, — ressemblent à des bronzes du musée de Naples brûlés et tordus par le baptême du feu. Mais aucun de ces visages ne révèle une préoccupation personnelle; tous regardent la France debout à ses frontières. Même les femmes qui marchandent des valenciennes aux comptoirs de dentelles ont toutes quelque chose de cette vision dans les yeux, — ou bien celles qui ne l'ont pas passent inaperçues.

Il est encore vrai de dire que Paris n'a pas l'air d'une capitale en armes. On voit aussi peu de troupes qu'au début, et en dehors des allées et venues des estafettes attachées au Ministère de la Guerre et au gouvernement militaire, et des rares uniformes aperçus aux portes des casernes, rien dans la rue ne révèle la guerre, si ce n'est la présence des blessés. Ils n'ont commencé que récemment à apparaître, car, dans les premiers mois, on ne les envoyait pas à Paris : les hôpitaux si admirablement organisés de la capitable restaient presque vides, tandis que dans tout le pays d'autres hôpitaux regorgeaient. On a beaucoup discuté les motifs de cette répartition des blessés, et fourni différentes explications. Peut-être l'un des résultats de cette mesure a-t-il été l'extraordinaire santé morale de Paris, qui a donné le ton au pays entier et qui, maintenant, est assez florissante et assez vigoureuse pour affronter le spectacle de toutes les misères. Et que de misères ! Chaque jour, sur le trottoir, s'accroît le nombre des silhouettes d'éclopés, et de pâles

têtes bandées dans les voitures qui passent. Au théâtre et au concert on aperçoit des uniformes, et ceux qui les portent doivent, en général, attendre que la salle soit vidée pour sortir en clopinant, appuyés sur un bras secourable. La plupart des blessés sont très jeunes, et c'est l'expression de leur visage que j'aimerais à peindre et à interpréter comme étant l'essence même de ce que j'appelle : le visage de Paris. Ils sont graves, ces jeunes visages ; on entend beaucoup parler de la gaieté dans les tranchées, mais les blessés ne sont pas gais. Ce n'est pas dire qu'ils soient tristes. Ils sont calmes, méditatifs, étrangement épurés et mûris : la grande épreuve par laquelle ils ont passé semble les avoir purifiés de toute petitesse, de toute frivolité. Elle paraît les avoir pénétrés jusqu'à la moelle, s'emparant de la substance même de leur âme, pour la modeler en quelque chose de si fort, de si magnifiquement trempé que, de longtemps, la physionomie de Paris ne voudra devenir indigne de la leur.

EDITH WHARTON.

(Traduit par Mlle Madeleine Rolland.)

DANS L'AIR QUI TREMBLE

I

Depuis les brumes de l'horizon, sous le vol des cormorans, accourt indéfiniment la furie de la mer. Innombrables, ses hydres partout surgissent. Elles vont, échevelées. Elles se défient. Elles enflent. Elles luttent. Elles bondissent. Elles renaissent. Elles se surmontent. Elles se dévorent. Elles s'épanchent. Elles s'étalent jusque sur la plage où s'épanchent aussi les flots des bataillons belges, où surgissent les attelages des batteries, où galopent de sombres cavalcades, où descendent, hérissées de baïonnettes, les colonnes de bataillons. Au Nord, la tempête secoue les manteaux noirs des artilleurs. Wouvermann a noté ce vent qui s'oppose à la marche de l'infanterie, qui lève la poussière sur les dunes. Ici et là, des escadrons et quelques villas de baigneurs, gentilles, frêles, diverses, se groupent contre le gris bouleversé du ciel. Au Sud, la Croix-Rouge signale l'hôpital. Des automobiles successifs amènent, du front proche, quelques héros boueux, avec des membres emmaillotés de gazes sanglantes. Sur le faîte des collines sablonneuses, mille et mille soldats entourent les petites maisons au style baroque. Ils habitent bruyamment, comme les convives d'un Jordaens, ces demeures en stuc rose, en stuc gris, en bois peint, qui forment un décor de fête et de paix. Devant le trottoir de briques, tels conscrits joufflus étendent leur lessive dans la « villa Louison. » Steen eût peint à merveille leur vérité. Tels vétérans de Louvain astiquent leurs fusils dans celle des « Glaïeuls. » Pour un Terburg ou un

van Ostade, tels sapeurs de Liége jouent aux cartes derrière le *bow-window* des « Liserons. » Le caporal enseigne la théorie chez « Gertrude. » Chaque section occupe, ce printemps, une maison dédiée, pour l'ordinaire, à la villégiature estivale des familles. Les hussards y couchent dans la paille. On y décrotte les brodequins et les guêtres de la tranchée. On y chauffe la soupe. On y débarbouille les visages prédits jadis par Franz Hals. On y savonne ses poings. On y marchande le tabac et les allumettes vendus par des Mathildes accortes. On y chante sa confiance vigoureuse. Peu à peu, de ces maisons pimpantes ornées de céramiques à fleurs, de toitures aux géométries complexes, sortent les escouades en capotes noires et les escouades en capotes bleues. Elles se dispersent sur le boulevard de briques. Elles se divisent par groupes de politiques animés, par trios de fumeurs indolens, par couples d'amis chaleureux. Les uns et les autres tournent les dunes. Ils se dirigent vers la ville.

A l'abri, dans les fonds, des quartiers tumultueux se tassent autour de places où les caissons s'alignent. Par les avenues, les tramways glissent bondés d'adolescens facétieux. Les automobiles de l'état-major, en meuglant, écartent la foule des guerriers. Elle se gare. Elle se presse. Elle s'agglomère autour d'un nouvelliste. Elle s'éparpille dans les rues, selon des caprices ardens. Ces camarades narquois se taquinent. De bons garçons s'offrent des cigarettes. Les solitaires déploient *l'Indépendance belge*. Les sociables s'invitent au seuil des tavernes pleines. Les gourmands se promettent le café chaud, la chope que déborde la mousse de la bière flamande. Toute cette armée blonde discute sous le béret à bande rougeâtre. Elle s'exalte en mêlant ses uniformes noirs et ses uniformes bleus. Elle s'amuse d'être à la guerre, semble-t-il, d'en pratiquer les sports, d'exercer son intelligence à comprendre les mouvemens stratégiques des Russes, les intrigues lointaines de la diplomatie bulgare, malgré la bise qui bouscule les feuilles des gazettes, qui relève les pans des capotes. C'est une vie d'entrain, de bonne humeur, de force. Rien n'a terrifié ces grands citoyens. Inutilement les Barbares ont massacré, violé, incendié, torturé leur patrie. Elle est là, très vivante, tout heureuse de sa foi en la victoire.

Que, du zénith, parfois, tombent des bombes, que leur explo-

sion meurtrisse, ampute, déchire, tue même des chasseurs au bivouac : c'est un accident. C'est la chance du jeu. Cela n'empêche point de pérorer, de choisir un cigare, ni de marchander un couteau. Ces jouvenceaux, cambrant leurs jambes bien serrées dans les *leggins*, paradent, en veste, pour la boutiquière, avec des mines de coqs sous la crête du bonnet de police. Ces beaux cavaliers dominent, le poing sur la hanche, une cohue d'allègres pousse-cailloux. Elle regarde casser le bitume du *lawn-tennis*, plan qui servit de repère aux aviateurs des *tauben*. Devant les trésors des magasins, combien de jeunes gaillards convoitent la gourde ventrue pour le rhum qui réconforte la sentinelle. L'étui du couvert en nickel serait utile à la dînette dans la tranchée. Cette lanterne électrique aiderait la faction nocturne, dans le trou de sable. Ce fourneau d'alcool solide réchaufferait, en flambant, le café du quart, et ces gants fourrés les mains froides. Ce manteau de caoutchouc préserverait l'uniforme durant les pluies interminables. Cette sacoche garnie de brosses, de peignes et de flacons permettrait une attitude plus fière. Cette lorgnette, hors de sa gaine, révélerait à l'éclaireur le mouvement lointain de l'ennemi. Ces molletières fauves épargneraient à la culotte grise de l'usure. Ce passe-montagne réchaufferait les oreilles de l'observateur, et ces chaussons de parchemin les pieds immobiles. Ce vérascope fixerait des souvenirs héroïques, ou terribles, ou gracieux.

Les bons garçons désirent seulement ce que le négoce invente pour faciliter l'aise et l'action dans une tranchée de Nieuport, d'Ypres, de Pervyse. Autour des emplettes, il se forme des groupes d'admirateurs. Ils félicitent les acheteurs, rouges de plaisir, et non moins que l'écolier recevant le cadeau de ses étrennes. On se croirait au jour de l'an. L'escouade qui porte ses gamelles à la distribution, l'athlète qui file au gré de son vélocipède, le peloton qui escorte les convois alimentaires, l'escadron qui éperonne les gros chevaux bourrus de la réquisition composent une foule joviale et saine, confiante en soi. Tant de catastrophes ne l'ont pas abattue. L'espoir en l'avenir lui fait des visages hardis. Elle rit aux éclats devant les caricatures de Guillaume et de François-Joseph qu'elle raille copieusement. Ne fut-elle pas victorieuse hier, à Dixmude, à Lombaertzyde ? Elle remplit de son audace verveuse le décor de cette cité fragile. Cité de stuc, de plâtre et de bois peint, cité

de plaisir faite pour un soleil radieux éclairant les ombrelles multicolores des baigneuses.

Les blessés guérissent à l'Hôtel de l'Océan, transformé en hôpital par le docteur Depage, l'ami de Vandervelde, le chirurgien dont les idées scientifiques et sociales instruisent les élites de toutes les patries. Pour cette œuvre, Mme Depage recrutait, aux États-Unis, des collaboratrices, et rassemblait des fonds avant de s'embarquer sur *la Lusitania*. Elle a péri dans le naufrage de ce navire torpillé par les Allemands du sous-marin. La Reine s'occupe beaucoup de l'installation. Le bâtiment est spacieux, très clair. Dans les chambrées plaisantes des baigneurs, quelques infirmières choisies soignent avec des précautions exigeantes pour le confort, maints soldats ravis d'être blessés un peu; car ils ne connurent jamais tant de gâteries subtiles et assidues.

II

Le dimanche, beaucoup de soldats se dirigent en bavardant vers l'église blottie entre les dunes du Sud. Trop nombreux ils se massent dans la nef simple, neuve et nue, toujours menacée par les avions du Barbare. En chœur, avec l'orgue, des voix, plus sévères alors, chantent les oraisons. Elles demandent au Sauveur son courage de crucifié. Puis les hymnes nationaux des Alliés s'élancent, unanimes, par les verrières, jusqu'au soleil pâle, successivement. L'assistance s'écoule lente, sur le parvis sablonneux. en recoiffant ses bérets noirs à bandes rougeâtres. Elle a pris conscience de sa force unie aux forces anglaises, russes et latines. Soudain, elle cesse de causer. Elle se range, s'aligne, se raidit militairement. Elle regarde les villas dernières qui marquent la fin de la cité sur les dunes. De là sort et s'avance un jeune officier blond, très grand, très droit, en capote usée de fantassin. L'armée salue le plus noble roi de l'histoire, son roi, digne d'un portrait qu'eût signé van Dyck. Une jeune femme simple, un écolier grave l'accompagnent par le sable mouillé du chemin. Les deux haies de soldats sans armes rendent hommage, la main contre la tempe, et le cœur battant, à ces trois êtres qui firent plus belle encore l'antique conception de l'honneur. Fièrement, l'armée belge rend hommage à leur gloire sans pareille, à leur infortune pleurée

par toutes les civilisations. Et les soldats rentrent dans l'église. La famille royale a gagné sa chapelle qu'une grille légère sépare de la nef. Capitaines, marchandes, dames, enfans, escouades, venus pour la seconde messe, ne se lassent pas de contempler le pur idéal inclus dans cette trinité d'esprits.

Avec la mine d'un cuirassier que travestissent l'or et le velours rouge de la chasuble, un prêtre officie rapidement au milieu de cette foule inclinée sous le tourment atroce de son Dieu. On imagine qu'elle se tient là debout, à genoux, pour assister son roi en prière devant la suprême justice, pour lui confirmer, durant cet examen de conscience, la foi des Belges en la vérité de sa décision immolant leurs richesses, le royaume et tant de vies courageuses plutôt que la probité de leur signature nationale. Côte à côte, épaule contre épaule, fusiliers, artilleurs, cavaliers, enfans et mères forment une âme compacte, murmurant, avec ses princes, les mêmes mots du missel. Au Christ de Rubens n'offrirent-ils pas ensemble, très sincèrement, l'opulence de leur patrie, les arts illustres de leur capitale, les architectures et les trésors sans prix de leurs villes, la paix de leurs villages, les mille et mille existences de leurs martyrs ruinés, torturés, dépouillés, de leurs vierges violées, la beauté plantureuse de leurs campagnes aujourd'hui dévastées ? N'offrent-ils pas même ce qui leur reste encore, ces quelques cités attestant le génie qui les sut construire, orner, parfaire, ces quelques champs labourés par la charrue et par les obus de la bataille quotidienne, même cette dune sablonneuse avec son décor de maisons fragiles, avec sa mer furibonde, et son église neuve toute droite dans la tempête ?

Le Roi se dresse bien droit dans le malheur, aussi. Tous les fronts au soleil, près de lui, pensent. Ils sont la Belgique sainte qui, de siècle en siècle, a complété la splendeur de ses cathédrales, qui les a, par ses talens, pourvues de sculptures, de tableaux non pareils, qui a bâti des cités pieuses, laborieuses, puis fastueuses, autour des chapelles jadis rustiques, ensuite magnifiquement agrandies. Ne peuvent-ils pas implorer sans crainte l'ange exterminateur afin que, par le moyen de leur vaillance, il anéantisse la multitude sauvage des Teutons incendiaires de bibliothèques, tueurs de prêtres, destructeurs d'églises? Comment le ciel refuserait-il la victoire capable de rétablir en son droit le peuple qui ne se bat que pour l'hon-

neur? Les Serbes luttent pour la vie, les Russes pour la gloire des Slaves, l'Angleterre pour la prospérité de ses peuples industrieux, la France pour ses idées libératrices. Les Belges luttent pour l'honneur, uniquement. Pour l'honneur, auquel a tout sacrifié son prince blond et calme, si pareil aux étudians de Louvain, et qui, soigneusement, achève, là, son examen de conscience parmi ses héros fiers de leur devoir rempli, fiers de leur âme prête à tout accomplir encore de ce qu'attend le siècle anxieux.

La Reine penchée, en modeste jaquette, vers son livre d'heures, peut bien songer, du reste, qu'en 1808, une autre souveraine, Louise de Prusse, se réfugia dans les sables aussi, ceux de Memel-la-Baltique, après les défaites d'Iéna, d'Eylau et de Friedland, après la perte de son royaume, qu'elle y pleura des larmes sanglantes au fond du moulin lui servant d'asile, qu'elle entendit Napoléon la désespérer au festin offert par le tsar Alexandre. Et voici que les descendans de cette Louise règnent sur l'empire des Allemagnes, et qu'ils y eussent régné toujours, sans la démence de leur orgueil, sans la férocité de leur tyrannie, sans l'iniquité de leur agression contre les peuples pacifiques, enfin alliés, certains de vaincre tout à l'heure. Cet écolier pâlot, en son cache-nez de laine grise, et qui demain revêtira la capote du fantassin belge, pourquoi ne saurait-il pas un jour la chance d'un Guillaume Ier à Sadowa, pourquoi ne remplacerait-il pas, en Europe, par sa justice, la folie cruelle des Hohenzollern et de leurs Barbares? La Belgique de 1915 semble autrement glorieuse que la Prusse de 1808. Les alliés puissans qui manquaient à celle-ci ne manquent point à celle-là.

Ainsi parle un volontaire, en uniforme d'azur, sur le seuil de l'église, parmi ses camarades attentifs. Sortis derrière la famille royale, ils la regardent maintenant gravir la pente de la dune, et bientôt s'abriter dans la simple maison contre la tempête qui bouleverse les espaces d'eaux glauques et de nuées grises, qui chasse les écumes de la mer, et chavire les oiseaux criards.

Emmitouflés dans leur habit bleu d'horizon, les conscrits nouveaux de l'armée belge retournent à la ville. Ils ne doutent point que leur prière ne soit exaucée. Les conversations s'animent. Les plaisanteries s'échangent. Les rires de Jordaens éclatent. L'entrain est constant, la jovialité sans lassitude. Tous

gardent, en leur esprit, l'image du roi, vivant symbole de leur espoir, de leur certitude. Avec cette foi gaie, le lundi, chargées du havresac, ceintes de cuir, munies de la pelle à tranchée, du bidon, de la musette bossue, leurs sections se rassemblent sur les dunes, devant le décor de la cité frêle. Leurs compagnies s'alignent. Les rangs des bataillons avancent et se prolongent. Ils se fixent sur la chaussée de briques, devant la mer furieuse, glauque et blanche qui se boursoufle, puis s'effondre. Face à face, se déploient les eaux de la tempête et les foules de la guerre.

Au bas des dunes, sur la plage même, contens de se voir en masses solides, les régimens descendent. Les escadrons trottent, s'arrêtent. L'artillerie passe et retentit. De point en point, les guides plantent les fanions pour la revue sur le sable infini. L'armée, de partout, grandit. Elle se condense sur d'énormes distances. Elle se développe. Elle évolue vite. Les soldats se sentent toute cette force qui grossit, qui s'accumule, qui s'étend, que mesure le galop des centaures lancés entre les ailes volantes de leurs manteaux. Les estafettes se hâtent. Les officiers gesticulent. La multitude, du Sud au Nord, se divise en unités linéaires. Elles s'immobilisent depuis le boulevard et la ville jusqu'aux essors des mouettes et des embruns. Bientôt, la plage disparaît sous les brigades en marche. Elles cachent, de leur progression, la tempête glauque et blanche. Elles strient le ciel de leurs armes obliques sur les épaules de quarante mille soldats. Elles règlent leurs mouvemens d'ensemble. La puissance de l'homme ingénieux se déploie devant la force éternelle de la mer et du vent. Voici le nombre et le courage. Les sonneries chantent. Les fanfares s'exaltent. Les clairons répondent. Les musiques rythment les pas de sombres légions. Au galop, sur le flanc de son armée, l'état-major paraît, son roi en tête, haut, noir et or. Suivent la fine amazone, le jeune écolier très droit sur son grand cheval bai, un général anglais large et solide, en uniforme verdâtre, des cavaliers entre les pans gonflés de leurs capes. L'essaim brillant se pose au pied d'une colline.

Aussitôt, toutes les musiques lancent au ciel leurs hymnes de bravoure. Le défilé commence sous la protection des caronades au long col. Enfouies, cachées dans le sable, à la cime de la dune, elles visent le ciel traître et les vautours d'Allemagne. Parfois on les discerne dans les nues, avant les vaines explosions de leurs bombes.

Devant son roi, symbole de ses idées loyales, passe la force reconstituée du peuple belge, les héros de Liége et de l'Yser, les conscrits pleins d'ardeur, les vétérans des expéditions africaines. Robustes, bien musclés, sûrs de leur vigueur, de leur discipline, ils avancent en lignes étendues et fermes, malgré la furie du vent, malgré la mollesse du sable. Voici les bataillons qui, de semaine en semaine, repoussent l'Allemand sur les dunes de Lombaertzyde; et par delà. Ils l'expulsent de ses trous noyés. Ils le mitraillent dans ses gîtes marécageux. Ils l'ensevelissent égorgé par les baïonnettes, déchiqueté par les obus, dans les boues de l'Yser, dans les flaques pleines de cadavres pourrissans, dans les décombres des villages que sa furie voulut anéantir. C'est une force neuve, encadrée de vieilles troupes que dix mois de la plus terrible campagne ont aguerries à l'extrême.

Sur cette plage étroite que dévore un assaut tumultueux des vagues, l'armée défile, masse hérissée contre le gris pesant du ciel, contre les courses bondissantes des eaux. Injurieuse et active, la mer monte. Elle mange, de ses flots incurves et de ses cascades surgies, abattues, la plage resserrée entre le flux et les dunes. Il semble que, complice des Barbares, elle veuille réduire encore le territoire envahi par les crimes des Teutons. Elle mouille les pas des flanqueurs. Elle crache son écume à la face des sergens. Elle rejaillit aux flancs des chevaux. Elle oblige les compagnies à diviser leurs fronts, à dédoubler leurs faces, à marcher par sections, sous les yeux du roi, de la reine, du jeune duc, qui voient se rétrécir ainsi leur royaume, de minute en minute, à mesure que la puissance de leur armée s'affirme plus nombreuse et plus dense.

III

A Furnes, dans le silence de la ville abandonnée, un soldat marche solitaire et lent. C'est un jeune athlète en large capote brune, en pantalon gris-bleu à liséré rouge, en houseaux. Sous le béret de drap, sa figure colorée se crispe entre les cheveux d'or. Parfois il grimace douloureusement. Il soupire. Il invoque son dieu. Il nous aborde et nous prie de photographier la maison qu'il désigne. Un obus, dit-il, la perça du grenier à la cave pour y faire explosion, pour y déchirer les malheureux tapis là,

sous le bombardement. La femme, la mère, deux petites sœurs y furent écrasées; famille de celui qui nous parle en pleurant. La veille seulement il quitta la tranchée, devant Dixmude. Les camarades de la relève lui ont appris son infortune. Il a voulu revoir la place de la tragédie. Le voici devant les traces de la fatalité. Les siens avaient dû fuir déjà leur maison en flammes pour se réfugier de Dixmude à Furnes, chez des amis. De ces gens, nul ne survit que le soldat veuf et orphelin, son bébé de trois mois en nourrice au village, près de la mer. Et lui, soldat, qui, depuis le début, combattit à Liége, à Louvain, Anvers, Dixmude, n'a pas reçu la moindre blessure. A Louvain, il tiraillait côte à côte avec son meilleur ami, qui s'affaissa brusquement tué par une balle. Donc plus d'ami. Plus de famille. Personne. Nous l'écoutons. Nous ne pouvons que répéter ses plaintes. Nous sommes le chœur de la tragédie antique. Il est le héros revenu devant le tombeau de sa race. Deux larmes coulent vers la moustache d'or sur le visage coloré qui se crispe.

Personne non plus, sauf nous, dans la gracieuse ville abandonnée que flatte le soleil de mars, que comblent le silence et le vide. La maison des victimes a conservé sa mine flamande, bien propre, sur toute la façade aux fenêtres régulières et hautes, sans brisure. La catastrophe fut intérieure dans ce grand sépulcre blanchi. Se reculant, on aperçoit la toiture en un point défoncée. Devant le décor de la tragédie, devant le chœur impuissant, le guerrier pleure, secoué par des frémissemens nerveux. Il contemple une relique, la pochette de cuir, trouée au centre, par le fer qui éventra sa jeune épouse. Les billets de banque sont largement perforés dans l'épaisseur de la liasse, déchiquetés. Le veuf fixe les yeux sur le reste de son avoir. Ils voient plus loin. Apparemment, le héros songe aux projets établis à deux, le soir, en comptant leur fortune. L'avenir de leur enfant, la chère femme le voulait embellir par leurs économies, leur sagesse, leur travail commun, celui de la maison où cousent les servantes, et celui du négoce à la mer. Évidemment, la ménagère ressuscite, pour son mari, telle qu'elle était rangeant ces précieux témoignages de leur richesse honnête, d'un soigneux labeur, de leur existence contente et douce. Un acier anonyme put férocement abolir cela, parce qu'un peuple admirable a défendu contre la violence des Barbares l'honneur de sa loyauté.

Quelque temps, le veuf nous a suivis, l'âme absente, à travers la ville sans âmes.

Il semble que, dirigés par un tir constamment égal sur tous les points, les obus n'aient guère démoli que les toitures et les intérieurs, laissant les façades intégrales. Elles masquent les ravages des appartemens. Ainsi qu'aufrefois, elles sont avenantes, ces maisons pointues dans leurs atours des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Sur la Grand'Place, elles évoquent, l'une près de l'autre, des époques diverses et leurs mœurs. Le beffroi rouge, derrière, n'a point souffert, ni, devant, le corps de garde espagnol, ni sa grosse tour, ni la châtellenie. L'oiseau d'or brille toujours sur le vieux pignon voisin de l'Hôtel de Ville et de son perron à fines colonnettes sculptées par Lukacs, selon l'art de la Renaissance flamande. Toutefois, une explosion interne a tuméfié le lacis de plomb enchâssant les vitraux; desquels un se rompit. Après quoi, la cour du roi Albert, qui séjournait là, dut se retirer vers la mer. Dans la rue prochaine, l'hôtel de la Noble-Rose, frappé d'abord, le 1er novembre, montre ses étages détruits, éboulés. Ailleurs, un mur criblé, un tas de moellons, des bandes de papier collées en croix sur les vitres pour contenir les morceaux que briserait une explosion, des sacs de terre empilés devant les soupiraux des caves, par peur de l'obus intrus, attestent les périls encourus et qui chassèrent les habitans. Quelques-uns, très rares, persistent à jouir de jardins proprets, de maisonnettes basses et nettes, en quelques endroits à l'écart, au fond de la cité sans vie. Ces braves y font l'impression de revenans. Craintifs, il se hâtent de saluer l'escadron qui passe, sans trompettes, sur le pont de l'Yser, puis l'automobile poudreux de l'ambulance anglaise, enfin la patrouille de fantassins las et boueux. Ailleurs, la gare, les bâtimens annexes furent entamés. Même un gros projectile saccagea le poste de la Croix-Rouge française en sa maison de briques, y massacrant quatre brancardiers militaires, y écornant une voiture. Le comte de Beaumont et les autres Croix-Rouges visitaient, par chance, les avant-postes, pour l'enlèvement des blessés.

L'automobile court sur une route droite, survolé, repéré par les avions des deux partis. Il longe les inondations défensives. A gauche, dans les champs, sont prêtes les tranchées de repli à redans, derrière leurs fils en fer tendus de piquet à piquet. Les soldats belges et anglais, joyeusement cantonnent

dans les cabarets des hameaux. On y vide maintes chopes. Conscrits azurés, tommies verdâtres jouent, la pipe dans la moustache. Ils se tapent. Ils courent, ainsi que des collégiens pendant la récréation. Le nez en l'air, d'autres parient qui tâchent de reconnaître la nationalité de l'aviateur explorant le ciel. Certains, l'oreille tendue, discutent le calibre des pièces qui tonnent lourdement derrière l'horizon, qui, parfois, ici même, envoient leurs masses de mélinite et d'acier, comme en témoignent les cratères béans au milieu du guéret où grattent les poules. Cela n'empêche point les motocyclistes d'ébaucher un match, à grand bruit parmi les flaques, tandis que rient, les poings aux hanches, de jeunes et saines Flamandes. Des accordéons rythment les chants. On se croirait à la fête de la jeunesse et de l'abondance, tant les convois déchargent de victuailles et de bouteilles parmi les hourras des bénéficiaires.

On arrive dans Ypres par une rue de boutiques closes. Déjà, quelques maisons abîmées annoncent les ruines. Les voici, pires que celles de 1383, de 1584, causées par la fureur des Gantois et des Gueux. Maintes gazettes ont décrit l'acharnement des Teutons sur les beaux édifices pieusement respectés par les troupes victorieuses de notre Louis XIV, par celles de notre République Une et Indivisible. De tout cela : cathédrale, cloître, halles, hôtel de ville, il subsiste un portique à colonnes brûlées, l'énorme et très haute tour découronnée de la cathédrale, quelques nefs remplies de décombres. Ils recouvrent le tombeau même de Jansénius. Seul, un monsieur de marbre à favoris, et en habit ridicule persiste, impavide, sur le socle, au milieu de la catastrophe. Dérision cruelle qui joint du grotesque au tragique.

A l'intérieur noirci de la Halle aux Drapiers, les soldats anglais bivouaquent. Assis sur des moellons, ils excitent un maigre feu. Ils cuisinent. Ils brossent leurs habits verdâtres lourds de boue et de pluie. Roussis, jaunis, amincis en apparence, les murs extérieurs de la Halle penchent avec la série de leurs statues. Il semble que les façades ont gondolé debout sous l'action du feu. Des parties bombent hors de l'alignement. D'autres rentrent. Et cela comme il fût advenu à un décor en carton trop longtemps chauffé. Sur une face, sur l'autre, celle de la Grand'Place, les comtes de Flandre, leurs épouses de pierre, encore adossés contre les murailles s'inclinent, avancent ou se retirent selon les mouvemens peut-

être illusoires de l'ensemble. Du haut du beffroi que Beaudouin IX se résolut, en 1200, à fonder, un maçon hardi rejette les pierrailles encombrant les creux des frontons sculptés. Un à un, ces fragmens tombent vers les éboulis accumulés sur le sol de l'antique halle, et harcelés par les averses qu'aucune toiture n'arrête plus. Les flammes se lassèrent de dévorer quelques peintures de la salle Pauwels. En tristes lambeaux, là, survit l'histoire des Flandres. Leurs demi-personnages s'étonnent des tommies hâlés, saurs et crottés qui raclent leurs bottes, qui graissent leurs armes, qui sifflotent leurs airs de gigue.

En face, la Halle de la Boucherie, et son double pignon à degrés, ceux du musée, se sont effondrés tout à coup sur cinq ou six personnes. De semblables accidens peuvent se répéter, même si les obus des barbares n'achèvent pas la destruction des édifices offerts à la piété de l'avenir par l'intelligence du passé.

Le vent qui s'engouffre dans l'imperméable jaune-serin de ce cavalier britannique renverse aussi des briques branlantes sur les pans de murs. Le canon, d'ailleurs, ne cesse d'ébranler l'atmosphère humide. Il démolit la rue au Beurre après la rue de Lille. Tout à l'heure, il creusera un cratère, au beau milieu de la Grand'Place, devant l'amas de débris que sont devenus le gracieux Hôtel de Ville, ses arcades fines, et les sveltes pinacles surmontant les mansardes. Sur la place fort ample, les convois d'ambulance défilent qui ramènent du front les blessés. Dans les tavernes et les tabagies, de l'autre côté, les soldats s'entassent. Des officiers anglais ont introduit leurs jambes maigres en de belles bottes de caoutchouc, très bien faites. Ils se pavanent, de profil. Des Français reviennent de la tranchée. Ils ont l'apparence de chemineaux hirsutes, chevelus, barbus, larges, goguenards. La boue les chausse. La pluie a déteint leurs capotes et les housses de leurs képis. Ils plaisantent à qui mieux mieux, si gourds qu'ils semblent d'abord, sous le faix du sac remonté par-dessus la tête avec son rouleau de couvertures, et sa marmite de fer-blanc. Les crosses heurtent le pavage. Ils font halte. Joyeusement, ils interpellent le camarade qui sort du café. Ils lui demandent l'adresse du coiffeur. De notre mécanicien, ils requièrent une place dans l'automobile. Nés malins, ils se montrent ironistes, critiques de soi-même et

des autres, animés par la présence de notre infirmière, enclins à fredonner la chanson déjà; Français enfin, bien que l'eau s'égoutte de leurs capotes, que certains aient les mains ou le front emmaillotés par l'aide-major, bien que, coup sur coup, les quatre foudres d'une batterie peu lointaine secouent l'air, et fassent sortir d'un hôtel plusieurs lieutenans surpris.

Cela n'intimide point, du reste, les promeneurs d'Ypres, ni la dame avec son marmot, qui saute les flaques, ni les réservistes qui photographient, au kodak, les vieilles maisons encore intactes de la Grand'Place, le beffroi aux tourelles décapitées, aux grandes heures de fer doré, aux aiguilles inertes. Nets, propres, bien rasés, d'autres capitaines anglais se promènent en paletots de couleur moutarde. Ils ont la figure rose, et la pipe en bouche, la badine aux doigts. Une servante court, tout éventée, à la recherche d'un liquide pour son litre vide. Elle rit à nos poilus qui, trop galans, la taquinent.

Passé la ville parmi les bruits de démolitions et le grondement continu des artilleries, nous roulons sur un chemin mouillé, entre des arbres sans feuilles et des champs qu'on ensemence, qu'on herse, malgré l'ennemi présent à moins d'une lieue. Les paysans ne craignent guère qu'il approche davantage. Après trois kilomètres, nous arrêtons dans le hameau boisé de P... Au seuil de l'épicerie, nous saluons le docteur, chef du poste. Vraiment, il a l'air martial en sa blouse de drap bleu serrée sur sa taille, en ses guêtres bouclées sur la culotte rouge. Ses compagnons ne semblent pas moins soldats. Ces pharmaciens, ces étudians de l'année dernière, en Alsace, en Lorraine, en Champagne, en Flandre, depuis le début de la guerre, ont suivi le régiment. Sept mois de campagne les ont endurcis, hâlés. Ils nous font les honneurs du cantonnement. Matelas superposés dans un coin, poêle bourré qui rougit sous la bouillotte chantante, tables couvertes de cahiers administratifs, lampes suspendues au plafond que trouèrent les éclats d'obus, et qui montre ses lattes à la place du plâtras dont manque un large morceau : tel est l'aspect de ce bureau sanitaire. Immédiatement, le thé fume versé dans une dizaine de verres. La boîte de gâteaux est présentée. Nos hôtes nous content brillamment les batailles qu'ils entrevirent. Ils décrivent leur passage, après les combats, dans ces plaines de la Marne, où les têtes des cadavres allemands sur les éteules semblaient

aussi nombreuses que les betteraves des champs contigus. Ce jeune homme à barbe blonde, cet officier à moustache cavalière, paraissent résolus. Ils sauront tout entreprendre, tout souffrir, tout risquer. Leur belle humeur ressemble à celle en usage dans les salles de garde, parmi les internes et les externes des hôpitaux parisiens. Ils nous montrent la pharmacie. Elle nous paraît insuffisamment pourvue : « C'est le règlement, » fait le docteur qui s'incline. La table d'opération consiste en une civière de jute dressée sur deux X en bois, auprès de la fenêtre. On ne peut songer à faire de l'asepsie. Là-dessus, le chirurgien doit amputer ou tenter les laparotomies urgentes. Les projectiles nouveaux, parfois, déchirent les corps de manière affreuse. Les opérations immédiates sous le feu sont indispensables. Attendre que le patient soit transporté dans un hôpital distant, au moins, de quinze ou vingt kilomètres, c'est le vouer à la mort en route. Donc, le docteur intervient aussitôt, malgré les conditions défectueuses. Ensuite, le pauvre soldat est couché dans une sorte de remise, sur la paille. Douze, vingt, trente heures même, il restera là, douloureux, avant que la voiture d'ambulance soit admise parmi les convois de ravitaillement et les troupes de renfort; chose difficile. Si l'action s'échauffe, le malheureux entendra les obus éclater dehors, les pans de mur s'abattre, le toit s'effondrer près de lui. Vacarme peu favorable au repos et à la décroissance de la fièvre. Aussi les docteurs approuvent-ils l'offre du comte Étienne de Beaumont qui organise le service d'automobiles rapides, prêts, toujours, à courir vers les avant-postes, même sous le feu, avec la roulotte autoclave pour les opérations, et celle pour la radiographie.

Les vingt maisons du hameau bordent la route sur les deux flancs. Nos tranchées sont à quelque cent mètres, celles des Allemands un peu plus loin ; le tout parfaitement invisible. Les artilleurs ont dissimulé, enfoui leurs canons. Hors du village, rien n'apparaît qui décèle la lutte proche. Pas même ces soldats musardant, leur fusil en bandoulière. Le soleil subit, illumine les guérets humides. Il dore les gouttes d'eau pendues aux ramilles. Il éclaire le toit rouge d'une grange entre les fermes, par delà le champ, où s'enfonce brusquement ce qui détone, éclate, rejaillit au ciel, épaisse colonne de fumée, de terreau. Par-dessus, enfle un nuage bleuâtre et jaune. Il grossit. Il s'élève. Cependant, le tonnerre roule d'écho en écho. Cela

monte, gronde, s'apaise. L'air tremble. Cela vibre au fond de nos oreilles étourdies. C'est la guerre. Elle nous a joints.

En dépit de l'appréhension secrète, nous nous rendons impassibles. Nous causons, tout en imaginant que le second projectile m'écrasera sur le pavé. Amas de sang, d'os cassés, de viandes sales mêlées aux étoffes et aux cuirs de ma vêture, je serai mort. L'univers aura cessé, pour moi, d'exister, avant une seconde, peut-être. Cependant je puis converser. Une batterie lourde des Allemands vise, à cinq kilomètres d'ici, le hameau. Leur obus est tombé trop à gauche du chemin où nous devisons. Le docteur estime qu'ils vont rectifier leur tir et bombarder la route d'Ypres par eux soigneusement repérée. Il nous engage à repartir avant que le feu de cette batterie ne s'accélère, comme chaque soir, vers l'heure du ravitaillement, pour disperser ou détruire nos convois. L'automobile servirait de cible à l'observateur embusqué dans un trou, avec son téléphone et son excellente jumelle, assez près d'ici, probablement. C'est bien à nous qu'il destinait son envoi.

Nous marchons à pas lents. Je m'arrête exprès, sûr de contraindre l'instinct à l'obéissance. Et je contemple longuement la campagne. Il m'étonne que ma crainte soit analysée seulement : cette évocation de mon corps en morceaux, ce bref essai de concevoir le monde aboli, cette inquiétude physique de l'ouïe.

En attendant le retour de nos compagnons et de l'infirmière qui visitent la tranchée de repli, notre curiosité du péril renaît. Elle souhaite la chute d'autres projectiles que redoute autant notre prudence encline à s'abriter sur le seuil de l'épicerie. Amusante contradiction. Alors nous revenons au milieu du chemin, pour mieux voir tomber le 305. La campagne est paisible, déserte. Les champs humides miroitent au soleil qui décline. Cela nous calme. C'est, de nouveau, la paix.

Entre les arbres grêles avance, au bout de la route, un soldat couché sur une civière que portent ses camarades. Le pantalon de gros velours brun s'aplatit, flasque, sur les tibias minces des jambes que botte lourdement l'argile de la tranchée. Voilà, de nouveau, la guerre.

On a rabattu le képi contre la barbe et croisé les poings sur la poitrine en capote déteinte. Ce brave est-il mort ? Le docteur fait la moue. Nous allons au-devant du cortège. Il s'achemine

péniblement vers le hameau. Le cœur se serre, égoïste. On craint pour soi-même le sort de celui qu'ils amènent, éventré sans doute. Il disparaît. Il reparaît. Il tourne le coin. Il pénètre dans la première maisonnette de briques, de contrevens verts, de tuiles rouges. Le docteur s'y rend. Nous lui disons adieu, car le patient ne semble pas transportable dans notre voiture sans couchette : « A Ypres, évitez la rue au Beurre. C'est toujours là que leurs marmites tombent. Et dépêchez-vous ! » Le chauffeur rate l'allumage. Je surprends une impatience en soi que je réprime. Nous repartons. Des nuages violâtres assombrissent le crépuscule au bout de la route droite.

Par instans les éclairs d'artilleries lointaines illuminent les masses du ciel bas. Des fourragères chargées de paille encombrent la chaussée qu'obstrue encore un convoi de sens inverse. Redoutant de s'embourber dans les fondrières des contre-bas, les tringlots refusent d'ouvrir le passage. Nous compliquons la difficulté que ne résout pas le beuglement ininterrompu de notre corne. Les chevaux se font rétifs. Ils reculent dans leurs traits. La belle cible que c'est là pour l'observateur de la batterie allemande. A quoi pense-t-il dans son trou, dans son arbre, ou dans son grenier ? Sûrement la catastrophe va nous échoir. L'univers s'anéantira pour nos êtres en pièces. Nous nous regardons les uns les autres. Nos sourires raillent nos appréhensions mutuellement soupçonnées. Le maréchal des logis peste et jure contre ses hommes. Il pousse sa monture. Il agite les bras et les pans de sa pèlerine. Il invective. Il ordonne. Lui-même a le sens d'un péril. Enfin un attelage dévie, patauge dans les flaques du contre-bas, en laissant sa fourragère sur la chaussée. L'autre manœuvre de même pour le premier fourgon du convoi. Nous franchissons l'emplacement ainsi livré par les chevaux qui se cabrent sous l'éperon des conducteurs. C'est tout de même un soulagement. On aime respirer.

L'averse fustige les arbres, inonde le pavage, ruisselle sur les capotes d'un détachement. Courbés, bossus, les fantassins traînent leurs pieds de terre pesante. Ils grognent, la pipe dans la barbe. Quelques-uns s'appuient sur des cannes d'alpinistes, sur des bâtons de pèlerins. Nous les dépassons. Ypres est traversé au bruit de l'averse qui redouble, de la canonnade qui bouscule l'air, des murailles qui s'écroulent dans la rue au Beurre ; mais, dans les cabarets, les maisons, les restaurans, on dîne.

Ensuite nous longeons le noble parc d'un château Louis XIII reflété, avec ses charmilles, dans une large pièce d'eau. Là travaille l'état-major de la division. Des hussards, aux grilles, montent la garde. Les torpedos cuirassés de boue emportent, ramènent les officiers de liaison. Les fils du téléphone, du télégraphe, convergent sur l'antique échauguette du portail. Ils transmettent les appels des tranchées, les résultats des observations, les renseignemens des patrouilles, les rapports des chefs, les avis de l'intendance, les ordres du corps d'armée, toutes les pensées qui nécessitent l'élan et la mort du peuple au combat.

En cette portée de fils métalliques, ont-elles conscience de leur œuvre, et d'elles-mêmes, ces idées qui se précipitent? Hors des cerveaux émetteurs, avant d'atteindre le destinataire, prennent-elles conscience de soi et de la tragédie qu'elles meuvent?

Le vent du soir peu à peu chasse les nuées. Il démasque la lune pleine. Nous courons dans l'azur cendré d'une belle nuit. A droite, une boule de lumière descend lente vers l'horizon, déjà, pour révéler aux Allemands qui la lancèrent quelques mouvemens possibles de nos troupes. Croisant des convois, leurs escortes muettes enturbannées de lainages, nous allons très vite. A l'entrée des bourgs, les sentinelles barrent le chemin. Elles s'avancent, baïonnette en avant; non sans défiance. Le doigt sur la gachette, elles demandent au chauffeur le mot de passe, puis s'effacent. En un village même, le hussard met en joue. Une seconde nous regardons, anxieux, le trou du fusil, l'homme au schako bleu. Il nous vise, la joue penchée sur la crosse, la pèlerine bleue retroussée par ses bras en posture de tir. La voiture s'est arrêtée. Ce ne lui suffit pas. Il faut lui crier le mot à distance. Le peloton est sorti précipitamment du poste. Des officiers ennemis, dit-on, se déguisent en Croix-Rouges. Constamment ils essayent, dans leurs automobiles d'ambulance, quelque randonnée à travers nos positions. Une de ces reconnaissances était apparemment signalée au poste des hussards.

IV

Autre après-midi. L'automobile a gagné les environs de Pervyse. Nous sommes à la recherche du lieutenant G..., qui commande une batterie de ce côté, Sans cesse l'air est violem-

ment froissé par le vol des obus teutons allant d'Est en Ouest, afin d'atteindre les écluses de Nieuport et d'abolir notre pouvoir de régler l'inondation. Un vent frais assainit les routes, à peu près vides, comme la campagne mouillée, plate entre les bosquets des hameaux. En groupes, des soldats belges aimables et gais surveillent les fourches de chemins, l'entrée, la sortie des villages où les cultivateurs vaquent à leurs occupations habituelles, tranquillement. Les fermières distribuent le grain aux poules. Garçons et filles reviennent de l'école, le cartable sous le bras, la règle à la main, les galoches aux pieds, en se faisant des niches.

Des estafettes motocyclistes traversent les fondrières à toute vitesse, avec une sorte d'entrain sportif. Nous allons, sans pouvoir nous renseigner exactement, tantôt sous le ciel gris, tantôt dans un soleil pâle, selon le caprice d'Éole qui rassemble, qui masse ou disperse les nuées. Rien de particulier dans cette campagne agricole encore parsemée de herses et de rouleaux inactifs; mais où les hordes de corbeaux, en picorant les guérets, constatent le travail accompli des semeurs. A mesure que nous avançons, les escouades apparaissent plus rarement. L'espace vide tonne, gronde par-dessus les champs déserts et gris qu'explorent les migrations de sansonnets, ici et là, autour des cratères. Partout, les gros projectiles en ont creusé. A l'abri d'une pauvre maisonnette s'embusque une manière de caronade élevée sur un affût bizarre, que mille taches verdâtres, rougeâtres, bleuâtres colorient afin de le rendre moins distinct parmi les diverses nuances du paysage. Le guidon vise le zénith et les *tauben* qui s'y risqueraient. Deux jeunes garçons habillés en artilleurs belges taquinent un pâtre. Ils le bousculent. Ils rient fort auprès de cinquante obus en pile, sur une saillie de l'affût, dans leurs douilles de bronze. En attendant de lancer la mort au ciel, ces adolescens gracieux batifolent le plus franchement. Nous les dépassons. Et peu à peu, nous nous inquiétons de ne plus rencontrer personne, ni rien. L'air ébranlé tremble. La plaine rase et infinie se courbe vers un horizon laiteux. Les oiseaux mêmes ont abandonné une atmosphère trop vibrante. Aurions-nous franchi nos lignes? Est-ce dans la zone intermédiaire que nous courons au hasard? Rien ne se montre. Nous allons encore. Point de vie. Il nous faut revenir si nous ne voulons qu'une patrouille allemande brusquement surgie d'une

fosse ne nous capture. Cette éventualité nous apeure plus que la crainte des balles, inoffensives pour la plupart.

En effet, les joyeux canonniers nous avertissent de notre erreur. Nous nous précipitions vers les lignes boches. Ils nous regardaient faire; par curiosité. Nous repartons à rebours. Et, bientôt, nous trouvons à l'issue d'un boyau recouvert de branchages un autre canonnier du roi Albert. Il veut nous conduire vers la ferme prochaine où se masque une section de la batterie cherchée. Le sous-officier se plaint de rester là, sans combattre. Il s'ennuie. Depuis les premiers jours de la campagne, il a chevauché avec ses pièces, de Louvain à Anvers, d'Anvers à l'Yser. C'était passionnant. Un seul de ses hommes fut tué. Cette guerre de taupes enfouies dans la boue le contente moins. Il souhaite l'aventure, les coups à donner, les périls excitans même pour son âme de Flamand trapu, gros, blond, narquois. Pourtant il conseille de dissimuler l'automobile et l'infirmière qu'il contient, parmi les chaumières bordant la route. Les observateurs ennemis ont vite fait de reconnaître un véhicule de cette taille, et de lui adresser une politesse sur le chemin repéré. Ce que confirme la marmaille écolière qui se rassemble auprès de la dame dans l'espoir de sous. A travers champs, dont les mottes engluent nos guêtres, nous arrivons près d'une grange écartée. Trois artilleurs français, en sabots, s'occupent de la volaille, semble-t-il. Débonnaires et ventrus, ils fument aussi, la veste entr'ouverte. On ne penserait certes point, à les voir, que, dès le signal, ils introduiront l'obus dans la culasse de leur canon caché, puis enverront la mort à quelques kilomètres, soigneusement. D'ailleurs, fidèles à la discipline, ils ne laissent point approcher. Ils refusent toute explication sur leurs habitudes.

Au bout du compte, ils nous renvoient dans une métairie sise à deux kilomètres environ, sur un chemin de traverse. Nous y parvenons. Trois bâtimens de bon aspect la composent. Un large cratère d'obus fut récemment comblé dans le champ qui la précède. Nous apercevons des artilleurs parmi la paille d'un grenier. Ils mangent et bavardent près de la fenêtre ouverte. Il en est d'autres dans l'écurie, dans l'étable, auprès des chevaux. Les gens de la ferme besognent entre les soldats. Au rez-de-chaussée du logis, un pointeur dort sur une chaise de paille, près du feu. Le bureau de la batterie occupe la salle

basse. Commodément installés devant plusieurs tables, les sous-officiers, méticuleux, calligraphient. Leur comptabilité couvre des feuilles, des registres, des cahiers. Nous saluons enfin mon ami dans une chambre claire et large. Le portrait de sa fille orne la cheminée de campagne. Avec un sous-lieutenant, il travaille sur une table massive. Les manuels de tir, le téléphone, les cartes de la région s'y pressent.

Bien qu'il ait été blessé dans la nuit du 1er janvier, pour ses étrennes, G..., guéri, offre une mine superbe. Il a beaucoup rajeuni. Quadragénaire, il ne semble pas compter plus de vingt-huit ans. D'ailleurs, son nouveau métier enthousiasme cet ingénieur auparavant plus occupé de ses draguages dans les marais aurifères, en Guyane, et de la vie parisienne, de ses plaisirs, de sa littérature, de ses théâtres. Aujourd'hui, nulle de ces choses ne lui paraît importante. Les dragueurs mobilisés sont revenus de la Guyane où le travail cessa complètement. Eh bien, tant pis! A la Bourse, pensant que la guerre n'éclaterait pas, le capitaliste avait pris une position que le cataclysme a bousculée. Qu'importe!

L'essentiel, c'est de nous expliquer comment le colonel indique, par téléphone, l'objectif et le moment de frapper; comment, sur cette planchette où s'étale une sorte de rose des vents, toutes les directions possibles du tir indirect, dans le secteur, sont marquées, notées, chiffrées; comment, par un bref calcul des angles, on règle l'inclinaison des quatre canons lourds dissimulés en deux fermes, en deux vergers lointains et distans les uns des autres; comment, par téléphone, on prévient d'ici les chefs de pièce en leur désignant les nombres pour la correction, pour le débouchage de l'obus, etc.; comment, les projectiles étant tombés, on écoute, au bout du fil, la voix de l'observateur juché dans un arbre, dans une maison en ruines, sur une crête. Témoin de la chute, de son effet, celui-ci dicte les rectifications utiles. Sa démonstration excite le lieutenant. Il a les gestes de l'écolier fiévreux en pleine émotion d'un jeu ardent. Il nous fait saisir la beauté, la grandeur de ces combats épars et multiples que dirige un réseau de pensées diverses en course par ces fils du télégraphe et du téléphone, allongés, sur la terre et sous la terre, d'arbre en arbre, le long des haies, dans les ruisseaux mêmes. L'esprit enveloppe ainsi de ses flux, de ses reflux, la configuration de ce pays où

s'ébat la jeunesse guerrière avant d'affronter la mort partout suscitée. Entre les deux lits de noyer, dans cette modeste chambre de ferme, au téléphone, une intelligence veille qui reçoit, comprend les idées offensives de l'état-major. Le lieutenant calcule, devant la planchette du graphique, les angles et les nombres à transmettre. Il les fixe. Il métamorphose la volonté de la nation en une puissance, cette parole murmurée contre le disque vibratile, et entendue par quatre groupes de soldats, en quatre endroits des alentours. Parole qui se transforme en gestes de pointeur, de servans, de tire-feu. Elle devient quatre élans de l'épouvantable foudre qui va menacer, peut-être écraser l'agression des barbares découverts, tout à l'heure, à deux lieues d'ici, en un repli de terrain, et du haut du ciel, par le télescope de l'aviateur si rapide entre ses élytres blonds, derrière le halo de son hélice brillante.

Mon ingénieur s'enivre de songer à cette force épanouie de la science humaine qu'il traduit sans cesse en actes formidables et lointains. Son éloquence, son geste nous entraînent hors de la métairie, par les champs. Il faut y éviter les fils de transmission simplement posés à terre parmi les mottes. Plus fréquente, la canonnade broie les airs. Elle tonne, elle gronde dans l'horizon éclairci. Nous pataugeons sur une emblavure grisâtre et grasse. Nous avons abandonné l'automobile dont la superstructure, ici, présenterait une cible aux observateurs des batteries boches. La vaillante infirmière, le comte de Beaumont et moi, nous suivons tant bien que mal le guerrier heureux de marcher contre le vent, et de discerner, parmi les explosions, leurs nationalités, la belge, la française, l'allemande, ou la qualité de leurs artilleries, la lourde, la légère, même les calibres de leurs pièces, 77, 120, 150, 305.

En bandes, les passereaux s'envolent devant nos pas soucieux de ne pas butter dans les fils peu visibles. Il paraît qu'au début les tirailleurs marocains et sénégalais ignoraient complètement l'usage de ce laiton. Ils en firent des collets à lapins. A plusieurs reprises même, les artilleurs n'entendant plus rien, vinrent, la nuit, constater l'inexplicable dégât, et rafistoler leurs lignes. Alors ils furent houspillés, voire canardés par ces amateurs de gibelotte, gardiens sévères de leurs pièges et de leur gibier contre les maraudeurs de toutes espèces.

Le poste suprême de transmission occupe une petite ferme

qui cache les fourgons des télégraphistes aux vues de l'ennemi. Contre les murs, des soldats belges et français, agens de liaison, estafettes, se tiennent cois et clapis; car les échanges de canonnades ne s'interrompent guère. Chaque seconde, on attend que le ciel vitreux se fêle, se brise comme un cristal trop délicat pour cet ébranlement formidable et perpétuel. On se retourne pensant voir l'air se rider au passage des ondes sonores. Elles froissent le vent. La détonation des pièces, le vol bruissant des gros projectiles, leur chute et leur explosion, déterminent une série de fracas très distincts qui marquent les temps de ce drame lointain joué entre l'espace profond et les terres plates, grises, infinies. Le ciel de Dixmude tonne contre le ciel de Nieuport, par-dessus la mer des guérets, où émergent quelques maigres boqueteaux, quelques métairies éparses, basses, comme si, elles aussi, craintives, voulaient se tapir contre le sol. En l'une, nos artilleurs se dissimulent, attentifs, le long et à l'intérieur des bâtimens. Ils pompent, de plus, l'eau dans la cour. Ils jouent aux cartes dans le fournil. Ils achèvent leur lessive, et l'étalent sur la haie. Ils aident la fermière. Le lieutenant a fait un signe. La porte de la grange s'ouvre. Un énorme, un haut canon nous apparaît dans l'ombre avec ses accessoires, ses caissons, ses plans inclinés, ses huit servans à leur poste, et qui surgissent du foin odorant où ils reposaient. En un instant, ils peuvent obtenir de leur pièce l'inclinaison voulue par les nombres du goniomètre, lui faire cracher, avec sa longue flamme rougeâtre, l'obus percutant, capable, à deux lieues, de disperser une compagnie, de démolir une maison, de couper un convoi, de bouleverser une redoute, Vraiment respectueux, le lieutenant nous présente à lui, pour ainsi dire. Juché sur son affût gris, le monstre tend son long col et sa gueule béante vers le ciel entre les vantaux du porche rustique. Ils se sont déjà refermés sur le mystère de cette force invisible pour les *tauben*, dans sa nef de briques, de poutres et de tuiles. Paisiblement, les paysannes vont traire les vaches; c'est l'heure.

Il faut ensuite traverser un champ clos de haies et d'arbustes. Un cratère récent y baye. Les observateurs allemands ont l'œil braqué sur ce point qu'ils bombardent dès qu'un groupe s'y montre. Crâne et impérieux, le lieutenant nous promet le salut immédiat de l'ennemi. Aussi nous tenons

à ne point hâter le pas, à continuer nos raisonnemens philosophiques sur une morale future de la guerre. Pourtant, notre imagination se représente l'effroi d'être écrasé par la masse de fer subite ou déchiré en morceaux convulsifs, ou décapité fortuitement. Peut-être resterai-je là sur place, le ventre ouvert, en attendant une mort tardive dans l'étreinte des pires tortures. — Est-ce maintenant? — Tout à l'heure? — Avant d'avoir atteint cette motte, cette autre, ce rideau d'arbustes? — Le voilà franchi. — Nous sortons du champ sec et pâle, cible évidente parmi l'ensemble plus sombre des guérets avoisinans. Au reste, il y a des intervalles dans la canonnade. Ils se prolongent. Sous la butte d'argile bien masquée, la cave aux obus risque moins d'être atteinte. En une sorte de verger artificiel fait de baliveaux qu'on replanta, le canon va sans doute agir maintenant. Comme une équipe de serruriers se rend à pied d'œuvre, ôte ses vestes, prépare ses outils, une section d'artilleurs arrive, s'apprête à la manœuvre de la pièce. File lente et pesamment chargée, cinq soldats se rapprochent sous le faix des lourdes palettes en chapelet qu'ils vont adapter autour des jantes, afin que les roues ne s'enfoncent plus dans le sol meuble, avec le poids du monstre, pour s'embourber. Peint en brun, le premier obus du tir est déjà près de l'affût. Le tout se mêle à l'épais buisson qui protège la pièce contre la curiosité des grands insectes mécaniques, explorant le ciel et le pays.

Parfois un aviatik est deviné là-haut. Il se précise. C'est bien cela. Les lignes du grand insecte aux élytres tendus et crochus se meuvent dans le champ de la jumelle que fouillait l'espace. Prudent, l'aviateur se glisse parmi la nuée la plus sombre. Il se confond avec elle. Il reparaît dans un trou d'azur. Il descend. Il entreprend les cycles de son vol. Le Boche, évidemment, examine les fermes où les canons se peuvent masquer, celles où des soldats bivouaquent, les vergers dont les branches pourraient couvrir des pièces lourdes. C'est l'annonciateur de la mort pour ceux dont il aura reconnu le gîte, en notant le lieu, les détails significatifs des alentours, les points de repère. Maintenant, il ne jette plus guère, comme il avait coutume au début, des papiers de couleur, ni des rubans métalliques propres à désigner, par le sens de leur chute, l'emplacement des batteries entrevues, et qu'aussitôt le tir indirect des Allemands arrosait de ses obus. D'ordinaire l'insecte retourne dans ses

lignes avec des plans photographiques. Ensuite nous éprouvons la valeur de ses renseignemens. A moins que dans la nue, soudain, ne transparaissent, ne s'épaississent, ne se dégagent les lignes d'un second aéronef rapide et dardé vers l'aviatik qui plane en esquissant de larges cercles, en descendant jusqu'à laisser ouïr le bourdonnement de son moteur, jusqu'à laisser voir l'astre de son hélice, jusqu'à terrifier les chevaux de la prairie, jusqu'à chasser vers les fermes les grand'mères craintives pour la promenade titubante des marmots. Bientôt l'odieux insecte aperçoit le vengeur qui, derrière un halo, se précipite, qui s'élève et gagne de la hauteur, afin de surplomber. L'aviatik alors, faisant agir le gouvernail d'altitude, monte aussi vers le zénith. Voici le duel. Plusieurs minutes, les deux insectes se hissent rapidement, face à face. Ainsi deux coqs au combat volent l'un contre l'autre pour s'assaillir du bec et de l'éperon. Ils se rapprochent en se dirigeant vers le sommet de l'angle dont leurs ascensions suivent les lignes. Coup sur coup, les deux bêtes fulgurent. L'espace est parsemé d'or et de feu. D'en bas, on croirait ouïr le crépitement des mitrailleuses. Elles s'acharnent. Les insectes montent encore. Ils pétillent. L'un fuit. L'autre poursuit. Tour à tour ils se surplombent. Ils s'encerclent. Ils pénètrent la contrée de nuages grisâtres et gris. Tantôt visibles, tantôt confondus avec les brumes, les deux monstres projettent leurs feux de meurtre. Ils deviennent plus ténus. Ils montent toujours. Ils s'amincissent. Ils s'effacent dans les vapeurs qu'emporte le vent, et dont la grande ombre parcourt la plaine.

De la terre, on ne distingue plus rien. Chacun imagine les transes, les angoisses, les énergies des quatre hommes en lutte là-haut, qui vont chavirer, tomber vers la terre grossissante et mortelle. — Les ennemis? — Les amis? Ou bien vont-ils se fuir indemnes très loin, par-dessus les nuages? — Sans doute. Seule, la course de géans variables et boursouflés emplit le ciel. En bas les artilleries tonnent. Les échos grondent à l'horizon. La vitesse de l'acier broie l'air qui frémit au loin et tremble partout, que des masses traversent en retentissant comme les express à travers des gares, tandis que les soldats se dispersent ou se vautrent avant que l'explosion ne rejaillisse avec les pierres, les éclats la colonne de fumée noire.

Or, de là-haut, quelque chose de vague et d'ailé se précipite en tournoyant. Cela grandit. C'est l'insecte aux élytres crochus,

l'aviatik qui s'abîme, l'hélice en avant. Victoire. L'ennemi succombe. Les cœurs battent. Il s'allume. Il flamboie. Il se tord. Il laisse en haut un sillage d'étincelles. Il s'abat vers les champs où déjà bondissent, galopent des artilleurs en joie, des femmes qui glapissent, un cavalier éperonnant sa monture. Saisir, capturer l'ennemi : c'est un désir affolant. Tout le monde a surgi de ses trous, de ses abris, de ses maisons, de ses postes. Épars, les gens crient, gesticulent. Ensemble ils s'élancent et rivalisent. Ils arrivent enfin près de la flamme. Avant de s'éteindre, elle ronge la longue carcasse, les fils d'acier, et, sous le bloc du moteur, deux spectres hideux. Nus, longs, ouverts, ce sont deux charbons saigneux, convulsifs encore. Une bague d'or luit autour d'une phalange, sur un lambeau de main.

Qu'ils ont dû souffrir, ces deux hommes flambés en un instant après les cathédrales, les villages, les villes de leur conquête barbare ! Les voilà réduits à rien, les cervelles et les yeux cuits dans leurs crânes épouvantables, les cœurs rôtis dans leurs corps tordus, cagneux, recroquevillés. Ce sont les ennemis, ces débris de cuir roussi, de chairs calcinées, d'os cassés, de viandes saignantes, de vêtemens brûlés, de boutons fondus. Deux intelligences, tout à l'heure, s'exaltaient en ce pitoyable amas que salue l'horreur muette des assistans.

Nous espérons en vain l'ordre téléphonique de commencer le tir. L'après-midi s'achève. Il convient de partir, si nous voulons atteindre la tranchée de première ligne avant la nuit. Notre groupe s'est augmenté d'un autre lieutenant qui, tout le jour, guette l'ennemi dans les ruines d'une gare prochaine. Grand jeune homme à la barbe courte, il accepte avec calme son devoir. Chaque matin, avant neuf heures, il se rend à son poste, et, jusqu'à six heures, y reste parmi les explosions, les avalanches de briques, les éboulemens de murailles abattues. Il le quitte, paisible, et sans fatigue apparente. Le voilà satisfait d'y revenir en nous conduisant. Il est accompagné par un maréchal des logis que la médaille militaire décore. Simple et pacifique en apparence, ce héros, en *leggins* et veste d'artilleur, sut accomplir un de ces exploits que les Plutarque aimèrent conter; exemples éternels pour la vaillance des peuples. C'est un homme de trente ans, blond, timide, l'air bourgeois. Nous causons sur la route de Pervyse en marchant. Parfois claque

un coup de fusil, à gauche. Des fantassins belges vont, en file, à la relève. Malgré l'orage des bombardemens, qui d'ailleurs s'apaisent, les carrioles des paysans cahotent sur le pavage, derrière le trot du bidet paisible. Une petite ville en décombres se profile dans la grisaille du crépuscule.

Là fut arrêtée l'entreprise des Allemands sur l'Yser. Une série de batailles cruelles, pour la possession de la voie ferrée, ensanglanta, six semaines, cette rue centrale, où la distribution, le soir, rassemble des compagnies de fusiliers très propres, en capotes sombres. La ville fut envahie par les Teutons, reprise par les Alliés. On y canonna toute angoisse humaine à l'abri d'un mur. De ces petites maisons en briques, quelques-unes restent debout, criblées, sans fenêtres intactes, au milieu des éboulis informes que sont devenus les autres logis. On y a tant combattu, fous, dans la fumée. On y a tant souffert, espéré, agonisé. Les feux précipités des mitrailleuses, de là, fauchèrent tant de groupes fidèles à leurs rages, et qui se ruaient dehors, baïonnette en avant, pour s'affaisser en monceaux de blessés, jurant et râlant, de cadavres bientôt roides, dans leurs uniformes de boue. Joyeux, criards, des enfans jouent à la guerre dans les amas de plâtres, de poutres, de ferrailles, de moellons effondrés. Au seuil des caves, suprêmes refuges, les pères fument leurs pipes; les mères récurent une casserole retrouvée; les filles, un peu coquettes, babillent avec des sergens. L'Amour de bois peint en rose, qui servit d'enseigne, pend, décroché, derrière la glace de sa niche. Au-dessous, la porte s'ouvre sur une ambulance anglaise. Campées dans cette demeure sans toiture, plusieurs dames de Londres, au costume original et guerrier, y assistent les soldats que leurs blessures trop graves ne permettent pas d'emmener dans un des automobiles verdâtres à quatre énormes croix rouges, vers les hôpitaux de l'arrière. Pour bizarres que soient leurs jupes-culottes, leurs molletières et leurs capelines rousses, ces courageuses femmes font œuvre pie. Leurs grosses voitures complètement munies vont de poste en poste, avec un médecin, recueillir les malchanceux. Ils sont transportés fort vite jusqu'aux salles de radiographie, jusqu'aux mains des docteurs. Ici, où le bombardement fait rage, le jour, de neuf heures à cinq heures, et, souvent, toute la nuit, leur présence est méritoire.

Nous allons plus avant, sur la chaussée, entre les ruines. La

campagne reparaît à travers l'église, que le luthérianisme iconoclaste des Allemands a détruite tout d'abord, ce luthérianisme des pasteurs opiniâtres en chaire, durant tout le XIXe siècle, pour honnir les prétendus vices de notre Babylone, et préparer leurs ouailles aux haines de 1813, de 1870, à celles de 1914. Aussi ne paraît-il que des murs tranchés, que des arcades rompues, qu'un clocher branlant sur sa base à demi sapée, qu'un cimetière ravagé sous un enchevêtrement de croix et de cippes à terre. Chaque jour, les artilleurs prussiens assouvissent ici la colère de leurs dévots.

Au bout de la rue centrale, les maisons d'où les défenseurs tirèrent sur les assaillans se sont effondrées, trois ou quatre ensemble, avec eux tous. Les lattes et les chevrons des toits pendent par masses jusque sur les tas de tuiles, les cloisons morcelées, les devantures incendiées. Il importe de se glisser le long des pans de murs, car les mitrailleuses de l'ennemi cinglent tout groupe qui passe en vue de ses guetteurs. Par endroits, on foule un pavage écorné, pulvérisé. Les corniches sont dentelées tout autour de la gare, dont, seul, le rez-de-chaussée persista, sous un chaos de briques. Chaque jour, on reconstruit, en planches, l'escalier que les obus brisent; mais qui sert à se hisser dans un coin de chambre en ruines, où se blottit notre observateur. Le téléphone y parle, devant une petite table. Il y a un fourneau à essence pour cuisiner, un petit poêle même, s'il gèle; deux chaises. On reconstruit le plafond avec des lattes et des morceaux de briques, chaque fois qu'il saute. Gravissant les marches de bois, enjambant les trous des paliers, s'équilibrant sur des saillies par-dessus les abîmes, on accède à cette logette.

Par un vide étroit ménagé entre quatre briques, l'œil contemple un paysage lacustre, un paysage d'eaux pâles et de presqu'iles blondes portant des arbres grêles. Les inondations tactiques ont ainsi changé les apparences de cette région agricole que stérilise, pour trois ans, la superposition de ces nappes liquides. La campagne, contre l'horizon, semble boisée. Deux mille cadavres allemands gisent, parmi ceux du bétail, sous cette nappe fluide et bleue. Elle se referma sur eux quand ils tombèrent, tués dans les arbres, où ils avaient pu grimper, en criant : « Kamarates ! » et en suppliant qu'on les épargnât; mais ils avaient trop dévasté, massacré, torturé. D'autres

étaient morts auparavant, lors des suprêmes attaques en masse, quand nos projectiles déchiraient par vingtaines, à la fois, leurs conscrits ivres et hagards, marchant au son des fifres et psalmodiant leur hymne à pleine voix. De ces multitudes casquées, hérissées d'armes, violemment éclairées par les sphères lumineuses de leurs artifices, que de rangs s'abîmèrent avec les espoirs de cette jeunesse extatique, les rages de hobereaux impuissans, la résignation morne et disciplinée de lourds soldats, la souffrance de réservistes en pleurs, solidement maintenus par les menaces des sergens, et rapidement convaincus par les exemples des exécutions immédiates. D'autres colonnes profondes semblaient sortir de l'horizon, indéfiniment, à mesure que les premiers bataillons s'écroulaient, en jetant au vieux dieu leurs cris d'horreur, l'offrande des bras et des têtes qui s'envolaient, des troncs qui sautaient, des chairs en lambeaux, des uniformes en loques, du sang retombé en pluie.

De cette tragédie sans pareille que de victimes sont reparties, ligotées par quatre, dans les trains de marchandises, vers les hauts fourneaux crématoires du Nord. Deux mille environ fermentent sous l'opale de l'eau, entre ces presqu'îles vaporeuses et blondes, ces arbres noyés, ces bocages de ramilles nues, ce bourg émergé où l'on distingue, grâce à la jumelle, des Boches qui jouent à martyriser un porc. Ils le piquent de leurs baïonnettes. Ils le renversent. Ils le relèvent à coups de botte. Ils le font fuir, le rattrapent et le saignent, en cet instant d'accalmie guerrière, comme chaque soir, à la même heure. Pourtant, les batteries, dissimulées dans le village grisâtre, tout à l'heure, recommenceront à foudroyer l'espace, à lancer leurs obus sur cette petite gare de briques roses. Ils enfonceront de nouveau ces planchers en morceaux. Ils démoliront plus ces pans de murs. Ils crèveront mieux les plafonds. Ils rempliront de gravats les salles d'attente où de très jolies baigneuses rient, en couleurs, sur les affiches de juin vantant les plages de la côte. L'observateur, notre ami le lieutenant G..., sans doute, tapi dans sa loge de décombres, sentira les poutres trembler sous ses pieds. Les avalanches de briques se précipiteront autour de lui, sous lui. Le fracas des explosions étourdira l'oreille au téléphone. Des fumées denses suffoqueront. Leur âcreté piquera les yeux. Tout de même, dans ce coin des ruines chancelantes, cet officier, hier bourgeois pacifique, demeurera, fataliste et

goguenard, la jumelle aux yeux, quand les sphères des artificiers allemands éclaireront la contrée, en descendant du ciel. Et il restera là, très attentif, pour avertir, au téléphone, nos batteries de leur œuvre efficace.

Au bord des eaux, la tranchée belge, dans un talus qui protège la voie ferrée, abrite des soldats vigilans. Le képi d'un chasseur français surmonte la croix qui signale la fosse où il repose tué là, cet après-midi. Devant cette tombe, s'aligne sans hésitation la compagnie de relève; puis elle s'enfonce dans le rempart de terre blanchâtre. Au delà s'allonge, entre les lacs, une chaussée. Là-bas, elle s'efface dans les bois. Minée en plusieurs points, par les Belges et les Wurtembergeois, elle porte néanmoins, au milieu, les avant-postes des deux partis terrés. Une escouade se faufile contre les arbres qui la bordent. Le calme partout s'affirme. Du silence règne sur le décor de ciel et de lagunes azurés, d'îles blondes, de boqueteaux épars. C'est la face trompeuse de la paix. Vingt mille yeux, là, guettent le moment propice à notre mort. Des jumelles nous visent quand nous redescendons, en évitant les trous des paliers, en trébuchant sur les planches des escaliers, en escaladant les monceaux de plâtras, en sortant sur les rails tordus.

Donc, après le ballast, la tranchée s'ouvre dans le rempart de terre. Au-dessus du portail, que bastionnent des sacs pleins une enseigne d'ardoise arbore cette gracieuse inscription : *Au Repos de la Reine*. En effet, la reine Élisabeth de Belgique est venue là, sous le feu, réconforter ces bons garçons en capotes brunes, en bérets ronds, en *leggins* gris. Le fusil au poing, ils saluent la crânerie de notre infirmière, seconde visiteuse de leur gîte. Malaisément, elle s'insinue dans ce boyau bas, obscur, que Rembrandt eût aimé peindre tout en ombres, avec des figures subites, rougies par le feu d'un poêle minuscule, par la lueur minime d'un bout de chandelle. Accroupis ou sur le flanc, les soldats veillent près d'une mitrailleuse à trépied. Le col de la bête dépasserait l'oculaire creusé dans la glaise pour crachoter cent balles à la minute contre tout mouvement suspect parmi la nuit. Le sergent lit et commente un journal de caricatures. On riait quand nous nous sommes introduits. Les soldats nous invitent. Ils nous font place. Les complimens de notre infirmière leur plaisent. « Vous savez : notre Reine, elle est venue ici avant vous ! » lui disent-ils, pour que la Française

ne se vante pas trop de sa hardiesse, pour que nous louions le courage de la souveraine, évidemment admirée de tous. La chaleur du poêle et des corps, après le froid extérieur, rend plus communicative, en cette glorieuse tanière, la jovialité de ces éphèbes. Narquois, hardis, très polis et courtois pourtant, ils causent de la meilleure façon. La guerre, ils la tiennent pour le plus captivant des sports, dirait-on, le *ludus pro patria*.

« Pour ça, c'est amusant !... conclut un flandrin aux mèches jaunes sous le béret qui coiffe sa figure malicieuse et fine... Et ça dure. Je marche depuis le mois d'août, moi, savez-vous ? »

Savait-il aussi qu'un cataclysme subit, bientôt, écraserait ce rempart, qu'un obus s'enfoncerait là, criblerait de ses quatre cents éclats les veilleurs hurlant, trouerait les poitrines jeunes, scalperait les têtes blondes pleines de glorieux espoirs, de joyeuses forces, de puissantes volontés, immortelles, d'ailleurs, et transmises, comme le flambeau antique, par la main du moribond au poing du survivant, pour continuer la course d'un peuple légendaire à jamais vers la plus noble des victoires?

V

Ronde, belle, la lune paisiblement regarde le pays bleuté, l'air qui tremble, les collines qui grondent, les éclairs des artilleries cachées, même cette autre lumière en boule qui, très lente, descend vers l'horizon pour dissiper le mystère de ce bois dangereux là-bas, de cette emblavure où peut-être rampent, en haletant, des hommes prêts à tuer.

Rien d'autre n'anime, d'abord, l'aspect de cette plaine et de ses bocages épars. De sa lueur, Tanit polit la tour pointue du moulin qu'un projectile ébrécha. Les ailes arrachées gisent, amas de lambeaux et débris, contre la haie pâle. Au bout de l'éteule, là, entre deux mottes, un lumignon scintille. Probablement des Français qui veillent dans la boue de leur fosse. En voici de silencieux, de couchés, d'assis dans l'herbe, à l'abri du talus, près de leurs sacs et de leurs faisceaux. Ils fument là vagues et bleuâtres, immobiles, l'oreille au guet, sous leurs turbans de lainages. Debout, l'officier tâche de lire sur son calepin, et crayonne.

L'automobile de la Croix-Rouge court, luisant, entre deux lignes d'arbres dépouillés, sur la route aux ornières

profondes, aux bourbiers fréquens, aux trous d'obus que déjà l'on entreprit de combler avec les briques de la cité de Nieuport en ruines.

Plus loin, un convoi cahote, sans un bruit de voix. Les conducteurs, tapis sur leurs sièges, se recroquevillent l'épaule dans l'épaule. L'escorte se dissimule entre les voitures. Derrière le flanc du cortège le moins exposé au feu possible, marchent, par couples, des soldats engoncés, que le havresac surplombe avec, par-dessus, les couvertures en rouleau. Ils croisent une section qui revient de la tranchée. Las, courbés, appuyés sur des bâtons de pèlerin, cuirassés de boue sèche, barbus jusqu'aux yeux comme de bons épagneuls, les soldats clopinent selon le poids de terre qui englue brodequins et houseaux. De leurs capotes juponnées, ceintes à la taille, de leurs barbes, des étoffes enroulées, tordues sur les crânes, quelque chose émane qui s'apparente à nos souvenirs de vieilles images représentant les Orientaux des contes anciens. Tout ce monde se glisse dans les ombres bien maigres des arbres sans feuillage. On se tait ou murmure à peine, comme si pouvait nous entendre la boule de lumière ennemie planant là-bas, sur les toitures d'un village lointain qu'elle révèle.

Les colonnes de la garde montante et celles de la garde descendante se croisent, de plus en plus nombreuses, dans l'azur de la nuit lunaire qui les voile, qui les mélange au paysage vide, à ses bruits. Fantômes muets, bleuâtres, lents, les soldats piétinent à la file, sans un mot presque. Seules les housses des képis luisent sur les lignes ténébreuses. Nous en dépassons beaucoup, et encore d'autres, qui vont au feu, qui reviennent par les bas côtés de la route, qui se reposent dans un pan d'ombre, qui bivouaquent au fond du fossé, qui regardent fuir une ambulance automobile emportant, à toute vitesse, des malheureux gravement blessés vers les soins urgens, vers un hôpital de l'arrière et sa table d'opérations.

Nous continuons de courir à l'inverse, et du côté de la bataille. On l'entend crépiter parfois, aux détours de la route. Déjà voici la station, ses trains de ravitaillement au garage, ses magasins de briques ébréchées, puis l'amas de planches brisées, de ferrailles tordues qu'est le wagon où vint éclater un obus expansif. La mitraille de ses trois cents morceaux a criblé les alentours. A travers la ville en ruines, prise et reprise

vingt fois, les bataillons taciturnes, à pas mous, se faufilent dans l'ombre des maisons crevées, éventrées, brûlées. La partie de la rue que la lune éclaire est absolument déserte. Du ciel le regard du terrible insecte n'y saurait découvrir âme qui vive. Cependant des centaines et des centaines de soldats glissent, se pressent, avancent, s'arrêtent, sans un bruit, dans la ténèbre étroite, épaisse et bleue. Un par un, les coups de fusil claquent au delà. Brusquement un canon foudroie l'air, très près. La pièce est cachée sans doute en ce jardin. Toute l'atmosphère tremble comme une vitre mince. Les briques des pignons chancelans dégringolent. Il faut éviter les pans de murs noircis qui s'inclinent.

Par une rue très claire et vide, nous allons, ayant laissé la voiture dans la nuit que projette une façade encore intacte devant le chaos d'un intérieur ravagé. Ici le bombardement n'a point trop démoli. Les maisons bourgeoises semblent abriter le sommeil de gens quiets. Toutefois, nulle lueur ne paraît aux interstices des portes, aux fenêtres, aux devantures des tavernes même. La sonnette que l'on tire, après avoir gravi les trois marches d'un perron, retentit allégrement au bout d'un corridor; et l'on attend que, de la porte ouverte, s'échappe l'odeur de rôti familière aux demeures cossues de la province. Simplement un fantassin corpulent se montre. C'est bien ici le poste de secours; mais une voiture est passée avant nous. Ses convoyeurs ont pris les blessés. Pour l'instant, on n'en peut amener de la tranchée voisine auprès du pont. Le transport de la civière serait trop périlleux. En effet, la fusillade assène ses claques. Le canon broie les spasmes de l'air, coup sur coup. Les files d'hommes bleuâtres se glissent toujours, au bas des maisons, dans la ténèbre bleue, sans guère de chuchotemens. Les plus téméraires peu à peu se redressent et se cambrent, la mine offensive, à la minute du danger. Il en est cependant de très petits, en queue, tout bossus sous le havresac, entre les musettes, et qui nous évoquent une série de gnomes mystérieux, prêts aux travaux souterrains de la fable. Ailleurs, un zouave nous reçoit au seuil d'une auberge incendiée. Sous la chéchia déteinte, le visage osseux et pâle, la fine moustache noire s'anime avec la parole. Hors de ses poches, hors de son ample culotte en treillis, le soldat extrait difficilement ses mains pour indiquer le lieu où se trouvait le poste de son régiment.

Une marmite l'a brusquement écrasé. Ce que confirme le capitaine. Il revient de la tranchée. Assurant le binocle sur un nez mince, et s'enveloppant mieux de sa pèlerine, il souhaite une place dans la voiture. Frileux et las, il voudrait, au plus vite, regagner son cantonnement de Coxyde. C'est un petit monsieur agile, plus civil que militaire, arraché subitement à quelque administration, sans doute, par les exigences de la guerre. Autour de lui, ses lieutenans, ses agens de liaison causent avec l'aisance de personnes sortant indemnes de la bataille, une fois encore, et qui vont enfin respirer, loin des obus, sous un toit entier.

Chose impossible dans ce Nieuport en décombres. Tant de greniers y furent précipités au fond des caves avec les étages intermédiaires! La plupart des toits, dépouillés de leurs tuiles, laissent voir le ciel à travers la claire-voie des lattes et des chevrons. Des escaliers gisent au milieu des chaussées avec les débris des façades qui les entraînèrent dans leur chute. Il y a des maisons crevées au centre, mais qui gardent intacts les deux murs de côté supportant des quarts, des moitiés de chambres, avec une partie de leurs meubles, lits, armoires à glace, chaises, buffets au bord des planchers rompus. Éclatant au milieu de la rue, un obus éventra cette boutique où pêle-mêle s'entassent les plâtras, les comptoirs et les casiers.

Largement sapée sur le flanc, ajourée, ébréchée à la base, n'ayant plus que le haut d'indemne, voici la tour où se tenait le capitaine d'artillerie Quinton dirigeant le feu de sa batterie. Le savant biologiste qui nous apprit la persistance en nous du milieu marin primitif et de ses influences sur notre vie présente, a vu, dans cet observatoire trop visé par les canonniers allemands, s'affaisser tour à tour ses plus vaillans seconds. Presque seul, le grand chef blond resta dans l'avalanche des murs et des plafonds, sa jumelle aux yeux, pour rectifier, par téléphone, le tir de ses pointeurs, pour faciliter, de son mieux l'avancée, rue par rue, de nos fusiliers marins, de nos zouaves, de nos territoriaux, lesquels méritèrent bien, ici, d'échanger leur appellation pacifique contre le noble titre de grenadiers.

La froide clarté de la lune entre et rayonne par les brèches de la tour debout sur la base à demi tranchée. Évoquez l'épouvantable fracas de ces bombardemens, et, sur votre tête, la stridence de l'air que pénètre la vitesse tournoyante de l'obus, ces vacarmes pareils à ceux du train express refoulant l'atmo-

sphère d'une gare traversée à toute vapeur, ces bruits qui semblent effleurer le crâne blotti entre les épaules. Imaginez le cataclysme des maisons éclatant avec l'explosion intérieure. Ici le sol est brusquement pourfendu. Là des terres rejaillissent dans le geyser de fumée noire, poussent au ciel le gros nuage jaunâtre qui se dissipera, avant de laisser apercevoir l'horreur des hommes dépecés, amputés, décapités, manchots, mais encore palpitans pour une seconde, et qui hurlent. Comment ne pas adorer la puissance de l'idée créatrice capable de maintenir calme, au milieu de telles catastrophes, un contemporain averti, sceptique et sans colère, humain à l'excès, ironiste là même? L'étonnant miracle! Officier de réserve, par hasard, M. Quinton a, de sa bibliothèque, sauté sur un cheval, trotté par les routes et les flaques, parmi ses caissons, ses attelages, ses cavaliers, ses pièces. Il s'est hissé dans cette tour, afin de calculer des angles, de les reporter sur la planchette, de téléphoner les nombres exacts; malgré cette terreur de Jugement Dernier; malgré les tonnerres et les avalanches des bâtisses précipitées à terre. « Pourrai-je faire autre chose à l'avenir? » écrit-il.

Du ciel une masse d'acier tomba, enfonça cette mansarde. Renversé par l'explosif, le pignon s'abattit en avant sur le trottoir d'en face, et il a découvert deux paliers d'appartemens bien garnis de rideaux, de fauteuils, de tables, de gravures en leurs cadres; le décor d'une vie sage. A la recherche de leur confort disparu les chats rôdent. Plaintifs, ils miaulent. On a déblayé les voies nécessaires au passage des soldats. Les autres demeurent telles, sauf quelques-unes épargnées au hasard.

Sur la place les éclats ont criblé toutes les façades. Figures balafrées que rien ne cicatrisera. Le revêtement des murs écaillé tombe par larges plaques; il se divise en mille morceaux qui recouvrent les trottoirs. Deux cratères s'ouvrent au bord de l'esplanade, côte à côte. Les 305 ont provoqué cette convulsion géologique. Vingt hommes se tiendraient à l'aise dans les excavations. L'eau des pluies ou des conduites cassées y formèrent des étangs. A considérer ces énormes cuves, on s'explique aisément qu'un seul envoi des batteries allemandes ou des nôtres tue huit soldats, en blesse dix-sept, comme il advint parfois.

La poésie romantique n'aura rien décrit de plus suggestif, pour les lamentations sur la fragilité, sur la brièveté des œuvres

humaines, que cette église de Nieuport en ruines. Hors des décombres, entre les croix sur les tombes fraîches, les arceaux s'élèvent, brisés à la voussure, et, partout, mordus par le passage des balles. Pour voûte ils n'ont que le halo de l'astre, l'azur cendré de l'espace. Personne que les cadavres sous leurs mottes. Des vitesses passent, murmurent, sifflent, bourdonnent, grincent en éraflant la pierre qui s'effrite et s'égrène dans la solitude. Le jubé gît en morceaux parmi ses pilastres effondrés. Tout l'esprit des siècles qui conçurent l'église achève de périr. Le portique lâche ses pierres, une à une. Ainsi le hêtre sème ses feuilles d'automne. On demeurerait assis, éternellement, comme dans la mort, déjà. Que de rages se sont éteintes ici, tout près, plus loin! Que de fureurs se sont métamorphosées en courages et en forces victorieuses!

Coup sur coup, nos canons tout proches broient l'atmosphère qui dehors, quatre fois, flambe et s'éteint. Les fusils assènent leurs claques brèves dans la clarté de la nuit. Vers la fin de la perspective, il y a une prairie argentée, un filet de métal tendu dans les herbes et qui scintille faiblement, une éteule humide. Tout au loin, dans la buée, une longue crête d'humus; cela, sans doute, qui, de temps en temps, pétille. De là s'envolent les essaims de ces vitesses qui murmurent à distance. Elles sifflent près de nos oreilles. Elles font vibrer l'air au-dessus de nos têtes. Elles cassent net des briques, écornent des moellons, puis, dans l'espace, bourdonnent, se taisent.

Invisible une force brusque a brisé l'arbre à deux mètres du sol. Les branches griffèrent en s'affaissant les pierres des ruines. Des échardes aiguës se dressent sur le tronc. Ici, quelques jours plus tard, comme il marchait avec M. de Lanux et le médecin-major des fusiliers marins, en quête de blessés, notre compagnon de la Croix-Rouge, M. Chopart, sentit la terre frémir, les gaz d'une explosion fuir sous les talons soulevés. Un obus s'irradiait en flammes fumeuses, étouffantes, en éclats trouant les façades, brisant les vitres, éparpillant les plâtras. Près de s'abriter dans la maison voisine, les Croix-Rouges furent atteints par les débris, aveuglés par les poussières que projetait en tous sens l'expansion d'un deuxième obus, en cette maison même. Inquiets de leur compagnon, ils le découvrirent à leurs pieds, étendu. De la nuque au cœur béant et saignant, un brin de fer avait traversé la poitrine, rompu l'épine dorsale. Ce fidèle

sauveteur de nos soldats n'était plus, dans son manteau lacéré, rougi, qu'un mince fantôme, aux yeux fixes, que le souvenir d'un brave méritant les honneurs militaires rendus, le surlendemain, à son cercueil par la brigade.

Des balles ont tué ceux qui ne savent plus de souffrance, en leur petit talus de terre et de cailloux, sous leurs croix de planches courtes, arrondies aux trois bouts. Leurs esprits assistent-ils à ce qui continue de leurs haines, de leurs espoirs, de leurs bravoures, ici, par cette nuit d'argent bleuté? L'essentiel de leurs existences, ce fut l'amour national de la liberté, le sens de l'honneur individuel, la fierté d'être les fils glorieux de la Révolution ou de l'Empire, ou de l'Église catholique. Tout cela, le principal de leurs êtres, survit et lutte, sous l'apparence de leurs frères, parmi les débris de Nieuport. — Qu'est-il donc mort? — Peu de chose. — De la chair, des sens. — Et encore beaucoup subsiste du rire gaulois que les défunts enseignèrent à leurs compagnons, des amours qu'ils contèrent et qui persistent dans les mémoires, des ripailles qu'ils promettaient et que des appétits pareils attendent. — Qu'est-il mort? — Rien que des gestes provisoires et des moyens passagers. Ils exprimaient la même foi, le même patriotisme, les mêmes idées vigoureuses, la même puissance des sentimens aïeux, le même vœu de triomphe, tout ce qui combat, tout ce qui crépite encore avec ces fusils, tout ce qui tonne encore avec ces canons, tout ce qui s'accumule en silence dans les ombres avec ces hommes prêts à bondir. Au-dessus de ces tombeaux, la nation se perpétue plus victorieuse que la mort.

Cette présence de l'immortalité nationale, parmi les arceaux rompus, et les cris de l'air transpercé! Il faut penser cela dans une ville en décombres, plus belle, peut-être, parce qu'elle témoigne ainsi d'un cataclysme grandiose, et des terribles pouvoirs acquis par le génie de l'homme. La forêt, de même, atteint, en automne, l'apogée de sa splendeur quand elle commence à répandre ses feuilles d'or et ses feuilles de bronze.

Autour, en cette zone mal abritée, nul d'ordinaire ne se hasarde. Elles sont muettes, closes, les maisons de la rue qui devient, ici, la route. La route vide, nue, toute droite entre les champs argentés, sous la trajectoire des forces tuantes qui bruissent, qui froissent ou broient en rugissant la résistance de l'air.

PAUL ADAM.

LE JAPON EN CHINE

La grande guerre actuelle, qui soulève dans le présent et pour l'avenir tant de problèmes, fait surgir soudain, en pleine lumière, l'importance et la délicatesse tout à la fois de la question, désormais posée, d'Extrême-Orient.

Avant même que le formidable conflit qui ensanglante le sol de l'Europe ne soit terminé, il apparaît déjà que cette question va tenir, dans les préoccupations de demain, une place aussi grande que la fameuse question d'Orient, d'où pourtant est sortie la plus gigantesque des conflagrations internationales. Dès aujourd'hui, elle s'impose à notre attention, car ce qui se passe actuellement dans l'Asie orientale peut avoir une répercussion directe sur les événemens terribles dont nous sommes les témoins et les acteurs. Mouvemens désordonnés de la Chine en révolution, activité économique, diplomatique et militaire du Japon, rivalités des Puissances, luttes pour l'influence, pour la possession d'avantages économiques dans cette immense partie du grand continent asiatique, que d'occasions de complications redoutables !

Présentement, c'est le Japon qui occupe le devant de la scène. Allié de la Grande-Bretagne, victorieux de l'Allemagne, installé dans la colonie de Tsingtao richement aménagée, il manifeste avec fermeté l'intention de tenir sur le continent asiatique une des premières places et d'y rivaliser d'autorité et d'influence avec les plus grandes Puissances d'Occident. Cette situation, le Japon l'a acquise grâce à une continuité de vues dans ses desseins qui n'a jamais faibli. Quels sont ces desseins? Quels sont les moyens mis en œuvre pour les réaliser?

Voilà des questions auxquelles il est d'un intérêt tout actuel de répondre.

*
* *

Un peuple se multipliant sur un sol étroit, cultivant le terrain pauvre d'îles volcaniques, devait nécessairement chercher à se répandre au dehors.

Aussi, dès que les Japonais se furent lancés dans le courant de la civilisation occidentale, songèrent-ils à profiter de l'accroissement de force qui en résultait pour eux, afin de prendre un pied solide sur le grand continent en face de leurs îles. Peuple de marins et de guerriers à peine sorti de la féodalité, le Japon devait en outre envisager son expansion au dehors sous la forme de la conquête. Il grandissait, se créait une armée et une marine selon les procédés scientifiques de l'Occident, à l'heure même où la plupart des grandes nations se lançaient dans les conquêtes coloniales et se partageaient la terre habitée par des races inférieures ou par des peuples d'une organisation sociale rudimentaire. Les professeurs, les savans, les hommes d'État, les économistes, les gens d'affaires justifiaient cette politique au nom du progrès de la civilisation. C'était un devoir de mettre en valeur, avec toutes les ressources modernes, les territoires occupés par des retardataires dont l'ignorance, l'insouciance, la paresse frustraient l'humanité entière des bienfaits d'une production perfectionnée. C'était un droit d'obliger les peuples inférieurs à céder la place à de plus aptes ou à subir la domination de ceux-ci. C'était un droit également d'employer la force des armes pour les y contraindre au besoin.

De tels enseignemens, par la théorie et par l'exemple, étaient, en l'espèce, une semence tombant dans le terrain le mieux préparé qui fût pour la recevoir.

Les dirigeans du peuple japonais, seigneurs des grandes familles qui entouraient le trône, ainsi que tous les descendans de sociétés féodales, ne concevaient le développement du Japon que par la puissance militaire.

Aussi ce fut dans ce sens qu'ils orientèrent leurs efforts. Ils jetèrent les yeux sur la Corée, terre riche et fertile, dont le climat tempéré est analogue à celui de la France et dont la population est douce et simple ; depuis longtemps, d'ailleurs,

ils estimaient que cette contrée, la plus proche de leurs îles, était indiquée par la nature pour faire partie du domaine japonais. La suzeraineté de ce pays, au nom poétique de la *Fraîcheur matinale*, appartenait à la Chine, empire débile et décadent; il serait facile de réduire à néant cette souveraineté si faible. La Chine elle-même, immense, dix fois plus peuplée que le Japon et qui semblait être un grand corps paralysé, sans nerfs, sans muscles, sans force de résistance, ne pourrait-elle pas, elle aussi, subir d'abord la forte influence, puis la direction, la domination peut-être du peuple insulaire et guerrier?

Nombreux sont les Japonais qui ont envisagé cette hypothèse; plusieurs l'ont exposée en leurs écrits comme une vue d'avenir appelée à se réaliser fatalement. Toutefois, ceux-ci ne se dissimulaient point les obstacles à surmonter pour atteindre ce but. Déjà, grandes, moyennes et petites Puissances de race blanche s'étaient installées en Chine, avaient imposé leur volonté à la dynastie valétudinaire des Tartares-Mandchoux; elles dessinaient sur les cartes de ce pays ce qu'elles appelaient des sphères d'influence, domaine réservé à chacune de ces étrangères; elles parlaient même, à certaine époque, de partager le vieil empire comme un immense gâteau.

Ceux des hommes d'État japonais qui rêvaient d'hégémonie trouvaient sur leur chemin l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Russie, sans parler de l'Italie et du Portugal. Mais tout Asiatique, diplomate par nature, sait que la politique des intérêts est la mère des discordes. Cet ensemble formidable n'était pas un bloc dans lequel ne pût jamais se produire quelque fissure amenant la désagrégation. La diplomatie japonaise ne renonça donc pas à ses vues. Asiatique et donc patiente, elle s'en remit au temps de faire son œuvre.

Doit-on supposer que les hommes politiques chargés de la direction des affaires extérieures du Japon ont eu également l'intention de voir un jour l'Indochine française entrer dans l'orbe de leur action? Les Annamites, qui peuplent trois des cinq parties de l'Union française indochinoise, ne sont-ils pas, eux aussi, des hommes de race jaune, propres par là même à recevoir l'impulsion directrice du peuple de cette race, possédant, avec la force militaire, les méthodes d'action de la civilisation moderne? Déjà, un grand lettré, le vieux vice-roi chinois

Tchang Tcheu Tong, précurseur des novateurs actuels de son pays, n'avait-il pas, dans un ouvrage célèbre écrit il y a bientôt vingt ans, poussé le cri : « L'Asie aux Asiatiques ! » et envisagé un temps où, après avoir marché avec la race blanche, les Jaunes abandonneraient sa direction, s'uniraient « tous ensemble pour vaincre tous ensemble ! »

Que ces idées aient été accueillies avec satisfaction par beaucoup de Japonais de toutes conditions, il ne faut pas s'en étonner. L'affinité de race produit des effets nécessaires, et il devait sembler aux indigènes des îles du Soleil-Levant naturel et logique d'espérer en un jour où tous les peuples formés par la même civilisation, nés du même sang, poursuivraient seuls leurs propres destinées. Et qui pouvait le mieux hâter ce jour que celui qui les avait précédés dans la voie où l'on trouve, par l'emploi des méthodes occidentales, le secret de la force ? Donc, l'hégémonie raciale de tout l'Extrême-Orient, telle paraissait être l'ambition des Japonais influens dans les Conseils du pouvoir, dans les grandes familles de la noblesse, et aussi parmi les écrivains dont les œuvres ont une influence sur l'opinion. Posséder une marine de guerre puissante et une armée modèle était la conséquence fatale de ce grand dessein. Aussi cette entreprise fut ce à quoi s'appliqua le Japon pendant les années où il commença à marcher hardiment dans le chemin nouveau de la civilisation d'Occident.

En ce temps-là, les dirigeans de la société japonaise voyaient leurs projets et leurs désirs approuvés et partagés par tous. En 1871, la féodalité avait bien été légalement détruite, mais les mœurs, plus fortes que les lois, demeuraient. L'esprit guerrier subsistait vivace chez les descendans des Samouraïs. On pouvait exiger du peuple de lourds impôts, afin de pourvoir aux dépenses considérables nécessitées par les armemens modernes ; ces agriculteurs et ces pêcheurs, pourtant bien pauvres en général, payaient de bon cœur, consciens qu'ils étaient de travailler à la gloire future du plus grand Japon. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Le développement de notre civilisation matérielle a produit dans ce pays ses conséquences ordinaires. L'industrialisme s'y est introduit avec son progrès économique, mais aussi avec ses misères : agglomération d'ouvriers en des centres urbains, prolétariat, paupérisme, socialisme, esprit révolutionnaire, anarchisme même. Il y a quelques années, —

chose inouïe pour qui connaissait le vieux Japon, — des conspirateurs furent pendus pour avoir formé le projet d'assassiner le divin Mikado, le glorieux Moutsouhito, qui plaça son peuple si haut. Et, il y a quelques mois, le fils de ce grand souverain fut obligé de dissoudre la Diète, parce que les députés s'opposaient à ses projets militaires.

Néanmoins, encore maintenant, l'esprit démocratique, l'habitude de la critique que donne la pratique des sciences positives introduite au Japon, n'ont pas encore accompli complètement leur œuvre habituelle, et cet empire est toujours sous l'influence directrice de l'esprit féodal et guerrier dont il a conservé de puissantes survivances.

*
* *

Pour poser un pied solide sur le continent, pour posséder la Corée, il fallait vaincre la Chine. Cette tâche fut accomplie par la guerre de 1894-1895. Les illusions du vieil empire sur ce qui lui restait de puissance durent s'envoler devant l'évidence des faits. Le Japon remporta une facile victoire et le gouvernement chinois dut se courber sous les fourches caudines du vainqueur. Celui-ci était exigeant ; il demanda et il obtint par le traité de Shimonoséki, qui termina la guerre, la grande île de Formose située en face de la province chinoise du Foukien, l'indépendance de la Corée où ne restait désormais qu'un roi débile, sans volonté, et un peuple faible comme un enfant ; enfin, la presqu'île du Liaotong, dans la Mandchourie méridionale ; là, se trouvait Liukountcheou, aujourd'hui Port-Arthur, admirablement situé à l'entrée du golfe de Petchéli par lequel on accède à l'embouchure du Peiho, le fleuve qui mène près de Pékin. Là, les Chinois avaient commencé à créer un grand port militaire abrité par les collines qui défendent si bien la rade contre une attaque venue du large. Ce point d'appui maritime admirable tombait donc dans les mains japonaises.

Mais les Puissances prirent ombrage de la situation nouvelle. France, Allemagne et Russie, unies en cela, obligèrent le vainqueur à renoncer au fruit de ses efforts. Le Japon garda Formose, la grande île, dont une partie est habitée par des peuplades sauvages et insoumises, mais il dut abandonner la presqu'île du Liaotong, avec Port-Arthur aux mains des Russes. Ce ne fut pas sans regret ni ressentiment que le peuple japonais

vit ainsi se terminer la guerre avec la Chine. Quant à la Corée, Japon et Russie continuèrent à y lutter d'influence. Le gouvernement coréen, se sentant menacé entre ses deux voisins si désireux de faire, chacun à leur manière, le bonheur du pays, essaya bien de se soustraire au sort qui le guettait en proposant la reconnaissance internationale de la neutralité de la Corée. Les deux Puissances furent hostiles à cette solution ; chacune d'elles voulait se réserver l'avenir. Les discussions diplomatiques continuèrent sans jamais arriver à empêcher de nombreux froissemens. Dès lors, il était à prévoir qu'un jour viendrait où cette rivalité prendrait une forme aiguë.

En prévision de ce jour, le Japon conclut, en 1902, son alliance avec la Grande-Bretagne. Les deux contractans s'engageaient à garder une stricte neutralité si l'un d'eux se trouvait impliqué dans une guerre avec une autre Puissance au sujet de la Chine et de la Corée, mais aussi à « faire tous ses efforts pour empêcher d'autres Puissances de prendre part aux hostilités contre son alliée. »

Le Japon circonscrivait ainsi le champ où, le cas échéant, il aurait à se mesurer avec la Russie. Deux ans plus tard, le moment parut venu de trancher le différend par la force. Après de longues négociations, la guerre éclata par l'attaque soudaine des vaisseaux russes à Port-Arthur. L'armée japonaise débarqua en Mandchourie et y vainquit l'armée russe. L'habileté guerrière, la science militaire, la bravoure des soldats du Mikado s'imposèrent à l'admiration du monde étonné. Le Japon sortait grandi de cette guerre. Il prenait rang parmi les premières Puissances. Port-Arthur lui revenait par droit de conquête, et il s'installait solidement dans cette base maritime, développait le grand port voisin de Dalny.

Quant à la Corée, c'était maintenant un jeu pour le Japon d'y faire sentir sa force et bientôt d'y dominer. Des flots d'immigrans venus des îles du Soleil-Levant se déversèrent dans les campagnes coréennes, d'autres allèrent s'installer dans la Mandchourie méridionale. Des complications surgirent aussitôt dans le personnel du gouvernement coréen. La reine périt tragiquement. Le pouvoir valétudinaire de ce pays arriéré devait céder la place à une main plus forte et plus savante. Aujourd'hui, l'indépendance de la Corée n'est plus qu'un souvenir. Ses palais royaux sont déserts, abandonnés par les Japonais, et

l'étranger peut facilement, ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes, en parcourir curieusement les salles sonores et poussiéreuses.

*
* *

Corée, Mandchourie méridionale, Liaotong, ne suffisaient pas à l'activité japonaise ; pour se satisfaire, celle-ci avait besoin d'étendre son action dans l'immense Chine elle-même. Mais là, l'immigration ne pouvait se faire que par infiltration.

Le représentant du Mikado à Pékin tenait bien, à côté des ministres des Puissances, la place qui lui revenait. Des conseillers japonais faisaient partie du groupe d'étrangers qui entourent le gouvernement chinois et s'efforcent d'acquérir quelque influence dans le sens des intérêts de leur nation; mais ce système d'action diplomatique, si peu riche de résultats, ne pouvait à lui seul satisfaire les hommes d'État japonais.

Bien plus avantageux devait être la venue continuelle sur le continent de sujets du Mikado s'installant partout, dans les places, dans les commerces les plus modestes, à la manière allemande, laquelle d'ailleurs avait été minutieusement étudiée. Sur ce terrain, le Japonais, homme de race jaune et voisin de la Chine, dispose d'une supériorité réelle sur l'Occidental. Il n'est pas obligé comme celui-ci de se confiner dans la direction des affaires importantes; il apprend très facilement à parler la langue chinoise peu différente de la sienne et plus facilement encore à l'écrire puisque les caractères dont il se sert sont les mêmes et ont le même sens que les idéogrammes chinois. Il peut donc pénétrer dans cette curieuse société en dehors de laquelle les blancs sont obligés de rester, ne pouvant ainsi exercer qu'une influence indirecte extrêmement faible. Aussi le gouvernement du Nippon encouragea-t-il vivement l'émigration dans la Chine propre, partout où des étrangers avaient, de par les traités, le droit de séjour. Dans les ports ouverts, on trouve de tous côtés des commerçans japonais. Ils y tiennent des bazars, des épiceries, y vendent des drogues; en certains lieux, ils semblent avoir accaparé la profession de coiffeur, car ils taillent les cheveux « à la mode de la civilisation, » disent leurs enseignes, et ils sont d'une remarquable propreté! Si on en juge par le nombre des cliens que nous avons vus dans leurs boutiques, ils doivent faire d'excellentes affaires. De nombreux

voyageurs, aidés par la connaissance des deux langues, parlée et écrite, parcourent le pays, ils y placent des allumettes, de l'eau minérate, des joujoux, des bibelots et même de la vaisselle à bon marché. De même que les coiffeurs ouvrent leurs oreilles, ces actifs commis voyageurs ouvrent leurs yeux sur toutes choses. Des bonzes bouddhistes japonais étaient même venus à une certaine époque faire de la propagande et sous leur costume religieux se glissaient dans les provinces; le gouvernement de Pékin en prit ombrage et réclama.

L'influence japonaise pénètre aussi en Chine par la publicité, soit des journaux, soit des affiches. Les gazettes chinoises sont remplies d'annonces japonaises et particulièrement de réclames médicales et pharmaceutiques, les Chinois étant de très grands amateurs de drogues. Certains produits font une réclame vraiment colossale et on se demande comment, en certains cas, les bénéfices peuvent couvrir de si grands frais. Ainsi en est-il d'une poudre dentifrice vendue pour quelques sapèques, quelques centimes, dans un petit morceau de papier plié en quatre. Sur chacun de ces papiers se trouve la singulière marque de fabrique : un buste de général français, dont la tête est coiffée du bicorne à plumes. Cette figure se voit également sur les murs, affichée ; elle se découpe sur le ciel et brille de feux électriques dans la nuit : le voyageur en Chine la trouve dans toutes les grandes voies. Nous avons rencontré l'image du fatidique général tantôt énorme, tantôt minuscule, dans les campagnes aussi bien que dans les villes. Dès qu'on approche d'une des intéressantes cités, perchées haut sur les bords du Fleuve Bleu afin d'y dominer les grandes crues, de loin, se profilant sur l'azur, le bicorne à plumes apparaît. Nous avons quelquefois suivi longtemps cette image collée avec soin sur les poteaux télégraphiques de certaines routes, comme si elle jalonnait les chemins d'une invasion pacifique. Ainsi des millions et des millions de Chinois ne peuvent perdre de vue le symbole de la puissance du Japon. Ils apprennent à la redouter où à espérer en elle.

Mais le moyen le plus efficace d'influence, c'est, comme partout, la Presse. Divers organes reçoivent, par les moyens habituels, l'inspiration des Japonais. Beaucoup d'articles sont reproduits des feuilles du Nippon. Certains journaux leur appartiennent complètement et leurs rédacteurs écrivent, au besoin, sous la protection des soldats du Mikado. Tel fut le cas du

Chouentien jeupao de Pékin, au moment du coup d'État, lorsque le Président annihila le Parlement. Enfin, les Japonais s'efforcent d'introduire des professeurs de leur nationalité dans les écoles où l'on emploie des maîtres étrangers.

Tels sont les principaux moyens d'action, employés en Chine même, pour faire pénétrer les idées japonaises et ainsi servir les intérêts de l'empire du Mikado. Leur efficacité ne fut d'ailleurs guère augmentée par l'afflux des nombreux étudians chinois que, pendant bien des années, le gouvernement japonais attira dans ses écoles, au Japon même, en leur offrant divers avantages. Pour beaucoup, l'enseignement était gratuit. Dix mille, quinze mille et jusqu'à vingt mille jeunes Chinois faisaient leurs études dans les îles du Soleil-Levant, proche de leur pays et où la vie est à bon marché. Mais là, toute cette jeunesse, en étudiant les principes des sciences positives et les méthodes critiques transposées de l'Occident, y acquit des idées libérales, subversives de la vieille société politique chinoise. La dynastie mandchoue s'en effraya quand il était trop tard. Beaucoup de révolutionnaires, qui la renversèrent, avaient été instruits dans les îles. Tous ces étudians savaient fort bien que la science qu'on leur dispensait n'était pas originaire du Japon lui-même, aussi l'influence morale que le gouvernement du Mikado comptait acquérir par là fut-elle à peu près nulle. Ces jeunes Chinois n'oubliaient pas que leur patrie avait pendant de longs siècles dominé intellectuellement et moralement le peuple insulaire minuscule quant au nombre par rapport à la population de leur pays. Leur fierté de Chinois demeurait entière. De ce côté, la tentative japonaise avait échoué, on avait seulement donné des armes intellectuelles à toute une jeune génération susceptible de s'en servir contre ses anciens maîtres.

*
* *

A Pékin l'action diplomatique du Japon était assez faible. Les grandes Puissances le laissaient un peu à l'écart. Le gouvernement mandchou, la famille impériale, souffrant toujours du mal d'impécuniosité, se tournaient vers ceux qui pouvaient leur prêter de l'argent. France, Angleterre, États-Unis, Allemagne elle-même, se partageaient les tranches des emprunts chinois. La situation économique du Japon épuisé financièrement par son effort de la guerre avec les Russes ne lui permet-

tait pas de faire figure de prêteur. Toutefois, sa force militaire obligeait à des ménagemens. Lui aussi avait, comme les autres, auprès du gouvernement de Pékin, ses conseillers. La Révolution, qui balaya en quatre mois la dynastie tartare valétudinaire, devait lui permettre de faire sentir un peu plus sa puissance réelle ; c'était une occasion, pour les habiles diplomates japonais, de profiter de tous leurs avantages, dont la connaissance exacte de la situation, de la force respective des partis, n'était pas la moindre.

La nouvelle république, férue des grands principes occidentaux, avait institué la séparation des pouvoirs, adopté une constitution moderne. Le pouvoir exécutif était passé dans les mains de l'ancien vice-roi, ministre disgracié de la Cour, le fameux Yuen Chekai. Le législatif se trouvait naturellement dans celles des hommes nouveaux, les Chinois occidentalisés, qui avaient fait la Révolution, et seuls connaissaient les systèmes politiques et administratifs nécessaires à la vie d'une république. Une lutte sourde s'engagea bientôt entre ces deux forces. Peu de temps après l'intronisation présidentielle de Yuen, il devint visible que celui-ci tendait à la dictature ou à la reconstitution d'un empire à son profit personnel.

D'abord indécis, le groupement des Puissances décida, pour diverses raisons, politiques, diplomatiques et financières, de soutenir le premier contre les seconds. C'était à lui seul qu'on voulait consentir les emprunts nécessaires à la réorganisation du pays. Un consortium financier, qui, déjà, dans les dernières années de l'Empire, fournissait les subsides, ne comprenait, au début de la Révolution, ni la Russie, ni le Japon. Bien que peu prêteuses par nécessité, ces deux Puissances, usant de pression diplomatique, se firent admettre dans ce groupe. Celui-ci comprenait donc : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Russie, le Japon, et aussi les États-Unis, qui, plus tard, s'en retirèrent. Le gouvernement de Tokio participait ainsi à l'élévation et au soutien de son vieil ennemi, car Yuen Chekai, ancien gouverneur de Corée, avait été de tout temps son adversaire résolu.

Mais, tandis que les représentans officiels de l'Empire travaillaient à leur manière au soutien de la dictature qui s'affirmait chaque jour davantage, là-bas, dans les îles, les intellectuels et le peuple, d'ailleurs avec la bienveillance du pouvoir,

exprimaient par des paroles et par des actes non équivoques toute leur sympathie agissante pour les républicains parlementaires. Les sentimens du peuple étaient tels qu'un diplomate distingué, M. Abé, fut assassiné par un fanatique comme compromettant par son attitude les intérêts nationaux en aidant le consortium. Lorsque la lutte entre Yuen Chekai et ses adversaires prit la forme aiguë, et particulièrement pendant la révolte de 1913 contre les actes arbitraires du président, les Chinois prétendirent que des officiers japonais déguisés aidaient de leurs conseils les constitutionnalistes combattans. Lors des massacres de Nankin, des navires pleins de troupes entrèrent dans le Fleuve Bleu; des Japonais ayant été molestés et même tués, on crut un moment à une intervention militaire en faveur des hommes nouveaux. Le gouvernement du Mikado n'alla pas jusque-là. Il ne voulut pas contrarier les Puissances, qui considéraient toute intervention en l'espèce comme une atteinte au principe de l'intégrité de la Chine. Les chefs des constitutionnalistes pourchassés s'enfuirent au Japon. Le fameux docteur Sun Yatsen, qui fut le premier président de la République chinoise, le général Hoanghing, le combattant de la Révolution, leurs lieutennas et beaucoup d'autres, échappèrent à la mort en se réfugiant dans les îles du Nippon. Là, ils trouvèrent même la protection d'officiers japonais montant la garde auprès d'eux.

L'attitude du gouvernement japonais était fort habile, et elle prouvait la parfaite connaissance qu'il avait de la situation réelle et de l'avenir politique de la Chine, dont il ménageait les hommes. Devant l'attitude des Puissances, il se voyait obligé de servir les intérêts de Yuen Chekai, de contribuer, au moins politiquement, à assurer son élévation, à fournir des subsides à ses troupes, et, d'autre part, soutenant ses adversaires, les accueillant, protégeant leur vie, il s'assurait le concours éventuel des dirigeans futurs de ce peuple immense, qui les avaient choisis par des élections régulières. Dans tous les cas, ces chefs des constitutionnalistes, redevenus conspirateurs et propagandistes au dehors, étaient conservés comme une menace permanente contre le Président de la République chinoise. Cette situation d'attente devait changer avec la formidable guerre qui éclata en Europe, en août 1914.

*
* *

Cette guerre, absorbant toutes les pensées et toutes les forces des grandes Puissances, laissait, en Extrême-Orient, le champ libre au Japon. Jamais occasion si belle ne s'était présentée aux hommes d'État qui dirigent la politique de l'Empire d'augmenter d'une façon éclatante le prestige du nom japonais et la puissance extérieure du pays. L'Allemagne étant en guerre avec l'Angleterre, la France et la Russie, sa colonie de Kiaotchéou, aménagée à grands frais et placée comme une puissante emprise dans le flanc même de la Chine, devenait une riche proie. Un effort, relativement peu important, permettrait de s'en saisir, et ainsi de s'implanter dans une des provinces les mieux situées en raison de sa proximité de la capitale, et surtout de sa position maritime. Kiaotchéou et sa baie, Tsingtao, la ville et ses forts, tombant au pouvoir du Japon, déjà possesseur de Port-Arthur, à l'autre entrée du Pétchili, représentaient une conquête de premier ordre, aux divers points de vue stratégique, politique et économique.

Aussi, le 19 août, le chargé d'affaires japonais à Berlin présentait-il au ministère des Affaires étrangères allemand une note dans laquelle le gouvernement du Mikado, témoignant, selon l'usage, « du besoin d'assurer une paix solide et durable en Extrême-Orient, » qui avait été le but de l'alliance anglo-japonaise, disait : Le Gouvernement japonais « considère donc comme un devoir de conscience de donner au Gouvernement impérial allemand le conseil d'exécuter les deux propositions suivantes :

« 1° Retirer sans retard des eaux japonaises et chinoises les vaisseaux de guerre allemands et bâtimens armés de toute espèce, et de désarmer immédiatement ceux qui ne peuvent être retirés.

« 2° Livrer, jusqu'au 15 septembre 1914 au plus tard, sans condition et sans indemnité, aux autorités impériales japonaises, l'ensemble du territoire affermé de Kiaotchéou, en vue d'une restitution éventuelle de ce territoire à la Chine. »

Le dernier délai pour la réponse à cet ultimatum était fixé au 23. C'était la guerre, l'Allemagne, malgré sa faiblesse relative en Extrême-Orient par rapport au Japon, ne pouvant accepter une telle sommation. Déjà, dès la dernière quinzaine

de juillet, avant que la guerre ne fût déclarée en Europe, le service des renseignemens japonais avait constaté qu'on mettait Tsingtao en état de défense, que l'on entassait dans les forts défendant la ville approvisionnemens et munitions. Mais quelles que pussent être les précautions prises par la minutieuse prévoyance allemande, Tsingtao ne pouvait échapper à son destin. Comment les troupes, nécessairement peu nombreuses, chargées d'assurer la défense de la colonie, auraient-elles pu espérer résister longtemps à l'armée japonaise?

A la veille des hostilités, la garnison allemande de Tsingtao ne comprenait que cinq compagnies d'infanterie, une compagnie d'infanterie montée, une batterie d'artillerie de campagne, cinq batteries d'artillerie lourde et une compagnie du génie, soit environ deux mille hommes; mais ce chiffre fut doublé par l'addition d'un bataillon d'infanterie, d'une batterie de campagne, venue des garnisons du Nord, et des réservistes, commerçans, employés, etc., résidant en Chine. Cent pièces de canon environ garnissaient les forts protégeant la ville; une partie de ces pièces provenait des canonnières inutilisables. De l'avis des spécialistes, les défenses de la place étaient plus fortes que celles de Port-Arthur, lorsque les Japonais l'attaquèrent. Les croiseurs les plus puissans de la station navale avaient été envoyés dans le Sud ou vers les côtes du Chili au début de la guerre, il ne restait dans la baie qu'un croiseur de troisième classe, quatre canonnières, deux contre-torpilleurs et un croiseur converti. Mais ces faibles moyens de défense se trouvaient multipliés par la puissance et l'excellente position des cinq forts de première ligne dont : le de Moltke, le Bismarck, l'Iltis, plus quatre forts de seconde ligne faisant face à la mer et armés de grosse artillerie. Des fortifications de campagne avec réseaux de fil de fer reliés à une station électrique complétaient la défense de la place. Pendant tout le début du mois d'août, la garnison poursuivit les travaux de tranchée autour et devant les forts, malgré des pluies abondantes. Enfin, elle sut, après le 19, qu'elle devrait résister au Japon lui-même.

*
* *

Les troupes qui allaient avoir la tâche glorieuse d'abattre la puissance allemande sur le continent asiatique furent mises sous le haut commandement du général Kamio. Leur chiffre

exact ne paraît pas avoir été officiellement publié; les Chinois l'estiment à environ soixante-quinze mille hommes. Un corps de huit cents hommes de troupes des Indes, sous le commandement du général Barnardiston, devait participer à la campagne. Trois escadres, commandées par les amiraux T. Kato, S. Kato et Tochimai, devaient protéger le transport des troupes, bloquer la baie, bombarder les forts de concert avec l'artillerie de terre. Pour que ses soldats pussent débarquer en toute sécurité, le gouvernement japonais obtint du chef de l'État chinois, et malgré les protestations de l'Allemagne, une zone de débarquement hors de portée des forts de la place. Comment d'ailleurs Yuen Chekai aurait-il pu s'opposer à une telle demande ?

Le 28 août, une partie de la première division quitta le Japon; le débarquement commença le 2 septembre et se poursuivit jusqu'au 14, malgré un temps très mauvais. Dès le 12, les premières troupes débarquées étaient entrées en contact avec les éclaireurs allemands.

Les inondations, si fréquentes en Chine, pays déboisé, retardèrent les travaux d'approche; aussi, ce ne fut que le 14 octobre que, toute la grosse artillerie ayant été amenée, l'on put pousser les opérations avec une grande vigueur. La place contenait quarante-deux non-combattans : membres de la Croix-Rouge, femmes d'officiers et de soldats, une dame anglaise une Française et deux Américains.

Les Japonais tenaient à honneur d'observer les lois de l'humanité consacrées par les conventions internationales et à bien montrer leur supériorité morale sur les Allemands dans la façon de conduire la guerre. Le 13 octobre, les commandans des forces d'investissement, le lieutenant général Kamio et le vice-amiral Kato, envoyèrent au commandant de la place le message suivant dont il est bon de rappeler le texte, en songeant aux procédés sauvages de la Kultur germanique en Belgique et en France.

« Les soussignés ont l'honneur de vous communiquer, au sujet de l'honorable défense de Votre Excellence, l'auguste désir de Sa Majesté l'empereur du Japon, d'épargner, dans un sentiment d'humanité, aux non-combattans des pays belligérans et neutres actuellement dans la forteresse, les souffrances des opérations de siège. Si Votre Excellence désire profiter de la

clémence impériale, vous êtes prié de communiquer avec nous à ce sujet. »

A la suite de ce message et d'une entrevue de parlementaires des deux parties, le consul des États-Unis et sa suite chinoise, les dames, les femmes et les enfans allemands, furent remis aux autorités japonaises qui les envoyèrent, en sûreté, à Tsinanfou, la capitale provinciale du Chantong.

Le combat reprit avec une nouvelle force; déjà des poursuites aériennes avaient eu lieu de la part des aviateurs japonais, car, là comme ailleurs, les aviateurs allemands évitaient le combat; le 13 octobre, l'un d'eux ne put échapper à trois aéroplanes japonais qu'en s'élevant dans les nuages à plus de trois mille mètres. C'est le 14 octobre seulement que la deuxième flotte japonaise et le puissant cuirassé anglais *Triumph* bombardèrent le fort Haicheucheu et le détruisirent. Le 17, à minuit, le croiseur *Takachio* fut torpillé et coula avec tout son équipage. Un torpilleur allemand avait réussi à s'en approcher à la faveur de la nuit et à le frapper juste près de la soute aux poudres. A partir du 25, le bombardement des divers forts devint plus intense. Pendant ce temps-là, l'infanterie resserrait son cercle d'investissement, repoussant devant elle les postes avancés. Le ravinement profond des chemins, non entretenus depuis des siècles, et que l'on trouve par toute la campagne chinoise, facilitait le cheminement. Le travail de la pioche, de la sape et la mine tenaient la grande place nécessitée par l'armement moderne, travail particulièrement pénible dans un sol sablonneux qui nécessitait l'emploi d'un nombre considérable de sacs de terre.

Les forts furent détruits les uns après les autres; mais les Allemands avaient construit six redoutes invisibles, casematées, bétonnées, devant lesquelles se trouvaient des glacis de plus de deux cents mètres; ces glacis eux-mêmes étaient pourvus de deux murs étagés de deux et quatre mètres de haut, peints en blanc du côté des redoutes, afin que les assaillans qui les franchissaient pussent se détacher visiblement sur leur fond éclatant. Le terrain d'attaque, de près de trois kilomètres de large, était garni de fils de fer barbelés munis d'ampoules électriques pour l'éclairage nocturne; la nuit, les hommes des sections japonaises des « brave la mort, » chaussés de sandales de paille, gantés de caoutchouc, coupaient les fils élec-

triques. Le 31 octobre, jour anniversaire de l'Empereur du Japon, avait été choisi, comme celui du bombardement général.

La flotte alliée et l'artillerie de siège firent pleuvoir leurs énormes obus. De leur côté, les Allemands faisaient toujours une incroyable consommation de projectiles; dès le début des hostilités, on remarqua qu'ils en envoyaient sans grande utilité dans la campagne en quantité superflue, tuant ainsi, loin du lieu de combat, des agriculteurs chinois dans leurs champs, comme si les défenseurs avaient voulu épuiser plus vite leur stock de munitions et justifier ainsi la reddition d'une place dont la chute était fatale. Le 1er novembre, le croiseur allemand *Kaiserin Elizabeth* sombrait dans le port, le grand dock flottant eut le même sort le 3. Le 5, les tranchées japonaises atteignaient les glacis, et, dans la nuit du 6 au 7, l'infanterie surprenait la redoute du centre, s'en emparait et réussissait également à planter le drapeau au soleil rouge sur les forts Iltis et Bismarck, dominant la ville. Il ne restait aux Allemands qu'une redoute, bientôt elle hissa le drapeau blanc. C'était la fin.

Le gouverneur Meyer Waldeck se rendit à merci le 7; on lui laissa son épée. La garnison prisonnière fut envoyée au Japon, et le 16, les troupes alliées firent leur entrée triomphale dans la ville qui avait été soigneusement respectée pendant le bombardement par l'artillerie assiégeante. Le palais du gouverneur et les édifices étaient intacts. Cette prise de Tsingtao, c'était pour le puissant empire germanique en Extrême-Orient et particulièrement en Chine, à Pékin, où se dresse dans une des principales rues, l'arc de triomphe orgueilleux que le Kaiser y obligea les Chinois d'élever après l'affaire des Boxeurs, l'écroulement définitif de tout prestige.

*
* *

Le monde chinois suivait avec un vif intérêt cette lutte que les étrangers se livraient sur le territoire national. Les personnages officiels observaient la réserve diplomatique voulue; toutefois, l'état d'esprit du chef de l'État, son passé, l'inclinaient vers l'Allemagne; les intrigues teutonnes habituelles n'étaient pas non plus étrangères aux sentimens de Yuen Chekai qui, ne connaissant aucune langue occidentale, est à la merci des interprètes et de ceux qui l'entourent. Les lettrés, conservateurs ou novateurs, n'avaient de sympathie pour aucun des belligérans;

ces derniers n'étaient à leurs yeux que des étrangers se disputant un morceau de leur pays, arraché, par la force, à la faiblesse du précédent gouvernement. Presque tous restaient fort sceptiques quant à la promesse de restitution à la Chine, que semblait contenir l'ultimatum à l'Allemagne. Ils attendaient. Toutefois, ils apprenaient que, depuis la chute de Tsingtao, quantité de Japonais accouraient du Japon et de la Mandchourie, leur gouvernement, disait-on, payait même le voyage à la plupart de ces derniers qui s'empressaient de s'installer comme s'ils voulussent se fixer là à perpétuelle demeure.

La diplomatie des Puissances attendait aussi avec curiosité que se dessinât d'une façon nette l'attitude du vainqueur au sujet de la restitution de la colonie allemande à la nouvelle république. Depuis de longues années ces Puissances s'évertuaient, par une série d'accords, à éviter qu'aucune d'entre elles ne prédominât dans l'influence qu'elles exerçaient sur le débile gouvernement de ce pays inorganisé, mais si riche d'espérances, et pour cela, après avoir virtuellement renoncé à un partage manifestement impossible, elles avaient adopté le système du respect de l'intégrité de la Chine. Comme conséquence, elles s'efforçaient, toutes les fois que quelque action sur le gouvernement chinois s'imposait, de maintenir l'équilibre des influences, de l'octroi des concessions, de l'obtention de conseillers, par des discussions diplomatiques. Est-ce que, cette fois-ci, cet équilibre allait être rompu au profit des victorieux? Au Japon aussi on se préoccupait vivement de cette question. Un parlementaire questionna à ce sujet le ministre des Affaires étrangères, le baron Kato. Celui-ci répondit que le Japon n'avait donné à aucune Puissance l'assurance de la restitution de Tsingtao à la Chine; les publicistes japonais s'empressèrent de faire remarquer que leur pays eût été obligé d'accomplir cette restitution conformément aux termes mêmes de l'ultimatum, si l'Allemagne s'inclinant avait bénévolement remis le territoire au Japon; mais que tel n'était pas le cas. En refusant toute réponse à la demande japonaise, l'Allemagne rendait caduc le document qui devenait ainsi inexistant quant au semblant de promesse qu'il contenait; que d'ailleurs, tant que les hostilités ne seraient pas terminées en Europe, il n'était pas temps de discuter cette question, soit avec la Chine, soit avec les Puissances. Après la conclusion de la paix, on verrait.

Ces discours firent s'évanouir chez les Chinois tout espoir et donnèrent raison aux sceptiques, à ceux qui trouvaient tout à fait invraisemblable que le Japon eût fait une expédition, sacrifié des vies humaines et une centaine de millions de francs, tout simplement pour rendre, à la Chine, en l'espèce, à son vieil adversaire, qui en est en réalité le souverain, le fruit de sa propre conquête, et cela, surtout au moment où les Puissances, qui auraient pu être inquiètes d'une telle rupture de l'équilibre de leur château de cartes chinois, se trouvaient absorbées en Europe par la plus formidable des guerres. La position diplomatique de l'Empire insulaire allié de l'Angleterre, et plusieurs fois vainqueur de Puissances occidentales, n'était pas du tout la même qu'au temps peu éloigné où il avait dû rendre Port-Arthur à la Russie. En ces vingt années, sa puissance et son autorité dans le concert des nations avait fait assez de progrès pour que sa situation fût complètement différente.

Les Chinois de tous les partis s'inquiétaient. Ce n'était pas tant la substitution des Japonais aux Allemands qui provoquait leurs alarmes que la perspective de voir les premiers profiter de leur accroissement de forces pour parler en maîtres. Ces craintes ne tardèrent pas à se réaliser. Le 19 janvier 1915, le ministre du Japon à Pékin, dans une entrevue avec le Président de la République, tenait un langage dont la politesse enveloppait des menaces. Précédemment, une liste, en 21 articles, des desiderata japonais avait été secrètement remise au gouvernement chinois, le ministre, M. Hiochi, venait chercher la réponse. D'après la presse chinoise, ce diplomate aurait fait remarquer au Président qu'une grande partie du peuple japonais lui était très hostile, que ses adversaires politiques se montraient très actifs au Japon où ils étaient réfugiés et d'où ils fomentaient des complots contre lui, qu'il était absolument nécessaire qu'il accordât satisfaction aux réclamations du gouvernement japonais, s'il ne voulait voir celui-ci incapable d'arrêter les mouvemens qui avaient pour but de renverser sa dictature.

Ce dut être une cruelle désillusion pour le chef de l'État Chinois qui pouvait croire que le négociateur allait lui apporter une promesse d'empire, en échange de concessions économiques ou territoriales. Vraisemblablement, le Japon avait, pour le pré-

sent tout au moins, d'autres desseins que de favoriser la fondation d'une nouvelle dynastie.

Les nuages portant la tempête s'amoncelaient donc sur la tête du souverain-président et aussi sur le pays dont il assume la direction. Les demandes formulées étaient graves; elles faisaient l'effet de coups de canon tirés en pleine paix, et paraissaient tendre à faire de la Chine une sorte de vassale. D'abord, afin d'établir son autorité dans la Mongolie orientale, riche territoire minier, le Japon exigeait des privilèges spéciaux en matière de mines et de chemins de fer; le gouvernement de Pékin devait s'engager à n'accorder, dans cette région, aucun droit à aucune Puissance sans l'assentiment du Japon. Les sujets du Mikado devaient pouvoir, en outre, s'installer dans cette partie de la Mongolie, y posséder, y cultiver, y faire du commerce sans entraves. Des exigences du même genre étaient formulées quant à la Mandchourie méridionale. Dans la presqu'île du Liaotong, le bail de Port-Arthur et de son territoire devait être prolongé de quatre-vingt-dix-neuf ans. Quant à la province du Chantong, où se trouve Tsingtao, non seulement tous les droits dont jouissaient les Allemands dans ce territoire devaient être reconnus maintenant au Japon, mais celui-ci devait leur être substitué en ce qui concerne mines, chemins de fer, etc., de cette province.

La note exigeait également un droit de contrôle et d'autorisation sur les emprunts relatifs à la province du Foukien; située sur le Pacifique, en face de Formose. Il fallait que la Chine s'engageât à ne céder aucun droit à aucune autre Puissance, sans le consentement du gouvernement du Mikado. Pour mettre une main solide sur le centre du pays également, on réclamait le contrôle des grandes usines de Hanyang, situées près du Fleuve Bleu et de Hankéou, à douze cents kilomètres des côtes, là se trouvent d'importantes fabriques d'armes. La région communique par terre avec tout le centre du Nord de la Chine par le chemin de fer de Hankéou à Pékin. Les mines de fer de Tayé, les mines de charbon de Pinghiang étaient aussi demandées.

Enfin, le Japon réclamait des conseillers effectifs dans les diverses branches de l'administration et il prétendait qu'aucun conseiller étranger ne fût admis auprès du gouvernement sans son autorisation.

Telles étaient les principales exigences formulées soudain.

Dès qu'elles furent divulguées, les Chinois ne se trompèrent pas sur la gravité de la situation. Cette fois-ci, ils ne se trouvaient plus en face d'un groupe de compétiteurs se jalousant et se neutralisant; le réclamant était seul, il parlait haut et ferme, la main sur une épée prête à sortir du fourreau.

*
* *

Cette attitude du Japon, au lendemain d'un succès militaire qui le substituait en Extrême-Orient à l'Allemagne elle-même, était facile à prévoir, et il est probable que les cercles diplomatiques informés, tout en estimant un peu grandes les prétentions du vainqueur de Tsingtao, n'en furent pas autrement surpris. Depuis plusieurs mois les publicistes japonais s'étaient chargés de formuler les desiderata des hommes entreprenans qui, chez eux, travaillent à l'expansion de leur pays. Ces vœux ne tendaient pas moins qu'à une sorte de prise de possession indirecte, non juridique sans doute, mais effective, de la Chine elle-même. Dans un curieux article de septembre 1914 et qui a fait beaucoup de bruit, M. Outchida, dans *l'Expansion coloniale*, développait ainsi le point de vue, du parti influent impérialiste de son pays. D'abord, se bien mettre en l'esprit que la question chinoise est une affaire vitale pour le Japon; la nécessité pour lui de se développer sur le continent et de prendre en mains la direction de quatre cent cinquante millions de Chinois est absolue. On doit saisir cette direction à la première occasion favorable et la garder avec la plus ferme résolution, dût-on faire la guerre, avec toutes les forces de l'Empire, à quiconque prétendrait s'y opposer. Puis, si le président Yuen Chekai, qualifié « d'homme sans loi et sans sincérité, » ne veut pas consentir à être un instrument docile, il doit être remplacé par un nouvel empereur chinois, entouré des conseillers japonais. D'autres conseillers devront être placés auprès de tous les postes de direction de l'administration, et exercer une action prépondérante, aussi bien à la capitale que dans les provinces. Des écoles japonaises, fondées et dirigées par des Japonais, devront se créer dans toute la Chine, afin de propager partout la langue du Nippon. Mais d'abord, on devra obtenir, du chef actuel du gouvernement de Pékin, des traités, des concessions susceptibles de préparer l'action future de l'administration indirecte japonaise.

Si exagérées qu'aient pu paraître, il y a neuf mois, des articles de ce genre, on doit convenir aujourd'hui qu'ils n'annonçaient rien d'inexact, ni quant aux prétentions japonaises, ni quant à la manière de les imposer. Le temps marche vite pendant les jours tragiques que le monde traverse actuellement. Sans doute, le Japon proteste de son désir de respecter la fameuse intégrité de la Chine; il ne veut point de territoires, et ainsi il se tient, en théorie, dans les limites d'action fixées par la diplomatie. Toutefois, en pareil cas, ce ne sont pas les paroles qui importent, ni les formes, mais les actes; aussi une certaine inquiétude s'est-elle fait sentir au dehors. Aux États-Unis, M. Richard Hobson, député de l'Alabama, a prononcé un discours sensationnel, dès le début de février; il accusait avec netteté le Japon de vouloir mettre la main sur la Chine, engageant le gouvernement à se défier des promesses de paix des représentans du Mikado. Ce discours avait lieu au sujet de l'augmentation des armemens. Pour les Américains, en effet, la question chinoise est extrêmement importante; ils tiennent à ce que le pays soit réellement ouvert à leur commerce, car ils voient dans cette énorme population un marché possédant pour l'avenir une force d'absorption inépuisable, et d'autre part, sa situation géographique, de l'autre côté du Pacifique, les fait redouter qu'un empire militaire ne parvienne à s'emparer de cet immense réservoir d'hommes, ne l'organise pour combattre sur terre et sur mer. La question irritante de l'émigration japonaise aux États-Unis a d'ailleurs causé des frictions entre les deux peuples, dont les points douloureux sont encore très sensibles.

En Angleterre, sir Edward Grey, consulté, répondit que la Grande-Bretagne veillerait à ce que fût maintenu, en Chine, le régime de la porte ouverte, afin que les commerçans anglais n'aient pas à souffrir de la situation nouvelle.

En Russie, M. Sazonoff tint à la Douma un langage analogue. Comment, en effet, les Puissances de la Triple-Entente pourraient-elles s'opposer, autrement que par d'amicales représentations, aux actes de leur partenaire, surtout si celui-ci, considérant son action actuelle comme capitale pour ses intérêts, maintient avec fermeté ses prétentions?

En somme, la guerre d'Europe, ayant fait tomber en morceaux le consortium qui s'efforçait de conduire, à sa manière, la Chine dans les voies de la civilisation occidentale, le Japon,

se tournant vers les Puissances, leur dit, sinon par ses paroles, du moins par ses actes : « Ne convient-il pas que je prenne, jusqu'à nouvel ordre, la tutelle que vous ne pouvez pas actuellement exercer? » Toujours est-il, qu'en attendant que la grande guerre soit terminée, il se hâte de s'établir dans la place, d'où, fortifié par la possession d'état, il pourra discuter, plus tard, de l'opportunité pour lui d'en sortir.

Dans sa détresse, Yuen Chekai s'est adressé à la Grande-Bretagne, lui demandant son appui. Le *Chountien jeupao*, organe officieux japonais, publié en chinois à Pékin, lui répond : « Les Puissances européennes sont dans l'impossibilité d'intervenir dans le conflit sino-japonais. La Chine s'en trouvera bien d'ailleurs, car cette intervention pourrait lui coûter cher. Peut-être la partageait-on? Quant aux États-Unis, ils ne remueront pas. Le gouvernement chinois n'a donc qu'à s'incliner devant le Japon et à régler avec lui seul les questions pendantes. Le maintien de la paix en Extrême-Orient en dépend! » La Chine étant, à l'heure actuelle, moins exposée que jamais à un partage de la part des Puissances, ce langage paraît tenu pour l'effrayer; mais il n'en montre pas moins que le Japon, se sentant aujourd'hui les mains libres, les étend hardiment sur elle.

*
* *

Sommes-nous donc arrivés à l'heure où le rêve du vieux vice-roi chinois Tchang Tcheutong serait près de se réaliser, mais d'une autre manière? Allons-nous assister à l'application étroite d'une doctrine de Monroe asiatique, dont M. Okuma, le président du Conseil japonais, est, dit-on, un des plus fervens adeptes? Les hommes de race blanche doivent-ils craindre de se trouver bientôt en face de toute la race jaune, dirigée, administrée, gouvernée par le Japon féodal et militaire? Grave problème! Certains s'en préoccupent déjà avec une visible inquiétude.

A notre avis, on aurait tort de s'en alarmer, car la tâche que semble vouloir assumer le parti dirigeant impérialiste japonais est pleine de difficultés et de périls. Sans doute, il lui sera facile, — s'il a soin de ménager les apparences, — de prendre en mains le dictateur impuissant qui gouverne aujourd'hui théoriquement l'immense peuple chinois. Au besoin, il pourra donner à ce personnage le hochet d'une couronne impériale.

Mais bien faible sera la valeur d'une telle conquête. Dans un pays inorganisé comme la Chine, le gouvernement central n'est qu'un instrument sans vertu, incapable de faire prévaloir sa volonté dans l'ensemble du pays. Cette situation, qui est celle des siècles passés, est encore plus manifeste depuis la Révolution, les vastes territoires de la République ayant été le théâtre de conspirations, de complots, de rébellions, de révoltes, d'assassinats individuels, et de décapitations politiques.

Et cette situation anarchique provenait justement de ce que le chef actuel de l'État était considéré par le peuple comme l'homme de l'étranger. La dynastie des Tartares Mandchoux fut renversée parce qu'elle s'appuyait trop sur les Puissances. Sa chute eut pour cause immédiate le sentiment nationaliste. La guerre civile de 1913 contre le président eut des raisons analogues. Et pourtant, les grandes Puissances formant le consortium ne pouvaient pas, à cause de la divergence de leurs intérêts, prétendre à une direction effective. Elles étaient pour la Chine une tutelle sans doute, mais aussi de riches auxiliaires qui apportaient, dans cette société inerte et confuse, le capital fécondant des connaissances de leurs nationaux et de leur argent.

Malgré ces avantages, dont les Chinois le plus violemment nationalistes se rendaient parfaitement compte, le pays restait profondément hostile, car ces bienfaits leur paraissaient trop cher payés par l'absence de la véritable liberté. Or, le Japon se trouve aujourd'hui en face des mêmes sentimens. Il va lui falloir faire la conquête morale et politique d'un peuple qui, pendant des siècles, l'a dédaigné, d'un peuple qui lui a fourni les élémens fondamentaux de sa civilisation et qui, pour cette raison, se considère comme historiquement supérieur à lui. De plus, il se présente les mains vides et ne peut promettre d'autres bienfaits que sa domination.

Aussi, dès que la remise de la note japonaise a été connue dans les provinces, un naturel mouvement nationaliste a commencé partout et, depuis quatre mois, il est allé s'amplifiant. Tous les partis qui se déchiraient la veille se sont rapprochés et tournés contre l'ennemi commun ; les lettrés, les étudians, les corporations marchandes ont fait des manifestations suggestives sur tous les points du territoire et, en maints endroits, le boycottage des produits japonais, arme préférée chez ce peuple de commerçans, a commencé. Les divers généraux que le dictateur

a placés ou laissés à la tête des troupes ont groupé leurs instances pour engager Yuen Chekai à la lutte. Les Chinois à l'étranger, — et ils sont dix millions, — même les exilés, les révolutionnaires, ennemis du Président, lui envoient des messages pour lui promettre leur concours.

Le sentiment chinois actuel est assez bien résumé par l'appel des lettrés de Changhai pour la formation de comités de résistance. « Le Japon, dit ce document, veut faire de la Chine une seconde Corée. Il nous sait faibles, il sait que les Puissances, qui se battent en Europe, ne peuvent plus maintenir l'équilibre... Pouvons-nous supporter cette situation ? Ne vaut-il pas mieux mourir après avoir résisté que de nous laisser tuer tête baissée? Bien que la Belgique et la Serbie soient fort petites, elles n'ont pas craint de résister à l'Allemagne et à l'Autriche. Est-il possible que nous, qui sommes 400 millions, nous supportions la honte de voir notre ruine nationale sans rien faire ? »

En présence de ce mouvement grandissant et après quatre mois de discussions, le Gouvernement japonais envoya, le 7 mai, son ultimatum. Le Président chinois, dont l'armée n'est pas en état de s'opposer aux valeureux soldats du Mikado, dut s'incliner. Quant au peuple, rongeant son frein, il compte maintenant sur la force de résistance passive de son énorme masse. Le Japon va avoir à surmonter ou à briser ce gros obstacle. Pour mieux y parvenir il a réservé le groupe V de ses revendications dont la partie la plus délicate concerne les conseillers devant être installés auprès de l'Administration et du Gouvernement de Pékin.

Cette restriction, ainsi que l'actuelle campagne de presse à Tokio en faveur d'une alliance avec les Puissances de la Triple-Entente et d'une intervention de l'armée japonaise en Europe, semble indiquer que le Cabinet du comte Okouma voudrait réaliser son grand dessein, d'accord avec les Trois Puissances. L'avenir nous dira si celles-ci consentiront à s'engager dans une voie si différente de celle qu'elles ont suivie jusqu'ici en Extrême-Orient.

FERNAND FARJENEL.

TORPILLAGES

LÉON-GAMBETTA, LUSITANIA, GOLIATH

Deux coups d'éclat des sous-marins, — il ne s'agit, bien entendu, que de ceux de nos ennemis, — ont, ces temps-ci, vivement ému l'opinion. Le croiseur cuirassé français *Léon-Gambetta* a été torpillé, le 27 avril, dans le canal d'Otrante, assez près du cap Santa Maria di Leuca, par un submersible autrichien, le U_5. Le grand transatlantique anglais de la Cunard line, la *Lusitania*, l'a été, un peu avant d'arriver à Queenstown d'Irlande, le 7 mai, par un submersible allemand dont on ne connaît pas le numéro, jusqu'ici.

Dans les deux cas, la submersion a été rapide : 10 minutes, 20 minutes, et le nombre des victimes considérable. Plus de 600 de nos marins et tout l'état-major du bâtiment, y compris un officier général, ont été engloutis avec le *Léon-Gambetta*. Ces vaillans hommes sont morts à leur poste de combat. S'il faut plaindre leurs familles, leurs amis, tous ceux qui les pleurent, il ne faut pas les plaindre eux-mêmes. Il convient seulement d'honorer leur mémoire.

Dans la catastrophe de la *Lusitania*, aucune consolation n'apparaît. Non seulement l'Humanité gémit sur la perte de 1 500 existences humaines que n'aurait jamais dû atteindre le fléau de la guerre, mais elle se sent profondément humiliée par le crime qu'ont commis quelques-uns de ses membres, par l'acte odieux qu'accepte, défend et célèbre un peuple tout entier.

Parmi les commentaires d'ordre purement technique qui ont suivi ces deux événemens, je retrouve des traits communs

qu'il convient de rassembler pour les mieux mettre en lumière. C'est ainsi que, dans le cas du croiseur cuirassé français comme dans celui du transatlantique anglais, on a incriminé l'insuffisance de la vitesse des bâtimens torpillés et le défaut de flanqueurs ou convoyeurs. Examinons de près ces griefs.

Supposons, — il n'y a encore rien d'officiel là-dessus, et j'insiste sur ce point, — que l'allure du *Léon-Gambetta* ait été, comme on l'affirme, réglée à 7 nœuds dans la nuit du 26 au 27 avril. Quel pouvait être le motif de cette sensible réduction d'une vitesse de route qui devait atteindre normalement 13 ou 14 nœuds? Nous ne le savons pas et nous ne pourrons jamais le savoir, puisque tout le personnel dirigeant a disparu, ainsi que les cahiers d'ordres et les journaux de bord. Il ne reste qu'à émettre des hypothèses.

La première et la plus simple qui se présente à l'esprit c'est que, se rendant à Malte en fin de période de croisière, le *Léon-Gambetta*, sans positivement « racler ses soutes, » ne disposait plus que d'un approvisionnement assez faible de combustible. Il faut noter à ce sujet que la prudence exige, en temps de guerre, que l'on se crée une réserve de charbon que l'on n'utilisera que si, aux atterrages du port base d'opérations, on se trouvait intercepté par une force navale supérieure. La nécessité de se dérober à grande allure, dans ce cas, peut conduire à donner à cette réserve une valeur assez considérable, ce qui diminue d'une manière marquée l' « endurance » du bâtiment, c'est-à-dire sa faculté de tenir la mer sans se ravitailler. Si l'on ajoute à cela que le nombre de nos croiseurs est notoirement insuffisant, on comprendra sans peine qu'il faut, ou que la période de croisière de chacun d'eux soit longue, ce qui ne se peut obtenir que par une sévère économie du combustible entraînant la réduction de la vitesse de route, ou que, si le commandant en chef, sensible comme il convient à ce dernier désavantage, accourcit la période de croisière, il se résolve à diminuer aussi la période de repos dans le port base d'opérations. Or on sait combien sont délicats les appareils moteurs et les appareils auxiliaires des bâtimens modernes et que les chaudières, notamment, exigent des nettoyages fréquens et minutieux. Si l'on ne peut satisfaire complètement, en relâche, à ces nécessités du bon fonctionnement des machines, on en est réduit à n'utiliser simultanément, en croisière, qu'un nombre restreint

d'appareils évaporatoires. Encore convient-il de ne leur demander que des efforts modérés.

C'est peut-être, — je dis *peut-être*, — l'insuffisance de la durée d'un séjour précédent à Malte qui entraînait la nécessité d'une sensible réduction de vitesse. Ne perdons pas de vue, d'ailleurs, que l'escadre légère de l'armée navale croise depuis neuf mois. C'est déjà beaucoup. Combien de centaines, de milliers de milles marins ces bâtimens feront-ils encore?...

Je passe rapidement sur une troisième hypothèse, qui est que l'une des machines du *Léon-Gambetta* pouvait être momentanément paralysée. Comme il y a là un fait précis, aisément vérifiable, les témoignages des mécaniciens sauvés du naufrage y porteront, s'il y a lieu, une pleine lumière.

Peut-on admettre encore qu'étant relevé par un autre croiseur cuirassé quarante-huit heures environ avant la date fixée pour son retour à La Valette, le *Léon-Gambetta* calculait qu'à la vitesse de 7 nœuds, il ne lui fallait, après tout, que quarante-trois heures pour parcourir les 300 milles qui séparent de Malte le cap Santa Maria di Leuca? Je ne le pense pas. Le contre-amiral Sénès avait trop de jugement pour ne pas apprécier à sa juste valeur le danger de s'attarder dans des parages fréquentés par les sous-marins.

Mais, justement, se pensait-on, pouvait-on se penser aussi exposé, dans la nuit du 27 avril, alors qu'on se trouvait déjà à 260 milles environ de Castelnuovo di Cattaro, base secondaire extrême, du côté du Sud, des sous-marins autrichiens? L'armée navale disposait-elle de renseignemens suffisamment précis sur les facultés des nouvelles unités de cette catégorie que nos adversaires méditerranéens ont reçues assez récemment, affirme-t-on, du chantier Germania de Kiel? Je l'ignore. En tout cas, si c'est bien le U_5 (ou le U_6, exactement semblable) qui a torpillé notre croiseur cuirassé, la question ne se pose pas. Ce bâtiment figurait déjà, au début des hostilités, dans l'Adriatique. Ce n'est qu'à partir du U_7, jusques et y compris le U_{11}, que l'on se trouve en présence des grands sous-marins (700-900 tonnes) fournis par l'Allemagne. Tout ce que l'on peut se demander, c'est si le U_5 et le U_6 ne venaient pas d'être achevés et s'ils étaient bien connus de nos croiseurs.

On voit quelles sont nos incertitudes quand il s'agit d'un bâtiment français. Dans le cas de la *Lusitania*, les choses se

présentent, grâce à l'enquête du Coroner, grâce au débat engagé devant les Communes, d'une manière fort différente, et certains points sont tirés parfaitement au clair.

La vitesse du paquebot géant était, au moment du torpillage, fixée entre 17 et 18 nœuds, au lieu de 25 que pouvait donner le bâtiment. Le capitaine Turner explique qu'en réduisant ainsi son allure, il avait l'avantage de franchir, le lendemain, la barre de la Mersey à haute mer, sans être obligé de stopper pour attendre l'heure favorable. Il eût été fâcheux, évidemment, d'être obligé de stopper; mais il l'était davantage encore de ralentir sa marche dans les parages critiques. Notons que, depuis la fermeture du canal du Nord, débouché ordinaire des ports septentrionaux de la mer d'Irlande, on ne signalait plus de sous-marins aux atterrages de Liverpool. Au contraire, de nombreuses attaques toutes récentes marquaient leur présence entre les Scilly et la côte Sud d'Irlande. Le commandant de la *Lusitania* fut donc mal inspiré. Il le fut d'autant plus qu'arrivé trop tôt devant la barre de la Mersey, il n'était nullement obligé de *stopper*. Rien ne l'empêchait de faire, à bonne vitesse, « des ronds dans l'eau. » On conviendra qu'une dépense supplémentaire de charbon était bien peu de chose à côté de la perte de la *Lusitania* et de 1 500 vies humaines.

Mais, au fond, — et c'est là une excuse plus valable, — le capitaine Turner admettait, avec beaucoup de marins des deux côtés de la Manche, qu'une vitesse de 17 à 18 nœuds devait le mettre à l'abri des entreprises des sous-marins allemands. Malheureusement, c'était encore une erreur contre laquelle on ne saurait trop s'élever, justement parce qu'elle est plus répandue et qu'elle est le résultat de l'ignorance qui règne au sujet des facultés des nouveaux submersibles de nos ennemis aussi bien que de celles de la torpille automobile qu'ils emploient. Je ne puis traiter aujourd'hui, d'une manière complète, cette question technique. Qu'il me suffise de dire que les bâtimens, dont il s'agit (U_{27}, etc.), peuvent atteindre 20 nœuds en surface et que rien n'empêchait donc l'un d'eux de se tenir « à la hauteur » de la *Lusitania* (1) autant qu'il était nécessaire pour ses opérations de reconnaissance, de repérage de route et de

(1) La mer était très belle, ce qui permettait au petit bâtiment de conserver une vitesse assez voisine de sa vitesse d'essais, au moins pendant le peu de temps nécessaire à ses opérations de repérage.

vitesse, sauf à plonger ensuite et lancer ses torpilles, bien avant que sa victime eût pu dépasser sa zone d'action militaire immédiate. Celle-ci s'étend d'ailleurs d'autant plus loin que la torpille employée, du plus grand et plus puissant modèle connu, a une vitesse initiale de 45 nœuds environ, vitesse qui ne diminue que lentement, grâce à des perfectionnemens de détail bien connus des spécialistes; que la portée efficace de cet engin atteint 2000 mètres et que sa justesse est parfaite, au moins dans cette limite de portée. Il n'est pas inutile d'ajouter que la charge de ce modèle, caractérisé par un diamètre voisin de 55 centimètres, dépasse sensiblement celle du modèle précédent, — de 45 centimètres, — ce qui explique la grandeur des effets de destruction dont tant de marins et d'ingénieurs ont paru surpris et la rapidité avec laquelle des unités bien construites, comme le *Léon-Gambetta* (car les torpilles autrichiennes sont les mêmes que les allemandes) ont été submergées.

En définitive, s'il est toujours exact de dire que la vitesse est un bon moyen d'échapper aux sous-marins, il faut bien se persuader que le nombre de nœuds qui traduit cette *vitesse de protection* augmente rapidement, avec les progrès des engins de guerre sous-marine.

Un autre moyen de protection dont il a été fort question, aussi bien à propos de notre croiseur qu'à propos de la *Lusitania*, c'est l'« encadrement » ou, tout au moins, le flanquement du grand navire menacé par les sous-marins au moyen de bâtimens légers à faible tirant d'eau, à grande vitesse, évoluant facilement et armés d'artillerie à tir très rapide. Ce n'est pas, assurément, un moyen infaillible, — il n'y en a pas, — c'est un moyen utile, une *assurance* dont on sent le prix quand on remarque que, le plus souvent, le sous-marin a besoin d'émerger avant son attaque en plongée afin de se mettre en bonne position de lancement, ou, si l'on veut, qu'il a tout avantage à se tenir en émersion le plus longtemps possible avant la plongée finale. Il est clair que si deux, ou quatre *destroyers* se tiennent à 1000 mètres, par exemple sur les flancs du grand bâtiment, le submersible, à supposer qu'il ne soit pas aperçu par eux et canonné, sera obligé d'effectuer ses opérations à une distance de son but telle que la justesse du projectile sous-marin automobile en puisse être affectée. On a d'ailleurs vu, — mais seulement dans des exercices du temps de paix, — l'audacieux

assaillant passer au-dessous de la ligne des flanqueurs et prononcer son attaque pour ainsi dire « à bout portant. »

Quoi qu'il en soit, ni la *Lusitania*, ni le *Léon-Gambetta*, n'étaient flanqués. On s'en est étonné, indigné même. Interrogé par un membre des Communes, M. Winston Churchill a observé que, pour puissante que fût la marine britannique, elle ne pouvait cependant convoyer individuellement tous les paquebots qui voulaient traverser l'Atlantique. Il est assez curieux, tout d'abord, de remarquer que cette réponse rouvre une discussion qui s'est produite en Angleterre toutes les fois que ce pays s'est trouvé en lutte avec une marine capable, sinon de combattre ses flottes de ligne, du moins de faire une chasse active à ses navires marchands. Ce fut, en général, par la constitution de grands convois, escortés de navires de guerre, que la question fut résolue. Je ne m'attarderai pas à montrer que cette solution serait, ici, une des plus mauvaises que l'on pût adopter. En tout cas, d'escorte particulière pour une seule unité, si intéressante qu'elle puisse être, et d'une escorte qui traverserait l'Atlantique, il n'y faut point songer.

Était-il impossible, en revanche, d'envoyer au large du cap Clear, au-devant de la *Lusitania*, un groupe de torpilleurs empruntés aux flottilles de Queenstown et de Pembroke? Si cette mesure avait pu être prise et que ces petits bâtimens eussent encadré le paquebot pendant qu'il longeait la côte méridionale de l'Irlande, — l'état de la mer leur permettait de se tenir à sa hauteur, — il est probable que la catastrophe ne se fût point produite. Ajoutons qu'au moins elle n'eût pas fait un aussi grand nombre de victimes. Mais savons-nous si les flottilles dont il s'agit n'étaient pas à la mer, si même elles n'ont pas été depuis longtemps poussées vers l'Est?...

La Grande-Bretagne a, certes, un nombre considérable de bâtimens légers; seulement, les opérations actives de la mer du Nord, du *Channel* et de la Méditerranée, les absorbent tous. Il a même fallu recourir à des navires auxiliaires, que commandent des officiers de réserve. Un groupe de ces petits bâtimens fut, il y a quelques jours, attaqué dans le vestibule hollandais de la Manche par des torpilleurs allemands, et perdit une de ses unités. Mais une escadrille « de patrouille » survint, qui détruisit les deux assaillans.

Si les exigences si variées de la guerre maritime moderne

obligent la première marine du monde à mesurer strictement les efforts que ses flottilles peuvent être appelées à donner en vue de services qui n'ont pas un caractère essentiellement militaire, on s'explique assez aisément qu'il ne soit pas toujours possible à nos chefs d'escadre d'assurer à des bâtimens détachés dans les parages fréquentés par les sous-marins l'aide précieuse des contre-torpilleurs qui font partie de leur force navale. Encore que je ne dusse à cet égard rien apprendre à des adversaires parfaitement et depuis longtemps renseignés, je m'abstiens de donner des chiffres, et je me borne à constater avec tant d'autres, avec les premiers intéressés en tout cas, la criante insuffisance numérique de nos bâtimens légers. Il serait oiseux, en ce moment, de rechercher à qui remonte la responsabilité de la disproportion si fâcheuse et si peu militaire qui existe entre les divers élémens constitutifs de notre flotte. Ce ne sont pas les avertissemens qui ont manqué cependant. Les officiers qui réfléchissent n'ont cessé de répéter de vive voix et par écrit qu'*à la guerre on n'aurait jamais assez de bâtimens légers*. Nous en avions, il y a peu d'années encore, un plus grand nombre qu'aujourd'hui : c'étaient non pas des contre-torpilleurs, ou *destroyers*, mais de simples torpilleurs de 90 à 110 tonnes, parfaitement susceptibles de rendre des services dans la Manche, la mer du Nord et la Méditerranée. On a trouvé trop coûteux l'entretien de ces petits bâtimens ; on a jugé aussi que leur armement absorbait un personnel qu'il semblait plus convenable de réserver aux grandes unités. Je ne discuterai pas ces motifs, qui ne pouvaient avoir une apparence de valeur qu'à la condition qu'on fît systématiquement litière des exigences dont je parlais tout à l'heure, car si ces exigences avaient été admises, reconnues, si l'on avait su prévoir ce que serait la guerre future, il n'était que de demander au Parlement, — qui ne les eût certainement pas refusés, — les crédits nécessaires pour donner satisfaction à tous les besoins bien constatés.

Tant y a que le nombre des torpilleurs en question est des plus restreints; que, d'ailleurs, celui des contre-torpilleurs, — dont le prix de revient est beaucoup plus élevé, — s'est trouvé limité par le désir que l'on avait de se procurer au plus tôt une flotte de *Dreadnoughts* et que nous n'avons pas, comme l'Angleterre, la faculté de trouver dans un outillage naval très développé un nombre suffisant de navires auxiliaires. Aurions-nous

d'ailleurs pour les monter le personnel indispensable, après les sacrifices consentis en faveur de l'armée? Je laisse de côté pour le moment cette délicate question.

Revenons aux faits. Pas plus que la *Lusitania* sur la côte Sud de l'Irlande, le *Léon-Gambetta* n'était, dans le canal d'Otrante, « couvert » par des unités légères. Eût-il été possible, en l'état présent des choses, de lui attribuer même un seul contre-torpilleur? Je l'ignore. Je crois que oui, toutefois, mais je reconnais que la couverture, en ce cas, eût été bien faible. Pourtant, une sorte d'effet moral eût été produit sur le sous-marin autrichien. Celui-ci n'eût point eu toutes ses aises pour combiner son attaque et un hasard heureux pouvait conduire notre flanqueur tout près du sournois assaillant au moment décisif. En tout cas, si la catastrophe n'avait été conjurée, les suites n'en auraient point été aussi déplorables, en ce qui touche la perte de vies humaines. A la vérité, on peut dire que le commandant du U_5 n'aurait pas hésité à torpiller le petit bâtiment occupé au sauvetage de quelques naufragés. On sait même aujourd'hui que cet officier a eu le triste courage de rester immobile, toute la nuit, au milieu des malheureux cramponnés aux épaves, tandis qu'il attendait l'arrivée des croiseurs des secteurs voisins, pensant que le *Léon-Gambetta* avait dû les appeler par la T. S. F. — Si le coup terrible qui a frappé la marine anglaise, le 22 septembre, n'a pu être renouvelé contre la nôtre, on le doit seulement peut-être au fait que l'explosion de la première torpille avait intéressé le compartiment de l'usine électrique et rendu ainsi impossible l'émission des signaux. Il est permis d'espérer que des ordres précis, soit du département, soit du commandant en chef, fixent d'une manière impérative, dans ce cas, le parti cruel qu'il faut prendre et que ne prendraient certainement pas, si la discipline ne les y contraignait, des camarades, des frères d'armes.

Notons, pour clore ce pénible sujet, qu'en tout état de cause, de simples torpilleurs, calant très peu d'eau et présentant aux torpilles une cible très mobile et de peu d'étendue, auraient les plus grandes chances d'échapper aux coups du sous-marin, à qui l'un d'eux donnerait vivement la chasse tandis que l'autre, — ou les autres, — s'occuperait du sauvetage.

Le cas du cuirassé anglais *Goliath*, coulé le 13 mai, pendant une violente attaque de nuit contre les ouvrages des Darda-

nelles, diffère tout à fait des deux précédens et s'accorde mieux que ceux-ci avec l'idée que l'on se faisait, — dans la plupart des marines, du moins, — du mode d'action des engins sous-marins. Bien que l'amirauté anglaise se soit montrée, cette fois, très sobre de renseignemens sur cet événement de guerre, on sait par des télégrammes officiels que c'est bien une torpille automobile, lancée par un torpilleur germano-turc, qui a détruit le cuirassé anglais au cours du combat de nuit en question. Évidemment, les circonstances favorisaient ici l'assaillant. Tandis qu'il pouvait se glisser inaperçu le long d'une côte découpée près de laquelle le *Goliath* était obligé de se tenir, ce dernier était dénoncé, soit par les faisceaux lumineux des projecteurs de la côte, soit par les éclairs de sa propre artillerie, qui était en pleine action. Le cuirassé ne pouvait d'ailleurs pas marcher bien vite : il avait à régler son tir sur des buts variés et peu apparens; de plus, il lui fallait évoluer et se tenir prêt à éviter des collisions doublement dangereuses. Il n'est pas douteux qu'en pareil cas un « encadrement » de torpilleurs, voire de simples vedettes armées, eût été pour le *Goliath* d'un précieux secours. Il ne l'est guère moins que le commandement en chef ne pouvait assurer une sauvegarde de ce genre à toutes les unités de combat mises en ligne.

Ne perdons pas de vue, d'ailleurs, que, même chargé brusquement ou attaqué à coups de canon par un flanqueur, le torpilleur assaillant dont le commandant garde son sang-froid reste maître, le plus souvent, de lancer son engin. La torpille passe au-dessous de la coque peu plongée de l'adversaire immédiat, pour aller frapper celle, beaucoup plus profondément immergée, du grand bâtiment. Ce qu'il faut à tout prix, c'est de ne pas laisser le torpilleur s'approcher jusqu'à la bonne distance de lancement. Comment y réussir avec quelque certitude dans un bras de mer resserré? Répétons encore que la portée efficace des torpilles automobiles a singulièrement grandi dans ces dernières années, avec leur justesse et le poids de leur charge. Les Allemands, les Autrichiens, les Turcs eux-mêmes, fournis par l'Allemagne, ont adopté le plus grand, le plus puissant modèle connu, celui dont j'ai parlé plus haut, tandis que d'autres marines, après des années d'expériences et de discussions savantes, n'arrivaient pas à s'y résoudre en temps opportun.

On ne peut se le dissimuler, quoiqu'il en coûte à quelques-

uns de le reconnaître : l'efficacité de la torpille automobile que son véhicule soit un navire de surface ou un sous-marin,, se révèle de plus en plus décisive. On sait assez quelle est celle de la mine automatique fixe, sans parler de la mine dérivante. Mais du moins celles-ci n'agissent-elles que contre qui vient les heurter, tandis que la torpille automobile est, essentiellement, un engin offensif et d'un emploi aussi sûr au large, par 3 000 mètres de fond, qu'à 200 mètres du rivage. Ce n'est pas tout que de constater sa puissance ; il faut avouer encore qu'en dehors des précautions d'ordre général, — souvent efficaces, elles aussi, heureusement ! — que l'on est conduit à prendre contre les petites unités qui l'emploient, il reste peu de moyens d'assurer le salut du bâtiment menacé, pas plus que celui de la plupart des membres de son équipage, si, par malheur, l'engin le frappe en pleine coque et non pas, comme il est arrivé à notre *Jean-Bart*, à l'extrême avant où, quelle que soit l'étendue de la brèche, l'invasion de l'eau reste relativement limitée. J'ai déjà eu l'occasion de dire ici quelle profonde transformation devait résulter, aussi bien dans le choix des types de bâtimens que dans les méthodes de construction navale, d'un état de choses dont la gravité frappe les yeux les moins attentifs. Mais cette transformation ne peut évidemment se produire que dans une période de paix et de tranquillité studieuse. En attendant, il faut se servir des navires que nous avons, nous efforcer de les défendre *d'avance* le mieux possible par des mesures tactiques réellement appropriées aux circonstances ; nous efforcer de les sauver *ensuite*, ou du moins de retarder leur engloutissement ; tâcher enfin, tâcher surtout, de préserver le plus grand nombre possible d'existences humaines si précieuses à tant de titres.

En ce qui touche les *mesures tactiques*, mes lecteurs tireront aisément quelques conclusions pratiques des réflexions que contient cette trop brève étude : marcher vite; changer fréquemment de cap, changer aussi de parages de croisière; éviter d'aller reconnaître de près des points saillans, des phares; se garder expressément de déceler sa présence, la nuit, par des manifestations lumineuses, buelles qu'elles soient; se garder même, autant que possible, d'émettre des radio-télégrammes; se faire éclairer et flanquer par des torpilleurs, *qui auront seuls la charge d'arraisonner les navires de commerce,*

telles sont les principales et indispensables précautions qu'il convient à un grand croiseur de prendre pour déjouer une surprise fatale; et je ne parle pas, bien entendu, des moyens de repousser l'attaque, lorsque l'on aura la chance d'apercevoir à temps le sous-marin, ou seulement son périscope.

En ce qui concerne les mesures de sécurité et puisqu'il ne peut être question ici de l'emploi des filets pare-torpilles, — dont la valeur n'est d'ailleurs pas bien démontrée en présence des nouvelles torpilles automobiles, — il semble que l'on ne puisse guère se fier qu'à un système perfectionné de « paillets Makaroff, » matelas souples et imperméables qui, venant s'appliquer au moyen de manœuvres très simples sur la blessure de la coque, y sont maintenus par la pression même de l'eau. Toutefois, je le répète, ce dispositif depuis longtemps connu a besoin de modifications sérieuses qu'il n'est sans doute point difficile d'imaginer, mais sur lesquelles il est bon de garder le silence.

Quant au sauvetage de l'équipage, presque tout reste, malheureusement, à faire de ce côté-là. Il importe peu, en effet, que les dispositions prises à l'avance pour l'évacuation du navire blessé à mort s'exécutent dans l'ordre le plus parfait, si les chaloupes, canots, radeaux même ne peuvent être immédiatement mis à la mer, en dépit de l'inclinaison que prend le bâtiment avant sa submersion totale. Ayons la ferme confiance qu'ingénieurs et marins rivaliseront de zèle pour arriver à une solution satisfaisante et rapide de ce délicat problème. En attendant et suivant un exemple venu de haut chez nos alliés britanniques, hâtons-nous de multiplier les ceintures, les colliers et tous les autres appareils de sauvetage individuel dont l'efficacité aura été dûment établie. C'en doit être fini, maintenant, de l'insouciance avec laquelle, pendant des années, — des années de paix, sans doute, mais d'une paix si précaire! — on accepta l'idée des chances funestes que les armes sous-marines font courir aux plus grandes unités de combat.

Contre-Amiral Degouy.

CE QU'ILS N'ONT PU DÉTRUIRE

LES TAPISSERIES SAUVÉES DE LA CATHÉDRALE DE REIMS AU PETIT-PALAIS

Au Moyen âge, lorsque la guerre obligeait un prince à quitter ses foyers pour entrer en campagne, il ne manquait pas d'emporter, avec lui, ses tapisseries. On les roulait, on les mettait sur le dos des mulets ou « sommiers, » et elles suivaient le camp, si elles ne le précédaient pas. A l'étape, on les déroulait, on les accrochait soigneusement aux murailles du château ou de l'hôtel de ville, là où devait s'arrêter le chef, parfois même autour de sa tente, en plein champ. Inutile de dire si les badauds et les enfans, habitans de ces pays perdus, s'attroupaient pour voir se déployer les éclatantes figures tissées dans la laine, l'or ou la soie : les rois, les prophètes ou les saints, avec leurs beaux phylactères déroulés de la bouche, les bêtes fantastiques affrontées avec leurs longues cornes au milieu du front, Dieu le Père en habits d'archevêque, les dames tout emperlées, les seigneurs coiffés de leurs toques et de leurs bicoquets. Les pauvres gens se remplissaient l'imagination de ces images pour toute leur vie et, la guerre finie, le prince disparu, il leur en restait une vision du Paradis et de l'Art des hommes plus durable peut-être que les horreurs auxquelles ils avaient assisté.

Nous sommes, en ce moment, ces badauds. Les hasards de la guerre ont amené à Paris, où elles n'auraient jamais dû

venir, les tapisseries tissées il y a quatre et cinq cents ans, pour embellir le chœur de la cathédrale de Reims. A l'approche des Barbares, il y a quelques mois, elles ont été enlevées et mises en lieu sûr. Le bombardement, qui a fait un petit tas de poussière de la *Reine de Saba*, de l'*Ange* compagnon du *saint Nicaise* et de tant d'autres figures du portail, ne les a pas touchées. Car c'est parfois ce qui est le plus fragile qui est le moins éphémère. Et les voici, maintenant, au *Petit-Palais*, dans la pleine lumière des Champs-Élysées, entourées des feuilles vivantes des marronniers, visibles à travers les hautes baies de cristal, au milieu de toutes les activités d'un peuple moderne. On ne les avait jamais si bien vues. Beaucoup de leurs figures, soupçonnées plutôt qu'aperçues, ne livraient leurs secrets qu'à de patiens archéologues. C'étaient des fantômes de chefs-d'œuvre. Et, en plusieurs endroits, leurs couleurs éteintes, leurs lignes tremblantes, leurs laborieux et malchanceux rapiéçages en font encore des énigmes. Mais leur charme voilé s'accorde admirablement à nos sentimens et à nos méditations présentes. Leurs couleurs ne crient pas : elles psalmodient à peine. Ce qu'elles murmurent, ce sont de bien vieilles histoires qui enchantèrent l'humanité autrefois et qui, aujourd'hui peut-être encore, peuvent distraire l'âme française de ses douleurs, sans cependant troubler son recueillement. Profitons donc de leur présence, pour les interroger, et, s'il nous est possible, pour les comprendre. Jusqu'au jour où, revenues à leur berceau et à leur destination première, elles se tendront pour un défilé triomphal, comme les défilés pour quoi elles furent faites, il y a cinq cents ans.

I

Il y a, au Petit-Palais, trois suites, ou fragmens de suites, de tapisseries très diverses : l'une du XVe siècle, l'autre du XVIe, la troisième du XVIIe, et destinées, semble-t-il, au même rôle décoratif. La première, qui ne comprend que deux pièces sur six, énormes à la vérité, est l'histoire du « fort roy Clovis, » tissée vers 1435 ; la seconde, qui comprend quatorze pièces sur dix-sept, est l'histoire de la vie et de la mort de la Vierge, imaginée par un certain Lemaire, commencée en 1509, terminée en 1530 et offerte par l'archevêque de Reims, Robert de Lenon-

court, à la cathédrale, pour tapisser l'intérieur de l'ancien chœur. Cette suite comprenait primitivement dix-sept pièces : l'une d'elles, destinée à servir de tenture à la porte du chœur, a toujours été beaucoup plus petite que ses voisines ; deux autres pièces, plus petites aussi, ont encore été rognées, on ne sait quand ni pourquoi : elles existent encore, mais elles ne figurent pas ici. Enfin, la troisième suite comprend deux des scènes de l'Évangile, tissées par Pepersack, à Reims, vers 1633. Les autres, étant demeurées à l'ancien archevêché de Reims, viennent d'être brûlées par les Barbares. Il se trouve heureusement que la suite qui a été détruite était la moins précieuse, mais on ne saurait faire un mérite aux canonniers allemands de n'avoir point détruit les autres : si doctes qu'on puisse les supposer, il est peu probable que leurs obus aient distingué entre les fils tissés au XVe et au XVIIe siècle.

Les exemples, ainsi réunis au Petit-Palais, représentent admirablement les trois principaux âges de la tapisserie, comme pour une leçon. Le passant le plus distrait et le moins versé dans cette étude y lit, comme à livre ouvert, ce qui caractérise chacun d'eux. Et, par « âges, » j'entends surtout trois règnes ou trois conceptions différentes de la tenture décorative, car elles ne se sont pas succédé toujours dans un rigoureux ordre chronologique. Ce sont, là, trois esthétiques très différentes et qui, dans l'ensemble de cet art, marquent bien les trois étapes par où il a passé. La première, représentée par l'*Histoire du roi Clovis*, est l'âge de la confusion ; la seconde, représentée par *la Vie et Mort de la Vierge*, est l'âge de l'harmonie ; la troisième, représentée par les deux tapisseries de Pepersack, est l'âge de l'ordre, mais, hélas ! de l'ordre dans le vide et la solitude. La première est la pléthore décorative, la seconde est la richesse décorative, et la troisième est le dénuement.

Considérons donc les compositions de *la Vie et Mort de la Vierge*, une à une, comme un des plus beaux ensembles d'images faites pour animer les murailles dans un sanctuaire. Justement, on les a disposées, ici, dans l'ordre où elles étaient autrefois, à la cathédrale de Reims, quand elles tapissaient l'ancien chœur, c'est-à-dire à droite, en entrant, l'*Arbre de Jessé*, qui est le premier tableau de la série, et à gauche, la *Mort de la Vierge*, qui en est le dernier, les douze autres pièces faisant le tour du chœur, interrompues seulement, derrière le

maître-autel, par les six pièces de l'*Histoire de Clovis*. Des trois autres pièces plus petites de *la Vie et Mort de la Vierge* qui manquent ici, l'une, l'*Assomption*, tapissait la porte du jubé : les deux autres, les *Prétendans à la main de Marie* et la *Visitation*, tapissaient vraisemblablement les deux entrées latérales du chœur. Leur absence ne nous prive de rien d'essentiel. Nous sommes donc placés matériellement, pour en jouir, à peu près comme les fidèles l'étaient dans le meilleur temps.

Dès le premier pas, à droite et à gauche, des inscriptions, tissées dans la trame même des images, nous renseignent sur leur origine. Dans la partie droite de la *Mort de Marie*, nous lisons ces mots :

Honorant Dieu et sa mère Marie
L'an mil cinq cents assemblez avecq trente,
Céans donna cette tapisserie
Le prélat qui à genouilz se présente.
Priez Jhesus et des cieulx la Régente
Que, après sa mort, entre les bénédictz
Son âme soit en clarté réfulgente
Digne d'avoir l'éternel paradis.

Vous pouvez, d'ailleurs, chercher longtemps le prélat à genoux : vous ne le trouverez pas céans. Il n'y est pas. Il est plus loin, dans la *Nativité de Notre-Seigneur*, tout contre la crèche, côte à côte avec l'âne, mais moins familier avec Jésus, les mains jointes, en chape richement brodée à ses armes et avec sa croix pastorale. C'est Robert de Lenoncourt, archevêque de Reims dès 1509, homme libéral et magnifique, surnommé le Père du Peuple, et dont « la charité, dit un biographe, ne demeura pas oisive dans son église. » Ce sont ses armoiries, croix dentelée de gueules, que nous voyons utilisées en motifs décoratifs, jusqu'à trois fois dans chaque tapisserie, écartelées avec celles de l'église de Reims, et surmontées de la croix pastorale. Maintenant, pourquoi est-il là, où rien ne le désigne et n'est-il pas dans la *Mort de Marie* où il est désigné? Nul ne le peut dire. C'est une de ces inconséquences nombreuses chez nos pères, qui mettent en déroute la logique des archéologues. Supposez qu'un accident, survenu à cette tapisserie, ait arraché une de ces figures : d'après ce texte, on aurait fort bien soutenu et prouvé que la figure manquante était celle de Robert de Lenoncourt. Car un texte, qui n'est jamais qu'une œuvre

humaine, c'est-à-dire soumise à toutes les erreurs ou les fantaisies de l'homme, jouit toujours d'un prestige extraordinaire auprès des archéologues, et malgré tant d'exemples propres à les éclairer, les savans, n'ayant point de fantaisie, ne permettent pas à l'artiste d'en avoir.

Au fait, quel est cet artiste? Tournons-nous vers la tapisserie d'en face, l'*Arbre de Jessé :* nous allons peut-être le savoir. C'est une curieuse vision que cet arbre de Jessé : des docteurs graves, barbus, coiffés de bonnets surprenans, ont grimpé dans un arbre, où ils se tiennent comme ils peuvent, empêtrés qu'ils sont dans des robes somptueuses, assis à califourchon, agitant des bâtons comme pour gauler des fruits invisibles, et si l'œil descend jusqu'au pied de l'arbre pour voir où il prend racine, on s'aperçoit qu'il pèse, de tout son poids, sur la poitrine d'un vieillard endormi, à la barbe admirablement peignée, et semble ainsi le rêve d'un patriarche épris de postérité. C'est le triomphe de la passion nobiliaire. A l'époque où ce fut imaginé, il fallait, même à Dieu, une généalogie terrestre flatteuse, et tous ces rois de Juda, coiffés de la corne d'abondance de Dschem ou du chaperon de Charles VIII, décorés de chaînes d'or comme Ludovic le More, ou portant des crevés, à leurs manches, comme François Ier, quelques-uns cachant leur sceptre derrière leur dos ou le tenant renversé pour témoigner que leurs règnes ont eu des malheurs, les David, les Salomon, les Roboam, les Abias, ne sont, là, groupés, que pour faire honneur à la Vierge, « la Vierge royalle, » comme le dit l'inscription sous le patriarche endormi.

Or, si l'on regarde, avec attention, le plus désinvolte d'entre eux, Aza, qui discourt en maniant son sceptre comme une baguette d'escamoteur, on aperçoit sur le bas de sa robe, en bordure, sous des ramages d'un bleu pâle, ces lettres tissées en rose : LE . MAIRE . INA . On admet, généralement, que cet A est une erreur de l'ouvrier tapissier, qui aurait dû mettre V, et il paraît qu'on a pu lire, autrefois, quand la tapisserie était moins passée, les lettres I O H avant Lemaire, ce qui signifie *Johannès Lemaire invenit*, ou *inventor*. La conception de l'œuvre serait donc due à un certain Jehan Lemaire. Malheureusement, Jehan Lemaire, Flamand fort connu à cette époque, était un écrivain et un théologien, non un peintre. Il a peut-être donné le thème de ces tapisseries, mais non dessiné les cartons, auquel

cas, d'ailleurs, il semble qu'on eût mis, après son nom, *fecit*.

Ce thème n'est pas, au premier abord, très clair. On a beaucoup dit, — c'est même devenu un lieu commun de l'histoire de l'art, — que la cathédrale était le « livre du peuple. » Il faut croire que celui-ci l'a bien mal lu, ou bien mal retenu son enseignement, car où sont les gens, je dis parmi les fidèles et les plus habitués à séjourner dans les églises, qui comprennent quoi que ce soit aux « histoires » dictées par Jehan Lemaire et tissées ici?

Voici, dans la *Sainte Famille* ou les *Trois Maries*, qui fait suite à la *Mort de la Vierge*, un couple élégant et singulier : tout au haut et à gauche, il sort d'un château et se promène dans un parc, le cavalier relevant le bout de son manteau entre le pouce et l'index de la main gauche, avec préciosité, montre de la droite, à la dame qui joint les mains d'extase, les armoiries fleurdelisées qui écussonnent un arbre. Il discourt, penchant la tête vers elle et glissant l'œil vers les fleurs de lys : au loin un paysage bleu de faïence de Delft. C'est Faust et Marguerite, pensez-vous; — point, c'est Penter et Hismerie, *Santa Hismeria*, dit l'inscription, tante de la Sainte Vierge et grand'mère de saint Jean-Baptiste, et qui s'en vont, de ce pas, adorer la *Sainte Famille!*

Notre perspicacité, mise en déroute dès cette première rencontre, se raffermit mal à la seconde. Ici, se déroule la *Fuite en Égypte* et nous sommes, d'abord, tout heureux de nous y retrouver, en reconnaissant la Vierge sur son âne, précédée par saint Joseph et cantonnée par quatre anges à pied, en dalmatique, tandis que cinq autres ouvrent la marche. Même l'épisode qui se passe derrière ne nous trouble pas : cet enfant mort, à terre, et cette mère qui se tord les mains, désolée, et cette autre qui défend son bébé contre les instances polies d'un chevalier chargé de l'égorger, c'est le massacre des Innocents. Mais, derrière tout cela, se passe une série d'actions incompréhensibles. Des statues d'or, juchées sur des colonnes, croulent en morceaux, comme atteintes par un bombardement invisible; un personnage considérable en robe somptueuse est descendu avec précaution d'une fenêtre, comme sur une sellette, par les mains d'une belle dame; des gens armés envahissent un palais, et un jeune pèlerin se met à genoux devant un vieillard, tandis qu'un élégant damoiseau s'amuse à tirer de l'arc dans un bois.

En mettant en commun leurs souvenirs, les dévots du Moyen âge parviennent encore à s'expliquer l'écroulement des statues. C'est une des plus jolies légendes des Apocryphes : elle veut que, lors de la Fuite en Égypte, lorsque l'Enfant-Dieu passa devant les idoles, celles-ci se brisèrent en morceaux. *Commovebuntur simulacra Egipti, — Isaie, 19,* dit la prophétie inscrite au-dessus, et maintenant que nous connaissons mieux les colosses ensablés dans le désert, leur émiettement, sous l'imperceptible souffle du nouveau-né divin, est un symbole peut-être plus frappant encore qu'au Moyen âge. Mais les autres sujets demeurent obscurs, et quand on nous a dit que l'un est le départ de Jacob, menacé par Esaü, tandis que celui-ci est à la chasse, et que l'autre est la fuite inglorieuse de David, descendu avec l'aide de sa femme Michol, par la fenêtre, tandis que les gens de Saül envahissent sa maison, nous ne sommes guère plus avancés, car nous n'apercevons pas du tout ce que font, là, tous ces intrus.

Notre désarroi est à son comble, lorsque, nous tournant de l'autre côté, vers la *Naissance de la Vierge*, nous apercevons un seigneur en robe de chambre damassée, les épaules couvertes d'un collet d'hermine, serrant de près un ange qui a l'air de le repousser et, de l'autre côté, ce même ange volant au-dessus de ce même seigneur, avec le même collet, monté sur un âne. L'ange fait tournoyer au-dessus de sa tête une épée, cependant que d'autres anges perchent sur le toit de la Vierge, en agitant des encensoirs et que le chat de la maison, troublé de tout ce tintamarre, se coule dehors sans bruit. Il faut encore qu'on nous explique ceci : ces deux scènes ne sont pas jouées, du tout, par les mêmes personnages. A gauche, c'est Jacob qui lutte avec l'ange et lui dit : « Je ne te lâcherai pas que tu ne m'aies béni ! » A droite, c'est Balaam, le sorcier, sur son ânesse, en route pour aller jeter des sorts à l'armée d'Israël et l'ange qui l'empêche d'avancer. Enfin, si nous poursuivons jusqu'au *Mariage de la Vierge*, nous demeurons quinauds en voyant qu'un démon y figure, qu'il piétine six jouvenceaux et est en train d'en malmener un septième : y a-t-il un visiteur sur dix, y en a-t-il un sur cent, qui s'avise de ceci : ce sont les sept premiers maris de Sara, que le diable emporte, afin qu'elle puisse convoler, enfin, avec celui que le Ciel lui destine et qui est Tobie? Il faut qu'il y ait, dans tout ceci, une intention que nous ne soupçonnons pas.

Il y en a une, en effet, et quand on la sait, on tient la clef de tous ces mystères. Pour cela, il faut se rappeler que tout le Moyen âge a été dominé par l'idée de se rattacher au passé. Ce qui avait le plus de chances de durer, pour lui, c'est ce qui avait toujours été; ce qui était le plus vrai, c'est ce qu'on avait toujours cru. De là, au point de vue religieux, une conséquence notable et qui le sépare fort de nous. Si rien ne nous préoccupe moins, aujourd'hui, que de rattacher le Nouveau Testament à l'Ancien, rien ne préoccupait plus les théologiens du Moyen âge. Que les actes de la vie de Jésus et de la Vierge aient été annoncés par les prophètes et « préfigurés » dans les temps bibliques par des gens à nez crochu et à barbe en pointe, c'est ce dont nul de nous ne s'inquiète. Mais cela inquiétait fort les docteurs à bonnet carré qui discutaient dans les Sorbonnes. Ils attachaient alors aux causes et aux origines du Christianisme tout l'intérêt que nous attachons, nous autres, à ses effets. Lors donc qu'ils commandaient une image de la vie du Christ ou de la Vierge à un artiste, ils lui enjoignaient de montrer, à côté de la scène de l'Évangile, celles de la Bible qui avaient pu y ressembler, vaguement, la faire pressentir, ou, comme on dit, la « préfigurer. » La reine de Saba venant adorer Salomon préfigure les rois Mages aux pieds de l'Enfant Jésus; le Buisson ardent qui brûle sans se consumer et la toison de Gédéon qui reçoit la rosée sans être mouillée ou qui est couverte de rosée quand l'aire ne l'est point, préfigurent la virginité merveilleuse de Marie. Ce n'est pas pour nous très évident, mais ce l'était pour eux et il suffit. De plus, il fallait faire, auprès de l'événement, le portrait des prophètes qui l'avaient annoncé.

Tout cela plaisait-il beaucoup à l'artiste? L'histoire ne le dit pas : nous remarquons seulement que, chaque fois qu'il est libre, il se déleste de toute cette érudition apologétique et réduit son œuvre au motif purement humain et pittoresque. Mais, ici, visiblement, il n'était pas libre. Ce Jehan Lemaire, *inventor*, n'avait pas « inventé » en vain. Il fallait suivre sa dictée, laquelle n'était pas, elle-même, toujours très originale, car pour huit des scènes de *la Vie et Mort de la Vierge*, il paraît bien qu'il n'a fait que suivre les prescriptions de deux manuels d'iconographie chrétienne, illustrés, gravés sur bois, très connus au xve siècle : la *Bible des pauvres* et le *Speculum humanae salvationis*. C'est M. Émile Mâle qui l'a découvert, il

y a, déjà, longtemps, et parfaitement établi dans son ouvrage sur *l'Art religieux au XIIIe siècle*.

Or, ces guide-ânes sont très impératifs. Ils ne laissent à l'artiste, au point de vue du sujet proprement dit et de sa disposition générale, que fort peu de liberté. On y voit, par exemple, que lorsqu'on représente l'*Annonciation*, il convient de figurer, à gauche, Ève tentée par le serpent et, à droite, Gédéon recevant la toison des mains de l'ange, plus deux prophètes : David et Isaïe. Quand on figure le *Mariage de la Vierge*, il ne faut pas oublier les sept premiers maris de Sara enlevés par le diable et ses noces avec Tobie, ni, non plus, le mariage de Rebecca avec Isaac. Une *Nativité* doit être flanquée d'un Moïse cornu, se déchaussant devant le Buisson ardent et d'un grand prêtre, Aaron, en extase devant le vieux bâton qui fleurit. Une *Présentation de la Vierge au Temple* ne doit pas contenir seulement la petite fille montant, toute seule, à l'âge de trois ans, les quinze marches extérieures, qui répondent aux quinze psaumes graduels, et conduisant à l'autel des holocaustes et le grand prêtre qui l'accueille ; il faut encore que cette scène, déjà peu compréhensible pour nous, soit préfigurée par deux autres qui ne le sont pas du tout : une belle dame, en grande toilette de brocart et d'hermine, discourt au bas d'un perron avec un grand prêtre et semble l'inviter à descendre : — et c'est la *Fille de Jephté* et des pêcheurs tirent leurs filets dans un bassin, sous les murs d'un palais Renaissance : — et c'est la pêche de la Table d'or qu'on va porter dans le Temple du soleil...

N'éprouvons pas une confusion trop grande, si nous ne l'avons pas compris, tout d'abord. Le savant archiviste de Reims, auquel on doit le meilleur ouvrage d'ensemble qui ait été fait sur ces tapisseries, M. Loriquet, avait passé sa vie à le regarder sans le comprendre. C'est, peut-être, qu'il n'avait pas lu le *Speculum humanae salvationis*. Les ouailles de Robert de Lenoncourt l'avaient-elles toutes lu et comprenaient-elles toutes ces énigmes ? Je n'en suis pas sûr. Que l'enseignement par l'Art fût l'intention des patrons de l'Église, des chanoines qui commandaient la décoration, et des donateurs, M. Mâle l'a magistralement démontré et je le crois sans peine. Mais que le peuple ait jamais compris ce qu'on lui disait et qu'il l'ait retenu, c'est autre chose. Pour le prouver, on fait avancer, en bon ordre, quelques vers de Villon, toujours les mêmes, et l'on veut qu'ils

contiennent la profession de foi des humbles durant cinq siècles. Mais ces vers ne prouvent qu'une chose, c'est que la mère de Villon, bien qu'illettrée, « povrette » et « ancienne, » savait distinguer l'*Enfer* du *Paradis*, — ce que l'on sait encore fort bien aujourd'hui. Ils ne prouvent pas qu'elle aurait lu, ici, couramment, l'histoire des sept maris de Sara, de la toison de Gédéon, ou la pêche de la plaque d'or à offrir au Temple du soleil.

Peut-être, aurait-elle compris mieux que nous l'ânesse de Balaam, à cause de la Fête de l'Ane, ou quelque autre drame biblique, parce que les acteurs des *Mystères* les jouaient sur les tréteaux. Mais cela prouverait alors en faveur du théâtre et non de la cathédrale, comme moyen d'instruction pour les illettrés. Si l'image avait été réellement le livre de ceux qui ne savaient pas lire, elle n'aurait pas contenu, en français et en latin, plus d'écriture qu'elle n'en a jamais contenu depuis. Si elle avait été comprise par la foule, nombre de légendes pieuses ne seraient pas sorties d'une fausse interprétation et d'un quiproquo des sujets figurés. Enfin, puisque la foule des fidèles n'a pas cessé d'aller à l'église, ni l'église de contenir ces sujets, les fidèles les connaîtraient aujourd'hui comme autrefois. Il faut en rabattre. En réalité, il n'y a jamais eu d'autre « livre du peuple, » autrefois comme aujourd'hui, que le théâtre. Les héros et les actions qui sont incarnés par des figures vivantes, devant la foule, sur la scène, entrent dans la mémoire populaire avec toutes les déformations que la légende ou l'auteur leur font subir : les autres sont comme s'ils n'étaient pas. Du jour où l'on a cessé de représenter, sur la scène, le *Sacrifice d'Abraham* ou la *Fille de Jephté*, le peuple n'y a plus rien compris à l'église. La statue ou le vitrail n'était que le répétiteur qui redisait la leçon enseignée sur les tréteaux. Ce n'est pas la cathédrale qui a été le « livre du peuple : » c'est l'Opéra.

L'Opéra ou le cinématographe ont d'autres objets en vue, maintenant, que Anne et Joachim chassés du Temple, ou David descendant par sa fenêtre. Ils les auraient encore si ces histoires touchaient profondément quelques fibres humaines en nous. Mais elles ne les touchent pas, et c'est la vraie raison de notre oubli. On reproche parfois au catholicisme de n'avoir point assez répandu la Bible, et l'on entend, par là, l'Ancien Testament. Mais son effort pour le répandre a été immense : ces

tapisseries, comme les portails de nos cathédrales, en témoignent. Il a répété, à satiété, toutes ces histoires de généalogies, de meurtres ou de prodiges, auxquelles nous ne comprenons rien, et qui ne préfigurent aucun de nos rêves modernes, nos rêves d'Occidentaux en quête du progrès social. L'Évangile, seul, les a « préfigurés, » avec ses images gracieuses ou touchantes de la crèche, de l'Adoration des Bergers, de la guérison des malades, des saintes femmes en pleurs, de la Pietà, des Béatitudes. Aussi ne les a-t-on pas oubliées. Ce n'est pas l'enseignement de la Bible qui a manqué à l'âme moderne, c'est l'âme moderne qui a manqué à cet enseignement, ou, du moins, qui ne s'en est assimilé qu'une partie, tout ce qui était assimilable. Le reste languit, froid, inutile, dans la nécropole des théologies. Ces énigmes, lorsqu'elles apparaissent figurées par un grand artiste, comme ici, piquent un instant notre curiosité, mais sans éveiller notre sympathie, et, dès que les érudits nous les expliquent, elles cessent de nous intéresser.

II

Notre intérêt ou notre émotion grandissent, au contraire, à mesure que nous pénétrons mieux le détail pittoresque de l'œuvre. Celui-ci est infini. Voyez comme l'artiste a tiré parti, au point de vue décoratif, de toute cette complication apologétique, réduisant à leur plus simple expression les actions imposées qui le gênaient, et en développant d'autres qui n'avaient rien à voir ici, pour leur pur agrément esthétique. Si vous lisez non plus les gloses des savans, mais ces images mêmes, vous trouverez que jamais l'art n'a fait meilleur marché du sujet, qu'à nulle époque la peinture religieuse n'a contenu tant de choses étrangères au dogme, et, en poussant plus avant l'analyse, que c'est peut-être à cela qu'elle doit d'avoir conservé son charme divers et universel.

Je parle de ces tapisseries de haute lisse, faites d'après des cartons composés tout exprès, comme s'il s'agissait de tableaux ou de fresques. C'est qu'en effet elles sont, en tout, semblables. On peut étudier, sur cette décoration murale, de laine, faite au XVIe siècle, toutes les caractéristiques de la peinture, du XVe. Même les procédés de modelé sont, autant que la matière différente le permet, identiques. Dès la première tenture à gauche, en entrant,

la *Mort de la Vierge*, on en a la preuve. Il y a, là, les exemples les plus frappans qu'on puisse voir de décoloration du ton local par la lumière. La robe bleue de la Vierge est décolorée en blanc, la robe verte de l'Apôtre, qui tient la croix, est décolorée en jaune d'or; de même, celle de l'Apôtre qui gravit une marche, à gauche et, tout le long de ces tapisseries, vous verrez les lumières des feuilles vertes exprimées par du jaune d'or. Ce n'est pas du tout, là, une adaptation propre à la tapisserie : la peinture faisait de même. Il y a, aux *Uffizi*, une salle entière, la salle dite « de Michel-Ange, » où toutes les lumières des plantes sont ainsi tissées d'or : c'est très sensible, par exemple, dans les herbes des premiers plans de Ghirlandajo, en son *Adoration des Rois*. L'artiste, en composant ses cartons, n'a donc pas pensé tout spécialement au métier de l'interprète : il a pensé à tirer le meilleur parti esthétique de son sujet.

Pour cela, il a enfermé son sujet principal, la Vierge et les saints, dans un cadre d'architecture, gracile et svelte, au milieu de sa composition. Sur le toit, il a donné un siège à Dieu le Père, ou aux anges qui forment une couronne surnaturelle à la société terrestre de Marie. Dans les coins d'en haut, à droite et à gauche, il a logé les deux scènes bibliques imposées par l'inventeur pour « préfigurer » la scène centrale et, au-dessous de ces deux scènes, dans les deux coins d'en bas, il a portraituré, en pied, les deux prophètes qui ont annoncé l'événement. Enfin, entre ces motifs qui lui étaient imposés, il a répandu des figures épisodiques, des feuillages, des bêtes, des plantes, des fleurs à foison : oliviers, chênes, palmiers, faisans, paons, canards, moutons, chiens barbets, chouettes, pigeons, mendians, grues, perroquets, pages, servantes puisant de l'eau, infirmes montrant leurs plaies, singes jouant avec leur chaîne, hérons gobant des reptiles, faucons, pigeons picorant sur les créneaux, lavandières tordant leur linge, bergers emplissant leur gourde dans le fossé, coqs et poules picorant, béliers luttant, écureuils grimpant, œillets, roses, lys, fougères, fraises, potentilles, simples de toutes sortes, et parmi elles, lapins se frottant le museau, faisant leurs cent tours. Tout cela court, vole, s'ébroue, jaillit, grimpe, plane ou foisonne, du haut en bas de la toile, sans se laisser arrêter par le frêle édifice qui encadre le sujet principal, va d'une scène à l'autre, du Nouveau Testament à l'Ancien et de la terre au

ciel. On ne se lasse pas d'admirer la souplesse et la variété de cette mise en scène, dans un cadre toujours pareil, jamais identique, avec une symétrie parfaite de l'ensemble qui repose l'œil et une dissymétrie continuelle du détail qui l'amuse, chaque pilastre différant de son pendant, chaque chapiteau de son vis-à-vis, tout, jusqu'aux cartouches, aux banderoles ou « rolets » suspendus des deux côtés pour porter les paroles saintes, s'équilibrant sans se ressembler.

De même, le peintre a merveilleusement tiré parti des couleurs mises à sa disposition : le rouge, le bleu, le jaune, le vert, le tanné et le brun rouge. Il a plaqué, au centre, un accord bleu, entouré de nombreux accords rouges et jaunes qu'avivent, partout, les accens verts des feuillages. Il n'y a qu'à se retourner vers les tapisseries de Pepersack, les *Noces de Cana*, ou *Jésus au milieu des Docteurs*, pour saisir à quel point l'homme du xve siècle, avec moins de couleurs, était plus coloriste.

Rien de tout cela n'est dû au théologien, bien que les couleurs de certains costumes sacrés fussent prévues par les manuels : tout cela est dû à l'artiste. C'est le sujet officieux qui se glisse à côté du sujet ou plutôt de l'objet officiel, le senti à côté du voulu, ou ce qui est voulu par l'imaginatif après ce qui a été voulu par le pédant. « Ah ! il faut citer l'*Ecclésiaste* au Mariage de la Vierge et montrer un prophète qui dise : « *Unum de mille virum reperi*, j'ai trouvé un homme entre mille ! » Je vais en profiter pour témoigner aux âges à venir ce qu'est un vieux beau sous Louis XII ! » se dit vraisemblablement notre homme. Car, si naïf qu'on le suppose, l'artiste, au commencement du xvie siècle, n'imaginait pas que l'auteur de l'*Ecclésiaste* fût coiffé comme Balthazar Castiglione. En portraiturant cet humaniste à la barbe frisée, tête à tête avec un perroquet, en détaillant sa toque rebrassée et son bicoquet, son collet d'hermine, ses manches à crevés, ses bottes rabattues et son manteau de cérémonie bordé et brodé de gemmes, il s'est diverti extraordinairement.

Visiblement, il y a deux volontés qui cheminent, ici, l'une près de l'autre, très différentes, souvent contradictoires. Le chanoine a voulu faire œuvre d'instruction et d'éducation, et suivre, le mieux possible, les indications de la *Bible des Pauvres* ou du *Miroir*. L'artiste, lui, a voulu réjouir les yeux par la multiplicité

des spectacles, attirer dans ce cadre tout ce qu'il trouvait de beau dans la nature, faire étalage de sa virtuosité picturale, que cela cadrât, ou non, avec l'histoire. Le chanoine ne s'était guère avisé et peut-être n'était-il pas toujours enchanté de ces fantaisies qui nous enchantent. C'est bien lui qui a dicté la *Rencontre de saint Joachim et sainte Anne à la Porte d'Or* de Jérusalem : il a dû prescrire que, d'un côté, l'ange avertit saint Joachim de quitter ses troupeaux et de rentrer dans le monde, de l'autre, à sainte Anne, d'abandonner ses lectures pieuses, parce que son veuvage va finir, et de s'en aller à cette même porte, où l'attend sa divine destinée. Mais ce n'est pas lui qui a imaginé l'élégant donjon à pont-levis, et la rue en perspective, les Amours courant sur la frise, comme échappés des cheminées d'Urbino, les têtes curieuses aux lucarnes, les poules picorant, le coq triomphant, les canards nageant, la grue marchant à pas comptés, l'écureuil grimpant à l'arbre, le chien lapant l'eau du fossé, le berger y descendant sa gourde, la lavandière y tordant son linge, ni le faisan, ni le paon, ni le lapin, sous les fougères, ni toute cette ornementation de chapes, de manteaux et de bonnets. C'est lui qui a dicté les trois actions principales dans la *Présentation de la Vierge enfant au Temple*, mais non les robes de « beau maintien, » les escoffions, les templettes et les manches à crevés bouffans, de l'éblouissant cortège féminin. Il a bien donné, dans les *Perfections de la Vierge*, le texte *Fons hortorum*, mais non prévu la délicieuse vasque d'or, ni les filets d'eau descendant des flûtes maniées par les Amours.

En sorte que lorsqu'on a trouvé, dans chacune de ces images, le texte d'où l'artiste a tiré son sujet, on n'a pas trouvé, du tout, ce qui leur donne leur aspect particulier. Pour le trouver, il faut les regarder avec des yeux d'ignorant, non d'archéologue, en les confrontant, non plus avec l'histoire ou la théologie, mais avec la nature et la vie. Alors, on voit tout de suite ce qui fait le charme de ces images : c'est leur fantaisie. Otez à ces dames leurs costumes anachroniques, leurs toilettes du xve siècle, et drapez-les à l'antique, comme l'eussent fait Le Sueur et Poussin ; fauchez toutes ces fleurs et ces feuillages du premier plan ; frappez dans vos mains et faites envoler tous ces oiseaux ; chassez toutes ces gens et toutes ces bêtes qui n'ont rien à faire ici ; mettez de l'ordre dans ces moutons ; rendez

aux trésors des églises les dalmatiques dont les anges se sont indûment affublés et enseignez-leur plus de simplicité dans leurs parures aviatrices; réduisez, en un mot, les acteurs aux rôles prévus par les livres saints en leur défendant de chercher des « effets » à contresens, et le décor aux indications du metteur en scène, — et vous n'aurez touché, en quoi que ce soit, aux instructions de la *Bible des pauvres* ou du *Speculum humanae salvationis*, — vous les aurez mieux suivies, au contraire, — et tout le charme de ceci aura disparu.

Il tient donc à autre chose et cette autre chose peut se définir : la *disparité*. D'abord, disparité dans les styles. Chaque tableau offre le plus bel exemple de la « confusion des genres, » ou, si l'on veut, de la réunion des genres. Aujourd'hui, on les distingue nettement, et, dans les journaux, on voit les tableaux des *Salons* répartis en « peinture d'histoire, tableaux de genre, paysages, art décoratif, art religieux, scènes humoristiques, portraits, natures mortes. » Sous quelle rubrique, un salonnier rendrait-il compte de ces quatorze scènes de *la Vie et Mort de la Vierge?* Sous celle de la « Peinture religieuse, » c'est entendu, à cause de son sujet officiel, mais jamais composition ne fut moins spécifiquement et uniquement dévote. Considérez le cortège de dames, en grande toilette, qui ont ouï parler de la *Présentation de la Vierge enfant au Temple* et ne veulent pas manquer le spectacle : c'est un défilé mondain des dernières « créations » des couturiers à la mode : les *templettes* à turban enrubanné, les corsages échancrés carrément, assez bas, avec la gorgerette de « doulx-fillet, » les larges manches, dites à la grand'garre, tout un luxe féminin qui s'émancipe, petit à petit, de la tutelle d'Anne de Bretagne, tandis que le luxe des hommes s'est, déjà, tout à fait émancipé et que nous voyons, de l'autre côté de l'escalier, un seigneur arborer, déjà, la toque plate, à brillans, de François Ier. On y voit même, sur une petite fille, la dernière « création » de Beatrice d'Este, *novarum vestium inventrix*, au dire d'un contemporain. Cette petite fille, que nous retrouvons sept fois dans ces quatorze compositions, toujours conduite par la main, se faufilant au milieu des grandes personnes pour mieux voir la scène, est toujours coiffée et habillée à l'italienne. D'où vient-elle? Que fait-elle? On dirait une de ces poupées envoyées en France par les grandes dames de Mantoue, de Milan ou de Ferrare pour y

propager les modes nouvelles d'outre-monts... Enfin, dans un coin, nous voyons un vieux beau commodément installé pour ne pas perdre un coup d'œil du cortège et qui en désigne les attractions du bout du doigt. C'est une « scène de genre, » traitée par un portraitiste mondain.

C'est peut-être, aussi, une collection de portraits, et non pas de portraits honteux, dissimulés sous des habits d'emprunt et dans une action biblique, mais de portraits campés en pied, séparés de la foule, exactement tels qu'on les fait pour les exposer au *Salon*. Voyez, dans les *Trois Maries*, le docteur en bonnet carré, qui discourt à notre gauche : n'est-ce pas évidemment un portrait, et criant de ressemblance, je veux dire : de dissemblance et de particularité? Il y a quelque vingt ans, on fut un peu choqué de voir un peintre introduire M. Renan, simple spectateur, dans une scène de l'Évangile. Ce docteur était, sans doute, aussi reconnaissable pour ses contemporains que pour nous M. Renan, — auquel il ressemble quelque peu, par aventure. Le peintre l'a mis pourtant aux pieds de la Vierge, derrière Marie Jacobé. On l'aurait beaucoup surpris en le blâmant. C'est qu'on n'avait, alors, aucune idée de la « division des genres. »

De même, saisit-il toutes les occasions pour retracer les scènes de la vie populaire et les caractériser jusqu'à la caricature. Comme les mendians venaient autour du Temple, il en met trois dans sa *Présentation de Notre-Seigneur*, qui sont des études très poussées des infirmités humaines. Nous avons, là, sous prétexte de peinture religieuse, un coin digne de Breughel ou de Callot. Comme, d'ailleurs, le prophète Malachie, qui se tient là, pour dire : *veniet ad Templum*... montre une trogne extraordinaire, on pourrait découper, dans cette tapisserie, tout un tableau réaliste et profane au plus haut point. Parfois, cela va jusqu'à l'humour, et les deux bergers qui retournent la tête dans la *Nativité*, près des armoiries de l'archevêque, sont de véritables « charges. » Le caricaturiste du xve siècle n'a pas besoin d'une exposition des humoristes pour se faire connaître : il lui suffit d'un tableau de piété.

Cela suffit, aussi, à l' « animalier » du xve siècle. C'est toute une ménagerie qui est répandue dans les premiers plans et sur les architectures. Chaque bête est étudiée à part, dans ses caractères spécifiques, saisi dans son mouvement le plus révélateur : l'écureuil quand il grimpe, la chèvre quand elle se

suspend au cytise, la poule quand elle picore, la grue ou le héron quand ils s'en vont, sur leurs échasses, chasser aux vermisseaux. Ces études d'après nature qui, plus tard, seront mises à part, dans des cadres, pour divertir les amis des bêtes et les chasseurs, sont répandues là où le peintre l'a pu : près du Bon Dieu.

Ses études de botanique, aussi, d'ailleurs. C'est peu de dire de l'artiste, à cette époque, qu'il fait du paysage, et c'est trop : — il fait de la botanique. Vous reconnaissez facilement chacune des plantes et des fleurs qu'il a détaillées au premier plan, chacune séparée de l'autre comme posant pour son portrait : ce sont des monographies de fleurs. Rien de si précis, de si exact ou de si scientifique n'a paru, depuis lors, dans nos premiers plans de paysage.

Non seulement l'artiste n'évite pas la confusion des genres et des styles, mais il s'y complaît manifestement. Toujours la chose vue se juxtapose, chez lui, à la chose imaginée. Il habille le fantastique avec le réel : l'ange avec la dalmatique, Dieu le Père avec la couronne impériale, et rien n'est plus précis que l'inventaire de cet intérieur bourgeois où il reçoit les anges de l'*Annonciation*. C'est le procès-verbal du surnaturel. De là, une saveur et une suggestion toujours nouvelles. Cette juxtaposition continuelle du détail vrai servilement reproduit et de la fantaisie imaginaire, du senti et du voulu, sauve ses compositions de toute monotonie.

Toutefois, cette disparité des styles, si elle est la plus apparente, n'est pas la seule, ni la plus importante. Un artiste, de nos jours, qui voudrait confondre ainsi les genres dans un même tableau et y être, dans un coin, humoriste, dans l'autre dévot, dans l'autre épique et plus loin réaliste, le pourrait sans encore atteindre au caractère particulier de ceci. C'est que partout, d'un bout à l'autre, il apporterait une science égale, plus ou moins grande, du dessin, de l'attitude et une connaissance égale de l'objet. C'est à quoi de longs siècles de maîtres, d'exemples et de recettes l'ont habilité. Ce n'est pas, là, le fait de notre peintre. Il y a des choses qu'il sait très bien faire dès longtemps et il y en a d'autres qu'il apprend seulement ; il y a des gestes où il est désinvolte et d'autres où il est gauche ; il y a des sortes d'homme ou de bête, des espèces ou des âges, où il est expérimenté et d'autres où il est novice, des

essences d'arbres qu'il connaît et d'autres qu'il ignore, des lignes qu'il sait mettre en perspective, et d'autres où il hésite encore et fléchit.

Par exemple, lorsqu'il met une figure en action, tout geste purement impulsif, démonstratif ou sentimental est gauche, incertain, inexpressif. Les vingt-huit prophètes, ou docteurs, qui se tiennent dans les coins de ses compositions, s'ingénient vainement à prendre des attitudes révélatrices. Ils ne savent que faire de leurs mains, et les plus expressifs d'entre eux ne parviennent qu'au geste du montreur de phénomènes, à la porte d'une baraque, et qui invite à entrer. Dieu n'est pas apparu dans le *Buisson ardent* à Moïse pour le même objet que, dans l'Arbre de la science du bien et du mal, à Ève après sa faute : pourtant ses deux gestes, interchangeables, ont aussi peu de signification l'un que l'autre. La Fille de Jephté, arrivant au Temple, semble prononcer une allocution. De même, les soldats venus pour massacrer les Innocens. Quand l'action est rapide, l'impropriété du geste est flagrante. Jacob et l'Ange n'ont nullement l'air de lutter. David, descendant de sa fenêtre, n'a nullement l'air de fuir. Dans *Joachim et Anne chassés du Temple*, on ne voit point du tout, par le geste du grand prêtre, qu'il les chasse, ni par les leurs, qu'ils soient chassés. En revanche, les deux mendians qui tendent leur sébile se font admirablement comprendre, et leur geste est très propre à remplir son objet. C'est qu'alors il ne s'agit plus d'une action impulsive, ou sentimentale, mais d'un mouvement commandé par une nécessité définie, et un mouvement souvent répété, par conséquent facile à observer.

Aussi, tout geste professionnel, qui tend à une opération concrète et définie, sur un objet, tout « geste de métier » est-il très bien rendu. La femme qui puise de l'eau, dans la *Nativité de la Vierge*, tient son seau exactement comme il faut le tenir pour le remplir à un robinet. Le saint Joseph, qui menuise dans l'*Annonciation*, lève son maillet et arc-boute son genou comme il faut pour enfoncer son coin dans le bois solidement maintenu. La lavandière, qui lave son linge dans le fossé de la *Porte d'Or*, tord son linge réellement pour qu'il s'égoutte. Le mendiant, qui tend sa sébile à *Joachim chassé du Temple*, est certainement un professionnel. A côté de ces gestes, qu'on peut appeler « de métier, » la femme qui fouille le coffre à linge et

celle qui, du bout de doigts, tâte l'eau dans la *Nativité de la Vierge*, et aussi le Moïse qui se déchausse et le saint Joseph qui protège, de la main, la flamme de sa chandelle dans la *Nativité de Notre-Seigneur*, font des gestes effectifs et qu'on a l'occasion souvent d'observer : aussi sont-ils tous attrapés avec justesse et rendus avec humour. Ceci n'est point particulier à l'artiste. C'est une caractéristique des Primitifs et de tous ceux qui les ont suivis, jusqu'au XVIe siècle. Il n'y a pas d'exemple, avant Raphaël, qu'un geste de métier soit manqué.

Nous en avons un exemple frappant, un siècle avant cette tapisserie, dans celle du *Roi Clovis :* ce sont les gestes des soldats se servant de leurs armes. C'est un étrange salmigondis, à première vue, que la tapisserie longue de huit mètres et demi, haute de moitié environ, qui représente *comment le fort roy Clovis fu couronné, comment prist la Cité de Soissons*. Mais l'imbroglio n'est qu'apparent. Étudions-le, un instant, en partant de la dernière figure à notre droite et en revenant, pas à pas, sur notre gauche. Tout se débrouille, il y a même un certain ordre de bataille. A n'en pas douter, une armée rangée sous l'étendard vermeil aux trois crapauds qui désigne les Francs, s'avance de gauche à droite, repoussant devant elle un lot d'adversaires. En avant, marchent les fantassins, maniant des armes d'hast, ce sont les gens du corps à corps : l'un d'eux, cuirassé d'extraordinaires épaulières d'or rouge, à têtes de lion, et de genouillères cornues, charge comme à la baïonnette, mais avec un fauchart, ou plutôt avec un « vouge, » emmanché d'une rondelle d'arrêt; l'autre, à cuirasse bleue et à manches et chausses rouges, coiffé d'un surprenant casque à mèche, décharge un terrible coup de maillet d'armes sur un nègre qui s'en va.

Derrière ce corps à corps, se tiennent les gens qui se battent à distance, les archers de l'infanterie légère armés de l'arc immense qu'avaient les Anglais à Azincourt, et chacun d'eux représente un temps différent du tir. Le premier ajuste et va tirer : c'est l'archer barbu, au justaucorps rouge et coiffé d'un casque pyramidal où s'ébahit, en poupée, une petite tête de nègre; l'autre vient à peine de tirer : son œil suit le vol de sa flèche, et toute sa machine humaine demeurant figée dans cette attention, les doigts de sa main droite ont conservé la flexion prise au moment du débandement : un troisième, en

dessous, justaucorps bleu, manches rouges, a tiré depuis plus de temps : son bras droit a achevé en l'air le mouvement de recul et il considère avec un peu de dégoût, à ses pieds, le résultat de son tir : un ennemi transpercé par sa flèche, gisant à terre, les yeux morts, un filet de sang ruisselant des lèvres.

Derrière les archers, voici les gens qui tuent à plus de distance encore : les arbalétriers, l'infanterie lourde. Là encore, chaque temps du tir a été noté par l'artiste. Au bord du tableau, en voici un, la flèche entre les dents, en train de tendre une arbalète à tour; pour cela, l'arc renversé est fiché en terre, il a passé le pied gauche dans l'étrier qui est à la tête du fût (mangé par la bordure) et il tourne la manivelle, des deux mains, pour amener la corde jusqu'au saillant, la noix, qui la retiendra tendue. Derrière lui, un camarade, sa corde étant déjà tendue, se dispose à fixer son carreau dans la rainure de l'arbrier. Son arme est moins savante : c'est une arbalète simple, munie de son étrier; on voit pendre à sa ceinture le pied-de-biche qui a servi à la tendre. En avant, à l'abri d'un immense pavois, tenu debout par un camarade, le troisième arbalétrier, tenant son arme toute garnie, s'avance sur la pointe du pied comme pour faire une farce : il va viser. Derrière eux, enfin, un quatrième vise. Tous ces gestes de métier sont d'une propriété qui témoigne de leur justesse, et je doute que, dans toute la *Galerie des Batailles*, à Versailles, il y ait un seul tableau nous donnant sur la manière de charger et de décharger une arme, des renseignemens aussi précis et aussi complets.

Là où manque le « geste de métier, » aucune attitude n'est significative. C'est ce qui arrive dans l'admirable tapisserie *Marie dans le Temple*, où vous lisez ces vers tissés entre le héron, le gerfaut, les licornes et l'hermine :

Marie vierge chaste de mer estoille,
Porte du ciel, comme soleil eslue,
Puis de vive eaue, ainsy que lune belle,
Tour de David, lis de noble value,
Cité de Dieu, clair miroir non pollue,
Cèdre exalté, distillante fontaine
En ung jardin fermée, est résolue
De besongnier, et si de grâce pleine.

Une seule figure, ici, fait un geste de métier : c'est la Vierge elle-même, et c'est le geste du tapissier. Assise devant une

chaîne de tapisserie de basse lisse, sa main gauche va passer la laine entre les fils, et sa droite tient le peigne, ou plutôt le couteau de bois qui la tassera. Derrière elle, une nichée d'anges; devant elle, des prophètes; au-dessus d'elle, Dieu le Père, ne font que des gestes vagues d'admiration, d'adoration ou de bénédiction. Les licornes, dressées sur leurs pattes de derrière, ont une attitude aussi parlante que les deux prophètes; les perroquets et les faucons sur le bord des fontaines jouent un rôle aussi précis que les anges : un rôle purement décoratif. La *Légende dorée* nous dit que la Vierge, élevée dans le Temple, « croissait tous les jours en sainteté, visitée par les anges et admise à la vision divine, qu'elle s'était imposé pour règle de rester en prière depuis le matin jusqu'à la troisième heure, et ensuite de la troisième à la neuvième, de tisser de la laine, après quoi elle se remettait en prière, jusqu'au moment où un ange venait lui apporter sa nourriture. » Nous le voyons ici, mais nous voyons surtout autre chose. Nous voyons une réunion d'objets précieux, une fête ordonnée pour le plaisir des yeux. L'artiste a supprimé le temple ou l'a réduit aux deux colonnes ornementales qui lui étaient nécessaires pour tendre sa tapisserie et pour supporter les armoiries inévitables de Monseigneur. Et, profitant de ce qu'un des emblèmes de la Vierge est l'*ortus conclusus*, au lieu de la mettre dans le Temple, il l'a mise dans un jardin. C'est le jardin selon le cœur du Moyen âge, le jardin d'Albert le Grand, de Jean de Garlande, du *Roman de la Rose*, bien clos, à l'abri des incursions du dehors, régulier, en contraste avec l'irrégularité de la nature, ordonné contre tout désordre, riche de tout ce qu'on connaissait alors de plantes, même exotiques. Enfin, de chaque emblème des *Perfections de Marie*, l'artiste a fait un motif décoratif : *Fons hortorum* est devenu le motif d'une fontaine précieusement ciselée; *Oliva speciosa*, d'un grand arbre; *Turris David*, d'un château fort; *Puteus aquarum vivencium*, d'un puits ornemental; *Porta celi*, d'un donjon. De *lilium inter spinas*, il a fait jaillir une touffe de lis, de *Plantacio rose*, une touffe de roses et, ainsi, chacune des perfections de la Vierge se trouve transposée en une beauté nouvelle dans le paysage.

A l'inverse, comme toute impression sensorielle se résout chez nous en un sentiment, même cette fantaisie purement pittoresque dépose dans le souvenir une impression morale. C'est celle d'une vie paisible, dans de beaux paysages. L'homme

chemine de la naissance à la mort, entouré de prodiges, protégé et guidé par les puissances célestes. Il n'est plus seul en face de la fatalité, nu devant la nature adverse et formidable, comme aux premiers âges, lorsqu'il y avait, entre lui et les êtres du ciel, tant d'« anneaux manquans. » Dieu est moins haut, la bête est moins hostile : il vit tout près de l'un et de l'autre, dans un échange continuel de services et de figurations. Les dieux, ou plutôt les Saints, qui ont remplacé les dieux, ne sont plus des forces de la nature, mais des Vertus et des Mérites, des êtres de chair et de sang nés de la femme, qui ont souffert ce que nous souffrons. La nature tout entière est hospitalière. Entre les colères du ciel et nous, les anges tendent le voile de leurs ailes; sur le rocher et la masse géologique du globe, les plantes tissent l'éclatante trame de leurs feuilles et de leurs fleurs et le paysage idéal, le « jardin secret, » est fait de toutes les Perfections de la Vierge.

Aussi bien, cette vision idéale, cette *Histoire de la Vie et Mort de la Vierge* n'est-elle pas autre chose que l'apothéose de la femme, le triomphe de la pureté et de la faiblesse. C'est l'humanité enfin délivrée de ses obscurs instincts animaux et soustraite au règne de la violence. Il ne s'agit pas de conquérir le monde, de dompter des forces naturelles, d'être un « surhomme, » mais d'échapper à toute souillure, de demeurer le maître de son âme, de se rattacher à la communion des saints, passés et à venir, par l'obéissance à la loi d'en haut, enfin de vivre heureux dans l'émerveillement de la nature d'en bas. Aucune recherche du progrès, point d'ambition, partant point d'inquiétude, nulle poursuite de ce qui sera, mais la jouissance de ce qui est et le souvenir de ce qui a été. Le bonheur depuis longtemps préfiguré, des images un peu obscures de l'avenir : le buisson qui brûle sans se consumer, la verge qui fleurit, et puis, la tache originelle étant enfin effacée, la flamme des premières convoitises et des premières violences étant éteinte, l'avènement de la Femme dans la Paix et dans la lumière : — voilà ce que ces images insinuaient dans les âmes, il y a quatre cents ans. Cela paraissait bien loin de la vie réelle alors. En sommes-nous beaucoup plus près aujourd'hui?

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LES
PRÉLIMINAIRES D'IÉNA

Le chevalier Frédéric de Gentz, né à Breslau le 8 septembre 1764 et mort le 9 juin 1832, était le fils d'un employé de la Cour des Monnaies de Prusse et d'une Berlinoise de la famille des Ancillon (1). Après ses premières études à Breslau, il vint à Berlin au gymnase Joachim, où son père était devenu trésorier. S'étant fait remarquer par ses talens précoces d'écrivain, il alla compléter ses études de droit et de philosophie à Kœnigsberg. Là, il fut séduit par les doctrines de Kant et fit de l' « Impératif catégorique » son principe de direction et de vie. « C'était, dit l'un de ses biographes, le moyen le plus sûr de marcher sur des pieds solides; » mais il tempérait la rigueur des préceptes kantiens par une tendance naturelle à appliquer en même temps les doctrines épicuriennes. En 1785, secrétaire particulier du comte de Schulenbourg au Directoire Royal, puis attaché aux bureaux de la Guerre, il apprit à fond l'anglais et le français et suivit avec une curiosité attentive le mouvement révolutionnaire qui emportait la France vers de nouvelles destinées. Attiré en même temps vers la carrière diplomatique, il renforçait ses études politiques par la lecture et l'annotation des écrits de Burke, Mallet du Pan, Mounier et Jean-Jacques Rousseau. L'histoire l'intéressait fort aussi et il reste de lui des Essais peu connus sur Marie Stuart, parus à Berlin en 1799. Entre temps, il fondait la *Neue Deutsche Monatschrift* et l'*Historischer Journal*. A l'avènement de Frédéric-Guillaume III, qui avait la tâche redoutable de succéder au grand Frédéric, il

(1) Voyez sur *Frédéric de Gentz* l'étude de Challemel-Lacour dans la *Revue* du 1er juin 1868.

soumit ses vues politiques à ce monarque qui, attiré dans l'alliance de la République française, le jugea un esprit trop réactionnaire et lui reprocha de se faire l'avocat de l'Angleterre et de ses ambitions. Les aperçus de Gentz sur *les Origines et le caractère de la guerre contre la Révolution française* rendirent sa situation difficile en Prusse et l'amenèrent à se lier avec le ministre Thugut, conseiller violent de l'Autriche. Attiré en ce pays, il y fit la connaissance de Metternich dont il devait être un jour le secrétaire intime et indispensable, et se fixa à Vienne, séjour délicieux où il put entretenir des relations politiques importantes avec Colloredo, Cobenzl et d'autres ministres de la Cour, et en même temps jouir des plaisirs et des distractions les plus désirables. Après une entrevue avec l'empereur François qu'il charma par son esprit incisif, sa dialectique profonde et sa ferme volonté, il fut gratifié d'une pension de 4000 *gulden*, ce qui n'était que le commencement d'une fortune considérable, car Gentz était de ces hommes qui ne peuvent se contenter de l'*aurea mediocritas*, vantée surtout par les poètes.

Adversaire acharné du Premier Consul et jaloux des succès immenses et du génie extraordinaire d'un homme qui, de simple général, allait monter au faîte des grandeurs humaines, il consacra tous ses efforts et tout son talent à combattre, comme le faisait d'autre part Mallet du Pan, sa puissance inouïe. A l'instigation de Louis XVIII, il composa un Mémoire destiné à être répandu dans toute l'Europe contre l'avènement de Napoléon au trône impérial, puis étudia les rapports de l'Angleterre et de l'Espagne et la nécessité de maintenir à tout prix l'équilibre politique de l'Europe. Conseiller aulique, puis, au lendemain de la première abdication de Napoléon, secrétaire du Congrès de Vienne, titre qu'il aimait à transformer en celui de « Secrétaire général de l'Europe, » il fut un des plus utiles instrumens de ce Congrès comme de ceux d'Aix-la-Chapelle, de Laybach et de Vérone.

Parmi les Mémoires importans qui sont sortis de sa plume, adressés au comte de Cobenzl, au roi de Suède, à Louis XVIII et autres personnages marquans, le plus curieux à relire en ce moment est la relation de son voyage au quartier général du roi de Prusse, du 2 au 17 octobre 1806, publié en 1841, à Stuttgart, par Schlesier, et formant une étude de 120 pages d'un intérêt saisissant.

Gentz était né, comme je l'ai dit, l'adversaire de la Révolution française et de Bonaparte qui l'incarnait. Il avait voulu délivrer l'Allemagne du joug de l'étranger, et, tout en tirant un profit considérable de sa plume, il mettait à cette tâche une ardeur passionnée et sincère. Par son talent incontestable de publiciste et de polémiste, il était devenu un adversaire redoutable. Il avait contribué certainement, avec Metternich, à la chute du colosse impérial et s'était fait un nom aussi célèbre que celui de Stein, de Fichte, d'Arndt, de Hardenberg et de Humboldt. Napoléon le détestait et l'appelait « un misérable scribe, un de ces hommes sans honneur, qui se vendent pour de l'argent. » Sans aller jusque-là, il est cependant avéré que la passion de Gentz pour cet argent et pour les plaisirs qu'il procure était immense, et son Journal intime mentionne avec complaisance, à la fin de chaque année, les louis, les frédérics, les ducats, les roupies, les florins, les sequins qui tombaient de toutes parts dans sa caisse bien tenue.

Le Journal du mois d'octobre 1806, qui a paru pour la première fois dans l'*United Service Gazette*, et de là est passé en Allemagne, a fait jadis grande sensation, même en Prusse, où le lieutenant général de Boyen en a hautement reconnu l'authenticité. Il fut rédigé par l'auteur en français, comme étant la langue diplomatique par excellence. Gentz avait tenu à se servir spécialement de cette langue, parce qu'elle lui permettait d'expliquer plus clairement qu'aucune autre « les véritables causes de la chute subite et lamentable de la nation prussienne. »

Comme le remarque l'éditeur de Stuttgart, G. Schlesier, ce Journal nous présente « un tableau effrayant de l'infirmité et de la décadence dans laquelle la monarchie du grand Frédéric était tombée, depuis qu'énervée au dedans elle avait suivi au dehors une politique faible et antinationale. La peinture frappante des personnes et des événemens, la connaissance profonde de la conduite déplorable des faiseurs et celle des dangers menaçans, l'exposition lucide des véritables causes de la guerre et de son issue funeste, enfin, les principes nobles et solides que l'auteur manifeste partout, l'élan patriotique et le ton mélancolique qui animent le récit de ces calamités nationales, tout cela fait, ajoute Schlesier, de ce Mémoire un des documens historiques les plus merveilleux. »

*
* *

Les exigences de Napoléon, imposant, après Austerlitz, une soumission absolue à la Prusse qui, le 3 novembre 1805, par son roi Frédéric-Guillaume III, avait juré une éternelle amitié à l'empereur Alexandre sur le tombeau du grand Frédéric à Potsdam, avaient irrité au plus haut degré une nation qui se croyait encore une puissance militaire de premier ordre. Le Roi, qui avait cédé aux conseils de Haugwitz séduit par les offres captieuses de Napoléon, regrettait maintenant d'avoir été amené à signer un traité d'alliance offensive et défensive avec la France. La Cour l'en avait blâmé; l'armée en avait frémi d'indignation. Aussi, les Prussiens ne pouvaient-ils cacher leur mécontentement, et tout faisait craindre de nouvelles et prochaines hostilités. Napoléon prévoyait l'orage et, après la conduite louche de la Prusse lors de la triple alliance de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie qui avait abouti au désastre d'Austerlitz, demanda le départ de Hardenberg, le chef du Cabinet prussien, qu'il qualifiait de traître et de parjure. Les esprits s'enflammèrent; le parti de la reine Louise, très puissant et très hardi, ne cacha pas ses idées de révolte contre tant de soumission. Les patriotes avaient une confiance absolue dans l'armée et poussaient à une entente secrète avec la Russie, qui paraissait se montrer bienveillante. Le congé imposé par Napoléon au marquis de Lucchesini, ambassadeur de Prusse à Paris, l'exécution brutale du libraire Palm, coupable d'avoir vendu un pamphlet de Gentz : *le Profond abaissement de l'Allemagne*, accrurent encore toutes les colères contre le despote français.

Les officiers prussiens vinrent aiguiser leurs sabres sur le perron de l'ambassadeur de France à Berlin, comme les officiers allemands l'ont fait en juillet dernier sur le rebord des fenêtres à Metz, et, le 1er octobre, Knobelsdorf, qui avait remplacé Lucchesini à Paris, posa à Napoléon un ultimatum qui exigeait la retraite des troupes françaises au delà du Rhin, la création indépendante d'une confédération du Nord et la reddition de Wesel. Le refus de l'empereur des Français fut naturellement immédiat, et la guerre que la Prusse désirait avec tant d'ardeur, parce qu'elle se croyait prête et invincible, fut déclarée.

*
* *

Frédéric-Guillaume avait reçu de l'empereur de Russie une lettre qui ne consistait qu'en de belles promesses. Cependant, il s'en contenta. Quant à l'Autriche, dont on aurait dû demander préalablement le concours, la Prusse, trop crédule, ne doutait pas qu'elle ne marchât avec elle.

Le comte de Haugwitz, croyant faire merveille et pouvoir s'assurer cette alliance en quelques jours, fit venir Frédéric de Gentz, de Dresde, au quartier général de Hambourg le 2 octobre. En supposant même que l'Autriche eût donné la promesse formelle de son concours immédiat, ce concours ne pouvait être effectué que dans un mois, et encore ce délai eût-il été bien rapide.

Ici, je vais analyser sommairement le Journal de Gentz qui relate minutieusement les moindres incidens de cette période. Le célèbre polémiste trouva à Hambourg le roi de Prusse, la reine Louise, les dames d'honneur, les princes et les généraux, les ministres, le corps diplomatique et les deux premiers bataillons de la Garde. Le quartier général allait être transféré le lendemain à Erfurt, non loin du centre de l'armée.

Haugwitz appelle alors Gentz chez lui et le met au courant de ses vues et de la prudence de sa marche. Il lui dit que la guerre de plume touche à sa fin et que celle du canon ne va pas se faire attendre, car on sait que Napoléon est déjà à Wurzbourg. Il veut qu'il sache tout, parce qu'il a beaucoup de choses à lui demander ; il espère qu'il ne regrettera pas d'être venu à Hambourg dans des conjonctures aussi intéressantes. « C'est l'intérêt et le succès même de l'entreprise... Je sais qu'on sera content à Vienne de ce que vous ferez ici. Jamais vous n'aurez rendu un service plus essentiel à la cause générale. »

Gentz cède à cette invitation pressante et se dirige sur Auerstædt. La route lui offre un spectacle solennel : le Roi et la Reine, précédés et entourés de troupes nombreuses et de pièces d'artillerie. Au moment où le cortège passa le pont de Kœsen, le coup d'œil fut superbe. Mais les idées de Gentz étaient peu favorables à l'entreprise des Prussiens. « La réflexion que les Souverains, dit-il, allaient à la rencontre d'un combat dont le succès pouvait changer la face de l'Europe, mais dont l'issue contraire, en les ruinant eux-mêmes, détruirait la dernière

chance de salut pour tant de pays et de peuples, rendait en même temps cette marche imposante et lugubre. »

Arrivé à Auerstædt, Gentz a une conversation de cinq heures avec le général de Kalkreuth, un des meilleurs officiers de l'armée prussienne, un vétéran de Frédéric. Celui-ci lui confie franchement que personne, plus que lui, n'avait désiré une guerre avec la France, car il la croyait nécessaire; mais que de la manière dont les choses étaient préparées, il ne pensait pas que cette guerre pût réussir. Ses raisons de douter étaient que le Roi avait eu tort de vouloir commander en chef; qu'il n'était pas préparé à un rôle aussi difficile et qu'il avait eu tort de partager cette responsabilité écrasante avec un homme aussi incapable que le duc de Brunswick, dont la petitesse, la fausseté, la jalousie, l'hypocrisie et la vanité allaient gâter toutes les affaires. Kalkreuth se plaignait d'une coterie militaire, formée du colonel Kleist et du colonel Scharnhorst, qui exerçait sur l'armée une tyrannie aussi odieuse que ridicule. Il prévoyait dès lors les plus grands malheurs pour un roi qui était à la merci d'un entourage médiocre et orgueilleux et disait que si, avant huit jours, il ne se présentait pas quelque incident fortuné qui changeât entièrement l'état actuel des choses, on verrait cette campagne finir par une retraite dans le genre de celle de 1792 ou par quelque catastrophe mémorable, qui surpasserait le désastre d'Austerlitz. « Les dispositions prises pour combattre, dit-il, étaient déplorables. Les retards multiples et les hésitations de tout genre avaient fait passer le moment d'une offensive utile, et il ne restait plus d'autre ressource qu'une défensive acharnée, mais pleine d'inconvéniens et de dangers. On avait commis la faute de partir en guerre sans avoir positivement lié une alliance ferme avec l'Autriche, et sans avoir obtenu le concours effectif de 100 000 Russes. Des innovations et des chimères avaient égaré le moral de l'armée prussienne et dénaturé son caractère et sa discipline. On avait écouté les sottises d'un Bülow qui s'était fait enfermer pour sa déraison à la *Hausvogtei*, la prison publique de Berlin. La même défiance et les mêmes inquiétudes se manifestèrent, à un degré moindre, mais cependant réel, dans l'état-major de Kalkreuth, et Gentz comprit, par ses propres soupçons, que ces appréhensions étaient justifiées. « L'aigreur personnelle du général, d'anciens ressentimens, l'amour-propre blessé pouvaient avoir leur place dans

ses confidences, mais les argumens solides et irrésistibles dont il avait appuyé la plus grande partie de ses griefs avaient fait sur moi, écrit le célèbre polémiste, une impression profonde. »

Gentz savait en outre que le prince Louis de Prusse, dont nul ne contestait la bravoure audacieuse, avait, par une ardeur juvénile et intempérée, poussé à cette guerre dont il prédisait le succès incontestable. Les courtisans et les officiers parlaient de même, et tant de confiance inquiétait Gentz qui regrettait une levée de boucliers inopportune. Le moment ne lui semblait pas en effet bien propice, car la Prusse, en guerre avec l'Angleterre et la Suède, devait prévoir « que l'Autriche ne s'exposerait pas à de nouveaux dangers pour partager les premiers coups d'une guerre qui semblait tomber des nues. »

Il savait encore que la Russie se trouvait trop affaiblie pour y coopérer. « La Prusse, n'ayant même pas invoqué ce secours assez tôt pour en jouir à l'ouverture de la campagne, se précipitait presque seule dans une arène où tant d'autres avaient succombé avant elle. » Le mérite politique de l'expédition lui paraissait des plus critiquables. Quant au point de vue militaire, il reconnaissait que le prince Louis, le prince de Hohenlohe, le général Grauert, le comte de Tauentzien, le comte Gœtzen étaient des officiers de valeur commandant à des troupes excellentes. Mais les aveux de Kalkreuth avaient rapidement diminué cette confiance, et Gentz commençait à s'effrayer.

A Erfurt, il apprit que le duc de Brunswick dirigerait en définitive les grandes opérations, secondé par Moellendorf, Kalkreuth, le prince d'Orange, Schmettau, le duc de Weimar, l'électeur de Hesse, Ruchel, Blücher, le prince Louis, Tauentzien et Grauert. L'armée s'élevait à environ 170 000 hommes. La réserve était confiée au général Lecoq et au prince Eugène de Wurtemberg.

Au dîner que lui offrit le comte Haugwitz, Gentz retrouva Lucchesini qui le reçut avec une sorte de tendresse. Le dîner fini, Haugwitz chambra Gentz pendant près de trois heures et lui dit à brûle-pourpoint qu'il s'agissait de gagner son opinion et celle de l'Autriche en faveur de l'entreprise actuelle. Il se défendit de toute duplicité envers l'Autriche et dit avec une belle franchise : « S'il a jamais existé une Puissance que nous ayons eu l'intention de tromper, c'était la France. *La nécessité nous en avait fait la loi...* » C'est la propre déclaration faite tout

récemment au Reichstag par M. de Bethmann-Hollweg au sujet de l'invasion de la Belgique.

« Depuis longtemps, ajoutait Haugwitz, nous étions convaincus que la paix et Napoléon étaient deux objets contradictoires... Un simulacre de paix, voilà tout ce que nous pouvions maintenir. Cette situation équivoque et forcée s'est prolongée pour deux raisons puissantes. » Haugwitz expliquait alors que, de ces deux raisons, la première était l'espoir chez le Roi de voir culbuter par quelque événement heureux le pouvoir colossal de Napoléon, ce qui le dispenserait d'une lutte difficile et dangereuse ; la seconde était qu'il fallait ménager à l'Europe aux abois une sage et dernière ressource.

Cependant, si la victoire d'Austerlitz et la retraite de l'empereur de Russie n'étaient pas survenues, le Roi eût pris part à la lutte. « Il a fallu, hélas ! disait Haugwitz, signer sous le couteau une convention qui a été mal accueillie en Prusse. La crainte d'une explosion subite a amené le Roi à la ratifier. » On comprenait cependant que ce n'était là qu'une trêve et qu'il fallait saisir la première occasion pour prévenir la prétendue alliée qui n'avait au fond d'autre jeu que celui de détruire la Prusse. Le Roi laissa alors 50 000 hommes sur le pied de guerre et secrètement fit tous les préparatifs pour rassembler l'armée sans délai.

La plus grande dissimulation était indispensable. L'empereur de Russie fut d'abord le seul dépositaire des projets de la Prusse et mis au courant de ses plans. Napoléon, qui était mécontent de Lucchesini, avait exigé le rappel de ce diplomate. « C'était tout ce qui pouvait nous arriver de plus heureux, dit Haugwitz. Nous y consentîmes de la meilleure grâce du monde, et M. de Knobelsdorf fut nommé pour compléter l'illusion. Dans les derniers jours d'août, le Roi eut de l'empereur de Russie une lettre qui ne laissait rien à désirer... Enfin, dans les premiers jours de septembre, nos préparatifs étaient assez avancés pour que nous puissions, sans inconvénient, nous en ouvrir à d'autres Puissances. Des communications furent faites à la cour de Vienne et peu après à celle de Londres. L'arrivée de Knobelsdorf à Paris et le résutat de ses premières audiences firent enfin éclater la rupture... Vous me direz, après ce que je viens de vous exposer, si j'ai eu le droit de prétendre que notre politique a été sage et bien intentionnée et que nous n'avons à nous *rétracter sur rien.* »

*
* *

Gentz avait écouté le récit de Haugwitz sans l'interrompre un seul instant. Il répondit enfin que l'honneur que lui avait fait le Roi de l'appeler dans un moment aussi grave était fort inattendu, et que, pour s'en montrer digne, il lui fallait manifester son opinion avec toute la franchise possible. Haugwitz l'y engagea fortement et dit qu'il lui saurait mauvais gré, s'il ne parlait pas comme il pensait. Alors Gentz déclara que le roi de Prusse pouvait avoir eu de bonnes raisons pour ne pas s'engager dans la dernière guerre, après que la Russie et l'Autriche y avaient renoncé, mais que tout ce qui s'était fait ensuite l'avait affligé et dégoûté, lui, le défenseur de l'Autriche; que le traité d'alliance, avec l'ennemi commun de tous les souverains, avait répugné à ses sentimens et à ses principes, et que, s'il avait eu lui-même à conseiller le roi de Prusse, il l'aurait conjuré de recourir aux armes plutôt que de partager l'injustice de l'oppresseur.

Haugwitz le remercia de sa franchise, mais, après lui avoir démontré la nécessité d'une politique commandée par les circonstances, il ajouta qu'il désirait savoir s'il ne parviendrait pas, lui Haugwitz, à déraciner le soupçon de mauvaise foi qui pesait sur le Cabinet de Berlin, dont on connaissait hautement la droiture et la pureté des intentions.

Gentz répliqua qu'il était incapable de se prononcer sur le jugement des Cours, mais que l'opinion du public pour le passé lui paraissait peu favorable à la Prusse. Toutefois, pour le moment, il fallait s'épargner la peine d'y penser. « Il suffit de vous voir armés avec le but avoué de mettre un terme à tant de malheurs, dit-il, pour que tous les cœurs soient à vous... L'Allemagne souffre; la tyrannie qui l'oppresse est devenue insupportable; l'usurpateur cruel qui l'exerce est exécré partout... Laissez donc là le passé; montrez le présent sous une forme qui ne laisse aucun doute sur la justice de votre cause, sur la fermeté de vos résolutions, sur la sagesse de vos maximes..., éloignez absolument toute idée d'intérêt personnel, et j'ose répondre, non seulement de l'opinion, mais encore de la faveur et de la confiance générales. »

Haugwitz parut satisfait de cette réponse et s'expliqua alors sur le présent en ces termes : « Nous avons fait un armement bien dispendieux. Nous l'augmenterons encore de beaucoup...

Notre intention est de faire une guerre vigoureuse. Une fois en train, quelques revers même, quelques batailles perdues ne nous engageront pas à rétrograder. Nous aurons aussi des alliés. L'empereur de Russie s'est déjà prononcé d'une manière qui nous autorise à tout espérer de lui... Nous nous flattons que tout s'arrangera avec l'Angleterre... Pour ce qui est de l'Autriche, le parti qu'elle adoptera ne nous est pas positivement connu. En attendant, nous sommes parfaitement sûrs de ses bonnes dispositions pour nous. Vous connaissez Vienne mieux que moi. Si vous avez là-dessus quelques données satisfaisantes que vous puissiez me communiquer, je vous en serai obligé... »

Gentz répondit qu'il ne connaissait pas les intentions de Vienne, car il n'avait à aucune époque été initié aux secrets du gouvernement et d'ailleurs une longue absence l'avait entièrement dérouté à cet égard. C'était une sorte d'échappatoire faite pour éviter tout engagement inopportun. Toutefois, Gentz semblait croire que l'empereur d'Autriche ne repousserait aucun moyen honorable pour effectuer un changement heureux dans l'état actuel de l'Allemagne et de l'Europe, si ce moyen se présentait à lui sans la perspective d'un redoublement de malheur dans le cas d'un moindre revers... Cette réponse, qui ne précisait rien et laissait tout dans une réserve habile, embarrassa fort Haugwitz, qui essaya de convaincre son interlocuteur de sa confiance entière dans les dispositions amicales de la cour de Vienne. La Prusse avait eu l'intention d'y envoyer un militaire de distinction et avait demandé de son côté à l'Empereur un officier de marque comme le général de Stutterheim ; ces deux missions une fois en train, la Prusse s'ouvrirait à la Cour impériale de ses projets présens et futurs, en assurant qu'on n'arrêterait rien sans son assentiment formel.

Gentz dit qu'il avait tout bonnement cru qu'on s'occupait depuis longtemps de ces questions et que les négociations relatives y étaient déjà en cours. Il ne doutait pas de la solidité des plans de la Prusse, mais il fallait que ces plans existassent, car il importait d'abord de savoir vers quoi l'on marchait. Haugwitz lui demanda alors ses idées à cet égard. Gentz, qui avait depuis longtemps médité sur ce sujet, lui exposa brièvement son plan personnel qui était le suivant.

Reléguer les troupes françaises au delà du Rhin, défendre la Confédération germanique formée sous les auspices d'un pou-

voir arbitraire et étranger, rétablir l'ancienne Constitution de l'Empire ou partager l'Allemagne en deux grandes Confédérations réunies par une alliance perpétuelle, l'une sous la protection de l'Autriche, l'autre sous celle de la Prusse; réduire la Bavière à ses anciennes proportions, réunir le duché de Berg à celui de Clèves pour le donner à la Prusse, restituer à son ancien possesseur, la maison d'Autriche, le Tyrol et le Vorarlberg, avancer la frontière autrichienne jusqu'au Mincio, condition indispensable de l'indépendance réelle de l'Allemagne.

Haugwitz sourit et répondit de l'air le plus bienveillant : « Vous parlez comme si vous aviez lu dans mes pensées et dans mes papiers. Voilà, à peu de modifications près, le plan que j'ai conçu... *Il nous faut avant tout des victoires.* Si nous les obtenons, je vous promets bien que vous n'entendrez plus parler ni de la ligue du Rhin, ni du Primat, ni de Murat... C'est la Bavière qui doit payer l'écot. Je crois qu'il serait bien d'agrandir la Prusse du côté de la Franconie... Quant à la restitution du Tyrol et à l'extension de la frontière de l'Autriche en Italie, je regarde ces mesures comme les plus pressantes de toutes. »

Cela dit, Haugwitz pria Gentz de l'assister de ses conseils, puis, une fois au courant de tout, de se rendre à Vienne pour parler de ce qu'il avait vu et entendu et détruire les restes de méfiance contre la Prusse. Gentz accepta d'être le conseiller d'Haugwitz, mais déclina le voyage, car il n'avait aucun titre quelconque pour s'ingérer dans des affaires aussi importantes; et d'ailleurs le récit fidèle de ce qu'il avait appris se ferait aussi bien par écrit.

Haugwitz n'insista pas. Il demanda seulement à Gentz de reviser un manifeste à la Prusse et à l'armée, préparé par M. Lombard, et de le traduire en allemand. Gentz y consentit, puis alla converser avec le marquis de Lucchesini, afin de comparer ses impressions avec celles d'Haugwitz, lequel lui avait présenté l'histoire du passé sous un aspect favorable et brillant qui l'avait rendu très désireux d'éclaircissemens et de rectifications. Il eut, grâce à Lucchesini, la connaissance complète des motifs qui avaient déterminé la Prusse à cette subite levée de boucliers : le dédommagement du roi de Naples par les îles Baléares, le maintien de la Poméranie suédoise, les propositions faites à l'électeur de Hesse, les vues habiles contre le prince d'Orange, la mainmise sur le Hanovre et sur les bouches de Cattaro.

Gentz vit ensuite Lombard, aventurier très fin à la solde de la Prusse, lequel lui sembla perclus de corps, mais ayant gardé toute sa vivacité d'esprit et ayant plus de crédit que M. de Haugwitz lui-même. Celui-ci s'était abstenu de conseiller au Roi de faire la guerre tant que la nation y était opposée, mais en ce moment, sur 10 ou 11 millions d'hommes, pas un seul n'était d'un sentiment différent. Il remit à Gentz la copie du Manifeste destiné à la nation prussienne. Gentz le trouva remarquable, mais ayant besoin de quelques corrections. La tâche n'était pas facile, car la Prusse se trouvait placée dans un dilemme cruel. Ses meilleurs argumens étaient en effet des armes à deux tranchans qui pouvaient la blesser elle-même. Un franc aveu de ses fautes eût peut-être été le seul moyen d'éviter cet écueil, mais il était impossible de l'obtenir des ministres qui avaient mal dirigé sa politique. Lombard fut accommodant; il accepta toutes les critiques de Gentz qui ne lui dissimulait pas qu'il fallait être bien sûr de la victoire pour employer le langage violent dont il s'était servi. Lombard répondit que le Roi le voulait ainsi. Après quoi, Gentz déclara qu'il n'y avait plus rien à dire. Cependant, il se récria quand Lombard, faisant allusion à l'Autriche, affirma qu'elle seconderait la Prusse de tous ses vœux, si elle ne pouvait le faire de tous ses efforts. Gentz dit qu'il était injuste, indélicat et cruel de compromettre gratuitement une Puissance qui ne voulait pas se jeter dans la lutte; c'était vouloir l'aliéner que de la violenter ainsi. Il jura que, si ce passage était maintenu, il quitterait Erfurt immédiatement, et Lombard, quoique surpris et mécontent, raya le passage incriminé.

La vérité était que Gentz frémissait de voir la Prusse engagée toute seule dans une vaste et terrible entreprise et qu'il savait bien que, sans l'appui de l'Autriche, elle ne pourrait triompher. Or, non seulement l'Autriche se détournait d'elle, mais la Russie, sur laquelle Haugwitz comptait pour faire marcher trois armées vers la Silésie, la Galicie et l'Italie, ne devait pas bouger. Quant à l'Angleterre, on n'avait rien fait pour s'entendre avec elle; tout au contraire l'avait-on singulièrement irritée. Lombard s'en doutait bien et se plaignait tout haut des intrigues de M. de Stein et des déclarations insensées du prince Louis de Prusse.

Le commandement, infatué de lui-même, était très infé-

rieur à sa tâche et ne prévoyait pas que l'armée prussienne serait en peu de temps tournée par sa gauche et écrasée, sans qu'elle eût le temps de réunir ses morceaux épars. Contre un ennemi agile, entreprenant, familiarisé avec la victoire, rien de précis n'avait été arrêté. Le prince de Hohenlohe aurait dû, et cela était possible encore, se porter vigoureusement le 8 octobre en avant pour occuper les principaux passages et défendre avec succès l'entrée de la vallée de la Saale. Il n'y songea même pas.

Haugwitz revint trouver Gentz et lui demanda d'écrire à Vienne. Gentz refusa clairement, sous prétexte qu'il était trop préoccupé de ce qui se passait pour écrire des lettres. Haugwitz le pria ensuite, au nom du Roi, de rédiger une Proclamation à l'armée et à la nation prussienne, et même, — détail bien curieux! — une Prière pour être récitée dans les églises, ce qui parut à Gentz assez bizarre.

Gentz vit ensuite le duc de Brunswick et trouva dans sa manière d'être et dans son langage quelque chose de louche et d'impuissant. « Il y avait, dit-il, dans sa manière d'être, dans sa contenance, dans ses regards, dans ses gestes, dans son langage qui n'annonçait rien moins que la conscience de ses forces, un genre de politesse qui semblait demander pardon d'avance des revers qui devaient arriver. » Le duc lui fit des complimens qui l'impatientèrent furieusement, puis il parla de la guerre en homme qui n'aurait rien eu de commun avec elle et dit qu'il était certain du succès, « pourvu qu'on ne fît pas de grandes fautes. » Gentz crut devoir répondre qu'on n'en ferait pas sous sa direction, mais Brunswick répliqua : « Hélas! je puis à peine répondre de moi-même... Comment voulez-vous que je réponde des autres? » Après cette conversation, Gentz se livra à de sombres réflexions sur un très prochain avenir.

Il se sentit un peu plus rassuré quand il eut vu la Reine et eut causé avec elle. Il lui trouva une fermeté, une énergie, une mesure et une prudence qui l'auraient enchanté chez un homme d'État. Elle lui demanda son opinion sur la guerre et sur les hommes qu'il avait vus. Gentz appuya courtoisement sur la confiance de l'opinion publique, sur les dispositions favorables des contemporains et sur les vœux de succès qui s'élevaient de toutes les parties de l'Allemagne. La Reine parut satisfaite;

cependant, dans tout ce qu'elle disait, on discernait un fond d'inquiétudes secrètes et de lugubres pressentimens. Elle avoua qu'elle s'était décidée à accepter les hostilités moins par calcul que par devoir. Elle croyait que le grand espoir de salut se trouverait dans l'union étroite de tout ce qui portait le nom allemand.

Au sortir de cette entrevue qui avait eu lieu le 9 octobre, on confia à Gentz que le général Tauentzien avait repoussé les Français qui, dans leur attaque de Hof à Schleitz, auraient montré « une certaine timidité. » Quoique en réalité cette affaire ne fût qu'un engagement sans portée, Haugwitz voulut en faire un bulletin destiné aux cours de Berlin, de Dresde, de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Londres. On l'en dissuada, mais Haugwitz résolut pourtant d'envoyer un courrier à Dresde, porteur de cette heureuse nouvelle.

D'autres instances furent faites en ce moment auprès de Gentz pour l'engager à solliciter le concours de Vienne. Gentz refusa encore une fois, déclarant franchement qu'une lettre, datée d'Erfurt, n'aurait pas l'air de liberté et de sécurité qu'il lui faudrait pour produire son effet. Toutefois, il consentit à rédiger une proclamation aux troupes que le Roi ne trouva pas assez populaire, car, suivant lui, elle n'était pas de nature à agir aussi bien sur les soldats que sur les chefs. Gentz essaya d'arranger la proclamation que le Roi revit lui-même et cribla de telles annotations que Gentz en laissa la responsabilité finale au comte Gœtzen. Il en résulta que cet ouvrage, malgré sa bigarrure et ses imperfections, aurait pu avoir quelque utilité, si la marche rapide des événemens ne lui avait pas enlevé le temps nécessaire pour être répandu.

Gentz revit alors le général Kalkreuth qui ne retira aucune de ses tristes prédictions. Ayant ensuite conversé avec Lucchesini, il convint avec cet ancien ambassadeur que le Roi, placé entre un général aussi incapable que Brunswick et un ministre aussi irrésolu que Haugwitz, allait tout droit aux pires aventures. Il fallait s'attendre à un nouveau changement de système, surtout en cas de revers. « Oh! pour cela, non, dit Lucchesini, le Roi ne peut plus retourner sur ses pas. Le mouvement général l'entraîne. La Prusse a perdu la confiance de l'Europe ; elle ne peut la reconquérir qu'à coups de canon. Si, sans entrer en guerre, elle avait fait des propositions à ses voisins, personne ne l'aurait

écoutée. Telle est sa condition fâcheuse qu'elle se voit obligée de commencer par là où on aurait mieux aimé finir. » Voilà où mène la légèreté des vues chez les souverains et les hommes d'État !

*
* *

Le 10 octobre, Gentz assistait à la sortie d'une partie de l'armée d'Erfurt, et il avoue qu'en voyant ces troupes si belles et si fraîches, ces officiers enthousiastes, ces hommes superbes, ces chevaux magnifiques, il se laissa aller au charme trompeur de l'espérance ; mais il ajoute presque aussitôt : « Ce fut la dernière fois que ce sentiment entra dans mon cœur... » Et cependant, au dîner que lui donna gaiement le comte d'Haugwitz, la confiance de tous était telle, que nul ne se serait imaginé qu'en ce jour, qu'à cette heure même, commençaient la défaite de l'armée et la chute de la monarchie prussienne.

Dans une dernière conversation avec Lucchesini, Gentz lui répéta que, tout bien considéré, il regrettait que les Prussiens eussent choisi le moment actuel pour déclarer la guerre. « Si j'avais eu à donner un avis, voici ce que j'aurais proposé. Tout dissimuler pour le moment, affecter la plus grande soumission, employer l'hiver à familiariser en secret les autres Puissances avec la révolution opérée dans notre système politique, s'assurer complètement de la Russie, profiter de ses bonnes dispositions pour inspirer confiance à l'Autriche et délibérer ensuite sur l'époque et sur les moyens pour réaliser subitement quelque grande et puissante mesure. » Lucchesini objecta que cette manière d'agir eût été traitée par la France comme une déclaration de guerre caractérisée et eût amené de graves complications. Gentz persista à affirmer que c'était un risque formidable d'entreprendre à la veille de l'hiver une guerre pareille et sans appui ; il dit qu'on aurait pu la retarder par d'habiles et lentes négociations. Impatienté, Lucchesini s'écria : « Ce n'est pas moi qui ai voulu qu'on commençât la guerre dans ce moment... *les têtes ardentes l'ont emporté*. Vous savez ce qui s'est passé à Berlin. La fermentation était au comble ; le Cabinet ne pouvait plus y résister... il n'était plus le maître du moment. Le Roi, le dernier qui se soit rendu, a été obligé de céder lui-même pour mettre fin aux importunités, aux tribulations, aux instances dont il était lui-même assailli...

« Cet argument n'admettait plus de réponse, remarque

Gentz; j'avais gagné ma thèse. Le marquis de Lucchesini m'avait nettement avoué que si le Cabinet de Berlin eût eu la liberté et la force d'agir d'après un calcul raisonnable, il aurait suivi un autre système, et celui-là même qui me paraissait le plus sage. Cet aveu était tout ce qu'il me fallait. »

Dès lors, toutes les prévisions sinistres de Gentz se réalisent. Le 11 octobre, il voit une bagarre effroyable à Weimar, une cohue de troupes, de chevaux et de chariots, un désordre sans nom. Il entend Lombard, pâle et défait, lui dire à voix basse : « Nous avons perdu une bataille, le prince Louis est tué. » Gœrtz lui confie que la marche des troupes est suspendue et que tout est dans la plus profonde consternation. Il apprend successivement tous les détails du revers de Saalfeld. Il apprend encore que Brunswick, effrayé et déconcerté, n'a pensé qu'à un mouvement de retraite pour gagner du temps et inventer presque un nouveau plan. Il entend le général Phull lui dire : « On perd la tête. Cela va furieusement mal ! » Les officiers qui, la veille encore, étaient si présomptueux, sont complètement désemparés. Le silence, l'embarras, la consternation président à un pauvre dîner que le comte Haugwitz donne à Gentz dans une auberge. Chacun est dans l'ignorance des projets et des mouvemens de l'ennemi. On n'a que peu de sympathie pour la fin héroïque du pauvre Louis de Prusse, et plusieurs officiers même se livrent sur son compte aux propos les plus indécens et les plus atroces. Le Roi s'enferme et ne veut voir personne. Kalkreuth dit que c'est bien le terme fatal qu'il a annoncé lui-même. Un officier, à la tête d'une délégation d'officiers supérieurs, vient déclarer que le Roi a déjà perdu la moitié de sa couronne et affirme que, si l'on ne change pas le commandement, ils ne marcheront plus.

Kalkreuth les rappelle à leur devoir et les congédie brusquement. Cette scène terrible affecte profondément Gentz. Il comprend qu'au jour de la prochaine bataille, avec de telles idées, une partie des troupes ne fera que médiocrement son devoir.

Il apprend ensuite que Brunswick n'a aucun plan fixé et raisonnable, qu'il fatigue les soldats par des marches et des contremarches, par des dispositions contradictoires, par une infinité de mauvaises mesures. Ses angoisses redoublent. Il n'entend que des plaintes et des murmures, des cris de réprobation et des reproches violens. Alors, il devine que tout est

perdu et il demande à Haugwitz ses passeports. Il rencontre le général Phull qui lui expose avec beaucoup d'énergie la faiblesse, l'inconséquence et la pusillanimité du général en chef. Il voit arriver Gœthe qui assiste tristement à la chute de la monarchie. On dîne chez Haugwitz, et ce dernier dîner, dit Gentz, est moins triste que celui de la veille, « car M. de Lucchesini a tout fait pour l'égayer ! » On croit que les succès des Français à Gera et à Zurich ne sont que des succès passagers. « Si nos affaires vont bien, dit Haugwitz à Gentz, je vous donne rendez-vous à Wurzbourg... » Mais en prononçant ces mots, il ne peut s'empêcher de verser des larmes.

Gentz part, le 12 octobre, de Weimar, à cinq heures, et le 13, il entend une forte canonnade à Buttstedt qui se prolonge toute la nuit ; il gagne Singerhausen, où règne une affreuse panique, puis Halle qu'on appelle « le chemin de l'enfer, » puis le 14 octobre, Mansfeld, où une nouvelle canonnade lui annonce l'événement décisif et lui cause des alarmes inexprimables. Il arrive le 15 à Bernsbourg, puis à Denau où court le bruit d'une victoire complète remportée par le prince de Hohenlohe. Le 16, il est à Wittenberg, où l'allégresse est générale, car on y affirme la défaite complète des Français. Il se rend à Torgau, où l'on a répandu les mêmes bruits de victoire. Le 17 octobre, il arrive à Dresde et voici les derniers mots de son journal :

« C'est là seulement que les plus épouvantables nouvelles sont venues fondre sur moi... et lorsque j'ai quitté Dresde deux jours après, les portes de l'espérance ont paru se fermer derrière moi sur l'Allemagne et sur l'Europe ! »

Le 25 octobre, Napoléon entrait dans Berlin, ayant conquis tous les pays prussiens jusqu'à la Vistule. En un mois, toute la monarchie prussienne était tombée en son pouvoir. Il avait fait ouvrir à Potsdam, dans l'église de la garnison, le tombeau de Frédéric II et enlevé l'écharpe et l'épée du Roi, destinées aux Invalides. Quelques jours auparavant, il avait détruit la colonne de Rosbach pour ne laisser en Prusse aucun vestige des anciens revers des Français.

HENRI WELSCHINGER.

REVUE LITTÉRAIRE

LEUR AVENIR (1)

On voudrait entrer, pour un instant, — non certes pour s'y installer, mais le temps d'y voir un peu clair, — dans la pensée des gens qui ont fomenté de loin, qui ont déchaîné cette guerre, déjà terrible, que nos ennemis rendent monstrueuse et, nos soldats, sublime Diverses publications, celle de notre Livre jaune en particulier, démontrent que l'Allemagne avait, de longue main, préparé son coup. Les infamies qu'elle commet depuis le début des hostilités ne sont pas non plus des improvisations. Et il y a, présentement, sous le ciel, des hommes qui ont eu cela, tout cela, toute l'immense catastrophe, dans leurs desseins, dans leur méditation quotidienne et dans leur volonté. Voilà précisément les cervelles qui nous étonnent et (quelle que soit l'horreur) où il nous tente de regarder.

M. Émile Simonnot vient de traduire un petit volume, *Notre avenir*, par le général Friedrich von Bernhardi : un petit volume qui parut en Allemagne il y a trois ans et qui, dans ses deux cents pages, contient la substance du pangermanisme. Théorie et pratique, la doctrine et ses corollaires d'activité, nous avons là, en quelque corte, la somme compendieuse des idées que les têtes allemandes, selon leurs aptitudes, arrangent en système ou transforment en délire. Bernhardi est un philosophe. Il ne délire pas, quant à lui ; mais il donne avec tranquillité les formules que les foules et puis les hordes

(1) *Notre avenir*, par le général Von Bernhardi, traduction de M. Émile Simonnot (Conard, éditeur). — Du même auteur, *La Guerre d'aujourd'hui* (traduction de M. Etard et du lieutenant-colonel Colin; 2 volumes (librairie Chapelot) et *Notre cavalerie dans la prochaine guerre*, un volume (Berger-Levrault, éditeur).

échaufferont de leurs instincts. Encore la tranquillité de ce philosophe ne doit-elle pas faire illusion. L'orgueil national, dont il est le digne interprète, va chez lui jusqu'à la mégalomanie ; et son amour de la guerre, témoignage de son patriotisme, révèle par momens une sorte de fureur morbide. Il a une sinistre façon de réclamer, pour certains épisodes de sa combinaison tactique, des « torrens de sang. » Et c'est, dit-il, afin de gagner du temps. Nécessité de la guerre ! une nécessité qui ne lui déplaît pas beaucoup et qui même paraît lui sourire assez bien, quand il écrit, dans *La guerre d'aujourd'hui :* « Le sang est un suc tout particulier. Lorsqu'on le répand sciemment et à propos, il s'en dégage une lueur qui est l'aurore de la victoire. » Une lueur; et, peut-être, un fumet ? Ce n'est pas sur le champ de bataille que s'anime ainsi le général, d'ailleurs à la retraite et la soixantaine passée, mais au calme de son bureau.

Bernhardi, ne le prenons pas pour un inventeur extraordinaire : le principal de sa philosophie, il le doit à Treitschke ; sa stratégie serait ingrate, si elle méconnaissait Clausewitz. Peu original, il ne représente que mieux, en Allemagne, l'ample collectivité des savans énergumènes militaires. Il est l'un d'eux et, sans nul doute, l'un des plus intelligens, très remarquable de lucidité, de vigueur mentale, de patience et d'ingéniosité, bon dialecticien qui, dans la fougue même, a de la précaution. Lisons *Notre avenir ;* et nous saurons ce qui se passait, à la veille de la guerre, dans les têtes allemandes les mieux munies de leurs projets.

L'Allemagne, dit Bernhardi, n'a point en Europe et dans l'univers la situation qu'elle a besoin d'avoir. Elle comptera bientôt soixante-dix millions d'habitans; sa population, chaque année, augmente d'un million d'âmes et autant dire que, dans dix ans, elle aura doublé son chiffre de 1870, quarante millions. Or, son territoire est à peine un peu plus étendu que la France, qui compte à peine quarante millions d'habitans. Voilà l'injustice et, en tout cas, l'incommodité. Les Allemands se sentent à l'étroit chez eux. Ils demandent de l'air. Eh bien ! qu'on leur en donne? On refuse de leur en donner : donc, aux armes, pour la conquête de l'espace. Un tel raisonnement charme l'esprit, par tant de rigueur. Notons pourtant que la densité de la population allemande ne va pas jusqu'à l'étouffement, de l'aveu même de notre auteur. Il vante les progrès magnifiques de l'industrie allemande, laquelle (avoue-t-il) est si prospère dans les villes qu'elle dépeuple les campagnes, « si bien que l'agriculture est forcée de recourir aux ouvriers étrangers. » Cette considération pouvait engager Bernhardi à

mener vers le sain travail des champs, des labours et des fécondes récoltes le surnombre de ses jeunes compatriotes. Il leur eût, virgilien, composé de persuasives Géorgiques : mais il a préféré leur dédier les deux formidables tomes de sa *Guerre d'aujourd'hui*.

Bernhardi préfère la guerre, de même que l'Allemagne préfère l'industrie à l'agriculture. Il s'agit d'une préférence, et non pas d'un besoin réel, comme Bernhardi l'affirmait d'abord. Et l'argument n'est plus impérieux comme il l'était. Mais Bernhardi réclame, pour son Allemagne, le droit de choisir et de poser en principes ses préférences. Je crois que c'est ici qu'on l'arrête et qu'on le prie de commenter sa revendication, d'établir ce droit de l'Allemagne à la désinvolture. On l'ennuie, par de telles questions. Le droit de l'Allemagne, c'est évidemment, à ses yeux, la force de l'Allemagne. Tout de même, étant philosophe et n'écrivant pas seulement pour ses camarades, il consent à orner de malins prétextes sa vivacité d'ambition. Le stratagème le meilleur de sa polémique, ce n'est pas lui qui l'a fabriqué Il le tient de ces subtils auxiliaires du pangermanisme, les historiens allemands ; et le voici, en peu de mots : l'Allemagne a, dans le monde et dans les siècles, une mission tout à fait spéciale et quasi providentielle à remplir. Le peuple de Germanie est essentiellement civilisateur.

Il n'y a guère de contre-vérité plus patente. Pour réfuter ce dangereux sophisme, nous n'avons pas uniquement les faits incontestables qui résultent de la présente guerre et l'évidence de la barbarie que l'Allemagne y dévoile avec cynisme : nous avons l'histoire tout entière, non celle que le pangermanisme rédige, la vraie histoire, qui prouve que jamais aucune idée de civilisation ne s'est répandue de la Germanie au dehors, que jamais les Germains n'ont su eux-mêmes, de leur propre initiative, se polir, et que leur civilisation, généralement imparfaite, ils l'ont toujours empruntée, surtout à la France. Le grand Fustel de Coulanges, authentique historien, le déclarait, à cette place, il y a plus de quarante ans, et M. Reynaud, de qui j'ai signalé les études méticuleuses, a mis hors de discussion les dires de Fustel de Coulanges. Le rôle civilisateur de la Germanie est une imagination très avantageuse et mensongère du pangermanisme. Bernhardi l'adopte résolument. C'est merveille de le voir embrouiller, sans maladresse, dans ses phrases, la mission de l'Allemagne et les besoins de l'Allemagne, besoins matériels et idéale mission. Il écrit : « la mission qui découle de notre histoire, de nos qualités nationales, — et du chiffre de notre population... » Il écrit : « Par son passé et ses

œuvres présentes, le peuple allemand a conquis le droit de viser à la plus haute mission civilisatrice; mais ce droit signifie en même temps un devoir... » Et il écrit : « Dans l'intérêt général de la civilisation, c'est déjà notre devoir de viser à une extension de notre domaine colonial... ; mais remplir ce devoir est en même temps une nécessité. » Habile confusion des droits et des devoirs ; coïncidence précieuse de la mission civilisatrice et de l'avidité la plus exubérante ! A la faveur de ces paralogismes, Bernhardi, l'apôtre des appétits allemands, peut sans nul embarras proclamer que la politique allemande se justifie « en se mettant au service des nobles fins de la civilisation. » Après cela, il est sans reproche : que reprocher à une Allemagne, dévorante oui, mais pour le bien du monde ?

Le caractère éminemment civilisateur de la Germanie, c'est, pour notre auteur, un dogme, un acte de foi catégorique. Il ne sourcille pas, quand il écrit : « Depuis leur première apparition dans l'histoire, les Germains ont fait leur preuve comme peuple civilisateur de premier ordre, voire comme le peuple civilisateur par excellence. » Mais, tout de suite, il ajoute : « Ce furent eux dont l'assaut fit crouler l'empire mondial de Rome... » Et l'on est tenté de sourire, si le premier exemple d'activité civilisatrice que trouve Bernhardi dans l'histoire de ses ancêtres, c'est une colossale destruction. Nul sourire ne trouble Bernhardi et ne l'empêche de célébrer la « grande mission civilisatrice du peuple allemand. » Il célèbre et il affirme, à tour de bras : on n'y peut rien. Mais il devrait s'en tenir là. Dès qu'il ne s'en tient pas là et cherche à épiloguer sur ses décrets souverains, il est (on m'excusera) comique. Je ne sais rien de plus comique, en effet, que les pages qu'il a consacrées à résumer l'histoire de la civilisation moderne. Il la prend toute petite, au berceau, en Égypte et dans les grands empires de l'Asie occidentale. Puis, les élémens de l'art, de la science et de l'ordre politique, il leur fait passer la mer ; il les conduit en Grèce. Puis Alexandre de Macédoine recueille le bel héritage. Puis Rome a l'hégémonie et conquiert à sa discipline l'Europe et l'Orient; elle « enrichit la philosophie ancienne par le développement du droit : » elle instaure une splendide « unité de civilisation. » Puis, « débordans de jeunesse, » les Germains succèdent aux Romains. Les Portugais découvrent la route des Indes. Les Espagnols envahissent l'Amérique centrale : mais ils s'épuisent et perdent en Europe leur influence. Alors, survient l'Angleterre. Voilà, en résumé, l'histoire de la civilisation : chaque peuple à son tour y travaille. Tous les peuples d'Europe, un seul excepté, le nôtre. Bernhardi nous a oubliés : oubliés?

négligés. Et l'énorme drôlerie, c'est d'avoir esquissé, même à grands traits, une histoire de la civilisation où la France n'est pas nommée. Bernhardi ne nous aime pas : qu'importe ? Il ne s'agit pas de lui, mais de sa thèse. Et, en définitive, sa thèse souffre de sa malveillance. Elle ne paraît plus sérieuse ; et le penseur allemand qui préconise le rôle civilisateur de l'Allemagne et ne compte pour rien, dans le passé, l'activité civilisatrice de la France, vous a l'air d'un plaisantin boche.

Ne nous laissons pas divertir à ces menues cocasseries d'une doctrine qui se déroule avec ampleur et suivons Bernhardi.

L'Allemagne n'est pas contente de son sort. Elle a conscience de n'avoir pas, en Europe et dans les pays coloniaux, la place, l'aisance et la situation politique qu'elle convoite. Que lui faut-il ? Là-dessus Bernhardi n'hésite pas : il lui faut la suprématie « mondiale. » Premièrement, c'est ce qu'elle désire ; et nous avons vu que, par chance, les désirs de l'Allemagne sont légitimes, l'Allemagne étant la bienfaitrice de l'Univers. L'Univers ne s'en doute pas. L'Univers s'en doute si peu que la bienfaisante Allemagne est environnée d'ennemis. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie ne sont disposées (remarquait Bernhardi en 1912) à reconnaître les « droits » et les « devoirs » de l'Allemagne. La Triple-Entente s'est constituée pour entraver la tâche à la fois généreuse et profitable de la Germanie. Que faire ? Il y aurait plaisir et bénéfice à convaincre de leur intérêt bien entendu ces folles, la France, l'Angleterre et la Russie, nations aveuglées et qui, par leur aveuglement, retardent le progrès de l'univers, son évolution germanique. Impossible ! Ces aveugles sont des sourdes. Et Bernhardi renonce à les convertir. C'est dommage. L'Allemagne, — Bernhardi ose le dire ! — n'est point agressive : « cela (car il insiste), personne ne peut le prétendre. » L'Allemagne serait pacifique, selon ses goûts, selon ses intérêts. Mais, à la mansuétude allemande, Bernhardi oppose l'inquiétante frénésie des trois sourdes et aveugles, la sauvage Russie « qui peut être qualifiée de puissance asiatique, » la France, qui ne rêve que de revanche, et l'Angleterre que la marine allemande empêche de dormir. Donc l'Allemagne n'essayera plus d'amadouer la Triple-Entente. La gracieuseté de Guillaume II, inutile. L'effort de la diplomatie, nul.

On n'est pas fâché de savoir ce que pense de la diplomatie, de son œuvre et enfin des conventions internationales, l'un des maîtres du pangermanisme. Eh bien ! il ne méprise pas les diplomates : il leur trouve « un talent tout particulier pour choisir dans les accords internationaux des formules qui permettent des interprétations diverses. »

Cela peut être utilisé. Mais cela est assez dangereux. « Chacun, dit Bernhardi, craint de nuire à son prestige moral ou politique par une violation de droit *manifeste* et par là même de porter atteinte au crédit de ses engagemens... » Cette remarque est bonne. Si Bernhardi examine les ententes diplomatiques, ce qui le frappe, c'est la difficulté, pour un État, de manquer à sa signature : alors, à quoi bon signer? Notons aussi le mot « manifeste, » que Bernhardi souligne ; et l'on voit mieux son intention, quand il ajoute : « La conscience du droit international a acquis dans l'état actuel de la civilisation une telle puissance qu'on ne peut impunément le perdre de vue tout à fait. » Tout à fait, non ; mais, un peu, oui : et le principal est que la violation du droit ne soit pas manifeste. Concluons ; tâchons de conclure. Ce n'est pas commode. La pensée de notre auteur, en cette matière, manque de netteté. Non que sa plume le trahisse ; mais plutôt, il souhaitait de ne pas nous livrer sa pensée tout de go : il l'enveloppe et il l'habille. Allons au fait et proposons-lui un exemple. Approuve-t-il la violation de la neutralité belge ? Il l'approuve : il a, dans ses plans stratégiques, admis très volontiers l'hypothèse d'une invasion de la France par le chemin septentrional de la Hollande et de la Belgique. Cependant, l'Allemagne, quand elle a violé la neutralité belge, a méconnu « tout à fait » la conscience du droit international ; et cette violation fut « manifeste. » Comment Bernhardi va-t-il concilier les principes qu'il a formulés et l'approbation qu'il accorde à cette imprudence ? Il n'est point à bout de ressources. Il considère que, dans les relations internationales, « la question de droit est la plupart du temps fort douteuse. » Elle ne l'était pas, quant à la Belgique ? Distinguons !... Bernhardi nous supplie de ne pas confondre le « droit écrit » et le droit « biologique ou moral. » Ainsi, la Belgique, — d'après le droit positif, le droit écrit, — possède l'État du Congo. Mais elle exploite financièrement ce territoire ; elle n'y accomplit pas une œuvre civilisatrice : elle n'a pas un droit « moral » sur le Congo ! L'Allemagne, au contraire, si elle confisque différens territoires coloniaux, pour y caser le surcroît de sa population, la féconde Allemagne aura, sur ces territoires, un droit « biologique. » Et le tour est joué. Bernhardi serait heureux de nous faire croire qu'il sacrifie, en ces termes, des contrats médiocres au « droit de l'éternel humain. » Bref, il n'attribue aux ententes internationales qu'une valeur « conditionnelle ; » et il écrit, avec la loyauté la plus choquante : « On ne peut exiger d'aucun État que, pour l'amour d'un engagement reposant sur le droit positif, il mette en jeu son existence, quand celle-ci peut être mieux et plus

sûrement assurée par d'autres voies. » C'est la politique, désormais fameuse, du chiffon de papier.

Pour illustrer, pour éclairer d'une lumière éclatante la formule de Bernhardi, nous avons, dans le Livre jaune, le récit de la visite que fit, le 8 août dernier, sir E. Goschen, ambassadeur d'Angleterre, au chancelier de l'Empire allemand. Sir E. Goschen trouva le chancelier fort agité. Son Excellence ne parla pas moins de vingt minutes : « Juste pour un chiffon de papier, la Grande-Bretagne allait faire la guerre !... » Et, pour l'Allemagne, violer la neutralité belge, c'était une affaire de vie ou de mort. L'ambassadeur répondit que, pour l'honneur de la Grande-Bretagne, rester fidèle à ses engagemens était aussi une affaire de vie ou de mort. Et le chancelier répliqua : « Mais à quel prix ce pacte aurait-il été tenu ? Le gouvernement britannique y a-t-il songé ? » L'ambassadeur : « J'ai insinué à Son Excellence, avec toute la clarté qui me fut possible, que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagemens solennels. » Voilà les deux thèses. L'une est celle de l'honneur et de l'honnêteté, celle du droit pur et simple : l'autre, celle du pangermanisme, celle de Bernhardi : « on ne peut exiger d'aucun État que, pour l'amour d'un engagement reposant sur le droit positif, il mette en jeu son existence, quand celle-ci peut être mieux et plus sûrement assurée par d'autres voies. » Après cela, que Bernhardi réprouve « la duplicité, la déloyauté, l'infidélité » comme des « procédés de politique condamnables, ce n'est rien. Ces procédés, il ne les condamne que chez les autres. Le droit positif, — le méprisable petit droit positif ! — s'applique à toutes les nations également ; le droit biologique favorise et met dans une situation délicieusement privilégiée la nation la plus forte et la plus féconde : c'est l'Allemagne !... Ainsi l'Allemagne ne sera point gênée dans son entrain par les chiffons de papier sur lesquels elle aura trouvé commode, un beau jour, de poser sa preste signature.

Dans les conversations étonnantes qu'il eut, le 8 août, avec MM. de Jagow et Bethmann-Hollweg, sir E. Goschen apprit (et ne crut pas un instant) que l'Allemagne avait, à l'égard de l'Angleterre, les intentions les plus affectueuses. M. de Jagow exprima « son poignant regret de voir s'écrouler toute sa politique, qui a été de devenir amis avec la Grande-Bretagne et ensuite, par elle, de se rapprocher de la France. » Et M. de Bethmann-Hollweg se lamenta : l'Angleterre entrait en guerre contre « une nation à elle apparentée, qui ne désirait rien tant que d'être son amie ; » la politique à laquelle lui, Bethmann-

Hollweg, s'était voué depuis son arrivée au pouvoir, tombait comme un château de cartes. Il avait beaucoup de chagrin. Prodigieuse comédie !... L'Allemagne a-t-elle sincèrement souhaité l'amitié anglaise ? Consultons là-dessus Bernhardi. La concordance que nous avons remarquée entre les dires de Bernhardi et les réalités de la politique allemande donne de l'autorité à cet écrivain. En outre, comme il écrivait deux ans avant la guerre, il ne songeait pas à dissimuler tout ce qu'il cacherait aujourd'hui : ses professions de foi sont des aveux. Eh bien ! oui, l'Allemagne aurait voulu se rapprocher de l'Angleterre : elle sentait que l'hostilité anglaise était pour elle une terrible menace. Mais à quel prix l'Allemagne se fût-elle rapprochée de l'Angleterre ? Il faudrait, dit Bernhardi, que l'Angleterre garantît « les intérêts les plus essentiels » de l'Allemagne. L'Angleterre renoncerait, quant à elle, à toute « suprématie mondiale. » Et, de son côté, l'Allemagne ? « Il faudrait que l'Angleterre nous laissât les mains entièrement libres dans la politique européenne et que, pour commencer, elle acquiesçât à toute extension de la puissance de l'Allemagne sur le continent, telle que cette extension pourrait éventuellement se produire, soit dans une confédération des États de l'Europe centrale, soit dans une guerre avec la France. Elle serait tenue de ne plus chercher à entraver le développement de notre politique coloniale sur le terrain diplomatique, en tant que cette politique ne se ferait pas aux dépens de l'Angleterre. Elle devrait souscrire au projet de transformation de l'état territorial du Nord de l'Amérique au profit de l'Italie et de l'Allemagne. Il faudrait qu'elle s'engageât à ne pas susciter d'obstacles aux intérêts de l'Autriche dans les Balkans, à ne pas contrecarrer les aspirations économiques de l'Allemagne dans les Indes ; enfin, il lui faudrait se résoudre à ne plus s'opposer au développement de la puissance maritime de l'Allemagne et à l'acquisition de stations de charbon par l'Empire allemand. » Quoi encore ? L'Angleterre devrait « modifier toute sa politique, » devrait se retirer de la Triple-Entente, devrait procéder à une autre répartition de sa flotte : « l'Allemagne ne pourra jamais se fier aux intentions pacifiques de l'Angleterre, aussi longtemps que toute la flotte anglaise sera concentrée sur le pied de guerre dans la mer du Nord, prête à commencer une marche stratégique contre nous. » Quoi encore ? C'est tout. Seulement, ce que l'Allemagne demande, c'est, en effet, tout ; c'est énorme. Et Bernhardi lui-même s'en rend compte. Il s'interroge ou il feint de s'interroger : est-il vraisemblable que l'Angleterre entre dans un accord de ce genre ? L'Allemagne et

l'Angleterre, ensuite, concilieraient par arbitrage tous leurs intérêts économiques ; ces deux grands États « essentiellement germaniques » constitueraient une puissance invincible, une « force de civilisation à nulle autre pareille ; » la paix du monde serait à jamais installée sur des bases indestructibles. C'est bien tentant, n'est-ce pas ? Allons, l'Angleterre ne marchera-t-elle pas, dans cette heureuse combinaison, si avantageuse pour l'humanité entière et, notamment, pour l'Allemagne ? « A cette question, nous ne pouvons que répondre par la négative absolue. » Bernhardi ne se fait pas d'illusions. Bernhardi n'est pas un utopiste, certes ; il est un cynique. Il devine que l'Angleterre ne va pas se livrer pieds et poings liés à une Allemagne qui, pour assurer sa propre suprématie mondiale, exige de l'Angleterre une totale abnégation. Si étrangement féru qu'il soit des droits que confère à la Germanie sa mission naturelle et providentielle, il se doute que cette mission ne sera point facilement reconnue par des peuples que le sentiment de leur indignité n'a point touchés encore. Non, l'Angleterre ne cédera pas aux robustes invitations de l'Allemagne. Bernhardi le sait, comme aussi le savaient, bien avant le 8 août dernier, ses confrères du pangermanisme exubérant, mais dépité, MM. de Jagow et de Bethmann-Hollweg.

Alors, que reste-t-il ? La guerre ; tout uniment, la guerre. « Il faut en prendre notre parti : la tension entre les deux États (Allemagne et Angleterre) persistera, jusqu'à ce que le conflit soit vidé par les armes, — ou que l'un des deux pays abandonne son point de vue. » L'Angleterre n'abandonnera pas son point de vue. Bernhardi conjure l'Allemagne de ne pas abandonner le sien. Donc, la guerre. Et Bernhardi avoue ce que, le 8 août, MM. de Jagow et de Bethmann-Hollweg ne jugèrent pas opportun d'avouer.

Bernhardi a de bons yeux et discerne fort bien les élémens des diverses combinaisons européennes. Il apprécie justement l'étendue que prendra du jour au lendemain le conflit de l'Allemagne et de l'Angleterre. Il annonce et il envisage sans timidité la guerre générale, la guerre immense, l'Europe ensanglantée, incendiée. Tant pis ! Et il n'hésite pas. Est-il au moins sûr de la victoire, pour cette Allemagne qu'il gonfle d'orgueil et de férocité ? Non ! Il proclame « qu'un peuple de soixante-cinq millions d'habitans, qui met en jeu toutes ses énergies pour s'affirmer et se maintenir, ne peut pas être vaincu ; » mais il n'a pas la certitude que l'Allemagne mette en jeu toutes ses énergies. La formidable préparation militaire de l'Allemagne, sa préméditation perpétuelle, ne suffit pas à le conforter. Il loue ce qu'on fait, il veut

qu'on fasse davantage. « Malheur à ce peuple, s'il s'en remet à l'apparence de la force ou s'il se contente de demi-mesures, par suite d'une fausse appréciation des puissances adverses, s'il attend de la fortune ou du hasard ce qui ne peut-être atteint que par l'effort et l'exaltation de la volonté ! » Il s'indigne à l'idée que certains Allemands sont un peu tièdes, un peu mols et nonchalans et volontiers se contenteraient, pour en jouir, des richesses que l'Allemagne a déjà réunies. Avec de telles gens, il n'ose pas compter sur la victoire. Et, parmi de telles gens, ne dénigre-t-il pas le gouvernement, — si pacifique ! — ce gouvernement qui lésine sur les dépenses de la guerre, qui n'enrôle pas toute la nation, qui perd son temps à bavarder avec les chancelleries ? Enfin, Bernhardi examine le groupement des peuples. Il met en balance la Triple Entente et la Triplice ; et la première lui paraît mieux unie que la seconde. L'Italie ne lui inspire pas une confiance à toute épreuve : il est tout prêt à l'accuser d'ingratitude. Et, quant à la remplacer par la Turquie, il avoue que l'empire des Sultans est malade. L'Autriche ? Il ne la dédaigne qu'à moitié. Bref, « si nous réussissons à empêcher la collaboration de nos ennemis, à prévenir leurs attaques par la hardiesse de l'offensive et à les battre isolément, nous avons le droit d'espérer la victoire finale. » Espérer la victoire, ce n'est pas la tenir. Et ces pangermanistes qui auront, sur la seule espérance de la victoire, déclaré la guerre au monde, que répliqueront-ils, le jour de l'échéance, aux reproches de leurs compatriotes, à la rancune désespérée de leur patrie ?

Bernhardi répliquera que la guerre était, non pas inévitable seulement, nécessaire. Il a vu l'Allemagne dans cette alternative : hégémonie mondiale ou décadence. Il a redouté la décadence ; il a désiré passionnément l'hégémonie mondiale : et il ne s'est pas figuré qu'il y eût, pour l'Allemagne, une possibilité de vie opulente et glorieuse, auprès de ses voisines. En d'autres termes, l'instinct qui l'excite, c'est le vieil instinct de la Germanie, que Grégoire de Tours appelait, il y a quatorze siècles, une race de proie. Au fond du pangermanisme le plus savant subsiste l'ancienne voracité des Germains. Voilà le principe créateur de toute la théorie ; et la théorie n'est que l'ornement. Les hordes germaines qui se sont ruées sur le monde romain cédaient plus naïvement à leur impulsion. Dans le monde moderne et dans une Europe déjà occupée tout entière, où la Germanie fut longtemps bridée, il a fallu recourir à des astuces, pour tromper la vigilance des gardiens ; et il a fallu, parmi des sociétés humaines plus sensibles (selon le mot de Bernhardi) aux droits des peuples, déguiser la barbarie

sous des dehors présentables : il a fallu créer une idéologie de la voracité. C'est là tout le pangermanisme. D'abord, on affirme la supériorité de la race ; on vante les services qu'elle a rendus à l'univers. La Germanie a libéré les âmes... Quoi?... N'a-t-elle pas fait, à elle seule, la Réforme? Et la Réforme, n'est-ce pas la conquête de la liberté religieuse, de la liberté mentale et, pour tous les temps à venir, la condition même de tout progrès? « Cet événement éleva d'un seul coup la nation allemande au rôle de guide de l'humanité. » L'Allemagne pouvait s'en tenir là. Elle avait donné à l'humanité Luther : elle lui donna Emmanuel Kant, dont la doctrine sera dorénavant « la base de toutes les spéculations de l'esprit... » Non : et Bernhardi a tort de ne pas demeurer dans le domaine de sa compétence... D'ailleurs, il ne s'attarde pas auprès de Kant ; il va vite, et même il se rue à cet axiome : « Les actes les plus décisifs de l'esprit, qui ont acquis une importance universelle, sont nés du génie allemand... » Ce n'est pas vrai ; si Bernhardi ne le sait pas, il aurait dû s'informer. A force de répéter qu'ils sont le suc et la fleur du genre humain, les pangermanistes ont fini par le croire. Le plus difficile serait de le faire croire au genre humain. Leur infatuation les engage à mépriser tout l'univers. « Loin de nous (s'écrie Bernhardi, en train d'éloquence et de courtoisie, la pensée de rabaisser les autres peuples !... » Mais il accuse les Polonais et les Russes de n'être pas civilisés : le slavisme lui est un objet de dégoût. L'Angleterre, il l'accuse d'égoïsme : ne rêve-t-elle pas d' « opprimer » toutes les nations ? et un pangermaniste ne tolère pas ce rêve, chez les autres. La France ? quand Bernhardi parle de « régler définitivement notre compte avec la France, » il est gai. Une « minuscule Belgique » ne l'intéresse pas.

L'excellence de la Germanie rend, à ses yeux, légitime et sainte l'ambition germanique. Les peuples qui entravent le déploiement de la Germanie sont les ennemis de la civilisation. Mais ils sont forts. Pour les réduire à l'impuissance, pour les empêcher de retarder les destinées humaines, il n'y a qu'un moyen : la guerre. Et, mise au service de la Germanie, — au service de l'humanité, — la guerre est légitime et elle est sainte. Il faut lire les pages que Bernhardi consacre au panégyrique de la guerre. Elles ne sont pas laides. Elles seraient plus belles si Bernhardi avait eu le courage de chanter tout bonnement son amour de la guerre, les « torrens de sang, » les tueries agréables et la chère dévastation. Malheureusement, il a eu de la vergogne et, au lieu de s'abandonner à son génie farouche, il a philo-

sophé. Au lieu de célébrer la guerre, il l'a défendue contre ses adversaires. Appelant Darwin à la rescousse, il a présenté la guerre comme un fait biologique ; il l'a fondée sur les lois dites de l'évolution. Seulement, l'évolutionnisme, il le connait beaucoup moins par les écrits de Darwin que par les contresens de son ami Hœckel, l'un des penseurs qui ont le plus regrettablement faussé le darwinisme, déjà tout plein d'erreur. Et les lois dites de l'évolution, — loi de la multiplication des espèces, — Bernhardi comme son ami Hœckel les conduit à gouverner une sorte de monisme, l'unité allemande, monisme pangermaniste.

Il y a ainsi de la confusion, de la sophistique et du badinage pédantesque dans toute la philosophie pangermaniste, dont *Notre avenir* est le brillant exposé. N'en soyons pas surpris : somme toute, il s'agissait de transformer en un système d'idées honorables les scandaleux appétits de la Germanie ; une pareille tâche demandait du faux-semblant. Voici la guerre : elle détraque tout le faux-semblant du système. Et l'on voit en plein la réalité : les appétits énormes des Germains.

Ce qui subsiste et ce qui se manifeste avec une intensité singulière, c'est l'opposition, nettement indiquée (à d'autres fins) par notre auteur, l'opposition de la Germanie et des autres peuples. Ceux-ci et celle-là ont à débattre une querelle qui ne souffre plus d'accommodement. Bernhardi réclamait pour l'Allemagne une « mission. » Et l'Allemagne, sans le vouloir, a donné aux autres peuples une mission, — mais une mission franche et qui n'a rien à cacher de ses projets ni de ses instrumens : — délivrer de la Germanie le monde, qui refuse d'être sa dupe et sa victime. Averti par un Bernhardi imprudent, le monde revendique ses droits, — positifs, moraux et biologiques, si l'on veut, — ses droits à la vie, contre une Allemagne de proie et de calamité. Hégémonie mondiale ou décadence? Bernhardi pose ainsi le problème. Et le problème est résolu : décadence.

André Beaunier.

CORRESPONDANCE

Nous recevons la lettre suivante :

16 mai 1915.

Mon cher Directeur,

Je viens de lire l'article, si pressant et si convaincant, de notre éminent confrère le professeur Charles Richet sur *la Dépopulation de la France*.

Que je sois d'accord avec lui sur le fond des choses, et à quel point je le suis, je n'ai pas besoin de le dire. Mais il me semble impossible de ne pas relever une phrase, qui contient une inexactitude et qui, bien involontairement, constitue presque une injustice.

M. Charles Richet écrit : « Mais ni le gouvernement, ni les académies, ni les parlemens, ni les journaux n'ont d'angoisse. »

Tout le monde sait que, depuis quelques années au moins, le mal et la menace n'ont pas laissé, en France, le Parlement et le gouvernement tout à fait indifférens. Mais je ne veux parler ici que des Académies, et seulement pour rappeler que l'Académie des Sciences morales et politiques, comme il était de son rôle et de sa fonction, a eu « cette angoisse. » Elle l'a prouvé doublement, dans ces dernières semaines, en adoptant les vœux rédigés par M. Colson en vue de « la tâche de demain, » et, il y a deux ans déjà, en me confiant, sur l'initiative de MM. Alexandre Ribot et Paul Leroy-Beaulieu, le soin de rechercher « les causes économiques, morales et sociales qui, dans les diverses régions de la France, contribuent à la diminution de la natalité. »

Si les circonstances m'ont empêché de pousser ce travail aussi vite que je l'aurais voulu et de lui donner la diffusion qu'il aurait dû avoir, il n'en reste pas moins que l'Académie a, dès à présent, entendu la lecture de mes cinq premiers rapports plus particulièrement consacrés aux départemens de Normandie. Elle vient d'ailleurs de me confirmer ma mission, en me chargeant d'étudier, cette année, la Bretagne, et de tâcher de voir pourquoi, à si peu de distance, les mêmes causes paraissent ne point produire, ici et là, les mêmes effets.

Veuillez agréer, mon cher Directeur, l'expression de mes sentimens affectueusement dévoués.

CHARLES BENOIST.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'entrée en ligne de l'Italie, à côté de l'Angleterre, de la Russie et de la France, la conversion de la Triple-Entente en Quadruple-Entente ou plutôt en Quadruple-Alliance, est l'événement à la fois politique et militaire le plus considérable qui se soit produit depuis le début de la guerre. Les conséquences en seront importantes, et à ceux qui en douteraient nous rappellerons l'effort énergique, puissant, presque désespéré qu'ont fait l'Allemagne et l'Autriche pour en conjurer le danger. Sous la pression de l'Allemagne, l'Autriche s'est montrée finalement disposée à faire à l'Italie des concessions qui dépassaient sensiblement ce qu'on pouvait en attendre et c'est à cela qu'on peut mesurer la gravité des préoccupations qui assaillaient les esprits à Vienne et à Berlin. Mais l'Autriche, fidèle aux habitudes, aux traditions qui depuis longtemps déjà ont amené sa décadence, s'est décidée trop tard : l'Italie, désespérant de s'entendre avec elle, avait pris d'autres engagemens et s'y est tenue avec fermeté. Elle a d'ailleurs fort bien compris que si l'appréhension de la défaite pouvait déterminer les deux empires aux sacrifices nécessaires, seule cette défaite les rendrait définitifs, et elle a pris son parti en conséquence. Depuis le commencement jusqu'à la fin de la négociation, sa politique a été conduite avec une véritable maîtrise ; pas une faute n'a été commise, pas une fausse manœuvre n'a été faite et le dénouement a eu lieu à l'heure choisie. Une fois de plus la diplomatie latine, prévoyante, fine et souple, l'a emporté sur la diplomatie teutonne et sur ses lourds procédés. C'est un premier succès pour l'Italie et le gage de ceux qu'elle remportera demain.

Nous avions pressenti et fait pressentir sa détermination : depuis quelques semaines, elle y marchait visiblement. Des obstacles, toutefois, devaient surgir sur sa route : M. Giolitti s'est chargé de les dresser. Il y a quelques mois, M. Giolitti était l'homme le plus influent, le

plus puissant de l'Italie. De nombreux succès, remportés, il est vrai sur le petit théâtre où se font et se défont les combinaisons parlementaires, avaient mis la Chambre dans sa main et il semblait par là tenir le pays lui-même. Mais il n'est pas l'homme des grandes circonstances et celles qui sont survenues l'ont été trop pour lui. Nul n'est plus adroit à manœuvrer entre les partis, à leur donner à tous des satisfactions partielles et successives, à faire les petites affaires des hommes qui les composent, à assurer leur élection par des procédés dont il n'a pas le secret, car ils sont très connus, mais dont il use mieux que personne. Il est obligeant et a beaucoup d'obligés, mais, entre eux et lui, le lien de la reconnaissance ne saurait résister à une tension un peu forte et celle qui s'est produite aurait brisé les câbles les plus solides. Si M. Giolitti avait été un autre homme, il aurait alors suivi le mouvement et même il en aurait pris la direction Malheureusement il n'a pas mieux compris son intérêt que celui du pays. Depuis plusieurs semaines, il avait quitté Rome; il y est revenu au dernier moment, comme s'il avait cru que sa présence seule allait tout changer et qu'il lui suffirait de dire : Me voilà ! pour que tout l'échafaudage politique construit en dehors de lui s'effondrât aussitôt. Au premier moment, les apparences lui ont donné raison. Le monde a assisté à un spectacle singulier, bien fait pour mettre dans les esprits de l'hésitation et du trouble. Toutes les portes se sont ouvertes devant M. Giolitti. Il a eu de longs conciliabules avec le Roi et ses principaux ministres. L'opinion s'en est émue et bientôt elle s'est déchaînée avec une violence extrême; les amis de M. Giolitti ont été menacés ; sur plusieurs points de la péninsule, l'ordre a été gravement troublé. L'orage a grondé avec un bruit plus redoutable encore, lorsqu'on a appris que M. Salandra avait donné sa démission au Roi. L'Italie avait mis sa confiance et ses espérances dans ce ministre qui, depuis le commencement de la crise, avait montré tant de prévoyance et de sang-froid. Allait-il vraiment disparaître? Allait-il céder la place à M. Giolitti? Allait-on avoir un ministère de conciliation et de transaction, au moment où le pays avait plus que jamais besoin d'une politique énergique et allant droit au fait? Une telle défaillance aurait été une abdication. Nous sommes convaincu que le Roi n'en a jamais eu l'idée ; mais, pour éclairer la situation, il devait consulter quelques parlementaires éminens et il y a procédé. C'est ainsi qu'il a fait appeler M. Marcora, le vénérable président de la Chambre, un héros de la grande époque. De toutes ces consultations est résulté le maintien au pouvoir de M. Salandra, et l'Italie a respiré.

M. Giolitti est reparti pour le Piémont en évitant de se montrer. Combien aurait-il mieux fait de ne pas le quitter !

Il faut le dire à son honneur, ce qui a particulièrement froissé et indigné l'Italie dans cette affaire, c'est qu'elle a senti qu'une pression avait été tentée sur elle par une intrigue combinée avec un gouvernement étranger. M. de Bülow, ayant joué et perdu sa dernière carte, avait fait appel au concours de M. Giolitti et lui avait livré le secret des dernières propositions de l'Autriche : on a même dit qu'à ce moment le gouvernement ne les connaissait pas encore. Que ce dernier fait soit exact ou non, peu importe : il ne paraît pas douteux qu'il y a eu entente entre M. Giolitti et M. de Bülow contre le ministère et sa politique, et c'est plus que la dignité de l'Italie ne pouvait supporter. Le *Corriere della Sera* a exprimé avec véhémence un sentiment qu'il était en effet difficile de contenir. « Nous ne tolérerons pas, a-t-il dit, que les envoyés de l'Allemagne et de l'Autriche viennent intriguer pour faire et défaire nos ministères : nous préférons tout à l'humiliation. » M. Guglielmo Ferrero a dit les mêmes choses dans le *Secolo*, avec l'autorité qui lui est propre. « Comme il était désormais trop tard, a-t-il écrit, pour faire de nouvelles propositions au ministère, le prince de Bülow s'est entendu avec un groupe d'hommes politiques désireux de renverser le Cabinet pour prendre sa place, et de journalistes à son service. Il a réussi à renverser le Cabinet pour le moment, mais non pas à changer l'opinion publique. Ce sont là des méthodes dont la diplomatie européenne se sert à Constantinople et dont on se servait à Fez avant que le Maroc fût placé sous le protectorat de la France. L'ambassadeur qui aurait fait dans une capitale européenne quelconque ce que M. de Bülow a fait à Rome aurait dû être rappelé immédiatement, sur la demande de la Puissance auprès de laquelle il était accrédité. Cette crise formidable devra décider à la face du monde si l'Italie est disposée à tolérer que la diplomatie allemande la traite comme la Turquie et ne fasse pas de distinction entre Rome et Byzance. » Ce trait final flétrit la diplomatie allemande ; la mission de M. de Bülow en restera marquée dans l'histoire. Quant à l'influence allemande, ce qui pouvait en subsister encore en Italie en a disparu pour longtemps.

Le ministère Salandra-Sonnino est sorti fortifié de cette crise. La bourrasque a été violente, mais courte, et elle a éclairci et assaini l'atmosphère. Sans le faire exprès, M. Giolitti a rendu un grand service aux hommes qu'il a voulu renverser : il les a consolidés. Les manœuvres de ce genre doivent réussir du premier coup, faute de quoi,

elles se retournent contre celui qui les a tentées. Le lendemain, M. Giolitti est devenu l'homme que tous ses amis abandonnent. Nous exagérons : quelques-uns lui sont restés fidèles, une trentaine à la Chambre et deux au Sénat. La majorité réunie par le gouvernement a été imposante. Le projet de loi par lequel il demandait des pleins pouvoirs pendant la durée de la guerre a réuni, en effet, à la Chambre 407 voix contre 74. Il faut comprendre dans ce dernier chiffre 43 socialistes, qui étaient d'avance irréductibles. Ce qui montre à quel point le gouvernement a voulu laisser entière la liberté de la Chambre, c'est que le vote a eu lieu au scrutin secret.

Cette séance, dont la date restera une des plus importantes de l'histoire d'Italie, a eu lieu le 20 mai. Elle a été brève, mais très impressionnante et a fourni sur les négociations antérieures et sur la situation présente les renseignemens les plus précieux. Le gouvernement n'a rien caché, rien dissimulé de sa politique et jamais assemblée parlementaire n'a été mise mieux à même de voter en pleine connaissance de cause. C'est donc bien la volonté de l'Italie qui s'est exprimée ce jour-là. La Déclaration faite à la tribune par M. Salandra a été simple, grave, et d'une loyauté parfaite. Le président du Conseil a commencé par rappeler que, « depuis sa résurrection à l'unité d'État, l'Italie s'est affirmée parmi les nations comme un facteur de modération, de concorde et de paix. » Ce n'est pas qu'elle n'ait eu à subir des épreuves nombreuses et pénibles qui, plus d'une fois, auraient pu justifier de sa part une conduite différente. La Déclaration de M. Salandra nous aurait appris, si nous ne l'avions pas su, que le ménage de l'Italie et de l'Autriche a été fort loin d'être heureux. La plainte de l'Italie s'élève aujourd'hui devant le monde auquel elle n'a plus rien à cacher, et on se rend compte combien était exact et vrai le mot du comte Nigra à M. de Bülow : « L'Italie ne peut être qu'alliée ou ennemie de l'Autriche. » L'alliance était à la fois un frein et un bâillon : il fallait supporter beaucoup et se taire. « Étant donné la noblesse du but, dit M. Salandra, l'Italie a non seulement toléré le manque de sécurité de ses frontières, elle a non seulement subordonné à ce but ses aspirations nationales les plus sacrées, mais encore elle a dû assister avec douleur aux tentatives pratiquées méthodiquement pour supprimer ces caractères d'*italianité* que la nature et l'histoire avaient imprimés de façon ineffaçable sur des régions généreuses. » On voit combien de revendications et de griefs s'accumulaient sourdement dans l'âme italienne, et il faut convenir que l'Autriche, se sentant, se croyant doublement forte de

sa propre puissance et de celle de l'Allemagne, ne faisait rien pour alléger le poids des obligations qu'elle imposait à son alliée. Cependant celle-ci gardait son calme, — et attendait. La dernière goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'amertume a été l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie.

Les conditions de l'alliance obligeaient l'Autriche à ne rien entreprendre dans les Balkans sans s'être mise d'accord avec l'Italie ; elles ont été méconnues et violées. Pourquoi ? S'il y avait eu simple négligence, l'omission serait déjà grave, mais il y a eu à Vienne volonté formelle, arrêtée après réflexion, de se passer du consentement de l'Italie et de la mettre en présence d'un fait accompli. Pourquoi encore ? Parce que, l'année précédente, l'Italie avait été pressentie au sujet d'une intervention militaire, de l'Autriche en Serbie et qu'elle y avait opposé son *veto*. L'Autriche savait donc bien, en juillet 1914, que l'entreprise où elle s'engageait était contraire aux vues de son alliée, qui y voyait une atteinte à ses intérêts, et elle passait outre. Un tel acte déliait l'Italie de toutes les obligations de l'alliance : cependant elle ne l'a pas dénoncée tout de suite et s'est contentée de notifier sa neutralité. « Pendant de longs mois, a dit M. Salandra, le gouvernement s'est employé patiemment à rechercher un compromis restituant à l'accord la raison d'être qu'il avait perdue. » Quoi qu'on en ait dit, l'Italie n'a pas oublié en un jour une alliance qui avait duré trente ans ; elle a négocié longtemps, mais inutilement : elle s'est aperçue enfin que, du côté de l'Autriche, les négociations avaient un caractère nettement dilatoire et que l'écart entre les vues des deux pays ne serait jamais comblé. « Dès lors, dit M. Salandra, le gouvernement royal s'est vu forcé de notifier au gouvernement impérial et royal austro-hongrois, le 4 mai, le retrait de toutes ses propositions d'accord, la dénonciation du traité d'alliance et une déclaration de sa liberté d'action ; et, d'autre part, il n'était plus possible de laisser l'Italie dans l'isolement, sans sûreté et sans prestige, précisément au moment où l'histoire du monde traverse une phase décisive. » On est frappé avant tout dans ces quelques lignes de l'impression de droiture qui s'en dégage. M. Salandra y montre cette première et si rare qualité de l'homme d'État qui s'appelle le caractère. Il sait prendre une résolution et, après l'avoir prise, il l'exécute. M. Giolitti aurait tergiversé indéfiniment, laissé passer l'occasion favorable et, en fin de compte, mendié une aumône qu'on lui aurait peut-être dédaigneusement jetée. M. Salandra a rompu des négociations où il ne voyait ni bonne volonté, ni bonne foi, et dénoncé l'alliance. Il l'a

dit à la Chambre, et cette Chambre, qui était pourtant la créature de M. Giolitti, l'en a approuvé. Elle a éclaté en applaudissemens frénétiques lorsque M. Salandra a fait appel à ce que nous appelons en France l' « union sacrée » en face de l'ennemi. « Sans emphase et sans orgueil, a-t-il dit, mais comprenant la grave responsabilité qui nous incombe à cette heure, nous avons conscience d'avoir satisfait aux plus nobles aspirations et aux intérêts les plus vitaux de notre patrie ; en son nom et par dévouement pour elle, nous adressons notre appel fervent et ému au Parlement et, par delà le Parlement, au pays, pour que tous les dissentimens s'apaisent et que, sur eux, de tous côtés descende sincèrement l'oubli... A partir d'aujourd'hui, nous devons oublier toute autre considération et nous rappeler seulement celle-ci : être tous des Italiens, aimer tous l'Italie avec la même force et la même ferveur. » Ce sont là de nobles paroles : elles ont été entendues et le pays tout entier a vibré à l'unisson de son gouvernement. Les cris redoublés de : « Vive le Roi ! Vive l'Italie ! Vive l'armée ! » ont couvert les dernières paroles de l'orateur.

Cette date du 4 mai, qui est celle de la dénonciation de l'alliance, est la veille du 5, jour où a eu lieu la fête de Quarto, à laquelle le Roi et son gouvernement devaient se rendre et où ils ne sont pas allés. On comprend aujourd'hui une abstention qui avait étonné quand elle s'est produite. Évidemment, le gouvernement ne pouvait pas quitter Rome le 5 mai. Il pouvait croire, en effet, qu'à la notification de la rupture de l'alliance, l'Autriche répondrait par un acte non moins décisif et, qui sait? peut-être par une déclaration de guerre immédiate. Il a dû éprouver quelque surprise lorsqu'il a vu que, loin d'en venir aux mesures extrêmes, l'Autriche-Hongrie faisait des propositions transactionnelles un peu plus favorables que les précédentes : c'étaient celles sans doute que le prince de Bülow a portées directement à la connaissance de M. Giolitti. Il s'agissait, en somme, d'élargir encore un peu la frontière concédée du Trentin et de faire de Trieste une ville libre, autonome. On était encore loin de compte ; l'écart entre les vues respectives des deux gouvernemens restait encore trop grand pour que l'accord devînt possible ; mais cette démarche, faite *in extremis* par le gouvernement austro-hongrois, montre qu'il n'avait jamais cru et qu'il ne croyait pas encore à la volonté de rupture de l'Italie : nouvelle preuve du défaut de psychologie qui a caractérisé ce gouvernement depuis le début de la crise, qu'il a déchaînée peut-être sans bien savoir ce qu'il faisait. Le malheur de l'Autriche est de se décider toujours trop tard. L'Italie ne

pouvait plus accueillir ses offres, sans manquer à sa dignité, à son honneur, a même dit M. Salandra, — faisant peut-être allusion par là aux engagemens qu'elle avait déjà pris ailleurs.

Mais, pour bien comprendre les négociations qui ont eu lieu entre l'Italie et l'Autriche, il faut se reporter au *Livre vert*. Nous regrettons de ne pouvoir lui consacrer qu'une analyse un peu sommaire : elle sera toutefois suffisante pour édifier et éclairer nos lecteurs. C'est seulement le 9 décembre 1914 que le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, a été chargé de notifier au comte Berchtold que la marche de l'armée autrichienne contre la Serbie était un acte qui devait être examiné par les deux gouvernemens, conformément à l'article 7 de l'alliance. Cet article imposait à l'Autriche l'obligation, dont nous avons déjà parlé plus haut, de se mettre d'accord avec l'Italie pour toute intervention en Serbie et, subsidiairement, pour les compensations qu'entraînerait toute occupation territoriale, même temporaire. Il n'avait pas été tenu compte de la première obligation, et l'Italie ne pouvait plus guère y attacher qu'un intérêt rétrospectif, mais elle n'en insistait que plus fort sur la seconde, à savoir le principe des compensations. Son droit semblait incontestable : tel ne fut pourtant pas le sentiment du comte Berchtold. D'après lui, la guerre n'ayant pas eu de la part de l'Autriche un caractère agressif, il n'y avait pas lieu d'échanger des vues avec l'Italie. C'était un refus pur et simple d'entrer en négociations. Sur l'ordre de son gouvernement, le duc d'Avarna revint à la charge et enfin, le 20 décembre, le comte Berchtold se montra disposé à causer : il suivait en cela un conseil venu de Berlin. Le même jour, le prince de Bülow apparaît pour la première fois à Rome dans une conversation avec M. Sonnino, auquel il fait savoir que le but de sa mission est d'améliorer les bonnes relations entre l'Italie et l'Allemagne et sans doute aussi entre l'Autriche et l'Italie. Il reconnaît que celle-ci est parfaitement en droit de vouloir discuter la compensation qui lui sera consentie, lorsque l'Autriche aura obtenu quelques résultats déterminés. Attitude adroite de la part du prince de Bülow : il admet le principe des compensations, mais il en ajourne la réalisation. A ce moment, M. Sonnino paraît être un peu moins exigeant qu'il ne le sera plus tard : il avoue que le pays serait favorable à la neutralité, s'il pouvait obtenir satisfaction sur quelques-unes de ses aspirations nationales. Il ne dit pas encore sur toutes. Les deux interlocuteurs se séparent en bons termes. Mais le baron Macchio, ambassadeur d'Autriche à Rome, sur le point de partir pour Vienne et prenant congé

de M. Sonnino, émet l'avis que les mouvemens de l'Autriche contre la Serbie ne constituent pas l'occupation temporaire prévue par l'article 7 de l'alliance et que dès lors cet article ne saurait être invoqué. M. Sonnino proteste et fait remarquer qu'on a déjà nommé un gouverneur à Belgrade. C'étaient là les premières passes d'armes. Le 11 janvier, le baron Macchio, de retour de Vienne, cesse de combattre le principe des compensations et propose de les prendre en Albanie, mais très judicieusement M. Sonnino refuse de s'engager dans ce guêpier. Ce n'est pas là qu'il veut aller. Où donc? M. Sonnino le dit nettement au prince de Bülow, le 14 janvier : pour la première fois, il parle de Trente et de Trieste, à quoi l'ambassadeur d'Allemagne répond que l'Autriche aimerait mieux faire la guerre que de céder Trieste, mais il croit que l'Italie pourrait obtenir le Trentin, sans rien de plus.

Si la négociation avait fait un pas, c'était un bien petit pas. M. Sonnino se plaint, il se dit découragé, il ne conteste pas la bonne volonté de l'Allemagne, mais il ne croit pas à celle de l'Autriche, il ne veut pas être berné, et cette note pessimiste s'accentue encore chez lui lorsque le baron Burian, qui a remplacé le comte Berchtold, demande des délais pour répondre et objecte, en attendant, que l'Italie aurait dû se mettre d'accord avec l'Autriche avant de s'emparer de Vallona et des îles du Dodécanèse. Cette diversion est de mauvais augure. M. Sonnino achève de perdre le peu de confiance qui lui restait. On veut évidemment traîner les choses en longueur à Vienne, mais il ne se prêtera pas à ce jeu. Il déclare, le 12 février, que l'Italie, pour sauver sa dignité, retire toute proposition de discussion et que, se retranchant derrière l'article 7, elle considérera comme directement contraire à cet article toute action militaire qu'à partir de ce jour l'Autriche ferait dans les Balkans contre la Serbie, le Montenegro ou tout autre, sans entente préalable avec Rome. Cette fois, la négociation avait fait un pas en arrière. Le baron Burian refuse d'admettre le point de vue italien, et le duc d'Avarna écrit à son gouvernement qu'il n'y a plus d'illusion à se faire sur les dispositions de l'Autriche. Puisqu'il n'y a plus rien à ménager, on ne ménage plus grand'chose et M. Sonnino, après avoir rappelé ses griefs et ses prétentions déjà connues, déclare « vouloir une compensation immédiate du fait même du commencement de l'action militaire de l'Autriche dans les Balkans, indépendamment des résultats que cette action pourrait avoir, sans exclure cependant qu'on puisse stipuler d'autres compensations sous forme conditionnelle

et proportionnelle aux avantages que l'Autriche pourrait obtenir. »

C'était mettre celle-ci au pied du mur. On pouvait s'attendre à une révolte de sa part, mais point : elle continue d'accepter la discussion, tout en se refusant à l'abandon immédiat des territoires qui pourraient être concédés, et il est facile de voir qu'il y a là une divergence de vues qui restera irréductible. En vain M. de Bülow offre la garantie de l'Allemagne que la convention conclue sera loyalement exécutée : l'Italie préfère qu'elle le soit tout de suite, et elle y insiste. Finalement, car il faut en finir, M. Sonnino énumère ses demandes en les précisant. Elles portent sur le Trentin, avec une large rectictification de frontière à l'Est, et sur les îles Curzolari. Trieste, avec son territoire, c'est-à-dire la majeure partie de l'Istrie, deviendra un État indépendant, sur lequel l'Autriche renoncera à toute souveraineté. L'Italie occupera immédiatement le territoire cédé et l'Autriche évacuera Trieste et l'Istrie. Elle se désintéressera complètement de l'Albanie. Il n'y avait aucune apparence que ces conditions fussent acceptées à Vienne ; elles y sont, en effet, repoussées le 16 avril. Le Trentin, soit ; le reste, non ; l'Autriche ne sort pas de là. Inutile de négocier davantage : la cause était entendue. Le *Livre vert* se termine par la dépêche adressée par M. Sonnino au duc d'Avarna le 3 mai : c'est la rupture.

Tout donne à croire que la surprise n'a pas été moins grande que l'indignation à Berlin et à Vienne. On sentait bien que l'Italie s'émancipait peu à peu, mais on ne croyait pas qu'elle irait jusqu'à se détacher tout à fait et surtout jusqu'à se tourner contre les deux Empires du Centre. On était habitué depuis longtemps à la tenir dans une certaine dépendance, et on ne se rendait pas compte des sentimens qu'elle en éprouvait. Il a fallu qu'elle les exprimât elle-même dans la Déclaration de M. Salandra, pour que les yeux s'ouvrissent enfin. L'Italie avait fait beaucoup de sacrifices à la paix ; elle avoue aujourd'hui combien ils lui avaient été amers ; à quoi bon les continuer, puisque la paix n'existe plus, qu'elle a été troublée de parti pris par l'Autriche et par l'Allemagne et que la guerre couvre de feu et de sang presque toute l'Europe ? Chacun a repris le droit de songer avant tout à ses propres intérêts ; l'Italie en use ; qui pourrait le lui reprocher ? L'occasion qui s'offre à elle ne se représentera peut-être pas avant plusieurs siècles et, si les ambitions de l'Allemagne venaient à se réaliser, elle ne se représenterait jamais. L'Italie est essentiellement un pays politique ; elle ne pouvait pas se méprendre sur ce qui se passe dans le monde. On a dit avec raison que c'était le conflit entre deux

civilisations et, en effet, rien ne diffère plus de la civilisation latine que celle dont l'Allemagne veut imposer la pesante hégémonie à l'univers. Si elle y réussissait, bien des choses périraient auxquelles l'Italie tient autant que nous, car elles sont nées chez elle et sa glorieuse histoire lui en a confié le dépôt : elle en est responsable devant l'humanité. Quoiqu'elle n'en ait rien dit, ces hautes considérations n'ont vraisemblablement pas été étrangères aux résolutions qu'elle a prises, mais d'autres encore ont agi sur sa volonté. Elle veut compléter son unité morale par son unité territoriale et ethnique, et jamais aspiration n'a été plus légitime. C'est une heureuse circonstance pour nous, France, Russie, Angleterre, et pour l'Italie elle-même assurément, que d'aussi grands intérêts nous aient intimement rapprochés les uns des autres. Cela réveille dans les esprits de grands souvenirs et y fait naître de grandes espérances. La victoire des Alliés, qui était certaine, devient par là non pas peut-être plus facile, mais plus rapide, plus prochaine. Nous ne nous illusionnons pas sur les difficultés qui restent à vaincre ; elles sont grandes ; mais nous les combattrons avec une force accrue et, sinon avec plus d'énergie, ce qui serait impossible, au moins avec plus d'entrain. La nouvelle de l'entrée en ligne de l'Italie a réjoui les tranchées où nos soldats se battent depuis six mois avec une si vaillante ténacité. Les drapeaux italiens ont paru sortir partout de dessous terre et ont couronné les talus d'une lumière joyeuse ; on sentait venir des amis, presque des frères. Nous sommes un peuple heureusement incorrigible : rien ne nous empêchera jamais de joindre du sentiment à la politique. D'autres se défendent de le faire : si c'est vraiment une faiblesse, nous y céderons toujours. Ce sentiment s'est exprimé avec une grande noblesse, une large et forte éloquence, dans la dépêche que M. le Président de la République a adressée au roi d'Italie, dans les discours que les présidens de la Chambre et du Sénat ont prononcés à l'ouverture de la séance qui a suivi la déclaration de guerre de l'Italie, dans ceux de M. le président du Conseil. Députés et sénateurs se tournaient vers la tribune diplomatique pour applaudir l'excellent ambassadeur d'Italie, M. Tittoni. On sentait le besoin de fraterniser par-dessus les Alpes. On était heureux d'être alliés.

En attendant la victoire militaire qui se prépare, félicitons-nous de la nouvelle victoire politique et diplomatique remportée sur l'Allemagne et sur l'Autriche. Les noms de M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, et de M. Camille Barrère, notre ambassadeur à

Rome, se présentent ici à la fois à notre pensée. Grâce à sa longue durée au ministère des Affaires étrangères, M. Delcassé a pu y conduire à bon terme une œuvre considérable : l'événement d'hier en est la consécration éclatante. Quant à M. Barrère, il a été depuis quinze ans l'agent le plus intelligent et le plus actif de la politique dont il vient enfin d'assurer le succès. Il a marché au but qu'il s'était donné avec un courage moral que rien n'a pu abattre, et Dieu sait pourtant toutes les difficultés qu'il a rencontrées sur sa route ! La petite politique est venue trop souvent en travers de la grande, mais rien ne l'a détourné de celle-ci, il l'a toujours pratiquée, il l'a maintenue au-dessus des incidens qui auraient pu l'entraver ou l'obscurcir, il n'a pas cessé d'avoir confiance et il l'a inspirée aux autres. Quand le prince de Bülow est arrivé à Rome avec le fracas que l'on sait, on s'est demandé quel serait le dénouement du duel qui allait s'engager ; on le sait maintenant. Les armes employées de part et d'autre n'étaient pas les mêmes ; les nôtres l'ont emporté. Le motif véritable est que nous avons agi dans le sens des vrais intérêts de l'Italie, au lieu de prétendre la contraindre et la forcer. Nous avons respecté sa liberté, sa dignité, et nous nous en sommes remis à elle-même du soin de décider. Elle l'a fait au moment opportun, ni trop tôt pour elle, car elle avait besoin de se préparer, ni trop tard pour nous, car il reste encore beaucoup à faire. Elle l'a fait avec un tact supérieur et, s'il est permis de le dire, une perfection de doigté dans l'exécution que les bons connaisseurs doivent apprécier. Honneur à tous ceux qui ont contribué à ce dénouement !

L'intérêt qui s'attache à l'entrée en scène de l'Italie est trop grand pour que nous ne lui ayons pas consacré toute notre chronique. Nous devons cependant mentionner deux événemens de caractère très différent qui se sont produits ces derniers jours : l'un est la note que M. le Président des États-Unis a adressée à l'Allemagne à la suite du crime commis contre le *Lusitania*, l'autre le remaniement du Cabinet anglais.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la note américaine, puisque le gouvernement allemand devra y faire une réponse. Qu'il nous suffise de dire aujourd'hui que le président Wilson réprouve absolument l'emploi des sous-marins contre les navires de commerce, qu'on ne peut torpiller sans condamner à mort des victimes sans défense, qui ne sont pas des combattans et doivent rester étrangères à la guerre. La note met le gouvernement allemand en demeure de

renoncer à de semblables pratiques. En voici la conclusion : « Le gouvernement impérial allemand n'aura pas à espérer que le gouvernement des États-Unis négligera de réclamer ou d'avoir recours à tout acte nécessaire à l'exécution de son devoir sacré, qui est de soutenir les droits des États-Unis et de ses citoyens, et d'en sauvegarder le libre exercice et la jouissance. » La pensée de M. Wilson est très claire et l'expression n'y a pas fait défaut. A l'exception des Américains-Allemands, l'Amérique tout entière s'est rangée autour de son président. Elle attend, nous attendons avec elle la réponse de Berlin.

Quant au Cabinet anglais, il a senti le besoin d'admettre dans son sein des représentans de l'opposition. Cela ne s'était jamais fait en Angleterre ; cette nouveauté est en dehors de toutes les traditions ; mais la responsabilité qui pesait sur le gouvernement était lourde, et la censure l'en défendait assez mal. Une fois sa résolution prise, M. Asquith l'a exécutée largement. L'opposition a demandé huit portefeuilles, il les lui a donnés, et les hommes les plus considérables du parti conservateur, M. Balfour, lord Lansdowne, M. Bonar Law, sir Ed. Curzon, M. Austen Chamberlain sont entrés dans le ministère. Un socialiste, M. Henderson, a été mis à l'Instruction publique, ce qui est une affectation un peu imprévue, mais n'a sans doute pas grande importance en ce moment. Lord Kitchener reste heureusement à la Guerre, mais on a mis M. Lloyd George à la tête d'un ministère nouveau, qui sera chargé des munitions de guerre. M. Asquith reste naturellement Président du Conseil et sir Ed. Grey ministre des Affaires étrangères. Il ne serait pas juste de dire que, dans les circonstances actuelles, le ministère d'hier n'était qu'un ministère de parti ; le sentiment de son devoir s'élevait beaucoup plus haut ; mais celui d'aujourd'hui, réunissant les forces de tous les partis, est un ministère vraiment national.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LA NEUTRALITÉ BELGE

ET

L'INVASION DE LA BELGIQUE

I

La violation de la neutralité de la Belgique a fait éclore déjà toute une floraison de livres, de brochures, d'articles de journaux et de revues. Les uns flétrissent avec indignation, les autres défendent avec impudence l'acte du gouvernement allemand. Les commentaires, publiés à cette occasion, des traités du 19 avril 1839 ont appris à beaucoup de Belges qui l'ignoraient la véritable signification de la neutralité permanente de leur pays. Elle n'était pas un bienfait du ciel concédé au nouvel État, qui s'était constitué lui-même après le soulèvement des provinces flamandes et wallonnes contre la maison d'Orange. En le reconnaissant comme royaume indépendant et en lui garantissant la jouissance d'une neutralité perpétuelle, les cinq Puissances qui faisaient alors la loi à l'Europe lui avaient donné un caractère spécial, comme s'il eût été une invention de leur diplomatie (1). La neutralité de la Belgique devait bien la préserver des convoitises de ses voisins, mais elle était destinée aussi à servir les intérêts des grandes Puissances par la conservation de l'équilibre européen. Ainsi était réparée la brèche faite à l'œuvre du congrès de Vienne, lorsque, sous l'effort des Belges, s'était effondrée la création artificielle du royaume des Pays-Bas.

(1) Voyez le livre si documenté et si concluant de M. Waxweiler : *La Belgique neutre el loyale;* Payot et Cie, Paris et Lausanne.

Nous assurer indéfiniment les avantages de la paix, c'était nous imposer en même temps des devoirs égaux envers chacun des garans de notre neutralité, nous interdire par conséquent de nous laisser entraîner par des calculs personnels ou des intérêts politiques vers aucun d'eux en particulier. Les signataires belges des traités de 1839 n'avaient pas compris autrement les devoirs d'un État perpétuellement neutre et leur adhésion attestait que leurs successeurs s'y conformeraient toujours. Tous les Belges sont convaincus qu'aucun de leurs ministres depuis lors n'a failli aux engagemens qui portent la signature de ses loyaux prédécesseurs.

Il y a plus de vingt-cinq ans, le roi Léopold II, sur la production de documens fabriqués par deux faussaires, Mondion et Nieter, fut accusé avec persistance par des publicistes parisiens, non dépourvus d'autorité, d'avoir conclu une convention secrète avec l'Allemagne contre la France. Combien ces écrivains connaissaient mal notre Roi et ses véritables sentimens à l'égard de nos inquiétans voisins de l'Est! Peu de chefs d'État avaient percé à jour mieux que lui leurs ambitions encore inavouées. Avec sa merveilleuse connaissance des hommes, il avait lu, comme dans un livre ouvert, dans le caractère changeant et dominateur de Guillaume II. Une des dernières recommandations qu'il me fit l'honneur de m'adresser fut de me défier, quand j'irais en Allemagne, des amabilités allemandes. Les imputations contre la parfaite loyauté du second roi des Belges s'éteignirent d'elles-mêmes, telles qu'un feu sans aliment, une fois qu'il eut recommencé ses visites, longtemps interrompues, à Paris, où l'on apprit à le mieux connaître.

Un traité secret d'alliance militaire était-il, en pratique, impossible à conclure par un souverain belge? Nous avons appris, au début de cette guerre, qu'il en existait un entre le roi de Roumanie et l'empereur d'Autriche, dirigé contre la Russie et approuvé, chaque fois qu'il avait besoin d'être renouvelé, par le premier ministre roumain, libéral ou conservateur. Du temps que je représentais le gouvernement belge à Bucarest, l'existence de ce traité était niée ou affirmée avec une égale énergie par plusieurs de mes collègues. Le ministre de Russie, M. de Fonton, n'y voulait pas croire; c'est le seul point sur lequel il ne s'accordait pas avec son ami et allié, M. Arsène Henry, le représentant de la France. Le traité n'en était pas moins très

réel, mais son existence cachée n'a pas supporté l'épreuve de la lumière. Le roi Carol n'avait pas outrepassé son droit constitutionnel en signant cette convention inutile, comme le prouvait le contre-seing du ministre responsable. Pourquoi ce qui est permis en Roumanie ne l'était-il pas en Belgique?

Pour une raison péremptoire : la Roumanie n'est pas un État neutre comme la Belgique. Le roi Carol pouvait choisir ses alliances secrètes, suivant les calculs de sa politique ou les impulsions de son atavisme, un roi des Belges ne le pouvait pas. Les actes diplomatiques sanctionnés par nos Princes ont toujours été accomplis en plein soleil. A supposer, ce qui serait faire injure à sa mémoire, que le roi Léopold n'eût pas voulu observer les traités de 1839, ou que le roi Albert, qui est l'honneur même, ait eu une pensée aussi noire, ni l'un ni l'autre n'aurait trouvé de ministre pour contre-signer une convention occulte avec la France, l'Angleterre ou l'Allemagne. Sans la signature d'un ministre belge responsable, aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet, dit formellement l'article 64 de notre constitution. Un traité revêtu seulement du seing royal n'aurait été qu'un de ces chiffons de papier immortalisés par M. de Bethmann-Hollweg.

Un traité secret, alors que notre gouvernement délibère, discute, agit au grand jour, sous le contrôle vigilant de l'opposition parlementaire et de l'opinion publique! Une convention militaire, négociée pour la défense du pays, — ce qui ne dépasserait pas le droit, d'après la doctrine courante, d'un État neutralisé, — mais en opposition avec la conviction enracinée chez nous jusqu'ici de la vertu souveraine de notre neutralité! Un engagement mystérieux, contraire à l'esprit amical et confiant qui présidait à nos relations avec chacune des Puissances garantes! Pas un des hommes d'État qui ont eu l'honneur de succéder aux Frère-Orban, aux Malou, aux Beernaert, nos grands ministres d'autrefois, n'aurait consenti, j'en suis persuadé, à y apposer sa signature.

II

A deux reprises, durant ces dernières années, des attachés militaires britanniques à Bruxelles ont fait *motu proprio* des démarches auprès d'officiers supérieurs belges, à l'effet de savoir

si nous avions envisagé, au cas d'une guerre européenne, l'éventualité d'une marche en avant de l'armée allemande, cherchant à se frayer un passage à travers la Belgique, et si nos moyens de résistance étaient suffisans.

En 1906, le lieutenant-colonel Barnardiston eut plusieurs entretiens avec le général Ducarne, chef de notre état-major, au sujet de la coopération d'une armée anglaise à la défense de notre territoire; c'était au lendemain de la première alerte, causée par la politique, grosse de menaces, de l'Allemagne dans la question marocaine. Le général belge n'avait pas de motifs pour se refuser à ces conversations privées, strictement confidentielles et militairement intéressantes. Mais il n'avait pas non plus reçu le mandat de les poursuivre au nom du gouvernement du Roi. Il en adressa un rapport écrit à son chef, le ministre de la Guerre, après qu'elles eurent pris fin. Son travail contient en marge cette annotation capitale, omise à dessein par les autorités allemandes dans le texte du document, quand elles en ont publié l'automne dernier la traduction : « L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne. »

Le gouvernement belge ne laissa pas que d'être très surpris de l'initiative prise par l'attaché militaire anglais, mais il n'était pas en son pouvoir d'empêcher un officier étranger d'exprimer des craintes personnelles sur les intentions hostiles d'un gouvernement voisin et ami de la Belgique. Toujours confiant dans la garantie donnée depuis 1839 à notre neutralité par les Puissances, au nombre desquelles figurait la Prusse, c'est-à-dire aujourd'hui l'Allemagne, fille de l'État prussien et héritière de ses obligations, il résolut de laisser sans aucune suite les confidences du lieutenant-colonel Barnardiston. Celui-ci avait rapporté les idées de l'état-major anglais; ses conversations, — il le reconnaissait lui-même, — ne pouvaient pas lier son gouvernement. Vous remarquerez que les officiers britanniques voyaient très clair dès cette époque, dans les projets de l'Allemagne. L'invasion de la Belgique a été un fait de guerre prévu à Londres depuis dix ans.

Quelques années après, en avril 1912, le lieutenant-colonel Bridges, autre attaché militaire anglais à Bruxelles, eut un entretien sur le même sujet avec le général Jungbluth, qui dirigeait alors notre état-major. Cette démarche prouverait, s'il en

était besoin, l'inexistence d'un engagement secret antérieur entre l'Angleterre et notre pays. Tout en causant, l'Anglais exprima l'opinion que le devoir de son gouvernement serait de débarquer des troupes en Belgique, même si leur concours n'était pas sollicité. C'est la pure doctrine du droit des gens, d'après laquelle l'intervention de l'État garant doit se produire d'office, s'il la juge nécessaire, et même malgré l'opposition de l'État neutre. A cette prétention, le général Jungbluth opposa aussitôt la thèse qui a toujours été soutenue par les autorités belges : le consentement préalable de la Belgique est indispensable. Le lieutenant-colonel Bridges n'insista pas, et les choses en restèrent là.

Le gouvernement belge, averti par un rapport du chef de l'état-major, ne le chargea pas de continuer la conversation. Pas plus en 1912 qu'en 1906, il n'y a eu de convention conclue ni même discutée entre la Belgique et l'Angleterre, ou entre la Belgique et la France, qui ne nous avait pas offert son aide militaire pour défendre notre neutralité. Le gouvernement belge, d'autre part, n'avait pas à informer le Cabinet de Berlin de ces entretiens privés. Assez de causes de dissentimens existaient entre les grandes Puissances nos voisines, sans qu'il vînt jeter entre elles un nouvel élément de suspicion, un nouveau brandon de discordes, consistant dans les propos d'attachés militaires étrangers, sans doute très zélés!

Je dirai en passant, — détail encore inédit, — que le général Jungbluth, invité à assister cette même année aux manœuvres de l'armée anglaise, où, par l'ancienneté de son grade, il aurait occupé la première place parmi les officiers étrangers, crut devoir décliner cette invitation. Il ne fallait pas qu'on pût interpréter au dehors la présence du général en Angleterre comme l'indice, si faible fût-il, d'une entente entre les états-majors des deux pays. Quel excès de scrupules, pensera-t-on aujourd'hui!

Une année auparavant (novembre 1911), le gouvernement belge avait communiqué à son ministre à Berlin, le comte Greindl, un travail sur les mesures à prendre, en cas de guerre franco-allemande. Mon prédécesseur avait émis l'avis qu'il convenait d'envisager, entre autres hypothèses, celle d'une entrée des forces anglaises ou françaises en Belgique. Réponse très naturelle de la part d'un vieux diplomate, à qui cinquante années d'une carrière exceptionnellement utile à son pays

avaient laissé, outre une expérience consommée, un certain scepticisme à l'endroit des grandes Puissances. Les unes comme les autres lui paraissaient à craindre, quand leurs intérêts ennemis menaçaient la libre existence des petits États.

Voilà les griefs, cent fois ressassés depuis des mois, qu'a brandis le gouvernement allemand, afin de se justifier et de laisser croire au monde civilisé que la Belgique avait la première manqué aux devoirs d'un État neutre et traité dans l'ombre avec l'Angleterre et la France. La clameur d'indignation qui salua en Europe, et surtout aux États-Unis, l'envahissement de notre pays, avait déconcerté le chancelier et son entourage. Comment légitimer cette brutalité de traitement, aggravée par les crimes d'une soldatesque effrénée? Des fouilles persévérantes, pratiquées dans les archives des ministères belges, amenèrent la découverte, parmi les papiers de l'état-major, des rapports Ducarne et Jungbluth, ainsi que d'une copie de celui du comte Greindl. Trouvaille inespérée! Vite la *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'empresse de la communiquer au public, en se plaignant que la Belgique eût fait une convention militaire avec l'Angleterre et la France, sans en donner avis à l'Allemagne et sans en proposer une autre du même genre à cette Puissance, en prévision d'une agression française ou anglaise. L'organe de la Wilhelmstrasse, ne pouvant fournir de la convention aucune preuve, pour la bonne raison qu'elle n'existait pas, se permit d'altérer le rapport Ducarne en traduisant le mot conversation dans cette phrase : « Notre conversation est confidentielle, » par « Abkommen, » qui signifie convention. Grâce à ce faux, la crédulité germanique, accoutumée à accepter les yeux fermés tout ce qui porte l'estampille du gouvernement, n'a plus voulu douter de la traîtrise de la Belgique. Des jurisconsultes teutons ont publié à cette occasion de pesantes consultations contre notre malheureux pays, qu'il ne suffit pas de saccager et de détruire : on le veut encore déshonorer.

Si bien que le chancelier ne craignit pas de soutenir devant le Reichstag, quelques mois plus tard, qu'il avait déjà, le 4 août, des indices de la trahison de notre gouvernement envers l'Allemagne, avant d'en posséder des preuves écrites. Est-il croyable que, dans son discours du 4 août, il n'ait pas soulagé sa conscience de tout remords en parlant de ses soupçons ? Est-il compréhen-

sible que M. de Jagow, lorsque je suis allé lui demander l'explication de l'attentat exécuté contre la Belgique, ne m'ait pas jeté au nez les fameux indices relatifs à nos méfaits, au lieu de reconnaître l'irréprochabilité de notre conduite? Entré résolument dans la voie du mensonge, afin de repêcher du naufrage l'honneur de son pays, M. de Bethmann-Hollweg y a fait rapidement des progrès étonnans. A des journalistes américains, débarqués à Berlin à la recherche de la vérité sur les horreurs de cette guerre, il a eu le triste courage de raconter que des jeunes filles belges, après les premiers combats, s'amusaient à crever les yeux des blessés allemands (1). Avait-il vraiment conscience de l'infamie de cette accusation sans preuves? Toute l'honnêteté privée du philosophe de Hohen-Finow ne le lavera pas de ses calomnies politiques.

Pas n'est besoin d'ajouter que le gouvernement britannique n'a jamais eu l'intention de violer la neutralité de la Belgique en y envoyant des troupes, aussi longtemps que cette neutralité aurait été respectée. Cela ressort clairement d'une dépêche, rendue publique aujourd'hui, qui fut écrite au mois d'avril 1913 par sir Ed. Grey au ministre d'Angleterre à Bruxelles, pour être communiquée au ministre des Affaires étrangères.

III

Depuis l'avènement du roi Albert jusqu'à la violation du territoire belge, l'attitude de l'Allemagne envers la Belgique a toujours semblé amicale. Toutefois, dans des déclarations qu'il fut amené à faire au sujet du respect de notre neutralité, le Gouvernement impérial s'attacha à endormir nos inquiétudes, quand elles s'éveillaient malgré nous, sans se compromettre par des assurances trop formelles.

L'Allemagne avait reconnu, une des premières, l'annexion du Congo à la Belgique. Quel meilleur témoignage, dira-t-on, pouvait-elle lui donner de sa bienveillance? Reste à savoir si cet empressement n'a pas été un calcul très réfléchi. Le Congo, annexé à un État faible, était une proie plus facile à saisir un jour que s'il était venu doubler l'empire africain de la France, en vertu du droit de préemption, consenti par le roi Léopold à

(1) Communication faite par le chancelier le 6 septembre 1914 aux représentans des grandes agences américaines, United Press et Associated Press.

la République. Dans le cas, présumable aussi, d'un partage de l'État indépendant, par suite de la répugnance qu'aurait pu montrer la Belgique et peut-être aussi la France à s'embarrasser d'une charge aussi lourde, qui sait si l'Allemagne aurait réussi à s'adjuger les plus riches morceaux? Il était donc habile d'encourager, pour commencer, le zèle colonisateur du peuple belge, en attendant le moment de le refroidir et d'y mettre fin.

Mais Léopold II nous avait légué avec son domaine tout un écheveau de difficultés à débrouiller, en ce qui concernait les limites de la colonie. Dès que les négociations, habilement conduites au début du nouveau règne pour la fixation des frontières du Congo et de l'Afrique orientale allemande, touchèrent à leur fin, notre jeune souverain voulut donner à l'Empereur une preuve de ses sentimens personnels et de son sincère désir d'entretenir avec l'Allemagne de bonnes relations aussi bien en Afrique qu'en Europe. Il lui fit, avec la Reine, une visite officielle à la fin du mois de mai 1910. J'étais de la suite de Leurs Majestés. La réception à Potsdam fut très cordiale et d'un caractère plutôt intime, en dehors des deux parades habituelles du printemps, auxquelles assistèrent nos souverains, et des banquets militaires qui les suivirent. Malheureusement, une indisposition de l'Empereur enleva à cette visite la plus grande partie de son intérêt pour les spectateurs curieux, comme je l'étais, d'observer l'expression du masque impérial.

Au dîner de la Cour, le Kronprinz lut le discours préparé pour son père et souhaita la bienvenue au couple royal belge. Le passage le plus saillant fut l'allusion au bonheur qu'une princesse d'une maison allemande avait apporté au foyer conjugal de notre Roi et le rappel des liens de consanguinité existant entre les deux familles, à côté des souvenirs historiques qui unissaient les deux pays. Le roi Albert dans sa réponse loua surtout l'Empereur pacifique, consacrant son existence au bien-être de ses sujets et au développement économique de l'Allemagne. C'est bien ainsi, sous les traits d'un Salomon ou d'un Titus, qu'il apparaissait alors aux regards confians des Belges et ce compliment (dont il devait être rassasié!) n'était pas, pensions-nous, de nature à lui déplaire.

Les souverains allemands n'attendirent pas à l'année suivante pour rendre aux nôtres leur visite du printemps. Ils arrivèrent à Bruxelles à la fin d'octobre, accompagnés de leur fille unique.

La présence de la jeune princesse était un gage de plus de la chaude amitié que leur inspiraient le roi Albert et la reine Élisabeth. Guillaume II, dans son toast officiel comme dans ses entretiens particuliers, se montra touché à l'extrême de l'accueil qu'il recevait, plein de sympathie pour le peuple belge et pour ses succès dans le domaine de l'industrie et du commerce, qui venaient de s'affirmer avec éclat à l'Exposition internationale de Bruxelles. Bonhomie, amabilité, chaleur, toute sa lyre résonna, avec son rire guttural, aux oreilles charmées de ses auditeurs. Comment ceux-ci n'auraient-ils pas été convaincus de la bienveillance du puissant Empereur à leur endroit!

Visibles efforts pour attirer la Cour de Belgique et la société belge vers l'Allemagne, surprise causée par notre prospérité, telles sont les impressions que nous laissèrent le visage mobile et le sourire engageant de l'auguste visiteur. Bruxelles, déshabitué de recevoir des personnages royaux, s'était mis en frais en l'honneur de ces hôtes de marque. Quand l'Empereur eut contemplé du haut du balcon de l'Hôtel de Ville le spectacle incomparable de la grand'place, il dit à l'Impératrice : « Nous ne nous attendions à rien d'aussi beau! » Revenant d'une promenade à Tervueren sur la magnifique chaussée construite par le feu Roi, il s'étonnait du nombre des villas qui bordent la route et supputait les revenus de leurs propriétaires. Il est imprudent de faire étalage de sa richesse devant un étranger, surtout si cet étranger est un monarque voisin, chef d'une armée de cinq millions d'hommes. La Belgique, que Guillaume II n'avait plus vue depuis trente-deux ans, a dû lui sembler un beau fleuron, digne d'être ajouté à sa couronne.

Le Livre gris publié par le gouvernement belge rend compte (n° 11) d'un message du chancelier transmis par le ministre d'Allemagne à notre département des Affaires étrangères, qui avait suggéré en 1911, au cours de la polémique soulevée par le projet du gouvernement néerlandais de fortifier Flessingue, l'idée d'une déclaration publique du gouvernement allemand relative à la neutralité de la Belgique. M. de Bethmann-Hollweg fit savoir que l'Allemagne n'avait pas l'intention de la violer, mais qu'une déclaration publique affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France, qui porterait, ainsi éclairée, toutes ses forces sur sa frontière de l'Est. Le chancelier se retranchait déjà en 1911 derrière le prétexte du plan de campagne qu'il

serait dangereux de dévoiler, pour refuser de se lier les mains par une promesse solennelle. La veille de la guerre, M. de Jagow ne répondit pas autrement à sir Ed. Goschen, chargé d'obtenir de lui l'assurance que notre neutralité serait respectée par les troupes allemandes.

Bien vague aussi était le langage de M. de Kiderlen en 1912. A peine avais-je pris possession de mon poste à Berlin, qu'il se plaignit à moi de l'émotion qui s'était manifestée en Belgique pendant la crise d'Agadir. Nous avions, par simple mesure de précaution, mis nos places fortes en état de défense. « Rien ne motivait, me dit le secrétaire d'État, la crainte que l'Allemagne violât votre territoire ou celui de vos voisins néerlandais. » C'étaient là de belles paroles, mais ce n'était rien de plus.

Un an plus tard, le 29 avril 1913, M. de Jagow, pressé par un socialiste, à la Commission du Reichstag, de s'expliquer sur la neutralité de la Belgique, répondit laconiquement que cette question était déterminée par des conventions internationales, et que l'Allemagne respecterait ces conventions. Il refusa obstinément d'en dire davantage à un autre membre de la Sociale Démocratie, qu'une déclaration aussi sommaire n'avait pas satisfait.

Il est vrai que le ministre d'Allemagne à Bruxelles et l'attaché militaire se sont efforcés, jusqu'au dernier moment avant la remise de l'ultimatum, d'épaissir le bandeau qu'ils avaient eu l'ordre d'appliquer sur la clairvoyance des autorités belges. Le 2 août encore, tous deux se portaient garans des dispositions amicales du gouvernement impérial, de ce gouvernement qui accuse aujourd'hui la Belgique de duplicité et de trahison envers lui.

Les écrivains militaires allemands ont usé d'une tout autre franchise. L'enfant terrible du parti de la guerre, le général de Bernhardi, dans son livre qu'on aime toujours à citer, parce qu'il est la confession véridique des instincts rapaces de la caste militaire, traite dédaigneusement d'hérésie politique la conception juridique de la neutralité permanente et de rempart de papier la protection qu'elle confère. S'en prenant à la Belgique, il insinue qu'elle pourrait bien avoir elle-même détruit sa neutralité. Comment cela? Par des traités secrets avec des ennemis de l'Allemagne? Vous n'y êtes pas : en devenant une Puissance coloniale. « On peut se demander, dit le casuiste militaire, si

l'acquisition du Congo n'a pas été, *ipso facto*, une rupture de la neutralité belge, car un État qui, théoriquement au moins, est préservé de tout danger de guerre, n'a pas le droit d'entrer dans des compétitions politiques avec d'autres États. » Bernhardi oublie volontairement que ces autres États, à commencer par l'Allemagne, avaient reconnu l'annexion du Congo à la Belgique, sans dénoncer en même temps les traités qui garantissaient la neutralité belge. Mais l'idée de la violer faisait son chemin, sous l'empire de ces sophismes, dans le monde intellectuel allemand. Lorsque le gouvernement impérial est passé de la théorie à la pratique, il a recueilli en Allemagne d'unanimes applaudissemens.

IV

La situation géographique de la Belgique, dépourvue de frontières naturelles, lui imposait, à elle seule, des mesures de défense : la construction de places fortes et l'entretien d'une bonne armée. L'histoire des siècles passés rappelait au peuple belge, comme un avertissement pour l'avenir, que ses plaines avaient été le champ de bataille préféré des luttes de la maison de France et de la maison d'Autriche, le théâtre des premières victoires de la République et le tombeau de l'Empire napoléonien. Notre pays fut préservé miraculeusement en 1870 de toute atteinte par le sacrifice d'une armée française, qui subit la capitulation de Sedan, plutôt que de chercher un refuge sur un territoire neutralisé. La proximité de la guerre future. dont la menace a toujours persisté aux heures les plus paisibles de la fin du siècle dernier, commandait impérieusement à nos gouvernans de prendre de grandes précautions militaires.

La conservation de notre neutralité l'exigeait également. Un État neutre en effet est tenu de se défendre, s'il est attaqué. C'est un devoir qu'il contracte envers tous ses garans, pour maintenir l'équilibre d'intérêts, qui est à leurs yeux la raison d'être de son existence. En d'autres termes, une neutralité incapable de se défendre n'est plus qu'une fiction diplomatique.

Nos différens gouvernemens, catholiques ou libéraux, ont dû tour à tour se pénétrer de cette obligation. Le progrès des armemens, — si l'on peut appeler de ce nom le développement monstrueux des moyens de destruction, — a fait peser sur les

Belges, comme sur leurs voisins, des charges militaires de plus en plus lourdes. Un système défensif, qui paraissait suffisant en 1870, ne l'était plus dix ans après, vu l'augmentation du nombre des combattans, de la puissance et de la portée de l'artillerie, tant en France qu'en Allemagne. A Anvers, forteresse et camp retranché, notre seule place de guerre, appelée par nous notre réduit national, il fallut ajouter les forts de Liége et de Namur, points d'arrêt, qui devaient barrer la vallée de la Meuse. Les spécialistes s'accordaient à l'indiquer comme la route naturelle d'une armée cherchant à pénétrer d'Allemagne en France et *vice versa*, sans se heurter aux défenses érigées des deux côtés des Vosges. Les forts à coupole d'acier de Liège et de Namur, œuvre de notre grand ingénieur militaire Brialmont, dont la réputation était européenne, ont été considérés pendant un certain temps comme le dernier mot de l'art de la fortification. Après des discussions approfondies qui durèrent deux ans, le Parlement belge décida, en 1906, de consacrer une somme de 63 millions à réédifier le système démodé de la défense d'Anvers ; quinze nouveaux forts furent construits sur les deux rives de l'Escaut, sans compter douze ouvrages avancés, et les dépenses ne s'arrêtèrent pas là.

L'armée belge est restée jusqu'en 1909 sur le pied de 100 000 hommes, recrutés par des engagemens volontaires et par la conscription où le remplacement était autorisé, mode suranné et peu démocratique. Ce chiffre était manifestement insuffisant pour l'entretien d'une armée de campagne et d'une armée de forteresse, deux élémens indispensables de notre défense. Mais le sentiment de la majorité de la population se maintenait hostile à l'introduction du service personnel, non par haine du métier des armes, — car le Belge a toujours été un brillant soldat, — mais par aversion pour la caserne et par crainte des promiscuités qu'elle risque d'entraîner. D'un autre côté, chez beaucoup de nos concitoyens, la confiance dans l'inviolabilité, dont les traités de 1839 avaient revêtu la Belgique, subsistait inébranlable, comme la foi dans un dogme. Leur attention d'industriels et de commerçans entreprenans n'embrassait que le champ restreint de leurs affaires. Les complications politiques, se succédant d'année en année depuis le début du siècle, ne parvenaient pas à ébranler leur robuste optimisme, qui jugeait les sacrifices militaires inutiles.

Heureusement les périls dont la Belgique était entourée n'ont pas échappé à l'observation vigilante de nos souverains. Léopold II n'a pas été seulement le génial créateur de l'État du Congo, le principal instigateur de l'épanouissement économique du peuple belge qui, toutes proportions gardées, est aussi remarquable que celui de la nation germanique; il a été également un grand patriote. Son patriotisme n'a laissé échapper aucune occasion importante dans notre vie publique d'adjurer les Belges de faire le nécessaire pour l'augmentation en premier lieu de leurs moyens défensifs et ensuite de leurs forces militaires. Ses appels ont été heureusement entendus ; un progrès considérable a été réalisé le jour où le Cabinet Schollaert a fait voter la règle d'un fils par famille désigné pour le service, premier pas dans la voie de l'obligation militaire généralisée. Le vieux Roi était sur son lit de mort, quand le premier ministre lui présenta la loi à signer; d'une main défaillante, il y traça son nom, puis il s'endormit du dernier sommeil, conscient d'avoir rempli son devoir envers son pays.

Son successeur s'est voué avec la même ardeur patriotique à l'accomplissement de la même tâche, qu'il s'était juré de mener jusqu'au bout. Il n'y a pas de thème où l'éloquence naturelle du roi Albert se soit exercée avec plus d'à-propos que celui de la nécessité de maintenir l'armée à la hauteur des responsabilités qui lui incomberaient un jour. Les événemens de 1911 et de 1912 montraient du reste aux plus aveugles combien notre nouveau souverain voyait juste ; ils ont chassé la chimère de la paix de bien des cerveaux politiques, obscurcis par la fumée d'illusions trop généreuses. La loi établissant le service général fut votée en mai 1913. M. de Broqueville, qui l'avait brillamment défendue devant les Chambres, eut l'insigne honneur d'écrire son nom au-dessous du nom royal sur une des pages les plus importantes de l'histoire intérieure de notre pays.

C'est donc un an avant l'invasion allemande que cette loi si nécessaire a réuni au Parlement belge la majorité des votes. Si nous avions voulu, il y a quelques années, signer un pacte secret avec l'Angleterre et avec la France, ne pensez-vous pas que leurs gouvernemens y eussent inscrit, comme première condition, le renforcement de notre trop faible armée? La nouvelle loi devait fournir un contingent annuel de 33 à

35 000 hommes et, après qu'elle aurait produit tous ses effets, nous pouvions compter au jour du danger sur un total de 340 000 combattans, non compris des volontaires en nombre variable. Mais les effectifs prévus n'auraient été obtenus qu'en 1925. L'an dernier, l'armée belge, au moment de l'entrée en campagne, a eu 226 000 hommes environ, plus 4 170 gendarmes et 4 500 officiers, à opposer au torrent d'invasion.

L'établissement du service général en Belgique n'a pas été vu de bon œil en Allemagne. Il aurait dû au contraire réjouir l'Empereur, qui s'était plaint en Suisse, pendant sa visite de l'automne précédent, de l'insuffisante protection, — due à la faiblesse de notre armée, — de sa frontière du Nord-Ouest, en comparaison du rempart que lui procuraient au Sud les troupes solides de la Confédération. Les journaux allemands accueillirent la nouvelle de notre réorganisation militaire sans l'entourer de commentaires malveillans, mais il n'en fut pas de même des cercles d'officiers. J'ai pu en juger par le langage que m'a tenu le baron de Zedlitz, colonel d'un régiment de dragons de la Garde et petit-fils, par sa mère, d'un ministre de Belgique à Berlin. Ses sympathies belges, héritage maternel, l'ont poussé sans doute à m'ouvrir son cœur : « A quoi bon augmenter le nombre de vos soldats ? me dit-il un jour. Avec votre petite armée, vous n'auriez pas songé à nous disputer le passage dans une guerre contre la France. Après la victoire, les parties de votre pays occupées par nos troupes vous auraient été rendues. L'accroissement de vos effectifs pourrait vous inspirer la prétention de nous tenir tête. Si un seul coup de fusil était tiré sur nous, Dieu sait ce qu'il adviendrait de la Belgique ! » C'était parler en ami, mais non en soldat. Je répondis au colonel qu'on nous respecterait encore moins, si nous avions la lâcheté de ne pas nous défendre, et que nous étions bien résolus à recevoir l'envahisseur, quel qu'il fût, à coups de canon. J'eus l'occasion de répéter plusieurs fois cette dernière phrase. On m'écoutait en souriant et on ne me croyait pas.

V

Le passage des belligérans à travers la Belgique était devenu le thème favori de toutes les plumes qui traitaient la question

de la guerre future avec plus ou moins de compétence en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas et dans notre pays. Les préparatifs d'invasion, poursuivis au grand jour par le gouvernement allemand, stimulaient les controverses. Dix lignes de chemins de fer existaient déjà en 1911, à une ou deux voies, partant de la région de l'Eifel pour aboutir à la frontière belge ou au grand-duché de Luxembourg; quatre autres étaient en construction, quatre encore en projet. La plupart de ces lignes, inutiles au trafic, n'avaient qu'un but stratégique. Des gares complètement outillées, des quais d'embarquement pour les troupes, étaient édifiés avec l'organisation et la méthode dont nos voisins sont coutumiers. Un vaste camp de concentration, possédant un champ de tir pour l'artillerie, avait été établi à Elsenborn, près de Malmédy, a deux pas de notre frontière. Par quelle voie le flot des envahisseurs allait-il se précipiter?

Des opinions se prononçaient pour le passage par la trouée de la Meuse, le long des deux rives du fleuve. Comme l'armée allemande avait l'avantage d'une mobilisation plus rapide, c'est à elle qu'on attribuait généralement le dessein de prendre l'offensive sur cette partie du territoire belge. Quant à l'invulnérabilité ou simplement à la capacité de résistance de nos ouvrages fortifiés, aucun doute n'était venu encore ébranler la confiance qu'ils nous inspiraient. On ne connaissait pas les progrès réalisés dans la balistique en Allemagne et en Autriche, les terribles résultats obtenus par le travail persévérant des usines Krupp; on ne soupçonnait pas l'existence des mortiers allemands de 42, ni celle des autrichiens de 305, capables d'écraser en quelques heures un fort de béton et d'acier sous le poids de projectiles de près de 1 000 kilos.

D'autres écrivains ont limité la marche des Allemands à la rive droite de la Meuse, à travers le Luxembourg belge, malgré l'insuffisance des routes et les difficultés que la nature accidentée du terrain opposerait à une offensive rapide. Le Luxembourg, éperon avancé de notre territoire dans la région des Ardennes, paraissait impossible à défendre par un corps belge, qui aurait été trop éloigné de la base d'opérations.

Des prophètes militaires, tels que le général Déjardin en Belgique et le général Maitrot en France, annonçaient avec beaucoup de clairvoyance que l'ennemi opérerait principa-

lement en grandes masses sur la rive gauche de la Meuse, où il aurait tout le champ nécessaire pour se déployer.

Mais, en définitive, le plan de l'état-major allemand n'avait pas été pénétré dans toute son ampleur. La très grande majorité des publicistes, jouissant de quelque autorité, ne faisaient passer par la Belgique qu'une partie seulement, l'aile droite, de l'armée marchant contre la France. Ils n'avaient pas deviné l'audacieuse manœuvre, à développemens immenses, que nous avons vu exécuter : laisser un rideau de troupes le long des Vosges et franchir la Meuse sur plusieurs points avec les trois quarts de l'armée, depuis Visé jusqu'à Dinant, enlever Liége et Namur d'assaut, s'il le fallait, marcher sur Bruxelles en balayant l'armée belge, au cas où elle aurait résisté, et de là se rabattre vers le Sud par les différentes voies conduisant à Paris. Tout le Nord de la France était dépourvu de défenses, hormis la place forte de Maubeuge. Les plaines de la Belgique traversées, la route de Paris était ouverte.

Qu'on s'imagine, non pas un fleuve ni un torrent, mais une véritable mer d'hommes, se répandant sur notre pays depuis la Hollande jusqu'au Luxembourg, un million et demi, deux millions de soldats! Contre l'irruption en Belgique d'une telle avalanche, des dispositions militaires n'avaient pas été prises. D'après une note officielle du gouvernement de la République, la totalité des forces françaises étaient orientées au début de la guerre face à l'Allemagne, de Belfort à la frontière belge.

La première condition du succès d'un plan d'offensive aussi hardi était le secret. Aussi a-t-il été bien gardé. Le haut commandement allemand s'est ingénié à laisser errer les opinions et à dépister le flair des attachés militaires étrangers. Un trompe-l'œil, sur quoi il comptait vraisemblablement, était la façon dont étaient disposés les cantonnemens des 25 corps d'armée. La carte où ils figuraient nous montrait une dizaine d'entre eux massés en Alsace-Lorraine, dans le Palatinat et le grand-duché de Bade, prêts à se jeter de ce côté-là sur la France. Un seul corps, dont le commandement résidait fort loin, à Coblence, était garnisonné le long de la frontière belge et hollandaise. Quelle apparence qu'on tenterait d'entrer en Belgique avec des forces aussi réduites! Mais les corps de la Westphalie, du Hanovre, du Holstein même, pouvaient faci-

lement glisser vers l'Ouest sur de multiples voies ferrées. Ce sont les deux premiers, avec celui de Coblence, qui ont franchi la Meuse et attaqué Liége, sous la direction du général von Emmich, chef réputé, commandant à Hanovre. L'état-major n'a certainement pas attendu l'ordre de la mobilisation générale pour concentrer cette avant-garde à Cologne et à Aix-la-Chapelle.

VI

Le gouvernement belge, dès les premiers jours du conflit austro-serbe, n'avait pas hésité à prendre les mesures de précaution et de vigilance, que commandait la situation exposée de la Belgique. Le 29 juillet, l'armée était mise sur le pied de paix renforcé; deux jours après, mobilisation générale; 180 000 hommes étaient rappelés sous les drapeaux. Grâce à la promptitude de ces décisions, l'orage qui se préparait en secret ne nous a pas surpris sans défense.

Le Cabinet de Bruxelles a ignoré cependant, — comme moi à Berlin, — le marchandage auquel s'est livré le gouvernement allemand, pendant les dernières péripéties de la crise, pour arracher à l'Angleterre la promesse de rester neutre. La France et la Belgique, tour à tour, en ont fait les frais. Le chancelier, dans son entretien du 29 juillet avec sir Ed. Goschen, s'était borné à assurer que notre pays conserverait son intégrité territoriale, sans garantie pour son indépendance et pourvu qu'il ne prît pas parti contre l'Allemagne. Cet engagement devait suffire, pensait-il, à retenir les Anglais, peu disposés à affronter les dangers d'une guerre continentale et n'ayant à redouter ni le démembrement de la France ni la disparition du petit royaume belge, dans le rôle passif de spectateurs désintéressés. Tout de même, le 4 août, au matin, comme il a appris que la Belgique s'apprête à une résistance vigoureuse, le chancelier comprend la nécessité de calmer les esprits à Londres par une grosse surenchère. Il télégraphie à l'ambassadeur allemand de dire bien vite à sir Ed. Grey qu'en tout état de cause, l'Allemagne ne s'annexera aucune partie du territoire belge. Le même jour, dans l'après-midi, inquiet du silence britannique, il répète au Reichstag, en l'amplifiant, l'assurance donnée à l'Angleterre : « Tant qu'elle

restera neutre, nous respecterons l'intégrité et *l'indépendance* de la Belgique. »

Il était trop tard. Une faute irréparable avait été commise le 2 au soir; c'était la remise au ministre des Affaires étrangères belge d'une note très confidentielle, le plus brutal des ultimatums. Pas un mot, dans ce document, des traités de 1839 ni de la neutralité de la Belgique, mais une allusion sans précision aucune au dessein de la France d'emprunter le territoire belge en marchant contre l'Allemagne, ce qui impose à celle-ci l'obligation d'accourir à notre secours. Puis viennent des promesses, si la Belgique trahit ses devoirs de neutre; par un euphémisme diplomatique, la lâcheté qu'on exige d'elle est qualifiée de neutralité bienveillante. L'intégrité et l'indépendance du royaume dans toute leur étendue seront respectées (quoiqu'on ne stipule rien expressément au sujet du Congo); le territoire sera évacué après la conclusion de la paix; les troupes allemandes paieront leurs réquisitions argent comptant et une indemnité sera versée pour chaque dommage qu'elles causeront. Les menaces sont réservées pour la fin, *in cauda venenum.* En cas de résistance armée, d'obstacles apportés à la marche des Allemands, de destruction de routes, chemins de fer et ouvrages d'art, la Belgique sera traitée en ennemie. Ce seul mot en dit assez sur le sort qui lui est réservé.

Tout avait été savamment calculé pour augmenter la dépression morale que cet ultimatum foudroyant était destiné à provoquer. Sa soudaineté d'abord, après les affirmations hypocrites et endormantes du représentant de l'Allemagne à Bruxelles; le délai de douze heures prescrit pour y répondre et jusqu'au moment choisi pour sa remise, sept heures du soir. La nuit qui porte conseil agirait sans doute par ses ténèbres troublantes sur les nerfs des malheureux, obligés de choisir entre une ignominie et un suicide. Tous ces calculs ont été vains. Dans le conseil de la Couronne, convoqué aussitôt au palais royal, aucune défaillance ne s'est produite. Il y avait là, à côté des ministres à portefeuille, des ministres d'État, pleins d'une légitime considération pour notre voisin de l'Est et disposés jusqu'alors à avoir confiance dans la loyauté de ses intentions. Plus leur déception a été cruelle, plus amer a dû être leur ressentiment contre l'imposteur qui se moquait des engagemens les plus solennels. Le Roi, animé d'une calme volonté

de faire tout son devoir, demanda d'abord que les autorités militaires exposassent les possibilités de la défense, sans rien cacher de la terrible tâche imposée à notre armée. L'état-major entendu, le même souffle d'héroïsme entraîna tout le conseil, comme il devait le lendemain soulever le Parlement et la nation. Séance tenante, la réponse à la note allemande, dont un projet avait été déjà préparé par le Département des Affaires étrangères, est arrêtée et reçoit l'approbation de l'assistance. Le lendemain matin, avant l'expiration du délai, elle est portée au ministre d'Allemagne, et tout est dit. Tout ce drame poignant n'avait duré que quelques heures.

La réponse du Gouvernement du Roi, qu'aucun Belge n'a lue sans avoir les yeux mouillés d'une admiration patriotique, est aussi noble, aussi digne, — je puis le proclamer sans craindre d'être contredit, — que le langage de l'Allemagne était faux et embarrassé. Elle écarte en quelques mots les prétextes inventés par le Cabinet de Berlin ; elle dédaigne une plainte inutile ; elle ne cherche aucun faux-fuyant, aucun biais diplomatique, afin d'éviter des paroles irrévocables ; elle va droit au but. Après avoir affirmé la fidélité d'un passé sans reproche aux obligations internationales de la Belgique, elle laisse entendre fièrement que le Gouvernement belge choisit sans hésiter la voie du devoir et de l'honneur : « En acceptant, dit-elle, les propositions qui lui sont notifiées, il sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs envers l'Europe. Il est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit. »

Que va faire le roi Albert ? Il connaît trop bien l'Allemagne pour n'être pas certain que l'échec de sa sommation sera suivi d'une ruée terrible et immédiate de son armée. Notre souverain avait adressé, trois jours auparavant, une lettre personnelle à Guillaume II, pour lui rappeler, en s'autorisant de l'amitié dont l'Empereur faisait montre envers lui, le droit qu'avait la Belgique de voir sa neutralité respectée. Cet appel n'avait pas remué le cœur insensible du Kaiser. Le 3 août, le roi Albert se tourne vers le roi d'Angleterre et lui télégraphie : sans doute pour réclamer d'urgence son appui militaire, car l'orage se rapproche d'instant en instant ? Non pas, pour demander simplement son intervention diplomatique. N'est-ce pas là une preuve irréfutable que la loyale Belgique n'avait cherché par

aucune alliance secrète à s'abriter dans les bras de l'Angleterre contre les coups du colosse allemand ?

Au représentant de la République française, qui, mis au courant des événemens, s'empresse de lui offrir spontanément le secours de la France, notre ministre des Affaires étrangères répond, de son côté, par des remerciemens ; mais il décline pour le moment tout appui : le Gouvernement belge se réserve d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aura lieu de faire. Ce n'est que le lendemain soir, quand chaque heure envolée avait une importance angoissante, et après qu'il a appris l'entrée en Belgique depuis le matin des envahisseurs, qu'il fait appel avec un sang-froid admirable, l'attentat accompli, à l'Angleterre, à la France et à la Russie, pour coopérer à la défense de notre territoire. Où trouverait-on un pareil souci d'observer jusqu'au dernier moment les règles imprescriptibles imposées par les traités et de rester fidèle, en présence d'un péril de mort, à la neutralité jurée ?

VII

J'avais appris, le 2 août, par notre attaché militaire, qui tenait la nouvelle d'un officier de la maison de l'Empereur, l'occupation du grand-duché de Luxembourg. La direction prise par l'armée allemande ne me laissait aucune illusion quant à l'envahissement prochain du Luxembourg belge, et je télégraphiai à mon gouvernement mes impressions pessimistes. Cependant, je n'avais pas mesuré toute l'étendue du malheur qui allait fondre sur ma patrie. En recevant, le lundi soir 3 août, le télégramme officiel m'informant de l'ultimatum allemand et de la réponse qui y avait été faite, mon premier sentiment fut la stupeur, puis l'indignation ; mais je m'efforçai de n'en laisser rien voir à mes jeunes secrétaires, pour ne pas augmenter inutilement leur émotion et leur colère. Après les avoir exhortés au calme et au sang-froid, je passai une partie de la nuit à réfléchir aux questions que je voulais poser le lendemain, dès la première heure, au secrétaire d'État, car il me paraissait impossible de ne pas exiger de lui des explications immédiates sur l'acte inqualifiable du gouvernement allemand.

L'empressement que M. de Jagow mit à me faire savoir, le mardi matin, qu'il m'attendait au ministère, me prouva qu'il

était aussi impatient que moi d'avoir cet entretien décisif. Quand j'arrivai, à neuf heures, le vieux bâtiment était encore désert, mais le secrétaire d'État travaillait déjà dans son bureau. Je ne reproduirai pas ici notre conversation, qui a été divulguée par le livre, accablant pour l'Allemagne, de mon compatriote, M. Waxweiler : *La Belgique neutre et loyale.*

Dès les premières paroles échangées, je m'aperçus que nous parlions chacun un langage différent et que nous ne pourrions pas nous comprendre, comme si c'eût été deux langues étrangères. J'invoquai l'honneur de la Belgique, — l'honneur aussi indispensable à une nation qu'à un particulier! — ses devoirs de neutre, sa conduite toujours parfaitement loyale envers l'Allemagne, — à quoi le secrétaire d'État s'empressa de rendre justice, — et l'impossibilité où elle était de faire à la proposition du gouvernement impérial toute autre réponse que celle qu'elle lui avait notifiée. Il dut le reconnaître, mais avec effort et seulement en tant qu'homme privé, distinction subtile pour ne pas compromettre sa personnalité officielle.

Il me répondit par des raisons brutales qui lui paraissaient sans réplique : question de vie ou de mort pour l'Allemagne, nécessité de passer par la Belgique, afin d'écraser la France le plus rapidement possible, difficulté de forcer la frontière française, trop fortifiée. Il me répéta l'engagement de respecter l'indépendance de mon pays et de l'indemniser. C'était, je pense, la leçon apprise du chef de l'état-major qu'il me récitait mot pour mot. A ces motifs stratégiques et à ces promesses alléchantes, s'ajoutaient son regret personnel, ceux de l'Empereur et de son gouvernement, d'être contraints d'en venir là. Il me semblait étonné du peu d'impression que produisait son langage. Quand j'annonçai l'intention de quitter Berlin et de demander mes passeports, il se récria : il ne voulait pas rompre ses relations avec moi ! Qu'avait-il espéré de cet entretien, et qu'espérait-il encore ?

En me retirant, je lançai la flèche du Parthe que je tenais en réserve : la violation de la neutralité belge vaudrait à l'Allemagne une guerre avec l'Angleterre. M. de Jagow, qui m'avait parlé avec agitation, d'un ton pressant, qu'il s'efforçait de rendre persuasif, eut alors un haussement d'épaules. Mon trait s'émoussait, — *telum imbelle, sine ictu,* — sur un adversaire cuirassé de résolution ou d'indifférence.

Dans le courant de l'après-midi, le discours de l'Empereur au Reichstag convia les représentans de la nation à l'aider à soutenir victorieusement une guerre imposée à l'Allemagne! Guillaume II ne faisait aucune allusion à la violation de la neutralité belge, mais il appelait sur ses armées la protection du Très-Haut, son confident habituel. Le chancelier prit ensuite la parole; plus sincère qu'il ne l'a été depuis lors, il reconnut sans hésitation le tort injustifié fait à la Belgique, et promit de le réparer, après que le but militaire aurait été atteint.

Je ne m'étais pas trompé cependant, lorsque j'avais prédit à M. de Jagow une guerre avec l'Angleterre, garante de notre neutralité. Le même soir, je dînai seul au Kaiserhof, en proie, — on se l'imagine, — aux plus sombres pressentimens. Au sortir du restaurant, je croisai un automobile du *Berliner Tageblatt* qui me jeta une poignée de feuilles imprimées. J'y lus, en admirant la rapidité avec laquelle ma prédiction s'était réalisée, que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre à l'Allemagne et que son ambassadeur avait remis, peu d'heures auparavant, un ultimatum au gouvernement impérial. Il me vint aussitôt à l'esprit de courir à l'ambassade, pour obtenir quelques éclaircissemens sur cette grande nouvelle. Était-ce donc ainsi que la Providence répondait aux invocations de son favori?

La partie de la Wilhelmstrasse où est situé l'hôtel du gouvernement britannique était remplie de monde. Des bourgeois et des bourgeoises, convenablement habillés, hurlaient avec fureur leur chant préféré, *Deutschland uber alles!* A l'hymne national succéda une bordée de sifflets, puis une grêle de projectiles, morceaux de briques ou de charbon, les seules pierres à ramasser dans les rues asphaltées de Berlin. Les vitres du rez-de-chaussée de l'ambassade volèrent en éclats, sous l'œil complaisant de deux agens de police, postés de chaque côté de la porte. J'en avais vu et entendu assez. Tandis que je m'acheminais vers ma demeure, un rayon d'espérance se glissait dans mon cœur torturé d'angoisse et de douleur, car j'apercevais, surgissant au bord de l'horizon ensanglanté, le visage menaçant de la Némésis britannique.

VIII

L'invasion de la Belgique a été une faute politique et militaire. Politique, est-il besoin d'insister là-dessus, parce qu'elle a déterminé, déclenché immédiatement, l'intervention armée de l'Angleterre, qui aurait eu lieu fatalement sans doute aux côtés de la France, mais non pas tout de suite au début des hostilités. Militaire, car la résistance héroïque et imprévue de l'armée belge a fait échouer la marche précipitée sur Paris, c'est-à-dire le plan initial de l'état-major allemand.

Le gouvernement impérial ne s'attendait à aucune résistance de notre part. Le cœur nous manquerait, pensait-il, devant l'épouvantail soudainement dévoilé de l'immense armée allemande. En voulez-vous la preuve? La ville de Liége a été attaquée par trois corps d'avant-garde, qui n'avaient avec eux aucune pièce de siège pour réduire ses forts. Ils croyaient entrer toutes portes ouvertes, drapeau au vent et tambour battant, reçus en triomphateurs, presque en amis. Leur erreur dissipée, les Allemands se sont rués à l'assaut des forts; ils ont essayé de les enlever de vive force et ont laissé 36 000 morts sur le terrain. Quand Liége fut enfin occupée, il leur a fallu perdre une dizaine de jours pour se réorganiser, avant de reprendre, munis cette fois de toute leur artillerie, leur marche en avant. Ce répit forcé a modifié le premier résultat de la campagne. Toutes les étapes avaient été marquées d'avance par l'état-major, sans tenir compte de l'armée belge, Liége, Namur, Mons, Charleroi,... la dernière étant l'entrée du Kaiser dans Paris.

Si nos ennemis se sont mépris à ce point sur notre résolution de les combattre, ils doivent s'en prendre à leurs diplomates et à leurs attachés militaires, à leurs journalistes et à leurs espions. Les derniers ministres d'Allemagne à Bruxelles étaient certainement de la même école que M. de Jagow; la psychologie du peuple belge ne les intéressait pas, et leur dédain du petit pays, où ils étaient reçus à bras ouverts, n'avait d'égal, je le présume, que le désir de quitter bientôt sa capitale parce qu'elle n'était pour leur ambition que l'antichambre d'une ambassade. Mais leurs attachés militaires? N'ont-ils donc vu dans nos soldats que des mannequins de parade et dans nos officiers que des héros de concours hippique? Plus étrange

encore est le manque de perspicacité des correspondans de journaux allemands. Ils notaient soigneusement les menus faits de notre vie publique, mais ils nous jugeaient de parti pris, avec l'orgueil d'une grande nation qui a conquis elle-même son unité de fraîche date. Ils ne distinguaient dans le peuple belge que la juxtaposition de deux races ennemies, accouplées malgré elles et vouées à une séparation complète; un peuple n'ayant qu'une existence géographique. Les querelles des Flamands et des Wallons étaient dépeintes dans leurs correspondances comme le fruit de haines irréconciliables et les luttes des partis politiques comme des batailles sans merci, car ils n'y voulaient voir que le profit que le germanisme en pourrait tirer. Mais l'amour de tous les Belges pour leur indépendance a échappé à ces observateurs établis chez nous, qui disséquaient avec soin notre corps social, sans y découvrir une âme nationale. Jamais les Belges n'ont paru plus divisés que dans la période qui a précédé la guerre, et jamais ils n'ont été réellement plus unis dans un dévouement égal à leur patrie commune.

Qu'aurions-nous gagné à nous incliner devant les menaces allemandes? Quelle confiance pouvions-nous avoir dans les promesses d'un gouvernement qui déchirait sans vergogne un traité solennel, pour faciliter à son armée l'accès d'un territoire ennemi?

Entrés chez nous en amis, les Allemands, après la victoire, n'en seraient jamais sortis. Que ceux qui en doutent contemplent l'explosion de convoitises, provoquée dans toutes les classes de la population germanique par l'envahissement de la Belgique. Intellectuels armés de prétendus droits historiques, industriels jaloux de notre concurrence économique, commerçans avides d'accaparer notre marché, donnent aujourd'hui la main aux socialistes, férus, comme les autres, de l'idéal d'une plus grande Allemagne, pour réclamer en chœur notre annexion. Les prétextes n'auraient pas manqué au Cabinet de Berlin, résolu à trahir une fois de plus sa parole : le besoin d'occuper tout le littoral de la mer du Nord, comme base navale contre l'Angleterre, l'importance stratégique et commerciale du port d'Anvers, peut-être aussi des conflits inévitables entre les autorités belges et les autorités allemandes qui auraient présidé à l'occupation d'une partie du pays. Jusqu'où, d'ailleurs, cette

occupation ne se serait-elle pas étendue? Quel coin du sol nous aurait-on laissé pour y planter notre drapeau national?

A mettre les choses au mieux, on nous aurait priés, la guerre finie, d'un ton insinuant, mais en même temps sans réplique, de faire partie de la Confédération germanique. D'abord une union douanière, l'entrée dans le Zollverein, avant que l'incorporation complète, — le *dignus est intrare* dans le Saint-Empire, — eût été prononcée par notre futur César, sur l'avis du Conseil fédéral et suivant les progrès de notre germanisation. On n'aurait pas attendu cet heureux jour pour contrôler et fixer la production de nos usines et de nos charbonnages en les affiliant aux syndicats d'outre-Rhin, pour organiser l'activité du port d'Anvers sans nuire aux ports allemands et limiter son hinterland commercial, pour surveiller notre vie journalière, empêcher nos manifestations nationales, inculquer la discipline allemande à notre armée, domestiquer notre gouvernement et notre diplomatie. On nous aurait tout de suite débarrassés du Congo, trop lourd pour nos épaules. On nous eût enfin imposé l'allemand, comme troisième langue, destinée à devenir bientôt la langue officielle. Plusieurs fois il m'est arrivé, en lisant dans nos journaux les fâcheuses polémiques soulevées par la rivalité de nos deux langues, de dire à mes jeunes collaborateurs : « On ne paraît pas se douter chez nous qu'on est menacé de voir un jour l'allemand devenir la langue enseignante à l'université de Gand. »

Dans ce rattachement à leur empire, qui eût été considéré par tous les Teutons comme un honneur pour nous, comme la récompense de notre neutralité amicale, notre forme de gouvernement aurait couru le moins de risques. Guillaume II, à l'exemple de Bismarck, n'est pas homme à démolir inutilement des trônes; il préférera toujours les lier au sien par les chaînes solides de la vassalité.

Le même sort attendait la Hollande, quoique M. de Jagow, la veille de la remise à Bruxelles de l'ultimatum allemand, eût pris soin d'assurer au ministre des Pays-Bas que la neutralité de son pays serait respectée. La Hollande n'a-t-elle pas été dans le passé un des joyaux des anciens Césars germaniques? Accoudée au bord de la mer du Nord, étendue à l'embouchure du plus grand fleuve allemand, n'en commande-t-elle pas le cours? Une annexion, — violente ou déguisée, — de la Belgique ne devait-

elle pas, suivant l'opinion du chancelier exprimée dans son télégramme du 4 août au prince Lichnowsky, entraîner un traitement semblable de sa voisine? La conversation, où M. Zimmermann a fait maladroitement miroiter au regard du socialiste néerlandais Troelstra l'invitation qui serait adressée à la Hollande, après la guerre, d'entrer dans le Zollverein, premier stage de la germanisation, a achevé de dessiller les yeux de nos amis hollandais sur les desseins de l'Allemagne à leur sujet. Et le Danemark, qui possède une des clefs de la Baltique, peut-il ignorer, après la cruelle expérience qu'il en a faite, les appétits dévorans de son formidable voisin?

Ce tableau, nullement chargé, des félicités qui nous étaient réservées, en cas de victoire germanique, doit montrer à mes concitoyens que, pour y échapper, notre Roi et notre gouvernement ont suivi la seule voie qui restât ouverte dans un calvaire hérissé de douleurs, celle de l'honneur. Il fallait en effet défendre les armes à la main, au prix du sang le plus pur de la nation, une indépendance, que les Allemands, vainqueurs de la France, nous auraient refusée avec d'autant plus de mépris que nous aurions eu la faiblesse de les écouter et la lâcheté de leur obéir.

BEYENS.

LE
PASSÉ DE L'ONCLE JEAN

DERNIÈRE PARTIE (1)

XVII

Mon Journal.

Déjà nous arrivent les premiers jours d'automne : c'est la saison des brises fraîches qui chantent à travers les branches et sur le bord des eaux ; c'est la saison des coups de vent qui font valser les feuilles..., les pauvres feuilles dorées qui se poursuivent dans l'air, en légers tourbillons. Une, quelquefois, se sépare des autres et semble vouloir atteindre la route des nuages... Alors je rêve que c'est moi la petite feuille et je suis avec anxiété sa danse aérienne ! Je la vois s'élever, planer au-dessus des toits, puis tourner sur elle-même comme quelqu'un qui a perdu sa route et qui roule..., roule vers l'abîme !... Je la vois s'abattre sur un mur, sur une branche, puis dans le ruisseau qui traverse la prairie... Si loin, hélas ! du ciel bleu où elle voulait monter ! Mais la petite feuille est morte sur la terre qu'elle aime ! Et, comme elle, je ne m'éloignerai jamais de la Chastagne ! Comme elle, je disparaîtrai après être montée jusqu'en haut de mon rêve, sans jamais avoir pu l'atteindre ! Le songe s'écroule... Pareille à la pauvre feuille, je suis couchée

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mai et du 1er juin.

au fond du ruisseau!... Qu'il y fait froid, dans l'eau glacée!... Qu'il y fait froid!...

Positivement, je dormais en écrivant mon journal au crayon au bord de ce ruisseau si poétique! J'ai suivi ce soir sa route sinueuse à travers la prairie en allant voir Zoé, la meunière du moulin des Pierreux, qui est un peu anémiée, et je lui ai porté une bonne bouteille de vin vieux d'une de nos anciennes récoltes.

Ce moulin est un site que j'aime; il fait partie du domaine de la Chastagne, dont il n'est éloigné que de deux kilomètres et demi; il me rappelle la chanson *des Moulins qui chantent :*

En Hollande, les vieux moulins
Tournent avec mélancolie
Leurs larges bras chargés de lins...
Ils ont, par les soirs opalins,
Dans leurs vieux murs, ces vieux moulins,
La poésie ensevelie!...

Le nôtre est flanqué d'un pigeonnier qui se donne des allures de tour. Il est bâti comme un palais de Venise sur pilotis : sous lui, le ruisseau se creuse et bouillonne avant d'aller se jeter dans le Tarn. Il bouillonne sous la roue du moulin, qui tourne..., tourne... avec un flot d'écume blanche... Puis le ruisseau sort de l'autre côté et s'enfonce dans les prés, qui tantôt sont en fleurs, tantôt en herbes prêtes à faucher. En sortant du parc de la Chastagne, on entre dans cette vallée des Pierreux : vallée rêveuse, très étroite, bordée de collines boisées et jonchée de prairies.

Quand j'aurai trop de chagrin, que je ne pourrai plus en supporter le poids, je pense qu'un soir comme celui d'aujourd'hui je traverserai le parc, en appuyant mes deux mains sur mes lèvres pour envoyer un dernier adieu : *fare well, fare well!!!* à la chère maison, où mon baiser ira tout droit à travers les interstices des branches... je pense que je suivrai pas à pas la vallée, que je m'assoirai sur les bords où le ruisseau se creuse, et que tout doucement je me laisserai glisser dans l'herbe au milieu des *lys d'eau* et des *aimez-moi*... jusque sous les roues du moulin qui tourne, du « Moulin qui chante, » qui chante pour moi son dernier tic tac monotone et lent... Ainsi me hante le mauvais rêve! qui n'a d'ailleurs que la durée d'un songe, et qui s'évapore dans l'air aussi vite qu'il est venu : tel

un parfum de mauvaise plante, d'ellébore ou d'aconit sauvage... Oh! s'il pouvait ne plus reparaître!... Tout cela, c'est la faute de l'oncle Jean : depuis qu'il est revenu de son infernal château breton, — dont la légende raconte qu'il a été bâti avec des pierres apportées par le diable! — il me parle à peine; il est dominé par un tas de pensées secrètes et absorbantes, qu'il ne dit à personne, pas même à tante Laure, sa confidente favorite! Il s'ensuit qu'il est parfois sombre comme la nuit et parfois d'une gaieté trop bruyante pour être sincère. Il s'enveloppe de son passé comme d'une invisible armure, comme d'un bouclier d'airain, et surtout lorsqu'il croit que je vais saisir enfin l'insaisissable mystère!...

Mais, ce soir, il m'a entendue chanter le couplet des *Moulins qui chantent*, et le voilà qui accourt, m'appelant de sa voix sonore :

— Joscelyne!... Joscelyne!... où êtes-vous?

— Ici, mon oncle, au bord du ruisseau.

Et je l'aperçois, au milieu de la prairie, revenant de la chasse avec ses chiens. En deux enjambées, il est près de moi, et me donnant une tape sur la joue, ce qui me vexe horriblement :

— Que diable faites-vous ici, Josette, à cette distance de la maison?

— A cette distance, aucun chevalier ne m'enlèvera, ni aucun apache!... On voit, mon oncle, que vous venez de parcourir le pays en tous sens et que vous êtes très las, ce qui double et quadruple les kilomètres. Vous feriez bien de vous reposer un instant?

— La bonne idée!

Il jette son fusil à terre et s'étend à demi dans l'herbe, tandis que ses deux chiens, dont la gueule ouverte laisse pendre une langue rose, boivent à longs traits des lampées d'eau fraîche.

D'abord nous causâmes banalement de tout et de rien... Que dire, hélas! quand on voit qu'ailleurs est la pensée de celui qui vous écoute? Et je songeai : « Où vont-elles ces pensées de l'oncle Jean?... à travers l'espace? à travers les mers? où vont-elles?... » Nonchalamment, il m'interroge :

— Je vois que vous avez adopté la promenade des Pierreux? Est-ce le moulin ou le ruisseau qui vous attire?

— *Aïmi lou rïou, aïmi lou mouli, aïmi tout ço qué bous tabé aïmaz! aïmi bostré païs, Moutsu Tzan* (1)...

— Et vous en avez bien vite saisi l'idiome, cher aux campagnes toulousaines ! Vous parlez patois avec un petit accent américain délicieux ! Et vous oubliez de plus en plus l'anglais ? C'est vraiment dommage !

— Totalement ! répondis-je avec un peu de mélancolie : *For your country, I have forget the mine, dear uncle John!*

— Bravo, Josette ! Quand il s'agit de dire une chose aimable, on voit que vous n'avez rien oublié !

— Oh ! des phrases comme celles-là « s'anglaisent » toutes seules !... Je suis certaine qu'à Loc-Menhir vous n'avez pas de vallée, — même au bord de la Rance, — aussi ombreuse, aussi jolie que la vallée des Pierreux ?

— Loc-Menhir a son genre de beauté et de poésie ; si vous l'habitiez, vous l'aimeriez, j'en suis sûr ?

— Je ne crois pas..., lui répondis-je avec une sourde violence, et, pour l'instant, je le déteste !

— Oh ! oh ! fit-il en se redressant et plantant dans mes yeux le clair acier des siens... — Voilà un mot bien brutal et bien injuste pour ces pauvres vieux murs qui eussent été heureux de vous abriter, Josette... Pourquoi leur en voulez-vous ?

J'hésite à répondre, puis m'enhardissant :

— Parce qu'ils vous prennent de plus en plus ! et que bientôt vous ne voudrez vivre qu'en tête à tête avec eux. Ces grosses pierres maléfiques vous attirent et vous envoûtent positivement... Bientôt vous abandonnerez la Chastagne pour Loc-Menhir...

Je m'arrêtai, j'avais trop envie de pleurer.

— Chère... chère petite !... murmura-t-il en baisant distraitement le bout de mes doigts, je ne quitterai jamais la Chastagne tant que vous y serez !

— Prenez garde alors d'y rester toujours !

Soudainement il parut gêné, puis :

— Vous aimez donc beaucoup la Chastagne ?

— Je l'adore !

— Eh bien ! vous l'aurez en dot, Josette. Cette propriété m'appartient, elle fait partie de mon héritage paternel. Je vous donnerai la Chastagne en vous mariant, j'en serai si heu-

(1) « J'aime le ruisseau, j'aime le moulin, j'aime tout ce que vous aussi vous aimez !... j'aime votre pays, monsieur Jean. »

reux ! Et même nous n'avons nul besoin d'attendre votre contrat, ajouta-t-il vivement ; il y a le mode de donations *entre vifs :* on pourra l'employer. Mais qu'avez-vous, mon enfant? Vous êtes toute pâle ! Je suis sûr que vous avez eu froid ? Nous ne sommes plus en été ; il ne faut pas s'asseoir trop longtemps au bord de l'eau. Ici Mab, ici Tomy, nous partons !

Et, sans nous attendre, les deux pointers s'élancèrent joyeux sur le chemin de la Chastagne.

J'avais eu froid, en effet, mais un si grand froid que mon cœur s'arrêtait de battre ! Lui était debout, attendant un mot qui ne vint pas... Ma voix aussi s'en était allée !...

Alors, de son bras robuste, entourant ma taille mince, il m'enleva comme une plume ; je me suspendis à son cou et me sentis renaître à la chaleur, à la vie ! Il courut jusqu'au chemin, me portant dans ses bras... J'étais pour lui, si grand et si fort, un si léger fardeau ! Dès que nous fûmes dans le sentier battu, je dénouai mes bras de son cou et glissai à terre.

— Comment vous sentez-vous, petite Joscelyne? me dit-il alors ; mon bras est un appui solide, essayez-en...

— Grand merci, mon cher oncle, je suis très suffisamment remise maintenant... Je ne sais trop si j'ai eu si froid que vous le dites?... Mais je sais bien que j'ai eu faim ; j'avais oublié de goûter... C'est sans doute ce qui est cause que j'ai failli m'évanouir !

Un instant, il me regarde, et ses traits se crispent sous je ne sais quelle impression pénible ; puis il détourne la tête, hâtant le pas, et d'un ton bref :

— Marchons vite, alors, le thé vous fera grand bien..., et aussi un de ces excellens *plum cakes* confectionnés par votre tante.

Je compris qu'entre lui et moi, toute causerie intime était terminée.

Nous marchâmes silencieux jusqu'à l'entrée du parc. Le soleil disparaissait derrière les coteaux, et sur le plus lointain horizon, dans ce calme et cette poésie du soir, la ligne bleue des Pyrénées se dessinait semblable au mirage assombri et vague d'une terre irréelle !... Pendant que j'admirais cette ligne bleue, une procession de nuages gris passèrent, et les Pyrénées disparurent.

Ainsi est en moi le mirage d'une terre promise, qui dispa-

rait aussitôt que mes mains et mes pas se tendent vers elle! terre fuyante..., terre inaccessible..., terre ingrate d'un cœur qui m'est fermé!

Toujours silencieusement, nous arrivons en face de la maison. Des touffes de chrysanthèmes au milieu des pelouses, le long des murs, le long des bois, penchent vers nous l'échevèlement de leurs corolles éclatantes. Autour de la porte d'entrée ogivale et basse, s'échelonnent les dernières roses! L'oncle Jean m'en détache quelques-unes, tandis que je contemple, attendrie, l'écusson en pierre grise sculpté au-dessus de la porte : « l'aigle qui plane sur un mont, » avec, au-dessous, la devise des Croizier du Montal, orgueilleuse... ou sainte : « Monter plus haut! »

Oui, mon Dieu!... monter plus haut... pour ne plus souffrir! Monter au-dessus des mers, au-dessus des monts, au delà des nues!... dans la lumière, dans l'amour, dans l'apaisement...

Au salon, il y avait une dame qui prenait congé de grand'mère et de tante Laure : encore et toujours Mme Quinault de Saint-Mart! venue seule... *All right!*

— Chère madame, dit-elle à grand'mère, après nous avoir tendu ses deux mains, je n'ai plus le courage de vous quitter si vite, je vais vous rester un quart d'heure de plus, si vous le permettez?

— J'allais vous demander bien davantage! chère madame, répond grand'mère.

Et ces dames de se congratuler aimablement... Ça n'en finissait plus!

— Combien mon fils va regretter! ajoute Mme Quinault, en manière de péroraison ; mais les jours de semaine, il n'a vraiment aucune liberté... tout à son devoir! Les hommes d'autrefois étaient ainsi ; Noël suit l'exemple du père.

Puis, se tournant de mon côté :

— Savez-vous qui je voulais vous amener, mademoiselle Joscelyne?

— Qui donc, madame?

— Votre amie, Mlle Darnoy; mais il n'y a pas eu moyen de l'arracher aux obligations de son *patronage!* Elle faisait le catéchisme à une petite fille malade dont on avance la première communion.

— Marcienne est admirable! affirmai-je, trop admirable! Elle passe son existence à s'oublier elle-même pour ne penser qu'aux autres!

— Et elle a encore grevé sa vie d'un nouveau malade : ce petit Polonais qui habite le chalet contigu au sien... Vous avez dû voir cet enfant dans le jardin du docteur qui le soigne très assidûment?

— En effet, nous l'avons rencontré quelquefois... et je comprends l'attachement de Marcienne à sa mère et à lui.

— Alors, vous savez qu'il est plus souffrant? Il ne sort guère de sa chambre où il joue encore du violon!... Il est du reste condamné à brève échéance. Pauvre petit blondin si joli, si intelligent et déjà si artiste! C'est une pitié!

— Et c'est souvent ceux-là qui s'en vont les premiers! ajoute tristement grand'mère, qui avait perdu un tout petit enfant, alors qu'elle était marquise de Kersables.

— Vous devez connaître aussi sa mère : la comtesse Lavoisieff, continue Mme Quinault; n'est-ce pas qu'elle a dû être très belle?

Sur chacun de nous, un silence semble tomber.

La bonne dame aurait-elle mis un pied dans le plat? En regardant l'oncle Jean dont un mouvement nerveux ne m'avait pas échappé, je me suis même demandé si elle ne les avait pas mis tous les deux... Jusqu'à tante Laure qui, en présentant le thé à son cousin, a bruyamment laissé choir la tasse sur le parquet!

Immédiatement, je relève, non la tasse, mais la constatation de Mme Quinault de Saint-Mart sur la beauté de Mme Lavoisieff :

— Cette jeune veuve est toujours très belle, assurai-je, et m'a paru encore dans tout l'épanouissement de sa beauté et de sa jeunesse...

— Je le crois comme vous, s'empresse d'ajouter l'excellente femme, mais vous ne l'avez pas revue ces jours-ci. La souffrance vieillit, c'est incontestable! N'avoir que cet enfant, et le voir s'en aller un peu chaque jour..., dépenser tant d'efforts pour retenir dans cette petite nature qu'on adore la vie qui s'en échappe!... Une mère seule peut comprendre ce que souffre cette autre mère, ainsi suppliciée, jour par jour, heure par heure...

Dans le salon, même silence. Enfin, l'oncle Jean se décide :

— Mme Lavoisieff est en effet bien malheureuse, nul ne peut en douter.

Mais, en le constatant, sa voix sèche des mauvais jours ne s'est pas adoucie. Pourtant, je me souviens tout à coup de l'émotion inusitée qu'il avait laissée paraître certain soir, en entendant chanter cette jeune femme, une artiste sans doute qu'il a peut-être connue, qu'il a admirée. Alors, sa voix durcie en parlant d'elle maintenant ne serait qu'une apparence? Où donc est la vérité?

Plus tard, quand nous fûmes seuls tous les quatre sous la lampe familiale, j'essayai de remettre la conversation sur cette famille étrangère qu'un mystère semble envelopper, mais ça ne prenait pas du tout, du tout. On répondait des phrases insignifiantes qui ne disaient rien.

Soudain, l'oncle Jean s'est levé et s'en est allé fumer dehors, sous prétexte qu'il faisait une très belle nuit d'étoiles... Puis tante Laure s'est éclipsée à son tour du côté de la terrasse.

J'en fus presque allégée; je ne sais pourquoi leurs deux présences me causaient ce soir une inexplicable gêne. — C'est égal, pensai-je, il faut battre le fer pendant qu'il est chaud, et avec grand'mère, je vais savoir bien des choses!

Hélas! grand'mère venait de s'endormir béatement, profondément, d'un doux sommeil de vieille femme.

XVIII

— Si Mademoiselle veut bien s'asseoir quelques instans? La salle d'attente est libre. Mlle Marcienne ne va pas tarder... Elle doit être auprès de son père dans le cabinet de consultation pour faire examiner la petite Justine Barges, qui file un mauvais coton, entre nous soit dit... Je vais rester dans le vestibule pour veiller à ce que Mademoiselle ne reconduise pas l'enfant chez elle... Les journaux de mode sont là sur la table. Mademoiselle pourra voir les chapeaux; l'an dernier, c'était des parapluies, cette année, des dés à coudre!

Pour calmer ce verbiage de femme de chambre, ancienne dans la maison, je me plongeai dans la lecture des journaux politiques, et la porte se referma sur cette brave Annette, qui ne prise guère ce genre de journal, ni de conversation. Tout à côté, une autre porte avait été laissée entr'ouverte, et l'on aper-

cevait le « cabinet noir » pour l'examen des yeux, du nez, des oreilles, de la gorge... Une petite lampe électrique très voilée était suspendue au plafond. Subitement, j'eus envie de voir de plus près; j'entrai tout doucement et j'aperçus d'abord le fauteuil du... *patient*, qui se disloque de façon à favoriser toutes les positions imposées par l'examen... J'aperçus ensuite les vitrines remplies de bocaux et de fantastiques objets, peut-être des débris humains pour les étudier? Je reculai avec horreur! Puis je fus attirée de nouveau par l'aciérie étincelante des minuscules instrumens dans leurs écrins ouverts. Tout à côté, étaient déposées de petites lampes à réflecteurs étranges : sorte de masque funambulesque attaché par de minces courroies au visage du docteur qui examine. Lunettes effrayantes qui réfléchissent les fonds de prunelles, les fonds de gorges et autres ténébreuses cavités... Ainsi, aux yeux du médecin qui les contemple impassible, deviennent phosphorescens et agrandis : les grottes singulières, les conduits miraculeux, des quatre sens inexplorés qu'abrite le visage humain!

Très intéressée, j'allais continuer mon étude ignorante, imaginant ce que devaient être ces explorations inconnues, lorsque, m'arrêtant brusquement, je m'écroulai sans bruit, mais toute tremblante, sur le fauteuil d'examen, ne m'étant pas aperçue tout d'abord, que la lourde portière en tapisserie qui séparait cette petite salle sombre du cabinet de consultations, avait à même, au milieu des chinoiseries de son dessin, une déchirure arrondie qui permettait de voir au dehors, et réciproquement!... J'eus l'intuition, malgré mon trouble, d'éteindre la lampe électrique.

Jusqu'à ce moment, le Dr Darnoy s'était occupé à lire presque tout bas un rapport médical dont je n'avais aucunement cherché à suivre le sens, et maintenant d'autres voix frappent mes oreilles, et l'une d'elles est, à n'en pas douter, la voix de l'oncle Jean!

J'aurais voulu fuir... Je le devais, mais le démon de la curiosité avait enfoncé ses griffes dans ma chair; ses griffes pareilles à des tentacules qui m'enlacent, et m'attirent, palpitante, derrière le rideau truqué! Que je le veuille ou non, ma volonté est abolie.

La femme de chambre s'est trompée sans doute. Marcienne n'est pas là, ou elle en est repartie; ils sont trois : le Dr Rodrigue,

que j'avais entrevu quelques rares fois, surveillant son petit-fils, et dont je reconnaissais la taille mince un peu courbée, le visage de pâleur et d'énergie, et le regard extraordinairement doux qui en atténue la rudesse. J'aperçois aussi le Dr Darnoy, si différent de type extérieur : un peu fort, la figure rosée, souriante et fine, sous les cheveux blancs qu'il porte assez longs, rejetés en arrière pour dégager son front très vaste.

Il me parut que le Dr Rodrigue avait trouvé sans s'y attendre mon oncle Jean en conférence avec le Dr Darnoy, qui est d'ailleurs le médecin attitré de la Chastagne, et que cette rencontre inattendue l'avait troublé au point d'accentuer encore sa naturelle pâleur.

Je ne sais quel mystère incompréhensible s'agite entre eux, je ne sais quelle inquiétante énigme les a séparés autrefois, énigme dont le Dr Darnoy semble, de tout temps, avoir possédé le mot, pour moi introuvable.

— Il était nécessaire, il était indispensable, accentue gravement le Dr Rodrigue, que notre ami Darnoy fût au courant. En ce qui concerne ma fille et moi, j'ai cru devoir, sous la garantie du secret professionnel, lui confier certains détails, afin de l'engager à nous éviter le plus possible les rencontres pénibles auxquelles nous eussions été exposés chez lui, dès les commencemens de notre séjour à Rabastens.

— Vous avez parfaitement agi, monsieur, répond Jean du Montal; de mon côté, je n'ai rien caché au docteur de tout ce qui autrefois s'est passé entre nous.

— Et je me déclare extrêmement honoré de votre mutuelle confiance; réplique à son tour le Dr Darnoy.

— Confiance que mérite grandement une amitié éprouvée comme la vôtre! cher docteur, appuie mon oncle avec force.

— Vous avez été en droit, monsieur, reprend le Dr Rodrigue, de me juger sévèrement?

— J'ai évité de vous juger, monsieur!... réplique Jean avec douceur.

— Mais il vous a paru que j'outrepassais mes droits. Mon chemin était, hélas! impérieusement tracé. Peut-être suis-je allé trop vite, jugeant inutile et imprudent pour tous, l'observation intégrale des six mois d'attente que je vous proposais, faisant preuve ainsi sans doute... d'une coupable légèreté! Rappelez-vous cependant que mes intentions furent honorables,

autant que fut rigide le devoir qui m'incombait? Voilà des années écoulées depuis que ce passé si regrettable s'est creusé entre nous, et, malgré le temps qui atténue, qui efface, pas un jour de ma vie ne s'est éteint, sans que j'aie regretté le triste devoir que je me suis cru forcé d'accomplir! Aujourd'hui d'autres pensers m'accablent. Je ne puis m'illusionner davantage; mon petit-fils se meurt. Et je me demande si ma fille pourra lui survivre.

D'un revers de main, il essuya deux larmes vives qui, malgré lui, s'échappaient de ses yeux, et tendant à Jean du Montal son autre main ouverte :

— Voulez-vous oublier le passé? prononça-t-il d'une voix tremblée et basse.

— Le passé... entre vous et moi? Ah! de grand cœur, lui fut-il répondu, tandis qu'une main franche, qui pardonnait, serrait la sienne.

— Bien, cela!... Très... très bien! fait le Dr Darnoy ne dissimulant pas l'émotion qui le domine.

Puis, se levant, il entraîne ses deux amis vers la fenêtre la plus éclairée de son cabinet. Et de là, leurs paroles m'arrivent comme feutrées, j'ai dû perdre ainsi des mots et des phrases.

— La médecine n'est pas infaillible! continue le Dr Rodrigue avec une certaine hésitation, et nos diagnostics le sont moins encore! Les plus savans font quelquefois fausse route, et il est notoire que nous nous sommes déplorablement trompés.

— Dites : heureusement trompés, relève en souriant le Dr Darnoy.

Un instant, ils discutent ensemble. Mon oncle les interrompt, leur parlant à voix basse, avec une vivacité singulière. Je ne puis saisir ses paroles, mais j'aperçois notre docteur qui hausse doucement les épaules :

— Dites-le-lui donc une fois pour toutes! mon cher Rodrigue, insiste-t-il; prouvez-lui donc qu'il n'a jamais eu d'attaques.

— Je... *n'avais*... jamais eu d'attaques! réplique Jean du Montal d'un ton soucieux, en scandant chacun de ses mots, mais depuis, qui sait?

— Depuis?... vous avez eu des vertiges! Qui n'a pas eu des vertiges au cours de son existence? Personne. Je vous suis de près, mon cher ami, de très près, et avec beaucoup d'attention. J'ai constaté chez vous une prédominance du tempérament

sanguin qui cause le vertige cérébral, contre lequel réagissent tellement vos muscles et votre volonté, que vous donnez vous-même à vos anodins vertiges des apparences...

Le mot prononcé n'arriva pas jusqu'à moi.

— J'avais aussi remarqué en lui, interrompt le Dr Rodrigue, une organisation *ultra-nerveuse* d'une extrême sensibilité; or, chez beaucoup de sujets *névropathes*, une simple émotion vive, éprouvée dans un moment grave ou important de leur vie, suffit à provoquer une syncope, qu'il n'est pas rare de voir se transformer en mouvemens essentiellement nerveux, qui n'ont de l'épilepsie qu'une malheureuse apparence! Or, le malade et même son médecin peuvent fort bien se persuader que ce sont là les tristes prodromes d'attaques à venir. On ne devrait pourtant jamais s'y tromper! ajouta-t-il en courbant la tête.

— Laissons le passé, et venons au présent, reprend le Dr Darnoy avec insistance.

Alors, d'une voix ferme, sans hésitation :

— Sur mon honneur, monsieur du Montal, répond Antoine Rodrigue, je vous affirme que tout ce que m'a expliqué Darnoy, tout ce que vous expliquez vous-même sur la nervosité dont vous souffrez quelquefois, ne présente, dans aucune de ses phases, la plus légère apparence du mal redoutable, dont la crainte a pris naissance dans votre seule imagination trop violemment frappée! Ni de près, ni de loin, vous n'êtes menacé. Si vous me permettez de causer un jour plus intimement avec vous sur votre état de santé qui me paraît excellent, je vous prouverai, dans toute son intégrité, la vérité de ce que j'avance, et je vous expliquerai, en détails scrupuleusement médicaux et techniques, comment, le jour de votre mariage, nous avons pu être tous abusés, et vous la victime de cette fatale erreur!

Sur le fauteuil où j'étais étendue, je devais être aussi pâle que si j'avais été morte. Je n'entendais plus rien. Leurs paroles, leurs argumentations arrivaient à mes oreilles comme un bourdonnement indéfinissable que je ne cherchais plus à saisir. Quelques mots d'approbation polie s'échappent des lèvres de l'oncle Jean. Je me soulève et je vois son geste d'indicible désillusion qui signifie clairement : Que m'importe, désormais?

Ainsi il s'était marié. Ainsi on l'avait cru épileptique. Et lui-même se croyait encore menacé de l'épouvantable mal!

Je tremble, un frisson me secoue de la tête aux pieds. Je repousse doucement le fatal fauteuil, je marche d'un pas silencieux, je m'évade et je sors de ce cabinet sombre comme un automate, sans autre vie que ma volonté! Je traverse ainsi la salle d'attente, je monte l'escalier et m'en vais droit à la chambre de Marcienne. Elle enlevait son chapeau et sa jaquette.

— On vient de me prévenir, dit-elle souriante, j'allais descendre. Mais... Joscelyne, qu'avez-vous?

Je me jetai à son cou en pleurant :

— Je sais tout! lui dis-je : presque tout le passé de mon oncle Jean! Il est marié. Sa femme l'a quitté parce qu'elle le croit atteint d'épilepsie. C'est une misérable, une misérable! Jamais je ne l'aurais abandonné, moi, jamais! Et pourtant, cette femme, je suis sûre qu'il va la voir! C'est peut-être en Bretagne qu'elle habite? Et, sans doute, il l'aime et n'a pas cessé de l'aimer! Ah! Marcienne, je suis bien malheureuse!

Et je sanglotai longtemps, bercée sur le cœur pur de cette jeune fille qui, plus que moi ignorante de la passion humaine, sait pourtant mieux que moi, par la page immortelle du saint livre qui fait ses quotidiennes délices, ce qu'est le véritable amour!

« C'est quelque chose de si grand, de si beau que l'amour! C'est un bien si inestimable au-dessus de tous les biens! Rien en ce monde n'est plus fort, plus élevé, plus étendu, plus délicieux! »

Et par la seule pensée du vide affreux où expirerait son âme, si elle perdait cet amour divin qui est l'essence même de sa vie terrestre, Marcienne sait trouver pour d'autres les paroles qui consolent, les paroles qui fortifient!

Mais elle ne sait pas..., ou peut-être ne veut pas me dire, si la femme de l'oncle Jean est vivante ou morte, ni dans quel pays elle s'est réfugiée.

XIX

Le docteur Darnoy, qui vient de voir grand'mère, un peu souffrante ces jours-ci, nous annonce une bien triste nouvelle : le petit Serge Lavoisieff est mort!

Les derniers jours d'automne l'ont emporté dans le tourbillon des dernières feuilles. Sa jeune âme fragile, qu'un

monde pervers eût peut-être faussée et brisée, a été attirée en haut par l'insondable vouloir divin. Et je m'imagine un paradis d'enfant, merveilleux de joie et de lumière, un paradis ineffablement beau, avec une voûte d'éternel firmament, où le petit Serge jouera dans le soleil, et naviguera dans les étoiles, emporté par des ailes d'anges repliées sur lui en forme de berceau.

Sa mère, celle que j'appelais la belle Mme Lavoisieff, est, paraît-il, d'un inouï courage. C'est elle qui a voulu revêtir l'enfant de son plus seyant costume, l'entourer de ses fleurs et de ses jouets préférés. Elle ne l'a quitté ni nuit, ni jour. Mais on est très inquiet. Elle ne veut prendre aucune nourriture, et, depuis que son fils a exhalé son dernier souffle, elle n'a pu verser une larme!

C'est après-demain qu'on emporte à Clermont, dans le caveau de famille du docteur Rodrigue, le léger cercueil.

Nous connaissions peu ces dames. Nous les avions rencontrées quelquefois dans le jardin Darnoy, où le jeune Serge aimait à laisser flotter sur l'eau du bassin toute une procession de petits bateaux. Nous trouvons cependant que nous présenter demain, au milieu de cette grande affliction, est un devoir de voisinage et de sympathie, que nous tenons à remplir, tante Laure et moi; nous tenons aussi à préparer, pour l'apporter nous-mêmes, une belle gerbe de chrysanthèmes.

A ce sujet, je ne puis comprendre pourquoi tante Laure a voulu détourner son cousin de cette triste visite?

— Vous savez, Jean, lui a-t-elle dit, combien vous êtes nerveux et impressionnable. La vue de cet enfant sur son lit funèbre, la vue de sa famille désolée, vous fera mal, je le crains! Et je ne vous conseille pas d'aller autre part qu'à l'église; c'est plus que suffisant!

Une sorte d'irritabilité a soudain contracté l'expressif visage :

— Je vous remercie du conseil, ma cousine, ou du moins de l'intention qui l'a dicté. Je m'étonne cependant que vous m'ayez cru un instant capable de le suivre.

Tante Laure est devenue toute rouge, je croyais même qu'elle allait pleurer, mais il n'en fut rien. Véritablement, l'oncle Jean a, depuis ce soir, un bien mauvais caractère!

Dès que nous avons été seules, je me suis jetée au cou de

ma tante : la meilleure amie de mon enfance et de ma jeunesse, que j'ai vraiment trop négligée depuis quelque temps ! Elle m'a serrée sur son cœur avec une passionnée tendresse, et les quelques larmes qu'elle retenait à grand'peine sont descendues sur mes cheveux, de ses pauvres yeux pâlis, couleur d'eau transparente...

Étendu sur un lit trop grand, jonché jusqu'à terre de roses, de chrysanthèmes, de colchiques mauves, d'anémones fragiles, en un mot de toutes les fleurs d'automne au parfum subtil et vivant, le petit Serge paraît dormir ! Une de ses mains est appuyée sur le christ d'ivoire posé sur son cœur; l'autre, sur son cher violon couché à ses côtés, le long de l'archet distendu comme une chose morte ! Quelques jouets légers : navires, matelots, nacelles, oiseaux des Iles sur leurs palmiers en miniature, s'aperçoivent enfouis dans les fleurs.

Sous la tête du petit mort, est un minuscule oreiller de dentelle, tout recouvert de ses boucles blondes. Il porte sur sa blouse de velours noir un grand col blanc en guipure ancienne, et son délicat visage à l'ovale allongé, l'harmonie parfaite de son jeune corps, évoquent la beauté des races slaves... Et peut-être que déjà vers les steppes désertiques, vers les forêts inconnues, vers le château abandonné que la Baltique heurte nuit et jour du remous de ses flots bleuâtres, s'envole sa petite âme, que l'empreinte des aïeux et leur voix lointaine attire, avant de se poser, bienheureuse, au sein du Paradis !

Oh ! combien navrante me parut alors cette chambre banale, dans ce chalet loué au hasard, avec des meubles d'aventure, où d'autres avaient passé, avaient ri, avaient souffert, — car la vie est pour tous pareille, — mais qui n'est pas sa maison à soi, sa maison où l'on aurait voulu mourir !

De l'autre côté du lit, là où personne n'allait pour secouer, sur l'enfant immobile, la branche de buis bénit, là est assise la mère, entourant d'un de ses bras l'oreiller, où repose la tête blonde sur laquelle ses lèvres presque aussi décolorées que celles de son fils semblent continuellement s'appuyer. La mère ne bouge pas, ne parle pas, ne regarde pas, ne pleure pas. La mère est vivante pourtant, mais nous parut morte à la vie. Elle nous représentait, dans ces suprêmes minutes, la nuit du désespoir, sans même l'imperceptible clarté lointaine

qui luit d'en haut, dans chaque âme désolée, — ou que du moins on croit voir y luire.

Mme Rodrigue la contemple avec une grande commisération. Elle reçoit ceux qui entrent, remercie avec larmes, étreint la main de tous; répondant à tous, et les accompagnant au départ. J'eusse préféré moins de démonstrations, et davantage de silence. Mais chacun agit selon sa nature.

Nous sommes à genoux, tante Laure et moi, après avoir déposé sur le lit funèbre les fleurs échevelées de nos chrysanthèmes, tout blancs, comme la jeune âme qui est partie, et dont quelques-uns sont nuancés de mauve, en signe de deuil.

Dans la chambre éclairée du faible jour qui filtre des fenêtres à demi fermées, et de la lueur mystique des chandeliers de bronze, il ne reste que deux religieuses et nous. De nouveaux visiteurs entrèrent et disparurent l'instant d'après. Puis ce fut l'oncle Jean, conduit par le docteur Rodrigue, dont le pâle visage nous semble dévasté par la douleur.

C'est du côté où la mère est assise qu'il se dirige sans hésiter. Un instant, il considère le pauvre petit Serge. Et, penché sur lui, il pose longuement ses lèvres sur le front ingénu, froid comme la nervure glacée d'un marbre!...

Soudain, une voix qui prononce faiblement : « Merci! merci! » s'élève dans le grand silence...

La malheureuse mère veut lui tendre sa main... un sanglot étouffé, puis déchirant, la secoue tout entière; et elle retombe inerte sur le fauteuil qu'elle occupe au chevet du lit. Mais l'oncle Jean s'était agenouillé, il avait saisi les deux pauvres mains tremblantes et les pressait dans les siennes. Un flot de larmes s'échappe alors des yeux que la douleur a séchés, et d'autres sanglots montent, intenses, bouleversans. Le docteur Rodrigue, tout brisé qu'il est lui-même, peut cependant entourer sa fille de ses bras, la soulever et l'entraîner dans la pièce voisine dont il repousse la porte.

Très lentement, Jean du Montal s'éloigne de la chambre mortuaire. Ses yeux sont remplis de larmes.

Enfin, il nous aperçoit, et nous descendons ensemble. Au bas de l'escalier, nous retrouvons le docteur Darnoy et sa fille, qui s'apprêtent à remonter là-haut; pendant qu'on cause tristement, je me penchai à l'oreille de Marcienne :

— Je sais maintenant, lui dis-je d'une voix que j'aurais

voulu affermir, je sais quelle est la femme qu'avait épousée mon oncle Jean !

— Et vous voyez, ma chérie, que le bonheur n'est pas de ce monde! Combien on serait heureux pourtant, si l'on voulait se contenter de marcher dans la voie simple qui vous est tracée, — ce que n'a pas fait cette pauvre femme! — Mais l'on veut toujours chercher une route plus brillante, ou qui vous séduit davantage. Et c'est là le malheur !... Revenez, nous causerons.

Non, non !... Je ne reviendrai pas, pensai-je; je ne suis pas une sainte comme Marcienne ! Et ce que je souffre, elle ne pourrait le comprendre. D'ailleurs, à quoi bon ? Puisqu'il faut suivre sa destinée, eh bien! je suivrai la mienne !

On dira que la petite Joscelyne était un peu folle. Tant pis! Quand on n'est pas aimée, on s'en va.

Heureux ! mille fois heureux l'enfant couché dans les fleurs, et qui dort son dernier sommeil! Sa petite âme envolée n'aura pas eu de jeunesse terrestre. Elle revivra joyeuse, et désormais étrangère à toutes les douleurs d'ici-bas.

XX

Plus tard...

Combien de semaines, combien de mois se sont écoulés, depuis la mort du petit Serge Lavoisieff? Je ne sais plus ! Il est parti à la chute des feuilles et nous sommes au printemps. J'ai dormi, moi aussi, un dernier sommeil dont je me suis heureusement réveillée; mais j'ai le front très lourd, et chacune de mes pensées revient lentement occuper sa place dans mon cerveau.

Je suis couchée dans un lit chaud et douillet; celui de l'unique chambre à donner du moulin des Pierreux. Sur ce vieux lit à colonnes de bois dur, descendent de grands rideaux à damiers blancs et roses, en forte et saine toile d'autrefois. Le même bandeau rose festonne sur les fenêtres à petits carreaux qu'un rayon de soleil couchant traverse de sa phosphorescence, pour caresser, consolateur, mes yeux à demi fermés.

Tante Laure, assise à mon chevet, tient mes mains dans les siennes, et Zoé, la bonne meunière, me présente un lait

mousseux additionné d'une goutte de vieux rhum. Je suis bien. Je voudrais rester ici toujours.

— Est-ce que j'ai failli mourir? Je ne l'aurais pas voulu. Non, oh! non, tante Laure, je ne l'aurais pas voulu. — Allez-vous-en, mort méchante! Que je ne vous voie plus, comme ces trois derniers mois, grimacer derrière mes rideaux! que je ne vous aperçoive plus le soir, abritée dans les coins d'ombre des salons de la Chastagne, quand les lampes ne sont pas allumées..., puis sur la terrasse, et dans le parc... Cet hiver surtout quand il a neigé! Une nuit, vous m'êtes apparue, m'ouvrant vos bras de squelette, qui sortaient à demi, du linceul de neige amoncelée, dont vous vouliez me recouvrir. Oh! j'ai bien su vous échapper! Mais ce matin, sournoisement, vous avez profité de l'absence du maître, qui est reparti pour l'Auvergne, rajeuni d'espoir, presque heureux et si absorbé, si distant, qu'il ne s'apercevait même pas que nous existions, tante Laure et moi! Alors, vous m'avez guettée dans ma promenade favorite, le long du ruisseau. Je vous ai entrevue, au fond de l'eau, mort cruelle! puis, sous la roue du moulin qui tourne, du moulin qui chante : tic, tac, tic, tac..., mais vous aviez changé de visage : avec une grâce diabolique vous vous suspendiez à la roue, hideuse de séduction : vous m'appeliez d'une voix céleste...

— Ce que je vous raconte, ma tante, est une sorte d'hallucination, un cauchemar. Le sourire du fantôme était attirant. Il était le repos, la sérénité, l'oubli des douleurs! Et ses bras se tendaient vers moi, chargés de touffes de lys jaunes et de petites fleurs bleues qui brillent comme des turquoises sous la mousse, les fleurs que j'aime! les fleurs que j'allais chercher, sans me douter que vous me suiviez de loin, chère tante Laure. C'était comme une ivresse qui montait de mon cœur à mon cerveau, et qui m'attirait, m'attirait... Non, ne me dites pas de me taire. Je veux parler! Ce m'est un si doux allégement! Je désirais ces fleurs, éperdument, je les voulais. Or, il n'y a que le premier pas qui coûte, le second est irrésistible, et ces herbes sont si glissantes! Pourtant, j'étais descendue sans encombre, je touchais presque l'eau, j'allais remonter!...

— Chut!..., murmure tante Laure, il ne faut pas mentir : tu n'allais pas remonter, pauvre folle enfant.

— Je ne sais pas! Je vous assure que je ne sais pas. C'est

en arrachant des fleurs d'arum aux larges feuilles, que j'ai glissé, et sous l'eau, ma robe s'est accrochée au bas du talus, à une vieille racine d'arbre. Et la roue qui tourne, tourne, tourne, n'a pu me saisir!

Les hommes du moulin étaient là, dans les prés, ils ont bondi à votre appel désespéré! Mais c'est vous seule qui m'avez sauvée. Vous aviez tant prié pour moi! et depuis si longtemps! Et vous pensiez que je ne m'en apercevais pas? Il eût fallu être aveugle. Or le bon Dieu n'est ni sourd, ni aveugle, il vous a exaucée. Vous pleurez? Je sens des gouttes chaudes sur mes mains. Ah! ne pleurez plus, chère tante Laure. Ma douleur est finie. J'ai bien cru en mourir, mais la mort méchante s'en est allée et ne reviendra plus! Il me semble déjà, est-ce encore un autre rêve? il me semble que je trouve la vie bonne!

— Oui, ma chérie, crois-moi, la vie est bonne pour qui sait se résigner. On m'a conté des douleurs et des déceptions plus terribles que les tiennes, en ce qu'elles ont duré toute la vie, et ceux ou celles qui les ont souffertes, n'ont pas désiré mourir comme toi! Le cœur qui aime véritablement obéit à de plus nobles mobiles, et trouve même que la vie n'est pas assez longue pour remplir le programme que lui a suggéré son amour! Essaie de t'endormir un peu, ma Josette? La courte histoire que je vais te raconter te bercera comme un léger songe.

J'ai connu autrefois un petit garçon et une petite fille qui ne se quittaient pas, leur habitation étant à côté l'une de l'autre; ils s'aimaient tendrement depuis qu'ils avaient l'âge de raison, et, à quinze ans, ils s'étaient juré de s'épouser. A la fin de ses études, le petit garçon, devenu un grand jeune homme, fit de longs et beaux voyages, et lorsqu'il revint, il ne fut plus question de projets d'avenir. C'était pour lui un passé de jeux d'enfans, rien de plus! Mais pour elle qui avait écrit en son cœur leur mutuelle promesse, ce fut ineffaçable! Ainsi les années s'écoulèrent. Le jeune homme faisait son droit à Paris, et restait peu dans son pays, où il ne revenait que pour s'occuper de ses terres et s'assurer que les travaux des champs fructifiaient. Et, à chaque retour, l'espoir revenait au cœur de la jeune fille oubliée, et, chaque fois, son espoir était déçu... Un jour, ce fut pire : une autre apparut, plus jeune, plus belle, beaucoup plus belle. Ce fut pour lui le coup de foudre, et pour elle, la désillusion infinie! Orpheline et libre de ses

actes, cette jeune fille voulut quitter la France, délivrer son ami d'une présence qu'elle supposait devoir lui être une gêne, presque un remords. Elle partit, emportant avec elle son amour et son renoncement. Plus tard elle revint, parce qu'il était seul et désespéré! Précocement vieillie, elle fut l'amie de son malheur, et sentit renaître en elle l'illusion plus tenace et plus chère. Lui était resté jeune : de nouveau il fut aimé. Et la pauvre fille aux cheveux déjà blanchis, sans un mot, sans un reproche, une fois de plus se résigna; pourtant, au fond de l'ineffaçable empreinte un reste d'illusion, faible comme un souffle, s'abritait encore.

Lorsque, soudain, dans le cœur de l'homme oublieux, ou ignorant de l'incessant sacrifice, surgit encore la flamme ardente qui, dans sa vie, a tout dévasté, celle qu'il n'avait peut-être pas cessé d'aimer réapparaît. Et, sans détourner la tête, il marche vaincu dans un songe lumineux, suivant le sillage à nouveau tracé, sans voir ce qu'il laisse après lui de brisemens et de larmes.

— Et la pauvre délaissée, qu'est-elle devenue?

— Rien d'extraordinaire, ma chérie, attachée à l'unique amour de sa jeunesse, elle suit la voie toute simple qui lui est tracée.

— C'est beau! Malheureusement, toutes les âmes ne sont pas des âmes d'abnégation et de sacrifice comme celle-là, et tous les hommes ne sont pas des monstres, fort heureusement!

— Celui-là n'était pas un monstre, Josette, bien loin de là, pas plus que son amie n'était une sainte. Son excuse est qu'il a toujours ignoré le sentiment fidèle qui a vécu à ses côtés, et jamais il n'en saura rien, car le temps qui passe sur toutes les douleurs, les amortit, et sur les traits que la maturité de l'âge a fléchis, le sillon des larmes ne marque déjà plus! ou bien, c'est de telle façon discrète que le regard le plus exercé ne peut deviner ce que dérobe ce visage.

— *Le sonnet d'Arvers* alors?

Tante Laure rougit, et ses grands yeux se détournèrent.

— Mauvaise enfant! murmura-t-elle.

Ce fut en moi comme le déchirement d'une taie morale qui paralyse souvent notre vie intérieure, pareille à la cataracte qui voilerait nos yeux de chair si nous ne la déchirions pas. Je vois maintenant. Je ne suis plus aveugle! Et devant moi, éclate

toute l'abnégation de cette humble vie. Combien je me sentais petite et misérable à côté !

— Tante Laure, m'écriai-je, sans lui demander pardon de ma sotte plaisanterie, que je ne voulais pas souligner davantage, chère tante Laure, je vous aime et je vous admire. Mon cœur léger ne pèse qu'un fétu de paille à côté du vôtre, si lourd de dévouement, de patience et de sacrifice. Mieux qu'une autre, vous aviez, par l'expérience, compris ce que j'ai souffert à cause de cette affection enfantine et folle, sans cesse combattue, sans cesse irréfléchie, puis désespérée, puis brisée. Oh ! bien brisée, je vous assure, et je n'en recueillerai pas les morceaux.

— Je sais tout cela, mon enfant, mais, pour ce soir, n'y pense plus, tu parles trop, j'ai peur que tu n'aies la fièvre.

— J'ai seulement mal à la tête, et ça me fait du bien de parler, ça dégonfle mon cerveau ! Et puis, je veux vous dire, vous convaincre que je n'ai pas voulu mourir ! Il est très vrai que j'ai désiré la mort et que tous ces jours-ci surtout, je n'avais pas la force de vivre, mais je n'ai pas eu la volonté coupable de me tuer, puisqu'il faut dire cet affreux mot. Je n'en aurais eu ni l'énergie, ni la lâcheté ! J'aurais aimé que la mort me prît à la suite d'un danger que j'aurais affronté, sans le savoir... Je pensais me laisser glisser dans l'eau... je le pensais en rêve ; dans la réalité, je n'en aurais certes pas fait le geste ! Là-bas, près du moulin, il y avait de si jolies fleurs d'eau, et de si luisantes feuilles vertes ! c'était mon jour de renouveler les fleurs dans la maison, j'ai voulu les cueillir et, quand le danger m'est apparu, j'avais déjà posé mon pied sur la descente.

— Tu n'avais qu'à ne pas y poser l'autre, me dit ma tante logiquement.

— C'est vrai, j'aurais pu, j'aurais dû, surtout à cause de cette pensée de mort qui me hantait sans relâche ! Mais je voulais ces fleurs, je les voulais ! Vous n'avez pas idée de ce qu'est, à certaines heures, l'attraction d'un désir, même si infime. Vous n'avez pas idée du vertige de l'eau, surtout à cet endroit où le moulin tourne, avec un bruit lancinant qui vous déséquilibre, qui vous désagrège le cerveau. Oh ! tante, que j'ai mal à la tête !

— Et l'auto qui n'arrive pas ! On a été chercher le docteur,

j'ai compris que tu allais avoir la fièvre, tu es déjà toute rouge ; ne parle plus, mon enfant, je t'en conjure !

J'entendais sa voix de très loin ; il me semblait lutter encore contre l'invisible danger. Et j'avais le bruit du moulin sous lequel l'eau bouillonne, dans les oreilles. Malgré cela, je continuai faiblement :

— Alors, quand j'ai vu que la roue tournait, le vertige m'a saisie, et m'a roulée comme un galet lancé sur une pente, j'ai fermé les yeux. On n'a vraiment alors qu'une pensée : le *fatum* des anciens, et j'ai glissé ; mais je n'ai pas voulu me jeter à l'eau ! C'est bien compris, n'est-ce pas, ma tante ?

— Oui, oui, c'est bien compris, ne parle plus !

— Cette noyade, voyez-vous, ne la regrettez pas : c'est le « dépouillement du vieil homme, » comme le conseille l'Évangile ! Moi aussi, je veux ressusciter ! Ressusciter à la vie droite, à la vie simple et raisonnable, et peut-être à la vie heureuse. Écoutez, — et j'entourai son cou de mes bras me haussant à son oreille, — écoutez ! c'est un secret, ne le dites à personne : j'ai l'intention de me marier le plus vite possible ! Évidemment ce ne sera pas demain, ni après-demain. Il faut attendre un peu que je sois devenue plus calme et plus sérieuse, et qu'en moi et autour de moi, le souvenir de toutes mes folies se soit envolé. En ce qui me concerne, ce ne sera pas long, pas long du tout, je vous le certifie.

Ma pauvre tante était stupéfaite, et dardait sur moi des yeux plus larges que nature :

— Te marier ! et avec qui, grand Dieu.

Je murmurai un nom, toujours à son oreille.

Et ma tante se mit à rire, d'abord tout doucement, puis avec continuité, ce qui effaça peu à peu l'angoisse de son cher visage. Elle fut à la fenêtre, — on entendait ronfler l'auto, — puis elle donna ses ordres à Victor.

— Le docteur est absent, me dit-elle ensuite, mais il est prévenu et viendra ce soir à la Chastagne. Nous allons t'envelopper dans des couvertures et je vais t'emmener à la maison dans ta jolie chambre bleue.

— Ne m'emmenez pas, ne m'emmenez pas ! m'écriai-je en me rejetant en arrière, je ne veux plus voir l'oncle Jean !

— Il n'est pas encore de retour, je te l'affirme ! tu sais bien qu'il était absent.

— Oui, en Auvergne. Je sais bien.

— Il ne revient pas encore, ajouta-t-elle d'une voix brisée, il a écrit ce matin : son voyage se prolonge, il part pour l'Italie.

— Ah! tant mieux! Et le sombre nuage que j'avais sur le cœur, soudainement se dissipa.

J'ai été bien malade! On a parlé de méningite, de fièvre cérébrale. Je ne l'ai pas bien su. J'ai frôlé le grand, le véritable danger. Mais personne n'a désespéré de moi.

Je voulais vivre. Et je suis guérie. Et les beaux jours d'été vont se lever radieux sur la fin de ma convalescence.

XXI

— Vous souvient-il, monsieur Noël, de cette jolie promenade que nous fîmes l'an dernier dans ce même parc de la Chastagne, par un gai soleil de fin d'hiver? Il y en avait des violettes, ce jour-là, un vrai tapis de moire mauve?

— Si je m'en souviens, mademoiselle, C'est-à-dire que je ne l'ai jamais oublié. Et pourtant, vous si bonne, vous fûtes bien méchante ce jour-là : vous jetâtes mes pauvres violettes dans le fossé!

— En effet, j'ai jeté vos violettes qui s'effeuillaient entre mes doigts, mais vous n'avez pas été seul à garder leur souvenir, ce qui est infiniment préférable.

— Oh! oui, mademoiselle, infiniment! Pourvu que vous ne vous moquiez pas.

— La preuve que je ne me moque pas, la voici : je vous demande de me cueillir de nouvelles fleurs. Les voyez-vous dans ce pré, sur la lisière du parc? Vous avez là de ravissans orchis sauvages, des marguerites, des boutons d'or. Voulez-vous m'en apporter un bouquet? Je vous promets de le garder, celui-là.

D'un bond, il franchit le fossé, au bord duquel j'étais assise, et, se précipitant dans les hautes herbes, il y plongea son nez avec ardeur, ce qui ne doit pas lui être bien difficile.

Par une échappée entre les branches, je voyais aller et venir sur la terrasse de la Chastagne tous les Saint-Mart de Rabastens, et quelques autres amis. Grand'mère, en l'honneur de ma santé reconquise, et peut-être bien aussi à ma secrète instigation, avait offert un grand déjeuner, lequel, dans sa pen-

sée comme dans celle de quelques initiés, devait avoir une autre signification qui restait encore toute mystérieuse.

— Oh! le charmant bouquet! m'écriai-je, admirant l'ordonnance artistique des fleurs, jetées avec grâce dans un échevèlement de souples herbes à minces épis harbelés. Comment appelez-vous ces minuscules fleurs bleues?

— En allemand, ce sont des *vergiss mein nicht*, mais la langue allemande, sans bien m'expliquer pourquoi, m'est antipathique... Laissons de côté cette appellation; en français, elles se nomment ces jolies fleurettes : des *aimez-moi!*...

— Et, en anglais, des *Forget me not!*

— J'aime mieux l'étymologie française, mademoiselle.

— Pourquoi donc, monsieur?

— Parce que, — et sa voix devenait tremblante, — parce qu'ainsi nommées, ces fleurs disent mieux ce que je pense, ce que je désire, ce que je vous aurais dit si j'avais osé! Il y a si longtemps que je vous aime!

— Si longtemps?

— Oh! oui, depuis toujours. C'est-à-dire, depuis que vous êtes arrivée d'Amérique avec Mlle de Kersables; je fus séduit par la fillette, puis j'ai aimé l'adolescente d'un amour plein de rêve qui n'eût pas voulu s'avouer, et j'adore la jeune fille, je l'avoue, passionnément!

En l'écoutant, sans trop savoir ce que je faisais, je me mis à effeuiller une marguerite de son bouquet. Le petit brin de corolle blanche répondit : « Pas du tout! » Et, comme ce ne pouvait être que pour moi qu'elle parlait, cette fleur décevante, je la rejetai avec horreur. J'avais envie de lui crier, en la piétinant : Menteuse! menteuse!

— Je l'adore passionnément, continue ce brave Noël, qui n'avait rien vu. Mais tout en moi est si peu digne d'elle!

— C'est peut-être elle qui ne vous vaut pas! Et je serais bien tentée de le croire!

— Oh! mademoiselle.

— N'ergotons pas sur nos qualités respectives, voulez-vous? ce serait trop long. Alors vraiment?... j'hésitai, je balbutiai... mais une telle anxiété l'oppressait que je m'armai de courage; et d'un ton enjoué :

— Vraiment vous désirez m'épouser, monsieur le notaire?

— Si je le désire? Oh! mademoiselle!...

Je pensai : Est-ce qu'il serait bête, par hasard? Ce n'est pourtant pas ce qu'on dit. Il est vrai qu'il est de ces situations qui rendraient stupides des hommes réputés les plus spirituels!

— Vous ne vous moquez pas de moi?... me demanda-t-il encore d'une voix blanche, où je sentais l'émotion enchaînée se débattre de plus en plus.

— Je n'ai le droit de me moquer de personne.

Et mélancoliquement j'ajoutai :

— Je trouve que le mariage est, en principe, une chose beaucoup trop sérieuse pour ne pas en parler avec toute la gravité et la vérité qui conviennent. Si donc vous voulez vous contenter d'une affection fidèle et sûre, ni romanesque ni passionnée, je crois que nous pourrons nous entendre.

— Vous m'accepteriez donc? Moi... moi? Oh! mademoiselle... Joscelyne!

Heureusement qu'il a ajouté mon nom à la suite, ce qui est beaucoup moins bête; mais, en même temps, il est devenu si pâle, si pâle, que je regrettai de n'avoir pas sur moi un flacon d'éther ou d'eau de mélisse des Carmes!

Il est debout, éperdu, vacillant d'émotion violente. Je saisis son bras, l'attirant d'une pression légère; il se laissa tomber assis à mes côtés, puis, à voix basse, levant sur moi ses beaux yeux ardens, — car, c'est incontestable, il a de beaux yeux : — Si je vous aime, si je vous aime? — C'est à la question de ces petites fleurs bleues que je réponds. — Oh! Joscelyne, vous en doutez-vous seulement, à quel point je vous aime?

C'est étonnant comme la conscience d'un sentiment vrai peut embellir un banal visage! Sa voix d'abord étouffée s'élève, et tous les trésors de pur amour que garde en soi un cœur d'homme délicat et passionné furent versés à mes pieds, somptueusement, avec une inexprimable ivresse.

Attendrie, bouleversée, j'eusse voulu avoir des griffes de fer pour arracher de mon âme, en la déchirant, ce qui pouvait encore s'y dissimuler d'une autre image, d'un autre souvenir.

Soudain image et souvenir deviennent si pâlissans, si falots sous la lueur rose qui m'éclaire l'avenir, qu'il me semble les voir s'enfuir dans les brumes indéfinies du lointain. Ils passent, béni soit le ciel! ils passent comme de légers fantômes, ils s'en vont!...

— Pas encore, mais bientôt, bientôt! répond une voix intérieure.

Je n'aimais pas Noël Quinault en effet; c'est-à-dire : « pas encore! » — avait murmuré la voix! — mais je sentais, à n'en point douter, qu'il devenait pour moi un autre homme, et que me séparer de lui maintenant, ne plus le revoir, je ne le pourrais sans souffrir.

Quand nous rentrâmes au salon, il n'y avait plus autour de la chaise longue de grand'mère que mon amie Marcienne, tante Laure, et la mère de Noël.

Marcienne sourit en nous voyant entrer ensemble, d'un sourire joyeux qui approuve et félicite. Elle avait déjà deviné. Tout émue, je m'approchai de la chaise longue de grand'mère :

— Ma chère bonne-maman, lui dis-je avec tendresse, j'ai suivi vos parfaits conseils, les vôtres aussi, ma chère tante, et les vôtres, mon cher oncle. Sur la porte du salon, je le voyais s'arrêter stupéfait, esquissant un geste d'interrogation.

— Puisque vous le désirez tous, repris-je allégrement, je le désire aussi, et suis prête à accepter M. Noël Quinault pour fiancé.

Il y eut acclamation générale, car d'autres invités arrivaient du dehors, et tous apprenaient la nouvelle : inattendue pour les uns, soupçonnée par les autres. Ma future belle-mère exultait et me serrait sur son cœur à m'étouffer. Chacun était ému selon le degré de son amitié, surtout l'oncle Jean! Il m'attira à l'écart dans un angle de la terrasse :

— Mon enfant, me dit-il, je vous supplie de me répondre avec franchise : est-ce de votre plein gré que vous acceptez ce mariage? Ne vous contraignez-vous pas? Dites un mot, et ce soir, demain, j'écris pour le rompre.

Devant cette attitude inattendue, je fus toute troublée, toute saisie Cependant, comme, au fond de mon cœur, un grain de rancune, peut-être injuste, s'agitait encore, je m'armai d'un petit air combatif et, le sourire aux lèvres, reculant de quelques pas :

— Rassurez-vous, lui dis-je, non seulement c'est de mon plein gré que j'épouse, mais je suis enchantée, enchantée.

— De quoi? fit-il gravement.

— Eh parbleu! d'être notaire.

— Vous voulez dire notairesse?

Il est évident que je ne savais plus ce que je disais.

— Eh bien! oui! Nous serons notaires, Noël et moi! Vous riez? Qu'est-ce qu'il y a de si extraordinaire? Quand il aura trop de travail, je lui servirai de premier clerc. Cela m'amusera. C'est tout simplement ce que j'ai voulu dire.

Il souriait, me considérant avec un peu de tendre pitié aux lèvres. Crispée, je continuai, lui vantant avec volubilité tous les avantages de mon futur mariage, oubliant que lui, le premier, les avaient pesés et étudiés pour moi. Et je terminai mon pauvre petit discours aussi absurdement que je l'avais commencé :

— Voilà! je suis ravie d'être femme de notaire! J'aime beaucoup mieux épouser un homme qui travaille, que passer ma vie avec un homme inoccupé.

Il ne souriait plus; une ombre triste obscurcissait son visage :

— Vous m'êtes très chère, Joscelyne, — et sa voix plus basse semblait se ressentir d'une émotion qu'il ne voulait pas me laisser voir, — vous m'êtes très chère. Et jamais, croyez-le, je n'ai aussi profondément regretté que ce soir, où je vous perds définitivement, que la destinée ne m'ait point permis d'être votre seul soutien, votre seul protecteur. La destinée, ou disons mieux, la Providence vous a voulue plus véritablement heureuse que vous ne l'eussiez été avec moi, et votre sort se décide autrement. Mais si un jour vous aviez besoin d'aide et de soutien, — car, dans toutes les vies heureuses, il est un temps où le bonheur s'obscurcit, pour, peu après, redevenir lui-même, et de nouveau s'illuminer, — dans ces heures grises, souvenez-vous de votre oncle Jean. Appelez-le; ne craignez pas. Il ne se fera pas attendre... Et tout ce que, pour vous ou pour les vôtres, il pourra faire, il le fera. Que désirez-vous de lui présentement? Parlez, Joscelyne, ayez confiance. Est-ce la Chastagne, la Chastagne que vous aimez tant? Vous l'aviez déjà dans ma décision ; elle sera le premier apport de votre dot dans le contrat.

— Merci, mon oncle. Vous êtes extrêmement bon. Mais je ne veux rien. Je ne désire rien! Est-ce que vous n'irez pas bientôt en Bretagne? lui demandai-je timidement. Il sourit d'un sourire navré :

— Oui, bientôt, murmura-t-il.

— Quand irez-vous?

Il hésite un instant, puis prononce :

— Après-demain!

— Et vous reviendrez pour mon mariage?

Anxieuse, j'avais formulé ces demandes en quelques mots, presque sans respirer. Sur le visage de mon oncle, le navrement s'accentuait :

— Je reviendrai... certainement, je reviendrai pour remplir mon rôle de père et vous conduire à l'autel. Pourquoi, ajouta-t-il de cette voix grave qui lui était parfois coutumière quand quelque chose de triste l'impressionnait, pourquoi n'ai-je pas mieux compris cette affection paternelle qui m'incombait de droit, et qui, entre nous, eût été si douce? L'humaine nature qui souffre ou qui a souffert, — et je ne parle que des meilleures, — a des instincts de bête blessée; au lieu d'ouvrir ses ailes pour se dérober à de nouveaux dangers, elle rampe, elle se terre, fuyant la lumière, fuyant la vérité! Et la tentation qui passe rasant le sol comme un oiseau de proie l'effleure encore cruellement! Et l'on a quelques mérites à s'y dérober. Je vous ai fait souffrir, Joscelyne, bien souffrir, ne le niez pas? C'est, à la fois, mon orgueil et ma peine, mais pardonnez-moi! La rancune de votre bon cœur me serait si douloureuse! Je ne pourrais la supporter. Me pardonnez-vous, Josette?

— Je vous en prie, ne prononcez pas ce mot! protestai-je avec véhémence : je n'ai rien à vous pardonner, car ce n'est pas vous qui m'avez fait souffrir! C'est mon vilain défaut : la curiosité, qui a fait de moi sa victime. Je me suis acharnée à vouloir connaître votre vie, malgré vous; cela émouvait en moi des cordes intimes qui ne demandaient qu'à vibrer! Et ce fut la première cause de mes folles rêveries. Le passé de l'oncle Jean fut comme un fleuve tumultueux qui m'enroula dans ses perfides ondes. Mais il est mort, bien mort, ce passé, ajoutai-je avec un sourire, emportant dans son linceul le roman de Joscelyne. Un pauvre petit chapitre bien insignifiant, dont nous ne parlerons plus. L'avenir, mon cher oncle, vous réserve encore bien des joies, jamais autant que je vous en désire.

— Chère, chère petite!

Il ne pouvait parler, sous l'impression qui le dominait. Alors, au grand soleil, devant nos invités qui causaient sur la

terrasse, devant mon fiancé qui venait à nous, purement, simplement, ses lèvres s'appuyèrent sur mon front.

Et comme des papillons noirs, comme des phalènes de nuit qui meurent à la lumière du jour, s'enfuit de mon cerveau et de mon cœur ce qui restait encore du songe enfantin et dangereux de ces deux dernières années, du songe dont la trace même allait bientôt disparaître. Car Marcienne et Noël étaient là! Combien par l'une j'avais été sagement guidée! Et de quelle victorieuse égide me protégerait l'autre?

— Nos deux bonheurs s'approchent, me dit Marcienne à l'oreille, pendant que l'oncle Jean se retirait discrètement. Je les vois venir vers nous si différens, et pourtant si assurés! Croyez au mien, Joscelyne, comme je crois au vôtre, en dehors des épreuves qui sont le lot de tous ici-bas.

A cette minute précise, j'eus la sensation inéluctable que Marcienne ne reviendrait plus à la Chastagne.

Comme si elle eût deviné mes pensées, elle ajouta :

— Même pour aller au bonheur, — et sans doute pour cela, car il faut le gagner! — il est toujours douloureux d'abandonner le pays où l'on a vécu, les parens, les amis qu'on aimait, tant de choses intimes où chaque fibre de notre cœur, de nos habitudes s'était attachée!

Et de ses grands yeux de lumière, elle enveloppa le cher paysage, nous tous sur la terrasse, et le vieux clocher qui sonnait l'angélus dans l'éloignement...

XXII

Un an s'est écoulé déjà depuis l'heureuse union de Joscelyne Oswald et du jeune notaire Noël Quinault.

La Chastagne est vide. On est en Bretagne.

Le Grand-Kersables, — comme on s'exprime dans ce pays pour tout château dont la ferme du même nom est un peu éloignée, — vient d'être confortablement restauré, grâce à l'avantageuse location de ces dernières années et reprend, dans ce rayonnement des premiers jours d'automne, l'air de vivre et de rajeunir sous les doigts de sa châtelaine Laurence, définitivement retournée à son pays d'origine, entraînant avec elle la baronne de Croizier du Montal, sa tante, dont le vieux cœur fidèle est resté pareil à celui de sa nièce, c'est-à-dire profondé-

ment attaché au sol natal ainsi qu'aux souvenirs de sa vie d'autrefois. Son fils Jean a vieilli, un pli douloureux s'est creusé au coin de ses lèvres que la moustache fauve ne parvient pas à dissimuler ; malgré les instances de sa mère et de sa cousine, il a voulu continuer d'habiter le Loc-Menhir, la solitude et la vétusté de son vieux château s'harmonisant de plus en plus avec le découragement de ses pensées. Chaque jour, il se rend à Kersables, les deux habitations, malgré leur opposition topographique, étant très rapprochées : Loc-Menhir, sur les bords de la Rance, entre Saint-Malo et Saint-Servan ; Kersables, au-dessus de l'anse de Dinard, sur la plaine étroite, un peu dénudée, surmontant les roches de Saint-Énogat. La mer, qui s'engouffre sous les rocailleuses voûtes des grottes creusées en dessous, semble, en frappant le granit de ses vagues, mouiller d'écume le large balcon du pavillon principal, en forme de tour, qui orne, frangé de lierre, le vieux castel rejeuni. Et, nuit et jour, celles qui l'habitent ont en face de leurs regards l'admirable décor, tantôt éblouissant de gaieté et de lumière, tantôt émouvant et mélancolique, évocateur des grands noms et des vieux souvenirs du passé.

Assis au pied de la chaise longue maternelle, Jean paraît plus las et plus découragé que la veille. L'heure est pourtant réconfortante et joyeuse : on a d'heureuses nouvelles de Rabastens. Josette, soignée et choyée comme une jeune reine, supporte bien son état, que trois mois seulement séparent du dénouement si désiré! Tous les samedis soir, le ménage débarque à la Chastagne pour y passer le dimanche, amené dans un landaulet à carrosserie élégante, que ce jeune mari, chaque jour plus épris, vient d'offrir à sa jeune femme, et l'oiseau bleu, couleur du temps qui jamais ne se pose, semble avoir niché désormais dans un coin de la vieille étude, où de lucratives affaires se multiplient. Noël et Joscelyne peuvent, sans exagération, rêver et réaliser leurs rêves d'or. Un seul nuage passe à travers ce ciel d'azur, car, s'il y en a d'autres, Josette, à coup sûr, ne les avouera pas. Ce nuage, c'est, hélas ! le départ de Marcienne. Le docteur Darnoy et sa fille ont quitté Rabastens : l'un se fixe à Toulouse auprès de son fils et de ses petits-enfans. Quant à Marcienne, elle avait grandement raison quand elle paraphrasait, souriante, ces paroles du Christ : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Le Carmel de Soigny, en Belgique, vient d'ouvrir

et de refermer sur elle ses portes hermétiques et silencieuses. Sous la sombre bure de la carmélite, son sourire et son regard doivent refléter la flamme d'amour sans limites, et l'infini du songe céleste enfin réalisé.

— Beaucoup la plaindront, ajoute Laurence de Kersables, qui vient de lire tout haut ces dernières nouvelles; mais tous ceux que l'effort de vivre a lassés, tous ceux qui ont poursuivi sans repos le mensonge de leur chimère, la comprendront et voudraient pouvoir partager sa vie. Elle et ses compagnes ont su voir leur vraie route. Oui, Marcienne a su trouver la paix et la quiétude profondes. Et peut-être, des joies sans pareilles. Je ne la plains pas.

— Pourquoi la plaindriez-vous, puisqu'elle est arrivée à ce qu'elle désirait : l'accomplissement de sa vocation?...

Et Jean du Montal haussa légèrement ses larges épaules.

— Vous avez raison, mon ami, réplique Laurence prudemment, et je pense tout à fait comme vous.

— Et moi, je suis certaine, affirme la paralytique : certaine autant qu'on peut l'être, qu'au fond du cloître où elle vit heureuse, — car nul n'est gai et souriant comme la carmélite, — que Marcienne n'oublie dans ses prières aucun de ceux qu'elle a aimés, aucun de ceux qui ont fait partie de sa vie au milieu du monde, et qu'elle demande pour chacun d'eux la réalisation de ses vœux les plus légitimes. Elle était si parfaite amie.

Jean ne répondit rien. Son front chargé de nuages était allé s'appuyer à la porte vitrée du balcon donnant sur l'immensité bleue.

Sa mère et sa cousine respectent son silence. La soirée de la vieille baronne, qui se couche tôt, est d'ailleurs terminée; et, quelques instans plus tard, les deux cousins se retrouvent seuls, en face de la mer, dans le petit salon intime et bien éclairé. Après quelques hésitations, Laurence, résolue à parler, interroge d'abord timidement :

— Est-ce que c'est indiscret, mon ami, de vous demander où vous en êtes avec la famille Rodrigue? Sybille ne veut-elle donc plus se décider?

— Parfois je le redoute, ce soir surtout, et je ne sais pourquoi. Si elle m'aimait, Sybille, — sous les syllabes de ce nom, sa voix durcie par le nervosisme intérieur prend tout à coup des intonations ferventes, extasiées, — si elle m'aimait,

Sybille, car elle m'aimait, je vous l'affirme, depuis de longs mois, depuis même des années, elle n'a pu me le dissimuler, à mon dernier voyage en Auvergne, et ce fut une sensation inoubliable, mais alors elle serait ici... au lieu d'aller s'enfermer dans ce couvent des Ursulines où elle a été élevée, et pour combien de jours, pour combien de semaines? Peut-on compter sur une promesse de femme?

— Cela dépend de quelle femme. Je crois que, maintenant, — elle appuya sur le mot, — vous pouvez compter sur cette promesse. Je pense qu'elle a voulu se recueillir un peu, et par la même occasion fuir sa belle-mère qu'elle n'aime pas.

— Sybille est au-dessus de ces mesquines considérations.

— Alors?...

— Eh bien! alors, je ne comprends plus son silence. Tout était presque décidé entre nous : elle arrivait à Kersables, acceptant votre si délicate hospitalité, en attendant que notre mariage soit de nouveau célébré à Saint-Yvon, intimement, dans la simplicité de notre vie bretonne...

— C'est donc définitif, sa résolution d'habiter toute la vie cette solitude de Loc-Menhir?

— Oui, mais qui peut assurer qu'une résolution prise spontanément est définitive? Néanmoins, je sais qu'elle n'a pas d'autre rêve.

— Pauvre Mme Rodrigue! Alors, c'en est fait pour elle d'habiter Toulouse?

— Autant que d'habiter la lune! Votre bonté pour autrui vous aveugle, Laurence, ne parlons plus de cette femme; j'en supporterai la vue par principe d'éducation chaque fois qu'il le faudra, et c'est déjà trop. Qu'on ne m'en demande pas davantage! N'ai-je pas assez du fardeau qui oppresse ces jours-ci chacune de mes heures? A quoi bon vous le dissimuler, mon amie? je crains que la douleur non apaisée de la mort de son fils n'entraîne Sybille vers la vie religieuse. L'exemple de Mlle Darnoy ne l'aurait-elle pas influencée? Elle connaissait depuis longtemps sa résolution d'entrer au Carmel, et je sais qu'elle admire beaucoup cette jeune fille, un peu... bien exaltée! — soit dit entre nous, — et qui était son amie, au moins autant que celle de Joscelyne.

— Marcienne était l'amie de ceux qui souffrent, de celles qui se sont déjà déchirées aux épines de la lutte. Ou Sybille

vous aime, Jean, ou elle ne vous aime pas. C'est tout l'un ou tout l'autre... Le véritable amour, quand il va vers l'être aimé, ne retarde pas sa présence; s'il la diffère c'est qu'un obstacle insurmontable est survenu. Sachez attendre. Le véritable amour, ajouta-t-elle, suivant une autre pensée, ne demande rien. Il se résigne. Mais il reste, il ne s'en va pas; il est de toute la vie!...

Dans sa maturité frêle, dans la joliesse qui flotte encore sur ses traits usés et pâlis, mais non flétris, dans la mélancolie profonde du regard qui croisa le sien, Jean eut sans doute l'intuition de cette flamme jamais éteinte, cloîtrée au fond de l'âme généreuse, de cette flamme qui, sans se consumer, brûle pour lui comme un encens! Si cette pensée amère, toute pareille à un remords, le traversa, elle n'eut que la durée d'un éclair dans le ciel d'orage qu'était son cœur à l'heure présente. Mais, dans ce cœur torturé d'attente et de doute, l'intuition fut vive cependant, et il porta à ses lèvres les deux mains de sa cousine :

— Chère et patiente amie de mes mauvais jours, lui dit-il avec une émotion qui n'était pas feinte, que serais-je devenu et que deviendrais-je sans vous? Continuez-moi votre secours, Laurence. Dans la joie ou dans la douleur, personne au monde, entendez-vous, personne ne me remplacera votre amitié.

Un radieux sourire éclaira le pâle visage :

— Merci, Jean, c'est tout ce que j'attends de vous et tout ce que j'espère. Nous reprendrons demain notre conversation de ce soir. Si vous voulez atteindre le dernier bateau, ce qui diminue de beaucoup la distance, il va être l'heure. Ah! j'oubliais de vous demander si vous aviez reçu la lettre que vous attendiez du docteur Rodrigue ?

— Je l'ai reçue, pas plus tard qu'hier, mais, — il esquissa un geste découragé, — le docteur ne me dit rien de sa fille, si ce n'est qu'il ajoute à la fin de ses quelques lignes hâtives cette simple phrase :

« Sybille doit vous écrire; quant à moi, je préfère causer avec vous des choses graves qui nous occupent, c'est pourquoi j'arriverai incessamment à Saint-Malo. »

— Ce qui indique en effet un retard, une hésitation de cette jeune femme, hésitation bien compréhensible dans la situa-

tion morale où elle se trouve; mais qui n'indique pas un refus. Vous avez pardonné, Jean, vous avez accompli une chose humaine et généreuse, à laquelle vous n'étiez nullement tenu; espérez, mon ami, Dieu fera le reste.

— Et puis, vous ne m'abandonnerez pas, Laurence?

Elle sourit de nouveau, de ce sourire d'âme sereine dont elle avait le secret. Et sur le voyageur inassouvi qui allait moralement la quitter encore, résignée, presque heureuse, elle referma doucement sa porte.

XXIII

Jean du Montal ne prit pas le bateau; il avait soif de marcher au grand air; soif de plonger son âme angoissée, son cœur en déroute, dans l'abîme de ses réflexions. La magie des phares allumés, dominant la mer, le désert de la lande, la fantastique poésie des autels druidiques, tout ce qu'il aime dans ces paysages bretons, sur lesquels se reposa tant de fois son regard attendri, lui semblent, ce soir, sans vie et sans lumière. Il marche droit devant lui, froid et indifférent, il marche, le front courbé sous l'obstination de ses pensées troublantes. Arrivé devant Loc-Menhir, debout sur le perron crevassé de mousses, il ne sait même plus comment il y est venu? Il ne se demande pas davantage pourquoi, à dix heures du soir, la porte vitrée de la salle basse est restée ouverte.

Au milieu, sous la voûte ogivale, la lourde suspension était allumée; un feu réjouissant brille dans l'antique cheminée, car, en automne, il fait souvent plus chaud à l'air extérieur que dans les salles d'autrefois. Tout au fond, sur le divan en brocatelle fanée, une forme féminine d'une harmonieuse sveltesse est assise; une jeune femme en deuil qui n'a, en dehors du noir dont elle est vêtue, qu'une seule nuance claire dans sa parure : un coin de ciel bleu illuminé, au fond de ses grands yeux! Il voulut s'élancer vers elle, mais il chancelait comme un homme ivre.

— Sybille!... ma Sybille!

Les mêmes intonations passionnées sortaient de ses lèvres : toutes semblables à celles de l'année d'avant, quand il s'était écrié malgré lui : « Sybille! ma Sybille! » Il lui tend les

bras... elle s'y précipite de tout l'abandon d'elle-même, de toute l'offre de sa vie entière, trouvant que ce n'est pas assez pour tant de souffrances endurées à cause d'elle et depuis si longtemps! Il se penche, fermant les yeux, cherchant ses lèvres, et tout ce qu'un baiser de fiançailles purifié par les douleurs souffertes peut contenir d'enivrement et d'absolu dans le bonheur, ils le connurent à cette minute suprême où leur passé disparut, pareil au grain de sable jeté dans l'Océan.

Combien Sybille avait eu raison de paraître hésiter, et d'arriver inattendue pour le combler ainsi d'une telle joie! Dans la vie humaine, de telles minutes équivalent à l'éternité. Ils les vécurent... Mais l'heure passait... il fallut pourtant se réveiller, comme on se réveille d'un songe.

Assis à côté l'un de l'autre, tandis qu'ils causent tout bas de l'organisation de leur vie future désormais si proche, une ombre de mélancolie voile soudain les beaux traits de la jeune femme, et Jean comprit que, sur le clair miroir de leur bonheur, se refléterait souvent une autre image : une tête blonde, un visage fin, couleur de cire blanche, où des yeux purs les regarderaient! Il resserra doucement son étreinte, et, grave :

— Ma bien-aimée, lui dit-il, je n'oublierai pas l'enfant que vous pleurez! Chaque fois que vous aurez le désir de revoir sa chère tombe, nous irons ensemble... il ne faut plus nous séparer!

De quel reconnaissant regard elle le remercia!

Tous deux avaient senti la fragilité du bonheur qui leur était rendu, pareil à tous les bonheurs que la mort guette et qu'embrument les larmes. Mais lorsque le docteur Rodrigue parut sur le seuil, introduit par Corentin et Yvonnette, ravis de la grande nouvelle qu'ils venaient d'apprendre, l'image de douleur s'était évanouie.

Sur le tain de la glace, ils ne virent se refléter que leur seul amour : avec tout ce qu'il renfermait pour eux d'inespéré et d'incomparable.

MAXIME DES ARNEAUX.

LES RESSOURCES

DES

BELLIGÉRANS

I

Une des questions qui reviennent le plus fréquemment sur le tapis à l'époque où nous vivons est celle des ressources financières des belligérans. Que faut-il entendre par là? Celles dont ils disposaient au moment de la déclaration de guerre, celles dont ils se sont assuré la rentrée depuis lors, ou celles enfin qu'ils peuvent espérer dans la suite? L'étude de ce troisième point se confond avec celle de la force économique des États. Elle nous amène à nous demander, pour chacun d'eux, quels impôts nouveaux il peut exiger de ses nationaux et quels emprunts son crédit lui permet de contracter? C'est là peut-être la partie la plus délicate du problème. La solution n'en dépend pas seulement de l'analyse des conditions présentes, mais sera influencée, dans une mesure considérable, par l'issue de la campagne. L'indemnité de guerre qui sera exigée fera passer un certain nombre de milliards d'un camp dans l'autre, et, de ce chef, causera déjà un dommage notable au débiteur.

Il est évident que les pays victorieux amortiront une partie de leurs dépenses au moyen du tribut qui leur sera payé, que leur propre budget se trouvera allégé dans la même proportion, qu'ils auront d'autant moins d'impôts nouveaux à établir, que par conséquent leur essor économique reprendra une allure

d'autant plus rapide. Cette perspective explique le recours, pour couvrir les dépenses de guerre, à des opérations de crédit à court terme, puisqu'une rentrée extraordinaire peut être escomptée, grâce à laquelle, après la conclusion de la paix, s'amortiront des obligations émises au cours des hostilités.

En attendant, les dépenses se continuent sur une échelle qui dépasse tout ce qui s'est vu jusqu'à ce jour, au point qu'il est impossible de trouver dans l'histoire rien qui approche des sommes dont il s'agit actuellement. De même que, dans la seule bataille de Neuve-Chapelle, les Anglais ont lancé plus de projectiles que pendant trois années de lutte contre les Boers, de même une semaine de guerre coûte aujourd'hui plus qu'une campagne d'autrefois. Quel est donc le chiffre de ces dépenses, dont chaque pays semble accepter le fardeau sans se soucier du poids dont il pèsera sur l'avenir de ses destinées? Pour les supputer exactement, il manque un élément essentiel : la connaissance de la durée du conflit. On ne peut, à ce point de vue, que raisonner par analogie, chercher à dégager par exemple le chiffre des débours mensuels et laisser aux lecteurs le soin de le multiplier par le nombre de mois qui, dans la pensée de chacun d'eux, nous sépare encore de la paix.

Cette méthode elle-même est insuffisante pour nous donner une vue complète du sujet. Les dépenses effectuées ou engagées par les divers gouvernemens ne constituent pas en effet la totalité du coût de la guerre. A côté d'elles doivent être considérées la destruction des propriétés mobilières et immobilières et l'anéantissement d'innombrables vies, sacrifiées chaque jour sur les champs de bataille. Ce capital humain, précieux entre tous, représente un des élémens les plus douloureux et les plus difficiles à traduire en chiffres de l'addition formidable des pertes subies par les belligérans. On peut y ajouter encore celles que cause l'arrêt partiel de la création artistique et industrielle, du commerce, en un mot d'une foule de branches de l'activité productive par laquelle les hommes, en temps ordinaire, assurent leur existence et contribuent au progrès général. Un statisticien anglais a essayé de dresser, pour six Puissances européennes, un tableau de ce qui aurait ainsi été dépensé ou détruit au bout d'un an de guerre, c'est-à-dire

en supposant que celle-ci se termine le 31 juillet 1915. Il a cherché à évaluer les dépenses directes des États, la valeur des propriétés ruinées, des vies humaines fauchées, le montant des sommes perdues par suite de l'arrêt de la production. Il arrive à un total de 200 milliards de francs.

Évaluation (en milliards de francs) *du coût total de la guerre jusqu'au 31 juillet 1915.*

	Dépenses directes du Gouvernement.	Destruction de propriétes.	Vies humaines anéanties.	Arrêt de la production.	Totaux
France	14	4	9	15	42
Angleterre	18	»	7	1	26
Russie	15	2	8	10	35
Belgique	1	6	1	5	13
Allemagne	23	»	22	24	69
Autriche-Hongrie	14	2	6	15	37
Total	85	14	53	70	222

Sans attacher plus d'importance qu'il ne convient à un travail dont le caractère, en grande partie conjectural, apparaît notamment en ce qui concerne la différence d'évaluation des vies humaines, nous le reproduisons à titre de curiosité; il sert aussi à rappeler l'ordre des grandeurs au milieu desquelles se meuvent les recherches de ce genre et la réalité de certaines destructions, qui doivent être présentes à l'esprit du statisticien, alors même qu'il ne les fait pas directement entrer dans ses calculs.

Nous ne mettrons, en regard des ressources financières de chaque État, que les dépenses effectuées depuis le début des hostilités. Nous laisserons ainsi de côté, non seulement les élémens que nous venons de rappeler, mais toutes les sommes qui, depuis de longues années, ont été consacrées à la préparation de la lutte actuelle et qui, logiquement, devraient figurer dans le total des dépenses qu'elle occasionne. Tout en restreignant ainsi le problème, il ne peut s'agir encore, à l'heure où le duel se poursuit avec une énergie inlassable, de dresser des comptes exacts, même si l'on se borne au point de vue strictement financier et si on néglige les innombrables répercussions économiques qui se traduisent, elles aussi, dans bien des cas, par un surcroît de charges imposé aux nations. Des

crédits qui se chiffrent par milliards ont beau être ouverts sans discussion aux gouvernemens : les besoins de la Défense nationale autorisent implicitement les dépassemens, qui sont d'ailleurs aussitôt ratifiés par l'autorité compétente. C'est ainsi que chez nous, en l'absence des Chambres, les ministères obtiennent du Conseil d'État toutes les autorisations de dépenses qu'ils croient nécessaire de demander.

Il est d'autant plus difficile de présenter aujourd'hui un compte séparé des dépenses de la guerre que celle-ci a éclaté au milieu de l'été, à l'époque où une partie de l'exercice budgétaire était déjà écoulée, à raison de sept mois pour les Puissances dont l'exercice financier cadre avec celui de l'almanach, de quatre mois pour celles qui, comme l'Angleterre et l'Allemagne, en ont fixé le point de départ au 1er avril. C'est donc plutôt du côté des ressources réalisées que nous trouverons matière à une étude qui, sans pouvoir prétendre à une précision qui ne s'obtiendra que bien longtemps après la fin de la guerre, se rapprochera du moins de la vérité : elle permettra d'utiles comparaisons entre les belligérans, tant au point de vue de l'importance des sommes réunies que des modalités auxquelles les divers Trésors ont eu recours pour se procurer des fonds. Cette recherche nous amènera à nous poser le problème de savoir si c'est à l'intérieur de ses frontières que chaque belligérant a trouvé l'argent dont il avait besoin, ou bien si, et dans quelle mesure, il a dû faire appel à des concours extérieurs.

Parmi les moyens auxquels on avait songé pour réunir les ressources nécessaires à la Triple-Entente, figurait l'émission d'emprunts portant la signature conjointe et solidaire des trois alliés. Dans son discours du 15 février 1915, M. Lloyd George a écarté cette solution, Il a déclaré que la France, l'Angleterre, la Russie procéderaient séparément. Toutefois, il a été décidé que des crédits pourraient être consentis réciproquement par certains des alliés, afin de faciliter aux autres les achats sur les marchés étrangers. C'est ainsi qu'un premier compte de 1150 millions de francs a été ouvert à Paris et à Londres pour permettre aux Russes de payer des fournitures de guerre. D'autre part, il a été entendu que chacune des grandes nations alliées contribuerait à tout emprunt consenti aux petits États qui sont aujourd'hui ou qui pourraient se ranger à leurs côtés.

La garantie sera répartie entre elles. Au moment opportun, un emprunt commun sera émis, par parties égales, chez les trois alliés, pour rembourser les avances déjà faites ou à faire à ces petits pays.

II. — FRANCE

Au début, la France dépensait pour la guerre 1 200 millions par mois, près de 15 milliards par an. D'après les dernières déclarations de M. Ribot, il semble que le chiffre mensuel approche maintenant de 1 500 millions. Elle a, pour y faire face, deux ordres de ressources : les avances consenties par la Banque de France et le produit des emprunts émis directement par le Trésor.

Rappelons d'abord ce qu'était notre budget à la veille des événemens. Depuis plusieurs années, il avait grossi rapidement, sous l'influence de trois causes principales : la multiplication des fonctionnaires, les lois sociales, les dépenses militaires. Jusque dans les derniers temps, celles-ci n'avaient représenté que le moindre des trois facteurs. Après le vote de la loi instituant le service de trois ans, en 1913, il fallut se préoccuper de trouver des ressources. Le Parlement créa quelques taxes nouvelles, parmi lesquelles un impôt spécial sur les coupons des fonds étrangers, vota un impôt général sur le revenu, qui n'a pu encore être appliqué, et enfin, à la dernière heure, un emprunt de 800 millions effectifs, qui fut émis le 7 juillet 1914, trois semaines avant l'agression allemande. Les fonds procurés par cette opération devaient couvrir une partie des dépenses non renouvelables résultant de notre réorganisation militaire : augmentation des casernemens, des armemens, des approvisionnemens de toute nature. Le budget de 1914 se présentait avec un total de 5 090 millions de francs : en bonne comptabilité, il eût fallu y faire entrer 617 millions de dépenses de la Défense nationale, armée et marine, et 212 millions de frais de l'occupation du Maroc, qui, depuis plusieurs années, avaient donné lieu à l'ouverture d'un compte spécial. En réalité, le total des charges approchait de 6 milliards.

Les crédits ouverts au ministre des Finances depuis le 1er août jusqu'au 31 décembre 1914, par décrets en Conseil d'État ratifiés ensuite par les Chambres, durant leur courte

session de fin d'année, se sont élevés à 6 500 millions, dont 6 092 pour la Guerre, 83 millions pour la Marine et 341 pour allocations aux familles des mobilisés. En décembre 1914, le Parlement a voté 8 825 millions de crédits provisoires pour le premier semestre 1915. Ils excèdent de 6 229 millions les six douzièmes des crédits primitifs du budget de 1914. De cette augmentation, 5 428 millions sont applicables au ministère de la Guerre, 60 millions à la flotte, 40 millions aux intérêts de la dette flottante et des obligations à court terme, 131 millions aux garanties d'intérêt des chemins de fer et à l'insuffisance du réseau d'État, 51 millions à l'entretien des personnes évacuées des places fortes ou des départemens occupés par l'ennemi, 300 millions à la réparation des dommages matériels résultant des faits de guerre, 20 millions au fonds national de chômage. Nous ne citons que les chapitres les plus importans. Les crédits ont été votés en bloc : la répartition comme l'emploi se font sous la responsabilité du gouvernement. Celui-ci a demandé encore des dotations supplémentaires, par exemple 16 millions pour les retraites ouvrières et paysannes, et des accroissemens correspondant à des mesures approuvées ou à des lois votées par le Parlement, concernant notamment les traitemens de fonctionnaires. Il a fallu tenir compte des services nouveaux ou des extensions de services, dont la nécessité est apparue depuis le début des hostilités. Les allocations accordées aux familles des mobilisés ont été prévues pour 567 millions. Le total des crédits pour le premier semestre de 1915 s'élève ainsi à 9 298 millions.

Il était encore d'autres besoins auxquels le Trésor devait se préoccuper de faire face : ceux des départemens et des communes qui, en temps ordinaire, déposent leurs fonds au Trésor, mais qui, pendant la guerre, peuvent au contraire avoir à recourir à son aide. Un décret du 21 septembre 1914 donne aux départemens et aux communes la faculté d'émettre des Bons spéciaux. Chaque émission doit être approuvée par un décret rendu en Conseil d'État. Le 7 novembre 1914, la Ville de Paris a été autorisée à émettre 120 millions de francs de Bons municipaux, au taux maximum de 6 pour 100, à un an d'échéance. Ce chiffre a été porté, le 15 décembre, à 140 millions, afin de permettre à la Ville de souscrire aux émissions de bons effectuées par le département de la Seine et les autres communes du département. Enfin des crédits ont été ouverts au

Trésor français, destinés à certains pays alliés ou amis. Le 4 mars 1915, le ministre des Finances a déposé un projet de loi portant à 1 350 millions le montant des avances faites ou à faire à ces pays. Il avait déjà prêté, en vertu du décret du 27 octobre 1914, 250 millions à la Belgique, 185 à la Serbie, 20 à la Grèce, 0,5 au Monténégro. Les 895 millions restans étaient destinés à la Belgique, la Serbie et la Russie.

Comment a-t-il été fait face à ces dépenses? Jusqu'ici la France n'a pas établi d'impôts nouveaux, ni même de surtaxes à des impôts existans. Au contraire, sous l'empire de la nécessité, il a fallu reculer d'un an l'application de l'impôt général sur le revenu, voté en 1914 et qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 1915. C'est donc exclusivement à l'emprunt que nous avons eu recours. Les versemens de celui de 800 millions émis en juillet étaient échelonnés jusqu'en automne, de sorte que, le 1er août, il n'était guère entré dans les caisses publiques qu'un tiers du montant. Par une mesure très sage, M. Ribot a ultérieurement autorisé l'emploi de ce fonds à la souscription à de nouvelles obligations du Trésor rapportant un intérêt plus élevé, en sorte que, d'ici à peu de temps, la rente 3 et demi pour 100 aura été entièrement libérée et aura ensuite disparu sans avoir causé de perte aux souscripteurs.

Une convention de 1911 avait réglé les conditions dans lesquelles la Banque de France devait fournir des fonds au Trésor. En dehors d'un prêt de 200 millions sans intérêt qui n'est remboursable qu'en 1920 à l'expiration du privilège, la Banque était tenue de verser à l'État 2 900 millions de francs (100 millions, complétant les 3 milliards, étant fournis par la Banque d'Algérie). Bientôt, ce chiffre fut augmenté : par une convention en date du 21 septembre 1914, l'avance de la Banque a été portée à 6 milliards de francs; par un accord du 9 mai 1915, à 9 milliards. L'intérêt, qui est actuellement de 1 pour 100, sera élevé à 3 pour 100 après l'année qui suivra la fin des hostilités. Ce surplus de 2 pour 100 ira à un fonds de réserve, destiné à commencer l'amortissement de la dette de l'État Sur ce total, il avait été fourni au ministre des Finances, à la date du 6 mai 1915, 5 400 millions : il en reste donc 600 à sa disposition.

Voici quels ont été, au cours de neuf mois de guerre, les mouvemens des principaux comptes de la Banque. Nous rap-

prochons les chiffres du dernier bilan de juillet 1914 et ceux du 15 avril 1915 :

ACTIF (millions de francs).

		30 juillet 1914.	15 avril 1915.
Encaisse	Or	4 141	4 228
	Argent	625	378
Portefeuille		2 444	230
Effets prorogés		»	2 654
Avances sur titres		744	666
Avances à l'État		200	5 300

PASSIF (millions de francs).

Circulation	6 683	11 500
Compte courant du Trésor	383	101
Comptes courans particuliers	947	2 323

L'encaisse est restée à peu près stationnaire. L'or a augmenté d'une centaine de millions et l'argent a diminué de 250 millions. Les deux mouvemens se sont opérés dans un sens favorable, puisque le métal jaune est celui qui a sa pleine valeur, tandis que celle du métal blanc est inférieure de plus de moitié à son cours monétaire. Le portefeuille des effets escomptés a augmenté d'environ 400 millions, somme modique dans les circonstances actuelles. Il faut à ce sujet faire deux remarques. La première, c'est que, au cours des mois écoulés, le portefeuille avait atteint un niveau beaucoup plus élevé. Ainsi, le 1er octobre 1914, le chiffre des effets était de 4 476 millions, soit 1 600 millions de plus qu'aujourd'hui. Ceci indique que beaucoup de débiteurs de ces effets prorogés en ont acquitté le montant et que nous nous acheminons graduellement vers un état normal. En second lieu, il ne faut pas perdre de vue que le portefeuille du 30 juillet 1914 représentait, par rapport à celui de la semaine précédente, du 23 juillet, qui n'était que de 1 542 millions, un accroissement de 900 millions et était donc déjà lui-même influencé par les événemens.

De juillet 1914 à avril 1915, la circulation a augmenté de 4 800 millions, c'est-à-dire, à 300 millions près, de la somme dont s'est accrue la dette de l'État, qui a passé de 200 à 5 300 millions. Les comptes courans des particuliers ont grossi de 1 400 millions, tandis que celui du Trésor diminuait de 300 millions. Ce double mouvement s'explique aisément : l'État dépense chaque jour davantage, tandis que les individus et les

sociétés privées cherchent à augmenter leurs réserves et les confient au dépositaire qui leur offre le maximum de sécurité.

Tels sont les traits distinctifs du bilan de la Banque. Ils indiquent l'étendue du concours donné au Trésor par notre grand établissement de crédit. Parmi les mesures de guerre prises par lui, il convient de signaler la mise en circulation des coupures de 5 et de 20 francs, qui sont venues prendre leur place à côté de celles de 50, de 100, de 500 et de 1 000 francs ; elles rendent de grands services pour les transactions quotidiennes, dans lesquelles elles remplacent avantageusement les écus de 5 francs en argent.

Les Bons à courte échéance ont été la seconde source à laquelle le Trésor français s'est alimenté. En dehors de ceux qui sont destinés aux besoins normaux et dont le maximum est fixé par la loi de finances annuelle, il a été créé des Bons dits de la Défense nationale : le total des uns et des autres a été successivement porté à 6 milliards aux dates rappelées ci-dessous :

La loi de finances du 15 juillet 1914 autorisait l'émisssion de Bons pour une somme de . .	600	millions
Le décret du 1er septembre a élevé cette limite à.	940	—
Celui du 3 décembre 1914 à	1 400	—
La loi du 26 décembre 1914 à	2 500	—
Un décret de février 1915 à.	3 500	—
Celui de mars 1915 à.	4 500	—
La loi du 9 mai 1915 à.	6 000	—

Ce maximum de 6 milliards ne comprend pas les bons que le ministre des Finances est autorisé à remettre à la Banque de France pour être escomptés au profit de pays alliés ou amis.

Les Bons de la Défense nationale portent intérêt à 4 pour 100 l'an lorsqu'ils sont à trois mois de date, et à 5 pour 100, quand l'échéance est de six mois à un an.

Afin de se procurer des ressources au moyen de titres à terme moins rapproché, M. Ribot a créé les obligations 5 pour 100 de la Défense nationale, amortissables au plus tard en 1925, au plus tôt en 1920. Au prix d'émission fixé par lui, elles donnent au souscripteur un revenu d'environ 5,68 pour 100, en tenant compte du remboursement au pair en 1925.

Si on évalue, en chiffres ronds, à 16 milliards au 31 juillet 1915 les dépenses de guerre de la France, on peut dire qu'elles seront couvertes de la façon suivante : 9 milliards par

l'avance de la Banque; 6 milliards par les Bons du Trésor; 1 milliard par les obligations de la Défense nationale.

III. — ANGLETERRE

Le financement anglais de la guerre a différé du nôtre sous deux rapports. Le Gouvernement n'a pas demandé de fonds, en dehors de l'avance statutaire et normale, à la Banque d'Angleterre. Il a, dès les premiers mois, établi des impôts nouveaux, ce qui ne l'a pas empêché de recourir, dans une large mesure, aux emprunts, sous la forme de Bons du Trésor et d'obligations décennales.

Les dépenses furent d'abord couvertes au moyen de l'émission de Bons à court terme, dont l'échéance variait de six mois à un an, mis en adjudication, et qui ont procuré à l'Échiquier des fonds à des taux remarquablement modérés. Dès le mois de novembre 1914, M. Lloyd George voulut s'assurer par d'autres moyens de plus amples ressources. A cet effet, il proposa des taxes destinées à couvrir au moins l'intérêt des sommes énormes qu'il fallut et qu'il faudrait emprunter. Il fit porter les augmentations à la fois sur les contributions directes et sur les indirectes, estimant à bon droit que tous les citoyens doivent supporter leur part du fardeau. La principale augmentation fut celle de l'*income tax*, qui avait déjà subi de nombreuses aggravations depuis 1900. Au cours des deux derniers exercices 1913-14 et 1914-15, (l'année financière anglaise va du 1er avril au 31 mars), il avait été demandé à l'*income tax* proprement dite 16 millions et demi et à la *supertax* 4 millions de livres sterling de plus que précédemment : une nouvelle augmentation, votée au mois de novembre 1914, a eu pour effet de doubler le taux de l'impôt par rapport à ce qu'il était il y a deux ans. Voici quelle a été la progression : elle est indiquée dans la première colonne à la manière anglaise, en shillings et pence par livre sterling, dans la seconde en pourcentages.

D'après ce tarif, un revenu de 1 000 livres, gagné par le travail, paie 1 shilling 6 pence à la livre, c'est-à-dire 7 et demi pour 100. Sur un revenu de 10 000 livres sterling, l'*income tax* et la *supertax* réunies prélèveront cette année 1 995 livres sterling, c'est-à-dire près de 20 pour 100. Dans son exposé du 4 mai 1915, M. Lloyd George a déclaré que, dès l'année

1914-15, le rendement de l'impôt a dépassé les prévisions de 8 millions de livres.

	1913-1914.		1914-1915.		1915-1916.	
	par £.	pour 100.	par £.	pour 100.	par £.	pour 100.
	REVENU DU TRAVAIL					
Jusqu'à 1 000 £. . .	9 d	3,75	1/-	5	1/6	7 1/2
De 1 001 à 1 500 £. .	10 1/2	4,37	1/2	5,83	1/9	8,75
De 1 501 à 2 000 £. .	1/-	5	1/4	6,67	2 -	10
De 2 001 à 2 500 £. .	1/2	5,83	1/6 1/2	7,71	2/4	11,67
A partir de 2 501 £.	1/3	6,25	1/8	8,30	3/6	12 1/2
	REVENU NON GAGNÉ					
Jusqu'à 300 £ . . .	1/-	5	1/4	6,67	2/-	10
De 301 à 500 £, . .	1/6	5,83	1/6 1/2	7,71	2/4	11,67
A partir de 501 £. .	1/3	6,25	1/8	8,30	2/6	12 1/2
	SUPERTAX					
Sur tout revenu à partir de 3 001 £.			1/3	6,25	2/6	12 1/2

Les autres augmentations d'impôt ont consisté en taxes additionnelles d'un demi-penny par demi-pinte de bière, de 3 pence par livre de thé. On estime que ces diverses sources donneront 65 millions de livres en 1915-16.

En même temps, le Chancelier de l'Échiquier émettait, au cours de 95, un emprunt de 350 millions de livres 3 et demi pour 100, remboursable au pair au plus tôt le 1er mars 1925, au plus tard le 1er mars 1928. Le prix d'émission représente un revenu brut d'environ 4 pour 100, mais bien inférieur, si l'on tient compte de la déduction opérée par l'*income tax*. Ce fut l'opération la plus vaste qu'aucun État ait jamais entreprise. Elle portait sur une somme triple de celle que la France avait empruntée en 1872. Le succès fut considérable. Près de 100 000 souscripteurs se présentèrent. Les versemens avaient été échelonnés de décembre 1914 jusqu'au 26 avril 1915. La totalité en est actuellement entrée dans les caisses du Trésor.

L'Échiquier a encore placé à diverses reprises des Bons à court terme, à six mois ou un an d'échéance, à des taux variables selon l'état du marché monétaire. Le montant en circulation à la fin d'avril 1915 est de 85 millions de livres sterling.

Depuis le 14 avril, la Trésorerie anglaise a changé son mode d'émission des Bons à court terme. Jusqu'ici, elle en mettait, à de certains intervalles, des quantités déterminées aux enchères, et le taux n'était connu que par le résultat de l'adjudication. Désormais, elle fixe les prix auxquels elle vend des Bons à trois, à six et à neuf mois. Les quantités souscrites ne seront connues que si elle les publie. Le 15 avril 1915, pour la première fois, la nouvelle méthode a été appliquée. La Banque d'Angleterre a fait connaître que le Gouvernement offrait

des bons à	3 mois	au taux de	2 3/4
—	6	—	3 5/8
—	9	—	3 3/4

Ce système permettra à l'État de réunir provisoirement les sommes dont il a besoin, sans émettre de nouvel emprunt consolidé. Il contribuera à améliorer le change, notamment le change américain, en relevant le taux des capitaux disponibles sur la place de Londres, où il était tombé à un niveau tellement bas que l'or avait une tendance à s'exporter.

Parmi les mesures auxquelles l'Angleterre a eu recours pour augmenter ses ressources, il convient de mentionner la création, pour la première fois dans l'histoire financière de la Grande-Bretagne, de billets d'État. Cette émission a d'ailleurs été faite beaucoup plus pour venir en aide aux banques, à qui le Gouvernement a consenti des avances au mois d'août 1914, que pour créer des ressources budgétaires. La meilleure preuve en est qu'au cours des derniers mois, le chiffre de cette circulation a très peu augmenté et qu'au contraire la quantité d'or immobilisée en garantie de ce papier n'a cessé de croître. Au 5 mai 1915, il en avait été créé pour 43 millions de livres, dont 7 millions étaient en réserve. Le solde était couvert à raison de 27 millions par le métal et de 8 millions par la seule signature de l'État. La proportion de la couverture en numéraire était ainsi de 75 pour 100, c'est-à-dire notablement supérieure à celle qui se constate aujourd'hui, la Banque d'Angleterre exceptée, chez les diverses banques d'émission des belligérans.

Quant à la Banque d'Angleterre elle-même, sa circulation n'a pas cessé d'être exactement contenue dans les limites sévères de l'acte de 1844. La quantité de billets créés n'excède

l'or que d'une somme de 18 millions de livres, et, comme le chiffre des billets en réserve est double de ce montant (36 millions le 10 avril), il en résulte que la circulation effective de 35 millions est inférieure d'un tiers au numéraire en caisse, qui s'élève à 53 millions de livres sterling.

Bien que la Banque d'Angleterre ne joue pas, dans les finances publiques britanniques, le même rôle que la Banque de France vis-à-vis des finances françaises, il n'en est pas moins intéressant de comparer la situation de cet établissement aux dates des 30 juillet 1914 et 15 avril 1915. En voici les principaux chiffres :

ACTIF (millions de livres).

	24 juillet 1914.	15 avril 1915.
Encaisse or	38	55
Portefeuille et avances	47	138
Fonds publics	18	55
Dette du Gouvernement	11	11

PASSIF (millions de livres).

Circulation	30	35
Dépôts publics	13	104
Dépôts particuliers	54	103

L'évolution a été bien différente de celle de la Banque de France ou de la Banque de Russie. La circulation n'a pour ainsi dire pas varié, tandis que l'encaisse a augmenté de 50 pour 100. Le portefeuille a triplé, ainsi que les fonds publics. La dette du Gouvernement n'a pas grossi d'un centime, alors que les dépôts publics ont passé de 13 à 104 millions et que ceux des particuliers ont doublé. Le fait à retenir, au point de vue qui nous occupe, c'est que l'État n'a demandé aucune assistance à la Banque.

Essayons maintenant de nous rendre compte des sommes dépensées. Dès le mois d'août 1914, un premier crédit de 100 millions de livres avait été voté par le Parlement. Un second de 225 fut accordé au mois de novembre. Le 1er mars 1915, à la Chambre des Communes, M. Asquith a demandé des crédits supplémentaires de 37 millions de livres pour l'exercice se terminant le 31 mars 1915, et 250 millions pour la période du nouvel exercice s'étendant du 1er avril au 15 juillet 1915. Le total des crédits extraordinaires pour 1914-15

se sera ainsi élevé à 362 millions. Là-dessus, 275 sont allés à l'armée et à la marine, en addition aux crédits ordinaires du temps de paix ; 38 millions ont été avancés aux colonies, plusieurs millions à la Belgique, 800 000 livres à la Serbie. D'après une déclaration faite par M. Lloyd George, le 4 mai 1915, le coût actuel de la guerre est de 2 100 000 livres par jour, soit 1 600 millions de francs par mois : il n'était guère que du tiers en août et septembre 1914. Il n'a cessé de s'élever au cours des mois suivans.

Les crédits sont destinés :

1° Aux dépenses de l'armée et de la flotte ;

2° Aux paiemens sans garanties données par le Trésor afin de relever le crédit, d'encourager le commerce et l'industrie et de faciliter la levée de fonds par les Dominions ou protectorats britanniques en dehors du royaume, et par les Puissances alliées ;

3° Aux avances par voie d'emprunts ou de contributions aux Dominions et protectorats hors du Royaume-Uni et aux Puissances alliées pour dépenses de guerre ou pour aplanir les difficultés en dehors de la guerre, et aux autorités locales et autres corps pour entreprendre des travaux publics afin de secourir la détresse ;

4° Aux avances, par le moyen d'emprunts temporaires, pour réunir des fonds qui auraient autrement été obtenus en raison de garanties données par le Parlement.

Il nous est possible de nous rendre mieux compte de la situation financière de la Grande-Bretagne que de celle des autres belligérans, à raison de la rapidité et de la clarté des communications de la Trésorerie anglaise. A peine l'année budgétaire était-elle close le 31 mars 1915 que nous en connaissions les résultats, qui se résument comme suit :

Sorties.	Millions de £.	Entrées.	Millions de £.
Dépenses.	560	Revenus réguliers et impôts.	227
Augmentation de l'encaisse .	75	Emprunts de guerre.	296
		Obligations de l'Échiquier. .	48
		Nouveaux bons du Trésor. .	64
Total. . . .	635	Total. . . .	635

Les recettes ordinaires ont dépassé de 27 millions de livres les dépenses normales (227 contre 200 millions). Comme il a

été emprunté 408 et dépensé au titre extraordinaire 360 millions, il en est résulté une augmentation de l'encaisse du Trésor de 75 millions (48 plus 27). Si, aux dépenses dites de guerre, on ajoute le budget ordinaire de l'armée et de la flotte, 80 millions, on voit que le total des dépenses militaires au 31 mars 1915 a été, pour l'année, de 440 millions.

On peut se faire une idée de la solidité du crédit anglais en constatant qu'au mois de février 1915, des Bons du Trésor à un an d'échéance ont été placés à 2 13/16 et des Bons à six mois à 1 5/8 pour 100. Ce sont là des taux qui, même en temps de paix, seraient considérés comme très bas. Cette facilité avec laquelle le Gouvernement britannique se procure des fonds s'explique à la fois par sa politique financière et la situation du marché. Rien n'est plus rassurant que l'examen de ce dernier. Le stock d'or de la Banque d'Angleterre a doublé depuis le début des hostilités. En dehors du métal qui lui appartient en propre, elle en détient des quantités considérables pour compte du Gouvernement anglais, qui l'a immobilisé comme couverture des billets d'État, du Gouvernement indien, du Gouvernement égyptien et d'autres encore. Les émissions de titres faites en 1914 à Londres ont atteint un chiffre sans précédent, 531 millions de livres, contre 248 en 1913 et 131 en 1907. Là-dessus, 375 millions ont été souscrits en fonds anglais, sans parler de 77 millions de Bons du Trésor; 86 millions ont été fournis à l'Inde et aux colonies; 70 millions à divers pays étrangers. A ces deux derniers chiffres, il convient d'ajouter les sommes avancées par le Trésor au Canada, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à l'Union sud-africaine, à la Russie, à la Belgique, à la Serbie : elles portent à 214 millions le total des fonds fournis par le Royaume-Uni à l'Inde, à ses colonies et aux pays étrangers. La Grande-Bretagne n'a donc pas seulement fait face aux dépenses de la guerre la plus coûteuse qu'elle ait jamais soutenue; elle est encore venue en aide, de la façon la plus large, aux diverses parties de son empire et à ses alliés. Aussi le chancelier de l'Échiquier, en présentant le budget à la Chambre des Communes, le 4 mai 1915, a-t-il pu dire, non sans fierté, que l'Angleterre, exactement comme pendant la période napoléonienne, continuerait à prendre la charge des finances de ceux de ses alliés qui auraient besoin de son appui. Elle n'a pas craint pour cela d'emprunter avec la même énergie qu'elle

déployait pour amortir en temps de paix. Dès le 31 mars 1915, le chiffre de sa Dette était de 1 165 millions de livres, près de 30 milliards de francs.

IV. — RUSSIE

La Russie a abordé la guerre avec des réserves financières sérieuses. D'une part, la Banque d'État avait, au début des hostilités, une encaisse or supérieure à sa circulation. D'autre part, le Gouvernement possédait lui-même, à l'intérieur et au dehors, d'importantes disponibilités. Le budget était en équilibre. Les forces économiques de la nation se développaient. L'organisme était sain et prêt à supporter vaillamment les épreuves de la lutte.

Nous rappellerons ce qu'était le budget de 1914, tel qu'il avait été établi au début de l'année, quelles modifications y furent apportées, quelles prévisions ont été faites pour 1915, et au moyen de quelles ressources extraordinaires ont été couvertes les dépenses de la guerre.

Au point de vue monétaire, la situation se résume comme suit. De juillet 1914 à avril 1915, le stock d'or de la Banque de Russie n'a pour ainsi dire pas varié : il se tient aux environs de 1 700 millions de roubles (valant 2 fr. 67), tandis que la circulation a doublé, passant de 1 600 à 3 200 millions. La couverture métallique du billet est encore de plus de 50 pour 100. Le compte courant créditeur du Trésor est descendu de 500 à 200 millions. D'après ses statuts, la Banque de Russie ne pouvait émettre plus de 300 millions de roubles de papier non couvert par l'encaisse. Cette limite a été augmentée de 1 500 millions en août 1914, et de 1 500 millions encore en mars 1915.

Le budget de 1914 qui, d'après la loi du 22 juin dernier, se balançait par 3 572 millions de roubles, s'est soldé par un déficit d'environ 565 millions, dû principalement à la mesure radicale de la fermeture des débits d'alcool, dont le monopole formait une des principales ressources de l'Empire. Ce déficit a éte couvert par les disponibilités du Trésor.

D'après les déclarations faites à la Douma en février 1915, la guerre coûte journellement à la Russie environ 15 millions de roubles, soit 40 millions de francs. Au début, le Gouver-

nement avait un demi-milliard à son crédit à la Banque d'État et un autre demi-milliard à Londres et à Paris. Les emprunts émis pendant les cinq derniers mois de 1914 ont été les suivans :

	Millions de roubles.
Le 15/28 août 1914 bons du Trésor 5 pour 100.	400
Le 18/1er septembre — 5 —	400
Le 22/4 septembre — 4 —	300
Le 3/16 octobre emprunt *intérieur* 5 pour 100 émis à 94 pour 100.	500
Plus 12 millions de livres de bons émis à Londres, représentant environ	100
Au total.	1700

Depuis le commencement de l'année, de nouvelles émissions intérieures ont été autorisées. Le 23 février 1915, il a été placé, par les soins de la Banque d'Angleterre, 10 millions de livres de bons du Trésor russe échéant le 22 février 1916, au taux de 5 pour 100 l'an.

En même temps qu'elle empruntait ainsi à l'intérieur et à l'extérieur, la Russie cherchait à augmenter ses ressources régulières. L'impôt sur le revenu des immeubles urbains a été porté de 6 à 8 pour 100, l'impôt par tente sur les tribus nomades de 4 à 6 roubles. L'impôt dit industriel, qui frappe les opérations commerciales, les exportateurs, les courtiers et notaires de bourse, a été majoré de 50 pour 100; les certificats de première guilde ont été portés de 75 à 100 roubles, et ceux de seconde guilde de 30 à 40 roubles. L'impôt sur les capitaux et les bénéfices des entreprises qui publient leur bilan est augmenté de moitié. Les entreprises non obligées à la publicité paieront dorénavant 7 pour 100 de leurs profits. Les droits sur les assurances ont été majorés de 50 pour 100; le prix du papier timbré et le tarif des timbres proportionnels élevé. L'accise sur les fabriques de bière a été portée de 3 à 6 roubles par poud (16 kilogrammes) de malt, et doublée sur les allumettes. Des surtaxes sur les billets de voyageurs sont attribuées à la Croix-Rouge. Une taxe de guerre a été établie sur le revenu : à cet effet, les contribuables ont été répartis en 4 catégories : ceux dont le revenu ne dépasse pas 100 roubles et qui ne doivent pas continuer à payer, après la paix, la taxe annuelle de 6 roubles

qui leur est actuellement imposée ; de 2 000 à 5 000 roubles de revenu, le taux est de 25 roubles; de 5 000 à 10 000, 50 roubles; à partir de 10 000 roubles de revenu, 100 roubles. Il ne s'agit, on le voit, que d'un impôt extrêmement modéré.

En dehors de ces augmentations d'impôts existans, la Russie songe à se procurer des ressources nouvelles en constituant divers monopoles : cinq d'entre eux paraissent être plus spécialement à l'étude :

1° Monopole des allumettes. Le produit de l'impôt actuel, depuis que le décret d'octobre 1914 a doublé le droit d'accise, est prévu pour 43 millions de roubles au budget de 1915. On escompte une augmentation de 25 millions;

2° Monopole du thé, dont la consommation est universelle en Russie. On en espère 244 millions, alors que la taxe existante n'en donne que 70;

3° Monopole du tabac, auquel il sera facile de demander un produit bien supérieur à la centaine de millions inscrite au budget de 1915 du chef des droits actuels;

4° Monopole du naphte. Le droit sur les huiles minérales est porté pour 62 millions au budget de 1915. Ici aussi on escompte une augmentation importante;

5° Monopole des assurances, dont le produit n'est pas encore calculé.

Les recettes du budget ordinaire de 1915 ont été évaluées à 3 080 millions de roubles, c'est-à-dire à 492 millions, ou 13 pour 100 de moins que les estimations de 1914. Dans ce chiffre est compris un demi-milliard de roubles provenant des impôts nouveaux. En réalité, la diminution des recettes est donc d'un milliard : elle est due à la suppression de la vente de l'alcool, au fléchissement des rentrées douanières (37 pour 100 de moins qu'en 1914) et du produit d'autres impôts indirects. Les prévisions du monopole de l'alcool ne représentent plus que 5 pour 100 des recettes ordinaires, alors qu'elles figuraient pour 26 pour 100 dans le budget de 1914. Cette modification devait d'autant plus se faire sentir dans le budget que les recettes de l'alcool y avaient, de temps immémorial, tenu une place considérable, devenue encore plus importante dans les derniers temps. Depuis 350 ans, à compter du milieu du XVIe siècle, l'impôt sur l'eau-de-vie n'a pas cessé d'être perçu sous forme de monopole, d'accise ou de ferme.

Pendant la période quinquennale 1909-13, l'accroissement moyen des recettes ordinaires avait été de 222 millions, dont 46 étaient dus au monopole. C'est donc une véritable révolution que la suppression de la presque totalité de cette ressource. Mais les hommes d'État russes savent que le bénéfice qui en résultera pour le peuple est tel qu'il lui sera facile de payer des impôts nouveaux, dont le produit dépassera de beaucoup le montant de la recette à laquelle on a renoncé. Cette politique à la fois généreuse et prévoyante a déjà porté ses fruits. Les rapports arrivés de tous les points de l'Empire en attestent l'heureux effet sur la santé physique et morale des sujets du Tsar. Les mobilisations successives se sont faites avec un ordre merveilleux. Le rendement du travail des paysans et des ouvriers est accru dans une proportion invraisemblable. Les uns et les autres ont entre les mains de l'argent, alors qu'autrefois une grande partie de leur salaire allait au débitant. Les dépôts des caisses d'épargne, contrairement à ce qui se passe généralement en temps de guerre, vont en augmentant : au cours du seul mois de décembre 1914, ils se sont accrus de 30 millions de roubles ; en mars 1915, de 46 millions. Le total de ces dépôts est aujourd'hui de 2 milliards de roubles.

En dehors des préoccupations qui lui sont communes avec ses alliés, la Russie a celle du service de sa dette extérieure.

Alors que les fonds français et anglais sont presque entièrement détenus en France et en Angleterre, une partie notable de la Dette russe est placée à l'étranger, surtout en France. La Russie a donc à remettre tous les ans, hors de ses frontières, des centaines de millions de francs pour payer les intérêts et l'amortissement de certains de ses emprunts. Le change joue un rôle dans le budget. Jadis, avant la réforme monétaire, à l'époque où le papier-monnaie subissait de violentes fluctuations, il était un sujet de souci constant pour les ministres des Finances. Le règlement de la question, à la fin du XIXe siècle, avait écarté cette cause de trouble. La Russie avait alors établi l'étalon d'or et organisé sa circulation fiduciaire sur une base solide, un minimum de papier gagé par une encaisse métallique considérable. Elle traversa l'épreuve de la guerre japonaise en 1904-1905 sans éprouver la moindre difficulté de ce chef. En 1915, les circonstances ne sont plus les mêmes. L'énormité des dépenses a obligé la Banque de Russie à aug-

menter sa circulation. Toutefois cette augmentation est modérée par rapport au chiffre de l'encaisse et ne doit causer par elle-même aucune inquiétude. Ce n'est pas elle qui a amené la dépréciation du change qui s'est manifestée depuis quelques mois. Le rouble, dont la valeur au pair est de 2 fr. 67, n'est plus coté aujourd'hui qu'aux environs de 2 fr. 15. Cela tient à ce que la fermeture des Dardanelles a temporairement rompu l'équilibre du commerce extérieur. Tous les ans, des quantités considérables de céréales s'exportent par la Mer-Noire et fournissent aux négocians moscovites des crédits à l'étranger, qui forment la contre-partie des sommes que l'Empire doit payer au dehors, avant tout les coupons de sa Dette. L'absence de ces remises s'est traduite par la dépréciation temporaire du rouble, qui se relèvera aussitôt que les navires franchiront les Dardanelles et transporteront leurs cargaisons à Gênes, Marseille et Liverpool. C'est en partie pour parer aux difficultés nées de cette situation qu'ont été conclus les arrangemens entre les Banques de France et de Russie, en vertu desquels la première a fait à la seconde des avances, dont elle a été couverte par l'inscription de la contre-valeur à son crédit à Pétrograd.

En dépit de cette complication passagère, la situation financière de la Russie se présente sous un jour rassurant. De tous les belligérans, elle est peut-être celui qui a, sur son propre territoire, les ressources les plus complètes, puisqu'elle exporte tous les ans une partie de ses récoltes. A l'exception de certains impôts qui frappent les bénéfices des sociétés industrielles et commerciales, la taxation, dans son ensemble, est modérée, et ne contrarie en rien le développement de cet immense empire, où l'agriculture d'une part, les mines et les usines de l'autre, sont appelées à progresser dans une proportion à laquelle il est difficile d'assigner des limites.

V. — ALLEMAGNE

Dans son discours du 10 mars 1915, le secrétaire du Trésor, M. Helfferich, a rappelé que deux crédits de 5 milliards de *marks* chacun avaient déjà été ouverts; et il en a demandé un nouveau de 10 milliards de *marks*. Ce total de 20 milliards (25 milliards de francs) dépasserait les besoins de la première année, évalués au début, y compris les dépenses de la mobi-

lisation, à 13 milliards de *marks*, mais certainement supérieurs à ce chiffre dès aujourd'hui.

Renonçant à présenter le budget ordinaire dans la forme usuelle, le ministre n'a dressé aucun état des dépenses de l'armée et de la flotte, qui, depuis le 1er août 1914, vont toutes au budget extraordinaire, ni des colonies, auxquelles la plus grande latitude a été laissée pour agir selon les circonstances. Le budget de l'année financière close le 31 mars 1915 s'est soldé par 38 millions d'excédent : les recettes ont donné 533 millions de moins-values, mais il a été réalisé 571 millions d'économies. Les douanes et impôts sont en diminution de 176 millions, la poste de 129, les chemins de fer de 58, la contribution d'armement de 170 millions.

Depuis l'ouverture des hostilités, c'est exclusivement à l'emprunt, sous diverses formes, que l'Allemagne a eu recours pour couvrir ses dépenses. Mais elle avait établi d'avance un impôt de guerre sous forme du *wehrbeitrag*, contribution d'armement votée par le Parlement au mois de juillet 1913 : elle en attendait 1 milliard de *marks*, dont un tiers à peu près était entré, le 1er août 1914, dans les caisses impériales.

L'Allemagne a emprunté au moyen de bons du Trésor à court terme, qui ont été en grande partie escomptés par la Banque impériale, mais surtout en vendant des rentes et des obligations à quelques années d'échéance. Elle a, pour cela, procédé à deux grandes émissions, la première en septembre 1914, la seconde en février 1915. La première comportait deux ordres de titres : d'abord un milliard de *marks* en bons du Trésor à 5 ans d'échéance rapportant 5 pour 100 d'intérêt, remboursables de 1918 à 1920, et une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le 1er octobre 1924, pour un montant indéterminé. Les deux catégories furent émises à 97 1/2 p. 100 : les bons rapportaient à ce cours 5,63 et la rente 5,38 pour 100. Aucun effort ne fut épargné par le Gouvernement pour provoquer les souscriptions. Ordre fut donné aux Caisses d'épargne de placer leurs fonds disponibles en obligations nouvelles. Les Caisses de prêts, organisées sur tout le territoire de l'Empire depuis le début de la guerre et pouvant émettre jusqu'à 3 milliards de *marks* de papier-monnaie sous forme de bons, prodiguèrent les facilités de crédit aux emprunteurs désireux de se faire avancer, sur n'importe quel gage, les sommes avec lesquelles ils souscriraient

à l'émission impériale. En admettant l'exactitude matérielle du chiffre des souscriptions pompeusement proclamé et qui atteindrait, d'après les communiqués plus ou moins officiels, 4 milliards, il convient de remarquer qu'elles ont été obtenues à l'aide d'un échafaudage de papier qui a permis de représenter par des billets une partie de la fortune mobilière du pays.

Ce procédé a été employé, dans une mesure encore plus large, lors de la seconde émission au mois de février 1915. A ce moment, des appels pressans, de véritables objurgations ont été adressés aux particuliers, aux sociétés financières et industrielles, aux corporations de toute nature. On engageait les porteurs de titres du premier emprunt de guerre à les apporter aux Caisses de prêts, qui leur faisaient, sur cette garantie, des avances, au moyen desquelles ils souscrivaient aux nouveaux titres. La Banque impériale multiplia les avances sur des titres de toute espèce et accepta à l'escompte, les yeux fermés, tout le papier qu'on lui présentait.

L'Empire émettait simultanément, au cours de 98,50, un emprunt 5 pour 100 non remboursable avant 1924, et des bons du Trésor 5 pour 100 remboursables un quart le 2 janvier 1921, un quart le 1er juillet 1921, un quart le 2 janvier 1922, un quart le 1er juillet 1922.

On a annoncé que des quantités énormes de cet emprunt avaient été demandées par le public. Les journaux ont imprimé en gros caractères : « La victoire des neuf milliards. » L'avenir nous apprendra comment auront pu se liquider les fragiles opérations de crédit au moyen desquelles ces milliards ont été obtenus.

Le budget impérial n'est d'ailleurs pas seul en quête de ressources; ceux des États particuliers sont tous en déficit, par suite d'une diminution générale des recettes, notamment de leurs chemins de fer. D'autre part, ils n'ont pas voulu ralentir certains ordres de dépenses, telles que celles des travaux publics. Ils ont aussi été amenés à faire des avances aux communes et aux arrondissemens, en vue des allocations aux familles des combattans. Ils ont participé à la formation du capital des Caisses de prêts, contribué à l'achat de denrées, au soutien des invalides. Mais, pour ne pas contrarier les opérations du Trésor impérial, il s'est établi un accord, en vertu

duquel les États particuliers et les villes se sont abstenus d'émettre des rentes ou des obligations à long terme. Ils se sont bornés, jusqu'ici, à créer des bons à courte échéance. C'est sous cette forme que la Prusse a usé du crédit de 1 500 millions qui lui a été ouvert par la Diète; ses bons du Trésor ont été en partie escomptés par les Caisses de prêts. Elle était financièrement bien préparée, grâce à l'emprunt de 600 millions de *marks*, qu'elle avait émis en février 1914, et au fonds de réserve (d'égalisation, *ausgleichsfonds*) des chemins de fer, qu'elle avait récemment constitué. Pour la Bavière, on ne connaît pas les mesures prises. Le gouvernement wurtembergeois a été autorisé à émettre, d'avril à juillet 1915, des bons pour 50 millions. Le grand-duché de Hesse a le pouvoir d'en émettre pour 38 millions. En Saxe, un crédit extraordinaire de 200 millions est réalisable par voie d'emprunt. L'Alsace-Lorraine, Hambourg, Brême, ont également le pouvoir de créer une dette flottante pour couvrir leurs besoins.

La circulation fiduciaire de l'Allemagne comprend aujourd'hui trois élémens :

1° Les billets de la Banque impériale, des banques de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade, émis en vertu de la loi fondamentale de 1875;

2° Les bons des Caisses de prêts, qui ont inauguré leur activité au lendemain même de l'ouverture des hostilités, et qui consentent des avances sur valeurs mobilières et marchandises non périssables : elles remettent aux emprunteurs leurs propres billets, échangeables contre ceux de la Banque impériale;

3° Les bons de la Caisse d'Empire, dont l'origine remonte à 1871. Il en subsistait 120 millions avant la guerre actuelle. Dès que celle-ci éclata, le chiffre en fut doublé, en vertu d'une loi de 1913. En mars 1915, il a été triplé et porté à 360 millions. La nouvelle tranche de 120 millions consiste en billets de 10 marks : elle doit être garantie par un dépôt d'or ou de billets des Caisses de prêts, tandis qu'aucun gage spécial n'a été affecté aux premiers 240 millions. En même temps, la Banque impériale a été autorisée, elle aussi, à émettre des billets de 10 *marks*.

De ces trois circulations, c'est la première qui est de beaucoup la plus importante, et, parmi les billets qui la composent, ceux de la Banque impériale sont pour ainsi dire les seuls à

considérer : ceux des banques des trois royaumes et du grand-duché, qui ont conservé à cet égard un semblant d'autonomie, sont en très petite quantité par rapport aux milliards de la *Reichsbank*. Celle-ci est le régulateur du marché monétaire de l'Allemagne; c'est dans ses bilans que nous pouvons suivre une partie du mouvement des comptes du Trésor impérial, bien que le groupement d'élémens très différens sous une seule rubrique ne permette pas une analyse détaillée. Voici comment se présentaient les principaux comptes de la *Reichsbank* à un an d'intervalle, le 23 mars 1914 et le 31 mars 1915 :

ACTIF (millions de *marks*).

	23 mars 1914.	31 mars 1915.
Encaisse	1 653	2 380
Bons de caisse de l'Empire et des caisses de prêts	80	176
Portefeuille et bons du Trésor à 3 mois	864	6 876
Bons du Trésor à échéance plus longue que 3 mois	»	590
Avances sur titres	62	35

PASSIF (millions de *marks*).

	23 mars 1914.	31 mars 1915.
Circulation	1 785	5 620
Dépôts	1 094	4 030

L'Allemagne a fait de grands efforts pour augmenter l'encaisse de la *Reichsbank*. Elle y a réussi en drainant l'or sur tout son territoire, par des procédés presque invraisemblables, tels que l'octroi d'un jour de congé aux enfans des écoles qui apportaient du métal jaune; en le pillant en Belgique et dans les départemens français occupés. La circulation a plus que triplé, le portefeuille est huit fois ce qu'il était il y a un an; nous ignorons le montant de Bons du Trésor à court terme qu'il contient, puisque le bilan ne fait ressortir que le chiffre de ceux qui sont à échéance plus longue que trois mois. Les autres sont confondus avec les effets de commerce ordinaires.

Nos ennemis cherchent, par tous les moyens possibles, à augmenter leur circulation de papier. Un des témoignages les plus curieux en est l'organisation qu'ils ont imposée à la Belgique. La Banque Nationale de ce pays ayant mis à l'abri

du vol de l'envahisseur son encaisse métallique, ses billets et ses machines à graver, le gouverneur allemand de Bruxelles a enjoint à un établissement de banque qui avait eu jadis, avant la fondation de la Banque Nationale, le droit d'émission, la Société Générale, de créer des billets. Cette circulation devait, en principe, être gagée, comme l'était celle de la Banque Nationale, par une encaisse métallique du tiers; mais on a compris dans cette dernière d'autres élémens, tels que des avances sur Bons de provinces belges et des crédits à l'étranger, qui avaient permis de porter la circulation, dès le 15 avril 1915, à 172 millions de francs, alors que l'encaisse métallique n'était que de 48 millions.

L'Allemagne a aussi augmenté la quantité de monnaies divisionnaires d'argent. La frappe extraordinaire de 120 millions de *marks*, prévue par la loi de 1913, constitue une ressource pour l'Empire, jusqu'à concurrence de la différence entre le prix d'achat du métal et la valeur monétaire des pièces, c'est-à-dire environ 70 millions. Enfin elle s'efforce d'enrayer ou plutôt de dissimuler la dépréciation de son billet, qui subit une perte notable par rapport à l'or et aux monnaies des pays chez qui l'étalon d'or a été maintenu. Par une ordonnance du 23 novembre 1914, sont punis d'un an de prison et de 5 000 *marks* d'amende ceux qui entreprennent d'acquérir ou de vendre des pièces d'or de l'Empire à un prix supérieur à leur valeur nominale. Ceci rappelle les mesures de Law ou de la Convention. Le législateur teuton s'imagine pouvoir, en interdisant les transactions, empêcher le papier, émis par ses banques ou ses caisses, de baisser. Il oublie qu'il existe des marchés neutres, tels que ceux de New York, d'Amsterdam, de Genève, sur lesquels le *mark* perd déjà 15 pour 100 de sa valeur. Au lieu de 1 fr. 23, il ne vaut plus que 1 fr. 08. C'est là une pierre de touche infaillible, qui indique la faiblesse du système échafaudé de l'autre côté du Rhin.

VI. — AUTRICHE-HONGRIE

De l'Autriche-Hongrie nous avons peu de chose à dire. En matière économique comme dans l'ordre militaire elle suit docilement le sillage de l'Allemagne, dont elle a copié les procédés financiers. De même qu'à Berlin, on a créé à Vienne et à

Budapest, des Caisses de prêts. Nous ignorons la quantité de Bons qu'elles ont mise en circulation. Voici, à titre d'exemple, comment fonctionnent ces établissemens. La *Banque de Crédit de guerre de la Basse-Autriche* s'appuie sur la faculté d'escompte que lui donne la Banque austro-hongroise : elle a pour but de satisfaire les besoins extraordinaires de crédit provoqués par la guerre : elle doit venir en aide aux entreprises qui n'ont pas de relations de banque régulières, en acceptant leurs traites, gagées le plus souvent par des créances comptables. Le capital est de 6 millions de couronnes, divisé en actions de 1 000 couronnes, libérées de 40 pour 100. La Ville de Vienne et la Chambre du Commerce et de l'Industrie de la Basse-Autriche ont chacune garanti 2 millions. La banque entrera en liquidation 6 mois après la conclusion de la paix.

La *Caisse de prêts de la guerre* a été fondée le 19 septembre 1914, pour venir en aide aux commerçans et aux industriels. Son siège est à Vienne; elle établit des succursales d'accord avec le ministre des Finances. Elle est exploitée pour compte de l'État. Elle est autorisée à émettre jusqu'à 500 millions de Bons de Caisse, qui sont reçus en paiement par toutes les caisses publiques. Cette circulation est sous la surveillance de la Commission de contrôle de la Dette. Elle prête en principe la moitié, exceptionnellement les deux tiers de la valeur de marchandises non périssables, de fonds d'État et de valeurs garanties par l'État, d'autres objets agréés par les directeurs, d'accord avec le ministère des Finances. Le prêt minimum est de 100 couronnes, la durée maxima 3 mois, l'intérêt est compté à raison de 1 pour 100 de plus que le taux d'escompte de la Banque austro-hongroise. Les bénéfices sont appliqués au retrait des Bons de Caisse qui circulent.

L'institut d'émission de l'Empire, la Banque austro-hongroise, dont l'organisation est en partie calquée sur celle de la *Reichsbank*, a cessé de publier sa situation, en sorte que nous ignorons les chiffres de son encaisse, de sa circulation, de son portefeuille, des comptes des gouvernemens autrichien et hongrois. Ceux-ci ont, dès l'automne 1914, eu recours à l'émission d'emprunts : la Cisleithanie a émis des Bons 5 et demi pour 100, la Transleithanie une rente 6 pour 100, non remboursable avant le 1er novembre 1920, les uns et l'autre au prix de 97 et demi pour 100. La souscription avait lieu séparément dans les

deux moitiés de la monarchie pour les titres émanés de chacune d'elles. En Autriche comme en Hongrie, on a bruyamment proclamé le succès de l'opération; dans son ensemble, elle aurait fourni trois milliards de couronnes, dont un tiers à peu près aux Magyars, deux tiers aux gens de Vienne. Mais, en admettant que ces chiffres soient exacts, la somme est depuis longtemps dépensée et il faut de nouvelles ressources. On a parlé d'avances faites par Berlin : 200 millions de couronnes auraient été prêtés récemment à l'Autriche, 100 millions à la Hongrie. Ce sont là de bien faibles montans en comparaison des dépenses journalières. Il est probable que la Banque austro-hongroise est, dans une large mesure, venue en aide au Trésor. Dès le mois de novembre, la Banque et les Caisses de prêts s'étaient engagées à faire des avances au taux de 5 et demi pour 100 sur les titres des nouveaux emprunts. Au mois d'avril 1915, on a annoncé que l'Autriche-Hongrie allait tenter sur le marché de Berlin l'émission d'un emprunt de 800 millions de *marks* sous la forme de bons du Trésor austro-hongrois. Au mois de mai 1915, l'Autriche et la Hongrie procèdent à de nouvelles émissions. L'Autriche offre à 95 1/4 pour 100 des Bons à 10 ans; la Hongrie donne aux souscripteurs le choix entre une rente 6 pour 100 à 97 1/2 ou une rente 5 1/2 pour 100 à 90,80.

Nous avons une preuve indirecte de la création abusive de papier qui a dû être faite, dans le cours du billet austro-hongrois, qui perd déjà 25 pour 100 de sa valeur. La couronne ne vaut plus que 80 centimes de notre monnaie, alors que sa parité est de 1 fr. 05. C'est là le témoignage irrécusable de la méfiance qu'inspire la situation de la monarchie des Habsbourg, qui souffrait depuis plus de trois ans de la crise balkanique : dès 1912, son commerce et ses finances avaient ressenti, plus vivement que ceux d'aucune grande nation européenne, le contre-coup des événemens qui avaient mis aux prises la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro avec la Turquie.

Le 30 décembre 1914, le Gouvernement hongrois a publié une ordonnance d'après laquelle les paiemens qui, en vertu de conventions antérieures, devaient être faits en or, pourront l'être en n'importe quelle monnaie ayant cours légal : le montant à payer sera déterminé d'après le cours du jour. C'est un manquement absolu aux engagemens pris.

VII. — EMPRUNTS CHEZ LES ALLIÉS OU CHEZ LES NEUTRES

Parmi les ressources des belligérans, il faut compter celles qu'ils se sont procurées à l'étranger. Elles ont été de deux ordres différens : prêts entre alliés, emprunts chez les neutres.

L'Angleterre et la France ont accordé des crédits à la Russie. Celle-ci, à deux reprises différentes, a émis des Bons du Trésor à Londres, une première fois pour 12 millions, une seconde fois pour 10 millions de livres sterling. A Paris, la Banque de France a ouvert à la Banque de Russie un crédit d'un demi-milliard de francs, dont la contre-valeur a été portée en roubles à son compte à Pétrograd. Le but de cette opération a été de permettre à la Banque de Russie de fournir, à un certain nombre de banques privées russes, qui s'étaient fait ouvrir des crédits en France, où le loyer de l'argent était modique, les sommes dont elles avaient besoin pour rembourser leurs acceptations à leurs correspondans parisiens. D'autre part, la France a émis à Londres des Bons du Trésor stipulés en monnaie anglaise, c'est-à-dire en livres sterling, à raison de 12 millions en automne 1914 et de 42 millions en mai 1915. Ces derniers, remboursables au plus tard un an après la conclusion de la paix, ont été créés par la loi du 9 mai 1915. Le taux en sera le même que celui auquel le gouvernement britannique se sera procuré des fonds pendant la même période. La France et l'Angleterre ont fait des avances à la Belgique et à la Serbie. L'Angleterre en a fait à un certain nombre de ses colonies et à la Roumanie.

Dès l'automne 1914, nous avions, pour notre part, avancé 250 millions de francs à la Belgique, 90 à la Serbie, 20 à la Grèce, un demi-million à la Banque du Monténégro. Ultérieurement, le total des crédits ouverts aux alliés a été porté à 1 250 millions. La Grande-Bretagne a demandé à plusieurs de ses colonies ou dominions qui avaient besoin de fonds, d'éviter les émissions d'emprunts. L'Échiquier leur a fourni des montans qui se sont élevés à plus de 1 700 millions de francs.

Du côté de nos ennemis, l'Allemagne seule a pu fournir quelques subsides à ses alliés. A plusieurs reprises, des envois d'or ont été signalés, de Berlin à Constantinople, ainsi que des

avances consenties aux Trésors autrichien et hongrois. De petites sommes ont été remises à la Bulgarie, en vertu d'un emprunt consenti par une banque allemande.

Les opérations financières faites par les belligérans en dehors de leur territoire ne se sont pas bornées à celui de leurs alliés. Ils en ont conclu chez les neutres, et cela dans un double dessein : épargner les forces de leurs nationaux ou de ceux qui combattent à leurs côtés, et se procurer de la monnaie étrangère pour payer les achats de munitions, d'approvisionnemens de matières premières, qu'ils opéraient dans certains pays. Le principal marché neutre, on peut dire le seul, sur lequel les belligérans aient emprunté, est celui de New-York. Il avait commencé par leur être fermé à tous. Lorsque, en automne 1914, des tentatives furent faites dans ce sens, elles furent écartées sous l'influence du président Wilson, qui estimait que l'impérieux devoir d'une neutralité absolue interdisait des opérations de ce genre. D'ailleurs, à cette époque, le change était défavorable à l'Amérique, qui avait déjà perdu beaucoup d'or et semblait menacée d'en perdre davantage : le dollar était tombé au-dessous de 5 francs. C'était pour les Américains une raison de plus pour refuser leur concours. Pendant l'hiver, la situation changea. Les exportations américaines se développèrent de plus en plus; les États-Unis vendaient à l'Europe des quantités croissantes de marchandises, et le dollar fit jusqu'à 3 pour 100 de prime par rapport au franc et 2 pour 100 par rapport à la livre sterling. Ces cotes devaient logiquement déterminer le retour de l'or à New-York. Les belligérans entrèrent alors en négociations avec des banquiers d'outre-Atlantique pour solliciter des avances, de façon à éviter d'entamer leurs réserves métalliques. C'est ainsi que la France émit à New-York pour 50 millions de dollars (260 millions de francs) de Bons du Trésor à un an, au taux de 5 pour 100. La Russie, il y a quelque temps, a déjà obtenu de la même façon 25 millions de dollars et négocie une autre opération. L'Angleterre et l'Allemagne en font autant.

Le gouvernement de Washington, qui s'était d'abord opposé à ces opérations, les a ensuite implicitement autorisées, aux termes du communiqué suivant, paru le 31 mars 1915 : « Le département d'État (ministère des Affaires étrangères) a été informé à plusieurs reprises, directement ou indirectement,

que des belligérans s'étaient fait ouvrir des crédits auprès de banquiers américains. Tout en désapprouvant les prêts consentis aux belligérans, le gouvernement ne se croit pas le droit de faire des objections aux opérations de crédit qui ont été portées à sa connaissance. Il ne les a ni approuvées ni désapprouvées. Il s'est borné à ne prendre aucune mesure préjudicielle et à n'exprimer aucune opinion. »

Il semble que le marché de New-York, qui n'était jusqu'ici entré que timidement et exceptionnellement dans la voie des prêts à l'étranger, va au contraire jouer un rôle considérable dans le financement des grands emprunts provoqués par la guerre européenne.

VIII. — CONCLUSION

Si nous essayons de condenser dans quelques chiffres le résultat de l'étude à laquelle nous nous sommes livré, nous pouvons dresser un tableau dans lequel nous avons mis, en regard des dépenses, les ressources réunies à ce jour par chacune des cinq Grandes Puissances. Les sommes ont été calculées pour une année, du 1er août 1914 au 31 juillet 1915; il est vraisemblable qu'elles donnent une idée assez exacte des dépenses directes occasionnées par la guerre; mais nous avons laissé de côté tous les frais indirects, qui les dépassent de beaucoup. Quant aux ressources, nous avons distingué celles qui doivent provenir, dans la période envisagée, des impôts nouveaux, et celles qui seront réalisées au moyen d'emprunts. Nous avons divisé ceux-ci en trois catégories : avances faites au gouvernement par les Banques centrales d'émission, négociation de bons du Trésor à court terme, vente d'obligations du Trésor à quelques années d'échéance ou de rentes perpétuelles. La dernière colonne totalise les ressources de diverse nature.

Il a fallu, afin de dresser ce tableau, admettre un certain nombre d'hypothèses, ou nous contenter de renseignemens évidemment insuffisans. Pour la France, nous avons supposé que le placement des obligations 5 pour 100 fournirait, d'ici au 31 juillet, un montant de 3 milliards de francs. Le total des dépenses de l'Angleterre est relativement modéré, parce qu'elles n'ont commencé à s'élever au niveau actuel que depuis le cinquième mois de la guerre. Pour la Russie, les calculs, faits

en roubles au cours de 2 fr. 67, ont pris comme base le bilan de la Banque d'État du 14 avril 1915. Les chiffres allemands ont été établis en transformant les *marks* en francs à raison de 1 fr. 25 pour 1 *mark*, et en admettant l'exactitude des publications officielles au sujet des souscriptions aux emprunts de septembre 1914 et de février 1915.

En ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, il est certain qu'elle a dû réunir plus de ressources que n'en indique le tableau, et

BILAN APPROXIMATIF DE LA PREMIÈRE ANNÉE DE GUERRE
DU 1er AOUT 1914 AU 31 JUILLET 1915
(en milliards de francs.)

		Ressources réalisées au 1er mai 1915.				
	Dépenses des 12 premiers mois.	Impôts nouveaux.	Avances faites par la Banque d'émission au Trésor sous forme de prêt direct ou d'escompte de Bons du Trésor.	Bons du Trésor à court terme.	Obligations du Trésor à quelques années d'échéance ou rentes perpétuelles.	Total des ressources réalisées
France	16	»	9	6	3	18
Angleterre	17	1	»	2,3	8,7	12
Russie	15	1	3,5	6,5	4	15
Allemagne	17	»	1	1	16	18
Autriche-Hongrie	12	»	»	2	2	4

qu'elle a eu recours, pour des sommes importantes, à la Banque austro-hongroise; mais le manque de documens nous oblige à laisser ces chiffres en blanc. Il semblerait résulter d'une comparaison des totaux ci-dessus que c'est la France et l'Allemagne qui auraient, à l'heure actuelle, réalisé la proportion de ressources la plus considérable. Mais nous avons expliqué comment un échafaudage de papier avait seul permis aux souscriptions des emprunts germaniques de prendre une apparence de succès.

Nous ne terminerons pas notre étude sans dire quelques mots de l'ensemble des ressources qui sont à la disposition des belligérans, et dont la force financière n'est que l'expression partielle. Nous ne parlons pas de l'élément moral, qui joue pourtant un grand rôle dans la conduite d'une guerre, de la conscience profonde du droit qui est tout entier du côté de la France et de ses alliés, de la volonté de vaincre, qui est un des facteurs de la victoire et qui est aussi fermement ancrée

dans le cœur de chaque citoyen que dans celui de nos soldats et de leurs chefs. Nous envisageons l'ensemble des élémens qui constituent la puissance économique des nations : population, territoire, richesse du sol et du sous-sol, industrie, commerce, banque. La population se répartit comme suit dans les deux groupes :

MILLIONS D'HABITANS :

France	39	Allemagne	65
Russie	165	Autriche	50
Angleterre	45	Turquie	20
Belgique	7		
Serbie	5		
Total	261	Total	135

Elle est donc presque double de notre côté. La disproportion des territoires est encore plus grande, l'empire du Tsar couvrant une partie de l'Europe et de l'Asie.

MILLIERS DE KILOMÈTRES CARRÉS

France	536	Allemagne	540
Grande-Bretagne	314	Autriche-Hongrie	677
Russie	21 787	Turquie	1 400
Belgique	29		
Serbie	84		
Total	22 750	Total	2 617

Nous produisons en moyenne à peu près la quantité de céréales que nous consommons ; la Russie en exporte régulièrement, tandis que la Grande-Bretagne importe la majeure partie du blé qui lui est nécessaire : aussi n'est-ce pas sans raison qu'elle a toujours maintenu la supériorité de sa flotte, qui est pour elle la condition même de son existence. L'Allemagne importe, selon les années, entre le sixième et le quart des grains que réclame sa population croissante. Sans qu'il soit possible de chiffrer les quantités dont elle a besoin en ce moment, nous voyons, par l'ensemble des mesures prises, qu'elle est, de ce côté, en face d'un problème redoutable. Au point de vue industriel, elle a tout le charbon qu'il lui faut et aussi le minerai de fer, grâce en partie à l'occupation par ses troupes du bassin de Briey. Mais elle manque d'un certain nombre de métaux,

tels que le cuivre, le manganèse; de pétrole, de nitrates. A mesure que le blocus se resserre autour d'elle et de l'Autriche, elle éprouve plus de peine à se procurer ces substances, dont quelques-unes sont essentielles à la poursuite de la guerre. L'Angleterre et la France peuvent au contraire s'approvisionner de tout indéfiniment. La Russie le peut, pendant l'été, par la Mer-Blanche, pendant toute l'année, par les côtes du Pacifique et sa frontière asiatique : mais, aussi longtemps que les Dardanelles sont fermées, elle est gênée.

D'une façon générale, le commerce extérieur a diminué dans de fortes proportions chez les divers belligérans. Toutefois, cette diminution est beaucoup moins sensible en Angleterre qu'ailleurs. Ses importations du mois de mars 1915 ont dépassé celles de mars 1914 : elles se sont élevées à 218 millions de livres contre 196, soit une augmentation de 13 pour 100, tandis que les exportations sont en diminution de 32 pour 100. En France, les importations, au cours du premier trimestre de 1915, ont fléchi de 809 millions et les exportations de 971 millions. En mars, la diminution de nos importations s'est atténuée : elle n'a été que de 152 millions contre 657 millions pendant les deux premiers mois de l'année : l'amélioration est sensible.

Les fabriques d'armes et de munitions sont en pleine activité. Beaucoup d'usines qui, en temps ordinaire, étaient occupées à d'autres buts, ont transformé leur outillage et font des canons, des fusils, des obus et des cartouches. Mais un grand nombre d'exploitations sont arrêtées, et cela pour deux raisons : la pénurie de main-d'œuvre, surtout sensible en Allemagne et en France, où la proportion des hommes sous les drapeaux est plus forte que partout ailleurs, excepté en Serbie; et la réduction des débouchés.

L'agriculture n'a pas vu ses travaux interrompus : sans pouvoir affirmer que la préparation des récoltes ait été aussi complète qu'à l'ordinaire, il est permis de croire que, dans l'ensemble, elle a été suffisante.

Bien qu'il ne faille pas confondre les disponibilités proprement dites d'une nation avec ses ressources financières, il est intéressant de chercher à évaluer les stocks métalliques et les sommes liquides qui sont représentées par les crédits de banque. En ce qui concerne la quantité de métaux précieux

monnayés ou d'or en lingots, on n'a de certitude que pour l'encaisse des instituts d'émission, qui publient des bilans à date fixe; celle des banques privées, des banquiers et des particuliers, est un facteur inconnu : on arrive à le dégager en calculant la différence entre l'encaisse des instituts d'émission et le chiffre total des espèces qui ont été introduites ou frappées dans le pays. Voici à cet égard quelques indications :

MILLIONS DE FRANCS D'OR

	Instituts d'émission.	Circulation dans le pays.	Total.
France	4 200	2 800	7 000
Angleterre.	2 100	1 000	4 100
Russie	4 600	2 000	6 600
Allemagne	3 000	2 000	4 000
Autriche-Hongrie . .	1 000	500	1 500

La Triple Entente dispose donc de 18 milliards d'or, tandis que la Double Alliance arrive à peine au tiers de ce chiffre.

La statistique des dépôts de banque est plus difficile à établir que celle des métaux précieux. D'une façon générale, depuis le début des hostilités, les dépôts dans les banques particulières ont diminué, sauf en Grande-Bretagne, tandis que ceux des instituts d'émission ont augmenté. Parmi les belligérans, l'Angleterre est celui chez qui la somme de ces dépôts est de beaucoup la plus élevée. Elle est, pour l'ensemble du Royaume-Uni, d'environ 25 milliards de francs, tandis qu'elle n'atteint probablement pas 10 milliards en France. Ceux des Caisses d'épargne ont une tendance à diminuer, sauf en Russie, où l'interdiction de la consommation de l'alcool a eu les plus heureux effets sur la constitution de l'épargne populaire, et où les statistiques accusent régulièrement, depuis le mois de septembre 1914, un excédent notable des dépôts sur les retraits. Les chiffres des dépôts aux Caisses d'épargne ne sont du reste pas comparables entre eux, au point de vue qui nous occupe, à cause de la diversité de la législation qui les régit dans le différens pays. Suivant qu'ils sont conservés en compte courant à vue au Trésor, ou employés en fonds d'État, en autres valeurs, ou immobilisés en prêts hypothécaires, ils représentent, pour une partie plus ou moins forte, des disponibilités à faire entrer en ligne de compte dans l'évaluation de celles de la nation.

Sous ces divers rapports aussi bien qu'au point de vue spécialement financier, notre position et celle de nos alliés est favorable. La France et l'Angleterre tirent encore un autre avantage d'une situation qui leur est spéciale et qui résulte du portefeuille de valeurs étrangères qu'elles possèdent. C'est aux époques de crise comme celle que nous traversons que l'utilité de ces placemens apparaît le plus nettement. La Grande-Bretagne, avec ses 80 ou 100 milliards de francs de titres coloniaux et étrangers, nous-mêmes avec nos 40 milliards de ces valeurs, sommes créanciers de revenus considérables, qui nous sont versés tous les ans sous forme de coupons d'intérêt, de dividende ou de remboursement de titres. Tout en tenant compte du fait que la guerre a compromis passagèrement certaines de ces créances, il n'en rentre pas moins des sommes encore très élevées, qui augmentent nos ressources et celles de nos alliés anglais. Elles ont un autre effet important, c'est de maintenir les changes à un niveau favorable. Du moment où nous avons des centaines de millions à recevoir du dehors, notre monnaie fait prime par rapport à celle de nos débiteurs. C'est le phénomène qui s'est manifesté pendant les sept premiers mois de la guerre. S'il s'est récemment produit quelques changemens à cet égard, ce n'a été que vis-à-vis de la monnaie d'un pays allié et de deux pays neutres. Comme nous effectuons des achats énormes en Angleterre, aux États-Unis, en Espagne, la livre sterling, le dollar, la peseta, sont cotés avec une prime de 1, de 2 et de 3 pour 100 par rapport au franc. Mais c'est là un fait passager, et dont l'explication est assez claire pour que nous n'ayons pas à prouver qu'il n'infirme en rien la force de notre démonstration. M. Ribot, dans les discours qu'il a prononcés à la Chambre le 7 mai et au Sénat le 14 mai 1915, a fort bien exposé les circonstances qui ont amené cette hausse des changes, en particulier du change britannique et américain, en même temps qu'il expliquait les mesures prises par lui pour l'enrayer. L'une d'elles consistera dans l'envoi que nous ferons à Londres d'un demi-milliard d'or, qui fortifiera le stock métallique de nos alliés. Ceux-ci en revanche mettent 42 millions de livres sterling à notre disposition. Les créances de diverse nature que des Français peuvent avoir sur la Grande-Bretagne viendront très heureusement agir dans le même sens. Tout ce que nous pouvons regretter, c'est que nos capitalistes n'aient

pas dans leur portefeuille encore plus de valeurs britanniques, américaines et espagnoles, dont les coupons fourniraient, dans une mesure encore plus large, les sommes nécessaires aux paiemens que nous avons à effectuer dans ces trois pays.

Un ministre anglais déclarait l'autre jour à la Chambre des Communes qu'avec leurs seuls placemens étrangers, la France et l'Angleterre pouvaient défrayer le coût de la guerre, l'une pendant trois ans, l'autre pendant cinq ans. L'Allemagne, qui a systématiquement écarté ce genre de valeurs depuis nombre d'années, n'a pas à cet égard les mêmes ressources, l'Autriche encore moins. C'est un élément de supériorité qui s'ajoute aux autres que nous possédons, et qui doit augmenter encore notre confiance dans le résultat final.

Sachons seulement nous servir de nos richesses; mobilisons-les; surtout ne thésaurisons pas. Versons notre or à la Banque de France. Souscrivons aux Bons du Trésor et aux obligations de la Défense nationale. Concentrons entre les mains du gouvernement toutes nos ressources disponibles, de façon à lui donner, au point de vue économique, la pleine sécurité que la vaillance de nos enfans et l'habileté de leurs chefs lui assurent au point de vue militaire.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

L'ÉVOLUTION

DE

LA DOCTRINE DE MONROE

L'année 1823 marque, en Europe, l'apogée du système diplomatique de la Sainte-Alliance ; au lendemain du Congrès de Vérone, une expédition française en Espagne avait été décidée pour rétablir l'autorité absolue, menacée par une insurrection, du roi Ferdinand VII ; les troupes du Duc d'Angoulême, traversant la péninsule, entraient à Madrid le 24 mai et, le 31 août, s'emparaient du fort du Trocadéro, qui commande Cadix ; Ferdinand VII, échappant aux Cortès, rejoignit le Duc d'Angoulême, et les assemblées constitutionnelles étaient aussitôt dissoutes. Ainsi la Restauration, en Espagne, était un fait accompli ; Ferdinand VII eût voulu l'étendre jusqu'aux colonies d'Amérique, encore incomplètement émancipées ; les chefs militaires français auraient volontiers secondé ce désir, afin d'ouvrir un dérivatif au fanatisme surexcité des absolutistes intransigeans ; mais les soucis de la politique intérieure accaparèrent bientôt Ferdinand VII, et d'ailleurs des oppositions du dehors ne lui auraient pas permis de reprendre, au delà de l'Atlantique, la guerre contre les créoles.

Succédant aux tories et à lord Castlereagh, qui s'était suicidé la veille du jour où il devait partir pour le Congrès de Vérone, Canning, ministre libéral des Affaires étrangères, se hâta de proclamer, au nom de l'Angleterre, le principe de non-intervention, directement antagoniste des théories de la Sainte-Alliance ; il visait ainsi l'Autriche, qui venait d'étouffer les

émeutes de Naples et de Turin, la France de Louis XVIII et l'Espagne de Ferdinand VII, associées pour le rétablissement de l'ancien régime à Madrid. Il fit plus : les anciennes colonies espagnoles d'Amérique, transformées successivement depuis 1810 en républiques autonomes, étaient devenues du même coup des clientes commerciales de l'Angleterre, alors seule Puissance outillée pour les transactions d'outre-mer ; en les garantissant contre un retour possible de la souveraineté métropolitaine, on servirait à la fois la cause générale de la liberté politique et celle d'une liberté économique dont l'Angleterre serait, en fait, la principale bénéficiaire. Homme de réalisation, que combattirent les conservateurs aveuglés et les doctrinaires d'extrême gauche, travailleur acharné que ses concitoyens apprécièrent surtout lorsqu'il fut mort à la peine (1827), Canning ne séparait pas la fortune particulière de l'Angleterre et celle des institutions libérales.

Pour prévenir une restauration en Amérique, il écrivit pendant l'expédition du Duc d'Angoulême à son ambassadeur auprès des États-Unis, Rush ; il lui représentait que les anciens sujets du roi d'Espagne avaient bien gagné le droit de rester maîtres de leurs destinées ; il convenait donc d'empêcher toute démarche européenne qui aurait pu compromettre leur jeune indépendance ; Rush communiqua cette lettre au Gouvernement des États-Unis, alors présidé par le colonel James Monroe ; celui-ci, dont les idées personnelles se rencontraient exactement avec celles de Canning, en prit acte sans plus tarder et s'en inspira en plusieurs paragraphes de son message du 2 décembre 1823. Il est notable que, pour en venir aux affirmations qui constituent sa célèbre « doctrine, » le président Monroe part de considérations européennes : « Le système politique des Puissances associées, dit-il en parlant de la Sainte-Alliance, est essentiellement différent du système politique américain. » Et il continue : « Nous considérerions comme dangereux pour notre paix et notre sécurité toute tentative de ces Puissances pour étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère. » Si des interventions se sont produites en Espagne, les États-Unis n'ont rien à y voir ; en revanche, ils regarderaient comme un acte criminel toute démonstration tendant à rétablir un contrôle sur les gouvernemens américains « qui ont déclaré leur autonomie, l'ont maintenue pour

de hautes et justes raisons, et ont obtenu la reconnaissance des États-Unis. »

Ces déclarations sont extrêmement nettes ; elles développent la formule abrégée par laquelle on les résume d'ordinaire : « L'Amérique aux Américains. » Elles ont été publiées dans des circonstances particulières dont il ne faut pas les séparer et dans des conditions qu'il importe aussi de retenir : elles sont inscrites dans un message aux Chambres et gardent un caractère unilatéral ; elles n'ont pas fait l'objet d'une discussion parlementaire, à plus forte raison n'ont pas été consacrées par un vote ; elles ne sauraient donc prendre rang d'office parmi les textes juridiques du droit public. Mais elles sont caractéristiques d'un état d'esprit que l'on doit, dès les débuts de l'histoire des États-Unis, apprécier comme national ; peu importe que l'inspiration du moment ait été anglaise ; les conceptions internationales qu'elles traduisent sont proprement yankees. Déjà Washington, lorsqu'il rentra dans la vie privée, adressait à ses concitoyens des conseils d'isolement américain, dans sa *Farewell address :* « Gardez-vous de toute immixtion dans la politique européenne ; repoussez toutes propositions d'alliance ou d'accord avec les pays du vieux continent. » Un peu plus tard, les États-Unis s'étant maladroitement engagés dans une courte guerre avec l'Angleterre à propos du droit de visite en mer, le président Madison et le Congrès célébrèrent la paix, signée à Gand (1814), par des démonstrations en apparence disproportionnées, au lendemain de plusieurs échecs militaires : ils entendaient que leur pays vécût à l'écart de l'Europe.

Monroe continuait ce qui était une tradition de la politique des États-Unis ; sa doctrine se ramène à deux principes : l'Amérique n'a pas à s'inquiéter de ce qui se passe hors de son propre territoire ; elle doit interdire à quiconque de faire désormais, sur ce territoire, acte de colonisation. Mais la personnalité même du Président de 1823 ajoute à la valeur de ses déclarations un coefficient non négligeable : James Monroe était un vétéran de la guerre de l'Indépendance ; deux fois gouverneur de la Virginie, il était entré ensuite dans le ministère fédéral, aux Affaires étrangères, puis à la Guerre ; il avait été ambassadeur en France, d'abord pendant la période républicaine, puis sous Napoléon Ier ; il avait été chargé d'une mission diploma-

tique en Espagne, en 1805 ; c'est lui qui, en 1824, au terme de sa deuxième présidence, reçut La Fayette, celui de tous les Français dont le nom est resté le plus populaire aux États-Unis ; le compagnon d'armes de Washington, parcourant le pays aux côtés du Président, fut accueilli partout par des ovations enthousiastes; Monroe tenait beaucoup à ces manifestations, car il ne perdit jamais une occasion d'exalter l'orgueil national de ses compatriotes.

Lui-même, on ne le dit pas assez, fut un « impérialiste » pratiquant. Il avait proposé au roi d'Espagne Charles IV, en 1805, de lui acheter la Floride, afin d'arrondir le territoire récemment réuni de la Louisiane, que Bonaparte avait vendue aux États-Unis en 1803. Ces pourparlers n'avaient pas alors abouti, mais Monroe avait pu se rendre compte de la médiocrité de Charles IV et de son entourage ; l'émancipation des colonies d'Amérique ne dut guère le surprendre ; dès 1812, il traçait sur une carte les limites qu'il souhaitait pour les États-Unis agrandis, jusqu'au Pacifique, jusqu'aux golfes de Californie et du Mexique. En 1820, arrivé à la présidence, il reprenait ses anciens projets sur la Floride et, cette fois, obtenait gain de cause, de la lassitude indifférente du roi Ferdinand VII. Puis, ému d'un oukase du Tsar, daté de 1821, qui attribuait à la Russie, sous le nom d'Alaska, tout le Nord-Ouest du continent américain à partir de 51 degrés de latitude, il négocia le traité de 1825, qui régla, plus libéralement pour l'Amérique, ce litige de frontière... Un programme rédigé par un tel homme ne conseillait donc certes pas seulement l'abstention.

Les Latins d'Amérique attribuent à la doctrine de Monroe le mérite d'avoir assidûment écarté l'Europe de leurs territoires ; ce ne fut pas un mince service, si l'on pense que ces vastes régions sont encore à peine peuplées, au début du xxe siècle, et que leur richesse, à peine soupçonnée, aurait pu tenter les Puissances dernières venues au partage des contrées neuves. En 1864-1866, l'Espagne eut l'idée de se rétablir au Pérou et l'on sait comment une des « grandes pensées du règne » de Napoléon III fut la création au Mexique d'un empire, européen et catholique, pour le malheureux archiduc Maximilien : l'attitude des États-Unis empêcha l'Espagne, puis la France, de s'obstiner dans leurs desseins. De même, si l'Argentine et, en

une moindre mesure, le Chili, ont pu annexer à leur heure, sans y rencontrer aucune colonie officielle, les archipels et les plateaux de la Patagonie, c'est qu'aucune nation européenne n'avait jugé opportun de se risquer sur cette carrière consignée par la doctrine de Monroe. Celle-ci fut donc incontestablement une assurance de l'intégrité du continent américain contre des empiétemens possibles de l'Europe; en ce sens, elle est demeurée fidèle à son principe.

Mais n'a-t-elle pas abrité aussi, de la part des États-Unis eux-mêmes, des actes de colonisation, en territoire censé garanti contre toute emprise de l'étranger? L'occupation du Texas et de la Californie fut préparée par une invasion pacifique de ces provinces, dont le gouvernement central du Mexique se désintéressait; des pionniers yankees avaient commencé par s'y fixer; puis, ils se déclarèrent lésés par les autorités mexicaines et proclamèrent une république indépendante. A ce moment précis, le général Frémont se trouvait au voisinage de la frontière, présidant à de « grandes manœuvres; » il n'eut qu'une étape à franchir pour délivrer ses compatriotes opprimés; bientôt après, la Californie, cessant son existence autonome, devenait un État de la grande Union. Il est vrai que le Mexique n'avait pas su administrer ces régions; des politiciens, maladroits et mal informés, avaient frappé les missionnaires des Indiens, croyant atteindre des « suppôts de l'Inquisition, » et l'anarchie avait succédé à l'ordre laborieux de belles communautés chrétiennes; mais il n'est pas moins notoire que ces imprudences n'attirèrent pas l'attention des États-Unis, jusqu'au jour où il parut probable que la Californie est un pays de mines d'or : les prospecteurs passèrent les premiers, le drapeau étoilé ne tarda pas à les suivre (1845-1848).

Une autre raison avait déterminé l'action du Président, alors James Knox Polk; au milieu d'incertitudes et de discordes civiles, meurtrières aux intérêts des résidens étrangers, un notable Mexicain, Paredes, avait pensé à chercher des concours en Europe; il songeait à fonder une monarchie mexicaine pour l'un des fils de Louis-Philippe, le Duc de Montpensier, qui venait d'épouser une princesse espagnole.

Ce projet n'eut aucune suite, mais il excita la méfiance des États-Unis, qui saisirent ce moment pour proposer au Mexique l'achat du Texas; écartés par un refus, ils dirigèrent

la démonstration armée que nous venons de dire, contre cette province trop lointaine pour subir l'action des autorités de Mexico. Ils ne s'en tinrent pas là : l'escadre de l'amiral Scott vint bloquer Vera Cruz, quelques soldats y débarquèrent, puis toute une armée; une marche sur Mexico fut ensuite ordonnée; elle fut extrêmement dure aux envahisseurs, en raison du climat et de la difficulté des ravitaillemens; mais les Mexicains ne surent pas faire l'union pour arrêter les troupes de Scott; le traité signé en mai 1848 laissa aux États-Unis tout le Mexique septentrional, Nouveau-Mexique, Nevada, Arizona, Californie; une compensation en argent de 75 millions de francs donna l'excuse d'un marché libre à cette cession obtenue par la force.

Réclamée surtout par les sudistes, qui espéraient ainsi raffermir leur politique esclavagiste, cette annexion de pays chauds (nous ne parlons pas ici de la Californie) n'a pas apporté immédiatement aux États-Unis un supplément de puissance. Mais elle a déchaîné sur le Mexique une nouvelle période de troubles : l'opinion chargea les fédéralistes de la responsabilité des mutilations nationales, la capitale tomba aux mains du dictateur Santa-Ana, tandis que les opposans, aidés d'aventuriers français et yankees, fondaient une sorte de république libre dans la province nord-occidentale de Sonora; paralysé par les factions hostiles, suspect aux États-Unis parce qu'il voulait encourager une immigration européenne d'hommes, et de capitaux, Santa Ana finit par abdiquer (1855) et les fédéralistes, vainqueurs avec Juarez, se donnèrent une constitution copiée sur celle de l'Union du Nord (1857). Patriote, réformateur, mais anti-européen, Juarez attira l'intervention concentrée de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France. Celle-ci seule s'entêta, tandis que les deux premières se retiraient, après avoir obtenu pour leurs nationaux lésés quelques satisfactions, Pendant ce délai, les États-Unis achèvent leur guerre de Sécession, et n'hésitent pas, dès lors, à presser la retraite des Français; la guerilla des « libéraux, » à partir des frontières du Nord, était ravitaillée par eux en munitions et en argent; la victoire de Juarez et son élévation à la présidence (déc. 1867) apparaissent ainsi comme un succès américain de la doctrine de Monroe.

Peu d'années auparavant, des flibustiers yankees commandés par Walker avaient envahi le Nicaragua et proclamé, malgré les habitans, un gouvernement à eux; leur objet était de

s'assurer la route interocéanique de la rivière San Juan et des lacs nicaraguéens, tracé depuis longtemps proposé pour la construction d'un canal isthmique : par l'histoire récente de Panama, on peut imaginer sans témérité que ces enfans perdus n'étaient qu'une avant-garde du gouvernement de Washington; mais ils ne réussirent pas; les citoyens de Guatemala, Nicaragua et surtout Costa Rica, oubliant un instant leurs discordes, se concertèrent; Walker fut traqué, finalement pris et fusillé (sept. 1860); un monument, dû au ciseau du sculpteur français Carrier-Belleuse, est élevé aux héros de cette guerre d'émancipation à Cartago, l'une des capitales de Costa-Rica. Aussi bien, est-ce le seul témoignage de sympathie qui soit venu d'Europe à l'adresse de ces défenseurs des libertés centre-américaines. Jamais aucune Puissance occidentale n'a exprimé sa surprise de voir la doctrine de Monroe largement interprétée par les États-Unis : la France, mal engagée au Mexique, n'a même pas discuté les observations par lesquelles le Cabinet de Washington l'invitait à battre en retraite; les Anglais s'étaient montrés fort accommodans, lorsqu'en 1814 fut tracée la frontière orientale du Canada : ils laissèrent les États-Unis pénétrer entre les provinces maritimes et celles du Saint-Laurent par l'arrière Maine; après la guerre de Sécession, ils acceptèrent le règlement arbitral réclamé par Washington, qui leur imposait une lourde indemnité pour complicité avec des corsaires du parti sudiste ou confédéré.

Les Yankees sont donc, par une sorte de consentement de l'Europe, fondés à regarder toute l'Amérique comme un territoire à eux réservé; la première revendication de Monroe passe ainsi à l'état de principe de droit international, mais seulement par un aveu tacite, et faute d'oppositions déclarées. Ceci n'a pas empêché les États-Unis de porter leur activité hors d'Amérique, malgré les conseils du fondateur de la Confédération, et ceux de Monroe lui-même. En 1848, le président Taylor envoyait un agent aux Hongrois révoltés contre l'Autriche; un de ses successeurs s'intéressa de même aux insurgés de l'île de Crète. En 1853, le commodore américain Perry prit l'initiative d'obliger le Japon à s'ouvrir au commerce étranger; à peine la Californie entrait-elle dans la voie de son essor contemporain, et déjà les États-Unis préparaient leur progrès économique dans le monde du Pacifique. La convention de 1867, par laquelle ils achètent

l'Alaska aux Russes, confirme leurs intentions d'éloigner l'Europe de l'Amérique, et tout ensemble de consolider leurs positions autour du Grand Océan. Ils prennent rang délibérément parmi les Puissances colonisatrices lorsque, à l'extrême fin du XIXe siècle, ils s'emparent de l'archipel des Hawaï, puis partagent avec l'Allemagne et l'Angleterre celui des Samoa.

Cette croissance, plus exactement impérialiste que monroïste, va maintenant les mettre aux prises avec une nation européenne; l'Espagne n'avait pas profité des leçons données par ses anciennes colonies; le régime économique rétabli à Cuba était insupportable aux créoles, écartés de l'administration, rançonnés par des fonctionnaires, obligés de faire venir de la métropole toutes leurs provisions. Les États-Unis avivaient ce mécontentement en fermant leur marché au sucre cubain, de sorte qu'une entente avec eux fut bientôt dans les vœux de tous les planteurs : une insurrection éclate contre l'Espagne, en 1868; elle dure pendant dix ans et laisse l'île ruinée; ensuite, les promesses, par lesquelles Martinez Campos avait fini par rallier les rebelles, ne sont pas tenues; des droits prohibitifs sont de nouveau décrétés sur les articles usuels ne venant pas d'Espagne; un projet de traité de commerce spécial entre les Antilles espagnoles et les États-Unis n'est pas accepté par le Parlement de Madrid (1884). Peut-être ensuite quelques concessions économiques eussent-elles prévenu la séparation; mais l'Espagne, qui traversait alors les épreuves de la Régence, n'était guère en situation d'introduire aux colonies les réformes nécessaires.

Dès 1895, les émeutes recommencent à Cuba; les États-Unis, fidèles à leur tactique ordinaire, se présentent en champions des libertés créoles, opprimées par la métropole; ils pourvoient de munitions et de vivres, par une contrebande assidue, les Cubains révoltés, et font la guerre ainsi d'abord par procuration, avant de la déclarer formellement. En face de l'Espagne, ils ont la supériorité navale, car leurs bâtimens sont plus modernes, leurs équipages mieux entraînés, leurs ravitaillemens plus faciles; la vaillance incontestable des marins espagnols, l'habileté stratégique de plusieurs de leurs chefs ne peuvent que retarder l'inévitable défaite. Les États-Unis ne souffrent pas, alors, de ne point posséder d'armée de terre; celle des insurgés cubains leur en tient lieu. Le traité de Paris

(10 décembre 1898) consacre le succès américain : il spécifie que l'Espagne abandonne Cuba, — formule lénitive qui ménage l'amour-propre des vaincus, — et cède aux États-Unis Porto-Rico, ainsi que les Philippines. A Porto-Rico, le nombre des blancs est proportionnellement plus élevé qu'à Cuba; le gouvernement de Washington estime qu'en annexant ce territoire à l'Union, il ne risque pas d'accroître les difficultés de la question nègre. Cuba, dont les conditions ne sont pas les mêmes, sera une République contrôlée, mais en principe autonome.

L'éviction de l'Espagne, par un acte de force, est certainement contradictoire avec la pure doctrine de Monroe, car celle-ci comportait le respect des situations acquises en 1823. Mais, depuis lors, les États-Unis ont grandi; ils ont lié l'Atlantique au Pacifique par un chemin de fer transcontinental, dès 1862; leur première Exposition universelle, commémorative du Centenaire de l'Indépendance, se tenait à Philadelphie, au cœur de l'ancienne Amérique anglaise, en 1876; la seconde est celle de Chicago, en 1893 : elle s'intitule Colombienne, comme pour revendiquer en faveur des Yankees l'héritage du découvreur de l'Amérique. Jadis importateurs de capitaux et de produits fabriqués, voici maintenant les États-Unis exportateurs et créanciers; ils cherchent des débouchés pour leurs usines et s'avisent que l'expansion extérieure n'est permise qu'aux peuples assez forts pour la protéger. Le futur président Roosevelt gagna sa popularité comme colonel des *rough riders* de Cuba: ce nouveau protectorat assura aux escadres du golfe du Mexique une station de charbon; une autre est organisée dans l'île de la Culebra, dépendance de Porto-Rico; c'est encore une position de stratégie que l'îlot Guam, en plein Pacifique, spécifié nord-américain par le traité de Paris. Mais qui ne voit que ces progrès vont alarmer des concurrences, au fur et à mesure qu'ils mettront les États-Unis en contact avec des peuples plus résistans?

Une première fois, en 1900-1902, l'impérialisme yankee aperçoit en face de lui l'impérialisme allemand; touchée par la révolution vénézolane de 1899, l'Allemagne eût volontiers battu monnaie de ses légitimes griefs contre le président Castro : un de ses croiseurs vint dresser la carte hydrographique de l'île Margarita, qui est possession du Vénézuéla, non loin des

Petites-Antilles hollandaises. Mais on veillait à Washington ; il suffit de quelques expressions d'inquiétude pour qu'aussitôt Guillaume II déclarât qu'il ne méditait aucune annexion territoriale en Amérique, et envoyât le prince Henri témoigner ses sympathies aux États-Unis. Ceux-ci, satisfaits de ce premier succès, s'emploient à renouer les relations diplomatiques rompues entre le Vénézuéla et la France ; ils veulent écarter de ces rivages toute démarche trop pressante d'une Puissance européenne quelconque ; grâce à leur intermédiaire officieux, et en échange de l'octroi de notre tarif minimum aux cafés vénézolans, une garantie de 13 pour 100 des douanes est affectée, par priorité, au règlement des créances françaises, telles qu'un arbitrage prévu les aura définies. Pour faire respecter l'intégrité politique d'une république sud-américaine, les États-Unis s'arrogent ainsi délibérément une mission d' « honnêtes courtiers. »

Mais des complications vénézolanes renaissent : Guillaume II, qui s'était fort bien passé de l'amitié anglaise tant que dura la guerre du Transvaal, vient visiter son oncle Édouard VII, dès que la paix est faite. Peu de semaines après, une flotte anglo-allemande, bientôt rejointe par des croiseurs italiens, vient présenter au Vénézuéla une note de réclamations conjointes, et lancer quelques obus sur Puerto-Cabello. L'amiral américain Dewey s'empresse de concentrer son escadre des Antilles et, certainement, on s'inquiète à Washington plus qu'à Caracas de la démarche belliqueuse des trois Puissances d'Europe. Celles-ci seraient disposées à s'en remettre à un arbitrage de Washington ; très habilement, le président Roosevelt se décharge sur le tribunal de La Haye des épineuses fonctions d'arbitre ; il ne veut pas s'exposer à prononcer un jugement qui consacrerait, vis-à-vis de l'Europe, une diminution d'une république américaine... Mais d'ores et déjà, le résultat souhaité est atteint, l'action directe de l'Europe est paralysée. Peu importe, désormais, que l'Allemagne, impatientée, fasse bombarder Maracaibo par la *Panther*, alors que les négociations sont ouvertes ; les États-Unis sont assurés d'une transaction qui n'engagera que les finances du Vénézuéla ; c'est ainsi, en effet, que sont rédigés les protocoles de février 1903, affectant un tant pour cent des douanes à la garantie des réclamations anglo-italo-allemandes.

Un renfort inattendu était venu, pendant ces litiges, à la

doctrine de Monroe : l'éminent juriste argentin Luis-Maria Drago avait exprimé l'avis que le recours à la force était inadmissible, de la part d'une Puissance européenne, pour contraindre une autre Puissance, visiblement plus faible, à exécuter ses obligations financières vis-à-vis de ses créanciers. Ainsi était condamnée, au nom d'une extension de la doctrine de Monroe, l'intervention des Anglais, Allemands et Italiens contre le Vénézuéla. Qu'il y ait quelque chose d'attristant pour l'humanité, dans le spectacle d'une flotte de cuirassés bloquant, voire bombardant des ports inoffensifs, menaçant des propriétés et même des vies pour obtenir le paiement d'intérêts en retard, personne ne le contestera; mais des pratiques de coercition sont courantes dans le droit privé et l'on peut se demander comment y suppléer sans employer la force dans le cas de débiteurs auxquels leurs engagemens internationaux pèsent aussi peu qu'au président Castro. De plus, cette interdiction nouvelle, opposée à l'Europe, fait une obligation symétrique aux États américains, soit de réformer eux-mêmes leurs finances, s'ils ne veulent pas se couper tout crédit, soit d'accepter la tutelle fiscale de conseillers étrangers, — c'est-à-dire, en l'espèce, de Yankees. Cette conséquence de la « doctrine de Drago » nous paraît inéluctable; et nous saisissons ici la transition d'une diplomatie américaine purement monroïste à celle qui méritera si justement le nom de « diplomatie du dollar. »

En attendant de faire les premières applications de cette nouvelle formule, les États-Unis ont repris leurs procédés mexicains et cubains pour s'emparer de la zone du canal de Panama. Qu'une voie de communication moderne à travers l'isthme, canal ou chemin de fer, pût être établie hors de leur contrôle, c'est ce qu'ils n'ont jamais admis. En 1836, le roi Guillaume de Hollande, qui avait une remarquable vocation d'homme d'affaires, abandonna l'idée d'un canal de Nicaragua, pour ne pas porter ombrage à la patrie de Monroe. En 1850-55, ce sont des Nord-Américains qui construisent le chemin de fer de Colon à Panama. En 1850, les États-Unis, craignant un établissement des Anglais sur la côte du Honduras, en un point où pourrait déboucher un canal isthmique, ont signé avec l'Angleterre le traité Clayton-Bulwer qui place toute future coupure interocéanique sous la commune protection des deux contractans. S'ils laissent, ensuite, la France s'accorder avec

la Colombie, racheter le chemin de fer de Panama, et commencer des travaux de percement, c'est qu'ils estiment tous ces efforts voués à l'échec; leurs spécialistes ont conclu, en effet, au tracé par Nicaragua; les déboires de la Compagnie de Ferdinand de Lesseps semblent d'abord leur donner raison. Mais des études plus précises démontrent la supériorité du tracé français; bientôt, le traité Hay-Pauncefote, substitué au traité Clayton-Bulwer, assure le désintéressement de l'Anglerre; des négociations sont poursuivies pour le rachat des droits français et, comme la Colombie hésite à entrer dans la combinaison, une opportune sécession crée la République de Panama, dont le premier soin est d'accéder à toutes les demandes des Yankees (1900-1904).

Pendant deux ans, on discute sur les plans définitifs du canal; les travaux reçoivent enfin l'impulsion décisive en 1907, lorsque les chantiers sont militarisés sous l'admirable direction du colonel Gœthals et du médecin en chef Gorgas; ils n'ont pas été interrompus depuis et, dès le milieu de 1914, des navires passaient d'une mer à l'autre. D'après leurs conventions avec la République de Panama, les États-Unis ont le domaine utile du canal et d'une bande de cinq milles de part et d'autre, mais les villes de Colon et Panama sont exclues de ce territoire; les maîtres du canal ont seulement le droit d'y prescrire les améliorations sanitaires qu'ils jugent opportunes; il leur est loisible de fortifier le canal et ses approches. On voit, par cette dernière clause, quelle importance militaire les États-Unis attachent au nouveau passage isthmique; il permet à leur flotte de guerre de se multiplier par sa mobilité, entre l'Atlantique et le Pacifique. La possession du canal les a rendus plus exigeans dans leur politique centre-américaine, car il est capital pour eux que les routes d'approche en soient toujours libres; les voies maritimes d'accès seront jalonnées de stations navales, sur l'un et l'autre Océan; la voie terrestre, qui traverse le Mexique et les républiques isthmiques ne sera pas moins surveillée. Et voilà le théâtre sur lequel, agrandissement de la doctrine de Monroe, va maintenant s'exercer la diplomatie du dollar.

Ce nom serait, dit-on, d'origine allemande; il dit très expressivement quel va être désormais le rôle de la finance dans la politique des États-Unis. La doctrine de Drago n'édicte,

contre l'action armée des créanciers, qu'une défense morale, une décision de congrès dépourvue de sanction effective. Le président Roosevelt, à propos des finances avariées de Saint-Domingue, va formuler, en 1905, une théorie complémentaire. Cette République insulaire, troublée par des révolutions intérieures et par une intervention de l'Espagne en 1861-65, n'avait jamais eu le loisir de satisfaire ses créanciers; parmi ceux-ci, des Européens se plaignaient d'être sacrifiés à des Yankees; quant aux porteurs de titres de la dette intérieure, leurs droits étaient cyniquement méconnus. Ému par cette anarchie, qui ouvrait la porte à toutes les surprises, M. Roosevelt dépêcha au président Moralès, en 1905, un ami personnel, le capitaine Dillingham, chargé d'obtenir les garanties utiles d'une plus scrupuleuse administration. Moralès accepta de placer la République sous un véritable protectorat financier des États-Unis : ceux-ci contrôleraient les douanes, et représenteraient le gouvernement dominicain vis-à-vis de tous les créanciers étrangers...

Aucune protestation ne s'éleva en Europe contre ce sommaire anéantissement d'une souveraineté nationale; sans doute à ce moment la transformation diplomatique esquissée par les traités anglo-français et hispano-français de 1904, l'aggravation des difficultés marocaines entre la France et l'Allemagne (visite de l'empereur Guillaume à Tanger, 30 mars 1905), retenaient-elles sur des objets plus proches l'attention des chancelleries. Mais le président rencontra des oppositions à Washington même, sur les bancs du Sénat. La haute assemblée voulait-elle marquer sa résolution d'être consultée en matière de politique étrangère? Appréhendait-elle, du fait de l'initiative présidentielle, des complications internationales? Toujours est-il qu'elle refusa son approbation au traité Dillingham-Moralès, auquel une nouvelle convention dut être substituée. Celle-ci, datée du 9 février 1907, confiait l'administration fiscale de la République Dominicaine non plus au gouvernemeut des États-Unis, mais à une banque nord-américaine, la firme Kuhn, Loeb et Cie; les autorités de Washington se portaient cependant garans intéressés de ce contrat, puisqu'elles désigneraient les fonctionnaires des douanes, gage stipulé de l'assainissement financier, et donneraient obligatoirement leur avis sur tout projet de remaniement du tarif douanier, sur toute émission d'emprunt.

Une telle combinaison équivaut à faire procéder d'abord à

la conquête économique par des groupes privés, auxquels est, plus ou moins explicitement, promis l'aval des pouvoirs publics; jamais, avec plus d'ardeur que pendant les premières années du XXe siècle, les capitalistes yankees ne se jetèrent sur les pays de l'Amérique centrale et même méridionale. Nous n'aurons garde de nier que leur action ait été créatrice, largement bienfaisante par endroits; mais elle s'est toujours affirmée par une étroite subordination des libertés locales, par des faits de colonisation tels que les États-Unis n'en auraient pas toléré, en Amérique, de la part d'une puissance européenne. Le cas le plus caractéristique, sur les côtes du golfe du Mexique, est celui de la Société *United Fruit*. Le littoral atlantique du Honduras, du Nicaragua, du Costa-Rica a été couvert, par cette Compagnie, de plantations de bananiers; de vastes domaines défrichés, des chemins de fer, des ports, des services hebdomadaires de paquebots spécialement aménagés, tel est le bilan de l'œuvre accomplie. Mais cette activité est extérieure à l'existence nationale des États dont elle emprunte le territoire; les administrateurs sont tous yankees; les ouvriers sont, pour la plupart, des noirs de la Louisiane et des Antilles, l'anglais est la seule langue courante sur cette marge de pays où l'on parle normalement espagnol.

Dans les Républiques les plus avancées de l'Amérique australe, Argentine, Brésil, Chili, les hardiesses nord-américaines sont moins dominatrices, elles n'en rendent pas moins suspectes à beaucoup de citoyens indépendans les déclarations d'amitié qui partent des États-Unis. Le Brésil a été, pendant plusieurs années, la carrière de choix des spéculateurs groupés, suivant la méthode familière aux financiers de New York, en un trust aussi cohérent que diversement ramifié : en réalité, la Compagnie du Port de Para, celle du chemin de fer du Haut Madeira, les grandes sociétés d'élevage du Matto Grosso sont des filiales du groupe qui a entrepris, au Sud et à l'Ouest de Rio, l'unification des chemins de fer brésiliens; il est connu sous le nom de *Brazil Railway Company*, ou encore de *trust Farquhar* (ainsi s'appelle son principal metteur en œuvre); l'épargne française a trop libéralement accordé son concours à ces affaires, où elle n'a trouvé ni les garanties financières désirables, ni la compensation d'un placement rémunérateur pour des produits nationaux. Cette vaste entreprise, où il s'est

dépensé beaucoup d'intelligence, était vue avec faveur par le président Roosevelt, qui y a engagé l'un de ses fils.

Les financiers des États-Unis contrôlent ainsi les organes de communication d'une grande partie du Brésil; ils voudraient étendre leur commandement sur les routes internationales de l'Amérique méridionale, du Brésil vers la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine. Dans cette dernière République, des maisons de Chicago poursuivent l'accaparement méthodique des frigorifiques, dont la plupart, — appliquant des idées d'origine française, — étaient exploités jusqu'ici par des capitaux anglo-argentins; ces manœuvres ont déjà déterminé, sur place, une hausse excessive des prix du bétail et une diminution correspondante du cheptel. L'objet immédiat de cette politique économique est d'anéantir des concurrences, afin de faire ensuite la loi aux consommateurs; un objet plus lointain est l'assouplissement des marchés sud-américains aux convenances des États-Unis; ainsi le Brésil, qui vend aux Yankees les deux tiers de son café et de son caoutchouc, n'est pas libre de leur refuser une détaxe sur leurs farines, au détriment des Républiques voisines, qui en fourniraient aussi bien; il y eut de ce chef, en 1913, des conversations un peu vives entre Rio de Janeiro et Buenos Aires, mais le Brésil n'en a pas moins, par décret du 10 février 1914, prorogé ses faveur aux farines du Nord.

Ces poussées sur le terrain économique ne compromettent assurément pas l'autonomie de grandes nations telles que l'Argentine et le Brésil, mais créent aux États-Unis des intérêts tellement privilégiés et pour ainsi dire massifs, que le gouvernement de Washington, le cas échéant, aurait bien de la peine à n'accorder point à ses nationaux lésés le concours tout au moins d'une pression diplomatique; il l'a fait voir, il y a peu d'années, par son âpreté à soutenir contre le Chili les revendications d'une firme Allsop sur des terrains à nitrates. Il agit avec moins de ménagemens encore auprès des chancelleries plus faibles ou plus voisines de l'isthme de Panama. Son action récente au Mexique en est l'illustration significative. En Équateur, où l'organisation économique est à peine ébauchée, il était question en 1911 d'un grand emprunt contracté à New York, dont les douanes eussent été probablement le gage, et aussi l'archipel des îles Galapagos; récemment, la découverte de

gisemens de pétrole en Colombie a stimulé l'ingéniosité des influences yankees qui s'exercent à Bogota, et fait repousser diverses propositions de capitalistes européens.

On voit qu'il est chaque jour plus difficile de discerner, dans l'action nord-américaine en Amérique, ce qui est gouvernemental et ce qui demeure du domaine des initiatives individuelles. Le Sénat de Washington n'a-t-il pas été saisi, au printemps de 1914, d'un projet de loi affectant des croiseurs quelque peu démodés de la flotte de guerre à un service commercial entre les États-Unis et les ports de l'Amérique du Sud? A la fin de mai 1914, on assurait, à Santiago du Chili, que cinq de ces bâtimens seraient, dès l'ouverture du canal de Panama, mis en ligne entre New York et Valparaiso; ils effectueraient le trajet en douze jours. Évidemment, on s'étonnera en Europe de l'originalité d'un tel procédé, mais les Yankees répondraient qu'ils sont libres de faire de leurs vaisseaux ce qu'il leur plaît; si cette manière d'amortir une escadre de guerre n'est point banale, elle n'a rien, à tout prendre, d'inamical pour personne. Les républiques latines en concluront que la « grande sœur » ne veut plus les traiter en quantités négligeables, et peut-être lui sauront-elles gré comme d'une politesse sympathique de ce qui sera surtout une habileté de négociant.

Il existe aux États-Unis une minorité de citoyens, instruits par des voyages et des études personnelles, qui apprécient exactement ce que vaut d'impopularité à leur pays l'exaltation d'un « monroïsme » sans nuances. Parmi ces observateurs d'élite, on cite les directeurs des Congrès panaméricains et du bureau des républiques américaines, à Washington; l'un fut ambassadeur à Buenos Aires, et parle couramment l'espagnol; tel autre, représentant des États-Unis en plusieurs capitales d'Europe, fut remarqué à la Conférence d'Algésiras. Le très actif et intelligent administrateur du bureau de Washington, M. John Barrett, a réuni sur l'Amérique Latine une si rare collection de documens qu'elle est consultée même par les nationaux les mieux informés des républiques du Sud; il ne se fait pas d'illusions sur les erreurs d'une politique yankee agressive, ou seulement dédaigneuse. « Nous sommes en train, disait-il un jour, de nous rendre odieux ou suspects à tous nos voisins du continent. » Certainement des tournées, qui prennent des allures d'inspection, irritent les Sud-Américains, malgré toute la

courtoisie des rites officiels; des visites telles que celles du ministre Elihu Root, en 1906, du président Roosevelt en 1914, ne laissent pas que des souvenirs admiratifs ou reconnaissans, nous-même en avons recueilli de significatifs témoignages.

Pour réagir contre ces mécontentemens, les discours bénisseurs des Congrès panaméricains ne suffiront bientôt plus. Sans aucun doute, le Brésil est sensible aux attentions dont les autorités nord-américaines entourèrent son ministre des Affaires étrangères, M. Lauro Muller; sans doute l'Argentine est justement fière des termes dans lesquels M. John Barrett invitait le Dr Luis Drago à donner aux États-Unis une série de conférences. Mais des journaux indépendans commencent à élever la voix. *La Nación*, de Buenos Aires, insiste souvent sur l'égale dignité de toutes les républiques du continent américain; le *Mercúrio*, de Santiago, déclarait en décembre dernier que, sur la médaille de la doctrine de Monroe, l'avers porte une devise tutélaire pour l'Amérique, et le revers des insignes impérialistes moins rassurans; au Brésil, le *trust Farquhar* n'a plus, tant s'en faut, que des courtisans. Nul ne dispute aux États-Unis le droit de grandir au soleil, mais tous proclament que la doctrine de Monroe cesse d'être applicable à mesure que les peuples latins d'Amérique consolident plus énergiquement leurs nationalités; souvent sont commentées les opinions de notables professeurs yankees que l'abus de cette doctrine, provoquant à des interventions sur des États débiles, retarde l'avènement de la désirable concorde panaméricaine.

Ces boutades isolées n'arrêtent pas le monroïsme intransigeant; il ne trouverait d'obstacle que s'il s'en dressait contre lui hors d'Amérique; mais c'est un danger que la guerre actuelle a pour longtemps écarté des États-Unis. Aussi bien, dès le début de 1914, Washington avait préparé ou déjà signé des conventions où l'arbitrage est imposé pour la solution des litiges à venir avec des Puissances d'Europe, l'Angleterre et la France. Nous verrions volontiers, quant à nous, qu'il y eût là le principe d'un rapprochement plus intime entre notre pays et la grande république américaine, où peut-être la majorité des citoyens ne se fait pas de la France une idée suffisamment critique. Mais, pareils à tous les autres peuples, nous avons des intérêts économiques à défendre, dont les fantaisies de la douane améri-

caine, par exemple, ne paraissent guère se soucier; sur des questions de ce genre, la procédure arbitrale n'est-elle pas vraiment trop solennelle et disproportionnée? Convient-il de dessaisir nos agens diplomatiques du soin de nous représenter avec vigilance et le moment est-il bien choisi, aujourd'hui que notre ministre aux États-Unis a rang d'ambassadeur, pour interposer, entre les autorités américaines et lui, un tribunal au travers duquel seront perdus beaucoup de temps et de forces vives? Puis il faut relever que le texte des traités d'arbitrage exclut explicitement tout cas lié à une application de la doctrine de Monroe. En rendant hommage aux sentimens des chevaliers de l'arbitrage, on peut donc avancer que, pour les États-Unis, ces conventions sont surtout des instrumens politiques de précaution et de détente, des amortisseurs.

La diplomatie du dollar n'a jamais déployé autant d'adresse que pendant ces pourparlers apaisans avec l'Europe, pendant les voyages et les conférences académiques du président Roosevelt sur le vieux continent, pendant les travaux terminaux du canal de Panama. Petit à petit, toutes les républiques centre-américaines tombent sous la dépendance de leur grande voisine du Nord ; l'histoire récente de Saint-Domingue se répète en Honduras, en Nicaragua, en Costa-Rica; à la fin de l'année 1913, c'était le tour du Guatemala et du Salvador. La formule est, maintenant, de plus en plus précise ; le traitement financier est confié à un groupe de banquiers yankees ; les créanciers étrangers s'en félicitent, acceptent volontiers une tutelle qui rend valeur à leurs titres. Mais l'administration des gages est laborieuse ; elle est l'occasion de perpétuels incidens, donc prête sans cesse à des interventions qui ne sont plus exclusivement financières; le gouvernement de Washington brandit alors son gros bâton *(big stick)* au-dessus de la tête des frondeurs; des marins débarquent pour protéger les bureaux des employés de banque ; le contrôle financier se mue insensiblement en protectorat.

Un spécialiste du droit international, le professeur G. Scelle, de Dijon, a particulièrement étudié cet avatar contemporain de la doctrine de Monroe; ses observations, impartiales et précises, méritent de faire autorité. En Honduras, vingt années de troubles civils avaient ruiné les habitans et découragé les étrangers, lorsque le président Davila résolut de recourir aux

bons offices de la maison Pierpont Morgan (1909) ; de longs pourparlers aboutirent à un contrat financier (1911), en même temps qu'à une sorte d'arbitrage politique, prononcé par le président Taft, entre le général Davila et divers compétiteurs ; un emprunt de liquidation fut conclu ; il est gagé sur les sommes qui ont, comme de juste, passé sous le contrôle des banquiers émetteurs. A Saint-Domingue, le souvenir de 1907 n'a pas mis fin aux rivalités de coteries ; des émeutes ont éclaté en 1913 et, pour la garde des Douanes, des détachemens de marins américains ont été mis à terre ; leurs chefs ne pourront se dérober au devoir d'assurer la police d'abord dans les ports et, de proche en proche, sollicités par les indigènes eux-mêmes, ils étendront leur autorité sur l'intérieur du pays. Les cours arbitrales, que les États-Unis pourraient saisir des litiges issus de ces incidens, sont toujours portées, plusieurs sentences l'ont déjà prouvé, à confier des pouvoirs discrétionnaires à ceux qui représentent l'ordre et la paix.

La rançon est la liberté politique, dont il est constant que les républiques centre-américaines n'ont fait trop souvent qu'un malheureux usage ; le cas du Nicaragua est, à cet égard, caractéristique. Le président Zelaya, certes, gouvernait durement, avec des allures de despote, et sans oublier de servir, semble-t-il, des rancunes personnelles ; il avait de plus, pour les Yankees, le tort d'encourager de préférence des capitalistes européens. Coupable de lèse-monroïsme, il vit surgir contre lui des adversaires soutenus par les trusts ; il dut céder la place au général Estrada, porte-parole d'un président tout dévoué aux États-Unis, Adolfo Diaz ; ce dernier passa un traité de protectorat financier (juin 1911), accorda aux prêteurs le contrôle des douanes et... la guerre civile continua. Le gouvernement de Washington prépara, pour y mettre fin, le texte d'une convention de protectorat politique ; il allait le faire signer, lorsque l'élection présidentielle porta au pouvoir les démocrates, avec M. Woodrow Wilson, et M. Bryan aux Affaires étrangères. Ces nouveaux venus seraient-ils moins impérialistes que leurs prédécesseurs ? M. Bryan a repris le texte de l'administration Taft ; il offre au Nicaragua la tutelle amicale des États-Unis, qui recevront en échange une base navale dans la baie de Fonseca ; le Nicaragua s'engage aussi à n'accorder qu'aux États-Unis la construction d'un canal isthmique traver-

sant son territoire et consultera ses protecteurs pour toute concession à des étrangers...

Tous les Centre-Américains, cependant, ne cèdent pas si facilement. Les deux républiques les plus réfractaires aux empiétemens des Yankees sont le Salvador et le Costa-Rica. Là, pour des raisons historiques et géographiques qu'il serait oiseux de développer ici, la race des premiers pionniers espagnols s'est conservée plus pure que dans le reste de l'isthme ; elle s'est même renforcée en incorporant, sans en être profondément modifiée, quelques tribus indiennes ; le Salvador possède une population relativement dense, où les petits propriétaires sont nombreux ; il en est de même dans Costa-Rica, du moins dans les provinces tempérées des plateaux et sur la côte accidentée du Pacifique ; le gouvernement de cette dernière république est, depuis une trentaine d'années, le plus calme, le moins politicien de l'Amérique centrale ; pour un règlement de frontières avec sa nouvelle voisine de l'Est, la république de Panama, il a obtenu que l'arbitre, qui était le président Loubet, fît droit à presque toutes ses demandes. En revanche, les États-Unis se méfient : en 1858, au lendemain de l'éviction du flibustier Walker, leur arbitrage fixait les limites entre Nicaragua et Costa-Rica de telle manière que celui-ci ne pût atteindre la rive droite des lacs et de la rivière San-Juan, route possible d'un canal isthmique. Ils ont réussi, depuis 1911, à s'emparer du contrôle financier, des travaux du port atlantique de Limon et des principaux chemins de fer. Mais les Costa-Riciens ont protesté à Washington contre les récentes interventions militaires au Nicaragua et à Saint-Domingue, contre la cession projetée dans la baie de Fonseca, magnifique rade naturelle sur les bords de laquelle se touchent Honduras, Nicaragua et Salvador.

Qu'importent aux doctrinaires et aux trusteurs ces réclamations de la faiblesse ? L'Europe ne les entend pas ; aux États-Unis, quelques voix généreuses leur font écho, notamment au Sénat, mais la sagesse publique n'est pas assez affinée encore pour que les plus prévoyans des parlementaires soient écoutés. Les conventions passées avec le Nicaragua ont été sévèrement critiquées : les sénateurs Tillman et Rayner condamnent les interprétations financières de la doctrine de Monroe et dénoncent les dangers d'une politique qui fait des États-Unis les gen-

darmes des créanciers internationaux d'une partie de l'Amérique. A-t-on mesuré les répercussions politiques, militaires, de ces démarches impérialistes? Est-il prudent, pour une administration qui aperçoit et qui redoute les dangers des trusts, de mettre ainsi son action extérieure au service d'intérêts impérieux, qui ne sont pas toujours exactement des intérêts nationaux? Mais sans doute le moment n'est pas venu de ces méditations. Actuellement remis de la crise qui les atteignit en 1908, moins touchés encore que les pays d'Europe par la dépression qui suivit, servis par la guerre qui ensanglante l'Europe, les États-Unis s'épanouissent dans l'allégresse d'une période d'orgueil. Comment s'en étonner? Ils sont une magnifique nation de cent millions d'habitans, entraînée par l'universelle pratique du *strenuous life;* ils achèvent, à Panama, une œuvre de géans, une retouche de main d'homme à l'architecture de la planète; aucune défaite, aucun avertissement même ne leur a suggéré le sens des limites qui s'imposent à toute croissance; ils se demandent pourquoi la chaleureuse unanimité de toutes les Puissances civilisées ne ferait point cortège au triomphe qu'ils escomptent de leur Exposition de San-Francisco.

A l'apogée de cette courbe, ils ne voient plus le reste du monde; ils prononcent un régime différentiel pour le transit par Panama; le sénateur Lodge fait voter une motion de défiance contre les étrangers, qui est une sorte d'exaspération de la doctrine de Monroe; le président Wilson lui-même, dans un des premiers discours de sa magistrature, semble prendre à tâche de provoquer les capitalistes européens. Le canal de Panama, si l'on en croit les champions de l'impérialisme yankee, doit servir essentiellement des intérêts stratégiques nord-américains; pour l'amiral Mahan, belliqueux théoricien du *Sea Power*, il est l'instrument irrésistible d'une prépondérance navale rayonnant tour à tour sur l'Atlantique et le Pacifique; les États-Unis sont qualifiés, puisqu'ils en ont fait les frais, pour en disposer suivant ce qu'ils jugeront convenable. Ils le fortifieront et en défendront les abords; ils l'aménageront en point d'appui de leur flotte de guerre, avec arsenaux, bassins de radoub, dépôts de charbon et de pétrole. Ils en régleront à leur gré l'usage commercial : un navire yankee allant, par le canal, de New-York à San-Francisco, peut être assimilé à un caboteur, qui n'a jamais quitté les eaux territoriales, il est donc naturel

qu'il soit exempt des taxes qu'acquitteront, pour user du canal, les vapeurs au long cours. Mais vaut-il même la peine de donner des raisons pour justifier, entre navires américains et étrangers, une différence de traitement? Les Chambres, s'inspirant des théories de l'amiral Mahan, ne l'avaient point pensé; la franchise pour leurs nationaux leur avait paru un droit, qu'elles se bornaient à publier.

Le sénateur Lodge posa sans réticence une autre nouveauté : sur sa proposition, le Parlement adopta, en août 1912, une déclaration de principes : les États-Unis réprouvent toute installation d'un étranger non américain en un port quelconque du continent, d'où il pourrait menacer les communications ou la sécurité de l'Union. Cette rédaction est, à dessein probablement, très vague; elle s'applique à la concession d'une station de combustible ou de télégraphie sans fil comme à l'aménagement d'un poste tout commercial, mais dont un ennemi pourrait tirer parti en cas de guerre. Elle était dirigée, dit-on, contre un projet mexicain, favorisant, sous prétexte de pêcheries, l'établissement de colonies japonaises sur le littoral du Pacifique; mais elle visera tout aussi bien, le cas échéant, des concessions de mines, avec débouchés sur la mer, en Colombie ou en Équateur, des facilités de ravitaillement ou de radoub en un point quelconque de la mer des Antilles; les colonies actuelles des Puissances étrangères sont respectées, mais qui garantit que, les circonstances devenant favorables, la motion Lodge ne serait pas déclarée rétroactive? Les États-Unis n'ont-ils pas repris, il y a quelques mois, les négociations pour l'achat des îles danoises que la persévérance de Copenhague avait fait échouer en 1902?

Quant au président Wilson, le discours qu'il prononça devant le Congrès commercial de Mobile, à la fin de 1913, élargissait la doctrine de Monroe au point qu'il consignait l'Amérique même aux capitaux de l'Europe; il invitait les républiques latines à secouer ce joug financier, qui pourtant ne paraît pas les opprimer trop lourdement. Que seraient aujourd'hui les États sud-américains, si des fonds ne leur avaient été envoyés du vieux continent, très largement, d'Angleterre d'abord, de France ensuite? Pendant tout le XIXe siècle, telle a été l'histoire de l'Argentine, de l'Uruguay, du Chili, du Brésil; les emprunts nationaux, provinciaux, municipaux ont été souscrits surtout

en France; les Anglais ont eu l'adresse de se réserver les meilleurs chemins de fer, les principaux réseaux argentins, le *Sao Paulo Railway*. Alors les États-Unis ne songeaient qu'à leur développement domestique et n'engageaient guère leur épargne au dehors. Tout au plus commençaient-ils à déborder sur les terres contiguës à leur frontière méridionale, Mexique et Amérique Centrale, où ils entraient en concurrence avec les bailleurs de fonds d'Occident. Tant de liens ont été noués pendant près de cent ans, entre les deux rives de l'Atlantique, qu'une exclusive de Washington ne suffira pas à les briser.

Bien mieux : les Sud-Américains n'ont pas été, jusqu'ici, bien préparés à s'orienter différemment pour l'avenir. L'allure hautaine des *trusters* yankees ne les séduit guère; il y a, dans la manière de ces capitaines d'affaires, quelque chose de méprisant qui irrite des Latins, très susceptibles, justement persuadés qu'ils méritent mieux; les capitaux européens, moins solidaires, plus indépendans des gouvernemens, n'agissent point par rafales, comme une artillerie conquérante; ils sont entre eux concurrens et se font contrepoids les uns aux autres. Ainsi la substitution que le président Wilson proposa ne rallierait certainement pas la majorité des Sud-Américains; il est vrai que les banquiers yankees excellent à faire travailler le capital que lui confient de trop complaisans souscripteurs européens, de sorte que l'une des sources resterait la même, si la canalisation était quelque peu déviée, mais on ne voit pas ce que prêteurs et emprunteurs gagneraient à rémunérer cet intermédiaire. M. Wilson, adversaire résolu de la féodalité des trusts, ne s'inquiète pourtant pas, en desservant l'Europe, d'aider les puissances financières qu'il déclare vouloir combattre dans son pays; à moins qu'il n'estime que, pour les détruire aux États-Unis, le moyen le plus sûr est de les exporter; la doctrine de Monroe, telle que la comprennent même les loyaux démocrates de Washington, allait devenir une sorte de décret nominatif de la Providence, signifiant pour l'Union américaine le devoir d'assurer à tout un continent le bienfait de sa domination.

Cependant l'heure paraît proche où l'esprit des Yankees va s'ouvrir à la nouvelle évidence; leur impérialisme pourrait bien avoir trouvé au Mexique son chemin de Damas; la guerre euro-

péenne et l'espoir des avantages qu'ils en retireront, achèvent de les éclairer. Les affaires engagées au Mexique par les États-Unis représentent trois cinquièmes des importations mexicaines, et quatre cinquièmes des exportations; on évalue à cinq milliards de francs le montant des capitaux nord-américains qui ont été placés dans la république voisine; assurément, une telle somme d'intérêts invite les États-Unis à ne pas tolérer qu'un régime anarchique compromette leurs entreprises, mais la question reste ouverte de savoir s'ils avaient pris au début le meilleur moyen de réformer cette anarchie. Porfirio Diaz, naguère, encourut l'hostilité de Washington parce qu'il ne voulait pas, non plus que son ministre des Finances Limantour, asservir toute l'activité économique de son pays à des directions exclusivement yankees. Par sa propre valeur, il avait fait régner la tranquillité dans tout le Mexique; les hommes d'affaires, quelle que fût leur nationalité, s'en félicitaient tous; mais dans la république même, son autorité absolue suscita des mécontentemens. Fut-il très habile, de la part de quelques *trusters* yankees, d'aviver ces mésintelligences et, pratiquement, de pousser à la révolution? Sans doute n'avaient-ils pas mesuré jusqu'où irait le mouvement imprudemment déclenché.

Où en est, en effet, la situation au milieu de 1915? Après les quelques mois agités de la présidence Madero, le général Huerta s'était emparé du pouvoir, soldat de carrière, issu d'une modeste famille indienne, à qui ses adversaires eux-mêmes ne contestaient ni l'intelligence ni la bravoure. Un parti, puissant surtout dans les provinces du Nord, le combattit; ces *constitutionnalistes* se réclamaient des principes parlementaires, contre un président qui s'était élevé par la force et ne se piqua jamais de gouverner suivant les formules parlementaires. Malgré les origines de son gouvernement, Huerta escomptait, lors de l'élection du président Wilson, qu'il serait reconnu par les États-Unis; l'ambassadeur de Washington à Mexico, M. Henry Lane Wilson, en donnait ouvertement le conseil, en dépit des meneurs de la campagne favorable aux constitutionnalistes; le président des États-Unis récompensa par un rappel cette indépendance de caractère; mais l'« agent confidentiel » qu'il envoya pour remplacer Henry L. Wilson ne sut rien obtenir de Huerta. De démarche en démarche, les États-Unis glissèrent sur le sentier de la guerre; leur attitude encouragea les ennemis de Huerta,

qui finirent par gagner des avantages militaires importans, mais qui ne se sont pas distingués par un respect scrupuleux de la propriété privée, même étrangère.

Au blocus financier, décrété contre lui, Huerta répondit par la suspension du service de la Dette extérieure; bien que la plupart des porteurs de ces titres soient en Europe, des intérêts nord-américains engagés au Mexique ne sont-ils pas atteints indirectement par cette décision? Le président Wilson s'obstine; il assure qu'il en veut à Huerta seul, estimant que la « moralité est le principe qui doit le guider, » et que le maintien au pouvoir d'un général arrivé par la violence est un fait intolérable d'immoralité; il entend mériter le titre que lui a décerné le général constitutionnaliste Villa, de « meilleur ami du peuple américain; » il proteste contre l'idée que les événemens du Mexique pourraient valoir aux États-Unis un agrandissement territorial quelconque; il tient avant tout à la paix... Cependant le commerce des armes, frappé d'embargo en mars 1912 par le président Taft, est de nouveau déclaré libre (février 1914); sur un incident minime, survenu à Tampico, et pour lequel Huerta offrait des excuses, l'amiral Fletcher occupe Vera Cruz (avril); les Chambres américaines, la veille de cette démonstration militaire, avaient accordé au président Wilson le droit de recourir à la force, s'il le jugeait nécessaire.

Pour les témoins impartiaux et de sang-froid, la politique de Washington au Mexique a manqué de clairvoyance; la doctrine de Monroe prescrit-elle d'imposer à tout le continent l'ordre nord-américain, il faut alors que la nation en ait les moyens matériels, qu'elle soit avertie des frais dans lesquels elle s'aventure, des risques de tous genres qu'elle va courir. Déchiré par la guerre civile, appauvri et couvert de ruines, le Mexique accepterait-il un gouvernement vassal de celui de Washington? Si, sur la menace d'une intervention yankee, un tel gouvernement se constituait, serait-il durable? Aurait-il une autorité suffisante pour rétablir la tranquillité civile dans toutes les provinces? La protection, plus ou moins clandestine, des États-Unis n'a pas porté bonheur aux constitutionnalistes : Huerta et ses amis ont bien abandonné le pouvoir et quitté Mexico; le chef de leurs adversaires, Carranza, est entré dans la capitale (15 août); mais le voici brouillé avec son lieutenant Villa; le meneur d'une sorte de jacquerie, Zapata, se maintient

indépendant dans les provinces méridionales; d'autres chefs de bandes surgissent de tous côtés ; confiscations et mises hors la loi se croisent; jamais l'anarchie mexicaine ne fut plus profonde; quel homme de caractère aura la force, — ou la chance, — de rendre un peu de calme à ce malheureux pays?

Entre temps, la guerre européenne a éclaté. Mais les États-Unis n'avaient pas attendu cet avertissement pour s'apercevoir qu'ils étaient mal engagés; le réalisme des gens d'affaires l'emportant sur les utopies des doctrinaires, le gouvernement marquait son intention de se recueillir, sinon de reculer. Le 19 février 1914, le sénateur Lodge, « soucieux du bon renom des États-Unis, » demande au président de renoncer à l'exemption des péages poür les navires yankees empruntant le canal de Panama; le 31 mars suivant, à la forte majorité de 248 voix contre 162, la Chambre des représentans abolit, en effet, cette exemption. Quelques jours plus tard, les États-Unis liquident par une transaction le litige pendant avec la Colombie depuis la sécession de Panama, en 1903; ils paieront une indemnité et admettront, pour les navires colombiens, un droit spécial d'usage du canal isthmique ; il est possible que, dans quelques semaines, on annonce une rectification de la frontière nord-occidentale de la Colombie, qui viendrait immédiatement toucher la bande nord-américaine du canal; la république de Panama, qui ferait les frais de ce *readjustement*, n'a pas, on le sait, grand'chose à refuser à son puissant protecteur. D'autre part, les États-Unis sont en voie d'entre-bâiller leurs tarifs, férocement protectionnistes : il ne leur est plus indifférent, croirait-on, de sentir trop de méfiance autour d'eux.

Pour s'évader honorablement du guêpier mexicain, ils ont de grand cœur accepté, d'aucuns disent qu'ils ont provoqué, une médiation sud-américaine. A la fin du printemps de 1914, les ministres accrédités à Washington par l'Argentine, le Brésil et le Chili, offrirent amicalement de rechercher une transaction entre les Mexicains et les États-Unis ; bientôt après, une conférence se réunissait à Niagara-Falls, où très vite il apparut que les monroïstes les plus intransigeans ne cherchaient qu'un moyen de se dégager; le 25 juin 1914, les médiateurs obtenaient des États-Unis la déclaration qu'ils renonçaient à réclamer du Mexique aucune indemnité pour les incidens qui avaient provoqué leur intervention, et qu'ils laisseraient les

Mexicains eux-mêmes régler entre eux leurs affaires domestiques ; on espérait alors qu'une entente n'était pas impossible entre les partisans de Huerta et les constitutionnalistes de Carranza. Cet espoir, nous l'avons dit, fut trompé, la réunion projetée à Washington entre les représentans des divers partis mexicains n'a jamais été complète. Mais les États-Unis ont pu, sans paraître céder à des considérations militaires, retirer leurs marins de la Vera Cruz (automne de 1914) ; leurs troupes veillent sur la frontière mexicaine du Nord ; de là, en cas d'urgence, elles pourraient occuper les districts pétrolifères qui confinent au Texas et les mines de la Sonora, près du golfe de Californie ; si l'impéritie des Mexicains à rétablir la paix chez eux s'affirme incurable, les Puissances médiatrices de Niagara-Falls verront sans hostilité ces annexions.

Ce n'est certes pas, aujourd'hui, l'Europe qui interviendra. Aussi la question mexicaine s'est-elle aujourd'hui déplacée, ou, pour mieux dire, agrandie; l'obligatoire abstention des Puissances occidentales accuse l'importance du rapprochement qui vient d'apparaître entre les grandes républiques de l'Amérique méridionale et les États-Unis; les plus avancées des nations sud-américaines prennent conscience de leur rôle international; par elles, la doctrine de Monroe, qui était une déclaration unilatérale, tend à devenir une équation, c'est-à-dire à rassembler des termes égaux. En un livre récent et généreux, dont les conclusions planent au-dessus des médiocrités humaines, un ancien ministre brésilien, M. Alberto Torrès, étudie *Le problème mondial;* s'il voit justement un danger, pour l'avenir des républiques américaines, dans le caractère par trop matérialiste de leur progrès, il se berce d'une illusion lorsqu'il imagine la doctrine de Monroe, purement idéaliste, qualifiée pour diriger la politique panaméricaine au nom de « l'irrésistible fatalité du bien. » Cette doctrine n'était plus, dans les dernières années, qu'une formule de l'impérialisme, autrement dit du recours à la force. Mais sans doute est-il temps pour les États-Unis, qui n'avaient encore que la flotte de cette politique, de réfléchir et de s'épargner les soucis d'une armée continentale ; ainsi corrigeront-ils leurs doctrines, ou du moins leurs pratiques.

La médiation de Niagara fut, pour les monroïstes, la précieuse occasion d'un examen de conscience. La presse sud-américaine a été unanime à célébrer comme un double

triomphe l'union efficace des trois Puissances associées et la reconnaissance implicite par les États-Unis qu'ils ne sont pas les seuls qui comptent sur le nouveau continent; tel fut, au lendemain de l'acte du 25 juin, le thème commun du *Jornal do Commercio* de Rio, de *la Nación*, de Buenos Aires, du *Mercúrio* de Santiago. Ces articles ont fait réfléchir les dirigeans de Washington et dégagé l'idée que la doctrine de Monroe, telle que l'exprimait l'intervention au Mexique, conduisait à des aventures; des indications, récentes et concordantes, furent dès lors mieux comprises : dans un recueil de lettres dernièrement publiées, le président argentin Saenz Peña, qui vient de mourir, dénonçait les interprétations par trop élastiques de la « doctrine caoutchouc; » le professeur brésilien Sá Vianna, donnant des conférences à Buenos Aires au début de 1914, estimait ces prétentions autoritaires attentatoires à la dignité de l'Europe et de l'Amérique latine; à Santiago du Chili, des étudians grommelaient sur le passage du président Roosevelt, tandis que le *Mercúrio* discutait sans bienveillance les conceptions économiques de M. Farquhar; à Montevideo, une foule hostile manifesta, lors de l'occupation de Vera Cruz par l'amiral Fletcher. En 1913, Argentine, Brésil et Chili, l'A. B. C., dit-on là-bas, du nouvel alphabet diplomatique sud-américain, avaient refusé de se joindre aux États-Unis pour exercer une pression diplomatique sur le Mexique.

Les États-Unis ne s'obstinent pas; pendant que l'Europe est paralysée, il leur est plus expédient de resserrer leur amitié avec les grandes républiques latines que d'exaspérer les anciens malentendus : la Nouvelle-Orléans devient, pour le Brésil, l'entrepôt fournisseur des huiles, charbons, denrées alimentaires qui, naguère, venaient d'Europe; la République Argentine élève au rang d'ambassade sa légation de Washington (août 1914). M. Bryan, ministre des Affaires étrangères, signe avec chacune des trois Puissances médiatrices de Niagara des conventions qui soumettent à l'arbitrage les différends qui pourraient désormais surgir entre elles et les États-Unis (fin juillet); le président Wilson n'en a que plus d'autorité, lorsqu'il propose aux belligérans d'Europe, dès le 5 août, ses bons offices pour le moment où ils jugeront convenable d'y recourir. Cependant, l'Union panaméricaine multiplie ses enquêtes et ses appels en vue de l'association économique de toutes les nations d'Amé-

rique, « sans vouloir empiéter sur les droits de quiconque, écrit M. John Barrett, mais avec la résolution de rechercher tous les avantages légitimes; » elle dresse l'inventaire des compagnies locales de navigation qui pourraient assurer des relations uniquement américaines, le Lloyd brésilien, la Société argentine Mihanovitch, la chilienne Sud-Americana de Vapores, la Peruvian Steam Ship Co; des missions yankees d'industriels, de commerçans, d'universitaires parcourent l'Amérique latine; des banques de New York ouvrent des succursales à Buenos Aires, Rio de Janeiro, Valparaiso; une assemblée de financiers des deux continens américains se réunit à Washington (mai 1915). La session du Congrès panaméricain de 1914, remise à 1915, traitera pendant l'Exposition de San-Francisco des questions de douanes, de navigation, d'échanges postaux; les Congressistes tiendront vraisemblablement quelques séances à Panama et seront invités à des fêtes célébrant l'inauguration du canal.

Témoin nécessairement distrait, l'Europe enregistre ces faits qu'elle remarque à peine. Cependant, la France et l'Angleterre ont su témoigner à temps qu'elles n'en prenaient point ombrage : ayant à se plaindre des facilités de ravitaillement et de communication télégraphique accordées à leurs adversaires par l'Équateur et la Colombie, elles ont prié Washington de rappeler courtoisement ces républiques au respect d'une stricte neutralité. Les États-Unis ont répondu, sans vouloir s'engager à faire eux-mêmes la police de tout le nouveau continent, que la doctrine de Monroe ne s'opposait pas à un débarquement provisoire de marins venant détruire des stations de télégraphie sans fil; ils n'ont pas rejeté une proposition, dont le principe fut bien accueilli par les associés de la Triple-Entente, à l'effet de neutraliser et d'interdire à tous navires de guerre des belligérans une zone de deux cents milles au large de toutes les côtes américaines. En revanche, l'attitude de l'Allemagne est de plus en plus critiquée; l'ambassadeur de Guillaume II à Washington dut multiplier les démarches, pour rattraper une parole trop franche, que « la doctrine de Monroe n'empêcherait pas les Allemands de débarquer au Canada, s'ils le voulaient; les Yankees lisent avec dédain les articles insolens de la *Gazette de Cologne*, menaçant les États-Unis de représailles après la guerre, s'ils entravent le libre commerce du pétrole

avec les ports allemands ; les pirateries de sous-marins, le torpillage des paquebots qui portaient des passagers neutres ont écœuré les derniers germanophiles ; aussi bien le produit *Made in Germany* est-il le plus visé par la concurrence yankee en voie d'organisation dans l'Amérique Latine ; il sera de moins en moins défendu par des sympathies que les Allemands, là même où ils s'étaient imposés, n'avaient su se concilier nulle part.

Ainsi sous nos yeux la doctrine de Mouroe tend à se faire moins politique, pour se développer de préférence sur le terrain économique. Politiquement, elle avait grandi d'abord jusqu'à la limite au delà de laquelle elle se fût condamnée par ses propres excès ; les circonstances présentes lui permettent d'accomplir sans dommage une sorte de mue. Réduite à des revendications économiques, elle n'en doit pas moins préoccuper l'Europe, même les Puissances vers lesquelles semble s'orienter aujourd'hui l'amitié des républiques du Sud en même temps que de celle du Nord. La visite du chancelier brésilien Lauro Muller en Uruguay, Argentine et Chili (printemps de 1915) a, très heureusement, rapproché les premières ; elles viennent de signer une convention générale d'arbitrage, que le président Wilson a saluée d'un chaleureux télégramme de félicitations ; peut-être le jour n'est-il pas éloigné où l'accord, impossible en 1913, sera naturellement conclu, et associera les États-Unis et l'A. B. C. pour restaurer l'ordre au Mexique. L'initiative des Latins, devenus les conseillers amicaux des Yankees au cours d'une épreuve délicate, a ouvert une période de l'histoire de la civilisation, en ébauchant la transformation du monroïsme, d'une hégémonie en une harmonie ; encore convient-il que les vieilles Puissances ne soient pas, demain plus qu'hier, consignées à l'écart du nouveau continent ; l'expérience, qu'elles ont durement acquise au fil des siècles, fait d'elle des aînées dont la jeune Amérique ne s'isolerait pas sans péril pour sa formation intellectuelle, ni même pour son progrès matériel. Il faut à la cadette de l'ancien monde, pour mesurer toute sa chance, qu'elle sache remplacer la devise exclusive et périmée de 1823 par celle que le président Saenz Peña, dans un Congrès international, osa lui opposer naguère : l'Amérique à l'humanité.

HENRI LORIN.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

VI[1]

EN ANGLETERRE
(JUIN-JUILLET 1831)

Le général Fabvier désapprouve les relations de la Reine avec l'ambassade de France, sa correspondance avec M. d'Houdetot et par-dessus tout la lettre du Prince à Louis-Philippe. Le gouvernement de Juillet, dit-il, est destiné à périr et « ne vaut pas la peine qu'on aliène pour lui sa liberté. » L'avis de la duchesse de Frioul est que nous nous en retournions tranquillement à Arenenberg, pour y attendre les événemens. Le Prince pose cette question : « Au cas où des troubles éclateraient à Paris, vaut-il mieux être en France qu'à l'étranger? » Il pense que oui et considère Vichy comme un bon endroit pour se poster, tout en ayant l'air d'y boire de l'eau chaude. La Reine se dit lasse des ambitions et des agitations; elle place avant tout le bonheur de la France et ne désire plus pour soi-même que son million d'abord et son duché ensuite. Dans cette disposition d'esprit, elle veut éviter Vichy et Paris, et c'est par Baden qu'elle nous ramène à Arenenberg.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er octobre, 15 novembre 1914 et 1er mars 1915.

J'en repars aussitôt pour développer un plan imaginaire qui serait, en cas de guerre étrangère ou civile, de se retirer à Strasbourg, de s'y enfermer et de capituler ensuite aux meilleures conditions. Le Prince répond que ce rêve n'est pas tellement absurde; que, selon le maxime de l'Empereur, tout arrive et qu'il faut être préparé à tout. « Louis, prends garde aux échauffourées! » reprend la Reine. Elle parle d'aller s'établir en Grèce. Elle y construirait des maisons, y planterait des jardins. Le Prince formerait des régimens. J'apprendrais à monter à cheval, je ferais des confitures et, chacun dans sa sphère, nous serions heureux!

Samedi matin, j'ai profité de ce que le Prince me demandait de l'argent pour lui faire la morale sur ses inconséquences politiques. L'un ne me coûtait pas plus que l'autre; et, comme il me donnait la réplique avec bonne humeur, notre entretien s'est prolongé assez longtemps. J'en rapporte ici les parties principales :

— Allons, mon prince, avouez que vous conspirez encore, et que cet argent n'est pas pour vous, mais pour quelque factotum politique.

— Peut-être...

— Vous vous ruinerez, pour des gens qui vous trompent et ne songent qu'à vous gruger.

— Erreur, erreur. Il y a parmi eux des cœurs désintéressés. Beaucoup se sont ruinés pour la cause qu'ils soutiennent.

— Ce dévouement existe aussi dans les autres partis. Il n'en est pas moins vrai que les partis se contrarient les uns les autres; leur rivalité fait l'affaire du *juste-milieu*.

— Erreur : le *juste-milieu* est frappé à mort, et c'est un autre parti qui le remplacera.

— Les républicains...

— Les républicains n'ont pas l'armée; l'armée est bonapartiste.

— Est-ce sûr?

— Tous les rapports s'accordent à le dire.

— L'affaire de Tarascon prouve que les carlistes s'agitent et sont pleins d'espoir. On dit qu'ils se forment une armée, en enrôlant les Suisses licenciés et que le clergé est pour eux.

— Ils n'ont pas le peuple. Le peuple est bonapartiste. Si je n'avais pas été malade, le 5 mai, et si j'étais descendu sur la

place Vendôme en criant : « Vive Napoléon II! » tout le monde m'aurait suivi. Louis-Philippe le savait, et c'est pourquoi il m'a fait partir. N'étant sur le trône que par hasard, il sent qu'une chiquenaude pourrait le renverser.

— Par hasard?... mais rien n'arrive par hasard, mon prince. Si la révolution de Juillet s'est faite d'elle-même au profit du Duc d'Orléans, c'est qu'elle ne pouvait pas se faire autrement.

— Le Duc d'Orléans était à Paris et le Duc de Reichstadt à Vienne. On avait l'un sous la main, et il fallait demander l'autre à Metternich... Vous voyez, mademoiselle, que vous auriez tort de tenir pour Louis-Philippe et de me refuser de l'argent pour le combattre; allons, soyez bonne, donnez-moi encore vingt-cinq louis.

— Impossible, mon prince. Ou bien je ne paierai pas la voiture que la Reine et vous avez achetée...

— Adieu, alors. Vous êtes une méchante.

Je ne l'ai plus revu jusqu'au soir, et, comme il dînait chez lady Dudley, c'est en tête à tête avec la Reine que je pensais achever la journée.

L'attitude que la Reine adopte est celle d'une réserve absolue ; elle ne veut ni déclarer la guerre à Louis-Philippe, ni provoquer des troubles en France ; d'un autre côté, elle entend rester à portée de profiter des circonstances et garder l'avantage d'arriver la première à Paris, si Napoléon II était proclamé après une république éphémère ou après l'essai de chouannerie qu'entreprend la Duchesse de Berry.

Mardi 14 juin 1831.

Aujourd'hui, dernier jour de la duchesse de Frioul à Londres, il a fallu se lever de bonne heure pour courir chez elle, et cependant s'habiller de pied en cap dès le saut du lit, en prévision de la vente faite par les femmes de la société au profit des Irlandais. M. Fox avait beaucoup insisté pour que la Reine y parût; elle se disposait à y dépenser quelques louis, les regrettait d'avance et craignait surtout de se rencontrer avec les ambassadeurs. Fort heureusement, en cherchant l'endroit de cette vente, nous nous sommes trompées d'adresse. La Reine, se voyant dans la Cité, en a profité pour explorer les boutiques des tapissiers, des joailliers et des orfèvres. Un

magnifique vase ciselé de notre artiste italien Kirstein, des diamans incomparables et tels que le Régent seul peut leur être préféré, de curieux bijoux indiens ont satisfait sa curiosité; mais comme elle n'avait d'autre prétexte que d'aider aux achats problématiques de la duchesse, nous avons bientôt interrompu ces visites pour aller chez lady Grey.

Nous espérions y trouver des nouvelles sûres de l'impératrice du Brésil, qu'un billet de M. de Montrond disait arrivée à Falsmouth avec dom Pedro. La Reine aime beaucoup sa nièce Amélie et s'inquiète à bon droit pour elle, dom Pedro étant un de ces souverains errans que les idées nouvelles ont fortement secoué sur le trône et qu'elles n'ont pas fini de ballotter dans leurs remous.

Lady Grey n'étant pas chez elle, nous sommes revenues au logis au moment où le Prince y rentrait. Il avait acheté pour moi à la vente et, j'en ai peur, payé très cher une jolie bourse amarante et or, brodée de la main de la reine d'Angleterre. Il a dit gentiment que, puisque j'administrais très bien ses finances, c'était bien le moins qu'il me donnât une escarcelle, pour y serrer mon propre argent. Pour la Reine, il rapportait une pelote à épingles et, pour lui-même, une simple plume d'oie, payée un louis à la belle lady Northon.

L'heure des adieux à la duchesse de Frioul est ainsi venue. La Reine voudrait l'attirer auprès d'elle en Suisse et la persuader d'arranger Salenstein en gothique, afin d'y passer les étés. Mais la prudence politique paraît s'opposer en ce point aux désirs de l'amitié : la baronne Fabvier ne s'exposera pas à faire ce que la duchesse de Frioul se serait permis. Son absence va faire dans le cœur de la Reine un vide immense. Le général était aussi bien nécessaire au Prince; j'applaudissais des deux mains aux conseils de sagesse qu'il lui donnait, comme « de laisser agir les causes » et « de faire deux pas en arrière, chaque fois qu'un tentateur politique ferait un pas en avant vers lui. »

Mercredi 15 juin.

Une chose qui me déconcerte, c'est que M. de Flahaut, écrivant à la Reine au sujet des banquiers Devaux et craignant qu'elle ne fût dans la gêne, vient de lui envoyer une lettre de crédit. J'ai tout de suite été chercher cet argent à la Cité et

trouvé la Reine, au retour, tout heureuse de la visite que le prince Léopold de Saxe-Cobourg venait de lui faire.

Le Prince paraît considérer comme définitif le vote du 4 juin dernier, qui l'appelle à diriger la nouvelle monarchie belge. Il a dit en partant à la Reine, qui parlait de passer par Bruxelles pour revenir à Arenenberg : « J'espère que vous ne me prendrez pas mon royaume au passage. »

Cette question posée montre avec quelle facilité les bruits de Paris se répandent à Londres, avec quelle persistance ils y circulent. *Le Temps* a le premier prétendu que la Reine était venue ici intriguer pour les affaires de Bruxelles : on se souvient qu'elle a été reine de Hollande, et l'on passe de la Hollande à la Belgique par enchaînement d'idées.

Le *Courrier de Paris* veut qu'elle se prépare à franchir le détroit et que le roi Joseph soit prochainement attendu à Londres. *La Gazette de France* et *le Globe* annoncent qu'elle est à Paris depuis quatre jours et s'y tient cachée dans l'attente des événemens. Une lettre de Mme de Flahaut à lady Grey confirmait l'autre jour que la même imposture circulait dans le faubourg Saint-Germain. On aurait pu y voir une machination de la Duchesse de Berry, si cette princesse n'était pas si sotte, car elle s'est montrée curieuse à l'excès des actes de la Reine, au point même de venir de Bath à Londres pour en raisonner avec ses agens.

Quoi qu'il en fût, la Reine a pressé le prince Louis d'expédier aujourd'hui même au *Temps* la réponse qu'il a préparée, et nous l'avons passée au creuset avec lui. Il était très mal portant depuis le matin, d'une sorte de dépôt sur le foie, dont l'enflure s'étendait jusqu'à la cuisse ; des cataplasmes qu'on lui avait mis le forçaient à garder la chambre, mais ne l'empêchaient pas de recevoir le dangereux Mirandoli. Je transcris ici sa lettre, pour le cas où elle ne paraîtrait pas dans le journal :

Londres, 17 juin 1831.

Je lis dans votre journal du 18 juin l'article suivant :

« Mme la duchesse de Saint-Leu habite Londres depuis plusieurs semaines. On prétend que la reine de Hollande y guette l'occasion d'offrir son fils aux Belges, au cas qu'ils se trouvent embarrassés pour choisir un souverain. »

Il paraît qu'on veut prêter un but politique à la présence de ma mère en Angleterre : ma mère s'y trouve parce qu'elle n'a pas voulu se séparer du seul fils qui lui reste. Ayant pris parti pour la cause sacrée de l'indépendance italienne, j'ai dû me réfugier en Angleterre, la France m'étant encore fermée. Ma mère n'aspire qu'au repos et à la tranquillité.

Quant à moi, loin d'avoir des idées d'ambition, mon seul désir serait de servir ma patrie, ou la liberté dans les pays étrangers, et il y a longtemps qu'on m'aurait vu comme simple volontaire dans les rangs glorieux des Belges ou ceux des immortels Polonais, si je n'avais craint qu'on n'imputât à mes actions des vues d'intérêt personnel et que mon nom n'inquiétât le monde diplomatique, qui ne saurait croire aux dévouemens désintéressés et à la sympathie qu'inspirent les peuples malheureux. »

C'est lui qui, de concert avec M. Bruce, le célèbre voyageur, réussit en 1815 à sauver de l'échafaud le comte de Lavalette.

Le soir, dans son salon, la Reine est revenue à dessein sur les erreurs répandues par la presse française ; elle a prié ses amis anglais de l'aider à rétablir la vérité.

Dimanche, 19 juin.

Les mensonges répandus sur elle ont décidé la Reine à prolonger son séjour à Londres et à y faire connaître sa présence, en se montrant le plus possible dans la société.

Invitée à déjeuner pour jeudi chez la duchesse de Bedford, elle accepte, et comme elle a précédemment refusé pour le même jour chez la duchesse de Saint-Alban, elle croit bon d'aller s'en excuser d'abord au château d'Hampstead. Lady Glengall est de cette partie, comme elle le sera le lendemain du somptueux déjeuner manqué par la Reine. On entendra Paganini, qui recevra cinquante louis pour une heure de musique, et tout sera luxueux, pompeux, ainsi qu'il est de règle chez la duchesse de Saint-Alban.

Cette personne passe pour la plus riche de Londres, mais elle y est peu considérée. Simple fille de la campagne, elle venait à la ville vendre ses légumes, quand elle fut rencontrée par M. Kuntz, le plus gros banquier de la Cité. Le premier geste du crésus fut d'offrir à la villageoise le chèque d'une somme

énorme; il la plaça ensuite au théâtre, l'épousa nombre d'années plus tard, après la mort de sa première femme et la fit enfin héritière de toute sa fortune, au détriment de ses deux filles. L'une d'elles, la marquise de Byonde, est mère de lord Dudley; elle reçoit de sa belle-mère une pension annuelle de 10 000 louis. Le jeune duc de Saint-Alban n'a pas dédaigné d'échanger son titre et sa jolie figure contre les millions de Mme Kuntz. Il l'a introduite à la Cour, où elle enrage d'être mal vue, et prend au tragique les sarcasmes dont elle est l'objet. C'est pourquoi sa joie a été grande de recevoir la visite de la Reine. En montrant les préparatifs de sa fête, elle insistait pour nous avoir quand même au nombre de ses invités. Un goûter de sept ou huit gros plats de viande et de toutes sortes de vins a été servi, on a admiré quatre orangers venus de Saint-Leu et donnés par feu le prince de Condé. Lady Glengall faisait l'interprète, la maîtresse de maison ne sachant pas un mot de français; la Reine se montrait particulièrement aimable, dans l'espoir de trouver à vendre ici son fameux collier du couronnement.

Jeudi, je n'aurais pas demandé mieux que d'esquiver le déjeuner des Bedford, ayant de nombreuses lettres à écrire, notamment à MM. de Boubers, de Raguse et de Massa, et plusieurs billets d'excuses pour décliner des invitations; mais la Reine n'a pas voulu être seule dans une société aussi étrangère. Elle portait une fort jolie toilette, moi, ma robe de moire rose, dont elle a bien voulu me faire compliment. Bien nous en a pris de nous être habillées quelque peu, car l'élégance était extrême tout autour de nous. Une triple file de voitures encombrait les abords; une foule de jolies femmes, brillamment parées, parcouraient en tous sens les allées du jardin. Lady Bedford a présenté son mari, réitéré son invitation antérieure, de recevoir la Reine au château de Wooburn Abbey, expliqué en détail la manière de s'y rendre et disparu bientôt en nous désignant de la main la tente des rafraîchissemens : on servait là des glaces, du thé, des fruits de toutes les saisons et de tous les pays. Nous y avons trouvé M. Erdodi, une de nos connaissances de Rome; il demande la permission de présenter M. de Dietrichstein, fils du gouverneur du duc de Reichstadt. Le comte Walewski était avec lady Mulgrave; il m'a bientôt offert le bras pour un tour de jardin.

Le voyage qu'il vient de faire à Paris lui permet d'espérer

encore le salut de son héroïque patrie. Il a conté avec animation les dangers auxquels il s'est exposé pour elle, son arrestation en Prusse, d'où on s'apprêtait à le conduire sous escorte à Pétersbourg, son évasion à travers des bois immenses, tout couverts de neige. Pour pouvoir traverser l'Allemagne, au retour, il a dû se donner pour acteur et voyager avec Hervey, qui, après de grands succès en Pologne, rentrait en France.

La Reine, pendant ce temps, errait au bras de miss Brook, une beauté qui revient de Florence, et s'attendrissait à parler de l'Italie. Toute notre compagnie s'est reformée devant les salons, où des tables richement dressées se remplissaient et se vidaient tour à tour. M. Walewski nous a montré là un jeune cavalier blond, de tournure militaire, qui n'était autre que le tyrannique duc de Brunswick, récemment déposé par son peuple et remplacé sur le trône par son frère cadet. J'aurais voulu m'accrocher au bras du Prince; il est toujours mon appui, dans ces foules qui m'intimident et me font sentir le peu que je suis. Mais le major Webster, un de ses amis du soir, est venu le relancer pour l'entraîner chez la duchesse de Saint-Alban, et c'est seules avec lady Glengall que nous avons réclamé notre voiture et regagné notre logis.

Avant-hier, vendredi, course à Richmond, déjeuner chez la marquise de Byonde. Nous avons fait route avec lord Dudley et son petit Frenk (diminutif de Francis), charmant enfant de six ans dont le Prince s'est amusé tout le long du chemin. La maîtresse de maison attendait ses hôtes dans une belle bibliothèque, près d'un grand feu de cheminée. Elle est âgée, souffrante, mais parfaitement aimable, de cette bonne grâce anglaise qui craint d'attenter à la liberté des autres et produit à tort sur nous, Françaises, l'impression de la froideur. Le fait est qu'à l'instant du déjeuner, chacun s'est assis à sa guise, sans que personne s'occupât de placer les gens ni de leur faire les honneurs. J'étais restée debout près d'une porte du jardin; sur un signe du Prince, toujours attentif et bon pour moi, je suis venue me ranger à côté de lui.

Un lord James Stuart, de la famille royale, était là, avec sa femme, très gracieuse, puis le duc et la duchesse de Saint-Alban, celle-ci de fort méchante humeur : nous avons su bientôt pourquoi. C'est que le matin même, en se rendant à Richmond, elle avait rencontré sur la route un valet à cheval

portant la livrée de sa belle-fille et tenant une lettre à la main. Ne doutant pas que le billet ne fût pour elle, elle l'avait lu sans regarder l'adresse, qui était celle d'un seigneur du voisinage. Lady Byonde le priait à déjeuner avec la reine Hortense, en s'excusant de ce qu'il rencontrerait aussi « cette ennuyeuse duchesse de Saint-Alban. »

Cette histoire se répétait à l'envi dans l'après-midi, mais la Reine en a effacé l'impression sur l'esprit de la duchesse, en acceptant la loge que celle-ci offrait pour le soir, aux Italiens. Il a fallu se bousculer pour dîner, changer de toilette, et faire au passage une inutile visite à lady Dudley. Son mari la disait très souffrante et, en effet, elle nous a reçues dans son lit; mais, une heure après, nous l'avons retrouvée au spectacle. Cette femme se tuera.

Rubini ne se donnait pas la peine d'ouvrir la bouche dans *Lindor;* sa femme hurlait dans *Elvire*. Quant à Mme Pasta, elle a paru au-dessous d'elle-même, gênée qu'elle était dans ses souliers et enragée d'un mal de dents. Lord Dudley avait remplacé le Prince dans la loge et l'avait envoyé auprès de lady Christine. Le Prince a profité de ce chassé-croisé pour être toute la soirée à ses petites affaires, si bien qu'au départ cet enfant prodigue n'était plus là et que sa mère a dû l'attendre, non sans inquiétude ni sans dépit.

Elle avait accepté chez la duchesse une tasse de thé, qui s'est trouvée être un souper des plus fins et qui nous a conduites beaucoup trop avant dans la nuit. Mais au moins l'objet principal a été atteint, en ce que la Reine a mis la conversation sur le projet des bijoux, que la duchesse lui a montré avec orgueil ceux de sa cassette et qu'elles ont pris jour pour voir à loisir le collier du couronnement.

Le duc de Wellington avait donné le même soir un dîner à l'occasion de l'anniversaire de Waterloo. Le Roi assistait à cette fête; il a remis au duc une épée.

Mercredi, 22 juin.

La Reine, étendue toute la journée d'hier sur sa chaise longue, m'a fait lire les gazettes à haute voix. *Le Temps* avait imprimé la réponse du Prince dans son numéro du 20. Ce morceau a été savamment dégusté; mais, quand j'ai commencé dans

la Quotidienne la lettre de La Fayette à ses électeurs, elle m'a interrompu bientôt, protestant que cela était médiocre, diffus, et que j'avais vraiment d'étranges manières de la désennuyer.

Elle n'aime pas La Fayette, contre qui elle a hérité des préventions de l'Empereur; elle ne peut lui pardonner.

Le Prince est rentré à six heures, venant de la séance d'ouverture du Parlement où M. Fox l'avait conduit. Arrivés en retard, ils avaient eu toutes les peines du monde à pénétrer dans la salle, et n'en avaient pas moins entendu en entier le discours du Trône.

Le Prince a conté plaisamment les frayeurs de M. Fox dans la foule. Il le montrait se précipitant dans une voiture qui passait et qui s'est trouvée être celle de son intime ennemi. Le fait est que l'insolence du peuple est extrême; le Prince en a fait l'expérience en échangeant une pièce d'or dans un cabaret, ce qui lui a valu des injures et des huées.

La conversation a continué pendant le dîner sur ce sujet de la haine des classes les unes pour les autres. La Reine insistait sur la nécessité de maintenir à leur place ceux qui sont en bas, et, pour cela, de leur faire porter sur les épaules le poids de la hiérarchie : « Mais de quel droit la leur faites-vous, cette *place?* ai-je demandé. Ne sera-t-elle pas bien petite et tout à fait insuffisante si le peuple n'est pas admis à la discuter? » La Reine répondait que souvent c'est l'amour-propre et la vanité qui se révoltent contre l'autorité; les vrais besoins du peuple n'ont rien de commun avec l'orgueil des tribuns, des cuistres et des maîtres d'étude; ceux-ci méprisent la foule autant qu'ils haïssent l'aristocratie, et c'est pour de bien petites rancunes d'envie qu'ils défendent les principes et se font les champions des droits.

Le farouche M. Le Bas, reprend le Prince, n'avait jamais pu se résigner à n'être que le troisième à table; en rentrant chez lui, il se réjouissait à l'idée qu'il mangeait des ailes de poulet, après s'être contenté si longtemps des cuisses à Arenenberg.

Notre trio a été interrompu en ce point par un quatuor fort bavard, composé des Murat, d'un de leurs amis, M. de Malherbe, et d'un Italien, qu'il paraît que nous avons vu à Foligno, où il était secrétaire du fier-à-bras Sercognani... « Soyez tranquille, prenez patience, disait celui-ci à la Reine. Si vous avez été malheureuse quinze ans, bientôt vous ne le serez plus ! » Elle a remercié avec une ironie qu'il n'a pas sentie, et le

Prince, en pouffant de rire, l'a serrée comiquement sur son cœur.

M. de Malherbe est descendant du poète; planteur en Amérique, conspirateur à Paris, il s'est donné, à Londres, l'agréable rôle de montrer le français à la jeune princesse Murat. Leur connaissance a commencé en Floride, où le bel émigré, travaillant avec le seul secours de la hache, s'est lui-même construit une maison.

Le soir, ce disciple de Rousseau faisait une toilette de dandy; il venait chercher chez le prince Achille l'usage de la langue et les manières de son pays. Envoyé dans ces derniers temps à Paris pour des négociations, il s'y est beaucoup répandu dans le monde et s'est surtout fait voir chez Mme Merlin, cette belle élégante dont on dit qu'elle a renouvelé la musique de salon au point d'en faire un *art social*. Quant aux affaires dont il était chargé, elles n'ont pas réussi. Le prince Achille suppose que son trop galant émissaire donnait de la jalousie aux maris.

Le prince Achille une fois parti avec son Italien et le prince Louis pour le Vauxhall, avec M. de Malherbe, on a introduit alors un mystérieux personnage, qui venait à dessein fort tard, et nous apportait, entre chien et loup, des nouvelles fort importantes.

C'est un agent juif, factotum au service de divers partis. Il a vu la Duchesse de Berry, lors de ce récent voyage de Bath à Londres, fait exprès par elle pour se renseigner sur les intentions de la reine Hortense; il connaît ainsi les projets carlistes, qu'il se hâte de livrer aux Bonaparte, en attendant qu'il raconte ailleurs ce qu'il aura pu apprendre chez nous.

La Duchesse de Berry est impatiente d'agir. M. de Blacas a eu beau lui dire « que la poire n'est pas mûre, » elle se préoccupe des projets de la reine Hortense. Elle s'inquiète des menées des républicains, qui préparent, dit-on, quelque chose de formidable pour l'anniversaire des journées de Juillet, et, pour ne pas être en reste avec les uns et avec les autres, elle s'apprête à s'embarquer pour le continent. Elle a dit : « pour l'Italie. » MM. de Bourmont et de Blacas, ses deux gardes-du-corps, la suivent à regret et pensent qu'elle court à une échauffourée.

L'insuccès de cette aventure peut servir les intérêts de Napoléon II. La Reine gardant le silence, il ajoute qu'un ordre négatif sur le sujet du passeport avait été apporté par le der-

nier courrier de l'ambassade (voilà sans doute pourquoi nous n'avons pas vu M. de Montrond depuis plus d'une semaine). Un nouvel avis est arrivé aujourd'hui, selon lequel la Reine sera autorisée à traverser la France, mais en suivant une route tracée et en évitant Paris.

Elle est lasse à mourir de cette incertitude perpétuelle, de ces fluctuations au jour le jour, et ne se fie qu'à demi à son interlocuteur; mais au moins, pendant cette visite, son fils était-il absent. Londres est plein pour lui d'embûches; elle craint qu'il ne nous montre ici, avec les républicains français, la copie conforme de ce que nous avons vu à Florence avec les carbonari. Elle s'écartera donc, et, pour commencer, se rendra lundi à Wooburn Abbey, chez les Bedford.

Son sort veut qu'elle ne soit jamais tant sollicitée et tentée que dans les temps les plus troubles et les plus dangereux. Ces confuses années 1830 et 1831 rappellent 1814 et 1815; tout le monde sentait la fin de l'Empire; personne ne voulait croire au recommencement des Bourbons; elle a fait alors ce qu'elle fera toujours : elle a agi au jour le jour, et chaque fois selon son cœur.

L'Empereur disait d'elle : « Hortense est si sensible qu'on pourrait craindre pour son jugement; mais, au contraire, c'est sa sensibilité même qui la fait juger sainement. » Elle a eu des amis, elle a été aimée : voilà ce qui doit la consoler de tout. Labédoyère a eu pour elle un sentiment pur, fidèle et désintéressé. C'était l'âme du monde la plus haute et la plus chevaleresque, un moderne Hippolyte, pour qui rien n'existait, que la patrie et le devoir. Elle n'a reçu de lui qu'une seule lettre d'amour, à laquelle elle n'a pas répondu; mais il lui a donné mille preuves du dévouement le plus tendre et le plus vigilant.

En 1809, tandis qu'elle prenait les eaux à Plombières, il vint lui annoncer la victoire de la Raab, remportée par le prince Eugène. En 1814, il veilla comme un père sur les jeunes princes, pendant qu'elle était absente, et ne manqua pas d'aller tous les deux jours de Paris à Saint-Leu, exprès pour les voir.

Plusieurs fois, elle dut lui reprocher de venir trop souvent chez elle, ou de n'y pas amener sa femme. Il était allié aux Damas, aux Chatellux, ce qui lui permit de garder sous les Bourbons son grade et son commandement; mais il ne leur avait prêté aucun serment, il les détestait, et c'est de son propre

mouvement, sans que la Reine y eût été pour rien, qu'il se porta au-devant de l'Empereur à Vizille, en lui amenant son régiment. Après Waterloo, il prit énergiquement la défense de l'Empereur devant la Chambre des pairs, le jour où Napoléon II y fut proclamé; le soir, il était treizième à table, rue Cérutti et, d'après ce présage, se condamnait lui même à mourir avant la fin de l'année. Cependant, après le retour des alliés, quand la Reine le vit pour la dernière fois chez elle, caché sous un déguisement, il ne paraissait plus croire au danger. Réfugié à l'armée de la Loire, il aurait dû de là gagner l'étranger, et son cousin M. de Flahaut lui en offrait les moyens; il commit au contraire l'imprudence de revenir à Paris où une dénonciation de son valet de chambre le livra à la police. Elle a versé des larmes sur la mort de ce preux, mais sa conscience ne lui reproche rien envers lui. Une affection fraternelle est tout ce qu'elle lui avait voué, avec la satisfaction secrète, jamais confessée, d'être payée de retour plus tendrement. Elle a écrit naïvement tout cela dans ses Mémoires : c'est pourquoi elle ne les montre qu'à des amis éprouvés et parfaitement sûrs.

Lundi, 27 juin.

M. Angerstein avait pris rendez-vous à une heure pour nous conduire à sa campagne de Woolams, entre Greenwich et Woolwich. Le meilleur garçon du monde, et le plus hospitalier, il a souffert longtemps d'un amour contrarié ou plutôt, n'étant aimé qu'à demi et voulant l'être tout à fait, il a fini par abandonner sa belle à un rival heureux. Pour s'en consoler, il a donné dans tous les excès, s'est cassé un bras en tombant de cheval, s'est fait un trou dans la tête par lequel, disait-il, son bon sens s'en est allé ; il porte aujourd'hui une perruque, ce qui ne l'embellit pas. Un déjeuner vraiment royal nous attendait chez lui ; une profusion d'ananas, de raisins, de toutes sortes de fruits rares me donnaient l'envie de visiter les serres d'où ces merveilles sont sorties ; mais la Reine, avertie la veille par M. Fox que lady Holland serait chez elle dans l'après-midi, n'a pu donner qu'un coup d'œil à toutes ces splendeurs.

Ramenées à Londres par M. Angerstein, nous en sommes reparties aussitôt pour Holland House. Lord et lady Cooper s'y

trouvaient, ainsi que lord Ponsonby, arrivé justement de Bruxelles. C'est lui qui, après boire, écrivit le mois dernier cette lettre cause de tant de tapage dans les journaux. Il divulguait l'accord qui s'était fait entre les chancelleries, mais qu'elles tenaient soigneusement secret, sur la non-réunion du Luxembourg à la Belgique en vue de former l'apanage du prince Léopold; cette indiscrétion remit en cause l'élection du prince qui, la veille encore, paraissait décidée.

Une autre célébrité de Londres, habituée du salon de lady Holland est lord John Russel, deuxième fils du duc de Bedford. Il est petit, maigre, de figure spirituelle ; le sujet de conversation obligé avec lui a été le bill de réforme, dont il est l'auteur. La Reine a bientôt demandé à passer chez lord Holland, toujours impotent et goutteux, mais qui captive son auditoire par la clarté de sa parole et la force de ses idées. Il a parlé des espérances de dom Pedro et des agitations politiques françaises. La Reine, tout en louant Louis-Philippe et les siens, s'est plainte des accusations injustes que les journaux ministériels dirigent contre les Bonaparte. Lord Holland a changé aussitôt l'entretien.

Jeudi 30 juin 1831.

Lundi, notre voyage de Londres à Wooburn-Abbey s'est fait le plus lestement du monde, quarante-deux milles en trois heures et demie : on ne peut être mieux mené. La nouvelle voiture de la Reine a des ressorts excellens, et l'on y tient très bien trois; mais le Prince, par peur de gêner, sa mère ou moi, nous mettait au supplice en se pelotonnant au bord de la banquette entre nous deux.

Il avait emporté des journaux, qu'il feuilletait tout le long de la route, et, pour me mettre à demi dans sa lecture, me posait à haute voix les questions qui se présentaient à son esprit. « Mademoiselle Masuyer, quelles raisons le roi des Français a-t-il d'écrire à l'empereur d'Autriche pour lui demander la grâce de Zucchi?... Mademoiselle Masuyer, pouvez-vous me dire si la mort de Diebitch changera quelque chose aux affaires des Polonais? Diebitch était un ivrogne, vous savez. » Le concours ouvert par le gouvernement français pour la nouvelle statue à placer sur la colonne de la place Vendôme a prêté à de longues discussions.

Nous raisonnions à l'envi sans les connaître sur les projets de Foyatier, de Dumont et Duret, de Rude, de Jouffroy, de Duseigneur. Enfin, comme j'avais emporté dans mon sac une lettre de M. Salvage reçue juste au moment de partir, les nouvelles de Rome qu'elle apportait nous ont aidés à faire le reste du chemin.

Quel admirable pays que cette Angleterre! Quel luxe de soins et de propreté! Quelle résidence royale que ce château de Wooburn! L'étendue, le confort, le luxe et l'élégance de maisons pareilles laissent loin derrière elles tout ce qu'on peut voir en France; nous n'y avons pas, il est vrai, de propriétaires qui disposent, comme le duc de Belford, de deux millions de revenus, et qui cependant habitent leurs terres une grande partie de l'année. Ce simple gentilhomme est un beaucoup plus grand seigneur que le prince régnant de Hohenzollern-Sigmaringen; il est juste de dire qu'il est aussi beaucoup plus simple et plus facilement accessible au commun des mortels. La duchesse excelle comme lui à remplir les devoirs de l'hospitalité et je doute qu'on trouve ailleurs beaucoup de maîtresses de maison qui fassent ce qu'elle vient de faire en quittant un bal, voyageant la nuit, et s'imposant une course de quarante milles, rien que pour recevoir aux champs des invités.

La grille du château une fois franchie, on parcourt encore un assez long trajet avant d'arriver à l'habitation. La façade, ni très moderne, ni très élégante, n'est qu'un des côtés d'une construction massive où s'enchaînent et se superposent des dédales de pièces et d'appartemens. De nombreux domestiques nous attendent au perron pour nous conduire à nos chambres; elles sont voisines les unes des autres et donnent toutes sur un corridor qui enveloppe une cour intérieure assez triste. Deux fois le tour de ce corridor font un quart de mille, et comme une centaine de poêles font régner dans tout cela une température égale pendant tout l'hiver, le chauffage seul de Wooburn est un objet de 50 000 francs par an.

Les jardins et les parterres sont tenus à la manière anglaise, c'est-à-dire dans la perfection. Dans l'instant où nous l'avons rejointe, la duchesse les parcourait avec MM. Fox et Hamilton, les seules personnes qu'elle ait invitées avec nous. Sa vivacité, sa gaîté et son esprit sont charmans. A quarante-neuf ans et après avoir mis dix enfans au monde, elle garde toute la

fraîcheur de la jeunesse; elle doit cet avantage à sa robuste santé et aux bains froids qu'elle prend chaque matin et dans toutes les saisons.

Ancien diplomate, puis secrétaire du roi d'Angleterre, M. Hamilton n'est plus maintenant dans les affaires, mais garde ses entrées à la Cour, où il connaît tout le monde, et dont il sait toutes les nouvelles. Il est particulièrement lié avec le prince d'Orange, qu'il a vu bien souvent l'hiver dernier passer les soirées dans le monde, les nuits au bal et souper les matins chez lady Dudley. Une des singularités dont il a été témoin fut la rencontre à la Cour du prince Léopold et du prince d'Orange. Celui-ci avait brigué sans succès la main de la princesse Charlotte d'Angleterre, avant d'épouser la grande-duchesse russe Anna Pavlovna.

Son entrevue avec son rival fut des plus cordiales. « Il serait étrange, disait-il ensuite, qu'après m'avoir soufflé ma femme, Léopold me soufflât aussi mon royaume. » Depuis, cette seconde partie de la destinée s'est accomplie, sans que les rapports entre les deux princes aient cessé d'être amicaux.

Après une visite aux volières, où les cages réservées aux oiseaux des différentes espèces sont disposées selon les rayons d'un cercle, nous sommes revenus à la laiterie, vrai bijou de luxe, telle qu'on peut s'imaginer celle de Marie-Antoinette à Trianon; de là, bien que la distance soit grande, une galerie couverte ramène au château; elle sert de promenade pendant l'hiver et se double d'une autre pareille, au-dessus, fermée par un vitrage et remplie de pots de fleurs.

Le lendemain matin, ma toilette finie, je me suis perdue dans la maison en cherchant la Reine, qui, de son côté, errait au hasard dans les salons. Le bibliothécaire nous attendait pour nous faire les honneurs du musée, élégant et spacieux bâtiment, construit exprès pour les œuvres d'art qu'il renferme; dans une rotonde qui le flanque et qui s'éclaire par le plafond, on a placé le groupe des Trois Grâces, par Canova. Un buste de l'Empereur a fait l'admiration de la Reine, comme un des plus beaux et des plus ressemblans qui soient.

L'après-midi a été employée tout entière à visiter les serres, les jardins et les dépendances. Un bois charmant, planté d'arbres séculaires, sert de promenade d'hiver; au delà, s'étend un parc immense, fermé de murs, où paissent des troupeaux de

daims familiers. Chaque barrière est surveillée par un gardien, dont l'habitation a le même caractère d'élégance coquette que les communs du château. Nous sommes sortis par une de ces portes pour nous rendre à Wooburn, jolie petite ville située au milieu du parc extérieur.

Le duc l'a dotée d'une école gratuite, et il vient d'y faire construire une église gothique. On travaille maintenant au tracé d'une route, qui exigera des dépenses immenses et telles qu'un seigneur de son envergure peut seul s'en permettre.

Le soir, la duchesse a plaisanté son monde avec *humour*. Une heure après le café, le thé est arrivé, et, dans l'instant où nous nous séparions, on a servi encore une sorte d'ambigu. La duchesse veut que la Reine vienne passer le mois de décembre à Wooburn, et, comme il n'en coûte rien de promettre, on le lui a promis.

Aujourd'hui, pour occuper le temps sur le chemin du retour, la Reine a tiré de son sac de voyage *Notre-Dame de Paris*, le nouveau roman de M. Victor Hugo; mais cet ouvrage a bientôt paru baroque, prétentieux et ennuyeux. Nous lui avons préféré *la Maison Blanche* de Paul de Kock, dont le Prince s'est lassé à son tour, et qu'il a renvoyé à plus tard. En arrivant à Londres, nous en étions au jeu de former le ministère de Napoléon II; il ne restait plus à donner qu'un ou deux portefeuilles, quand la voiture s'est arrêtée dans la *George street*.

Le passeport attendu de Paris n'arrivant pas, la Reine se décide à demeurer quelque temps encore en Angleterre; elle s'installera aux bains de Townbridge, pour attendre les nouvelles. Elle soustraira ainsi le Prince aux solliciteurs, et surtout aux solliciteuses qu'il rencontre à chaque pas sur le pavé de Londres. L'autre soir encore, au Théâtre-Français, il était tout occupé d'une jolie fille, grasse et fraîche, qui lui faisait les yeux doux par-dessus la rampe de la loge, et que nous avions très bien devinée être Française. Un billet d'elle, signé : Laure, est arrivé le lendemain; il s'agissait d'un rendez-vous. La Reine, inquiète, craignait que cette intrigue ne cachât quelque piège politique. Elle ne se paie pas des complimens qu'on lui fait dans le monde sur la belle figure du Prince; et, de fait, parmi tous les mérites qu'il peut avoir, la beauté est le dernier qui se présente à l'esprit. « Louis n'est pas assez séduisant pour que les femmes courent après lui, » disait-elle, hier, à Hyde Park,

en apercevant Laure dans une voiture élégante. Et elle combinait de partir pour Townbridge le plus tôt qu'il se pourrait. Deux invitations, l'une chez la duchesse de Saint-Alban, l'autre chez lady Holland, ne pouvaient ni l'une ni l'autre être évitées; et, comme celle-ci est pour vendredi soir, notre départ se trouvait ainsi fixé à samedi matin.

Aujourd'hui, jour de travail pour tout le monde; la Reine écrivait un article à placer dans un journal; le Prince s'occupait à transcrire des pensées de son frère, écrites au crayon dans un petit carnet, il les trouve si belles qu'il veut les développer, les annoter et les publier.

Comme je lui portais l'article de la Reine, il m'a montré un médaillon qu'il vient de faire faire pour y mettre des cheveux du pauvre Napoléon. Une des faces de ce bijou porte la devise : *Honneur, Liberté, Patrie*, et l'autre un trophée de drapeaux en émail tricolore.

Il avait beaucoup pleuré en pensant à son frère et en avait encore les larmes aux yeux. J'ai profité de cet instant d'attendrissement pour le sermonner sur ses sorties du soir et sur sa Laure. Il m'a répondu que, fort heureusement pour lui, il ne savait pas ce que c'est que l'amour, qu'il ne s'en était douté qu'une fois à quinze ans; il avait éprouvé alors un plaisir infini, le plus doux qu'il ait ressenti de sa vie, à regarder une jeune fille assise à la fenêtre, qu'il n'a jamais revue et qu'il n'oubliera jamais.

Cette déclaration était rassurante. J'ai été la redire à la Reine, qui s'apprêtait déjà pour le dîner chez la duchesse de Saint-Alban. C'était l'affaire du collier qui nous ramenait une fois de plus chez l'importante lady. Avertie, elle avait elle-même, en nous attendant, étalé tous ses joyaux sur une table, Elle a le collier de diamans de Marie-Antoinette, le diadème de la Duchesse de Berry, des fleurs de rubis qui ont appartenu à la reine de Naples et trois saphirs merveilleux qui proviennent, croit-on, des bijoux volés à la princesse d'Orange par son mari. Tout cela a pâli auprès du collier du couronnement. La duchesse s'est fait répéter qu'il avait été porté par l'impératrice Joséphine; elle l'a admiré, soupesé, retourné, et dit tout uniment qu'elle ne l'achetait pas. Pour compléter la déconvenue et mettre à l'épreuve la sérénité inaltérable de la Reine, elle nous a fait admirer sans fin ses dentelles, sa vaisselle et son argenterie.

Samedi, 9 juillet.

En deux jours, les affaires de la Reine ont brusquement empiré, et c'est la mort dans l'âme qu'elle part tout à l'heure pour Townbridge.

Jeudi matin, le Prince était tout affairé d'une nouvelle qu'il venait d'apprendre : Mme Lennox était à Londres, elle le lui avait mandé et elle l'attendait.

C'est la femme de ce conspirateur, correspondant d'Achille Murat, qui vient d'être arrêté à Paris il y a peu de jours. Elle-même n'a évité la prison qu'en se réfugiant à Bruxelles, puis ici. Elle témoigne d'une ardeur extrême pour la cause bonapartiste et veut que le Prince se rende sans retard à Paris. A Londres, « il a l'air d'être en sous-ordre et de copier les Bourbons. » Cependant il reste en arrière des exemples donnés par la Duchesse de Berry et, quand d'autres se sacrifient pour lui, il a l'air, lui, de fuir le danger.

Le Prince, en répétant cela du ton le plus animé, ne cache pas à sa mère l'imprudence qu'il a eue d'écrire à Lennox le mois dernier. Cette lettre n'est pas parvenue à son adresse, signe certain qu'elle est tombée aux mains de la police. La Reine en est atterrée. Elle voit ruinées d'un coup toutes ses espérances et comprend pourquoi M. d'Houdetot n'a pas répondu à ses dernières lettres : c'est qu'elle n'a plus aucune chance de faire aboutir ses réclamations d'argent. Justement, les journaux ministériels d'aujourd'hui annoncent que les dernières élections sont favorables au gouvernement.

Rien de tout cela ne fait impression sur le Prince : il court chez le prince Achille dîner avec Mme Lennox; il en revient, plus féru d'elle encore que dans l'après-midi, convaincu qu'à Paris tout est prêt pour les Bonaparte et que l'instant est venu de s'y montrer. Il refuserait du service à présent, si Louis-Philippe lui en offrait. Ce roi des barricades traite avec les Bourbons, la chose est sûre. On a tous les moyens de le faire condamner pour haute trahison, lui et ses ministres, le jour où le mouvement napoléoniste éclatera. Ce sera une révolution légale, etc.

Toutes ces assurances viennent d'un conspirateur en prison, ce qui les rend risibles, mais elles ont passé par la bouche d'une jolie femme, ce qui en fait pour le Prince des paroles

d'évangile; on a bien raison de dire qu'*il n'est pire eau que l'eau qui dort.* Son silence et son calme cachent en lui un caractère passionné, quoique avisé et ténébreux. Lui qui n'a jamais aimé pour la douceur d'aimer, il est prêt à s'éprendre d'une aventurière pour le plaisir de conspirer. Son cœur ingénu est tortueux comme son esprit.

La Reine n'aperçoit d'autre moyen de le défendre contre elle, que de se faire amener Mme Lennox : connaissant l'ennemie, elle sera mieux armée pour la combattre. Hier donc vendredi, Mme Lennox arrive de bonne heure à *George street.* Elle est élégamment vêtue de noir, se présente avec aisance, et, bien qu'elle prétende ensuite avoir eu un battement de cœur en abordant la Reine, ne donne pas le moindre signe de sensibilité. Un M. Guibon l'accompagne, homme de cinquante ans, aux traits fins, maladifs, qu'à certains indices, la Reine devine avoir été de l'ancienne police impériale. Mme Lennox paraît être l'enfant perdu qu'il pousse devant lui et la marionnette dont il tient les fils. Il se vante d'avoir fait un tableau du baptême du Roi de Rome, au sujet duquel l'Empereur, transporté d'admiration, aurait dit : « Demandez-moi ce que vous voulez ! » Guibon aurait demandé alors la permission d'assister chaque jour au déjeuner impérial. Toute cette histoire est entièrement hors de la manière de l'Empereur, et par conséquent inventée. Que faut-il croire, après cela, de ce que ce Guibon raconte des affaires de Belgique? Il a été l'agent du duc de Leuchtenberg, dont il avait manigancé l'élection en sous-main ; mais « tout son ouvrage a été détruit par la faute de M. Méjean et du duc de Bassano. »

La Reine ne peut ni prendre intérêt au commerce de gens pareils, ni non plus se passer d'eux, étant, comme le dit Mme Lennox, « trop avancée pour pouvoir reculer. » La journée s'achève en visites rendues, en cartes remises; si souffrante qu'elle soit, la Reine pousse jusque chez les Murat, pour dire adieu.

Le prince Achille est seul; pris d'une prudence tardive, et ne se souvenant plus du tout de ce qu'il a dit devant moi, il me conduit au jardin, me laisse dans un bosquet et confie à la Reine des choses secrètes, dont elle s'empresse de me faire part au retour.

A l'inverse du prince Louis, prêt à partir en guerre avec son

amazone, il est fort assagi par la nouvelle de l'arrestation de Lennox et n'aspire qu'à rentrer en France, si la loi d'exil est rapportée, à reconnaître la monarchie de Juillet, pourvu que Louis-Philippe change son ministère.

Comme nous arrivons à *Kensington Garden,* nous rencontrons le Prince; la Reine met pied à terre un instant et le sermonne à l'écart dans une allée; mais il ne dit pas tout ce qu'il a dans son jabot et la harangue est si bien perdue qu'au lieu de revenir avec nous, il court chez Mme Lennox, pour montrer à cette poupée les belles pensées inscrites sur le Carnet de Napoléon.

Townbridge, samedi 16 juillet.

Pendant les premiers jours de notre séjour à Townbridge, la Reine était dans une tristesse affreuse. Sans parler de son état physique et des douleurs intérieures qui l'obligent à rester de longues heures étendue sur un canapé, elle souffrait moralement des mécomptes, des erreurs, des ruptures et des déchiremens qui sont pour elle le pain quotidien.

Je n'attribue pas le mieux qui s'est produit en elle aux efforts que j'ai faits pour la distraire, mais bien à l'effet calmant des eaux, à la solitude, au silence, aux larmes abondantes qu'elle a versées, et surtout aux confidences par lesquelles son cœur s'est soulagé dans le mien.

Elle m'a conté qu'elle avait été élevée religieusement, mais qu'une fois entrée dans le monde, ses principes avaient été ébranlés. Malheureuse et calomniée, elle se consolait par la pensée orgueilleuse qu'elle valait mieux que les autres et reportait toute sa tendresse sur son enfant, en disant : « Ceci ne me manquera pas. » La perte de cet être chéri l'a fait se révolter contre la Providence et rejeter les consolations de la foi. Ses autres malheurs, au contraire, l'ont ramenée par degrés à la piété et la prière lui sert maintenant de réconfort.

Un soir, la lecture de *Malvina* l'ayant mise sur le sujet des sentimens, elle a cité quelques-uns des hommes qui l'avaient recherchée dans sa jeunesse, la plupart moins par amour que par ambition. Un jeune Vendéen nommé Charette et cousin du fameux partisan a été sincèrement épris d'elle. C'était un homme superbe, mort bientôt d'une maladie de poitrine. M. de Brack

l'a compromise sans qu'elle s'en doutât et par la raison qu'il aimait à compremettre toutes les femmes qu'il approchait. Ayant eu la témérité de faire sa déclaration, il a été fortement refroidi par la manière tranquille dont on lui a parlé; la Reine s'est toujours louée de l'avoir gardé pour ami. Elle a conté encore qu'elle avait inspiré une passion très vive à un homme sur la ressemblance qu'elle avait avec une femme aimée autrefois par lui, mais, cette fois, n'a plus prononcé de nom. Je me suis gardée de vouloir en savoir davantage et surtout de paraître croire qu'elle ne disait pas tout.

Pour ménager ses yeux, nous avons convenu, le Prince et moi, de nous remplacer auprès d'elle pour lui faire la lecture à haute voix. Mais, la distrayant de ses idées noires et la ramenant à une meilleure disposition d'humeur, nous n'avons fait autre chose que lui rendre plus sensibles sa solitude et son inaction. A défaut du monde, qu'elle aime et dont elle ne saurait se passer, nous l'avons promenée dans ces jolies petites voitures à quatre appelées *flies* et traînées par des chevaux gros comme des rats.

Le malaise d'esprit dont elle souffre fait qu'elle est constamment poussée à sortir pour se fuir elle-même; elle veut aller voir un château, une église, une ruine, et n'est pas plutôt arrivée qu'elle en a assez; un coup d'œil lui a suffi; elle se dépêche de repartir pour avoir ensuite l'embarras de savoir où elle pourrait aller. Elle a tant usé son courage qu'il ne se retrouve plus que pour les grandes occasions.

Dans l'ordinaire de la vie, elle montre par instans, ou plutôt laisse deviner, tant elle a l'habitude de se contraindre, des impatiences que son fils observe avec attention et calme avec mansuétude. Elle s'abandonne aussi à des peurs d'enfant qui le contrarient, mais qu'il se garde bien de contrarier. C'est ainsi qu'en revenant des *High Rocks*, un joli chemin qu'il voulait nous faire prendre a été abandonné, à cause d'un orage que la Reine voyait menaçant et qui n'a jamais paru. Une triste route dans les bruyères nous a fait traverser un désert et rendre chacun au cours mélancolique de ses pensées.

Le 17, nous avons quitté l'hôtel Kentish pour nous installer dans une petite maison où nos connaissances d'ici ont afflué bientôt. La principale, la « reine de Townbridge, » est lady Tighe, mère de lady James Stuart. Elle reçoit tout le voisinage et,

chaque jour, amène à la Reine des figures nouvelles, parmi lesquelles il s'en trouve de jeunes et de charmantes.

Les deux misses Keanes sont sans doute les plus agréables et miss Godfrey la plus intéressante. Celle-ci, élevée en Irlande, parle le français, l'italien, et joue du piano à ravir ; c'est un chef-d'œuvre de cette bonne et solide éducation anglaise, si bien faite pour élargir les esprits, accentuer les mérites et développer les talens.

Le Prince l'appelle sa Malvina; je l'ai surpris un soir racontant tout au long ce roman à la jeune fille, et, comme nous l'avons reconduite après chez elle dans notre voiture, il a découvert pour la première fois de sa vie que le clair de lune est une jolie chose. Depuis, l'inclination que les deux jeunes gens paraissent éprouver l'un pour l'autre et que la Reine encourage, sachant qu'il n'y a rien là que d'honnête et innocent, a ramené chaque jour miss Godfrey chez nous. Elle sert d'interprète auprès d'un peintre, devant qui nous posons tour à tour. Le Prince fait des dessins pour elle ; en lui parlant des Indes, de l'Irlande et de tout ce qui peut les intéresser, elle le détourne de la politique, et elle est pour moi-même d'un précieux secours auprès de la Reine, qui l'écoute jaser avec intérêt.

Le Prince est d'ailleurs toujours dans la même agitation. Ayant lu ici *le Précurseur*, qui contient la déclaration de guerre des neutres et qui trompette les projets de la Duchesse de Berry, il s'est piqué au jeu et s'est mis à préparer une petite brochure, qui est elle-même un cartel de défi à l'adresse de Louis-Philippe : Mme Lennox en sera contente, mais la Reine ne l'est pas. Sous prétexte de corrections et de retouches, elle a réussi jusqu'à présent à retarder l'impression de ce pamphlet ; elle compte aussi sur le prochain départ pour faire diversion et couper court à ce projet malencontreux.

Il a été décidé que nous retournerons demain à Londres, d'où nous repartirons au plus tôt pour venir nous embarquer à Douvres. Ce plan était fixé dès dimanche, et je ne supposais pas que le Prince dût nous devancer à Londres, quand ce même matin-là, par un temps affreux, je l'ai vu qui montait en voiture avec M. Fox. La Reine m'a dit simplement qu'il avait besoin de montrer ses dents à un dentiste, que d'ailleurs il avait reçu le matin une lettre de M. X... J'ai compris qu'il s'agissait de la rencontre avec M. Mauguin et me suis

tue sur cet article, parce que je n'attends rien de bon de M. X...

J'avais grand'peur que le Prince ne se laissât enlever par cet aventurier et qu'il n'allât se casser le cou à Paris. Nous le guettions par la diligence, mardi soir, pendant qu'il arrivait dans une voiture de poste; une indisposition l'avait forcé à quitter la voiture publique au sortir de Londres et à s'arrêter dans une auberge où, pendant une heure, il avait été fort malade. Voilà de ces surprises auxquelles sa santé nous exposera encore quelque temps. Mais au moins, à la grande satisfaction de sa mère, il rapportait sa brochure; il avait aussi dans sa poche un numéro récent de *la Tribune* où figure l'article sur son frère Napoléon.

Depuis, nous l'avons entraîné dans nos courses de l'après-midi; laissant inachevés nos portraits, qu'il sera possible de terminer ensuite sans nouvelles séances, nous lui avons cédé nos places, le matin, devant le chevalet. Il me demandait à ce sujet mon avis sur ses moustaches, qu'il avait laissées grandir, afin de pouvoir les boucler; je lui ai dit que je les préférais en brosse, et le lendemain les frisures en trompette avaient disparu. C'est sans doute que miss Godfrey pensait là-dessus comme moi.

Il était très confus, mercredi matin, de s'être laissé surprendre faisant le pied de grue sous les fenêtres de la jeune fille; il disait ensuite que, comme neveu de l'Empereur, il ne pourrait jamais épouser une Anglaise, que Mme Cottin pourrait faire là-dessus un roman sentimental. Au raout d'adieux que la Reine a donné, il n'a pas moins paru très empressé d'essayer sur sa conquête l'effet de ses nouvelles moustaches, et comme elle avait chanté pour lui un air anglais qu'il aime, il a chanté à son tour les deux couplets de sa chanson napolitaine.

La dernière entrevue du Prince avec miss Godfrey a eu lieu chez la Reine après cette soirée. Selon le principe des hommes, de saluer la dernière la femme dont ils s'occupent le plus, il a été causer d'abord avec toutes les autres, ce qui a provoqué chez elle un mouvement de dépit. Il se plaignit ensuite qu'elle ne voulait ni le regarder, ni lui parler; c'était une scène à la Molière dont je me régalais *in petto*, tout en ayant l'air d'examiner des gravures. A la fin, ils se sont rapatriés sur le canapé où j'étais assise. Il lui peignit son chagrin de partir et lui dit, en rappelant la romance de l'autre jour,

que l'amour le ramènerait à Townbridge. Elle répondit qu'elle s'était habituée à le voir matin et soir, qu'il tenait une grande place dans sa vie, qu'elle serait bientôt oubliée, mais qu'elle en mourrait de chagrin.

Il avait été convenu que la voiture le reconduirait. La Reine m'a fait un signe et je suis sortie avec eux pour les accompagner. Arrivé à la porte, le Prince n'en finissait pas de faire ses adieux ; j'ai dû le brusquer en donnant à Fritz le signal du retour. Comme il m'appelait méchante, j'ai parlé d'autre chose, qu'il n'écoutait pas et qu'il interrompait par de gros soupirs, à faire tourner des ailes de moulin.

Dimanche matin, 31 juillet.

Hier, peu avant de quitter Townbridge, nous avons reçu les passeports de M. de Talleyrand, qui donnent toute latitude de passer par Paris, si l'on veut, et des lettres de la duchesse de Frioul, qui conseille fort ce dernier parti ; elle représente l'intérêt qu'a la Reine à voir son homme d'affaires, M. Devaux, et à se rencontrer une fois encore avec le roi Louis-Philippe.

Le fait est que les raisons d'argent sont en ce moment des plus pressantes. Après avoir payé la marchande de modes et quelques autres fournisseurs, j'ai dû confesser à la Reine qu'il ne me restait rien. En trois mois, elle vient de dépenser soixante mille francs ; ses revenus ne suffisent plus à la vie qu'elle mène et ne lui permettent que tout juste de végéter à Arenenberg, où elle est menacée de périr de tristesse et d'ennui. Voilà des motifs de passer par Paris et d'essayer d'y rétablir ses finances. Mais le Prince ne veut rien devoir à Louis-Philippe et persiste à lui déclarer la guerre en publiant sa brochure. J'ai combattu ce projet en représentant qu'avoir le Palais-Royal contre soi, c'était compromettre les chances qu'il a et auxquelles il tient de prendre du service dans l'armée suisse, en cas d'hostilités générales. Justement, une rupture est imminente entre la Belgique et la Hollande ; celle-ci masse ses troupes sur la nouvelle frontière tracée par la conférence de Londres et s'apprête à la franchir. La Reine, insistant sur ce que la Suisse ne fera rien qui puisse déplaire à Louis-Philippe, a permis à son fils de lui laisser faire le voyage de Genève, pour prendre là-dessus le conseil du général Dufour.

Ces raisonnemens nous ont occupés jusqu'à Londres, où la Reine était décidée à profiter de l'hospitalité de M. Taylor. Il nous a reçues, vers huit heures, avec sa bonne grâce triste et son ton mélangé d'emphase et d'ennui. La Reine lui a fait de la peine en s'excusant de ne pouvoir paraître à un concert qu'il donne demain et auquel il comptait bien qu'elle assisterait.

Samedi 6 août.

Nous partons dans quelques heures, n'ayant fait autre chose hier que courir la ville pour les adieux et que distribuer des cadeaux. Un chapeau et un cachemire à la princesse Murat. Un camée à la duchesse de Saint-Alban. Une médaille à M. Augustein, qui peut-être viendra nous voir à Arenenberg. Des épingles, des broches à tous les Taylor.

Le dîner, le soir, chez lady Tankarville, n'était encore qu'une cérémonie d'adieu, car la maîtresse de maison avait eu l'attention de réunir des amis de la Reine désireux de la revoir une dernière fois.

Je comprends ce matin, dans nos derniers emballages, trois portraits que le peintre n'a eu garde de laisser inachevés, et je paye l'artiste. C'est un premier trou dans ma bourse de voyage et nous ne sommes pas encore partis.

VALÉRIE MASUYER.

IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

NOTES DE ROUTE

IV[1]

Est-ce à cause du soleil qui, pour la première fois, depuis longtemps vient égayer d'un pâle sourire ce mélancolique pays des marches de l'Est? Je ne sais, mais ce matin, après le bon débarbouillage dans le seau de toile réglementaire qui me sert à la fois de cabinet de toilette et de citerne, je me sens plus léger, plus alerte que jamais. J'ai eu pourtant en dormant un cauchemar horrible, et heureusement très rare : j'ai rêvé qu'il y avait la guerre et qu'un fou couronné, persuadé par quelques magisters à lunettes, voulait, par le moyen de quelques millions de valets de boucherie, enchaîner la libre et douce France, la France ailée, à son char pesant et grossier. De ce rêve affreux mon somme fut tout bouleversé et aussi la paillasse où nuitamment je gis. C'est étrange comme, dans le rêve, notre sensibilité s'hyperesthésie; il semble que nous nous y retrouvions tel qu'au temps où, jeunets et la besace pleine d'illusions, la rude réalité n'avait pas encore crispé nos nerfs trop tendres et mis autour de nos cœurs cette peau épaisse que forment en se cicatrisant les plaies.

Donc, j'ai rêvé de cette chose atroce, la guerre, et le réveil me fut doux, car si par lui l'abominable vision devient la réalité,

(1) Voyez la *Revue* des 15 septembre et 1er novembre 1914 et du 15 mars 1915.

il a du même coup renoué la chaîne de cet entraînement, de cette adaptation progressive qui ont depuis quelques mois virilisé nos âmes. Tout n'est qu'accoutumance. Le sifflement du premier coup de fusil, le tonnerre du premier obus et ce bruit de galop que font en bondissant vers vous les éclats coupans, le premier blessé, l'attitude alanguie du premier cadavre enjambé, tout cela a fait battre trop fort naguère le sang dans nos tempes pour que nous ne soyons pas un peu blasés sur le défilé quotidien des mêmes sensations. C'est tant mieux, car toute l'énergie qui se concentre en sensations est perdue pour l'action. La sagesse des nations, — s'il est permis de parler d'une chose aussi hypothétique, — dit que l'habitude est une seconde nature; quand je compare ma sensibilité d'antan, celle du rêve, à l'âme de « dur à cuivre » que nous ont faite ces quelques mois, je croirais plutôt que la nature n'est qu'une longue habitude. C'est d'ailleurs ce que, sous une autre forme, nous enseignaient les philosophes transformistes, au temps préhistorique où il y avait encore des philosophes transformistes, car aujourd'hui il n'y a plus que des guerriers.

Telles sont les réflexions que fait ma tête en plongeant dans le seau de toile où, par un suprême raffinement de confort, l'eau claire sert aussi de miroir.

Et puis il fait si beau ce matin; le bleu du ciel est si délicat, il nous invite si joliment aux flâneries de la pensée. Il y a bien là-haut, au-dessus de notre cantonnement, un de nos avions qui froufroute, réglant le tir d'une batterie, mais il a l'air d'une libellule printanière et les petits nuages pommelés des obus fusans allemands l'enguirlandent d'une couronne d'œillets blancs, tout à fait dans le style Louis XVI. Sont-ce bien des coups de canon qui martèlent nos oreilles, ou les éclatemens joyeux de je ne sais quelles gigantesques bouteilles de champagne sablées là-bas dans les bois pour saluer le neuf printemps? Déjà dans les sillons que soulèvent par place ces légers monticules que font les pauvres soldats enterrés trop vite, les blés naissans montrent leurs petits bouts de nez verts. C'est le premier beau jour, un de ces jours de guerre et de soleil où l'on se demande si la vie est belle et chantante, ou si elle n'est rien que le cadre artistement sculpté de la plus morne désespérance. Que sortira-t-il finalement de ce sombre creuset de mort où tant de sublime jaillit de tant d'atroces choses?

Ce sont de grandes questions. Mais il n'est pas l'heure d'en disputer. Aussi bien les « intellectuels » teutons, avec leur façon de mettre le crime en théorèmes, nous ont presque dégoutés de l'art de raisonner. Mieux vaut, pour garder sa santé morale, suivre sans réfléchir le simple sillon du devoir. Candide avait raison : travaillons sans raisonner. On reprendra plus tard les discussions sur la nature des choses..., et on continuera à n'en rien sortir.

L'avouerai-je d'ailleurs? nous sommes quelques-uns qu'anémiait le train-train byzantin de la vie trop facile. A force de réfléchir, on ne vivait plus; à force de couper des cheveux en quatre, on finissait par n'en plus avoir; à force de se délecter dans les raffinemens de l'élite mondaine, qui n'est pas l'élite morale, on oubliait tous les trésors d'abnégation simple, de dévouement naïf, de bonté, de courage que recèlent les hommes du peuple de chez nous. C'est un bonheur pour nous d'avoir frotté nos scepticismes gouailleurs à leur foi dans ces mots dont il faudra bien un jour faire des choses : liberté, justice; ce nous est un bonheur d'avoir mêlé nos neurasthénies à leurs belles santés candides, d'avoir lâché nos bouquins et nos petites intrigues sournoises pour le plein air et l'action qui détendent les cerveaux à mesure qu'ils tendent les muscles. Nous y avons retrouvé le bon sommeil, cette grâce divine, la digestion paisible et la bonne humeur, cette bonne digestion du cerveau.

Il y a bien le frôlement du danger; mais il nous est cher et voluptueux. Par lui la vie a repris sa valeur, puisque enfin nous avons trouvé quelque chose qui soit digne qu'on en meure. D'ailleurs, mon petit détachement et moi, nous avons eu jusqu'ici la chance de nous tirer indemnes d'une besogne assez dure. Quelques balles perdues dans nos manteaux, quelques contusions, quelques fonds de culotte, d'ailleurs fort usagés, enlevés par des éclats d'obus, c'est tout ce qu'il nous en a coûté jusqu'ici, et chacun est convaincu que cela durera. La vie a bien plus d'allégresse quand on a le sentiment de sa fragilité; c'est comme un clair tableau de Vinci dont la lumière ne vaut que par le fond sombre qui la rehausse, ou comme une légère mélodie qui perdrait sa tendresse sans les graves accords de l'accompagnement. *Vive ut cras moriturus.*

*
* *

Si je devais résumer d'un mot le caractère de cette guerre, je dirais qu'elle est *une partie de cache-cache*. Tout le long de l'étroite ligne de tranchées qui court de la mer du Nord à la Suisse, et qui sépare comme un mince trait de couteau ce que nous aimons et ce qui nous fait horreur, les adversaires sont en effet si rapprochés l'un de l'autre et leurs engins sont d'une telle précision qu'il n'y aurait plus depuis longtemps ni armée française, ni allemande, si les uns savaient exactement où sont les autres, où sont leurs canons, où sont leurs cantonnemens, où et à quelle heure passent leurs convois de ravitaillement. Si le combat n'a pas encore fini faute de combattans, c'est que ceux-ci ont admirablement appris l'art de jouer à cache-cache.

Les essentiels problèmes que l'on se pose de l'un et de l'autre côté de la barricade dans cette interminable guerre d'affût sont donc les suivans : Comment bien dissimuler notre infanterie, tout en sachant où est celle des autres? Comment bien dissimuler notre artillerie, tout en repérant l'artillerie adverse? En un mot, comment avoir pour notre tir de bons objectifs en évitant d'en fournir au tir ennemi?

Le premier problème à résoudre a été celui du costume et des insignes. On l'avait un peu négligé avant la guerre et au début de celle-ci, lorsqu'on imaginait encore, hypnotisé par les souvenirs napoléoniens, qu'elle aurait le caractère d'une lutte franche en terrain découvert, où l'on combattrait les yeux dans les yeux, le drapeau déployé, les galons et les cuivres étincelant au soleil. Il y avait bien eu, assurément, une certaine guerre anglo-boer dans laquelle nos amis anglais avaient reconnu, pour éviter de trop sanglans sacrifices, la nécessité d'une tenue couleur de terre; il y avait eu aussi une certaine guerre russo-japonaise dont les enseignemens à cet égard avaient été tels que l'armée allemande elle aussi avait adopté le kaki, ou plutôt un certain gris verdâtre pour sa tenue de campagne. Chez nous malheureusement, les choses n'avaient pas été aussi vite. On sait ce qu'il nous en a coûté au début de la campagne, et comment notre corps d'officiers en particulier, dont les galons étincelans formaient une cible pour les bons tireurs ennemis, a été cruellement décimé d'abord, à cause de notre répugnance à

abandonner cette chose qui jadis poétisait la guerre de je ne sais quelle flamme chevaleresque : le panache.

Mais aujourd'hui à cet égard, nous ne le cédons guère à nos ennemis : le gris bleuté de nos fantassins a beaucoup moins de visibilité que leurs anciennes couleurs trop franches. Pourtant on aurait encore augmenté sans doute leur chance de n'être pas vus en préférant à un ton bleu un ton vert ou jaune. Car les fonds sur lesquels se projette la silhouette des soldats, terre nue, champs, arbres, buissons verts ou desséchés, sont de tonalité verte ou jaunâtre, et non pas bleue. Mais il ne faut pas être trop exigeant, d'autant que, dans l'actuelle guerre de tranchée où l'on est nez à nez, l'uniforme le plus « couleur de terre » ne peut pas rester invisible dès qu'il se montre et que la seule ressource est réellement de se cacher, de s'abriter, art dans lequel nous sommes en passe d'exceller. Quant aux gradés, ils se sont vite adaptés à ne plus avoir les bras annelés de larges bracelets d'or ou d'argent, ils ont adopté la capote des hommes, leur fusil, leurs sacs ; les petits bouts de galons que l'on avait tolérés dans une période transitoire, et qu'une petite lucarne découpée dans les couvre-képi laissait apercevoir, étaient encore des repères suffisans pour les « tireurs d'officiers » boches ; aujourd'hui, ils ont eux-mêmes suivi la loi inexorable du défilement. L'autorité des officiers sur leurs hommes n'en a nullement été diminuée, et le contact des uns et des autres est, dans une compagnie ou un bataillon, assez continu pour que chacun sache à qui il a affaire. A-t-on jamais vu d'ailleurs que, dans une usine, les contremaîtres ou ingénieurs aient besoin d'insignes spéciaux sur leur veston pour être respectés?

Je sais bien qu'il y a la question de l'appellation, qui, dans ces conditions nouvelles, cause quelques quiproquos. « Dans le civil, » en appelant son interlocuteur « monsieur, » on ne risque pas de se tromper. J'ai vu, au contraire, des soldats très embarrassés en présence d'officiers inconnus d'eux, et dont rien n'indiquait le grade : tantôt ils appelaient « mon colonel » un capitaine, tantôt ils appelaient « mon capitaine » un colonel. L'officier était flatté d'être rajeuni, dans le premier cas, et pourvu d'un avancement exceptionnel dans le second. De toute façon, il souriait, et le mal n'était pas grand. Rien ne fait plus plaisir à une jeune fille que d'être appelée « madame, » à une jeune femme que d'être appelée « mademoiselle. »

Pour les artilleurs, le problème est plus complexe; il faut qu'ils dissimulent non seulement eux-mêmes, mais aussi leurs canons, leurs caissons, leurs chevaux. Pour les canons, il semble, *a priori*, qu'on pourrait se borner à les défiler, c'est-à-dire à les placer au revers d'une pente ou à l'abri d'un rideau d'arbres, ou d'un pli de terrain qui les masque à la vue de l'ennemi. Lorsqu'un canon tire, la flamme qui fleurit de ses pétales rouges la gueule de la pièce a parfois plusieurs mètres de long (on le remarque surtout la nuit); il faut donc défiler non seulement le canon, mais ses « lueurs, » comme on dit dans le patois propre aux artilleurs, c'est-à-dire placer la pièce suffisamment bas derrière le masque, pour que celui-ci cache également la flamme.

Tout cela empêche les pièces d'être vues directement des lignes ennemies; cela ne les met pas à l'abri des divers procédés qu'emploie l'adversaire pour venir inspecter d'en haut notre terrain, et qui sont l'aéroplane, le ballon captif, le drakenballon. Or, qu'arrivera-t-il si la position de notre batterie est connue de l'ennemi, et s'il peut en situer exactement la position sur la carte? Immédiatement ses canons ouvriront le feu sur elle, pour le plus grand dam de son personnel. Si elle n'est pas mise dès l'abord hors d'état de nuire, elle devra précipitamment changer sa position, ce qui est toujours délicat et fait perdre non seulement du temps, mais le bénéfice de ses réglages de tir antérieurs et des abris qu'elle s'était construits.

*
* *

Il importe donc essentiellement que notre batterie soit invisible aux aviateurs ennemis. Pour cela, on emploie toutes sortes de trucs : tout d'abord, lorsque c'est possible, on la place en plein bois en ayant soin de ne pas couper les arbres et les buissons dans son voisinage immédiat; ou bien, comme c'est le cas général, si la batterie doit être placée dans un terrain dénudé, on recouvre les canons et les caissons de branches d'arbres et de feuillages, qui, vus à quelques centaines de mètres de haut, les font ressembler à d'inoffensifs buissons.

. . . . . .

Si, malgré tout cela, les artilleurs circulaient et stationnaient autour des canons, si invisibles que soient ceux-ci, il est clair

qu'ils seraient signalés par la présence de leurs servans aux avions qui périodiquement les survolent; car ce que les avions remarquent surtout, ce sont les objets en mouvement, ou ceux près desquels il y a un mouvement. Lors donc qu'un avion ennemi est signalé à l'horizon, on prend généralement la précaution de cesser immédiatement le feu des canons (sauf lorsqu'il s'agit d'une de ces pièces spécialement braquées contre avions et que l'on place dans des situations particulières); puis les canonniers se précipitent, pour s'y dissimuler, dans les abris qu'ils se sont creusés en terre près de chaque pièce, et qui leur servent aussi de refuge en cas de bombardement trop intense. Je sais une batterie de 75 dans la Woëvre, qui est depuis cinq mois et demi au même emplacement, tout près des tranchées boches, en plein champ, pièces et caissons recouverts de simples bâches grises, et qui, malgré cela, n'a jamais été découverte par les reconnaissances journalières des avions boches. Ce résultat a été obtenu grâce à la précaution suivante : dès que l'observateur de la batterie situé en avant signale un avion ennemi en vue, on hisse immédiatement le « sémaphore. » A ce signal, c'est un plaisir de voir avec quelle prestesse les canonniers, abandonnant leur occupation, quelle qu'elle soit, — car le capitaine ne badine pas sur ce chapitre, — se précipitent comme des lapins au fond de leurs terriers. Seul reste à la surface du sol l'observateur d'avion, qui surveille les mouvemens de l'oiseau d'outre-Rhin et règle sur lui, par le moyen d'un minuscule téléphone, le tir d'une pièce placée à quelque distance dans le bois.

Mais si lourdauds que soient les Boches, et bien qu'ils ne voient pas communément nos batteries ainsi dissimulées et maquillées, ils soupçonnent bien que nous en avons quelques-unes, d'autant qu'à cet égard nos obus se chargent de leur ouvrir souvent la mémoire et même la tête. Pour donner une satisfaction à leur curiosité et leur fournir aussi quelque bel objectif destiné à assurer l'écoulement à leurs munitions et quelques croix de fer à leurs hauptmanns d'artillerie, nous avons donc dissimulé... à demi, de place en place, de fausses batteries. C'est généralement des 75 ; à dix mètres on se méprendrait sur leurs canons de bois peints en gris bleu, d'autant qu'on s'arrange pour dissimuler... toujours à demi, dans le voisinage quelques faux artilleurs qui doivent assurément être végéta-

riens car leur ventre est bourré de paille. De la sorte, quand nos vraies pièces deviennent trop agaçantes pour les nerfs pourtant bien lymphatiques de messieurs les Allemands ce sont les fausses batteries qui « écopent. » Je m'excuse d'employer aussi souvent ici des expressions un peu populaires ; mais le langage du soldat est une des joies de ceux qui font présentement la guerre et, une des seules qu'on puisse faire partager aux aimables lecteurs qui, dans un confortable fauteuil sous la lampe familiale, et pour faire venir le sommeil, lisent ces lignes en buvant une lénitive tisane.

Donc nous avons des fausses batteries qui dans le combat d'artillerie ont le même rôle que dans l'amour le délicieux « chandelier » de Musset. Elles attirent et distraient par cela même l'attention de ceux qu'il faut occuper. Hélas! que j'en ai vu démolir de ces canons pour rire, innocentes victimes de la *furor teutonicus*, palladiums bénis des vrais canons d'acier. Mais après un bref passage à l'atelier, leurs pauvres gueules de bois, si vite démolies et si vite remises d'aplomb, étaient prêtes de nouveau à resservir en d'autres lieux pour de nouveaux exploits.

*
* *

Reste le chapitre des chevaux, et de tous ces accessoires des batteries : avant-trains, caissons de ravitaillement, voitures d'approvisionnemens, forge, etc., qui constituent ce qu'on appelle « l'échelon. » Généralement et dans la guerre de stationnement que nous faisons depuis huit mois, les pièces ne se déplacent que rarement ; il n'y a donc pas d'intérêt à ce que les « échelons » restent dans leur voisinage immédiat, d'autant que ceux-ci étant trop près de l'ennemi non seulement courraient inutilement plus de danger, mais risqueraient de faire repérer les pièces elles-mêmes. Les chevaux, avant-trains et caissons sont donc placés à quelque distance en arrière des batteries. Le plus simple serait de les installer dans les villages et hameaux, où les maisons, granges et locaux abandonnés ne manquent pas.

On n'adopte cependant que rarement cette solution ; tous les villages et lieux habités sont en effet portés sur les cartes, dont l'ennemi est abondamment pourvu, et il ne manque pas

de les bombarder abondamment de temps en temps lorsqu'ils sont à portée de ses pièces. Comme les « échelons, » s'ils étaient reculés loin de cette portée, qui est d'une douzaine de kilomètres en moyenne, seraient beaucoup trop éloignés des batteries pour pouvoir assurer leur service, on a trouvé une solution qui leur donne le maximum de sécurité : on fabrique à proximité des bourgs, mais pas trop près de ceux-ci, des villages artificiels, faits de huttes champêtres au-dessus du sol et de trous ingénieux au-dessous et c'est là qu'hommes et chevaux s'installent.

Rien de plus amusant et de plus pittoresque que ces « villages nègres » semés artistement tout le long de la ligne de bataille. Les vieux arbres de nos bois dont la chair saignante a servi à les édifier contribuent là à leur manière à la défense du sol nourricier. En Lorraine surtout et dans les Vosges où le sapin est abondant, les huttes de ces villes improvisées sont agréables à l'œil et propices au bon sommeil : les branches des sapins aux sombres aiguillettes soigneusement entrelacées le long des troncs qui forment la charpente robuste de l'édifice, y font des murs et des toits toujours verts où la lumière miroite et qui protègent très suffisamment hommes, chevaux et matériel des intempéries. Il y a comme cela, dans les landes mélancoliques de la Woëvre, des villages de verdure si primitifs et si étranges qu'on se croirait, en les voyant, transporté dans je ne sais quelle région mystérieuse de l'Afrique.

On me dira que les Allemands peuvent, aussi bien, et mieux encore, bombarder et détruire pour le grand dam des occupans ces frêles abris que les rudes bâtisses en pierre des villages.

C'est vrai, mais si les Allemands savent où sont ceux-ci et ne savent pas où se trouvent ceux-là, il ne leur reste que la ressource de taper au hasard systématiquement sur toute la contrée, de faire comme on dit des « tirs sur zone. » Mais comme les projectiles les plus efficaces n'ont d'effet utile que sur un petit nombre de mètres carrés, c'est un sport qui revient très cher en munitions, si cher même qu'on ne s'y livre que rarement, car le nombre des projectiles nécessaires pour arriver à tuer ainsi un seul homme devient énorme. Et maintenant que les matières premières se font rares, nos bons Teutons n'aiment pas à jeter leur poudre aux moineaux.

C'est pour le même motif que les ravitaillemens en munitions et les déplacemens des batteries se font généralement, à proximité de la ligne du feu, par des chemins de fortune plutôt que par les routes indiquées sur la carte.

En somme, l'expérience de cette guerre a prouvé qu'il vaut mieux être non repéré et sans protection qu'abrité et repéré. C'est pourquoi on préfère aujourd'hui, pour habiller le soldat, un mince morceau de drap de couleur neutre aux cuirasses les plus étincelantes : celles-ci sont meilleures protectrices, mais mieux vues. Mais comme dans la lutte de la balle et de l'armure, de l'obus et de l'abri, du canon et de la cuirasse, c'est toujours ceux-ci qui sont finalement battus par ceux-là, étant donné la puissance et la précision des projectiles modernes, entre deux maux il a bien fallu choisir le moindre. Être exposé sans protection au feu d'un ennemi qui ne vous a pas repéré est aujourd'hui cent fois moins dangereux que de subir sous les meilleurs abris un feu qui sait où il va. Cela est une conséquence non seulement de ce que nous avons déjà exposé, mais aussi de l'énorme étendue des fronts de combat dans cette guerre, étendue telle que la probabilité pour qu'un tir sur zone soit efficace est toujours très faible.

S'il m'est permis de considérer un instant un sujet connexe et dans lequel mon incompétence a d'ailleurs pour seules lumières celles que le simple bon sens dénué d'apriorisme doctrinal projette sur les choses, il semble que la guerre navale soit, elle aussi, devenue, et pour les mêmes raisons, une partie de cache-cache : là, comme sur terre, celui des deux adversaires qui, même moins bien armé et protégé, a sur l'autre l'avantage de connaître ses objectifs, l'emporte forcément. De là provient sans doute l'importance naguère inconcevable qu'ont prise les sous-marins ; de là provient que par eux, l'Allemagne empêche les puissans mastodontes qui lui sont opposés d'être véritablement et dans le sens complet du mot « maîtres de la mer. »

Ces considérations s'appliquent encore avec beaucoup plus de force aux places fortes et à la guerre de siège. Si quatre grandes places de guerre, Liége, Namur, Maubeuge, Anvers et un assez grand nombre de forts d'arrêt de moindre importance ont succombé en peu de jours sous les coups de l'artillerie allemande, proclamant la faillite complète de la fortification

permanente, la raison est simple : leurs pièces de canon étaient immobilisées dans des ouvrages permanens, auxquels elles étaient presque rivées, d'avance soigneusement répérés, indiqués sur toutes les cartes ; l'assiégeant savait sur quoi il devait tirer; l'assiégé non, étant donné surtout la facilité de déplacement et de défilement, et le tir rapide des pièces lourdes de campagne allemandes. Dans ces conditions, ce qui devait arriver arrivait : dans la lutte de deux batteries dont l'une est repérée et l'autre non, c'est la première qui doit, en moyenne, fatalement être réduite au silence, même si elle est beaucoup plus puissante que l'autre, même si elle est protégée par d'épais cuirassemens et l'autre non.

En résumé, que l'on considère la guerre en rase campagne, la guerre navale, les places fortes, on voit que j'étais sans doute fondé à dire que la guerre actuelle est surtout *une partie de cache-cache*. Je dirai quelque jour les divers moyens qui sont employés d'un côté et de l'autre de la barricade pour attaquer, suivant les cas, ce problème. Le moment n'est pas encore venu d'en parler, et mes lecteurs voudront pardonner, j'espère, à l'humble « pékin » que je suis d'avoir osé toucher en passant à ces questions de haute envergure. Mais, dans l'art de la guerre, comme dans la science, il est bon de s'élever de temps en temps des petites contingences particulières à quelques vues générales. Cela aide à classer les idées et fournit un cadre solide où les impressions de chaque jour épinglent plus facilement leurs fleurs aux mille couleurs. Revenons maintenant à ces impressions.

*
* *

Le colonel N..., sous les ordres de qui j'ai eu l'honneur de servir comme agent de liaison pendant un temps trop court à mon gré, m'a donné tout à l'heure l'ordre de faire seller les chevaux. Nous devons aller faire une reconnaissance et la journée sera bien remplie.

Ce colonel est le type le plus accompli du « chef » que j'aie rencontré dans cette guerre, du « chef » tout court, mais surtout du « chef français » en qui les qualités militaires et viriles se teintent harmonieusement d'humanisme. Grand, solide, cavalier intrépide, silencieux, avec une belle tête noble et grave,

d'un sang-froid et d'un calme étonnant sous la mitraille, il s'est couvert de gloire à la bataille de la Marne ; il est adoré de tout le régiment, ne laissant à personne le soin de faire les reconnaissances, d'aller juger des effets du tir dans les tranchées de première ligne, toujours en route dans les batteries, ce qui rend pour moi particulièrement intéressantes et animées mes fonctions auprès de lui. Tout le régiment l'adore, car ses hommes savent tous qu'il n'est pas un d'eux qui, autant que lui, s'expose (il ne le permettrait pas); les officiers le vénèrent, car plus qu'eux tous, il « connaît son artillerie » et le prouve. Il a sur toutes choses des idées aussi justes qu'originales. Par exemple, il professe, contrairement à l'opinion courante sur le front, que jamais autant qu'en temps de guerre les marques extérieures de respect ne sont indispensables des hommes au chef, car c'est l'heure où, bien plus que dans le paisible formalisme de la vie de garnison, le chef a besoin de tout son prestige sur ceux qu'il commande. Aussi, il exige rigoureusement et partout le salut et c'est plaisir de voir avec quel entrain chacun, sachant qu'il y tient, fait claquer quand il passe les talons prestement réunis, pour se mettre au garde à vous et renvoyer d'un geste vif la main de la visière à la double bande rouge du pantalon. Il y a du vrai dans cette théorie, et il n'est pas douteux que les marques extérieures du respect n'entretiennent le respect lui-même, surtout lorsque comme ici il est mérité. C'est un peu comme dans la religion dont je ne sais plus qui disait très justement : « Pratiquez d'abord, la foi viendra toute seule. »

Nous voici partis au grand trot de la ferme qui, présentement, est notre « palace, » le colonel, le trompette qui tiendra nos chevaux tout à l'heure, et moi. Nous allons d'abord au 2e groupe, qui est installé en arrière d'un plateau dont le bord, couronné d'un petit bois de sapins, tombe à pic sur l'Aisne Nous laissons nos chevaux au bas de la côte et traversons les batteries; il y a là des 75 au milieu, sur la droite une batterie de 90, sur la gauche des 95. Ces deux dernières batteries ont été récemment constituées avec des pièces prises dans les arsenaux. Le 90 était notre pièce de campagne avant le 75 ; il n'a pas, comme celui-ci, un délicat appareil de pointage optique ; il n'a pas non plus de frein, et c'est la pièce tout entière qui recule sur les roues à chaque coup. Il faut chaque fois la remettre

en place, repointer sur un arbre ou un objet quelconque placé à petite distance et qui sert de « point de repérage. » Les pointeurs en effet dans ce cas particulier, et en général dans cette guerre, ne voient pas le point sur lequel ils tirent, sinon la pièce serait visible par réciprocité. C'est d'un observatoire placé très en avant de la batterie (nous irons y faire un tour dans un instant) qu'on règle par téléphone le tir de celle-ci et qu'on donne à chaque pièce la hausse et l'orientation convenables. Une fois ce réglage fait, le pointeur s'assure que la direction du canon fait un certain angle avec un objet déterminé (arbre, toit de maison), placé dans le voisinage et visible de lui, et qu'on appelle « point de repérage, » et il n'a plus, lorsque la pièce a été déplacée par le recul, qu'à rétablir cet angle, pour être assuré que la pièce est de nouveau en bonne position. Les autres servans remettent ainsi sur les indications du pointeur la pièce en place au moyen de leviers de bois qu'ils placent dans les roues du canon. Ce qui prouve qu'en artillerie, sinon ailleurs, il est quelquefois bon de mettre des bâtons dans les roues.

De plus, dans le 75 on introduit du même coup sous forme d'une cartouche l'obus et la charge de poudre destinée à le propulser et qui se trouve dans une douille fixée à la base de l'obus. En un mot dans le 75 le projectile et la charge sont réunis dans une cartouche comme dans le fusil Lebel. Au contraire, dans le 90, on introduit séparément et successivement dans l'âme du canon l'obus puis la charge de poudre sous forme d'une gargousse. Pour ces divers motifs, et quelques autres encore qu'il serait trop long d'expliquer ici, la rapidité de tir du 90 est bien moindre que celle du 75 et il ne peut guère tirer qu'un coup par minute, moins de vingt fois moins que le 75. Mais ce fait, qui dans une bataille ardente et brève comme celle de la Marne, pouvait avoir de l'importance, n'en a aucune dans la forme de guerre actuelle : il est rare en effet, — sauf en cas d'attaques, — qu'actuellement les 75 eux-mêmes aient à tirer plus d'un coup par minute. Depuis des mois en effet que dure cette forme stagnante de guerre, il n'est pas de stock et de fabrication de munitions qui résisterait à un taux même égal à celui-là. Il y a en effet 1 440 minutes par jour; multiplions ça par plusieurs milliers de pièces de canon, et nous aurons le chiffre formidable d'obus que représenterait cette consommation journalière d'un obus par pièce et par minute.

Étant donné donc que par la force des choses on n'emploie guère actuellement le tir rapide, d'autant moins indispensable que les objectifs ne se déplacent guère et restent immobiles, notre bon vieux canon de 90 s'est trouvé rendre en un sens presque autant de services que le 75, et c'est pourquoi on s'est empressé de constituer partout des batteries avec cette pièce qu'on croyait réléguée à jamais dans ces « Invalides » des canons, les arsenaux. Le 90 est même à un point de vue supérieur au 75 : il envoie des projectiles plus gros, contenant une plus grande quantité d'explosifs et dont les ravages sont par conséquent, toutes choses égales d'ailleurs, très supérieurs. Les projectiles actuels du 90 sont en effet et naturellement, à la dimension près, identiques à ceux du 75. Seul le tube propulseur diffère : qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse.

Tout ce que nous venons de dire du 90 s'applique également au canon de 95 qui est une pièce analogue.

*
* *

Ces batteries de trois calibres différens alignées au bord du plateau font un curieux effet sous les branchages qui couronnent chaque canon et chaque caisson, comme pour préserver d'une voilette verte leur incognito. Derrière chaque pièce les hommes ont creusé des abris, ma foi fort confortables, où ils se blottissent en cas de pluie, de vraie pluie ou de pluie de marmites. Celles-ci tombent de temps en temps, car, depuis des mois que ces batteries sont là, ces messieurs boches n'ont pas manqué de les arroser quelquefois et inconsciemment par leurs tirs systématiques sur zones. Le plateau est donc tout criblé de trous d'obus, larges et coniques et qui le font ressembler à une gigantesque passoire. Les hommes ont d'ailleurs une amusante façon de marquer leur mépris des obus teutons : ils se servent de ces trous, comment dirais-je?... comme de feuillées.

Derrière chaque pièce, les « canards, » pardon... les canonniers ont fait une sorte de petit jardin où poussent quelques fleurs printanières et dont les plates-bandes sont bordées en guise de cailloux par des éclats d'obus et de fusées. Comme naturellement chaque pièce veut avoir un jardin plus joli que les autres, il en est résulté toutes sortes de trouvailles ingénieuses et pittoresques. Il faut bien passer le temps un brin.

Entre la deuxième et la troisième pièce de la batterie de 75, exactement entre les roues, les hommes ont fait un petit cimetière, modestes tertres de terre grasse, fleurs jolies, débris de mitraille, où sont couchés les camarades tombés depuis que la batterie est là. Une seule croix de bois pour tous, avec les noms gravés au crayon à encre, et de la place blanche pour ceux qui tomberaient encore. Je ne sais rien de plus touchant que ce petit cimetière serré entre les deux canons qui, immobiles depuis des semaines le gardent, et parfois comme deux dogues gris grondent soudain et font sentir leurs morsures lointaines à ces hommes au rauque langage qui sont encore là-bas de l'autre côté de l'Aisne, et qui voudraient voler aux morts la terre aimée de leur repos. Je m'imagine que les braves petits canonniers qui dorment là doivent frémir à chaque coup du bon monstre d'acier; ils ne sont point morts tout à fait, puisque la vibration du canon qu'ils aimaient et servaient si bien fait trembler à chaque coup leur pauvre squelette couché.

Mais je n'ai point le temps de rêver aux méditatives leçons qui émanent de ce coin de terre si émouvant. Son inspection rapidement faite, le colonel m'emmène maintenant à l'observatoire du groupe. Cet observatoire est à quelques centaines de mètres en avant sur le bord d'un plateau qui surplombe la vallée de l'Aisne. Pour y accéder il nous faut traverser un petit bois, mais nous ne prenons point pour cela les chemins et les layons largement tracés dans la futaie; si les avions qui survolent parfois ce coin voyaient en effet de temps en temps des hommes circulant dans ces chemins, l'observatoire risquerait d'être repéré; il faut que rien ne puisse enlever à l'ennemi l'illusion que ce petit bois est désert et inutilisé. Aussi c'est par des sentiers zigzagans improvisés sous les branches qui nous fouettent, en plein fourré, que nous accédons à l'observatoire.

C'est étonnant comme le nombre des observatoires s'est multiplié depuis quelque temps sur le territoire, et surtout tout le long de cette mince ligne qu'on appelle le front, sur laquelle déferlent nos énergies et qui profile l'armure de la France. Ce n'est point dû à un renouveau soudain des études astronomiques; ce ne sont point les étoiles qui en sont cause, mais des êtres qui n'ont, hélas! pas grand'chose de céleste ni d'éthéré : messires les Boches, car il y a observatoire et observatoire, comme il y a fagot et fagot, comme il y a vérité et affirmation

germanique. Donc il n'est point aujourd'hui de groupe d'artillerie et généralement même de batterie qui n'ait son observatoire d'où l'on règle, observe et dirige les coups. La consigne y est la même que dans les temples à coupoles où naguère nous disions la messe aux étoiles : « Faire des observations ou en recevoir. » D'autre part, les télescopes sont-ils autre chose que des canons idéalisés? Aussi la transition a été toute naturelle et le voyage très rapide qui nous fit descendre soudain de Sirius sur ce coin de bonne terre franque face aux Teutons. C'est que Sirius était vraiment un balcon si commode pour la contemplation du kaléidoscope terrestre que nous ne pouvions pas, sous peine de dégringoler avec lui, laisser de lourdes mains barbares saper par le bas la douce maison où s'accrochait le balcon délicieux. Voilà pourquoi de si bon cœur nous sommes là.

Le poste d'observation lui-même est ici une minuscule clairière, qu'un rideau de broussaille, à travers lequel on voit tout l'horizon, masque de la vue de l'ennemi. Des lunettes et des télémètres juchés sur leurs trépieds de bois y allongent leurs cols métalliques. Les télémètres, rappelons-le, sont d'ingénieux appareils d'optique qui permettent d'apprécier approximativement la distance d'un point donné de l'horizon. C'est avec eux qu'on sait dès l'abord quelle est approximativement la distance de l'objectif, c'est-à-dire la hausse qu'il faut donner au canon. Cela fait, il ne reste plus qu'à régler exactement sur le point visé, ce qui, *lorsque celui-ci est visible*, se fait facilement au moyen de la lunette, puisqu'on voit si les obus tombent trop près, trop loin, trop à droite ou trop à gauche. Les rectifications ainsi transmises par téléphone sont immédiatement faites à la batterie.

La cabine du téléphoniste est un simple trou creusé en plein sol, où l'on accède par des marches taillées dans la terre, recouvert de plusieurs couches de rotins entrelardés de glaise, et où l'on défie les éclats de tous les obus et la chute directe des marmites elles-mêmes, des petites, sinon des grosses. Assis à la turque, par terre, le téléphoniste a l'air de s'y trouver très confortablement. A côté se trouve un autre trou pareillement abrité et qu'un écriteau de bois blanc soigneusement calligraphié de belle ronde dénomme un peu pompeusement « Villa Jolie. » C'est l'abri des officiers observateurs, où, nuit et jour, il y a toujours quelqu'un. Certes, sur le plancher de ce lieu de

délices, plancher sans planches, il y a beaucoup plus de vers de terre que de tapis d'Orient; certes, il suinte bien un peu d'eau le long de l'humus du plafond, et l'éclairage n'y est point trop moderne : une simple bougie fichée au sommet d'une bouteille ventrue que la stéarine fondue a veinée de minces lignes blanches et ondulées. Mais enfin, il y a une bonne couche de paille, où l'on peut, selon les heures, dormir en rêvant ou sans rêver, et rêver sans dormir; une table, des caisses, sur lesquelles on peut s'asseoir; des cartes, des livres... et même des livres d'artillerie, et j'ai même avisé dans un coin un jeu de poker, dont l'usure prouve qu'on l'a quelquefois désembusqué. Mais chut... En somme, c'est un lieu fort délectable.

*
* *

Mais voilà que la musique commence, comme pour saluer l'arrivée du colonel, la musique des marmites d'outre-Rhin, qui sont pour l'instant des marmites d'outre-Aisne, et les obus annoncés par le long hurlement de bise que fait leur passage dans l'air se mettent à passer très près au-dessus de nos têtes. Qu'est-ce donc qu'ils cherchent derrière nous? A chacun de ces passages, qui se succèdent d'ailleurs fort vite pendant un moment, les officiers et les hommes, groupés autour du colonel, baissent instinctivement et d'un seul mouvement la tête. On dirait, à l'église, l'inclinaison unanime et pensive des fidèles, au moment de l'Élévation. Seule, la tête du colonel reste droite et impassible, plus droite peut-être qu'avant. Il blague cette petite révérence collective, et si involontairement machinale que bien peu y échappent : « Qu'est-ce que peuvent bien faire dix centimètres de plus ou de moins? » Mais les branches qui, derrière nous, tombent avec un gémissant fracas, sous l'amputation brutale de l'acier, nous donnent un son de cloche moins rassurant. Si le tir ennemi se raccourcit un peu, nous n'y échapperons pas. Mais il s'allonge, il cherche évidemment les batteries que nous venons de quitter, et le fracas monstrueux des éclatemens s'éloigne maintenant derrière nous.

Tout justement, la batterie qui nous arrose et qui, depuis quelques jours, était très gênante pour notre secteur, a été repérée la nuit passée par ses lueurs. L'officier observateur a

vu, en effet, nettement en un point des taillis qui surplombent l'Aisne de l'autre côté, la flamme jaillie des pièces en action et il a pu, croit-il, situer à peu près la position ; l'avenir dira s'il a vu juste. En tout état de cause, le colonel fait immédiatement ouvrir et régler le feu des batteries du plateau sur la position supposée. C'est une chance, en effet, et assez rare actuellement, de pouvoir attaquer une batterie dans le moment même qu'elle tire : car sa vulnérabilité est alors beaucoup plus grande, à cause des caissons ouverts, à cause surtout du personnel qui, forcément, l'occupe quand elle est en action, et parce que la continuation ou la cessation de son feu permet de juger immédiatement de l'efficacité obtenue.

Je profite des préparatifs du tir pour admirer un peu le paysage pendant que dans la brise légère, sous la voûte sonore que tisse au-dessus de nos têtes la musique boche, les « millièmes, » les « angles de site, » les « dérives » (1), toutes ces choses qui définissent les données du tir, s'envolent sur l'aile rapide du téléphone, de la bouche même des officiers, jusqu'à nos batteries, qui, là-bas, attendent et s'apprêtent.

Il est charmant, ce paysage, et tout à fait dans le goût de Watteau... au premier coup d'œil du moins. Devant nous, à nos pieds, entre les coteaux boisés qui lui font deux marges vert sombre, l'Aisne déroule son écharpe luisante dans les prairies

(1) Le « *millième* » est l'unité d'angle employée dans l'artillerie française, ou du moins dans l'artillerie de campagne, car on emploie encore une autre unité, le « grade » dans l'artillerie de forteresse. Le « millième » est l'angle sous lequel on voit un objet placé à une distance égale à 1000 fois sa longueur par exemple, un mètre à 1 kilomètre, 2 mètres à 2 kilomètres, etc. De là son nom. C'est une unité très commode et qui a l'avantage d'être décimale (comme d'ailleurs aussi le grade, centième partie du quadrant), à l'encontre de l'incommode et suranné degré que les astronomes et géomètres continuent à employer, sans aucune vergogne de s'être laissé devancer dans cette voie par les artilleurs.

L' « *angle de site* » est l'angle par lequel on définit la hauteur angulaire d'un objectif au-dessus de l'axe horizontal du canon. Par exemple, le sommet d'une colline dont l'altitude dépasse de 200 mètres celle de la pièce et qui en est situé à 4 kilomètres a un angle de site égal à 50 millièmes.

La « *dérive* » est l'angle mesuré dans le sens horizontal que fait la direction de l'objectif avec l'axe de la pièce. Dans le cas du 75, on donne à la pièce un angle de site et une dérive appropriés à un objectif donné, au moyen de manivelles et de tambours gradués qui inclinent plus ou moins la pièce sur l'horizon et par rapport à l'axe de ses roues, qui reste immobile.

En somme, si des canons nous passons aux lunettes, ces canons cosmiques, et des objectifs d'artillerie aux astres, l' « angle de site » est l'équivalent exact de ce que les astronomes appellent la « hauteur » et la dérive est l'équivalent exact de ce qu'ils appellent l' « azimuth. »

grasses. De l'autre côté, des villages dévalent vers elle, et loin, très loin, au fond de la vallée, on voit Soissons toute dorée du soleil qui danse sur tout cela, Soissons avec ses toits enchevêtrés, et les tours carrées ou pointues de ses églises. Je ne sais quelle immobilité, quel calme bucolique imprègne tout cela d'une douceur d'églogue. Il y a bien assurément le hululement et le tonnerre des obus qui passent, et cette musique ne rappelle que de très loin les pipeaux et les violes d'amour. Mais elle est si continue, si ininterrompue, que sa violence même finit par passer inaperçue et qu'on s'y habitue comme le meunier au bruit de son moulin. Pourtant, en y regardant de plus près, d'autres détails ne tardent pas à solliciter l'attention, et qui déchirent étrangement l'harmonie virgilienne du tableau : Il y a d'abord ces longues lignes parallèles et jaunes, réunies par des traverses jaunes aussi et qui rampent là-bas tout le long de la rivière ; ce sont nos tranchées et les tranchées boches avec leurs boyaux de communication et que quelques décamètres seulement séparent par endroit. Du point élevé où nous sommes, on aperçoit nettement dans les nôtres des fantassins à l'habit bleu et qui lentement, la tête et le haut du buste seuls visibles pour nous, s'y déplacent. Nous voyons moins ce qui se passe dans la tranchée allemande à cause des parapets de terre qui la bordent et la masquent de notre côté ; pourtant, le long d'une haie, nous voyons distinctement et un à un, par moment, des groupes d'Allemands, à l'uniforme verdâtre, lentement se glisser : relève ou ravitaillement. Sur cela éclate de temps en temps une détonation sèche et brève comme le bruit d'un insecte qu'on écrase ; ce sont les coups de fusil intermittens que, d'une tranchée à l'autre, on tire pour se prouver qu'on est toujours là, ou lorsqu'on a cru voir derrière les parapets bouger quelque chose de suspect. Sur ces parapets on voit, en regardant un peu mieux, des petits piquets de bois qui sous-tendent la résille barbelée, terrible et légère des fils de fer.

*
* *

Mais que fait donc entre les tranchées, dans cette petite prairie si fraîche, ce troupeau de grands bœufs blancs ? Qu'est devenu leur berger ? Ils sont là depuis des semaines, enfermés par le hasard des combats dans une étroite zone neutre, où le

ruisseau et l'herbe tendre nourrissent leur inconsciente insouciance. Mais la neutralité est une chose bien dangereuse même pour les bœufs. Si cinq ou six d'entre eux broutent, ruminent tranquillement debout ou agenouillés, le plus grand nombre est couché sans mouvement ; ils ne dorment point, ils sont morts comme en témoignent leurs membres raidis en l'air et leurs ventres trop gonflés. Parfois, la nuit, en effet, quand une des innocentes bêtes s'approche trop près des tranchées allemandes ou des nôtres, les veilleurs, croyant à quelque attaque isolée, lui ont lâché des coups de fusil. Aussi chaque jour le troupeau décroît et s'immobilise un peu plus en larges taches blanches posés sur la prairie, et, dans quelques jours, quand mon service me rappellera à ce poste d'observation, je ne verrai plus aucune d'eux brouter et ruminer en remuant lentement son mufle rose où la bave fait des pendeloques d'argent. Ils seront tous immobiles à jamais, n'ayant rien compris à cette mort invisible et absurde qui les a couchés là, pacifiques victimes dans le pré pacifique.

D'autres taches immobiles parsèment d'ailleurs un petit îlot vert que l'Aisne un peu plus bas entoure de ses bras fluides : ce sont de pauvres cadavres de soldats, soldats français, soldats allemands, victimes des dernières attaques et restés là depuis des jours parce qu'il est trop dangereux d'aller les chercher, même la nuit, pour les enterrer, placés comme ils sont juste au milieu de la double et étroite mâchoire des fils de fer barbelés. Dans les poses dolentes et variées où la mort les a figés de son geste définitif, beaucoup d'entre eux ont ceci de commun que leurs uniformes débraillés et ouverts laissent voir un peu de leur linge, de leur pauvre chemise dont le blanc lavé par la pluie éclate dans le pré et fait mal à l'œil. Est-ce parce que des boches maraudeurs sont venus nuitamment les fouiller ? Est-ce parce que, mortellement atteints, ils ont voulu, d'un geste inachevé et pour mieux respirer, dégrafer la dure capote où étouffait leur angoisse dernière ? Est-ce parce que leurs pauvres corps gonflés par la décomposition ont fait craquer les minces coutures de leur vêtement devenu leur linceul ? Je ne sais et je m'excuse même auprès de mes lecteurs de ces détails si douloureusement macabres ; mais ne faut-il pas que ceux-là mêmes qui n'ont pas vu, sachent, et sentent d'autant bouillonner leur haine contre les fous criminels qui ont déchaîné tant d'horreurs.

Mais voilà que nous ouvrons le feu; par-dessus nos têtes c'est maintenant un nouveau torrent de bruits qui circule, parallèle à la musique de la batterie allemande mais en sens contraire; le 75, le 90, le 95, chacun donnant sa note caractéristique, et qu'une oreille un peu exercée identifie facilement, crachent chacun de leur côté le tumulte et la mort. Mais maintenant, et tandis que le bruit proche des éclatemens allemands était pour nous beaucoup plus fort que leurs détonations de départ, c'est le contraire qui a lieu, et les départs de nos canons, juste derrière nous, sont véritablement assourdissans, tandis qu'on entend à peine les éclatemens là-bas, à 4000 mètres environ devant nous. On les voit beaucoup mieux qu'on ne les entend et une bonne douzaine de secondes avant (il faut du temps au son pour nous revenir de là-bas avec sa petite vitesse de un tiers de kilomètre à la seconde). On les voit même très bien à la jumelle, les éclatemens de nos bons obus explosifs; ils font en touchant terre une grande gerbe noire qui permet de régler bien vite le tir sur le point visé : le derrière d'une haie touffue qui court là-bas au sommet du coteau. Une fois le tir bien réglé sur ce point, on y concentre deux ou trois douzaine d'obus en quelques minutes, et soudain comme par miracle les canons allemands se sont tus : on n'entend plus au-dessus de nous que nos bruits à nous, nos coups de départ, le long hululement peu à peu atténué de l'obus qui s'éloigne en vrillant l'air, l'éclatement faible et tardif; plus rien d'ennemi ne se mêle à cette symphonie de chez nous. La batterie allemande est réduite au silence. Elle a dû même être mise hors d'état de nuire, car plus jamais à dater de ce jour on ne reçut aucun obus du coin d'où, soigneusement défilée, elle nous avait si longtemps ennuyés et gênés.

En rentrant nous trouvons la batterie de 90 en émoi; c'est elle qui a été si copieusement arrosée par l'ennemi. Des quantités de trous d'obus de 1 à 3 mètres de diamètre, tout noirs de terre calcinée l'environnent de très près, l'encadrent comme on dit. Par miracle, il n'y a pas un blessé, mais seulement beaucoup d'hommes éclaboussés et qui rient en nous voyant, encore tout noirs de fumée. Quels mauvais projectiles que ces projectiles allemands! La théorie qui dit qu'en moyenne il faut pour tuer un homme une masse de fer égale à son poids est ici en défaut, car ils nous ont envoyé cet après-midi plusieurs tonnes de fer sans résultat. Il ne vaut pas la peine en effet de

mettre en ligne de compte une coupure anodine à la main causée par un éclat d'obus au trompette qui, sans penser à mal, tenait nos chevaux en arrière de la batterie visée.

Mais comment diable les Boches ont-ils répéré aussi bien la batterie qui leur servait d'objectif et ont-ils pu allonger et régler sur elle leur tir assez exactement pour l'encadrer comme ils l'ont fait? On signale au colonel que sur un plateau dominant à la fois celui où est la batterie et la position ennemie, un paysan depuis longtemps suspect a été vu pendant le tir allemand allumant des feux dans un champ, et se promenant avec des gaules énormes.

Nous y allons de suite d'un temps de galop et nous voyons un homme qui, l'air assez embarrassé, paraît ramasser des chaumes dans ce champ. On l'a arrêté le soir, on a découvert que c'était un étranger laissé là on ne sait comment, et sa culpabilité ayant été nettement établie par le Conseil de guerre, il a été passé par les armes quelques jours après.

Dès la nuit suivante, la batterie de 90 quittait ses emplacemens pour aller occuper une nouvelle position que nous étions allés reconnaître tout de suite avec le colonel. C'est en effet une règle absolue et nécessaire qu'une batterie repérée change de position : si maladroits que soient les artilleurs teutons et si mauvais que soient leurs projectiles, ils finiraient bien en effet sans cela par lui causer quelque dommage, et il ne faut pas jouer inutilement avec le feu.

*
* *

Une remarque que nous avons faite aujourd'hui est que les Allemands ont tiré toute l'après-midi « par quatre, » comme on dit dans la confrérie vouée à Sainte Barbe, c'est-à-dire par série de quatre coups. Il est donc probable qu'ils ont une tendance à grouper leurs canons, du moins leurs canons lourds, naguère réunis en batterie de six pièces, en batterie de quatre à l'instar des nôtres. La maniabilité et la facilité de commandement des batteries à six pièces doit être en effet très inférieure à celle de la batterie quadruple, et ces messieurs boches ont dû s'en apercevoir.

Quand je cherche à classer les impressions de cette journée, une chose me frappe, c'est la dissociation qui, dans ces combats

d'artillerie, existe entre les choses qu'on voit et celles qu'on entend, entre les sensations visuelles et les auditives.

A cause de la propagation instantanée de la lumière et de celle relativement très lente du son qui est toujours en retard de plusieurs secondes aux distances où l'on opère et observe, il semble qu'il n'y ait aucun rapport entre tel éclatement que l'on voit jaillir là-bas et le son qui le suit un long instant après. Est-ce d'ailleurs bien ce son, n'est-ce pas plutôt le précédent qui se rapportait à cet éclatement-là ? Le défilement, l'invisibilité des batteries augmente encore ce sentiment particulier qui dissocie ce qui frappe successivement l'œil et l'oreille. Et c'est pourquoi il semble, malgré le tumulte énorme de la canonnade, qu'un immense silence baigne tout ce qu'on voit; et c'est pourquoi aussi, malgré l'éclatante lumière du paysage, tout le fracas qu'on entend ne paraît correspondre à rien de visible.

Je passe une bonne nuit dans la paille, sous les frémissantes étoiles qui palpitent là-haut tout à fait aussi doucement qu'en temps de paix. Peut-on être à ce point indifférent! Réveillé un instant par un cheval qui a rompu sa longe, j'entends un canonnier qui rêve à côté de moi et parle à haute voix, tandis que la basse chantante des grosses pièces gronde gravement à l'Orient : « Toutes mes tablettes de chocolat se débinent... » O préoccupations des âmes simples sous le feu des canons!

CHARLES NORDMANN,

*au ***ème régiment d'artillerie de campagne.*

L'IDÉE DE PATRIE

A TRAVERS LES SIÈCLES

I

LE MONDE ANTIQUE

I

En même temps qu'il poursuit un but unique, le sentiment de la patrie, selon les époques, les peuples, les individus, procède de mobiles, revêt des aspects, en quelque sorte des costumes très divers : à l'instar de l'animal fabuleux, il prend la couleur des siècles qu'il traverse, des hommes qu'il hante et embrase ; comme le cerveau, il s'emplit tour à tour de divin et d'humain, de vérités et de chimères ; comme l'abeille, il fait son miel de maintes fleurs. Simple avec les simples à qui il inspire souvent les élans les plus magnifiques, complexe avec les esprits subtils, passionné, frémissant chez les dominateurs, tempéré, parfois même engourdi chez ceux qui voient l'État à travers les affaires et les œuvres de la paix, il demeure le ciment dont les nations ont besoin pour ne pas devenir des poussières, pour croire à leur éternité. Et il faut aussi admirer en lui un des plus riches rameaux du grand arbre mystique et spiritualiste : mais n'est-il pas lui-même un arbre qui pousse jusqu'aux cieux ses fortes branches, et celles-ci s'appellent : courage militaire et civil, prévoyance, diplomatie, honneur, dévouement, sacrifice de la vie individuelle à la vie collective ?

Qu'est-ce alors qu'une patrie ?

Tout d'abord elle est une religion, une foi. Et chez les Hébreux, dans l'antiquité égyptienne, grecque et romaine, ail-

leurs encore, le mot n'est nullement pris au figuré : elle est alors la religion, ou du moins se trouve étroitement liée à celle-ci. *Terra patria*, la terre des pères, la terre des ancêtres est la partie du sol divinisée par la religion de la famille et celle de la Cité qui groupe dans son enceinte un certain nombre de familles unies par un faisceau de croyances, d'aspirations, de volontés communes. Le terrain au milieu duquel surgissent le foyer domestique et le tombeau des ancêtres, figure la petite patrie ; le prytanée, ses héros, la ville, son territoire consacré par la religion, voilà la grande patrie. Les dieux du citoyen semblent en quelque sorte la substance même de la patrie, formés à son image, nés des entrailles du sol, ses protecteurs éponymes ; ce sont des dieux locaux, exclusifs, ombrageux, sensibles aux hommages, aux sacrifices, durs à l'étranger qui n'a dans la cité aucun droit, tandis que leurs serviteurs sont des élus qui trouvent en eux biens, sécurité, dignités, privilèges civils et politiques. Sont-ils exilés, ceux-ci perdent tout : frappés d'excommunication, ils ne peuvent plus participer aux cérémonies religieuses ; le feu des sacrifices, l'eau lustrale, leur sont interdits, ainsi que la fréquentation des autres citoyens ; presque toujours, leurs propriétés sont confisquées au profit des dieux ou de la Cité. Tragiques, prosateurs grecs et romains, ont décrit l'horreur sacrée qu'inspirait une telle peine.

« On voit par là, remarque Fustel de Coulanges, quelle singulière idée les anciens se faisaient des dieux. Ils furent très longtemps sans concevoir la Divinité comme une puissance suprême. Chaque famille eut sa religion domestique, chaque cité sa religion nationale. Une ville était comme une petite Église complète, qui avait ses dieux, ses dogmes et son culte. »

« C'est la patrie qui nous enfante, qui nous nourrit, qui nous élève, » dit Platon. S'il a tout par elle, le citoyen lui doit ce qu'il a de plus précieux, sa vie ; et c'est en toute vérité qu'il combat pour ses autels, pour ses foyers, afin que l'ennemi ne les renverse pas, ne profane point ses tombeaux, ne chasse pas ses dieux. « L'amour de la patrie, c'est la piété des anciens. »

Un philosophe comparait l'univers à une énorme éponge toute gonflée de divinité ; le mot semble applicable à la cité antique, tout imprégnée, elle aussi, hommes et choses, de divinité. La fondation d'une ville a toujours le caractère d'un acte religieux. On sait les rites suivis par Romulus, rites avant

lui observés par les fondateurs de villes dans le Latium et l'Étrurie. D'abord il offre un sacrifice, puis il allume un feu de broussailles, et, après lui, chacun de ses compagnons saute par-dessus la flamme pour se purifier de toute souillure. Ensuite il creuse une petite fosse circulaire, y jette une motte de terre apportée d'Albe, et ses associés jettent une motte de terre apportée de leurs pays respectifs ; on remue le tout, pour symboliser l'union de leurs destins dans une nouvelle patrie. La fosse une fois comblée, le chef y installe un autel, où il allume un feu ; voilà le foyer de la Cité, que quatre vestales doivent entretenir nuit et jour, sous peine de sacrilège. Autour du foyer s'élèvera la ville. Saisissant une charrue que traînent un taureau blanc et une génisse blanche, Romulus, en costume de pontife, la tête voilée, chantant des prières et suivi de ses compagnons, trace le sillon qui doit déterminer l'enceinte, sillon inviolable, sacré, comme les murailles qui vont s'élever en arrière de l'enceinte. Et, de distance en distance, Romulus soulève le soc pendant quelques pas ; là surgiront les portes de la ville.

L'hymne spartiate : « Nous sommes ce que vous fûtes, nous serons ce que vous êtes, » réfléchit dans sa simplicité concise toute l'histoire d'un passé glorieux, l'ardente espérance d'un avenir égal ou supérieur au passé, l'évangile intégral du patriotisme. Et l'âme héroïque de nos soldats ne rejoint-elle pas, à travers les siècles, celle des éphèbes athéniens auxquels on imposait ce serment dans le temple d'Agraudos ? « Je ne déshonorerai pas ces armes sacrées. Je ne déshonorerai pas mon chef de file et mon rang. Je combattrai pour les autels et les foyers, soit seul, soit avec d'autres. Je ne laisserai pas la patrie plus faible que je ne l'ai reçue, mais plus grande et plus forte. J'obéirai à ceux qui jugeront selon la justice. Je serai soumis aux lois établies, et à celles que le peuple portera d'un consentement unanime. Je ne permettrai pas que personne renverse les lois ou leur désobéisse, mais je les défendrai, soit seul, soit avec d'autres. Et j'honorerai la religion de mes pères. Soient témoins les dieux champêtres, Enyalios, Zeus, Thallô, Auxô, Hégémoné. »

Eschyle, dans *Les Perses*, cite le cantique sacré des Grecs, — ce qu'on pourrait appeler leur « Marseillaise, » — qu'ils chantaient à la bataille de Salamine : « Allez, enfans de la

guerre! Délivrez la patrie, délivrez les enfans, les femmes, les temples des dieux paternels, les tombeaux des aïeux; il s'agit ici de tout à la fois. »

Thucydide met dans la bouche de Périclès un éloge des guerriers athéniens morts dans la guerre du Péloponèse, discours qui traduit noblement l'orgueil patriotique et l'idéal militaire chez les anciens : « ... Enfin nos vertus sont telles que l'ennemi n'est jamais indigné de sa défaite, et que les peuples soumis à nos lois ne sauraient être humiliés de leur dépendance. Nous n'avons pas besoin qu'un Homère ni qu'un autre poète nous vante par d'agréables mensonges : il suffit que la terre et les mers, domptées par notre vaillance, et cette foule de monumens répandus en tous lieux, attestent aux hommes de tous les temps notre vengeance et nos bienfaits... Telle est la patrie pour laquelle nos guerriers ont versé leur sang, et pour laquelle, à leur exemple, nous ne devons pas craindre de répandre le nôtre. Je ne me suis tant arrêté à décrire les avantages de cette patrie, que pour faire sentir que tout peuple qui n'a pas les mêmes intérêts ne saurait avoir la même ardeur... Abandonnant à la fortune tout ce qui dépend d'elle, ne se réservant que le courage qui ne dépend que de nous, résolus de tout souffrir pour repousser l'injure plutôt que de rien céder pour acheter leur salut à tout prix, nos guerriers ont sauvé leurs jours de tout reproche, livré leurs corps à tous les coups, et, dans l'instant fatal qui a décidé du sort des armes, ils ont vu le péril sans changer de visage, et sont sortis de la vie avec toute leur vertu... Je soutiens qu'un semblable dévouement doit couvrir bien des fautes, et que, le bien l'emportant sur le mal, un citoyen qui meurt pour son pays le sert plus en un jour, qu'il n'a pu le desservir dans tout le cours de sa vie... »

Après la prise de Rome par les Gaulois (390 avant Jésus-Christ), Camille empêche les Romains d'émigrer à Véies, les adjure et leur persuade de purifier les temples profanés par l'ennemi, de reconstruire leur cité : « Nous avons, leur dit-il, une ville fondée sur la foi des auspices et des augures; pas un endroit qui n'y soit plein des dieux et de leur culte; nos sacrifices solennels ont leur place marquée tout autant que leur jour fixé. Tous ces dieux de la patrie et de la famille, voulez-vous donc les abandonner? »

Et ce culte domestique va au point, que les biens héréditaires, même en se partageant entre les enfans, n'en restent pas moins le patrimoine de la famille; ils demeurent affectés à une dette commune, le culte perpétuel dû aux mânes des ancêtres et aux lares du foyer.

Une communion de bienfaits et de bons procédés reliait les générations, la cité vivante s'enracinait fortement dans la cité morte. L'Oreste d'Eschyle invoque en ces termes son père mort : « O toi qui es un Dieu sous la terre ! » Électre le conjure « de lui donner un cœur plus chaste et des mains plus pures que sa mère. » « Rendez aux dieux mêmes ce qui leur est dû, conseille Cicéron ; ce sont des hommes qui ont quitté la vie ; tenez-les pour des êtres divins. » Oui, des êtres divins qui, sous la terre, vivaient d'une existence souterraine, parfaitement réelle. Et, quant aux dieux de la cité, eux aussi sont attachés à celle-ci par un contrat que chaque citoyen regarde comme très authentique, créant des droits et des devoirs de chaque côté. En campagne, chaque armée emmenait ses dieux avec elle; assiégeait-on une ville, on invoquait ses dieux pour qu'ils permissent sa prise; il arriva même que, pour empêcher la désertion de leurs dieux, les assiégés les chargèrent de chaînes.

Une telle conception de la patrie a pu paraître tout ensemble bien absolue et bien étroite aux intelligences éprises, trop éprises d'idées générales : il n'en est pas moins vrai qu'elle a singulièrement contribué, pendant des siècles, au prestige du peuple artiste par excellence, du peuple conquérant par excellence, et que, pour le premier du moins, la diminution du patriotisme religieux, auquel succéda le patriotisme des lois et des institutions, eut des résultats funestes. L'esprit de parti mina insensiblement l'esprit de patriotisme, sentiment jaloux qui n'admet pas de nuances, pas de distinctions, bloc intangible auquel on ne peut faire brèche sans risquer de démolir la forteresse tout entière. Et, quand les Grecs n'aimèrent plus leur patrie qu'autant qu'ils aimaient le régime politique qui triomphait, ils furent bientôt la proie de Rome.

M. Boutroux met en opposition deux grandes dates du passé : « Marathon et Chéronée résument l'histoire militaire de l'humanité. A Marathon, une poignée de citoyens, combattant pour les tombeaux de leurs aïeux, pour leurs temples, pour leurs lois et pour la liberté, mirent en déroute une foule sans nombre qui

n'avait d'autre mobile que la peur ou l'amour du butin. A Chéronée, sous l'influence d'un grand patriote, Athéniens et Thébains se battent avec une admirable bravoure. Ils ont retrouvé leur vertu militaire des temps héroïques. Mais on ne supprime pas par un coup d'éclat une situation créée par de longues années d'incurie, de mollesse, d'égoïsme, d'indifférence au bien de la patrie : la Grèce tomba dignement, mais elle tomba. » Elle tomba parce qu'un pays pour qui les jeux de la parole, le plaisir, la haine des aristocraties, sont la plus importante affaire, ne fournit plus de citoyens ni de soldats.

Il importe de remarquer que, même au temps où la Grèce se déchirait implacablement elle-même, proie préparée à cette Prusse de l'antiquité que fut la Macédoine, il y avait encore en elle le sentiment vague d'une patrie commune. Ce sentiment se cristallisait dans le conseil amphictyonique, les grands jeux nationaux, la vénération de certains sanctuaires fameux, Delphes et Olympie; surtout il y avait le lien formé par la culture intellectuelle, morale et esthétique de l'Hellade. Là, en opposition avec la barbarie asiatique, était l'unité de la Grèce; mais celle-ci n'arriva pas à former une grande patrie.

De même, à mesure que s'affaiblissaient les vieilles croyances, la cité antique se montrait plus libérale et plus confiante envers l'étranger, traité comme un ennemi tant que la religion maintint sa sévère domination sur les âmes. Au temps d'Hérodote, Sparte n'avait encore accordé le droit de cité à personne, sauf à un devin recommandé par un oracle; Athènes le concédait parfois, mais en prenant mille précautions : « C'est, expliquait Démosthènes, qu'il faut penser aux dieux et conserver aux sacrifices leur pureté. » Exclure l'étranger, lui refuser part à la religion et aux sacrifices, c'est « veiller sur les cérémonies saintes, » complaire aux dieux nationaux. Qui sait si l'étranger ne cherchait pas, par cette affiliation, à altérer les sacrifices, à trahir sa nouvelle patrie au profit de l'ancienne? Même méfiance, mêmes rigueurs contre lui, à Rome, dans le vieux droit quiritaire formaliste et rude : *adversus hostem æterna auctoritas esto!* Et la religion romaine décrétait que le tombeau de l'esclave est sacré, mais que celui de l'étranger ne l'est pas. C'était un préteur particulier, *prætor peregrinus*, qui le jugeait à Rome; à Athènes, c'était le polémarque, magistrat chargé de l'administration de la guerre et des relations avec l'ennemi. Mais, au

cours des siècles, tandis que la puissance romaine s'étendait sur le monde civilisé, un nouveau droit, le droit prétorien, moins austère, plus humain, de plus en plus rapproché du droit des gens, se fondait lentement, faisant concurrence à l'ancien qu'il remplaçait tout en ayant l'air de le respecter : et peu à peu les Césars accordaient les droits de citoyen romain aux habitans de toute l'Italie, à des peuples entiers. D'ailleurs, la situation n'était pas la même qu'en Grèce : l'immensité du nouvel empire faisait au Sénat, aux Césars une loi d'adopter une politique de séduction et de conciliation; et puis l'armature sociale pouvait résister à l'invasion d'élémens nouveaux, les fondre, les pétrir à l'image du conquérant. En général, les nouveaux Quirites se montrèrent dignes du titre de citoyens romains. Il convient aussi de noter que le patriotisme grec fut surtout, comme le patriotisme des petites républiques italiennes du Moyen Age, un patriotisme municipal, tandis qu'à Rome fleurissent les deux patriotismes, le patriotisme municipal et le patriotisme d'État, ce dernier devant naturellement s'adapter aux circonstances nouvelles, à l'évolution de l'État lui-même.

Le patriotisme municipal, un des principaux caractères de la vie des cités antiques, était, tant pour celles-ci que pour les particuliers, le plus fort stimulant à doter les villes, même au prix de grands sacrifices, de tous les établissemens d'utilité publique. « Le désir de paraître, remarque Friedländer, avec un air d'importance, de dignité et de splendeur, qui agissait alors si puissamment sur l'humanité, dominait les communes non moins que les individus, et, selon toute apparence, il les portait même, assez souvent, à faire des efforts dépassant leurs moyens de fortune. Ajoutez-y, dans les contrées grecques, la jalousie, cette ancienne maladie des Hellènes, dont toutes les villes étaient animées les unes contre les autres, avec la manie, qui en dérivait pour chacune, de chercher constamment à renchérir sur les autres. » Toutes les colonies romaines s'efforcent de présenter une image réduite de la capitale, et, ne réfléchissant pas assez que singer n'est pas imiter, traitent parfois leurs budgets comme la grenouille de la fable qui voulut ressembler au bœuf. Ainsi Ariminium a son Aventin, son Germalus et son Velabrum; il y a une région esquiline à Bénévent, une région palatine à Herculanum, un Vatican à

Lyon, à Mattiacum, etc. Tous les municipes possèdent thermes, théâtres, amphithéâtres, places publiques ornées de temples et de portiques, Capitoles bâtis sur une hauteur, presque toujours couronnés de temples consacrés à Jupiter, à Junon et à Minerve.

Le médecin Crinas consacre plusieurs millions de sesterces à Marseille, sa ville natale ; les deux frères Stertinius se ruinent en superbes monumens dont ils dotent la ville de Naples. Quadratus rajeunit la ville de Pergame, qui tombait de vétusté, Nicétès établit à Smyrne des rues spacieuses ; Damien joint le temple de Diane à la ville d'Éphèse au moyen d'une halle couverte de la longueur d'un stade (589 pieds), afin de permettre aux dévots de se rendre à ce temple même par la pluie. Le fameux Hérode Atticus (101-177) éclipse tous ses prédécesseurs par des dons magnifiques qu'il répand sur l'Attique, sa patrie, et sur toute la Grèce, comme s'il était né dans chacune des cités de l'Hellade.

Pour subvenir à tant de dépenses, les hommes et les femmes portés à des offices honorifiques, à des sacerdoces, aux dignités municipales, paient à la caisse municipale des droits d'entrée en charge, qui aident à combler les déficits des budgets locaux ; ainsi on verse 10 000 sesterces (2 718 fr. 75) pour l'admission au duumvirat de Pompéi, 4 000 sesterces pour l'office de prêtre flamine à Lambessa : mais la mode veut qu'à ce minimum de tarif s'ajoutent des accessoires, souvent plus coûteux que le principal, spectacles, repas offerts au peuple, monumens. Une patricienne, élue prêtresse flamine à vie dans une ville de Numidie, a promis 400 000 sesterces pour la construction d'un théâtre ; T. Flavius Justin, à Porto-Torrès (Sardaigne), paie 35 000 sesterces son élection, fait aménager à ses frais un bassin avec les conduites d'eau. Inscriptions sur les édifices dus à ces générosités que la foule ne se contentait pas d'espérer, qu'elle exigeait parfois, sièges d'honneur, couronnes civiques, statues, ces témoignages de la reconnaissance publique sont ardemment brigués par les citoyens aisés qu'anime le désir de porter leurs noms à la postérité. Les villes ayant reçu de Nerva la permission d'accepter des legs, l'usage de ces dons ne tarda pas à se généraliser, et beaucoup de testateurs imposèrent à leurs héritiers l'obligation de construire pour leur cité des thermes, un théâtre ou un stade. De dire maintenant que ces bienfaits étaient toujours purs de mobiles intéressés, que

l'amour du faste, l'ambition, le désir de dépasser le voisin, ne s'y mêlèrent jamais, ce serait une affirmation d'une psychologie bien enfantine ; mais les bonnes actions sont comme les sirènes, il ne faut voir ni les motifs des unes, ni la queue des autres. Ceci prouve du moins que les peuples modernes n'ont point innové en fait de patriotisme local.

A côté du patriotisme d'État et du patriotisme municipal, ne pourrait-on ranger celui des peuples primitifs, le patriotisme de la tente, de la tribu, auquel Voltaire fait allusion dans son *Essai sur les mœurs des Nations?* « Y a-t-il une plus belle réponse dans les *Grands Hommes de Plutarque* que celle de ce chef de Canadiens à qui une nation européenne proposait de lui céder son patrimoine : « Nous sommes nés sur cette terre, nos pères y sont ensevelis. Dirons-nous aux ossemens de nos pères : Levez-vous, et venez avec nous dans une terre étrangère ! » Et cette éloquence semble toute naturelle et véridique, même en ce XVIIIe siècle où les philosophes avaient imaginé le roman du sauvage paré de toutes les vertus, en opposition à l'Européen gangrené par la civilisation.

Quoi qu'on ait pu dire, le Sénat d'abord, les Césars ensuite, à travers bien des vicissitudes et quelques défaillances, ont façonné, agrandi, maintenu la patrie romaine pendant douze cents ans; ils ont assuré l'unité et la continuité dans la politique extérieure, ils eurent la plus claire, la plus grandiose notion de l'État.

Tu regere imperio populos, Romane, memento...

La paix romaine, une paix relative, comme toutes les institutions humaines, a été le fruit savoureux de l'unité politique, administrative, juridique, réalisée par tant de grands hommes qui s'appliquèrent à détruire les barrières entre les peuples, à niveler les races, les familles, à répandre en tous lieux l'uniformité des lumières et des idées sociales, à développer, suivant les besoins locaux, le commerce, l'agriculture, les arts industriels : quelques-uns même tentèrent la fusion des cultes, l'unité religieuse. L'orgueil d'appartenir à la portion civilisée de l'humanité éclate alors à tel point, qu'on vit de grandes provinces, en état de conflit avec l'Italie, continuer de se réclamer du *nom romain*, et frapper sur leurs monnaies le type de *Rome éternelle*, protes-

tant ainsi qu'elles n'entendaient point être confondues avec les pays barbares.

De cette habile politique des Césars, je retiendrai un témoignage entre mille. Constantin composa une prière que les soldats de tous les cultes pouvaient répéter, et qu'ils redisaient en chœur, les mains levées au ciel, le dimanche : « Nous te reconnaissons seul comme notre Dieu, nous t'honorons comme notre roi, nous t'invoquons comme notre appui. C'est à toi que nous devons d'avoir remporté des victoires et vaincu nos ennemis. Nous te remercions des succès que tu nous as donnés, et nous espérons que tu nous en accorderas d'autres. Nous te supplions pour notre empereur Constantin et ses très pieux enfans, et nous te demandons de nous le conserver sain et victorieux le plus longtemps possible. »

Païens et chrétiens rivalisent dans l'apologie et l'admiration sincère de la patrie romaine.

Ovide, dans les *Pontiques*, dira :

Nescio qua natale solum dulcedine captos
Ducit, et immemores non sinit esse sui

« Je ne sais quel charme possède le sol natal pour nous captiver, et nous empêcher de l'oublier jamais. »

Virgile soupire les tristes adieux des exilés :

Nos patriam fugimus, nos dulcia linquimus arva.

« Nous fuyons loin de notre patrie, nous quittons nos champs bien-aimés. »

Cicéron affirme noblement : « Il faut être économe pour soi et généreux pour l'État. »

Paul Orose célèbre l'union que Rome a formée entre les nations, union qu'il décore du nom nouveau de *Romania :* « En quelque lieu que j'aborde, quoique je n'y connaisse personne, je suis tranquille, je n'ai pas de violence à redouter; je suis un Romain parmi des Romains, un chrétien parmi des chrétiens, un homme parmi les hommes. La communauté de lois, de croyances, de nature, me protège; je retrouve partout une patrie. »

Un autre chrétien, le poète Prudence, rend hommage à ces bienfaits de l'unité romaine dont on sentit davantage le prix à mesure qu'on était menacé de la perdre : « Maintenant, on vit

dans tout l'univers comme s'il n'y avait plus que des citoyens de la même ville, des parens habitant ensemble la maison de famille. On vient des pays les plus éloignés, des rivages que la mer sépare, porter ses affaires aux mêmes tribunaux et se soumettre aux mêmes lois. Des gens étrangers entre eux par la naissance se rassemblent dans les mêmes lieux, attirés par le commerce et les arts, ils concluent des alliances et s'unissent par des mariages. C'est ainsi que le sang des uns et des autres se mèle, et que de tant de nations il s'est formé un seul peuple. »

De même Claudien félicite Rome d'avoir fait du genre humain un seul peuple.

Hæc est in gremio victos quæ sola recepit,
Humanumque genus communi nomine fovit.

Rutilius Numatianus constate que, par le bienfait de sa législation, Rome a fait de l'univers une seule ville, donné une patrie à tous les peuples.

Dumque offers victis proprii consortia juris,
Urbem fecisti quod prius orbis erat.

On peut très bien soutenir, avec Fustel de Coulanges et Gabriel Tarde, que l'invasion des Barbares n'a nullement infusé un sang nouveau à l'Europe décrépite, qu'elle n'a fait que comprimer et arrêter l'imagination civilisatrice pour mille ans : tout ce qu'il y eut de viable, parmi les vices de la corruption barbare superposés à la décomposition romaine, c'étaient les débris subsistans de Rome et le christianisme propagé grâce à Rome. La société chrétienne continuait la société romaine, et ce monde civilisé du ve siècle périssait autant par ses vertus que par ses vices. « Rome, dit Gaston Boissier, ne se souvint plus de l'art de vaincre, mais elle n'oublia jamais l'art de gouverner. » Et cette maxime, que le hasard fait mieux nos affaires que nous-mêmes, est vraie souvent pour les individus, rarement pour les peuples.

La patrie, étant une religion, est aussi une passion ; au fond, l'humanité n'obéit qu'à ses passions et à ses rêves, les seuls orateurs qui persuadent toujours. Et la patrie apparaît encore comme un pont jeté entre le fini et l'infini, comme une harmonie entre le monde divin et le monde réel, comme une communion dans le passé, le présent et l'avenir.

Il n'y a point de patrie complète sans une longue histoire, et, comme dit Lamartine :

C'est la cendre des morts qui créa la patrie.

Et ne sont-ce pas les morts qui parlent en notre héroïque jeunesse, lorsqu'elle prodigue son sang pour sauver la France et lui rendre les provinces arrachées en 1871 ? Ne crée-t-elle pas ainsi de nouvelles valeurs spiritualistes en dignité, en courage, en vertu? N'accroît-elle pas l'héritage du génie français, de ce génie d'un caractère si universel, qu'il semble de tous les temps, et qu'en lui palpite l'âme rayonnante de la civilisation? C'est surtout grâce aux ancêtres qu'une nation peut croire à sa pérennité, croyance nécessaire pour assurer sa durée, son progrès, sa force : ajoutons-y les souvenirs de gloire, de souffrances endurées ensemble, tout un faisceau de conquêtes morales et matérielles, sol, habitudes, aspirations, légendes, lettres, arts et sciences, joies, fêtes et deuils, éducation, race unique ou races diverses soudées, fondues par le temps d'une manière aussi inséparable que les substances jetées dans la chaudière magique des sorcières de Macbeth ; — enfin, cette *musique du sang* dont parle un poète espagnol.

Et, si l'amour de la patrie est fait de l'oubli de tout ce qui divise, il jaillit aussi du souvenir tenace de tout ce qui rapproche aux heures fatidiques où se joue le destin d'un peuple. « Nous ne sommes pas des individus juxtaposés, qu'on peut séparer comme des branches d'un polypier de corail. » Nous demeurons rivés les uns aux autres, comme ces Gaulois qui s'attachaient par des chaînes de fer, pour périr ou vaincre ensemble. Un de nos plus profonds poètes, Sully Prudhomme, l'a dit avec force :

Viens, ne marche pas seul dans un jaloux sentier,
Mais suis les grands chemins que l'humanité foule ;
Les hommes ne sont forts, bons et justes, qu'en foule ;
Ils s'achèvent ensemble, aucun d'eux n'est entier,
Malgré toi tous les morts t'ont fait leur héritier ;
La patrie a jeté le plus fier dans son moule...
Elle est la terre en nous, malgré nous incarnée
Par l'immémorial et sévère hyménée
D'une race et d'un champ qui se sont faits tous deux.

J'ai nommé les légendes ; elles jouent leur rôle dans la for-

mation et le maintien de l'idée de patrie : elles y représentent la tradition poétique, la foi, toujours si puissantes sur les âmes; elles frôlent l'histoire, créent parfois des personnages imaginaires, vrais cependant de cette vérité qui se dégage d'une situation, explique une foule de sentimens confus et tendres, d'autant plus chers aux foules qu'ils reflètent leurs habitudes, leurs désirs, leurs rêveries. Il n'est pas sûr que Guillaume Tell ait existé; force historiettes romaines, passées au crible d'une sévère critique, ont été reconnues mensongères, et, pour chaque peuple, mille traditions charmantes ne résistent guère à l'analyse; cependant on les répète, on les répétera toujours, et celles qui parfument l'idée de patrie resteront parmi les plus accréditées, en dépit des savans trop sceptiques. Filles de l'illusion, cette magicienne qui transforme les cailloux en diamans et agrandit à l'infini le champ de la pensée, elles s'enroulent gracieusement, comme un lierre mystique, autour des âmes primitives, à l'aurore des civilisations qu'elles accompagnent jusqu'à leur apogée. Pour qu'elles naissent et grandissent, nature et imagination ont en quelque sorte conspiré : une molécule de vérité, une large part de fantaisie, la rêverie intime des humbles brodant ses arabesques sur un canevas solide, leurs aspirations poétiques se condensant en mythes singuliers, pour satisfaire ce goût du merveilleux qui est en nous, et entr'ouvrir la porte du monde divin. Chose admirable, notre épopée patriotique de 1914-1915 devient tellement sublime et immense, que dans quelques siècles nos descendans seront tentés de ranger parmi les pures légendes les vérités les plus certaines.

Il semble tout à fait inexact de prétendre que le patriotisme ancien ait eu pour champ d'action un territoire restreint; l'exemple de Rome prouve le contraire. Et aujourd'hui, le patriotisme n'embrasse pas seulement de vastes nations groupées sous la forme d'États : n'est-il pas aussi le levier moral de moyennes ou de petites nations telles que la Belgique, la Hollande, la Suisse, les Balkaniques. Mais il est vrai que le patriotisme des anciens se confondait habituellement avec la religion, absorbait l'individualité et le foyer, impliquant la haine de l'étranger, demeurant un privilège réservé à une élite; tandis qu'aujourd'hui il a perdu, totalement ou partiellement, ces caractères.

Ceci fait mieux comprendre la portée de certaines défini-

tions, qui, à des titres divers, valent qu'on les reproduise, et éclairent le sujet.

Chateaubriand voit avant tout dans l'amour de la patrie un instinct mis au cœur des hommes par la Providence, afin qu'ils restent parqués dans les pays qu'elle leur a assignés, et ne soient pas tentés de se ruer vers les climats tempérés, au risque de laisser désert le reste du monde. D'après cette théorie, la patrie ne serait guère qu'un accident de l'instinct et une sorte de caprice de la Providence. Mais comment concilier cette explication poétique avec les nombreuses invasions des peuples du Nord dans le Midi? Il est vrai que Chateaubriand ajoute : « Nous sommes attachés au sol natal, peut-être par le sourire d'une mère, d'un père, d'une sœur... » Oui, et par bien d'autres liens. Et enfin il affirme que le patriotisme perd en force à mesure qu'il gagne en étendue : l'histoire de France, d'Angleterre, de Russie, des États-Unis, nous présente de tout autres enseignemens. Cependant il y a là une part de vrai : en général, l'homme n'aime bien que ce qui est près; de là le goût des petites patries. « Revenez, écrivait une femme à son ami; si j'avais pu aimer un absent, j'aurais aimé Dieu. »

« On se doit à sa patrie sous tous les gouvernemens qu'elle accepte ou qu'elle se donne. » Maréchal Bugeaud.

« L'amour, voilà le vrai principe; l'amour, c'est-à-dire l'unité acceptée, voulue, consacrée par des souffrances communes et des dévouemens réciproques, l'unité cimentée par le sang et les larmes des générations, voilà la patrie. Elle n'est pas ailleurs. »
E. Caro.

« La patrie, est un composé de corps et d'âme; l'âme, ce sont les souvenirs, les usages, les légendes, les malheurs, les espérances, les regrets communs; le corps, c'est le sol, la race, la langue, les montagnes, les fleuves, les productions caractéristiques... Une communauté d'hommes qui, ayant accompli de grandes choses ensemble, veulent ensemble en accomplir encore. » Ernest Renan.

« Nous portons en nous-même comme une image vaste et détaillée de toute la France dans l'espace et dans le temps, de sa terre, de ses campagnes, de ses fleuves, de ses villes; de son

esprit et de ses mœurs; de la suite de ses grands hommes, de ses grands livres, de ses grandes actions; une image géographique et morale de la patrie; image si inséparablement liée à notre intelligence et à notre cœur, que l'idée de sa diminution ou de sa déchirure nous est douloureuse et même insupportable. »

JULES LEMAÎTRE.

La patrie est le domaine matériel et immatériel, acquis et transmis par les ancêtres; la nation en est le propriétaire, l'État n'en est et n'en doit être que le régisseur.

PAUL DÉROULÈDE.

Certains auteurs distinguent deux sortes de patriotisme : le patriotisme physique, un amour presque physiologique, local, instinctif, matériel, amour de chair et d'os, ayant des racines dans notre cœur, sinon dans notre raison, fait avant tout d'habitudes personnelles ou séculaires; un amour moral, basé sur le droit, la justice, sur la religion dans la cité antique, d'une essence plus noble que l'autre, créant aussi des devoirs plus rigoureux, plus étendus. C'est en ce sens, j'imagine, que Cicéron écrit : « Caton et tous les citoyens des villes municipales ont deux patries, une naturelle et une politique; par exemple, Caton était né à Tusculum, et il reçut le droit de cité romaine... Ainsi, nous regardons comme notre patrie, et le lieu qui nous a vus naître, et celui qui nous a adoptés; mais celle-là a des droits plus puissans à notre affection, qui, sous le nom de république, forme la grande patrie; c'est pour cette patrie que nous devons mourir, à elle que nous devons entièrement nous dévouer, et faire en quelque sorte l'hommage et le sacrifice de tout ce que nous sommes. Mais la patrie qui nous a donné le jour n'en reste pas moins presque aussi chère; aussi je ne renierai jamais Arpinum pour ma patrie; mais Rome sera toujours ma patrie par excellence, puisqu'elle contient l'autre. » Voilà, en somme, très bien établie, la distinction des deux patries, la grande et la petite.

Fondement mystique, fondement historique, fondement naturel, telles sont les bases inébranlables de l'idée de patrie : et, par fondement naturel, j'entends les conditions nécessaires à la mise en valeur de l'individu par lui-même, la tyrannie impérieuse du pain quotidien, de la famille, de l'État constitué de telle sorte qu'il garantisse à chacun de ses membres un mini-

mum de sécurité et de bien-être. Ainsi l'intérêt bien entendu, l'intérêt, « ce bon soldat, » comme dit Shakspeare, joue ici son rôle légitime, et l'on peut soutenir sans paradoxe qu'à ce point de vue positif, une patrie, une nation est une sorte de grande société d'assurance mutuelle. Il y a là quelque chose qui rappelle un peu les contrats innomés du droit romain : je donne pour que tu donnes, je donne pour que tu fasses. La patrie dit au citoyen : « Je te donne le sol, l'air natal assaini par les travaux de plusieurs générations, la douceur de vivre dans une atmosphère de bien-être, de charité, de paix, de bienveillance, les droits civils et politiques, la possibilité de gagner ta vie, de vendre, de négocier, d'hériter des tiens, de tes amis, de créer des livres, des œuvres d'art, des produits industriels et agricoles, de jouir en un mot de tout le capital idéaliste et matériel accumulé depuis des siècles. » Le citoyen répond : « Et moi, j'obéirai aux lois, je te paierai l'impôt d'argent, pour participer selon mes ressources et tes besoins aux dépenses d'intérêt général ou municipal; je te paierai l'impôt du sang, je ferai partie de l'armée qui te personnifie, pour te protéger contre tes ennemis et défendre ton honneur qui est aussi le mien. »

Oui, une patrie est une histoire, une tradition, en même temps qu'un *devenir*, et notre histoire a beaucoup contribué à nous faire ce que nous sommes. « Grecs de Marseille ou d'Arles, Gaulois de l'ancienne Gaule, Romains de Nîmes ou de Narbonne, Flamands de Dunkerque et Basques de Bayonne, Celtes de Bretagne ou des monts d'Auvergne, l'histoire, en nous faisant les ouvriers de la même œuvre, a fait de nous la race française. Grâce à notre histoire, grâce aux épreuves subies en commun..., grâce aux exemples et aux leçons de quelques grands hommes, s'il y a dans le monde, pour user d'un mot à la mode, une patrie qui soit vraiment un organisme, je veux dire quelque chose de merveilleusement divers, d'harmonieusement complexe, et cependant de vraiment vivant, qui ne soit pas une abstraction, mais une réalité, mais un être, mais une personne, c'est la patrie française. Quelque partie qu'on en mutile, quelque lambeau qu'on en arrache, le temps a beau passer, la blessure saigne toujours. Depuis huit ou neuf cents ans, les mêmes mobiles généreux, les mêmes passions nous ont guidés; nous les avons dans le sang, elles nous exposeront

demain aux mêmes dangers que jadis, à moins qu'elles ne nous procurent la même gloire : et c'est en cela, c'est pour cela que nous sommes les Français et la France. »

Ainsi, un peuple est grand en raison directe des sacrifices qu'il fait à l'idée de patrie, en raison directe de la certitude qu'il a de son éternité. La raison de la patrie a des raisons que la la raison individuelle ne connaît guère; celle-ci conseille l'égoïsme, commande de s'affranchir du malheur ou du deuil public. Le miracle de la patrie consiste à faire taire cet égoïsme chétif, à donner au citoyen la vision du passé et d'un avenir radieux pour ses fils : c'est pourquoi le patriotisme demeure la première vertu de l'homme civilisé :

Est Deus in nobis, agitante calescimus illo.

Est-ce à dire que l'idée de patrie ne comporte pas à son tour quelques abus? Il ne servirait de rien de dissimuler que la grandeur d'un peuple s'accomplit souvent aux dépens de ses voisins. Il y a des peuples de proie que l'orgueil patriotique conduit aux pires excès, des peuples détrousseurs qui, avec Hegel, voient dans l'État la raison d'être de l'individu, considèrent les traités comme des chiffons de papier, et prennent pour modèle cette maxime de Machiavel : « Quand il s'agit de la patrie, il ne doit être tenu aucun compte ni de justice, ni de pitié, ni de cruauté, ni de louanges ni d'opprobre; mais, laissant de côté toute préoccupation, il faut que la patrie soit sauvée, avec gloire, ou avec ignominie. »

Faut-il ajouter foi à la théorie de Hobbes, désespérer de voir les peuples, les classes sociales s'entendre, dans quelques siècles, non plus pour détruire, mais pour édifier? Victor Cousin a-t-il rêvé pour l'éternité, quand il a affirmé que toute guerre européenne est une guerre civile, Pasteur quand il a prophétisé que l'avenir appartiendra aux nations qui auront le plus fait en faveur de l'humanité souffrante?

Dans un style presque biblique, Joseph de Maistre, continuateur de Hobbes, précurseur de Darwin, formule cette redoutable loi de haine qui jusqu'ici a disputé l'empire du monde à la loi d'amour : « N'entendez-vous pas la terre qui crie et demande du sang? Le sang des animaux ne lui suffit pas, ni même celui des coupables versé par le glaive des lois... La terre n'a pas crié en vain; la guerre s'allume. L'homme, saisi tout

à coup d'une fureur divine, étrangère à la haine et à la colère, s'avance sur le champ de bataille sans savoir ce qu'il veut, ni même ce qu'il fait... Ainsi s'accomplit sans cesse, depuis le ciron jusqu'à l'homme, la grande loi de la destruction des êtres vivans. »

N'en déplaise à Machiavel et à J. de Maistre, cette doctrine quelque peu barbare aurait besoin de nombreux correctifs. N'a-t-elle pas causé plus d'une fois des catastrophes à ses sectateurs rigoristes, et, malgré tant d'égaremens, les nations modernes ne s'acheminent-elles pas lentement, très lentement, vers un idéal supérieur de justice et de civilisation? L'opinion publique universelle n'a-t-elle pas fait réaliser quelques progrès au droit des gens? Et si la force a ses douloureux entraînemens, si toute patrie considérable n'a pu se former que par les alluvions de la conquête, quelques-unes du moins, — la nôtre est de ce nombre, — ont su garder la mesure, protester par d'ardentes sympathies, même par les armes, en faveur des patries opprimées. Les sceptiques disent volontiers que l'heure de la réparation ne sonne jamais pour les peuples : c'est qu'ils ne regardent pas assez longtemps. Certes l'idée de patrie se concentre naturellement dans un idéal d'ambition et d'orgueil, d'où procèdent à leur tour des prétentions, tantôt légitimes et tantôt injustes. Et il semble presque impossible de contenir le patriotisme d'un peuple dans les limites de la défensive, de l'empêcher de passer à l'offensive, quand il se sent menacé, encerclé par d'autres peuples qui l'ont diminué dans son territoire ou dans son prestige. Une nation n'est pas seulement un vaisseau mystique qui a ses ancres dans le ciel; elle est toujours une création militaire, établie, développée, soutenue par l'épée; ses hommes d'État ne sauraient trop méditer la leçon de politique conquérante, que le comte d'Aranda, qui au XVIIIe siècle fut premier ministre en Espagne et ambassadeur à Paris, formulait spirituellement pour le comte Louis de Ségur : « Regardez cette carte; vous y trouvez tous les États européens, grands et petits, quelles que soient leur étendue, leurs dimensions. Examinez bien : vous verrez qu'aucun de ces pays ne vous présente une enceinte bien régulière, un carré complet, un parallélogramme exact, un cercle parfait. On y remarque toujours quelques saillies, quelques renfoncemens, quelques brèches, quelques échancrures. Vous sentez bien à présent que toutes ces Puissances veulent conser-

ver leurs saillies, remplir leurs échancrures, s'arrondir enfin selon l'occasion. Eh bien ! mon cher, une leçon suffit, car voilà toute la politique. »

Une autre leçon, une leçon à l'usage des peuples qui pratiquent la politique des mains tendues et des bras ouverts, nous vient d'un conte des *Mille et une Nuits*. Le pêcheur trop curieux débouche la bouteille d'où sort un géant haut de cent coudées, un autre Polyphème, prêt à dévorer l'imprudent. Celui-ci d'abord a grand'peur, mais il se ressaisit et cherche à faire rentrer le démon dans sa prison par des paroles adroites : « Es-tu réellement sorti d'une si mince fiole ? » Et l'autre l'affirmant, le pêcheur dit qu'il ne le croira pas s'il ne le voit pas ; et quand le géant a exécuté ce merveilleux tour, le pêcheur s'empresse de refermer hermétiquement la bouteille avec un bon bouchon. » Nations et pêcheurs ne sauraient trop se méfier de certains récipiens et de certains sourires.

Or donc, la politique étrangère sort de l'idée de patrie, comme la fleur s'élance de sa tige ; tant vaut l'amour de la patrie, tant vaut une nation, et l'étude de l'histoire nous enseigne que l'athéisme envers la patrie a toujours été le prélude de la décadence. J'admets que toute passion est, par essence, immodérée, volontiers même tyrannique, qu'un peuple enivré de patriotisme a autant de peine à dominer sa tentation qu'un homme possédé par un brûlant amour ; mais, d'autre part, la modération, qui pactise avec les circonstances, n'a jamais sauvé une patrie, et le premier devoir d'un peuple ne consiste-t-il pas à vivre, à remplir tout son mérite, toute sa destinée, à faire son bonheur, à continuer l'œuvre des aïeux ? Que son patriotisme semble parfois de l'égoïsme sublimisé, *un égoïsme sacré*, comme dit M. Salandra, rien de plus certain ; cet égoïsme-là prend aussi les proportions d'une superbe vertu, dépasse de mille coudées celui de l'individu. Et qu'est-ce que l'individualisme, sinon le masque élégant de l'égoïsme qui déifie son moi, modèle son attitude sur la maxime de Pacuvius : *ubi bene, ibi patria : là où l'on jouit, là est la patrie*, et sur celle de ce poltron d'Horace :

Omne solum forti patria est, ut piscibus æquor.

Comme si l'homme était un bœuf à l'étable ou un poisson, comme si l'humanité n'était pas tout d'abord un temple, une

prière, un idéal! Comme s'il ne fallait pas professer le contraire de ces beaux esprits! *Ubi patria, ibi bene;* là où est la patrie, là seulement la vie vaut la peine d'être vécue.

Les conflits entre l'intérêt, la grandeur d'un pays et l'équité absolue, soulèvent des problèmes très délicats, devant lesquels l'esprit le plus juste peut parfois chanceler, et se sentir en quelque sorte écartelé à deux infinis. Aussi bien il y a des guerres justes, des guerres nécessaires, comme il y a des guerres injustes, et la guerre sera toujours le pourquoi de l'homme et le secret de Dieu. Vauban ne conseillait-il pas à Louis XIV de faire *son pré carré*, d'éviter *les guerres de magnificence?* Souhaitons du moins que dans l'avenir les peuples emploient le minimum de violence pour obtenir le maximum de justes résultats, que, pareils à Cavour, leurs *cochers* aient tout de l'homme d'État, la prudence et même l'imprudence, s'efforcent de mettre d'accord le droit universel et l'intérêt national.

Je m'étonne de n'avoir pas lu souvent, dans les livres et les journaux allemands, le discours du philosophe Carnéade voulant mettre aux prises la sagesse et la justice, faire ressortir la fatalité de ces antinomies qui consternent la conscience humaine. Sa thèse consiste à soutenir que, si on est sage on n'est pas juste, si on est juste on n'est pas sage : « Quel est l'État assez aveugle pour ne pas préférer l'injustice qui le fait régner à la justice qui le rendrait esclave?... Voyez Alexandre; ce grand capitaine aurait-il pu étendre son empire sur toute l'Asie s'il avait respecté le bien d'autrui? Et vous-mêmes, Romains, si vous êtes devenus les maîtres du monde, est-ce par votre justice ou par votre politique, vous qui étiez d'abord le moindre de tous les peuples? Sans doute, ce que vous avez fait est dans le noble intérêt de la patrie; mais qu'est-ce donc que l'intérêt de la patrie, sinon le dommage d'un autre peuple, c'est-à-dire l'extension du territoire par la violence? L'homme qui procure de tels avantages, qui, renversant des villes, exterminant les nations, a rempli d'argent le trésor public et enrichi ses concitoyens, cet homme est porté jusqu'aux cieux! »

Depuis Hegel, presque tous les docteurs germaniques s'ingénient à développer longuement, lourdement, sans la citer, la théorie de Carnéade.

On peut se demander comment, à la lueur des événemens de 1914-1915, les Allemands eussent été démasqués par Henri

Heine, le premier poète lyrique de l'Allemagne au XIXe siècle, *ce Prussien libéré* comme il s'appelait lui-même, qui, dès 1835, flagella si vertement ses compatriotes en mainte occasion. Voici comme il définit le patriotisme allemand et le patriotisme français :

« ... En France, le courage est civilisé et poli, et la loyauté porte des gants et vous tire le chapeau. En France, le patriotisme consiste dans l'amour pour le pays natal, parce qu'il est en même temps la patrie de la civilisation et du progrès de l'humanité... Le patriotisme du Français consiste en ce que son cœur s'échauffe, qu'il s'étend, qu'il s'élargit, qu'il enferme dans son amour non seulement ses plus proches, mais toute la France, tout le pays de la civilisation. Le patriotisme de l'Allemand, au contraire, consiste en ce que son cœur se rétrécit, qu'il se rapproche comme le cuir par la gelée, qu'il cesse d'être un citoyen du monde, un Européen, pour n'être plus qu'un étroit Allemand. Il consiste dans la haine contre la France, dans la haine contre la civilisation et le libéralisme. » N'est-il pas piquant de constater aussi que ce Nietzsche, qui fut si longtemps le philosophe préféré des étudians teutons, a écrit ces lignes, sévères pour son pays, flatteuses pour le nôtre? « Je ne crois qu'à la culture française, et tiens que tout ce qui, en dehors d'elle, se décore en Europe du nom de *culture* commet une méprise. De la culture allemande, inutile de parler... Si loin que s'étend l'Allemagne, elle étouffe la culture... Aujourd'hui encore (1888), la France est le siège de la culture la plus intellectuelle et la plus raffinée d'Europe, et comme la cour suprême du goût... Les Allemands manquent de doigté pour *nous* lire (Schopenhauer, Heine, moi); du reste, ils *n'ont pas de doigts, mais seulement des pattes...* »

Rameau détaché de l'empire romain, héritier de ses qualités, de ses défauts, de beaucoup de ses institutions politiques et administratives, l'empire byzantin ne mérite pas la condamnation sommaire prononcée par Montesquieu et tant d'autres écrivains. De nos jours, des historiens avertis, Henry Houssaye, Rambaud, MM. Schlumberger, Charles Diehl, etc., ont remis les choses au point. Avant de condamner Byzance, il faudrait se remémorer la Rome des Césars, tant de règnes de sang et de boue, selon le mot de Suétone, les rois barbares despotes, parjures, débauchés et assassins, les chefs valant moins encore

que les rois, tyrans sur leurs terres, brigands sur les grandes routes, les lois n'offrant aucune garantie dans leur application, *tous les excès de l'état sauvage combinés avec tous les vices d'une civilisation finissante.* « Ce qu'il faut dire, remarque Henry Houssaye, c'est que ce gouvernement si corrupteur, ce peuple si corrompu, cette administration si mauvaise, cette armée si misérable ont fait durer l'Empire pendant plus de neuf cents ans, qu'ils ont résisté à vingt peuples, retardé de longs siècles l'invasion des Turcs, donné le christianisme aux Slaves, la civilisation aux Arabes, et, à l'Occident, le trésor des lettres grecques. » Et pourquoi tant de mérites? Parce que Justinien et son épouse, la basilissa Théodora, Héraclius, Manuel Comnène, Jean Tzimiscès, Nicéphore Phocas, Basile II, Constantin XIII, beaucoup de basileis, de généraux, de ministres byzantins eurent le sens de l'État, le sens de l'Empire, de ce que nous nommons aujourd'hui la patrie, et se dévouèrent fortement « à la consécration de l'harmonie impériale. » Multiplier les fondations de villes, renouveler partout les fortifications des cités, élever d'espace en espace des citadelles, protéger les frontières par des lignes continues de retranchemens, donner aux nouvelles et aux anciennes provinces la paix et la tranquillité, voilà leur premier soin. Par l'unité de la religion et de la langue, par sa législation, ses tribunaux, ses routes, ses relais de poste, ses hôpitaux, ses arts, son industrie, son commerce, l'absence de castes et de fiefs, dans les premiers siècles du moins, — une aristocratie féodale finit par se constituer, — par l'égalité et la liberté civile, par sa faculté d'assimiler les élémens les plus hétérogènes, slaves, thraces, italiens, arméniens, arabes, caucasiens, l'Empire donne en même temps la sensation d'un État fortement constitué, très supérieur au monde barbare qui l'encercle. Ses chefs, dans l'ensemble, ont bien mérité de l'humanité, de leur pays. Remarquons encore, avec Alfred Rambaud, que Byzance reçoit les étrangers incultes, sauvages et les rend à la civilisation impériale lettrés, savans théologiens, habiles administrateurs, fonctionnaires déliés. « A la fois langue administrative, langue d'église, langue littéraire, le grec avait un faux air de langue nationale... La religion, par ailleurs, faisait à l'État un faux air de nationalité. » Non seulement un faux air, mais, avec les autres facteurs, les caractères réels d'une patrie. Pendant son long règne,

Basile II bataille presque continuellement, contre les Bulgares, contre les Égyptiens, les Russes, les Longobards, les Arméniens, les Arabes, parfois aussi contre ses propres généraux révoltés et désireux de le remplacer. Pour parler comme son historiographe Psellus, il dirigea le navire de l'État, non d'après des lois écrites, mais d'après les lois instinctives de sa propre nature, si forte et si bien constituée, gouvernant et administrant entièrement par lui-même, ne tenant nul compte des intelligences cultivées qui pouvaient l'entourer, impérieux, obstiné, prompt à la colère : après avoir été un viveur dans sa prime jeunesse, il devient soudain une sorte d'ascète couronné, s'abstient de tout confort, mène la vie la plus frugale, ne porte sur lui aucun ornement, rien que des vêtemens de couleur sombre, n'est plus absorbé que par la seule pensée de son autorité et du bien de l'Empire : on dirait d'un Louis XI avant la lettre. Et il régna cinquante ans, phénomène assez rare chez un peuple qui, de 395 à 1453, n'eut pas moins de cent sept souverains : trente-quatre meurent dans leur lit, huit à la guerre, et pour le reste on compte soixante-cinq révolutions de caserne ou de palais, soixante-cinq abdications ou morts violentes. Constantin XIII, vaincu enfin après avoir quatre fois repoussé l'assaut des Turcs, s'écrie quelques instans avant d'être frappé d'un coup de cimeterre : « La ville est prise, et je vis encore ! »

L'espace me manque pour analyser les diverses incarnations du patriotisme dans les civilisations antérieures à la Grèce et à Rome, Mèdes, Assyriens, Perses, Égyptiens, Chinois, Hindous; en étudiant de près leur histoire, on constate, là aussi, que la puissance de ces peuples suivit l'évolution de leurs sentimens envers l'État et le Monarque, représentans de l'idée de patrie chez eux.

Rappelons la remarque de Bossuet : « Une des choses qu'on imprimait le plus dans l'esprit des Égyptiens était l'estime et l'amour de leur patrie. » Race bien cimentée, territoire compact, assez étendu, fertile et défendable, gouvernemens établis sur des bases solides, religion et droit, civilisation, langue, art, originaux, ces conditions d'une patrie se trouvaient réunies en ce pays. Le patriotisme égyptien valut à ce peuple de longs siècles de prospérité et de puissance.

Les Hébreux se présentent comme les représentans d'un

patriotisme concentré et quasi mystique. « Jamais, peut-être, dit M. Louis Legrand, association d'hommes ne composa un faisceau aussi tenace. Tout est ici réuni : une consanguinité sans mélange, une seule loi, un seul temple, une littérature sacrée. Les Juifs sont *le peuple de Dieu*, d'un Dieu qui, en quelque sorte, leur appartient en toute propriété. » Renan a conté magnifiquement leur fidélité à l'idée nationale, leur haine séculaire des voisins idolâtres, leur résistance farouche à l'empire romain lui-même, le phénomène étonnant d'une race éparse depuis plus de dix-huit cents ans au milieu des nations, s'y mêlant et ne s'y confondant point, concevant sa patrie en esprit pur, la construisant avec le temps et l'infini.

En Chine, le respect de la tradition produisit un effet contraire à celui qu'il eut en Grèce, à Rome; loin de stimuler le patriotisme, il contribuait à l'énerver et à paralyser sa puissance d'expansion. Parce qu'il a méconnu les vertus militaires, consacré la prédominance des lettrés, des mandarins, sur l'armée, gardienne de la patrie, et tout sacrifié aux œuvres de la paix, le Chinois est aujourd'hui l'homme malade de l'Extrême-Orient; pour employer le jargon philosophique, il expie durement la faute d'avoir subordonné l'impératif catégorique aux impératifs hypothétiques, écouté les sophistes, ces pernicieux travailleurs de la langue, ces pestes des patries, oublié cette vérité si simple : honorer le courage, c'est le créer.

Et voici un exemple, en sens contraire, non moins décisif, de la puissance magique qui se dégage du sens de la patrie : un vieux peuple d'Extrême-Orient, rajeuni par sa révolution ou plutôt son évolution de 1868, par l'emprunt de la civilisation représentative et matérielle de l'Europe, s'imposant à l'estime et à l'admiration de celle-ci pour son patriotisme exalté et organisé, le culte de l'honneur et du sacrifice, le *Bushido* comme on dit là-bas. Les Japonais savent que les peuples et les hommes se mesurent à leur idéal : ils ont une commune pensée, regardent l'armée comme la nation ramassée et debout pour assurer sa propre durée, professent que le mépris du danger demeure le principe de la force morale, que la vie est un accident que la mort répare, qu'on revit dans ses ancêtres et dans ses enfans.

VICTOR DU BLED.

LA SITUATION NAVALE

COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE

Le dixième mois de cette grande guerre est fini. Un été nouveau commence sur les champs ensanglantés, sur des mers qui ont enseveli déjà tant de cadavres... Où en sommes-nous? Où allons-nous? Telles sont les questions qui se posent devant les esprits attentifs. Un marin, semble-t-il, n'y devrait répondre qu'en se cantonnant strictement dans sa spécialité. Cela n'est pas possible. Dans un conflit aussi vaste, aussi compliqué que celui-ci et qui met en jeu par une contrainte également puissante tous les ressorts de l'organisation nationale, on ne peut, quand on se recueille pour réfléchir sur l'ensemble de la situation, à un moment donné, séparer ceci de cela, ni l'action militaire de l'action politique, ni l'effort extérieur de l'effort intérieur, ni surtout les opérations navales des opérations continentales, auxquelles elles se rattachent par les liens d'une étroite solidarité.

Qu'on me pardonne donc si, au cours de cette brève étude et pour mieux expliquer ce qui se passe, — ou ce qui pourrait se passer, — sur mer, je me trouve conduit à exprimer une opinion discrète sur ce qui se passe à terre; si même, empiétant sur le domaine très réservé de la politique étrangère, je me hasarde à montrer de quel poids pèserait dans la balance la puissance navale, si elle pouvait s'employer à fermer exactement, inexorablement, toutes les avenues par où viennent encore à l'Allemagne

et ses vivres et ses matières premières, en même temps qu'à ouvrir aux armées des alliés de nouvelles voies, les seules peut-être qui puissent nous conduire jusqu'au cœur du puissant empire germanique.

Ce qui frappait le plus l'opinion publique, il y a quelques jours, c'était une sorte d'atonie générale dans les opérations militaires conduites, aussi bien sur terre que sur mer, par les alliés Anglais et Français. C'était ensuite comme un défaut de concordance, d'entente, avec les opérations du troisième allié, le Russe, dont l'activité stratégique et tactique se dément d'autant moins qu'il est vivement pressé par l'adversaire commun. C'était enfin, en ce qui touche plus particulièrement les opérations maritimes, la fâcheuse constatation que les Austro-Allemands, les Allemands surtout, conservent l'initiative qu'ils se sont acquise dès le mois d'octobre et qu'en fin de compte, étant les plus faibles, *ils nous imposent leur méthode de guerre*, à nous les plus forts.

Il s'en faut que tout soit justifié dans les réflexions que l'on entend faire, dans les cercles les mieux informés, sur ces sujets délicats. Au reste les esprits les plus enclins à la critique reconnaissent que si le tableau a des ombres, il a aussi d'éclatantes couleurs; qu'en définitive nos affaires ne sont aucunement compromises, que notre offensive s'accentue et que, si l'époque de la victoire définitive ne semble pas s'être rapprochée, la certitude du succès final, et d'un succès absolument décisif pour les destinées de l'Europe civilisée, reste entière, hors de conteste, absolue.

Mais le succès, il ne suffit pas d'y croire avec la foi du charbonnier, ni même de le *vouloir*, comme on le dit souvent et un peu puérilement, car qui donc pourrait ne pas le vouloir?... Il faut aussi le mériter, il faut le forcer, pour parler net. Et ce n'est pas, certes, en nous battant mieux sur les fronts de l'Artois, de l'Argonne, de l'Alsace, sur les rudes collines jaunes de Gallipoli et sur les flots bleus des Dardanelles, — que pourrait-on faire de plus que ce que font ces hommes admirables à qui le haineux et méprisant adversaire ne sait plus ménager ses éloges? — Non, il faut le forcer en tendant sans relâche toutes nos facultés d'invention et d'imagination comme il apparaît bien que les tendent nos ennemis; en mettant en jeu toutes nos ressources d'esprit et toutes nos ressources maté-

rielles, pour créer rapidement des moyens d'action nouveaux et en perfectionner d'anciens encore utilisables, pour produire beaucoup plus vite les armes et engins dont l'efficacité nous est déjà connue, pour faire descendre au plus tôt des chantiers navals les unités légères dont on avait imprudemment arrêté la construction et dont le besoin se fait si vivement sentir.

Il faut le forcer encore en opérant, sans marchander, au sein de notre organisme intérieur, militaire, politique, social, les changemens que tout le monde sent indispensables, — mettre chacun à sa place, quand de si grands intérêts en dépendent, est-ce donc si difficile! — et les réformes pratiques que l'expérience de dix mois de guerre révèlent urgentes, sans négliger de descendre jusqu'aux questions d'alimentation quotidienne qui, si l'on n'y prend garde, vont prendre un acuité fâcheuse...

Il faut forcer enfin le succès, même après l'entrée si heureuse de l'Italie dans la lice, en attirant d'autres concours qui hésitent encore, mais qui nous viendront décidément quand les gouvernemens alliés, pris dans leur ensemble, sauront y attacher les rémunérations convenables.

Mais ce sont là des généralités. Un examen détaillé des dernières opérations sur les divers théâtres de la guerre nous permettra sans doute d'établir quelques précisions.

*
* *

Voyons d'abord la Baltique.

On sait que la marine allemande y domine. Au moment où la guerre a éclaté, les chantiers de Pétrograd et de Reval portaient encore la plupart des unités de combat, des éclaireurs de tout rang et des sous-marins dont la construction résultait de l'ancien programme de 1909, complètement remanié en 1912. Il est clair que les plus grand efforts ont été faits pour hâter l'achèvement de ceux de ces navires dont l'état d'avancement était tel que l'on pouvait escompter ieur participation aux opérations du conflit actuel. Il n'est pas aisé de savoir où en est actuellement l'escadre russe et dans quelle mesure ont pu être renforcés ses quatre cuirassés un peu anciens, ses cinq croiseurs cuirassés (le sixième, la *Pallada*, fut torpillé l'automne dernier) et ses bâtimens légers, déjà nombreux, du reste. Mais ce qui est

certain, c'est que, l'effectif de ses unités fût-il doublé, cette escadre se trouverait encore très inférieure à la force navale que les Allemands peuvent faire passer et entretenir dans la Baltique, *du moment que la flotte anglaise ne bouge pas.* Il ne faudrait rien moins en effet que des opérations actives dans la mer du Nord et de sérieuses menaces contre le camp retranché maritime dont Helgoland est l'avancée, Cüxhaven le réduit et le canal de Kiel la dernière ligne de retraite, pour empêcher l'état-major naval de Berlin de renforcer en temps utile, par l'une des trois escadres de sa *flotte de haute mer,* les cinq *Wittelsbach* et les cuirassés refondus du type *Kaiser Friedrich III,* qui, à eux seuls, — avec, bien entendu, la proportion convenable de bâtimens légers, — balanceraient la force navale russe.

Cette combinaison d'efforts, évidemment si désirable, il ne semble pas qu'elle se soit déjà produite. La flotte allemande a pu s'emparer de Libau, qui va devenir un nouveau Zeebrügge, sans que ni l'escadre russe ait pu sortir de Reval ou, en tout cas, livrer bataille, ni que les « Home fleets » aient quitté pour une simple démonstration la belle base navale du Firth of Forth, où s'accumule depuis tant de mois le potentiel de leurs énergies. Notons, cependant, qu'un groupe de sous-marins russes, *avec lequel opérait un sous-marin anglais,* a pu donner quelques inquiétudes à la force navale allemande réunie devant l'ancien port de guerre de la Courlande. Le sous-marin anglais aurait même coulé un transport chargé de troupes et d'artillerie lourde, succès des plus honorables, qui provoque le regret que la marine britannique n'ait pas été en mesure de faire franchir le Sund à un plus grand nombre d'unités légères.

Quoi qu'il en soit, il est impossible, *en présence des faits et des résultats,* de se soustraire à l'impression que l'escadre russe de la Baltique est abandonnée à ses seules forces en face d'un adversaire plus puissant, très actif en tout cas et qui joue habilement, — mais en toute tranquillité, ce qui diminue son mérite, — du bénéfice de sa ligne de communications intérieure, le canal Kaiser-Wilhelm.

Cet isolement, dont les conséquences peuvent devenir graves, apparaît particulièrement regrettable au moment où certains incidens, en même temps que la tournure générale des événemens politiques et militaires, font apprécier par beaucoup d'esprits prévoyans le capital intérêt qu'il y aurait pour les

Alliés à se ménager les bonnes grâces effectives des Puissances scandinaves.

Il y a peu d'illusions à se faire sur le succès de la méthode de guerre désignée sous le nom d'*étouffement progressif*. Il a suffi, pour que les progrès de la vis de pression économique dont parlait, il y a six mois, l'ancien premier lord de l'Amirauté, fussent pratiquement arrêtés, que tout ce qui était absolument indispensable à l'Allemagne pour soutenir la lutte, — non sans gêne, ni souffrances, certes! — lui parvînt par les ports norvégiens placés au Nord du parallèle de Lerwick des Shetland, par les chemins de fer de la péninsule scandinave, par les ports suédois ou danois, enfin par la Baltique qui, je le répète, lui appartient sans contestation sérieuse.

Bergen, Trondhjem, Narwick, d'une part, Göteborg, Malmoë, Gjedser, Karlshamm, de l'autre, ne sont guère que des escales allemandes de transit, et il n'en coûte que quelques transbordemens, onéreux sans doute, pour que débarquent à Lübeck, à Warnemünde, à Stettin et à Danzig, denrées alimentaires de toute sorte, matières premières et matières ouvrées, objets fabriqués, équipemens, armes, munitions même, dont nos rusés ennemis reprochent aux Américains l'exclusif envoi en Angleterre.

Dans de telles conditions, il est vain d'espérer que l'on puisse réduire l'Allemagne à merci par la seule vertu d'un blocus aussi incomplet, car si l'on m'objecte que les navires neutres se dirigeant vers les ports de Norvège peuvent toujours être visités par les croiseurs anglais, qui les retiendront s'ils portent de la contrebande de guerre destinée à l'ennemi, je répondrai que la difficulté a été bientôt vaincue par l'Allemagne, grâce à la complicité de grandes maisons de commerce scandinaves. Quelques-unes de celles-ci n'ont-elles pas poussé l'audace jusqu'à s'entendre avec les croiseurs allemands de la Baltique pour faire capturer et envoyer à Stettin des cargaisons d'armes fabriquées en Suède ou en Danemark et fictivement destinées à un pays neutre?

De tels abus, contre lesquels les enquêtes des autorités compétentes resteront impuissantes, ne peuvent cesser que lorsque les gouvernemens intéressés auront nettement pris parti dans le conflit gigantesque soulevé par l'insatiable ambition des deux empires germaniques. Il faut bien se persuader que, dans

une telle lutte, nul ne peut rester simple spectateur, nul de ceux au moins qui, profitant de leur situation géographique, réalisent depuis de longs mois des gains considérables en se faisant les pourvoyeurs de l'une des parties belligérantes et, en tout état de cause, influent, volontairement ou non, sur la durée de la guerre, sinon sur ses résultats.

Ce n'est pas tout, et les intérêts de l'action exclusivement militaire des alliés seraient satisfaits autant que ceux de leur action économique, si l'ouverture d'un nouveau théâtre d'opérations, celui de la Baltique, leur permettait d'agir enfin, d'une manière directe, sur ce sol allemand qui n'a vu qu'un moment, un moment bien court, les fumées d'un camp ennemi. Je ne veux pas, dans cette étude que doit embrasser l'ensemble des opérations navales, traiter d'une manière particulière une question aussi importante que celle de l'expédition à laquelle je fais allusion. Aussi bien les timides s'écrieraient-ils sans doute que c'est assez déjà de celle que nous avons entreprise dans le Levant et qu'il convient d'y voir plus clair de ce côté-là avant de porter ses regards sur le Nord de l'Europe. Remettons à un peu plus tard la discussion de l'attaque à laquelle les Allemands, étonnés de notre immobilité, s'attendent depuis plusieurs mois déjà, puisque, dès la pointe du printemps, ils fortifiaient les positions qui couvrent, au Nord du Slesvig, cette très précieuse ligne de communications intérieure qu'est leur canal maritime. Je me borne à conclure, sur le point qui nous occupe, qu'aussi bien au point de vue militaire qu'au point de vue économique, il faut que l'encerclement, l'investissement soit complet d'un adversaire d'ailleurs si puissant encore, en tout cas si habile à profiter du moindre oubli, de la moindre défaillance des coalisés qui le pressent, de la moindre fissure du dispositif d'attaque auquel il a à faire face.

*
* *

Que dirai-je des opérations navales dans la mer du Nord, qui semblait devoir être le théâtre principal de la guerre maritime? Elles y sont nulles, absolument nulles. Les Allemands n'ont aucun intérêt, surtout dans la belle saison, qui se prête médiocrement aux coups de surprise, à renouveler avec ce qui

leur reste de croiseurs de combat les « raids » qui leur réussirent assez mal l'hiver dernier. Il ne faudrait cependant pas s'y fier. Leur « Lützow » s'achève, peut-être aussi l'un des deux « Ersatz Victoria Luisa » et « Ersatz Hertha (1), » tant la production des chantiers de Wilhelm'shaven, de Schichau, à Danzig, de Blohm et Voss, à Hambourg est poussée avec énergie. Il ne faut pas croire que de ces chantiers, — et de tant d'autres que je ne cite pas, — ne descendent aujourd'hui que des sous-marins... Du moins y achève-t-on les grandes constructions commencées.

Toujours est-il que, depuis tantôt six mois, on ne voit à noter pour la mer du Nord que des torpillages de cargoboats et surtout de chalutiers de Lowestoft, de Hull, de North Shields. Une mention toutefois aux bombardemens exécutés sur la côte des Flandres par une force navale anglo-française qui, tantôt inquiète l'aile droite de l'armée allemande sans parvenir à la chasser des Dunes, tantôt s'acharne à « détruire » les installations du port de Zeebrügge avec une constance égale à celle que les Allemands mettent à les reconstituer, une fois cessée la pluie des projectiles.

J'ai déjà dit mon sentiment sur l'impuissance des Alliés à venir à bout de ce dangereux « nid de guêpes. » J'espérai un moment, au commencement de la ruée allemande qui précéda notre actuelle offensive en Artois, que l'on frapperait un coup vigoureux sur Zeebrügge, à la fois pour en finir avec cette base des sous-marins et pour menacer sérieusement le dispositif d'attaque de l'ennemi, en arrière de son flanc droit et à peu de distance, en somme, du réseau de ses lignes de communications. Tout s'est borné à un nouvel et inutile bombardement.

Au cours de janvier, on se le rappelle peut-être, les Anglais avaient exécuté une intéressante opération sur le littoral allemand avec une flottille de bâtimens légers qui accompagnait un groupe d'hydravions. De sérieux résultats avaient été obtenus dans ce « raid » brillant. En tout cas, on avait pu repérer les principales dispositions de défense des Allemands à Cüxhaven et les emplacemens occupés par les divers élémens de la « flotte de haute mer. » Cette expédition, dont la hardiesse

(1) Croiseurs de combat de 28 000 tonnes construits *en remplacement* (« ersatz ») des anciens croiseurs protégés « Victoria Luisa » et « Hertha. »

avait vivement frappé nos ennemis n'a pas été renouvelée. On peut dire, à la vérité, qu'il n'y avait vraiment intérêt à poursuivre ces utiles reconnaissances que si on avait été décidé à leur donner une suite effective. On n'y était pas décidé. Quels résultats, pourtant, aurait donnés un système méthodique d'incursions de flottilles aériennes sur ces côtes du Hanovre et des duchés, sur la région même du canal maritime, sur Cüxhaven, Kiel, Lübeck, Hambourg, etc.! Or, il était aisé de procéder à cette organisation si on avait consenti, il y a quelques mois, à s'emparer, par un coup de main rapide et qui n'eût rencontré aucune résistance sérieuse, de l'île de Sylt, au Nord du long chapelet des îles Frisonnes du Slesvig. Aucune position n'était, à tous égards, aussi favorable à des entreprises de ce genre. Mais quoi! Il semble que tout ce littoral soit enchanté, qu'on le croie inaccessible partout, intangible, formidablement défendu et par la nature et par l'art des hommes. Or, il s'en faut bien qu'il en soit ainsi. Mais les Allemands ont réussi à le faire croire...

Le changement qui vient de se produire dans le ministère anglais aura-t-il sa répercussion sur la conduite des opérations maritimes? C'est encore une question. Dans son discours aux électeurs de Dundee, l'ancien premier lord de l'Amirauté a laissé entendre qu'une phase active allait succéder à une passivité énervante et dont tout souffre, l'opinion publique comme l'intérêt général des Puissances alliées : « Nous avons pris la mesure de notre adversaire, a dit M. Winston Churchill; maintenant, nous pouvons aller de l'avant... » Puissent M. Balfour et l'amiral sir Henry Bradwardine Jackson ratifier une promesse qui, déjà, relève les cœurs et enflamme les courages! Il serait désolant que l'on ne s'aperçût pas que, quels que soient les obstacles que les Allemands ont pu accumuler à l'embouchure de l'Elbe, l'attaque de cette position sera toujours — de par la nature des choses, et je ne m'attarde pas à le démontrer — plus facile, moins onéreuse que celle des Dardanelles que l'on entreprit, il y a cinq mois, d'un cœur si léger. Quant aux opérations dans la Baltique, une fois le Grand-Belt et son vestibule Sud, le Längeland Belt déblayés de leurs mines, avec l'aide certaine, quand on le voudra énérgiquement, des Danois, — et même sans leur aide! — ce ne serait qu'un jeu pour la puissante marine britannique.

Je ne dis rien ici de la situation de la Hollande. Englobé dans la zone de blocus effectif tracé par l'Angleterre, ce petit pays ne peut plus concourir d'une manière sensible à l'alimentation de l'Allemagne et au ravitaillement de ses industries. Rotterdam et Ymuiden-Amsterdam, ne sont plus des ports allemands. D'ailleurs, s'il pouvait y avoir un doute sur l'état de l'opinion dans les pays scandinaves, que les Allemands travaillent avec une ardeur inquiète, il n'en est pas sur les sentimens de la grande majorité des Hollandais à l'égard de leurs dangereux et impitoyables voisins. Les Allemands ont su faire ce qu'il fallait pour s'aliéner, là, non pas les cœurs qu'ils n'avaient jamais eus, ni les cerveaux, qui sont beaucoup plus différens des leurs qu'ils ne feignent de le croire, mais les intérêts, qui ne s'accommodent point du tout des audacieuses mesures dont ils menacent, après l'annexion de la Belgique, l'indépendance de la Hollande.

*
* *

Laissons de côté les torpillages du haut de la mer du Nord et du Sud de la mer d'Irlande ou de l'entrée de la Manche. A cette plaie vive, qui ne laisse pas d'être cuisante, on sait bien aujourd'hui qu'il n'y a qu'un seul remède efficace; c'est celui que je n'ai cessé de préconiser ici : une action conduite avec autant d'énergie que de méthode sur les bases allemandes, destruction complète pour les unes, barrage, fermeture hermétique et blocus étroit pour les autres. Pourtant, il convient de remarquer que les sous-marins allemands n'ont jamais compté de succès dans le Pas de Calais, alors que c'est là, en raison du capital intérêt de la sécurité des communications entre les deux rives du détroit, que leurs coups eussent été de beaucoup les plus sensibles. C'est que, dans ce passage étroit, les marines alliées ont pu accumuler les obstacles de toute nature, *fixes* et *mobiles :* barrages, mines, contre-torpilleurs, torpilleurs et sous-marins naviguant en surface (car c'est à ce rôle que sont réduits le plus souvent les nôtres, et je n'insiste pas sur un sujet particulièrement délicat). Malheureusement, ce qu'on a pu faire pour le Pas de Calais, il est clair qu'on ne pouvait même songer à l'entreprendre pour les vastes espaces de mer qui s'étendent au delà du méridien de Cherbourg, par exemple. J'ai déjà eu

l'occasion de dire (n° du 1er juin) combien étendus et pressans se manifestaient dans cette guerre les besoins en bâtimens légers. Rien que pour une surveillance *à peu près* efficace des atterrages du Cap Clear, des Sorlingues, d'Ouessant, il faudrait trois ou quatre fois plus de « destroyers » et de torpilleurs « sea-going, » — allant en haute mer, — que les alliés n'en peuvent fournir pour ce service. Il y a quelques mois, le chef de l'Amirauté anglaise se félicitait hautement de l'entrée en ligne des cuirassés « super dreadnoughts » du type « Queen Elizabeth. » Il ne parlait ni des destroyers, ni des sous-marins. Peut-être, aujourd'hui, s'exprimant sur le même sujet, son successeur réparerait-il ce significatif oubli. Espérons, en tout cas, que l'achèvement des unités lourdes n'a pas nui à celui des unités légères que l'Angleterre construisait en 1914 (« destroyers » des classes L et M; sous-marins des catégories F, G, définitivement admises; X, Y, Z, types d'expériences). On a d'ailleurs armé un grand nombre de bâtimens légers auxiliaires.

Passons dans la Méditerranée, et d'abord dans l'Adriatique. Ce serait, au demeurant, *dans la mer Ionienne* qu'il faudrait dire, s'il ne s'agissait que de notre armée navale. Celle-ci, en effet, a progressivement reporté du Nord au Sud, après l'arrêt des opérations contre Cattaro et les torpillages que l'on sait, le théâtre des croisières de son « gros, » les divisions légères suffisant d'ailleurs à surveiller le débouché Sud du canal d'Otrante.

Mais un élément nouveau est entré en ligne et son activité s'est aussitôt montrée intéressante. Tandis que des détachemens de contre-torpilleurs, de torpilleurs, de sous-marins, d'hydravions, — auxquels s'est joint un dirigeable, — opéraient avec des succès marqués dans le Nord de l'Adriatique et ne craignaient pas de s'attaquer à la base même de la marine autrichienne, à l'arsenal de Pola, le corps de bataille de la flotte du duc des Abruzzes s'avançait dans l'Atlantique moyen, en dépit de la menace des mines sous-marines (dont certains champs vont, a-t-on dit, jusque vers la limite des fonds de 100 mètres) et lançait un défi à l'escadre de Sa Majesté Apostolique. Il n'était pas probable que cet appel fût entendu. Les chefs autrichiens savent que, même sans l'appoint du gros de notre armée navale, retenue sans doute par des raisons de haute politique qui ne tarde-

ront pas à disparaître, la flotte italienne l'emporte encore sensiblement en nombre et en puissance sur leur escadre de ligne. Ils attendront, comme le font les Allemands dans la mer du Nord, que leurs sous-marins et leurs mines automatiques aient rétabli à leur profit un certain équilibre des forces en présence.

En attendant, les Italiens se sont attachés à détruire tous les organes de communications, sémaphores, vigie, postes de T. S. F. câbles sous-marins, etc., des îles du littoral Dalmate et il ne semble pas que ces opérations, qui supposent la fréquentation des eaux territoriales, aient révélé la présence de mines sous-marines. Ils ont pris possession de l'île de Lissa, excellente position centrale que nous avions occupée, puis abandonnée, alors qu'elle eût pu nous donner une bonne base de sous-marins et d'aéroplanes; enfin ils ont bombardé et gravement endommagé la voie ferrée Dalmate qui, partant de Raguse et courant le long de la mer dans la baie du « vieux Raguse, » s'enfonce ensuite dans le val Suttorina et aboutit à Castelnuovo, dans les Bouches de Cattaro. Or Castelnuovo di Cattaro n'est autre que la base secondaire des torpilleurs et sous-marins autrichiens. C'est de là que partirent les U_5 et U_6 qui torpillèrent le *Jean-Bart* et le *Léon-Gambetta*. Il suffit de jeter les yeux sur une carte du littoral Illyrien, de l'Herzégovine et du Montenegro pour reconnaître que le chemin de fer dont il s'agit est la seule ligne de communications de cette forte position des Bouches de Cattaro avec l'Hinterland austro-hongrois, avec Raguse, Sebenico, Fiume, Pola. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de dire que c'était par le val Suttorina qu'il fallait attaquer Cattaro. Comment, après plus de neuf mois d'opérations dans l'Adriatique, notre marine n'avait-elle pas détruit la ligne en question, c'est ce que je ne me charge pas d'expliquer. Elle a eu sans doute ses raisons, que nous connaîtrons plus tard; et dans l'incertitude où nous restons des véritables motifs d'une inertie apparente, comparable à celle des « Home fleets, » abstenons-nous de porter un jugement. Les opérations de la flotte italienne nous fourniront peut-être d'intéressantes indications sur ce qu'aurait pu faire la nôtre.

On a supposé que cette dernière force navale, ou du moins une de ses escadres, — celle des « pré-dreadnoughts » du type *Patrie*, — pourrait être appelée à renforcer la flotte anglo-française qui opère dans la mer Égée. Certaines mesures, prises

dans ces derniers temps, me donnent à croire qu'on se bornera à envoyer aux Dardanelles tout ce qui nous reste de bâtimens de ligne antérieurs à 1900. Nous en avons encore, bien que nous nous soyons maladroitement privés, il y a quelques années, des services d'unités comme le *Valmy* et le *Jemmapes*, petits cuirassés de 6 500 tonnes, de tirant d'eau relativement faible et dont les deux canons de 340 millimètres modèle 93, *tirant à raison d'un coup par 1 minute 10 secondes*, environ, des projectiles de 490 kilogrammes, auraient rendu là-bas les plus grands services, réserve faite de l'infériorité générique des canons à trajectoire tendue sur les bouches à feu donnant des trajectoires courbes dans le cas qui nous occupe. Au reste, la *Queen Elizabeth* exceptée (on voulait obtenir de ses pièces de 381 millimètres la destruction *à distance*, ou au moins le bouleversement des ouvrages turcs), il n'y a dans la flotte combinée que dirige le vice-amiral de Robeck que des unités de types anciens. M. Winston Churchill, dans son discours de Dundee, dit que l'Amirauté considère ces bâtimens comme *en surplus* de ceux qu'elle juge nécessaires à la lutte éventuelle contre la « flotte de haute mer » allemande. Si, — ce qu'à Dieu ne plaise ! — ce corps à corps hypothétique ne se produisait pas, il serait curieux de constater que le cuirassé d'escadre deviendrait, par définition, « l'instrument de combat que l'on n'utilise que lorsqu'il est démodé. »

Malheureurement, démodé ou non, il porte un nombreux équipage et n'échappe pas aux coups des sous-marins. A vingt-quatre heures de distance, le *Triumph* et le *Majestic* ont succombé à l'attaque d'unités allemandes de cette catégorie dont on avait signalé le passage successivement au large de l'Iroise, — car ces submersibles ne se cachaient guère et d'ailleurs étaient obligés de naviguer en surface, le plus souvent, — au détroit de Gibraltar, sur la côte d'Algérie et dans le canal d'Oro, porte de la mer Égée qui s'ouvre au Sud de l'Attique, sous les belles colonnes antiques du cap Sounion. Je ne m'étends pas aujourd'hui sur une randonnée du plus haut intérêt et qui mérite une étude particulière. Toujours est-il que l'apparition de ces sous-marins sur le théâtre où se joue en ce moment une partie serrée, — si tard engagée par les Alliés et si fâcheusement conduite au début ! — a causé des inquiétudes aux assaillans et singulièrement exalté les courages, un peu défaillans

déjà, des défenseurs. Des mesures ont été prises aussitôt pour atténuer dans une large mesure le péril que la hardiesse de l'état-major naval de Berlin ainsi que l'énergie et l'endurance de ses marins faisaient courir à la flotte combinée et, par répercussion immédiate, à l'armée expéditionnaire. En fait, au moment où j'écris, il semble que les sous-marins allemands se voient arrêtés dans le cours de leurs succès, alors qu'au contraire le sous-marin anglo-australien qui a réussi à pénétrer dans la mer de Marmara et jusqu'à l'entrée de la Corne d'Or, — le port de Constantinople, — continue à y causer des dégâts et paralyse le ravitaillement en munitions des forts des Dardanelles et de l'armée turque, dans l'instant où celle-ci subit les plus violens assauts des troupes franco-anglaises. On peut penser quels résultats eussent été atteints si, au lieu d'une seule unité légère de la catégorie du E_{11}, on eût pu faire passer dans la Propontide une flottille de sous-marins et de grands torpilleurs. J'en avais indiqué le moyen, ou l'un des moyens, — car il y en a plusieurs, — et j'ai eu, depuis, de la part d'ingénieurs compétens l'assurance que l'opération que je proposais était réalisable. On a pensé sans doute que l'exécution en serait trop longue. Cette hâte d'aboutir, mais par des moyens qui ne sont pas réellement appropriés au but poursuivi, restera l'une des caractéristiques de la conduite générale des affaires dans ce grand conflit. On n'imagine pas le nombre de bons engins dont on s'est privé ou de bonnes méthodes que l'on n'a pas adoptées à cause d'une conception qui se révèle de plus en plus fausse sur la durée de la guerre. Avec les moyens industriels dont disposaient les Puissances occidentales, que d'appareils aériens de tout genre, que de sous-marins et « destroyers, » que de canons de gros calibre mus par tracteurs automobiles, que d'armes nouvelles, que d'engins originaux, que de substances explosives et asphyxiantes auraient pu être, depuis dix mois, essayés, fabriqués, construits ou adaptés, enfin mis en œuvre au grand bénéfice de notre action militaire et de notre prestige, si, bien souvent, « les compétences » n'avaient objecté « que ce serait trop long..., que la guerre serait finie avant qu'on eût réalisé les projets des inventeurs ! »

Revenons à ces Dardanelles, pour y admirer le consolant spectacle de l'indomptable énergie déployée par les soldats et

les marins des Alliés dans une position délicate, où il semble même qu'ils n'aient plus à compter sur la diversion, trop tôt escomptée, des forces russes. L'escadre de la Mer-Noire a fait toutefois de son mieux par son activité, par le choix judicieux de ses opérations côtières, pour masquer le défaut d'une coopération dont l'échéance s'éloigne de plus en plus.

Tout arrive cependant, et nous n'en sommes assurément pas, même là-bas, dans le Levant, où tout paraissait et eût pu être en effet si facile, dans la position de Wellington, le 18 juin 1815, il y a juste cent ans, lorsque, à 7 heures du soir, au moment de la crise finale, il répondait à qui lui demandait ses derniers ordres : « Pas d'autres que de tenir ici le plus longtemps possible ! » Non seulement nous tiendrons, mais encore nous avancerons et nous viendrons à bout de tous les obstacles. . . . . .

. . . . . .

Contre-Amiral Degouy.

REVUES ÉTRANGÈRES

ENCORE QUELQUES « TÉMOIGNAGES » DU DEHORS

In gentlest Germany, par Hun Svedand, traduction anglaise de E. V. Lucas. illustrée par G. Morrow. Un vol. in-18, Londres, librairie John Lane, 1915, — *At the Front with three Armies*, par Granville Fortescue. Un vol. in-8°, illustré; Londres, librairie Melrose, 1915.

Je n'ai pas lu le nouveau livre où l'explorateur suédois Sven Hedin, sous prétexte de nous décrire sa « visite aux armées allemandes, » s'est donné pour tâche de justifier et de célébrer, aux yeux du monde, la manière dont chefs et soldats de cette armée procédaient à ce qu'il appelle leur œuvre de « résistance » nationale : mais nombre de critiques anglais s'accordent à nous garantir que, depuis les sentimens et idées de M. Sven Hedin jusqu'au menu détail de ses tours de phrase, tout ce qui constitue l'originalité de son livre se retrouve, fidèlement reflété, dans un petit volume de l'un de ses compatriotes, M. Hun Svedend, qui, grâce au talent de ses deux traducteurs, est en train d'offrir au public d'outre-Manche un divertissement des plus salutaires. Peut-être même y aura-t-il, — en Allemagne, surtout, — des esprits chagrins pour prétendre que ce second explorateur scandinave n'a jamais existé, et qu'au lieu de se borner à traduire sa *Très douce Allemagne* (sous la double forme d'une légère prose anglaise et d'illustrations infiniment amusantes), MM. E. V. Lucas et George Morrow ont improvisé de toutes pièces cet aimable « pendant » de l'épaisse et fastidieuse « besogne » de M. Sven Hedin ? Mais ne suffit-il pas de jeter un coup d'œil sur les croquis de M. Morrow pour deviner aussitôt que ces portraits inoubliables du Kaiser et du Kronprinz, ces figures étonnamment « typiques » d'officiers, de soldats, de fonctionnaires teutons,

que tout cela doit avoir été saisi sur le vif, — ou du moins « interprété » d'après ces épreuves photographiques dont M. Hun Svedend (de même qu'avant lui M. Sven Hedin) ne cesse pas de nous redire avec orgueil qu'on a bien voulu lui permettre de les prendre à chacune des étapes de son « exploration » du « front occidental. » Et quant au texte qui nous est présenté par M. E. V. Lucas, les quelques citations que l'on en va lire auront pareillement de quoi, je l'espère, rendre désormais indubitable au lecteur français l'existence bien authentique de M. Hun Svedend, tout en nous renseignant à souhait, du même coup, sur le caractère et la portée des observations « germanophiles » de son fameux compatriote, devancier, et modèle.

M. Hun Svedend nous raconte d'abord comment, un soir qu'il dînait à Stockholm en compagnie de ses vieux amis Herr Wurzel et Herr Doktor Mangold, il a reçu un message de son « auguste et invincible ami » l'empereur Guillaume, lui enjoignant de se rendre sur le « front occidental » de sa glorieuse armée, afin d'y recueillir les élémens d'un « témoignage absolument impartial » qui, sous la signature d'un « neutre, » aurait chance de révéler plus efficacement au monde la beauté stratégique et morale des méthodes de guerre allemandes. Voici donc notre voyageur en route vers Berlin, où l'attendent des instructions plus détaillées touchant le contenu et la forme de ce « témoignage impartial » dont on a daigné le charger !

Par les vitres de mon wagon, des deux côtés, j'aperçois la terre allemande. Quelle émotion exaltante, de se sentir environné par l'Allemagne à l'Est comme à l'Ouest ! Aussi bien les officiers qui remplissent mon compartiment, — et qui certes ne savent point le personnage considérable que je suis, sans quoi ils ne mettraient pas autant de liberté à m'écraser continuellement les doigts de pieds, — sont-ils déjà la crème parfaite de la chevalerie allemande. Leur conversation n'a point d'autres sujets que la guerre et l'impudence scandaleuse des Alliés. De temps à autre, seulement, l'un d'eux se lève pour précipiter au dehors, par la fenêtre, — avec une promptitude et une dextérité incroyables, — quelque voyageur civil un peu trop familier : mais, à cela près, ils ne s'occupent aucunement de ce qui les entoure. La guerre les absorbe tout entiers. Avec un pareil état d'esprit chez les chefs, qui donc pourrait douter du triomphe final de l'Allemagne ?

Le train s'arrête périodiquement à des stations, avec l'admirable régularité allemande. Des passagers montent ou descendent, suivant le cas, mais toujours en me révélant, dans tous leurs mouvemens, une égale sûreté méthodique et précise. Je ne vois personne tomber sous les roues. Tout cela est vraiment merveilleux.

De Berlin, où l'on a mis à sa disposition un automobile spécial qui n'a que le léger défaut d'être un peu bien rapide, M. Hun Svedend est conduit en France. Dans un des villages qu'il traverse, il admire le spectacle réconfortant d'une demi-douzaine de soldats attablés, avec une parfaite harmonie fraternelle, au milieu du chœur d'une église en ruines. Partout, d'ailleurs, il découvre des scènes lugubres de dévastation qui achèvent de le rendre sévère à l'égard des « politiques déloyales » de la France, de la Belgique, surtout de l'Angleterre. « Lorsque, nous dit-il, l'on a vu de ses propres yeux toute la somme de destruction et de misère qui résulte de la guerre présente, l'on ne peut pas s'empêcher de songer que pas une église ni un château n'auraient été touchés, si l'Angleterre s'était conduite plus honorablement. » Et pourtant M. Hun Svedend ne peut pas s'empêcher, non plus, de reconnaître qu'il y a, jusque dans les ruines qui l'entourent, quelque chose d'étrangement « pittoresque, » où s'atteste le génie artistique de la race allemande.

Sans compter que cette race a, décidément, des vertus d'organisation pratique qui pénètrent de stupeur l'explorateur scandinave. « Que l'on prenne, par exemple, la manière de tirer le canon ! En France et en Angleterre, naturellement, ce tir doit s'effectuer au hasard. Chacun lance son coup lorsque l'idée lui en vient. Mais dans l'armée allemande, oh ! quelle différence ! *Chargez!* commande d'abord le chef de la batterie. Puis : *Préparez le feu!* puis encore : *Feu !* Alors seulement le canon se décharge. Impossible d'imaginer un travail plus méthodique. »

M. Hun Svedend a l'honneur ineffable d'être invité à dîner, tour à tour, par l'empereur Guillaume, « le plus grand amoureux platonique de la paix qu'il y ait jamais eu, » et par son charmant et spirituel héritier, le Kronprinz. L'Empereur lui parle confidentiellement de la France, qu'il aime de tout son cœur, et pour laquelle il attend grand profit de la prochaine victoire des armées allemandes. « Si les Français, — s'écrie le voyageur, — avaient la moindre idée des véritables sentimens de l'Empereur à leur endroit, nul doute qu'ils le jugeraient tout autrement qu'ils le font. Mais le plus étrange, et ce que le Kaiser lui-même n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi les Français n'en ont pas l'idée. A coup sûr, pourtant, ils ne peuvent pas avoir l'esprit assez enfantin pour se laisser influencer par les mouvemens hostiles des troupes allemandes ! »

Quant au Kronprinz, ce jeune stratège a même poussé la bonté jusqu'à daigner entretenir son convive de ses vues militaires. « Avec

le système moderne des tranchées, — lui a-t-il dit, — c'est à peine si les deux armées opposées parviennent à se voir, car toutes deux sont cachées dans le sol, et avec un danger réel pour ceux de leurs hommes qui voudraient se trop approcher de la tranchée adverse. D'une manière générale, d'ailleurs, j'ai observé que la distance entre les forces combattantes s'est toujours accrue en proportion du développement des armes à feu. Je suis, en outre, d'avis que celui des belligérans qui possède la meilleure artillerie possède aussi les meilleures chances de victoire. Cependant le nombre, dans une guerre, compte également pour beaucoup. »

En Belgique, où l'amène ensuite le programme imposé d'avance à son « témoignage, » M. Hun Svedend serait tenté un moment de déplorer la vue de centaines de villes et villages anéantis. Mais ses guides ont vite fait de le persuader que, « en dépit des mensonges anglais, la très grande majorité de ces dévastations ont eu pour auteurs les habitans eux-mêmes. » De plus, aucun des dommages causés n'est irréparable. Seule, la bibliothèque de l'université de Louvain a péri sans retour: et un spirituel officier allemand, qui accompagne l'explorateur, lui fait observer bien justement que, « de nouveaux livres, cela n'est pas difficile à écrire. »

Mais parmi les aventures de toute sorte rencontrées par M. Hun Svedend pendant sa « visite aux armées allemandes du front occidental, » aucune ne paraît l'avoir remué aussi profondément que son séjour, plus ou moins forcé, à bord de l'un des sous-marins de l'amiral Tirpitz. Un jour que déjà l'explorateur scandinave, le cœur et le cerveau suffisamment gonflés d'admiration, se préparait à rejoindre Stockholm, afin d'y rédiger plus à loisir son « impartial témoignage, » un hasard l'a remis en présence du glorieux chef suprême de la marine allemande ; et celui-ci lui a fait savoir que, par un privilège singulier « qui jamais encore n'avait été accordé à un civil, » le Kaiser et lui-même daignaient l'autoriser à prendre sa part de la prochaine expédition de leur plus intrépide sous-marin. M. Hun Svedend, que la perspective de cette expédition ne laissait pas d'effrayer, s'est hâté de répondre qu'il s'estimait indigne d'un honneur qui, en bonne justice, devait d'abord revenir à un journaliste allemand. Mais l'amiral Tirpitz n'a rien voulu entendre.

— Rengainez votre fausse modestie, *mein lieber Hun Svedend* (mon cher Hun Svedend) ! — s'est-il écrié avec sa franche et joviale familiarité habituelle. — Au reste, nous vous regardons tous comme un Allemand ! Allons, prenez vite ce permis, et débarrassez-moi le plancher !

Le commandant du sous-marin se trouvait être, lui aussi, « un homme charmant, plein d'humour et de bonhomie. » Tout en ne cessant point de fumer son cigare « avec l'élégance consommée de tous ceux de sa race, » il demandait, par exemple, à son hôte suédois s'il « avait pris la précaution d'écrire son testament, » ou bien, après lui avoir signifié la possibilité d'une catastrophe soudaine qui anéantirait le bateau, lui rappelait que chacun de nous « ne saurait mourir qu'une seule fois. » Ainsi la soirée s'était écoulée en aimables propos; et puis M. Hun Svedend était descendu dans sa cabine, pour essayer de dormir.

Le lendemain matin, tandis que je restais assis sur ma couchette, au fond de l'eau, m'amusant à considérer et à identifier les divers poissons qui défilaient tour à tour devant le petit trou rond de ma fenêtre, — tantôt une sardine, puis une baleine, puis encore un saumon, et puis une ablette, — j'entendis tout d'un coup l'ordre de tirer. Je m'empressai de monter à la cabine d'observation, sous le périscope; j'y parvins assez tôt pour voir jaillir de notre sous-marin une torpille, lancée contre la masse imposante d'un paquebot anglais.

Une explosion effroyable suivit; et aussitôt nous remontâmes à la surface, — afin, me disais-je sottement dans mon ignorance, d'être prêts à secourir les passagers tombés à l'eau. Mais combien j'avais méconnu l'inflexibilité de fer de la stratégie allemande! Pour ce grand peuple que sont les Allemands, toute guerre, — et particulièrement cette guerre-ci, qu'ils s'étaient efforcés d'éviter par tous les moyens, malgré leur admirable état de préparation militaire, — est une chose trop sérieuse pour pouvoir être entravée par des restrictions mesquines, ou de vaines règles académiques. Et, certes, j'éprouvais quelque pitié pour les pauvres diables que je voyais se noyer tout près de nous : mais je songeai que, au total, c'étaient là des représentans de cette espèce des « civils » dont chacun sait le rôle scandaleux qu'elle a joué dans la guerre d'à présent. A Louvain, par exemple, est-ce qu'un seul carreau de vitre aurait été brisé, si quelques-uns de ces maudits « civils » n'avaient pas laissé voir des sentimens trop peu bienveillans à l'égard de l'Allemagne?

Peu d'heures après la destruction du paquebot, voici que nous fut signalé un nouvel ennemi! C'était une barque de pêche. Aussitôt toute conversation s'interrompit, une fois de plus; et, de toute leur âme, mes compagnons se remirent à l'œuvre. Je ne crains pas de le déclarer : pour merveilleuse que soit l'activité des soldats allemands, celle de l'équipage d'un sous-marin allemand la dépasse encore. Il ne fallut pas moins que l'épuisement complet de notre provision de torpilles pour nous ramener dans le port d'Anvers.

Et l'Angleterre, d'autre part, ah! quelle pauvre figure elle fait dans tout cela! Impossible de rien imaginer de plus pitoyable que la résistance de sa barque de pêche et de son paquebot contre le tout petit sous-marin qui les attaquait. Et quand on pense que cette lutte a eu lieu dans ses

propres mers, dans ces mers dont elle aimait orgueilleusement à se dire la maîtresse !

La conclusion du livre de l'explorateur scandinave mériterait, elle aussi, d'être citée tout entière. M. Hun Svedend y passe rapidement en revue les principales manifestations de la victoire allemande. « Partout, écrit-il, l'Allemagne ou bien a avancé, ou bien a reculé pour des raisons stratégiques, ou bien encore n'a point bougé, mais toujours avec un mélange incomparable de dignité et de courtoisie. Je ne m'étonne pas que le glorieux Empereur ait récemment défendu de chanter, dans ses églises, un hymne où il était paré du titre de triomphateur. Comment ne serait-il point fatigué de s'entendre sans cesse salué de ce titre ? Les victoires mêmes ont fini par devenir monotones pour une âme aussi délicate et, au fond, aussi humble ! »

M. Hun Svedend n'ignore pas que certains « diffamateurs » à tout prix de l'Allemagne regardent comme « un échec relatif » l'impossibilité pour elle de s'emparer de Paris. Mais c'est là une erreur, pour ne pas dire une calomnie. « En fait, l'Allemagne ne pouvait tarder à détourner ses yeux de Paris, car Paris n'est pas une ville qui ait de quoi lui plaire. Les Français sont si légers, si futiles et superficiels, qu'il ne saurait y avoir de prospérité pour un peuple à l'âme profonde, orné d'une culture aussi authentique, dans la capitale d'une nation comme celle-là. » Et quant à Calais, n'est-il pas naturel que les Allemands aient pareillement renoncé à la prise de « cet insignifiant port de mer, » beaucoup trop proche de la « perfide Albion » pour qu'un peuple ayant le respect de soi-même s'accommode d'y vivre ? « Aucun lieu d'où l'on peut apercevoir, par un temps clair, les falaises de Douvres ne saurait offrir un séjour convenable aux Allemands, qui méritent toujours de n'avoir devant les yeux que des horizons loyaux et sympathiques. » Ce qui n'empêche pas que notre explorateur ait entendu parler, en confidence, de l'invention d'un nouveau « gaz asphyxiant » qui aura bien des chances de permettre tout de même à l'Allemagne, s'il lui plaît, de prouver au monde sa supériorité en se frayant un chemin jusqu'à « l'insignifiant port de mer. »

Mais la véritable conquête de l'Allemagne, celle que personne ne saurait lui contester et qui suffira toujours amplement à perpétuer sa gloire, c'est ce royaume de Belgique où nous l'avons vue s'installer, malgré l'effroyable résistance de l'élément « civil ! » Et, dans un beau mouvement d'éloquence, M. Svedend s'écrie : « Il y avait là une

nation puissante, formidable à sa manière, une nation férocement résolue, armée jusqu'aux dents. Oui, et qu'en reste-t-il à l'heure présente ? Le génie guerrier de l'Allemagne l'a toute transformée en un vaste désert ! » C'est sur ces mots que s'achèverait l'instructive brochure, si l'auteur n'avait pas cru devoir nous rappeler encore, dans un *post-scriptum*, une vérité que, sans doute, on lui aura ordonné d'introduire par tous les moyens dans l'esprit de ses lecteurs, — car, à plus d'une reprise déjà, il nous l'a répétée, comme un refrain ou une « idée fixe, » au milieu de récits ou de descriptions où elle n'avait rien à voir : « J'espère avoir dorénavant suffisamment démontré que, encore bien que l'Allemagne se trouvât parfaitement préparée à la guerre, et l'Angleterre pas du tout, cependant c'est uniquement l'Angleterre qui a voulu cette guerre, et qui en restera responsable devant l'avenir ! »

Ainsi M. Hun Svedend, dans l'abondance ingénue de son cœur, tâche de son mieux à s'acquitter de la mission que lui a confiée son « auguste et invincible ami, » l'empereur Guillaume ; et tout à fait de la même manière y a tâché, avant lui, ce Sven Hedin dont il n'est en vérité pour nous, comme je l'ai dit, qu'un très fidèle écho. Le culte qu'ils professent tous deux à l'égard de l'Allemagne dérive d'une inspiration si particulière que j'aurais scrupule à mettre en comparaison avec lui les sentimens « germanophiles, » infiniment plus discrets à la fois et plus respectables, d'autres « témoins » étrangers tels que le journaliste américain M. Stanley Washburn, dont je parlais ici le mois passé, ou que son compatriote et confrère M. Granville Fortescue, qui vient de publier à Londres un curieux récit de ses *Visites sur le front en compagnie de trois armées*. Mais c'est chose certaine que l'un et l'autre de ces correspondans américains de journaux anglais nous laissent deviner assez clairement, eux aussi, la difficulté qu'ils éprouvent à partager tout à fait notre mélange de colère et de haine envers l'espèce malfaisante de nos agresseurs. Et tandis que les sympathies « allemandes » de M. Washburn, à en juger par le recueil de ses lettres, semblaient décroître à mesure que le correspondant du *Times* avait l'occasion d'observer de plus près les pratiques guerrières des envahisseurs de la Pologne, c'est par une « évolution » tout opposée que les derniers chapitres du livre nouveau de M. Fortescue nous le montrent devenu plus indulgent, à l'endroit des armées allemandes, qu'il paraît l'avoir été lors de sa première « visite sur le front. »

Ou plutôt le fait est que cette « première » visite du journaliste américain a été, en même temps, la dernière et l'unique : pas une fois, depuis les jours lointains où il a pu assister à la défense des forts de Liége et à une tentative malheureuse des Allemands pour s'emparer de Dinant, pas une fois depuis lors il ne lui a été donné d'arriver jusqu'au « front, » malgré l'extrême désir qu'il en éprouvait. Et bien que les chefs de l'armée allemande l'aient exclu de cette faveur tout de même que l'état-major français et anglais, un fâcheux hasard a voulu que l'impossibilité commune où se trouvaient les diverses armées belligérantes d'admettre sur leur « front » des correspondans de journaux lui fût signifiée, en Belgique et en France, d'un ton moins aimable qu'au quartier général allemand. D'où, — chez un journaliste qui, comme celui-là, avait le droit d'alléguer une préparation et une compétence militaires d'ordre exceptionnel, — cette mauvaise humeur, plus ou moins inconsciente, à l'adresse de notre armée et de l'armée anglaise qui va même, parfois, jusqu'à se traduire en des efforts à peine dissimulés pour excuser tel ou tel des aspects les plus notoires de la « barbarie » allemande.

Encore y a-t-il certains aspects de cette barbarie que M. Granville Fortescue, malgré toute son indulgence habituelle, ne peut pas s'empêcher de trouver monstrueux. « La manière systématique dont les aviateurs allemands lancent leurs bombes, au hasard, sur des populations de non-combattans, — nous dit-il notamment, — est à mon avis le comble de la lâcheté. Lorsque ces aviateurs, opérant quasiment sans risque au-dessus de grandes villes, laissent tomber leurs projectiles meurtriers sur des femmes et des enfans, c'est là une œuvre d'ignominie que nulle condamnation ne suffirait à châtier. J'imagine qu'eux-mêmes, au retour de chacune de leurs expéditions, se sentent heureux et fiers d'avoir ainsi accompli leur tâche ; mais comment ils peuvent se regarder comme des soldats, voilà ce qu'il m'est impossible de comprendre. Assassins est le seul titre qui leur convienne. Et le plus affreux est que l'empereur d'Allemagne, — je le sais de la propre bouche d'un de ses confidens, — approuve pleinement cette façon de rabaisser la guerre au niveau du plus lâche et du plus répugnant brigandage ! » Semblablement, j'ai l'idée que le torpillage de la *Lusitania*, accompli par des officiers de la marine allemande au lendemain du jour où M. Fortescue achevait la rédaction de son livre, n'aura pas été sans atténuer quelque peu l'indulgence du journaliste américain à l'endroit d'une race qu'il considérait volontiers jusque-là comme trop « cultivée » pour être capable de procéder volontairement,

par exemple, à la destruction des trésors artistiques de la cathédrale de Reims.

Mais il n'en reste pas moins que l'aveu manifeste de cette indulgence nous empêche de nous intéresser aussi librement que nous le souhaiterions aux derniers chapitres de l'ouvrage, d'ailleurs très vivant et très instructif, du correspondant de guerre américain. Tout au plus sommes-nous tentés de regretter, avec M. Granville Fortescue lui-même, que les nécessités de la stratégie nouvelle ne lui aient point permis l'approche de ce « front » dont la vue paraît bien avoir été, de tout temps, l'objet suprême de ses désirs, et qui n'aurait pas manqué de nous valoir, sous sa plume, maintes descriptions d'un relief admirable. Car s'il n'y a pas jusqu'aux derniers chapitres de son livre qui, par-dessous le grave inconvénient que j'ai dit, n'abondent en menus traits où se manifeste une très précieuse autorité professionnelle, on ne saurait croire à quel point cette autorité s'affirme et se déploie dans les pages initiales du volume, consacrées par M. Fortescue au récit des seules opérations militaires dont il lui ait été donné d'être témoin. Jamais, en particulier, l'héroïque défense des forts de Liége ne nous a encore été racontée avec un tel mélange de précision stratégique et de réalité pittoresque. Pendant la nuit du 5 août 1914, M. Fortescue s'était bravement avancé jusqu'au sommet d'une colline, sur le bord de la Meuse, d'où il pouvait apercevoir l'un des efforts principaux de l'agression allemande.

A l'Est, se dressait le fort de Fléron. Ses étranges contours, avec les tourelles surmontant les remparts, lui donnaient l'apparence d'un Dreadnought monstrueux échoué là sur les hauteurs; et sa ressemblance avec un navire de guerre se trouvait encore renforcée par les projecteurs lumineux qui ne cessaient point de balayer le sol, en avant du fort, comme si ce sol eût été une mer couverte d'ennemis. A tout moment, les ombres s'illuminaient d'éclairs, qui me racontaient l'histoire de la résistance désespérée des Belges. Au-dessus du fort, d'énormes obus d'un blanc verdâtre éclataient comme d'innombrables fusées d'un feu d'artifice; et toujours les canons des tourelles répondaient, crachant des jets de lumière qui mordaient les ténèbres.

Pendant que j'observais le spectacle lointain du fort de Fléron, le choc soudain d'une fusillade éclata, presque sous mes pieds. On venait de découvrir une armée allemande qui arrivait par les bois, à l'Ouest de l'Ourthe. Déjà, les uhlans étaient pris dans les fils barbelés qui leur fermaient la marche. Je pouvais distinguer, avec ma lorgnette, des figures spectrales de cavaliers s'agitant parmi les arbres. De minute en minute, la force de la fusillade augmentait. Tout à coup, par-dessus elle, j'entendis le long gémissement d'un obus qui traversait l'air. Je me retournai, et vis

que les forts occidentaux de Liége venaient d'entrer en jeu. Tous les bois d'alentour étaient maintenant éclairés de sinistres lueurs. Le fort d'Embourg versait un feu ininterrompu sur le flanc de l'armée ennemie. Par instans, je discernais ce qui me semblait être des bataillons en marche : mais, dès l'instant suivant, les ombres s'effaçaient. Seuls, les coups de fusil me signalaient la position des troupes.

Pendant quatre heures, la lutte fait rage dans les bois. Aux premières heures de l'aube, je puis enfin commencer à distinguer les lignes du combat; et bientôt je découvre un bataillon allemand qui s'avance, en masse compacte. Ils s'avancent, et puis je les vois tomber, comme des épis sous un ouragan. Aucune discipline ne saurait résister à cette tempête de mort. La ligne allemande fléchit, elle finit par se rompre. Les Belges redoublent leur feu. Ils sortent en foule de leurs abris, et dorénavant s'ouvre la contre-attaque. J'ai été instruit si longtemps à tenir pour invincible l'infanterie allemande que je ne parviens pas à croire mes propres yeux. Que si jadis, dans notre collège militaire de Leavenworth, je m'étais risqué à soutenir la possibilité, pour des soldats belges, d'écraser les colonnes du Kaiser, tous les officiers, mes collègues, se seraient moqués de moi. Mais voici que se justifie la parole de César : « De tous les peuples que j'ai combattus, les Belges me sont apparus les plus résistans ! »

Bataillons sur bataillons sont poussés en avant, du côté ennemi; mais il n'y a plus rien désormais qui puisse arrêter l'élan victorieux des Belges. Ils chargent et progressent, jusqu'à ce que la fusillade m'arrive de plus en plus lointaine. Le fort de Boncelles est littéralement illuminé, à force de faire pleuvoir ses projectiles sur les Prussiens en déroute. Et lorsque le soleil se décide à franchir les nuages qui l'avaient recouvert jusque là, c'en est fait de l'épouvantail qui avait terrifié le monde depuis un demi-siècle. La célèbre force militaire allemande a dû céder devant le feu des Belges.

Il est vrai que, pendant tout ce temps, j'avais supposé que la chance de la bataille s'était retournée contre les vaillans défenseurs du fort de Fléron. Vers cinq heures et demie, les canons des tourelles du fort se taisaient. J'entendais seulement une fusillade, qui m'annonçait une nouvelle concentration de l'attaque sur ce point. Mais j'ai appris ensuite que les audacieux Allemands qui s'étaient frayé un chemin jusqu'au bas du fort en avaient été repoussés, en un désordre pitoyable, par l'infanterie belge. Un moment, le mécanisme des tourelles avait été dérangé par l'artillerie allemande : mais alors l'infanterie belge était venue galamment à la rescousse, et avait contenu les agresseurs jusqu'à ce que tous les canons pussent être remis en état.

Quelques jours plus tard, le 16 août, M. Fortescue assiste à une autre défense non moins héroïque, et dont les héros se trouvent être, cette fois, des soldats français. Depuis l'avant-veille, un bataillon de notre 148e de ligne est venu remplacer les troupes belges qui gardaient le pont de Dinant; et déjà dans la soirée du 15 août, le journaliste américain, qui avait obtenu la faveur de suivre de tout

près les opérations, s'était senti pénétré d'un pressentiment douloureux en voyant arriver une poignée de dragons, tout épuisés de fatigue, — seuls survivans d'une patrouille de cent de nos cavaliers envoyés le matin, pour reconnaître l'approche des Allemands. Le lendemain, vers sept heures, dans sa chambre de l'*Hôtel du Nord*, M. Fortescue est réveillé par le fracas d'un obus tombant, d'une provenance inconnue, sur le toit de la gare. Puis ce sont des cris, des pas précipités dans l'étroite rue qui longe la Meuse, des coups de fusil échangés sur le flanc du rocher que surmonte l'antique citadelle. Bientôt celle-ci est prise par les Allemands, qui, de là-haut, « font pleuvoir une véritable grêle de mort sur les intrépides défenseurs du pont. » De l'endroit où il se tient en compagnie d'un jeune lieutenant, à l'entrée du pont, M. Fortescue aperçoit, sur l'autre rive, l'honnête figure du propriétaire de l'*Hôtel de la Tête-d'Or*, M. Bourgemont, qui, naguère, avait bravement refusé de quitter sa maison et sa ville. Debout, maintenant, sur le seuil de l'hôtel, il agite ses petits bras pour hâter la course d'une vingtaine de soldats, désormais incapables de se maintenir à leur poste sous cette « grêle » incessante de la mitraille ennemie. Mais voici que l'un de ces malheureux tombe, frappé d'une balle, à mi-chemin entre le pont et le seuil protecteur de la *Tête-d'Or !* Aussitôt M. Bourgemont s'élance vers lui, le saisit par les bras, et tâche à l'entraîner vers l' « angle mort, » le sûr abri qu'offre sa maison. L'écrivain américain le voit faisant ainsi quelques pas à reculons, avec sa lourde charge. Tout à coup il le voit tomber à son tour, « de cette manière un peu ridicule dont ont coutume de tomber les personnes trop grasses. » Une balle lui a traversé la cervelle.

Dorénavant la citadelle se trouvait entièrement aux mains de l'ennemi. Tout le reste de la matinée, celui-ci consacra son effort à l'attaque du pont, défendu maintenant par tout ce que nous gardions de troupes disponibles. Et dès lors je constatai combien le nombre de nos hommes etait petit, et combien il leur serait impossible d'empêcher jusqu'au bout le passage des Allemands. En attendant, du moins, la mitrailleuse du lieutenant P... crachait un torrent de feu à travers le pont, et pas un Allemand n'osait approcher. A onze heures, une petite pluie fine commença, mais sans modifier aucunement la violence de la lutte... Déjà plus de la moitié de mes compagnons gisaient à nos pieds, morts ou blessés, lorsque nous eûmes la joie de voir enfin arriver un léger renfort, sous la conduite d'un sergent du 33e de ligne. Aussitôt l'intensité de notre feu s'accrut, jetant de nouveau l'épouvante et la mort sur la rive opposée.

M. Fortescue, qui n'avait pas pu déjeuner avant de sortir, — car

un obus allemand avait endommagé la cuisine de son hôtel, — revint alors se restaurer et prendre un moment de repos. Le café de *l'Hôtel du Nord* était rempli de soldats blessés, que pansait affectueusement un médecin de la ville. Lorsque, vers une heure, le journaliste américain rejoignit le lieutenant P..., la fusillade s'était, une fois de plus, un peu ralentie. Mais, dès la minute suivante, la vue du drapeau allemand, hissé tout d'un coup au sommet de la citadelle, ranima puissamment la fureur guerrière des Français survivans. Jamais encore nos mitrailleuses n'avaient « aboyé » d'une façon aussi continue, jamais le feu de notre infanterie n'avait été aussi efficace. « Et voici que, soudain, j'entendis une note nouvelle dans le chœur infernal, — huit détonations terribles, suivies d'un sifflement prolongé : c'était l'artillerie de campagne française. Je rencontrais là pour la première fois cette artillerie ; et immédiatement je reconnus l'habileté magistrale des mains qui la mettaient en œuvre. Moins de cinq minutes lui suffirent pour se repérer : ses projectiles montaient d'un élan si sûr vers la citadelle que, bientôt, les Allemands qui s'étaient emparés de celle-ci durent l'évacuer en une vraie déroute. L'un des obus atteignit exactement le drapeau, y séparant le rouge du noir... Depuis ce moment, la victoire des Français n'était plus douteuse. Ni dans les rues de la rive droite de Dinant, ni sur les hauteurs d'alentour, on n'apercevait plus l'ombre d'un Allemand. »

Notre victoire, comme l'on sait, n'était pas, ne pouvait pas être décisive. Bientôt la petite troupe des défenseurs français de Dinant allait succomber sous la masse formidable des armées ennemies; et l'on sait aussi de quel prix monstrueux les concitoyens de l'héroïque hôtelier de la *Tête-d'Or* allaient payer l'humiliation infligée aux premiers envahisseurs allemands de Dinant. Mais ne convient-il pas que nous sachions gré à M. Fortescue de nous avoir raconté comme il l'a fait ce touchant épisode de la première défense du vieux pont sur la Meuse, où, mieux encore que naguère à Liége, le journaliste américain a dû reconnaître combien l'avaient trompé ses professeurs du Collège militaire de Leavenworth en lui représentant comme à jamais impuissant tout effort pour atteindre et renverser « l'épouvantail qui avait terrifié le monde depuis un demi-siècle? »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous avons annoncé, à la fin de notre dernière chronique, le remaniement du ministère anglais. A un gouvernement de parti a succédé un gouvernement de large conciliation entre tous les partis. C'est un fait important dans l'histoire politique de nos voisins, car il est contraire à la tradition et on sait combien elle est forte chez eux. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'essence même du parlementarisme est la constitution de partis distincts les uns des autres, qui se succèdent au pouvoir : s'ils l'exerçaient en commun, ils perdraient inévitablement quelque chose de leur personnalité. L'événement qui vient de se produire est donc nouveau, et si les vieux wighs et tories sortaient de leur tombe, ils en seraient grandement étonnés. Mais les circonstances, elles aussi, sont nouvelles et elles imposent des solutions auxquelles on n'avait pas encore songé, parce que le besoin ne s'en était pas fait impérieusement sentir. De là est venue l'idée d'un ministère de concentration où les conservateurs seraient représentés auprès des libéraux. Ni les uns, ni les autres ne font, bien entendu, aucun sacrifice de programmes ; ils conservent intégralement leurs opinions différentes et, quand la crise sera passée, ils se retrouveront tels qu'ils étaient auparavant ; les réserves les plus expresses ont été faites à ce sujet ; mais, pour le moment, la préoccupation patriotique domine tout ; il n'y a plus ni libéraux, ni conservateurs, il n'y a que des Anglais.

Cette fusion provisoire ne s'est pas faite sans difficulté : on y répugnait de part et d'autre. Si les conservateurs s'étaient inspirés du seul intérêt de leur parti, peut-être auraient-ils continué de laisser aux libéraux toute la responsabilité de la guerre et de la manière dont elle est conduite. Il y a eu des déceptions sur lesquelles nous n'avons pas à insister ici. Les critiques ne manquaient pas ; elles devenaient même chaque jour plus acerbes. Un certain nombre de

journaux avaient entamé une campagne ouverte contre le ministère. Les ministres de la défense nationale, c'est-à-dire de la Guerre et de la Marine étaient particulièrement visés ; quelquefois ils étaient atteints. On ne rendait pas toute la justice qu'il mérite à l'immense effort de lord Kitchener. On oubliait les services antérieurs rendus par M. Winston Churchill pour relever avec acrimonie les fautes qu'il a pu commettre plus récemment. Le ministère sentait qu'à la longue son autorité serait diminuée, et cela au moment même où on aurait le plus grand besoin qu'elle demeurât intacte et se montrât efficace. Aussi est-ce lui qui a pris l'initiative de tendre la main à ses adversaires d'hier et de demain pour en faire ses collaborateurs d'aujourd'hui. Des négociations ont eu lieu : les conservateurs ont demandé huit portefeuilles, ils leur ont été concédés. Ce chiffre ne représente d'ailleurs pas la même proportion qu'il représenterait chez nous où nous avons une douzaine de ministres, tandis que les Anglais en ont le double. La présidence du Conseil est restée, bien entendu, à M. Asquith, mais les conservateurs ont obtenu quelques ministères importans. Le chef du parti, M. Bonar Law, est devenu ministre des Colonies et M. Balfour ministre de la Marine. M. Austen Chamberlain a été nommé secrétaire pour l'Inde et sir Ed. Carson attorney général : il était hier à la tête de l'insurrection de l'Ulster, en Irlande. Lord Lansdowne est ministre sans portefeuille. On sait avec quelle autorité il a dirigé autrefois les Affaires étrangères : c'est lui qui a présidé aux négociations d'où est sortie l'entente cordiale. On ne pouvait pas le rappeler au Foreign Office, où la place est occupée par sir Edward Grey à la satisfaction générale ; mais la santé de sir Edward laisse à désirer en ce moment, sa vue est altérée, on craint qu'il n'ait besoin de repos : dans ce cas, la grande compétence de lord Lansdowne serait sans doute utilisée. Sa présence dans le Cabinet est une garantie pour la politique générale, qui sera certainement maintenue dans les mêmes voies que par le passé.

Mais l'innovation la plus importante est la création d'un ministère des Munitions, qui a été attribué à M. Lloyd George. Les temps sont changés. M. Lloyd George n'est plus chancelier de l'Échiquier et ceux mêmes qui, il n'y a que quelques mois, combattaient ses projets financiers avec le plus de vigueur, l'ont vu partir avec regret. Les banquiers de la Cité ont fait une démarche auprès de M. Asquith, pour qu'il leur laissât M. Lloyd George. Ce paradoxe s'explique d'ailleurs aisément ; ce n'est pas l'heure des réformes fiscales, et M. Lloyd George ne songe pas à en faire ; quant à la Trésorerie

proprement dite, il la gérait supérieurement. Elle a été attribuée à M. Mackenna, qui était ministre de l'Intérieur et M. Lloyd George a été, comme nous l'avons dit, chargé des munitions de guerre. Ce n'est nullement une diminution morale de lord Kitchener; on lui rend justice; on ne comprendrait pas que la Guerre fût en ce moment entre d'autres mains que les siennes; il a improvisé des armées, autant du moins que des armées peuvent être improvisées. Mais les munitions ont pris une telle importance depuis dix mois qu'il a paru nécessaire de leur consacrer un ministère spécial et de mettre à sa tête l'homme le plus actif de l'Angleterre : ajoutons l'homme le plus heureux, car jusqu'à ce jour tout lui a réussi. Avec l'Allemagne la guerre s'est transformée. Autrefois on faisait la guerre de manœuvres, qui exigeait du génie : l'Allemagne fait aujourd'hui la guerre de masses qui n'en exige pas et qui, dès lors, lui convient mieux. Ce ne sont pas seulement les hommes qu'elle meut en masses profondes; elle jette aussi les obus avec une prodigalité sans exemple dans le passé. Dès lors, les Alliés ne peuvent pas rester inférieurs à leurs ennemis : ils doivent faire autant d'obus qu'eux et les dépenser sans compter davantage. Il faut pour cela mobiliser toute l'industrie d'un pays et l'affecter provisoirement aux besoins de la guerre. Nous l'avons fait en partie chez nous; les Anglais se préparent à le faire chez eux. Nous avons sur un point, qu'il nous soit permis de le dire, une supériorité sur eux : l'esprit de notre personnel ouvrier est excellent; celui-ci du personnel ouvrier anglais l'est moins. Croirait-on qu'à un moment comme celui-ci, des menaces de grèves se sont produites en Angleterre? Le danger en est sans doute écarté, mais le ministre des Munitions devra user de tout son ascendant sur les ouvriers pour l'empêcher de renaître. Par bonheur cet ascendant est grand. M. Lloyd George a toujours été dévoué à la classe ouvrière, et nul n'est mieux à même que lui de se faire entendre d'elle. A peine nommé, il s'est rendu à la réunion des représentans des syndicats ouvriers et du personnel des usines métallurgiques de Manchester, et le langage qu'il y a tenu est trop caractéristique pour que nous n'en citions pas le passage principal.

« Nos alliés Russes, a dit sans périphrases inutiles le ministre des Munitions, viennent d'éprouver un échec. Pourquoi? Parce que l'Allemagne avait une artillerie plus forte et une supériorité écrasante en ce qui concerne les obus. Cette supériorité est due à une meilleure organisation des usines allemandes. Deux cent mille obus ont été jetés sur les Russes en l'espace de deux heures. Si nous avions pu em-

ployer le même procédé, nous aurions déjà chassé les Allemands de France, nous aurions pénétré en Allemagne, et la fin de la guerre serait proche... Je ne suis pas venu brandir comme une menace les grands pouvoirs que nous confère la loi de défense du royaume; mais ces pouvoirs seront des plus utiles pour permettre l'organisation rapide du travail et la suppression de difficultés superflues. Il est impossible en temps de guerre d'attendre que les gens déraisonnables soient revenus à la raison. On ne discute pas sous le canon, on agit. »

Ce langage énergique et simple aura sans doute produit son effet. L'imagination n'est-elle pas épouvantée à la pensée de ces deux cent mille obus qui ont plu sur les Russes en si peu de temps? Et ce n'est pas là un fait isolé. Une dépêche officielle de Pétrograd parle de sept cent mille obus qui ont été tirés en quatre heures! Comment résister à cette avalanche de fer? Le seul moyen est d'y répondre par une avalanche égale; dans l'impossibilité de faire mieux, il faut en faire autant. Si nous avions eu le même nombre de munitions que les Allemands, M. Lloyd George affirme que notre territoire serait évacué par l'ennemi et que nous serions sur le sien. Cette parole mérite d'être recueillie et méditée, non seulement en Angleterre, mais en France où nous avons sans doute déjà fait beaucoup, mais où il reste encore beaucoup à faire. Et nous le ferons, si M. Dalbiez nous le permet. M. Dalbiez est un brave député, qui s'est donné la tâche de pourchasser ce qu'on appelle les « embusqués, » c'est-à-dire les hommes qui, par leur âge et leur santé, devraient être au front, mais qui, par leur savoir faire et leurs protections, ont trouvé, dans les services de l'arrière, des emplois sans fatigue et sans danger. C'est un bon sentiment que celui de M. Dalbiez; il ne faut pourtant pas le pousser jusqu'à la manie. Quelques-uns le font et voient des embusqués partout, dans les compagnies de chemins de fer où on a besoin, pour assurer les transports, d'hommes exercés et robustes, et dans les usines où on a besoin d'ouvriers spéciaux dont beaucoup ne peuvent pas être remplacés. On l'a dit à M. Dalbiez, et bien qu'il ait fait ou qu'on ait fait pour lui quelques concessions, sa proposition reste inquiétante. La discussion en est commencée à la Chambre, et le projet a rencontré aussitôt des objections et des critiques que M. Joseph Thierry a condensées dans un discours éloquent et précis qui a fait une grande impression. Puis sont venus M. Léon Bérard et enfin M. le ministre de la Guerre qui en ont montré le danger. Le succès de M. Millerand a été complet. Mais rien n'est fini, la discus-

sion continue ; nous exprimons le souhait que, sous l'empire d'une préoccupation exclusive, on ne désarme pas la défense nationale. Nous ne sommes heureusement pas les seuls à le demander. La lumière qui a frappé M. Lloyd George en Angleterre en frappe aujourd'hui beaucoup d'autres en France. On demande à grands cris des canons et des munitions, — et les moyens de les faire.

M. Lloyd George a parlé d'autres questions dans son discours de Manchester, notamment de celle du service obligatoire. C'est encore là une grande nouveauté, car jusqu'à ce jour le principe du volontariat était regardé en Angleterre comme un dogme intangible. Il ne l'est plus aujourd'hui. Les engagemens volontaires ont été nombreux, mais la conscription aurait produit davantage et, là aussi, nous sommes dans un domaine où la qualité ne suffit pas, il faut la quantité. M. Lloyd George, qui ne l'ignore pas, présente toutefois une observation dont on ne saurait contester la justesse, c'est qu'il est inutile d'avoir plus d'hommes qu'on ne peut en armer ; or l'Angleterre ne peut pas, en ce moment, en armer plus qu'elle ne le fait. Et nous voilà revenus à la question des munitions : c'est par elle qu'il faut commencer. S'il suffisait d'avoir des hommes, la Russie aurait des armées innombrables et invincibles ; mais il faut des armes, des canons, des fusils, des obus et, dans un autre ordre d'idées, des cadres, c'est-à-dire des officiers et des sous-officiers. C'est là que l'improvisation cesse et que la préparation devient indispensable. Il faut longtemps pour qu'elle soit parfaite : les Allemands ont mis quarante-quatre ans à perfectionner la leur.

M. Lloyd George a dit sans ambages que les Russes avaient éprouvé un échec : en effet, après s'être, il y a un mois, emparés de Przemysl, ils ont laissé la place retomber entre les mains de l'ennemi. Au moment de la première chute de Przemysl, les Autrichiens et les Allemands affectaient de dire que le fait n'avait pas grande importance : aujourd'hui, les Russes et leurs alliés, dont nous sommes, atténuent à leur tour la gravité du second événement. C'est le jeu des choses humaines. A parler franchement, la perte de Przemysl par les Russes est très regrettable ; mais elle l'est encore plus moralement que matériellement. Après un premier siège d'où elle était sortie démantelée, la place n'était pas défendable et ne pouvait pas non plus servir de point d'appui à une armée. On ne saurait dès lors établir aucune comparaison entre la première chute de Przemysl, obligée de capituler avec une armée de 130 000 hommes et un nombreux matériel de guerre, et le fait que les Russes ont abandonné la ville dans

une suite de manœuvres sur le San. Il n'en est pas moins vrai, comme l'a dit M. Lloyd George, que la Russie qui a une armée nombreuse, des officiers très distingués et des soldats héroïques, a vu un jour ses efforts paralysés par le manque de munitions : grande leçon, non seulement pour elle, mais pour nous tous. Quoi qu'il en soit, la bataille de Galicie se poursuit, et nul ne peut dire encore comment elle finira. Que sur l'immense ligne ait eu lieu un fléchissement local et provisoire, nous le voulons bien : partout ailleurs le front se maintient inébranlable. Il en est ainsi particulièrement chez nous. En dépit des attaques et des contre-attaques de plus en plus furieuses que les Allemands multiplient, nous avançons toujours, et certains symptômes donnent à penser que l'ennemi se fatigue. On a trouvé sur le cadavre d'un officier allemand et les journaux ont publié un carnet qui est un cri de douleur et de désespoir. L'infortuné se plaint matin et soir des ordres inexécutables qu'on lui donne ; il demande du secours, il gémit de ne pas même recevoir de réponse ; il constate presque heure par heure la décroissance d'une résistance qu'il ne peut plus soutenir ; il annonce un dénouement fatal. Et le dénouement s'est produit en effet : c'est la mort qui s'en est chargée.

M. de Bethmann-Hollweg, dans son dernier discours au Reichstag, a parlé, avec une ironie dont tout le monde connaît aujourd'hui le poids, de l'ignorance où nous autres, Français, sommes tenus des opérations militaires. Nous ne publions pas, dit-il, les communiqués allemands, de sorte que l'opinion, mal éclairée, ne sait rien de ce qui se passe sur les champs de bataille. On croirait, d'après M. de Bethmann-Hollweg, que les communiqués allemands sont une source à laquelle on peut puiser en toute confiance, et on croirait aussi, puisqu'il nous reproche de ne pas les publier, que les journaux allemands ne manquent pas de publier les nôtres. En réalité, ils n'en font rien, et s'il faut vraiment entendre les deux cloches pour savoir la vérité, les Allemands ne la savent pas du tout. Ils en sont même infiniment éloignés et c'est une surprise pour nos officiers et nos soldats, lorsqu'ils interrogent leurs prisonniers, de sonder la profondeur des illusions dans lesquelles on les a entretenus. Nous savons bien que la vérité officielle ne peut presque jamais être absolument crue sur parole, mais c'est surtout en Allemagne qu'il faut s'en défier : on nous assure d'ailleurs qu'après tant de déceptions, on commence enfin à le faire.

Il est un fait toutefois qu'il n'a pas été possible de dissimuler, à savoir l'intervention de l'Italie, et c'est précisément à ce sujet que

M. de Bethmann-Hollweg a prononcé le discours auquel nous faisons allusion. Le passage consacré à la France et à tout ce qu'on lui cache n'est qu'un détail dans cette harangue : en réalité, elle est consacré à l'Italie et n'est qu'un cri de colère et de rage poussé contre un allié félon et ingrat. M. de Bethmann-Hollweg avait déjà montré qu'il ne se contient pas dans les circonstances tragiques et que les paroles qui sortent alors de ses lèvres n'ont plus aucun rapport avec la langue politique : il l'a montré une fois de plus et plus complètement même que par le passé. « Ce n'est pas la haine qui m'anime, s'est-il écrié, c'est l'indignation, la sainte indignation ! » La sainte indignation l'inspire mal. Il a déversé un tombereau d'injures sur l'Italie et sur les hommes qui la dirigent : il a accusé ces derniers d'avoir été corrompus par l'or dont la Triple-Entente les avait gorgés. L'accusation est si monstrueuse que, quand il s'est relu, M. de Bethmann-Hollweg lui-même en a été embarrassé et qu'il l'a fait retirer par ses journaux : ou plutôt, au lieu de l'adresser personnellement aux ministres italiens, il l'a appliquée au peuple lui-même, à la rue, à la populace qui, paraît-il, animés d'une vraie « frénésie de guerre, » se sont rendus, par leurs excès, maîtres de la situation et ont forcé la main au gouvernement. M. de Bethmann-Hollweg aura beaucoup de peine à établir cette légende après les explications qui ont été fournies par le Gouvernement italien lui-même. M. Salandra en a fait justice. Il a eu à répondre à beaucoup d'adversaires à la fois. Le vieil empereur François-Joseph, s'adressant à ses peuples, a vociféré des imprécations qui se ressentent de son âge. Il s'est quelque peu perdu dans ses souvenirs, invoquant Novare, Mortara, Custozza, Lissa et faisant appel aux ombres de Radetzki, de l'archiduc Albrecht et de Tegethof ; mais il a oublié de dire comment tout cela avait fini : ce dénouement d'autrefois aurait cependant pu l'aider à prévoir celui de demain. Il a eu tort de rappeler les événemens de sa jeunesse, dont il dit être fier : ceux de sa vieillesse menacent de leur trop ressembler ! Il y a toutefois plus de modération dans le langage de l'empereur François-Joseph et de M. de Bethmann-Hollweg que dans celui de l'archiduc Frédéric qui, adressant un ordre du jour à l'armée, a traité tout crûment l'attitude de l'Italie d' « ignominieuse canaillerie. » Il faut avouer que l'archiduc Albrecht s'exprimait mieux.

M. Salandra a relevé le gant qu'on lui jetait et, parlant au Capitole, dans la salle des Horaces et des Curiaces, il a prononcé un discours qui a eu dans le monde entier, sauf bien entendu en Allemagne et en

Autriche, un retentissement profond. On aura beau dire à Berlin, ces noms de Capitole, d'Horaces, de Curiaces, sonnent autrement et plus puissamment aux oreilles que tous ceux de l'histoire d'Allemagne. L'histoire latine reste incomparable, et c'est toujours là que l'humanité civilisée va chercher ses titres d'honneur. M. Salandra a usé des avantages que lui donne le glorieux passé de son pays. « Je parlerai, a-t-il dit, en gardant le respect dû à mon rang et au lieu où je suis. Je pourrai négliger les injures inscrites dans les proclamations impériales, royales ou archiducales. Puisque je parle du Capitole et représente en cette heure solennelle le peuple et le Gouvernement de l'Italie, moi, modeste citoyen, j'ai le sentiment d'être beaucoup plus noble que le chef de la maison de Habsbourg. » Si la vraie noblesse est en effet dans l'antiquité des origines, le grand peuple qui a hérité de Rome peut défier tout parallèle. Après avoir réglé son compte avec ces têtes couronnées, M. Salandra est passé à leurs ministres. « Les hommes d'État médiocres, a-t-il dit, qui avec une légèreté téméraire se sont trompés dans toutes leurs prévisions et ont mis, en juillet dernier, le feu à toute l'Europe et même à leurs propres foyers, s'apercevant aujourd'hui d'une nouvelle faute commise, se sont exprimés dans leurs parlemens de Budapest et de Berlin en paroles brutales contre l'Italie et contre son gouvernement, dans l'intention évidente de se faire pardonner par leurs concitoyens en les enivrant de visions cruelles de haine et de sang... Je ne pourrais pas, même si je le voulais, imiter leur langage, qui est un retour atavique à la barbarie primitive : ce retour est plus difficile pour nous qui en sommes plus éloignés de vingt siècles. » Il est difficile de porter plus haut le dédain. Nous avions oublié M. Tisza, M. Salandra s'en est souvenu. M. Tisza est peut-être, de tous les hommes d'État qui ont poussé à la guerre, celui qui est le plus directement responsable de tout le sang versé. Or, dans son discours au Parlement hongrois, il a traité d' « infâme mensonge » l'assertion du ministre italien que l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie avait bouleversé l'équilibre des Balkans. — Comment aurait-il pu en être ainsi, s'est-il écrié, puisque nous avons déclaré à nos Alliés et aux autres Grandes Puissances que la monarchie dualiste ne poursuivait aucune modification territoriale. — Telle est l'assertion de M. Tisza ; elle est formelle, mais est-elle vraie ?

La réponse de M. Salandra est la partie la plus intéressante pour nous de son discours. On avait dit que l'Italie aurait dû aviser dès le premier moment l'Autriche et l'Allemagne de ses intentions et qu'elle

ne l'avait pas fait. Il résulte au contraire, non seulement d'une affirmation de M. Salandra, mais d'une pièce officielle dont il a donné lecture, que, dès le 25 juillet, dans une conversation avec l'ambassadeur allemand, M. de Flotow, le marquis de San Giuliano et lui-même avaient dénoncé l'incorrection de l'Autriche, qui avait adressé son ultimatum à la Serbie sans entente préalable avec son alliée ; et aussitôt après, dès les 27 et 28 juillet, l'Italie a posé le principe des compensations qui lui étaient dues et dont elle indiquait déjà le caractère. — Mais, dit-on à Vienne et à Berlin, des compensations ne pouvaient être réclamées par l'Italie que si l'équilibre balkanique était ou devrait être rompu au profit de l'Autriche : il ne devait pas l'être, des assurances positives avaient été données à ce sujet. — Il n'est pas vrai, comme l'a affirmé le comte Tisza, dit à son tour M. Salandra que l'Autriche se soit engagée à ne pas réaliser d'acquisitions territoriales au détriment de la Serbie. M. de Mérey, ambassadeur d'Autriche à Rome, déclarait le 30 juillet au marquis de San Giuliano que « l'Autriche ne pourrait pas faire de déclaration l'engageant sur ce point, parce qu'elle ne pouvait pas prévoir si, pendant la guerre, elle ne serait pas obligée, contre sa volonté, de conserver des territoires serbes. » — Contre sa volonté, est admirable et se passe de commentaires. Combien faible était cette volonté de ne pas conserver de territoire, puisqu'on ne pouvait pas promettre qu'elle prévaudrait sur la tentation contraire ! Et ce n'était pas seulement M. de Mérey qui tenait ce langage évasif : presque en même temps, le comte Berchtold déclarait à Vienne au duc d'Averna, ambassadeur d'Italie, « qu'il n'était disposé à prendre aucun engagement relativement à la conduite éventuelle de l'Autriche en cas de conflit avec la Serbie. » Que devient après cela l' « infâme mensonge » que M. Tisza attribue à M. Salandra ? En vérité celui-ci a le droit de demander, comme il le fait d'ailleurs : « Où est donc la trahison, où est l'iniquité, où est la surprise si, après neuf mois de vains efforts pour parvenir à une entente honorable, nous avons repris notre liberté d'action ? » L'Italie pouvait d'autant plus légitimement la reprendre, que, dans une autre circonstance, — au cours de la guerre italo-turque à laquelle l'Autriche ne cessait pas d'apporter des obstacles, — le comte Berchtold avait menacé de reprendre la sienne. Au surplus, nous ne nous proposons nullement ici de défendre l'Italie, qui n'a pas besoin d'être défendue, mais de montrer encore une fois la duplicité de la diplomatie austro-allemande, et assurément la preuve en est faite.

La guerre a été déclarée par l'Italie à l'Autriche, elle a commencé,

elle se poursuit. Mais, par une singularité que nous ne nous chargeons pas d'expliquer, elle n'a été déclarée par l'Italie qu'à l'Autriche et nullement à l'Allemagne. Et la réciproque n'est pas moins vraie : l'Autriche a déclaré la guerre à l'Italie, l'Allemagne s'est abstenue de le faire. On pourrait même trouver dans son discours que M. Salandra use de ménagemens un peu imprévus à l'égard du prince de Bülow. « Je crois, dit-il, qu'il a eu de la sympathie pour l'Italie et qu'il a fait tout ce qu'il pouvait pour aboutir à une entente; mais, etc. » Ces atténuations de responsabilité appartiennent à une diplomatie trop raffinée pour nous, bien que nous soyons aussi convaincu que M. Salandra du désir qu'avait M. de Bülow d'aboutir à une entente, que ce fût par « sympathie pour l'Italie » ou pour tout autre motif. Qu'on le veuille d'ailleurs ou non, la guerre existe en fait de la part de l'Italie avec l'Allemagne aussi bien qu'avec l'Autriche, et on le verra bientôt. L'Allemagne, en effet, n'abandonnera pas plus l'Autriche dans l'Istrie que dans les Carpathes et l'Italie aura bientôt affaire aux deux alliés. En attendant, la guerre a commencé pour elle d'une manière rapide et brillante. Elle a envahi le Trentin, occupé des cols à travers les montagnes, pris possession de points stratégiques importans et, quoi qu'il arrive par la suite, on aura de la peine à l'en déloger, ou plutôt on n'en viendra pas à bout, et ces premiers succès de l'Italie seront bientôt suivis d'autres encore plus décisifs. Mais, jusqu'ici, la résistance autrichienne a été faible et cela a donné à croire qu'on ne s'attendait pas à Vienne, non plus d'ailleurs qu'à Berlin, à voir l'Italie intervenir les armes à la main. On n'y était pas préparé. S'il en est ainsi, nous relèverons une fois de plus, à la charge de l'Allemagne et de l'Autriche, ce même défaut de psychologie dont elles ont déjà donné tant de preuves. Elles ne savent jamais ce qui se passe dans l'âme des autres. Malgré l'intérêt évident qu'avait l'Italie à intervenir comme elle l'a fait, on croyait obstinément à Berlin et à Vienne que l'immense prestige de l'Allemagne paralyserait toujours ses velléités et que, finalement, elle ne bougerait pas. Les négociations dans lesquelles elle était entrée n'étaient qu'un marchandage ; elle le pousserait le plus loin possible, mais non pas jusqu'au bout ; elle tendrait la corde presque au point de la rompre, mais elle ne la romprait pas. L'Allemagne et l'Autriche étaient d'ailleurs sûres d'avoir fait des concessions suffisantes pour donner satisfaction à l'Italie, et M. de Bethmann-Hollweg n'est pas encore revenu de sa stupéfaction qu'il en ait été autrement. — Mais, a demandé un jour l'Italie, qui me répond de la bonne foi de l'Autriche? — Moi, a déclaré fièrement

l'Allemagne ; vous avez ma parole. — Mais si vous ne pouvez pas la tenir ? si vous êtes battue ? — L'Allemagne ne s'attendait probablement pas à cette réplique, à laquelle on ne voit pas trop ce qu'elle aurait pu répondre : elle n'a trouvé que « la sainte indignation. »

Quant à nous, c'est avec plaisir que nous relevons le mot dans le discours de M. Salandra. Il prouve, en effet, que l'Italie n'est pas de ces Puissances qui croient habile d'intervenir au dernier moment pour achever un blessé tombé sous les coups d'un autre et lui enlever ses dernières dépouilles. L'Italie estime que ces dépouilles n'appartiennent moralement et durablement qu'à celui qui a affronté le péril et les a arrachées les armes à la main dans un combat loyal. La noblesse de sentimens qui respire dans le discours de M. Salandra montre qu'elle ne se serait pas regardée comme vraiment et définitivement maîtresse de territoires qu'elle n'aurait pas gagnés.

Nous ne pouvons pas parler encore des notes échangées entre l'Allemagne et les États-Unis. Au moment où nous écrivons, celle qu'on attend de M. Wilson et dont la rédaction est, dit-on, arrêtée *ne varietur* depuis plusieurs jours, n'a pas été publiée ; mais il est à croire qu'elle a le même caractère que la dernière, à laquelle l'Allemagne a cherché à échapper par une réponse équivoque : nous n'en voulons pour preuve que la démission de M. Bryan. M. Bryan était secrétaire au département d'État, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères. Peut-être n'était-il pas spécialement préparé à remplir ces fonctions, mais il avait rendu de grands services électoraux à M. Wilson, qui lui avait payé sa dette de reconnaissance en le chargeant de diriger la politique extérieure des États-Unis.

M. Bryan, qui a été lui-même autrefois candidat à la Présidence, est un orateur, un entraîneur de foules, non pas un diplomate : pardessus tout, il est un pacifiste convaincu et intransigeant. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Wilson pour lui donner sa démission, il se déclare d'accord avec lui sur les principes à suivre, mais tout à fait en désaccord sur les moyens à employer. Les deux hommes, après s'être rendu justice, se séparent, ce qu'ils déclarent faire à contre-cœur. « La solution de la question qui est en jeu est si importante, écrit M. Bryan, que rester membre du Cabinet serait aussi injuste à votre égard qu'à l'égard de la cause qui me tient à cœur, à savoir, empêcher la guerre. » M. Wilson tient certainement lui aussi à éviter la guerre, si cela est possible ; s'il la déclare, ce sera parce qu'il ne l'aura plus été de faire autrement ; mais, homme de devoir

avant tout, il a déjà signé une note où il ne laissait aucun doute sur son intention de le remplir jusqu'au bout. « Le gouvernement impérial allemand, y disait-il, ne doit pas attendre des États-Unis l'omission d'un seul mot, d'un seul acte qui serait nécessaire à l'accomplissement de son devoir sacré. » M. Bryan, lui aussi, avait signé cette note; mais d'accord, sur les mots, ils ne l'était pas avec M. Wilson sur les choses; l'un et l'autre comprenaient le devoir de manières différentes. M. Bryan aperçoit la guerre au bout de la note de M. Wilson. A-t-il tort? A-t-il raison? Cette conséquence est-elle inévitable? Nous ne le saurons qu'après avoir lu le document. M. Bryan annonce qu'après cette publication, il fera lui-même une déclaration plus complète: nous saurons alors où est le dissentiment. M. Bryan se préoccupe de maintenir la paix: c'est une bonne intention, mais la guerre existe, elle ensanglante les mers comme la terre, et M. Wilson, au nom des principes du droit des gens, se préoccupe de garantir la vie des non-belligérans. L'objet qu'il se propose est le plus urgent et la thèse qu'il défend est à coup sûr la plus conforme au bien permanent de l'humanité.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-SEPTIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er Mai.

Pages.

COMMENT L'ALSACE EST DEVENUE FRANÇAISE, par M. A. ALBERT-PETIT. . . . 5
LE PASSÉ DE L'ONCLE JEAN, première partie, par MAXIME DES ARNEAUX . . 39
L'ESPAGNE ET LA GUERRE, par M. A. MOREL-FATIO, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres 75
LA GUERRE EN FLANDRE VUE PAR UN JOURNALISTE AMÉRICAIN, par PIERRE KHORAT. 93
LA GUERRE ALLEMANDE ET LE CATHOLICISME, par M. DENYS COCHIN, de l'Académie française. 121
HUMANITARISME ET PATRIOTISME DANS L'ANCIENNE ROME, par M. RENÉ PICHON. 133
EDMOND ABOUT A L'ÉCOLE NORMALE ET A L'ÉCOLE D'ATHÈNES. — LETTRES ET DOCUMENS INÉDITS. — I, par M. PAUL BONNEFON 173
DANS LE LEVANT, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. 206
REVUE LITTÉRAIRE. — DE MONTAIGNE A VAUVENARGUES, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 216
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 228

Livraison du 15 Mai.

L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE ET LE RÉVEIL DE L'EUROPE (1871-1914), par M. A. GÉRARD. 241
LE PASSÉ DE L'ONCLE JEAN, deuxième partie, par MAXIME DES ARNEAUX . . 272
SOUVENIRS D'AVANT ET D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878, par M. DE NÉLIDOW. 302
JOUETS FRANÇAIS CONTRE JOUETS ALLEMANDS, par M. le vicomte GEORGES D'AVENEL 340
LA LITTÉRATURE DE DEMAIN ET LA GUERRE EUROPÉENNE, par M. VICTOR GIRAUD. 369

Pages.

EDMOND ABOUT A L'ÉCOLE NORMALE ET A L'ÉCOLE D'ATHÈNES. — LETTRES ET DOCUMENS INÉDITS. — II, par M. PAUL BONNEFON 395
LA DÉPOPULATION DE LA FRANCE, par M. CHARLES RICHET, de l'Académie des Sciences 425
REVUE MUSICALE. — LA DOUCE FRANCE, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 433
REVUES ÉTRANGÈRES. — AUTRES IMAGES DU « FRONT » RUSSE, par M. T. DE WYZEWA. 445
REVUE DRAMATIQUE. — *La Jalousie*, AUX BOUFFES-PARISIENS; — *La Commandatur*, AU GYMNASE; — *Colette Baudoche*, A LA COMÉDIE-FRANÇAISE, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 457
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 469

Livraison du 1er Juin.

LA SEMAINE TRAGIQUE, par M. le baron BEYENS. 481
LE PASSÉ DE L'ONCLE JEAN, troisième partie, par MAXIME DES ARNEAUX. . 507
AVEC LES ÉVACUÉS (4-12 avril 1915), par Mlle L. CHAPTAL. 544
LE VISAGE DE PARIS, par Mme ÉDITH WHARTON 569
DANS L'AIR QUI TREMBLE, par M. PAUL ADAM. 586
LE JAPON EN CHINE, par M. FERNAND FARJENEL 622
TORPILLAGES : LE *Léon-Gambetta*, LA *Lusitania*, LE *Goliath*, par M. le Contre-Amiral DEGOUY 646
CE QU'ILS N'ONT PU DÉTRUIRE. — LES TAPISSERIES SAUVÉES DE LA CATHÉDRALE DE REIMS AU PETIT-PALAIS, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE. 657
LES PRÉLIMINAIRES D'IÉNA, par M. HENRI WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 679
REVUE LITTÉRAIRE. — LEUR AVENIR, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 696
CORRESPONDANCE. — LETTRE DE M. CHARLES BENOIST 708
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 709

Livraison du 15 Juin.

LA NEUTRALITÉ BELGE ET L'INVASION DE LA BELGIQUE, par M. le baron BEYENS. 721
LE PASSÉ DE L'ONCLE JEAN, dernière partie, par MAXIME DES ARNEAUX. . . 747
LES RESSOURCES DES BELLIGÉRANS, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 782
L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE DE MONROE, par M. HENRI LORIN. 818
LA REINE HORTENSE ET LE PRINCE LOUIS. — VI. EN ANGLETERRE (juin-juillet 1831). Extraits du *Journal* de Mlle VALÉRIE MASUYER. 848
IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT. — IV. AUTOUR DU « 75, » par M. CHARLES NORDMANN 874
L'IDÉE DE PATRIE A TRAVERS LES SIÈCLES. — I. LE MONDE ANTIQUE, par M. VICTOR DU BLED. 897
LA SITUATION NAVALE. — COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE, par M. le Contre-Amiral DEGOUY 921
REVUES ÉTRANGÈRES. — ENCORE QUELQUES « TÉMOIGNAGES » DU DEHORS, par M. T. DE WYZEWA. 935
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 947

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 52923.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 526 474